

CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES
ET FINNO-SCANDINAVES

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES
VI^e Section : Sciences Économiques et Sociales
SORBONNE

FONDATION FRANÇAISE
D'ÉTUDES NORDIQUES
(ROUEN)

DLP 24-1-60 730873

1105

INTER --- NORD

**Revue de géographie
économique et politique
des pays du Nord**

h. R
11109



S. E. V. P. E. N.
(Ministère de l'Éducation Nationale)
13, rue du Four
PARIS-VI^e

MARS 1966 - N° 8

INTER-NORD

Revue de géographie économique et politique des pays du Nord

Directeur

Jean MALAURIE

Comité de Direction

Jean MALAURIE,

Directeur du Centre d'Etudes Arctiques,
E.P.H.E. Paris

Daniel NAT,

Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris

George W. ROGERS,

University of Alaska, Juneau

André PIATIER,

Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris

Roger PORTAL,

Faculté des Lettres et Sciences humaines,
Paris
Président de l'Institut d'Etudes Slaves
de l'Université de Paris

Basilie KERBLAY,

Centre de documentation sur l'U.R.S.S.
et les Pays Slaves
Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris.

Jacques ROUSSEAU,

Centre d'Etudes Nordiques, Université
Laval, Québec (Canada)

Claus BORNEMANN,

Ministère du Groenland, Copenhague

Correspondants

Alan COOKE (Dartmouth, N.H. - U.S.A.)

Bertel W. KARSTEN (Copenhague)

Robert PÅRIS (Stockholm)

INTER NORD Revue semestrielle, est publiée par le Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Sorbonne), 54, rue de Varenne, Paris-VII^e (BABylone 48-60) avec le concours de la Fondation Française d'Etudes Nordiques

Pour abonnement, dépositaire central et Administration : S.E.V.P.E.N. (Service d'Édition et de Vente des Publications de l'Éducation Nationale), 13, rue du Four, PARIS-VI^e

Abonnement annuel 40 F. § 10 - le numéro 25 F.

Comptes rendus - Book Review. Les ouvrages et articles destinés à faire l'objet d'un compte rendu, doivent être adressés à la Rédaction d'INTER-NORD, Centre d'Etudes Arctiques, 54, rue de Varenne, PARIS-VII^e.

INTER NORD

Mars 1966 - n° 8

I. Examen économique par grands secteurs : Janvier 1964 - Janvier 1965

SOMMAIRE

EUROPE SEPTENTRIONALE

FINLANDE

I - LA SITUATION GENERALE	9
Un ressaisissement de la production	9
L'optimisme doit être limité	10
La crise des prix	10
Les prix s'accroissent deux fois plus vite que la production	10
II - LA PRODUCTION	
La Finlande menacée de perdre ses industries métallurgiques	14
Bois et papier couvrent désormais les 3/4 des exportations finlandaises	14
La progression du bois et du papier n'implique nullement une amélioration de la conjoncture actuelle	14
III - LA FINLANDE ET L'EXPERIENCE DANOISE	16

SOMMAIRE

Examen économique par grands secteurs	9-210
Etudes et Débats	219-227
Section bibliographique ..	233-284
Annexe statistique	285-394
Table des sources	395-404

60 R
11109

EXAMEN ECONOMIQUE PAR GRANDS SECTEURS : L'établissement du chapitre **NORVÈGE** a été assuré par M. Jacques GARREAU ; **FINLANDE** par MM. Daniel NAT, Georges DEMOULIN et Vaino PAAVILAINEN ; **DANEMARK** et **CANADA** par M. Daniel NAT ; **SUÈDE** par M. Robert PARÈS ; **ALASKA** et **PACIFIQUE NORD** par M. G.W. ROGERS ; **SIBÉRIE** par MM. Basile KERBLAY, Jean MALAURIE, Daniel NAT et Georges SOKOLOFF ; **LA ROUTE MARITIME DU NORD** par M. Terence ARMSTRONG.

ÉTUDES ET DÉBATS : Régis BOYER : Quelques publications récentes concernant les Sagas ou les Vikings ; Jean MALAURIE et Daniel NAT : Préhistoire Nord Américaine : observations sur un symposium ; Jean MALAURIE : Les Esquimaux : présent et avenir.

SECTION BIBLIOGRAPHIQUE : Régis BOYER : « Où en sont nos connaissances sur les Vikings ? ». Régis Boyer ; Islande : Bibliographie sélective.

ANNEXE STATISTIQUE ET CARTOGRAPHIQUE : Trafics des ports de **Oslo** et du Havre avec les pays du Nord. Préambule à l'étude statistique par M. André VIGARIÉ ; Étude par Mme Monique DEBON.

SECRETARIAT : Mme Andrée LEBRUN.



IV - ETUDES PARTICULIERES	17
Le marché des bois finlandais : Production et perspectives	17
Planification nationale des communications en Finlande	23

NORVÈGE

I - LA SITUATION GENERALE	29
Croît des exportations, progression des revenus, diminution du déficit du commerce extérieur	30
Instabilité des prix et salaires	31
Marché du travail tendu et régression du chômage	31
II - LA MARINE MARCHANDE NORVEGIEENNE AU DEBUT DE L'ANNEE 1964	33
III - NORVEGE SEPTENTRIONALE	
LA SITUATION GENERALE : Industrialisation insuffisante	38
FINNMARK : situation critique des pêcheries	39
LE COMPLEXE INDUSTRIEL DE MO.I. RANA	41

SUÈDE

I - LA SITUATION GENERALE	54
Les sociaux démocrates conservent le Pouvoir ..	54
Tendances à un contrôle plus grand de l'économie par l'Etat	54
II - LES TENDANCES INFLATIONNISTES	
La montée des prix	57
La politique financière	58
Les dispositions prises par le Gouvernement et la Banque de Suède	59
III - L'EXPANSION INDUSTRIELLE	60
IV - ANNEXE STATISTIQUE	67

DANEMARK

I - LA SITUATION GENERALE	77
La stabilisation vise à relancer et non pas à bloquer la dépression de 1963	79
Un réajustement de toute l'économie	80
Apparences du fléchissement et les réalités de la relance	81
II - L'INDUSTRIE DANOISE	
Des entreprises commerciales deux fois plus fortes et des unités industrielles deux fois plus petites qu'en France	82

17	Consécration de la vocation exportatrice	83
17	Une industrie qui n'a pas dix ans	86
23	Un taux d'accroissement sans équivalent en Europe	89
	Valeur de la production et valeur ajoutée	92
	Trois types d'industrie : leur situation géographique	94

ATLANTIQUE NORD * ET CANADA

CANADA

29	I - LA SITUATION GENERALE	99
30	1964 confirme et accentue les caractéristiques de	
31	1963 : production et emploi	100
31	Les prix	102
33	Le blé, force canadienne	103
	Vers un nouveau statut des rapports Etats-Unis -	
	Canada?	104
	II - ETUDE DOCUMENTAIRE : Urbanisation et exode	
38	rural	107
39	La paysannerie réduite au dixième de la population	
41	totale	108
	Les caractères de l'urbanisation	110
	III - ANNEXE STATISTIQUE	
54	Production et Emploi	114
54	Salaires et prix	128
54	Comptes nationaux	139
	Commerce	131

PACIFIQUE NORD

ALASKA

57	I - THE GENERAL SITUATION	145
58	Aftermath of the 1964 good friday disaster	145
59	Others developments	148
60	II - POVERTY IN ALASKA	
67	Incidence of poverty-The other Alaska	149
	Profile of poverty-the native economic condition ..	150
77	The future of poverty in Alaska-Development VS.	
78	Population	152
79	III - MAJOR SOCIAL AND ECONOMIC CHARACTERIS-	
80	TICS OF ALASKA'S REGIONS	154

NORTH PACIFIC

81	The North Pacific as an international marine region	
	patterns of conflict and cooperation	159

* En raison de l'abondance des matières, les sections Islande, Iles Féroé, Groënland sont reportées au prochain numéro.

SIBÉRIE

I - LA SITUATION GENERALE	167
A. SIBERIE OCCIDENTALE	167
Quatre fois la surface de la France	168
La situation géo-économique des gisements est bonne	168
Principales informations d'exploitation pour 1965 ..	168
B. R.S.S.A. DE YAKOUTIE ET EXTREME-ORIENT	169
Un climat sévère. Une densité de population généralement inférieure à 1, sauf en Extrême-Orient	170
Un quatrième pôle industriel en U.R.S.S.	171
Principaux centres d'activité	173
Les projets de coopération nippono-soviétiques en Sibérie orientale	174
II - EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS NORDIQUES DE L'U.R.S.S. : étude statistique par grands secteurs et par postes	175
III - L'INDUSTRIE DU BOIS EN UNION SOVIETIQUE :	
Le cas de l'Est Sibérien	185
Place et rôle de l'industrie du bois dans l'économie soviétique	187
Le choix d'une politique	194
Le passé de l'Extrême-Orient Soviétique	204
Le coût du bastion Extrême-Orient en 1959	205
Le prix du redressement	207
L'Extrême-Orient Soviétique	210
IV - LA ROUTE MARITIME DU NORD EN 1964	

II. Etudes et débats

Régis BOYER : Quelques publications récentes concernant les Sagas ou les Vikings	219
Jean MALAURIE et Daniel NAT : Préhistoire Nord-Américaine : observations sur un symposium	223
Jean MALAURIE : Les Esquimaux : présent et avenir	227

III. Section bibliographique

Régis BOYER : Où en sont nos connaissances sur les Vikings ?	233
Régis BOYER : Islande : Bibliographie sélective	271

IV. Annexe statistique et cartographique

Les Relations maritimes de la Basse-Seine avec les ports
nordiques.

André VIGARIÉ : Introduction 285

Monique DERON : Trafics des ports de Rouen et du Havre
avec les ports du Nord 301

Table des sources 395

CARTES HORS-TEXTE

Le réseau des transports en Finlande 22

La Norvège Septentrionale 42

La Sibérie : Traits généraux 145

IV. Annexe statistique et cartographique

100	Les données statistiques de la Gascogne dans les années récentes
101	Année VIGARE : Introduction
102	Mouvement DÉMOG. (Taux de natalité, de mortalité et de mortalité) de 1900 à 1950

Table des sources

CARTES-HORS-TEXTE

103	La région des Landes en 1900
104	La région gasconne
105	La Gascogne dans la France

EUROPE SEPTENTRIONALE

Finlande	p. 7
Norvège	p. 27
Suède	p. 51
Danemark	p. 75

EDINBURGH UNIVERSITY

EDINBURGH UNIVERSITY
LIBRARY
100
100

FINLANDE

FINLANDE

tir
ne
ré
me

les
et
UN
ba
va
me
me
s'a
me
en
de
du

FINLANDE*

EN DEPIT D'UN NET RESSAISSEMENT DE LA PRODUCTION, L'ECONOMIE FINLANDAISE, DE PLUS EN PLUS TRIBUTAIRE DES SEULES INDUSTRIES DU BOIS, PARVIENT DIFFICILEMENT A SE DEGAGER DES ENTRAVES QU'OPPOSE A SON FONCTIONNEMENT LA HAUSSE DRAMATIQUE DES PRIX INTERIEURS.

I

LA SITUATION GÉNÉRALE

Sans doute ne serait-il ni équitable ni même pertinent de soutenir qu'à l'orée de 1965, la Finlande ne semblait toujours pas avoir surmonté la crise, réelle et profonde, qui, depuis 1962, déprime si durement son économie.

Certes, les indications défavorables, loin de perdre leur force, y sont devenues encore plus certaines — et elles manifestent, au total, comme le note d'ailleurs UNITAS, n° 2, 1964, revue de la *Nordiska Foreningsbanken*, que la situation a bien atteint le point où la valeur de la monnaie n'a jamais été aussi directement menacée. Il est vrai, tout également, que les symptômes inflationnaires, qui sont maintenant structurels, s'accompagnent, sur le plan conjoncturel, de symptômes clairement et fortement dépressifs : accroissement du chômage — et l'accroissement ne ressortit en 1964 pas à moins de 35 % sur 1963 ; réduction de la construction résidentielle ; recul, en volume, du commerce de gros et de détail, etc.

1. UN RESSAISSEMENT DE LA PRODUCTION

Mais il n'est pas moins vrai que dans un tel climat, et dans de telles conditions — qui justifieraient sans peine un pronostic relativement découragé — la production industrielle paraît s'être ressaisie : mi-1964 elle avait progressé de 5,8 % sur 1963, contre 4,5 % en 1963 sur 1962 ; les réserves de change atteignaient en mai 1964, 868 millions MF, contre 734 millions de moyenne pour 1962 ; elles permettaient aux importations d'augmenter de 27 % entre le premier semestre 1964 et la période correspondante de 1963, l'augmentation découlant essentiellement d'un énorme accroissement des achats de biens d'équipement (+ 41 %) et des carburants et lubrifiants (+ 64 %), contrastant vivement avec 1963 qui en avait vu le recul. De même, les exportations du premier semestre 1964 se soldaient par une avance des produits industriels : + 16 %, contre 4 % en 1963 et une avance totale relevant également de 16 % contre 1,7 % seulement pour l'ensemble de l'année 1963.

* Texte établi par M. Daniel NAT.

2. L'OPTIMISME DOIT ETRE LIMITÉ

Dans cette perspective, l'impression ne peut donc pas ne pas ressortir que deux ensembles distincts de données, deux évolutions, deux dynamiques — dont l'une est positive et l'autre négative — coexistent et, plus que de s'entremêler, tendent surtout, à s'opposer. Non sans que la Finlande n'ait, au reste, d'ores et déjà payé assez cher et, comme quasi-irréversiblement, cette distorsion interne : car, si les exportations industrielles reprennent en 1964, c'est, cette fois, sur la base d'une quasi-liquidation des exportations de produits métallurgiques ou mécaniques (+ 2 %), qui, chaque année davantage, consacre l'assujettissement de l'économie entière au sort d'un type unique de production. Et l'on ajoutera aussi — puisque le déficit de la balance commerciale représentait, à la fin du 1^{er} semestre 1964, plus de deux fois et demi le déficit de l'année 1963 dans son ensemble — que le bon état des réserves nationales de change témoigne moins de la vigueur de la demande extérieure que des nombreux concours financiers et prêts étrangers consentis, en 1964, à la Finlande.

I. — LA CRISE DES PRIX

a) Une flambée des salaires

Le tableau I, ci-après, confirme la tension véritablement anormale qui marque le comportement des salaires et rémunérations des secteurs secondaire et tertiaire : 13 % d'accroissement du premier semestre 1963 au premier semestre 1964 (avec une pointe de 17 % en faveur des employés de l'Etat), alors que la production industrielle ne s'est accrue que de 5,8 %, le commerce (en valeur) de 8 % et que le revenu agricole, pourtant indexé sur le niveau général des salaires, n'a, lui-même, crû, de janvier à juin 1964, que de 8 %.

Dans son précédent numéro (p. 19) Inter-Nord rappelait les efforts déployés, dès 1963, par le gouvernement pour s'efforcer de maîtriser cette situation. On sait, en effet, qu'à des revendications qui ressortissaient, alors, à un exhaussement de 9 à 12 % des salaires, il avait été fait face par une convention générale, dite de RIPATTI, valable pour 1964 et 1965 et réduisant la hausse des rémunérations à un accroissement immédiat de 6 %, puis de 3,8 % début 1965, sous réserve d'indexation du mouvement des salaires sur celui des prix. Trois mois plus tard l'échelle mobile entraînait un premier réajustement de 3,1 %, suivi, à l'automne, d'un second de même importance et portant, à l'entrée de 1965, la rémunération de base à près de 18 % au-dessus de son niveau de fin 1963.

TABLEAU I

Evolution générale de l'indice des salaires de 1962 à 1963

(1957 = 100)

ANNÉE ET TRIMESTRE	SALAIRES AGRICOLES			SALAIRES INDUSTRIELS			EMPLOYÉS DE L'ÉTAT					
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	33-43	25-32	15-24	6-14	Total	
1962												
II	120	116	119	137	131	135	126	130	128	131	129	
III	120	119	120	137	131	135	126	130	128	131	129	
IV	124	120	122	137	132	135	146	136	132	134	134	
1963												
I	131	129	130	138	135	137	159	145	135	137	139	
II	141	130	137	148	142	146	159	145	135	137	139	
III	142	129	137	148	143	146	160	149	143	146	146	
IV	145	127	138	148	144	147	160	150	145	147	147	
1964												
I	156	136	148	157	155	156	171	160	155	157	157	
II	158	149	154	—	—	—	175	164	158	161	161	

Sources : Tilastokatsauksia, n° 7, 1964 ; Helsinki.

TABLEAU II

L'évolution indicielle des salaires et traitements par secteurs (1957 = 100)

	1962					1963					1964		% + ou -	
	I	II	III	IV	1-IV	I	II	III	IV	1-IV	I	II	4 ^e tr. 64	2 ^e tr. 63
													4 ^e tr. 63	2 ^e tr. 64
Agriculture													+ 13	+ 12
Salaires	119	119	120	122	120	130	137	137	128	136	148	153	+ 14	+ 14
Traitements	118	127	132	131	127	143	141	143	150	144	162	163	+ 9	+ 11
Mines, industrie, énergie	137	138	139	140	139	144	151	153	153	150	164	168	+ 8	+ 10
Salaires	132	134	134	135	134	137	145	145	146	143	156	160	+ 9	+ 10
Traitements	137	138	139	140	140	143	152	152	153	150	163	167	+ 12	+ 13
Construction	127	134	136	136	133	134	146	150	153	146	153	165	+ 7	+ 16
Salaires	131	132	133	139	134	141	144	147	149	146	158	167	+ 10	+ 15
Traitements	131	131	132	134	132	138	141	147	148	144	159	162	+ 11	+ 11
Transports et Communications	127	129	130	131	129	138	145	145	146	143	156	161	+ 12	+ 17
Commerces, banques	133	133	134	140	135	145	147	156	157	151	168	172	+ 8	+ 12
Fonctionnaires	125	125	125	126	125	129	134	126	126	134	144	150	+ 10	+ 13
Autres services	130	133	133	135	133	138	145	148	149	145	158	163	+ 10	+ 13
Total	129	133	133	134	132	136	144	146	147	144	155	161	+ 10	+ 12
Salaires	132	133	134	137	134	142	146	151	151	148	162	166	+ 10	+ 14
Traitements														

Sources : (Economic Survey 1964, Finland, Helsinki 1964).

b) Les prix s'accroissent deux fois plus vite que la production.

C'est laisser deviner l'allure proprement indomptable par là même imprimée au mouvement des prix — dont rend compte le Tableau III, ci-après — et qui tendaient, courant 1964, à agir comme un corps littéralement étranger et, en tout cas, quasi-indépendant,

engagé dans le fonctionnement de l'économie. De 1958 à 1963, l'indice général du coût de la vie avait crû, environ, de 3 % par an ; début 1964, son augmentation mensuelle dépasse largement 1,5 % ; pour l'habillement elle atteint 3 % ; pour l'alimentation 2 %. D'avril 1963 à avril 1964, la poussée globale des prix ressortit à peu près de 11 %, avec une tendance indéniable à l'accélération.

TABLEAU III
L'évolution de l'indice des prix
(1951 = 100)

Année et mois	Indice total	Alimentation	Loyer	Chauffage et éclairage	Habillement	Divers
1958	132	140	277	102	83	129
1959	134	141	280	98	85	134
1960	138	138	298	98	86	136
1961	141	141	310	100	87	137
1962	147	147	327	103	90	143
1963	154	154	346	108	93	151
1963 V	153	163	343	108	92	149
VI	153	164	343	108	92	149
VII	154	163	343	108	92	151
VIII	154	163	343	109	93	152
IX	156	167	343	109	93	154
X	158	168	356	109	94	155
XI	158	169	356	109	94	155
XII	158	169	356	109	94	155
1964 I	164	175	361	113	104	159
II	165	177	361	113	105	160
III	167	180	361	114	106	162
IV	169	182	361	114	106	163
V	170	185	361	114	106	164
VI	170	185	361	114	107	165

Sources : Tilastokatsauksia, n° 7, 1964, Helsinki.

c) Les origines de la crise

Inter-Nord, dans ses précédents numéros, avait énuméré certaines des raisons qui pouvaient rendre inéluctable — et, en effet, la rendirent — une telle situation. L'indexation de la rémunération des agriculteurs, sur le niveau moyen des salaires industriels, en constituait, potentiellement, une. De fait, entre janvier et juin 1964, l'indice général des prix consentis aux produits agricoles passe de 2 472 (base 1937-39 = 100) à 2 582, soit un exhaussement de 8 %, alors que de 1960 à 1963 inclus, leur augmentation n'avait guère dépassé 2 % par an. La convention RIPATTI, liant, à l'inverse, les salaires aux prix, en constituait bien entendu, une autre. Mais la troisième prend sa source dans la crise dramatique de trésorerie traversée par la Finlande en 1963. On

le sait, pas moins d'un demi-milliard était, coûte que coûte, à trouver et M. Karjalainen, on s'en souvient aussi, avait préféré démissionner plutôt que de prendre les décisions auxquelles son successeur devait se résigner. Et, parmi celles-ci, une « réforme » de l'impôt sur le chiffre d'affaires : les experts estimaient que son indice sur les prix ne devait pas excéder 3 %. L'estimation allait se révéler sans rapport avec la réalité, puisque dans le seul et premier mois qui marquait la mise en œuvre de la réforme, les prix se tendaient déjà de 4 %. Pour exhausser de quelques 600 millions de marks le niveau des rentrées, l'Etat provoquait ainsi un renchérissement des biens et services domestiques d'un montant quasiment double : mais, surtout, il déclenchait du même coup, à l'intérieur du système des prix, un mécanisme redoutable de cumulation des garanties tarifaires

promises aux agriculteurs et des engagements consentis par M. RIPATTI aux salariés de l'industrie. Aussi visiblement que possible, un tel mécanisme — dont presque tous les observateurs admettent qu'il ne saurait avoir pour terme que la dislocation pure et simple de la monnaie nationale — ne pourrait se bloquer durablement sur une position fixée à l'avance qu'au prorata de la capacité propre de la production d'investir très rapidement et très intensément. Mais, précisément, un autre des effets de la crise de trésorerie de 1963 est d'avoir mis plus qu'à mal le marché des capitaux et d'avoir, ainsi, stérilisé l'antidote, au moment même où le mal était provoqué. Rarement, une économie s'est révélée davantage ligotée — et l'on comprend assez que le rapport pour 1964 de la *Nordiska Foreningsbanken* puisse affirmer que « l'année écoulée a eu pour conséquence un affaiblissement inquiétant de la valeur du mark et de la capacité concurrentielle de la vie économique », tandis qu'une étude consacrée, par le même orga-

nisme, à l'évolution des coûts salariaux dans l'industrie (1) admet que « la progression de ceux-ci ne peut plus être compensée par un accroissement de la productivité ou une augmentation des prix ».

II. — LE COMPORTEMENT DE LA PRODUCTION

Dans de telles conditions, la contenance relativement ferme gardée par la production n'en est que plus significative et confirme, au travers des vices majeurs de la situation présente, la vitalité intrinsèque de l'économie. L'indice de la production industrielle — qui, de 1959 à 1961, progresse de plus de 10 % par an — avait ralenti son mouvement en 1962 (+ 5,6 %) et, surtout, en 1963 (+ 3,7 %); les indications disponibles pour 1964 confirment une reprise du mouvement ascendant, avec 5,8 % d'accroissement sur la période correspondante de 1963.

TABLEAU IV

Les indices de la production industrielle (1959 = 100)

	Janv. - juin 1963	Janv. - juin 1964	% + ou -
Mines, carrières	137	145	+ 5,8
Industrie	137	145	+ 5,8
Ind. Alimentaires	123	128	+ 4,1
Ind. Boisson, Tabac	146	124	- 15,1
Ind. Textile	119	132	+ 10,9
Ind. Habil. Chauss.	132	134	+ 1,5
Ind. Bois	119	130	+ 9,2
Ind. Papier	145	160	+ 10,3
Ind. Édition	126	126	0
Ind. Culr, Caoutchouc	120	131	+ 9,2
Ind. Chimiques	152	175	+ 15,1
Ind. Ciment, Verreries	141	148	+ 5,0
Ind. Métallurgie primaire	154	175	+ 13,6
Ind. Métallurgie	153	150	- 2,0
Ind. Mécanique	148	144	- 2,7
Ind. Electrotechnique	146	148	+ 1,4
Ind. Matériel de transport	138	147	+ 5,8
Ind. Électricité - Gaz	152	171	+ 12,5

Sources : (Economic Survey 1964, Finland, Helsinki 1964).

(1) UNITAS, Quarterly Review illustrating economic conditions in Finland, n° 2, 1964, Helsinki : pp. 69-74.

a) La Finlande menacée de perdre ses industries métallurgiques.

Mais l'examen même du tableau IV montre de quelles nuances doit s'assortir l'optimisme. En fait, les difficultés domestiques ont pour contrepartie un arrêt brusque et confirmé du processus de diversification de la production industrielle : métallurgie et mécanique reculent purement et simplement, tandis que l'électrotechnique parvient à peine à se maintenir. L'étude, déjà citée, de la *Nordiska Foreningsbanken* non seulement admet que, pour ces compartiments de la production, le pronostic est « entièrement sombre », mais considère même que « rien ne pourra probablement arrêter le déclin continu des exportations métallurgiques ou mécaniques ». On note, à ce propos, que les livraisons de produits métallurgiques (navires et machines) à l'U.R.S.S. ont très fortement décliné, la Finlande les ayant surtout concentrées sur les deux premières années de l'accord commercial quadriennal finno-russe (1961-1965) et ayant, du même coup, épuisé les quotas prévus dans ce secteur.

b) Bois et papier couvrent désormais les 3/4 des exportations finlandaises.

C'est dire (hormis le brillant comportement de l'industrie chimique, dont la production ne représente toutefois que 4 % de la production industrielle totale) que l'initiative et, aussi, le bénéfice principal de la reprise reviennent aux industries du bois et papier, avec 10 % pour le papier et 9 % pour le bois, « étalant », début juillet 1964, l'exhaussement des prix et celui des salaires spécifiquement industriels (+ 10 %). C'est, au surplus, d'accroissements supérieurs que bénéficient leurs principales exportations durant le 1^{er} semestre 1964 : 42 % pour les bois sciés et rabotés, 18 % pour la pulpe au sulfite, 14 % pour la pulpe au sulfate, 10 % pour les papiers et cartons, 9 % pour le papier-journal et ce, avec un fort recul des bois bruts : -20 %. En termes de valeur, les chiffres sont encore plus révélateurs : durant le premier semestre 1964, les exportations industrielles finlandaises atteignent 751 millions MF contre 492 millions pour la période correspondante de 1963, soit un accroissement de 52 % ; or, la part des exportations métallurgiques dans la valeur totale des exportations marque un recul de 2 % ; et c'est donc bien au papier et au bois que l'économie fin-

landaise est redevable des quelque 3 300 millions de d'excédent réalisés de janvier à avril 1964. On note à ce propos, que sur la même période, le total, en valeur, des exportations de bois et papiers ressort à 600 millions MF, c'est-à-dire à 75 % des exportations totales finlandaises. Dans l'indication, rapportée au produit industriel brut 1963, montre surtout qu'au **seul niveau des exportations** le bois et le papier présentent, début 1964, 55 % de l'actif industriel total de la Finlande, alors qu'un an plus tôt leur poids spécifique dans l'ensemble de la production industrielle ressortissait à peu près au tiers.

c) La progression du bois et du papier n'implique nullement une amélioration de la conjoncture intérieure.

Il y a plus. L'industrie finlandaise rémunérait, en 1963, 424 339 unités : sur ce total, la part des industries du bois et papier s'élevait à 78 864 employés et salariés proprement industriels, soit 18 %. La distinction entre la part absolument prédominante des industries du bois et papier dans le bilan productif national et leur capacité effective d'absorption de main-d'œuvre s'avère ainsi aiguë. Ces industries produisent beaucoup plus qu'elles n'emploient et, sous cet angle, le rôle positif qu'elles peuvent assumer dans le maintien de la conjoncture intérieure est sans commune mesure avec l'action dépressive que risque d'exercer sur celle-ci la ponction considérable que leur gigantisme même leur permet d'effectuer sur le potentiel national d'investissement. Il importe en tout cas, de noter que 1964 — au moins à partir des indications disponibles — consacre assez clairement la simultanéité d'un nouveau progrès des industries du bois et du papier et d'une régression indéniable de la conjoncture intérieure.

d) La dépression du marché intérieur

Au niveau du commerce, tout d'abord. Certes, tant au stade du gros qu'à celui du détail, le chiffre d'affaires pour les premiers mois de 1964 croît et de près de 6 % sur 1963. Mais il y a là un simple effet de la poussée des prix : en fait, le volume des ventes au détail décroît de 3 % et d'ailleurs, la décroissance se manifeste, même en valeur, pour les textiles et l'équipement ménager, où elle atteint presque 10 %.

TABLEAU V

Le commerce de 1963 à 1964

	Chiffre d'affaires 1963. Millions MF	Pourcentage + ou -		
		1962/1963	4 ^e trimestre 1962/1963	1 ^{er} trimestre 1963/1964
Commerce de gros	11 032 2	+ 5	+ 6	+ 6
Alimentation, boissons, tabac	2 288 0	+ 4	+ 10	+ 13
Produits métalliques	1 718 1	0	+ 3	+ 1
Machines et matières premières	1 312 5	+ 4	+ 4	+ 6
Commerce de détail	7 832 6	+ 7	+ 10	+ 6
Epicerie	2 844 4	+ 8	+ 11	+ 8
Alimentation et tabacs	1 568 4	+ 5	+ 7	+ 9
Textile, habillement	1 017 1	+ 3	+ 12	- 2
Quincaillerie, électricité, sports	704 9	+ 8	+ 13	- 9
Monopole de l'alcool	512 5	+ 10	+ 11	+ 13
Pharmacies	180 1	+ 5	+ 9	+ 12
Grands magasins	149 4	+ 3	+ 9	+ 6
Autres	855 8	+ 8	+ 14	+ 12
Commerce de gros :				
volume	—	+ 3	+ 2	+ 1
Commerce de détail :				
volume	—	+ 3	+ 5	- 3

Sources : UNITAS, op. cit.

TABLEAU VI

Structure du chômage en 1963 et 1964

Année et mois	Chômeurs	POURCENTAGE DU TOTAL					
		Agriculture	Sylviculture	Industrie	Construction	Services	Commerce
1963							
VI	12 909	3.1	2.7	22.4	19.2	9.8	17.0
VII	15 423	2.5	2.1	33.1	17.4	8.6	16.2
VIII	15 659	3.0	2.7	17.6	24.5	9.5	22.4
IX	20 226	3.6	2.6	18.7	27.8	8.2	19.4
X	27 364	4.7	3.3	19.3	31.0	10.2	16.3
XI	32 122	4.1	8.0	19.7	37.5	5.7	12.5
XII	34 199	2.6	3.3	27.0	42.9	3.6	8.6
1964							
I	37 124	2.9	3.8	17.7	44.1	5.8	11.4
II	36 317	2.4	4.6	19.5	43.3	5.2	11.2
III	33 144	2.1	4.2	20.4	41.9	4.9	11.0
IV	31 419	2.2	3.4	20.9	32.2	6.3	13.6
V	25 039	2.1	2.0	19.1	22.9	6.6	15.9
VI	19 208	2.2	3.1	18.9	25.8	9.0	6.0

Sources : Tilastokatsauksia, n° 7, 1964 ; Helsinki.

Au niveau de l'emploi ensuite, et là, il faut bien admettre que les indications sont préoccupantes. A l'orée de juin 1964, les demandes d'emploi s'étaient accrues de 35 % sur la période correspondante de 1963 et les offres d'emploi, quant à elles, avaient reculé de 25 %. Les allocations gouvernementales de chômage se trouvaient en augmentation de 57 %. La construction, d'une part, les industries métallurgiques d'autre part, constituaient les secteurs les plus touchés et le pronostic est assez sombre pour que la revue UNITAS, déjà citée, écrive : « La situation de l'emploi s'améliorerait certes, si l'activité économique reprenait de la force. On ne saurait espérer qu'une telle évolution soit immédiate : une concurrence sévère et, surtout, l'accroissement considérable des coûts de production contraignent désormais les firmes à rationaliser encore plus la production et la première conséquence en sera de réduire les besoins de main-d'œuvre ».

Année	1963	1964	1965
1	100	135	100
2	100	75	100
3	100	157	100

LA FINLANDE ET L'EXPERIENCE DANOISE

Certes, et pour contrebalancer quelque peu la portée de ces diverses indications, il ne peut être négligé que les exportations finlandaises semblent, au moins durant le premier semestre 1964, mieux pénétrer les grands marchés extérieurs occidentaux : en direction de la zone européenne de Libre-Echange, où elles

progressent de près de 5 %, comme en direction du Marché commun, où leur avance est de 1 %. Mais marginale à la zone de Libre-Echange et extérieure au Marché commun, la Finlande ne doit-elle pas redouter l'avenir ? La revue de la *Nordiska Forsningsbanken* admet que, dès maintenant, et comme conséquence des accords signés entre les Six à Bruxelles, la Finlande « est pratiquement exclue des marchés de la Communauté économique européenne ».

Assurément, tout au long de 1965, la Communauté des Six a moins paru se fortifier et se durcir que s'affaiblir et se diviser et le nombre des observateurs croit, qui voient là l'amorce d'une évolution tendant tout à la fois, à élargir et à assouplir la forme des futurs systèmes tarifaires européens. L'économie finlandaise, bien certainement, ne s'en trouverait pas mal. Mais l'expérience de 1963 et le cours pris par les premiers mois de 1964 paraissent établir que les difficultés de la Finlande relèvent, sans doute, moins des difficultés que pourraient opposer des obstacles tarifaires au fonctionnement de son commerce extérieur que des données mêmes de structure qui caractérisent son économie. Le Danemark, pratiquement dans le même temps et sur le triple plan de la diversification industrielle, de la consommation intérieure et de la priorité de la production sur les producteurs, mettait en œuvre un programme de discipline et de ressaisissement, dont les résultats positifs se révèlent indéniables. L'on peut gager qu'une telle expérience ne saurait rester indifférente à la Finlande : la faiblesse d'une économie procède probablement moins de l'acuité des problèmes qui se posent à elle que de la lenteur qu'elle met à les résoudre.

Année	Finlande		Danemark		Finlande	Danemark	Finlande	Danemark
	1963	1964	1963	1964				
1963	100	100	100	100	100	100	100	100
1964	135	100	100	100	100	100	100	100
1965	100	100	100	100	100	100	100	100
1966	100	100	100	100	100	100	100	100
1967	100	100	100	100	100	100	100	100
1968	100	100	100	100	100	100	100	100
1969	100	100	100	100	100	100	100	100
1970	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	100	100	100	100	100	100	100	100
1972	100	100	100	100	100	100	100	100
1973	100	100	100	100	100	100	100	100
1974	100	100	100	100	100	100	100	100
1975	100	100	100	100	100	100	100	100
1976	100	100	100	100	100	100	100	100
1977	100	100	100	100	100	100	100	100
1978	100	100	100	100	100	100	100	100
1979	100	100	100	100	100	100	100	100
1980	100	100	100	100	100	100	100	100

ÉTUDES PARTICULIÈRES

I

LE MARCHÉ DES BOIS FINLANDAIS PRODUCTIONS ET PERSPECTIVES *

Depuis la dernière guerre, la Finlande a fourni un effort d'équipement industriel considérable : une industrie minière, une industrie sidérurgique, une industrie de transformation des métaux, une industrie chimique, une industrie de production de matériel électrique se sont développées, qui donneront à ce pays, dans vingt ans, une physionomie économique ressemblant à celle de la Suède. Mais depuis dix ans, l'industrie papetière, qui était avant-guerre, la seule grande industrie de transformation en Finlande, a atteint l'âge adulte car sa croissance semble désormais limitée par ses possibilités d'approvisionnements et de ventes. Elle tend à absorber la forêt finlandaise, et si la Finlande exporte encore un million de standards de bois sciés par an, c'est sans doute parce que les marchés de la cellulose et du papier sont actuellement saturés.

L'objet de cette étude étant de donner un aperçu du marché des bois finlandais, nous rappellerons d'abord quelques chiffres permettant de situer la place de l'exportation des bois dans la Finlande de 1965.

Nous examinerons très rapidement :

1. La forêt finlandaise

La Finlande a une superficie de 337 000 km², comprenant 32 000 km² recouverts par des lacs et des cours d'eau, ce qui laisse 305 000 km² de terres, dont

71 %, soit 21,7 millions d'hectares, recouverts de forêts, représentant un volume de bois de 1 410 millions de mètres cubes réels sous écorce, dont la répartition par essence est la suivante :

Pin	Pinus Sylvestris	43 %
Sapin	Picea Abies	38 %
Bouleau	Betula sp	17 %
Tremble, Aulne	Populus, Alms, etc.	2 %

La pousse annuelle est de 43 millions de mètres cubes réels, qui se répartissent entre les différentes essences, comme suit :

Pin	Pinus Sylvestris	37 %
Sapin	Picea Abies	39 %
Bouleau	Betula sp	22 %
Tremble, Aulne	Populus, Alms, etc.	2 %

La pousse annuelle par hectare est de 20 m³ réels.

La propriété de ces forêts est répartie approximativement comme suit :

	Surface	Pousse annuelle
Propriété privée	62,7 %	73 %
Propriété de l'État	28,0 %	15,3 %
Propriété de compagnies	7,1 %	8,9 %
Propriété de communes	2,2 %	2,8 %

* Texte établi par M. Georges DEMOULIN, Helsinki.

2. La part de l'industrie finlandaise transformatrice du bois comme client de la forêt.

La coupe totale de l'année 1964 a été de 50,3 millions de mètres cubes réels, dont 30,8 millions pour l'industrie forestière, le reste représentant la consommation domestique (11,3 millions de m³), les pertes naturelles et les exportations de bois ronds.

En 1964, les différentes industries forestières se répartissaient ces 30,3 millions de mètres cubes comme suit :

	Millions de m ³ réels
Industrie des bois sciés	11,5
des contre-plaqués	1,4
des panneaux agglomérés	0,2
des fibres de bois	0,3
de la pâte mécanique	3,1
de la pâte au sulfite	6,4
de la pâte au sulfate	7,0
de la pâte semi-mécanique	0,4
Total	30,3

3. Les différentes industries nées de la forêt finlandaise, leur production, leur part d'exportation et la répartition de cette exportation par pays.

TABLEAU VII

L'industrie forestière en 1964

	Unité de mesure	Nombre de producteurs	Production	Exportation	Valeur des exportations millions de marks
Bois sciés pour charpente, menuiserie	std	600	1 275 000	1 001 812*	628,50
Centre-plaqués	m ³	27	511 000	439 876	187,30
Panneaux agglomérés	m ³	6	143 000	39 900	7,9
Bobines	t	4	—	2 161	3,9
Divers	t	20	—	—	14,5
Pâte mécanique	t	23	1 357 000	175 000	32,7
Pâte chimique	t		3 545 000	1 950 100	767,5
de rayonne	t		273 000	247 200	131,9
au sulfite	t	19	1 196 000	723 600	271,6
au sulfate	t	14	2 076 000	979 300	364,0
Pâte semi-mécanique	t	4	190 000	—	—
Papier	t	26	2 053 000	1 724 700	827,3
journal	t		1 079 000	988 600	393,0
impr., à écrire	t		420 000	399 100	168,1
kraft	t	5	379 000	265 700	140,6
divers	t		175 000	131 300	125,6
carton	t	16	926 000	783 500	323,3
Panneaux fibre de bois	t	8	238 600	164 600	46,0
Bois ronds	m ³		30 300 000	1 376 065*	87,3
Autres produits de papier et carton	t			102 860	68,8

* Voir tableau IX donnant le détail par pays.

En 1964, avec une valeur de 2 998 millions de marks finlandais, soit 4 591 millions de FF, les exportations des industries forestières et des bois représentaient 72,6 % des exportations totales finlandaises.

La répartition de l'exportation en 1964, apparaît dans les tableaux ci-contre pour les industries de transformation mécanique et chimique ainsi que pour les bois ronds. Tableaux VIII et X.

TABLEAU VIII

Répartition de l'exportation forestière en 1964

Continent ou zone	Industrie de transformation mécanique du bois		Industrie de transformation chimique du bois	
Europe		93,3 %		79,5 %
dont E.E.C.	30,9 %		36,1 %	
E.F.T.A.	57,1		24,8	
Pays de l'Est	1,1		15,0	
Reste de l'Europe	4,2		3,6	
	<hr/>		<hr/>	
	93,3		79,5	
Amérique du Nord		3,7		7,0
dont Canada	3,6		6,9	
U.S.A.	0,1		0,1	
	<hr/>		<hr/>	
	3,7		7,0	
Amérique Latine		—		4,5
Asie		1,9		3,8
Océanie		0,5		2,6
Afrique		0,6		2,6
	<hr/>		<hr/>	
Total		100,0		100,0

La répartition des exportations de 1964 ressort du tableau IX ci-dessous.

TABLEAU IX

Répartition des exportations de bois sciés en 1964

	Standards
Grande-Bretagne	436,422
Hollande	167,491
Allemagne de l'Ouest	95,454
Danemark	64,436
France	58,844
Belgique	54,895
Suède	28,293
Espagne	10,997
Irlande	27,104
Grèce	4,697
Allemagne de l'Est	3,983
U.R.S.S.	3,256
Tchécoslovaque	2,306
Italie	2,085
Norvège	1,784
Suisse	1,519
Islande	1,034
Union Sud Africaine	723
Portugal	1,047
Algérie	926
Maroc	559
Tunisie	487
Afrique (reste)	431
Soudan	473
Israël	17,858
Chypre	938
Jordanie	339
Australie	2,090
Divers	11,341
<hr/>	<hr/>
Total	1 001,812

TABLEAU X

Répartition des exportations de bois ronds en 1964

Pays	m ³ réels
Belgique	4,170
Égypte	78,547
France	70,107
Allemagne de l'Ouest	315,226
Hongrie	38,874
Irlande	17,938
Italie	6,749
Hollande	230,376
Norvège	39,743
Suède	137,943
Suisse	58,215
Turquie	—
Royaume-Uni	244,314
U.R.S.S.	—
Divers	36,431
<hr/>	<hr/>
Total	1 376,066

LE MARCHÉ DES BOIS SCIÉS

Le marché des bois sciés, par rapport à 1963, s'était développé favorablement en 1964 et 1965, selon ce qui ressort des chiffres ci-dessous :

	Quantité	Valeur millions marks finlandais	Prix moyen	
			marks	£
1963	983 281 stds	564,0	573,-	63,1
1964	1 001 891 stds	628,5	627,-	69,1
1965	883 000 stds	625,-	708,-	78,1

La hausse générale des prix, due aux achats massifs effectués en automne 1964 par les importateurs britanniques craignant les restrictions d'importations, a été naturellement accueillie avec satisfaction par les scieurs finlandais.

La Grande-Bretagne et la Hollande absorbant 60 % de l'exportation de bois sciés finlandais, c'est évidemment le marché britannique qui donne le ton sur les cours du bois scié, mais si on considère que le million de standards exportés ne représente, en bois sur pieds, que le tiers des achats des industries transformatrices du bois, il est facile de comprendre que le marché d'exportation des bois sciés ne peut pas déterminer seul le prix des bois sur pieds en Finlande. Il y a en effet continuelle concurrence, maintenant que l'industrie finlandaise du papier a atteint l'âge adulte, entre les scieurs et les papetiers pour l'achat du bois finlandais, de sorte qu'une baisse des bois sciés ne suffit pas à provoquer une baisse des bois sur pieds, si cette baisse n'est pas concomitante à une baisse de la conjoncture du papier et de la cellulose.

En 1964, dans l'exportation totale de 2 998 millions de marks, pour l'industrie forestière, la part qui intéresse directement le marché des bois du Nord, c'est-à-dire celle des bois sciés, ne représente avec ses 628,5 millions de marks, qu'un peu plus de 30 % des exportations issues de la forêt finlandaise, ce qui signifie que plus des 2/3 de l'exportation de la forêt finlandaise se fait maintenant sous forme de dérivés industriels du bois.

Il en découle, quelles que soient l'offre et la demande mondiales, que les exportations de bois finlandais subissent dans leurs approvisionnements d'abord la loi du marché intérieur finlandais.

Or, tout tend à faire monter le prix du bois : l'évolution des salaires accuse une augmentation de plus de 12 % en un an, les tarifs des transports ont augmenté depuis 1963 de 15 % et rien ne permet de prévoir un arrêt de cette inflation. Nombre d'augures ont prévu une proche dévaluation du mark finlandais, mais le très énergique directeur de la banque de Finlande, M. Klaus Varis, veut maintenir le mark finlandais à sa valeur actuelle, car la dette extérieure finlandaise est très élevée (pour s'équiper la Finlande a contracté de nombreux emprunts, actuellement pour plus de 2 100 millions de marks).

Il faudrait donc une très grave crise dans l'industrie du papier et de la cellulose, qui répond de plus de la moitié de l'exportation finlandaise, pour que cette dévaluation du mark finlandais ait lieu.

Dans ces conditions, le prix du bois sur pieds ne pourra baisser que très lentement en Finlande, ce qui n'est pas à l'avantage des industries exportatrices de produits papetiers et des scieries.

Il ne sera pas facile de revenir à un niveau de prix plus sain car :

- la pousse annuelle en 1964 était inférieure (4 millions de m³) à la coupe (50 millions de m³),
- le marché intérieur subit une demande supérieure à ce que devrait être l'offre, l'industrie finlandaise paye sa matière première sensiblement plus cher que ses grands concurrents mondiaux.

Pour remédier à cette situation, l'industrie finlandaise et l'organisation des propriétaires forestiers prennent des mesures :

a) Amélioration du rendement des forêts ; ainsi en 1964, on a réalisé :

du dessouchage sur	105 000 hectares
de nouvelles plantations sur	137 000 hectares
des pépinières nouvelles sur ..	700 hectares

b) Amélioration du sol, souvent marécageux, ainsi en 1964, on a réalisé :

des travaux de drainage sur ..	185 000 hectares
des canaux d'irrigation sur ..	37 000 hectares
un épandage d'engrais sur ..	8 000 hectares

c) Ce dernier chiffre montre le développement des épandages d'engrais dans la sylviculture finlandaise. Il y a moins de 10 ans que les premiers épandages ont été faits à titre expérimental.

d) Amélioration des communications, routes forestières construites en 1964 : 1 400 km

e) Utilisation croissante de feuillus tels que le bouleau (betula), dans l'industrie du carton, et essai de limiter, dans la mesure du possible, l'utilisation de bois (bouleau principalement) comme bois de chauffage.

f) Importation par l'industrie finlandaise de 1 700 000 m³ de rondins de papeterie, de Pologne, d'Allemagne de l'Est, de Suède et d'U.R.S.S. en 1964

Parallèlement, les exportations de rondins sont en diminution constante :

1961	5 670 563 stères
1962	3 707 391 stères
1963	2 108 000 stères
1964	1 319 000 stères
1965	685 000 stères

(dont 102 000 stères de bouleau)

g) Accord intervenu entre les propriétaires de forêts et l'industrie forestière, sur les prix des rondins pour la saison 1964-65.

Mais l'accord, pour la saison 1965-66, n'a pas été renouvelé, les deux parties n'ayant pu s'entendre sur le prix de base. L'organisation des propriétaires de forêts voulait une augmentation du prix, par rap

port à l'année dernière, l'industrie papetière voulait une baisse.

Devant cette situation, l'industrie de la cellulose et du papier a passé un accord interne, stipulant que le prix de l'année dernière est un maximum et ne devra pas être dépassé.

La résistance des acheteurs aux prix des bois sur pied s'est confirmée le 17 septembre 1965, à Aulan-ko, lors des ventes des coupes de l'Etat, 35 % des offres ont été acceptés contre 68 % en 1963, malgré la baisse du prix pratiquée par l'Etat (1,85 mk par p3 au lieu de 1,95 mk en 1965).

Il faut remarquer que ce sont uniquement des bois de bonne qualité qui ont été vendus, pour des poteaux P.T.T., pour l'exportation, et des qualités spéciales, (pins) pinus silvestris, pour la scierie.

L'année 1966 sera, pour les scieurs finlandais, une année difficile. Leurs possibilités de baisse de prix sont faibles. On peut admettre dès maintenant que la fermeté des prix des bois de Finlande sera un élément stabilisateur, en 1966, sur le marché du bois, du Nord sauf si une dévaluation finlandaise très improbable se produisait.

Une seule certitude existe : les quantités dont pourront disposer les scieries seront en forte régression sur les années précédentes, parce que les difficultés d'approvisionnements en grumes, à des prix compétitifs, ont été très grandes au moment où il fallait acheter, et la production sera donc faible, en quantité.

1965

Bureau national de planification 1965

Voies ferrées et routes principales de Finlande en 1964

Voies ferrées:

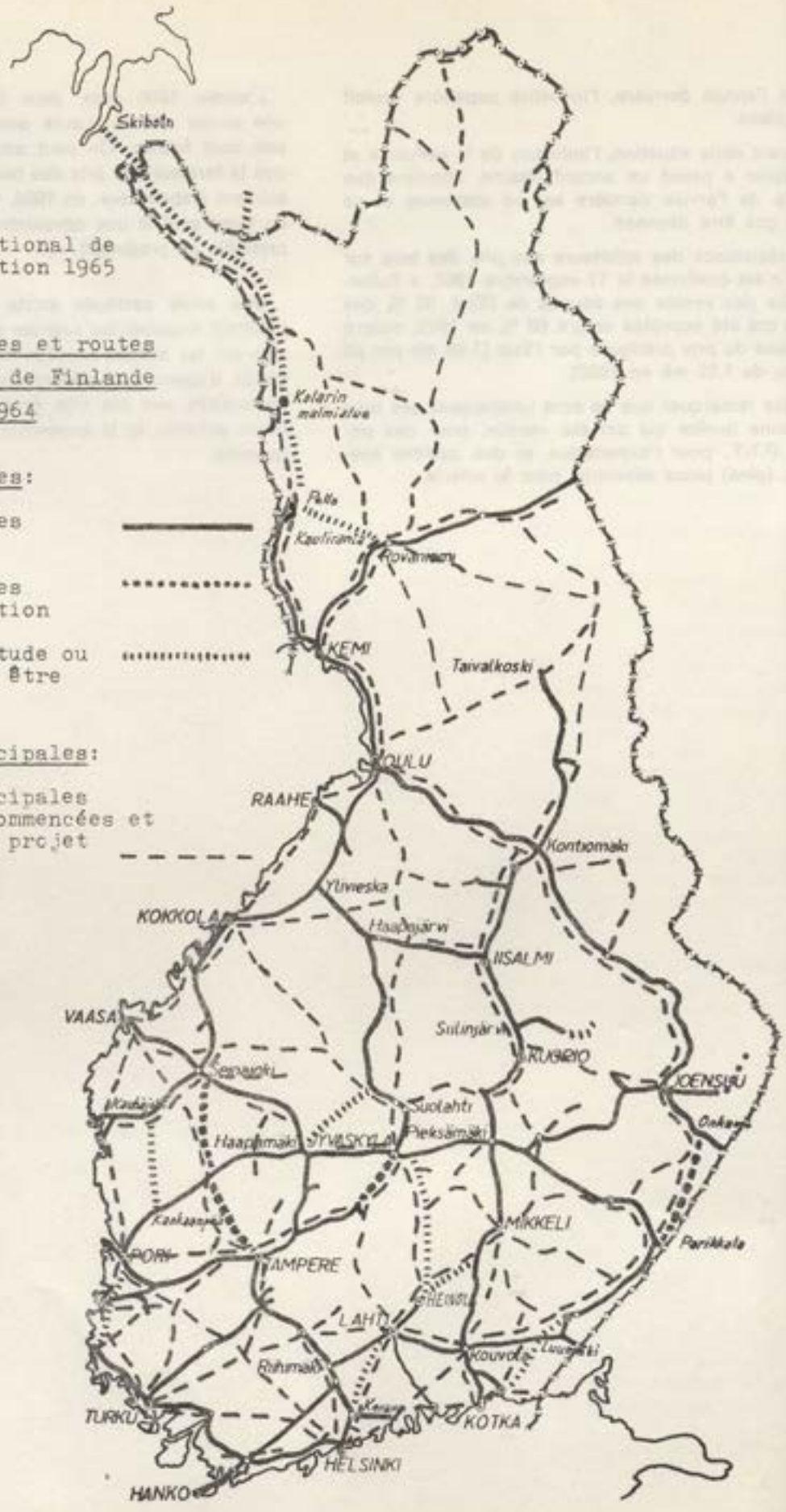
Voies ferrées en service

Voies ferrées en construction

Voies à l'étude ou proposées à être étudiées

Routes principales:

Routes principales achevées, commencées et à l'état de projet



PLANIFICATION NATIONALE DES COMMUNICATIONS EN FINLANDE *

APERÇU GÉNÉRAL

Le développement des communications a une influence primordiale sur l'intensification de la production ainsi que sur la formation des centres de peuplement. C'est un fait à retenir, surtout en Finlande, où le réseau des voies de communications est encore fort insuffisant et même en partie inexistant. Un développement rationnel des moyens de communications permettrait d'améliorer les conditions de production actuelles et favoriserait l'apparition et l'essor de nouvelles sources de production en des régions propices et importantes sur le plan national. L'évocation de villes telles que Seinäjoki, Kouvola, Riihimäki et Haapamäki, dont le développement est dû essentiellement à leur situation de nœuds ferroviaires — illustre l'influence des communications sur la fixation de la population en Finlande.

Le développement rationnel des moyens de communication exige du Bureau national de planification un grand effort pour tenter d'inscrire la juste solution des problèmes régionaux, présents et futurs, dans une perspective d'ensemble satisfaisante pour le pays tout entier.

OBJECTIFS

L'objet de cette planification est de doter le pays d'un réseau de voies de communications aussi efficace et souple que possible et qui soit, en outre, le plus avantageux sur le plan économique. Ceci implique tout d'abord, dans la conjoncture finlandaise actuelle, une prise de conscience de l'importance et du rôle propre de chaque moyen de communication existant : voies ferrées, routes, systèmes de navigation lacustres et maritimes, liaisons avec les ports et réseau aérien. Une exploitation rationnelle de chaque mode de transport concourrait ainsi au bien général, tout en évitant une concurrence inopportune. Pour y parvenir, il faut — en résolvant les problèmes de développement particuliers à chaque mode

de transport — être en mesure de choisir, à l'aide de calculs comparatifs de frais et de rentabilité, le moyen le plus approprié à chaque situation, dans une perspective économique. On conçoit que, pour atteindre un tel objectif, soit parfaitement organisé un service national d'étude et de coordination des problèmes de transports.

Sa mission est de préciser les correspondances des différentes voies de communications entre elles d'une part, avec les ports d'intérêt national de l'autre. Les grandes lignes de sa politique — partiellement esquissées ces dernières années — devraient se résumer ainsi : dans le sens longitudinal, réduire les distances en striant le pays, relativement long et étroit, de voies directes et rapides ; dans le sens transversal, améliorer les liaisons directes de l'intérieur à la côte, par un réseau de communications efficace. S'efforcer, en outre, d'uniformiser au maximum les moyens de transports — visant par là le double avantage d'une accélération des transports à grandes distances et d'une réduction des transbordements, toujours onéreux. Autre facteur important : l'utilisation judicieuse du matériel de transports, évitant, par exemple, les retours à vide qui abaissent forcément la rentabilité. Ce vaste programme devrait enfin tenir compte de maints autres éléments — développement méthodique du tourisme, défense nationale, notamment — qui jouent un rôle déterminant dans la mise en place d'un réseau aérien et l'implantation de nouveaux aérodromes.

DEUX GRANDES LIGNES D'ACTION

La planification nationale des communications en Finlande se résume en deux lignes d'action essentielles et nettement distinctes :

a) amélioration de la capacité de transport des voies existantes, partiellement fort déficientes, permettant de répondre à des besoins immédiats et précis ;

* Texte établi par M. VÄINÖ PAAVILAINEN, chef du Bureau National de Planification de Finlande.

b) création de voies de communication véritablement « nouvelles », dans le sens où elles tiennent compte de perspectives à long terme.

L'amélioration de la capacité de transport des voies existantes est un problème purement technique. Sa solution — dans la mesure où l'on dispose d'une main-d'œuvre qualifiée — ne soulève aucune difficulté notable, en particulier dans les secteurs sud et sud-ouest du pays où la densité de la population est supérieure à la moyenne et où la répartition industrielle et démographique est peu susceptible de profondes modifications. Dans cette partie du pays sont situés les principaux centres économiques et urbains et la topographie des lieux qui les séparent suffit à indiquer, de façon fort claire, la nature, la direction et l'importance du trafic, ainsi que son accroissement prévisible dans un proche avenir.

Beaucoup plus délicate s'avère l'élaboration de projets de voies de transport nouvelles en Finlande, souvent liés à des problèmes fort complexes. Ceci s'explique surtout par le fait qu'en différents secteurs — notamment dans les territoires à population clairsemée du Nord, du Centre et de l'Est — semblent exister des besoins latents, mal définis. Ils tiennent à deux données : 1) à la présence, notamment, de gisements de minéral, de tourbe et autres matières premières intéressantes sur le plan économique, mais, jusqu'à présent, peu ou pas prospectées, dont l'exploitation exige la création de voies de transport ; 2) à l'existence de territoires dont la mise en valeur — traduite par l'implantation de nouvelles industries et de nouveaux centres — intéresse l'économie nationale. Dans ces conditions, la réalisation du second objectif — création de nouvelles voies de communication — exige d'abord un inventaire systématique des besoins nouveaux, ce qui suppose, on le conçoit, un travail souvent très long.

VOIES FERRÉES ET ROUTES PRINCIPALES

Toute modification du réseau ferré, en Finlande, — extension de voies existantes, construction de voies nouvelles — devrait répondre à deux préoccupations majeures : créer des voies destinées à l'acheminement de matières premières dont le transport par fer se révèle, chiffres à l'appui, le plus avantageux ; et surtout intensifier les liaisons entre les centres de production et les ports pour accélérer le trafic, dans les deux sens, des gros tonnages de produits pondéreux. Dans le sud, où la densité du réseau ferroviaire est supérieure à la moyenne et où les transports par route se développent, surtout sur les petites distances, on prévoit donc des voies ferrées plus ou moins courtes — raccourcis, voies supplémentaires, voies de liaison — qui intensifient l'exploitation du

réseau en place et suppriment les transports à vie. Les projets de voies ferrées répondant à ces objectifs sont indiqués sur la carte ci-jointe.

Autrement dit, il est presque certain — à quelques exceptions près — que tout projet de construction de voies ferrées ne répondant pas à des besoins aussi essentiels — voies destinées simplement, par exemple, à faciliter le ramassage des marchandises ou des passagers — sera rejeté, du fait que la route peut rendre le même service à moindres frais. La création d'une voie ferrée n'a plus — tout au moins dans le sud de la Finlande — sur le développement de la région desservie, le retentissement qu'elle pouvait avoir il y a quelques dizaines d'années.

Routes principales ou voies ferrées, la création d'un nouveau réseau ne devrait se concevoir et se réaliser que complémentaire de l'autre, surtout dans les régions à faible densité de population. Ainsi pourrait être évitée une concurrence inopportune entre les divers moyens de transport et respecté, dans le domaine des investissements réservés aux communications, un ordre d'urgence conforme aux intérêts du pays tout entier.

Jusqu'à ces derniers temps, la politique d'équipement routier et ferroviaire finlandaise était menée sans coordination nécessaire. De là — comme on peut l'observer sur la carte ci-jointe —, dans certaines régions du Nord et de l'Est en voie de développement mais faiblement peuplées, un parallélisme souvent inutile des réseaux routier et ferroviaire.

CONSEIL DES COMMUNICATIONS

Le développement rationnel des communications en Finlande souffre justement de l'absence d'une planification suffisamment efficace et du manque de coordination des transports, qui en est le corollaire. Depuis le 13 janvier 1954, cependant, existe un Conseil des communications rattaché au Ministère des Travaux Publics et des Transports, mais ses travaux n'ont pas avancé au rythme qu'eût pourtant exigé l'urgence évidente de la situation. Chargé, entre autres missions précises, « de définir, compte tenu des contingences économiques, le rôle propre de chaque moyen de transport et d'élaborer, en fonction des prévisions économiques nationales, un programme général de développement des moyens de transport », le Conseil n'a jusqu'ici pas même réussi à présenter un avant-projet d'ensemble.

Cette carence est due, d'abord, à l'insuffisance des crédits accordés au Conseil, qui ne lui permet d'engager ni directeur, ni même un chercheur à plein temps qui eût approfondi les problèmes généraux liés au développement et à la coordination des divers

moyens de transport. Le Bureau national de planification connaît les mêmes difficultés : il n'a pu, jusqu'à ce jour, s'attacher les services d'un spécialiste des questions de transport, plus particulièrement informé des problèmes de coordination entre projets de communications et projets de développement régional.

Autre raison de l'inefficacité du Conseil des communications : la dispersion de l'autorité et le cloisonnement des services administratifs en Finlande, qui entraînent, sur nombre de points jouant un rôle capital dans le développement des moyens de transport, des solutions séparées, sans cohérence entre elles, sur lesquelles le Conseil des communications lui-même n'a aucun droit de regard. Ainsi, la construction de nouvelles voies ferrées relève de la seule décision du Parlement, tandis que celle des routes principales revient au Ministère des Travaux publics et des Transports ou, en dernier ressort, au Conseil d'Etat.

CONCLUSION

L'emprunt extérieur consenti à la Finlande pour le développement de ses communications a été assorti pour elle de l'obligation d'élaborer un programme

à long terme qui puisse servir de base à toute décision d'investissement dans tel ou tel moyen de transport, à toute orientation de la politique des communications. Cette étude a été confiée à un bureau technique étranger assisté d'un groupe de travail finlandais désigné par le Ministère des Travaux publics et des Transports et pour lequel, cette fois, ont été trouvés les crédits nécessaires. On peut regretter seulement que le travail doive être mené à partir d'éléments notoirement insuffisants.

La Finlande enregistre toutefois avec satisfaction l'heureuse progression des travaux et les réalisations déjà acquises dans le domaine de la planification nationale des communications et celui, annexe, de la coordination des transports.

Autre point positif : la création, dès le début de 1962, d'un Bureau statistique du trafic, dans le cadre de l'Institut national des statistiques. Ce nouvel organisme a pour mission première de créer et de développer l'étude statistique du trafic routier. C'est là l'exemple d'une des nombreuses tâches fondamentales à réaliser avant de pouvoir parler sérieusement de planification nationale des communications en Finlande.

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU XI

LE TRAFIC EN FINLANDE

Année	Chemins de fer		Véhicules à moteur		Commerce avec l'Étranger			Aviation civile	
	Poids des marchandises transportées mill. tons	Passagers transportés 1 000 000	Automobiles, total 1 000	En particulier cars 1 000	Flotte commerciale 1 000 Gr. t.	avec des navires finlandais		Trafic aérien programmé par Compagnies finlandaises	
						Importé	Exporté	Passager km 1 000 km	Fret et courrier 1 000 t/km
1938	13,7	23,7	45,8	25,9	644	1 897	2 432	3 353	104
1950	15,8	45,2	61,3	26,8	568	3 074	2 378	26 839	247
1955	19,2	36,6	141,6	85,4	752	4 112	3 017	120 976	1 096
1956	17,9	36,4	171,5	110,4	767	3 709	2 831	143 080	1 679
1957	17,7	33,7	184,8	126,9	777	3 855	2 796	169 018	1 740
1958	16,1	31,2	200,0	139,2	755	3 621	2 620	177 351	2 269
1959	17,0	33,4	225,6	160,4	718	4 383	3 199	186 084	3 696
1960	19,0	34,9	258,4	183,3	801	5 373	3 555	228 050	4 113
1961	18,8	38,2	302,7	216,9	820	5 711	3 993	240 225	4 060
1962	18,6	37,3	349,7	259,2	880	6 285	3 967	287 450	4 908
1963	18,1	30,9	395,9	303,1	945	6 615	4 000	312 559	5 201
1964	19,1	31,1	469,4	376,3	963	7 848	4 547	311 157	5 539

Le Comité d'experts a examiné les données et les conclusions de l'étude de la Commission des Nations Unies sur le développement. Il a constaté que les données sont insuffisantes pour permettre une analyse plus approfondie. Il a recommandé que les Nations Unies continuent de collecter des données et de mener des études de recherche.

Le Comité d'experts a examiné les données et les conclusions de l'étude de la Commission des Nations Unies sur le développement. Il a constaté que les données sont insuffisantes pour permettre une analyse plus approfondie. Il a recommandé que les Nations Unies continuent de collecter des données et de mener des études de recherche.

Le Comité d'experts a examiné les données et les conclusions de l'étude de la Commission des Nations Unies sur le développement. Il a constaté que les données sont insuffisantes pour permettre une analyse plus approfondie. Il a recommandé que les Nations Unies continuent de collecter des données et de mener des études de recherche.

Le Comité d'experts a examiné les données et les conclusions de l'étude de la Commission des Nations Unies sur le développement. Il a constaté que les données sont insuffisantes pour permettre une analyse plus approfondie. Il a recommandé que les Nations Unies continuent de collecter des données et de mener des études de recherche.

Le Comité d'experts a examiné les données et les conclusions de l'étude de la Commission des Nations Unies sur le développement. Il a constaté que les données sont insuffisantes pour permettre une analyse plus approfondie. Il a recommandé que les Nations Unies continuent de collecter des données et de mener des études de recherche.

CONCLUSION

Le Comité d'experts a examiné les données et les conclusions de l'étude de la Commission des Nations Unies sur le développement. Il a constaté que les données sont insuffisantes pour permettre une analyse plus approfondie. Il a recommandé que les Nations Unies continuent de collecter des données et de mener des études de recherche.

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU X
LE TRAFIC EN FERRON

Année	Trafic en fer (en milliers de tonnes)		Trafic en fer (en milliers de tonnes)		Trafic en fer (en milliers de tonnes)	
	1950	1951	1952	1953	1954	1955
1950	100	100	100	100	100	100
1951	100	100	100	100	100	100
1952	100	100	100	100	100	100
1953	100	100	100	100	100	100
1954	100	100	100	100	100	100
1955	100	100	100	100	100	100

NORVÈGE

NORVÈGE

NORVÈGE

L'EXPANSION ECONOMIQUE AMORCEE EN 1963 SE POURSUIT. LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DEPASSE LE NIVEAU DE L'ANNEE PRECEDENTE. PROGRESSION DES EXPORTATIONS ET DIMINUTION DU DEFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS. DEMANDE INTERIEURE FORTE ET HAUSSE DES PRIX ET SALAIRES. LE RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS COLLECTIVES, L'OCTROI A PARTIR DE MAI 1965 D'UNE QUATRIEME SEMAINE DE CONGES PAYES, LE PROBLEME DES LIMITES DES EAUX TERRITORIALES DE PECHE A LA CONFERENCE DE LONDRES, ONT ETE LES PRINCIPAUX EVENEMENTS DE CE PREMIER SEMESTRE.

I LA SITUATION GÉNÉRALE

1. PRODUCTION INDUSTRIELLE SUPERIEURE A CELLE DE 1963

L'expansion économique amorcée au printemps 1963 ne s'est pas ralentie et, tant à l'étranger que sur le marché intérieur, la demande s'est maintenue pour les principales productions norvégiennes ainsi qu'en témoigne l'évolution des indices de la production industrielle. Passant de 103 à 112 (base = 100 en 1961) l'indice global a progressé de 9 points, soit une augmentation de 8,6 % par rapport au 1^{er} semestre 1963.

La tendance à l'essor observée au cours du 2^e semestre 1963 n'a fait que s'accroître. De novembre 1963 à janvier 1964, la production a augmenté de 7 % par rapport à la période correspondante de 1962-1963. En janvier 1964 l'augmentation était de 8 %. La comparaison des périodes janvier-juillet des années 1963 et 1964 montre une augmentation totale de 8,7 % dans le secteur industrie-énergie électrique, dont 18,3 % pour la métallurgie de base (fonte, acier, ferro-silicium, aluminium, magnésium), 9,4 % dans l'électricité et 9,3 % dans l'industrie papetière. Métallurgie de base et industries du papier sont des industries exportatrices.

* Texte établi par M. Jacques GARREAU.

2. PAR RAPPORT AU 1^{er} SEMESTRE 1963, AUGMENTATION DE 25,5 % DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS, PROGRESSION DE 14 % DES REVENUS DU FRET, DIMINUTION DE 20,9 % DU DEFICIT GLOBAL DU COMMERCE EXTERIEUR

Selon le Norges Bank Bulletin (1), la valeur totale des exportations est passée de 4 171 000 000 Kr au cours du 1^{er} semestre 1963 à 5 236 000 000 Kr pour le 1^{er} semestre 1964, soit une augmentation de 25,5 %. Au cours de la période décembre-février, elles étaient supérieures de 19 % à celles de la même période en 1962-63 et en février 1964 l'accroissement sur février 1963 atteignait déjà 24 %.

L'augmentation a atteint tous les secteurs, mais a surtout été sensible pour les exportations de bois : 50,9 %, la métallurgie de base (aluminium et ferro-alliages principalement) : 34,4 %, l'industrie papetière : 16,9 %, les minerais : 16,5 %. Les industries exportatrices traditionnelles ont été favorisées et les stocks ont diminué. Dans ce domaine exportations et production ont progressé parallèlement. Des résultats remarquables ont aussi été obtenus pour certains produits alimentaires. Pour les œufs, le beurre et les fromages, les exportations ont été de 65 000 000 Kr soit 15 000 000 Kr de plus qu'en 1963, soit 30 % d'augmentation. « Résultats excellents » constate M. Petter Slagsvold, Directeur du Service des Ventes des Laiteries norvégiennes (2). Les exportations de poisson frais ont atteint 47 800 000 Kr au 30 juin 1964 contre 42 100 000 Kr l'année précédente (12 700 t contre 11 600 t), soit en valeur une augmentation de 13,5 %. Les principaux clients furent : le Royaume-Uni : 4 600 t ; la Suède : 4 100 t ; la France : 1 100 t (3).

Passant de 7 451 000 000 Kr au 1^{er} semestre 1963 à 7 831 000 000 Kr au 1^{er} semestre 1964, les importations n'ont progressé que de 5,1 %. Les achats de navires à l'étranger ont diminué, 812 000 000 Kr en 1964 contre 1 097 000 000 Kr en 1963. La progression des achats de marchandises a été en partie compensée par le recul des achats de navires. Ce recul n'a qu'une signification temporaire et résulte seulement d'un retard ou de livraisons moins importantes en début d'année. Il sera plus que probable, ainsi que le prévoyait le budget pour 1964, que le second semestre verra une nette progression des achats de navires.

Si les achats de navires à l'étranger influent sur la balance des paiements, ils sont heureusement compensés par les revenus du fret.

En 1964, durant le 1^{er} semestre, les recettes nettes du fret ont été de 2 060 000 000 Kr, en progrès de 255 000 000 Kr sur le 1^{er} semestre 1963, soit une augmentation de 14 %.

La forte augmentation des exportations, les revenus plus élevés du fret, la diminution des achats de navires font que la balance des paiements courants s'est soldée par un déficit inférieur de 20,9 % à ce qu'il était à la fin du 1^{er} semestre 1963.

3. DEVELOPPEMENT REMARQUABLE AU COURS DU 1^{er} SEMESTRE 1964 DU COMMERCE EXTERIEUR AVEC LES U.S.A., ET MENACE SUR LES EXPORTATIONS A DESTINATION DU MARCHÉ COMMUN.

La part des E.-U. dans le commerce extérieur norvégien ne cesse de croître à un rythme plus rapide que celle de l'Europe qui reste, malgré tout, le plus important client et le principal fournisseur. Par rapport au 1^{er} semestre 1963, les importations pour le 1^{er} semestre 1964, en provenance de l'Europe, n'ont augmenté que de 5,9 %, tandis que celles en provenance des E.-U. se sont accrues de 14,4 %. Pour les exportations, la croissance fut de 24,7 % à destination de l'Europe, contre 30,3 % à destination des E.-U.

La Conférence douanière de Genève ouverte officiellement le 4 mai 1964 dans le cadre du « Kennedy Round » est suivie très attentivement par le Gouvernement Norvégien qui craint que les propositions de la C.E.E., en vue de résoudre les problèmes de disparités, ne se traduisent par une élévation des droits de douanes à l'entrée affectant un certain nombre d'articles comme les ferro-alliages et le magnésium exportés par la Norvège. M. Lange, ministre des Affaires étrangères de Norvège, a déclaré : « Les études préliminaires indiquent que 20 à 25 % de nos exportations de produits industriels vers les Six seront affectés par les propositions de la C.E.E. ».

La politique suivie par la C.E.E. en matière de contingents tarifaires à droits nuls ou réduits risque de nuire aux exportations norvégiennes. Le tarif extérieur commun constitue souvent une barrière trop élevée pour d'importants produits norvégiens, dont le Marché commun constitue le principal débouché. Ainsi, l'augmentation des droits sur les produits sidérurgiques appliquée depuis le 15 février 1964 interdit dorénavant toute exportation de fonte norvégienne en Europe des Six (4).

(1) Norges Bank Bulletin n° 3/1964 - Vol. XXXV.

(2) Lofotposten du 20-7-64.

(3) Lofotposten du 1-9-64.

(4) Bull. du Conseil. Comm. Ambassade de France, Oslo Mai 1964.

4. INSTABILITE DES PRIX ET SALAIRES. LE REAJUSTEMENT DES SALAIRES DANS LE CADRE DU RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS COLLECTIVES RISQUE D'ACCELERER LA HAUSSE DES PRIX.

La demande intérieure reste forte mais a peu progressé depuis le début de l'année. L'indice des prix de gros est passé de 105 en janvier à 106 en juin (1951 = 100), et celui des prix à la consommation de 114,3 en janvier à 116,5 en juin (1959 = 100). Cependant, si cette demande se maintient et s'accroît, elle pourrait amener une augmentation des importations et une hausse des prix, entraînant la hausse des salaires et le risque d'inflation. Rappelons que le niveau critique de l'indice des prix à la consommation, déclenchant le réajustement des salaires, est fixé à 120,6. En août 1964, il atteignait 118,9 contre 110,8 en août 1963 (1).

C'est en 1964 que les accords sur les revenus venaient à expiration. Afin d'harmoniser les conditions convenues pour les différentes catégories de revenus en cause, les pouvoirs publics ont eu avec les parties intéressées plusieurs entretiens. Les pourparlers entre les syndicats et les associations d'employeurs ont été menés à la fois à l'échelon gouvernemental (pour une augmentation générale des salaires) et au niveau des entreprises (pour l'examen des problèmes propres aux différentes industries).

Les négociations entre syndicats et patronat furent rompues au mois d'avril. Les représentants du patronat, estimant que l'augmentation de 16 % des salaires et avantages annexes réclamée par les syndicats de travailleurs devait entraîner une augmentation probable des coûts de production de 2,5 %, s'opposaient à un relèvement aussi important des salaires, d'autant plus, disaient-ils, que la moyenne des salaires avait déjà été augmentée de 6 % en 1963, soit près de deux fois l'augmentation des prix pendant la même période. M. A. P. Östberg, président de la Fédération des Employeurs, déclarait, en avril 1964, que les travailleurs norvégiens étaient les mieux payés d'Europe (après les Suédois).

Les représentants des salariés et du patronat n'ayant pu se mettre d'accord, pour éviter les grèves, le Gouvernement a décidé de saisir la Cour officielle d'arbitrage dont, selon les dispositions législatives, les sentences sont exécutoires. La Cour a rendu sa sentence le 12 mai : augmentation générale de 4 % répartie sur deux ans, concernant 250 000 travailleurs, devant recevoir immédiatement, à partir du mois d'avril 1964, une augmentation de 20 Öre par heure, et une autre supplémentaire de 10 Öre à compter du 1^{er} avril 1965. Les travailleurs les plus bas payés recevront une augmentation spéciale immédiate de 15 Öre par heure en plus de l'augmentation générale et une autre similaire de 10 Öre, à partir du 1^{er} avril 1965. Si l'indice du coût de la vie (prix à la consommation) dépasse de 5 points le niveau de mars 1964 : 115,6 (1959 = 100), les travailleurs auront le droit de demander une révision des salaires (2).

5. MARCHÉ DU TRAVAIL TENDU ET REGRESSION DU CHOMAGE - OCTROI D'UNE QUATRIÈME SEMAINE DE CONGÉS PAYÉS.

Le marché du travail est plus tendu au cours du 1^{er} semestre 1964 qu'au cours de l'année 1963. Le nombre des emplois salariés, par suite de la reprise de l'expansion économique, est en constante progression depuis 1962. En juillet 1963 l'augmentation était de 0,8 % par rapport à juillet 1962, et de 1,6 % par rapport à juillet 1962. Sur la base 100 en 1949, l'indice relatif d'emplois est passé de 115,4 en juin 1963 à 116,3 en juin 1964 (3).

L'Ökonomisk Utsyn over året 1964 (4) indique les variations du nombre des emplois salariés entre les troisièmes trimestres des années 1963 et 1964. Il y a augmentation du nombre des emplois salariés en 1964 dans l'industrie (1,5 %), l'énergie électrique (3,9 %), le commerce (2,4 %), la fonction publique (2,7 %), l'administration privée (4,6 %) ; plus remarquables sont les diminutions qui affectent l'agriculture (- 9,1 %), les activités forestières (- 6,6 %), la pêche (- 19,7 %), sans modifier l'augmentation générale du nombre total des emplois qui est de 1 %. Plus que création d'emplois nouveaux, il y a surtout transfert des emplois du secteur primaire vers ceux des secteurs secondaire et tertiaire.

La réduction du chômage va de pair avec l'augmentation du nombre des emplois. Par suite des conditions climatiques le nombre des chômeurs est toujours plus élevé en Norvège pendant les mois d'hiver, et diminue chaque année de près de 60 % au cours du second trimestre. Par rapport à 1963, le nombre total des chômeurs est en baisse pour le premier trimestre de 16,9 % et pour le second de 18 %. La diminution a été particulièrement marquée en hiver dans le bâtiment : 23,2 % et dans l'industrie : 25,8 %. Au printemps, la baisse du nombre des chômeurs s'est poursuivie dans ces deux secteurs d'activités, avec 6,1 % sur 1963 dans le bâtiment et 29,1 % dans l'industrie, confirmant ainsi l'essor de la production industrielle (5).

Tandis que le nombre des emplois salariés progresse et que celui des chômeurs diminue, le Parlement, soucieux d'améliorer les conditions de vie des travailleurs norvégiens, adoptait, par un vote unanime des deux Chambres, une série d'amendements à la

(1) Norges Bank Bulletin n° 3, p. 94.

(2) Financial Times, 12 mai 1964.

(3) Statistisk Månedshäfte, n° 12/1964, p. 4.

(4) Ökonomisk Utsyn over året 1964, p. 49.

(5) D'après les statistiques de l'Ökonomisk Utsyn over året 1964, p. 54.

loi sur les congés de 1947. A partir du 1^{er} mai 1965, les travailleurs norvégiens auront droit à quatre semaines de congés payés. Les employés civils et communaux, les paysans, les pêcheurs et les employés de maison ne sont pas concernés par cette mesure. Correspondant actuellement à 7,5 % du salaire moyen annuel, la rémunération pendant la durée des congés payés sera portée à 9 % à partir du 16 mai 1964 et 9,5 % à dater du 1^{er} mai 1965.

6. A LA CONFÉRENCE EUROPÉENNE DES PÊCHES A LONDRES, LES NORVÉGIENS N'ONT PU FAIRE ACCEPTER LEUR POINT DE VUE.

C'est sur l'initiative de la Grande-Bretagne que s'est réunie à Londres, de décembre 1963 à mars 1964, une Conférence Européenne des Pêches, groupant 16 Etats membres des deux Communautés économiques. Il s'agissait d'annuler et de remplacer la Convention de la Haye du 6 mai 1882, signée par six Etats, réglant la police de la pêche dans la seule Mer du Nord, et fixant à trois milles la limite en deçà de laquelle les pêcheurs nationaux jouissent du droit exclusif de pêche.

A l'issue de cette conférence où plusieurs résolutions furent adoptées, une Convention fixant à 12 milles la limite des eaux territoriales de pêche ne fut signée que par 12 participants. Quatre Etats se sont refusés à y adhérer : la Suisse, l'Autriche, l'Islande et la Norvège.

Le refus de la Norvège de signer la Convention est dû au fait qu'ayant, comme l'Islande, déjà étendu par voie d'autorité en 1960 ses limites de pêche nationale à 12 milles, elle ne pouvait accepter une limite inférieure à ce chiffre, car dans le cadre des 12 milles la Convention définit une zone de 6 milles à partir de la côte, où l'Etat riverain a le droit exclusif de pêche et de jurisprudence, et une

deuxième zone de 6 milles à partir de la première, dans laquelle le droit de pêche ne peut être exercé que par certains Etats et sous certaines conditions. Or il ne s'agit pas uniquement des Etats riverains, mais également d'autres Etats dont les navires ont habituellement pratiqué la pêche dans cette zone entre le 1^{er} janvier 1953 et le 31 décembre 1962.

Désireuse de préserver les ressources et d'assurer l'avenir de ses pêcheries, la Norvège entend n'accorder le droit de pêche, dans la limite des 12 milles qu'elle s'est déjà fixée, que là où elle le jugera utile, et par accords révocables ou renouvelables, toujours limités dans le temps, comme elle en a passé avec l'U.R.S.S. et le Royaume-Uni, accordant à ce dernier pays, en 1960, le droit de pêche dans la zone 6-12 milles pendant une période transitoire allant jusqu'en 1970. L'adhésion de la Norvège et de l'Islande à la nouvelle convention eût permis, entre autre, aux pêcheurs anglais de pratiquer, sans limite de durée, leur pêche comme par le passé à 6 milles au large des côtes de Norvège et d'Islande.

Il convient cependant de remarquer que l'article 4 de la nouvelle convention précise : « Les navires de pêche des parties contractantes autres que l'Etat riverain, autorisés à pêcher conformément à l'article 3 (1), ne doivent pas faire porter leurs efforts de pêche sur des stocks de poissons ou sur des lieux de pêche substantiellement différents de ceux qu'ils avaient l'habitude d'exploiter ». L'article 11 par ailleurs était de nature à donner satisfaction à la Norvège car il précise « sous réserve de l'accord des autres parties contractantes, un Etat riverain peut exclure certaines zones de l'application intégrale des articles 3 et 4, afin d'accorder une préférence à la population locale si celle-ci dépend essentiellement de la pêche côtière » [2].

[1] Norwegian Press Bulletin, n° 11-166-21/mars-avril-juin 1964.

[2] Revue Maritime n° 219, mars 1965, p. 299 à 317. Financial Times, 3 février 1964. Norwegian Press Bulletin, n° 24 juin 1964.

LA MARINE MARCHANDE NORVÉGIENNE AU DÉBUT DE L'ANNÉE 1964 ⁽¹⁾

Avec 9,4 % du tonnage mondial, elle vient au second rang des flottes de commerce ; en pleine expansion, plus de 90 % de son tonnage est au service des pays étrangers. Elle assure à la Norvège le premier rang parmi les nations maritimes. Employant seulement 6,2 % des salariés, elle est une des principales activités économiques du pays, assurant 31 % des recettes du commerce extérieur et comblant le déficit de la balance commerciale.

1. SECONDE FLOTTE DE COMMERCE MONDIALE, AYANT DOUBLÉ SON TONNAGE EN DIX ANS, ELLE POURSUIT SON RENOUVELLEMENT ET SON EXPANSION A UN RYTHME ACCÉLÉRÉ, REPRÉSENTANT 8,4 % DU TONNAGE MONDIAL EN 1959, ELLE EN POSSÈDE 9,4 % EN 1963, SOIT UNE AUGMENTATION DE 11,9 % EN QUATRE ANS !

Au 1^{er} juillet 1963 la marine marchande norvégienne était pratiquement la seconde du monde avec un tonnage de 13 668 615 Tx j. b., derrière la

flotte du Royaume-Uni : 21 565 150 Tx j. b. et devant celle navigant sous le pavillon de l'Etat du Libéria : 11 391 210 Tx j. b. Les tableaux statistiques relatifs aux marines marchandes du monde placent la flotte E.-U. avant celle de la Norvège ; il convient de faire une mise au point à ce sujet. Les 23 132 781 Tx j. b. attribués aux E.-U. par les statistiques du Lloyd's Register comprennent la flotte des Grands Lacs, soit 2 224 756 Tx j. b., qui ne saurait être considérée comme maritime, les « lakers » atteignant seulement le port de Baie Comeau, à environ 300 km en aval de Québec sur la rive Nord de l'estuaire du Saint-Laurent, où se fait le transbordement des grains à destination de l'Europe, et, un peu plus au Nord, Port Cartier et Sept Iles, où ils chargent le minéral de fer à destination des complexes sidérurgiques du lac Erié. Par ailleurs, on doit déduire une flotte inutilisée, en réserve, représentant en 1963 12 235 000 Tx j. b. La marine marchande opérationnelle américaine ne compte plus alors que 8 673 025 Tx j. b.

TABLEAU I

Evolution des principales flottes de commerce (1)
(en milliers de tonneaux de jauge brute)

	1-7-1939	1-7-1960	1-7-1963	Variation 1960-1963
Royaume-Uni	17 891	21 131	21 565	+ 2 %
Norvège	4 834	11 203	13 669	+ 22 %
Libéria	—	11 936	11 391	— 4,6 %
Japon	5 629	6 931	9 977	+ 43,9 %
U.S.A.	8 910	8 842	8 673	— 1,9 %
U.S.A. + réserves	—	22 342	20 908	— 6,4 %
Grèce	1 781	4 529	7 094	+ 56,6 %
Italie	3 424	5 122	5 605	+ 9,4 %
U.R.S.S.	—	3 429	5 434	+ 58,4 %
Pays-Bas	2 970	4 884	5 227	+ 7 %
France	2 932	4 809	5 216	+ 8,5 %
Allemagne de l'Ouest	4 482	4 537	5 050	+ 11,3 %
Suède	1 577	3 747	4 176	+ 11,4 %
Panama	718	3 582	3 894	+ 8,6 %
Danemark	1 175	2 270	2 418	+ 6,5 %
Espagne	902	1 801	2 007	+ 11,4 %
Total mondial	68 509	129 769	145 863	+ 12,4 %

(1) D'après les statistiques du Lloyd's Register 1964.

La marine marchande norvégienne est passée du quatrième rang en 1939 et 1960 au second rang dans le monde en 1963. Cela résulte en partie du recul des flottes des E.-U. et du Libéria. Pour ce dernier pavillon la variation négative de - 4,6 % tient pour une bonne part au retour sous le pavillon de la Grèce d'un certain nombre de navires appartenant à des armateurs grecs. La flotte des E.-U., assez vieille, joue un rôle de moins en moins important dans le commerce maritime des E.-U. et subit le contre-coup de l'élévation des charges sociales (1).

La marine marchande norvégienne vient au troisième rang pour l'accroissement du tonnage, qui est passé de 8,4 % du tonnage mondial en 1959 à 9,4 % en 1963 ; ce qui représente une augmentation de 11,9 % en 4 ans. Avec l'U.R.S.S., la Grèce, le Japon, la Norvège, ou plus précisément ses armateurs, pratiquent une remarquable politique d'expansion maritime, loin devant tous les autres pays, tandis que la première marine du monde, la flotte marchande du Royaume-Uni, ne progresse que très lentement.

Alors que le taux moyen d'accroissement du total des marines est de 12,4 %, celui de la marine norvégienne atteint 22 %, et n'est devancé que par ceux des marines du Japon : 43,9 %, de la Grèce : 56,6 % et de l'U.R.S.S. : 58,4 %. Selon la Revue Maritime (2), le Japon prévoirait la construction en trois ans, à partir d'avril 1964, de 5 400 000 Tx j. b., et l'U.R.S.S., compterait disposer, en 1980, d'une flotte de 20 000 000 Tx j. b. Au 30 septembre 1964, la Norvège disposait de 14 008 000 Tx j. b. et les pronostics budgétaires pour 1965 prévoyaient pour le 1^{er} janvier 1966 une flotte de 16 500 000 Tx j. b.

TABLEAU II

Prévisions budgétaires pour la marine marchande norvégienne en 1965 (3)

Livraisons et ventes de navires

Livraisons en provenances de chantiers étrangers ..	1 775 000 Tx j. b.
Livraisons des chantiers nationaux	375 000 Tx j. b.
Total des livraisons ..	2 150 000 Tx j. b.
Ventes prévues à l'étranger et démolitions	650 000 Tx j. b.
Accroissement probable de la flotte	1 500 000 Tx j. b.

TABLEAU III

Commandes annuelles des armateurs norvégiens (4)

(tonnage en t. dw)

	Nombre de navires	Tonnage
1953	9	83 000
1954	66	685 000
1955	189	2 817 000
1956	260	4 580 000
1957	74	1 449 000
1958	5	83 000
1959	47	720 000
1960	58	979 000
1961	105	2 553 000
1962	25	692 000
1963	104	4 069 000

Le tonnage commandé en 1963 représente plus de 20 % de la flotte en service, ce qui est une proportion extraordinaire et indique que les armateurs norvégiens envisagent l'avenir avec optimisme.

2. TRANSPORTEURS MARITIMES A VOCATION UNIVERSELLE, LES ARMATEURS NORVÉGIENS METTENT PLUS DE 90 % DE LEUR TONNAGE AU SERVICE DE L'ÉTRANGER. UTILISANT DES NAVIRES TOUJOURS PLUS NOMBREUX, PLUS GRANDS, PLUS PERFECTIONNÉS, ILS DISPOSENT DE LA SECONDE FLOTTE MONDIALE DES PÉTROLIERS.

Depuis l'abrogation de l'Acte de Navigation en 1849, les armateurs norvégiens sont devenus de grands transporteurs maritimes offrant leurs services à tous les pays. Depuis plus d'un siècle ils pratiquent le tramping des marchandises variées avec une flotte de navires très spécialisés (cargos frigorifiques, pétroliers, transporteurs en vrac, minéraliers, ferry-boats et car-ferries, etc.).

Le métier de roulier des mers, offrant ses services selon les demandes sur toutes les mers du globe, devient de plus en plus aléatoire avec le développement de marines nationales comme celles du Japon et de l'U.R.S.S., ou bien la création du pool des marines marchandes nationales latino-américaines, réunissant plus de 3 000 000 Tx

(1) Information Géographique, janvier-février 1965, article de Christian Verlaque.

(2) Revue Maritime, n° 215, novembre 1964, p. 1 312.

(3) Revue Maritime, n° 218, février 1965, p. 265.

(4) Revue Maritime, n° 215, novembre 1964, p. 1 315.

j. b. (1). Par ailleurs les armateurs norvégiens sont concurrencés par la nouvelle flotte grecque pratiquant également le tramping. Aussi cherchent-ils à obtenir le plus possible d'affrètements à long terme, en particulier dans le domaine des transports pétroliers, où leurs tankers jouent un rôle primordial dans l'acheminement des hydrocarbures du Moyen-Orient vers les raffineries de l'Europe Occidentale et du Japon. Fin 1963, 43 % du tonnage norvégien étaient affrétés au time charter pour un an ou plus, 12 % en service régulier, 45 % en tramp (2).

Les affrètements à long terme permettent la rapide et prodigieuse expansion de la flotte norvégienne, en offrant une solide garantie aux crédits d'investissements qui sont alors largement consentis à des conditions très favorables par les chantiers tant étrangers que nationaux.

Au début de 1964, 90 % du tonnage norvégien étaient en service entre des ports étrangers. Cette flotte mise à la disposition du commerce international est composée pour plus de la moitié par des pétroliers et des minéraliers. Les autres navires sont souvent très perfectionnés, et les armateurs norvégiens, pour attirer la clientèle, ont recherché les solutions les plus efficaces et les plus ingénieuses, ainsi qu'en témoignent les navires équipés spécialement pour le transport du papier journal ou celui des autos. On peut lire dans la Revue Maritime de mai 1965 (3) l'information suivante :

« Les chantiers Drammen Slip et Verksted viennent de livrer à l'armateur Jan Erik Dyvi un nouveau transporteur d'autos radicalement différent de ceux qui ont été construits jusqu'à présent... il transportera 1 380 autos pour le compte de la firme Volkswagen... le chargement se fera en 8 heures... Le Directeur du chantier a déclaré que l'audace que présentait la conception de ce navire constituait la force de l'armement norvégien... ».

TABLEAU IV

Composition de la flotte norvégienne
au 30-9-1964 (4)

(en milliers de Tx j. b.)

	Nombre de navires	Tonnage
Pétroliers	527	7 540
Pétroliers-minéraliers	11	189
Minéraliers de plus de 20 000 Tx j. b.	13	333
Navires frigorifiques	35	104
Cargos	1 406	5 609
Paquebots	322	233
Total	2 314	14 008

Le nombre élevé des paquebots et, dans une certaine mesure, celui des cargos est en rapport avec l'intense activité maritime qui règne le long du littoral norvégien, où bien souvent la voie d'eau est le principal sinon l'unique moyen de communication. Les paquebots sont dans l'ensemble de faible tonnage et assurent des dessertes côtières quotidiennes.

La plupart de ces navires sont récents. 70 % du tonnage a moins de 10 ans et 40 % moins de 5 ans.

Au 1^{er} juillet 1963, 51,71 % de la flotte norvégienne étaient constitués par des tankers, formant ainsi la seconde flotte pétrolière nationale du monde après celle du Royaume-Uni. Dans le classement suivant, le port en lourd, qui rend mieux compte de la capacité de transport des navires pour les hydrocarbures et les marchandises en vrac, la flotte du Libéria vient en tête, de peu devant celles du Royaume-Uni et de la Norvège ; mais la marine libérienne n'est pas une flotte marchande nationale. Composée presque uniquement de gros tankers (61,81 % du tonnage en Tx j. b.) et de minéraliers, c'est en réalité le rassemblement, sous un pavillon de complaisance, d'armements grecs et surtout américains ; un important armement scandinave, le groupe « Naess » en fait partie.

TABLEAU V

Principales flottes pétrolières mondiales
au 1^{er}-7-1963 (5)

	Tonnage en Tx j. b.	Proportion de la flotte pétrolière dans la flotte nationale en %
Royaume-Uni	7 792 000	36,45 %
Norvège	7 068 000	51,71 %
Libéria	7 041 000	61,81 %
U.S.A.	4 647 000	46,10 %
Japon	3 134 000	31,40 %

(1) La Marine Marchande - Etudes et statistiques 1964, p. 11 (Comité Central des Armateurs de France).

(2) La Norvège vous offre..., n° 3, 1964, p. 37.

(3) Revue Maritime, n° 221, mai 1965, p. 667.

(4) Ökonomsik Utsyn over Aret 1964, p. 14 des Statistiques.

(5) D'après les chiffres fournis par l'information géographique, janvier/février 1965.

TABLEAU VI

Evolution des flottes pétrolières mondiales
au 1^{er}-1-1964 (1)

(En milliers de tonnes de port en lourd : t. dw.)

	Tonnage en service	Tonnage en commande	Rapport tonnage en commande au tonnage en %
Libéria et Panama	15 703	4 800	30 %
Royaume-Uni	11 821	2 410	20 %
Norvège	10 871	5 278	49 %
U.S.A.	8 949		
Japon	4 113	1 175	29 %
France	3 307	695	21 %
Italie	2 906	230	8 %
Grèce	2 642		—
Pays-Bas	2 538	230	9 %
Suède	2 163	850	39 %
U.R.S.S.	2 035	1 003	49 %
Danemark	1 287	455	35 %
Allemagne- Ouest	1 159	199	17 %
Espagne	809		—
Total mondial	74 982	18 805	24 %

Les tonnages en commande destinés aux pavillons de complaisance et à celui des E.-U. sont bloqués ensemble, par suite de la difficulté de savoir à l'avance à quel pavillon sera affecté un navire commandé par des intérêts américains.

Avec l'U.R.S.S., la Norvège, disposant d'une flotte pétrolière sans commune mesure avec ses besoins en hydrocarbures, possède le plus fort pourcentage de tonnages en commande par rapport aux tonnages en service. La flotte pétrolière norvégienne est donc en très nette expansion, et, fait remarquable qui la différencie des flottes britannique, libérienne, panaméenne et américaine, elle échappe presque totalement à l'emprise des grands trusts pétroliers (2). Le seul armement appartenant à un trust pétrolier, celui de la Texaco, est un armement déjà ancien, caractérisé par le tonnage très moyen des navires : aucun ne dépasse 16 000 Tx j.b., tandis que les grosses unités de 40 000 Tx j. b. et plus, forment souvent l'essentiel des armements norvégiens.

Pour les transporteurs en vrac et les minéraliers la flotte norvégienne est la troisième du monde, les réserves étant faites quant à la flotte du Libéria. La Marine marchande britannique vient en tête, mais elle est surtout constituée de transporteurs en vrac d'un tonnage inférieur à 20 000 Tx j.b., ce qui lui enlève une partie de son efficacité et de sa rentabilité. Au contraire, les flottes

du Libéria et de la Norvège sont remarquablement bien équipées en navires gros porteurs de plus de 20 000 Tx j.b. En tenant compte de ce dernier chiffre, la première flotte mondiale des minéraliers est celle du Libéria : 760 648 Tx j.b. au 1-7-1963, puis viennent celles du Japon : 360 149 Tx j.b., de la Norvège : 333 103 Tx j.b., du Royaume-Uni : 105 471 Tx j.b. (3).

3. METTANT LA NORVEGE AU PREMIER RANG DES NATIONS MARITIMES, LA MARINE EST UNE DES ACTIVITES ESSENTIELLES DE L'ECONOMIE NATIONALE, ASSURANT D'INDISPENSABLES RELATIONS REGIONALES, ELLE EST LA PRINCIPALE SOURCE DE REVENUS DU COMMERCE EXTERIEUR NORVEGIEN.

Avec le plus fort tonnage mondial par habitant, la Norvège peut prétendre au titre de première nation maritime du monde. En effet, pour 1 000 habitants, la Norvège dispose de 3 756 Tx j.b., devançant de loin tous les autres pays, par ordre décroissant : la Grèce : 839 Tx j.b. ; l'Islande : 643 Tx j.b. ; la Suède : 552 Tx j.b. ; le Liban, le Danemark, les Pays-Bas, le Royaume-Uni : 404 Tx j.b.

En 1963, sur 343 000 emplois salariés en Norvège, 66 900, soit 19,4 % du total national, dépendaient de la marine marchande, qui, sur le marché du travail, apparaît dans son ensemble comme la première entreprise industrielle du pays. En effet, dans le classement des activités économiques selon le nombre des emplois salariés, seule la métallurgie et le commerce de détail dépassent la marine marchande ; mais le commerce de détail, avec 90 700 emplois, est trop diversifié dans ses activités pour se comparer à celles de la marine, et la métallurgie, au sens large du terme, avec 107 500 emplois, couvre des industries très différentes, comme la métallurgie de base : 22 600 emplois, la métallurgie de transformation : 24 900 et la construction navale : 28 900. L'ensemble des industries du bois et du papier ne comptent que 44 900 emplois (4).

Assurant les relations maritimes avec l'extérieur, la marine marchande norvégienne assume dans l'économie régionale du pays un indispensable rôle de liaison par suite de la configuration physique

(1) D'après la Revue Maritime, n° 215, novembre 1964, p. 1 320.

(2) Information géographique, janvier/février 1965, p. 31 et suivantes.

(3) Information géographique, janvier/février 1965, p. 31 et suivantes.

(4) D'après le Statistisk Årbok for Norge 1964.

de la Norvège. La voie maritime le long des côtes est souvent la plus courte, la moins onéreuse, dans des eaux toujours libres de glace, avantage très appréciable en hiver, malgré les tempêtes. La construction très onéreuse de nouvelles routes et d'aéroports, nécessaires pour désenclaver certaines contrées et surtout accélérer les transports des voyageurs et de denrées périssables, ne supprimera pas l'indispensable cabotage.

Les recettes de la flotte de commerce sont, par ailleurs, indispensables à la balance des paiements de la Norvège. En 1963, elle a assuré environ 31 % des recettes du commerce extérieur, comblant le déficit de la balance commerciale. L'étude de la balance des paiements depuis 1955 montre que les recettes de la flotte, déduction faite des frais d'exploitation et des capitaux investis à

l'étranger pour la construction des navires, correspondent à environ 50 % du total des exportations de marchandises (1). En 1962, par suite d'une baisse mondiale du taux des frets, les revenus de la flotte ne purent exceptionnellement combler le déficit de la balance commerciale. Il y a là un avertissement pour l'avenir, car la mise en service de navires toujours plus gros et plus rentables entraînera un abaissement du taux des frets. Les armateurs norvégiens en sont conscients, mais croient à l'expansion du commerce maritime international et passent des commandes toujours plus importantes de navires à l'étranger. Les achats de navires à l'étranger atteignent 15 % environ des importations totales de marchandises et sont financés par des emprunts à l'étranger.

(1) Inter-Nord, n° 7, p. 23.

NORVÈGE SEPTENTRIONALE

STAGNATION DE LA CONSOMMATION, CHÔMAGE, EMIGRATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE MARQUENT CE PREMIER SEMESTRE. SITUATION DIFFICILE AU FINNMARK OU LES PÊCHES ONT ÉTÉ MÉDIOCRES. DESENCLAVEMENT DES PROVINCES SEPTENTRIONALES PAR L'EXTENSION DU RÉSEAU ROUTIER ET DES AÉROPORTS DONT LE TRAFIC NE CESSE D'AUGMENTER. LE COMPLEXE SIDÉRURGIQUE DE MO-I-RANA EST EN PLEINE EXPANSION EN DÉPIT DE DIFFICULTÉS FINANCIÈRES.

I

LA SITUATION GÉNÉRALE

1. L'INDUSTRIALISATION INSUFFISANTE, LE MANQUE D'EMPLOIS A PLEIN TEMPS, LES CONDITIONS CLIMATIQUES RIGOUREUSES SONT CAUSES DU CHÔMAGE HIVERNAL ET DE L'EXODE DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

« Inertie et recul constatés en Norvège du Nord pour la consommation », titre le « Lofotposten » du 11 juin 1964, publiant un compte rendu des activités de la Commission d'Études pour la consommation en Norvège septentrionale. Son directeur, M. Chr. Jakheln, fait remarquer que dans le Nord, le chômage est un problème grave. Il entraîne à la longue la diminution de la population active, en particulier dans le secteur secondaire, par suite de l'exode des travailleurs. En 1963, les départs de main-d'œuvre ne trouvant pas à s'employer sur place ont entraîné, pour les trois pro-

vinces nordiques, un manque à gagner évalué à environ 200 000 000 Kr. Le chômage d'hiver touche tous les ans environ 6 à 7 % de toutes les catégories de travailleurs (1). Les industries utilisant surtout les produits de la pêche sont trop dépendante des aléas climatiques, malgré l'utilisation de chalutiers pouvant pêcher au loin par certaines grandes entreprises comme la A/S Findus à Hammerfest. Le manque de capitaux locaux dans des provinces éprouvées par la dernière guerre et l'insuffisance des routes forestières a jusqu'à présent entravé le développement d'importantes industries du bois. Aucune grande entreprise papetière n'est mentionnée par les annuaires statistiques dans les trois provinces du Nord (2).

[*] Texte établi par M. Jacques Garreau.

[1] Lofotposten du 14-9-64.

[2] Industristatistik 1962.

Le Nordland, plus méridional, plus proche des grands centres économiques norvégiens que sont les côtes ouest et sud et la région d'Oslo, disposant de meilleures voies de communication, offre avec ses industries variées un nombre plus élevé d'emplois à plein temps. Au Finnmark, en dehors de la transformation des produits de la pêche, la principale activité industrielle repose sur l'exploitation du minerai de fer dans le Sor Varanger, mais la A/S Sydvaranger à Kirkenes offre moins d'emplois qu'avant la guerre : 1 700 contre 800 à 900 actuellement (1).

L'appel à la main-d'œuvre étrangère peut paraître paradoxal, mais est parfois nécessaire ainsi qu'en témoigne le « Lofotposten » du 24 juin 1964 qui titre : « Trop peu de femmes norvégiennes disponibles sur le marché du travail au Finnmark ». La A/S Findus, cette année, a dû embaucher 60 femmes de nationalité finlandaise. Cette importation de main-d'œuvre étrangère a débuté au mois d'avril. L'exemple de la A/S Findus a été suivi aussi par la A/S Fi-No-Tro. Ces travailleuses accomplissent les mêmes tâches que les ouvrières norvégiennes. Elles sont utilisées, soit à temps complet toute l'année, soit en travail saisonnier d'été. La durée du contrat porte sur un engagement minimum de trois mois.

2. SITUATION CRITIQUE DES PECHERIES AU FINNMARK, TANDIS QUE LES CAPTURES ET LES REVENUS DE LA VENTE SONT EN PROGRES DANS LE RESTE DU PAYS.

Les résultats du 1^{er} semestre 1964 ne sont guère encourageants pour les pêcheries du Finnmark. Ceux de la pêche au haddock et à la morue ont été catastrophiques (2).

TABLEAU VII

Pêche à la morue de printemps dans le Nord

Année	Tonnage
1954	81 130
1955	123 286
1956	163 046
1957	111 640
1958	139 888
1959	139 649
1960	111 059
1961	129 808
1962	94 156
1963	88 314
1964	64 708

Source : Lofotposten du 18-6-64.

A la date du 18 juin de chaque année, la part du Finnmark a été de 17 432 t contre 31 128 t en 1963.

Les pêcheurs du Finnmark se plaignent d'une discrimination à leur égard dans les prix du poisson. Le « Lofotposten » du 29 juin 1964 déclare : « Perte de 1 000 000 Kr sur le hareng pour les pêcheries du Nord. Celles des régions plus occidentales sont favorisées. Pour le grand hareng et le hareng de printemps, les répartitions sont entreprises, suivant l'importance des captures à l'Ouest, à des prix au-dessous de 7 à 8 Kr l'hl. Les pêcheurs du Finnmark ne peuvent raisonnablement accepter un pareil prix ».

En 1963, le revenu de la pêche à la morue d'hiver était au Finnmark très inférieur à celui des autres régions (3).

TABLEAU VIII

Résultats de la pêche à la morue d'hiver, année 1963

	Tonnage	Valeur (total)	Valeur (par tonne)	Pêcheurs	Revenu par pêcheur
Norvège	58 255	66 087 000	1 135 Kr	18 428	3 557 Kr
Finnmark	7 689	7 472 000	972 Kr	4 340	1 722 Kr
Lofoten	28 302	34 446 000	1 220 Kr	7 398	4 658 Kr

(1) Lofotposten du 1-7-64.

(2) Lofotposten du 29-5-64.

(3) Statistisk Årbok for Norge 1964, p. 104.

Sur le plan national, la pêche au colin a été très satisfaisante avec 85 000 t de captures au 1^{er} septembre 1964, contre 79 000 t à la même date, l'année précédente ; la quantité normale de prises étant d'environ 60 000 t. Cette année, 30 000 t ont été transformées en filets ou congelés, 21 000 t séchées, 19 000 t transformées en farine et 8 000 t salées (1). Au 1^{er} juillet, la A/S Frionor avait, avec une production de 16 000 t de filets, quintuplé sa production, tandis que la Norsk Frossenfisk A/S annonçait un excellent marché du colin (2). Cependant, le « Lofotposten » du 1^{er} juillet 1964 titrait : « Au Finnmark, difficultés pour le chiffre d'affaires du colin ». Les prix proposés par les acheteurs sont considérés comme insuffisants. C'est tout le drame des pêcheries du Finnmark cette année, défavorisées d'une part par des prises très insuffisantes dans le Nord au cours du premier semestre, et par des prix de vente trop bas, tandis que pour le hareng et le colin en particulier, des pêches abondantes se font plus à l'Ouest.

3. AMELIORATION DES COMMUNICATIONS AERIENNES ET ROUTIERES. DESENCLAVEMENT DES PROVINCES SEPTENTRIONALES ENTRAINANT LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE ET DU TOURISME.

La mise en service récente de la voie ferrée entre Fauske et Bodø, permettant la liaison ferroviaire directe entre cette dernière ville et Oslo, en passant par Mo-I-Rana et Trondheim, laissait envisager dans un avenir assez proche la desserte de Narvik par les chemins de fer norvégiens. Il restait environ 150 kilomètres de voies ferrées à réaliser ; mais il s'agissait de la section la plus difficile à construire, avec de nombreux tunnels et le franchissement de cinq grands fjords, dont le Tysfjord, particulièrement large et ramifié. Aussi, malgré l'importance économique de cette section Fauske-Narvik, devant le développement de la circulation routière et du trafic des bacs, l'Etat a donné sa préférence à la réalisation immédiate d'une liaison routière continue.

Le « Lofotposten » du 13 juillet 1964 indique que le Parlement a décidé une enquête préliminaire sur les coûts de construction, dont les résultats ne seront pas connus avant 1968-1969. Aucune décision de construction ne sera donc prise avant 1970.

La route nationale n° 50 sera prolongée de façon continue de Fauske à Narvik par la construction de nombreux ponts, et l'on peut espérer d'ici dix ans aller directement en auto d'Oslo à Tromsø, sans avoir à emprunter de bac. La construction du grand pont de Narvik, franchissant au Nord le Rombakenfjord et inauguré le 26 septembre 1964,

est la première étape de cette grande route continue.

En un an, la circulation automobile a augmenté de 10 % entre Fauske et Narvik (3). Les bacs de la région de Narvik ont transporté en 1963, 10 000 véhicules automobiles et près d'un million de passagers (4).

Parallèlement, le trafic aérien en direction du Nord ne cesse de croître.

1946 :	4 000 passagers
1950 :	10 000 passagers
1955 :	35 000 passagers
1960 :	75 000 passagers

Les prévisions pour la fin de l'année 1964 prévoyaient 180 000 passagers et la S.A.S. en envisageait 220 000 en 1965 (5).

M. Nerdrum, Administrateur-Directeur de la S.A.S. (Scandinavian Air System), déclarait dans le Lofotposten du 13 mai 1965, que le trafic d'ici 1968 en direction du Nord devait plus que doubler. A cette date, six caravelles, pouvant transporter chacune 83 passagers, feront onze aller-retour quotidiens entre Oslo et le Nord. Ce service, complété par l'utilisation de D.C.7, permettra de transporter en moyenne 1 100 passagers par jour.

Deux nouveaux aéroports accessibles aux gros appareils sont venus compléter au Nord-Ouest ceux de Bodø et de Bardufoss, ce dernier situé entre Tromsø et Narvik. Il s'agit de l'aéroport de Andenes, au Nord de l'île d'Andøy, dans l'archipel des Lofoten, inauguré au début de l'année 1964, et de celui de Tromsø-Langnes, qui fut mis en service le 15 septembre 1964.

En 1963, la S.A.S. a transporté 310 000 passagers sur les lignes intérieures norvégiennes. Pour la première fois, la « ligne du lait », Oslo-Bergen (175 000 passagers) a été dépassée par la ligne Oslo-Bodø-Bardufoss, avec 135 000 passagers, soit 25 % d'augmentation sur l'année précédente. La ligne du Finnmark, Oslo-Kirkenes, n'a transporté que 18 000 passagers (6).

Le coefficient de remplissage a atteint en 1963, sur les lignes intérieures de la S.A.S., 67,2 % des places d'avion, 50 % sur la ligne Oslo-Bergen et 60 % sur les lignes du Nord (7).

(1) Lofotposten du 18-9-64.

(2) Lofotposten du 26-6-64.

(3) Lofotposten du 20-7-64.

(4) Lofotposten du 25-9-64.

(5) Lofotposten des 13-5 et 11-9-64.

(6) Lofotposten du 27-12-63.

(7) Lofotposten du 27-12-63.

LE COMPLEXE INDUSTRIEL DE MO-I-RANA

Implanté au Nordland dans le cadre d'une mise en valeur des provinces septentrionales, le complexe industriel de Mo-I-Rana, principale industrie sidérurgique nationale, est en pleine expansion, en dépit d'une situation financière délicate. En 1963 il a produit 81 % de la fonte et 69 % de l'acier norvégien. Les exportations vers l'étranger ont progressé, en particulier les ventes au Royaume-Uni. L'année 1964 a vu la mise en route d'une cokerie recevant son charbon de Svalbard et produisant de l'ammoniac, tandis que de nouveaux gisements de fer sont mis en exploitation à proximité de Mo-I-Rana.

1. LE COMPLEXE INDUSTRIEL EST NÉ DE LA VOLONTÉ DES NORVÉGIENS DE DISPOSER D'UNE SIDÉRURGIE NATIONALE ET DE DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE DES PROVINCES NORDIQUES, RICHES EN MAIN-D'ŒUVRE, MATIÈRES PREMIÈRES ET SOURCES D'ÉNERGIE.

Au lendemain de la guerre, dans le cadre du plan de régionalisation visant à utiliser sur place la main-d'œuvre et les ressources disponibles de chaque région de Norvège, il fut décidé d'installer à Mo-I-Rana, un complexe sidérurgique. L'exploitation fut confiée à l'État. Sur le plan national, sa construction devait permettre à la Norvège de posséder une sidérurgie nationale et valoriser les charbons du Svalbard, les mines de fer de Kirkenes au Finnmark ou les gisements tout proches de la vallée de Dunderland. Le site choisi, sur les bords du Rana fjord, dans le sud du Nordland, est à proximité du sud du pays où se trouvent les principaux utilisateurs de produits sidérurgiques, en particulier, les chantiers navals. Voles ferrées et routes relient Mo-I-Rana à cette région. Le port, bien abrité, en eau profonde, permet le cabotage et l'exportation facile vers l'étranger, tandis que le ravitaillement en charbon et minerais par les plus gros minéraliers n'offre aucune difficulté. En outre, un important potentiel d'énergie hydroélectrique est disponible dans la région. La main-d'œuvre locale est abondante, la commune de Rana étant la plus peuplée du Nordland.

La construction du complexe sidérurgique débuta en 1946. En 1955, l'aciérie commença à fonctionner. Depuis 1962, les mines de fer de la Rana Gruber A/S sont passées à la A/S Norsk Jernverk qui exploite l'aciérie. Au cours de l'été 1964, le complexe a vu l'entrée en service de la cokerie exploitée par la A/S Norsk Koksverk ; l'usine d'ammoniac qui lui est annexée n'a commencé à fonctionner qu'en octobre.

2. LA PLUS IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE DU NORDLAND.

Pour l'économie régionale, ces installations industrielles jouent un rôle considérable. Avec plus de 3 300 employés à l'automne 1964 (1) elles viennent en tête devant les mines de la Sydvaranger A/S et le port de Kirkenes, devant la Findus A/S à Hammerfest (usines de congélation de poissons), les installations ferroviaires et portuaires de la L.K. A.B. à Narvik, l'usine d'électrochimie de la Norsk Hydro à Glomfjord ou celle de la Mosal A/S (aluminium) à Mosjoen.

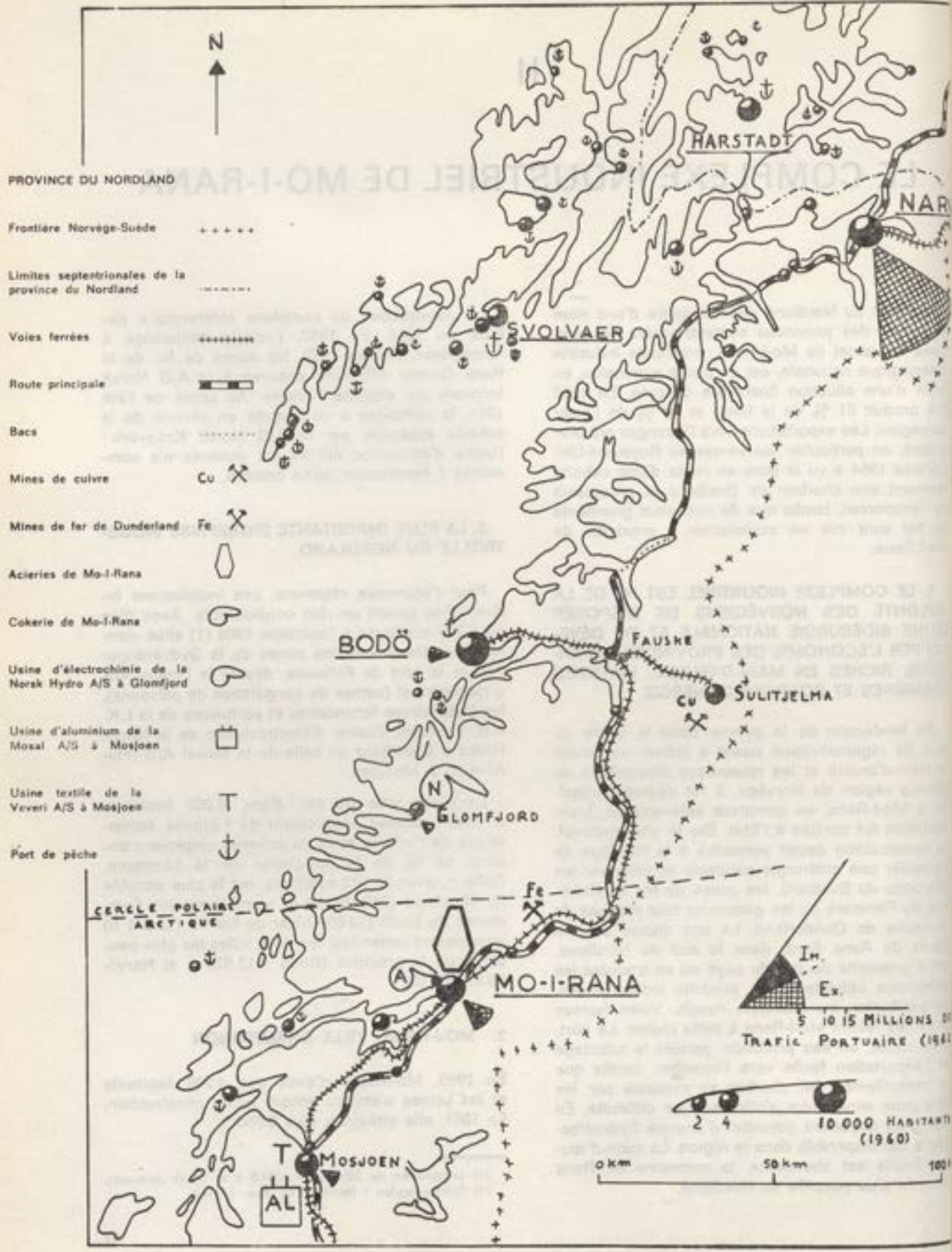
La petite ville de Mo-I-Rana (9 207 habitants en 1964) dépend entièrement de l'activité économique de l'aciérie et de la cokerie, employant environ 14 % de la population de la commune. Celle-ci, avec 22 538 habitants, est la plus peuplée du Nordland (242 164 h) et vient avant les communes de Bodø (13 800 h) et de Narvik (13 541 h) comprenant cependant les deux villes les plus peuplées de la province (Bodø : 12 618 h et Narvik 13 311 h) (2).

3. MO-I-RANA, VILLE CHAMPIGNON

En 1950, Mo-I-Rana n'avait que 4 200 habitants et les usines n'étaient encore qu'en construction. En 1961, elle atteignait déjà 8 368 h.

(1) Lafotposten du 29-9-64 - (3018 à la Norsk Jernverk).

(2) Folkemengden i Herreder og Byer 1-1-64.



M
S
N
C

ra
se
qu

C

E
M
T
A
H

IN

inf
dr
du

le
12
Le
qu
va
d'
te
ét
cl
Au
et
60
34

TABLEAU IX

Croissance de la ville et de la commune au cours des dernières années
(nombre d'habitants)

	1960	1961	1962	1963	1964
Mo		8 368	8 646	9 207	
Sor Rana		1 628	1 635	1 607	
Nar Rana		9 357	9 893	10 636	
Commune de Rana	18 934	—	—	—	22 552
	18 934	19 353	20 174	21 450	22 552

Entre 1950 et 1961, la population a doublé, en rapport direct avec l'industrialisation et l'accroissement se poursuit encore. C'est là un fait remarquable.

TABLEAU X

Comparaison du développement de Mo-I-Rana par rapport aux autres villes du Nord de 1950 à 1962/63

	1950	1962	1963
Bodø	7 500	—	12 618
Narvik	12 000	—	13 311
Mosjøen	3 500	4 600	—
Tromsø (1)	11 000	—	12 430
Alta	5 000	—	6 447
Hammerfest	4 100	—	6 315

4. DÉVELOPPEMENT D'UN NOUVEAU PORT INDUSTRIEL NORVÉGIEN.

La mise en route de l'aciérie et de la cokerie a influé sur le trafic portuaire de Mo-I-Rana, qui a de ce fait triplé, et en a fait le deuxième port industriel de la Norvège du Nord.

Le Lofotposten du 21 janvier 1965 indique que le port a reçu, en 1964, 1 664 navires jaugeant 1 262 996 T, contre 502 jaugeant 284 000 T en 1955. Le même journal indiquait le 3 novembre 1964, que le tonnage manipulé par le port en 1963, s'élevait à plus d'un million de tonnes. Compte tenu d'informations statistiques variées mais insuffisantes, il semble qu'en 1963, le trafic total du port ait été légèrement supérieur à celui de Kirkenes, le classant ainsi au deuxième rang, derrière Narvik. Aux importations, il y aurait eu 227 000 T de coke et près de 500 000 T de minéral ; aux exportations : 60 000 T d'acier pour les laminoirs de Bergen et 346 000 T de marchandises vers l'étranger.

Il faut noter qu'avec l'été 1964, les importations de coke vont cesser, remplacées par celles de charbon pour la cokerie. Prévisions : 360 000 T/an, dont environ 290 000 T en provenance du Svalbard, et le reste des U.S.A. Par ailleurs, le contrat passé entre la A/S Norsk Kokkeri et la A/S Norsk Hydro fait que les 70 000 T d'ammoniac produits à Mo-I-Rana, seront transportées par navires spéciaux à l'usine d'Herøya (3). Le trafic portuaire doit donc augmenter au cours de l'année 1965.

TABLEAU XI

Nombre de navires reçus en provenance de l'étranger dans les ports industriels norvégiens

	1962	1963
Mo	411	456
Kirkenes	116	114
Narvik	870	873

Source : Statistisk Årbok for Norge 1964.

Ces chiffres ne comprennent pas les navires provenant de ports norvégiens.

TABLEAU XII

Trafic avec l'étranger
(en tonnes métriques)
1963

	Importations	Exportations
Mo	227 000 T	346 000 T
Kirkenes	49 000 T	1 103 000 T
Narvik	43 000 T	13 338 000 T

(1) Navnet Tromsø (Grand Tromsø) depuis 1964 a 32 678 h, par suite d'annexions.

(2) Lofotposten du 31-7-64.

(3) Lofotposten du 28-8-64.

Kirkenes et Narvik sont essentiellement des ports minéraliers où les exportations dominent massivement, à destination de l'étranger. Mo est un port industriel, au trafic équilibré, recevant minerais de fer, coke et charbon, exportant de l'acier, de la fonte et des produits chimiques surtout à destination de ports norvégiens.

Les installations portuaires de la cokerie sont actuellement fréquentées par des minéraliers de 15 000 T de port en lourd en moyenne, mais le 20 novembre 1964, le Lofotposten signalait que le minéralier « Luossa », en provenance des U.S.A., amenait 25 000 T de charbon, et on envisage prochainement des chargements de 50 000 T par bateau (charbon ou minerai). Déjà la Direction du port s'inquiète et réclame un remorqueur plus puissant que l'actuel, qui ne suffit plus à manœuvrer ces gros navires.

5. OUVERTURE DE NOUVELLES MINES DE FER.

Depuis 1962, la A/S Norsk Jernverk a pris à son compte l'exploitation des mines de fer de la proche vallée de la Dunderland. Il s'agit dans l'ensemble d'un minéral relativement pauvre (30 % de magnétite, plus une quantité variable d'hématite). A titre expérimental, une usine pilote pour la concentration du minerai a été construite à Storforshei. En 1961 elle a produit 30 300 T de concentré de fer à 64,3 %. A partir de 1964 on pensait extraire d'abord 1 300 000 T de minerai/an pour atteindre peu à peu 500 000 T de concentré à l'usine, et on envisagerait même d'en construire une autre pour satisfaire tous les besoins, car les mines de la Sydvaranger A/S à Kirkenes sont loin : 1 415 km. La prospection géologique se poursuit et le Lofotposten du 19 septembre 1964 faisait état de la découverte dans le Rana, de nouveaux et très intéressants gisements de fer. Depuis l'été 1964, les premiers trains de concentré de fer circulent entre Storforshei et Gullmedvika où se trouvent les installations industrielles du complexe de Mo-I-Rana (1).

6. COMPLEXE SIDÉRURGIQUE EN PLEINE EXPANSION. LE CHIFFRE D'AFFAIRES A PROGRESSÉ DE 11,5 %.

L'usine sidérurgique de Mo-I-Rana exécute toutes les phases de la production : fontes hématites électriques, aciers en lingots, laminés, profils et tréfilés. En 1963, la capacité était de 350 000 T de fonte/an, et de 400 000 T d'acier. Les quatre fours électriques d'une puissance de 25 000 kW chacun, étaient en 1955 les plus grands du monde.

Deux fours plus puissants sont en construction (puissance 35 000 à 40 000 kW) ; ils permettront de produire 150 000 à 180 000 T d'acier électrique par an. Depuis 1962, le procédé Bessemer a été remplacé par le procédé L.D. à l'oxygène et une usine de fabrication d'O₂ en produit 2 000 m³/heure. Les projets d'expansion prévoient jusqu'en 1965/1966, une production de 750 000 T d'acier/an. En plus des laminoirs, une usine de boulets a une production de 1 800 T/jour. Une partie de l'acier est expédiée pour transformation à Laksevåg près de Bergen, où se trouvent les importants laminoirs (capacité 70 000 T/an) de la société sœur A/S Norsk Blikkvalseverk.

TABLEAU XIII

Production de produits sidérurgiques à Mo-I-Rana

	1961	1962	1963
Fonte	317 000 T	328 000 T	340 000 T
Acier	337 000 T	333 200 T	385 000 T
Laminés		232 000 T	283 000 T

En 1963, avec 228 000 000 Kr, le chiffre d'affaires a été supérieur de 11,5 % à celui de 1962. Les ventes à l'étranger passent en valeur de 122 000 000 Kr en 1962 à 164 000 000 Kr en 1963. En 1964, le principal client est le Royaume-Uni : les exportations vers ce pays se sont élevées au cours du 1^{er} semestre à 41 % du tonnage et 45 % de la valeur du total des exportations de l'aciérie, soit, respectivement, 32 % et 34 % de la production sidérurgique (2).

Au cours du 1^{er} semestre 1964, par rapport au 1^{er} semestre 1963, la production de fonte a été de 183 000 T contre 176 000 T, celle de l'acier de 225 000 T contre 201 000 T, le chiffre d'affaires a été de 138,3 millions de couronnes contre 110,6 et le tonnage des exportations de 209 000 T contre 187 000 T, en valeur de 102 millions de couronnes contre 80. Les résultats de 1964 doivent donc normalement être supérieurs à ceux de l'année précédente.

7. LE DÉMARRAGE DE LA NOUVELLE COKE-RIE POSE LE PROBLÈME DE LA CONCURRENCE AVEC L'INDUSTRIE CHIMIQUE PRIVÉE.

A partir de 1964, la production annuelle de la A/S Norsk Koksverk doit être de 250 000 T de coke, dont 110 000 T seront absorbées par l'aciérie, 70 000 T d'ammoniac, 20 000 T de benzol et

(1) Lofotposten du 29-9-64.

(2) Lofotposten du 3-11-64.

de goudron. Il était envisagé de fabriquer 200 000 T de sulfate d'ammonium par utilisation de 115 000 T de pyrites régionales, dont la vente sur le marché mondial s'avère difficile, les quatre usines de Bleikvassli, Sulitjelma, Skorovas et Killingdal fournissant l'acide sulfurique nécessaire.

La production et la vente de ces produits chimiques a nécessité la conclusion d'un accord de longue durée avec la puissante société Norsk Hydro qui domine le marché norvégien de l'ammoniac et des engrais (1). La A/S Norsk Hydro achètera la production d'ammoniac de Mo-I-Rana, mais en même temps, elle entreprendra la construction à Eidanger, près d'Herøya, d'une nouvelle usine d'ammoniac liée à la distillation des hydrocarbures.

Du coup, les prix de l'ammoniac vont baisser, risquant de mettre l'usine de Mo-I-Rana dans une situation financière délicate. La déclaration rassurante de l'ingénieur Arne Langrind de la A/S Norsk Hydro, dans le Lofotposten du 28 août 1964, n'en pose pas moins le problème. Malgré l'accord, les rapports entre les deux sociétés risquent d'être difficiles. Pour des raisons techniques, la production d'ammoniac a commencé avec près de deux mois de retard, et dans le Lofotposten du 27 novembre 1964, on peut lire que la production insuffisante de la Koksverk met la Norsk Hydro dans une position difficile.

Si, pour l'écoulement des produits chimiques, on peut avoir quelques inquiétudes quant à l'avenir, il est hors de doute que la fabrication du coke est une nécessité sur le plan national. Le 18 juillet 1964, l'ingénieur Bottolfsen déclare que la production de coke à Mo-I-Rana correspond à un besoin pressant par suite de la réduction de la production nationale des centrales gazières, qui sera ramenée de 9,1 millions de tonnes en 1961 à 6,2 millions de tonnes en 1966, à cause de l'utilisation croissante d'autres sources énergétiques.

8. MALGRÉ L'EXPANSION ACTUELLE ET L'ACCROISSEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES, LA SITUATION FINANCIÈRE RESTE DIFFICILE.

Si l'on s'inquiète pour l'avenir de l'équilibre budgétaire de la cokerie, bien que l'Etat ait déclaré qu'elle devrait fonctionner sans subventions (2), la situation financière de la A/S Norsk Jernverk est depuis longtemps préoccupante. Le déficit d'exploitation ne fait que croître depuis 1959. Il atteignait 28 600 000 Kr en 1963 et déjà 18 200 000 Kr au 30 juin 1964. Les raisons de ce déficit sont principalement à rechercher dans la baisse mondiale des prix de l'acier, et dans l'augmentation des sa-

lares de 35 % par rapport à 1958 (3). Au cours du 1^{er} semestre 1964, les salaires et charges sociales ont été de 32 700 000 Kr contre 31 900 000 Kr au cours du 1^{er} semestre 1963 (4). A la fin de cette année, le Parlement avait alloué 25 000 000 Kr à la société pour régler ses difficultés immédiates, mais 15 000 000 Kr étaient encore nécessaires d'urgence si l'on voulait éviter une baisse de la production et un abandon des projets d'extension.

Au début de 1963, la situation comptable et l'avenir de la société furent discutés au Parlement à propos d'un « Livre Blanc » préparé par le ministère de l'Industrie, proposant l'envoi à Mo-I-Rana, d'une Commission d'enquête pouvant envisager une fusion de l'aciérie et de la cokerie. La A/S Norsk Jernverk envisageait trois moyens d'améliorer la situation : en augmentant les taxes et droits norvégiens sur la fonte et l'acier, en réduisant le prix des fournitures de courant électrique faites par l'Etat, en réorganisant complètement les bases financières de la société, en tenant compte des pertes, des échéances à long terme et du capital action (5).

Au Parlement, certains députés préconisèrent qu'après le rattrapage financier, la société fût prise en main par une entreprise privée ou devint indépendante. On envisagea même l'association avec une société sidérurgique étrangère ou nationale. Le ministre de l'Industrie ne formula pas de propositions dans l'immédiat, mais on le sait opposé à l'augmentation des droits et taxes, au détriment de l'intérêt des usagers norvégiens de fonte et d'acier (6).

En novembre 1963, M. Erik Braadland, député du Parti du Centre, estimait que l'aciérie de Mo-I-Rana devait être considérée comme étant en faillite au lieu de combler son déficit avec les fonds de développement. Il préconisait une surveillance juridique de l'affaire (7). Le ministre des Prix et Salaires, M. Trasti, répliquait en disant que le pays avait besoin d'une aciérie et qu'elle avait eu des comptes positifs pendant trois ans ; il déclarait, en outre, que la mauvaise conjoncture internationale ne saurait durer.

Ainsi, il apparaît que le complexe de Mo-I-Rana est trop nécessaire à l'économie de la Norvège pour que sa fermeture, sa reconversion ou la réduction de la production puissent être envisagées.

[1] Lofotposten du 28-8-64.

[2] Lofotposten du 6-10-64.

[3] Inter-Nord, n° 5, p. 34.

[4] Lofotposten du 29-9-64.

[5] Lofotposten du 18-12-63.

[6] Financial Times du 18-12-63.

[7] Financial Times du 2-30-11.

ANNEXE STATISTIQUE

DONNÉES RAPIDES SUR L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE LA NORVÈGE DEPUIS 1960

TABLEAU I

Evolution de la population norvégienne

1961	3 594 000	habitants
1962	3 624 000	habitants
1963	3 653 000	habitants
1964	3 680 000	habitants
1965	3 707 000	habitants

Sources : Folkemengden i herreder og byer 1962/63/64/65.

TABLEAU II

Evolution comparée des populations des états nordiques

(en 1 000 habitants)

	1961	1964	% d'augmentation
Norvège	3 594	3 680	2,3 %
Suède	7 498	7 627	1,6 %
Danemark	4 594	4 701	2,3 %
Finlande	4 446	4 560	2,5 %
Islande	177	187	5,6 %

Sources : Yearbook of Nordic Statistics 1964, Nordic Council - Stockholm 1965.

TABLEAU III

Evolution de la population des provinces septentrionales

	Nordland	Troms	Finmark
1961	237 530 h.	127 771 h.	72 104 h.
1962	238 519 h.	128 051 h.	72 678 h.
1963	241 990 h.	129 219 h.	73 229 h.
1964	240 314 h.	129 880 h.	73 929 h.
1965	243 507 h.	130 861 h.	74 589 h.

Sources : Folkemengden i herreder og byer 1962/63/64/65.

Entre 1960 et le 1^{er} janvier 1965, la population de la Norvège a augmenté de 3,1 %. Pour les trois provinces septentrionales, l'accroissement n'a été que de 2,5 % pour le Nordland et de 2,4 % pour le Troms, tandis qu'il était supérieur à la moyenne nationale pour le Finmark avec 3,4 %.

TABLEAU IV

Evolution de la population urbaine entre 1960 et 1965

	1 ^{er} janvier 1961		1 ^{er} janvier 1965	
	Pop. urb.	% par rapport à la pop. totale	Pop. urb.	% par rapport à la pop. totale
Norvège	1 152 018	32,3 %	1 517 063	40,9 %
Nordland	44 719	18,8 %	120 960	50,0 %
Troms	16 360	12,2 %	51 655	31,8 %
Finmark	12 362	17,1 %	15 660	20,9 %

Sources : Folkemengden i herreder og byer 1962/63/64/65.

En 5 ans, la population urbaine s'est accrue de 31,7 %, tandis que la population rurale enregistrait une baisse de 11,2 %.

Phénomène d'urbanisation moins sensible au Finmark, où l'augmentation de la population urbaine n'a été que de 26,6 %.

TABLEAU V

Pays du « Nordkalotten » pour la période 1960-1964

Pays	Norvège			Finlande	Suède	« Nordkalotten »
Provinces	Troms	Finmark	T + F	Lapland	Norbotten	
Population (en 1 000 habitants)	128	72	200	216	263	679
Densité démographique (habitant/km ²)	5	1,5	2,8	2,3	2,7	2,6
Population active (en 1 000 habitants)	48	27	75	85	101	261
dont Secteur primaire	17	8	25	38	19	82
Secteur secondaire	11	8	19	20	41	80
Secteur tertiaire	20	11	31	27	41	99

Source : Yearbook of Nordic Statistics 1964.

Le « Nordkalotten » comprend les régions de la Norvège, de la Suède et de la Finlande situées sous le cercle polaire et réglant en commun un certain nombre de problèmes économiques. Soit

5,6 % de la population norvégienne, 4,7 % de la population finlandaise et 3,4 % de la population suédoise. Pour les populations actives, respectivement : 5,3 %, 4,2 % et 3,1 %.

TABLEAU VI

Evolution des indices des prix de gros

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Norvège	100	100	101	102	104	105	109
Danemark	100	100	100	102	105	108	111
Finlande	100	101	104	105	107	110	119
Suède	100	100	103	105	107	110	115

Sources : Statistisk Årbok 1965 et Yearbook of Nordic Statistics 1964.

TABLEAU VII

Evolution des indices des prix de consommation

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Danemark	100	102	103	105	111	114	120
Norvège	100	102	103	107	115	122	
Finlande	100	102	105	107	112	117	129
Suède	100	101	105	107	112	115	119

Sources : Statistisk Årbok 1965 et Yearbook of Nordic Statistics 1964.

TABLEAU VIII

Evolution des indices de prix en Norvège

(Période janvier-juin 1963-1964)

(Prix de gros = 100 en 1961)

Année	Total	Nourri- ture	Energie	Produits industriels
1963	102	106	101	100
1964	106	111	104	104

(Prix à la consommation 1959 = 100)

Année	Total	Nourriture	Vêtements
1963	110,6	110	109
1964	116,5	119	112

Source : Norges Bank Bulletin n° 3/1964 - Vol. XXXV.

L'instabilité des prix et la hausse du coût de la vie caractérisent l'économie norvégienne de ces dernières années. En Norvège et Finlande, l'augmentation des prix à la consommation a été très importante en 1963 et 1964.

TABLEAU IX

Evolution du nombre des emplois salariés

(en 100 emplois)

Période	Total	Industrie	Agricul.	Pêche
Juillet 1962	1 090,6	347,5	37,4	7,8
Juillet 1963	1 099,6	347,3	33,4	7,5
Juillet 1964	1 109,3	352,3	30,8	5,3

TABLEAU X

Evolution du nombre des chômeurs au cours des deux premiers trimestres 1963 et 1964

Période	Total	Bâtiment	Industrie
1963			
1 ^{er} trimestre	32 029	13 738	6 193
2 ^e trimestre	11 313	3 459	2 589
1964			
1 ^{er} trimestre	26 638	10 547	4 600
2 ^e trimestre	10 087	3 349	1 837

Source : Økonomisk Utsyn over året 1964, p. 52.

TABLEAU XI

Evolution du nombre moyen annuel des chômeurs.

(en 1 000 chômeurs)

	1958	1959	1960	1960	1962	1963	1964
Norvège	23,6	22,6	17,1	13	15,2	17,7	15,5
Danemark	68,4	44,1	31,4	28,9	25	33	21,8
Finlande	64	48	32	26	27	33	33
Suède	31,7	26,5	18,9	16,6	18,6	20,1	17

Source : Statistisk Årbok for Norge 1965.

Augmentation du nombre total des emplois salariés, mais réduction sensible dans l'agriculture et la pêche en Norvège depuis 1962. Le chômage est en régression sauf en Finlande malgré la période de récession 1962/1963.

TABLEAU XII

Indices de production - Secteurs Industries et
Energie électrique

(Janvier-juillet - Base 100 en 1961)

Année	Total	Mines	Industries	Papier	Métallurgie de base	Energie électrique
1963	103	107	102	98	104	116
1964	112	118	110	108	123	127

Source : Norges Bank Bulletin n° 3/1964 - Vol. XXXV.

Développement rapide de la production industrielle norvégienne, particulièrement dans la métallurgie de base et l'énergie électrique, marquant une reprise après la période de stagnation économique 1962/1963.

Augmentation de ventes et de profits réalisés par l'industrie
 dans l'exercice de la loi de l'année 1955. Le chiffre est en
 millions de francs et se rapporte à l'exercice 1955/1956.

TABLEAU XI

Indice de production - Énergie électrique
 (base 100 en 1951)

Année	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1955	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1956	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113

Source : Service des Études de l'Énergie, 1956.

Développement continu de la production électrique nationale
 dans le secteur de l'énergie électrique. Le chiffre est en
 millions de francs et se rapporte à l'exercice 1955/1956.

SUÈDE

SUÉDE

LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN SUÈDE

POUR MAINTENIR DURANT LA DEUXIÈME MOITIÉ DE LA DÉCENNIE LE TAUX MOYEN ANNUEL D'EXPANSION DE 5 % QUI FUT CELUI DES ANNÉES 1960-1965, IL ÉTAIT URGENT D'INTERROMPRE LA STAGNATION, VOIRE L'AFFAIBLISSEMENT, DES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS QUI A MARQUÉ LES ANNÉES 1963 ET 1964. SANS DOUTE, LES PREMIERS CHIFFRES DE 1965 DONNENT-ILS À CE SUJET DES INDICATIONS FAVORABLES. MAIS IL SEMBLE POURTANT CERTAIN QU'À MOINS D'UNE ÉNERGIQUE INITIATIVE GOUVERNEMENTALE, L'ACTUELLE POLITIQUE RESTRICTIVE DE LA BANQUE DE SUÈDE DEVRAIT LIMITER LES POSSIBILITÉS D'UNE RELANCE DANS CE DOMAINE, D'AUTANT QUE LE RESSERREMENT DES MARGES BÉNÉFICIAIRES S'ACCENTUE DANS PLUSIEURS DES SECTEURS IMPORTANTS DE LA PRODUCTION.

EN ATTENDANT, SEULES LES INDUSTRIES LES PLUS PUISSANTES ET LES PLUS CONCENTRÉES SONT À MEME DE POURSUIVRE, DE FAÇON INTENSIVE, LE RENFORCEMENT DE LEUR POTENTIEL ET DE LEUR COMPÉTITIVITÉ.

Le développement économique et social de la Suède moderne, dans son passé récent comme dans ses problèmes les plus actuels, est fortement marqué par l'influence de l'idéologie social-démocrate. Dédaignant toute philosophie politique, les penseurs qui l'incarnent le mieux sont des économistes, et leurs analyses se sont concrétisées à travers l'orientation du puissant mouvement syndical suédois et l'action du parti au pouvoir.

La politique de plein emploi appliquée avec constance depuis l'accession du parti à la direction du pays, au début des années 30, en est l'exemple majeur. Elle s'est avérée un élément déterminant dans l'intense développement économique de la Suède et la préservation de la paix sociale. Aujourd'hui, les conditions de son application dans le contexte économique-social présent jouent en faveur d'une évolution vers une direction plus centralisée du pouvoir.

* Texte établi par M. Robert PARÉS.

I

LA SITUATION GÉNÉRALE

1. LES SOCIAUX-DEMOCRATES CONSERVENT LE POUVOIR

Lors des élections de septembre 1964, le gouvernement social-démocrate de M. Tage ERLANDER s'est vu prolonger son mandat pour quatre nouvelles années. Près de 50 % des votants lui ont fait confiance, et trois sièges supplémentaires ont été acquis par son parti au Parlement. Ainsi, un an plus tard après la défaite subie par son homologue norvégien, M. GERHARDSEN qui, lors des élections de son pays a du céder la place à la coalition « bourgeoise », M. ERLANDER reste à la tête du seul gouvernement social-démocrate qui poursuive une expérience du pouvoir de longue haleine, puisqu'elle va bientôt atteindre 25 ans.

Une telle longévité politique suscite bien des questions sur la solidité du support social dont le parti de M. ERLANDER bénéficie. En tout cas, malgré quelque analogie, il ne semble pas qu'on puisse induire du renversement de la majorité en Norvège que la stabilité électorale puisse, dans le proche avenir, s'avérer précaire pour les socialistes suédois. La prudence politique de l'équipe au pouvoir a su préserver la cohésion du mouvement qu'elle représente. Plus à l'abri par sa politique de non-alignement des contre-coups de la politique internationale que ne l'était sa voisine, elle garde à son actif les motifs de satisfaction fournis par le bien-être dont jouit une majorité croissante de la population et par l'ensemble des garanties sociales instauré sous sa direction. Ces dernières se confondent désormais avec les normes de la vie quotidienne. Devenues partie intégrante des mœurs de la société, elles n'en demeurent pas moins associées au mouvement qui les a établies.

Ainsi, de la notion qui en est comme le dénominateur commun : la justice sociale, « social rättvisa ». Les leaders sociaux-démocrates s'y ré-

fèrent sans cesse, et en usent, en quelque sorte, comme de la justification ultime de leur politique. Elle illustre à elle seule la politique pratiquée et qui vise à assurer : sécurité, plein emploi, haut niveau de vie. C'est dire du même coup que la justice sociale est liée au développement économique. Les sociaux-démocrates ont toujours montré qu'ils en étaient convaincus.

2. TENDANCES A UN CONTROLE PLUS GRAND DE L'ECONOMIE PAR L'ETAT

Dans ce pays où le secteur privé dispose de 80 % de la main-d'œuvre environ, on ne saurait dire que le socialisme passe par la socialisation, ni même affirmer qu'elle soit son objectif. Tout autant les forces sociales et le Gouvernement que les dirigeants des industries et des banques, sont engagés dans l'organisation d'une société hautement compétitive. Chacun de ces groupes, à sa manière, est éminemment soucieux d'efficacité économique. Les colloques de Harpsund sont le symbole de cette volonté de pragmatisme, appliquée à escamoter les divergences, à dissoudre les incompatibilités, au moment d'apprécier les données de la conjoncture économique et d'adopter une ligne de conduite.

Mais cette forme de collaboration ne s'effectue pas dans un cadre immobile. Une société stable ne signifie pas une société statique, et l'on peut essayer de discerner les indices de changements en cours.

a) Place croissante du secteur public

La place des dépenses de l'Etat dans l'ensemble du budget ne cesse de croître. Pour évaluer cette croissance nous l'avons comparée avec l'évolution du PNB au cours de ces dernières années. En 1960, les dépenses de l'Etat en représentaient 25,6 %, en 1965 28,3 %. Rappelons que le PNB

était en 1960 de l'ordre de 69 milliards de couronnes, et en 1965 102 milliards. Pour M. ERLANDER, une forte croissance du secteur public constitue précisément un des critères du développement favorable du pays. Et, parmi les éléments de satisfaction qu'il présentait dans son discours du 7 octobre dernier, le fait que les dépenses d'investissement tendaient à s'accroître par rapport aux dépenses de consommation était, de plus, fortement souligné. Le Gouvernement prévoit, en effet, que l'augmentation annuelle des dépenses d'investissements publics passeront de 2,6 % en 1960-65 à 5,2 % en 1965-70, celle des dépenses de consommation de 5,5 % à 3,4 % durant les périodes correspondantes.

Les exigences du développement du secteur public ne sont en rien distinctes de celles que présente le développement du secteur privé. Dans les deux cas, les points d'application de l'effort entrepris peuvent se résumer en deux mots : **concentration, programmation**. Ils se trouvent tous deux au centre des débats économiques et politiques d'aujourd'hui.

b) Dispositions visant à la formation d'unités de production plus concentrées

Les débats que suscitent les besoins de concentration dans divers domaines de la vie économique du pays portent plus sur des modalités d'application que sur l'orientation générale. Notamment, ils soulignent une fois de plus combien, en Suède, les options économiques sont toujours premières par rapport aux options politiques.

Dans le domaine agricole, on assiste à l'alliance occasionnelle des sociaux-démocrates et des libéraux pour le soutien de la réforme de la loi sur l'exploitation de la terre (jordförvärvslag) dans la mesure où cette réforme vise à favoriser le remembrement, la création de grandes unités, et où, d'autre part, elle permet l'achat de terres par de grandes sociétés. Ici, le critère d'efficacité économique incite les sociaux-démocrates à favoriser l'intégration verticale de groupes de l'industrie alimentaire. Il s'agit de faire en sorte que l'exploitation de la terre soit la plus rationnelle, c'est-à-dire la plus rentable, et, en l'occurrence, le Gouvernement s'accorde parfaitement avec les libéraux.

De la même manière, et, en somme, inversement, les conservateurs et les agrariens ont encouragé des initiatives étatiques, spécialement en Norrland où les entreprises privées ne mettent aucun empressement à appuyer les efforts d'implantation industrielle. Le quotidien du Jämtland, « Östersunds-Posten », déclare soutenir toute initiative de l'Etat en matière d'aménage-

ment du territoire, susceptible de fournir du travail à une population émigrant dans des proportions toujours plus considérables. Mais la base industrielle manque. En Norrbotten, par contre, ce handicap n'existe pas. Et le quotidien conservateur « Norrbottens-Kuriren » recommandait récemment la fusion des entreprises d'Etat, LKAB et NJA — ce qui permettrait à ces entreprises de constituer un ensemble équilibré dont Grängesberg et Oxelösund donnent, dans le secteur privé, un exemple si encourageant.

Dans le secteur d'Etat proprement dit, un regroupement qui a été envisagé entre Domänverket, c'est-à-dire les domaines forestiers de l'Etat et AB Skogsindustrier (ASSI) semble souhaitable. Leur gestion est jusqu'à maintenant totalement distincte, bien que les installations de traitement et de transformation du bois et des produits du bois de ASSI se trouvent en Norrbotten, région où, précisément, la part de l'Etat dans l'ensemble de la superficie forestière est la plus forte de toute la Suède.

Autre forme de regroupement dans le secteur étatisé : en achetant la totalité des actions de Svenska Durox AB, par le biais de l'entreprise Svenska Skifferolje AB lui appartenant déjà, le secteur étatisé s'est enrichi d'une unité d'autant plus importante qu'elle lui conférerait une influence prédominante sur trois entreprises du secteur des matériaux de construction. Svenska Durox possédait notamment Skövde Gasbetong et Svenska Stenhus, ainsi que la moitié des actions de Rockwool AB, entreprise fabriquant de la laine synthétique. Cette opération a été différemment interprétée, notamment comme un effort de l'Etat de prendre une part suffisamment importante sur le marché des produits de construction, afin de pouvoir ainsi peser sur les prix particulièrement élevés dans ce secteur. L'opération portait sur 34 millions de couronnes, et méritera en tout cas d'être suivie, d'autant que l'Etat disposait antérieurement de tests dans ce domaine, tests qui ne s'étaient pas jusqu'ici révélés particulièrement convaincants : Törefors AB et Laxå bruk.

Certes, on ne peut dire que l'Etat ait pris la tête du mouvement de concentration et de réorganisation économique, mais du moins il l'encourage et le favorise. Nous avons vu, dans Inter-Nord 6, p. 70, qu'en ce qui concerne l'activité de coordination qu'il suppose, il est loin de donner l'exemple : entreprises étatisées laissées sans direction commune : Mines de LKAB relevant du Ministère des Finances, et les installations sidérurgiques voisines de NJA, du Ministère du Commerce... Aussi, les tendances à un contrôle plus grand de l'Etat sur l'économie du pays sont moins

le produit d'une volonté politique délibérée que les conséquences d'une situation économique générale et de décisions politiques annexes. La place croissante du secteur public dans le budget national en est elle-même un exemple : ce développement participe sans doute d'un projet systématique, mais il dépend également fortement d'une contrainte démographique exigeant un effort supplémentaire d'équipement analogue à celui exigé dans le cadre de la production industrielle. Mais ce développement n'en constitue pas moins, **en fait**, une évolution structurelle irréversible.

En somme, à travers une dialectique essentiellement économique, se réalisent les conditions pour une organisation globale de la société mieux contrôlée par l'Etat. Un moment décisif en serait la mise en chantier d'une planification de l'économie.

c) La Confédération des travailleurs suédois souhaite que le Gouvernement oriente sa politique en fonction de perspectives économiques à long terme.

Le lieu où peut se manifester de manière privilégiée l'initiative de l'Etat est le Norrland — dont nous avons abordé quelques-uns des problèmes antérieurement (cf. Inter-Nord 6, p. 60-70, 7, p. 84-100). Là, seule une intervention directe de l'Etat pourra assurer une reconversion économique.

Une enquête, publiée en 1963 par le Ministère de l'Intérieur sous le titre « Aktiv lokaliseringpolitik » et rassemblant des études concernant les problèmes d'implantation industrielle, a eu notamment pour résultat en 1964 de provoquer le vote du Parlement en faveur d'un fonds de 800 millions de couronnes destiné à favoriser, pendant cinq ans, l'implantation d'industries.

Ces dispositions ont soulevé d'assez vives critiques au sein de la Confédération des travailleurs suédois (L.O.) et nous en retiendrons deux exemples qui nous semblent particulièrement intéressants. Leurs arguments s'appuient tous deux sur des critères de rentabilité, leurs prolongements politiques implicites ne sont pas univoques.

La motion de la Fédération de la Métallurgie demande, d'une part, que toutes les ressources de la politique d'implantations industrielles soient utilisées en liaison étroite avec les grandes entreprises susceptibles, en raison de leur activité antérieure, de s'intéresser à des réalisations dans des régions telles que le Norrland où existent les problèmes les plus aigus. D'autre part, elle fait valoir la faiblesse du montant de la subvention

pour cette année, et plus encore pour les années à venir, en raison de la rapide évolution technologique et de la cherté des investissements en machines : si cent millions suffiraient peut-être aujourd'hui à la création de mille postes de travail — ce qui est peu en comparaison des besoins du Norrland, — sous peu, ils ne couvriront les frais que d'un nombre bien moindre de nouveaux postes. Les investissements d'un demi-million à un million de couronnes par poste n'étant plus une exception.

Une critique d'un type analogue, mais élargie, se retrouve dans les déclarations de l'expert de L.O. pour les questions économiques, M. Rudolf MEIDNER. Les besoins et les exigences locales actuels sont peu significatifs, mais ce qui est, par contre, à considérer c'est l'orientation prise par l'évolution économique dont l'évolution technologique bouleverse les conditions. Recherche d'une rentabilité optimum, soit. Mais sur quelles bases ? Pour M. MEIDNER cette recherche ne saurait s'entendre que sur une base réellement prospective, envisageant les diverses variables d'une économie nationale appelée à connaître des conditions de fonctionnement tout-à-fait inédites dans les dix à vingt prochaines années. Ce domaine doit faire l'objet d'une intense recherche.

Il va sans dire que de telles perspectives paraissent favoriser l'accueil de méthodes de planification. Ainsi, par la force des choses, pourraient-on dire, et dans le dédain de toutes déclarations de principes, apparaissent les conditions d'une centralisation plus forte, qu'il s'agisse de problèmes d'aménagements du territoire, ou de l'adaptation économique et sociale à la généralisation des procédés d'automatisation, en raison de l'unité de perspectives dans la conception et la réalisation que ces problèmes impliquent.

Par ailleurs, le puissant groupe de pression que constitue L.O. a marqué son attachement au secteur étatisé, en recommandant que l'Etat, à l'occasion de sa politique d'aménagement du territoire, ne se borne pas à **subventionner** les industries dont il souhaite le développement dans une région déterminée, mais **s'assure des parts** dans celles-ci. Selon cette motion du Congrès L.O., il conviendrait que l'Etat « ne fasse pas des dons » à l'industrie privée, mais se donne des garanties lui permettant d'exercer un contrôle sur l'utilisation de ses fonds. Même si de telles motions ne sont pas de si tôt suivies d'effet, du moins peut-on y voir l'indice d'une tendance à considérer l'Etat comme l'organisateur **naturel** de l'économie nationale.

Ainsi, l'apparent immobilisme de la situation politique suédoise, les faibles variations enregistrées d'un vote à l'autre dans la représentation des cinq partis au Parlement, la modération tra-

ditionnelle en politique internationale, tous ces traits bien réels s'accompagnent d'une forte tendance à une évolution des structures de la société globale.

II

LES TENDANCES INFLATIONNISTES

Mais niveau de vie élevé, plein emploi, politique sociale, contribuent à maintenir l'économie dans une situation de « surchauffe » permanente, qui est le **risque accepté** délibérément par le pouvoir.

1. LA MONTÉE DES PRIX

a) Les faits

Depuis une dizaine d'années, l'inflation se maintient à un taux moyen annuel de 3 %. Le ministre des Finances considère cette inflation comme **normale**, eu égard à la situation dans les pays étrangers. On peut toutefois se demander si cette inflation ne va pas se renforcer dans une prochaine période.

Déjà en 1963 et 1964, les augmentations de prix étaient de deux à trois fois plus élevées en Suède que chez ceux de ses principaux clients, l'Allemagne et les Etats-Unis. Mais ce qui semble plus significatif, c'est l'évolution plus rapide des prix des produits consommés en 1965. Le projet révisé de budget national prévoyait une augmentation moyenne des prix des produits consommés de 5 %. Or, ce taux était déjà presque atteint au mois de juillet. Bien que l'on puisse penser que l'on assistera à un certain tassement de la demande au cours de la deuxième moitié de l'année, il est probable que la montée des prix se poursuivra. Toutefois, on peut noter qu'en août et en septembre les prix de la consommation sont restés assez stables dans l'ensemble. Seuls les produits alimentaires et les vêtements et chaussures

sont montés d'un point, d'août à septembre, soit respectivement : 232 (231) et 148 (147). Ainsi les prix des produits consommés qui se situaient à l'indice 176 en juin 1963 (1949 = 100) et à 178 en janvier 1964, atteignaient 180 en juin de la même année, 182 en août, pour s'élever à 187 en mai 1965 et à 193 en août dernier — ce qui correspond à un rythme de hausse considérablement plus rapide que celui des prix de l'importation, soit, durant l'ensemble de cette même période : 17 points contre 9 et 10, respectivement pour l'importation et l'exportation. D'autre part, en liaison avec la hausse des prix des produits consommés, on doit noter la hausse de 4 à 5 % par an qu'ont connu, de 1959 à 1964, les produits alimentaires, la distribution et les services.

b) Les causes

La plupart des observateurs attribuent la hausse des prix intérieurs aux pressions qu'exercent l'augmentation des salaires et l'accroissement des dépenses publiques.

La pénurie de main-d'œuvre en période de forte expansion contribue naturellement à une constante hausse des salaires : ainsi, entre mai 1964 et mai 1965, le salaire horaire moyen a augmenté de 10 % pour les hommes et de 13 % pour les femmes. Les responsables syndicaux prévoient une augmentation équivalente pour l'année en cours.

Les augmentations de salaire les plus fortes sont signalées dans le secteur de la construction, qui est également celui qui se place à la pointe

de la hausse de par l'élévation des prix de production : + 37 % de 1953 à 1963. Notons que, dans le même temps, les prix industriels ne s'élevaient que de 16 % et les prix de l'exportation demeuraient inchangés.

Dans l'industrie métallurgique, selon une enquête menée en automne 1963 par la Fédération de l'Industrie métallurgique (Järnbruksförbundet) auprès des neuf plus grandes entreprises suédoises, les coûts par travailleur (soit : salaire + div. assurances sociales) ont augmenté de 100 % depuis 1954. De plus, alors qu'un effort constant de rationalisation a permis de doubler le montant des recettes qui passait de 1 038 millions à 2 087, la part des coûts du personnel passait de 32 % à 38 % du total de celles-ci.

Que, dans le même temps, les dépenses publiques soient en forte progression suscite de vives critiques. Ainsi, dans un article de Svenska Dagbladet du 9 septembre dernier, M. Sven Lindblad, directeur de la Caisse d'Épargne, semblait attribuer à l'Etat et à l'Administration communale les responsabilités de l'inflation : l'élévation de 11 % des sommes consacrées aux investissements communaux et au budget de la construction sont causées de la faiblesse des investissements industriels qui ne se sont pas élevés de plus de 2 1/2 % par rapport à l'an dernier, alors qu'en 1964 ils avaient même baissé de 3 1/2 % par rapport à l'année précédente.

Or, cette accélération de l'équipement public du pays est rendue nécessaire par les conditions de l'expansion elle-même, à laquelle la Suède est en quelque sorte condamnée de par la doctrine du plein emploi, postulat en quelque sorte de la politique gouvernementale, et qui a été exposée notamment par M. Bertil Ohlsson qui, en tant que Directeur de AMS a la responsabilité de son application. Mais cette explication n'est nullement rassurante, car si nous suivons M. Ohlsson lui-même dans un texte qu'il a rédigé pour la Revue Internationale du Travail (mai 1963), nous retrouvons intacte l'objection de M. Lindblad, ce qui ne contribue guère à persuader d'un arrêt des tendances actuelles à l'inflation :

« ... Dès lors que l'activité économique atteint un niveau tel qu'apparaît une sur-demande de main-d'œuvre, il faut prendre sans retard des mesures pour tempérer la conjoncture. Pour cela, il n'y a guère, d'ordinaire, d'autres recours que d'agir par le moyen de la politique de crédit et de la politique monétaire et financière, c'est-à-dire de restreindre le marché du crédit, d'augmenter le taux de l'escompte, de réduire les dépenses publiques ».

Les mesures « à prendre sans retard » n'ont peut-être pas été suffisantes. Quant à la réduction des dépenses publiques, il ne semble en être nullement question.

2. LA POLITIQUE FINANCIERE

La croissance du secteur public, son importance accrue dans l'économie de la société, ont été à la base de la publication en avril dernier de l'esquisse d'un budget à long terme couvrant les années 1965-1970. Si l'on se base sur ce rapport, le déficit du budget de l'Etat devrait constituer un phénomène constant durant cette période. Celui prévu pour l'année prochaine se monterait à 700 millions, celui de la fin de la décade serait de l'ordre de 3 milliards.

Dans cette esquisse où l'accroissement des dépenses dépasse nettement celui des recettes, les comptes ont été effectués en prix constants et en salaires constants, selon le niveau de vie atteint en janvier 1965. On admet également que le plein emploi se maintient — ce qui semble peu douteux étant donné le manque critique de main-d'œuvre — et que l'accroissement du produit national brut se situe à 4 % annuellement. En 1964 déjà, ce déséquilibre des dépenses par rapport aux recettes se manifestait. Les recettes augmentaient de 100 millions cette année, et en 1965 de 850 millions, et le déficit atteignait 500 millions en 1964, 800 millions en 1965.

Pour ce qui est des dépenses prévues jusqu'en 1970, il s'agit moins d'hypothèses que de la mise au clair de ce que des décisions politiques comportent comme conséquences économiques à longue échéance. Alors que l'accroissement annuel des dépenses d'investissement public était de 2,6 % dans la première moitié de cette décennie, il passerait à 5,2 % après 1965. Ce sont les Affaires sociales, l'Education nationale et les Communications qui en seraient les principaux bénéficiaires. Ainsi, les mesures sociales conservant une place de choix dans le programme financier alors que le montant des sommes affectées à leur ministère ont déjà suivi une forte progression ces dernières années : de moins de 4 milliards en 1958-59, il dépassait les 5 milliards en 1962-63 pour s'élever à 8,5 milliards en 1965-66. Les services sociaux reçoivent un peu plus du tiers du montant des dépenses de l'Etat.

Cet accroissement général des dépenses publiques, nous l'avons déjà signalé, n'est le signe d'aucune radicalisation du pouvoir. La politique n'intervient ici que dans la mesure où le gouvernement ne renonce pas à la réalisation de la réforme scolaire en cours, de son programme social, etc.

En avril 1964, M. Gunnar Sträng, ministre des Finances, reconnaissait que l'emprunt de un milliard que le gouvernement se voyait obligé de lancer manifestait l'affaiblissement de la situation

par rapport à l'année précédente, mais il ajoutait que cette opération s'avérait nécessaire pour la réussite du programme envisagé. En revanche, au mois d'août de la même année, le Premier Ministre, M. Erlander, déclarait se réjouir d'une expansion économique particulièrement satisfaisante qui permettait au pays de disposer des ressources nécessaires aux améliorations à apporter à la société. A titre d'exemple, M. Erlander citait les pensions de retraite « relevées de 65 % en quelques années ». Et quelques mois plus tard, une fois passées les échéances électorales, il pouvait répliquer à l'opposition qui lui reprochait la stagnation des investissements industriels : mais ils sont de 123 dollars par habitant et par an en Suède, contre 120 à l'Allemagne Fédérale, 100 à la France, 98 à la Belgique, 65 à la Grande-Bretagne.

Pourtant, les nombreux signaux d'alarme tirés par l'opposition, et tout particulièrement dans les milieux de l'industrie et des finances n'étaient pas, en tout état de cause, dictés par de simples soucis d'opportunité politique.

3. LES DISPOSITIONS PRISES PAR LE GOUVERNEMENT ET LA BANQUE DE SUEDE

Ainsi que nous l'avons souligné, la politique du Gouvernement suédois est, par principe, soucieuse d'assurer le plein emploi, et d'accroître le niveau de vie de l'ensemble de la population. Entre ces préoccupations et la considération de la stabilité de la monnaie, le gouvernement ne semble pas prêt à sauvegarder cette dernière et à prendre des mesures de stabilisation telles qu'elles rendraient possible à la Banque de Suède un desserrement des mesures restrictives. Notons qu'en avril 1964, les experts de l'OECE recommandaient vivement au Gouvernement suédois une réduction des dépenses publiques, de manière à pouvoir mener une politique de crédits plus souple. Toutefois, de 1964 à 1965, une certaine évolution semble marquer l'attitude gouvernementale, sans que soit concevable ni un renversement des options, ni l'établissement du secteur industriel en domaine absolument prioritaire.

Dans le schéma qu'il présentait dans *Ekonomisk Revy* de janvier dernier, le rédacteur en chef de ce périodique financier, M. Åke Liljefors, soulignait que la politique financière du Gouvernement depuis 1961 semblait aller à contre-courant de la conjoncture économique : accroissant les dépenses en période de haute conjoncture, assurant par contre l'équilibre du budget en période contraire, laissant ainsi reposer sur la politique monétaire

tout le poids des mesures de politique conjoncturelle.

Politique financière et politique monétaire

(1961-64)

	Affaiblissement de la conjoncture 1961-62	Renforcement de la conjoncture 1963-64
Politique financière (Millions cr. s.)	resserrée + 959	stimulante — 457
Politique monétaire (Taux de l'escompte)	stimulante 5 4,5 4 3 1/2	resserrée 4 4 1/2 5

Source : *Ekonomisk Revy*, 15-1-65.

Il est vrai que depuis le courant de 1963, M. Per Åsbrink, directeur de la Banque de Suède, a mené une politique financière progressivement restrictive, alors que le Gouvernement accentuait sa politique de forts investissements publics, et le tableau de M. Liljefors l'illustre de façon suggestive. Les faits semblaient lui donner une véracité plus grande encore lors de la présentation, en janvier 1965, du projet de budget qui indiquait une augmentation des dépenses totales de l'Etat de l'ordre de 14 % sur le budget précédent, et le 8 avril, alors que M. Per Åsbrink relevait à nouveau le taux de l'escompte, le portant de 5 à 5 1/2 %. En outre, ce dernier, par une série de mesures visant à restreindre les possibilités de crédit, réduisait les liquidités des banques d'affaires, et s'assurait un contrôle plus ferme du marché des valeurs. De plus, il mettait en garde les banques et la grande industrie de pratiquer l'importation de capital de l'étranger.

Cette dernière source d'inflation s'est manifestée en 1964, année où l'augmentation de la réserve des valeurs n'a été nullement le résultat d'une amélioration de la balance des échanges (qui marque, au contraire, une aggravation de l'ordre de 100 millions de cr. s. par rapport à 1963), mais essentiellement celui d'une notable importation de capital. Le surplus de l'importation de capital s'élevait en 1964 à 603 millions, alors que, en 1963, l'exportation de capital dominait encore avec un surplus de l'ordre de 172 millions cr. s.

Quoi qu'il en soit, alors que le relèvement du taux de l'escompte de la fin 1964 avait été accueilli avec satisfaction par les milieux financiers, celui du mois d'avril dernier a soulevé, par contre, de fortes protestations, dans la mesure où le

Gouvernement n'a pas pris, parallèlement, des dispositions pour faciliter les investissements industriels. De même, l'élévation du taux de l'escompte avait été comprise comme une mesure destinée à freiner la construction et les investissements des communes. Or, ceux-ci ont augmenté de 16 à 17 % durant les deux dernières années. Par contre, la part de l'industrie dans l'accroissement du marché du crédit, c'est-à-dire de nouveaux emprunts sous diverses formes, qui était de 15 à 20 % il y a quelques années, ne représentait plus que 6 % des nouveaux crédits en 1964, tandis que le secteur de la construction et les communes obtenaient une part plus forte. Enfin, l'industrie répond actuellement pour seulement un cinquième des investissements totaux. Le pourcentage des investissements industriels n'a cessé de diminuer de 1960 à 1964 par rapport à l'ensemble du PNB, 6,44 % en 1960, 6,05 % en 1961, 5,95 % en 1962, 5,44 % en 1963.

Selon les déclarations de M. Sträng en septembre, le Gouvernement contrôle parfaitement la situation. M. Sträng admet que la stagnation des investissements industriels doit être in-

terrompue, sans préciser toutefois la ligne qu'il compte suivre pour assurer leur reprise. Le 14 septembre, devant la Fédération L.O. des Transports, il souligne la forte montée des prix des produits consommés par rapport à ceux du commerce extérieur, puis il déclare que la construction de logements devra se poursuivre, à un rythme au moins égal à celui d'aujourd'hui, de même que le programme scolaire et hospitalier. L'augmentation de la consommation privée pourrait se poursuivre au rythme de 2,5 % — en prix constants — pour une élévation annuelle du PNB de 4 %.

Par conséquent, il semble clair que le programme des dépenses publiques ne sera pas restreint, et que M. Sträng fait confiance à la capacité de production du pays et à ses débouchés commerciaux pour la financer. Il faut donc pouvoir assurer les conditions de l'expansion en pourvoyant d'une part à la demande de main-d'œuvre, et ce sera en partie le rôle du Bureau national de l'Emploi (AMS), d'autre part aux demandes de crédits peut-être par un important déblocage des fonds d'investissements (Investeringsfonder).

III

L'EXPANSION INDUSTRIELLE

Le développement des investissements industriels est demeuré au centre des préoccupations, aussi bien des milieux économiques et financiers que des milieux politiques et syndicaux, durant les vingt derniers mois. Bien que le quota de ces investissements se situe à un niveau élevé par rapport aux autres pays, le fait qu'il ait marqué un affaiblissement en 1963 — surtout dans les industries du bois et de la cellulose, et les industries chimiques — puis diminué en 1964, demeure préoccupant. En effet, la pénurie de main-d'œuvre prévue jusqu'en 1970 exige que l'industrie consacre de fortes sommes à une restructuration profonde de ses techniques de production, si elle veut maintenir son taux d'expansion dans les années qui viennent.

Ce même développement technique exige de l'Etat qu'il maintienne un effort parallèle dans le domaine de l'infrastructure économique qui lui revient, routes, chemins de fer, énergie électrique, de même que dans la mise en application de sa réforme de l'enseignement, sans oublier les crédits consacrés à la recherche.

1. CONDITIONS GENERALES

Des résultats d'une enquête menée par M. Ragnar Bentzel, dans le cadre des travaux de l'Institut d'Enquête industrielle qu'il dirige, auprès de 1 800 entreprises suédoises et concernant leurs plans d'expansion jusqu'en 1970, il résulte que le

rythme d'expansion annuelle prévue dans l'ensemble est identique à celui de la première moitié de 1960, à savoir 7 %. Les plans les plus expansifs concernent l'industrie métallurgique, puis suivent les industries mécaniques — constructions navales non comprises —, les industries de la cellulose et du papier, celles du caoutchouc et du matériel électrique.

Mais quelles conditions doivent être réunies pour la réalisation de tels projets? Elles concernent d'une part le volume de travail fourni, d'autre part celui des investissements.

a) Les problèmes de la main-d'œuvre

De ces deux problèmes, celui du volume de travail à fournir, autrement dit celui de l'emploi, n'est pas le moins difficile à résoudre. Les plans prévus par les industriels exigeraient une augmentation de la main-d'œuvre de 2 % par an, ce qui impliquerait un supplément de 120 000 personnes, dont la seule industrie mécanique absorberait 80 000, l'enquête portant, rappelons-le, sur les années 1965-70.

Si, de 1950 à 1955, le nombre de salariés est passé de 3 335 000 en 1950 à 3 420 000 en 1955, et à 3 540 000 en 1960, soit une augmentation de 2,5 % dans la première moitié de la décennie, et de 3,5 % dans la deuxième moitié, l'on assiste dans la décennie suivante à une détérioration de la situation. De 1960 à 1965, l'accroissement sera encore de 215 000 personnes, mais on s'attend ensuite à une très grande stagnation, un accroissement de 20 000 personnes seulement de 1965 à 1970, puis, de 170 000 pour les années qui suivent.

NOMBRE DE TRAVAILLEURS ANNUELS

(Prévisions pour 1960-80, en milliers)

	1960	1965	1970	1975	1980
Hommes	2 288,7	2 334,3	2 324,5	2 306,5	2 300,0
Femmes	928,3	1 046,6	1 058,9	1 067,9	1 083,8
Total	3 217,0	3 380,9	3 383,4	3 374,4	3 383,8

Source : Arbetsmarknadspolitik, p. 37, Stockholm, 1965. Ministère de l'Intérieur.

Délaissions en tout cas les perspectives quelque peu lointaines, pour nous pencher sur les chiffres qui concernent les cinq années à venir. Où trouver les 80 000 ouvriers que M. R. Bentzel réclame pour l'industrie mécanique? Et même si l'on s'en tient au chiffre d'ensemble de 100 000 hommes et

femmes que présente la Fédération des Industriels suédois dans une déclaration datant du 1^{er} novembre au lieu des 120 000 de l'enquête de M. Bentzel, le hiatus avec les chiffres de l'enquête démographique du Ministère de l'Intérieur (tenant compte des conséquences de la prolongation de la scolarité) n'en est pas moins considérable. On prévoit une réglementation plus large pour les heures supplémentaires, un encouragement au travail des femmes, des personnes âgées, voire des handicapés physiques, le tout associé d'un effort de formation professionnelle des adultes. Il deviendra sans doute nécessaire d'avoir davantage recours à la main-d'œuvre étrangère. Déjà, dans les douze derniers mois, 20 000 travailleurs étrangers se sont ajoutés à ceux se trouvant déjà en Suède. Cet accroissement devrait être plus fort en 1965. En 1964, le nombre des étrangers travaillant en Suède s'élevait à 134 415.

Malgré les difficultés enregistrées dans la vie économique en raison du manque de main-d'œuvre, un autre facteur risque de réduire le volume de travail disponible. En effet, depuis longtemps revendiquée, la semaine de travail de quarante heures est exigée par le syndicat L.O. pour 1970. Actuellement, la semaine de 45 heures est la norme en Suède et tout autant le Premier Ministre que le Ministre des Finances ont rappelé qu'il n'était pour le moment pas possible de fixer un calendrier pour la réduction du temps de travail.

b) Le problème des crédits

La diminution des marges bénéficiaires et les limites du marché du crédit posent à l'industrie de sérieux problèmes; en particulier les possibilités de plus en plus faibles d'auto-financement n'offrent d'autre issue à l'activité d'expansion que des solutions onéreuses. Le cas de S.A.A.B., huitième entreprise suédoise, constructeur des célèbres avions supersoniques « Draken », et de voitures victorieuses dans les rallyes internationaux, en est un exemple caractéristique. Son directeur soulignait, dès le début 1964, qu'il ne pouvait développer sa branche automobile aussi vite qu'il aurait été souhaitable et que, faute de pouvoir livrer à l'étranger en quantités suffisantes, de nombreux clients se détournent de la marque. En cinq ans, S.A.A.B. avait dû émettre pour 60 millions cr.s. d'actions. La firme s'est efforcée de développer la production aussi vite que les ressources le permettaient, mais le manque de capital à long terme a été décisif pour le rythme de développement.

Dans l'ensemble de l'industrie mécanique, se fait sentir le besoin de ressources en crédits plus souples pour faire face aux conditions rapidement changeantes du marché international.

Dans la construction navale, le problème est de pouvoir affronter la concurrence japonaise. Dans cette industrie, le constructeur doit pouvoir accorder de très grands crédits à son client pour pouvoir emporter le marché. Au Japon, la commande est toujours acceptée, car le constructeur est assuré de la garantie de l'Etat. Ainsi, sont accordés couramment des crédits de 80 % du montant de la commande, portant sur huit à dix ans au taux annuel de 5 1/2 à 6 %.

2. COUP D'ŒIL SUR LA PRODUCTION ET LES INVESTISSEMENTS

Les chiffres d'investissements industriels globaux pour les années 1961, 1962, 1963, 1964 sont, selon le Bureau Central de Statistiques, respectivement de : 4 121, 4 338, 4 242, 4 166 millions cr.s. Sans doute, ces chiffres permettent-ils de dire que telle année a présenté un pourcentage plus faible d'investissements que telle autre, et expriment une tendance conjonctuelle, bien que de grosses variations existent de secteur à secteur. Ainsi, en 1963, le ralentissement de l'activité d'investissements s'est pratiquement limité aux industries suivantes : cellulose, papier, construction navale, électronique : si bien que si l'on fait abstraction de celles-ci, 1963 est transformée en une année expansive dans l'ensemble des autres secteurs, avec une progression moyenne des investissements de l'ordre de 15 %.

D'après les premiers chiffres publiés, la reprise des investissements serait manifeste en 1965. Il faut toutefois accueillir avec une certaine réserve des chiffres tout provisoires et qui porterait l'accroissement moyen des investissements industriels de l'année à un taux de 8 % par rapport à ceux de 1962 et à plus de 12 % par rapport à 1964.

En plus du montant des investissements, l'orientation choisie par les diverses industries pour leur utilisation indique presque toujours la volonté de spécialisation, de concentration sur un produit, ou sur un petit nombre de produits : abandon d'un produit jusqu'ici traditionnel dans la production d'une firme, fusions, concentrations — dans les seules années 1963 et 64, ces dernières opérations se sont élevées en Suède au nombre de 200, et elles engageaient 40 % de la valeur totale de la production industrielle suédoise.

Considérons quelques aspects de cette évolution dans plusieurs des principaux secteurs de la production :

a) Métallurgie

Si l'on considère l'ensemble de la période d'après-guerre, on constate que durant ces vingt

années, l'accroissement de la production d'acier a été, en Suède, plus élevé que celui de la production industrielle prise dans son ensemble. Selon M. le professeur Ingvar Svannilson, ce développement doit se poursuivre, d'autant que — et tout particulièrement dans le secteur de l'industrie lourde — il serait possible de l'assurer sans une contribution supplémentaire de main-d'œuvre. Il prévoit un accroissement de 100 % dans les dix années qui suivent. D'après les calculs préliminaires du Bureau Central de Statistiques (cf. notre annexe statistique), on peut estimer que, dans l'industrie lourde, l'accroissement des investissements progresserait de 1964 à 1965 de 35 à 40 %.

Dans ce secteur comme dans tous les autres, une rationalisation sévère doit être réalisée pour pouvoir lutter avec la concurrence étrangère. Dans le domaine des produits de la métallurgie lourde et des aciers courants, le libéralisme commercial pratiqué par la Suède permet notamment aux produits de l'Europe de l'Est de concurrencer sévèrement la production suédoise : Norrbottens Järnverk (NJA) qui n'est pas adapté à une production autre que celle des fers marchands en est le plus affecté. En 1964, les importations de l'Europe de l'Est, notamment Union Soviétique et Pologne, se sont accrues de 74 % par rapport à l'année précédente, faisant passer de 8 à 11 % leur part dans l'importation de produits métallurgiques, alors que l'importation en provenance de l'A.E.L.E. s'accroissait de 16 % par rapport à 1963 et celle en provenance de la C.E.E. de 27 %.

Les prix des fers marchands, de même que ceux de l'acier inoxydable, étaient au 3^e trimestre 1965 au niveau le plus bas des quinze dernières années — ceux de l'acier en barres de 15 % inférieurs à ceux de 1955.

b) Industries mécaniques

Le groupe des industries mécaniques qui comprend des productions aussi variées que les automobiles et les camions (Volvo, Saab), les roulements à billes (SKF), le matériel électrique lourd (A.S.E.A.), les téléphones et l'électronique (LM Ericsson), ainsi que beaucoup d'autres produits comprend des firmes de toutes tailles : SKF, Volvo, ASEA et LM Ericsson constituant les quatre premières sociétés suédoises. L'industrie mécanique représente environ 36 % de la valeur des exportations suédoises.

En 1964, les exportations des produits de l'industrie mécanique suédoise ont atteint une valeur de 6 milliards cr.s. soit un progrès de 17 % par rapport à l'année précédente. Parmi ces exportations, le progrès a été particulièrement net dans

l'appareillage électrique qui a atteint 32 % et les camions, autobus et voitures 19 %.

La production a marqué en 1964 un progrès d'ensemble de 8 %. On évalue à 7 % l'accroissement de la production au 1^{er} trimestre 1965.

c) Construction navale

En 1963, alors que le montant des commandes était le plus grand jamais enregistré en Suède, la crise de la construction navale était pourtant particulièrement aiguë en raison de la pression des prix. Nous avons déjà fait allusion à ce problème à propos des difficultés rencontrées par l'industrie suédoise pour obtenir les crédits qui lui sont nécessaires pour pouvoir affronter les conditions actuelles du marché, de même que pour pouvoir assurer son développement et sa rationalisation.

En 1963, la Suède défendit ses positions sur l'important marché norvégien. De 36 % à la fin de 1962, elle portait sa part du marché à 43 % à la fin de 1963, mais cela seulement au prix de contrats sans bénéfice. Durant la même période, l'industrie japonaise accroissait sa part de 1,3 % à 23 % du marché norvégien.

En août 1964, les exportations de bateaux l'emportaient sur les importations avec un bénéfice de 73,3 millions cr.s. En août 1965, ce tableau se renversait au bénéfice des importations pour un montant de 60,9 millions cr.s.

d) Industrie minière

LKAB a passé en 1965 le cap de son vaste programme d'investissements qui, de 1957 à 1965, a dépassé le milliard cr.s. Outre un gros effort de rationalisation qui aboutit à de brillants résultats dans le domaine de la productivité, la production annuelle par travailleur passant de 1 950 tonnes en 1960 à plus de 2 750 en 1964 — la compagnie s'est équipée pour pouvoir livrer des produits miniers raffinés adaptés aux exigences de la clientèle qui réclame un relèvement des normes de qualité, pour suivre l'évolution des procédés techniques de l'élaboration de l'acier. Par le procédé de « kulsintrig » (pelletizing), sont livrés sous forme de boulets agglomérés un minéral débarrassé d'une partie de ses impuretés. Les premières recherches suédoises sur les « kulsinter » date de 1940. Actuellement, la production suédoise de kulsinter est de 1 million t., pour laquelle LKAB répond pour 600 000 t : la capacité de production serait à Kiruna de 2 millions de t., à Malmborg de 1 million t. Enfin, par la construction d'un nou-

veau port minéralier à Luleå, la Compagnie LKAB a réalisé une considérable amélioration des conditions d'acheminement. En 1960, elle décidait qu'un nouveau port serait construit sur l'île de Svartön, à côté de l'ancien. Les installations de stockage y sont particulièrement importantes : elles sont de 2,5 millions de tonnes à Narvik et de 5 millions maintenant à Luleå.

La production des mines de LKAB, qui était de 20,3 millions en 1964, devrait dépasser 25 millions de tonnes en 1968.

Les autres compagnies minières suédoises, Grängesberg et Boliden font, elles aussi, des progrès parallèles. Chez Grängesberg, la production annuelle par employé qui atteignait, en valeur, 75 000 cr.s. en 1963, passait à 97 000 cr.s. en 1964. Dans le même temps, la valeur de la production englobant l'ensemble des activités de la compagnie, métallurgie et navigation commerciale comprises, passait de 614 millions cr.s. à 790,2. La valeur de la production des mines seules passait de 123,5 à 137,2 Mcr.s. Les ventes de Boliden AB passaient de 328 millions cr.s. en 1963 à 470,5 en 1964.

e) Le bois

1963 : La Suède passe au rang de 2^e exportateur européen de bois derrière l'Union Soviétique et devant la Finlande. L'exportation s'accroît de 5 % et atteint 1 040 000 stds. Toutefois, les producteurs ne considèrent pas ces résultats satisfaisants en raison de la croissance des coûts.

1964 : L'amélioration sur les marchés extérieurs amorcée en 1963 se poursuit en 1964. L'exportation de bois sciés atteint 1 200 000 stds, s'accroissant ainsi de 16 % en volume et, en raison de la hausse des prix, de 22 % en valeur.

1965 : Le marché est plus calme. Les producteurs espèrent atteindre 1 100 000 stds. Les prix restent stables, avec un certain tassement pour les bois de moindre qualité.

f) Industries du bois, pâte à papier, papiers

Malgré une certaine reprise de la production et des ventes en 1964 dans le secteur de la cellulose et des papiers, en 1965, les stocks demeurent élevés et le volume des ventes ainsi que le niveau des prix sont considérés insuffisants. Malgré le développement de la consommation mondiale, il n'est pas sûr que le volume de ventes de cellulose atteigne celui de 1964. Quant aux papiers et cartons, les ventes sont en 1965 quelque peu stagnantes. Dans ce domaine, le marché européen

est vital pour l'industrie suédoise, qui a trouvé en 1964, en Europe, un débouché pour 80 % de sa production, la Suède elle-même en absorbant 7 %. La C.E.E., pour sa part, absorbe 50 % de cette production et les craintes sont grandes d'une élévation supplémentaire des droits de douane. Dans la zone de Libre-Echange, l'élévation de 15 % des taxes anglaises à l'importation avait fortement ralenti les ventes de papiers et cartons suédois. Leur réduction à 10 % a permis une certaine reprise.

Mais les principaux soucis de l'industrie du bois et des produits du bois sont provoqués par le développement de l'industrie nord-américaine : l'industrie du nord-européen avait été jusqu'ici maîtresse des prix dans le « vieux monde » où elle disposait d'un quasi-monopole. Les conditions de transport ont changé et même les entreprises de pâte à papier de la côte ouest de l'Amérique du Nord doivent pouvoir être compétitives sur le marché européen. Or, la surcapacité de production de l'industrie de la cellulose s'accroît à un rythme plus élevé que celui de l'augmentation de la consommation. En 1964, il ne s'est pas écoulé un mois sans que soit décidée la construction en Colombie Britannique d'une nouvelle unité de production d'une capacité au moins égale aux toutes plus grandes du Nord-Européen.

Face à cette concurrence toujours plus sévère, l'industrie suédoise des produits du bois cherche à s'assurer de nouvelles ressources en matières premières, à conserver le contrôle de ses débouchés traditionnels.

La Compagnie suédoise de Cellulose (SCA), de même que Mo och Domsjö AB, ont affirmé ces dernières années une politique qui constitue un bon exemple de ce programme.

SCA a joui en 1964 des fruits de la politique menée depuis, notamment, le début des années 1960 : développement de la capacité de production, réduction progressive de la main-d'œuvre ; l'amélioration de la conjoncture sur le marché de la cellulose lui a permis d'accroître de 15 %, la valeur de ses ventes par rapport à l'année précédente, les portant à un total de 811 millions c.r.s. Les bénéfices bruts ont marqué un progrès de 60 %, passant de 114 millions à 183 millions c.r.s. Depuis 1961, le nombre de salariés du « concern » a baissé de 20 %.

SCA fait porter son effort de développement dans le pays sur trois centres principaux : Kramfors, Ortviken et Munksund. A Kramfors où l'actuelle fabrique de pâte au sulfite emploie 340 ouvriers pour une production annuelle d'environ 75 000 tonnes, la construction d'une nouvelle unité de production d'une capacité de 250 000 tonnes de pâte au sulfite à laquelle serait intégrée une fabrique d'un papier d'emballage d'un nouveau type, a été décidée au mois d'avril 1965. 300 millions c.r.s. sont prévus pour la réalisation de ce projet qui sera effectif dans un ou deux ans. A la fabrique de Ortviken qui a déjà une capacité de production annuelle de 175 000 t de papier, une nouvelle machine pour la fabrication du papier journal est prévue pour un coût de

140 millions c.r.s. Enfin, à Munksund, de 1963 à 1967, la capacité de production de papier kraft passerait de 100 000 t à 175 000 t. Le directeur de SCA, M. Eije Mossberg, compte dépasser à cette date une capacité de production annuelle globale de 500 000 t de papier. Rappelons que SCA dispose actuellement en Suède de 3 fabriques de pâte au sulfite, de 4 fabriques de pâte au sulfate, de 2 fabriques de pulpe mécanique, de trois fabriques de papier et de 5 scieries. Elle possède Sunds Verkstäder AB, devenue Sund-Emba AB, depuis l'absorption de Emballagemaskiner. Nous avons déjà vu dans I-N. 7, p. 87, le caractère très avancé de cette production, notamment les machines à élaguer. L'Union Soviétique en a passé une commande pour une valeur de 40 millions c.r.s. en 1964. En outre, le concern est autonome quant à la production d'énergie électrique, dont il distribue l'excédent pour une valeur, en 1964, de 55 millions c.r.s.

La puissance du « concern » s'est accrue par la prise sous contrôle total ou partiel d'autres sociétés en Suède ou à l'étranger. En Suède, on vient d'assister au regroupement le plus important de l'histoire de SCA. Le potentiel de production de celle-ci a été fortement renforcé par l'intégration de Wifstavarf AB, effective le 7-10-65, devenant ainsi la plus importante de toutes les compagnies nordiques productrices de cellulose et de papier. La valeur additionnelle des ventes de SCA et de Wifstavarf AB s'élevait en 1963/64 à 943 millions c.r.s. A la suite du regroupement, il est probable qu'en 1964/65, SCA a largement dépassé le milliard c.r.s.

Des participations prises à l'étranger, la plus importante a été effectuée au Canada, où SCA est entrée pour 40 % dans la nouvelle entreprise Skeena Kraft Ltd, avec une participation de 60 millions c.r.s., son partenaire étant la compagnie canadienne Columbia Cellulosa Co Ltd. Cet accord aboutira à la construction d'une fabrique de pâte au sulfite blanchie d'une capacité de production annuelle de 250 000 t, qui doit être en état de marche en 1967. Cette opération assure à la SCA des ressources en matières premières, bois et celluloses, aux prix de revient peu élevés. Auparavant SCA avait pris des parts dans plusieurs entreprises européennes de cartons : en 1960/61, par l'intermédiaire de sa filiale française, une importante participation était acquise dans l'entreprise espagnole Papelera Navarra, en 1962/63, 50 % des actions de la Forenede Boelgepapfabrikker, au Danemark et en août 1964, elle obtenait la majorité à la société française des Papeteries Clergeau.

Enfin, le « concern » ajoutait cette année une nouvelle pièce d'importance à son jeu avec l'annonce d'une radicale restructuration de son système de distribution. SCA dispose d'installations portuaires à Sundsvall, de même qu'à Rotterdam, Hambourg et Londres. Dans chacun de ces ports étrangers, SCA a obtenu des quais d'une superficie de 8 ha. A Sundsvall, le port central est déjà en construction. L'ensemble de ces installations sera doté d'un matériel spécial : grues construites sous la direction de la société et selon ses plans brevetés. L'ensemble exigerait des investissements de l'ordre de 50 millions c.r.s. En outre, SCA fait mettre en chantier deux cargos spécialement construits d'une valeur de 15 à 20 millions c.r.s. chacun et dont on escompte qu'ils pourront assurer 60 % de l'exportation de la compagnie, soit 600 000 t par an. Par la réalisation de cet audacieux ensemble, SCA s'assure de bonnes liaisons avec les débouchés vitaux européens.

Chez Mo och Domsjö AB, les produits chimiques prennent une place de plus en plus importante dans la production, bien que la cellulose, en particulier sous forme de produits de hautes qualités, continue de dominer.

Production de cellulose : 2 centres, Husum et Domsjö. La fabrique de Husum est la plus grande fabrique de pâte

au sulfate de Suède, avec une capacité de production de 300 000 t qui tend vers les 350 000. Diverses variétés de pâtes au sulfite de haute qualité sont produites dans la fabrique de Domsjö dont la capacité s'élève à plus de 150 000 t.

Produits chimiques : à Domsjö se trouvent, en outre, des installations de chimie organique. Le démarrage d'industries pétro-chimiques à Stenungsund a facilité la production de produits de nettoyage par une filiale, Berol AB. Les industries chimiques de Mo och Domsjö AB utilisent annuellement 60 000 t d'alcool industriel, ce qui en fait le plus grand acheteur européen (30 000 t importées).

Production de papier : depuis la vente de la fabrique de Hönöfors en 1961, la société ne produit plus de papier en Suède. Par contre, elle a mis en route une nouvelle fabrique sur le territoire de la C.E.E., au cours de l'automne 1963. Par la constitution d'un holding, Intercelpe A.G., avec la Gesellschaft für Holzstoffbereitung de Bâle, Mo Do contrôle pour moitié la Papeterie de Pont-Saint-Maxence en France, et celle de Cartiera di Carmignano, près de Padoue. En octobre 1964, Mo och Domsjö AB obtenait 42,5 % des actions de la société belge Mabelpap S.A. qui porterait sa production de papier de 3 000 t actuelle à 13 000 t par la construction d'une nouvelle fabrique à Stembert, près de Liège.

Ainsi, tout autant Mo och Domsjö AB que S.C.A. s'applique à prendre pied à l'intérieur du périmètre de la C.E.E., en prévision des difficultés que pourraient causer aux producteurs de papiers et cartons extérieurs à la Communauté une élévation des tarifs douaniers.

3. LA SUEDE ET LE MARCHÉ INTERNATIONAL

Le développement continu des exportations constitue — on le sait — un impératif pour les dirigeants politiques et économiques suédois. Ce développement se poursuit heureusement, mais se heurte à des obstacles extérieurs, l'existence des blocs commerciaux. Si le Gouvernement partage les vues des milieux économiques quant à une libéralisation maximum des échanges des produits de l'industrie, il maintient une politique strictement restrictionniste en ce qui concerne l'importation de capitaux. Par là, il obéit à des considérations telle que la sauvegarde d'une certaine forme d'indépendance nationale.

a) L'espace économique de l'A.E.L.E. n'offre pas de débouchés suffisants.

Le développement du commerce européen a été marqué progressivement, en 1964 et en 1965, par une structuration des échanges commerciaux plus fortement marquée qu'auparavant par l'existence des deux blocs économiques qui divisent l'Europe occidentale. Dans l'A.E.L.E., le commerce intérieur à cette zone s'est accru en 1964-65 de 17,5 % alors que le commerce avec le reste du monde s'accroissait de 6 %.

Pour la Suède, le fait le plus important dans l'état actuel de son commerce extérieur, c'est que l'excédent de ses échanges dans la zone de Libre-Echange ne compense pas le déficit de ceux qu'elle effectue avec les Etats du Marché Com-

mun. Et ce dernier était en 1963 plus élevé que le déficit général de la balance commerciale : 292 millions de dollars contre 185. D'autre part, les dispositions prises par la Grande-Bretagne, en septembre 1964, pour apporter une solution au déficit de son commerce extérieur, n'ont pas été faites pour instaurer la confiance dans ses relations avec ses partenaires. Ainsi, les mesures d'élévation de 15 % des tarifs d'importation anglais a accru le scepticisme dans les milieux économiques suédois quant à la possibilité de tabler sur l'A.E.L.E. comme base d'une organisation du marché. Enfin, cette organisation est agitée actuellement de courants centrifuges : l'Autriche, mais aussi le Danemark, tournent leur regard vers la C.E.E. Toutefois, au début de 1964, M. Per Haekkerup soulignait combien il fallait s'efforcer de maintenir l'existence des deux ensembles économiques : éviter leur dislocation, et surtout travailler à leur rapprochement. De ce rapprochement, un accès plus facile au marché ouest-allemand serait pour la Suède une conséquence capitale : en effet, ce marché absorbe actuellement 14 % des exportations de la Suède et, par ailleurs, lui fournit 22 % de ses importations.

En fait, depuis le jour de février 1963, où il s'avérait que l'entrée dans la C.E.E. n'était pas accordée à la Grande-Bretagne, l'organisation d'un grand marché de rechange a été le grand souci de ceux qui s'étaient faits les meilleurs champions de l'association, sinon de l'adhésion, de la Suède au Marché Commun — en particulier le Professeur Bertil Ohlin, leader de l'opposition libérale. En septembre 1964, ce dernier suggérait la possibilité de rapprochement A.E.L.E.-Amérique du Nord par le biais d'une union douanière préférentielle, précisant qu'il n'était pas exclu que d'autres Etats pourraient y adhérer et qu'une telle union ne serait pas plus gênante pour la politique suédoise de « non-alignement » que ne l'est l'actuelle adhésion à l'A.E.L.E. Il précisait ce point de vue lors du débat de politique étrangère au Parlement, au mois de mars dernier, et dans un article publié dans le Dagens Nyheter du 28 mai. Il y soulignait que la Suède ne saurait être attirée par une Fédération d'Etats d'Europe occidentale de plus en plus distante des U.S.A., et qui pourrait ne pas comprendre la Grande-Bretagne. Rien ne permet de penser que le Gouvernement suédois ait sur ce point des vues différentes.

b) Dans le développement de l'ensemble du Nord-Européen, le poids de la puissance économique suédoise joue un rôle de plus en plus déterminant.

Si, dans le commerce mondial, les pays nordiques n'entrent que pour environ 5 % de la valeur

globale des échanges, les 20,5 millions d'habitants qui occupent cette aire économique ne se placent pas moins en tête dans un classement qui porterait sur le montant du commerce extérieur par habitant. Dans cet ensemble, la Suède occupe une place à part par sa puissance économique que manifeste la taille de ses entreprises, leur activité internationale, le nombre et le succès de leurs filiales à travers le monde — en un mot, son degré d'avancement technique et structurel en même temps que le dynamisme de ses groupes financiers.

Sur les 141 entreprises nordiques dépassant en 1963 un chiffre de vente de 100 millions cr.s., 95 sont suédoises ; des 25 plus grandes, 23 sont suédoises ; les 9 plus grandes le sont également. Les industries suédoises ont à travers le monde 1 100 filiales, un nombre 3 à 4 fois plus élevé que celui des filiales des autres pays nordiques réunis. L'excédent de la balance commerciale de la Suède avec ses voisins est de l'ordre de 1,5 milliards cr.s. Et si l'on ajoute que son produit national dépasse la somme de ceux des autres pays du Nord-Européen pour une population qui ne constitue que les 35 % de cet ensemble, on touchera du doigt, en quelque sorte, cette suprématie.

Dans la perspective d'un grand marché, ouvert notamment à la concurrence nord-américaine, l'industrie suédoise accroît la taille de ses entreprises, modifie sa structure. Nous en avons cité un exemple dans l'industrie de la cellulose du pays même avec l'absorption de Wifstavarfs AB par Svenska Cellulosa AB, exemple qui devrait être suivi de beaucoup d'autres dans cette branche. C'est au nombre de 270 que se sont effectuées, entre 1958 et 1962, des opérations de cet ordre, comprenant la participation d'entreprises étrangères et de 200 pour les seules années 1963-1964.

En effet, ces regroupements et ces fusions ne s'effectuent pas seulement entre entreprises suédoises et nous avons également constaté l'activité des entreprises suédoises à l'étranger.

Notons ici que près de la moitié de ces opérations revien-
aux industries métallurgiques et mécaniques et que, parmi
ces dernières, Grängesbergbolaget et Kockums Mekaniska
Vekrstds AB ont manifesté la plus grande activité.

Dans les achats d'entreprises à l'étranger, les achats suédois se sont concentrés sur les secteurs de l'industrie mécanique d'une part, et d'autre part sur celui de l'industrie de la cellulose et du papier. Cette sélectivité ne s'est pas observée dans le cas contraire, où l'on constate, dans l'industrie alimentaire l'achat de Coffea par General Foods et, dans le textile, celui de Lapidus par la firme suisse Schappes.

Cette activité économique de développement s'accompagnant d'une refonte des structures de la production, se sont traduites par un fort courant d'investissements à l'étranger. Entre 1955 et 1962, les investissements de la Suède hors de ses frontières se sont accrus de 300 %. Il sera intéressant d'analyser, lorsque les chiffres en seront connus, si le ralentissement observé en Suède en 1963 et 1964 s'est accompagné d'un ralentissement parallèle dans les investissements à l'étranger. Mais cette activité ne se porte pas de façon privilégiée à l'intérieur des frontières de ses voisins nordiques. Par contre, la Suède reçoit chez elle une main-d'œuvre étrangère où les nordiques entrent pour une part importante, notamment les Finlandais, qui se trouvaient au nombre de 54 000 en 1964, famille non comprise. Le comité finlandais au développement a proposé d'accorder des allègements d'impôts aux industries des autres pays nordiques qui accepteraient de s'établir dans les zones à aménager. Il est sûr qu'une orientation dans ce sens de l'économie suédoise aurait de vastes conséquences pour un développement plus harmonisé des économies nordiques, mais accentuerait encore la situation de la Suède comme centre de gravité de l'ensemble nordique, ce qui ne saurait aller sans éveiller quelques oppositions de la part des susceptibilités nationales.

Stockholm 4-20 novembre 1965

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU I

BALANCE DES COMPTES DE LA SUEDE de 1958 à 1964

(En prix courants et en millions de couronnes)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Ressources							
Produit national brut - (prix du Marché)	59 369	63 182	68 688	74 963	81 042	87 725	96 173
Importations	12 249	12 488	15 006	15 151	16 154	17 542	19 826
Somme	71 618	75 670	83 694	90 114	97 196	105 627	115 999
Demande							
Investissements privés bruts	10 369	11 039	12 779	14 511	15 501	16 634	18 211
Investissements publics bruts	7 814	8 680	8 971	9 458	10 838	11 925	13 344
Modification des stocks	- 148	- 162	+ 1 423	+ 1 097	+ 442	- 141	+ 448
Exportations	11 969	12 454	14 413	15 218	15 994	17 393	19 555
Consommation privée	34 051	35 515	37 362	40 205	43 496	47 075	50 703
Consommation publique	7 563	8 144	8 746	9 625	10 925	12 381	13 738
Somme	71 618	75 670	83 694	90 114	97 196	105 267	115 999

Sources : Statistisk Årsbok för Sverige, 1964.
Ekonomiska Utsikter våren 1965.
Evenska Dagbladet, 6 mai 1964.

TABLEAU II

EVALUATION EN POURCENTAGE DES CHANGEMENTS SURVENUS DANS LES DIVERS POSTES DE LA BALANCE DES COMPTES DANS LES ANNEES 1962-1963 et 1963-1964

	Changement de 1962 à 1963	Changement de 1963 à 1964
Ressources		
PNB	+ 3,5	+ 5,5
Importation	+ 6,5	+ 10
Somme	+ 4,5	+ 6,5
Demande		
Investissements privés bruts	+ 1,5	+ 5,5
Investissements publics bruts : Etat	+ 1	+ 4
Communes	+ 15,5	+ 11
Consommation privée	+ 4,5	+ 4,5
Consommation publique : Etat	+ 9	+ 6
Communes	+ 5	+ 5,5
Exportation	+ 6,5	+ 9
Somme	+ 4,5	+ 6,5

Sources : Statistisk Årsbok för Sverige, 1964.
Ekonomiska utsikter, våren, 1965.

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU III

RESERVES DES VALEURS DE LA SUEDE, 1955-1965

(En millions de couronnes)

	1955	1960	1961	1962	1963		1964		1965
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Mai	Déc.	Mai	Déc.	Mai
Banque de Suède									
Or	1 426	881	934	935	939	940	941	978	1 044
Valeurs	1 004	1 554	2 385	2 934	2 827	2 679	2 767	3 498	3 753
Somme	2 430	2 435	3 318	3 869	3 766	3 619	3 708	4 476	4 797
Banques d'affaires									
Valeurs	—	453	472	492	82	595	740	576	405
Total	—	2 888	3 790	4 361	3 848	4 214	4 448	5 052	5 202

Sources : Statistisk Årsbok för Sverige, 1961, 1964.
Allmän månads Statistik - 1965, 9.

L'accroissement de la réserve des valeurs en 1964 n'a pas été le résultat d'une amélioration de la balance des échanges, laquelle au contraire s'achève sur un déficit supérieur d'environ 100 millions cr. s. à celui de 1963, mais en raison d'une relativement importante importation de capitaux.

TABLEAU IV

**AUTORISATIONS
D'INVESTISSEMENTS SUEDOIS
A L'ETRANGER (1) et D'INVESTISSEMENTS
ETRANGERS EN SUEDE (2)**

(En millions cr. s.)

	1961	1962	1963	1964
1) A.E.L.E.	54	133	162	227
C.E.E.	78	155	79	278
Amérique du Nord	12	52	10	80
Divers	201	90	140	162
Somme	345	430	391	747
2) A.E.L.E.	49	247	355	138
C.E.E.	48	47	38	53
Amérique du Nord	68	27	355	156
Divers	1	1	6	13
Somme	166	322	754	360

Source : Skandinaviska Bankens Kvartalskrift, 1965, 1.

TABEAU V
BILLET EN CIRCULATION (1953-1965)
(en milliards de couronnes)

1953	31/12	4 835	1963	30/6	7 210
1956	31/12	5 598		31/12	7 869
1959	31/12	6 266	1964	30/6	7 611
				31/12	8 386
1960	31/12	6 559	1965	30/6	8 204
1961	31/12	6 870		15/7	7 779
1962	31/12	7 330		15/9	7 579

Sources : Statistisk Årsbok för Sverige
Ekonomisk Revy
Skandinaviska Bankens Kvartalskrift 1965 : 2.

TABEAU VI

**TAUX DE PROGRESSION DES VENTES, DES BÉNÉFICES BRUTS, DE LA SOMME DES SALAIRES
DANS L'INDUSTRIE SUÉDOISE DE 1956 à 1959 et de 1959 à 1962**

Type d'industrie	Année	Vente	Bénéfice brut	Salaires
Mines et industries métallurgiques	1956-59	23	22	21
	1959-62	31	3	43
Matériaux de construction	1956-59	23	69	9
	1959-62	22	± 0	36
Bois et industries du bois	1956-59	4	6	5
	1959-62	17	- 9	29
Industries graphiques	1956-59	21	64	22
	1959-62	31	22	32
Industries alimentaires	1956-59	15	50	12
	1959-62	18	12	29
Textiles et industries de la confection	1956-59	4	6	3
	1959-62	18	12	29
Cuir, peaux, etc.	1956-59	18	20	16
	1959-62	24	5	36

Source : Skandinaviska Bankens Kvartalskrift, 1964-1.

TABEAU VII

INDEX DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS ET DES PRIX À LA CONSOMMATION

Année	Index des revenus	Index des prix consommation	Année	Index des revenus	Index des prix consommation
1950	100	100	1958	185	150
1951	115	117	1959	190	151
1952	132	125	1960	210	157
1953	134	126	1961	226	161
1954	143	127	1962	250	168
1955	156	132	1963	269	172
1956	168	137	1964	290	178
1957	176	143			

Source : Industria, octobre 1965.

TABLEAU IX

INVESTISSEMENTS DE 1964 DANS L'INDUSTRIE SUEDOISE ET PREVISIONS POUR 1965

(Millions cr. s. Prix courants, frais d'entretien non compris)

	Constructions et installations Machines et Appareils					
	Investiss. réalisés 1964	Investiss. prévus 1965	Changement en % 1964-65	Inv. réal. 1964	Inv. prévus 1965	Chang. % 1964-65
1. Industries minières	226	108	- 52,2	131	135	+ 3,1
2. Industries métallurgiques et mécaniques	589	701	+ 19,0	1 051	1 295	+ 23,2
dont : Aciéries	86	113	+ 31,4	288	359	+ 24,7
Métallurgie	55	75	+ 36,4	113	185	+ 63,7
Industrie mécanique	315	306	- 2,9	417	484	+ 16,1
Construction navale	31	31	± 0	33	29	- 12,1
Industrie électrique	62	124	+ 100,0	120	145	+ 20,8
3. Matériaux de construction	113	116	+ 2,7	171	177	+ 3,5
4. Industrie du bois	111	134	+ 17,5	123	160	+ 30,1
5. Industries de la cellulose, papier et graphique	153	172	+ 12,4	514	552	+ 7,4
dont : Pulpe mécan. et ind. cellulose	55	56	+ 1,8	218	223	+ 2,3
ind. des papiers et cartons	29	47	+ 62,1	133	183	+ 37,6
6. Industrie alimentaire	145	100	- 31,0	198	183	- 7,6
7. Tabacs et boissons	22	33	+ 50,0	22	42	+ 90,9
8. Industrie textile et confection	33	25	- 24,2	126	99	- 21,4
9. Cuir, peaux, caoutchouc	24	25	+ 4,2	54	94	+ 74,1
10. Industrie chimique et pétro-chimique	109	191	+ 75,2	248	371	+ 49,6
Somme	1 528	1 605	+ 5,0	2 638	3 108	+ 17,8

Source : Skandinaviska Bankens Kvartalskrift, 1965-4.

TABLEAU X

PRODUCTION INDUSTRIELLE : INDUSTRIE SIDERURGIQUE

Milliers de tonnes	1960	1961	1962	1963	1964	(Prod. des 9 premiers mois)	
						1964	1965
Fente	1 657	1 917	1 962	2 025	2 327	1 599	1 662
Lingots	3 218	3 560	3 614	3 899	4 443	3 279	3 455
Fer marchand	2 163	2 407	2 503	2 721	3 075	2 237	2 387

Source : Allmän Månads statistik, 1965-9.

INDUSTRIE DE LA CELLULOSE ET DU PAPIER

	1963			1964		
	Production (par 1 000 t.)		Valeur des ventes (en millions cr. s.)	Production (par 1 000 t.)		Valeur des ventes (en millions cr. s.)
	Au total	A la vente		Au total	A la vente	
Pâte à papier	5 676	3 787	2 135	6 366	4 344	2 656
Papiers et cartons	2 770	2 585	2 159	2 966	2 803	2 356

Source : Svenska Dagbladet.

TABLEAU XI

CONCENTRATIONS DANS L'INDUSTRIE DE LA CELLULOSE
Intégration de Wifstavarfs AB dans Svenska Cellulosa AB

Production	Chiffres de l'année d'exploitation 1963-64		
	SCA	Wifstavarfs	SCA + Wifst
Bois, par 1 000 standards	82	18	100
Pâte au sulfate, par 1 000 t.	416	90	506
Pâte au sulfite, par 1 000 t.	274	81	355
Papier, par 1 000 t.	352	55	407
Produits chimiques, par 1 000 t.	85	4	89
Boards, par 1 000 t.	48	19	67
Production d'énergie, millions kWh	2 500	230	2 730
Valeur des ventes, par millions cr.s.	811	132	943
Surfaces des forêts possédées par 1 000 ha	1 410	195	1 605
Coupes effectuées par millions de pieds cubes	81	13	94
Nombre de salariés	12 600	2 150	14 750
Salaires déboursés, par millions cr.s.	230	37	267
Investissements, par millions cr.s.	69	10	79

Source : Svenska Dagbladet, 7-10-65.

TABLEAU XII

COMMERCE EXTERIEUR DE LA SUEDE
 (En millions de dollars)

	C.E.E.		A.E.E.		U.S.A. et Canada		Reste du Monde		TOTAL	
	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.
1960	812	1 154	883	701	185	377	687	644	2 567	2 876
1961	903	1 168	973	771	159	352	703	629	2 738	2 920
1962	961	1 268	994	845	186	339	779	660	2 920	3 112
1963	1 025	1 317	1 146	972	207	369	821	728	3 199	3 386

Source : Statistisk Årsbok för Sverige, 1964.

TABLEAU XIII

REPARTITION DU COMMERCE EXTERIEUR SUEDOIS EN 1960, 1963 et 1964

	Importations			Exportations		
	1960	1963	1964	1960	1963	1964
A.E.E.	25,8	30,4	31,4	38,5	40,1	41,2
Norvège, Danemark et Finlande	9,5	11,8	12,6	19,8	23,2	23,5
Grande-Bretagne	13,1	15,0	15,0	16,0	13,5	14,3
C.E.E.	40,1	38,9	37,6	31,6	32,0	31,9
Allemagne Fédérale	21,5	21,5	21,4	15,2	14,2	14,3
Etats-Unis	12,4	10,0	10,1	6,4	5,5	5,4
Autres pays	21,7	20,7	20,9	23,5	22,4	21,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Skandinaviska Bankens Kvartalskrift, 1965, 1.

Le développement du commerce extérieur suédois se caractérise en 1965 par un déficit croissant de la balance commerciale, tout au moins en ce qui concerne les 7 premiers mois de l'année. L'exportation a évolué de façon favorable, bien qu'une certaine stagnation se soit manifestée au 2^e trimestre. A la fin juin, les exportations se situaient à un niveau supérieur de 9 % à celui de 1964 à la même période de l'année, et les importations avaient augmenté de 14 %. Les prix à l'exportation étaient montés de 2 points, les prix à l'import restaient identiques.

Déficit de la balance commerciale

(en millions cr.s.) - Période janvier-août

Années	1962	1963	1964	1965
	- 405	- 543	- 844	- 1 425

Pour les périodes janvier-juillet 1964 et janvier-juillet 1965, la balance commerciale se présentait de la manière suivante entre la Suède d'une part, et d'autre part, l'A.E.L.E., la C.E.E., et la Grande-Bretagne.

	1964	1965
A.E.L.E.	+ 756	+ 871
C.E.E.	- 821	- 1 397
Grande-Bretagne	- 309	- 478

Source : Svenska Dagbladet, 10-9-65.

TABLEAU XIV

EVOLUTION DE L'EXPORTATION POUR DIFFERENTS PRODUITS DE 1963 à 1965

	Valeur de l'exportation, en millions cr. s.			Pourcentage du changement de volume de l'exportation par rapport à l'année précédente		
	1963	1964 (Estimation préliminaire)	1965 (Pronostic)	1963	1964	1965
Bois	1 166	1 434	1 425	+ 6,9	+ 16,4	- 3,5
Cellulose	1 953	2 281	2 480	+ 13,8	+ 8,7	+ 5
Papier	1 695	1 918	2 055	+ 12,2	+ 12,1	+ 6
Minéral	1 003	1 220	1 265	+ 4,5	+ 19,7	+ 2,5
Métaux	1 506	1 816	2 080	+ 13,3	+ 14,4	+ 12
dont : fer et acier	1 229	1 510	1 730	+ 14,1	+ 20,7	+ 13,5
Ind. mécaniques	5 038	5 890	6 620	+ 1,9	+ 13,1	+ 8
Ind. alimentaires	618	619	600	+ 3,4	- 8,5	- 1,5
Produits divers	2 278	2 637	2 920	+ 9,6	+ 12,2	+ 9,5
Total de l'exportation à l'excl. de la construction navale	15 257	17 822	19 450	+ 7,2	+ 12,1	+ 6,5
Construction navale	1 310	1 191	1 345	+ 25,6	+ 0,7	+ 20,5
Total	16 568	19 006	20 800	+ 8,4	+ 11,4	+ 7

Source : Skandinaviska Bankens Kvartalskrift, 1965-3.

Les données relatives aux dépenses de l'État en 1967 et 1968 sont présentées dans le tableau ci-dessous. Les dépenses totales ont augmenté de 10,2% en 1968 par rapport à 1967.

Année	1967	1968
Dépenses totales	100	110,2
Dépenses courantes	75	80,5
Dépenses d'investissement	25	29,7

Le développement du commerce extérieur est un facteur important de la croissance économique. Les exportations ont augmenté de 15% en 1968 par rapport à 1967, tandis que les importations ont augmenté de 12%.

Déficit de la balance commerciale

(en millions de francs CFA)

Année	1967	1968
Déficit	100	110,2

TABLÉAU III
ÉVOLUTION DE L'ÉPARGNE POUR DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT DE 1967 à 1968

Année	Épargne pour dépenses d'équipement		Épargne totale	
	1967	1968	1967	1968
1967	100	110,2	100	110,2
1968	100	110,2	100	110,2

DANEMARK

ACTEUR A PARTIR CA HAUSSE DE STABILISATION
INDUSTRIE PUIS LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE
EN FAVORISANT ET LE FORT APPUIEMENT DES
SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DE CHIMIE QUI ENFANT
LE FINANCIAL, COMMERCIAL, L'INDUSTRIE
INDUSTRIELLES INTERNATIONALES DES PRODUITS
LES INVESTISSEMENTS ET CHANGEMENTS DE PLUS EN
PLUS SON ACTIVITÉ DANS LES MARCHÉS INTÉ-
RIEURS.

DANEMARK

LA SITUATION GÉNÉRALE

Le Danemark est un pays développé et prospère, avec un niveau de vie élevé. L'économie est basée sur l'industrie et le commerce, avec une forte présence de sociétés multinationales. Le gouvernement a une politique sociale ambitieuse, avec un système de sécurité sociale complet. Le pays est membre de l'OCDE, de l'Union européenne et de l'OTAN. La situation économique est stable, avec une croissance modérée et une faible inflation. Le Danemark est considéré comme un pays à haut revenu et à faible corruption.

Le Danemark est un pays développé et prospère, avec un niveau de vie élevé. L'économie est basée sur l'industrie et le commerce, avec une forte présence de sociétés multinationales. Le gouvernement a une politique sociale ambitieuse, avec un système de sécurité sociale complet. Le pays est membre de l'OCDE, de l'Union européenne et de l'OTAN. La situation économique est stable, avec une croissance modérée et une faible inflation. Le Danemark est considéré comme un pays à haut revenu et à faible corruption.

Le Danemark est un pays développé et prospère, avec un niveau de vie élevé. L'économie est basée sur l'industrie et le commerce, avec une forte présence de sociétés multinationales. Le gouvernement a une politique sociale ambitieuse, avec un système de sécurité sociale complet. Le pays est membre de l'OCDE, de l'Union européenne et de l'OTAN. La situation économique est stable, avec une croissance modérée et une faible inflation. Le Danemark est considéré comme un pays à haut revenu et à faible corruption.

ÉCONOMIE EN 1980

Le Danemark est un pays développé et prospère, avec un niveau de vie élevé. L'économie est basée sur l'industrie et le commerce, avec une forte présence de sociétés multinationales. Le gouvernement a une politique sociale ambitieuse, avec un système de sécurité sociale complet. Le pays est membre de l'OCDE, de l'Union européenne et de l'OTAN. La situation économique est stable, avec une croissance modérée et une faible inflation. Le Danemark est considéré comme un pays à haut revenu et à faible corruption.

DANEMARK

Fin
chang
peine
décem
pour
cette
l'une
expéri
numér
ses. U
resse
depuis
semer
à l'en

De
ment,
Franc
vèle
cées
conce
jonct

• Text

DANEMARK

METTANT A PROFIT LA PHASE DE STABILISATION IMPOSEE PAR LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE 1962-63 ET LE FORT ACCROISSEMENT DES RESERVES NATIONALES DE CHANGE QUI EN A ETE LA PRINCIPALE CONSEQUENCE, L'ECONOMIE DANOISE DEVELOPPE INTENSEMENT SES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT ET ORIENTE DE PLUS EN PLUS SON ACTIVITE VERS LES MARCHES EXTERIEURS.

I LA SITUATION GÉNÉRALE

Fin décembre 1962, les réserves danoises de change, réduites à 654 millions KR, couvraient à peine un mois d'importation de marchandises. Fin décembre 1963, elles ressortissaient à 2 363 millions, pour atteindre 2 619 millions en juin 1964, couvrant, cette fois, plus de quatre mois d'importation. De l'une à l'autre de ces dates, se situe, on le sait, une expérience de redressement, dont les deux précédents numéros d'*Inter-Nord* ont décrit les premières phases. Une telle expérience ne saurait manquer d'intéresser, entre autres, la France, elle-même soumise depuis près de deux ans à une politique de redressement économique, comparable sur certains points à l'entreprise menée par le gouvernement danois.

De part et d'autre, la question posée reste, assurément, de savoir si le mouvement d'expansion, fort en France, exceptionnellement fort au Danemark, se révèle entièrement compatible avec les pesées exercées par l'Etat sur la demande intérieure. En ce qui concerne le Danemark et au moins en l'état de la conjoncture début 1965, il ne paraît pas douteux que la

réponse soit largement favorable. Et la portée qu'elle revêt s'avère d'autant plus grande que les mesures de contention décidées, de la mi-1962 jusqu'au printemps de 1963, comportaient non seulement un caractère indéniablement drastique, mais portaient, au surplus, sur une situation économique dont le très haut niveau d'activité autorisait précisément à supposer qu'elle risquait, plus qu'une autre, d'y être vulnérable.

L'EVOLUTION EN 1965

Début 1965, sans doute, certains des symptômes combattus en 1963 — et alors éliminés — tendent-ils à se manifester à nouveau. La balance des paiements, qui avait présenté, fin 1963, un solde positif, s'inversait à l'orée de 1965 en raison du fort accroissement des importations (+ 11 %). La demande intérieure, qui, en 1963, n'avait plus crû que de 3,1 % — et, en termes réels (prix 1955), avait même décro — se gonflait, derechef, en 1964 de 14 % sur 1963 (10 % en prix réels). Mais, tant en ce qui

* Texte établi par M. Daniel NAT.

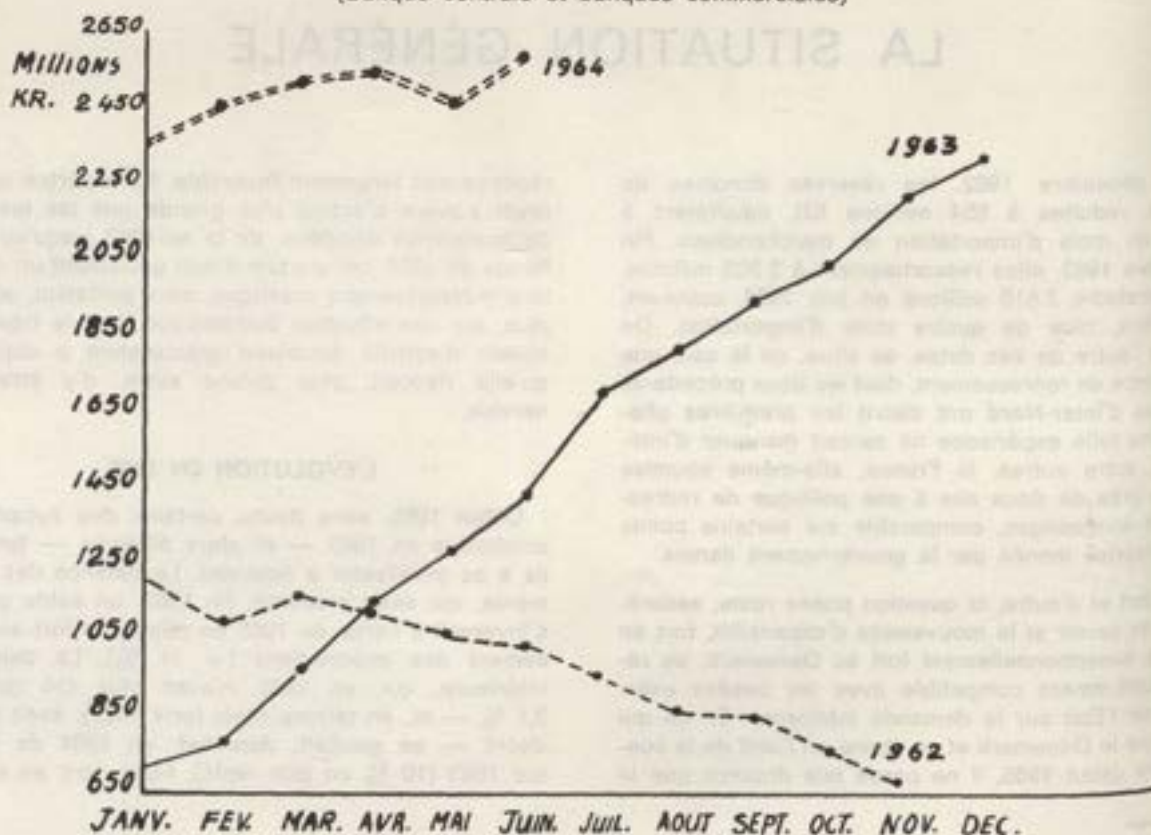
concerne la balance commerciale que la demande intérieure, certaines observations s'imposaient : d'une part, la relance des importations procédait, avant tout, d'une importante reprise des achats de biens de production et, d'autre part, le renforcement de la demande intérieure faisait moins apparaître un progrès anormal de la consommation qu'une progression considérable des investissements (+ 18 %), assortie d'un impressionnant mouvement de reconstitution des stocks (1 200 millions KR contre 50 en 1963). Par ailleurs et surtout — ainsi qu'en témoigne le graphique A, *infra* — le processus de reconstitution des réserves de change n'a pas modifié l'allure vigoureusement positive que lui avaient imprimée les mesures de 1962. Le déficit des paiements courants — qui oscillait, fin 1964, entre 1,5 et 1,8 milliards KR — a été entièrement financé par des emprunts publics et privés à l'étranger. Fin 1964, les disponibilités danoises de change ressortissaient à près de 4 800 millions KR et la position nette à 3 171 millions, couvrant près d'un trimestre d'importations et plus d'une année de paiements courants.

LA STABILISATION VISE A RELANCER ET PAS A BLOQUER

Assurément, l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (O.C.D.E.), dans une étude récente (Danemark, Paris, février 1965) approuve-t-elle (p. 22) « qu'en 1965, la demande intérieure continue à augmenter plus vite que les ressources intérieures, à moins que l'on adopte des mesures pour la freiner ». Mais de 1962 à 1965, il paraît pas niable que les composantes de la situation se sont modifiées et qu'une telle modification, qu'elle soit acquise, revêt un caractère favorable : la perspective d'une reprise de la tension économique signifie simplement que toute expansion crée d'elle-même presque nécessairement, la plus grande partie des facteurs qui la menacent. Et ce serait dire, précisément, que la politique de 1962-63 est bien parvenue à un moment et dans les circonstances déterminés à contenir certains développements afin d'en préserver, puis d'en relancer d'autres.

GRAPHIQUE A

Le redressement des réserves de change
(Banque centrale et banques commerciales)



Source : Economic Survey of Denmark, 1964, Copenhagen.

LA DEPRESSION DE 1963

Non sans que les premiers mois qui suivirent la mise en œuvre des décisions gouvernementales ne parussent revêtir une allure visiblement et même for-

tement dépressive. Par rapport à 1962, le produit national brut ne progresse en 1963 (prix courants) que de 5,6 % — et en termes réels de 1,4 % seulement. En 1962, son avance était de 12 % (prix courants) et de près de 5 % aux prix 1955.

TABLEAU I

Produit national et dépenses de la Nation

Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente (prix courants)

	1960	1961	1962	1963	1964 (1)
Produit national brut aux prix du marché	8,1	10,6	12,1	5,6	11
Importations de biens et services	12,0	4,6	13,2	0,6	21
Offre totale	9,0	9,1	12,4	5,1	13
Exportation de biens et services	7,3	3,0	7,2	12,2	10
Demande intérieure	9,6	11,0	13,9	3,1	14
Dont :					
Consommation du secteur public	6,7	16,7	12,9	9,9	11
Consommation du secteur privé	7,6	11,0	13,3	5,8	10
Estimation brute de capital fixe	11,2	16,4	12,4	1,7	18
— Bâtiments et Travaux publics	14,7	23,2	12,0	1,5	—
— Machines, etc.	12,3	16,9	15,1	1,8	—
Variation des stocks (millions de KR)	1413	681	1211	2	1400

(1) Estimation de l'O.C.D.E. Source : Danemark, Etudes Economiques de l'O.C.D.E., Paris, février 1965.

Il est vrai que les intempéries durant le premier semestre 1963 avaient déjà tendu à alourdir la situation, avant même que le programme de stabilisation ne fut voté par le Parlement. L'examen des principaux indices industriels et le comportement des grands secteurs de production convainquent, toutefois, que, tout au long de 1963, la conjoncture est en fléchissement.

A prix réels, le secteur primaire recule de 5 % sur 1962. Le secteur secondaire n'avance, quasi-imperceptiblement, que de 2 %, contre un progrès quadruple en 1962. La construction, elle aussi, recule (— 1,8 %), le secteur des services, seul, maintenant, au moins en partie, son mouvement.

TABLEAU II

Evolution de la structure du produit national brut de 1961 à 1963 (au coût des facteurs)

	1961	1962	% + ou — 1962/61	1963	% + ou — 1963/62
	(millions de couronnes) (1)				
Secteur primaire	6 175	6 438	+ 4,2	6 797	+ 5,5
Secteur secondaire	13 868	15 778	+ 13,7	16 594	+ 5,1
Construction	3 690	4 110	+ 11,3	4 130	+ 0,4
Secteur tertiaire	21 402	23 831	+ 11,3	25 454	+ 6,8
Secteur primaire	5 389	5 433	+ 0,8	5 170	— 4,8
Secteur secondaire	11 823	12 806	+ 8,3	13 110	+ 2,3
Construction	3 155	3 308	+ 4,8	3 248	— 1,8
Secteur tertiaire	16 520	17 556	+ 6,2	18 306	+ 4,2

A. Prix courants

B. Prix de 1958

(1) Variation du produit national brut en 1963 au coût des facteurs par rapport au produit national brut 1962 :

- A. Prix courants : + 5,6 %
- B. Prix 1958 : + 2,0 %
- C. Prix 1915 : + 1,6 %

LA DEPRESSION DISSIMULE, EN REALITE, UN REAJUSTEMENT DE TOUTE L'ECONOMIE

En fait, c'est bien sur l'ensemble de l'horizon économique que se développe l'évolution amorcée dès le mois d'août 1962. La première action globale décidée alors par le gouvernement était, assurément, de freinage — plus spécifiquement sur les prix et initialement, dans le souci de préserver seulement le mouvement général d'expansion de la corrosion croissante exercée par ceux-ci. La taxe de 9 % sur les ventes, la fixation d'un plafond aux dépenses publiques et le resserrement du contrôle sur la construction, jouaient, évidemment, dans ce sens. Mais l'abaissement du taux de l'impôt direct, le relèvement des allocations familiales, la majoration des pensions de retraite et d'invalidité qui visaient, quant à eux, à laisser la voie libre à l'expansion, pouvaient, à très court terme, jouer dans le sens contraire et

réamorcer le mouvement d'expansion des prix par truchement d'une relance du mouvement d'expansion des salaires et revenus nominaux. D'où, certes, les nouvelles mesures de 1963, portant, cette fois, sur les salaires et, plus généralement, sur les revenus nominaux. Pour sévères qu'elles fussent, toutefois, leur signification véritable était donnée et cautionnée par la politique de 1962 : moins que de rétrograder le mouvement, elles se proposaient, surtout, d'ordonner et de hiérarchiser l'expansion en restreignant, devant les prix et devant les salaires, son rythme dirigeant à la production. Ce qui explique le caractère relativement complexe que revêt le développement général tout au long de 1963 — et l'obligation faite à l'observateur de bien discerner que les indications dépressives y constituent, en réalité, une simple apparence, l'enveloppement externe d'un mouvement plus ample qui, véritablement, est de réajustement interne et touche l'ensemble de l'économie.

TABLEAU III

Evolution des indices industriels (1955 = 100)

	Octobre 1962	Février 1963	Nov. 1963	Février 1964	Nov. 1964
Industries alimentaires	115	111	117	107	115
Industries textiles	94	97	94	86	94
Chaussure	108	108	101	98	104
Industrie du bois	118	122	121	118	128
Papier, édition	114	113	117	112	120
Industries chimiques	104	105	105	100	110
Cimenterie, verrerie	113	95	109	100	115
Métallurgie	133	132	125	120	133
Ind. matériel de transport	117	114	107	108	109
Autres industries	128	131	129	121	132
Total	118	116	115	114	119

Sources : Monthly Review of the Economic Situation in Denmark, vol. XXXV, n° 1, Den Danske Landmandsbank, 15/11/65.

Heures de travail dans l'industrie Indice 1955 = 100

	1961/62	1962/63	1963/64
Août	114	116	113
Septembre	117	120	116
Octobre	117	119	115
Novembre	117	119	115
Décembre	110	107	103
Janvier	114	113	109
Année entière	109	113	110

Salaire horaire dans l'industrie

	1961/62	1962/63	1963/64
1 ^{er} trimestre	141	161	175
2 ^e trimestre	158	172	187
3 ^e trimestre	155	169	183
4 ^e trimestre	161	176	—
Année entière	153	169	—

Sources : Denmark, Quarterly Review ; Kjøbenhavns Handelsbank, n° 1, 1964.

LES APPARENCES DU FLECHISSEMENT ET LES REALITES DE LA RELANCE

Comme le montre le tableau III, les principaux indices industriels de février 1964 se révèlent, en effet, sensiblement en recul sur ceux de février 1963 — avec un alourdissement très marqué dans le compartiment de la production métallurgique. En novembre 1964, seulement, un redressement s'amorce — notamment dans les secteurs qui se révélaient, dix mois plus tôt, les plus déprimés : métallurgie, textile, matériel de transport. Les étiages d'octobre 1962 sont retrouvés et, en général, débordés.

Par contre, si l'on compare l'indice général de l'emploi industriel de janvier-novembre 1963 à janvier-

novembre 1964, l'on constate qu'il marque peu de changements. L'étude, déjà citée, de l'O.C.D.E. souligne (p. 11) qu'au début de 1964, « l'industrie n'utilise pas pleinement sa capacité ». En gros — et en termes réels — il semble que la production industrielle augmente, en 1964, de 6 % sur 1963, où elle n'avait progressé, sur 1962, que de 1,5 %. En revanche, (Tableau IV, ci-après), la demande intérieure avance (prix réels) en 1964 de plus de 10 %, les prix de biens de consommation de 8 % — et, sous cet angle, il pourrait donc sembler qu'à l'orée de 1965 la situation manifestait toujours — outre le caractère relativement négatif des effets à court terme de la politique de stabilisation, la difficulté éprouvée par la production à réassurer son ascendant sur les autres articulations de l'économie.

TABLEAU IV

Structure de la demande intérieure de 1958 à 1964 (Prix de 1955)

	1958	% du tot.	1959	% du tot.	1960	% du tot.	1961	% du tot.	1962	% du tot.	1963	% du tot.	1964	% du tot.
consommation du secteur public	3 881	11,3	4 135	11,1	4 334	10,8	4 641	11,1	4 970	10,9	5 250	11,8	5 610	11,4
consommation du secteur privé, dont :	21 808	65,0	23 025	61,8	24 138	60,6	25 802	61,5	27 458	60,7	27 525	62,2	29 182	59,7
— Alimentation	8 233	24,5	8 316	22,3	8 449	21,2	8 971	21,3	9 253	20,4	9 585	21,6	—	—
— Véhicules	620	1,8	885	2,3	1 059	2,6	1 181	2,8	1 547	3,4	1 265	2,8	—	—
formation intérieure brute de capital fixe	8 028	23,7	9 224	24,8	9 980	25,1	10 895	25,9	11 695	25,8	11 425	25,8	12 910	26,4
variations de stocks	- 207	—	+ 822	2,3	+ 1 400	3,5	+ 666	1,5	+ 1 134	2,6	+ 50	0,2	1 200	2,5
demande intérieure	33 510	100	37 226	100	39 852	100	42 004	100	45 257	100	44 250	100	48 902	100

Sources : Economic Survey of Denmark, 1964, février 1965, Danemark, Etudes Economiques de l'O.C.D.E., février 1965, Paris.

L'examen comparé de la demande intérieure en 1964, 1963 et 1962, convainc, aussitôt, qu'il n'en est rien. Comme on le voit, la consommation du secteur privé, avec 6 %, non seulement ne déborde pas l'avance du produit national brut, mais, en ce qui concerne sa part dans la demande générale, elle recule de près de 4 % sur 1962. Une telle contraction contraste, évidemment, avec l'impressionnante reconstitution des stocks. Mais, surtout, l'on note l'amplitude que revêt la formation de capital fixe, avec un accroissement de près de 13 %, approchant presque le tiers du volume total de la demande, si l'on tient compte des fortes immobilisations engagées dans les stocks.

Certes, l'année 1962 présentait certains traits analogues : léger recul de la consommation sur 1961, fort développement des investissements, renforcement des stocks. Mais, dès le premier trimestre, les prix s'y étaient tendus de 3 %, les salaires de 2,5 % et le gonflement des revenus nominaux n'allait pas tarder à avoir pour contrepartie le dégonflement accéléré des réserves nationales en devises qui devait mener à la situation critique de l'hiver 1962. Sous cet angle, le sens des mesures de 1962, puis de 1963, consistait, essentiellement, à rompre le cycle au cours duquel l'expansion tend surtout, et de plus en plus, à nourrir la demande, au lieu d'alimenter l'expansion elle-même.

II

L'INDUSTRIE DANOISE

GIGANTISME ET CONCENTRATION DES ENTREPRISES SONT-ILS LES CONDITIONS DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE ?

En 1962, la France comptait 1 166 173 établissements commerciaux contre 771 316 établissements industriels — soit 1,5 organisme de distribution par unité de production proprement dite. En 1958, les chiffres correspondants pour le Danemark renvoyaient à des proportions apparemment proches puisque à 43 330 établissements industriels correspondaient 73 643 établissements commerciaux, soit 1,6 organisme de distribution par unité de production. Un examen plus approfondi manifeste, toutefois, une différence fondamentale entre les deux pays : pour 1962, les salariés relevant de l'entreprise commerciale ressortissaient, pour la France, à 2 591 000 unités, soit 2,2 salariés par établissement commercial, contre 354 238 salariés pour le Danemark, soit (en y comprenant hôtels et restaurants), 4 unités salariales par établissement commercial : en revanche, 85 % des établissements industriels danois occupaient en 1958 moins de 10 salariés alors que les unités productives françaises salariaient moins de 10 personnes n'atteignaient pas, en 1958, 37 % de l'ensemble des établissements industriels, ni 47 % en 1962. **Des entreprises commerciales deux fois plus fortes et des unités industrielles deux fois plus petites qu'en France - telle est, donc, au moins en gros, la caractéristique globale la plus frappante du secteur non-agri-**

cole de l'économie danoise. Elle permet, d'emblée d'exclure que les dimensions relativement restreintes des structures du secteur secondaire s'y expliquent sans plus, par les dimensions restreintes mêmes du territoire danois. En fait, face à l'option de gigantisme qui paraît présentement marquer l'évolution industrielle des principaux pays occidentaux, l'industrie danoise semble relever d'un choix sensiblement inverse : dans une très grande mesure elle pose le problème et motive des questions dont la portée dépasse, à coup sûr, le seul Danemark. On le mesurera, au reste, encore mieux si l'on ajoute que près de 70 % des unités industrielles danoises n'emploient pas cinq salariés.

UNE INDUSTRIE SUR LA VOIE DE LA PUISSANCE

Et ce, non point dans le cadre d'une industrie qui serait marginale par rapport à l'ensemble de l'économie. Le tableau 1, ci-après, le montre : si l'industrie française — qui dispose de près de deux siècles d'existence et d'expérience et d'une couverture nationale très large de ses besoins en matières premières — fournissait 44 % du produit national brut (prix courants), l'industrie danoise, quant à elle, participait pas pour moins de 31,6 % au produit national. Soit près du double de l'apport de l'agriculture pour un effectif de producteurs qui n'excède pourtant que de 40 % celui des travailleurs ruraux

CONS
C'es
pemen
à ma
indica
nant
moins
jonctu
absolu
rieur
noter

Me
Co
Pr
Co
Pr
Te
Ve
An
Bo
Or

Sou

M
C
M
M
T
P
P
A
B
H
P
E
C
F

Sou

CONSECRATION DE LA VOCATION EXPORTATRICE

C'est, précisément, à ce titre, que les développements intervenus à partir de mi-1963, prêteraient à malentendu s'ils étaient seulement rapportés aux indications intérieures traditionnelles : le fait dominant qui marque 1964, en effet, réside beaucoup moins dans l'alourdissement, indéniable, de la conjoncture domestique, que dans le climat et les termes absolument neufs qui marquent le commerce extérieur danois. Sans doute l'O.C.D.E. (*loc. cit.*) peut noter : « La demande nette de l'étranger a été le

principal moteur de l'expansion (danoise) en 1963 ». Il faudrait, à coup sûr, dire plus. Et pas seulement que l'accroissement de 14 % intervenu dans les exportations 1963 — niveau pratiquement maintenu en 1964 — est, en lui-même, révélateur. Si, en effet, 1964 fait apparaître un considérable gonflement du déficit, c'est qu'au triple titre des équipements, du matériel de transport, des métaux de base et des produits chimiques, les commandes danoises à l'étranger débordent de 25 à 40 % les chiffres de 1963 et de proportions presque aussi appréciables, ceux de 1962.

TABLEAU V

Structure des Exportations
en 1963 et 1964

(MILLIONS KR)	JANVIER		DÉCEMBRE	
	1963	% du total des export.	1964	% du total des export.
Machines et Equipements	2 066	15,9	2 241	15,5
Conserves alimentaires	650	5,0	688	4,7
Produits chimiques	601	4,6	687	4,7
Constructions navales	593	4,5	582	4,0
Produits métallurgiques	354	2,7	432	3,0
Textiles	254	1,9	327	2,2
Vêtements	207	1,5	252	1,7
Ameublement	196	1,5	257	1,7
Boissons	145	1,1	168	1,1
Graisses animales et végétales	128	0,9	130	0,9

Sources : Monthly Review of the Economic Situation in Denmark, Vol. XXXV, n° 1, 15/11/65, by Den Danske Landmandsbank.

TABLEAU VI

Structure des Importations
en 1963 et 1964

(MILLIONS KR)	JANVIER		DÉCEMBRE		% + ou - 1964/63
	1963	% du total des import.	1964	% du total des import.	
Machines et équipements	2 287	15,6	2 806	15,6	+ 22,7
Carburants et lubrifiants	1 897	12,9	2 054	11,4	+ 8,2
Matériel de transport	1 209	8,2	1 700	9,4	+ 40,5
Métaux de base	1 171	7,9	1 626	9,0	+ 38,8
Textiles bruts et semi-finis	1 033	7,0	1 235	6,8	+ 19,5
Produits chimiques	875	5,9	1 067	5,9	+ 22,0
Papier et pulpe	525	3,5	623	3,4	+ 18,5
Aliments de bétail	512	3,4	619	3,4	+ 20,9
Bois brut et manufacturé	487	3,3	631	3,5	+ 29,5
Huiles fines	355	2,4	361	2,0	+ 1,5
Produits métallurgiques	334	2,2	398	2,2	+ 18,9
Céréales brutes ou manufacturées	282	1,9	429	2,3	+ 51,7
Engrais	279	1,9	275	1,5	- 1,4
Cautchouc, brut ou manufacturé	230	1,5	284	1,5	+ 2,3
Fibres textiles	218	1,4	230	1,2	+ 5,4

Source : Monthly Review of the Economic Situation in Denmark, vol. XXXV, vol. n° 1, 15/11/1965 ; Den Danske Landmandsbank.

TABLEAU VII

I - Evolution comparée des importations mensuelles

	1961/62	1962/63	% + ou - 1962/61	1963/64	% + ou - 1963/62
	MILLIONS DE COURONNES				
Juillet	1 012	1 526	+ 50,7	1 289	- 15,5
Août	1 001	1 130	+ 12,9	1 125	- 0,4
Septembre	1 031	1 161	+ 12,6	1 176	+ 1,2
Octobre	1 216	1 317	+ 8,3	1 249	- 5,1
Novembre	1 245	1 222	- 1,8	1 307	+ 6,9
Décembre	1 149	1 271	+ 10,6	1 378	+ 8,4
Janvier	1 186	1 199	+ 1,0	1 495	+ 24,6
Février	1 134	1 044	- 7,9	1 306	+ 25,0
Mars	1 195	1 131	- 5,3	1 356	+ 19,8

II - Evolution comparée des exportations mensuelles

Juillet	803	906	+ 12,8	1 038	+ 14,5
Août	828	875	+ 5,6	987	+ 12,8
Septembre	918	900	- 1,9	1 102	+ 22,4
Octobre	964	1 099	+ 14,0	1 091	- 0,7
Novembre	931	959	+ 3,0	1 179	+ 22,9
Décembre	1 039	1 102	+ 6,0	1 256	+ 13,9
Janvier	892	964	+ 8,0	1 114	+ 15,4
Février	820	959	+ 16,9	1 081	+ 12,7
Mars	998	1 064	+ 6,6	1 149	+ 7,9

Sources : Denmark, Quarterly Review, Kjøbenhavns Handelsbank, n° 3-4, 1963 ; 1 ; 1964.

UNE CRISE DE CROISSANCE DONT L'ISSUE EST POSITIVE

Dans un tel déficit et pour une large mesure, il y a ce que l'on pourrait appeler un « déficit d'expansion », qui impose de considérer l'état des balances sous un angle ne relevant qu'avec prudence de la comptabilité stricte. Et il convient, non moins, d'y voir la confirmation du sens véritable revêtu par la part énorme qu'occupent, en 1964, les investissements dans l'utilisation des revenus nominaux. Le clivage vrai entre la période qui précède et celle qui suit les mesures de 1962-1963 semble bien suivre la ligne qui sépare l'une de l'autre, par les états d'esprit, par la forme d'emploi des revenus, par la structure de la demande, une société qui souhaite consommer d'une société qui veut produire. Le pronostic pour 1965 rend donc peu douteux un accroissement vraisemblablement

important du produit national. Si l'O.C.D.E. (loc. cit.), les Pouvoirs publics danois et même qu'en conditions non-inflationnistes et en termes réels, une augmentation de 4 % du P.N.B. s'accompagne d'une progression des importations de l'ordre de 150 millions US \$: un tel chiffre représente un développement de 7 à 8 % des exportations et en fait — de 15 % des exportations industrielles — un fort mouvement d'équipement qui marque 1964 justifie de présumer qu'une semblable avance n'est certainement pas hors de portée du Danemark et confirme, du même coup, que celui-ci, de plus en plus, tendra à dépendre du dynamisme de ses industries. Sous cet angle, il ne paraît ni hors de propos ni à considérer que la crise de 1962-63 était, spécifiquement, de croissance, ni aventuré de soutenir que l'économie danoise en sort, vraisemblablement, forcée.

TABLEAU I

Pourcentage de participation des différents secteurs de production au produit national brut (prix courants) en France et au Danemark de 1959 à 1962.

	FRANCE				DANEMARK			
	1959	1960	1961	1962	1959	1960	1961	1962
Agriculture, Sylviculture	10,4	10,8	9,9	10,2	15,5	14,5	13,6	12,8
Industrie	45,2	45,0	45,2	44,4	30,8	31,6	30,9	31,6
Bâtiments et Travaux Publics	8,3	7,7	7,6	7,7	7,3	7,4	8,1	8,1
Commerce, Services et Divers	26,1	26,5	37,3	37,7	46,4	46,5	47,4	47,5
	100	100	100	100	100	100	100	100

C'est dire que l'industrie constitue, pour le Danemark, une donnée économique majeure dans le bilan national et, en fait, la donnée économique désormais dominante. Or, il n'est pas inutile de souligner que ce bilan national n'est pas de ceux que l'économie européenne, dans son ensemble, puisse négliger et, encore moins l'économie française. En 1962 et par tête, le produit national danois l'emportait de 15 % sur le produit national français, la production agricole de 52 % et l'industrie danoise ne concédait que 30 % à la France sur le montant des biens produits par tête, le Danemark, au reste, se rattrapant dans le secteur des services avec une avance de 28 % sur la France. Mais il convient surtout d'ajouter qu'en ce qui concerne l'exportation des produits industriels, le Danemark exportait, en 1962 et par tête, une contre-valeur de 754 911 F contre 464 393 F pour la France, c'est-à-dire 62 % de plus, les chiffres absolus étant de 3,40 milliards F pour les exportations industrielles danoises et de 21,45 pour la France, soit un rapport de 1 à 6, alors que le rapport entre les deux populations est de 1 à 10 et celui entre la surface des deux territoires de 1 à 12.

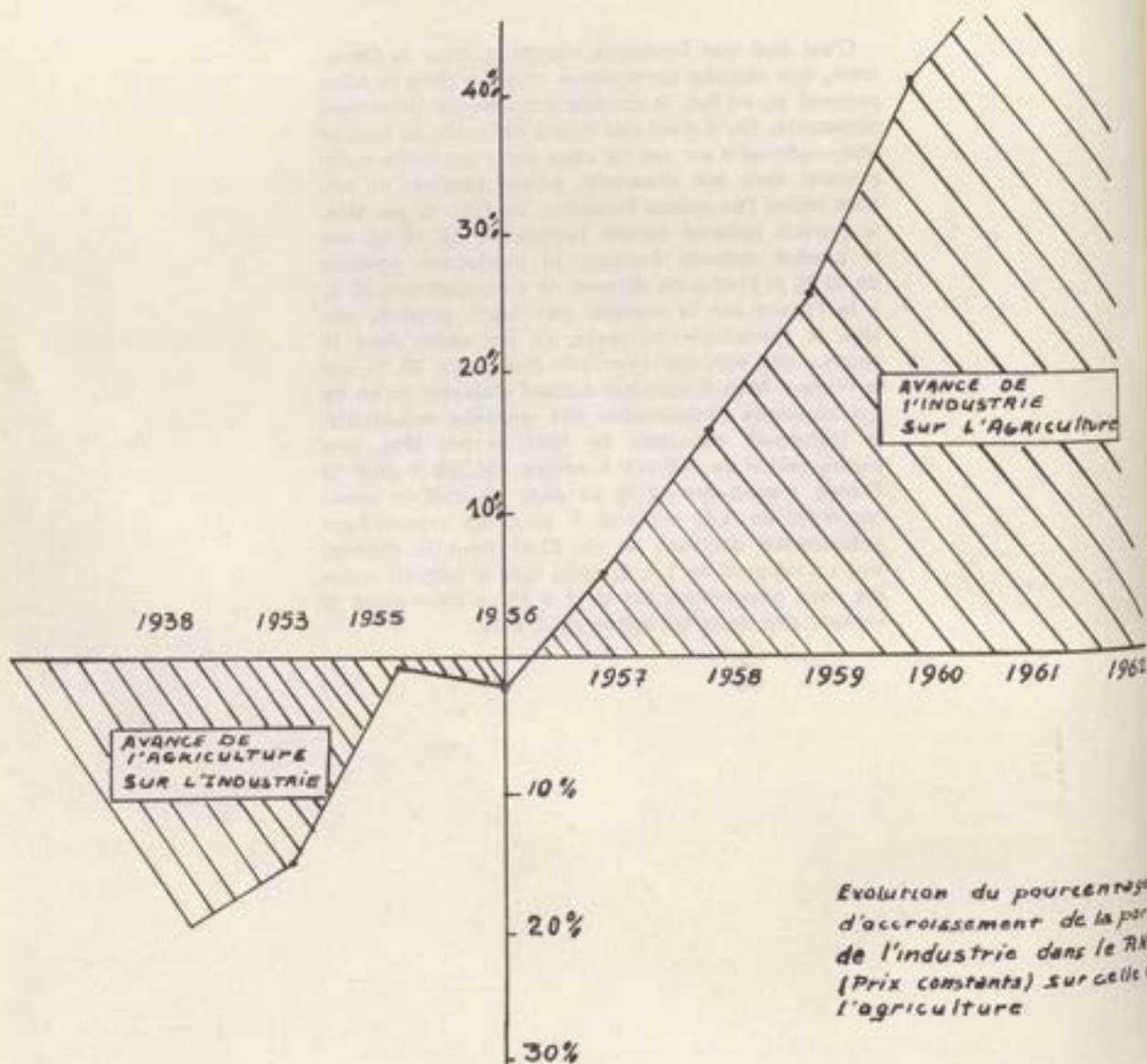
UNE INDUSTRIE QUI N'A PAS DIX ANS

Là, toutefois, n'est pas le plus frappant. Le graphique I, ci-dessous, le montre : en 1962, la participation de l'industrie danoise au produit national brut (prix constants) excédait de 61 % celle de l'agriculture ; en 1938, la contribution de cette dernière au bilan national dépassait d'un cinquième celle de l'industrie. La courbe fait apparaître que le renversement des rapports entre les deux secteurs se situe en

1956-57, et fixe ainsi le moment auquel, économiquement, l'industrie danoise atteint à sa majorité : fait, et en tant que composante désormais majeure de l'économie nationale, l'industrie danoise n'a pas dix ans et c'est donc, en moins d'une décennie — un rythme d'accroissement qui dépasse régulièrement 10 % par an — qu'elle est parvenue à porter sa production à un niveau correspondant à deux fois celui atteint par une agriculture qui est, pourtant, un des plus « productivistes » du monde.

GRAPHIQUE I

Evolution du pourcentage d'accroissement de la part de l'industrie dans le produit national brut (prix constants) sur celle de l'agriculture.



L'EXPANSION N'A PAS JOUÉ AU DÉTRIMENT DE LA DIVERSIFICATION

On ajoutera qu'un des traits les plus remarquables de cette évolution — et la présente étude s'efforcera de le montrer — c'est qu'une telle croissance n'est nullement due au développement rapide, privilégié et spécifique, d'un type particulier d'industrie. Le degré de diversification du secteur secondaire danois, qui se révèle exceptionnellement élevé, est demeuré sauf. Le fait que le Danemark, qui ne dispose d'aucune matière première majeure ou originale qui justifierait, au détriment des autres types d'industrie, une mobilisation massive des investissements autour d'elle, peut l'expliquer : mais en partie seulement. Car l'on pourrait, sous cet angle, tenir les produits agricoles bruts pour une véritable matière première nationale, — et, néanmoins, le chiffre d'affaires des industries alimentaires danoises n'atteignait pas en 1961, 60 % de celui des industries métallurgiques. En réalité, le souci absolument systématique de commercialisation qui anime le Danemark, — dont l'économie dépend, plus que beaucoup d'autres, de ses avoirs en devises — lui impose d'ouvrir le plus possible l'éventail de ses offres tout en dotant celles-ci des

critères de qualité les plus élevés : ce sont là des facteurs qui présupposent, avant tout, un haut niveau technique et, l'on dirait presque : une responsabilité particulière des producteurs, — et qui, du même coup, ne trouveraient guère leur expression dans les macro-structures épaisses d'un petit nombre d'industries de masse. Un primat de la qualité des producteurs sur la quantité de production et une société de fabricants plus encore qu'une collectivité de machines : ce n'est, assurément, pas dire que l'industrie danoise produise peu et soit insuffisamment équipée. En fait, nombreux sont les domaines où la production par tête l'emporte sur la plupart des chiffres ouest-européens correspondants et plus nombreux encore ceux en lesquels le taux d'investissement force l'étonnement. Mais, jusqu'à présent — sans que la création d'une puissance industrielle implique ou impose un épaissement des structures humaines de production et sans que la constitution d'une industrie paraisse avoir pour contrepartie une élimination nécessaire des industries.

LES COMPOSANTES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE

Il faut ajouter : diversité équilibrée et répartie par fractions à peu près égales entre biens de consommation et biens de production. Certes, les industries alimentaires (si l'on y intègre l'industrie des boissons et celle des tabacs) constituent le groupe producteur le plus important de secteur secondaire. Tout d'abord par la main-d'œuvre, qui ressortissait, en moyenne, pour 1958, à 15 % de l'effectif total des salariés (1), — et, ensuite, par le chiffre d'affaires qui couvrait, en 1962, 22,5 % du chiffre d'affaires global du secteur secondaire. Mais il y a là une caractéristique qu'explique avant tout le souci danois de transformer et de valoriser la partie la plus importante possible d'une production agricole très forte. Le compartiment des biens de consommation non alimentaires (textiles, habillement, chaussures, ameublement, bois, papier, industries graphiques) produisait, quant à lui, en 1962, 24 % du chiffre d'affaires global de l'industrie : considéré sous l'angle de l'emploi, et du point de vue des établissements occupant plus de dix salariés, il intéressait 31 % de la main-d'œuvre nationale. Le reste — c'est-à-dire 53 % du chiffre d'affaires de l'industrie — constituait, pour 50 % la part dévolue à la manufacture des biens de production ou des autres biens de consommation, — et ce, pour un emploi ressortissant à 52 % de la main-d'œuvre nationale. Autrement dit, l'industrie des biens

durables et celle des biens non-durables, à peu de choses près, s'équilibraient, tant du point de vue du chiffre d'affaires que de celui de la main-d'œuvre. Le tableau II, ci-après, montre par ailleurs, — et en ce qui concerne plus particulièrement l'évolution du chiffre d'affaires — que la distribution des activités se révèle stable. Le tableau III, qui suit, permet la comparaison avec cinq pays du Marché Commun, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Suède : il justifierait de nombreuses réflexions qu'on limitera ici en soulignant, par la part importante qu'accorde le Danemark aux industries alimentaires, la solidité remarquable de l'articulation entre les secteurs primaire et secondaire et en reconnaissant, en outre, par le niveau déjà élevé qu'occupe l'ensemble métallurgie-chimie, le dynamisme exceptionnel dont a su faire preuve l'économie danoise en promouvant une telle infrastructure en dépit du poids exercé à ses frontières mêmes par les industries allemande et suédoise.

(1) 14,4 % en 1962 si l'on considère ce que les statisticiens danois appellent les « principaux établissements » ; 15,4 % en 1961 si l'on considère la totalité de la branche industrielle.

TREKANTED OLA TABLEAU II M HONDANED I
HONTAONHNSVVO AJ 30

Evolution et ventilation du chiffre d'affaires global
des industries danoises en 1961 et 1962

	1962		1963	
	MILLIONS KR.	% du chiffre d'affaires de toute l'industrie	MILLIONS KR.	% du chiffre d'affaires de toute l'industrie
Industries alimentaires	3 862	17,24	4 303	18,47
Boissons	690	3,09	746	3,20
Tabacs	490	2,18	518	2,22
Textiles	1 226	5,47	1 268	5,44
Habillement et chaussures	1 186	5,29	1 170	5,02
Bois	644	2,87	670	2,88
Ameublement	383	1,70	377	1,61
Ind. du papier	777	3,46	796	3,41
Ind. graphiques	1 032	4,60	1 115	4,78
Cuir	137	0,61	143	0,61
Caoutchouc	180	0,80	178	0,76
Industries chimiques	1 960	8,75	2 053	8,81
Huile et charbon	430	1,91	518	2,22
Céramique, pierre et verre	1 119	4,99	1 072	4,60
Métallurgie primaire	411	1,83	390	1,67
Fer et Acier	1 153	5,14	1 175	5,04
Ind. métallurgiques	2 705	12,07	2 794	11,99
Equipements électriques	1 715	7,65	1 688	7,24
Matériel de transport	1 699	7,58	1 677	7,20
Autres industries	600	4,18	634	2,83

TABLEAU III

Groupes d'activités industrielles au Danemark et dans
divers pays (en pourcentage de la production industrielle de chaque pays)

	Alimentation	Textiles	Métaux de base	Transformation des métaux	Chimie	Autres	Total
Allemagne Fédérale	15,7	6,6	8,1	35,8	12,9	20,9	100
Autriche	11,4	9,9	19,4	29,2	9	21,1	100
Belgique	13,9	7,6	13,6	27,7	7,7	29,5	100
Etats-Unis	12,4	3,5	7,6	38,4	11,2	26,9	100
France	18,4	8,9	6	33,2	11,7	21,8	100
Grande-Bretagne	10,7	7,1	8,4	42,1	10,3	21,4	100
Italie	16,9	9,7	8,5	27,6	15,7	21,6	100
Pays-Bas	18,7	7,7	4,6	31,4	11,1	26,5	100
Suède	14,5	5,1	10,4	30,5	6,9	32,6	100
1962							
DANEMARK	20,33	10,76	6,07	19,65	8,75	34,44	100

L'EXPANSION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE CONTINUE DE L'EMPORTER SUR CELLE DES SERVICES

Le graphique I faisait déjà apparaître à quel rythme, depuis 1958, s'est réalisée l'expansion de l'industrie danoise. C'est à partir de 1957, on le sait, que la part de l'industrie dans le produit national brut l'emporte sur celle de l'agriculture. Mais il vaut de souligner, plus précisément, que si, en 1962, l'industrie contribue pour 10 500 millions KR. à un produit national brut de 50 216 millions KR. — en 1938, la valeur de la production industrielle se limitait à 1 123 millions KR (1). Assurément, l'exhaussement sensible des prix rend partiellement compte d'une progression qui, avec une avancée de 830 %, relèverait quasiment de l'explosion. Partiellement, sans plus : car, considérée à prix constants (prix 1955), la montée de

l'industrie danoise n'en ressortit pas moins, à partir de 1938, à 159 %, à partir de 1955, à 55 % et à 44 % depuis 1957, — c'est-à-dire à une évolution dont le rythme ne cesse de s'accroître. Le tableau IV, ci-dessous, fait apparaître l'ampleur du phénomène : il permet, en particulier, d'observer que la progression de l'industrie est si vive qu'elle tend à l'emporter sur celle des services. En prix constants, et de 1953 à 1962, la première avance, en effet, de 75 % contre 55 % pour les seconds. On notera qu'il en est pas de même pour la France où, de 1954 à 1960, les services gagnent 4 % sur le développement propre de l'industrie (I.N.S.E.E., *Tableaux de l'Economie française*, 1960 ; p. 212) — tout en confirmant, au reste, la tendance pour la séquence 1959-1962 durant laquelle ils progressent de 38 % contre 29 % pour l'ensemble du secteur secondaire (I.N.S.E.E., *ibid.*, 1963 ; p. 232).

TABLEAU IV

L'évolution des grands ensembles économiques au Danemark et en France (en pourcentage d'accroissement ou de décroissance de la production annuelle)

DANEMARK	1938	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Agriculture	0	+ 43	- 7,3	+ 0,1	+ 4,7	+ 8,7	- 2,6	- 4,1	+ 6,8	+ 3,5	+ 2,6
Industrie	0	+ 51	+ 8,4	+ 1,8	+ 1,3	+ 6,1	+ 4,1	+ 12,0	+ 10,4	+ 4,3	+ 7,1
Services	0	+ 32	+ 5,3	- 1,2	- 0,6	+ 7,3	+ 6,1	+ 8,9	+ 7,5	+ 8,5	+ 3,7
							FRANCE				
							Agriculture		+ 12,7	- 5,5	+ 8,9
							Industrie		+ 8,3	+ 5,4	+ 5,7
							Services		+ 7,3	+ 6,1	+ 6,6

UN TAUX D'ACCROISSEMENT SANS EQUIVALENT EN EUROPE OCCIDENTALE

La fermeté d'une telle croissance suppose, bien entendu, le maintien des investissements à un niveau exceptionnellement élevé — et, pratiquement, sans équivalent en Europe Occidentale. De 1957 à 1962, les investissements industriels danois, ont, grosso

modo, triplé et, de 1959 à 1962, doublé. Sans, d'ailleurs, que les investissements proprement agricoles en subissent la conséquence. Ces derniers restent fermes et, jusqu'en 1960, l'emportent en montant brut sur les investissements industriels. En fait, c'est d'elle-même, par elle-même, que naît l'industrie danoise, — et non point par transfert, subreptice ou avoué, de moyens prélevés sur le secteur primaire.

(1) Prix courants.

Le graphique 2, ci-après, établi en fonction de l'évolution annuelle des pourcentages d'accroissement respectifs du produit national brut, de la production industrielle et du montant des investissements industriels, montre, au reste, le rôle décisif joué par ceux-ci dans le « décollage » progressif du dispositif de production. De 1958 à 1959, les investissements s'accroissent de 29 %, puis de 42 % entre 1959 et 1960, et augmentent encore de 21,5 % entre 1960 et 1961 :

de tels coups « d'accélérateur » expliquent qu'à partir de 1961 les profils s'adoucissent. Mais le tableau V, qui suit le graphique, et qui compare, de 1959 à 1962, pour le Danemark et la France, l'évolution du rapport entre le montant de la production industrielle et celui des investissements, rend manifeste qu'en 1961 et 1962, le souci et la capacité d'investissement de l'industrie danoise restent remarquablement forts.

GRAPHIQUE II

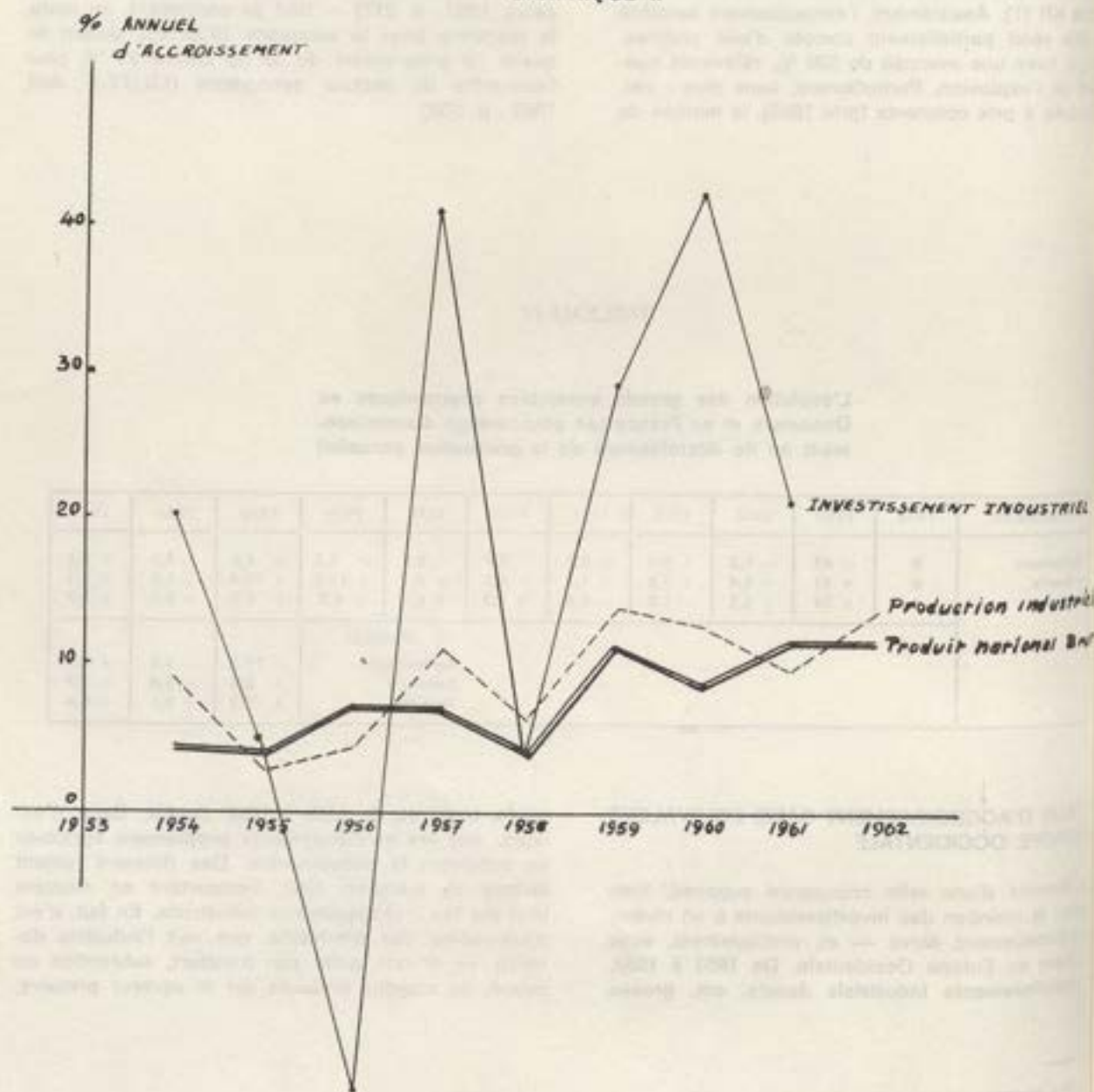


TABLEAU V

Comparaison entre le Danemark et la France, de l'évolution du rapport entre le montant de la production industrielle et celui des investissements (de 1959 à 1962)

	DANEMARK			FRANCE		
	Production industrielle millions KR	Investissements Industriels millions KR	% de l'investissement par rapport à la production	Production industrielle milliards de F	Investissements Industriels milliards de F	% de l'investissement par rapport à la production
1959	7 374	971	13,1	108,2	10,5	9,7
1960	8 362	1 386	16,0	119,8	12,4	10,3
1961	9 213	1 685	18,2	129,1	15,1	11,7
1962	10 500	1 817	17,3	140,5	16,8	11,9

DYNAMISME DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Le tableau VI regroupe les données actuellement disponibles relatives au rapport entre le chiffre d'affaires et le volume des investissements pour les différents compartiments industriels. Bien que les chiffres d'affaires intéressent les années 1962-1963 et les investissements réalisés les années 1961-1962, on notera le dynamisme tout particulier dont font preuve les industries chimiques. Certes, la progression des investissements ne ressortit qu'à 14,7 % pour un développement du chiffre d'affaires limité à 4,7 %.

contre 22,4 % pour les industries alimentaires et 33,2 % pour la confection et la chaussure. Mais le rapport entre les sommes investies et les affaires réalisées dépasse, pour les industries chimiques, 15 %, — soit le triple du niveau atteint par les industries alimentaires et le double de celui des industries métallurgiques. Il y a là un parti-pris systématique d'investissement qui ne saurait tromper, — et qui laisse augurer que le domaine de la chimie, notamment dans les départements de l'industrie pharmaceutique, est appelé à constituer un des prochains terrains d'expansion de l'industrie danoise.

TABLEAU VI

Rapport entre le chiffre d'affaires et le volume des investissements pour les différents compartiments industriels (1962 - 1963)

	Chiffre d'affaires		% d'augmentation ou de diminution	Investissements réalisés		% d'augmentation ou de diminution
	1962 *	1963 *		1961 *	1962 *	
Industries alimentaires	4 552	4 779	+ 4,9	221,3	270,9	+ 22,4
Industries textiles	1 226	1 268	+ 3,4	63,1	65,6	+ 3,9
Vêtements et chaussures	1 186	1 170	- 1,3	28,9	38,5	+ 33,2
Bois et ameublement	1 027	1 047	+ 1,9	57,3	61,4	+ 7,1
Papier et ind. graphiques	1 809	1 911	+ 5,7	137,5	118,3	- 13,9
Industries chimiques	1 960	2 053	+ 4,7	298,0	341,6	+ 14,7
Verreries, céramique, ciment	1 119	1 072	- 4,7	137,7	138,7	+ 0,7
Métallurgie	4 269	4 359	+ 2,1	357,4	390,4	+ 9,2
Matériel de transport	1 699	1 677	- 1,3	67,8	77,9	+ 14,8

* Millions de KR.

VALEUR DE LA PRODUCTION ET VALEUR AJOUTÉE

Le constant souci d'investissement qui anime l'industrie danoise, revêt, au surplus, d'autant plus de signification que le Danemark — on le sait — doit importer une partie très considérable des matières premières transformées par le secteur secondaire. En 1962, par exemple, les importations de matières premières ou de semi-bruts ne ressortissaient pas à moins de 52 % de la valeur totale de la production finale, — soit 12,5 milliards KR, pour un produit industriel brut de 23,7 milliards. Sous cet angle, l'examen du taux de valeur ajoutée par type d'industrie présente une grande importance tant en ce qui con-

cerne les niveaux respectifs de transformation que ce qui concerne le degré de productivité. Le tableau VII ci-après, classe les différentes industries dans des d'une part en fonction de la valeur brute de la production, d'autre part en fonction du montant de la valeur ajoutée et, enfin, en fonction de l'effectif employé. Comme on le voit — et si l'on tient compte de la place occupée par chaque industrie à chacun de ces trois titres — ce sont les industries métallurgiques qui arrivent en tête, suivies des industries de ciment, du verre et de la céramique, les industries électriques, puis les industries graphiques, conjointement à celles de la confection et de la chaussure, — les industries alimentaires et celles des matériels de transport occupant, ensemble, la sixième place.

TABLEAU VII

Production brute, valeur ajoutée et effectif salarié 1962
pour les principaux établissements industriels

	Valeur brute de la production	Rang dans la prod. ind. totale	Valeur ajoutée	Rang dans la prod. ind. totale	Effectif salarié	Rang dans la prod. ind. totale
Ind. alimentaire	3 849 162	1	1 045 764	19	28 140	3
Ind. de boissons	693 170	13	472 031	2	14 674	10
Tabacs	525 938	15	290 153	5	7 649	15
Ind. textiles	1 301 277	7	572 905	13	19 719	8
Habill. et chaussures	1 325 182	6	621 139	11	24 675	5
Prod. du bois	711 658	12	361 650	10	13 752	11
Meubles	461 547	15	250 430	7	8 346	14
Ind. du papier	823 738	11	363 965	12	9 963	13
Ind. graphiques	1 130 671	10	742 434	3	15 199	9
Cuir	146 922	19	59 021	16	2 041	18
Caoutchouc	196 517	18	109 696	4	3 607	16
Ind. chimiques	2 029 396	3	816 498	15	11 954	12
Huile et charbon	391 138	17	160 788	14	2 030	19
Verre, ciment, céramique	1 123 560	9	776 838	1	20 108	7
Métall. primaire	534 056	14	190 025	8	2 719	17
Ind. Métallurg.	1 278 954	8	690 829	18	20 783	6
Métall. lourde	2 919 095	2	1 588 387	6	43 367	1
Ind. technique	1 176 394	5	895 689	9	26 480	4
Matériel de transport	1 923 718	4	764 384	17	28 752	2

L'examen des investissements par rapport à la valeur ajoutée — tel que l'effectue le tableau VIII, ci-après — permet par ailleurs, de compléter une vue d'ensemble des industries danoises. Les industries alimentaires et les productions métallurgiques, qui représentent 36 % de la production brute et 31 % du montant total de la valeur ajoutée, réalisent des investissements qui ressortissent à 35 % de l'investissement industriel total, — avec, au reste, un fort taux d'investissement par rapport à la valeur ajoutée. Et, en ce cas, c'est le volume même de la production brute, plus encore que la rentabilité intrinsèque,

qui explique, et, sans doute, impose l'énergie de l'investissement, visant, avant tout à maintenir une position acquise. En ce qui concerne les industries de ciment, du verre et de la céramique, il semble que ce soit la rentabilité propre de la production qui crée les conditions de trésorerie d'un investissement — qui paraît, dans ce compartiment, beaucoup plus dirigé vers l'équipement pur (61 % du montant des investissements contre une moyenne nationale de 49,3 %) que vers l'investissement immobilier (33,8 % contre une moyenne nationale de 40,8 %). Par contre, l'effort exceptionnel des industries chimiques confirme

l'observation faite plus haut : il s'agit, apparemment, là, d'une action davantage menée en fonction de l'avenir que du présent et se proposant plus de conquérir que de préserver des positions : on notera,

d'ailleurs, la part considérable occupée par l'immobilier dans les investissements de l'industrie chimique (57,6 % contre une moyenne nationale de 42 %).

TABLEAU VIII

L'investissement par rapport à la valeur ajoutée

	Valeur brute de la production	Valeur des matières premières et du matériel	Valeur ajoutée	Montant des investissements	% des investissements par rapp. à la valeur ajoutée
Industries alimentaires	3 849 162	2 803 398	1 045 764	270 952	25,9
Ind. textiles	1 301 277	728 372	572 905	65 623	11,4
Habill. et chaussures	1 325 182	704 043	621 139	38 593	6,2
Bois et ameubl.	1 173 405	561 325	612 080	61 417	10,0
Papier et ind. graphiques	1 954 409	848 010	1 106 399	118 311	10,6
Ind. chimiques	2 029 396	1 212 898	816 498	341 613	41,8
Ciment, verre et céramique	1 123 560	346 722	776 838	138 769	17,8
Métallurgie	4 732 105	2 262 864	2 469 241	390 462	15,8
Ind. matériel transport	1 923 718	1 159 334	764 384	77 938	10,1

TROIS TYPES D'INDUSTRIE

a) Industries alimentaires

En 1962, les industries alimentaires couvraient, en valeur, 16 % de la production industrielle brute — contre, respectivement, 19,8 % pour l'ensemble des industries métallurgiques, 8,5 % pour les industries chimiques et 8,1 % pour les industries du matériel de transport. En 1961, elles employaient 61 622 personnes, — soit 15,4 % de l'ensemble de la main-d'œuvre industrielle. Les conserveries de viandes, légumes, fruits et poissons en représentaient la partie principale avec 49,9 % de la production alimentaire pour 52 % de la main-d'œuvre. Elles étaient suivies par les minoteries, avec 9,2 % de la valeur de la production et 6,7 % de la main-d'œuvre ; l'industrie des produits du lait (8,8 % de la production ; 3,6 % de la main-d'œuvre) ; les raffineries de sucre (6,5 % de la production ; 8,6 % de la main-d'œuvre) ; la confiserie (6 % de la production ; 11 % de la main-d'œuvre) ; la margarinerie (5,6 % de la production ; 2,2 % de la main-d'œuvre).

b) Industries chimiques

Considérée du point de vue de ses principaux établissements, l'industrie chimique fournissait, en valeur, 8,5 % de la production industrielle brute. En 1961, et pour l'ensemble des établissements, elle

employait 27 376 personnes, soit 6,8 % de la main-d'œuvre industrielle totale. En 1962, et du point de vue de la structure interne, les huileries et dérivés fournissaient 22 % du chiffre d'affaires global, suivies par les produits pharmaceutiques (15,1 %) ; les laques, peintures et vernis (13 %) ; la savonnerie et les cosmétiques (13 %) ; la fabrication de poudre d'os et de viande (11,1 %) ; les produits chimiques de base et les engrais (11 %). Du point de vue des exportations, les substances chimiques organiques et les produits pharmaceutiques arrivaient en tête.

c) Industries métallurgiques

Prises en bloc, les productions relevant du métal couvraient, en 1962, pour les principaux établissements, 20 % de la valeur de la production industrielle du Danemark. En 1961, l'ensemble du secteur métallurgique employait 117 255 salariés, soit 29,3 % de la main-d'œuvre industrielle nationale. De loin, les fabrications relevant de la mécanique et les fonderies d'acier constituaient la partie la plus importante du secteur métallurgique (61 % de la production totale). L'examen des postes d'exportation fait apparaître la place prédominante des fabrications mécaniques à haut degré de finition technique. En tête des équipements exportés figuraient, en 1962, les équipements miniers et de fonderie (concasseurs, séparateurs, mélangeurs) ; les pompes à air et compresseurs ; des types variés de machines-outils, de fours,

des moteurs Diesel : la liste des équipements de haute mécanique fabriqués et exportés par l'industrie danoise comportait, au reste, cette année-là, plus de 75 types de fabrication, couvrant pratiquement tous les domaines de la mécanique appliquée.

LA SITUATION GEOGRAPHIQUE DES INDUSTRIES

La distribution géographique des divers établissements industriels fait apparaître que Copenhague et sa région rassemblent, encore aujourd'hui, près de la moitié des unités de production et de la main-d'œuvre industrielles. De 1958 à 1961, cependant, une évolution se confirme, amorcée depuis 1950, et qui cette fois, joue au bénéfice des provinces. Les tableaux IX et X, ci-après, comparant les chiffres de 1958 et de 1961, en témoignent, — avec, toutefois, certaines nuances à ménager. Dans l'ensemble, en effet, la région de Copenhague se caractérise par une certaine concentration des entreprises, dont le nombre diminue de 0,7 %, bien que la main-d'œuvre y augmente de 10,9 %, — tout en relevant d'un

taux d'accroissement qui est le plus faible de tout le Danemark. Du point de vue de l'implantation d'établissements industriels nouveaux, ce sont les îles, l'Est du Grand Belt, le Jutland septentrional et le Jutland occidental qui arrivent en tête. Du point de vue de la main-d'œuvre, le Jutland méridional — qui était la région la moins industrialisée — fait apparaître le plus fort taux d'accroissement, dû à une poussée considérable de l'emploi dans les industries métallurgiques (+ 61 %).

En ce qui concerne la structure, région par région de l'industrie, on peut noter qu'à l'échelle du Danemark entier, la progression de l'emploi métallurgique l'emporte sur les autres : l'indication est valable pour toutes les parties du pays, et, surtout, pour l'Ouest et le sud du Jutland. De même, c'est l'industrie textile qui témoigne, tant à l'échelle nationale qu'à celle de toute la région, du taux d'accroissement le plus faible, — assorti même, pour la région de Copenhague, pour les îles à l'Est du Grand Belt et pour celles à l'Ouest, de reculs, qui, en ce qui concerne cette dernière région, approchent 8 %. Pour la région de Copenhague, il en est de même des industries du vêtement et de la chaussure.

TABLEAU IX

La structure de l'industrie danoise par région et type d'industrie

	Nombre des Entr.	Effectif du personnel	TYPE DE PRODUCTION										% de la MO nationale				
			Ind. alim.	Ind. text.	Vêsem. et chous.	Bois et ameubl.	Pap. et Ind. graph.	Ind. chim.	Verres, ciment, etc.	Métallorg.	Mat. de transp.	Autr. Indust.					
Région de Copenhague																	
1958	2 520	160 193	20 509	8 351	19 476	4 796	17 616	13 192	6 013	47 666	14 196	8 378	47,9				
1961	2 502	177 805	22 578	7 768	18 955	5 309	20 215	14 832	6 456	58 038	14 622	9 032	44,6				
Iles à l'Est du Gd Belt																	
1958	841	43 454	7 759	632	1 140	5 873	3 404	4 005	4 833	7 888	6 625	1 295	13,0				
1961	955	53 249	8 480	627	1 436	7 146	3 944	4 426	6 652	11 277	7 050	1 911	13,3				
Iles à l'Ouest du Gd Belt																	
1958	543	31 244	4 614	2 128	1 975	3 194	2 278	925	991	10 495	4 135	509	9,3				
1961	576	38 627	5 241	1 958	2 437	3 371	2 981	997	1 309	14 199	841	841	9,7				
Jutland oriental																	
1958	948	47 126	8 283	5 670	5 242	3 149	4 291	3 266	1 797	11 256	2 372	1 800	14,1				
1961	1 017	60 316	9 972	6 352	6 879	4 702	5 297	3 931	2 711	15 520	3 074	2 148	15,1				
Jutland septentrional																	
1958	376	21 264	5 829	1 226	697	789	1 240	924	2 922	3 950	3 560	127	6,4				
1961	427	27 012	7 312	1 304	859	1 324	1 440	1 135	3 696	5 534	4 245	163	6,8				
Jutland occidental																	
1958	583	31 322	5 002	4 317	1 929	1 820	825	1 523	1 069	3 557	581	713	6,4				
1961	663	28 322	6 206	5 339	2 441	2 613	1 020	1 864	1 483	5 666	618	1 072	7,1				
Jutland méridional																	
1958	183	9 946	1 539	1 104	573	631	373	168	681	4 503	325	49	3,0				
1961	187	13 599	1 733	1 173	711	853	434	191	755	7 291	375	83	3,4				
Danemark total																	
1958	5 994	384 563	53 535	23 428	31 032	20 252	30 027	24 003	18 306	89 315	31 794	12 871	100				
1961	6 327	398 930	61 622	24 521	33 918	25 518	35 331	27 376	23 062	117 255	35 077	15 250	100				
% d'augmentation ou de diminution	+ 5,5	+ 19,2	+ 15,1	+ 4,6	+ 9,3	+ 26,0	+ 17,6	+ 14,0	+ 25,09	+ 31,2	+ 10,3	+ 18,4					

TABLEAU X

Pourcentage d'accroissement de diminution ou d'augmentation des entreprises et de la main-d'œuvre
par région et type d'industrie

	Nombre des Entr.	Effect. Employ.	TYPES DE PRODUCTION										Autres indust.
			Ind. alim.	Ind. text.	Vêt. et chauss.	Bois et ameubl.	Papet. et ind. graph.	Ind. chim.	Verre, ciment, etc.	Métallurg.	Masér. transp.		
Région de Copenhague	- 0,7	+ 10,9	+ 10,0	- 0,7	- 2,6	+ 10,7	+ 14,7	+ 12,4	+ 7,3	+ 21,7	+ 3,0	+ 7,8	
Iles à l'Est du Gd Belt	+ 13,5	+ 22,5	+ 10,5	- 0,7	+ 43,5	+ 21,6	+ 15,9	+ 10,6	+ 37,6	+ 42,9	+ 6,4	+ 47,5	
Iles à l'Ouest du Gd Belt	+ 6,0	+ 23,6	+ 13,5	- 7,9	+ 23,4	+ 11,8	+ 30,8	+ 7,8	+ 32,0	+ 35,3	+ 29,5	+ 65,2	
Jutland oriental	+ 7,2	+ 27,9	+ 20,3	+ 12,0	+ 31,2	+ 49,0	+ 23,4	+ 20,3	+ 50,8	+ 37,8	+ 23,1	+ 19,3	
Jutland septentrional	+ 13,5	+ 27,0	+ 25,4	+ 6,3	+ 23,2	+ 67,8	+ 16,1	+ 22,8	+ 26,4	+ 40,1	+ 19,2	+ 28,3	
Jutland occidental	+ 13,7	+ 32,7	+ 24,0	+ 23,6	+ 26,5	+ 43,5	+ 23,6	+ 22,4	+ 38,7	+ 59,2	+ 6,3	+ 50,3	
Jutland méridional	+ 2,1	+ 36,7	+ 17,5	+ 6,2	+ 24,0	+ 35,1	+ 16,3	+ 13,7	+ 10,8	+ 61,1	+ 15,3	+ 69,3	
Total Denmark	+ 5,5	+ 19,2	+ 15,1	+ 4,6	+ 9,3	+ 26,0	+ 17,6	+ 14,0	+ 25,9	+ 31,2	+ 10,3	+ 18,4	

ATLANTIQUE NORD ET CANADA

Canada p. 97

ATLANTIC NORTH WEST

CANADA

CANADA

CANADA

PORTANT A UN NIVEAU RECORD LE TAUX D'EXPANSION DE SA PRODUCTION ET DE SES ECHANGES, TOUT EN CONFIRMANT LE ROLE DESORMAIS DOMINANT ASSUME PAR LE SECTEUR SECONDAIRE DANS LE DEVELOPPEMENT NATIONAL, L'ECONOMIE CANADIENNE ACCEDE PROGRESSIVEMENT AU STADE DE MATURITE ET DE PUISSANCE QUI PEUT, A PLUS LONG TERME, CONTRIBUER A MODIFIER LE RAPPORT DES FORCES ENTRE L'ANCIEN ET LE NOUVEAU MONDE.

LA PROGRESSION DE L'ECONOMIE CANADIENNE NE PEUT, DESORMAIS, QUE FORCER L'ATTENTION INTERNATIONALE ET L'OPINION EUROPEENNE, NOTAMMENT, SERAIT, A COUP SUR, MAL AVISEE SI ELLE NE LUI ATTACHAIT PAS L'EXTREME IMPORTANCE QUI CONVIENT.

I

LA SITUATION GÉNÉRALE

Les deux précédents numéros d'*Inter-Nord* le notaient déjà : expansion forte, certes, sous l'angle des données purement quantitatives ; mais en fait, et plus encore, amorce d'une mutation interne, proprement qualitative, tendant, elle, à modifier les uns par rapport aux autres les poids respectifs des grands secteurs constituants de l'économie.

La part des produits manufacturés finis, principalement métallurgiques, dans le total des exportations canadiennes, témoigne, à cet égard, d'un

comportement révélateur : 4 % environ (matériel automobile, aéronautique ou de transport, et agricole) en 1960, contre 14 % en 1964 et ce, au terme d'une progression significativement régulière, passant par 8 % en 1961, 10 % en 1962, 12 % en 1963. De 1962 à 1965, leur avance intrinsèque est véritablement spectaculaire : en 1963, les exportations de produits manufacturés finis s'accroissent de 19 %, avec des exhaussements ressortissant à 52 % pour les véhicules automobiles, 25 % pour les équipements agricoles et industriels, 26 % pour les équipements aéronautiques ; en 1964,

* Texte établi par M. Daniel NAT.

c'est à rien de moins qu'à 41,2 % qu'atteint, cette fois, le progrès de ces exportations et, pour les véhicules automobiles, il relève de 102 % ; de 130 % pour les équipements aéronautiques. Dans le même temps, les semi-manufacturés exportés ne gagnent que 6 % (1963), puis 12 % (1964) ; les matières premières 4,9 % (1963), puis 13 % (1964), alors que la progression générale des exportations quant à elles, ressortit à 16 % en 1964 et 11 % en 1963.

1964 CONFIRME ET ACCENTUE LES CARACTERISTIQUES DE 1963

Nos deux précédents numéros observaient, assurément, le rôle favorable joué par les facteurs de simple conjoncture, au premier rang desquels les fortes et rémunératrices exportations de céréales (plus d'un milliard de dollars en 1963, soit près du sixième des exportations totales, puis 1 200 millions en 1964), jointes aux effets toujours bénéfiques et toujours rémanents de la dévaluation de 1962. Mais tout en admettant que l'aise d'une balance commerciale et les avantages d'une déflation compétitive des prix sur les marchés extérieurs ne peuvent, certes, être étrangers à la santé d'une économie, « Inter-Nord » tenait pour douteux qu'ils puissent expliquer, en totalité, et l'ampleur et la continuité du progrès canadien. Dès la mi-1963, la question essentielle posée était, en effet, de savoir si le caractère vigoureusement positif revêtu, depuis 1962, par les principales indications intérieures tendrait réellement à persister, étant acquis que, dans l'affirmative, les conclusions qu'il conviendrait d'en tirer ne pourraient se borner à évoquer, sans plus, les effets contingents d'une « phase favorable ». Les caractéristiques finales de l'année 1963 et qui faisaient l'objet de l'étude consacrée au Canada dans le numéro 7, devaient, on le sait, déborder à cet égard les pronostics les plus favorables : le comportement des prix (+ 2 %) confirmait la stabilité, celui de la production (+ 5,4 %) entérinait l'expansion, situant, ainsi, l'ensemble de l'économie dans une perspective d'ascension, à la fois forte et homogène, sans excès ni défaillance et, à ce titre, aussi peu « conjoncturelle » que possible.

Il est peu de dire que 1964 allait accuser encore davantage la vigueur et la cohérence de ce développement : en fait, et tout simultanément, les caractéristiques de stabilité devaient, avec force, gagner encore en fermeté et en signification, tandis que les normes d'expansion, ressortissaient, quant à elles, à des taux quasiment doubles.

Tout au long de 1964, le mouvement des prix se limite, en effet, à une avance nettement inférieure à 1 % contre 2 % en 1963, bien que le commerce de détail ait progressé de deux points indicels sur 1963 ; que le revenu national se soit exhaussé de 7,6 % ; la masse salariale de 8,6 %. En revanche, la production, qui avait déjà gagné, en 1963, 5,4 % sur 1962, allait réaliser, en 1964, un progrès de près de 9 % sur 1963 ; les exportations augmenter de près de 20 % et l'excédent de la balance commerciale, passant de 503 à 700 millions de dollars, marquer rien de moins qu'un débord de 40 % sur 1963. A l'orée de 1965, les indications disponibles établissent, au surplus, que les investissements industriels, qui avaient crû, en 1963, de 4,6 %, représentant alors 16 % de la dépense nationale brute aux prix du marché, avaient effectué, en 1964, une avance plus que quadruple (18 %) et n'étaient plus très éloignés de constituer le cinquième de la dépense nationale brute.

L'on ajoutera que les données statistiques afférentes aux premiers mois de 1965 s'articulent sans flexion ni distorsion aux chiffres de 1964. C'est, certes, dire que le pronostic, pour les périodes terminales de 1965, ne fait déjà plus de doute. Mais c'est, surtout, confirmer que le « décollage » de l'économie canadienne des niveaux où la plus grande partie de l'activité nationale et l'essentiel du commerce extérieur procédaient de la seule production de matières premières ou de semi-manufacturés, est un fait accompli.

A — LA PRODUCTION

1. L'expansion industrielle multipliée par deux

L'examen de la production industrielle pour 1964 ne frappe pas seulement par l'ampleur du progrès quantitatif. Ce dernier, il est vrai, s'avère considérable. En 1963, l'ensemble de la production industrielle avait avancé de 5,4 % sur 1962 et, en observant que la progression, de 1957 à fin 1962, ressortissait à 26 %, soit une moyenne annuelle de 4,3 %, y avait-il sans doute lieu d'en souligner déjà la vigueur. Que dire, dès lors, de 1964, où, cette fois, son avance atteint 8,8 %, soit deux à trois fois plus que durant n'importe quelle année de la séquence 1950-1963 et qu'en dire, surtout, si l'on note que, de 1963 à 1964, l'accroissement du salariat industriel se limite à 4 %, c'est-à-dire un point procentuel de plus seulement qu'en 1963 ? L'indication prend sa pleine signification lorsqu'elle est rapportée à la structure, par origine, du produit domestique réel : celui-ci, en effet, progresse de 5,8 %, mais en supportant, tout à

prise par la mécanisation du secteur primaire sur le développement compensateur d'un secteur secondaire suffisamment fort, jointe, tout à la fois, à l'accroissement très rapide du volume de la population active et au caractère beaucoup plus saisonnier qu'ailleurs de nombreuses activités économiques. Sous cet angle, il semble exclu qu'une observation de la mutation « industrialiste » de la vie canadienne puisse contester l'aspect central et comme probatoire, qu'y revêt le rapport entre la dynamique de l'emploi et celle de la production. Et, à ce même titre, il n'est pas davantage douteux que l'année dernière ne témoigne, à cet égard, d'une portée fondamentale. Elle en témoigne d'autant plus que le recul de la population agricole occupée se confirme (—2,9 % en 1964 contre —1,7 % en 1963), en même temps que celui de la population agricole salariée (—4,8 % contre —5,5 % en 1963), tandis que la population active civile s'accroît de 2,7 % et la population active occupée de 3,7 %. Or, de 1963 à 1964, l'effectif des chômeurs, par rapport à la population active, regresse de 5,5 % à 4,6 % et l'indication générale s'assortit, au surplus, d'indications saisonnières plus révélatrices encore si l'on considère les taux de chômage pour le mois de janvier. Le phénomène, ici, est d'une acception particulièrement claire, qui en fait progressivement apparaître le caractère structurel : 5,9 % en janvier 1965, 6,9 % en janvier 1964, 8,3 % en janvier 1963, 8,5 % en janvier 1962, 10,8 % en janvier 1961, soit une tendance qui paraît bien cesser d'être à court terme.

2. Le rôle de l'industrialisation dans la résorption du chômage

Assurément, serait-il simpliste et sur le terrain des faits immédiats, il serait au surplus faux de lier directement la courbe de l'emploi au potentiel d'absorption de la seule industrie. On trouvera, *in fine*, une rapide étude sur les principaux caractères des récents mouvements de population au Canada, étude qui fait apparaître l'ampleur des tendances à la « déruralisation » : la masse humaine qui émigre vers les villes paraît, dans un premier temps, affluer vers l'emploi tertiaire, qu'elle tend, d'ailleurs, à saturer, puis reflue vers le bâtiment et la construction, embaucheurs faciles et distributeurs de forts salaires. En 1962, les indices de l'emploi (sur la base 1949 : 100) exprimaient la position en flèche de ces compartiments : 156 pour les services, 125 pour le bâtiment, contre 111 pour l'industrie. En 1960, l'écart était encore plus marqué, avec 109 pour les manufactures, 125 — déjà — pour la construction, 145 pour les services. En 1964, le fait essentiel est que l'industrie se situe à 122 (et 130 pour

les productions durables), soit une poussée de près de 11 %, alors que la construction, avec 123, a limité son expansion à 3 %. C'est dire qu'au sein même de l'offre générale d'emploi la différenciation fonctionnelle tend maintenant à s'amorcer et que la capacité de retenue des services et de la construction n'est plus telle qu'un flux croissant de travailleurs ne parvienne désormais jusqu'aux manufactures. Flux croissant et qui ne saurait cesser de l'être, si l'on compare la consistance des salaires distribués de part et d'autre en 1964 : 61 \$/ semaine pour les services contre 89 pour l'industrie (et 96 pour les produits durables). En fait, l'ample refonte des hiérarchies constitutives de l'économie, dont le Canada est présentement le théâtre et qui sera appelée à subordonner progressivement les fonctions distributrices aux fonctions directement productrices, tend à se manifester aussi au sein de la population urbaine active. Récemment, M. Rasminsky, gouverneur de la Banque du Canada, renversant significativement les termes mêmes qui caractérisaient jusqu'à présent l'état du marché canadien du travail, n'exclut plus, au reste, que put rapidement venir un moment où les besoins de main-d'œuvre industrielle risqueraient de rester incomplètement insatisfaits.

C — LES PRIX

Une stabilité opiniâtre

Sans doute, n'en est-on pas encore là aujourd'hui et le fait que le secteur secondaire dispose toujours d'une marge suffisamment importante pour lui assurer la maîtrise du choix alors que le compartiment tertiaire, surchargé, se voit, quant à lui, contraint d'accepter, telles qu'elles se présentent, les conditions de conjoncture, figure-t-il, vraisemblablement, parmi les facteurs qui expliquent, tout à la fois, le bon état, mais aussi la stabilité relativement exceptionnelle du marché intérieur.

A un accroissement du produit national brut de 8,8 %, l'étiage même de l'accroissement du produit industriel, et un exhaussement de 8,6 % de la masse salariale, correspond une quasi-immobilité des prix de gros (+ 0,3 %) et de détail (+ 1,8 %), dans la perspective d'un accroissement modéré du commerce de détail (+ 6,1 %). L'indice spécial du prix des matériaux de construction se tend, il est vrai, de 6,7 %, mais il est vrai, également, que le volume des constructions achevées progresse de 15,3 %. Si l'on se reporte aux études consacrées par le présent numéro à la Finlande et au Danemark où l'on sait quels efforts, plus ou moins efficaces, mais toujours harassants, impose l'ajustage du mouvement des prix à celui

de la production, le contraste avec le Canada ne saurait manquer de frapper. Assurément, les disponibilités « marginalistes » ne sont-elles point, ici et là, comparables et il va de soi que les problèmes posés à une économie fonctionnant déjà — comme c'est le cas du Danemark — quasiment au plus haut de son régime et au maximum de ses ressources, ressortissent à un maniement singulièrement moins aisé que dans une économie dont l'activité ne mord encore que partiellement sur l'énormité des potentiels et des réserves. Mais si la modification rapide, l'élargissement certain des structures de production, la promotion sur tous les autres, puis la diversification croissante du secteur secondaire signifient, pour le Canada, quelque chose, ce ne peut, précisément, être que l'amorce du mouvement par lequel une économie se porte progressivement à niveau même des dimensions que la géographie lui a imparties, et qui, en ce qui concerne le Canada, sont assurément exceptionnelles. Le comportement du marché intérieur et la constante de stabilité qui, si manifestement, le marque, convainquent, au surplus, que cette phase capitale du développement national est abordée dans des conditions, qui, pour être originales — un secteur tertiaire d'ores et déjà trop épanoui pour ne pas tout attendre et espérer de la croissance accélérée de l'industrie — se révèlent, du même coup, particulièrement favorables.

A quoi s'ajoutent, au reste, deux autres considérations qui, dans une large mesure, prolongent et confirment des observations présentées dans les précédents numéros d'*Inter-Nord*, mais dont l'incidence directe sur l'avenir canadien ne cesse visiblement plus de s'affirmer.

D — LE BLE, FORCE CANADIENNE

1. Une fonction internationale

Avec un accroissement de 27 % sur 1963, les exportations agricoles canadiennes de 1964 ne limitent pas, en effet, la portée de leur avance à l'aide substantielle qu'elles fournissent aux balances du commerce extérieur.

Vraisemblablement, la phase 1963-1964 marque pour le Canada — et plus précisément, pour le blé canadien — un tournant, dont il y a lieu d'estimer qu'il constitue beaucoup plus qu'un épisode. On sait quelles conditions désastreuses ont accompagné la moisson 1963 dans de nombreuses régions du monde et, notamment en Union soviétique, en Asie orientale, en Europe occidentale (— 15 % sur 1962). L'on sait, par contre, pour cette même année, que la récolte, sur le continent

américain, fut exceptionnelle, et tout particulièrement au Canada, où elle atteignit le niveau sans précédent de 723 millions de boisseaux (soit près de 200 millions de quintaux), venant s'adjoindre à quelque 140 millions de quintaux de stocks. L'opportunité offerte aux exportateurs canadiens était trop manifeste pour qu'ils n'en tirent pas le parti qu'elle comportait. Il suffit de dire que le commerce international du blé devait porter, en 1963, sur plus de deux milliards de boisseaux (soit 70 % de plus que la moyenne annuelle des dix années précédentes) et d'ajouter que la part canadienne, avec près de 600 millions de boisseaux, allait avoisiner le tiers du volume global des transactions mondiales.

Non point dans le cadre d'une entreprise sans lendemain. A la faveur des contrats placés c'est, en réalité, une place beaucoup plus durable que le Canada devait chercher à négocier auprès des grands opérateurs étrangers. Et moins, sans doute, au profit des seuls céréaliculteurs canadiens qu'à celui de la donnée quasi-permanente de base, et comme de référence, que pourrait constituer, avec cinq à six cents millions annuels de quintaux, l'ensemble de la production nord-américaine. De nombreux observateurs estiment, en tout cas, que le commerce international du blé ne sera vraisemblablement plus, après 1963-1964, ce qu'il était avant. Une manière de précédent, et aussi de clarification sont intervenus, — qui jouent, qui joueront, à coup sûr, en faveur du blé américain, et, en vingt mois, un courant paraît s'être formé dont il y a tout lieu de craindre que les céréaliculteurs européens n'éprouvent quelque peine à le remonter, — surtout si l'on songe qu'en dépit de l'énorme demande 1963, le froment canadien qualité n° 1 du Nord n'a pratiquement pas dépassé, rendu silo aux Lacs, 33 F le quintal, — soit un prix culture de 27 F.

On ajoutera — et l'on s'en doute — que les difficultés qui semblent, présentement, freiner en Europe occidentale la formation du Marché commun agricole et les incertitudes à plus long terme dont elles grèvent soudain l'avenir de l'agriculture européenne ne sont assurément pas faites pour affaiblir la position des céréaliculteurs nord-américains.

2. Le blé paie les usines

Beaucoup de facteurs amènent, ainsi, à considérer — si l'on tient compte que l'agriculture canadienne, avec quelque cent millions de quintaux de moins que les Etats-Unis, et, par suite, des reports moins lourds, une monnaie actuellement

plus compétitive, une place traditionnelle de privilège sur les marchés céréaliers du Commonwealth, jointe à une place déjà forte prise en Chine et en U.R.S.S. sur les marchés qui dépassent, eux-mêmes, le milliard et demi de consommateurs — que, bien plus manifestement que pour l'économie des Etats-Unis, le blé peut être appelé à jouer un rôle parfaitement positif et moteur dans le développement de l'économie canadienne. Le précédent numéro d'*Inter-Nord* notait qu'en 1963 les exportations de céréales et de produits agricoles ressortissaient à un montant qui soldait — outre les importations de denrées alimentaires — la valeur totale des équipements importés par l'industrie canadienne. **En 1964, ces chiffres sont nettement débordés**, — puisqu'en dépit d'un accroissement de 30 % des importations de machines et de 4 % des importations de produits alimentaires, les exportations agricoles couvrent, encore une fois, ces postes, mais en dégageant, au surplus, un excédent disponible de près de 200 millions de dollars.

E — VERS UN NOUVEAU STATUT DES RAPPORTS ETATS-UNIS - CANADA ?

D'où la seconde considération, — à formuler, précisément, à partir du fait international plus net que pourrait tendre, désormais, à constituer la position hégémonique des opérateurs nord-américains dans le négoce mondial des céréales. Les deux productions associées, — ou simplement concertées — dégagent, en fait, un surplus exportable qui, bon an, mal an, ressortit au moins, **aux deux-tiers de la demande internationale**. C'est disposer, d'entrée de jeu, de l'absolue maîtrise des marchés et des cours, — et l'on voit donc fort mal comment les autres céréalicultures excédentaires (c'est-à-dire essentiellement la France, suivie de l'Australie et de l'Argentine) pourraient songer à plus qu'à préserver de simples débouchés périphériques si elles prétendaient récuser la suprématie nord-américaine.

Sans doute, est-ce depuis de longues années que le commerce mondial du blé s'est, **de facto**, souvent développé dans des conditions fort voisines de celles-ci. Mais en venir plus franchement, et surtout dans des formes mieux institutionnalisées, à un véritable condominium céréalier américano-canadien serait tout autre chose que reconduire une situation déjà ancienne.

Et pas seulement, en effet, sur le plan du négoce des céréales. **En fait, il paraît douteux qu'une telle éventualité doive être conçue** — et l'on se demande comment il pourrait, tôt ou tard, en être

autrement — **sans tendre à déborder les limites de la seule production agricole**. Il est significatif que dans la période même où la croissance de l'économie canadienne ressortit à un niveau et à des rythmes désormais trop élevés pour que le progrès réalisé n'en devienne pas irréversible, l'opinion canadienne et celle des Etats-Unis soient déjà invitées à admettre que la simple coexistence peut ne plus suffire à régler valablement les rapports des deux économies.

Un article révélateur du *Financial Post* (26.IX.64) évoque, très directement, la perspective d'un « marché commun » américo-canadien. L'on peut, sans grand risque, présumer que durant les mois, ou les années, à venir, les réflexions sur un tel thème, et même les propositions, tendront à se faire plus nombreuses, mieux élaborées. Leur forme, leur contenu particuliers, importent moins, pour le moment, que leur signification générale.

Certes, le voisinage américain n'a pas été, pour le Canada, une donnée qui aille sans poser des problèmes, — dont la plupart, au reste, ont longtemps paru relever, simultanément, de l'inévitabilité et de l'insolubilité. C'est aux Etats-Unis, assurément, que le Canada doit une partie de son développement. Mais c'est aussi aux Etats-Unis qu'il doit les formes souvent anormales qu'il a revêtu : tout à la fois — par l'ampleur des investissements américains, par la qualité des techniciens qu'il en a reçus, par l'influence stimulante qu'a exercé sur lui le climat de progrès et d'expansion qui commande à l'économie des Etats-Unis — il lui doit, en grande partie, le meilleur de son histoire récente, et, pour certaines conséquences de ces mêmes raisons, il lui en doit aussi, le pire. En 1964 encore, la balance des paiements canadiens fait apparaître que les dividendes et intérêts versés par le Canada aux investisseurs étrangers — c'est-à-dire, pour l'essentiel, aux Etats-Unis — équivalent presque au cinquième de la totalité des investissements en machines et équipements consentis par l'ensemble de l'industrie canadienne. Il y a là une manière de boulet au pied, — mais, des contreparties qu'il implique a dépendu, aussi, que le Canada entame, avec des avantages et des moyens initiaux probablement sans exemple au monde, la mise en valeur de ses propres ressources. Depuis de longues années le problème des rapports avec les Etats-Unis a constitué, en réalité, pour chaque gouvernement canadien, la pierre de touche, et quelquefois d'achoppement, de toute politique d'ensemble — d'emblée engagée dans l'invariable dilemme de « canadieniser » au prix d'une réduction sévère du taux d'expansion ou bien de prioriser l'expansion au prix d'atteintes, quelquefois

graves, à l'auto-détermination nationale. Le fait capital des deux dernières années est, sans doute, de laisser pressentir qu'un tel dilemme n'était, largement, que d'apparence, — et que, de même qu'en ces situations où les facteurs ne semblent bloqués que parce qu'ils sont immobiles, c'est dans la perspective du mouvement et au prorata précis des taux de développement respectifs que le problème des rapports entre les Etats-Unis et le Canada tendra à accéder à sa zone de solubilité. L'intensité du progrès canadien annonce, sauf erreur, une phase de ce type : moins qu'un problème américain pour le Canada, il y a, désormais, et davantage, un problème canadien pour les Etats-Unis, — ou plus exactement, il y en aurait un si les deux économies, qui ne sont nullement complémentaires, n'étaient pas pleinement convaincues qu'il n'est pas non plus question, et qu'il n'est d'ailleurs pas concevable, qu'elles deviennent concurrentes.

Assurément, en tous autres points du monde, évoquer la mise en œuvre de rapports de « partenaires » relève de la rhétorique, — qui ne mord sur aucune politique concrète. Dans le cas Etats-Unis-Canada il n'est pas possible, objectivement, — et il est exclu qu'il puisse en être ainsi. Contraintes de s'entendre — parce que la plus faible des deux revêt, à son tour, les dimensions d'une économie forte, — ces deux économies voisines, analogues, pratiquement monolingues, n'ont donc, ou ne peuvent, tôt ou tard, avoir d'autre parti, d'autre modalité d'entente que de s'additionner — en se concertant. A un moment,

où, précisément, de l'autre côté de l'Océan, semble menacé ce qui parut, durant quelques années, présager d'un resserrement compensateur des rapports nationaux en Europe occidentale, il vaut de dire que la forme, le poids, la signification que revêtait jusqu'à présent la notion de « Nouveau Monde » peut, très rapidement, entrer en voie de modification. Et l'essentiel n'est pas seulement que l'opinion européenne en prenne conscience : l'opinion américaine, elle aussi, et plus vite encore, ne saurait tarder à la mesurer. Hier, simple objectif pour des capitaux excédentaires, le Canada peut devenir, demain, un atout de la politique générale des Etats-Unis. Mais réciproquement, — et telle est bien la « dialectique » de la situation — c'est l'importance même qu'il peut être appelé à revêtir aux yeux des Etats-Unis qui fonctionne, à son tour, comme atout pour le Canada. Dans une mesure qui s'avère considérable, les deux dernières années ont convaincu que l'économie canadienne était capable de tirer largement et indistinctement parti des moyens dont elle dispose et de ceux qu'on lui propose. Pour elle, les phases probatoires sont donc largement dépassées. Dès aujourd'hui, c'est littéralement son propre avenir qui commence. Assurément, le Canada ne compte pas vingt millions d'habitants. Mais il représente dix millions de kilomètres carrés. Ces deux chiffres, l'un si réduit, l'autre si énorme, laissent sans peine deviner et transparaître un programme, une visée, — gigantesques. Quelle n'en sera pas la portée s'ils s'inscrivent, comme la géographie la plus immédiate le leur impartit, dans le cadre d'une politique panaméricaine ?

... le développement de l'agriculture et de l'élevage
... les conditions de travail et de la vie sociale
... les progrès de l'industrie et du commerce
... les efforts de l'État et de la population
... les résultats obtenus et les perspectives
... les conclusions et les recommandations

... les conditions de travail et de la vie sociale
... les progrès de l'industrie et du commerce
... les efforts de l'État et de la population
... les résultats obtenus et les perspectives
... les conclusions et les recommandations

URBANISATION ET EXODE RURAL

ÉTUDE DOCUMENTAIRE

Dans le cadre des deux précédentes études consacrées par INTER-NORD à l'agriculture canadienne, le présent numéro propose une rapide étude du phénomène de très forte urbanisation dont le Canada est le théâtre. Les documents utilisés proviennent du Ministère Canadien du Commerce, — tels que les présente la Revue Statistique, éditée par le « Dominion Bureau of Statistics », à Ottawa.

Urbanisation : en fait, véritable déruralisation, puisque le peuplement rural qui couvrait, en 1891, 70 % de la population, et qui n'en représentait plus que 42 % en 1951, regresse encore, et surtout, de 1951 à 1961, pour tomber à 30 % de l'effectif national. Etant, au surplus, précisé que 37 %, à peine, des ruraux proprement dits — soit 11 % de la population totale — résidaient effectivement en 1961, sur les exploitations agricoles. Pour marqué que soit en France le mouvement correspondant, l'évolution canadienne se révèle, à cet égard, autrement brutale et franche. On notera, par exemple, qu'en 1890, le rapport urbain/rural était quasiment identique dans ces deux pays : 32 citadins pour 68 ruraux. En 1962, il est encore, en France, de 60 citadins pour 40 ruraux, — alors qu'au Canada, la part du peuplement urbain dépasse déjà 70 % et mord même, en matière de résidence réelle, sur près des deux tiers de la population rurale. Si l'on observe que, pour le Canada comme pour la France, c'est autour de 1932 que s'inverse le rapport entre les deux populations, la rapidité propre que prend soudain le mouvement au Canada ne saurait manquer de frapper. Dès maintenant, la relation entre ville et campagne y atteint des proportions qui ne sont escomptées pour la France (évaluation de la Délégation Générale du District de Paris) que pour les années 2000. Il n'est pas douteux qu'un tel délestage démographique, qu'une telle simplification sociologique contrastent fortement avec les complexités structurelles et les enracinements humains et historiques qui ne permettent vraiment pas de réduire l'agriculture française aux dimensions plus commodes d'un simple fait économique. Assurément, l'agriculture canadienne y gagne trop visiblement en adaptativité pour n'y pas gagner aussi, et massivement, en rentabilité. En 1963, ses seules exportations de céréales ressortissaient au sixième des exportations globales du Canada pour une population agricole réelle qui n'atteint même plus le dixième de la population totale : à coup sûr, l'économie nationale peut beaucoup pour un effectif si réduit — qui peut, en retour, tant pour elle.

URBANISATION ET EXODE RURAL AU CANADA

Tout au long du XX^e siècle, ainsi qu'en de nombreux pays, les populations rurales canadiennes, — qu'elles soient ou non spécifiquement agricoles — ont, de plus en plus rapidement, émigré vers les centres urbains. L'industrialisation est, bien entendu, à la base du phénomène et le rythme propre de son développement — joint aux facilités nouvelles nées du progrès des moyens de transport — en a commandé la rapidité et l'amplitude.

LA « PAYSANNERIE » RÉDUITE AU DIXIÈME DE LA POPULATION TOTALE

Lors du recensement de 1961, 70 % de la population canadienne — 18 238 247 personnes — habitait des centres urbains. Et la tendance à la concentration se révélait déjà si marquée que près des deux tiers de la population urbaine résidaient dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants. L'amenuisement du peuplement rural se révélait, ainsi, spectaculaire, — et plus encore accusé par le fait que la résidence effective sur l'exploitation n'intéressait, en 1961, que moins des 2/5 de la population agricole, le reste habitant des agglomérations allant jusqu'à mille unités. En fait, la « paysannerie » cana-

dienne ne représentait pas, en 1961, beaucoup plus du dixième de la population totale.

Certes, les parts respectives de peuplement urbain et rural varient fort suivant les provinces. L'Ontario, le Québec, la Colombie britannique sont — et de l'ordre — les régions les plus urbanisées, avec 71, 74 % et 73 % de population spécifiquement citadine. De ces trois provinces, c'est la Colombie britannique en laquelle la résidence proprement agricole est la plus faible — 5 % seulement du peuplement rural domiciliant sur l'exploitation. C'est aussi la province où la concentration urbaine est la plus forte puisque la moitié de la population est groupée dans la zone urbaine de Vancouver. Par contre, l'Île du Prince Édouard est la moins urbanisée des provinces canadiennes, avec deux tiers de population rurale, et 35 % résidant sur l'exploitation même. Pour les autres provinces de l'Atlantique, près de la moitié des habitants de Terre-Neuve vit à la ville, un peu plus de la moitié pour le Nouveau Brunswick. En dépit du caractère spécifiquement agricole de la Prairie, plus des deux tiers de la population de l'Alberta et du Manitoba et plus de 40 % de la population du Saskatchewan vivent en ville. Plus de la moitié des habitants du Manitoba sont, d'ailleurs, groupés dans la zone urbaine de Winnipeg.

TABLEAU I

La structure de la population de 1891 à 1951

	1891	1901	1911	1921	1931	1941	1951
DISTRIBUTION NUMÉRIQUE							
TOTAL	4 833 239	5 371 315	7 206 643	8 787 949	10 376 786	11 506 655	13 648 013
— Urbaine	1 537 098	2 014 222	3 272 947	4 352 122	5 572 058	6 252 416	7 836 843
— Rurale	3 296 141	3 357 093	3 933 696	4 435 827	4 804 728	5 254 239	5 811 170
DISTRIBUTION PROCENTUELLE							
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
— Urbaine	31,8	37,5	45,4	49,5	53,7	54,3	57,4
— Rurale	68,2	62,5	54,6	50,5	46,3	45,7	42,6

TABLEAU II

Structure de la population au recensement de 1961

	POPULATION TOTALE	POPULATION RURALE						POPULATION URBAINE	
		Total	%	Habitant l'exploitation	%	Ne l'habitant pas	%	Effectif	%
CANADA	18 238 247	5 537 857	30,4	2 072 785	11,4	3 465 072	19,0	12 700 390	69,6
Terre-Neuve	457 853	225 833	49,3	9 077	2,0	216 756	47,3	232 020	50,7
Île du Prince Édouard	104 629	70 720	67,6	34 514	33,0	36 206	34,6	33 909	32,4
Nouvelle Écosse	737 007	336 495	45,7	56 832	7,7	279 663	38,0	400 512	54,3
Nouveau Brunswick	597 936	319 923	53,5	62 265	10,4	257 658	43,1	278 013	46,5
Québec	5 259 211	1 352 807	25,7	564 826	10,7	787 981	15,0	3 906 404	74,3
Ontario	6 236 092	1 412 563	22,7	505 699	8,1	906 864	14,6	4 823 529	77,3
Manitoba	921 686	332 879	36,1	171 472	18,6	161 407	17,5	588 807	63,9
Saskatchewan	925 184	527 090	57,0	304 672	32,9	222 418	24,1	398 091	43,0
Alberta	1 331 944	488 733	36,7	285 823	21,5	202 910	15,2	843 211	63,3
Colombie Brit.	1 629 082	447 157	27,4	77 540	4,7	369 617	22,7	1 181 925	72,6
Yukon	14 628	9 597	65,6	47	0,3	9 550	65,3	4 031	34,4
T.N.O.	22 998	14 060	61,1	18	0,1	14 042	61,0	8 938	38,9

LES GRANDES PHASES DU DEPEUPELEMENT RURAL

Chaque recensement, depuis celui de 1891, a fait apparaître la part rapidement croissante du peuplement urbain dans la structure de la population. Le rythme de cette urbanisation n'a, toutefois, pas été constant. C'est sans doute au cours de la première décennie du siècle qu'il s'est révélé le plus marqué : le peuplement urbain s'accroît alors de 60 % contre une augmentation de 35 % de la population totale. En 1951, 57 % des Canadiens habitaient la ville, — pour 32 % en 1891 et 50 % en 1921. Le déclin du peuplement rural se situe, surtout, entre 1931 et 1951, et, plus particulièrement entre 1941 et 1951, — période durant laquelle la guerre et l'après-guerre créent des emplois nouveaux. Par contre, la phase qui suit la crise économique de 1929 s'accompagne d'un mouvement inverse de « retour à la terre » notamment dans le Québec et l'Alberta. L'exode rural

de la séquence 1941-1951 a été très marqué dans le Saskatchewan (— 23 %) suivi par la Nouvelle Écosse (— 20 %). Dans l'Ontario, il s'est avéré très faible (— 2 %) sans doute, en raison du fait que, dans la décennie précédente, c'est dans cette province qu'il avait été le plus fort.

La réduction des effectifs ruraux a continué tout au long de la période 1951-1961, — et en particulier depuis 1956, avec un amincissement de 15 %, contre 5 % entre 1951 et 1956. Ce sont les provinces atlantiques — Île du Prince Édouard, Nouvelle Écosse, puis surtout Nouveau Brunswick — l'Ontario, le Manitoba et le Saskatchewan en lesquelles le mouvement s'est révélé maximum. Les progrès de la mécanisation agricole d'une part, le haut niveau de l'emploi dans les zones urbaines d'autre part, permettent de l'expliquer. En revanche, le Québec, l'Alberta et la Colombie Britannique sont restés au-dessous du taux moyen national de l'exode rural.

TABLEAU III

L'évolution de l'exode rural

	POPULATION AGRICOLE			EXODE RURAL					
	1931	1941	1951	1931 - 1941		1941 - 1951			
				Effectif	%	Effectif	%		
CANADA (1)	3 237 717	3 112 768	2 895 695	124 949	3,9	297 073	9,5		
Ile P. Edouard	55 360	50 926	46 757	4 434	8,0	4 169	8,2		
Nouvelle Ecosse	174 891	141 587	112 761	33 344	19,1	28 786	20,3		
N. Brunswick	177 860	162 253	146 195	15 607	8,8	16 058	9,9		
Québec	758 646	826 698	768 872	+ 68 052	+ 9,0	57 826	7,0		
Ontario	783 977	691 066	678 434	92 911	11,9	12 632	1,8		
Manitoba	252 435	245 955	214 435	6 480	2,6	31 520	12,8		
Saskatchewan	563 222	514 355	398 279	48 867	8,7	116 076	22,6		
Alberta	371 993	381 791	339 979	+ 9 798	2,6	41 812	11,0		
C. B.	99 333	98 177	109 983	1 156	1,2	+ 11 806	+ 12,0		
	1951 (2)	1956 (2)	1961 (2)	1951 - 1956		1956 - 1961		1951 - 1961	
				Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
CANADA (3)	2 769 214	2 631 535	2 237 506	137 679	5,0	394 029	15,0	531 708	19,3
Terre-Neuve	15 509	10 138	17 458	5 371	34,6	+ 7 320	+ 72,2	+ 1 949	+ 12,4
Ile P. Edouard	46 757	43 112	37 592	3 645	7,8	5 520	12,8	9 165	19,4
Nouvelle Ecosse	110 198	95 381	81 257	14 817	13,4	14 224	14,8	28 941	26,2
N. Brunswick	144 257	125 011	98 768	19 246	13,3	26 243	21,0	45 489	31,3
Québec	760 905	740 387	646 065	20 518	2,7	94 322	12,7	114 840	15,1
Ontario	638 680	632 153	502 632	6 527	1,0	129 521	20,5	136 048	21,2
Manitoba	214 435	202 163	172 553	12 272	5,7	29 610	14,6	41 882	19,3
Saskatchewan	398 279	360 651	306 594	37 628	9,4	54 057	15,0	91 685	23,0
Alberta	339 376	327 201	289 081	12 175	3,6	38 120	11,7	50 295	14,8
C. B.	100 818	95 338	85 506	5 480	5,4	9 832	10,3	15 312	15,2

(1) Ne comprend pas Terre-Neuve, le Yukon et les T.N.O.

(2) Basé sur une nouvelle définition, légèrement restrictive, de « l'exploitation agricole » 1956, — qui explique les différences entre les chiffres de 1951.

(3) Ne comprend pas le Yukon et les T.N.O.

LES CARACTÈRES DE L'URBANISATION

Entre 1951 et 1961, la population urbaine s'est accrue de 47 % et fin 1961, 70 % de l'effectif national habitait la ville, — contre 63 % en 1951 et 67 % en 1956. C'est dans l'Alberta que la poussée urbaine a revêtu les dimensions les plus spectaculaires avec un accroissement de 90 % en dix ans, — concentré sur Calgary et Edmonton et faisant suite à la mise à jour de nouvelles ressources pétrolières et hydro-électriques. De même, le Saskatchewan, la Colombie Britannique et Terre-Neuve se situent au-dessus de la moyenne nationale d'urbanisation, — le Québec se plaçant légèrement en dessous, tandis que la Nouvelle Ecosse limitait son croît urbain à 17 % de sa population.

Depuis le début du XX^e siècle, le mouvement vers les agglomérations urbaines a joué au bénéfice des

plus importantes d'entre elles. En 1961, l'on décomptait 922 villes, agglomérations ou bourgs de plus de 1 000 habitants, contre 325 en 1901. L'effectif habitant de grands centres ressortissait, en 1901, à 35 % de la population totale : il atteignait 58 % en 1961. À première de ces deux dates, 26 % du peuplement urbain résidait dans des villes de plus de 100 000 habitants : à la seconde, 40 %. Les villes de 10 000 à 30 000 habitants ont, également, vu leur importance croître, bien que plus légèrement : 12 % en 1901 et 18 % en 1961, — et les agglomérations de 30 000 à 100 000 habitants, qui regroupaient 18 % de la population urbaine en 1901, n'en regroupaient que 21 % soixante ans plus tard. Par contre, les centres de moindre consistance ont vu se réduire encore plus leur importance : les agglomérations de 5 000 à 10 000 habitants qui abritaient 15 % du peuplement urbain en 1901 n'en abritaient plus que 9 % en 1961 et celles de 1 000 à 5 000 habitants regagnaient 29 % à 13 %.

TABLEAU IV

L'évolution des structures urbaines de 1901 à 1961

Année	Total	100 000 habitants	30 000 habitants	10 000 habitants	5 000 habitants	1 000 habit.
		et +	à 99 999	à 29 999	à 9 999	à 4 999
NOMBRE						
1901	325	2	7	15	38	263
1911	401	4	9	31	46	311
1921	474	6	9	40	54	765
1931	533	7	13	50	68	395
1941	580	8	19	51	74	428
1951 (TNO exc.)	717	10	23	72	98	514
1951 (TNO inc.)	734	10	24	72	100	528
1956 (TNO exc.)	810	11	27	97	116	559
1956 (TNO inc.)	834	11	28	98	117	580
1961 (TNO exc.)	892	12	44	116	128	592
1961 (TNO inc.)	922	12	45	117	132	616
POPULATION						
1901	1 867 260	475 770	343 266	220 709	282 479	545 037
1911	3 007 576	1 080 960	488 748	459 715	323 056	655 097
1921	3 977 064	1 658 697	495 566	675 203	382 762	764 836
1931	5 160 901	2 328 175	696 680	846 520	458 784	830 742
1941	5 853 603	2 645 133	928 367	859 946	510 429	809 728
1951 (TNO exc.)	7 413 925	3 260 939	1 095 016	1 227 051	706 786	1 124 134
1951 (TNO inc.)	7 511 539	3 260 939	1 147 888	1 227 051	720 077	1 155 584
1956 (TNO exc.)	8 710 175	3 661 994	1 336 977	1 662 810	822 416	1 225 978
1956 (TNO inc.)	8 842 204	3 661 994	1 394 055	1 686 035	830 289	1 269 831
1961 (TNO exc.)	10 467 163	4 154 341	2 142 473	1 940 407	907 637	1 322 305
1961 (TNO inc.)	10 631 641	4 154 341	2 206 106	1 965 592	932 936	1 372 666
DISTRIBUTION PROCENTIELLE						
1901	100,0	25,5	18,4	11,8	15,1	29,2
1911	100,0	35,9	16,3	15,3	10,7	21,8
1921	100,0	41,7	12,5	17,0	9,6	19,2
1931	100,0	45,1	13,5	16,4	8,9	16,1
1941	100,0	45,2	15,9	14,7	8,7	15,5
1951 (TNO exc.)	100,0	44,0	14,8	16,5	9,5	15,2
1951 (TNO inc.)	100,0	43,4	15,3	16,3	9,6	15,4
1956 (TNO exc.)	100,0	41,4	15,8	19,1	9,4	14,1
1956 (TNO inc.)	100,0	41,4	15,8	19,1	9,4	14,3
1961 (TNO exc.)	100,0	39,7	20,5	18,5	8,7	12,6
1961 (TNO inc.)	100,0	39,1	20,7	18,5	8,8	12,9
% DE LA POPULATION TOTALE CANADIENNE						
1901	34,8	8,9	6,4	4,1	5,3	10,1
1911	41,7	15,0	6,8	6,4	4,5	9,1
1921	45,3	18,9	5,6	7,7	4,4	8,7
1931	49,7	22,4	6,7	8,2	4,4	8,6
1941	50,9	23,0	8,1	7,5	4,4	7,9
1951 (TNO exc.)	54,3	23,9	8,0	9,0	5,2	8,2
1951 (TNO inc.)	53,6			8,8	5,1	8,2
1956 (TNO exc.)	55,6	23,4	8,5	10,6	5,3	7,8
1956 (TNO inc.)	55,0	22,8	8,7	10,5	5,2	7,8
1961 (TNO exc.)	58,9	23,4	12,1	10,9	5,1	7,4
1961 (TNO inc.)	58,3	22,8	12,1	10,8	5,1	7,5

LES ENSEMBLES URBAINS

Le développement de ce que le recensement de 1951 a appelé les « zones métropolitaines » — et qui représente l'aire d'extension résidentielle progressive enveloppant un grand centre — constitue un des traits majeurs du mouvement d'urbanisation. En 1941, l'on décomptait 12 de ces zones, en 1951, 15 et 17 en 1961, — nées bien entendu, des progrès de l'industrialisation et de l'amélioration considérable des moyens de transport. L'accroissement du peuplement dans les zones métropolitaines est un fait récent — qui se manifeste surtout à partir de 1951. De 1951 à 1961, le peuplement s'y augmente de 45 %, — contre 47 % pour l'ensemble du croit urbain. Ici encore, c'est dans l'Alberta que le mouvement s'est révélé maximum : Calgary, + 96 % ; Edmonton, + 91 %.

A l'intérieur de la zone métropolitaine *lato sensu* la banlieue proprement dite constitue un domaine dense de peuplement urbain. En 1961, 45 % de l'effectif global des zones métropolitaines habitait la banlieue, — contre 30 % en 1951 et 25 % en 1941. Comparée à l'accroissement de population dans la

ville *stricto sensu* de 1951 à 1961 (+ 16 %), la progression du peuplement « banlieusard » se résume quasiment sextuple (+ 97 %). A Montréal, Toronto, Vancouver, Winnipeg, les deux tiers, ou plus, de la population habitent la banlieue. Calgary, Edmonton et Ottawa constituent, à cet égard, des exceptions, mais de caractère relativement formel puisqu'elles découlent du fait — d'emblée pour Edmonton et Calgary et depuis 1951 pour Ottawa, — que les limites administratives de la ville proprement dite englobent en fait, la plupart des secteurs suburbains.

Le croit démographique national et l'apport net de l'immigration participent dans des proportions équivalentes au développement du peuplement urbain soit 21 % chacun ; — c'est-à-dire un million de personnes environ. L'un et l'autre de ces facteurs, toutefois, ont joué différemment suivant les régions. L'expansion spectaculaire de Calgary et d'Edmonton doit, très largement, être rapportée au niveau élevé de l'immigration. Il en est de même pour Toronto, Vancouver et Victoria. En revanche, le progrès du peuplement urbain dans les provinces atlantiques et notamment dans le Québec, est, surtout, lié à la poussée démographique.

Province	1941	1951	1961	1941	1951	1961
Alberta	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000
Colombie-Britannique	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000
Ontario	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000
Québec	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000
Manitoba	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000
Saskatchewan	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000
Nouveau Brunswick	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000
Nouvelle Écosse	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000
Prince Édouard	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000
Île du Prince de Galles	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000
Terres du Nord-Ouest	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000
Yukon	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000
Canada	100 000	150 000	250 000	100 000	150 000	250 000

TABLEAU V

Evolution de Rapport entre Populations Urbaine et Rurale de 1951 à 1961

	POPULATION TOTALE					
	RURALE			URBAINE		
	1951	1956	1961	1951	1956	1961
CANADA	5 191 792	5 365 936	5 226 320	8 817 637	10 714 855	12 971 927
Terre-Neuve	207 057	229 822	220 187	154 359	185 252	237 666
I. Prince Edouard	73 744	68 815	70 720	34 685	30 470	33 909
Nouvelle-Ecosse	287 236	295 623	320 216	355 248	399 094	416 791
N. Brunswick	296 228	300 326	304 503	219 469	254 290	293 433
Québec	1 340 340	1 387 540	1 321 742	2 715 341	3 240 838	3 937 469
Ontario	1 221 717	1 302 014	1 294 864	3 375 825	4 102 919	4 941 228
Manitoba	326 961	339 457	322 602	439 580	510 583	599 084
Saskatchewan	579 258	558 662	527 090	252 470	322 003	398 091
Alberta	489 003	487 292	480 368	450 498	635 824	851 576
Cie Britannique	340 466	371 997	380 371	824 744	1 026 467	1 248 711
	% DE LA POPULATION TOTALE					
	RURALE			URBAINE		
	1951	1956	1961	1951	1956	1961
CANADA	37,1	33,4	28,9	62,9	66,6	71,1
Terre-Neuve	57,3	55,4	48,1	42,7	44,6	51,9
I. Prince Edouard	74,9	69,3	67,7	25,1	30,7	32,3
Nouvelle-Ecosse	44,7	42,6	43,4	55,3	57,4	56,6
N. Brunswick	57,4	54,2	50,9	42,6	45,8	49,1
Québec	33,0	30,0	25,1	67,0	70,0	74,9
Ontario	26,6	24,1	20,8	73,4	75,9	79,2
Manitoba	43,4	39,9	35,0	56,6	60,1	65,0
Saskatchewan	69,6	63,4	57,0	30,4	36,6	43,0
Alberta	52,0	43,4	36,1	48,0	56,6	63,9
Cie Britannique	29,2	26,6	23,3	70,8	73,4	76,7
	% D'AUGMENTATION OU DIMINUTION					
	RURALE			URBAINE		
	1951	1956	1961	1951	1956	1961
CANADA	3,4	— 1,9	— 4,2	1,4	21,5	21,1
Terre-Neuve	11,0	— 4,2	6,3	6,3	20,0	28,3
I. Prince Edouard	6,7	2,8	— 4,1	— 4,1	23,4	11,3
Nouvelle-Ecosse	2,9	8,3	11,5	11,5	12,3	4,4
N. Brunswick	1,4	1,4	2,8	2,8	15,9	15,4
Québec	3,5	— 4,7	— 4,7	— 4,7	19,4	21,5
Ontario	6,6	— 0,5	6,0	6,0	21,5	20,4
Manitoba	0,7	— 5,0	— 4,3	— 4,3	16,2	17,3
Saskatchewan	3,6	— 5,7	— 9,0	— 9,0	27,5	36,3
Alberta	0,5	— 1,4	— 1,8	— 1,8	41,1	57,7
Cie Britannique	9,3	2,3	11,7	11,7	34,5	33,9
						21,7
						47,1
						54,0
						37,4
						17,3
						33,7
						45,0
						46,4
						36,3
						57,7
						89,0
						51,4

ANNEXE STATISTIQUE

A. — LA PRODUCTION ET L'EMPLOI

1. — La production industrielle

Depuis 1957, la production industrielle se développait au rythme moyen annuel de 4,3 %. L'année 1963 en consacra une nette accélération avec le passage à un taux général de 5,4 %. C'est dire à quel degré d'expansion atteint le Canada en 1964, puisque, cette fois, le progrès ressortit à 8,8 %. Il est vrai que de janvier 1963 à janvier 1964 les cadences relevaient déjà d'un accroissement de 10,3 %. — que de nombreux observateurs tenaient d'ailleurs pour anormalement hautes. Non seulement, l'ensemble de l'année montre qu'aucun essoufflement n'est pourtant intervenu, — mais, au surplus, en janvier 1965, un nouveau bond se produit, avec 6,6 % d'avance sur 1964. Il y a là une vigueur et une intensité de fonctionnement dont, à notre connaissance, aucune autre économie ne témoigne en 1964.

Ce n'est pas tout. Le véritable éveil industriel qui caractérisait 1963 revêtait une portée d'autant plus certaine qu'il paraissait se manifester plus particulièrement dans les industries métalliques de transformation. Une nuance, toutefois, s'imposait encore, — puisque de ces industries, c'était surtout, la seule production de véhicules automobiles qui réalisait, avec 24,4 %, un progrès véritablement spectaculaire, — les autres compartiments avançant, certes, mais à des taux moins étonnants. L'année 1964 autorise à éliminer cette nuance : le front du progrès industriel devient pratiquement continu ; non seulement les distorsions entre les diverses productions s'abolissent, mais le compartiment automobile témoigne, cette fois, du taux d'expansion le moins élevé (+ 7,2 %). Le passage de l'industrialisation à l'industrie était déjà accompli. Ce qui s'amorce aujourd'hui, c'est, bel et bien, le passage de l'industrie aux industries.

Examiné plus en détail, le panorama de la production industrielle, flanqué d'un côté d'une forte

progression des mines (+ 10,9 %) et de l'autre d'une progression équivalente de la production électrique (+ 9,5 %), consacre, éventuellement, la nette avance que prennent — ou le retard qu'accumulent — les fabrications durables sur les non durables.

En ce qui concerne ces dernières, la production pétrolière témoigne — et de loin — du taux le plus faible d'accroissement : + 2,7 %, tranchant sur les 8,5 % qu'elle réalisait en 1963. Le textile lui aussi, se tasse (+ 7,9 % contre 8,7 % en 1963), tandis qu'une nette reprise s'amorce dans les produits alimentaires (+ 7,5 % contre 2,4 % en 1963, avec des exportations qui augmentent de 27 %) et le compartiment pulpe et papier (+ 9,8 % contre 3,2 % en 1963).

Pour les fabrications durables, c'est la métallurgie primaire qui, cette fois, passe en tête, — à raison, tout à la fois, du maintien de la demande dans l'automobile et de son énorme accroissement dans le secteur des fabrications de machines et d'outillage. Le tableau V fait, notamment, apparaître la très forte augmentation de tous les produits de la métallurgie primaire, et notamment des ferro-alliages. On note, significativement, que les dimensions du marché intérieur se sont élevées au point d'entraîner une regression de nos exportations (— 2 %). Pour 1964, les industries canadiennes auront transformé par elles-mêmes près de 92 % des formes d'acier produites par le Canada. L'indication se renforce si l'on rappelle qu'en 1964 la production canadienne d'acier dépassait largement la moitié de la production française, pour une population qui ne représente que 38 % de la population de la France — et qui, au surplus, la France, en 1963 ne transformait que 82 % des produits de sa métallurgie primaire. En fait, de 1963 à 1964, la consommation de formes d'acier par les industries transformatrices canadiennes s'accroît de près de 13 %, — soit 2 % de plus que dans la séquence 1962-1963, durant laquelle la production de véhicules avait pourvu à ses commandes aux lamineries de près de 33 %.

TABLEAU I

L'EVOLUTION DES INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(1949 = 100)

	Product. indust.	Mines	NON DURABLES				DURABLES					
			Alim. Boiss.	Textile	Pulpe Papier	Pétrole	Bois et dérivés	Machines	Métall. prim.	Véhicules	Métaux non ferr.	Electric.
1963	195.9	294.4	162.1	159.5	163.8	296.0	175.9	160.2	216.9	257.6	148.8	339.2
1964	213.3	326.5	174.1	172.2	180.0	304.2	192.7	179.2	244.9	276.1	162.0	371.5
J.	202.3	326.4	138.6	164.3	161.0	305.5	181.9	163.9	220.5	333.3	153.2	389.2
F.	211.7	320.2	153.0	177.7	173.8	316.8	191.5	165.8	229.2	347.7	158.0	386.1
M.	209.0	317.3	149.8	173.8	177.2	296.5	191.4	168.1	236.0	341.3	158.1	377.8
A.	212.0	309.7	159.7	183.0	183.0	283.3	195.5	171.3	257.2	368.7	163.3	370.5
M.	213.1	328.4	171.1	171.3	178.2	279.7	200.1	174.7	258.4	364.2	162.2	349.2
J.	220.5	345.5	187.2	181.9	178.3	307.9	205.7	179.7	255.8	374.3	164.6	346.1
J.	197.8	320.7	182.4	134.1	172.1	303.3	177.0	181.9	232.1	129.7	156.3	338.3
A.	207.9	324.5	192.0	164.5	185.6	317.0	180.6	183.4	240.7	68.0	157.3	338.4
S.	220.8	335.6	189.9	180.3	185.0	303.8	199.2	185.7	247.3	247.5	160.4	359.3
O.	222.8	340.3	193.3	179.4	189.2	298.3	197.3	189.9	257.3	203.5	168.7	375.5
N.	228.0	340.2	197.7	184.5	197.3	312.9	205.2	192.7	261.9	309.1	168.9	402.3
D.	213.2	319.7	173.7	171.6	178.9	325.3	186.8	192.8	242.3	225.5	172.5	425.3
1965												
J.	215.8	338.1	150.7	171.8	174.3	331.9	195.8	190.8	232.3	336.7	165.1	425.3
F.	223.6	328.6	155.7	193.5	189.1	321.4	202.5	190.1	243.4	348.4	169.3	429.5
M.	226.7	333.5	157.0	181.2	193.6	309.0	213.1	193.2	259.4	420.1	175.2	417.6
A.	224.2	329.6	162.4	175.0	186.3	282.6	211.1	195.8	268.6	409.1	175.3	401.1
M.	228.8	338.1	175.9	188.1	191.6	300.8	219.0	196.7	285.7	430.9	170.6	384.2
% + ou - 64/63	+ 8.8	+ 10.9	+ 7.5	+ 7.9	+ 9.8	+ 2.7	+ 9.5	+ 11.8	+ 12.9	+ 7.2	+ 8.9	+ 9.5
% + ou - Janv. 65 Janv. 64	+ 6.6	+ 3.6	+ 8.8	+ 4.5	+ 8.2	+ 8.7	+ 7.0	+ 16.4	+ 5.3	+ 1.0	+ 7.7	+ 9.2

TABLEAU II

LA PRODUCTION : INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Mois ou moyenne mensuelle	Farine de blé (1)	Margarine	Céréales prêtes à l'emploi	Pâtes alimentaires	Tous mélanges à base de farine	Sucre
	MILLIONS DE LIVRES					
1963	3 442	14.33	29.85	33.26	19.3	159.2
1964	3 844	14.62	29.73	33.66	22.3	151.9
J.	4 723	15.70	28.11	32.73	20.0	100.6
F.	4 491	13.36				113.7
M.	4 725	13.71				17.6
A.	3 958	15.86				116.6
M.	3 881	13.42	32.65	34.77	20.08	119.1
J.	3 971	14.14				161.9
J.	3 901	10.20				100.6
A.	3 145	12.54	31.21	32.41	27.7	154.5
S.	3 373	17.02				160.3
O.	3 389	20.04				271.3
N.	3 385	15.69	26.95	34.71	26.8	253.2
D.	3 187	13.75				194.0
1965						
J.	2 974	14.41				115.9
F.	3 455	12.93	28.40	37.84	21.8	107.7
M.	3 408	15.11				118.3
A.	3 319	12.08				129.7
M.	3 083	11.66				139.2
% + ou - 1964/1963	+ 11.6	+ 2.0	- 0.4	+ 1.2	+ 15.5	- 4.5

(1) 1 000 cwt.

TABLEAU III

LA PRODUCTION : BOIS A PATES, PATE ET PAPIER

Mois ou moyenne mensuelle	Production de bois à pâte (1)	Production de pâte de bois			Exportat. de pâte de bois	Production de papier-journal ^a	Ventes			Stocks en fin de période
		Total	Mécaniq.	Chimiq.			Total	Intérieur	Exportation	
MILLIERS DE TONNES										
1963	1 033	1 016.5	479.3	532.2	277.5	552.5	551.9	43.6	508.3	186.2
1964	1 118	1 117.6	586.0	526.9	303.0	608.4	609.2	45.9	563.3	177.7
J.	796	1 045.7	485.3	555.8	284.3	563.7	533.0	42.9	490.1	216.9
F.	893	1 037.1	475.5	557.0	250.2	548.6	490.7	42.3	448.5	274.8
M.	725	1 077.3	495.8	576.9	307.0	565.7	540.0	45.9	494.1	300.5
A.	353	1 115.4	537.0	573.4	319.9	624.8	663.9	51.5	612.5	261.4
M.	575	1 133.9	531.8	597.2	313.2	610.4	616.2	54.4	561.8	255.6
J.	1 043	1 093.2	513.1	575.0	292.2	609.6	625.1	48.0	577.1	240.1
J.	1 499	1 130.3	543.6	551.5	328.7	616.5	619.9	39.3	580.6	236.8
A.	1 443	1 177.4	552.2	620.2	306.0	636.7	634.3	36.1	598.2	239.1
S.	1 809	1 101.1	527.4	569.3	289.7	604.7	628.4	46.3	582.1	215.4
O.	1 512	1 218.5	576.3	637.7	296.4	663.9	661.2	53.0	608.2	218.1
N.	1 292	1 171.4	555.7	615.4	327.8	642.8	669.3	47.1	618.2	195.7
D.	1 113	1 106.9	529.6	572.9	313.4	613.8	631.8	43.7	588.1	177.7
1965										
J.	913	1 114.0	527.1	583.1	264.4	606.5	555.6	42.9	512.8	228.5
F.	916	1 089.3	503.2	584.9	267.3	582.5	500.0	45.8	454.2	310.9
M.	851	1 228.8	567.7	656.7	381.1	650.2	595.0	50.1	544.9	366.1
A.	470	1 149.5	544.5	600.4	316.7	621.8	676.6	52.0	624.7	311.3
M.	759	1 188.9	565.2	619.2	—	647.8	691.2	52.5	638.7	267.8
J.	—	1 176.0	552.0	619.7	—	633.9	697.0	57.2	639.8	204.7
% + ou - 1964/1963	+ 8.2	+ 9.9	+ 22.2	- 0.9	+ 9.1	+ 10.1	+ 10.3	+ 5.2	+ 10.8	- 4.5

(1) Milliers de cent pieds cubes.

TABLEAU IV

LA PRODUCTION : LE BOIS

Mois ou moyenne mensuelle	Canada	Est des Rochesuses	Ile du P. Edouard	Nouvelle Ecosse	Nouveau Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskat- chewan	Alberta	Colombie britannique
	MILLIONS DE PIEDS CUBES (1 M ³ : 36 PIEDS CUBES ENVIRON)										
1963	801.7	247.9	0.77	23.8	20.2	109.6	57.9	2.7	4.1	28.6	333.1
1964	815.8	272.8	0.52	19.4	23.7	125.9	63.8	3.9 (1)	5.1	31.7	343.1
J.	791.4	236.1	0.4	10.7	21.7	87.4	30.2	2.5	6.2	77.0	335.3
F.	857.4	282.0	0.1	13.5	27.7	97.6	33.5	6.0	13.5	90.0	375.4
M.	910.3	310.7	0.2	9.7	31.9	122.0	38.9	5.3	15.7	87.0	399.4
A.	735.3	213.3	0.4	9.7	22.7	116.1	39.3	4.7	8.5	11.9	322.3
M.	777.9	280.9	0.6	27.7	22.5	139.1	81.4	3.2	0.7	5.5	497.1
J.	879.8	343.4	1.6	30.6	31.9	171.4	93.4	2.8	3.3	8.5	536.3
J.	888.8	350.3	0.8	29.9	32.4	172.6	94.5	3.4	3.8	13.0	534.4
A.	920.2	342.5	0.5	25.1	18.4	165.4	118.6	—	3.5	11.0	577.2
S.	888.8	312.2	0.5	40.8	19.7	152.2	84.2	—	2.7	12.0	574.5
O.	820.4	250.9	0.4	16.5	24.3	125.7	65.7	—	2.1	16.0	569.3
N.	674.7	168.6	0.4	11.9	14.0	79.5	47.8	—	0.5	14.5	364.3
D.	645.1	182.9	0.4	6.7	18.2	82.6	38.7	—	1.4	35.0	462.1
1965											
J.	732.7	220.2	0.1	8.9	18.3	84.0	40.8	—	6.0	62.0	512.3
F.	821.8	243.3	—	13.0	19.3	90.7	42.3	—	13.0	65.0	574.5
M.	932.0	290.5	—	10.3	21.8	131.8	52.6	—	14.0	60.0	641.6
A.	758.4	222.6	0.4	11.0	15.8	120.9	45.3	—	9.2	20.0	533.9
M.	799.2	271.8	0.6	29.9	14.2	132.1	87.2	—	0.2	7.5	527.4
% + ou — 1964/ 1963	+ 1.7	+ 10.0	— 33	— 18.4	+ 17.3	+ 14.8	+ 10.1	+ 44 (1)	+ 24.3	+ 10.8	— 13

(1) Pour les sept premiers mois de 1964.

TABLEAU V
LA PRODUCTION : LA METALLURGIE PRIMAIRE

LA PRODUCTION : LA METALLURGIE PRIMAIRE

Colonnes primaires	Mois ou moyenne mensuelle	PRODUCTION PRIMAIRE					EXPÉDITION DE FORMES D'ACIER AUX INDUSTRIES CONSOMMATRICES						Exportations de formes d'acier
		Fonte en gueuse	Ferro-alliages	ACIER			Produ. automobiles	Matériel agricole	Bâtiments	Récipients	Machines et outils	Tubes	
				Total	Lingots	Moules							
MILLIERS DE TONNES													
5331													
5431	1963	492.9	12.0	682.5	672.1	10.5	34.5	3.7	95.9	33.0	23.9	53.6	66.6
5531													
5731	1964	545.1	13.8	760.9	747.4	13.5	41.0	15.5	95.3	34.5	19.2	62.6	65.3
5991	J.	321.0	12.9	719.0	705.8	13.2	46.6	15.8	81.5	37.0	19.2	67.1	62.0
6221	F.	510.2	14.0	714.5	701.4	13.0	39.6	14.9	68.2	34.4	17.1	65.4	48.9
4871	M.	564.9	12.8	784.7	771.4	13.3	41.6	15.9	96.0	33.9	17.9	74.0	51.5
5363	A.	560.6	14.4	766.0	750.7	15.0	36.5	14.2	93.7	36.7	20.9	76.5	58.8
5384	M.	569.4	14.0	799.1	784.6	11.3	32.9	13.0	99.5	37.2	20.4	74.6	68.5
5717	J.	546.2	11.9	755.2	740.2	12.4	31.1	14.4	94.9	40.7	19.1	69.9	76.5
5761	J.	556.3	12.9	738.0	726.7	13.2	41.5	10.2	111.4	44.0	18.9	64.6	49.5
5681	A.	575.2	11.1	772.4	760.1	14.0	46.8	14.9	97.5	41.2	17.8	58.5	65.2
5041	S.	554.4	13.8	748.3	735.2	13.5	46.4	12.8	99.6	35.4	18.0	51.6	86.6
4621	O.	515.1	15.4	792.5	778.5	13.0	45.0	21.3	101.5	28.1	19.9	50.3	66.8
	N.	511.1	15.3	770.1	756.6	13.5	48.5	20.5	103.1	27.7	21.0	50.7	52.9
	D.	556.2	17.3	770.9	757.9	13.0	46.0	17.8	96.7	17.6	20.6	48.1	96.6
5131													
5781	1965												
6411	J.	601.7	15.7	831.2	818.5	12.7	46.0	15.8	89.3	34.5	20.9	61.0	56.8
5351	F.	513.7	13.8	742.1	728.1	14.1	41.8	11.4	87.7	35.7	20.3	51.3	56.5
5374	M.	542.7	16.2	837.2	821.7	15.5	48.3	16.5	109.5	78.6	21.0	71.8	54.3
	A.	536.7	15.9	799.6	784.8	14.8	43.3	16.2	109.1	24.2	22.0	65.2	62.4
	M.	637.2	17.0	894.3	880.1	14.2	47.0	11.1	115.5	28.0	21.4	83.6	42.2
- 13													
	% + ou - 1964/1963	+ 10.5	+ 15.0	+ 11.4	+ 9.6	+ 28.5	+ 18.8	+ 318.0	+ 0.6	+ 4.5	- 19.6	+ 16.7	- 1.9

TABLEAU VI

LA PRODUCTION : L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Mois ou moyenne mensuelle	Total véhicules automobiles		Commerciaux et militaires		Voitures particulières neuves			
	Production	Expédition	Production	Expédition	Production	Expédition	Importations moins réexportations	Stocks globaux
	MILLIERS							
1963	52.78	52.53	8.27	8.20	44.51	44.33	4.94	49.45
1964	55.92	55.79	9.20	9.22	46.72	46.57	7.60	54.32
J.	73.10	71.03	10.73	10.49	62.37	60.54	6.20	68.57
F.	64.94	64.06	10.17	9.75	54.77	54.32	6.31	61.08
M.	69.59	69.89	10.64	10.76	58.94	59.12	7.18	66.14
A.	75.65	75.56	11.80	11.74	63.84	63.82	7.57	71.42
M.	71.19	69.81	11.50	11.40	59.68	58.41	11.14	70.82
J.	76.56	71.77	11.60	11.50	64.97	60.27	8.30	73.26
J.	26.92	35.26	5.20	6.45	21.72	28.81	7.88	29.61
A.	12.56	8.38	4.41	3.45	8.14	4.93	3.29	11.44
S.	50.14	49.86	9.83	10.13	40.31	39.73	6.89	47.30
O.	41.54	47.99	7.00	8.21	34.54	39.78	8.73	43.27
N.	60.41	57.18	10.15	9.57	50.26	47.62	10.32	60.58
D.	48.43	48.71	7.30	7.19	41.13	41.52	7.38	48.51
1965								
J.	66.30	63.68	10.12	9.52	56.18	54.16	8.26	64.44
F.	64.63	62.22	10.71	9.93	53.93	52.29	7.85	61.78
M.	90.84	88.70	14.97	14.14	75.87	74.56		
A.	85.58	86.18	14.31	14.59	71.26	71.59		
M.	84.92	88.18	14.24	15.00	70.68	73.18		
% + ou - 64/63	+ 5.9	+ 6.2	+ 11.2	+ 12.4	+ 4.9	+ 5.0	+ 53.8	+ 9.8

TABLEAU VII

LA PRODUCTION : L'ENERGIE ELECTRIQUE

Moyenne mensuelle	PRODUCTION NETTE					Exportations nettes	DISPONIBLE		
	Hydraulique	Thermique	Total	Servic. publics	Industries		Total	Primaire	Secondaire
MILLIONS DE KWH									
1963	8.609	1 520	10.129	7.970	2 159	68	10.067	9.755	312
1964	9.435	1 756	11.191	8.540	2 651	101	11.090	10.797	293
% + ou - 64/63	+ 9.5	+ 15.5	+ 10.4	+ 7.1	+ 22.7	+ 48.6	+ 10.1	+ 12.3	- 6.0

TABLEAU VIII

LA PRODUCTION : LA CONSTRUCTION PAR PROVINCE

Trimestre ou moyenne trimestrielle (1)	Canada	Terre-Neuve	Ile Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
	PAR UNITÉS										
1963	94.613	2.083	329	2.785	1.095	24.181	41.401	3.830	3.174	7.001	10.734
1964	107.718	1.628	156	3.288	2.026	23.037	48.835	3.896	3.824	6.689	14.339
I	73.495	1.673	105	1.616	609	18.797	32.613	2.887	1.810	3.571	9.814
II	80.603	2.004	179	2.381	1.111	15.258	38.121	3.229	2.826	4.194	11.300
III	92.035	2.012	218	3.016	1.777	16.822	41.880	3.871	3.418	5.417	13.604
IV	107.718	1.628	156	3.288	2.026	23.037	48.835	3.896	3.824	6.689	14.339
% + ou - 1964/63	+ 11,4	- 21,8	- 52,5	+ 18,0	+ 85,0	- 4,7	+ 17,9	+ 1,7	+ 20,4	- 4,4	+ 33,5

(1) Logements en construction, fin de période.

2. — La Production agricole

Sans atteindre au niveau record de 1963, la récolte de blé 1964 dépasse 600 millions de boisseaux, près de 165 millions de quintaux. Les récoltes fin 1963 ressortissent à un peu plus de 450 millions de boisseaux. Les exportations 1964, selon les estimations du Ministère de l'Agriculture, approcheront vraisemblablement 400 millions de boisseaux, — soit le quart du volume total traité à l'échelle internationale. La campagne 1964-65 marque une certaine diminution des rendements, — qui paraît se traduire, à l'échelle globale du

revenu national, par une certaine contraction du revenu net des agriculteurs. Mais en fonction d'un mécanisme plus complexe, dont la caractéristique essentielle est surtout constituée par le recul relatif des productions animales dont le total de la recette agricole. C'est dire que l'orientation vers le blé s'est confirmée : 22,6 % de la recette agricole en 1963, 27,2 % en 1964, — mais l'accroissement des emblavures 1963-1964 étant inférieur à la diminution du rendement moyen à l'unité de surface (— 22 %), le bénéfice joue surtout en faveur des grandes exploitations (Alberta, Saskatchewan, Manitoba).

TABLEAU IX

LES RECETTES AGRICOLES PAR TYPE DE PRODUCTION

Moyens trimestrielle et trimestre	Recette totale	GRAINS, SEMENCES ET FOINS						LÉGUMES ET PLANTES SARCLÉES					
		Total	% de la recette	Blé	% de la recette	Avoine	% de la recette	Autres grains semences et foins	% de la recette	Total	% de la recette	Pommes de terre	% de la recette
1963	796.13	240.15	30.1	130.52	22.6	11.44	1.4	48.19	6.0	65.54	8.2	10.49	1.3
1964	863.90	302.04	34.9	235.19	27.2	10.92	1.2	55.93	6.4	64.44	7.4	13.78	1.5
I	854.97	370.40	43.3	340.42	39.8	5.18	0.6	24.80	2.9	65.59	7.6	9.52	1.1
II	794.02	271.67	—	209.90	—	19.05	—	42.72	—	43.50	—	13.97	—
III	874.46	269.64	—	191.54	—	12.90	—	65.19	—	64.69	—	11.22	—
IV	932.23	296.44	—	198.88	—	6.55	—	91.00	—	83.99	—	20.41	—
1965	974.15	434.17	44.5	304.57	39.1	3.99	0.4	48.61	4.9	89.01	9.1	25.21	2.5
% + ou - 1964/1963	+ 8.5	+ 25.7	—	+ 30.2	—	- 4.5	—	+ 16.0	—	- 1.7	—	+ 31.3	—

MILLIONS DE DOLLARS

Moyenne trimestrielle et trimestre	LÉGUMES ET PLANTES SARCLÉES						BÉTAIL							
	Légumes	% de la recette	Tabac	% de la recette	Total	% de la recette	UIBG et veaux	% de la recette	Porcs	% de la recette	Agneaux et moutons	% de la recette	Volailles	% de la recette
	MILLIONS DE DOLLARS													
1963	19.07	2.5	28.55	3.5	283.72	35.4	159.53	20.0	79.54	9.9	2.43	0.3	42.22	5.3
1964	21.51	2.4	24.18	2.7	288.40	33.3	161.37	18.6	81.38	9.4	2.36	0.2	43.29	5.00
I	8.40	—	43.95	5.1	253.51	29.6	142.78	16.7	77.84	9.1	1.76	0.2	31.14	3.6
II	6.68	—	20.75	—	262.05	—	148.89	—	78.82	—	0.77	—	33.37	—
III	52.51	—	—	—	293.69	—	159.30	—	81.66	—	3.02	—	49.72	—
IV	18.45	—	32.05	—	344.35	—	194.51	—	87.21	—	3.89	—	58.74	—
1965	8.35	—	54.02	5.5	284.12	29.1	165.64	17.7	84.22	8.6	1.63	0.1	32.63	3.3
% + ou - 1964/1963	+ 7.7	=	- 15.3	=	+ 1.6	=	+ 1.1	=	+ 2.3	=	- 2.8	=	+ 2.5	=

Moyenne trimestrielle et trimestre	AUTRES PRODUITS						MILLIONS DE DOLLARS							
	Produits laitiers	% de la recette	Fruits	% de la recette	Oeufs	% de la recette	Autres produits	% de la recette	Produits forestiers	% de la recette	Fourrages d'élevage	% de la recette	Divers	% de la recette
	MILLIONS DE DOLLARS													
1963	127.45	16.0	16.61	2.0	37.10	4.6	13.21	1.6	6.62	0.8	5.41	0.6	0.33	—
1964	132.75	15.3	17.78	2.0	33.14	3.8	12.92	1.5	6.70	0.7	5.50	0.6	0.22	—
I	99.22	11.6	4.73	0.5	36.17	4.2	9.46	1.1	5.52	0.6	9.34	1.0	—	—
II	151.82	—	5.90	—	32.15	—	16.00	—	7.89	—	2.76	—	—	—
III	159.82	—	39.67	—	31.87	—	12.74	—	1.43	—	0.83	—	—	—
IV	120.12	—	20.83	—	32.38	—	13.50	—	11.99	—	7.78	—	0.87	—
1965	102.99	10.5	4.88	0.4	32.13	3.3	10.68	1.0	5.57	0.5	10.51	1.0	8.08	—
% + ou - 1964/1963	+ 4.1	=	+ 7.0	=	- 10.7	=	- 2.1	=	+ 1.2	=	+ 1.6	=	—	=

TABLEAU X

L'EVOLUTION DU REVENU AGRICOLE PAR PROVINCE

	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
% des exploitations par rapport au total Canadien	1.64	3.68	3.86	21.41	24.55	8.60	18.05	13.87	4.31
Surface ha moyenne de l'exploitation	45,18	52,68	53,92	51,90	56,55	145,79	242,93	231,51	73,34
Moyenne trimestrielle	MILLIONS DE DOLLARS								
1963	6.44	11.56	10.69	114.88	246.59	66.20	172.71	129.91	37.11
1964	8.18	10.98	12.27	114.16	249.15	73.49	209.18	149.01	37.48
1965	10.29	10.12	15.60	91.76	245.15	78.50	296.10	195.66	32.97
% + ou - 1964/1963	+ 27.0	- 5.0	+ 14.7	- 0.6	+ 1.0	+ 11.0	+ 21.1	+ 14.8	+ 8.1

3. — L'emploi

Il y a été insisté plus haut : 1964 marque visiblement un tournant dans la situation canadienne de l'emploi. La résorption de l'effectif des chômeurs — qui relevait d'une amélioration de 8 % en 1963, atteint cette fois 14,5 % alors que l'accroissement de la population active occupée, qui était de + 2,3 % en 1963, ressortit, en 1964, à 3,7 %. Dans le même temps, l'activité agricole recule (- 3,3 %) sensiblement plus que le salariat agricole (- 2,9 %). La « déruralisation » s'accroît donc, — tandis que les sociétés urbaines et industrielles confirment leur aptitude à employer les nouveaux venus. Les services d'une part

(+ 10,7 % en 1964 contre + 6,5 % en 1963), la métallurgie primaire et la production automobile d'autre part, constituent les principaux fournisseurs d'emploi. Dans la métallurgie primaire, l'indice de l'emploi fait apparaître un progrès de 6,6 %, — et dans l'automobile et le matériel de transport de près de 10 %. Depuis dix ans, c'est la première fois que l'accroissement de l'embauche dans un compartiment du secteur secondaire témoigne d'un taux comparable à celui des services. On note, au reste, que la masse salariale distribuée par l'industrie — et qui représente 28 % de la masse salariale nationale — s'exhausse, en 1964, légèrement plus vite (+ 8,8 %) que la moyenne canadienne (+ 8,6 %).

TABLEAU XI

L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE, LES MINES ET LES BRANCHES

TABLEAU XI

DE L'EMPLOI

STRUCTURE DE LA POPULATION ACTIVE

Moyenne mensuelle ou mois	Population civile hors constitution	POPULATION ACTIVE CIVILE											
		OCCUPÉE									Chômeurs	Non active	Chômeurs en % de population active
		Totale	Agricole	Non agricole	SALARIÉE								
					Totale	Agricole	Non agricole	Totale	Non agric.				
MILLIERS DE PERSONNES DE 14 ANS ET PLUS													
1963	12.536	6.748	663	6.086	6.375	649	5.726	5.241	5.138	374	5.787	5.5	
1964	12.817	6.933	641	6.292	6.609	630	5.979	5.466	5.368	324	5.884	4.7	
J.	12.680	6.709	597	6.112	6.243	581	5.662	5.149	5.079	466	5.971	6.9	
F.	12.705	6.703	595	6.108	6.236	576	5.660	5.138	5.068	467	6.002	7.0	
M.	12.726	6.742	576	6.166	6.286	563	5.723	5.203	5.126	456	5.984	6.8	
A.	12.749	6.776	613	6.163	6.373	602	5.771	5.244	5.157	403	5.973	5.9	
M.	12.750	6.914	680	6.234	6.621	674	5.947	5.423	5.320	293	5.866	4.2	
J.	12.506	7.055	686	6.369	6.773	679	6.094	5.585	5.472	282	5.751	4.0	
J.	12.820	7.245	739	6.506	6.980	731	6.249	5.765	5.626	265	5.584	2.7	
A.	12.860	7.217	727	6.490	6.971	721	6.250	5.769	5.627	246	5.463	3.4	
S.	12.884	6.985	688	6.297	6.768	686	6.088	5.590	5.469	217	5.899	3.1	
O.	12.905	6.975	654	6.321	6.718	641	6.077	5.567	5.468	257	5.930	3.7	
N.	12.929	6.965	598	6.367	6.708	585	6.123	5.591	5.503	257	5.964	3.7	
D.	12.951	6.912	538	6.374	6.628	525	6.101	5.571	5.495	284	6.039	4.1	
1965													
J.	12.977	6.868	530	6.338	6.461	518	5.943	5.424	5.352	407	6.109	5.9	
F.	13.002	6.857	524	6.333	6.460	513	5.947	5.426	5.357	397	6.145	5.8	
M.	13.027	6.908	546	6.362	6.521	538	5.983	5.462	5.395	387	6.119	5.6	
A.	13.052	6.908	572	6.396	6.597	563	6.034	5.518	5.437	371	6.084	5.3	
% ± ou - 1964/1963	+ 2.2	+ 2.7	- 3.3	+ 3.3	+ 3.7	- 2.9	+ 4.4	+ 4.2	+ 4.4	- 13.3	+ 1.6	- 14.5	

TABLEAU XII

LES ALLOCATIONS DE CHOMAGE

Moyenne mensuelle ou mois	PAIEMENT D'ALLOCATIONS				FINANCEMENT DE L'ASSURANCE CHOMAGE		
	Réclamant une allocation de chômage	Bénéficiaires d'allocations	Nombre de semaines indemnisées	Montant des allocations	Part des employeurs et employés	Recettes totales	Balances en fin de période
	MILLIERS DE PERSONNES				MILLIONS DE DOLLARS		
1963	401.5	323.9	1.344	32.85	24.48	29.48	58.3
1964	356.7	281.7	1.168	28.70	25.41	30.60	81.4
J.	598.6	440.9	1.852	46.41	25.45	30.78	41.9
F.	607.1	503.5	2.014	50.13	23.97	28.92	21.7
M.	597.2	537.8	2.151	53.51	27.20	32.72	6.9
A.	497.7	484.6	2.132	52.58	21.27	25.53	16.2
M.	250.1	340.3	1.361	33.12	23.92	28.65	10.7
J.	201.9	155.5	684	16.54	26.33	31.47	15.7
J.	205.3	135.2	595	14.09	25.27	30.47	6.4
A.	182.0	139.4	558	13.20	26.18	31.47	18.3
S.	173.6	128.2	539	12.79	26.39	31.80	37.8
O.	214.5	127.2	534	12.84	26.29	31.76	56.8
N.	274.5	150.5	602	14.65	27.52	33.30	75.4
D.	478.2	236.9	995	24.50	25.11	30.45	81.4
1965							
J.	547.8	398.1	1.593	39.85	28.28	34.29	75.4
F.	559.2	454.8	1.819	45.33	24.83	30.09	64.6
M.	534.0	470.7	2.236	55.59	24.48	29.63	34.6
A.	462.9	435.3	1.741	43.31	21.94	26.50	22.0
% + ou - 1964/63	- 11.2	- 13.0	- 13.0	- 12.6	+ 3.7	+ 3.7	+ 38.1

TABLEAU XIII

L'EVOLUTION DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE, LES MINES ET LES SERVICES

(1949 = 100)

Année et mois	Industrie	% + ou -	Mines	% + ou -	Services	% + ou -
1961	118.1	—	103.0	—	148.9	—
1962	121.5	+ 2.8	109.2	+ 6.0	156.5	+ 5.1
1963	124.6	+ 2.5	114.4	+ 4.7	166.7	+ 6.5
1964	130.4	+ 4.6	115.5	+ 0.9	184.6	+ 10.7
1965 (I à V)	131.7	+ 0.9	119.3	+ 3.2	193.0	+ 4.5

TABLEAU XIV

L'INDICE DE L'EMPLOI DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Moyenne mensuelle ou mois	BIENS DURABLES						BIENS NON DURABLES						
	Prod. du bois	Fer et acier	Mat. de trans.	Métaux non ferr.	Appar. électr.	Mineral non mét.	Alim. et boiss.	Textiles	Habillement	Papier	Prod. chimiq.	Pétrole, houille	Caoutchouc
	1949 = 100												
1963	110.9	114.4	115.5	126.3	154.7	150.6	116.7	85.1	95.4	127.4	135.4	139.9	110.3
1964	115.3	122.0	126.8	133.1	160.9	158.1	118.9	90.3	100.0	132.2	139.6	142.2	117.8
J.	112.1	114.8	125.7	126.9	155.8	142.3	107.3	87.9	99.2	126.2	136.0	137.4	115.5
F.	113.5	116.5	125.1	128.7	156.9	144.5	107.1	88.6	100.5	126.2	135.3	137.4	115.9
M.	112.4	118.5	126.1	130.1	156.9	147.4	107.0	89.4	100.9	127.4	137.9	137.9	116.6
A.	109.8	119.2	127.3	130.8	156.4	151.1	109.3	89.0	98.8	128.5	138.3	139.7	115.6
M.	113.2	121.5	129.8	133.6	157.9	160.2	117.4	89.9	98.3	131.2	140.8	144.6	117.1
J.	117.3	124.2	130.1	136.5	161.3	167.5	124.7	91.2	99.8	134.4	141.9	147.4	118.8
J.	121.2	123.5	110.5	136.0	159.8	165.1	129.1	89.9	98.2	136.8	141.4	149.0	118.0
A.	121.2	124.8	126.9	135.2	163.3	167.5	135.9	91.8	102.1	137.8	141.6	147.6	119.4
S.	119.1	125.1	131.3	135.1	165.4	166.1	133.3	91.5	102.3	135.6	140.6	143.7	121.0
O.	116.4	125.6	120.7	134.9	166.5	164.2	124.2	91.4	101.7	134.9	140.6	141.8	119.9
N.	115.2	125.7	134.0	134.6	166.7	164.5	120.2	91.7	100.7	133.7	140.5	141.2	119.6
D.	112.7	124.4	133.6	134.6	164.4	156.3	111.3	91.2	98.0	133.9	140.8	138.7	116.8
1965													
J.	113.8	125.7	136.2	133.9	165.8	156.0	109.2	90.4	101.8	131.5	141.0	138.8	120.6
F.	114.7	126.7	131.6	133.9	167.0	155.7	109.3	91.0	102.9	131.4	141.9	138.0	120.5
M.	116.0	129.2	139.4	134.3	168.4	159.3	110.3	91.7	103.5	132.2	143.4	141.0	120.3
A.	114.3	130.0	139.0	132.7	169.0	163.3	112.8	92.1	101.1	133.6	144.5	140.1	120.6
% + ou - 1964/	+ 3.9	+ 6.6	+ 9.7	+ 5.3	+ 4.0	+ 4.9	+ 1.8	+ 6.1	+ 4.6	+ 3.7	+ 3.1	+ 1.6	+ 6.8

TABLEAU XVI
Gain Horaire Moyen
(dollar/heure)

Années et mois	Mines	INDUSTRIE		Construction
		Durables	Non-durables	
1963	2.24	2.11	1.79	2.14
1964	2.31	2.19	1.85	2.25
J.	2.27	2.16	1.82	2.24
F.	2.28	2.16	1.82	2.24
M.	2.34	2.17	1.85	2.24
A.	2.29	2.17	1.85	2.25
M.	2.30	2.18	1.84	2.22
J.	2.30	2.19	1.85	2.20
J.	2.31	2.18	1.84	2.22
A.	2.30	2.21	1.84	2.23
S.	2.31	2.23	1.84	2.26
O.	2.33	2.20	1.86	2.30
N.	2.34	2.21	1.86	2.31
D.	2.37	2.23	1.92	2.29
% + ou - 1964/1963	+ 3.1	+ 3.7	+ 3.3	+ 5.1
MOYENNE DES HEURES HEBDOMADAIRES OUVREES				
1963	42.0	41.3	40.3	40.8
1964	42.2	41.6	40.5	40.7
J.	42.9	41.7	40.6	40.1
F.	42.5	41.7	40.8	41.2
M.	42.4	41.2	40.3	37.5
A.	42.0	41.7	40.6	40.1
M.	42.0	42.1	40.8	42.0
J.	42.3	41.9	40.6	41.3
J.	42.6	41.3	40.6	42.5
A.	41.6	41.9	40.7	42.9
S.	42.7	42.3	41.1	43.1
O.	43.0	42.2	41.0	42.9
N.	43.0	41.7	40.8	41.5
D.	39.9	39.3	38.2	33.8
% + ou - 1964/1963	+ 0.4	+ 0.7	+ 0.4	- 0.2

C. — LE COMMERCE

« La paix des prix », — et le fait qu'une demande intérieure qui, pourtant, progresse, n'immobilise plus qu'une fraction décroissante d'une production nationale en pleine expansion tendent, évidemment, à renforcer encore plus les conditions favorables qui, depuis la dévaluation du dollar canadien, président au succès du commerce extérieur canadien. De 1963 à 1964, les exportations se développent de près de 19 %, — contre 9,9 % en 1962/63. Il y a là, littéralement, une véritable explosion, — qui n'entraîne pas, en contrepartie, une ascension de la demande canadienne puisque les importations ne s'accroissent que de 14 %. La balance commerciale traduit cette évolution spectaculaire en faisant apparaître

un accroissement de l'excédent ne relevant pas de moins que de 40 %. Et il faut ajouter, en ce qui concerne les importations, que ce sont surtout les achats de bien d'équipement ou de production qui rendent compte, en grande partie, de l'accentuation des dépenses canadiennes : + 30 % pour les machines, + 34 % pour les moteurs, + 51 % pour le fer et l'acier, — tandis que la part des dépenses de consommation régresse, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires (14 % du total des importations en 1963, 12,8 % en 1964). Par contre, la structure des exportations consacre l'exceptionnel progrès des produits finis (+ 41 %) et l'amorce d'un recul des semi-manufacturés (45,7 % du total des exportations en 1963, 43,2 % en 1964), ainsi que des matières premières (21 % du total en 1963, 19,9 % en 1964).

TABLEAU XVII

INDICE DU PRIX DE VENTE DES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES
(1956 = 100)

Année ou mois	Boucherie et conserves animales	Légumes et conserves	Farine	Boucherie et annexes	Spiritueux	Brasserie	Sucrerie	Textiles et Coton
1963	115.4	108.0	119.0	126.0	107.2	107.2	178.5	100.8
1964	111.1	112.7	123.4	131.3	109.4	109.4	144.6	99.8
Janv. 63	119.1	103.6	123.0	123.4	107.6	106.8	131.6	100.5
Janv. 64	108.4	114.1	122.3	130.2	107.7	109.4	208.5	99.9
% + ou - 1964/63	- 3.7	+ 4.3	+ 3.6	+ 4.2	+ 1.8	+ 2.0	- 18.9	- 0.9

Année ou mois	Placages et contreplaqués	Bois et charpente	Meubles	Papier	Matériel agricole	Moules et Fontes	Gueuse de fer	Lingots acier et moules
1963	89.2	98.4	107.0	107.4	117.1	107.8	104.2	119.8
1964	91.1	100.7	109.4	157.6	116.8	107.7	104.3	120.3
Janv. 63	87.4	96.6	106.5	107.3	116.1	107.5	103.4	119.9
Janv. 64	90.6	100.1	109.0	107.7	116.8	108.3	103.4	120.6
% + ou - 1964/63	+ 2.1	+ 2.3	+ 2.2	+ 0.1	- 0.2	- 0.09	- 0.09	+ 0.5

Année ou mois	Fer laminé et prod. d'acier	Tréfilerie	Véhicules à moteur	Pièces de rechange	Produits d'aluminium	Laiton et produits cuivrés	Fonderie et affilage	Carburant
1963	106.4	105.3	119.8	109.9	104.7	86.0	101.2	94.7
1964	106.1	106.6	120.2	109.7	107.8	90.3	109.7	95.1
Janv. 63	106.5	105.4	120.4	109.5	104.0	85.7	99.4	92.3
Janv. 64	106.0	105.6	121.3	109.8	107.9	86.1	105.8	95.7
% + ou - 1964/63	- 0.2	+ 1.2	+ 0.3	- 0.1	+ 2.9	+ 5.0	+ 8.3	+ 0.4

TABLEAU XVIII

INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS
(1935-1939 = 100)

Année ou mois	Indice général	Prod. végétaux	Prod. animaux	Prod. textiles	Prod. du bois	Prod. de l'acier	Prod. métall. non ferreux (1)	Prod. minéraux non métall.	Prod. chimique
1963	244.6	227.8	255.6	248.0	323.4	253.6	197.5	189.5	189.3
1964	245.4	223.3	250.8	248.4	330.9	256.4	205.9	190.9	191.2
Janv. 65	246.7	223.8	251.5	248.0	333.0	258.2	212.6	189.0	192.1
% + ou - 1964/63	+ 0.3	- 1.9	- 1.8	+ 0.1	+ 2.3	+ 1.1	+ 4.2	+ 0.7	+ 1.1

(1) Or inclus

Année ou mois	Prod. non agricoles	Groupe acier et non ferreux	Produits bruts ou semi-manufactur.	BIENS ENTIEREMENT OU PRESQUE ENTIEREMENT MANUFACTURÉS			
				Total	Acier et non-ferreux	Acier	Non-ferreux
1935-1939 = 100							
1963	248.0	260.4	226.9	254.2	253.9	252.3	280.2
1964	252.2	268.3	225.7	256.4	255.8	254.0	294.5
% + ou - 1964/63	+ 1.6	+ 3.0	- 0.5	+ 0.8	+ 0.7	+ 0.6	+ 5.1

TABLEAU XIX

INDICE DES PRIX DE DETAIL

Année et mois	Principaux groupes de classement										Classement complémentaire					Dépenses familiales agricoles 1935 = 100 1939 =
	Total	Aliment.	Logem.	Habill.	Transp.	Santé	Poids constitutifs			Durabi.	Non durables		Services			
							Tabac	Alcool	Loisir		Total	Non alimentaire				
														Total		
100	27	32	11	12	7	5	6	70	12	58	31	22				
1963	133.0	130.3	136.2	116.3	140.4	162.4	149.3	118.1	123.1	115.5	124.6	120.3	159.8			
1964	135.4	132.4	138.4	119.2	142.0	167.8	151.8	120.2	124.7	114.5	126.7	122.4	163.8			
J.	134.2	131.4	137.3	117.7	141.1	165.4	152.1	118.5	123.8	115.0	125.5	121.3	161.6			
F.	134.5	131.3	137.3	117.8	142.6	165.4	152.3	119.4	123.8	114.7	125.7	121.7	162.6			
M.	134.6	131.3	137.5	118.6	143.0	165.4	152.3	119.4	124.1	114.7	126.0	122.1	162.8			
A.	135.0	131.8	137.8	119.1	142.8	166.5	151.0	119.5	124.4	114.9	126.3	122.1	163.4			
M.	135.0	131.2	138.3	118.7	142.4	167.3	151.5	120.2	124.4	114.7	126.3	122.1	163.5			
J.	135.3	132.5	138.4	119.0	142.0	167.3	151.4	120.2	125.1	114.7	127.1	122.2	163.7			
J.	136.2	135.4	138.7	119.0	141.6	167.3	151.5	120.2	125.7	114.3	128.1	122.2	163.8			
A.	136.1	135.1	138.7	118.9	141.4	167.5	151.5	120.2	125.2	113.8	127.5	122.2	164.0			
S.	135.6	132.7	138.9	119.4	141.6	167.7	150.9	120.2	124.8	113.9	127.0	122.5	164.1			
O.	135.6	131.0	139.2	120.7	141.4	170.0	151.1	121.4	124.4	114.1	126.4	123.0	164.8			
N.	135.9	132.0	139.3	120.9	141.4	173.2	152.3	121.6	124.8	114.2	126.8	123.3	165.4			
D.	136.8	133.2	139.6	121.0	142.7	173.3	153.5	121.7	125.5	115.2	127.3	123.5	166.1			
1965	136.9	132.5	139.8	119.2	146.3	173.3	154.0	121.7	124.9	115.0	126.8	123.0	168.4			
J.	137.2	133.1	140.1	119.5	146.3	173.5	153.4	121.8	125.1	114.7	127.3	123.3	168.5			
F.	137.3	133.3	140.2	120.4	145.6	173.5	153.4	121.9	125.6	114.6	127.7	123.5	168.5			
M.	137.7	133.4	140.3	121.2	145.9	175.0	153.5	121.9	125.7	114.7	127.9	123.8	169.2			
A.	138.0	134.5	140.5	121.0	146.8	175.6	154.6	122.5	126.4	114.6	128.8	124.1	170.0			
M.	139.0	137.6	140.6	121.1	147.0	175.4	155.0	122.5	127.4	114.6	130.2	123.9	170.3			
J.	139.0	137.6	140.6	121.1	147.0	175.4	155.0	122.5	127.4	114.6	130.2	123.9	170.3			
% + ou - 1964/63	+ 1.8	+ 1.6	+ 1.6	+ 2.4	+ 1.1	+ 3.3	+ 1.6	+ 1.7	+ 1.2	- 0.8	+ 1.6	+ 1.7	+ 2.5	+ 1.8		

TABLEAU XX

LE COMMERCE DE DETAIL PAR TYPE DE NEGOCE ET PROVINCE

Année et mois	MILLIONS DE DOLLARS - CHIFFRES NON DÉSAISONNALISÉS												
	Total tous magasins	Epiceries	Autres magasins élim.	Magasins généralistes	Grands magasins	Bazars	Auto- biles	Garages et essence	HABILLEMENT			Chaussures	Quincaillerie
									Hommes	Femmes	Familias		
1963	1.575,8	328,1	118,5	58,8	137,4	34,0	252,9	113,6	25,3	25,7	21,4	15,1	28,7
1964	1.672,3	345,1	125,2	61,8	150,1	38,2	273,1	118,7	26,8	27,0	22,7	15,4	30,4
J.	1.490,9	340,2	107,4	50,2	112,2	23,7	245,0	106,6	26,7	24,5	17,4	12,8	20,9
F.	1.414,6	325,2	105,3	48,1	110,4	24,4	259,5	99,9	18,8	19,1	14,3	9,1	22,0
M.	1.554,1	321,3	113,6	50,0	125,6	30,5	303,2	105,2	23,0	23,9	17,7	12,1	23,0
A.	1.644,6	325,7	111,5	56,9	139,8	30,7	335,7	114,7	22,4	24,0	19,9	14,3	26,2
M.	1.789,0	369,9	123,1	66,1	141,6	36,7	337,7	127,9	26,1	29,7	22,3	17,3	35,0
J.	1.706,9	331,8	123,2	64,1	134,9	36,3	333,9	120,1	27,2	26,6	20,9	15,8	34,2
J.	1.703,5	358,3	132,5	68,8	127,0	37,3	279,5	126,5	25,7	26,3	20,0	15,3	33,2
A.	1.618,4	338,9	131,4	67,0	134,8	37,0	231,7	129,3	23,6	23,8	20,4	14,2	31,0
S.	1.609,1	331,1	123,9	63,0	135,4	37,0	223,4	118,9	24,1	26,3	23,2	16,4	33,3
O.	1.794,5	378,4	135,5	70,1	170,7	41,6	265,4	124,1	28,5	30,6	28,1	16,2	34,6
N.	1.703,6	329,1	118,9	62,7	195,7	42,3	250,8	118,9	29,2	27,9	28,1	17,9	29,2
D.	2.058,4	391,5	176,1	74,4	233,1	81,3	230,7	122,7	46,4	41,4	39,8	22,8	42,7
1965													
J.	1.496,8	352,0	97,1	51,8	114,1	25,8	238,0	115,7	27,7	25,0	18,1	13,3	20,5
F.	1.406,5	320,4	110,0	47,2	110,8	24,9	260,1	100,0	19,8	18,4	13,7	8,7	22,1
M.	1.654,4	341,6	120,5	52,1	133,3	30,6	247,9	108,6	23,1	24,1	17,9	11,6	24,5
A.	1.820,6	362,7	129,7	60,3	151,2	40,7	379,0	121,9	27,0	27,8	24,1	17,2	27,8
M.	1.891,3	374,9	133,9	67,4	147,6	41,6	372,5	130,8	26,7	30,8	23,5	17,3	36,8
% + ou - 1964/1963	+ 6,1	+ 5,1	+ 5,6	+ 5,1	+ 9,2	+ 12,3	+ 7,9	+ 4,4	+ 5,9	+ 5,0	+ 6,0	+ 1,9	+ 5,9

Mois et année	MILLIONS DE DOLLARS - CHIFFRES NON DÉSAISONNALISÉS											Colombie britannique		
	Construc- tion	Meubles et radio	Restau- rants	Combus- tibles liquides	Phar- macies	Bijoux	Divers	Provinces atlantiques	Québec	Ontario	Manitoba		Saskat- chewan	Alberta
1963	39.5	49.2	53.3	30.3	38.3	12.1	193.7	132.8	403.4	584.7	74.2	88.0	131.5	159.2
1964	42.6	51.8	55.0	29.4	40.1	12.8	206.2	141.8	423.0	617.2	80.9	96.1	138.6	174.6
J.	34.8	53.1	51.9	49.2	38.5	8.7	167.1	117.4	374.4	574.9	72.3	77.7	116.2	158.0
F.	32.7	41.5	49.4	45.8	37.3	8.9	143.1	110.8	371.6	527.9	65.1	74.6	116.1	148.5
M.	40.1	43.8	52.6	35.2	37.9	9.5	185.9	128.5	403.9	570.4	73.1	89.5	125.4	163.2
A.	34.3	50.2	52.0	32.3	38.1	9.2	206.7	137.9	409.8	596.9	82.3	108.3	145.6	163.9
M.	40.0	50.9	54.0	18.7	38.1	11.8	242.2	155.7	455.3	667.6	87.2	100.2	144.7	178.1
J.	49.7	48.3	55.3	13.7	38.5	11.5	220.8	146.5	423.4	631.5	86.6	101.5	140.2	177.1
J.	49.1	48.5	60.8	11.1	40.0	10.8	222.5	153.9	421.7	629.1	82.8	95.1	138.7	182.2
A.	47.0	52.2	63.4	11.9	38.4	10.9	221.5	139.4	404.1	568.4	83.4	104.1	144.0	175.1
S.	46.3	51.5	56.7	17.7	39.8	11.7	209.4	136.0	406.8	580.3	77.7	93.5	141.7	173.0
O.	48.8	60.1	56.8	29.2	42.9	11.3	221.6	149.3	465.1	653.1	86.3	104.4	151.9	184.3
N.	46.2	60.0	53.3	35.9	37.9	13.5	206.0	147.0	442.2	622.6	80.8	98.0	137.0	176.0
D.	41.6	62.0	53.9	51.5	53.3	35.5	227.6	178.7	497.7	783.9	93.0	106.7	162.2	216.2
1965														
J.	30.5	54.0	52.5	50.1	40.4	8.9	161.4	118.0	377.3	577.6	72.2	75.6	117.8	158.3
F.	29.6	37.3	48.5	48.4	38.1	8.4	139.9	114.3	372.5	522.8	63.0	71.4	111.4	151.1
M.	35.6	48.3	54.3	37.3	41.1	9.6	192.4	136.1	423.8	615.3	73.1	92.2	131.3	182.6
A.	35.2	54.8	55.0	32.5	41.8	11.1	220.8	151.9	459.1	668.5	88.5	114.6	152.3	185.7
M.	43.1	53.0	57.6	19.7	40.4	12.0	262.1	158.1	478.9	714.2	90.7	106.3	153.3	190.0
% + ou - 64/63	+ 7.8	+ 5.3	+ 3.2	- 2.9	+ 4.7	+ 5.9	+ 6.4	+ 6.7	+ 4.8	+ 5.5	+ 6.1	+ 9.3	+ 5.3	+ 9.6

TABLEAU XXI

STRUCTURE DES EXPORTATIONS EN 1963 ET 1964

Année	Anim. viv.	% du tot.	Prod. aliment.	% du tot.	Mat. prem.	% du tot.	Dont bois à pulpe	% du tot.	Semi-manufact.	% du tot.	Dont				% du tot.	
											Bois de charp.	% du tot.	Pulpe de bois	% du tot.		Papier journ.
1963	42.1	0.6	1 419.6	20.8	1 425.6	20.9	36.0	0.5	3 106.3	45.7	427.2	6.2	405.6	5.9	759.6	11.1
1964	34.8	0.4	1 806.0	22.3	1 616.4	19.9	37.2	0.4	3 502.8	43.2	450.0	5.5	460.8	5.6	845.2	10.3
% + ou - 64/63	- 17.4	-	+ 27.2	-	+ 13.3	-	+ 3.3	-	+ 12.7	-	+ 5.3	-	+ 13.6	-	+ 9.9	-
MILLIONS DE DOLLARS																
Année	Dont		Prod. finis	% du tot.	Dont		Equip. indus.	% du tot.	Equip. agric.	% du tot.	Véhic. autom.	% du tot.	Equip. aéron.	% du tot.	Matér. de com. munic.	% du tot.
	Fer et acier mini.	% du tot.			Aluminium	% du tot.										
1963	151.2	2.2	778.8	11.4	114.0	1.5	106.8	1.6	140.4	1.7	87.6	1.2	108.0	1.5	51.6	0.7
1964	184.8	2.2	1 100.0	13.5	140.4	1.6	135.6	1.7	177.6	2.1	177.6	2.1	284.4	3.0	51.6	0.6
% + ou - 64/63	+ 22.2	-	+ 41.2	-	+ 23.0	-	+ 26.9	-	+ 23.0	-	+ 102.7	-	+ 130.0	-	0	-

TABLEAU XXII

STRUCTURE DES IMPORTATIONS EN 1963 ET 1964

Année	MILLIONS DE DOLLARS													
	Prod. Aliment.	% du tot.	Caoutchouc	% du tot.	Textile	% du tot.	Imprimés	% du tot.	Papier	% du tot.	Bois et prod.	% du tot.	Mineral de fer	% du tot.
1963	921.6	14.0	82.8	1.2	484.8	7.4	118.8	1.8	76.8	1.1	96.0	1.4	68.4	1.0
1964	955.2	12.8	92.4	1.2	558.0	7.4	133.2	1.7	82.8	1.1	109.2	1.5	67.2	0.8
% + ou - 1964/1963	+ 3.7	-	+ 11.5	-	+ 15.0	-	+ 12.1	-	+ 7.8	-	+ 13.7	-	- 1.7	-
Année	MILLIONS DE DOLLARS													
	Fer et acier	% du tot.	Tubes et annexes	% du tot.	Moteurs et chaudières	% du tot.	Matériel agric.	% du tot.	Machines variées	% du tot.	Véhicules automob.	% du tot.	Produits fer et acier	% du tot.
1963	148.8	2.2	50.4	0.7	144.0	2.1	324.0	4.9	675.6	10.3	597.6	9.1	378.0	5.7
1964	225.6	3.0	57.6	0.7	193.2	2.5	373.2	4.9	874.8	11.6	709.2	9.4	420.0	5.6
% + ou - 1964/1963	+ 51.6	-	+ 14.2	-	+ 34.1	-	+ 15.1	-	+ 30.0	-	+ 18.6	-	+ 11.1	-
Année	MILLIONS DE DOLLARS													
	Appareils électr.	% du tot.	Pétrole et annexes	% du tot.	Plastiques	% du tot.	Prod. chimiq.	% du tot.	Réfrigérateurs	% du tot.	Matériel aéronaut.	% du tot.	Divers (1)	% du tot.
1963	312.0	4.7	445.2	6.7	121.2	1.8	289.2	4.4	21.6	3.2	159.6	2.4	1.041.6	15.8
1964	334.8	4.4	436.8	5.8	133.2	1.7	321.6	4.3	34.8	4.6	154.8	2.0	1.224.0	16.3
% + ou - 1964/1963	+ 7.3	-	- 1.8	-	+ 9.9	-	+ 11.2	-	+ 61.1	-	- 3.0	-	+ 17.5	-

(1) Comprend : Fourrures, aluminium et annexes, métaux précieux (sauf or), produits non ferreux, céramique, charbon, miroiterie, verrerie, divers produits non métallurgiques ou inclassables.

TABLEAU XXIII

DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR

Moyenne mensuelle ou mois	EXPORTATIONS (et réexportations)										IMPORTATIONS						
	MILLIONS DE DOLLARS					NON DÉSÉAISONNISÉS					NON DÉSÉAISONNISÉS						
	Tous pays	Etats-Unis	Royaume-Uni	Tous autres pays	C.E.E.	A.E.L.E.	O.C.D.E. (sauf E.-U. et Japon)	Tous pays	Etats-Unis	Royaume-Uni	Tous autres pays	C.E.E.	A.E.L.E.	O.C.D.E. (sauf E.-U. et Japon)			
1963	581.7	326.1	84.6	171.0	40.6	96.5	140.6	546.6	370.4	43.9	132.3	28.8	53.8	83.8			
1964	692.0	369.7	100.6	221.7	47.1	113.1	165.0	624.1	430.4	47.8	145.9	33.8	59.3	94.8			
1964	634.1	310.2	111.9	212.0	45.9	122.1	172.3	566.0	413.6	38.1	114.3	19.9	46.1	67.1			
J.	549.8	321.3	73.1	155.4	31.9	80.3	114.4	512.6	377.6	37.0	98.0	20.5	44.3	66.1			
F.	599.7	332.7	82.9	184.1	42.1	90.5	136.0	576.0	411.3	49.2	115.4	25.9	59.5	86.4			
M.	670.1	374.1	96.7	199.2	39.4	108.2	132.0	703.7	497.8	61.3	144.6	37.3	76.6	115.2			
A.	685.4	358.5	105.9	221.0	41.4	119.7	143.9	657.7	437.3	58.8	161.5	38.0	69.9	109.7			
M.	795.9	396.0	112.7	287.1	54.2	128.2	192.4	686.0	473.7	51.0	161.3	31.8	64.9	99.0			
J.	788.0	382.4	113.4	292.2	48.7	129.6	184.0	637.6	426.7	52.1	158.8	37.1	63.7	102.6			
J.	692.5	386.9	101.1	204.6	41.7	112.8	157.1	566.2	375.0	44.8	146.4	32.6	55.6	89.7			
A.	742.4	393.5	106.4	242.4	58.9	135.2	188.1	616.3	420.1	37.6	158.6	35.8	49.0	86.2			
S.	688.9	386.5	95.8	206.6	46.3	109.4	166.1	636.8	440.3	46.2	150.2	41.8	57.7	101.5			
O.	724.3	405.1	101.2	218.1	55.6	110.9	169.7	673.2	441.8	50.9	180.5	48.8	66.7	118.1			
N.	732.4	389.7	105.9	236.8	59.7	120.8	184.4	656.1	449.1	46.9	160.1	36.1	57.8	95.9			
D.	889.7	425.4	120.5	220.4	49.4	134.9	198.0	735.1 p	506.8 p	54.1 p	174.2 p	—	—	—			
1965	586.8	336.7	89.9	160.2	44.2	102.0	150.4	559.7	412.0	38.3	109.5	20.5	46.7	67.9			
J.	557.2	336.6	80.1	140.6	36.9	88.7	127.2	531.1	407.7	40.6	102.7	24.7	48.4	74.4			
F.	706.4	409.1	96.2	201.1	45.8	113.7	167.0	731.1 p	540.1 p	53.7 p	137.3 p	—	—	—			
M.	665.2	403.6	85.3	176.3	36.0	96.1	136.9	699.8 p	492.9 p	56.1 p	150.8 p	—	—	—			
A.	766.3	425.4	120.5	220.4	49.4	134.9	198.0	735.1 p	506.8 p	54.1 p	174.2 p	—	—	—			
M.	825.4	425.4	120.5	220.4	49.4	134.9	198.0	735.1 p	506.8 p	54.1 p	174.2 p	—	—	—			
% + ou - 1964/1963	+ 18.9	+ 13.3	+ 18.9	+ 29.6	+ 16.0	+ 17.2	+ 17.3	+ 14.1	+ 16.1	+ 8.8	+ 10.2	+ 17.3	+ 10.2	+ 13.1			

D. — LES COMPTES NATIONAUX

TABLEAU XXIV

REVENU NATIONAL ET PRODUIT NATIONAL BRUT EN 1963 ET 1964

(dollars courants)

Année et trimestre	Rémunération des salariés	Soldes et allocations militaires	Bénéfices de société avant l'impôt et dividende aux non résidents	Moins dividendes versés aux non résidents	Loyers, intérêts et revenus divers des placements	Revenu net des agriculteurs
	MILLIONS DE DOLLARS NON DÉSAISONNALISÉS					
1963	21.546	598	3.996	— 613	3.093	1.725
1964	23.416	583	4.580	— 685	3.277	1.472
I	5.479	140	941	— 171	789	11
II	5.804	150	1.238	— 126	789	187
III	6.070	147	1.141	— 141	802	1.118
IV	6.063	146	1.260	— 247	897	156
1965						
I	6.021	145	1.003	— 173	832	3
% + ou — 1964/1963	+ 8.6	— 2.5	+ 14.6	+ 11.7	+ 5.9	— 14.6

Année et trimestre	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles	Ajustement de la valeur des stocks	Revenu national du coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provision pour consommation de capital et réévaluations diverses	Produit national brut aux prix du marché
	MILLIONS DE DOLLARS					
1963	2.472	— 195	32.622	5.568	5.172	43.180
1964	2.587	— 121	35.109	6.331	5.607	47.003
I	545	— 35	7.699	1.302	1.331	10.444
II	652	— 73	8.621	1.587	1.410	11.511
III	627	+ 22	9.786	1.631	1.386	12.903
IV	763	— 35	9.003	1.611	1.480	12.145
1965						
I	559	— 41	8.349	1.684	1.445	11.325
% + ou — 1964/1963	+ 4.6	— 37.9	+ 7.6	+ 13.7	+ 8.4	+ 8.8

TABLEAU XXV

DEPENSE NATIONALE BRUTE EN 1964 ET 1963
(dollars courants)

Année et trimestre	Dépenses personnelles	Dépenses publiques	Formation brute de capital fixe des entreprises			Valeur de la variation physique des stocks	Exportations	Moins Importations	Erreur résiduelle d'estime	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Construction neuve		Machines et équipements neufs					
			Habitat.	Autres						
MILLIONS DE DOLLARS — NON DÉSAISONNISES										
1963	27.146	8.024	1.707	2.835	3.049	+ 491	9.077	9.601	+ 182	43.180
1964	29.431	8.607	2.021	3.343	3.604	+ 380	10.440	10.868	+ 45	47.003
I	6.863	1.949	462	558	855	+ 2	2.129	2.463	+ 89	10.444
II	7.294	2.128	451	808	1.055	— 181	2.714	2.866	+ 108	11.511
III	7.181	2.318	513	1.003	828	+ 942	2.907	2.689	— 100	12.903
IV	8.093	2.212	595	974	866	— 383	2.690	2.850	— 52	12.145
1965	7.214	2.087	474	700	941	+ 166	2.248	2.658	— 153	11.325
% + ou — 1964/1963	+ 8.4	+ 7.2	+ 18.3	+ 17.9	+ 18.2	—	+ 15.0	—	—	+ 8.8

TABLEAU XXVI

LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX EN 1963 ET 1964

Année et trimestre	Exportat. ajustées	Importations ajustées	Balance commerciale	Production d'or exportable	Tourisme net	Intérêts et dividendes	Fret et shipings (nets)	Fonds d'immigra- tion (net)	Contributions officielles	Autres transactions courantes	Balance des transactions non-commer- ciales	Balance de compte courant
1963	7.082	6.579	+ 503	155	+ 20	- 646	- 81	- 33	- 61	- 413	- 1.060	- 557
1964	8.238	7.538	+ 700	144	- 52	- 673	- 61	- 25	- 68	- 418	- 1.153	- 453
1965 I	1.825	1.882	- 57	35	- 89	- 166	- 9	+ 2	- 23	- 101	- 351	- 408
% + ou - 64/63	+ 16.3	+ 14.5	+ 39.1	- 7.0	- 35	+ 3.8	+ 24.6	- 24.4	+ 11.6	-	- 8.4	+ 18.6

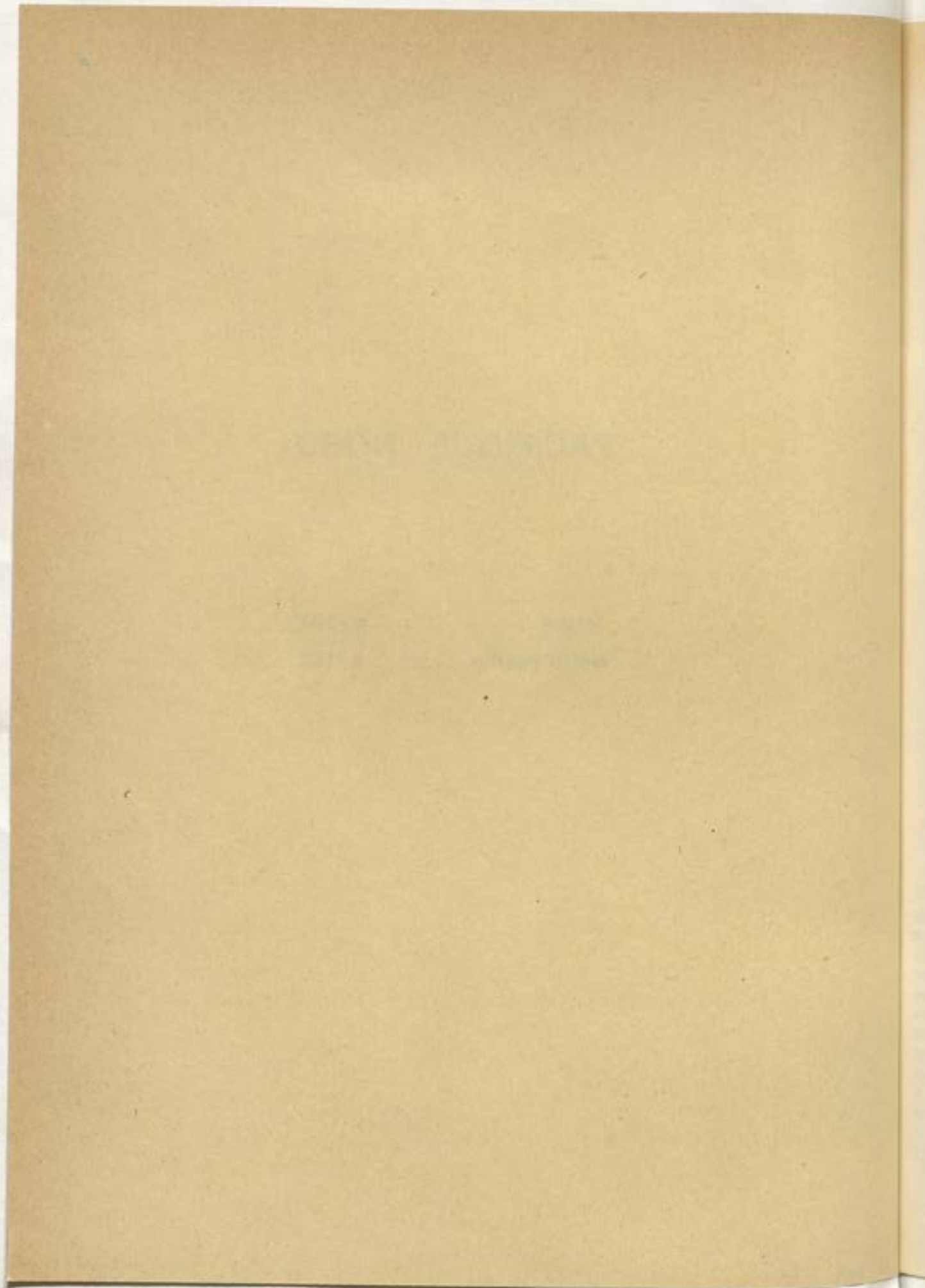
Année	COMPTE COURANT						COMPTE DE CAPITAL						
	Etats-Unis			Royaume-Uni			Tous Pays						
	Balance commerc.	Balance non commerc.	Balance de C.C.	Balance commerc.	Balance non commerc.	Balance de C.C.	Investisse- ment direct du Canada	Emission de Bons d'Etat	Rembour- sements	Mouvements des disponi- bilités à long terme	Mouvements des disponi- bilités à court terme	Mouvement net de capital	Variation or stock d'or et dérivés
1963	- 488	- 695	- 1.183	+ 496	- 96	+ 400	+ 240	+ 968	- 335	+ 613	+ 90	+ 703	+ 60
	- 805	- 854	- 1.659	+ 634	- 62	+ 572	+ 165	+ 1.053	- 357	+ 751	+ 65	+ 816	+ 86

MILLIONS DE DOLLARS

PACIFIQUE NORD

Alaska p. 143

North Pacific p. 157



ALASKA

so
the
G
ka
w
pr
da
te
pi
to
co

TABLE 1
NON-AGRICULTURAL CIVILIAN WAGE AND SALARY EMPLOYMENT ANCHORAGE LABOR
MARKET AREA, 1963-1964

	Total	Mining	Contract Construction	Manufacturing	Transportation Communication Utilities Public	Trade Finance Service etc.	Civilian Government
(Number of persons employed)							
1964							
Jan	24,390	440	1,080	520	2,060	8,310	11,980
Feb	24,320	420	1,100	500	2,080	8,320	11,900
Mar	24,560	450	1,100	520	1,960	8,510	12,020
Apr	25,590	510	1,710	650	2,130	8,050	12,540
May	27,020	510	2,360	710	2,220	8,280	12,940
June	28,160	530	3,000	790	2,340	8,500	13,000
July	28,690	540	3,720	840	2,320	8,650	12,620
Aug	29,340	500	4,510	750	2,330	8,640	12,610
Sept	29,430	500	4,620	700	2,300	8,800	12,510
Oct	29,000	480	4,160	680	2,220	8,820	12,640
Nov	28,130	510	3,250	660	2,200	8,890	12,620
Dec	27,190	500	2,480	560	2,150	8,980	12,520
1963							
Jan	23,738	359	874	462	2,303	7,829	11,911
Feb	23,642	388	824	480	2,278	7,844	11,828
Mar	24,206	455	862	477	2,280	8,194	11,938
Apr	24,615	480	994	528	2,260	8,405	11,948
May	25,992	485	1,783	691	2,447	8,521	12,065
June	27,239	512	2,558	795	2,399	8,797	12,178
July	27,296	522	3,033	751	2,293	8,525	12,172
Aug	27,852	533	3,449	738	2,195	8,680	12,257
Sept	27,550	489	3,229	665	2,193	8,747	12,227
Oct	26,708	502	2,578	689	2,151	8,577	12,211
Nov	25,696	485	1,796	562	2,106	8,587	12,160
Dec	25,291	430	1,568	542	2,023	8,592	12,136

Source : Alaska Department of Labor, Workforce Estimates, Alaska, by Industry and Area, 1963 and monthly Labor Market Newsletter, Anchorage for 1964.

TABLE 2
PERCENTAGE CHANGES IN EMPLOYMENT
IN KEY INDUSTRIAL CLASSIFICATIONS, ANCHORAGE LABOR MARKET 1963-1964

Month	Contract Construction	Transportation Communications Public Utilities	Trade Services Misc.	Civilian Government
		Percent Increase (decrease)		
Jan	23.6	(10.6)	6.1	0.6
Feb	33.5	(6.1)	6.1	0.6
Mar	27.6	(14.0)	3.9	0.7
Apr	72.0	(5.8)	(4.2)	5.0
May	32.4	(9.3)	(2.8)	7.3
June	17.3	(2.5)	(3.4)	6.7
July	22.7	1.2	1.5	3.7
Aug	30.8	6.2	(0.5)	2.9
Sept	43.1	4.9	0.1	2.6
Oct	61.4	3.2	2.8	3.5
Nov	81.0	4.5	3.5	3.8
Dec	58.2	6.3	4.5	3.2

Source : Alaska Department of Labor, Workforce Estimates, Alaska, by Industry and Area, 1963, and Monthly Labor Market Newsletter, Anchorage, for 1964.

TABLE 3

IMPACT UPON INDUSTRIAL PATTERNS AND TRENDS IN NON AGRICULTURAL CIVILIAN WAGE
AND SALARY EMPLOYMENT ANCHORAGE LABOR MARKET, 1961-1964

Year	Total	Mining and Manufacturing	Contract Construction	Transportation Communications Public Utilities	Trade Services Misc.	Civilian Government
Twelve Month Average Employment						
1964	27,150	1,150	2,760	2,190	8,560	12,490
1963	25,819	1,085	1,962	2,244	8,442	12,086
1962	24,741	1,042	2,103	2,328	7,802	11,466
1961	23,872	890	1,908	2,299	7,526	11,249
Industrial Composition, Percent						
1964	100.0	4.2	10.2	8.1	31.5	46.0
1963	100.0	4.2	7.6	8.7	32.7	46.8
1962	100.0	4.2	8.5	9.4	31.5	46.3
1961	100.0	3.7	8.0	9.6	31.5	47.2
Percentage Increase (Decrease) from previous year						
1964	5.2	6.0	50.7	(2.4)	1.4	3.3
1963	4.4	4.1	(6.7)	(3.4)	8.2	5.4
1962	3.6	17.1	10.2	1.3	3.7	1.9

Source : Twelve month average employment from Alaska Department of Labor, Workforce Estimates, Alaska, by Area, 1961, 1962; Workforce Estimates, Alaska, by Industry and Area, 1963; and 1964 monthly Labor Market Newsletter, Anchorage.

1964 MINERAL PRODUCTION IN ALASKA

Mineral production for 1964 (see Table 4) increased about 5 % above 1963 as the result of increased oil, gas, and sand and gravel production. Revenue obtained by the State from the

minerals industry for the year amounted to approximately \$ 15,000,000. This includes production taxes, royalties, and sale of sand and gravel, but does not include income and license taxes in connection with the minerals industry.

TABLE 4

MINERAL PRODUCTION IN ALASKA

	1963		1964 (1)	
	Quantity	Value (Thousands)	Quantity	Value (Thousands)
Coal	853	\$ 5,910	800	\$ 5,536
Gold	99	3,485	63	2,188
Mercury	400	76	340	104
Natural Gas	4,498	1,111	5,982 (2)	1,610
Petroleum, crude	10,740	32,650	11,054	33,880
Sand and Gravel	16,926	22,005	21,000	23,300
Silver	14	18	7	9
Undistributed (3)		2,589		4,395
Total		\$ 67,840		\$ 71,022

(1) All figures for 1964 except petroleum are preliminary and subject to revision.

(2) Includes only gas sold. An additional 5,479 million cf was used on the leases for pressure maintenance and power, or was unavoidably lost.

(3) Undistributed includes gem stones, platinum group metals, uranium ore, clay, and copper.

Source : Division of Mines and Minerals, State of Alaska, Annual Report for the Year 1964, p. 8.

POVERTY IN ALASKA

Poverty has become an important term in current discussion of the economic and social life of America. Impressed by the results of research by his Council of Economic Advisors and others, the late President Kennedy had given approval to the drawing up of an anti-poverty program just days before his death. The declaration of the "War on Poverty" was the first dramatic statement by President Johnson and became the philosophical foundation for the "Economic Opportunity Act of 1964". This program is based upon evidence that there exists in the United States a sizeable number of individuals who are relatively unaffected by the general course of economic progress. These people are caught in the backwash of American economic life and do not participate in the increasing affluence of the general society. The programs being implemented under the 1964 Act all aim to provide means of escape from this backwash.

Alaska has only begun to take a look at the incidence of poverty and affluence in its people. The following discussion draws upon already published data in U.S. Bureau of the Census reports and income estimates and only begins to suggest the nature and incidence of poverty in Alaska. It supports a growing popular awareness that there are segments of Alaskans who are caught in a tragic economic backwash and are in need of assistance to escape into the economic mainstream.

INCIDENCE OF POVERTY-THE "OTHER ALASKA"

A popular measure of the comparative economic well being of the states of the Union is the U.S. Department of Commerce's annual estimates of per capita personal income. In many federal

grant programs this is taken as a measure of the relative ability of each state to contribute to the financing of public programs; state planners use it in measuring economic progress or decline over time and in relation to other states and regions, etc. In terms of this indicator it would appear that the State has been economically well off over the entire period for which these estimates have been made for Alaska (1950-1963). There have been declines since the mid-1950's both in the rates of annual increase and in levels of per capita income in relation to trends for the nation as a whole and the Far West region, of course, and since 1960 the per capita dollar amount has fallen below the average for the Far West. But Alaska's per capita income continues to rank amongst the highest in the United States.

	Alaska	U.S.	Far West
1960	\$ 2,760	\$ 2,217	\$ 2,625
1961	2,672	2,268	2,691
1962	2,731	2,368	2,789
1963	2,829	2,449	2,878

In originally establishing these series for Alaska, the Office of Business Economics also was interested in determining the causes of Alaska's high income classification. The most obvious factor was relative cost of living. Taking note that 1957-58 consumer prices in Anchorage and Fairbanks were 35% to 45% above Seattle, the report concluded - that if prices are taken into account, per capita real income in Alaska is no higher than that in the country as a whole, at most, and possibly somewhat less (1). Another important factor was discovered when data collected for the bench-

(1) R. E. Graham, *Income in Alaska*, Office of Business Economics, page 16.

mark year 1957 was organized to present the components of State total and per capita income in four major economic groups.

	Estimated 1957 Alaska Per capita income	% U.S. Per capita income
Military	\$ 1,806	88
Native economy	1,231	60
Natural resource economy	2,052	100
Defense-oriented economy	3,591	175
Total Alaska	2,408	117
Total United States	2,052	100

(• Military • includes the value of food and housing provided for military personnel, the • native economy • includes estimated cash equivalent of fish and game harvested for food and clothing, etc.) (1).

Region	Per capita Income	Regional Native Population as % Total Regional Population	% Distribution of Alaska Native Population
Southeast	\$ 2,765	26.1	21.4
Southcentral	3,046	5.1	12.8
Southwest	1,952	68.1	33.2
Interior	2,840	9.4	10.8
Northwest	1,604	79.5	21.8
Total Alaska	2,781	19.0	100.0

Alaska's high income level was thus seen to stem largely from the State's defense-oriented economy located primarily in the southcentral part of the State. It was also clearly revealed that Alaska had an area of poverty which could be identified as the • native economy • and measured. This was further confirmed by another investigation which organized the annual personal income estimates for the period 1957 through 1960 into five major geographical regions and arrived at a series of total and per capita figures which divide the total state economy into regional rather than economic components. A comparison of 1960 regional levels of income with regional distribution of native population reported by the U.S. Census indicated a marked correlation between the incidence of low income and native population concentration (2).

PROFILE OF POVERTY-THE NATIVE ECONOMIC CONDITION

A visit to a native village or the native sector of a larger community is necessary to understand the full nature of poverty in Alaska. Poverty exists elsewhere, but here it dominates the life of the community. There are some difficulties, however, in finding suitable statistics. Data on population characteristics from the 1960 census can provide a rough profile of the nature and extent of poverty in terms of broad statistical measures. The racial data from which this can be computed is not available beyond the general • white • and • non-white • classification, but through the elimination of the Anchorage and Fairbanks election districts the remaining • non-white • population is 96.4 % native and can be taken as approximating the total • native • data.

	Total State Population	Population Excluding Anchorage and Fairbanks Election Districts
Total non-white population	100.0 %	100.0 %
Native	83.6	96.4
Other non-white	16.4	3.6

Although more than half the total State population in 1960 was reported from these two election districts, they contained only 7.8 % of the total native population. Their elimination, therefore, does not eliminate too many of the native population.

(1) Graham, *op. cit.*, page 18.

(2) Rogers and Cooley, *Alaska's Population and Economy* Vol. II, pp. 174-187.

	(1) Total State Population	(2) Population Excluding Anchorage and Fairbanks Election Distts.	(2) as Percentage of (1)
Total Population	226,167	99,922	44.2
White	174,649	58,731	33.6
Native	43,081	39,706	92.2
Other non-white	8,437	1,485	17.6

The « non-white » data for all election districts but Anchorage and Fairbanks will be taken as being representative of the total native population characteristics for purposes of making comparisons of a few key indicators of economic well being with white population data.

Although it misses a number of important elements comprising the « good life », money income received reported in the census can be taken as a rough index of the incidence of poverty in these two population groups. In examining the census income data, it should be remembered that the distribution of family income and individual income is related only to those receiving income during the year 1959. In other words, the family income category « less than \$2,000 » does not include those who received no income during the year. In relating these data to national income data it should be recalled that the dollar amounts are not adjusted for Alaska cost of living levels and « real » money terms would be considerably lower than the amounts indicated. Finally, the difference in the number of persons contained in a white and a nonwhite family must be considered in making comparisons. The census did not publish the average size of the family units surveyed for income, but it reported that the 1960 population per household for white Alaskans averaged 3.2 persons and for native Alaskans 5.3 persons. For this discussion, it will be assumed that the average size of households is the same as that of families.

Family Income - Year 1959	White	Native
(As percent of all families receiving income)		
Families receiving income :		
— less than \$ 2,000	4.2	38.6
— 2,000 - 2,999	3.9	14.7
— 3,000 - 3,999	5.7	10.9
— 4,000 - 4,999	9.0	7.7
— 5,000 - and over	77.2	28.1
(1960 population per household)	(3.2)	(5.3)

	White	Native
Unrelated Individuals Receiving Income - Year 1959 (As percent all individuals receiving income)		
Persons receiving income :		
— less than \$ 1,000	12.4	44.3
— 1,000 - 1,999	33.5	21.1
— 2,000 - 2,999	13.1	11.1
— 3,000 - 3,999	9.1	6.2
— 4,000 - 4,999	6.2	6.0
— 5,000 - and over	25.7	11.3

The level of family income which would be considered adequate for maintaining certain minimum standards of decency, etc., would vary with time, place, size of family, and general cultural background. No adequate uniform definition is possible, therefore, but some arbitrary limits can be set.

In a statement before a subcommittee hearing on the « Economic Opportunity Act of 1964 », Walter Heller, as Chairman of the Council of Economic Advisors, assumed a level of income of less than \$ 3,000 per year (1963 prices) for a family as being indicative of poverty (1). (For single individuals the boundary was assumed to be \$ 1,500). Other studies would indicate that this understates the extent of poverty. For example, for the fall of the year 1959 (the year surveyed by the census), the Bureau of Labor Statistics defined a budget for an urban family of four described as « modest but adequate » although « below the average enjoyed by American Families » and found the dollar income required for this budget to vary from \$ 5,370 in Houston, Texas to \$ 6,147 in Washington, D.C., and \$ 6,567 in Chicago (2).

In comparing 1959 Alaskan family income to these guides we must somehow weigh the much greater cost of living and larger family sizes, on the one hand, against the degree to which « living off the land » can make a contribution toward family support, on the other. If we arbitrarily take 1959 family income below \$ 3,000 as defining the Alaska poverty line, for example, it would appear

(1) U.S. Congress, **Economic Opportunity Act of 1964**. Hearings before the Subcommittee on the War on Poverty Program of the Committee on Education and Labor, House of Representatives, 88th Cong., 2nd Sess., Washington, 1964, pp. 26-30.

(2) For a fuller discussion of this and other governmental and private studies of family income and poverty, refer to the appendix of Michael Harrington, **The Other America, Poverty in the United States**, (Penguin Books, 1965), pp. 171-186.

that 53.3 % of native families receiving income were below the poverty line as compared with 8.1 % of white families. If we adjust the \$ 3,000 income to reflect the larger family size (5.3 persons in native households as compared with 4 persons in the national average), the poverty line moves up to \$ 3,975. Rounding this to \$ 4,000, it would then appear that 64.2 % of native families with incomes were in poverty status as compared with 13.8 % of white families. If we were to give greater weight to Alaska cost of living factors and move the poverty line up to \$ 5,000 for the year 1959 (still below the levels considered as "adequate" by the Bureau of Labor Statistics study for urban families of four, although above Heller's 1963 poverty line), it would then appear that 71.9 % of native families with income were in a state of poverty as compared with 22.8 % of white families.

The social and economic characteristics reported by the 1960 census reveal further aspects of both the nature of poverty and its contributing causes. The non-worker to worker ratios (ratio of persons not in labor force to labor force) for the white population was 1.02 as compared with 3.94 for the native population. For the white population 11.1 % of civilian labor force was unemployed during the April 1960 "reference week" as compared with 21.9 percent for native population in civilian labor force. An analysis of employment by occupation and industry group indicates native worker concentration in the lower paying, unskilled labor classifications and primary industries (resource harvesting).

Level of educational attainment is both a result of poverty and a contributing factor. The 1960 census reported that 5.8 percent of white persons 25 years and over had seven years or less education (i.e., dropped out before graduation from primary school) as compared with 68.9 percent of native persons 25 years and over. With 68.9 percent of the adult native population having something less than an elementary school education, the hopes are dim for improvement in employment and income for this group through greater participation in Alaska's future economic growth (1).

The quality or the end product of life can be indicated from a comparison of health statistics. In the year 1960 the crude death rate from State vital statistics was 9.4 per 1,000 total population for native Alaskans as compared with 4.7 for non-

native. This was a dramatic drop from the native rate of 16.9 for the year 1950, but still double the rate for the rest of Alaskans. The most significant element in the high crude death rate for Alaska's natives is to be found in infant mortality, one of the primary indicators of the intensity of poverty. The infant mortality rate for Alaska's natives (the number of deaths of children under one year of age per 1,000 live births occurring in the same year) dropped from 95.9 in 1950 to 74.8 in 1960. Although a heartening improvement, this is still far above the non-native rate of 27.8 for 1960. Among the five major regions of the State, there was marked differences in the infant mortality rate (southeast 55.1, southcentral 48.7, southwest 121.9, interior 62.8 and northwest 82.4) (2).

THE FUTURE OF POVERTY IN ALASKA - DEVELOPMENT VS. POPULATION

Economic development is sometimes advanced as an automatic cure for poverty. Walter Heller's statement at the hearings on the "Economic Opportunity Act of 1964" noted, however, "Clearly, we cannot rely on the general progress of the economy-or on job creating programs alone-to erase poverty in America". New jobs would increase the number of exits from poverty, of course. "But open exits mean little to those who cannot move-to the millions who are caught in the web of poverty through illiteracy, lack of skills, racial discrimination, broken homes, and ill health-conditions which are hardly touched by prosperity and growth".

As related to poverty among Alaska's natives, the prospect of future economic development provides even less cause for complacency. In addition to adverse factors of lack of education and skills, racial discrimination, etc., the present geographic distribution of native population is heaviest in areas of the State which are away from the centers of recent economic development and anticipated future growth. Although there has been evidence of increasing geographic mobility among Alaska's natives, they have traditionally remained within the major regions in which their ancestors

(1) Income, employment and education data from U.S. Bureau of the Census, U.S. Census of Population 1960, Alaska, PC (1) 3 B and PC (1) 3 C. "Native" population compiled from census worksheet data.

(2) Rogers and Cooley, op. cit., pp. 92-104.

lived. They also appear to be occupationally immobile, as the recent experience of the introduction of a new forest products industry in southeast Alaska has indicated.

Coupled with the relatively high labor immobility of Alaska's natives, their recent rates of natural increase further work against the probability that general economic development will automatically take care of their condition of poverty. During the period from 1950 through 1963 rates of natural increases have been close to 4 percent per year for the state as a whole, and approach 5 percent in the southwest and interior regions. If we define economic progress in terms of per capita income growth, these rates of population increase far outstrip even the most optimistic pro-

jections of rates of economic output for the State (1).

The attack on poverty in Alaska must focus upon the special conditions and characteristics of native population. There is no simple way to a solution of the problem. For Alaska's native population, caught in the backwash of economic development, it must involve more meaningful education and vocational training and retraining, intelligent and sympathetic population relocation, family assistance, etc. It is a matter of the highest concern for all Alaskans and for Alaska's future.

(1) A discussion of Alaska native population and employment prospects will be given in the next issue of *Inter Nord*.

Year	Population	Per Capita Income
1950	247,000	\$1,100
1955	275,000	\$1,200
1960	300,000	\$1,300
1963	315,000	\$1,400

The population growth in Alaska during the period 1950-1963 was rapid and has continued to increase. The population growth rate in Alaska during this period was 4.1 percent per year, which is higher than the national average of 1.6 percent per year. This rapid population growth is a result of the high birth rate and the low death rate. The high birth rate is due to the fact that many of the women in Alaska are young and have a high fertility rate. The low death rate is due to the fact that the life expectancy in Alaska is high, which is a result of the high standard of living and the good medical care available in the state.

The rapid population growth in Alaska has led to a number of social and economic problems. One of the most serious problems is the shortage of housing. The rapid increase in population has led to a shortage of housing in many of the major cities in Alaska, particularly in Anchorage and Fairbanks. This shortage of housing has led to a number of social problems, including the growth of slums and the increase in crime. Another serious problem is the shortage of jobs. The rapid increase in population has led to a shortage of jobs in many of the major industries in Alaska, particularly in the mining and oil industries. This shortage of jobs has led to a number of social problems, including the growth of unemployment and the increase in poverty.

The rapid population growth in Alaska has also led to a number of economic problems. One of the most serious problems is the increase in the cost of living. The rapid increase in population has led to an increase in the cost of living in many of the major cities in Alaska, particularly in Anchorage and Fairbanks. This increase in the cost of living has led to a number of economic problems, including the growth of inflation and the decrease in the standard of living. Another serious problem is the increase in the demand for public services. The rapid increase in population has led to an increase in the demand for public services in many of the major cities in Alaska, particularly in Anchorage and Fairbanks. This increase in the demand for public services has led to a number of economic problems, including the growth of government spending and the increase in taxes.

(1) State Department of Labor, Census Bureau, Alaska, *Alaska Census Report*, Vol. 1, 1963, p. 10.

III

MAJOR SOCIAL AND ECONOMIC CHARACTERISTICS OF ALASKA'S REGIONS

Since 1950, the most authoritative estimates of Alaska's annual population and the components of change were the estimates made by the U.S. Bureau of the Census, - Current Population Reports -, Series P-25. These were made by adding to the regular 10-year census counts estimates of the net natural increase (excess of births over deaths), net civilian migration and changes in the number of persons in the Armed Forces stationed in the State for the period between the census and date of the estimate. Natural increase was computed from published vital statistics data, migration from passenger traffic statistics (including highway travel) into and out of Alaska and Armed Forces data was provided by the Department of Defense.

The Alaska Department of Labor has just launched another annual population estimate series which estimates population for each of the State's 24 election districts and presents the estimated components of change (1). The method used is a variation of that used by the Bureau of the Census in making the total Alaska population estimates. The same vital statistics and Armed Forces data are used (broken down by the election districts), but the migration for each election district is estimated using changes in school enrollment as an index of migration. A comparison of the results for the State as a whole indicates a fair degree of conformity for 1961 and 1962 :

Date	U.S. Bureau of the Census estimate	Alaska Department of Labor estimate
April 1, 1960	226,167	226,167
July 1, 1961	235,000	236,669
July 1, 1962	242,000	242,817
July 1, 1963	246,000	249,904

The significant difference between the two estimates for 1963 arises from differences in estimated migration between 1962 and 1963. On the basis of passenger traffic statistics, the U.S. Bureau of the Census estimated that there was a net **emigration** of 3,000 persons. On the basis of school enrollment statistics, the Alaska Department of Labor estimated a net **in-migration** of 226 persons for the same period. One or both of these sets of estimates are probably due for revision when the 1964 data are processed and all the basic data used in the two estimates have been reviewed. In the meantime, the two series provide a basis for making analyses of population annual changes in the five major regions of the State of Alaska as presented in *Inter-Nord* No. 7 (refer to Tables 5 and 6).

(1) Alaska Department of Labor, *Current Population Estimates, Alaska, by Election Districts, July 1, 1961 - July 1, 1963* (undated).

TABLE 5

ESTIMATED ALASKA TOTAL RESIDENT POPULATION BY MAJOR SUB-REGIONS, 1960-1963

	Total	Military	Civilian	
			Non-native	Native
TOTAL ALASKA				
April 1, 1960	226,167	32,489	150,597	43,081
July 1, 1960	235,000	32,000	158,700	44,300
July 1, 1962	242,000	33,000	163,500	45,500
July 1, 1963	248,000	34,000	167,200	46,800
SOUTHEAST				
April 1, 1960	35,403	608	25,553	9,242
July 1, 1961	37,000	600	27,000	9,400
July 1, 1962	37,700	600	27,600	9,500
July 1, 1963	38,300	600	28,000	9,700
SOUTHCENTRAL				
April 1, 1960	108,851	17,071	86,266	5,514
July 1, 1961	115,400	17,000	92,600	5,800
July 1, 1962	117,600	17,300	94,300	6,000
July 1, 1963	122,100	18,300	97,500	6,300
SOUTHWEST				
April 1, 1960	21,001	3,296	3,391	14,314
July 1, 1961	22,700	3,200	4,600	14,900
July 1, 1962	23,700	3,300	5,000	15,400
July 1, 1963	24,000	3,300	4,700	16,000
INTERIOR				
April 1, 1960	49,128	10,772	33,718	4,638
July 1, 1961	47,700	10,500	32,500	4,700
July 1, 1962	50,500	11,000	34,700	4,800
July 1, 1963	51,400	11,000	35,500	4,900
NORTHWEST				
April 1, 1960	11,784	742	1,669	9,373
July 1, 1961	12,200	700	1,900	9,600
July 1, 1962	12,500	800	1,900	9,800
July 1, 1963	12,700	800	1,900	10,000

Source: Computed from data in: U.S. Bureau of the Census, Current Population Reports, Series P-25; Alaska Department of Labor, Current Population Estimates, Alaska, By Election Districts, July 1, 1961 - July 1, 1963; Alaska Department of Health and Welfare, vital statistics data.

TABLE 6

ESTIMATED COMPONENTS OF ANNUAL RESIDENT CIVILIAN POPULATION CHANGE BY MAJOR SUB-REGIONS 1960-1967

	Total Civilian Population	Net Annual Change	Net Natural Increase	Net Migration
TOTAL ALASKA				
April 1, 1960	193,000	—	—	—
July 1, 1961	203,000	10,000	8,000	2,000
July 1, 1962	209,000	6,000	7,000	(1,000)
July 1, 1963	214,000	3,000 (1)	7,000	(1,000) (2)
(1) Includes an estimated loss of 1,000 civilian population (cumulative and rounded) to the Armed Forces. This shift not estimated for sub-regions.		(2) Compromise between U.S. Bureau of the Census estimate of net out-migration of 3,000 and Alaska Department of Labor estimate of net in-migration of 226.		
SOUTHEAST				
April 1, 1960	34,500	—	—	—
July 1, 1961	36,400	1,900	900	1,000
July 1, 1962	37,100	700	800	(100)
July 1, 1963	37,700	600	800	(200)
SOUTHCENTRAL				
April 1, 1960	91,500	—	—	—
July 1, 1961	98,400	6,900	4,100	2,800
July 1, 1962	100,300	1,900	3,500	(1,600)
July 1, 1963	103,800	3,500	3,500	—
SOUTHWEST				
April 1, 1960	18,000	—	—	—
July 1, 1961	19,500	1,500	800	700
July 1, 1962	20,600	1,100	800	300
July 1, 1963	20,700	600	800	(200)
INTERIOR				
April 1, 1960	38,000	—	—	—
July 1, 1961	37,500	(800)	1,700	(2,500)
July 1, 1962	39,500	2,300	1,500	800
July 1, 1963	40,400	900	1,500	(600)
NORTHWEST				
April 1, 1960	11,000	—	—	—
July 1, 1961	11,500	500	500	—
July 1, 1962	11,500	—	400	(400)
July 1, 1963	11,900	400	400	—

Source : Same as Table 5.

(2)
Cen
Dep

NORTH PACIFIC

NORTH PACIFIC

TH
MA

an
by
Se
te
su
sic
wh
re
se
ta
an
ph
te
in
tu
re
he
se
ra
pe
is
sta

th

Pe

NORTH PACIFIC

ALTHOUGH UNCERTAIN IN ITS DETAILS, THE FUTURE OUTLOOK IS ONE OF INCREASING POTENTIAL FOR INTERNATIONAL CONFLICT IN THE NORTH PACIFIC BALANCED BY AN INCREASING SENSE OF INTERDEPENDENCE AND RESULTING COOPERATION AMONG THE PARTIES TO CONFLICT OF INTEREST.

THE NORTH PACIFIC AS AN INTERNATIONAL MARINE REGION PATTERNS OF CONFLICT AND COOPERATION

An initial essay on the North Pacific Ocean and adjacent seas (to use the area embraced by the 1953 International Convention for the High Seas Fisheries of the North Pacific Ocean), whatever might be the eventual content and trend of successive essays, should be devoted to a discussion of the legal and institutional framework which provides the ground rules for attempts to resolve international conflict in the use of high seas natural resources, to achieve maximum sustained output, to determine and protect territorial and historical rights, etc. This is a natural geographic region which has been politically divided into territorial and international areas and a number of intermediate zones. Because of the migratory nature of much of the North Pacific's major natural resources — the fur seal, whale, sea lion, salmon, herring, halibut, etc. — sound management necessarily becomes a matter for international cooperation and exploitation one of international competition. An understanding of what has happened, is happening and is likely to happen in the future starts with a simple review of the record.

The Beginnings of International Cooperation in the North Pacific — The Fur Seal Treaty

The unregulated pelagic taking of the North Pacific fur seal by the nationals of the United

States, Russia, Japan and Canada had reduced this once abundant marine mammal to the verge of extinction by the end of the last century. On the Pribilof Islands of Alaska, for example, the herds were reduced from more than three million in 1870 to less than 130,000 by 1910, and the experience on the islands within Russian and Japanese waters was similar. International competition had resulted in this drive to extinction and clearly international cooperation was the only means for survival and eventual restoration of the stock.

The Bering Sea Arbitration of 1893 eventually arrived at the **Fur Seal Treaty** between Russia, Japan, the United States and Great Britain (later Canada), signed in 1911 and revised at various times (the latest in 1957). This treaty outlawed pelagic sealing, appointed the United States and Russia to carry out the management and harvesting of the herds, and denied to the nationals of any of the signatories the right to harvest them. In effect the ownership of the herds is restricted to the Commission, entry into the industry is severely limited to agents of the United States in regard to the herds using Alaskan islands and of the U.S.S.R. in regard to herds using their islands and the proceeds remaining after payment of management, harvesting and other costs are divided

(*) by Dr George W. Rogers, University of Alaska (Juneau).

among the four member nationals. The Commission's task is to ensure that the best methods of research and harvesting are being pursued and to ensure a fair distribution of the proceeds of the harvest among the signatory nations. Its decisions and recommendations are direct instructions to the U.S.S.R. and the United States. The results of this arrangement have been spectacularly successful, with a rapid recovery of the herds and a profitable operation for all parties on a sustained basis.

International Fisheries Cooperation Between Canada and the United States in the North Pacific — Halibut and Salmon

The expansion of the United States and Canadian salmon and halibut fisheries into the territorial and high seas waters of the North Pacific in the late nineteenth century and the opening decades of the present century soon produced symptoms of serious overfishing and posed the threat of possible extinction of certain stocks and the depletion of certain areas. In 1908 an International Fisheries Commission was created to deal with United States-Canadian border fishery problems in the Strait of Juan de Fuca, Washington Sound, the Gulf of Georgia and Puget Sound. Regulations proposed by the Commission, however, were never ratified by the United States. A second attempt to bring order out of the developing fisheries chaos was the arrangement of an American-Canadian Fisheries Conference in 1917 and 1918 to consider in addition to the above the international problems of the fishing industry in the Prince Rupert (British Columbia) and Ketchikan (Alaska) areas, the protection of North Pacific halibut, and rules the use of Canadian and American ports by vessels of both countries. A treaty signed by representatives of both governments in 1919 providing for closed seasons, international investigations and reciprocal port privileges was never ratified.

The first effective agreement ratified by both countries was the halibut fisheries convention of 1923. Beginning in 1868, the North Pacific halibut fisheries progressed rapidly until by 1913 no further geographical expansion was possible and depletion proceeded apace. The trend was such that investigations revealed in 1929 six units of gear were required to catch as many pounds of fish as one unit caught in 1906 (1). The 1917 conference and 1919 treaty were the first official attempts to meet this developing crisis, but the convention for the conservation of halibut signed March 2, 1923 and ratified by the United States May 31, 1924 was the first effective step taken. The 1923 convention provided a closed season

from November 16 to February 15 and created the four-member International Fisheries Commission to investigate the life history of the halibut and make recommendations. By the terms of the 1933 and 1937 conventions, the Commission was expanded in its function from a purely research organization to assume responsibility for all activities for the preservation of the halibut fishery of the northern Pacific Ocean and Bering Sea. This included powers to divide the convention waters into areas, limit the catch in each area, prohibit entry of any vessels into areas where catch limits had been reached, fix size and character of gear, declare closed areas, collect all necessary statistics to show the condition and trends of the resource.

This program of management has salvaged the resource and restored its production to levels approaching those of its early peak years. In 1933 when the Commission began imposing catch quotas, the annual take was about 47 million pounds and since has risen to an annual average of 65 million pounds. Since the close of World War II the appearance of Soviet and Japanese fishing fleets engaged in the taking of bottom fish in the Bering Sea and Gulf of Alaska have created the need for more inclusive international agreements and arrangements, as will be discussed below.

One of the problems considered by the 1918 American-Canadian Fisheries Conference was the conservation of salmon in the Puget Sound and Fraser River areas. Treaties were signed in 1918, 1920, and 1930, but the last was the only one which was finally ratified (July 28, 1937). Originally known as the Fraser River Sockeye Salmon Treaty, its scope was increased in 1956 to include pink salmon. The convention area included the territorial waters and high seas westward of Canada and the United States between 48° and 49° north latitude, the Strait of Juan de Fuca, the Strait of Georgia, and the Fraser River and its tributaries. The six member International Pacific Salmon Fisheries Commission makes rules applicable to Canadian and American fishermen entering this area as regards gear and open days so as to maximize the yield and equalize the catch to the nationals of both countries and plans fishways that ease salmon migration to and from spawning areas.

[1] W. F. Thompson, R. Van Cleave, *Life History of the Pacific Halibut*, Report No. 9, International Fisheries Commission, Seattle, 1936.

Post World War II High Seas Agreements — Abstention and Exclusion

With an end to World War II the Japanese high seas fisheries, which had been operating in international waters off the coasts of Alaska and the U.S.S.R. during the 1930's, was revived and posed a growing threat to the sustained yield of salmon fisheries originating within the political boundaries of the U.S.S.R., Canada and the United States. Fishing interests in these nations looked upon this as an encroachment upon resources which they had preserved through substantial investments in the building of fish ladders, improvement of spawning beds and by foregoing opportunities to annually harvest a greater number of fish than sound management dictated. In order to protect national interests and to minimize the potential sources of friction, the negotiations of high seas fisheries agreements were made part of the general treaty understandings at the end of World War II. The convention between the United States, Japan and Canada presented a new approach to settlement of these conflicts through the application of the principle of abstention, while the Soviet-Japan treaty was based upon outright exclusion of Japan from a high seas area which was assumed to define the migration of "Soviet salmon".

The International Convention for the High Seas Fisheries of the North Pacific Ocean was signed at Tokyo on May 9, 1952 on behalf of Canada, Japan and the United States and came into effect on June 12, 1953 upon the exchange of ratifications by the three governments. The Convention area includes all waters of the North Pacific Ocean, as well as the "adjacent seas", other than territorial waters. "To ensure the maximum sustained productivity of the fishery resources" of this area, the convention created a commission representing the three parties to promote and coordinate scientific studies, to carry out conservation recommendations and to provide for necessary restraints on its own nationals. The activities of the Commission are primarily concerned with the application of the "principle of abstention" to any stock of fish which has been determined to satisfy the following conditions: (a) that it is under management by another member or members substantially engaged in its exploitation, and (b) that it is fully utilized and more intensive exploitation would not increase a yield which could be sustained.

Under the terms of an annex to the original convention, Japan agreed to abstain from fishing

for halibut in areas off the coasts of Canada and the United States "in which commercial fishing for Halibut is being or can be prosecuted", for herring off the coasts of Canada and the United States exclusive of the Bering Sea and the waters of the North Pacific Ocean west of the meridian passing through the extremity of the Alaska Peninsula, and for salmon off the coasts of Canada and the United States exclusive of the Bering Sea and the North Pacific Ocean west of a provisional line passing through the western tip of Atka Island. Canada and Japan agreed to abstain from fishing of salmon in the Convention area of the Bering Sea east of a provisional line drawn in a southwestwardly direction from Cape Prince of Wales, Alaska to intersection with meridian 175° west longitude and then south along this meridian.

The 1956 agreement between Russia and Japan covers the northwest Pacific, the Sea of Japan, the Sea of Okhotsk and portions of the Bering Sea generally west of 170° east longitude. The convention states its regulations in its text and establishes a commission which appears to have as its chief task the inducting of both parties to agree to future amendments. Under the terms of the convention, the two parties agree as to catch limits on herring, crab and salmon (2). The main purpose of the agreement would appear to be the protection of salmon originating in the U.S.S.R. from unregulated Japanese fishing through the simple expedient of having the Japanese stay out of the large area north and west of the "provisional control line". One result of the implementation of this treaty has been to increase the intensity of the activities of the Japanese high seas salmon fisheries elsewhere in the North Pacific.

The International North Pacific Fisheries Commission started operating in June, 1953, for a ten-year period during which it has devoted itself to research and the review of the application of the principle of abstention. The provisional line in the annex to the original convention had been considered as "subject to confirmation or readjustment" as an adequate determination of the boundaries of Canadian and American salmon stocks on the high seas and this has been the focus of much of the Commission's activities. With the rapid expansion of the annual Japanese high seas salmon catch starting in 1952 and the

[2] From translation in *American Journal of International Law*, 53 (1959) 763-773.

general poor runs of salmon in Bristol Bay, American fishermen have contended that the Japanese are depleting American stocks because the provisional line does not define the migrations of American salmon and should be moved further to the west in order to accomplish this objective. Generally, Canada has joined Japan in voting against modification of the line location on the grounds that the United States case for change is not supported by adequate scientific evidence. The November, 1962, meeting of the Commission recommended that Japan no longer be required to refrain from halibut fishing in the eastern Bering Sea, but continued the abstention principle elsewhere.

The Convention entered into effect on the date of exchange of ratifications (June 12, 1953) and by its terms has continued in effect for a period of ten years - and thereafter until one year from the day on which a Contracting Party shall give notice to the other Contracting Parties of an intention of terminating the Convention -. A series of meetings held to negotiate an extension of the Convention or the establishment of another arrangement to be effective for a further long-range period foundered repeatedly on the reconsideration of the location of the provisional line, and the Convention and its Commission have been living on a year to year basis.

Convention of the Continental Shelf

The Convention of the Continental Shelf, recommended by the United Nations International Convention on the Law of the Sea and ratified by 22 member nations when Great Britain signed on May 10, 1964, went into effect on June 10, 1964. The Convention provides that a coastal state has sovereign rights over its continental shelf and may exercise these rights for the purpose of exploring and exploiting the shelf's natural resources when such resources at their harvestable stage are either immobile on or under the sea bed or unable to move except in constant contact with the sea bed. Although the resources extend to minerals and vegetative resources as well as sea food, the initial impact of the Convention upon the North Pacific region has centered on king crab, particularly in the Bering Sea area.

In May, 1964, a bill introduced by Alaska's Senator E. L. Bartlett and nine other United States senators was signed into law as Public Law 88-308. The so-called "Bartlett Act" contains provisions designed to implement the Convention agreement. Although the Convention defines the king crab as a crustacean which walks on the

continental shelf and, hence, is under the jurisdiction of the United States, Japan has not ratified the Convention and contends that the crab swims as well as walks and should not be included. A further complication to the full implementation of this Act has been the fact that Japan has been harvesting king crab in this area for some 35 years.

In the face of Japan's legal opposition and its "historical fishery" claim, President Johnson assured Japan that special consideration would be given before full implementation of Public Law 88-308. Under the terms of a two-year agreement entered into between the two nations in November, 1964, provision was made for intensified scientific study of the resource, application of interim conservation measures, and continued Japanese harvesting on a reduced scale (initial reduction was from the 5.7 million crabs usually taken to 4.7 million crabs). Further consultation will be had when this agreement expires.

As a signatory to the Convention, the Soviet Union agrees with the United States that the king crab is a resource over which it can claim sovereign rights. The Russians also have the claim of a "historical fishery", however, and a two-year agreement similar to that with Japan was entered into in February, 1965. This provides for research, conservation, a reduction in the Soviet harvest in the eastern Bering Sea and elimination of such activities elsewhere on the United States continental shelf. The agreement also provides that only crab pots will be used in a substantial area of the Bering Sea.

The Future Outlook — Continuing Conflict and Cooperation

Although uncertain in its details, the future outlook is one of increasing potential for international conflict in the North Pacific balanced by an increasing sense of inter-dependence and resulting cooperation among the parties to these conflicts of interest. The old established treaties of the earlier decades of the century — fur seal and Canadian-United States halibut and salmon treaties — have taken on the aura of established law. The major post-war attempt at more comprehensive mechanisms for joint management and exploitation — the International Convention for the High Seas Fisheries of the North Pacific Ocean — is living an uncertain year-to-year existence with Japan and the United States polarized apart on the application of the principle of abstention to the high seas salmon fishery, but nobody

wishing to abandon the imperfect instrument they have in hand because a better and more acceptable alternative has not presented itself. Except for specific agreements with Japan and the United States, one of the major nations in the North Pacific areas, the U.S.S.R., is relatively free to act as it pleases on the high seas.

But the North Pacific Ocean and its adjacent seas are not isolated from the rest of the world and the strivings for world order. The Convention of the Continental Shelf which became effective in 1964 may foreshadow the more compre-

hensive pattern of future cooperation in the international management and exploitation of the resources of this huge marine region. The eventual ratification of other conventions of the United Nation's 1958 Conference on the Law of the Sea could provide a legal system by which a structure of agreements and treaties could be established that would foster the sound management and utilization of the resources of the North Pacific, allow all nations to participate in an equitable manner and provide machinery for peaceful settlement of disputes.

SIBÉRIE

La situation générale . . . p. 167

**Evolution économique
des régions nordiques
de l'U.R.S.S. p. 175**

**L'Industrie du bois
en Union Soviétique.
Le cas de l'Est Sibérien . . p. 185**

**La Route Maritime
du Nord en 1964 p. 215**

0463812

1911
1912
1913
1914
1915
1916
1917
1918
1919
1920
1921
1922
1923
1924
1925
1926
1927
1928
1929
1930
1931
1932
1933
1934
1935
1936
1937
1938
1939
1940
1941
1942
1943
1944
1945
1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025





voire
peut et
image
x dans
hacune
lesance

écono-
it être
udier :
rte de

nature,
notions
adultes
nagne,

ni être
écages

lmo la
comme
écision
(ne) et
sentatit

grandes
léert),
omaine

eastern

United

juvrage
5 types
t entre-
glaces
lins de
brises
es des

tension
d'hiver.

er
er

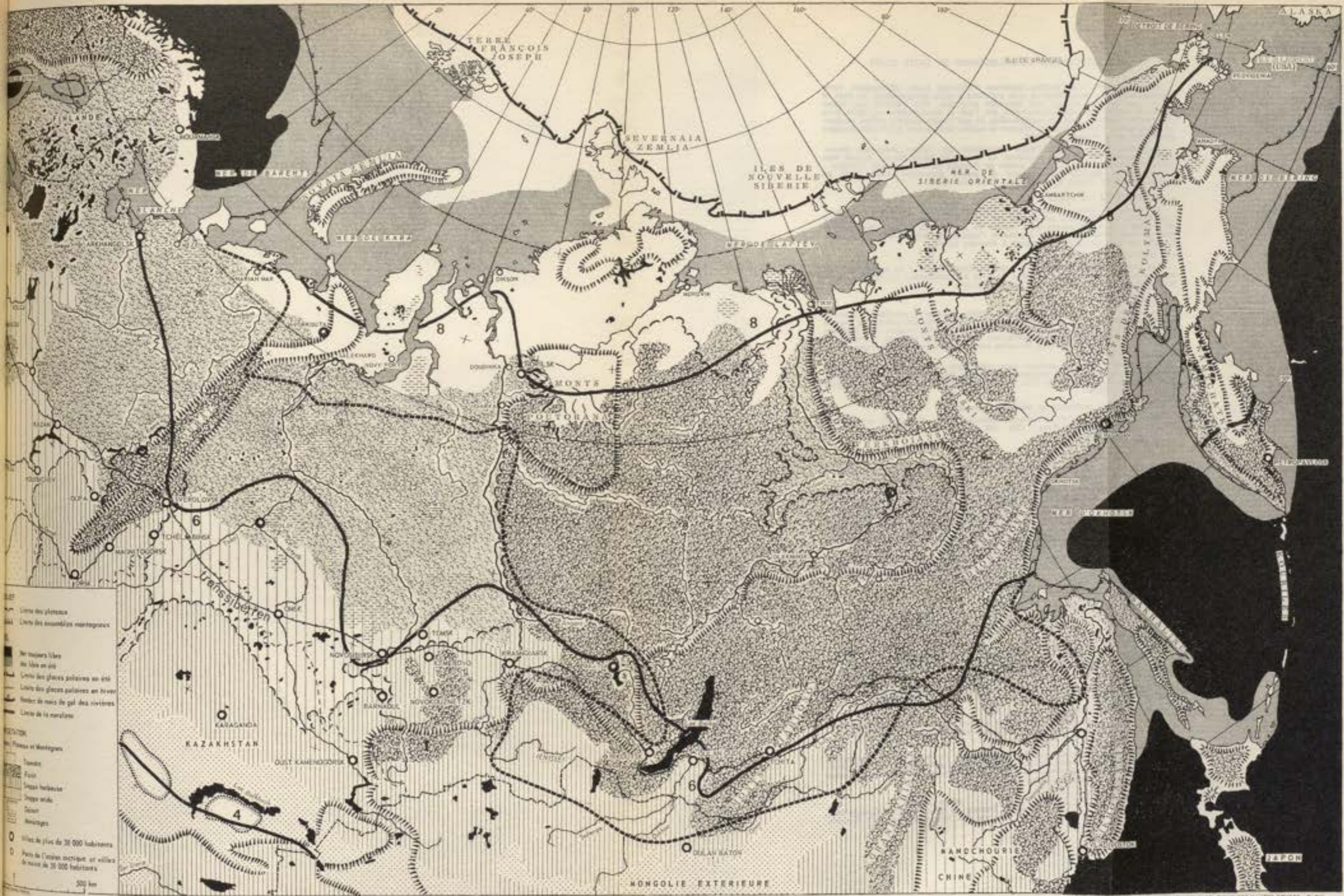
oppe

sulvant

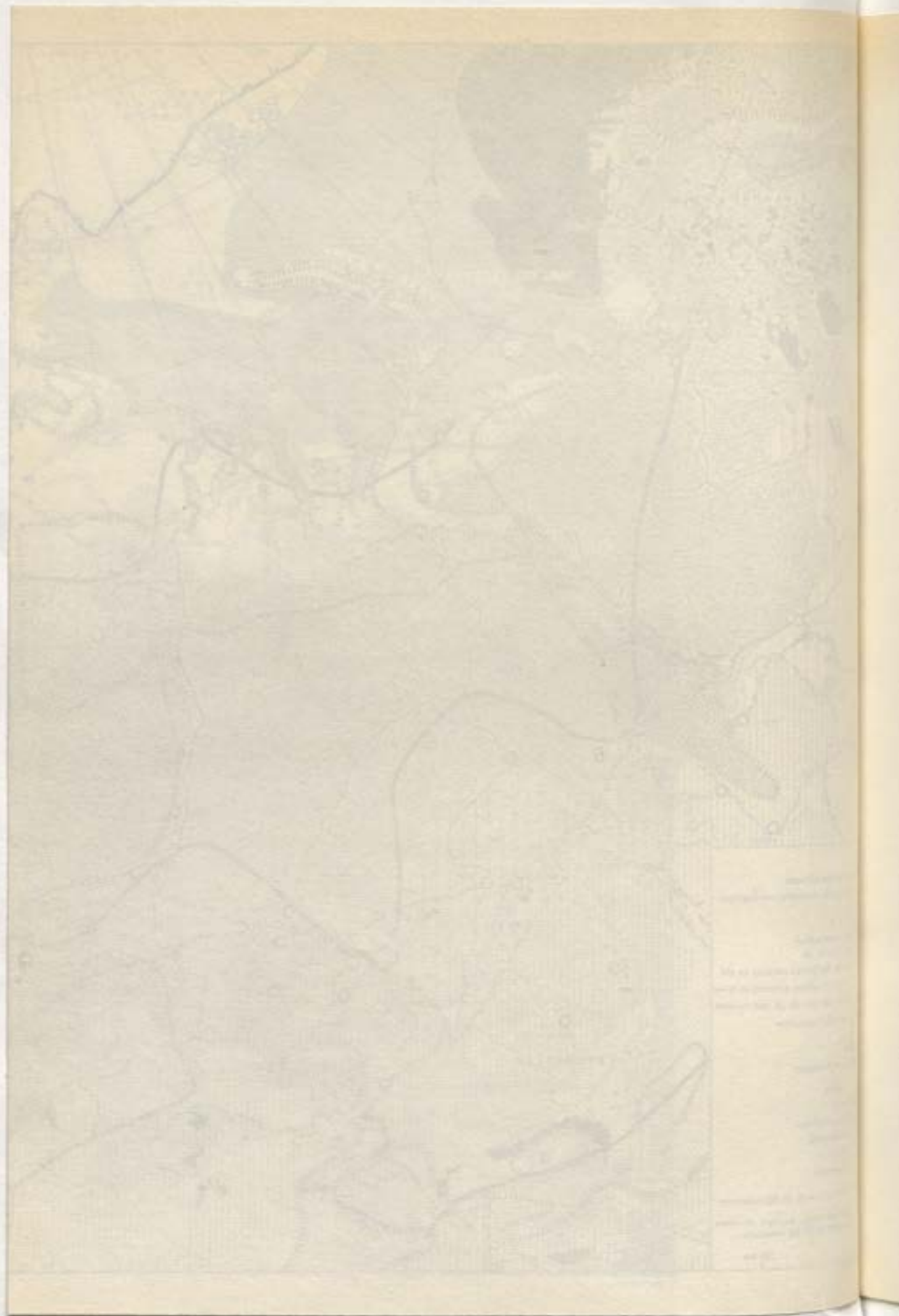
1 jours
de -.

espond
sodeur-
insulter

graphie
iection.



- LEGÈDE**
- Ligne des glaciers
 - Ligne des accumulations montagneuses
 - Sur traces filées du lieu en été
 - Ligne des glaciers polaires en été
 - Ligne des glaciers polaires en hiver
 - Nombre de mètres de gel des rivières
 - Ligne de la marée
- POPULATION**
- Plateaux et montagnes
 - Forêt
 - Zones herbeuses
 - Zones arides
 - Désert
 - Montagnes
- Villages de plus de 20 000 habitants
 ○ Pays de l'Asie centrale et villages de moins de 20 000 habitants
- 500 km



SIBÉRIE

SIBÉRIE

L
l'en
tes
gra
tali
Ba
vie
un
val
pot
gn

SIBÉRIE

TREIZE MILLIONS DE KILOMETRES CARRÉS, SUSCEPTIBLES DE REPRÉSENTER DANS UN PROCHE AVENIR POUR 40 % DANS LE PRODUIT NATIONAL BRUT DE L'U.R.S.S. EN SIBÉRIE OCCIDENTALE, L'ESPACE PÉTROLIER RECONNU SERA L'UN DES PLUS PUISSANTS AU MONDE. UN QUATRIÈME PÔLE INDUSTRIEL EN U.R.S.S. EST EN VOIE D'ÉDIFICATION DANS LE SUD DE LA YAKOUTIE. EN 1964, LE TRAFIC S'EST ENCOÛTÉ ACCRU SUR LA ROUTE MARITIME DU NORD.

MAIS TANT AU TITRE DE LA MISE EN VALEUR GÉNÉRALE QU'UNE DES PRINCIPALES RICHESSES ICI ANALYSÉES — LE BOIS — L'EXPLOITATION SE HEURTE PARTOUT À DE GRAVES PROBLÈMES D'INVESTISSEMENT ET DE SOUS-POPULATION.

LA SITUATION GÉNÉRALE ⁽¹⁾

L'ABONDANCE DES MATIÈRES RELATIVES À LA SIBÉRIE DANS LE PRÉSENT NUMÉRO (ÉTUDE STATISTIQUE DES PRINCIPALES DONNÉES ÉCONOMIQUES DES RÉGIONS NORDIQUES DE L'U.R.S.S. D'UNE PART, L'INDUSTRIE DU BOIS EN UNION SOVIÉTIQUE ET PLUS PARTICULIÈREMENT EN SIBÉRIE D'AUTRE PART, OUTRE LA CHRONIQUE SUR LA ROUTE MARITIME DU NORD EN 1964) OBLIGE LA RÉDACTION À RÉDUIRE AU MINIMUM LES INFORMATIONS D'ACTUALITÉ PROPREMENT DITES SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE.

ON SE LIMITERA DONC, CI-APRÈS, AUX INDICATIONS INTÉRESSANTES, RESPECTIVEMENT, LES GISEMENTS PÉTROLIERS DE SIBÉRIE OCCIDENTALE ET LES CONDITIONS DANS LESQUELLES SE POSENT LES PROJETS ACTUELS DE DÉVELOPPEMENT DE LA SIBÉRIE ORIENTALE.

A

SIBÉRIE OCCIDENTALE

Le précédent numéro d'*Inter-Nord* soulignait l'ampleur exceptionnelle des perspectives ouvertes depuis peu d'années par la découverte des grands gisements pétrolifères de Sibérie occidentale, très vite désignés comme un « troisième Bakou ». Il y a quelques mois, dans une interview accordée à Vyschka (29-IX-65), A.N. Reznik, un des responsables des services de mise en valeur des gisements, pouvait affirmer que le potentiel — huile et gaz — déjà recensé atteignait, et sans doute excédait, la moitié des réserves

totales de l'Union Soviétique. Dès 1964, l'académicien Nekrassov avait, au reste, prévenu (*Pravda*, 24-VII-64) que les gisements de Sibérie occidentale se révélaient plus importants, à eux seuls, que ceux de la Volga et de l'Oural additionnés.

Avant que de faire état des informations relatives aux activités d'exploitation en 1965 et à l'orée de 1966, on rappellera donc les principales données à connaître.

* Texte établi par MM. Terence ARMSTRONG, Basile KERBLAY, Jean MALAURIE, Daniel NAT, Georges SOKOLOFF.

(1) Texte établi par MM. Jean MALAURIE et Daniel NAT.

QUATRE FOIS LA SURFACE DE LA FRANCE

1. — Les zones tout à la fois prospectées et déjà exploitées — la plupart d'entre elles encore expérimentalement — s'inscrivent sur une surface représentant quatre fois celle de la France et s'étendent, latitudinalement, du 55° au 70° parallèle N, longitudinalement, de 60° au 90°, c'est-à-dire jusqu'au pied du Plateau Central. En fait, il s'agit de l'ensemble de la Sibérie occidentale, les prospections faisant toutefois apparaître surtout le gaz dans sa partie septentrionale, et surtout le pétrole dans ses parties centrale et méridionale.

En ce qui concerne ce dernier, c'est actuellement sur le territoire compris entre l'Oural, le cours inférieur de l'Irtych et l'aval de sa confluence avec l'Ob que se centralisent les efforts d'aménagement : l'aire intéressée, en gros, prend appui sur Tioumen, localité éponyme des gisements et par laquelle passe la ligne transsibérienne Sverdlosk-Omsk, mais se révèle exceptionnellement riche un peu plus au nord, dans le périmètre de Chaïm (64°, 61°), Ivdel (60°, 62°), Khanti-Mansisk, Surgut et, plus généralement, de part et d'autre du 61°-62° parallèle, de l'Oural jusqu'au Plateau Central.

En ce qui concerne les dépôts de gaz et la partie septentrionale du dispositif d'exploitation, il s'agit, pour le moment, du bas Ob, et, en particulier, de la Péninsule de la Taz, où les potentiels repérés paraissent d'ores et déjà réellement considérables, sans préjudice de nouvelles prospections prometteuses intéressant le cours inférieur de l'Ob, et qui délimiteraient ainsi une tierce et énorme surface de gisements, entre les champs de Chaïm et les hydrocarbures gazeux de la Taz. On ajoutera que la partie orientale de la plaine centrale, et plus précisément la zone moyenne et inférieure de l'interfleuve Ob-Iénisséï, n'ont pas encore fait, à notre connaissance, l'objet de prospections systématiques. On ajoutera aussi — pour l'expliquer — que les forages dans les régions générales de Tioumen ne cessent de faire apparaître de nouveaux gisements qui accentuent — au moins pour le moment — une disproportion manifeste entre l'ampleur des potentiels recensés et les moyens que requiert leur mise en exploitation, même expérimentale.

I. LA SITUATION GEO-ECONOMIQUE DES GISEMENTS EST BONNE

2. — Si difficile, si spécifiques que soient les conditions naturelles de départ auxquelles doivent faire face les techniciens soviétiques, il est essentiel de souligner que la situation géographique et géo-économique des gisements de pétrole et de gaz est appelée, à moyen ou long terme, à se révéler exceptionnellement bonne. En fait, les champs de Tioumen, « troisième Bakou », prolongent, purement et simplement, jusqu'à l'Ob

moyen, les vastes gisements ouraliens du « second Bakou », dont Sverdlosk constitue la limite orientale : dès que la production pétrolière de Sibérie occidentale sera drainée sur Tioumen, les deux grands ensembles se trouveront quasiment réunifiés par la liaison ferroviaire trans-sibérienne entre Tioumen et Sverdlosk, qui rattachera la production sibérienne au système général des communications ouraliennes. Or, le pipe-line Chaïm-Tioumen (400 km) qui assurera ce drainage doit être achevé en 1966. Quant aux champs situés à l'Est, et notamment dans l'interfleuve Irtych-Ob, ils sont eux-mêmes appelés à bénéficier d'une desserte pratiquement symétrique puisque un pipe-line mis en chantier en 1965, et reliant Surgut à Omsk, connectera à leur tour à la grande rocade trans-sibérienne. A plus ou moins long terme — de dix à dix ans, probablement — il est plausible de présumer que le dispositif pétrolier qui s'étend de Kazan à l'Ob, sur plus de deux mille kilomètres en longitude et quinze cents en latitude, sera l'un des plus puissants du monde.

Les données à terme ne sont pas moins favorables pour le gaz de l'Extrême Nord. On sait que le gazoduc qui débouche à Molotov et Ichevsk relie déjà les dépôts de la Pechora à l'ensemble ouralien. Or, les parties les plus orientales de ces dépôts ne se situent qu'à deux ou trois cents kilomètres de Salekhard et de l'embouchure de l'Ob, et l'on peut ainsi supposer que l'amarrage du complexe Obien-tazien à la Russie d'Europe ne relèvera nullement de l'impossibilité. En ce qui concerne les dépôts de gaz de l'Ob moyen et inférieur, cet amarrage, en tout cas, est déjà pratiquement réalisé puisque dans quelques mois doit s'achever la construction du gazoduc qui part de la région d'Igrim, débouche à Serov (57°-59°), pour atteindre ultérieurement Nijni Tagla et le système collecteur Boukhard-Oural.

II. PRINCIPALES INFORMATIONS D'EXPLOITATION POUR 1965

— A l'orée de 1966, les activités d'exploitation — expérimentales, soit effectives — intéressaient 32 puits de pétrole et 26 dépôts de gaz. Le plan prévoyait pour 1964, les forages expérimentaux devaient se solder par la production de 700 000 t de brut ; le million de tonnes a été dépassé et, pour 1965, la production excédera, probablement, 5 millions de tonnes. L'on prévoit qu'en 1970, les puits de Tioumen fourniront, déjà, 40 millions de tonnes, soit 20 % de la production totale actuelle de l'U.R.S.S.

— A la fin de l'été 1965 a été entamée la construction du pipe-line qui reliera la zone pétrolière du confluent Irtych-Ob à Omsk, sur le Transsibérien. Le point de départ de l'oléoduc se situe à Ust-Balik. Il s'étendra sur 1 000 km et, par son importance, sera le second de Sibérie. Sa capacité sera double de celui reliant Chaïm à Tioumen. Le premier tronçon joignant Ust-Balik au Lac Demianskoleï (300 km) a été achevé en avril-mai 1966.

— En septembre 1965, le pipe-line Chaïm-Tioumen a franchi la rivière Tavda, dernière grande difficulté avant Tioumen qui n'est plus qu'à moins de cent kilomètres.

R.S.S.A. (1) DE YAKOUTIE ET EXTREME - ORIENT

La R.S.S.A. de Yakoutie, les oblasts de Magadan et du Kamchatka — ou Sibérie du Nord-Est — représentent en surface 5 millions de km², soit 1/5 du territoire de l'U.R.S.S.

Tant du fait de la dureté du climat que de l'éloignement géographique et de l'absence de communications, cet espace reste encore peu développé. Sa richesse minérale, à proximité des grands marchés d'Extrême-Orient, l'importance croissante que prend le Nord du Pacifique ne peuvent, semble-t-il, autoriser sans dommage la perpétuation d'un tel état de choses.

L'ensemble de l'économie de ces districts reste caractérisé par l'exploitation de minéraux rares et précieux (or, diamants, mica, étain), le Kamchatka et les littoraux de la mer d'Okhotsk l'étant par leurs pêcheries traditionnelles.

Ainsi que le laissait entendre le dernier numéro d'Inter-Nord, cette situation peut rapidement être

modifiée. D'importantes réserves de houille, de minéral de fer, de cuivre, de pétrole et de gaz naturel — qui ne cèdent pas en importance à celles de la Sibérie Occidentale — permettent en effet aux différentes instances spécialisées, d'envisager l'édification dans le sud de la Yakoutie, d'un puissant complexe sidérurgique, libérant le Nord-Est de l'Extrême-Orient sibérien du poids d'importations pondéreuses lointaines, toujours plus coûteuses. Et le complexe pourrait intéresser le Nord du Japon et même la Chine.

Un tel plan implique toutefois des investissements d'autant plus élevés que la concentration doit s'opérer à tous les niveaux, que les conditions géographiques sont sévères; la mise en œuvre implique une main-d'œuvre abondante et relativement fixe, un réseau adéquat de communications.

(1) Le 16 juin 1963, il a été décidé de rattacher la R.S.S.A. de Yakoutie à la région économique de l'Extrême-Orient. La Sibérie orientale se limite maintenant à l'oblast d'Irkoutsk, l'oblast de Tchita, la R.S.S.A. de Bouriatie, la R.S.S.A. de Tuva et au kraï de Krasnoyarsk.

1. UN CLIMAT SEVERE

L'Extrême-Est diffère de la Sibérie Occidentale et de la partie Nord Européenne de l'U.R.S.S. d'une part, et des régions plus méridionales de la Sibérie d'autre part, par des conditions climatiques généralement sévères. L'ensemble du ter-

ritoire est sur perma-frost; la limite de celle-ci descend très largement en effet au sud du Baïkal. Seul, l'interfluve de la Léna et de l'Aldan permet à la Yakoutie de produire une partie de ses besoins, étant toutefois observé avec Slavin, que cette agriculture exige des dépenses de travail par unité de production de plusieurs fois supérieures à celles des régions agricoles de Sibérie

TABLEAU I

DONNEES CLIMATIQUES SOMMAIRES (1)

	TEMPERATURES			Nombre de jours avec couverture de neige	Nombre de jours de la période sans gel
	Annuelles	Janvier	Juillet		
Bassin de l'Ob Nord					
— Salekhard	— 6.7	— 24.4	+ 13.8	—	94
Sud					
— Tiumen	+ 1.2	— 16.7	+ 18.6	—	123
— Novosibirsk	— 0.5	— 19.3	+ 18.3	169	123
Bassin de l'Ienisséi Nord					
— Oudinka	— 10.7	— 29.5	+ 12	248	77
— Igarka	— 9.3	— 29.6	+ 14.4	239	76
Sud					
— Ienisseïsk	— 2.2	— 22	+ 17.8	187	103
— Krasnoïarsk	0.8	— 17.4	+ 19.9	150	119
Extrême-Orient Nord					
— Pavlovsk	— 10.4	— 27.1	+ 7.5	228	sans inf.
— Seï	— 11.9	— 39.5	+ 15.5	221	55
— Bukhta Nagaeva	— 4.1	— 19.8	+ 11.6	204	107
Kraj de Khabarovsk (2)					
— Khabarovsk	+ 1.5	— 22 — 25	+ 19 — 21	—	165

(1) D'après S.V. SLAVIN, Tabl. 4, La mise en valeur du Nord de l'U.R.S.S., Industrie et transport, Moscou, 1961 (p. 21) Répertoire climatologique, Vol. 20, Novosibirsk, 1948, vol. 21, Moscou, 1949, Tome 24, Leningrad, 1950.

(2) Répertoire climatologique, Vol. 25, 1956. Les chiffres sont ceux fournis par les données les plus fréquentes durant la période des observations de 1878 à 1950.

2. UNE DENSITE DE POPULATION GENERALEMENT INFÉRIEURE A 1, SAUF EN EXTREME-ORIENT

Ces régions ont la densité de population la plus faible de l'U.R.S.S.

On opposera les régions centrales et septen-

trionales peu peuplées, et de densité égale ou inférieure à 0,2 aux façades littorales de l'Extrême-Orient, plus denses et offrant des densités supérieures à 1 et même à 2 dans l'oblast de l'Amour.

En Yakoutie, la population est, pour moitié seulement, concentrée dans les villes. Dans l'oblast de Magadan, du Kamchatka, dans le Kraj de Khabarovsk, le pourcentage de la population urbaine excède 64 % et même 80 % à Magadan.

TABLEAU II

POPULATION DU NORD-EST SIBERIEN (1)

(Recensement 1959 = 1 000 habitants)

	Territoire en milliers km ²	Population totale	dont population urbaine	% de la population urbaine	Nombre d'habit./km ²
R.S.S.A. de Yakoutie	3 103,2	489	242	49	0,2
Oblast de Magadan	1 199,1	235	190	85	0,2
dont Tchoukotka	737,7	47	26	56	0,1
Oblast du Kamchatka	472,3	220	140	64	0,5
dont Arr. Nat. des Koriaks	301,5	28	6	22	0,1
Oblast de Tchita	431,5	1039	567	55	2,4
Oblast de l'Amour	363,7	717	429	60	2,0
Kraj de Khabarovsk	824,6	1143	849	74	1,4

(1) S.V. SLAVIN. La mise en valeur du Nord de l'U.R.S.S. : Industrie et transports. Moscou 1961 (p. 17).

3. UN QUATRIEME POLE INDUSTRIEL EN U.R.S.S. : LE COMPLEXE SIDERURGIQUE PROJETE DANS LE SUD DE LA YAKOUTIE

Le relatif développement des Oblasts de l'Amour et de Khabarovsk, le spectaculaire accroissement du trafic des ports de Vladivostock et de Nakhodka, ne doivent pas induire en erreur. C'est par la mise en valeur de son hinterland que le Nord-Est Sibérien connaîtra la réelle expansion souhaitée, destinée à prolonger celle que Krasnoïarsk et Novosibirsk font déjà connaître aux bassins de l'Ob et de l'Ienisséï.

La R.S.S.A. de Yakoutie constitue bien évidemment le cœur de la Sibérie Orientale. Or, malgré des investissements considérables — capital fixe multiplié par 8,7 entre 1940 et 1957, effectif des ouvriers multiplié par 2,8 et production industrielle 50 fois plus importante en 1954 qu'en 1913 (1),

l'industrie de la Yakoutie reste encore très subalterne, étroitement dépendante qu'elle est des industries primaires d'extraction de l'or, des diamants et de la phlogobite (70 % du mica extrait de l'U.R.S.S.) et du pizo-quartz. En elle-même et par les branches qui lui sont directement liées, elles représentent, en effet, jusqu'aux 4/5 du capital fixe des ouvriers et de la production globale (2).

De nombreux débats et études ont cherché à fixer en Yakoutie, le centre le plus rationnel pour l'implantation d'un puissant complexe sidérurgique. Il apparaît que la région houillère et ferrifère d'Aldan et Choulman (1959 : 12 200 hab.) serait la plus adéquate (I.N. 7 p. 279). Elle devrait permettre d'assurer progressivement les besoins en métaux ferreux de l'Extrême-Orient, y compris la Transbaïkalie évalués pour la période 1965-1970 à 2,5 millions de tonnes, avec des besoins en métaux ferreux qui seraient de 5 à 8 millions de tonnes pour 1970-75. Ce bassin houiller pourrait même ravitailler en charbon le centre de Taïchet, en place du Kouznetz.

(1) et (2) SLAVIN op. cit. (p. 214).

TABLEAU III (1)

RESERVES DE MINERAL DE FER A L'EST DE BAIKAL

au 1^{er} janvier 1957

	Groupes de gisement de minerai de fer			
	Aldan	Région de l'Argun	Zeja-Selemdja	Petit Khingan
Réserves géologiques (millions de tonnes)	2 200	1 000	500	800
Teneur moyenne en fer des réserves prospectées	42,5	40,7	46,7	35,5

(1) SLAVIN op. cit. La teneur en phosphore est de 0,05 à 0,11 %, de soufre de 0,17 à 2,5 % (2).

TABLEAU IV (2)

PRIX DE REVIENT DU CENTRE METALLURGIQUE PROJETE A CHOULMAN (3)

	Prix de revient à l'usine Rouble/Tonne	Prix revient au consommateur y compris frais transp. parti de Khabarovsk Rouble/Tonne	INVESTISSEMENTS (milliards de roubles)		
			Total	Usine	Chemin de fer
Choulman avec minerais de l'Aldan	195	238	12,9	5,1	2,3
Nerchinsk avec minerais de Berezovo	248	283	12,9	4,8	2,4
Svobodny avec minerais de Garskoc et de Kimkan	252	279	12	4,8	1,9

(2) D'après SLAVIN... op. cit. p. 220 et 222.

(3) Echelle des prix antérieure à 1951.

Ainsi qu'il apparaît dans le tableau IV, le complexe sidérurgique d'Aldan-Choulman est le plus favorable. Le fait qu'un centre houiller et un centre d'extraction de minerai de fer ne soient pas éloignés l'un de l'autre de plus de 60/100 km, est unique dans tout le Nord-Est Sibérien. Seule, l'usine de Taïchet dispose d'un tel avantage en Sibérie Occidentale. Le prix de revient d'une tonne de fonte serait, selon un calcul du Conseil pour l'étude des forces productives de l'Académie

des Sciences, de 100 roubles moins cher que celui livré par l'ouest de l'U.R.S.S.

En 1963, une étude soviétique faisait état d'un caractère déjà développé des industries de ces régions du sud de la Yakoutie : 1/6 de la production de la grosse industrie de la République était produit en ce secteur. 89 % de la population est urbaine.

4. PRINCIPAUX CENTRES D'ACTIVITE DANS L'OUEST, LE CENTRE ET LE NORD-EST DE LA YAKOUTIE

L'ouest de la Yakoutie constitue la principale province diamantifère de l'U.R.S.S. ; elle est particulièrement concentrée dans le Viljij : Mirnyy, capitale du diamant compte maintenant 20 000 habitants.

Le Nord-Ouest, par les régions de l'Anabar et de l'Olenek, représente une importante réserve potentielle de pétrole — s'ajoutant à celles, très considérables — que le bas-Viljij laisse espérer pour le bénéfice de tout l'Extrême-Orient.

C'est dans le centre que se concentre l'agriculture. La production en 1961 est de 25 000 t de viande (60 % : bovins ; 20 % : cheval ; 13 à 14 % : renne ; 5 % : porc) et de 171 000 t de lait, dont 70 % sont destinés à être transformés en beurre. (En 1953 : respectivement 15 000 t et 85 000 t, soit respectivement une augmentation annuelle de 11 et 16 %).

TABLEAU V (1)

TERRES CULTIVEES : 125 000 ha

Terres ensencées ...	91 000 ha dont	
	cult. céréalières	50 000 ha
	Pommes de terre ..	6 000 ha
	légumes	1 100 ha
Cultures fourragères ..	34 000 ha	

(1) V.A. Krotov, M.I. Pomons, G.D. Richter, V.B. Sotchava : la Sibirie orientale, caractéristiques géographiques-économiques, Moscou, A.S. 1963, 893 p. p. 819.

En outre, les réserves forestières sont considérables : 11 milliards de m³ de bois, c'est-à-dire 14 % de toutes les réserves de bois de l'U.R.S.S. (1) sont dans le centre et le sud-ouest de la Yakoutie. A 86 %, les forêts yakoutes sont composées de mélèzes Dahurica, dont la demande est très forte sur le marché mondial ; aucune exportation toutefois, faute de réseau de transport convenable.

TABLEAU VI (1)

FORETS DE YAKOUTIE : 127 MILLIONS D'HA

Mélèzes	112 millions d'ha
Pin	8 millions d'ha
Bouleaux	1,8 million d'ha
Cèdres	35 000 ha

(1) V.A. KROTOV, M. I. POMONS, G.D. RICHTER, V.B. SOTCHAVA - op. cit. p. 801.

L'exploitation du sel gemme d'Olekminsk (9 000 hab.) pourrait en éveillant une région Yakoute à la vie industrielle, résoudre le problème de l'approvisionnement en sel des pêcheries du Kamchatka. Cet approvisionnement est actuellement anti-économique (I.N. 7 p. 284). Acheminé par le trans-sibérien à partir de Pavlodar (48 roubles la tonne à Petropavlosk), d'Usole (53 roubles la tonne), le sel, s'il est exploité à Olekminsk, puis transporté par la route maritime du Nord (Léna, Tiksi, R.M.N.) ne coûterait, à quai, que 38 roubles/tonne (2).

Dans la Kolyma et l'Indigirka (Centre d'Ust. Nera : 11 200 hab.) sont exploités des gisements d'or toujours plus nombreux. Ces régions sont étroitement liées, pour leur développement, à la Yakoutie centrale, à l'Oblast de Magadan, et surtout au développement progressif de la R.M.N.

5. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU NORD-EST SIBERIEN EST CONDITIONNE PAR LA MISE EN PLACE D'UN RESEAU COHERENT ET MODERNE DE TRANSPORT

L'ensemble de la politique économique ambiguë, mais coûteuse, définie par les projets du centre sidérurgique de Aldan-Choulman, ne semble pas être entré dans la phase des réalisations.

Elle est, en effet, étroitement conditionnée par la mise en place d'un véritable réseau de transport. A l'heure actuelle, une partie du trafic seulement est assurée par les voies naturelles, une partie par la voie aérienne. Déjà en 1957, en Yakoutie, 46,4 % du trafic était assuré par l'avion, 36,4 % par les fleuves ; 17,2 % seulement par la route (3-4).

Le transport par eau ne peut permettre un grand trafic : la durée de la période de navigation est 1,5 fois plus courte que sur les fleuves méridionaux. Sur la Route Maritime du Nord, elle n'est que de 70 à 90 jours (4). Par ailleurs, les calendriers de navigation sur mer et sur rivière ne coïncident pas. Les fleuves sibériens ont, en fin d'été, un niveau bas. Or, c'est à ce moment même que les cargos de la Route Maritime du Nord arrivent à quai dans les ports de mer (4). Outre ces conditions géographiques immédiatement défavorables, il doit être rappelé que tout transport dans l'Arctique — même par les voies naturelles — est coûteux. Il l'est d'autant plus que le port de destination est lointain. Par la R.M.N., le frêt est 2 à 2,5 fois plus élevé que par les mers toujours libres, par la route (que l'on doit préserver des effets du permafrost), 1,5 à 2 fois plus élevé que sur les routes ordinairement empruntées en U.R.S.S. (4).

(1) SLAVIN op. cit. (p. 228).

(2) SLAVIN op. cit. (p. 232).

(3) V.A. KROTOV, M.I. POMONS, G.D. RICHTER, V.B. SOTCHAVA - op. cit. p. 826.

(4) SLAVIN, op. cit. (p. 61-64).

La construction d'un réseau moderne de routes et de chemins de fer est donc indispensable. Or, à l'heure actuelle, pas un seul kilomètre de voie ferrée n'est, semble-t-il, encore construit dans le Nord-Est Sibérien ; la longueur de route automobile est insignifiante.

Selon Slavine, le programme minimum devrait être le suivant :

1. — Achever la construction de la **grande route automobile du N.E.** dont seuls des tronçons sont exploités (Bolchoï, Never, Tommot, Magadan, Kadykchan).

2. — Construire la **voie ferrée du N.E.**, Bam, Choulman, Aldan, Tommot, Yakoutsk, Kadykchan, Magadan : 3 100 km.

Seule cette voie, au moins dans son premier tronçon, pourrait permettre l'établissement du complexe sidérurgique ALDAN-CHOULMAN et assurer au port de Magadan (Nagaëvo) son rôle de transit (1).

L'Institut d'Omsk a mis au point une nouvelle et économique méthode de construction de route au-dessus de permafrost. Cette méthode fait appel à l'emploi de sols locaux pour empierrer la route. Cette méthode, qui donnerait satisfaction et permettrait d'éviter aux moindres frais des déformations, assurerait l'économie de 25 000 à 60 000 roubles par km de route (2).

La **voie aérienne** est toujours plus utilisée et relie tous les centres importants du N.E. ; son emploi, toutefois, reste très onéreux ; il interdirait le port des pondéreux. Son développement commercial impliquerait la construction, à grands frais, d'aérodromes. Seuls, à l'heure actuelle, les aérodromes d'hiver peuvent être édifiés sans dépenses considérables.

6. LES PROJETS DE COOPERATION NIPPO-SOVIETIQUES POUR LA MISE EN VALEUR DE LA SIBERIE ORIENTALE S'ELARGISSENT ET SE PRECISENT

Depuis le 19 janvier 1961, des échanges de vues ont lieu entre délégations japonaises et autorités soviétiques, quant à une participation japonaise à la mise en valeur de la Sibérie.

« Je suis heureux que le progrès technique du Japon puisse être mis au service du développement des ressources encore non exploitées de la Sibérie ».

a déclaré en cet esprit, M. Eisaku Sato, premier ministre du Japon.

Inter-Nord, dans ses numéros 5 (pp. 217-221) et 6 (pp. 273-276) a fait régulièrement état de ces échanges de vues. Ils s'inscrivent dans le cadre d'un accroissement constant des échanges nippon-soviétiques. Preuve de cet accroissement : le Japon est devenu en quelques années, le second partenaire commercial de l'U.R.S.S. parmi les pays capitalistes (après la Finlande).

Du 14 au 19 mars 1966, le Comité Economique Nippo-Soviétique, présidé par M. Tadashi Adachi a porté la préparation de son projet sur les points suivants :

Au Japon, l'U.R.S.S. proposerait de coopérer à l'aménagement de la Sibérie, plus particulièrement orientale.

1. Moderniser, équiper les ports de Nakhodka, Vladivostock, Vanoni et Maggo.

2. Faire construire trois oléoducs des centres de production d'Oustibarouic à Nakhodka (514 km de long - 1 022 mm de diamètre), de Mapi à Aleksandrovsk (820 km de long - 720 mm de diamètre). Un gazoduc entre Okhta et Kholmsk (850 km), d'où il serait transporté au Japon par méthaniers.

3. Equiper l'industrie forestière dans l'Extrême Orient (Amour et Sakhaline).

La base du contrat proposé serait : livraison par les Japonais de l'équipement nécessaire et remboursement par l'U.R.S.S. avec des produits bruts. Mais l'avis des grandes banques américaines serait nécessaire : l'U.R.S.S. souhaite, en effet, d'importantes facilités de crédits et il semble que le Japon manquant de capitaux, devrait avoir l'appui des Etats-Unis pour l'ensemble de ces opérations.

(1) Il est possible — à en juger certaines cartes — que le tronçon Bam-Never-Choulman soit actuellement achevé.

(2) IZVESTIA, 14 nov. 1965 (p. 6).

II

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS
NORDIQUES DE L'U.R.S.S.

(Statistiques) *

Les tableaux statistiques qui suivent visent à grouper les principales données disponibles sur l'évolution des régions nordiques de l'U.R.S.S. et qui font l'objet d'une publication régulière (1). Certains renseignements de base — notamment sur les rythmes de la croissance du Revenu national, sur les niveaux de vie et les salaires, etc. — n'ont pas été incorporés ici parce qu'ils ne figurent pas habituellement dans les statistiques officielles soviétiques. Pour faciliter les comparaisons dans l'espace, nous avons mis en parallèle les régions nordiques européennes et les régions orientales (2); d'autre part, nous avons essayé, dans la mesure du possible, de mettre en valeur la dynamique du développement de ces régions par des références à la situation d'avant guerre ou à celle de ces dernières années.

I. — TERRITOIRE ET POPULATION

	Territoire 1 000 km ²	Population (milliers)			En % 1960	Dynamique (1/1/1964)	
		1939	15/1/1959	1/1/1964		1939 = 100	1959 = 100
Régions nordiques d'Europe							
Nord-Ouest	1 662,8	11 169	10 863	11 519	5,4	104	106
Volga-Volga	263,2	8 698	8 253	8 292	3,9	96	100
Oural	2 115,7	11 286	15 272	16 309	8,9	144	106
Régions asiatiques							
Sibirie occidentale	991,8	7 937	10 159	10 822	4,9	137	107
Sibirie orientale	4 122,8	4 771	6 473	7 084	3,4	148	109
Extrême-Orient	6 215,9	2 976	4 834	5 278	2,0	176	110
U.R.S.S.					10,0		

(*) Ces statistiques ont été réunies et commentées par M. Basile Kerblay, directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études (VI^e section), Centre d'Économie et Sociologie rurales des pays slaves et de l'U.R.S.S.

(1) C.S.U. - SSSR, *Narodnoe Hoščajstvo SSSR v 1963 godu* (l'Économie de l'U.R.S.S. en 1963, Annuaire statistique), Moscou 1965, 760 p.; ouvrage collectif publié par l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. (Institut d'Économie) *Promyslenost v Hoščajstvennom komplekse ekonomičeskikh rajonov*

SSSR, [l'Industrie dans la structure économique des régions économiques de l'U.R.S.S.], Moscou 1964, 567 p.

(2) Notre répartition entre les régions européennes et orientales s'écarte de la classification soviétique qui a l'habitude de considérer l'Oural comme faisant partie de l'Asie. Certaines de ces régions englobent des zones qui ne sont pas nordiques, mais dans l'état actuel de notre documentation il n'a pas été possible de les isoler dans les statistiques globales.

II. — POPULATION ACTIVE AU 15 JANVIER 1959 (milliers)

	Population en âge de travailler	Population active	Dont population active dans l'agriculture privée
Régions d'Europe			
Nord-Ouest	7 010,4	5 669,3	100,0
Votko-Volga	4 672,2	3 793,4	199,0
Oural	10 642,7	8 223,8	392,1
Régions asiatiques			
Sibérie occidentale	5 809,2	4 313,3	404,4
Sibérie orientale	3 995,6	3 028,5	196,2
Extrême-Orient	2 608,9	1 919,4	76,3

La différence entre le total de la population en âge de travailler (15-60 ans) et le total de la population active fait apparaître les potentialités de main-d'œuvre inemployées. Ces potentialités sont sensiblement plus importantes dans les régions asiatiques (3 152 500 personnes, soit 25 % de la population en âge de travailler) que dans les régions européennes (21 % du total).

D'autre part, l'agriculture privée retient 7,3 % de la population active à l'Est contre 3,9 % à l'Ouest. Ceci peut s'expliquer par le fait que la population orientale est relativement plus jeune (davantage de femmes restent au foyer pour s'occuper de leurs enfants) et que les équipements sociaux sont moins développés (l'exploitation agricole privée complète ou supplée le ravitaillement assuré par les magasins de l'Etat et des coopératives).

III. — CROISSANCE DE QUELQUES GRANDES VILLES NORDIQUES

(Milliers d'habitants)	1939	15/1/1959	1/1/1964	Dynamique 1/1/1964	
				1939 = 100	1959 = 100
Europe.					
Mourmansk	119	222	262	220	118
Arkhangelsk	251	256	296	118	114
Leningrad	3 385	3 321	3 607	106	109
Petrozavodsk		136	149	—	110
Kirov	144	252	292	202	114
Perm	306	629	745	242	118
Asie.					
Tcheliabinsk	273	689	790	289	115
Sverdlovsk	423	779	897	212	114
Omsk	289	581	702	243	121
Novossibirsk	404	886	1 013	250	114
Krasnoïarsk	190	412	521	270	124
Irkoutsk	250	366	397	159	108
Tchita	121	172	194	160	113
Iakoutsk	53	74	86	162	116
Khabarovsk	207	323	393	190	122
Vladivostok	206	291	353	171	121
Magadan	27	62	76	182	123

L'augmentation de la population urbaine affecte d'une façon différente les villes **nouvelles**, nées de l'industrialisation, et les villes **anciennes**, nées du commerce et de l'administration. Leningrad n'avait pas retrouvé en 1959 sa population d'avant-guerre, tandis qu'au contraire l'Oural et la Sibérie occidentale ont bénéficié, à partir de 1941, d'importants transferts de populations. Depuis 1959, la mise en valeur de la Sibérie orientale place cette région en tête de la croissance urbaine dans la zone nordique.

IV. — EVOLUTION DE LA POPULATION DANS CERTAINES RÉPUBLIQUES ET PROVINCES AUTONOMES

	17 décembre 1926 (milliers)	15 janvier 1959 (milliers)	16 janvier 1964 (milliers)	1964 Dynamique 1926 = 100
Nord européen				
R.S.S.A. de Carelie	261	651	683	262
R.S.S.A. des Komis	224	806	930	415
R.S.S.A. des Maris	489	648	657	134
R.S.S.A. des Mordves	1 256	1 000	1 009	80
Nord asiatique				
R.S.S.A. de Iakoutie	287	488	597	208
R.S.S.A. des Bouriates	389	673	752	193
Région autonome des Evankis	5	10	11	220
Région autonome des Nenetsk	14	46	38	271
Région autonome des Koriaks	10	28	36	360

Ces statistiques traduisent non seulement la croissance des populations autochtones, mais aussi la colonisation de la Sibérie par les populations slaves. Le recensement de la population de 1959 précède les chiffres des populations autochtones mais les données comparables du recensement de 1939 n'ont pas été publiées pour permettre d'analyser la dynamique de l'évolution démographique des populations nordiques « stricto sensu ».

IV bis. — ACCROISSEMENT DE L'HABITAT DANS CERTAINES GRANDES VILLES DU NORD DE L'U.R.S.S.

	Superficie habitable (milliers de m ²)				Soit m ² par habitant		
	1926	1940	1959	1964	1940	1959	1964
Leningrad	21 027	25 700	27 780	35 698	7,6	8,3	9,9
Perm	665	1 650	4 095	6 536	5,4	6,5	8,8
Sverdlovsk	891	2 881	5 935	8 520	6,8	7,6	9,5
Tcheliabinsk	394	1 725	4 830	7 580	6,3	7,0	9,6
Novossibirsk	665	2 440	5 420	9 101	6,1	6,1	9,0
Omsk	1 089	1 688	4 185	6 069	5,8	7,2	8,8

La crise du logement dans les grandes villes industrielles s'est atténuée au cours des dernières années : la superficie **totale** (y compris la cuisine, le corridor, la salle d'eau, etc.) disponible par habitant atteint presque partout la norme sanitaire de 9 m² par habitant considérée par les planificateurs comme correspondant au minimum vital en matière de logement. La superficie **habitable** reste légèrement inférieure à cette norme.

V. — ORIGINE DES COURANTS MIGRATOIRES VERS LES VILLES DE SIBÉRIE DANS LES ANNÉES 1956-1959

Province d'origine	Pourcentage de population arrivée de cette province dans le total des émigrants enregistré dans les villes de Sibérie
Régions européennes.	
Nord	1,8
Nord-Ouest	4,7
Centre	10,4
Volga-Viatka	6,0
Centre-Terres-Noires	5,7
Volga	7,6
Caucase Nord	6,4
Oural	13,2
Régions asiatiques.	
Transcaspienne	1,0
Asie centrale	4,3
Kazakhstan	10,7
Extrême-Orient	13,0

L'émigration en provenance des régions européennes a fourni 39 millions d'habitants aux régions asiatiques entre 1939 et 1959. Dans ces dernières années, la croissance de la population urbaine en Sibérie est alimentée non seulement par les provinces européennes, mais encore par des rapports en provenance des régions orientales elles-mêmes. Ces migrations intérieures sibériennes traduisent une certaine instabilité des effectifs de main-d'œuvre.

V bis. — NOMBRE DE MÉDECINS ET DE LITS D'HÔPITAUX EN 1963 (en milliers)

	Médecins	Lits d'hôpitaux
Nord-Ouest	38,4	123,3
Volga-Viatka	13,8	70,0
Oural	29,7	155,4
Sibérie occidentale	20,4	99,7
Sibérie orientale	12,5	66,1
Extrême-Orient	13,2	61,8

Les normes sanitaires par habitant sont sensiblement les mêmes dans les régions européennes (où l'on note davantage de médecins par habitant) et dans les régions asiatiques (où l'on note davantage de lits d'hôpitaux par habitant).

V ter. — SCOLARITÉ DANS LES RÉGIONS NORDIQUES (milliers d'élèves)

	Ecoles primaires		Ecoles secondaires		Ecoles supérieures	
	1950-1951	1963-1964	1950-1951	1963-1964	1950-1951	1963-1964
Nord-Ouest	1 401	1 871	86,3	188,4	124,2	273,4
Volga-Viatka	1 459	1 585	51,7	95,2	40,6	79,9
Oural	2 199	3 098	96,1	234,9	63,8	186,8
Sibérie occidentale	1 565	2 120	62,2	151,6	41,9	167,0
Sibérie orientale	947	1 427	37,2	96,4	21,2	87,0
Extrême-Orient	734	1 038	23,4	79,3	12,8	67,6

Les effectifs des écoles primaires sont, par rapport à la population totale de la région, plus élevés à l'Est qu'à l'Ouest ; ce qui confirme que la pyramide des âges est beaucoup plus étalée à la base dans les régions orientales où la population est plus jeune ; en revanche, les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur sont provisoirement moindres à l'Est bien que les effectifs du « supérieur » aient quadruplé dans les régions asiatiques depuis 13 ans.

VI. — RESSOURCES NATURELLES

	Minerais de fer		Charbon		Ressources hydroélectriques		Bois	
	Réserves A + B + C1 + C2	Extraction en % des réserves en 1960	Réserves A + B + C1 + C2	Extraction en % des réserves en 1960	Potentiel	% d'utilisation par rapport aux potentialités	Réserves	Coupe de bois en % des réserves en 1961
Nord-Ouest	2,7	0,22	2,0	0,18	2,6	10,9	9,8	0,9
Volga-Viatka	—	—	—	—	0,4	15,5	1,7	2,0
Oural	11,6	0,40	1,1	1,10	1,1	13,4	10,9	0,6
Sibérie occidentale	1,0	0,69	42,2	0,04	7,6	1,3	5,4	0,3
Sibérie orientale	5,5	0,04	21,3	0,03	46,5	0,5	50,1	0,1
Extrême-Orient	0,8	—	3,2	0,14	14,5	0,001	15,8	0,1
U.R.S.S.	100	0,15	—	0,10	100	17,0	100	0,3

Le déséquilibre entre la population et les ressources industrielles des régions européennes d'une part, et des régions asiatiques d'autre part, est bien connu. Les régions nordiques européennes concentrent 18,2 % de la population mais seulement 0,62 % des ressources de minerais de fer et 1,28 % de charbon ; ceci explique que le taux d'utilisation des ressources soit relativement plus élevé dans les régions européennes que dans les régions orientales. La distribution régionale des potentialités de minerais non ferreux n'est pas indiquée par l'Annuaire officiel.

VII. — RESSOURCES D'ÉNERGIE

	I/ Combustibles en milliards de tonnes de charbon conventionnel	II/ Ressources hydroélectriques susceptibles d'être utilisées		III/ % de la région dans le total énergétique
		en milliards de Kwh	en milliards de tonnes de charbon conventionnel	
Nord-Ouest	297,0	46	5,6	5,04
Volga-Viatka	1,8	8	0,9	0,05
Oural	38,0	19	2,3	0,66
Sibérie occidentale	4 077,4	130	16,0	14,5
Sibérie orientale	857,0	800	98,3	69,2
Extrême-Orient	138,3	250	30,7	2,8
U.R.S.S.	5 816,6	1 721	211,3	100

L'abondance des ressources énergétiques des régions sibériennes et leur faiblesse relative en main-d'œuvre oriente le développement industriel de cette zone vers les branches grosses consommatrices d'énergie (aluminium, cimenteries, etc.).

VIII. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES RÉGIONS NORDIQUES EN 1960

	Emploi dans l'industrie en % du total	Fonds fixes dans l'industrie par tête de population (moyenne U.R.S.S. = 100)	Emploi dans l'industrie par rapport à la population totale
Nord-Ouest	8,6	151,3	16,4
Volga-Viatka	4,6	79,5	12,3
Oural	11,6	156,4	13,6
Sibérie occidentale	5,1	107,7	11,0
Sibérie orientale	3,3	110,3	10,2
Extrême-Orient	2,4	179,5	12,0
U.R.S.S.	100	100	10,4

Le niveau d'équipement industriel (mesuré par les fonds fixes) des régions nordiques européennes (Nord-Ouest, Oural) reste encore supérieur à celui de la Sibérie (Extrême-Orient excepté). Malgré leurs ressources naturelles, les régions orientales occupent un pourcentage légèrement plus faible de la main-d'œuvre dans l'industrie que les régions nordiques européennes. Le centre de gravité de l'industrie soviétique reste toujours fixé en Europe.

VIII bis. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DE CERTAINES RÉPUBLIQUES AUTONOMES EN 1963

	Production brute globale 1963 (1940 = 100)	Electricité (milliards Kwh)	Bois (millions m ³)	Poisson (1 000 t)
R.S.S.A. Carélie	477	1 784	15,8	49,5
R.S.S.A. des Komis	939	1 386	13,5	—
R.S.S.A. des Maris	1 058	314	—	—
R.S.S.A. des Mordves	564	539	—	—
R.S.S.A. de Iakoutie	777	443	1,5	7,1
R.S.S.A. des Bouriates	409	645	4,2	—
Région autonome des Evenkis	300	2,9	—	—
Région autonome des Nenetsk	140	14,6	—	—
Région autonome des Koriaks	1 100	12,7	—	106,2
Région autonome des Tchoutches	1 100	168	—	11,0

La production d'électricité est un bon critère pour apprécier le niveau de développement des principales républiques autochtones : 740 kwh par habitant en Iakoutie, 1 490 kwh dans la république des Komis, 2 610 kwh par habitant en Carélie.

IX. — STRUCTURE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN 1960

	Nord-Ouest	Volga-Viatka	Oural	Sib. occidt.	Sib. or.	Ex-Orient
Combustibles	2,5	1,6	6,4	12,0	5,8	7,9
Energie électrique	1,6	2,3	3,7	3,3	5,4	4,4
Travail des Métaux et Industries mécaniques	27,4	35,7	24,5	26,3	15,0	20,0
Bois et dérivés (papier, etc.)	13,5	13,4	8,5	5,8	18,4	13,1
Matériaux de construction	3,1	2,2	3,6	3,7	5,5	5,7
Autres branches de l'industrie lourde	8,4	9,7	30,1	13,7	7,4	5,1
Industries légères	19,4	18,3	7,9	13,5	10,5	4,4
Industries alimentaires	20,5	15,0	13,4	19,2	21,1	36,2
dont pêche	6,2	—	0,4	0,3	0,7	17,8
Production industrielle (en valeur) (a)	100	100	100	100	100	100
(a) brute						

L'importance des branches « combustibles et énergie » dans les régions de Sibérie contrastent avec la faiblesse de ce secteur dans les régions du Nord-Ouest et de la Volga supérieure. En revanche, les industries légères qui emploient davantage de main-d'œuvre sont plus développées dans les régions européennes (Oural excepté). Le pourcentage relativement élevé occupé par les industries alimentaires à l'Est tient à la nécessité de transformer les surplus agricoles pour les rendre transportables ainsi qu'à l'importance de la pêche en Extrême-Orient.

X. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES RÉGIONS NORDIQUES EN %
DE LA PRODUCTION SOVIÉTIQUE TOTALE EN 1960

	Nord-Ouest	Volga-Viatka	Oural	Sib. occidt.	Sib. orient.	Ex-Orient
Minerais de fer	2,0	—	26,1	4,0	1,6	—
Fonte	2,7	—	32,5	7,1	—	—
Acier	3,9	2,2	33,6	7,0	0,8	0,7
Laminés	4,2	2,4	33,0	8,0	0,8	0,5
Charbon	3,5	—	12,1	16,4	7,2	4,2
Gaz	3,4	—	3,9	—	—	0,7
Electricité	6,1	2,8	18,7	7,6	5,6	1,7
Camions	—	48,5	8,2	—	—	—
Voitures légères	—	36,1	—	—	—	—
Moteurs électriques (plus de 100 Kw)	17,4	—	13,3	—	—	—
Fibres artificielles	6,0	—	1,9	6,0	9,8	—
Engrais chimiques	4,2	2,4	24,7	4,2	0,1	—
Bois d'œuvre	26,6	9,9	20,4	4,9	14,2	5,0
Papier	32,2	10,8	21,2	0,1	0,4	8,1
Cotonnades	3,8	1,5	0,2	1,5	1,3	0,1
Lainages	4,7	0,5	1,6	0,6	0,4	—
Sucre	—	—	0,3	0,6	—	0,4
Poisson	38,4	0,1	1,6	0,5	0,6	34,5
Huile végétale	1,0	0,9	1,1	0,7	—	5,2

L'Oural apparaît comme le principal centre industriel des régions nordiques. Ces régions sont dépendantes des importations en provenance des autres régions de l'Union pour les produits de consommation (comparer le pourcentage de la population des provinces nordiques — Tableau I — avec les pourcentages ci-dessus indiqués dans le total de la production industrielle de l'U.R.S.S.). Le Nord fournit 81 % de la production du bois d'œuvre soviétique dont les deux tiers en provenance des régions européennes.

XI. — DENSITÉ DU RÉSEAU DES COMMUNICATIONS EN 1960
(en KILOMÈTRES DE VOIES POUR 1 000 KM²)

	Chemins de fer	Réseau fluvial exploité	Réseau routier	
			Total	dont à revêtement stabilisé
Europe. Nord-Ouest	6,7	11,4	48,2	14,2
Volga-Viatka	10,7	13,5	196,2	37,2
Oural	4,6	7,0	51,3	8,3
Asie Sibérie occidentale	4,8	12,2	80,3	5,3
Sibérie orientale	0,8	3,8	11,5	1,37
Extrême-Orient	1,8	2,7	8,9	2,5
Moyenne soviétique	5,5	5,4	60,9	12,4

Le développement des voies de communication en Sibérie n'a pas joué le même rôle dans la mise en valeur qu'au Canada. Ici, le géologue, le planificateur précèdent ; la route suit. Un réseau routier insuffisant pose de sérieuses difficultés aux entreprises et aux chantiers.

XII. — INVESTISSEMENTS DE L'ÉTAT ET DES COOPÉRATIVES PAR RÉGION ÉCONOMIQUE
(NON COMPRIS LES KOLKHOZ)

	(en millions de roubles, prix constants)		
	1958	1963	Total 1959-1963
Nord-Ouest	1 677	2 481	11 185
Volga-Viatka	621	914	4 165
Oural	2 361	3 160	13 789
Sibérie occidentale	1 541	2 195	9 800
Sibérie orientale	1 146	2 093	9 002
Extrême-Orient	1 058	1 548	7 092
(Total U.R.S.S.)	(24 515)	(37 010)	(162 796)

Le coût de la mise en valeur de la Sibérie apparaît dans le montant des investissements réalisés par l'État au cours des cinq dernières années : 11 150 roubles par habitant dans les régions nordiques européennes. Les régions sibériennes ont absorbé 15,9 % du total des investissements de l'État pendant cette même période (alors que la population de cette zone atteint environ 10,3 % du total).

XIII. — SUPERFICIES AGRICOLES ET ENSEMENCEMENTS EN 1963

	Nord-Ouest	Viatka-Volga	Oural	Sibérie occid.	Sibérie orient.	Extrême-Or.
1. Superficie agricole utile millions d'hectares	8,0	11,1	31,9	31,6	22,1	6,2
dont labours	3,3	8,0	20,0	18,5	8,8	2,6
2. Superficies ensemencées milliers d'hectares	3 080	7 565	19 288	18 566	8 156	2 529
dont a) Céréales	1 134	4 726	13 271	12 130	5 823	1 065
Blé d'hiver	23	158	74	—	—	—
Blé de printemps	173	884	7 844	9 122	3 815	667
Maïs	—	—	8	1	—	15
b) Cultures industrielles	199	196	—	289	34	877
dont Betteraves	—	49	—	66	3	8
Lin	199	104	64	44	9	—
Tournesol	—	—	161	31	—	—
c) Pommes de terre	286	541	516	418	245	133
d) Légumes	30	41	59	49	33	36
e) Fourragères	1 431	2 061	5 154	5 674	2 019	418

Les statistiques qui précèdent font apparaître : 1. la prédominance de la culture céréalière dans toute la zone nordique, sauf dans le Nord-Ouest européen où un climat plus humide et plus doux conduit à préférer les cultures fourragères et l'élevage ; 2. la culture de la pomme de terre se calque sur la dynamique de la population (environ 250 à 380 m² de superficie cultivée par habitant suivant les régions).

XIV. — PRODUCTION AGRICOLE DES RÉGIONS NORDIQUES

	Rendements (quintaux à l'hectare)			Production brute (milliers de tonnes)			Production collectée par l'Etat (milliers de tonnes)		
	Moyenne 1954-1958	1962	1963	Moyenne 1954-1958	1962	1963	Moyenne 1954-1958	1962	1963
I. CÉRÉALES									
Nord-Ouest	5,8	5,8 (c)	—	905	700 (c)	—	73	38	119
Viatka-Volga	6,9	5,1 (c)	—	3 027	3 972 (c)	—	778	859	770
Oural	7,0	9,1 (c)	—	10 274	10 695 (c)	—	3 149	6 245	4 140
Sibérie occidentale	10,8	9,4 (c)	—	12 817	11 843 (c)	—	6 727	2 935	600
Sibérie orientale	10,2	9,9 (c)	—	4 442	4 838 (c)	—	1 817	1 876	2 124
Extrême-Orient	8,0	6,4 (c)	—	787	698 (c)	—	214	228	231
II. POMMES DE TERRE									
Nord-Ouest	104	66	101	2 779 (a)	1 948	2 901	197 (a)	177	401
Viatka-Volga	106	83	91	6 381 (a)	4 719	4 891	583 (a)	461	714
Oural	94	82	86	3 751 (a)	4 382	4 456	106 (a)	366	502
Sibérie occidentale	94	78	92	4 617 (a)	—	3 860	193 (a)	177	330
Sibérie orientale	79	81	81	1 477 (a)	1 981	1 988	94 (a)	118	210
Extrême-Orient	68	71	64	1 194 (a)	985	845	135 (a)	117	126
III. LAIT									
Nord-Ouest	1 123 (b)	—	1 982	2 403 (a)	2 597	2 653	790 (a)	1 099	1 209
Viatka-Volga	983 (b)	—	1 597	2 279 (a)	2 463	2 342	608 (a)	885	847
Oural	1 160 (b)	—	1 631	4 058 (a)	4 353	4 238	1 481 (a)	1 931	1 827
Sibérie occidentale	1 419 (b)	—	1 692	3 732 (a)	3 956	3 921	1 686 (a)	2 036	2 138
Sibérie orientale	839 (b)	—	1 480	1 571 (a)	1 724	1 700	550 (a)	722	721
Extrême-Orient	902 (b)	—	1 545	860 (a)	932	817	228 (a)	364	293
IV. VIANDE (poids vif)									
Nord-Ouest	—	—	—	211 (a)	243	270	152 (a)	219	229
Volga-Viatka	—	—	—	258 (a)	266	314	166 (a)	213	263
Oural	—	—	—	474 (a)	575	663	359 (a)	537	600
Sibérie occidentale	—	—	—	421 (a)	543	645	360 (a)	513	594
Sibérie orientale	—	—	—	222 (a)	293	308	194 (a)	285	312
Extrême-Orient	—	—	—	95 (a)	124	144	53 (a)	107	104

(b) nombre de litres de lait par vache et par an.

Les rendements agricoles relativement faibles traduisent, d'une part, les conditions naturelles défavorables (sols pauvres, courte période de végétation, céréales de printemps avec des rendements inférieurs aux céréales d'hiver, etc.), d'autre part, les caractéristiques d'une agriculture extensive utilisant très peu d'engrais.

La différence entre la production brute et la production collectée est particulièrement sensible pour le lait et les pommes de terre; ce qui s'explique par le fait que ces deux productions sont très largement représentées par la petite exploitation paysanne de subsistance tandis qu'au contraire, la production céréalière relève de l'agriculture collective.

XV. — PRODUCTIONS ALIMENTAIRES PAR HABITANT DANS LES RÉGIONS NORDIQUES EN 1960

(par rapport à la moyenne soviétique = 100)

	Nord-Ouest	Volga Viatka	Oural	Sibérie Occ.	Sibérie Orient.	Extrême-Orient
Sel	2	—	51	73	36	—
Farine	77	111	118	106	97	93
Cereales	8	16	143	5	64	91
Huile végétale	18	22	12	15	—	159
Sucre	—	—	3	13	1	30
Margarine	190	90	130	65	—	260
Beurre	59	85	94	174	82	32
V viande	87	81	92	—	113	38
Poisson	593	1	15	9	15	1 207
Conserves de poisson	265	—	53	12	24	959

Ces statistiques permettent de préciser les excédents (margarine, poisson, etc.) et les déficits (sucre, huile, etc.) alimentaires des régions nordiques. A noter que la production de farine dans cette zone n'est pas très éloignée de la moyenne soviétique.

XVI. — EVOLUTION DES STRUCTURES AGRAIRES

	Nombre de kolkhoz		Nombre de feux kolkhoziens		Nombre de sovkhos		Superficie des emblavures par kolkhoz	
	1958	1963	1958	1963	1958	1963	1958	1963
Nord-Ouest	—	1 594	—	356 000	270	378	425 ha	1 171 ha
Volga Viatka	4 977	1 976	1 071 200	757 000	57	144	1 383	3 049
Oural	4 487	1 676	1 004 200	537 000	321	552	2 733	5 216
Sibérie Occidentale	2 347	932	544 500	271 000	393	595	4 529	6 690
Sibérie Orientale	1 984	805	334 100	166 000	136	288	2 489	3 766
Extrême-Orient	808	271	68 900	52 000	142	312	1 202	1 959

La réduction du nombre des kolkhoz au cours de ces dernières années est un phénomène commun à l'ensemble de l'U.R.S.S. Elle correspond à la concentration des exploitations agricoles et à la transformation de certains kolkhoz en fermes d'état (sovkhos). Ceci explique aussi la diminution des familles paysannes et l'accroissement du nombre des fermes d'état entre 1958 et 1963. L'exode rural influence évidemment cette évolution.

XVII. — EQUIPEMENT RURAL

	Nombre de tracteurs 1958	(Milliers d'unités) 1963
Nord-Ouest	29,6	36,2
Volga Viatka	27,6	37,4
Oural	46,3	91,4
Sibérie Occidentale	65,6	97,8
Sibérie Orientale	32,7	45,7
Extrême-Orient	15,7	24,0

Le rapport nombre de tracteurs - superficies cultivées (85 ha par tracteur dans le Nord-Ouest, 210 ha dans l'Oural, 190 ha en Sibérie occidentale, 178 ha en Sibérie orientale, 105 ha dans les provinces de l'Extrême-Orient) montre les inégalités régionales en même temps que l'écart qui sépare l'U.R.S.S. de certaines agricultures occidentales, malgré les progrès de la mécanisation agricole soviétique.

Tableau 2 - Production alimentaire par habitant

Produit	1960		1970		Evolution (1960-1970)
	kg	ha	kg	ha	
Blé	100	100	100	100	0
Maïs	100	100	100	100	0
Riz	100	100	100	100	0
Soja	100	100	100	100	0
Arachides	100	100	100	100	0
Autres	100	100	100	100	0
Total	100	100	100	100	0

Les données sont exprimées en kilogrammes par habitant et en hectares par habitant. Les données sont exprimées en kilogrammes par habitant et en hectares par habitant.

Tableau 3 - Evolution des superficies arables

Pays	1960		1970		Evolution (1960-1970)
	ha	ha	ha	ha	
Indonésie	100	100	100	100	0
Inde	100	100	100	100	0
Philippines	100	100	100	100	0
Thaïlande	100	100	100	100	0
Malaisie	100	100	100	100	0
Autres	100	100	100	100	0
Total	100	100	100	100	0

Les données sont exprimées en hectares par habitant. Les données sont exprimées en hectares par habitant.

Tableau 4 - Rendement moyen

Produit	1960		1970	
	kg/ha	kg/ha	kg/ha	kg/ha
Blé	100	100	100	100
Maïs	100	100	100	100
Riz	100	100	100	100
Soja	100	100	100	100
Arachides	100	100	100	100
Autres	100	100	100	100
Total	100	100	100	100

Les données sont exprimées en kilogrammes par hectare. Les données sont exprimées en kilogrammes par hectare.

TION
L'U.R.
GRAN
CONS
TION
CELL

L'e
temp
l'activ
riches
les p
territo
de bo
En to
vre 9
au b
bois.

La
heurt
tudes
trans
le ri
pess
un in
au c
tradi
plus

Po
loin
leur
de j
1. d
de l

L'Industrie du bois en Union Soviétique

Le cas de l'Est Sibérien

L'AVENIR ÉCONOMIQUE DE L'EXTREME-ORIENT, DÉPEND, EN GRANDE PARTIE, DE L'EXPLOITATION INDUSTRIELLE D'UNE DE SES GRANDES RICHESSES : LE BOIS (41 % DES RÉSERVES DE L'U.R.S.S. SONT SITUÉES DANS L'EXTREME-ORIENT). MAIS CETTE EXPLOITATION SE HEURTE A DE GRANDES DIFFICULTÉS DUES, D'UNE PART, A LA SOUS POPULATION QUI S'AGGRAVE, PUISQU'ON CONSTATE UNE INVERSION DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES ET, D'AUTRE PART, A L'ÉLABORATION D'UNE NOUVELLE POLITIQUE CONCERNANT L'EXTREME-ORIENT DANS SON ENSEMBLE. CELLE-CI SEMBLE ÉTROITEMENT LIÉE AUX RAPPORTS ÉCONOMIQUES DE L'U.R.S.S. AVEC LE JAPON.

L'exploitation des richesses forestières a de tous temps joué un rôle de première importance dans l'activité économique russe. Nul doute que ces richesses soient énormes. Selon les estimations les plus généreuses, l'U.R.S.S. possède sur son territoire plus du tiers des ressources mondiales de bois et deux tiers des ressources de conifères. En tout cas, le fonds forestier de l'U.R.S.S. couvre 910 millions d'hectares. Il représenterait donc, au bas mot, 21,7 % des réserves mondiales de bois.

La mise en valeur de ce don de la nature s'est heurtée, depuis un demi-siècle, à quelques vicissitudes. Les revenus tirés de l'exploitation et de la transformation du bois ne représentent plus, dans la richesse nationale, la même part que par le passé. Le fait peut être aisément interprété comme un indice du développement général de l'économie au cours des dernières décennies : une activité traditionnelle cède la place à des orientations plus complexes de la croissance économique.

Pourtant, il est certain que les soviétiques sont loin d'utiliser au mieux toutes les possibilités qui leur sont offertes en ce domaine. Nous tenterons de justifier ce point de vue par une brève analyse

1. du volume et de la structure de la production de la branche ;

2. de ses relations avec les autres branches de l'activité économique de l'U.R.S.S.

3. des questions relatives à la localisation de ses entreprises.

Le dernier point, particulièrement important, nous permettra d'insister sur le cas de l'Est sibérien (Extrême-Orient Soviétique), région économique où le développement de l'industrie du bois pose des problèmes aigus.

Nous donnerons enfin, pour conclure, quelques indications sur la place que l'industrie du bois peut prendre dans l'avenir de l'Union Soviétique et de ses régions économiques, notamment sous l'angle de vue des échanges extérieurs.

I. — LA PRODUCTION

a) les indices généraux de la production

Depuis 1913, la production soviétique de bois a considérablement augmenté.

TABLEAU A

Augmentation de la production de l'industrie du bois et de ses divers produits en U.R.S.S.

Produits	Unités de mesure	Années		Augmentation (multipliée par...)
		1913	1960	
Total bois dont	Millions de m ³	67,0	369,5	5,5
— bois d'œuvre	Millions de m ³	30,5	261,5	8,6
— bois de chauffage	Millions de m ³	36,5	108,0	3,0
Bois sciés	Millions de m ³	14,2	105,6	7,4
Papier	Milliers de tonnes	20,0	806,1	40,3

Les taux de croissance peu élevés de la production de bois de chauffage s'expliquent par une évolution normale : le recours de plus en plus large aux combustibles minéraux.

En 1959, l'Union Soviétique est le premier producteur mondial de bois d'œuvre, avec 398 millions de mètres cubes (sans compter les coupes locales). Les autres pays, capitalistes ou socialistes, viennent assez loin derrière.

TABLEAU B

Production en 1959 de quelques pays

Pays capitalistes :	
Etats-Unis	319 millions de m ³
Canada	86 millions de m ³
Japon	65 millions de m ³
Finlande	42 millions de m ³
Suède	38 millions de m ³
Pays socialistes :	
Roumanie	17,3 millions de m ³
Pologne	16,5 millions de m ³
Tchécoslovaquie	13,7 millions de m ³

Au terme de la même année 1959, le volume des produits de cette industrie vendus aux autres branches de l'économie nationale (demande inter-

(1) Pour une définition du contenu des branches citées dans ce tableau, voir tableau O : Echanges interindustriels de l'industrie du bois en 1959.

médiaire) s'est élevée à 9 169 500 000 roubles au répartis :

TABLEAU C (1)

Exploitations forestières ...	4 132 200 000 (45 %)
Bois sciés	3 599 400 000 (39,3 %)
Meuble	28 600 000 (0,3 %)
Autres produits de la transformation du bois	70 800 000 (0,8 %)
Papier-cellulose	1 102 600 000 (12 %)
Chimie du bois	236 900 000 (2,6 %)

L'industrie du bois représente alors 7 % du total de la production industrielle soviétique. Elle mobilise 6,1 % du capital productif et 14,2 % des ouvriers de l'industrie.

Les ouvriers employés dans l'industrie du bois (1 100 000 en 1959) sont dissimulés entre plus de 95 000 entreprises, comprenant aussi bien de grandes usines traitant de 200 000 à 300 000 m³ de matière première par an que de petites exploitations d'une capacité inférieure à 10 000 m³.

Ces indications sont pourtant trop générales pour permettre un quelconque jugement.

b) Les problèmes de structure

En 1960, la structure de la production et de l'emploi dans la branche se présente ainsi :

TABLEAU D

Sous-branches	Productions	Emploi
a. Exploitations forestières	35,6 %	48,6 %
b. Transformation du bois	51,4 %	45,1 %
— bois sciés	15,7 %	13,6 %
— Contreplaqué	2,2 %	1,8 %
— Maisons préfabriquées	2,4 %	2,1 %
— Articles destinés à la construction	5,5 %	5,0 %
— Matériel d'emballage	4,7 %	9,6 %
— Articles industriels divers	5,7 %	5,9 %
— Meubles	13,4 %	11,9 %
— Ustensiles de ménage et autres biens de consommation	1,1 %	1,2 %
— Allumettes	0,7 %	0,6 %
c. Papier cellulosé	10,2 %	5,2 %
d. Chimie du bois	2,8 %	1,1 %

Les pourcentages indiqués dans le tableau D attirent l'attention sur certains indices de sous-développement de l'industrie du bois soviétique, dont les plus significatifs sont :

1. La part excessive de l'exploitation forestière vis-à-vis des industries de transformation du bois. Au cours des dernières années, l'U.R.S.S. a, en moyenne, consommé 4 % de ses stocks de bois contre 20 % aux Etats-Unis. Sur une production annuelle moyenne de 350 millions de m³ de bois, on en retrouve 150 sous forme de bois de chauffage et de sciure. De ce résidu, 7 millions de m³ sont traités chimiquement, le reste étant utilisé comme combustible ou simplement perdu.

2. Le sous-développement relatif des activités de transformation, particulièrement sensible :

a. dans l'industrie du papier et de la cellulose, où les économistes soviétiques reconnaissent volontiers un retard considérable sur les pays capitalistes. Pour 1 000 m³ de bois stockés, les usines soviétiques produisent 9 kilos de papier et de carton, les Américains 95 ;

b. dans la fabrication de contreplaqué ;

c. dans la chimie du bois. Le traitement chimique ou chimico-mécanique du bois pour la production de cellulose, papier, panneaux de fibres comprimées, etc.) n'affecte que 7 % des stocks contre 40 % aux Etats-Unis, 50 % en Finlande et au Canada, 55 % en Suède et 70 % en Norvège.

d. dans l'utilisation industrielle des rebuts de l'industrie du bois.

Certes, l'industrie soviétique abandonne progressivement les utilisations traditionnelles du bois (construction et combustible) pour des orientations plus nobles (papier, carton, cellulose, soie artificielle, fourrage et levures, plastifiants, etc.) mais cet abandon est trop lent, trop timide pour que puissent être honorés les besoins de la consommation interne et, a fortiori, certaines possibilités d'exportation. On aura d'ailleurs une vue plus complète du phénomène au terme d'une brève analyse des relations interindustrielles de l'industrie du bois en 1959.

II. LA PLACE ET LE ROLE DE L'INDUSTRIE DU BOIS DANS L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

Une pratique commune et désormais courante, permet de situer une activité quelconque au sein d'un ensemble économique, grâce à l'étude des relations interindustrielles de cette activité, c'est-à-dire, essentiellement, grâce à l'examen de ses « ventes » (output) et de ses « achats », (input) aux autres branches et secteurs économiques (2).

a. Où va le bois ?

Au total, la demande intermédiaire de l'industrie du bois intéresse deux postes principaux : la construction (32,7 %) et les industries du bois elles-mêmes. En dehors de ces deux grands postes, 8,5 % de la valeur du bois non consommé par les ménages et non exporté vont au commerce et aux approvisionnements, 7,3 % à la mécanique et aux réparations, 4,4 % aux combustibles et 4 % à l'alimentation.

Quelques indications plus détaillées méritent également l'attention :

1. Les ventes de produits très élaborés aux autres secteurs économiques sont faibles. Cette faiblesse ne tient pourtant pas toujours à l'état relativement primitif de la branche entière. Elle est également le résultat de la vente directe de divers articles à la consommation finale. Ainsi s'explique la très faible part (1,2 %) de l'industrie du meuble et de diverses autres activités de transformation dans la consommation intermédiaire.

2. Les très fortes ventes de bois sciés aux autres branches de l'économie sont parfois présentées comme un indice du bon développement de l'industrie du bois et de son haut niveau de mécanisation. La production de bois sciés est pas-

(2) Voir tableau D : Echanges interindustriels de l'industrie du bois en 1959.

sée, rappelons-le, de 34,8 millions de m³ en 1940 à 49,5 millions en 1950, 104 millions en 1959 et 105,6 millions en 1960.

En 1962, les *lespromkhoz* (unités économiques de base de l'industrie du bois) utilisaient 190 000 scies électriques et mécaniques, 28 700 camions, 50 500 tracteurs, 5 000 locomotives, etc.

La productivité par ouvrier était passée de 232 m³ en 1940 à 424 m³ en 1960 (600 m³ dans les *lespromkhoz* pilotes).

Mais certains économistes soviétiques ont d'eux-mêmes souligné avec justesse que l'extension relative de la transformation **mécanique** du bois ne fait qu'attirer l'attention sur de « sérieux retards » en matière de traitement chimique (distillation sèche et hydrolyse).

3. On notera enfin que le bois consommé par la construction et le chauffage (37 % de la valeur du bois consommé dans le circuit économique, mais infiniment plus en tonnage) provient exclusivement des exploitations forestières dont l'excessive importance ne plaide pas, on s'en souvient, en faveur de l'existence d'une technologie très avancée.

b. Les dépenses matérielles de production de l'industrie du bois.

On trouvera une image synthétique des « achats » des industries du bois aux autres activités économiques soviétiques dans le tableau E.

Qu'il nous soit simplement permis de mettre en lumière ici les deux points suivants :

— l'importance des « intra » (43,5 %), c'est-à-dire des échanges entre les diverses industries du bois, exprime une forte intégration verticale : le produit fini de l'une des sous-branches sert de semi-produit à une autre. Or, une analyse de cette liaison « en cascade » qui va de l'arbre sur pied à la feuille de bois de placage ou la bouteille d'essence de térébenthine, permet de se rendre compte de l'utilisation généralement irrationnelle des matières premières et des semi-produits, ainsi que de l'emploi fort inefficace des

rebuts. De ce point de vue, le caractère encore très extensif de l'économie soviétique reçoit une illustration parmi beaucoup d'autres. Q. M. Orla devait déclarer au **plenum** de novembre 1962 au Comité Central du parti, que 40 % des stocks de bois (soit 160 millions de mètres cubes) se n trouveront, au terme des cycles de fabrication sous forme de bois de chauffage ou de sciure dont 4 % seulement étaient ultérieurement retravaillés et 150 millions brûlés ou jetés (3).

— Les énormes dépenses de transports sont un trait caractéristique de la majorité des industries soviétiques. L'industrie du bois se trouve à d'échapper à la règle. 70 % des bois transportés en Union Soviétique sont des troncs d'arbres, de grumes destinées à être traitées dans des régions très éloignées des lieux d'abattage. Là apparaissent déjà les questions de localisation de la production qui constituent, sans doute, le problème clé de l'industrie soviétique du bois.

Certes, le fonds forestier couvre près de 40 % de la superficie de l'Union. Mais il s'agit des régions du Nord et de l'Est où les conditions d'exploitation sont particulièrement difficiles, et pour lesquelles les problèmes de transport se posent avec le plus d'acuité. Les ressources soviétiques de bois se trouvent pour 83 % concentrées dans les régions asiatiques (contre 17 % aux régions européennes). Si bien que d'énormes distances séparent les régions qui produisent le bois de celles qui le consomment.

Là où se sont concentrés 85 % de la population et l'écrasante majorité des activités industrielles, on ne dispose que de 4 % des réserves totales de bois. Là, par contre, où le sol porte 41 % des réserves, ne vivent que 4 % de la population soviétique. Au nombre de ces régions, où la nature est généreuse (4) et l'homme rare, se trouvent l'Extrême-Orient soviétique.

(3) Voir *Pravda* du 23-11-1962.

(4) Et intacte. Car les régions européennes, particulièrement riches, ont peu à peu été dévastées par un véritable « saignée » des forêts.

TABLEAU E

Dépenses matérielles de production de l'industrie du bois (en %)

	Métallurgie et carbochimie	Combustibles	Energie électrique et thermique	Mécanique et réparations	Chimie	Bois (W)	Dont						Textiles - cuirs	Transports et communications	Commerce et fournitures	Autres branches	Total
							Exploitations forestières	Scieries et transformation	Meuble	Autres branches de transformation	Papier	Chimie et hydrolyse du bois					
Exploitations forestières...	1,0	10,9	0,4	8,9	2,5	8,0	7,1	0,8	0,02	0,02	0,01	0,0	5,3	54,8	0,5	7,7	100,0
Scieries et transformations	2,5	1,5	1,1	1,8	0,7	71,4	50,2	20,9	0,007	0,02	0,07	0,03	0,9	11,0	8,2	0,9	100,0
Industrie du meuble ...	2,4	2,7	négl.	7,1	6,9	32,0	3,0	27,8	0,004	0,7	0,2	0,3	23,0	4,7	15,6	5,6	100,0
Autres branches de transformation	1,6	3,3	1,4	0,8	4,6	57,4	29,1	17,3	—	10,2	0,7	0,09	6,0	6,4	16,0	2,5	100,0
Papier	1,2	7,8	5,1	1,9	2,7	48,7	34,1	1,6	0,006	0,01	9,6	3,4	1,7	8,8	10,9	11,2	100,0
Chimie et hydrolyse du bois	0,9	8,7	3,2	0,9	7,4	75,5	58,7	7,9	0,0	0,0	0,4	8,5	0,5	0,5	—	2,4	100,0
Total bois	1,8	5,7	1,3	4,7	2,3	43,5	28,5	12,8	0,02	0,4	1,2	0,6	5,2	23,7	6,9	4,9	100,0

III. LE CAS DE L'EST SIBÉRIEN

L'analyse du cas de l'Extrême-Orient Soviétique (5) permettra au lecteur de mieux apprécier l'incidence des facteurs de localisation industrielle sur la production soviétique de bois. On a déjà insisté sur une circonstance particulière du développement de cette branche de l'industrie soviétique : la pratique qui laisse s'établir des distances énormes entre les centres d'exploitation forestière et les centres de transformation du bois conduit évidemment à une hypertrophie des dépenses de transport. Celles-ci pèsent sur les coûts économiques nationaux et restreignent par là les possibilités d'accumulation et de consommation. Devant une telle situation, la solution paraît simple : elle consisterait à développer les industries de traite-

ment du bois à proximité des centres d'exploitation. Or, c'est précisément un examen un tant soit peu attentif des conditions générales de développement d'une région comme l'Extrême-Orient, qui permet de comprendre que la simplicité des solutions évidentes est souvent illusoire.

a. Le bois extrême-oriental

L'industrie du bois constitue, au même titre que la pêche, une activité traditionnelle de l'Extrême-Orient russe. Etant donné l'immensité et la qualité des réserves dont elle dispose, on pourrait s'attendre à ce que la région ait largement développé cette activité. Or, l'industrie du bois est finalement loin d'apporter à l'économie extrême-orientale ce que l'on serait en droit d'en espérer.

1. Les ressources forestières de l'Extrême-Orient soviétique sont immenses (12,3 milliards de m³ soit 15,7 % des ressources soviétiques et 6 % des ressources mondiales). Les forêts couvrent 34 % du territoire extrême-oriental, soit environ deux fois la surface de la France entière. A ces indices quantitatifs globaux, il convient d'ajouter des facteurs d'ordre qualitatifs : 96 % des bois extrême-orientaux sont propres à l'exploitation.

(5) Sauf indications contraires, on entend, par Extrême-Orient Soviétique, l'ensemble des six territoires et régions de l'Amour, de Khabarovsk, de Primorie, de Sakhaline, de Magadan, et de Kamtchatka qui entrent dans la définition administrative de la région jusqu'à une date très récente. Rappelons pourtant pour mémoire que depuis le début de 1963, la grande région économique extrême-orientale inclut la Yakoutie, auparavant rattachée à la Sibirie Orientale.

Le tableau F, montrant la répartition de la surface boisée par essences dominantes, donne des indications sur les possibilités d'utilisation des bois extrême-orientaux.

Sur le plan micro-régional, on retiendra les données complémentaires suivantes :

- d'une part, les surfaces boisées sont plus étendues dans le Sud extrême-oriental (voir tableau G) ;
- d'autre part, les données concernant les réserves d'exploitation forestière extrême-orientales, estimées globalement à 11,1 milliards de m³ (6) au 1^{er} janvier 1956, ne font qu'accentuer l'inégalité intra-régionale constatée (voir tableau H) ;
- enfin, les essences les plus rares et les plus intéressantes (chêne, frêne, érable, noyer, bouleau) sont concentrées dans le territoire de Primorie, où elles occupent 18 % des surfaces boisées.

2. L'utilisation de ces ressources est pourtant tout à fait insatisfaisante. Comme le montre le tableau I, le volume des stocks de bois n'a augmenté que de 6 % en 20 ans. Encore cette très

(6) En fait, compte tenu des difficultés d'accès à certaines régions et d'autres facteurs, les réserves d'exploitation devaient être pratiquement chiffrées, à la même date à 7,7 milliards de m³ et les réserves immédiatement disponibles (liquidités) à 6,7 milliards de m³.

faible hausse n'est-elle imputable qu'à l'augmentation de la production à Sakhaline. Dans d'autres régions et territoires, l'utilisation du bois est en baisse sensible.

TABLEAU F
Surface boisée du « Gosfond »
(Fonds forestier d'Etat)

Essences	millions ha	%
I)		
Pins	0,8	0,9
Sapins	14,2	13,5
Mélèzes	53,3	50,3
Epicéas	0,9	0,9
Cèdres	15,1	14,3
Total	84,3	80,0
II)		
Chênes	2,1	2,0
Bouleaux	16,2	15,4
Peupliers	1,2	1,2
Autres (frênes, érables, trembles aunes, etc.)	1,8	1,4
Total	21,3	20,0
Total général	105,6	100

TABLEAU G

Densité forestière en millions d'hectares

Régions et Territoires	Surface globale des fonds forestiers d'Etat	Surface boisée		Surface non boisée	Densité en %
		Totale	Forestière		
Amour	31,3	24,1	20,7	7,2	58,3
Khabarovsk	77,9	56,2	42,6	21,7	49,8
Primorie	12,5	12,2	9,9	0,3	65,4
Total pour le Sud	121,7	92,5	73,2	29,2	54,0
Sakhaline	7,4	6,5	4,6	0,9	50,7
Magadan	71,4	28,8	17,1	42,6	15,6
Kamtchatka	18,4	12,1	10,7	6,3	19,2
Total pour le Nord et les îles	97,2	47,4	32,4	49,8	18,2
Total général	218,9	139,9	105,6	79,0	34,0

TABLEAU H

Les réserves d'exploitation forestière en Extrême-Orient

	Réserves d'exploitation	
	en millions de m ³	%
Amour	2 338	21,1
Khabarovsk	4 971	45,0
Primorie	1 308	11,8
Sakhaline	609	5,5
Magadan	918	8,3
Kamtchatka	920	8,3

Les très faibles indices d'utilisation rationnelle de la matière première sont essentiellement imputables à la **mauvaise organisation** des coupes. Sur celles-ci, on compte en moyenne 1 m³ de déchets pour 1 m³ de bois sorti. Dans la seule région de l'Amour, les déchets représentent environ 1 million et demi de mètres cubes de bois chaque année. A ces pertes s'ajoutent celles occasionnées par le transport, la transformation, etc.

Par ailleurs, les coupes sont de type sélectif et laissent sur pied près de la moitié d'essences intéressantes (chêne, frêne, noyer, etc.), pour l'industrie du meuble. La coupe sélective augmente le coût du stockage et complique le reboisement. Chaque année, on perd ainsi en Extrême-Orient soviétique 4 à 5 millions de m³ de bois.

Enfin, l'exploitation très primitive des ressources naturelles ouvre une large porte au gaspillage. La main-d'œuvre et l'équipement étant très insuffisants dans la branche, on laisse les entreprises ayant besoin de bois « se servir elles-mêmes ». Les exploitants occasionnels ne prennent évidemment aucun soin des jeunes sujets, lors de l'abattage et de la sortie des gros troncs. La « loi sur la protection de la nature » se trouve ainsi constamment enfreinte.

Les gaspillages ne sont pas moindres dans l'**industrie de transformation** du bois, elle-même très peu efficace. Si les pertes sont considérables lors du passage du bois sur pied aux grumes, elles le sont également du traitement des grumes à la fabrication du produit fini.

Le rebut global, de l'abattage du bois au produit fini, est estimé en Extrême-Orient à 75 % du poids primitif de l'arbre : 20 % lors de l'abattage, 37 % lors de la confection des grumes, le reste lors des stades ultérieurs de la transformation.

Les scieries de Ussurijsk et Iman traitent jusqu'à 600 000 m³ de grumes par an. Mais les rebuts constituent près de 180 000 m³. Or, ces rebuts permettraient de fabriquer 70 à 80 000 m³ de panneaux de bois comprimé représentant une valeur de 8 à 10 millions de roubles.

Pour traiter les rebuts, l'Extrême-Orient possède en tout et pour tout une usine d'hydrolyse sur le territoire de Khabarovsk, à laquelle il faut ajouter une petite fabrique de carton et quelques entreprises pour la fabrication de panneaux à Sakhaline et sur le territoire de Primorie. Sauf à Sakhaline, l'Extrême-Orient soviétique ne possède au-

TABLEAU I

Evolution du stockage du bois en Extrême-Orient

	1913	1940	1950	1960	1960 en % par rapport à 1913	Participation en %	
	millions de m ³					1913	1960
Amour	1,2	2,3	2,2	2,9	242	40	17
Khabarovsk	0,7	6,8	5,8	6,5	930	24	38
Primorie	1,0	3,1	2,5	3,6	360	38	21
Sakhaline	—	0,4	2,7	2,6	—	—	16
Kamtchatka	—	0,5	0,6	0,6	—	—	4
Magadan	—	2,7	1,3	0,6	—	—	4
Total	2,9	15,8	15,1	16,8	579	100	100

cune grosse entreprise de l'industrie de la cellulose et du papier. Le tableau J décrit l'utilisation de 100 m³ de grumes, en U.R.S.S., en Extrême-Orient et dans six de ses régions et territoires.

TABLEAU J

Utilisation industrielle de 100 m³ de grumes

	Bois scié	Contre-plaqué	Papier et carton	Panneaux de bois comprimé
U.R.S.S.	28,6	0,34	0,87	0,03
Extrême-Orient .	27,6	0,18	1,95	0,04
dont :				
Khabarovsk ...	25,1	0,08	0,27	—
Amour	20,2	—	—	—
Primorie	38,7	0,70	—	0,22
Sakhaline	26,6	—	5,79	—
Kamtchatka	25,5	—	—	—
Magadan	31,1	—	—	—

Les grumes stockées sont pour la plus grande part utilisées à l'état brut pour les besoins de la construction. Sur le territoire de Khabarovsk, par exemple, on n'affecte à la transformation que 42,7 % des stocks de bois contre 63 à 65 % (moyenne fédérale). Pratiquement, l'industrie de transformation du bois n'est représentée que par des scieries et des entreprises de construction. Le tableau K retrace la participation, en pourcentage, de divers territoires et régions de l'Extrême-Orient à l'industrie du bois.

Notons ici qu'une seule entreprise - Spitchka, située à Blagoveschensk, dans la région de l'Amour, fournit en allumettes l'ensemble de l'Extrême-Orient soviétique (7).

Les limites de la transformation industrielle et de la consommation locales étant rapidement atteintes, la région doit évidemment exporter du bois. Chaque année, 1,5 million de tonnes de bois (soit 30 % des stocks de grumes) sont exportées vers l'Ouest : Sibérie Orientale et Occidentale, Kazakhstan, Asie Orientale et Russie d'Europe. Etant donné leurs coûts énormes, ces transports ne sont guère rationnels. On les justifie par la nécessité de charger les trains vides venus livrer la population extrême-orientale les biens qui leur font le plus cruellement défaut, et par le caractère périssable du bois entreposé. Mais cet argument n'est pas valable. Il existe des bois périssables ailleurs qu'en Extrême-Orient. De plus, les bois produits dans une région pourtant peu boisée comme celle de Kemerovo reviennent bien moins cher que ceux importés des régions excédentaires de l'Amour ou de Khabarovsk. Il faudrait donc faire cesser, selon de nombreux économistes russes, les transports de bois vers l'Ouest, exception faite pour les essences précieuses (frêne, érable, noyer), utilisées dans les industries du meuble et du crayon. Irrationnels également sont les transports intra-régionaux de bois. Le territoire de Primorie n'utilise que 0,1 % de ses réserves de bois annuellement. Mais il importe des grumes de Khabarovsk et de l'Amour, les transforme, fabrique et exporte des éléments de construction préfabriqués qui pourraient très bien être produits dans les régions et territoires importateurs.

(7) Cette usine employait 556 ouvriers en 1956.

TABLEAU K

Participation de 4 micro-régions extrême-orientales à l'industrie du bois

	Participation à la production brute			Rapport des branches à l'intérieur de chaque région	
	de l'industrie du bois dans son ensemble	de grumes	de l'industrie de transformation	Stockages de bois	Transformation du bois
Amour	12	22	7	68	32
Khabarovsk	32	38	26	48	52
Primorie	22	21	23	36	64
Sakhaline	34	19	44	23	77

Les spécialistes soviétiques sont d'accord pour remarquer qu'il faudrait orienter l'industrie du bois extrême-orientale vers l'exportation à destination des pays voisins qui, eux, manquent de bois, et vers la satisfaction complète des besoins internes.

D'après des données recueillies au XXII^e Congrès (8) le territoire de Khabarovsk aurait pu, au prix de modestes dépenses marginales, tripler ses exportations de bois (3 millions de m³ contre 1 million de m³ réellement exporté).

Quant à la satisfaction des besoins internes, elle soulève évidemment la question des investissements.

3. La nécessité d'investir pose le problème de l'implantation, en Extrême-Orient, des industries capables d'assurer une utilisation intégrale de la matière première. On concevra aisément que le développement d'une industrie avancée du bois suppose non seulement la création d'unités de production spécialisées, mais également l'allocation d'importantes ressources à la création d'entreprises d'autres branches desservant directement ou indirectement ces unités. Deux exemples illustreront le besoin concret d'investissement.

— D'une part, les rares combinats de cellulose et papier de l'Extrême-Orient utilisent du kaolin importé des régions centrales de l'U.R.S.S. Or, la région de l'Amour possède un très riche gisement de sable kaoliniteux à Tchalgan. Il est évident que la mise en exploitation de ce gisement permettrait de développer l'industrie de transformation des produits ligneux, mais qu'elle suppose une mise de fonds importante.

— D'autre part, l'achèvement de la centrale de la Zeya permettrait d'envisager dans cette région la création d'un complexe de la chimie du bois, qui pourrait fournir chaque année 200 000 tonnes de cellulose viscosée sulfatée, 200 000 tonnes de car-

ton, 40 000 tonnes de panneaux en fibre de bois, 14 000 tonnes de levures fourragères, etc. Mais la construction de la centrale, maintes fois remise, aura finalement entraîné des dépenses extrêmement élevées.

La propension à investir dans l'industrie de transformation du bois en Extrême-Orient semble confirmée par les indications de certains auteurs : l'utilisation industrielle du bois, pense-t-on, pourrait intéresser 80 % des stocks (contre 40 % actuellement) ; si, en 1957, la transformation du bois représentait 41 % de la valeur de production industrielle de la branche (Sakhaline exclue) ce pourcentage doit passer à 55 et 60 % en 1965. Sur le plan du commerce international, on espère que le volume des exportations de bois extrême-oriental égalera celui de la Finlande.

Ces résultats seraient atteints :

- par la construction et la reconstruction de nombreuses entreprises (9) ;
- par l'abandon des coupes sélectives ;
- par la réorganisation et la rationalisation de la production et de la consommation du bois.

Selon certains spécialistes, le stockage du bois devrait être multiplié par 2,5-3, et le volume actuel des investissements par 4. A ce prix, on pourrait aboutir aux chiffres de production suivants :

Bois sciés	8-9 millions de m ³
Traverses de voies de chemin de fer	3,5 millions
Contreplaqué collé	800 000 000 m ³
Allumettes	800 000 caisses
Cellulose, papier	5 millions de tonnes
Panneaux de fibre	700 000 tonnes

(8) Voir XXII s'ezd Kommunisticheskoi partii sovet'skogo sojuza, t. II, p. 63.

(9) Il s'agit de la création d'une dizaine de complexes industriels pouvant traiter 2 à 5 millions de m³ de bois.

TABLEAU L
Extrême-Orient — Bois - Papier

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Production de bois : (millions de m ³)													
— brut	17.424		21.598			19.738		16.600	21.098	20.727	20.640	20.807	21.766
— grumes	9.200	9.900	12.197	9.900	11.000	11.900		11.400	13.862	14.463	14.758	15.409	16.838
Contreplaqué (en milliers de m ³)	19,6		23,7			25,3			29,9	30,2	31,0	32,1	33,5
Bois scié (1000 m ³)	2.267	2.700	3.388	3.300	3.100	3.710		3.700	4.545	4.828	5 089	5.111	5.210
Production de papier (en milliers de tonnes)	66,3		81,7			137,4		167,9	175,7	188,7	197,0	198,9	203,5
Production de carton (en milliers de tonnes)			6,7						26,2	29,0	29,5	30,1	30,7

Les chiffres seront comparés avec ceux du tableau L retraçant la production de la plupart de ces produits, entre 1950 et 1962. On peut s'interroger sur les possibilités réelles d'accomplir les énormes efforts d'investissement que suppose cette comparaison. D'ores et déjà, il convient de souligner que certaines des productions de la branche, loin de croître rapidement, restent stagnantes et que les chiffres de contrôle du septennat sont, à leur égard, soit évasifs, soit pessimistes. Ainsi, au XXI^e congrès du parti, N. S. Krouchtchev s'est tu sur la production extrême-orientale de bois sciés en 1965. Plus encore, il a indiqué que la part de l'Extrême-Orient dans la production fédérale de bois et de carton passerait de 6,8 % en 1958 à 5 % en 1965. Ainsi il semble que l'ancien chef du gouvernement et du parti n'espérait guère voir se développer rapidement sur le territoire extrême-oriental des productions « fines » de l'industrie du bois. Cette attitude « pessimiste » a souvent prêté le flanc à la critique. Elle se justifie cependant fort bien à un double titre :

- les autorités centrales ne peuvent continuer d'investir indéfiniment d'énormes moyens matériels et financiers dans le développement des capacités de production extrême-orientales ;
- une politique économique souple doit rejeter le dogme de l'uniformité des modes de développement, et l'adapter au moins provisoirement à des conditions de rentabilité qui varient sensiblement selon les régions.

IV. LE CHOIX D'UNE POLITIQUE

Si des éléments d'appréciation généraux doivent l'accompagner, cette étude ne vise pas un examen en profondeur des questions relatives au développement de l'industrie soviétique du bois, auxquelles W. Donald BOWLES a d'ailleurs su récemment répondre avec beaucoup de clarté (10). Elle n'ambitionne pas plus une synthèse des problèmes économiques de l'Extrême-Orient soviétique (11). Elle prétend tout au plus mettre en évidence quelques-uns des liens unissant ces deux centres d'intérêt généraux.

1. L'existence de ces liens est difficilement contestable. Elle relève d'une logique élémentaire. L'industrie soviétique du bois possède en Extrême-Orient une de ses plus importantes réserves. Tout progrès économique général de la région doit favoriser la branche qui représente 15 % de sa production industrielle globale, de même que tout événement propice à l'expansion de cette branche doit retentir favorablement sur

le devenir économique de la région. L'observation statistique vient d'ailleurs confirmer ce point. Le « pas en arrière » de l'industrie soviétique en 1960 apparaît aussi bien dans les indices fédéraux de la production (12) que dans ceux qui intéressent le seul Extrême-Orient (se reporter au tableau L).

En outre, l'année 1959 est l'une des plus mauvaises de l'histoire économique de l'Extrême-Orient soviétique. Simple coïncidence ? Il est permis d'en douter.

2. La constatation des relations certaines qui existent entre les aspects sectoriels et régionaux d'une économie, ne saurait pourtant donner lieu à des conclusions hâtives.

Bien que profondément liée aux aléas des développements régionaux, la crise qu'a connue l'industrie du bois soviétique à partir de 1959 ne doit pas obligatoirement s'éterniser, parce qu'une région économique, si riche en bois soit-elle, n'a rien de fatal à sortir de l'ornière.

A vrai dire, le bois extrême-oriental peut très bien demeurer, du point de vue fédéral, une « réserve » dont la mise en exploitation intensive peut bien attendre de longues années sans que les chances de la branche entière soient réellement compromises. Celle-ci se développerait rapidement en s'appuyant sur une augmentation relative de la part des produits élaborés, donc plus chers dans la valeur totale de la production.

Les économistes soviétiques, actuellement fort préoccupés de la qualité des produits industriels de l'Union, ne manquent pas d'ailleurs d'évaluer l'efficacité économique d'une pareille option. L'un d'eux (13) notait récemment que le rendement en devises de l'exportation de contre-plaqué était de

(10) W. Donald Bowles *Soviet Timber - Two steps Forward One step back* *Soviet studies*, April 1965, Volume XVI, Number 4.

(11) Cf. article suivant.

(12) De 1959 à 1960, la production soviétique de bois brut est tombée de 398 à 369,2 millions de m³. Cette baisse n'est pas imputable aux seuls kolkhoz puisque la production du secteur industriel proprement dit s'est elle-même abaissée de 353 à 344 millions de m³. Elle n'est guère imputable non plus à un phénomène régional isolé, l'Extrême-Orient ne fournissant, au mieux, que 500 millions d'une production globale de l'ordre de 12,5 milliards de roubles. Mais il faut se souvenir que la seule branche de l'industrie du bois extrême-orientale est constituée par les exploitations forestières, et que c'est précisément cette branche qui est affectée par la récession.

(13) Ju. Koldomasov, L'amélioration de la qualité des produits industriels et l'efficacité de la production sociale) *Voprosy Ekonomiki*, 1965, 2, p. 3-13. Texte russe.

9 à 10 fois supérieur à celui résultant de la vente d'un même volume de grumes, la comparaison des investissements requis par chacune des deux options jouant également en faveur de la fabrication de contre-plaqué. La discussion semble alors se résumer en un choix entre une orientation extensive et intensive des richesses naturelles des pays; la variante « intensive » a d'autant plus de chances de l'emporter que, sur de nombreux autres points de vue : gestion et utilisation du capital matériel, humain, etc., sa nécessité est évidente.

Dans leur quête d'arguments particulièrement probants, les économistes soviétiques invoquent fréquemment l'expansion industrielle des Etats-Unis où la réduction des stockages de bois de 380 millions de mètres cubes de bois en 1947, à 307 millions en 1961 s'est accompagnée d'une augmentation brutale de la production de divers produits élaborés. Les Etats-Unis stockent annuellement 246 millions de mètres cubes de bois en grumes, dont 90 millions servent de matière première à l'industrie de la cellulose et du papier, contre 15 millions en Union Soviétique). Les Etats-Unis ne consacrent donc à leurs autres besoins que 150 à 160 millions de m³, alors que l'industrie soviétique a affecté, en 1964, 230 millions de m³ à des fins analogues, sans compter une production kolchozienne de l'ordre de 20 à 25 millions de m³. Aux Etats-Unis, dans de nombreux pays européens, on dépense 1 500 m³ pour des travaux de construction estimables à un million de roubles; en Union Soviétique : 2 300 m³. D'où cette affirmation significative d'un économiste soviétique : « Une utilisation rationnelle de la matière première et une augmentation des outputs rentables du point de vue économique permettent de réduire considérablement les taux de croissance du stockage de bois, puis de les stabiliser, de mettre fin au « sabrage » dans les régions centrales et peu boisées et d'améliorer radicalement la politique de sylviculture et d'exploitations forestières » (14).

3. Un troisième stade de la réflexion est pourtant nécessaire, qui introduirait ici des éléments concrets de politique économique. Quelle que soit la qualité des arguments prônant une intensification de l'industrie du bois, il faut admettre que

les exemples auxquels ils font appel manquent souvent de réalisme. Depuis l'instauration du régime soviétique et surtout depuis 1955, les exportations soviétiques de bois ont connu un développement considérable. Un examen même rapide de ces exportations (voir tableau M) permet de constater que les gains réalisés sont essentiellement imputable à la vente de **produits peu élaborés** tels que les grumes et les bois sciés. Les ventes à l'extérieur de produits fins augmentent beaucoup moins vite. Et cela n'a rien d'étonnant, puisque nombre de pays importateurs de bois soviétique sont pauvres en matière première, mais riches d'un équipement industriel et d'une technologie qui peuvent leur permettre de faire obstacle, le moment venu, à un envahissement du marché mondial par des biens élaborés d'origine russe.

Ainsi, si la variante « intensive » présente d'indéniables avantages dans le cadre national, elle n'est pas toujours propre à favoriser une politique commerciale extérieure cohérente.

La réintroduction d'une optique régionale donne ici au problème ses véritables dimensions. A dire vrai, les options intensive et extensive peuvent fort bien coexister, à seule condition d'être individuellement localisées et orientées chacune vers des objectifs distincts. Le traitement plus efficace de la matière première peut aussi bien se perpétuer dans ses centres traditionnels et s'implanter fermement dans les régions marginales (Sibérie occidentale, ouest de la Sibérie orientale), où il contribuera tant à une meilleure satisfaction des besoins internes en produits élaborés (encore partiellement couverts par l'importation) qu'à la « conquête économique » des régions encore sous-exploitées. Par contre, une région comme l'Extrême-Orient devrait pouvoir se tourner résolument vers une « spécialisation dans l'exportation » ne nécessitant pas d'investissements onéreux, mais permettant, sans doute, d'amorcer une remise en équilibre des finances locales. L'économie nationale dans son ensemble jouerait ainsi sur un large éventail de possibilités.

(14) A. Baklanov. Les problèmes du développement de l'industrie du bois de l'U.R.S.S. *Planovoe Khozjajstro*, 1965, 8, p. 3.

TABLEAU M

Evolution des exportations de l'industrie du bois (en milliers de roubles) (1)

	1938	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Bois ronds, grumes et tous produits de l'industrie du bois ne demandant pas un traitement plus poussé que l'équarrissage (traverses, bois de mines, etc.)	9.649	24.025	24.348	39.438	41.475	45.533	55.074	77.545	106.486	99.525
Bois sciés	32.382	84.857	77.372	121.633	123.181	135.384	164.527	185.855	199.191	211.395
Contreplaqués divers ...	4.204	11.852	5.168	9.592	11.774	12.292	13.250	13.309	15.789	15.147
Divers articles en bois à usage industriel	79	47	75	81	72	82	75	46	27	119
Cellulose		17.621	18.872	19.268	23.371	19.240	22.594	26.415	25.739	22.953
Papier	226	13.957	13.945	14.510	13.512	14.752	17.431	20.371	21.532	21.323
Non ventilé	78	4.667	5.727	3.511	3.396	6.657	1.606	2.034	9.558	2.271
Total	46.618	157.026	145.507	208.033	216.781	233.842	274.557	325.575	378.322	372.745

(1) Les chiffres correspondant à l'année 1964 sont, pour les divers postes énumérés, les suivants (en milliers de roubles) : 126.667 ; 253.621 ; 19.339 ; 631 ; 27.993 ; 23.770 ; 3.693 ; 455.714. Source : Annuaire du Commerce Extérieur des années correspondantes (Vneshnjaja trgovlja SSSR za... god).

La réalisation de ces objectifs suppose que s'avèrent certaines hypothèses générales. Brossant à larges traits un vaste tableau des tâches actuelles de l'économie soviétique, l'économiste Z. ATLAS citait tout dernièrement (15) « la nécessité de rejeter résolument les éléments d'esprit de clocher et de bureaucratisme, le renforcement maximal des principes de gestion responsable des unités de production, l'élévation de la rentabilité de la production, de l'efficacité des investissements, la réduction de leurs délais de récupération, l'extension de l'indépendance et de l'initiative opérationnelle des entreprises sur la base des objectifs fixés par le plan, le renforcement des stimulants matériels et, enfin, l'amélioration du système de prix en vigueur ».

La première des hypothèses est donc que les économistes soviétiques élaborent, et les autorités appliquent, un système nouveau de gestion de l'économie conforme à ces multiples exigences et notamment marqué par des facilités de manœuvre beaucoup plus étendues que par le passé.

Ces facilités de manœuvre devront intéresser — seconde hypothèse — toutes les unités de production au sens large du terme, qu'il s'agisse de l'entreprise industrielle ou de la région économique.

« L'initiative opérationnelle » accordée aux unités de production ainsi définies viserait — troisième hypothèse — une rentabilité maximale de la production favorisée par une réorganisation des prix et par une remise en ordre des multiples conditions d'une optimisation de l'investissement : accélération de la rotation des stocks de marchandises et d'équipement, amélioration de la qualité des produits industriels et de leur possibilité de vente, intéressement réel des entreprises au chiffre d'affaires, promotion de l'innovation technique, etc.

Dans le concret, ces divers principes auraient précisément pour effet d'encourager les entrepri-

ses soviétiques de traitement des produits ligneux à rechercher une diversification et un affinement de la production, susceptible à la fois de majorer leurs indices de rentabilité, de réduire leurs stocks d'inventures et de mieux répondre aux besoins de la consommation sociale.

Ils devraient, en outre, avoir pour effet de pousser les autorités responsables des affaires extrême-orientales à restructurer l'économie de la région notamment dans le sens :

1. D'une orientation de la production locale de bois vers des partenaires suffisamment proches, pour que les prix des marchandises vendues ne deviennent pas prohibitifs (ou n'entraînent pas de déficit) par suite de frais de transport immodérés.

2. D'une reconversion de certaines autres branches (en particulier les constructions mécaniques qui fournissent à l'industrie du bois son équipement) en fonction de cette orientation.

Or, si la réorganisation globale du système des gestions des entreprises industrielles se présente comme une œuvre de longue haleine, le principe de gestion responsable des régions économiques semble avoir reçu, en Extrême-Orient, un début d'application. Il s'agit essentiellement de la mise au point d'une formule de commerce frontalier autonome entre l'Extrême-Orient et le Japon (en février 1963) venant non seulement renforcer une collaboration commerciale devenue particulièrement intense, mais permettant également à la région de tirer un meilleur parti de ses richesses naturelles (voir tableau N).

Après un pas en arrière, l'industrie soviétique du bois semble reprendre actuellement une course en avant qui ne peut laisser indifférents ni les économistes, ni les professionnels de la branche de tous pays.

(15) Z. Atlas. Le principe fondamental de la gestion économique socialiste et sa réalisation pratique - *Voprosy Ekonomiki*, 1965, 8, P. : 66-79.

TABLEAU des principaux importateurs de bois russe entre 1958 et 1963 (*)

	1958					1959					1961					1962					1963				
	Bois brut (1 000 m ³)	Bois sciés (1 000 m ³)	Contreplaqué collé (1 000 m ²)	Cellulose (1 000 t)	Papier (1 000 t)	Bois brut (1 000 m ³)	Bois sciés (1 000 m ³)	Contreplaqué collé (1 000 m ²)	Cellulose (1 000 t)	Papier (1 000 t)	Bois brut (1 000 m ³)	Bois sciés (1 000 m ³)	Contreplaqué collé (1 000 m ²)	Cellulose (1 000 t)	Papier (1 000 t)	Bois brut (1 000 m ³)	Bois sciés (1 000 m ³)	Contreplaqué collé (1 000 m ²)	Cellulose (1 000 t)	Papier (1 000 t)	Bois brut (1 000 m ³)	Bois sciés (1 000 m ³)	Contreplaqué collé (1 000 m ²)	Cellulose (1 000 t)	Papier (1 000 t)
Total	3.023,9	3.630,9	107,5	218,9	92,7	4.379,8	120,8	203,4	103,4	4.421,7	5.654,7	5.203,3	124,6	265,8	139,1	7.424,1	5.996,3	143,1	266,7	145,2	8.045,5	6.525,5	144,7	245,3	143,2
dont :																									
Allemagne Fédérale										348,2	422,4														
Bulgarie				15,9					22,7					21,6					28,4						30,2
Cuba													40,7						30,9						22,0
Espagne				37,8				26,9																	
Finlande															580,2						1.257,5				
France				47,4	17,6			35,6					50,0					47,5						36,6	
Grande-Bretagne		1 223,8	84,6	60,1		1.628,0	91,1	64,6								1.791,1	106,7	65,5			1.791,1	2.100,3	102,8	63,9	
Hongrie	532,0	355,9				361,5			10,4	844,2					1 288,9	578,7				1.127,4	606,3				
Inde									19,4					16,3				20,2							16,1
Japon	450,2									890,6					1.341,1					1.763,0					
R.D.A.	368,7	533,2				570,8					511,1	856,1	25,5			944,3	39,8				1.114,5		35,1		

(*) Les indications ont été fournies in natura et pourront être comparées avec les informations le valant.

TABLEAU O

Tableau d'échanges interindustriels de l'industrie du bois - 1959 - millions de roubles

Prix d'utilisation finale (1)

	Sidérurgie-métallurgie	Combustibles-énergie	Constructions-mécanique et électriques	Chimie	Matériaux de construction	Textile - confection - cuirs	Produits alimentaires	Construction	Agric.-élevage-sylviculture	Transports	Divers	Bois sciés et autres produits de la transformation du bois	Meubles	Articles divers	Cellulose-papier	Chimie du bois	Total 13-18	Total 12 + 19	Consommation des ménages	Consommation publique	Équipement et variation des stocks	Exportations en valeur nominale (3)	Total emplois		
Sidérurgie-Métallurgie											13,9	73,3	21,4	1,8	9,4	13,1	142,9								
Combustible-énergie											5,1	79,9	24,6	5,0	112,4	16,8	497,8								
Constructions mécaniques et électriques											12,7	51,8	60,1	0,7	16,7	1,2	333,2								
Chimie											9,3	21,9	64,3	5,0	23,2	10,7	184,4								
Matériaux de construction											1,7	6,7	38,8	1,0	7,2	0,7	58,1								
Textiles et confection cuirs											10,0	24,8	205,4	6,4	14,6	0,7	371,9								
Produits alimentaires											1,8	16,1	10,4	1,5	1,3	2,2	32,3								
Construction											—	—	—	—	—	—	—								
Agric.-élevage-Sylviculture											12,5	1,7	0,5	0,3	1,1	0,5	176,6								
Transports											15,1	318,9	41,8	6,6	72,9	0,7	1 699,0								
Services et autres branches											13,4	238,0	139,3	16,8	167,6	—	572,1								
Total inputs externes											112,5	833,1	606,6	45,1	426,4	46,6	4 068,3								
Exploitation forestière	56,2	360,8	67,4	5,0	51,7	47,4	28,6	1 217,8	79,9	163,2	1 382,0	1 462,6	26,4	30,6	283,4	83,7	2 048,7	4 130,9	143,1	288,0	355,3	45,5	4 962,8		
Bois sciés et autres produits de transformation du bois	30,6	52,9	256,2	41,8	71,4	36,5	196,3	1 751,8	34,7	7,9	2 020,7	607,2	248,5	18,2	12,9	11,3	916,8	3 599,5	52,1	97,1	447,5	152,7	4 358,9		
Meubles	2,6	1,3	20,3	0,5	1,7	0,6	0,4	—	—	—	0,5	0,2	0,4	—	0,1	r	1,2	28,6	917,2	27,2	476,6	1,1	1 440,7		
Articles divers	1,9	0,3	6,9	0,8	2,3	5,4	20,5	8,5	—	—	0,5	6,1	6,7	10,7	0,1	r	24,1	70,9	159,2	12,6	62,9	0,2	205,8		
Cellulose-papier	13,5	1,6	36,9	55,0	30,5	24,2	73,8	32,6	0,5	3,1	146,5	1,9	1,8	0,7	80,1	0,6	85,4	1 102,6	—	81,2	83,8	35,5	1 303,1		
Chimie du bois	10,6	3,3	9,0	65,0	26,5	29,6	43,5	4,3	—	—	16,1	0,9	2,8	0,1	28,2	12,1	44,2	236,0	—	—	65,4 (2)	3,0	304,4		
Total inputs internes	115,4	420,2	396,7	168,1	184,1	143,7	363,1	3 015,0	115,1	174,2	3 612,1	2 078,9	286,6	60,3	404,8	107,7	3 120,4	9 168,5	1 271,6	506,1	1 391,5	238,0	12 575,7		
Total des inputs (12 + 19)											2 020,6	2 912,0	893,2	105,4	831,2	154,3	7 188,7								
Somme des valeurs ajoutées											1 408,0	506,6	94,6	434,8	148,7	5 260,3									
Total Outputs											4 320,0	1 400,0	200,0	1 266,0	303,0	12 449,0									
Total importations en valeur nominale (3)											2,8	38,9	40,7	5,8	37,1	1,4	126,7								
Total ressources											4 322,8	1 440,7	205,8	1 303,1	304,4	12 575,7									

(1) Sources : tableau général de l'économie soviétique publié dans Narodnoe khozajstvo SSSR v 1960 g. M. 1961 ; Kreshnja torgovlja SSSR za 1959 god. M. 1966 ; Narodnoe khozajstvo SSSR v 1964 g. pp. 582-584 - M. 1965.

Pour une évolution de la consommation, cf. tableau O.

(2) Estimation : Les chiffres concernant la consommation sont inconnus.

(3) La conversion, qui eût été souhaitable, des prix externes en prix internes n'a pu être effectuée faute d'éléments d'appréciation sérieux.

En Union soviétique, on admet de plus en plus volontiers que les indices de progrès de la branche qu'on se plaisait à énumérer officiellement sont le plus souvent fort contestables. L'industrie soviétique du bois est-elle la première à s'être dotée de cadres permanents? Mais l'emploi de ces cadres, d'un recrutement déjà difficile, est affecté d'une forte fluidité en grande partie explicable par des conditions de travail d'autant plus malaisées que les coupes s'effectuent dans des régions défavorisées par la nature et insuffisamment équipées.

La productivité augmente-t-elle sensiblement? Assez, semble-t-il pour avoir « libéré » 700 000 ouvriers de 1953 à 1964 (16) mais insuffisamment pour que la productivité réelle augmente de plus de 3% par an au cours des quatre dernières années contre une moyenne de 11% en 1953-1960.

L'analyse serrée des « indices de mécanisation » tant vantés révèle elle aussi bien des insuffisances. En fait, on reconnaît que les bureaux d'études et les entreprises spécialisées « n'ont pas encore mis au point de systèmes de machines rentables qui eussent permis une mécanisation complexe » (17) de l'industrie du bois. La scie à moteur « Druzhba », sortie en 1958, est jugée obsolète et très inférieure aux modèles étrangers. Bien d'autres machines, impropres à l'utilisation en raison d'une conception et d'une fabrication vicieuses, sont retournées au fabricant. Les lignes semi-automatiques P.L. Kh 1, P.L. Kh 2 et A.R.S. 1 étaient de si mauvaise qualité qu'aucune d'entre elles ne pouvait travailler dans des conditions normales, et qu'il fallut stopper leur production dès le début de 1963. En outre, cet équipement techniquement impropre revient fort cher à ses utilisateurs. La scie « Druzhba » dont le prix de revient s'élève à 68 roubles est vendue 138 roubles (18).

En bien des secteurs, le travail manuel prédomine encore.

Soulignons enfin que le rythme de construction des entreprises nouvelles est extrêmement lent. En République fédérative de Russie on n'a mis en service, de 1961 à 1965, que des capacités de production dont le total maximum s'élève à 71,8 millions de m³, alors que la capacité de production réelle « sortie du rang » durant la même période se chiffre à 69 millions de m³. La construction d'entreprises nouvelles, mieux adaptées, mieux équipées, mieux localisées se heurte d'ailleurs également à des problèmes apparemment secondaires, mais en fait cruciaux : l'aménagement du réseau ferroviaire et surtout routier desservant les « les-promkhoz ». Rappelons ici les nécessités du transport qui mobilisent 30% des employés des explo-

tations forestières et absorbent près de la moitié des investissements de construction industrielle.

Des 63 000 kilomètres de routes carrossables reliant les exploitations aux gares de chemin de fer et aux routes nationales, la plupart sont des chemins de terre praticables uniquement durant la belle saison. Le coût du transport de bois s'y élève à 11,4 kopecks par tonne-kilomètre (contre 3 kopecks sur le réseau normal).

A l'étranger, la crise traversée par l'industrie soviétique du bois ne doit pas prêter à des conclusions hâtives. A bien des égards, elle se présente comme une crise de croissance. Après un long silence des spécialistes russes, la relance de l'industrie du bois est à l'ordre du jour. Cette relance peut aussi bien s'exprimer dans des réalisations accrues de matière première, semblables à celles qui renforcent les relations économiques entre l'Est sibérien et le Japon. Mais, dans le moyen terme, l'Union peut apparaître comme un concurrent sérieux sur le marché mondial des biens élaborés, perspective que l'on ne saurait impunément négliger.

DÉFINITION DU CONTENU DES AGRÉGATS DU TABLEAU D'ÉCHANGES INTER-INDUSTRIELS DE L'INDUSTRIE DU BOIS

1. **Sidérurgie-Métallurgie** : Minerais ferreux et non ferreux ; métaux ferreux et non ferreux ; diverses matières premières de la métallurgie.

- Chimie du coke.
- Matériaux réfractaires.
- Articles métalliques à usage industriel.

2. **Combustibles-Energie** : Charbon, pétrole, produits pétroliers, gaz, autres combustibles.

Energie électrique et thermique.

3. **Constructions électriques et mécaniques** (y compris la réparation de l'équipement), les abrasifs, le mica et le graphite.

4. **Chimie** :

- Minerais à usage chimique.
- Chimie minérale.
- Colorants d'aniline.
- Résines synthétiques et matières plastiques.

(16) Sur le problème du sur-emploi et du chômage réel en U.R.S.S. voir E. MANEVITCH, *Universalité du travail et problèmes de l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre en U.R.S.S.*, *Voprosy Ekonomiki*, 1965, 6.

(17) A. BAKLANOV, *op. cit.*, p. 6.

(18) Environ 690 F.

- Synthèse organique.
- Vernis et peintures.
- Caoutchouc amianté.
- Caoutchouc synthétique, produits de la pharmacie de base et produits photographiques.

5. Matériaux de construction divers.

6. Textiles, confection, cuirs naturels et artificiels, chaussures, fourrures.

7. Produits alimentaires.

8. Construction : activité des organismes de construction.

9. Agriculture, élevage et sylviculture.

10. Transport : marchandises uniquement et communications desservant la production.

11. Services et autres branches : commerce, stocks, approvisionnements et autres branches de la production.

13. Exploitations forestières : grumes, bois de chauffage, traverses de chemin, résine naturelle.

14. Sciages :

- Bois sciés de toutes espèces, contre-plaqué, maisons préfabriquées, articles en bois pour la construction, panneaux d'aggloméré, emballage en bois, etc.

15. Meubles : y compris la restauration et la réparation du mobilier.

16. Autres produits de la transformation du bois : articles en bois à usage domestique et sportif : allumettes.

17. Cellulose, papier et carton.

18. Chimie du bois : térébenthine, cellophane, alcools de bois, acide acétique, huiles, brais, goudrons, glycérien, acétone, levures et fourrages.

Le contenu des branches autres que celles de l'industrie du bois est précisé lorsqu'il peut prêter à confusion.

TABLEAU P

Consommation finale des produits de l'industrie du bois

	1959			1960			1961			1962			1963		
	Consommation des ménages	Consommation publique	Consommation totale	Consommation des ménages	Consommation publique	Consommation totale	Consommation des ménages	Consommation publique	Consommation totale	Consommation des ménages	Consommation publique	Consommation totale	Consommation des ménages	Consommation publique	Consommation totale
Exploitation forestière ...	143,1	288,0	431,1	147,8	311,3	459,1	151,9	337,6	489,5	153,3	353,4	506,7	157,0	378,8	535,8
Bois sciés et produits de transformation du bois.	52,1	97,1	149,2	53,9	109,6	163,5	57,8	116,5	174,3	61,4	125,7	187,1	63,2	136,6	199,8
Autres produits de l'industrie du bois	917,2	27,2	944,4	1.075,1	29,5	1.104,6	1.229,9	30,4	1.260,3	1.430,5	32,0	1.462,5	1.618,1	34,0	1.652,1
Autres produits de l'industrie du bois	159,2	12,6	171,8	161,0	13,6	174,6	163,5	14,6	178,1	167,3	15,0	182,3	172,9	15,7	188,6
Cellulose. Papier	—	81,2	81,2	—	87,2	87,2	—	85,3	85,3	—	86,4	86,4	—	91,0	91,0
Autres. Papier	1.276,6	506,1	1.777,7	1.437,8	551,2	1.989,0	1.603,1	586,4	2.189,5	1.812,5	612,5	2.425,0	2.011,2	656,1	2.667,3

L'EXTRÊME-ORIENT SOVIÉTIQUE (*)

En 1926, M. I. Kalinine déclarait : « Le développement puissant et complet de l'économie et de la culture sur le territoire extrême-oriental revêt une énorme importance, non seulement économique mais aussi politique. Occupant une situation géographique particulière, au point de friction entre notre grande Union des Républiques Socialistes Soviétiques d'une part, de grandes puissances impérialistes et l'Orient opprimé d'autre part, le territoire extrême-oriental doit devenir un ferme et inébranlable rempart protégeant les ouvriers et paysans de notre Union contre le monde capitaliste, un espoir pour les peuples opprimés d'Orient » (1).

En 1960, A. I. Mikoyan assurait à des hommes d'affaires japonais que « 1960 marque un tournant dans les relations commerciales soviéto-japonaises... La proximité géographique de nos États rend particulièrement rationnel le développement d'échanges intensifs... ».

Si le même argument — la proximité — est interprété en 1926 comme le signe d'un danger et en 1960 comme le gage d'une coopération économique future, ce n'est pas le simple fait d'un revirement d'opinion.

En près d'un demi-siècle, l'Extrême-Orient soviétique a connu une série de vicissitudes qui le maintiennent, en 1959, dans un état de sous-développement. L'appel à la coopération capitaliste est dès lors aussi bien le résultat d'une contrainte économique que celui d'une modification des rapports politiques, permettant d'envisager une telle coopération.

1. — LE PASSÉ DE L'EXTRÊME-ORIENT SOVIÉTIQUE

a) Il faut des hommes

La guerre de 1905 a appris aux Russes qu'il est difficile de défendre un désert contre un ennemi qu'on se propose de vaincre sans armes (2). Déjà, après la réforme agraire de Stolypine, le gouvernement tsariste avait tenté de peupler l'Extrême-Orient. Lénine décrit le cauchemar de ces déplacements forcés de population. Les émigrants « fondent sur la Sibirie par nuages entiers, dans des wagons à bestiaux non aménagés, où s'entassent des vieillards, des enfants, des femmes enceintes. C'est dans ces mê-

mes wagons à bestiaux (portant la fameuse inscription « 40 hommes, 8 chevaux ») que les émigrés préparent leur nourriture, font leur lessive, c'est là que gisent des malades souvent contagieux que les émigrés ont coutume de cacher, de peur qu'on ne les fasse descendre ». Les émigrés trouvent sur les bords de l'Amour des conditions de vie déplorables. En onze mois de 1911, 80 % des émigrés, ruinés, regagnent l'Ouest du pays.

Pour les autorités soviétiques, tout est à refaire. Utilisant des méthodes de déplacement de population différent de celles de leurs prédécesseurs politiques, elles repeuplent l'Extrême-Orient de plus d'un million trois cent mille personnes entre 1926 et 1939. Grâce à cette politique, et aussi à des taux d'accroissement naturel très élevé de la population, les 3 millions de km² de l'Extrême-Orient (régions de l'Amour, de Kamchatka, de Magadan, de Sakhaline, territoires de Primorie et de Khabarovsk) comptent en 1960 près de 5 millions d'habitants, ce qui est peu mais ce qui représente un gain énorme par rapport à 1913 (830 000 habitants).

b) L'équipement de la région

Il faut nourrir, défendre et faire travailler les émigrés. En raison des conditions climatiques et naturelles (3), les chances de développer l'agriculture sont modestes. En outre, le mot d'ordre est à l'industrialisation à outrance. De 1923/24 à 1926/27, les investissements soviétiques dans l'économie extrême orientale ne constituent que 0,76 % de toutes les dépenses consenties par le gouvernement pour les constructions d'objets nouveaux. Au cours du premier quinquennat, ce pourcentage s'élève à 4,84 % au cours du second — à 5,8 %, au cours du troisième (42 mois) — à 7,5 %. Fait particulièrement remarquable, 75 % et 97 % de tous les investissements dans l'industrie extrême-orientale sont consacrés à l'industrie lourde, notamment aux constructions mécaniques (42 %), à la construction de centrales électriques (8 %), à la métallurgie, aux charbonnages, aux cimenteries, etc. La similitude des priorités de

(*) Par Georges Sokoloff. Reproduit du « Courrier de l'Est », n° 29, pp. 23-43.

(1) Rappelons qu'à l'époque la Mandchourie était occupée par les Japonais.

(2) Au moment du conflit russo-japonais de 1905, les autorités militaires assurent aux soldats russes qu'ils vaincront les « macaques » en les « ensevelissant sous leurs képis ».

(3) Le bassin russe de l'Amour connaît les calamités naturelles des régions chinoises voisines.

développement sur l'ensemble du territoire soviétique se double d'une analogie des modèles de croissance industrielle. L'Extrême-Orient est une part d'un tout à développer uniformément, selon des règles qu'on prend pour des lois. La mécanique se spécialise en Extrême-Orient non point tant dans les constructions navales, que dans la production de grues, de transformateurs, de machines à couper les métaux et d'équipements de presse et de forge. Et les conséquences néfastes d'un tel refus de se plier aux exigences purement régionales ne tarderont pas à se faire durement sentir.

c) L'abandon

Les capacités de production de l'Extrême-Orient n'ont pas souffert, matériellement, de la Seconde Guerre mondiale. Mais comme il arrive souvent en pareil cas, les hostilités portent au potentiel économique de la région un coup d'autant plus rude qu'elles la concernent peu. Dès la victoire des Alliés, l'effort de développement de l'Extrême-Orient se trouve considérablement ralenti. La priorité est donnée aux régions de l'ouest et du centre du pays, ravagées par la guerre. Dès lors, de 1950 à 1960, la production industrielle de la Fédération russe entière (R.S.F.S.R.) croît à un rythme nettement plus rapide que celle de l'Extrême-Orient, qui fait partie de cette République fédérée.

Croissance comparée de la production industrielle de la R.S.F.S.R. et de l'Extrême-Orient entre 1950 et 1960 (Indice : 1940 = 100)				
	1950	1956	1958	1960
R.S.F.S.R.	175	344	405	494
Extrême-Orient	163	280	337	398

Plus encore, la production industrielle de la Sibérie orientale, auparavant plus lente que celle de l'Extrême-Orient, rattrape rapidement cette dernière et la laisse loin derrière soi à partir de 1950.

Indice : 1913 = 1				
	1940	1950	1958	1960
Sibérie orientale	19	30	75	94
Extrême-Orient	18	28	62	73

L'Extrême-Orient accumule les retards dans tous les domaines : niveau technique de la production, construction, productivité, formation des cadres, etc.

En 1959-1960, l'Extrême-Orient apparaît comme une région à l'abandon. Certes, le centre continue d'y investir des sommes énormes, mais ces investissements servent beaucoup plus à **entretenir** l'économie de la région qu'à la **développer**, à nourrir et à vêtir une population que des considérations en partie dépassées y ont massivement implantée, à maintenir un bastion auquel les circonstances politiques internationales (écrasement du Japon), ont ôté une bonne part de son importance.

II. - LE COUT DU BASTION EXTRÊME-ORIENTAL EN 1959

En 1959-1960, l'Extrême-Orient apparaît donc comme un ensemble coûteux dont la production très insuffisante ne permet ni de satisfaire les exigences de la consommation, ni de résoudre les problèmes de l'accumulation.

a) Les insuffisances de la production

Cette question doit être envisagée du point de vue de la **spécialisation** de la production et de sa **valeur réelle**.

1. En 1959, la production industrielle brute de l'Extrême-Orient peut être estimée à un peu moins de 3 milliards de dollars (2 672 milliards de roubles). En fait, près de 40 % de ce total sont redevables à des activités économiques traditionnelles de la région : industries de la pêche et du bois. Une autre activité rentable (les mines), est dictée une fois de plus par des facteurs locaux : l'extraordinaire richesse du sous-sol extrême-oriental en minerais et minéraux rares. Parmi les activités que l'on considérerait comme les thèmes majeurs de l'industrialisation, comme les instruments essentiels du développement, seuls les charbonnages et les constructions mécaniques entrent pour une part notable dans le total des outputs industriels. Encore convient-il de remarquer que 36 % de la valeur de production des constructions mécaniques sont représentés par le secteur « réparation des machines ».

Un examen des « causes de la richesse » de la région ferait apparaître que les efforts « d'industrialisation complexe » des années 1930-1940 ont donné des résultats doublement décevants :

— d'une part parce que l'Extrême-Orient ne tire des industries créées de toutes pièces par les autorités de Moscou, qu'une faible part de ses revenus :

— d'autre part et surtout, parce que ces créations ont été conçues en faisant abstraction de la rationalité et de l'efficacité économiques, telles qu'elles découlent des conditions concrètes locales. L'implantation de constructions mécaniques en Extrême-Orient était incontestablement nécessaire : mais la part des constructions navales y est trop faible pour satisfaire les besoins de l'industrie de la pêche ou des transports maritimes ; la construction de machines agricoles y est très insuffisante et ne permet pas de mécaniser une agriculture qui manque déjà de main-d'œuvre ; la fabrication de machines-outils y est trop modeste pour les ouvriers de la région-pilote de Khabarovsk, dont 44 % se trouvent employés à titre d' « auxiliaires ». Or, simultanément, l'Extrême-Orient exporte jusqu'en Bulgarie des articles qui valent, au terme de leur transport, quatre fois leur prix, ce qui autorise la presse locale à déclarer que la région est devenue un « réservoir industriel... »

L'insatisfaction des besoins réels de l'économie régionale ne constitue pas la moindre conséquence de la **spécialisation inadéquate** de la production. Mais il en est une autre, au moins aussi importante ; les investissements indispensables à cette spécialisation ont été réalisés aux dépens du développement de branches réellement rentables. Ainsi, jusqu'à ces dernières années, la pêche extrême-orientale était nettement moins productive que celle des pays asiatiques voisins. Elle était également fort coûteuse (4). Et si le volume des prises restait respectable (environ 800 000 tonnes en 1959), on le devait bien plus à l'expérience des vieux « cadres kolkhoziens » qu'à l'activité d'un secteur d'État sous-équipé, qui ne pouvait compter ni sur un nombre suffisant de bateaux-usines, ni sur des aménagements portuaires rationnels, ni sur la compétence de ses cadres.

D'un autre côté, l'Extrême-Orient exploite d'une manière tout à fait déraisonnable les immenses richesses de ses forêts. En 1960, l'Allemagne fédérale utilise 5 fois plus rentablement 100 m³ de grumes que l'U.R.S.S. dans son ensemble (5). Or l'utilisation industrielle du bois est encore moins rationnelle en Extrême-Orient que dans l'Union entière. Sur les coupes extrêmes-orientales, on trouve 1 m³ de déchets pour 1 m³ de bois sorti : pourtant le rendement en devises de l'exportation d'un m³ de contre-plaqué est, en prix mondiaux, de 9 à dix fois supérieur à celui de l'exportation d'un m³ de grume (6).

Enfin, l'Extrême-Orient possède à Amourstal, un centre de métallurgie lourde qui, faute de res-

sources locales, fonctionne à 85 % sur du minerai et de la ferraille importés. Par contre, en raison du manque d'équipement, l'industrie extrême-orientale doit limiter à un premier stade (l'enrichissement) le traitement des non-ferreux (étain, plomb, zinc, wolfram, or, mercure), dont la région est si riche. Les producteurs extrême-orientaux subissent de ce fait un lourd préjudice, puisque les études réellement valorisantes de traitement s'accomplissent en dehors des limites de leur territoire.

2. La spécialisation inadéquate de la production est un facteur qualitatif dont les effets sur la valeur globale produite sont difficilement chiffrables, mais certains. A ce facteur s'en ajoute un autre, relatif à la **valeur réelle** de la production extrême-orientale, telle qu'elle apparaît au terme d'une analyse de la productivité, des coûts et des prix. En fait, les produits industriels fournis par l'Extrême-Orient en 1959-1960 ont été fabriqués à des **coûts anormalement élevés** (d'où le financement d'inévitables subventions par les autres producteurs soviétiques) ; ils ont nécessité l'emploi d'une main-d'œuvre à la fois exagérément nombreuse et fort peu qualifiée (d'où des productions par ouvrier nettement moins fortes que dans la moyenne fédérale) ; ils ont enfin été réalisés à des **grands surcoûts**.

C'est à la faveur de ce double courant d'indications qu'il faut apprécier l'effort de production de l'Extrême-Orient soviétique en 1959. Cet effort est peu rentable **sur le plan régional**, pour être orienté vers des objectifs mal choisis. Il est de même peu rentable **sur le plan national** puisque ses résultats globaux dissimulent à la fois une déperdition d'énergie et une sorte de prime à la sous-productivité (7).

b. Les exigences de la consommation

Il est aisé de comprendre qu'une production quantitativement insuffisante et mal proportionnée ne peut satisfaire les besoins de la consommation. Il convient cependant de tenir compte ici d'une nécessaire distinction :

1. L'Extrême-Orient manque de certains biens industriels destinés à la **demande intermédiaire**.

(4) En 1959, le prix moyen à la production d'un kilogramme de poisson était de l'ordre de 3,50 F.

(5) Cf. « L'économie planifiée », n° 5, 1964, p. 23 (trad. russe).

(6) Cf. « Questions d'économie », n° 2, 1965, p. 8 (trad. russe).

(7) Le tableau A en annexe retrace l'évolution de la production, de 1950 à 1960, des principaux produits fabriqués en Extrême-Orient.

En dehors des métaux ferreux, il s'agit essentiellement de pétrole et de produits pétroliers. La production de Sakhaline est beaucoup plus faible qu'on ne le croit généralement et, avec un peu plus d'un million de tonnes, satisfait à 30 % environ les besoins de la région. Rappelons, en outre, que l'Extrême-Orient importe les machines et l'équipement que ses constructions mécaniques, mal orientées, sont hors d'état de lui fournir.

2. C'est pourtant la consommation des ménages qui se trouve le plus exposée aux aléas de la production locale. En octobre 1959, Nikita Khrouchtchev déclarait à Vladivostok :

« Il faut attirer des immigrants nouveaux non par des salaires relativement plus élevés que dans d'autres villes, mais par de bonnes conditions de vie. Donnez à une maîtresse de maison un appartement agréable et, pour le même traitement qu'ailleurs, elle continuera de vivre ici et ne s'en ira pas. Qu'il y ait suffisamment de crèches, d'écoles, qu'on trouve en ville assez de cinémas et d'autres établissements culturels, qu'on assure un approvisionnement convenable de la population et tous alors se sentiront des habitants permanents et non provisoires de cette magnifique région ».

Comme les temps de la contrainte semblent révolus, il devient nécessaire de guider les mouvements de populations à l'aide de critères « objectifs », c'est-à-dire d'assurer dans les régions que l'on entend coloniser, des conditions de vie acceptables. Les stimulants indiqués par l'ancien premier soviétique sont certes raisonnables (construction de logements, développement des services sociaux et culturels, etc.).

Mais il est des préoccupations plus immédiates. Avec une agriculture couvrant en moyenne 20 % de ses besoins (8), une production de textiles et de cuirs inférieure de 10 à 15 fois, par tête d'habitant, à ce qu'elle est dans le reste de l'Union, une industrie chimique inexistante, l'Extrême-Orient ne produit pas, en 1959, de quoi nourrir, vêtir et assurer l'hygiène élémentaire de ses habitants. D'où des importations massives de produits alimentaires (1 million de tonnes par an), de denrées agricoles, de vêtements, de bonneterie, de chaussures, qui pèsent très lourdement sur la balance des échanges de la région.

En contrepartie à ces importations massives, l'Extrême-Orient ne peut offrir que du poisson cher, du bois lourd, quelques machines qui cumulent ces deux inconvénients ou des produits du sous-sol qui ne lui rapportent guère.

c. Les problèmes de l'accumulation

Le déficit de la balance des échanges atteint, en 1959, le milliard de roubles. D'un autre côté, on ne peut assurer le transport de marchandises d'Ouest en Est (ainsi que les livraisons de poissons et de bois d'Est en Ouest), que grâce à un trafic ferroviaire excessivement coûteux portant sur des distances rarement inférieures à 6 000 km. Le coût des seules opérations de transport atteint annuellement 350 à 450 millions de roubles.

L'Extrême-Orient consomme pratiquement ce qu'il produit. Dans le grand tableau B, le total des valeurs ajoutées (2 630,6 millions de roubles en 1959) excède à peine celui de la consommation (2 611,8 millions de roubles). Les impôts prélevés par l'Etat sur les revenus des personnes physiques et des entreprises servent à rembourser, au mieux, les subventions accordées pour le Centre pour couvrir des coûts de transports immodérés. Dans ces conditions, l'Extrême-Orient n'accumule pas et ne peut autofinancer ses investissements. Les 1 040 millions de roubles d'équipements de 1959 sont donc financés de l'extérieur. Cette situation est préoccupante à deux titres au moins :

1. Le Centre entretient l'Extrême-Orient. On remarquera que la somme des investissements est pratiquement égale au déficit de la balance des échanges. Les énormes moyens mis en œuvre, (le plus fort pourcentage d'investissement par ouvrier de toute la République fédérative de Russie), ne peuvent être orientés vers des fins exclusives de développement.

2. Incapables d'assurer le financement de leurs investissements, les chefs d'entreprise et les autorités économiques locales doivent se résoudre à laisser aux hommes du Centre le choix précis de leur orientation. C'est alors la porte ouverte à de nombreux gaspillages. Connaissant mal les problèmes locaux, les planificateurs de Moscou, s'ils ne commettent pas des erreurs comparables à celles des années 1930-1940, ne sont à même d'assurer aux mises de fonds leur efficacité maximale.

Tout comme 1960 sera une année marquante dans l'évolution du commerce soviéto-japonais, l'année 1959 est une année marquante dans l'histoire du développement économique extrême-oriental. 1959 est une année mauvaise. Le taux de croissance de la production industrielle est parmi les plus bas de la période d'après-guerre. Alors

(8) La valeur de la production agricole brute s'élève en 1961 à quelque 570 millions de roubles, soit 15 % seulement du produit social brut total.

que l'Union connaît l'enthousiasme du démarrage du septennat, des immigrants s'apprentent à quitter l'Extrême-Orient. Ce marasme économique est d'autant plus inquiétant que, **politiquement**, la sécession chinoise repose le problème du bastion extrême-oriental, tant du point de vue de la stratégie militaire que du prestige économique national.

III. — LE PRIX DU REDRESSEMENT

Les mauvais résultats de 1959 vont avoir deux conséquences essentielles : l'une, négative, s'exprime dans l'inversion des courants migratoires ; l'autre, positive, se concrétise en un effet de redressement de la productivité de la région, lui-même en partie tributaire d'un développement des échanges avec les pays voisins.

a. Les émigrés s'en vont

Entre 1959 et 1960, la population de l'île de Sakhaline diminue de 20 000 personnes. On estime qu'entre 1959 et 1960, le solde des mouvements migratoires en Extrême-Orient est **négalif** et qu'il s'élève à 100 000 personnes. C'est là un avertissement sérieux. La politique de hauts salaires et primes, pratiquée au cours des années précédentes, ne donne plus les résultats escomptés et ceci pour de multiples raisons :

1. Les cadres diplômés, dont l'Extrême-Orient manque cruellement, et qui viennent du centre du pays effectuent dans la région des séjours trop courts pour que la productivité locale puisse réellement bénéficier de leur présence (9). Les hauts salaires ne peuvent influer sur les très forts indices de fluidité des cadres, car les conditions de vie locales ne peuvent favoriser la fixation de cette main-d'œuvre.

2. Si les salaires des chefs de famille sont relativement élevés, les revenus des **ménages** sont, sans doute, plus faibles que dans le reste de l'Union. En raison du développement très insuffisant des industries légères, des services d'alimentation sociale, de garde des enfants, les femmes ne trouvent pas à s'employer.

L'inversion des courants migratoires est un signal dangereux. En même temps qu'elle souligne les insuffisances techniques de la région, elle risque de les accentuer.

b. La relance de la productivité

Les prévisions soviétiques à moyen et long terme sur le développement de l'économie extrême-

orientale sont résolument optimistes. Le produit social brut de 1964 sera, affirme-t-on, multiplié par 2,7 en 1970 (10). Sur quoi se fondent de pareilles ambitions ?

Vraisemblablement pas sur une augmentation corrélative de l'emploi. Les effets de l'inversion des courants migratoires risquent de se faire sentir dans le moyen terme, même en cas de redressement instantané de la situation économique. L'hypothèse la plus vraisemblable est que la population de l'Extrême-Orient va continuer d'augmenter en fonction de ses taux de croissance naturels ; les prévisions de production ambitieuses d'aujourd'hui ne sauraient s'appuyer sur ce seul facteur.

Reste le problème général de la productivité. Ici, existent d'énormes « réserves », c'est-à-dire d'énormes retards à rattraper. Comment ? En améliorant considérablement l'efficacité des investissements. Ceux-ci, mieux orientés que par le passé, peuvent permettre :

1. d'inaugurer une politique de qualification accélérée de la main-d'œuvre ;
2. de réorienter la production de biens d'équipements vers des activités réellement rentables sur le plan régional ;
3. de résorber une partie du sous-emploi féminin ;
4. de mécaniser l'agriculture et de développer la production d'engrais ;
5. d'adapter le réseau des voies de communication aux exigences de la région ;
6. de moderniser une série d'unités de production vétustes, d'en créer de nouvelles, de promouvoir l'innovation technique, de comprimer des coûts de production excessifs.

Cette liste des bienfaits possibles d'une amélioration de l'efficacité des investissements n'est évidemment pas exhaustive. Mais elle ne fait que déplacer le problème. Si la nécessaire relance de la productivité est tributaire d'une meilleure politique des investissements, il ne semble pas que ces derniers puissent excéder le niveau déjà exceptionnel des années 1959-1960. Mais on a déjà compris qu'il s'agissait autant d'un problème **quantitatif** que **qualitatif**.

(9) On peut estimer à 50 % environ le nombre de cadres supérieurs « importés », parmi l'ensemble des cadres supérieurs présents dans l'économie extrême-orientale.

(10) Soit un produit industriel brut proche de 12 milliards de roubles.

c. Le développement par les échanges

Rappelons brièvement deux des problèmes schématisés dans le tableau B : le déficit de la balance des échanges et le coût immodéré des relations économiques avec l'Ouest du pays.

— La résorption d'une partie du déficit de la balance des échanges valorise immédiatement le poste « équipements », en ce sens qu'elle dégage des possibilités d'auto-financement des producteurs extrême-orientaux. Les disponibilités ainsi mises en œuvre ne sont pas à considérer sous le seul angle de leur volume. Le caractère autonome de l'investissement est, rappelons-le, le gage d'une efficacité meilleure.

— La diminution des coûts de transport permet de libérer les moyens financiers qu'y consacraient le Centre et les budgets locaux.

Jouer sur ces deux facteurs, c'est finalement amorcer une relance de l'accumulation, dont profiteraient aussi bien la région que l'Union soviétique dans son ensemble.

Jusqu'en 1959, c'était, dans cette partie du monde, la Chine qui était le grand partenaire commercial de l'U.R.S.S. : à cette date, le volume du commerce extérieur sino-soviétique atteignait le chiffre de 1 849,4 millions de roubles. Toujours en 1959, le volume des échanges avec le Japon ne dépassait pas 51,1 millions de roubles. Quatre années plus tard, en 1963, les choses ont bien changé. Le commerce extérieur avec les Chinois a diminué de 1 309 millions de roubles. Les échanges avec le Japon ont, par contre, augmenté de 209 millions de roubles (11).

En quoi ces chiffres sont-ils significatifs ? Remarquons tout d'abord que l'augmentation des échanges avec le Japon ne compense pas leur diminution avec la Chine. Si ce résultat apparemment négatif de la brouille sino-russe a des répercussions variées sur l'ensemble de l'économie soviétique, il n'a pas de conséquences néfastes sur l'économie extrême-orientale. Dans le cadre des échanges avec la Chine, en effet, l'Extrême-Orient ne peut que céder au reste de l'Union la jouissance de ses ports et de ses voies de communications pour l'exportation et l'importation de produits qui le concernent peu. Il est une « porte sur l'Océan » pour l'équipement qui vient de l'Oural et du Centre de l'U.R.S.S. et un point de transit pour les matières premières industrielles et agricoles qui viennent de Chine. L'économie de l'Extrême-Orient soviétique et celle de la Mandchourie, loin d'être complémentaires, sont sur de nombreux points, trop analogues du point de vue de leur niveau de développement, pour ne pas être

souvent concurrentes. Par contre, l'extension des échanges avec le Japon ne peut être que directement profitable aux entreprises extrême-orientales : elles peuvent recevoir après un parcours relativement très bref, donc à des conditions nettement plus avantageuses, les machines nécessaires aux industries de la pêche, et du bois, les bateaux, les textiles indispensables au développement et à la consommation de la région.

L'organisation centralisée du commerce extérieur soviétique ne permet cependant pas d'apprécier la part des importations japonaises qui alimente directement l'Extrême-Orient soviétique. Il faut qu'intervienne, en février 1963, un autre événement qui donne à l'ensemble de l'évolution tout son sens. Cet événement est la mise au point d'une formule de commerce frontalier autonome entre l'Extrême-Orient soviétique et le Japon. Les producteurs russes de la région vont pouvoir échanger, sur une base d'avantages mutuels, les produits (12) de leur activité contre des biens japonais (surtout des biens de consommation). La formule paraît suffisamment avantageuse aux deux parties pour que le volume du commerce frontalier autonome augmente de six fois en 1964 par rapport à 1963. Elle paraît surtout assez efficace pour que la thèse de la spécialisation de la région extrême-orientale dans les activités d'exportation qui, pour de nombreux économistes, permettront de résoudre l'un des problèmes-clés du développement des forces productives de la région, soit fermement défendue (13) en fonction des perspectives de développement du commerce frontalier.

Il semble qu'actuellement, la situation économique de la région extrême-orientale se soit sensiblement améliorée. En 1963, les autorités centrales ont rattaché à ce territoire déjà immense, la région de Yakoutie. C'est là près de 3 millions de km², avec seulement un demi million d'hommes, sans une voie ferrée. Mais c'est aussi un sous-sol encore plus riche que celui de la région de Magadan, de gigantesques gisements de houille, de minéral de fer et de gaz naturel, du sel gemme et bien d'autres richesses exploitables.

Il est permis de penser que c'est là un cadeau plutôt embarrassant. Mais, d'un autre côté, les six territoires et régions du « petit » Extrême-Orient semblent s'acquitter de leur tâche d'une manière plus rentable que par le passé.

(11) Voir tableau C.

(12) ... et surtout certains sous-produits, qu'on ne pourrait rationnellement utiliser sur place.

(13) Au cours de l'été 1964, lors d'une réunion de la Commission du Plan de la région économique extrême-orientale.

L'industrie de la pêche a été entièrement rééquipée. Après de nombreux attermolements, la construction du barrage de la Zeya a enfin été entreprise. Elle permettra de doubler pratiquement la production d'énergie électrique de la région. Si de graves insuffisances subsistent, le désir de les éliminer ne semble plus se borner à une série de vœux pieux.

Phénomène assez particulier, le volume des investissements de 1963 (1 548 millions de roubles) est légèrement inférieur à celui de 1962 (1 589 millions de roubles) (14).

Cet événement, tout à fait inhabituel dans l'histoire économique de l'Extrême-Orient, ne manque pas d'intérêt. En tout état de cause, il reflète sans doute un ralentissement des efforts du Centre pour soutenir l'économie de la région. La question essentielle qui se pose dès lors est de savoir si ce ralentissement dissimule un **essoufflement**, voire un renoncement, ou bien s'il exprime un **rétablissement** progressif de l'équilibre économique de l'Extrême-Orient, rétablissement fondé sur une amélioration de la balance des échanges extérieurs et de la productivité.

Bien qu'incertaine, cette dernière hypothèse mérite qu'on s'y attache, tant ses implications générales peuvent être importantes.

Dans ses aspects les plus divers, l'économie soviétique fait de plus en plus appel à une conception renouvelée de la « gestion équilibrée », du « *khazrachtchet* ». De simple principe de comptabilité industrielle, celui-ci devient critère de rentabilité de l'entité économique concernée :

entrepris industrielle, pays socialiste au sein de C. A. E. M. (15), région économique au sein de l'Union. L'idée de responsabilité, d'autonomie dont se charge toujours davantage le concept de « *khazrachtchet* » conduit inévitablement à l'individualisation de l'entité envisagée. Cette individualisation appelle elle-même une indispensable attention des moyens d'action. Si l'entreprise, la région économique, ou une économie nationale tout entière doivent, dans l'ensemble auquel elles appartiennent, « assurer une rémunération des dépenses de travail socialement utile » (16), il est normal qu'elles puissent notamment choisir le partenaire économique le plus rentable. L'idée est déjà partiellement appliquée dans l'organisation de certaines firmes soviétiques, fermement défendue par quelques spécialistes de l'économie internationale socialiste (17), et semble s'incarner dans des formules de commerce frontalier comparables à celle que nous avons évoquée, ou à celle qui unit la région de Léningrad à la Finlande.

Les problèmes politiques ainsi soulevés sont évidents. Mais une des formes du réalisme politique ne consiste-t-elle pas à savoir soumettre l'inconfort idéologique aux priorités du développement ?

(14) L'économie nationale de l'U.R.S.S. en 1963, M. 1963, p. 458, texte russe.

(15) Voir *Voprosy Ekonomiki*, 1965, 1 p. 97, al. 3.

(16) *Ibidem*.

(17) *Ibidem*, p. 101, al. 2.

LES PRINCIPALES PRODUCTIONS DE L'EXTRÊME-ORIENT DE 1950 A 1960 (1)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Bois brut (en 1 000 m ³)	17 424	n.d.	21 598	n.d.	n.d.	19 738	n.d.	16 600	21 098	20 727	20 640
Bois rond (en 1 000 m ³)	9 200	9 900	12 197	9 900	11 000	11 900	n.d.	11 400	13 862	14 463	14 758
Contreplaqué (en 1 000 m ³)	19,6	n.d.	23,7	n.d.	n.d.	25,3	n.d.	n.d.	29,9	30,2	31,0
Bois sciés (en 1 000 m ³)	2 267	2 700	3 388	3 300	3 100	3 710	n.d.	3 700	4 524	4 828	5 089
Papier (en 1 000 tonnes)	66,3	n.d.	81,7	n.d.	n.d.	137,4	n.d.	167,9	175,7	188,7	197,0
Ciment (en 1 000 tonnes)	480,0	485,7	486,2	541,1	571,8	648,0	727,0	748,0	865,0	1 268,0	1 589,0
Briques (en millions)	210,3	254,5	320,3	342,6	378,5	406,2	n.d.	461,0	537,4	593,0	615,7
Ardoises (en milliers de plaques conventionnelles)	n.d.	n.d.	5,9	n.d.	n.d.	54,5	n.d.	n.d.	100,0	104,2	116,4
Vitres (en 1 000 m ²)	3	n.d.	—	n.d.	n.d.	—	n.d.	n.d.	183	1 629	3 327
Cotonnades (en 1 000 m)	1 136	2 498	n.d.	n.d.	n.d.	5 000	5 700	5 200	6 121	6 900	6 842
Sous-vêtements (en 1 000)	80	n.d.	149	n.d.	n.d.	462	n.d.	n.d.	567	800	824
Vêtements (en 1 000)	102	n.d.	170	n.d.	n.d.	185	n.d.	n.d.	208	238	235
Chaussures en cuir (en 1 000 paires)	467	n.d.	736	n.d.	n.d.	692	691	700	970	1 070	1 052
Sucre raffiné (en 1 000 tonnes)	1,5	2,5	2,79	4,7	20,7	20,4	25,2	27,2	28,21	11,12	38,61
Viande (en 1 000 tonnes)	7,4	8,9	9,4	11,6	15,2	15,4	19,7	18,2	23,6	33,0	34,3
Beurre (en 1 000 tonnes)	2,8	2,8	2,7	2,6	2,7	3,2	n.d.	4,0	4,3	5,0	4,7
Margarine (en 1 000 tonnes)	15,5	n.d.	18,32	n.d.	n.d.	22,22	33,8	39,0	38,77	49,5	51,08
Pâtes alimentaires (en 1 000 tonnes)	11,2	n.d.	18,2	n.d.	n.d.	23,8	33,4	32,1	31,1	32,5	33,0
Poisson (en 1 000 tonnes)	498,6	560,0	546,2	608,4	538,2	647,4	689,4	820,6	858,5	833,5	—
Conserves (poissons et animaux marins inclus) (en 1 000 boîtes conventionnelles)	64,7	40,1	112,7	126,1	154,9	171,8	n.d.	n.d.	119	n.d.	n.d.
Lait (en 1 000 tonnes)	n.d.	n.d.	n.d.	423	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	684	744	711
Œufs (en millions)	n.d.	n.d.	n.d.	176	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	300	363	395
Energie électrique (en milliards de kWh)	2,0	2,26	2,57	2,725	3,0	3,27	n.d.	n.d.	4,09	4,64	4,89
Charbon (en milliers de tonnes)	13,14	13,56	14,28	15,24	16,77	17,36	17,28	18,30	19,98	20,73	21,84
Gaz naturel (en 1 000 000 m ³)	85,1	86,5	105,4	121,2	161,3	192,8	n.d.	244	271	n.d.	336
Pétrole brut (en 1 000 000 de tonnes)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1
Acier (en 1 000 tonnes)	167,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	250,4	277,8	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Laminés (en 1 000 tonnes)	106,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	157,9	173,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

(1) Les chiffres soulignés intéressent la « macro-région » extrême-orientale, comprenant les six territoires et régions habituels plus la Yakoufia.

TABLEAU B ORIGINE ET EMPLOI DES RESSOURCES EN EXTREME-ORIENT - 1959

	1 Agriculture	2 Energie	3 Matériaux de construction	4 Minerais	5 Siderurgie métallurgique	6 Produits alimentaires	7 Textiles - Cuirs	8 Bois - Papier	9 Mécanique	10 Chimie	11 Construction	12 Services	13 Artisanat	14 Non ventilé	TOTAL Demande intermédiaire	TOTAL consommation	Equipment	Exportations	TOTAL emplois
1. Agriculture	195	155	125	82	68,0	491,7	68,4	234	250,3	—	365	134	20	15	2 203,4	2 611,8	1 040	841,8	6 697,0
2. Energie		156	75	48	31,9	362,7	45,6	192	244	—	355	670	98	27,4	2 630,6				
3. Matériaux de construct.		211	200	130	99,9	854,4	114	326	494,3	—	720	804	118	42,4	4 824,0				
4. Minerais		100	—	—	50	600	600	—	120	43	—	—	—	—	1 063,0				
5. Siderurgie métallurgique																			
6. Produits alimentaires																			
7. Textiles - Cuirs																			
8. Bois - papier																			
9. Mécanique																			
10. Chimie																			
11. Construction																			
12. Services																			
13. Artisanat																			
14. Non ventilé																			
TOTAL Inputs	195	155	125	82	68,0	491,7	68,4	234	250,3	—	365	134	20	15	2 203,4	2 611,8	1 040	841,8	6 697,0
Valeurs ajoutées	325	156	75	48	31,9	362,7	45,6	192	244	—	355	670	98	27,4	2 630,6				
Outputs	520	311	200	130	99,9	854,4	114	326	494,3	—	720	804	118	42,4	4 824,0				
Import	350	100	—	—	50	600	600	—	120	43	—	—	—	—	1 063,0				
TOTAL des ressources	870	411	300	130	149,9	1 454,4	714	426	614,3	43	720	804	118	42,4	6 697,0				

TABLEAU C
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR SOVIÉTIQUE EN EXTRÊME-ORIENT DE 1959 A 1963

En millions de roubles	1959	1963	1963/1959
I. — VOLUME DU COMMERCE EXTÉRIEUR AVEC LES PAYS SOCIALISTES			
a) Chine	1 849,4	540,2	— 1 309,2
b) Corée du Nord	113,1	153,2	+ 40,1
c) Vietnam-Nord	31,9	82,8	+ 50,9
d) Mongolie	115,4	149,1	+ 33,7
TOTAL	2 109,8	925,3	— 1 184,5
II. — VOLUME DU COMMERCE EXTÉRIEUR AVEC LE JAPON, L'AUSTRALIE ET LA BIRMANIE			
a) Australie	5,3	53,6	+ 48,3
b) Birmanie	5,0	18,4	+ 13,4
c) Japon	51,1	260,1	+ 209,0
TOTAL	61,4	332,1	+ 270,7

TABLEAU D
 ÉVALUATION DU COMMERCE EXTERIEUR BOUVIOTE EN EXTRAIT-CHIFFRE DE 1948 A 1953

Année	1948	1949	En millions de francs	
			Importations	Exportations
1948	100	100	100	100
1949	100	100	100	100
1950	100	100	100	100
1951	100	100	100	100
1952	100	100	100	100
1953	100	100	100	100

LA ROUTE MARITIME DU NORD EN 1964

LE TRAFIC S'EST A NOUVEAU ACCRU EN 1964
L'AMPLEUR DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT
DE LA FLOTTE DE BRISE-GLACE AMENE A SE
DEMANDER QUELLES POSSIBILITES OPERA-
TIONNELLES PEUVENT EN ETRE ATTENDUES.

I OPÉRATIONS

Les rapports officiels font état, pour 1964, d'une augmentation de 13 % du fret transporté par rapport au chiffre de 1963 — lui-même supérieur de 18 % à celui de 1962 — mais on ne dispose d'aucun chiffre de base. Ceci suppose quelque 200 ou 250 bateaux à ce transport, dont beaucoup effectuèrent deux voyages aller et retour au cours de la saison, certains trois ou même davantage. Ils bénéficièrent d'une escorte de brise-glace constituée par neuf unités basées à l'extrémité occidentale de la Route — le *Lénine*, le *Léningrad*, le *Kapitan Melekhov*, le *Kapitan Voronin*, le *Krasin* et les *Ledokol 1, 3 et 5* — et par cinq unités basées à l'Est — le *Moskva*, le *Sibir*, l'*Amiral Makarov* et les *Ledokol 4 et 7*. L'ensemble de cette flotte — à l'exception de trois navires — a été construit depuis 1954. (On trouvera toutes indications com-

plémentaires dans *Inter-Nord* n° 7, p. 289). La saison terminée, le *Moskva* rejoignit son port d'attache occidental et fut remplacé par son homologue, le *Léningrad*, qui partit alors opérer dans la mer d'Okhotsk.

L'ouverture d'un chenal de 150 m de long, taillé dans la glace solide de l'estuaire de l'énisséi par le *Lénine* accompagné de deux autres brise-glace, marqua le début de la saison en permettant aux premiers bateaux d'atteindre Igharka le 5 juillet et Dudinka, port de Noril'sk, le 6. A l'Est, le premier convoi ne se trouvait qu'à 40 km de Pevek le 27 juin, mais mit plusieurs jours à se frayer un chemin à travers la glace. Ces dates marquèrent l'ouverture d'une saison précoce de quelques jours, par rapport au calendrier moyen calculé sur une longue période. Les premiers bateaux atteignirent Tiksi, dans la mer des Laptev, le 14 août.

La saison se prolongea bien avant dans le mois d'octobre. Les derniers bateaux quittèrent les ports du secteur oriental vers le 22 et Igharka, sur l'énisséi, le 29. Le *Lénine* s'attarda dans la mer de Kara, retenu par des tâches scientifiques et ne rallia Mourmansk qu'à la mi-novembre. Ainsi, ouverte avant la débâcle et poursuivie au-delà du regel, la saison dura pratiquement quatre mois.

(*) Texte établi par M. Terence ARMSTRONG.

(1) Cet article constitue à la fois une suite et le second volet de l'étude parue dans *INTER-NORD* n° 7, 1965, p. 288-96.

Comme dans ce précédent numéro, les sources d'information ont été, sauf indication contraire, la presse et la radio.

II ÉTAT DE LA GLACE

La situation dans son ensemble fut tenue pour meilleure que celle de 1963, à quelques exceptions près. Les abords orientaux et occidentaux se dégagèrent rapidement et restèrent relativement libres, mais les difficultés subsistèrent dans le secteur central, notamment dans la partie occidentale de la mer de Kara et à Proliv Vil'kitskogo. La voie de navigation côtière reliant Dikson à Mys Chelyuskina fut ouverte, selon les prévisions, par un chenal taillé dans l'épaisseur de la glace en juillet, opération qui mobilisa six brise-glace pendant près de deux semaines. La voie ne resta, semble-t-il, pas longtemps libre, puisque à la mi-août, les navires ne pénétraient déjà plus dans la mer des Laptev via Mys Chelyuskina. Il fallut trois semaines pour qu'un seul convoi, assisté du *Lénine* et recourant à l'emploi de bombes pour ébranler les glaces, franchit les 200 km qui séparent Ostrov Russkiy de Mys Chelyuskina. Ces parages sont toujours dangereux et particulièrement menacés par les glaces qui dérivent du Nord-Ouest, quand ce qu'il est convenu d'appeler le massif glaciaire de Severnaya Zemlya est volumineux.

III TRANSPORTS

Les opérations semblent avoir suivi le déroulement ordinaire. C'est apparemment l'énéisséi qui connut le mouvement de fret le plus animé. Les rapports indiquent que les exportations de bois faites d'Igharka dépassèrent tous les records. Les chiffres des années antérieures viennent d'être publiés :

1950	82 900 tonnes	1957	174 500 tonnes
1951	56 300 tonnes	1958	183 700 tonnes
1952	68 800 tonnes	1959	221 000 tonnes
1953	117 900 tonnes	1960	269 000 tonnes
1954	138 600 tonnes	1961	306 600 tonnes
1955	181 700 tonnes	1962	335 200 tonnes
1956	173 600 tonnes	1963	441 300 tonnes

1 standard pèse 2,8 tonnes environ.

(Source du tableau : *Problemy Arktiki i Antarktiki*, n° 19, 1965, p. 7).

La plus grande partie de ce bois est actuellement débitée à Maklakovo, à 1 200 km en aval d'Igharka, sur l'énéisséi. On s'attend à voir décliner régulièrement le pourcentage de bois traité à Igharka même, du fait de la création de nouveaux centres du même type en aval, dans le bassin de l'énéisséi. Le nombre de bâtiments non soviéti-

ques — autrefois largement majoritaire — est tombé à 15. Les livraisons de pondéreux à destination de Noril'sk, acheminées par bateaux jusqu'au port de Dudinka, constituèrent un autre gros important du trafic de la saison 64. La récente et puissante expansion minière de Talnakh, centre proche de Noril'sk, où un gisement de mines similaire à celui de Noril'sk (sulfure de cuivre et de nickel) a été découvert et sondé, n'est certainement pas étrangère à cette situation. Il est prévu, avant la saison, une extension des emplacements de Dudinka, grâce à laquelle on espère porter le trafic de marchandises de ce port à un million de tonnes en 1964 (il s'agit selon toute vraisemblance d'un chiffre global où n'apparaît pas la distinction entre marchandises acheminées par voie fluviale et marchandises acheminées par voie maritime).

Dans le secteur oriental, on note une baisse sensible des mouvements de fret en amont sur la Kolyma : les rapports font état de 42 cargos seulement pour la desserte de l'ensemble de la région ce qui laisse supposer que les mines d'or de Bilibino ont atteint leur plein développement et que les besoins de transports de fret dans cette partie du nord-est sibérien sont redevenus ce qu'ils étaient avant 1961.

Une augmentation du trafic vers la Léna semble se dessiner : on signale au large de Mys Chelyuskina cent mouvements de navires, ce qui correspond vraisemblablement au voyage aller et retour de quarante à cinquante bateaux affrétés à l'ouest à destination de Tiksi. Leur cargaison est probablement en rapport avec l'exploitation croissante des parties les plus septentrionales du champ diamantifère. Au chapitre des exportations fut souligné un mouvement qui — pour minime qu'il ait été — n'en est pas moins significatif : deux navires, l'*Amurskies* et le *Berezinales* livrèrent au Japon des cargaisons de bois de la Léna. Dès 1939, un train de flottage descendu jusqu'à l'embouchure du fleuve figurait la première étape d'un mouvement possible en cette direction. Le Japon a souvent acheté du bois soviétique et on peut espérer un accroissement du trafic sur cette voie.

La troisième opération d'importance fut, elle aussi, classique : escorte d'embarcations fluviales de la mer Blanche jusqu'aux fleuves sibériens. C'était la dix-septième opération du genre, dirigée comme toutes les précédentes par F.V. Narynko. Plus de 150 bateaux furent ainsi pris en charge, parmi lesquels des dragueurs et un navire-atelier escortés jusqu'à l'Ob, et destinés à participer à la mise en valeur du gisement de pétrole et de

gaz dont l'exploitation commence ; une grue flottante de 100 tonnes conduite jusqu'à l'énisséi et du matériel de travaux publics jusqu'à la Léna. Cette année comme les autres, la plupart de ces navires sortaient de chantiers d'Europe orientale ou des régions méridionales de la Russie d'Europe. Empruntant des voies d'eau intérieures, ils se rassemblèrent à Arkhangel'sk qu'ils quittèrent en convois les 22 et 27 août. La plupart étaient arrivés à destination à la mi-septembre.

Le ravitaillement des bases et stations météorologiques, qui s'inscrit dans le cadre des opérations régulières, fut normalement assuré. De ces voyages, le plus intéressant fut, au début septembre, celui de l'*Indigirka*, navire renforcé contre les glaces, jusqu'à Ostrov Zhokhova, petite île du groupe des De Long, située au nord-est de Novosibirskiye Ostrova. C'est un lieu réputé d'accès difficile par mer et qui, en fait, était isolé par les glaces depuis deux saisons.

Deux cas d'avarie furent signalés au cours de la saison. En juillet, le « *Karachayev-Cherkessiya* », navire de transport de bois, fut endommagé par la glace dans l'estuaire de l'énisséi mais réussit, non sans mal, à atteindre Dikson, où il fut procédé aux réparations d'urgence. En septembre, l'« *Lénisséi* », navire renforcé contre les glaces, s'échoua au large de Mys Shmidta dans la mer de Chukchi et dut être remorqué jusqu'à Vladivostok, qu'il atteignit en novembre. Ce second accident fut plus grave et fit craindre un temps la perte de l'« *Lénisséi* ». À ce propos, les rapports précisent qu'en six ans, il n'a été enregistré aucune perte totale sur la route maritime du Nord.

IV

L'APPORT SCIENTIFIQUE : LES PROJETS

Huit navires hydrographiques soviétiques travaillèrent toute la saison en divers points de la route maritime du Nord. La fructueuse croisière océanographique du brise-glace « *Northwind* », des garde-côtes américains (U.S. Coast Guard), en 1963, inspira une entreprise quelque peu similaire, confiée au brise-glace « *Burton Island* », de la Marine nationale américaine (U.S. Navy). On pensait ce navire capable d'effectuer la totalité du parcours, mais une avarie provoquée au gouvernail par la glace épaisse au large d'Ostrov Ayon, dans la mer de Sibérie orientale, l'obligea à faire demi-tour et à regagner Seattle.

L'activité des stations flottantes s'est poursuivie dans l'océan Arctique. Deux d'entre elles, la SP-12 et la SP-13, furent mises en service au cours de la saison, la première dans les eaux canadiennes du « Pôle d'inaccessibilité relative », la seconde

plus près, se déplaçant lentement vers l'Ouest à partir d'un point situé à 500 km au nord-est de Ostrov Vrangelya. Les informations qu'elles fournirent aidèrent certainement à l'établissement des prévisions glaciaires et météorologiques.

Les premières ont fait l'objet d'une vaste discussion. En 1963, Yu. Arshenevskiy soulignait l'intérêt décroissant des prévisions à long terme en matière de glace, du fait que les brise-glace modernes peuvent se mettre au travail sans attendre la débâcle. Cette opinion souleva maints commentaires, favorables et défavorables, et il semble finalement que l'avis autorisé de A. Afanas'yev, haut fonctionnaire du ministère de la Marine marchande, doive trancher le débat (*Morskoy Flot*, 1964, n° 7, p. 24-25). Abondant dans le sens d'Arshenevskiy, Afanas'yev souligne la trop étroite sujétion des programmes aux prévisions, que l'imperfection courante de celles-ci rend d'autant plus regrettable. Mais il s'empresse d'ajouter que les prévisions — dont un travail constant ne saurait qu'améliorer la qualité — conserveront toujours leur raison d'être. Seul l'usage qu'on en fait doit se modifier. Et il cite des exemples à l'appui de ses dires. Il n'est pas rare, semble-t-il, que soient abandonnées ou remplies tardivement des missions, du seul fait que les navires — se conformant au calendrier établi d'après les prévisions glaciaires — ont navigué moins longtemps que l'état des mers leur aurait permis de le faire. Rien ne prouve que de telles difficultés seraient évitées en ignorant les prévisions, auxquelles il semble tout aussi difficile de n'accorder qu'un crédit restreint. Le jour où elles seront devenues infaillibles, nul doute que les prévisions seront réhabilitées ; le jour où les bateaux seront devenus assez puissants pour braver n'importe quelle glace, nul doute qu'ils se passeront d'elles. Mais ce sont là pures hypothèses qui n'ont aucune chance, l'une ou l'autre, de se réaliser dans un proche avenir.

Cependant, les efforts se poursuivent de part et d'autre. Le calculateur de l'Institut de Recherches arctiques et antarctiques, dont il a été question dans le rapport de l'an dernier, fera certainement progresser les recherches en matière de prévisions. Dans le domaine naval, de grandes réalisations se préparent. Le « *Kiev* », jumeau du « *Moskva* » et du « *Leningrad* », sortira bientôt des chantiers d'Helsinki et pourrait entrer en service dès la fin 1965 ou en 1966. Il est probable que sera étendue la flotte des brise-glace portuaires de construction soviétique, de la série des « *Le-dokol* » — auxquels, soit dit en passant, la presse soviétique préférerait voir donner des noms plutôt que des numéros. Il a été annoncé, en outre, en 1964, la construction de deux nouveaux brise-

glace atomiques, le premier devant entrer en service en 1971. Leur moteur à propulsion nucléaire, d'une conception perfectionnée, leur vaudra, entre autres avantages, une résistance accrue ; d'autre part, construits en double exemplaire, ils coûteront proportionnellement moins cher. D'une puissance au moins égale à celle du « Lénine » (44 000 CV.), ils seront dotés de deux réacteurs seulement, au lieu de trois. On peut se demander avec intérêt quels résultats attendre de la mise en service de trois bâtiments de cette puissance sur la route maritime du Nord. Le « Lénine » a effectué, en octobre-novembre 1961, un voyage particulièrement remarquable dans les secteurs septentrionaux de la mer de Sibirie orientale et dans la mer des Laptev, atteignant des latitudes (75°-81°N) où ne s'était jamais aventuré, en aucune saison, de navire en régime autonome. Cette expédition démontra qu'il est possible à un bateau de cette puissance de progresser sans sérieuses difficultés dans un pack très dense de 2 m d'épaisseur. Certes, l'océan Arctique réserve à ses navigateurs de la glace plus redoutable encore — c'est même, il faut le dire, la règle générale — ; de plus, opérer seul et conduire un convoi sont deux choses très différentes. Le « Lénine » n'a jamais, qu'on le sache, renouvelé cet exploit ; on ignore également — bien que ce soit vraisemblable — s'il a été soumis à des essais systématiques pour déterminer sa puissance limite de brise-glace. Ce que l'on sait de l'expérience du « Lénine » (à bord duquel furent invités pour une semaine environ, au début de la saison 1964, une vingtaine de journalistes étrangers), autorise à conclure que trois navires de ce type amélioreraient très nettement la navigation, notamment en allongeant la saison. La glace qui obstrue les routes de navigation est principalement la couche formée en un seul hiver et, de ce fait, dépasse rarement 2 m d'épaisseur. Un brise-glace suffirait à frayer la voie et les deux autres pourraient jouer un rôle clé dans le convoiement proprement dit. On pourrait alors envisager sérieusement la possibilité de maintenir, dans certaines régions, un service toute l'année. Par contre, face à de grandes étendues de glace épaisse et ancienne, il se pourrait que trois bateaux d'une puissance de 44 000 CV chacun ne se révèlent guère plus efficaces qu'un seul. Il y a donc peu à parler

que les Russes songent à naviguer en toutes saisons et en tous lieux. Certaines parties de l'océan Arctique — la majorité d'entre elles — restent inaccessibles. Mais en accordant à ces brise-glace une puissance hypothétique de pénétration limite de 2 m, il serait possible — compte tenu de l'expérience qu'ont acquise les Russes de la glace de l'océan Arctique, de leur habileté à en faire la reconnaissance aérienne — d'établir, à travers de nombreux secteurs de l'océan Arctique, un itinéraire réduit aux chemins de glace moins épais.

A côté de la possibilité matérielle de réaliser de tels voyages, se pose naturellement la question de leur nécessité. La presse soviétique spécialisée, faisant état des perspectives ouvertes par le « Lénine », en évoque l'inutilité. Du point de vue économique, tout projet de communications maritimes avec les entreprises arctiques — et tout d'abord, les établissements miniers — doit se réduire à une perspective de rentabilité : garder la production son plein rendement tout en lui évitant des charges excessives. Exigence qui ne requiert peut-être pas le maintien d'un service pendant toute l'année, mais certainement une extension de la saison actuelle, qui est de quatre mois. C'est l'opinion exprimée par Afanas'yev dans une déclaration sur la politique maritime soviétique dans l'Arctique (parue dans *Vodnyy Transport*, 10 octobre 1964). Sur le plan stratégique, cependant, pouvoir naviguer toute l'année constituerait un avantage d'autant plus enviable qu'il serait, jusqu'à nouvel ordre, un monopole. Mais cet avantage perd de son attrait du fait, bien connu, que l'U.R.S.S. partage avec les Etats-Unis la possibilité d'envoyer des sous-marins sous la glace de l'océan Arctique. Les opérations soviétiques en ce domaine ont fait l'objet d'une publicité plus discrète que celles des Américains, mais la présence d'un sous-marin atomique soviétique au Pôle Nord en septembre 1963, fut révélée en septembre 1965. Cependant, les spéculations sur les questions stratégiques impliquent des problèmes d'évolution des armements qui dépassent le cadre de cet article. Le résultat le plus prévisible du développement de la flotte des brise-glace sera un notable allongement de la saison de navigation dans l'océan Arctique.

ÉTUDES ET DÉBATS

**Quelques publications
récentes concernant
les sagas ou les Vikings**

par Régis Boyer p. 219

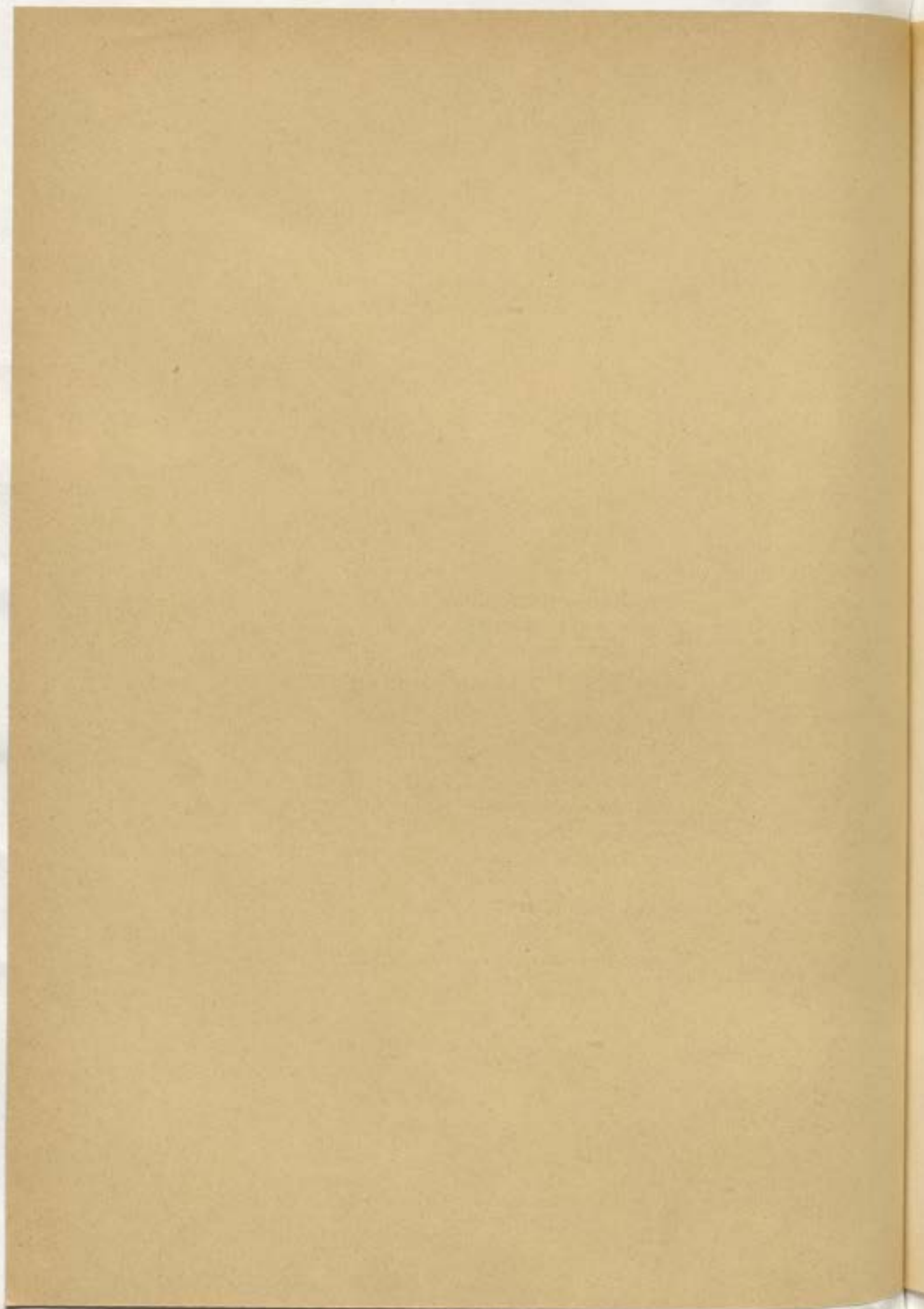
**Préhistoire
Nord - Américaine :**

**Observations
sur un symposium**

par Jean Malaurie
et Daniel Nat p. 223

**Les Esquimaux :
présent et avenir**

par Jean Malaurie p. 227



Quelques publications récentes concernant les sagas ou les Vikings

Ces deux dernières années nous ont apporté une belle récolte d'études et de publications concernant les sagas et les Vikings. Ces domaines sortent décidément des brumes plus ou moins légendaires qui les enveloppaient. Nombre de questions épineuses (origines des sagas, Vinland, littérature chrétienne en langue norroise, etc.) ont suscité d'intéressantes réponses, bien que fort diverses. Bien sûr, il manque toujours, et terriblement, une ou des études d'ensemble qui permettaient de se faire de ces problèmes une opinion satisfaisante, mais un patient travail de déchiffrement se poursuit un peu partout en Europe et en Amérique. En France même, parent pauvre des études scandinaves médiévales, un réveil se produit dont les prémices sont prometteuses.

A. SAGAS

a) On notera d'abord, à titre de rappel, le passionnant essai de Björn SIGFUSSON, paru dans « Saga » III, 1960-1963, sur la « Hoensa-Thóris saga ». Il devrait faire école. C'est une étude de valeur du texte, sur un arrière-plan intellectuel, juridique, social et moral, et son intérêt provient précisément de ce que SIGFUSSON ne sépare plus des domaines dont la compénétration évidente peut, seule, rendre compte du « phénomène » des sagas dites de famille.

b) Ensuite, il convient de rendre hommage à la réédition de la célèbre collection allemande « Thule ». On sait que cette série de 24 volumes, établis autour de la guerre de 1914-1918 sous la direction d'Andreas HEUSLER et de Fritz NIEDNER, était épuisée depuis longtemps. Elle s'enorgueillissait des contributions de Gustav NECKEL et de l'imitable traduction de l'« Edda » par Félix GENZMER. La collection vient d'être rééditée (reproduction photomécanique du texte original) pour ses douze premiers volumes. Cette réédition, dont il y aurait beaucoup à dire (et à redire, car les textes islandais eux-mêmes ont fait l'objet de maintes découvertes depuis cinquante ans, les traductions vieillissent vite de nos jours et les théories défendues dans les volumineuses introductions sont souvent périmées), vaut surtout par les postfaces que l'éditeur a confiées à quelques-uns des meilleurs spécialistes allemands du moment. Ces postfaces, souvent brèves, mais d'une remarquable clarté, fournissent aussi une mise au point bibliographique précieuse et, à condition de commencer la lecture de chaque volume... par la fin, l'ensemble est d'une valeur incontestable. Références : « Thule », *Alt nordische Dichtung und Prosa*, hsg. von NIEDNER & NECKEL, Düsseldorf/Köln, Eugen Diederichs, 6 vol. parus en 1963 ; « Edda » 2 tomes, tr. F. GENZMER, postf. H. HEMPEL ; « Grettir » tr. P. HERRMANN, postf. H. H. HEINRICH ; « Die Geschichte von dem Leute aus dem Lachswasser » tr. MEISSNER, postf. H. M. HEINRICH ; « Nial » tr. A. HEUSLER, postf. H. HEMPEL ; 6 vol. parus en 1964 : « Die Geschichte vom Gode Snorri » tr. F. NIEDNER, postf. H. M. HEINRICH ; « Fünf Geschichten von Achtern und Blutrache » tr. A. HEUSLER, postf. H. HEMPEL ; « Fünf Geschichten aus dem östlichen Nordland » tr. W. H. VOIGT, postf. H. HEMPEL ; « Sieben Geschichten von Ostland-Familien » tr. W. RANISCH et A. VOIGT, postf. H. M. HEINRICH ; « Sieben Geschichten von den Ostland-Familien » tr. G. NECKEL, postf. H. VOIGT.

c) Margaret SCHLAUCH, bien connue pour ses travaux (son « Romance in Iceland » est un classique), vient de publier une traduction anglaise de « The Saga of the Volsungs and the Saga of Ragnar Lodbrök together with the Lay of Kraka », New York 1964.

d) Les œuvres de Snorri STURLUSON continuent de passionner les traducteurs. Après la révision faite par P. FOOTE en 1963 de la traduction du « Helmskringla : sagas of the Norse kings » translated by Samuel LAING, (introduction, revised text and index by P. FOOTE, 1963, Everyman's Library), voici, traduite par Jean I. YOUNG, « The prose Edda of Snorri Sturluson. Tales from the Norse mythology » 1964, University of California Press.

e) Egalement en anglais, une nouvelle traduction de « The Laxdoela saga. Translated from the old Icelandic with introduction, and notes, by Margaret ARENT » Seattle, Univ. of Washington Press, 1964. Cette traduction n'apporte rien à un texte d'ailleurs maintes fois rendu en diverses langues.

f) Depuis sa fondation, et sous la direction active du professeur Einar Ol. SVEINSON, le cabinet des manuscrits islandais de Reykjavik a entrepris, outre la publication systématique de ces ma-

nuscripts (ont déjà paru, rappelons-le, « *Islandingabók Ara Fróða*, AM 113a and 113b, fol. With an introduction, by Jón JOHANNESON, 1956 - « *Skardróbók Landnámabók Björns Jónssonar á Skarðsá*, Jakob Benediktsson gaf út, Reykjavík, 1958, with a summary in English of introduction), celle des « sagas de chevalerie » (*Riddarasögur*). Après la « *Dínus saga drömbláta* » éditée par Jónas KRISTJANSSON 1960, voici la « *Viktors saga og Blávus* » présentée par Jónas KRISTJANSSON, Reykjavík 1964, Summary in English of introduction and analysis of plot. An essay in English on sources and characteristics of the Saga by Einar Ól. Sveinsson ». En plus de l'intérêt que mérite le texte lui-même, il faut lire la remarquable étude, rédigée en anglais, d'Einar Sveinsson [pp. CIX à CCIX], qui se trouve, d'ailleurs, confirmer certaines vues des auteurs de « *Noren fortællekunt* » (cf. infra).

g) Signalons aussi la traduction, attendue, en norvégien, de la « *Hákonar Hákonarsonar saga* » de Sturla Thórðarson, par Anne HOLTSMARK [Hakon Hakonssons saga av Sturla Thordarson, oversatt av Anne Holtsmark, Oslo, 1964, Aschehoug, Aschehougs bibliotek for levende litteratur]. Elle a le très grand mérite de rendre accessible un texte très important, de la fin du XIII^e siècle (puisque double et éclaire la « *Sturlunga saga* » et en particulier l'« *Islinga saga* »), dont l'original islandais n'est toujours disponible que dans une version incomplète et ancienne.

h) La question de la découverte du Vinland reste plus que jamais à l'ordre du jour. On se souvient des commentaires, d'ailleurs plutôt incongrus, qu'a suscités récemment la découverte et la publication d'une nouvelle carte du Vinland datant du XIV^e siècle. Controverse inutile, s'il faut le dire : il y a beau temps que la découverte de l'Amérique par les Islandais au début du XI^e siècle ne fait plus de doute. Le livre de Gwyn JONES, lui aussi récemment paru : « *The Norse Atlantic saga, being the Norse Voyages of Discovery and Settlement to Iceland, Greenland, America* », London, Oxford University Press, 1964, constitue à ce sujet la plus claire et la plus agréable à lire des mises au point. Fait précieux, JONES indique quelques sources esquimaudes jusque là peu connues, qui corroborent les sagas d'Eiríkr le rouge, des Groenlandais ou le Groenlandings þáttur (cf. les traductions de M. GRAVIER, Paris, Aubier, 1955). Pour revenir à la carte du Vinland, on se reportera à l'édition qui vient d'en être faite : « *The Vinland map and the Tartar relation* » by R. A. SKELTON, T. E. MARSTON & G. D. PAINTER, Newhaven, Yale University Press, 1965. En outre, une nouvelle traduction des textes relatifs à cette découverte de l'Amérique vient de voir le jour : « *The Vinland sagas. The Norse Discovery of America. Groenlandings saga and Eirík's saga* », translated by Magnús MAGNUSSON and Herman PALSSON, 1965, Penguin books. Elle n'a que le tort de faire double emploi avec le livre de G. JONES cité ci-dessus et n'apporte rien de nouveau à un thème rebattu.

i) Il faut rappeler également ici l'étonnante « *Anthologie de la poésie nordique ancienne* » de RENAULD-KRANTZ, Paris, Gallimard, NRF, 1964, puisqu'elle contient la traduction de nombre de « *lausavísur* » contenues dans les sagas. Livre remarquable, premier essai cohérent de restituer en français les procédés d'écriture des scaldes dans leur originalité. L'auteur, poète lui-même, a souvent trouvé avec un rare bonheur des équivalences de rythme, et même de sonorités qui émanent la légende selon laquelle les virtuosités techniques des scaldes seraient inadaptables au français. Même si l'on juge les résultats obtenus artificiels, ampoulés et obscurs (mais après tout, la poésie scaldique était-elle autre chose, dans la forme au moins ?), il n'empêche que l'effort est admirable et le rendu, très souvent convaincant. Et il reste, en tout état de cause, une introduction de vingt-six pages dont la lecture est indispensable à quiconque veut pénétrer le jeu complexe et subtil des allitérations, des « *heiti* » et des « *kenningar* » (1).

j) Le problème — qui devient de plus en plus la bouteille à l'encre — de l'origine des sagas a d'ailleurs suscité au moins deux études particulièrement intéressantes. On connaît les éléments de ce problème : l'origine des sagas est-elle orale, totalement ou partiellement ? ou bien les sagas sont-elles le fruit d'une vaste compilation, et si oui, de quels textes ? Quelle est alors la part de l'histoire et celle de l'invention des auteurs ? et en outre, qui sont ces auteurs ? ou bien les sagas sont-elles un « remplissage » en prose destiné à présenter les « *vísur* » légendées, elles, par la tradition orale ? ou bien sont-elles calquées sur une littérature religieuse venue de l'Europe latine ?

Theodore M. ANDERSSON, professeur à l'Université de HARVARD, a publié, en 1964, « *The Problem of Icelandic Saga, a Historical Survey* » Yale University Press, Newhaven/London, qui, comme son titre l'indique, présente avant tout un intérêt historique : l'auteur récapitule les diverses théories qui, depuis cent cinquante ans, se sont succédées sur ce thème, mise au point dont le grand mérite est la clarté. Ensuite, il confronte les différentes positions ainsi échelonnées au cours des ans et conclut à une origine orale (« *The inspiration of the sagas is ultimately oral* », op. cit. p. 119). Vue extrêmement discutable, comme on va le voir. En effet, contre cette opinion s'élève un jeune chercheur suédois d'Uppsala, Lars LÖNNROTH, qui vient de concentrer en un court essai : « *European sources of Icelandic saga-writing, an essay based on previous studies* » Stockholm 1965, le contenu de trois articles antérieurs « *Kroppen som själens spegel — ett motiv i de*

(1) On signalera : Régis Boyer. *Trois Sagas Islandaises du XIII^e siècle et un « Théâtre »*. Préface de J. Maleuric. « *Contribution 3* » (Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves) S.E.V.P.E.N. édit. Paris, 1964, 387 pages N.D.L.R.

isländska sagorna » (Le corps comme miroir de l'âme — un motif des sagas islandaises), Lychner, 1964, printed 1965 ; « Studier i Olaf Trygvassons saga », Samlaren 1963 et « Tesen om de två kulturena, Kritiska studier i den isländska sagaskrivningens sociala förutsättningar » (La thèse des deux cultures. Etudes critiques sur les conditions sociales de la rédaction des sagas islandaises) Scripta Islandica, 15, 1964, imprimé en 1965. Curieux essai d'une saveur nouvelle : pour LÖNNROTH, presque tout viendrait de la littérature chrétienne de l'Occident médiéval ; le genre des sagas lui-même, le style puisqu'il ne doute pas que les auteurs aient tous été des clercs, le mode hagiographique (dont il voit de claires illustrations dans les sagas des deux rois Olófr,) le type de portrait littéraire, mille détails de style et jusqu'à la conception, pourtant tenue pour bien germanique, du destin et de la « gaefa ». On ne saurait dire que cette tentative iconoclaste soit tellement convaincante (une remarque au moins s'impose : pratiquement tous les textes originaux de sagas que nous possédons ont été revus par des clercs, ce qui explique les conclusions édifiantes de la plupart d'entre eux, mais ne préjuge pas du reste) mais elle met l'accent sur un élément trop ignoré jusqu'à maintenant : l'influence certaine de l'église catholique sur la littérature islandaise, à partir du XII^e siècle surtout. Autre mérite : ce genre de thèses rappelle opportunément qu'il importe de plus en plus de prendre en considération attentive toute la prose narrative non « sagalike » qui a fleuri en Islande avant le XIII^e siècle, domaine presque vierge qui n'a vraiment été sérieusement défriché que par TURVILLE-PETRE (« Origins of Icelandic literature »).

k) C'est d'ailleurs également sur l'influence de l'Eglise (et la convergence, ici, est significative) qu'insistent trois savants danois dans un livre récent qu'il faut lire : il s'agit de « *Narrön Føtaellekunst. Kapitler af den norsk-isländske middelalderlitteraturs historie* » par Hans BEKKER-NIELSEN, Thorkil DAMSGAARD OLSEN & Ole WIDDING, København, Akademisk Forlag, 1965. Cette collection d'études consacrées, les unes à l'époque ancienne, à la tradition savante, au Moyen Age islandais tardif (BEKKER-NIELSEN), les autres, à l'art d'écrire dans les sagas, aux sagas des islandais, aux récits de miracles, au genre très mal connu des « *aefintyri* » (les « exempla » latins) (WIDDING), les autres enfin, aux chroniques des rois, à la littérature de cour (DAMSGAARD OLSEN) est l'originalité de mettre toutes l'accent sur le style, sur l'art d'écrire, comme l'indique le titre général proposé, et n'est, partant, aucune peine à mettre en relief les indubitables influences de l'Eglise sur la rédaction des sagas au moins : méthode excellente qui devrait amener d'autres découvertes fécondes.

E. VIKINGS

a) Avant tout, il faut relever la publication, pour la première fois en France, à notre connaissance, d'une étude sérieuse sur les Vikings. Il s'agit de « *Les Vikings* » par Frédéric DURAND, professeur à l'Université de Caen, paru dans la collection « *Que sais-je ?* » Presses universitaires de France, 1965, numéro 1188. Petite étude brève, claire, précise, synthétique, équilibrée avec ses deux parties, l'une traitant de l'histoire des Vikings, l'autre de leur « civilisation », dans l'esprit d'une collection dont l'éloge n'est plus à faire : évidemment, elle a les défauts de ses qualités : elle est trop ramassée pour pouvoir s'étendre sur quelques-uns des grands problèmes que pose le phénomène viking (causes de leur expansion, influence réelle, présente à l'Est, genre de vie, éthique et religion, cause de l'extinction du phénomène, solidité des colonisations) et son souci d'objectivité lui interdit de trancher sur certains points litigieux. Mais tout est au moins mis en place. Du reste, l'étude bibliographique qui précède cette revue de quelques titres donnera peut-être une idée de l'ampleur des lacunes qui hént encore dans ce domaine. En tout état de cause, la lecture de ce petit guide non seulement est agréable, mais encore peut être recommandée comme point de départ de toute investigation plus approfondie.

b) Frank R. DONOVAN : « *The Vikings* » 1964, New-York, Harper & Row constitue une plaisante refonte d'un grand nombre de publications du même genre, telles qu'il en paraît régulièrement Outre-Manche ou Outre-Atlantique.

c) La numismatique, science qui a apporté de précieuses contributions à notre connaissance des Vikings, est représentée par une intéressante petite étude de synthèse : Michael DOLLEY : « *Viking Coins of the Danelaw and of Dublin* » published by the Trustees of the British Museum, London, 1965. Le fonds de monnaies de l'ère viking conservé au British Museum y est analysé dans son intégralité. Une cinquantaine de pièces sont en outre reproduites en annexes. L'ouvrage apporte des lumières utiles sur le commerce viking.

C. SYNTHÈSE

Signalons enfin quelques ouvrages dont la teneur intéresse aussi bien les sagas que les Vikings :

a) Sur la religion des anciens Scandinaves : quatre ouvrages :

1. E.O.G. TURVILLE-PETRE : « *Myth and Religion of the North* » Weidenfeld Nicolson, London, 1964. L'éloge de l'auteur n'est plus à faire. L'intérêt de cette étude est d'établir d'incessants rapports entre religion et littérature.

2. H. R. ELLIS DAVIDSON : « *Gods and Myths of Northern Europe* » 1964, Penguin Book. Sérieuse étude descriptive et historique reprenant certaines interprétations animistes.

3. Roger GREEN : « Myths of the Norsemen » Chester Spring, 1964. Bon travail de compilation, sans vues neuves.

4. En revanche, une thèse récemment soutenue à Uppsala mérite toute l'attention. Il s'agit de : Bo ALMQVIST : « Narrön middiktning, traditionshistoriska studier i versmagi. Vol. I Nid mei furstar » Stockholm/Göteborg/Uppsala, 1965, Almqvist & Wiksell, with an English summary ». Le sujet est tout à fait original et débouche aussi bien sur la religion que sur les problèmes de civilisation en général. Il ouvre même des perspectives intéressantes sur la valeur des sources des sagas et sur l'âge de celles-ci.

b) Il faut signaler la réédition remise à jour de la monumentale « Altnordische Literaturgeschichte » de Jan de VRIES. Zweite neubearbeitete Auflage, Walter de Gruyter, Berlin, 1964, vol. 1 que nous n'avons pas eue entre les mains encore.

c) Une question parallèle, celle des runes, vient de donner lieu à deux ouvrages de premier ordre :

1. R. W. V. ELLIOTT : « Runes, An Introduction » 1964, Manchester University Press. Ouvrage de caractère plutôt descriptif dont le mérite tient à la clarté.

2. Surtout : Lucien MUSSET : « Introduction à la Runologie » rédigée en partie d'après les notes de F. MOSSE, Bibliothèque de Philologie germanique, Paris, 1965. Attendue depuis longtemps, cette étude complète et précise, qui comporte en outre une anthologie, risque de faire autorité pour longtemps sur cette question.

Régis BOYER.

Préhistoire Nord-Américaine

Observations sur un symposium ⁽¹⁾

Les milieux spécialisés français n'ont relevé, semble-t-il, qu'assez machinalement l'édition récente, par les soins de l'Institut Arctique d'Amérique du Nord, d'un volume rassemblant 18 communications présentées à un symposium d'archéologie et de préhistoire arctiques nord-américaines organisé à l'Université de Yale, dans le cadre du XXV^e congrès de la Société Américaine d'Archéologie.

On peut le déplorer. Tout d'abord, parce qu'il s'agit là, commodément, d'un bilan qui ouvre largement accès à quelque quatre-vingts années de préhistoire arctique et d'archéologie nord-américaine, assorti, au surplus, d'un état des campagnes récentes ou en cours, intéressant le nord de l'Amérique, de l'ouest à l'est, et des Grands Lacs jusqu'à la Mer de Beaufort. Ensuite, et peut-être surtout, parce qu'au travers des comptes rendus et des inventaires de fouilles, il paraît bien que les praticiens américains accèdent à une phase plus nettement réflexive, où la signification générale de la recherche, sa méthodologie intrinsèque tendent, soudain, à poser des problèmes non moins réels que les matériels qu'elle met à jour. Certes, ce n'est pas d'hier que les préhistoriens européens ont eu, pour leur part, à connaître et à affronter une telle situation qui, dans toutes les disciplines, au total, s'appelle, une « crise ». Ils la savent donc souvent déconcertante, quelquefois déprimante, mais ils la savent, aussi, féconde.

L'on reconnaît, il est vrai, que les conditions dans lesquelles elle s'impose aujourd'hui aux préhistoriens nord-américains relèvent de dimensions et de caractéristiques peu communes. Non point seulement par les surfaces battues. Encore que Canada et Alaska, à eux seuls, excèdent de plus de deux millions de kilomètres la superficie de l'Europe. Encore que la recherche n'y ait de sens qu'en couvrant également l'ensemble péri-behringien et en réglant, presque obligatoirement, sa marche tout à la fois sur la progression, souvent fort tacturne des préhistoriens soviétiques et sur les avancées, quelquefois exubérantes, des chercheurs nippons. Encore aussi que l'accès au terrain, d'un bout à l'autre de cette aire véritablement imposée, soit difficile, périlleux, onéreux, intermittent. Et encore que la préhistoire, Outre-Atlantique pas plus qu'ailleurs, ne constitue une discipline si fréquentée qu'elle puisse opposer la richesse des effectifs à l'énormité des théâtres.

Mais le pourrait-elle, au reste, qu'elle ne surmonterait pas, pour autant, cet autre trait fondamental de l'immense espace nord-américain qu'y constitue le quasi-écrasement des faciès culturels par le caractère quasi-paroxystique des faciès écologiques. Assurément, un effort opiniâtre de la recherche, — aidé, le cas échéant, par quelques complaisances interprétatives — stabilise bien, à la longue,

(1) PREHISTORIC CULTURAL RELATIONS BETWEEN THE ARCTIC AND TEMPERATE ZONES OF NORTH AMERICA. (Arctic Institute of North America Technical Paper N° 11) Edit. by J.-M. CAMPBELL, déc. 1962, 181 p., bibl.

TABLE DES MATIÈRES (articles en anglais). — **Charles E. BORDEN** : Les liens culturels entre le littoral ouest-américain et l'Alaska // **Richard S. MCNEISH** : Découvertes récentes dans le Yukon // **Robert E. ACKERMAN** : Les contacts culturels en Mer de Behring : la phase Birnirk-Punirk // **J. L. GIDDINGS** : Des pointes crantées près du Détroit de Behring // **John M. CAMPBELL** : La succession des cultures dans le passe de l'Anaktuvuk en Alaska septentrional // **William N. IRVING** : Essai de comparaison entre certaines industries lithiques d'Alaska et d'Asie // **Elmer HARP Jr** : L'histoire culturelle de la toundra centrale // **George I. Quimby** : Les anciennes cultures du cuivre et les Esquimaux du Cuivre : une hypothèse // **William E. TAYLOR Jr** : Les occupations pré-Dorsetiennes à Ivugvik, dans l'Ungeva du Nord-Ouest // **Jorgen MELDGAARD** : Sur la période de formation de la culture Dorset // **William A. RITCHIE** : Les cultures du Nord-Est et leurs rapports avec l'Arctique // **William S. LAUGHLIN** : Problèmes d'ethnogénèse et fait acquis en matière d'anthropologie Aléouto-Esquimaude // **William S. LAUGHLIN** : Du détroit de Behring au détroit de Puget : distinctions et affinités entre les Aléouto-Esquimaux et les Indiens d'Amérique // **Henry B. COLLINS** : Du détroit de Behring au Groenland // **Richard S. Mc NEISH** : Des Grands Lacs jusqu'à la toundra // **Douglas S. BYERS** : La Nouvelle Angleterre et l'Arctique // **James B. GRIFFIN** : Sur les similitudes et les liens des cultures préhistoriques arctiques et tempérées d'Amérique du Nord // **Frederica DE LAGUNA** : Réflexions intempérées sur l'archéologie arctique et subarctique.

certaines formes directrices. Pour beaucoup d'entre elles, toutefois, ce n'est pas sans résistance ni réticence, qu'on les dégage d'ensembles typologiquement ambigus, morphologiquement pauvres, éparpillés, dont les spécificités sont souvent ténues, et, directrices, elles le sont, au total, faiblement. Si faiblement, qu'à l'encontre des données immédiates et manifestes de milieu qui impartiraient de décrire et de déterminer synchroniquement, par leurs différences mêmes tout autant que par leurs rapports, des systèmes culturels coexistant dans un *œcoumène* à compartiments distincts, à vocations multiples, elles limitent, en fait, leur usage à marquer, diachroniquement, la succession de quelques grandes nappes culturelles globales, déjà trop larges pour faire concrètement apparaître des sociétés proprement dites, et encore trop étroites pour définir des comportements anthropologiques de base.

Sans doute, la situation semble-t-elle meilleure pour des séquences plus récentes, et, en particulier, pour les périodes qui précèdent immédiatement, et suivent, le début de notre ère : elle ne l'est, toutefois, que dans la mesure où l'exploitation d'un matériel plus explicite ne s'assigne pas de trop déborder les limites d'horizons très déterminés — notamment l'horizon esquimaude, et à la condition, de surcroît, que les composantes considérées (ce qui n'est pas le cas du Dorset, ni celui du Haut-Ipiutak, ni celui des faciès centraux) n'attestent pas d'origines vraisemblablement mêlées et de typologies relativement syncrétiques. En fait, et sous réserve de conciliations à intervenir entre les thèses toujours en présence qui distinguent une partie de l'école danoise d'une partie de l'école américaine, quelques deux mille à deux mille quatre cents ans d'histoire esquimaude peuvent être, actuellement, plus ou moins sérieusement esquissés — mais strictement ourlés et rivés à la seule bordure littorale et ressortissant ainsi à une forme exceptionnellement différenciée et adaptée du comportement arctique. Si ce n'était pas méconnaître quels efforts, quelle patience, quelles qualités scientifiques ont payé un tel résultat, l'on serait presque tenté de dire que c'est peu. Peu, parce que, visiblement, la séquence de haute culture et, en tout cas, d'économie prospère qui s'étend des niveaux Olvik et Vieux Behring à la crise climatique du XVI^e siècle, constitue, en matière d'anthropologie arctique, une manière d'état final, d'état à la fois stabilisé et adapté, et que, précisément, c'est *ad limina*, c'est dans les lentes et longues évolutions qui y ont conduit, dans l'étiologie même du processus de différenciation dont il témoigne que se situe, sans doute, l'essentiel. Peu, parce qu'une entreprise étiologique qui, ici, sur le théâtre nord-américain, est, par définition, d'archéologie et d'anthropologie synoptiques, impartit, bien évidemment, de déborder dans toutes les directions les complexes constitués et pré suppose ainsi un enfoncement beaucoup plus considérable de la recherche dans le temps et son énorme extension dans l'espace. Autrement dit, dans les directions mêmes où l'investigation — et tout spécialement l'investigation en de tels milieux — sait fort bien que ses chances, ses moyens et ses prises ne peuvent que décroître.

QUAND L'ANTHROPOLOGIE MET EN CAUSE SON PROPRE ACADEMISME

C'est, néanmoins, du souci d'assumer ce risque, cette aventure, et même ce péril, dont témoigne le volume édité par l'Institut Arctique nord-américain. La perspective où se situent les communications qu'il rassemble, son titre même, l'annoncent. Et, d'emblée, il faut dire que la louange n'a point à être bornée aux mérites de la seule intention. Non seulement aucune des dix-huit études présentées ne relève de la formalité rédactionnelle mais d'une certaine manière, l'on peut même soutenir que presque chacune d'entre elles est capitale, pour dominées qu'elles soient toutes par un texte véritablement souverain de H.B. COLLINS et une conclusion de Mlle de LAGUNA qui révélerait quasiment du testament si la grande préhistorienne américaine n'était pas restée si jeune.

Sur le terrain intrinsèque de la recherche, l'attention ne peut évidemment pas ne pas être forcée par les comptes rendus de travaux qui renvoient à l'éventualité de coexistences, de syncrèses, d'interpénétrations, ou, en tout cas, de rencontres et de croisements entre faciès culturels préjugés, jusqu'ici, expressément distincts. Et ce, en termes tels qu'il convienne, aussi vite et vigoureusement que possible, d'assouplir, sinon de récuser, bon nombre de schémas traditionnels sur la rigidité prétendue des rapports entre faciès culturels et faciès écologiques.

A cet égard, le matériel publié par le regretté J.L. GIDDINGS sur un site pleinement littoral de la région de Kotzebue, et apparemment intrusif dans une séquence Denbigh-Choris-Ipiutak localement très bien établie, est révélateur. Et il l'est tout particulièrement à la lumière d'une étude, fort riche, de J. CAMPBELL sur les occupations successives de la passe d'Anaktuvuk dans la chaîne de Brooks. Plusieurs niveaux, notamment celui du Tuktu, produisent un matériel si polyvalent (et en particulier un élément directeur mis à jour par GIDDINGS à Kotzebue) que l'hypothèse s'impose, formulée d'ailleurs par CAMPBELL lui-même, de cultures indistinctement aptes au déploiement dans tous les horizons du milieu arctique et subarctique. Des propos de même ordre vaudraient, au reste, pour les diverses études intéressantes le Keewatin oriental et, plus généralement, l'immense écharpe lacustre qui, des Grands Lacs jusqu'au Mackenzie central, entremêle et recoupe, bien plus qu'elle ne juxtapose ou ne sépare les composantes essentielles de l'écologie hyperboréale. Non seulement tout, là, invite à soupçonner que les motifs qui pourraient amener à y opposer, à y disjoindre d'entrée les diverses typologies, risquent d'être beaucoup plus fragiles, voire plus spécieux que ceux qui conviendraient présentement de ne pas le faire, mais, au surplus, l'on pressent quel rôle implicite, occulte et en tout cas néfaste a joué l'obsédant présumé que les paléo-cultures du Canada central contenaient originellement, en elles, et presque nécessairement, le principe rigide et même les expressions matérielles latentes de leur clivage ultérieur en plusieurs faciès distincts.

Certes ce n'est pas, en retour, convier à l'évocation d'une nébuleuse culturelle initiale, condensant et centrifugeant peu à peu à sa périphérie, au gré de grands épisodes climatiques ou tectoniques,

toute une série de noyaux typologiques stabilisés et comme refroidis : non moins prématurément que la précédente, une telle démarche — et toutes les démarches intermédiaires possibles — témoigneraient d'ambitions érudites formulées avant même que les phénomènes qu'elles prétendent saisir aient été déterminés notionnellement et avant même, s'il se peut, que leurs critères d'existence, tout comme leurs critères d'action, aient été définis.

A cet égard — et corollairement aux observations sévères et profondes de Mille de LAGUNA —, un fait exceptionnellement révélateur retient l'attention : c'est, contrastant avec l'accablante richesse de la terminologie typologique, la saisissante indigence du vocabulaire dès que l'analyse doit pénétrer les domaines de l'écologie et de la géographie. Le « milieu », l'« environnement » d'une part ; la « forêt boréale », la « toundra », le « littoral » d'autre part. Et c'est tout. Est-on vraiment assuré qu'à l'intersection de coordonnées aussi vides, aussi irréfutables, l'on puisse recueillir des faits réels, et qu'en est-il, surtout, si, en vérité, la pauvreté des mots procède ici d'une pauvreté des idées ? Face, par exemple, à l'opiniâtreté d'une société à maintenir, coûte que coûte, son habitat en un point très déterminé et à éviter, tout aussi obstinément, un emplacement voisin dont nos critères écologiques courants ne permettent absolument pas de déterminer en quoi il diffère du premier, de quel recours peut bien être la notion géographique de « milieu », au moins en son état conceptuel présent ? Des faits, manifestement, y échappent, tels que le lieu, le complexe de sites, la micro-zonation, les dynamiques critiques qui s'y manifestent et, plus généralement, tout un ensemble de phénomènes qui nous amènent à soupçonner que la catégorie actuelle de « milieu » ne constitue pas nécessairement le cadre en lequel se situe concrètement le rapport entre l'homme et la nature ni même entre les diverses composantes des processus naturels considérés en eux-mêmes.

NECESSITE D'UNE GEOGRAPHIE PLUS PONCTUELLE ET GLOBALE

L'analyse géographique de détail ne donne pas l'explication de tous les faits réels et nous conduit à demander si l'approche méthodologique est juste et répond de la réalité géographique dans ses fondements. Des erreurs sont d'abord le fait de déformations d'esprit des observateurs. Instruits aux moyennes latitudes par l'étude des phénomènes naturels, ceux-ci tendent, comme malgré eux, à solliciter les faits en fonction de lois de géographie générale établies dans le pré-supposé de milieux peu connus.

Citons sans ordre quelques-unes de ces approximations et erreurs.

La gélification a longtemps été considérée comme un des agents d'érosion des plus actifs sous ces climats. Or, l'observation de détail ne rejoint pas cette considération théorique. En haute latitude, la gélification s'avère, toutes choses égales, peu active, en raison même de l'aridité de l'air et de la brièveté des saisons de dégel.

L'épaisseur du sol affecté est très mince. Des mesures précises conduites par COOK à Rosolute Bay dans l'île Cornwallis, du 1^{er} mai au 30 septembre 1960, dans un matériau calcaire, indiquent par exemple que si l'on peut relever 23 cycles gel-dégel dans un écart significatif d'au moins 4°, à 2,5 cm l'on n'a plus relevé qu'un seul cycle, à 10 cm, aucun, si ce n'est celui, annuel, du printemps et de l'automne.

L'examen des temps vrais permet de se faire une idée plus modeste de la durée de l'hiver et plus correcte des aires de répartition du dégel. A Thulé, par exemple, plus d'un mois est nécessaire en novembre 1950 pour que la surface du sol atteigne une température voisine de celle de l'air. Le 1^{er} décembre 1950, seulement, les températures du sol et de l'air étaient voisines. Début mai, le sol connaissait les premières atteintes du dégel. Des conclusions hâtives de l'analyse des données météorologiques de stations généralement littorales ont été tirées pour les plateaux. Hâtives : contrairement à ce que l'on observe à nos latitudes, il est par exemple en Terre d'Inglefield (N. O. du Groenland) une inversion de la température du sol avec l'altitude : la température, en certaines conditions synoptiques, croît du littoral vers le sommet du plateau. Ainsi s'expliquent, à l'amont des rivières, la précocité du dégel, la plus grande densité du tapis végétal, le stationnement de la faune.

Par le paléomorphologue, des spécificités abusives ont été accordées à tel ou tel faciès arctique. On en devine les conséquences néfastes, pour le préhistorien, aux latitudes plus tempérées. Les pingos, par exemple, avaient été reconnus comme forme caractéristique de pays à perma-frost. M. Pissard vient d'en signaler... en Belgique, sur le plateau des Hautes-Fagnes. Il a ainsi démontré qu'un perma-frost n'était pas nécessaire — le bed rock imperméable le remplaçant. Les conditions paléoclimatiques qui ont présidé à l'élaboration de ces formes étant beaucoup moins rigoureuses que prévu. Les craquelures de gel qui avaient été considérées comme spécifiques des pays de perma-frost ont été décrites par Washburn pendant les hivers 1939-40 et 1958-59 à Hanover, en New Hampshire (Etats-Unis), par conséquent sous un climat tempéré.

Formes actuelles et vives, formes anciennes pré-glaciaires et fossiles co-existent si intimement dans l'Arctique qu'il n'est pas toujours possible de discerner ce qui revient à l'une ou à l'autre. Seules, les formes en matériel meuble sont dans le Nord-Ouest du Groenland exclusivement post-glaciaires. En roche résistante, le polygénisme du modelé, en ce secteur à tout le moins, n'est pas douteux. L'identité arctique vient seulement de la localisation géographique des formes. La définition d'un système « arctique » est, au reste, d'autant plus malaisée en géomorphologie que l'observateur ignore aussi bien l'essentiel de la structure profonde des processus en jeu que la finalité morphologique des forces en

présence. Et il n'est ainsi pas interdit de concevoir qu'au sens géodynamique, il n'y a pas de système, mais une pluralité d'épisodes dont nous ignorons l'échelle et la perspective à partir desquelles ils deviennent cohérents.

Ou bien une vue trop grossière est à l'origine de ces erreurs, et une meilleure connaissance scientifique de ces phénomènes naturels les corrigera ; ou bien — et cette hypothèse n'est plus à écarter — il y a une erreur fondamentale dans la perspective.

Sans cesse sollicité par l'archéologue, l'anthropologue, le sociologue — et pas seulement pour des questions spécifiques et isolées de paléoclimat ou de distribution de phénomène —, le géographe — au moins dans l'Arctique — ne répond guère par l'analyse globale attendue mais par des introductions de « physiographie » sommaire. Le site, le théâtre, la région, objets d'étude, d'interrogations passionnées, restent de la sorte, sur le plan géographique, des cadres inertes ne devenant jamais supports et explications. Peut-être faut-il voir ici la raison de l'absence regrettable de toute analyse ou étude géographique du milieu en ce symposium nord-américain. Le géographe n'a pour ainsi dire jamais été en mesure, au moins à ces hautes latitudes, d'établir par des faits concrets la réalité, la globalité d'un itinéraire, d'un lieu, d'une région. La notion de territoire, si riche en éthologie animale, appelle de l'observateur une réponse concrète. L'unité d'un espace, telle que les bêtes (caribous, cétacés, poissons), les chasseurs s'y soient regroupés et, au moins pour les hommes, maintenus pendant des générations et ce, dans les mêmes sites, les mêmes orientations, pratiquement les mêmes aires d'action, répond de facteurs corrélatifs, notamment, de caractères tellurique et atmosphérique. De tels facteurs ne peuvent pas, dans le cadre d'une unité géo-morphologique, ne pas avoir été ou ne pas continuer d'être créateurs ou à tout le moins conservateurs.

Or ces niveaux phénoménologiques fins, auxquels ne parviennent pas à accéder la plupart de nos notions opératoires de base, sont précisément ceux à partir desquels — et seulement à partir desquels — peut prétendre fonctionner une analyse anthropologique digne de ce nom. C'est à bon titre que les disciplines relevant des sciences humaines invitent — avec insistance — de sciences naturelles à un effort autrement vigoureux d'élaboration et de complication notionnelles. Dans une grande mesure, au reste, la pauvreté du vocabulaire ne correspond à une pauvreté des concepts que pour autant où la même expérience globale est soumise à ce démembrement traditionnel qui permet, commodément, d'apporter ses composantes disjointes aux souverainetés respectives de disciplines elles-mêmes disjointes. Et il s'agit, ainsi, moins d'idées pauvres que d'idées appauvries par la division forcée d'un substrat phénoménal unique. Souhaiter, et admettre, que l'expérience naturelle relève du même régime d'indivision méthodologique que l'expérience anthropologique — et qu'elle ne soit ainsi disciplinairement divisible qu'après en avoir d'abord éprouvé l'unité — marquerait donc un tournant et une date probablement fastes pour les sciences humaines. Surtout dans les domaines, comme l'Arctique, où il leur faut prendre constamment acte du caractère tout à la fois dominant, énigmatique et comme « dialectique » des faits d'écologie.

Et, au reste, un affinement, une complication, une pluralisation de l'équipement notionnel des sciences naturelles n'iraient vraisemblablement pas sans imposer, en retour, au matériel terminologique de l'anthropologie une même obligation d'ajustement, d'approfondissement, de différenciation. « Diffusion », « migration », « intrusion », etc. constituent des catégories qu'on ne saurait dispenser plus longtemps de subir la contre-épreuve de la biogéographie, de la climatologie, de la biotopographie. Depuis tant d'années, par exemple, que sert — d'ailleurs fort vaillamment — la notion de « tradition » de R. S. Mc NEISH ne convient-il pas d'admettre quelque usure, de souhaiter une relève ?

Au vrai, l'importance insistante attachée par H. B. COLLINS, dans sa communication, à des hypothèses relevant de la paléomorphologie et de la paléoclimatologie, la tendance parallèle présente dans l'étude de G. I. QUIMBY, la finesse des analyses écologiques de C. E. BORDEN convainquent aussitôt que de telles questions, ce n'est pas tellement nous qui les posons. En fait, tout le mouvement propre du volume y conduit, ne peut pas ne pas y conduire, par l'immensité même de l'horizon qu'il s'assigne de découvrir, par l'obligation qu'il s'impartit d'y pénétrer, par l'étonnante faiblesse des prises dont il dispose. Largement, dans l'impuissance fréquente, l'arbitraire éventuel et, par endroits, les quiproquos d'un comparatisme souvent scolastique, borné à des formes quasi-canoniques déliées de leurs vastes contextes de circonstances et de durées, la preuve, l'expérience sont faites — et, tout à la fois, apportées, vécues et, en général, dominées par la plupart des textes présentés — que les voies du développement méthodologique passent ailleurs. C'est l'annonce d'une archéologie visant à briser les cadres de son propre académisme. Le caractère exceptionnel du théâtre dévolu à l'anthropologie culturelle nord-américaine où, plus que nulle part ailleurs, l'angle est fermé entre les faciès archaïques et de nombreux faciès contemporains, entre les faits culturels et les faits écologiques doit assurément confier, aux yeux des préhistoriens européens, une portée exceptionnelle à ce renouvellement de la recherche.

Jean MALAURIE et Daniel NAT.

Les Esquimaux : Présent et avenir

L'éminent ethnologue canadien, Diamond JENNESS, poursuit depuis 1962 la publication de ses études sur la condition économique et sociale, l'avenir des Esquimaux en Amérique du Nord. (1)

Les critiques acerbes qu'il a portées contre certaines mesures coûteuses mais peu cohérentes des administrations responsables n'ont pas manqué d'attirer l'attention, l'étude consacrée au Canada étant particulièrement nouvelle, informée et suggestive. (2)

Nous n'avons pas ici l'intention de revenir sur le détail de ces chapitres ; nous souhaiterions, avant que ne paraisse le dernier volume consacré au Groenland, nous interroger sur les conclusions sous-jacentes à chacune d'entre ces trois monographies.

Elles découlent d'observations précises. Elles se résument en ce double fait : accroissement démographique, sous-emploi ; en cette double conclusion : éducation de langue anglaise et intégration.

La rapide augmentation de la population esquimaude est le trait le plus remarquable de l'histoire barbare contemporaine. Ce peuple s'accroît partout — depuis plus ou moins longtemps selon les secteurs — de près de 4 % par an. Si l'on compte en 1965 environ 73 000 Esquimaux (36 000 : Groenland ; 22 800 : Alaska (3) ; 13 000 : Canada ; 1 100 : Sibérie Orientale), cet effectif devrait doubler d'ici vingt ans. Une natalité élevée, une mortalité en réduction constante en rendent compte : le taux de natalité esquimaude au Canada, par exemple, s'élève à 59 ‰, soit à un taux plus que double de celui du Canada. La mortalité — notamment infantile et qui était fort élevée au-dessous d'un an — tend à rapidement diminuer, la fécondité naturelle restant importante. L'évolution actuelle au Groenland est significative. La natalité s'est stabilisée au taux de 50,2 ‰ (1960), le taux de mortalité ayant été abaissé à 9,2 ‰ (1961), soit à un niveau légèrement plus bas que celui connu au Danemark.

Le très rapide accroissement démographique, l'un des plus élevés qui soit au monde, et qui se traduit dans l'immédiat par un rajeunissement et un vieillissement simultanés, n'est pas sans devoir poser des problèmes. Il convient ainsi de trouver tous les ans de nouvelles sources d'activité. Or, l'on constate déjà un sous-emploi, le revenu en espèces annuel moyen de l'Esquimaux-chasseur étant très faible au Canada et en Alaska. Depuis leur acculturation, ces populations sont donc engagées dans le processus habituel et dégradant d'assistance et de mendicité. Selon JENNESS, les ressources de la population esquimaude sont, pour les deux tiers, d'ordre gouvernemental : un tiers au titre des salaires, un tiers au titre des subsides (« relief », « welfare »). Même proportion en Alaska : un récent rapport du Bureau of Indian Affairs conclut que les trois quarts de la population autochtone ont un revenu inférieur au minimum vital basé sur des standards modernes, les autochtones constituant, en 1960, 13 % seulement de la « main-d'œuvre » et 31 % des sans-emploi.

Sans contester les chiffres présentés par un expert aussi informé et par les administrations américaines concernées, nous voudrions rappeler, même brièvement, combien de telles approches, justes dans leur souci de clarification des comptabilités nationales, sont dangereuses dans leurs conclusions. Par-delà des recommandations louables de plus grande productivité, de meilleure éducation, d'instruction technique d'Esquimaux en voie d'intégration à la vie moderne, à quoi ces études et ces tableaux de production déficitaire peuvent-ils aboutir, sinon à créer l'impression fallacieuse que l'Arctique, l'immense toundra arctique, dans son intérieur, sur ses littoraux, dans ses mers froides est, du point de vue de ses ressources naturelles renouvelables, pauvre et que l'avenir des autochtones passe d'abord par leur renoncement à leur identité (très particulièrement linguistique), par un développement minier du grand Nord, l'émigration temporaire ou permanente de la main-d'œuvre autochtone vers les villes du Sud du Canada ou des États-Unis, l'assimilation — dont on constate déjà les formes au Labrador — étant l'expression ultime de cette politique.

(1) DIAMOND JENNESS. Eskimo Administration I (Alaska), II (Canada), III (Labrador). Arctic Institute of North America. Montreal.
Technical Paper n° 10 (64 p.), 1962 ; n° 14 (186 p.), 1964 ; n° 16 (94 p.), 1965.

(2) On ne manquera pas de lire dans la présente livraison d'INTER-NORD (pp. 150-154) l'étude détaillée et chiffrée de G. W. ROGERS sur les problèmes posés par la pauvreté des autochtones en Alaska ; elle prolonge et approfondit le débat.

(3) 1960.

Nous n'analyserons pas à nouveau certaines conclusions des budgets de D. JENNESS. Nous avons déjà notamment fait valoir combien les données d'auto-consommation étaient mal connues ou sous-estimées. Il en a été discuté brièvement dans INTER-NORD 7.

Nous ne nous porterons pas davantage sur le terrain écologique qui prêterait à un large et passionnant débat. Nous souhaitons seulement formuler certaines réflexions et donner nos opinions de points de vue historique et géographique.

L'émigration massive ? Elle a été en Alaska, au Canada, au Groenland, un échec. Elle n'a jamais intéressé de grands groupes. Errant et non point émigrant, l'Esquimau reste rattaché par tout son être profond à sa communauté d'origine, à son horizon de toundra. Rien, pas même l'humiliation de dépendre d'aides et de dons pour sa subsistance, ne l'a convaincu de la décadence de son économie naturelle. Rien, car nombreux sont les exemples que nous pourrions opposer dans l'Arctique Oriental Canadien, dans le Nord-Ouest du Groenland, en Mer de Behring et faisant apparaître que l'exploitation rationnelle et moderne des richesses de la mer, de ses caps et de ses baies est en vérité parfaitement en mesure de permettre à ces sociétés de chasseurs de s'enrichir, en tout cas de disposer d'un niveau de vie nettement plus élevé que celui connu par le paysan français du plus pauvre de nos départements : la Lozère. Des Blancs y ont fait fortune. D'autres sociétés nordiques — Islande, Féroë — ont pu, aux limites méridionales de ces eaux, se développer et même acquérir une indépendance. L'infortune de la poignée des producteurs esquimaux et indiens à l'économie traditionnelle plus ou moins bien industrialisée par incitation gouvernementale, après avoir été comme disloquée dans ses fondements par l'action et la présence des Blancs, par l'idéologie qui les porte, ne met-elle pas d'abord en question l'approche du problème par les autorités. La solution d'une difficulté ne peut passer par l'abandon de ses données propres.

Les possibilités que présentent les ressources traditionnelles ont d'autant plus d'intérêt que l'Arctique n'en offre pas d'autre à ses habitants dans les temps actuels. Il est peu d'espoir dans l'Alaska nord-occidental, dans le Nord du Canada, au Groenland qu'un développement minier ou pétrolier considérable prenne place dans un proche avenir, exception faite sur les côtes Nord et Ouest de la péninsule labradorienne. L'éloignement, le coût des transports et des difficultés de toutes sortes en sont causes. L'immigration blanche est donc, de ce fait, négligeable et la toundra-taiga reste de population à quasi-totalité esquimaude et, en certains secteurs, indienne. Cette population est, au reste, parfaitement apte à « s'occidentaliser », pour peu que le processus s'opère dans son milieu et son cadre. Elle en a donné maintes preuves. Il est à rappeler la maturité économique de ces chasseurs, telle que nous l'avons étudiée aux comptoirs d'Igloulik au Canada, de Thulé au Groenland ou de Savoonga dans l'île Saint-Laurent en Alaska. Face aux propositions du Comptoir — dont les achats ont été par nous examinés, classeur par chasseur, sur 15 ans en plusieurs cas — les achats ne sont jamais désordonnés, mais sur 20 000 articles par exemple à Igloulik, toujours orientés, sélectifs. Particulièrement tournés vers l'équipement, modérés en ce qui concerne les dépenses alimentaires et faibles en ce qui concerne les achats somptueux. Au système culturel implicitement proposé par le Comptoir, l'autochtone répond par un autre système culturel : le sien.

Il est enfin rappelé les maturités technologique et politique de ces sociétés. A l'Extrême-Est de l'espace esquimau, le cas du Groenland ne peut pas ne pas attirer l'attention. La mutation économique et sociale que connaît cette grande île, la richesse de ces larges bancs morutiers — où sont pêchés par les chalutiers étrangers et groenlandais 400 000 tonnes de morue — est telle que le Groenland est, de nos jours, en mesure, par ses pêcheries, de concurrencer l'industrie morutière française, par ses revendications précises au Folketing de Copenhague et au Landsraad de Godthaab, de faire toujours mieux valoir sa personnalité.

Dans les secteurs archaïques, des mesures immédiates d'un coût réduit peuvent être prises : elles tendraient à éviter les désastres que l'on sait. Ainsi à Back River (Chantry Inlet) dans l'Arctique Central Canadien, la simple détention par les Esquimaux d'un petit émetteur d'un prix modique, leur aurait donné le moyen, il y a quelques années, d'alerter à temps le poste de Gjoa Haven et d'éviter la famine d'un dixième de l'effectif. De petits silos dans le perma-frost, mieux que les caches traditionnelles, permettraient ici et là de stocker les produits excédentaires des chasses et surtout des pêches en eau douce, ceux-ci, à bon compte, pouvant être emportés dans le sud par les transports qui tendent à devenir réguliers. De concours avec l'Etat, le développement de coopératives de production rendrait possible également aux chasseurs un accroissement de rentabilité. Les quelques réalisations en cours au Canada et en Alaska laissent place aux meilleurs espoirs. Enfin, si l'étude économique des possibilités du territoire a généralement été faite (les mers froides sont parmi les plus poissonneuses du globe et offrent des chairs d'une qualité diététique particulière), l'encadrement technique laisse vraiment à désirer. Accompagnant des mesures de « dégonflement » des frais disproportionnés de ces administrations « centrales » qui se recouvrent, des méthodes plus modernes — en usage en R.S.S.A. de Yakoutie par exemple — favoriseraient des rendements très supérieurs à la chasse et à la pêche.

Mais il est plus : alors que la biogénie de l'espace boréal nord-américain reste partout riche — tant il est vaste et faible en population et tant il est possible de transporter par avion et saisonnièrement chasseurs et éleveurs vers les meilleurs secteurs —, il appartient aux Ministères intéressés de rendre possible aux « producteurs » l'exercice de leur profession en leur assurant, à moyen terme, un cours des fourrures ou du poisson d'un niveau et d'une stabilité comparables à ceux que n'impose que l'organisme gouvernemental au Canada, aux Etats-Unis ou en France assure aux produits agricoles.

A plus long terme, enfin, une solution d'ensemble viserait à prévoir la mise en valeur des productions animales de cet espace. Alors que les gouvernements du monde entier s'interrogent sur l'aggravation de la famine dans l'univers, il convient de se demander avec l'agronome René Dumont si, plutôt que « de ne penser qu'à la répartition des richesses existantes », il ne serait pas opportun de « se préoccuper d'abord du développement... par une meilleure maîtrise de l'homme sur la nature ».

Il est remarquable de considérer que l'espace boréal, dans les calculs vivriers, a toujours été négligé. Il est là pourtant des potentiels d'élevage considérables. La toundra et ses troupes de caribous et de bœufs musqués sont laissées à elles-mêmes. Une plus sage exploitation permettrait d'organiser la mise en valeur de ces immenses étendues. Entre l'état sauvage si meurtrier et l'élevage trop dispendieux — l'échec canadien au Mackenzie est significatif — existent des tierces solutions, du type élevage très extensif. Les procédés modernes (luttés contre les épizooties, réserves fourragères, sélections naturelles) pourraient hausser à un million de tonnes de viande poids vif l'objectif accessible des prochaines décennies dans l'arctique et le sub-arctique. Rapporté à la démographie de ces espaces, ce chiffre renverrait certainement à l'un des plus forts stocks mondiaux de protéines par tête d'habitant et les zones froides viendraient occuper une position plus importante dans l'éventail du cheptel mondial. Le plan n'est pas utopique. Nous en avons indiqué les caractères ailleurs (1). Il a connu un début de développement en Sibirie orientale. Solution économique à un problème d'ensemble, il constitue une ressource pour des populations d'effectif croissant. Comment, en effet, ne pas apercevoir que ce sont les Indiens et les Esquimaux qui, sous un encadrement à définir, seraient les agents de l'entreprise? Solution économique, elle rendait possible un nouvel esprit politique dont les contours ne sont pas, à long terme, inconciliables avec les lois fédératives américaines.

Elevage largement extensif ici, pêche industrielle et « savante » de la morue ou du saumon là, chasse du renard et du phoque sous les formes les plus modernes, voire élevage — assez anti-écologique — de moutons, comme à Nanortalik, à Julianehaab (Groenland) ou de bêtes à fourrure, comme à Narisak, toujours au Groenland, où s'implante un élevage du vison... Des ressources d'appoint? Conservation des Réserves sauvages, organisation de parcs pour touristes-chasseurs, organisation au Canada d'escouades esquimaudes et indiennes relevant d'une garde territoriale du type de celle existant en Alaska? En appoint, et non pas au principal, comme l'y incitent bien souvent des Administrateurs à courte vue, une industrie des « Souvenirs » (au total dégradante pour le producteur et à l'avenir nécessairement limitée).

A une politique d'assistance élémentaire dont on ne voit l'issue, par exemple, pour les Esquimaux-Caribou tristement « réfugiés » dans les postes de la côte de la baie d'Hudson, doit se substituer, avant qu'il ne soit trop tard, une politique d'investissement. Les arguments, les solutions peuvent être additionnés en faveur du développement de ces espaces boréaux. On ne s'en est pas fait faute. L'opportunité de telle ou telle politique peut être, bien sûr, discutée. Mais l'on s'accordera sur le fait que la rentabilité des seules mesures en cours (« relief », « family allowances ») ou des centres curieusement appelés « Rehabilitation Center » n'est possible que si le Sud, en les appliquant, en les créant, croit en son Nord, en son Nord habité, croit dans les peuples qui depuis quatre millénaires l'occupent et l'exploitent. Ces mesures conservatoires n'ont de sens que si elles sont doublées de crédits d'investissement. Malheureusement il semble que, sur ce point, l'unanimité ne soit pas faite. Situation d'autant plus surprenante qu'il s'agit, à l'échelle d'un vaste espace — dont l'importance politique, militaire n'a pas besoin d'être soulignée — d'effectifs de producteurs dérisoires. Situation d'autant plus surprenante que les enjeux ne sont pas négligeables : toute politique autochtone boréale nord-américaine sera tout d'abord jugée à ses fruits. Pour de simples raisons de sécurité, ce ne serait pas sans grands dommages, par ailleurs, que le tiers du Canada ou le Nord-Ouest de l'Alaska dût être réduit, dans un proche avenir, à un désert d'hommes ; et le simple maintien de petites collectivités de producteurs (chasseurs) serait certainement moins onéreux que l'installation et l'entretien de postes réguliers d'observateurs militaires.

Toute tentative d'attirer les autochtones hors de leur milieu, toute modification profonde de leur régime diététique ne peuvent qu'aboutir à la liquidation de la « nation » esquimaude en tant que telle et à la réduction du Grand Nord à des groupes de mendicité d'abord, à un vrai désert ensuite. Au stade actuel du développement de l'Arctique américain, le seul capital à préserver est l'homme, l'homme-habitant et ce dont il vit : la faune. Le milieu forme un tout. Et il s'ensuit, en définitive, qu'un problème arctique ne peut avoir que des solutions spécifiquement arctiques. La réalité groenlandaise — coûteuse en un premier temps pour le budget danois, comme en tout espace sous-développé (2) — est une leçon et un espoir pour les Nord-Canadiens et les Alaskiens.

Jean MALAURIE.

(1) Jean MALAURIE. L'agriculture dans l'Arctique Américain et Groenlandais in Géographie Générale. (La Pléiade), Gallimard, Paris, 1966.

(2) 1966-75 : Besoins d'investissement, en millions de couronnes danoises : 2 100. Il a été estimé en 1962 que l'Etat a dépensé environ 5 000 Kr (couronnes danoises) par habitant ; couronne danoise = 0,70 F.

The first part of the book is devoted to a general introduction to the subject of the history of the English language. It is divided into three parts: the first part deals with the pre-historic period, the second with the Anglo-Saxon period, and the third with the Middle English period.

The second part of the book is devoted to a detailed study of the history of the English language. It is divided into three parts: the first part deals with the pre-historic period, the second with the Anglo-Saxon period, and the third with the Middle English period.

The third part of the book is devoted to a detailed study of the history of the English language. It is divided into three parts: the first part deals with the pre-historic period, the second with the Anglo-Saxon period, and the third with the Middle English period.

The fourth part of the book is devoted to a detailed study of the history of the English language. It is divided into three parts: the first part deals with the pre-historic period, the second with the Anglo-Saxon period, and the third with the Middle English period.

The fifth part of the book is devoted to a detailed study of the history of the English language. It is divided into three parts: the first part deals with the pre-historic period, the second with the Anglo-Saxon period, and the third with the Middle English period.

The sixth part of the book is devoted to a detailed study of the history of the English language. It is divided into three parts: the first part deals with the pre-historic period, the second with the Anglo-Saxon period, and the third with the Middle English period.

The seventh part of the book is devoted to a detailed study of the history of the English language. It is divided into three parts: the first part deals with the pre-historic period, the second with the Anglo-Saxon period, and the third with the Middle English period.

SECTION BIBLIOGRAPHIQUE

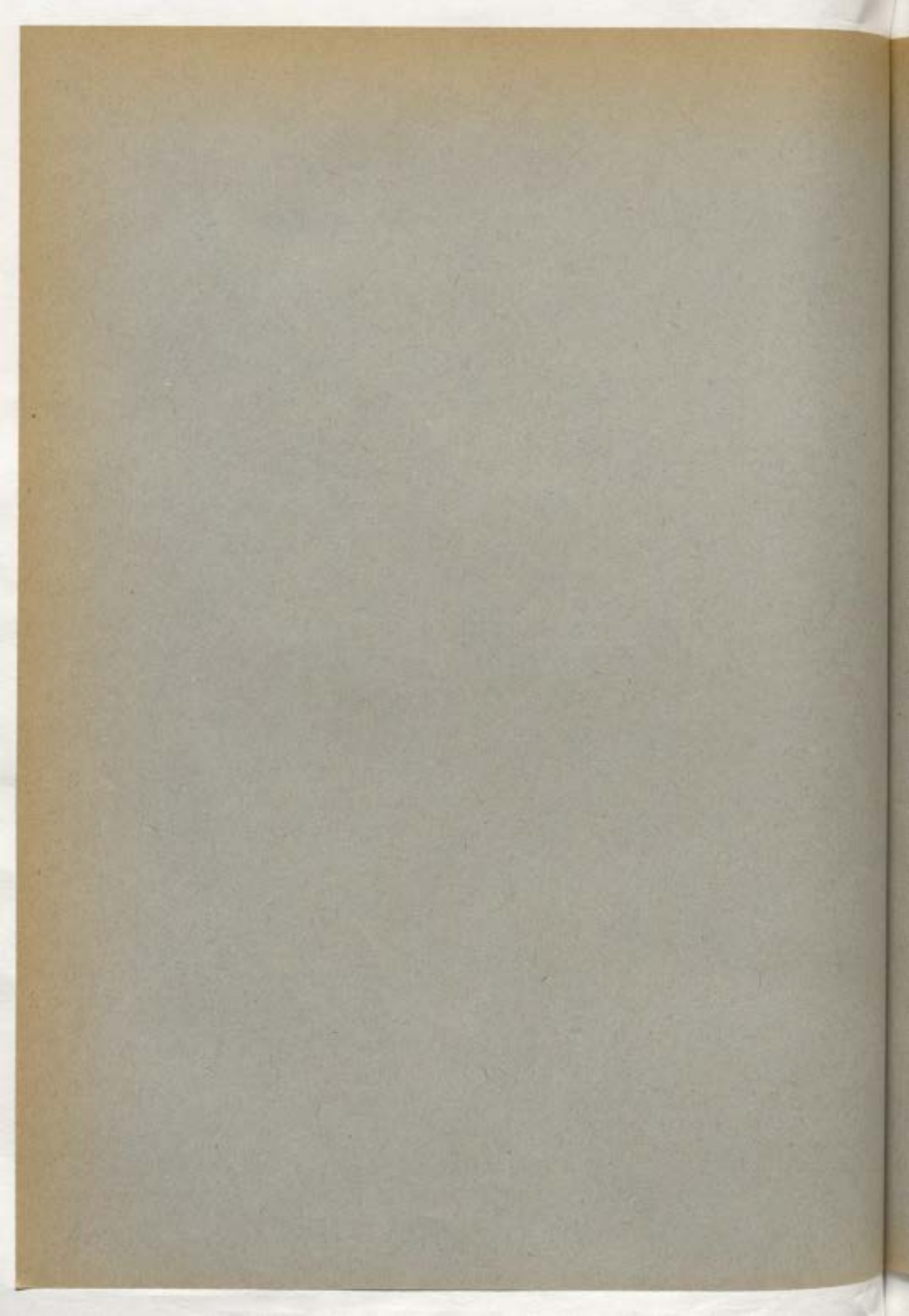
Où en sont nos connaissances sur les Vikings ?

Essai bibliographique

par Régis Boyer p. 233

Islande, bibliographie sélective

par Régis Boyer p. 271



Où en sont nos connaissances sur les Vikings ?

(Essai bibliographique) *

par Régis Boyer

Avertissement : Il n'est pas question ici de donner une bibliographie complète concernant les Vikings : un numéro entier de cette revue n'y suffirait pas ! Autant que je l'ai pu, je m'en suis tenu au principe implicitement énoncé dans le titre : faire le point, dans la mesure du possible, sur quelques-uns des innombrables problèmes que continue de poser, aujourd'hui, le « phénomène-viking ». Dans ce domaine, les contributions françaises sont rien moins que nombreuses. Après une période d'intense curiosité (fin du XIX^e et début du XX^e siècle), la recherche en France semble avoir plus ou moins abandonné ce champ d'investigation. D'autre part, les investigations proprement scientifiques (archéologie, exégèse des textes, numismatique, etc.) ont pris un considérable essor dans les pays scandinaves surtout, tandis que le « mythe viking » perdait progressivement de sa force. Il semble que l'on ait en mesure, à présent, de se faire une meilleure idée de ce qu'ont été les Vikings et de ce que leurs incursions ont signifié pour notre civilisation.

Par conséquent, hormis quelques exceptions brillantes, les ouvrages français ne constitueront pas la base de cette étude. En revanche, les ouvrages en toutes langues y abonderont. Ma méthode a été la suivante : donner tout de même les éléments essentiels d'une étude complète de la question, en essayant de ne négliger aucun ouvrage fondamental, et insister plus spécialement sur les problèmes de détail que pose inévitablement une telle étude. Un commentaire rapide s'efforcera, en même temps, de situer les questions sous leur éclairage le plus convenable. Au point où nous en sommes maintenant. L'énormité du sujet aidera à excuser, je l'espère un peu, les inévitables lacunes que comporte presque nécessairement une telle entreprise.

Au demeurant, voici le plan que j'ai adopté :

- I. BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE (collections, revues, dictionnaires).
- II. OUVRAGES D'ENSEMBLE permettant de prendre une vue cavalière du sujet, en s'en tenant aux plus récents.
- III. LA PÉRIODE PRÉ-VIKING.
- IV. L'EXPANSION
 - A. Sources de nos connaissances
 - a) Documents écrits.
 1. Textes.
 2. Littérature : poésie.
 3. Littérature : les sagas.
 - b) Etudes historiques.
 - c) Archéologie.
 1. Ouvrages d'ensemble.
 2. Monnaies (numismatique).

3. Trésors.
4. Tombes, tumulus, etc.
5. Bateaux.
6. Villes, villages, centres commerciaux.
7. Camps, retranchements, fortifications.
8. Habitat en général.
9. Vie courante.
10. Commerce.

d) Philologie.

1. Ouvrages d'ensemble.
2. Onomastique.
3. Toponymie.

e) Runes et pierres runiques.

f) Biologie (la méthode des groupes sanguins).

B. Causes de l'expansion.

- a) Signification du mot « Viking ».
- b) Causes de l'expansion.

C. Nationalité des Vikings.

D. Les raids.

- a) En Europe occidentale.
- b) En Angleterre.
- c) Dans l'Europe de l'Atlantique nord.
- d) Dans le monde arabe.
- e) En Orient.

E. Les établissements.

- a) En Irlande.
- b) Dans les Hébrides, les Orcades, les Shetland.
- c) En Grande-Bretagne.
- d) Dans les Féroé et en Islande.
- e) En Normandie.
- f) En Groënland et en Amérique (Vinland).

F. Fin de l'expansion : quand, pourquoi ?

V. LA « CIVILISATION VIKING »

- a) Anthropologie.
- b) Armes et outils.
- c) Moyens de transport.
 1. Bateaux et navigation.
 2. Autres véhicules.
- d) Habillement et bijoux.
- e) Habitat.
- f) Poids et mesures.
- g) Agriculture.
- h) Commerce.
- i) Organisation politique et juridique.
- j) Organisation sociale.
- k) Vie courante : sports, jeux, chasse, pêche, etc.

- l) Santé et médecine.
- m) Art.
- n) Poésie et littérature.
- o) Rôle et conception de la femme.
- p) Religion : paganisme, conversion.
- q) L'esprit viking : héros ? bandits ?

VI. Conclusion : influence ? le « Mythe viking ».

En tout état de cause, je serai reconnaissant à quiconque voudra bien me signaler défauts et lacunes dans cet essai. Comme le disait Ari le savant Thorgilsson, vers 1130 : « En hvatki er miastagi er i froepum thessum, thá er skylt at hafa thát heldr er sannara reynisk » (et quant à ce qu'il y a de faux dans cet essai, il faudra lui préférer ce qui s'avérera plus vrai).

I. OUVRAGES DE BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

Ils sont nombreux, et pour la plupart, scandinaves. Pour une bibliographie courte, on consultera d'abord :

- (1) « The Cambridge medieval history », III, 1962, pp. 618-624.

En français :

- (2) Survol annuel in « Annales de Normandie ».
- (3) Bibliographie systématique in « Cahiers de civilisation médiévale ».
- (4) Point des recherches faites in « Bibliographie annuelle de l'Histoire de France » (Centre national de la recherche scientifique).

Revises utiles :

- (5) Fornvannen (suédois). [L'ami de l'Antiquité.]
- (6) Viking.
- (7) Acta Archaeologica (danois).
- (8) Aarbøger for nordisk Oldkyndighed og Historie [Annales d'archéologie et d'histoire nordiques], København, 1866 - (ANOH).
- (9) The saga-book of the Viking society for Northern research, London, 1905 —.
- (10) Arkiv for nordisk Filologi, Oslo (Christiania) 1883-6 Lund, 1887 —.
- (11) Acta philologica Scandinavica, København, 1925 —.
- (12) Nórdisk numismatisk Arsskrift (suédois) (NNA). Essentiel : un dictionnaire.
- (13) Kulturhistorisk Leksikon for nordisk middelalder. 7 vol. publiés (de Aåbed à Juder) København, 1954-61 (KHL).

En outre :

- (14) Numismatic literature (organe de l'American Numismatic Society).

Pour l'archéologie :

- (15) Svenska arkeologiska samfundet : I 1939-1948 (par S. Jansson et O. Vessberg), Stockholm 1951 ; II 1949-1953 (par C. Calmer et W. Holmqvist) Stockholm 1956.
- (16) Norsk arkeologisk bibliografi 1900-1935 (Universitetets Oldsaksamlings Årbok, Oslo, par Aanathon Bjørn) et Ibidem 1936-1956 par Wencke Sloman.

Sur le Groënland et le Vinland :

- (17) Grønlands historiske mindesmærker [monuments historiques du Groënland], éd. par Finnur Magnússon, Copenhague, 1838-1845.
- (18) Meddelelser om Grønland [Communications sur le Groënland], København, 1878 —.

Enfin, de façon générale :

- Excerpta Historica Nordica (publication du Comité international des Sciences historiques).

II. OUVRAGES D'ENSEMBLE

Initiation et survol général.

Malgré ses 35 ans d'âge, le meilleur manuel reste certainement :

(19) KENDRICK T.D. : « A history of the Vikings », London, 1930. C'est un exposé clair, méthodique et précis.

(20) MAWER A. : « The Viking », Cambridge, 1913, beaucoup plus succinct.

(21) BUGGE A. : « Vikingerne », Christiania, 1904-1906, date, mais fait état de l'ensemble des connaissances de l'époque. Reste un excellent ouvrage de référence.

(22) STEENSTRUP Johannes : « Normannerne », I-IV, Copenhague, 1876-82, reste l'étude la plus complète sur les expéditions vikings en Occident. Il a été en partie traduit en français : « Etudes préliminaires pour servir à l'histoire des Normands et de leurs invasions » traduit par E. de BEAUREPAIRE, Paris, 1881. C'est, en fait, la traduction du tome I de « Normannerne ».

(23) LAURING Palle : « Vikingerne », København 1956, n'est qu'un aperçu, dans le style journalistique fondé sur les découvertes archéologiques en Danemark.

(24) OXENSTIERNA Eric : « Les Vikings, histoire et civilisation », trad. par M. LÉVEVRE, Paris, Feb 1962, est un ouvrage partiel, confus et lourd. Mais, écrit par un bon préhistorien, il a le mérite d'éclaircir certains détails de l'époque pré-viking en particulier.

(25) SCHEEL Otto : « Die Wikinger », Berlin 1938, ne traite que des faits historiques connus par les sources.

(26) TURVILLE-PETRE G. « The heroic age of Scandinavia », London, 1957, bref et littéraire (l'auteur est l'un des plus grands spécialistes de la littérature islandaise ancienne) permet de situer l'éclairage de quelques problèmes importants comme celui des causes de l'expansion.

(27) BRØNDSTED Johannes : « The Vikings », Penguin books, 1960 (traduction d'un livre paru en danois réédité 1965). Excellente étude faite par un archéologue de valeur. Je me suis beaucoup inspiré de cette étude, mais complète et claire. Ses conclusions sont hélas un peu trop catégoriques et pessimistes. Existe également en suédois.

(28) SAWYER P.H. : « The Age of the Vikings », London Arnold, 1962. Curieux ouvrage dont il faut recommander la lecture à quiconque veut aborder la question. Passe au tamis d'une impitoyable critique sur les affirmations reçues concernant les Vikings. Les conclusions tirées sont passionnantes. A également servi de base à cette étude.

Je signale, à titre de curiosité, un ouvrage qui conserve des qualités :

(29) WHEATON Henry : « History of the Northmen or Danes and Normans from the earliest times to the conquest of England by William of Normandy », London, Murray, 1831, traduit en français en 1844 par P. GUILLOT : « Histoire des peuples du Nord, ou des Danois et des Normands ». Il aidera à se faire une idée de la genèse et du développement d'un très grand nombre des idées reçues sur les Vikings.

Ajoutons qu'une petite étude de synthèse, claire mais fort brève, vient de paraître aux P.U.F. :

(30) Frédéric DURAND : « Les Vikings », P.U.F. coll. « Que sais-je ? », 1965.

Enfin, la meilleure étude, sans conteste, sur les peuples du Nord à l'époque des Vikings, livre de lecture hautement pensable :

(31) MUSSET Lucien : « Les peuples scandinaves au Moyen Age », Paris, P.U.F., 1951. Contient un exposé général assez développé, des vues pénétrantes et d'abondantes notes bibliographiques.

III. LA PÉRIODE PRÉ-VIKING

On sait maintenant, par les archéologues, que les Scandinaves, dans leur ensemble, étaient chez eux depuis plus de dix mille ans avant l'ère viking et qu'ils n'ont subi qu'une seule immigration de quelque importance sans doute vers 2000 avant Jésus-Christ, immigration d'origine indo-européenne, sans aucun doute.

Sur leur évolution au cours des temps et les caractéristiques de leur société, on lira :

(32) WALLACE-HADRILL J.M. : « The Barbarian West, 400-1000 », London, 1952.

(33) Sur les mouvements d'influence juste avant les Vikings, l'ouvrage classique de H. Pirenne : « L'Europe avant Charlemagne », Bruxelles, 1935. Développe une séduisante théorie qui rendrait responsable, en fin de compte,

de l'expansion viking... Mahomet.

(34) L'histoire de l'âge de fer chez les Scandinaves se trouve dans OXENSTIERNA, Eric : « Die Nordgermanen », 1957.

Et la même question vue sous l'angle culturel, dans :

(35) DOPSCH A. : « Wirtschaftliche und soziale Grundlagen der europäischen Kulturentwicklung aus der Zeit von Char bis auf Karl den Grossen », 2 vol. Wien, 1923-4.

(36) Les rapports entre Scandinaves et Français sont analysés dans VOGEL, W. : « Die Normannen und das keltische Reich bis zur Gründung der Normandie », Heidelberg, 1906.

Enfin, pour se limiter, on lira l'excellent survol de :

(37) PIRENNE H. : « Histoire économique et sociale du Moyen Age », dans l'édition revue et mise à jour par H. van WERKEKE, Paris, P.U.F., 1963.

IV. L'EXPANSION

A. Sources de nos connaissances.

a) Documents écrits.

IV. Aa.

1. Textes.

Des ses origines, l'expansion des Vikings a suscité d'innombrables recensions, commentaires, annales, etc. Un grand nombre nous en est parvenu, soit dans le texte original, soit par des copies ou adaptations. C'est évidemment la source obligée de grand nombre de nos connaissances. Pourtant, on prendra garde à deux choses : ces récits sont pour la plupart le fait d'ecclésiastiques, victimes de choix des Vikings et, plus que tout, ils ont contribué à implanter un certain nombre de légendes ou, au moins, d'exagérations (barbarie des Scandinaves, multitude des pirates, dévastations, etc.). De plus, en se concentrant presque exclusivement sur ces invasions, ces récits tendent à passer sous silence les autres événements historiques contemporains, et, par conséquent, à outrer l'importance du phénomène. Un seul exemple : les résultats des fouilles archéologiques (celles en particulier qui portent sur les camps vikings et leur dimension) et une étude attentive des bateaux vikings prouvent que les chiffres avancés par les Annalistes quant au nombre des assaillants sont grandement amplifiés. Il arrive même que l'auteur ou son copiste multiplient carrément par dix le nombre des « pirates ». D'autre part, on sait que les Vikings n'étaient pas toujours vainqueurs et que, pour s'en tenir à l'exemple mythique le plus célèbre, celui des fameux Vikings de Jomsborg, leurs hauts faits pouvaient parfois se solder par toute une série de défaites. Enfin, il y a eu une sensible évolution, au cours des trois siècles qui concernent leur histoire, des expéditions vikings : entre un raid de pure piraterie, une entreprise commerciale menée à grande échelle et une tentative de colonisation dans les règles, il y a de nettes différences ! Or, les trois aspects se présentent successivement ou même simultanément.

Ceci dit, nos sources proviennent :

a) Du monde carolingien et de l'empire franc.

(38) ABBON : « Le siège de Paris par les Normands », édité par Henri WAQUET (Les classiques de l'histoire de France au Moyen Age), 1942.

(39) « Les Annales de Saint Bertin » (dont les principaux auteurs sont, rappelons-le, Prudence et Hincmar, évêque de Reims) ont été éditées par G. WAITZ : « Annales Bertiniani », SS.R.G., 1883, (soit : *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum*).

Et tout récemment par Léon LEVILLAIN :

(40) « Annales de Saint Bertin », publiées pour la Société de l'histoire de France (série antérieure à 1789), Paris, Klincksieck, 1964.

Sur ces sources carolingiennes en général, il faut consulter :

(41) A. MOLINIER : « Les sources de l'histoire de France », 2 vol., Paris, 1902, ou bien :

(42) A. POTTHAST : « Bibliotheca historica medii aevi », 2^e édition, Berlin, 1895-6.

Si l'on cherche plus de bibliographie sur la question, voir :

(43) DAHLMANN-WAITZ : « Quellenkunde der Deutschen Geschichte », 9^{te} Auflage, Leipzig, 1931, ou :

(44) WATTENBACH W. : « Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter, Deutsche Kaiserzeit », éd. par Robert HOLTZMANN, Berlin, 1942-3 (pour la période d'après 900).

(45) « Les Annales de Flodoard » ont été éditées par Ph. LAUER, Paris, 1905.

(46) La « Correspondance » de LOUP de FERRIERES a été éditée par L. LEVILLAIN, 2 vol. (Les dates de l'histoire de France au Moyen Age), Paris, 1927, (I) et 1935 (II).

(47) Sur Dudon de Saint-Quentin, voir PRENTOUT H. : « Etudes critiques sur Dudon de Saint-Quentin », Paris, 1916.

(48) L'« Histoire de France », de RICHER a été éditée par R. LATOUCHE, en 2 vol. (Classiques de l'histoire de France au Moyen Age), Paris, 1930 (I) et 1937 (II).

b) De la **Grande-Bretagne** (dans son ensemble).

Pour l'Irlande :

(49) « Cogadh Gaedhel re Gallaibh » (La guerre des Irlandais contre les Etrangers), a été éditée par J.H. (Rolls Serie 48, 1867). A ce sujet, on consultera :

(50) GOEDHERR A. J. « Irish and Norse traditions about the battle of Clontarf », Haarlem 1938.

(51) « The Annals of Inisfallen » ont été édités et commentés par Séan MAC AIRT : « The Annals of Inisfallen », Dublin 1951.

(52) Sur les Annales d'Ulster, voir WALSH P. « The Four Masters and their work », Dublin 1944.

Et pour un examen critique des sources irlandaises en général voir :

(53) WALSH P. « The Dating of the Irish Annals » Irish Historical Studies, III, 1941, pp. 355-375.

Pour l'Ecosse, voir :

(54) ANDERSON A. O. : « Early sources of Scottish history A. D. 400 to 1286 » vol. I, Edinburgh 1902.

Pour l'Angleterre :

Il faut connaître la refonte faite par le roi Alfred du récit d'Orose (contient les relations de deux siècles avant la lettre). Voir :

(55) SWEET H. « King Alfred's Orosius » (Early English text society) 1883.

Une des sources les plus importantes, sinon la principale est la Chronique anglo-saxonne. Tous les détails concernant se trouvent dans :

(56) WHITELOCK Dorothy : « English historical Documents c. 500-1042 » London 1955.

Sur le texte lui-même et sa critique, voir :

(57) GARMONSWAY G.N. : « The Anglo-Saxon Chronicle » Everyman Library 1953.

c) Pour les pays baltes et la Russie :

(58) ARBMAN Holger : « Svear i Österviking » [Les Suédois en expédition viking à l'Est.] Stockholm 1911. étude des sources littéraires sur les découvertes scandinaves dans les régions baltes et en Russie. Ouvrage très mental.

La Chronique russe ancienne a été éditée :

(59) CROSS S.H. et SHERBOWITZ-WETZOR O.P. : « The Russian Primary Chronicle » (The Medieval Academy of America, Publication n° 60).

d) Pour la Norvège elle-même :

(60) THEODRICUS MONACHUS : « Historia de antiquitate regum Norwagiensium » éditée par G. STOR (Monumenta historica Norvegiae, 1880, pp. 1-68).

e) Sources arabes (d'une grande importance, surtout pour les Viking suédois) :

Deux ouvrages fondamentaux : un article et un livre :

(61) ARNE T.J. : « Le voyage d'Ibn Fadlan à Bulgar » in « Fornvännen » Stockholm, 1941.

(62) BIRKELAND H. : « Nordens historia i middelalderen etter arabiske kilder ». [Histoire du Nord au Moyen Age, d'après des sources arabes.] Norske Videnskaps-Akademi's Skrifter, Oslo, 1954 : la meilleure exposition des problèmes posés par les « Rus ». Donne les textes de Ibn Fadlan et Ibn Rustah.

(63) JACOB G. : « Arabische Berichte von Gesandten an germanische Fürstenhöfe aus dem 9. und 10. Jahrhundert » (Quellen zur deutschen Volkskunde I) Berlin-Leipzig, 1927. Intéressant pour le rapport d'Al Tartushi sur son voyage à Hedeby au X^e siècle.

(64) SEIPEL Alexander : « Rerum Normannicarum fontes Arabici » 2 vol. Oslo 1876 et 1928.

(65) ZEKI VALIDI TOGAN A. : « Ibn Fadlan's Reisebericht » „Abhandlungen für die Kunde des Morgenlandes, vol. XXIV, 3) Leipzig, 1939.

1) Enfin, on apportera une attention particulière à quatre textes qui sont le fait d'individualités de marque :

(66) CONSTANTIN PORPHYROGENETE : « De Administrando Imperio » édité par G. MORAVCSIK et R.J.H. ENKINS Budapest 1949 : renseignements sur les errements des « Rus », et particulièrement sur les Varègues à Byzance.

(67) Ensuite, les voyages de Saint Anshaire (Anskar, Ansgar), moine de Corbie qui fut le premier évangéliste du Nord. Anshaire était accompagné d'un autre moine, Rimbert, qui nous a laissé un compte rendu de leurs difficiles voyages. Le récit de Rimbert a été édité par WAITZ G. : « Vita Anskarii auctore Rimberto » (scriptores rerum germanicarum in usum scholarum) 1884. Sur ce texte, voir :

(68) LEVISON W. : « Die Echthe und die Verfälschte Gestalt von Rimberts Vita Anskarii » Zeitschrift des Vereins für Hamburgische Geschichte XXIII 1919, et

(69) LEVISON W. : « Zur würdigung von Rimberts Vita Anskarii » Schriften des Vereins für Schleswig-Holsteinische Kirchengeschichte 2. Reihe (Beiträge und Mitteilungen) VIII, 2 heft Kiel 1926.

(70) SAXO GRAMMATICUS : « Gesta Danorum » édité par A. HOLDER, Strasbourg 1866. Sur Saxo, voir :

(71) CAMPBELL A. : « Saxo Grammaticus and Scandinavian historical tradition » Saga-Book of the Viking Society, XIII, 1 1946.

(72) Sur la vie courante des Vikings, les plus précieux renseignements nous sont probablement fournis par ADAM de Brême (ADAM BREMENSIS) : « Gesta Hammaburgensis ecclesiae pontificum » édité par H.B. SCHMEIDLER hanoir-Leipzig, 1917. Adam est la grande source pour les activités scandinaves dans la Baltique. Sur l'état de la critique à propos de ce texte capital, voir :

(73) BOLIN Sture : KHL, V, colonnes 283-189, et :

(74) TSCHAN F.J. : « History of the Archbishops of Hamburg-Bremen » Columbia 1959, qui comporte aussi une traduction de la « Gesta » en anglais.

1942

2. LITTÉRATURE : POÉSIE

On parlera plus bas de ce qu'il faut penser des sagas en tant que source de connaissance des Vikings. Une source beaucoup plus sûre, ce sont les poésies des anciens scaldes, soit conservées telles quelles, soit mêlées, sous forme de « visur » au texte des sagas. Leur langue, la métrique savante, archaïque et compliquée qui a présidé à leur élaboration, permettent souvent de les faire remonter au moins au IX^e siècle. Ces poésies contiennent souvent, en dehors des indéchiffrables « kenningar » (métaphores d'une complication extrême) des détails de grand prix sur la vie courante et les mœurs du temps. Interprétées convenablement, elles donnent la clé de bien des problèmes.

Il vient de paraître, heureusement, une estimable traduction française de quelques-unes d'entre elles, soit :

(75) RENAULD-KRANTZ : « Anthologie de la poésie nordique ancienne » Paris, Gallimard, N.R.F., 1964.

Si l'on veut se reporter aux textes eux-mêmes, on n'a que le choix :

(76) « Islands þúsund ár, kvæðasáfn, I Fornöldin ». [Millénaire de l'Islande, anthologie poétique, l'Antique] publié par Einar Ol. SVEINSSON Reykjavík, 1947.

(77) VIGFUSSON G. et POWELL F. York : « Corpus poeticum boreale, the poetry of the old Northern tongue from the earliest times to the thirteenth century, edited, classified and translated with introduction, excursus and notes », 2 vol. Oxford, 1883.

(78) JONSSON Finnur : « Den norsk-islandske Skjaldediktningen ». [La poésie scaldique de Norvège et d'Islande] 4 vol., Copenhague 1913-16.

(79) KOCK E.A. : « Den norsk-islandske Skjaldediktningen » [La poésie scaldique de Norvège et d'Islande], 2 vol. Lund 1946-9.

Pour leur interprétation et leur critique, voir, au choix :

(80) KOCK E.A. : « Notationes Norroenae ».

(81) HEUSLER A. : « Die algermanische Dichtung » 1941.

(82) CRAIGIE W. : « The romantic poetry of Iceland » (The eleventh W.P. Ker Memorial lecture delivered in the University of Glasgow 1st nov. 1949), Glasgow 1950.

(83) WAGNER Félix : « Les scaldes et la poésie scaldique » un chapitre de l'histoire littéraire du Haut Age scandinave, Revue belge de philologie et d'histoire, XVII, n° 3-4, 1938, pp. 747-774.

On relira toujours avec intérêt l'originale :

(84) BEAUVOIS E. : « Histoire légendaire des Francs et des Burgondes aux III^e et IV^e siècles », Paris, 1862 (intéressant essai de synthèse sur le cycle des Niflungs et des Völsungs).

(85) Enfin, pour nous limiter, renvoyons aux bibliographies détaillées établies par Halldór HERMANNSSON dans la collection *Islandica*, Ithaca, New York, fascicules V, 1912, XXIII, 1933, XXIV, 1935, XXVI, 1937 et 1942, 1942.

IV.Aa3

3. LITTÉRATURE : LES SAGAS

La plus grave erreur commise au cours des temps, au siècle dernier surtout, a consisté à prendre au pied de la lettre les sagas. D'abord, il faut distinguer scrupuleusement les sagas historiques (dont les principales sont contenues dans le « Heimskringla » de Snorri Sturluson) qui ont été composées trois siècles après les événements qu'elles racontent, les sagas dites de famille (*Islandingsögur*) qui ont toutes été rédigées soit au XII, soit au XIII siècle (probablement guère, malgré une théorie qui a fait long feu, d'après une tradition orale, mais par de nombreux écrivains disposant certes d'une tradition orale, mais faisant œuvre littéraire au sens moderne du mot) et les sagas mythico-héroïques, les plus tardives, qui ne peuvent pratiquement pas servir de sources. Sources incomparables pour connaître la société scandinave, islandaise plus particulièrement, des XII^e et XIII^e siècles, elles doivent être étudiées avec la plus grande circonspection en ce qui concerne les Vikings, puisque rédigées au minimum un siècle et demi après la fin de l'ère viking.

On a vu (IV.Aa2) que leur intérêt résidait surtout dans les « visur » qu'elles contiennent et qui, elles n'ont pu leur parvenir que par tradition orale, en raison de leur forme intangible. Elles fournissent également un témoignage intéressant sur l'esprit et la culture scandinaves d'autrefois : affaire de littérature plus que de science.

Mais elles sont responsables, plus que toute autre chose, des erreurs tenaces qui ont trait concernent les Vikings. Le plus souvent partiales (le « Heimskringla » ou le « Hákonar saga góða » ont été écrits pour flatter les princes qu'elles concernent), entachées d'origines celtiques, voire latines, elles valent par le style, qui est remarquable, mais l'historien se doit de les tenir en grande suspicion. Enfin, le recul qui les sépare de l'âge viking est responsable de la grande imprécision qu'elles manifestent. Je ne chercherai nullement à donner ici une bibliographie complète les concernant. Je me contenterai de citer les œuvres les plus récentes permettant de faire un peu de point de la question.

Pour les textes eux-mêmes, on les trouvera, au choix :

(86) Soit dans la collection, parfaite, en cours de publication ISLENZK-FORNRIT, dirigée par Einar SVEINSSON, Reykjavík 1933 (quatorze volumes parus, dont le « Heimskringla » et « Egils saga »).

(87) Soit dans le « Samfund til Udgivelse af gammel nordisk Litteratur », [Association pour la publication de la vieille littérature nordique] København, 1880 —

(88) Soit dans les douze volumes des « Islandinga sögur » éditées par G. JONSSON, Reykjavík, 1949.

(89) Soit dans la savante « Altnordische Sagabibliothek » Halle.

(90) Soit dans les « Fornaldar sögur Norðurlenda » 4 vol. éd. par G. JONSSON, Reykjavík, 1950.

Ont été traduites en français :

(91) « La saga de Njal », par R. DARESTE, Paris, Laroux, 1896.

(92) « Le livre des Islandais, du prêtre Ari le savant », Paris 1898, par Félix WAGNER.

(93) « La saga de Gunnlaug langue de serpent », par F. WAGNER, Gaild-Paris, 1899.

(94) Et par Aurélien SAUVAGEOT « La saga de Gunnleug, langue de vipère » in « La vie des peuples », ix, 1925.

(95) « La saga de Fridthjof-le-Fort » par F. WAGNER, Louvain, 1904.

(96) « La Laxdæla saga », par F. MOSSE (traduction particulièrement bonne) Paris, Alcan, 1914.

(97) « La saga du scalde Egil Skallagrímsson », par F. WAGNER, Bruxelles, 1925 (que quiconque aborde les Vikings devrait avoir lue).

(98) « La saga de Grettli », par F. MOSSE, Paris, Aubier, 1930.

(99) « Saga de Saint-Olav », par G. SAUTREAU (excellente traduction, extrait du « Helmskringla » de Snorri), Paris, Payot, 1930.

(100) « La saga d'Eric le rouge, le récit des Groënlandais », par M. GRAVIER (excellente traduction, précieuse introduction, cf. découverte de l'Amérique), Paris, Aubier, 1955.

(101) « Trois sagas islandaises du XIII^e siècle et un théâtre (Viga-Glúm saga, Hrafnkells saga freysgodi, Gísla saga Súrasonar, Audunar théâtre vestfirzka) », par Régis BOYER, préface de J. Malaurie, publications du Centre d'études antiques et finno-scandinaves de l'École Pratique des Hautes Études, série « Contributions », n° 3, Paris, 1964, 288 p., 4 cartes.

(102) La Bibliothèque scandinave de Paris possède les traductions faites par le Commandant LE PONTOIS : Leidsmáttá, Epla saga Skallagrímssonar, Helmskringla, Volsungasaga, Regnars saga Lodbrokar, Ynglinga saga, Islenðingabók, Eriks saga rauða : manuscrits N° 3 703-3 728.

(103) Pour une bibliographie plus complète des sagas, voir les volumes de Halldor HERMANSSON, collection « Ísländica » Itheca, New York, fascicules I, 1908, II, 1910, XXIII, 1933, XXIV, 1935 et XXVI, 1937.

Sur les sagas et leur interprétation, on consultera :

(104) KER W.P. : « Epic and romance, essays on medieval literature », 1^{re} éd., London, 1896, rééd., New York, 1957 (Dover publications Inc.) : un ouvrage fondamental, des vues pénétrantes, des traductions magistrales.

(105) HALLBERG Peter : « The Icelandic saga », translated with introduction and notes by Paul SCHACH, Uppsala, 1952 (traduction de « Den isländska sagan », en suédois). Fait le point des dernières acquisitions de l'érudition moderne.

(106) KOHT H. : « Saga literature », New York, 1931.

(107) CRAIGIE W.A. : « The Icelandic sagas », Cambridge, 1913.

(108) PHILLIPOTS B. : « Edda and saga », London, 1931.

En tout état de cause, on lira les introductions aux traductions de Mossé (rubriques (96) et (98), Wagner (rub. 92 et 97 surtout) et de M. Gravier (rub. 100).

Enfin, il existe en français une plaquette d'initiation générale :

(109) SVEINSSON Einar Ol. : « Les sagas islandaises », traduit par Magnús G. JONSSON, Paris, Archives de Lettres modernes, n° 36, 1961.

IV B

b) ETUDES HISTORIQUES MODERNES

On se rappellera que l'auteur du présent essai n'est rien moins qu'un historien. Les références fournies le sont donc nécessairement de seconde main, et les appréciations afférentes, subjectives !

On a déjà fourni une liste (chapitre II) d'œuvres d'intérêt général. Ajoutons-y :

(110) NOACK Ulrich : « Nordische Frühgeschichte und Wikingerzeit », München, 1941. Traité des faits historiques connus par les textes. Technique, mais souvent discutable.

Pour la Grande-Bretagne, on peut consulter :

(111) WHITELOCK Dorothy : « The dealings of the kings of England with Northumbria in the tenth and eleventh centuries », in « The Anglo-Saxons », éd. P. CLEMOES, pp. 70-88.

(112) STENTON F.M. : « Anglo-Saxon England », Oxford, 1947, ouvrage fondamental.

(113) ASHDOWN M. : « English and Norse documents relating to the reign of Ethelred the Unready », Cambridge, 1930.

- (114) CAMPBELL A. : « Two notes on the Norse kingdom in Northumbria », *EHR* LVII (1942), pp. 237-240.
 (115) DAVIS R.H.C. : « East Anglia and the Danelew », *Transactions of the Royal Historical Society*, 2^e s. V, 1955, pp. 23-39.

Pour les pays scandinaves, voir :

- (116) BOLLIN Sture : « Danmark och Tyskland under Harald Gormsson. Grundlinjer i dansk historia 900-talet », [Le Danemark et l'Allemagne sous Harald Gormsson. Grandes lignes de l'histoire danoise au X^e siècle], *Scandia*, IV, 1931, pp. 184-209.
 (117) BRÖNDSTED J. : « Danmarks Oldtid », [Antiquité danoise], København, 1960.
 (118) GJERSET Knut : « History of the Norwegian people », 2 vol., Oslo, 1927.
 (119) HOLMSEN Andreas : « Norges historie fra de eldste tider til 1660 », [Histoire de Norvège depuis les temps les plus reculés jusqu'à 1660], Oslo, 1961.
 (120) NERMANN Birger : « Sveriges första stormaktstid », [La première ère de grandeur de la Suède], Stockholm, 1942 (traite des faits historiques connus par les textes).
 (121) GJERSET Knut : « History of Iceland », Londres, 1923.

On peut aussi, à la rigueur, parcourir :

- (122) GEFFROY A. : « L'Islande avant le christianisme d'après le grégis et les sagas. Des institutions des mœurs du paganisme scandinave », Paris, Leroux, 1897 (repris d'une publication antérieure dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et belles-lettres*, tome VI, 1^{re} série, II^e partie, 1864).

Pour Russie et Orient :

Voir BIRKELAND, *op. cit.* ss. rubrique (62).

- (123) PASZKIEWICZ : « The origin of Russia », London, 1954 (passionnant à plus d'un titre. Manifestement que le rôle des Vikings suédois est très loin d'avoir l'importance qu'on lui a prêtée).
 (124) STENDER-PETERSEN Ad. : « Der älteste russische Staat » in « *Historische Zeitschrift*, 196, 196, pp. 1-17.
 (125) THOMSEN Vilhelm : « Det russiske riges grundlaegget ved Nordboerne » in « *Semiede alder ligger* », [La fondation de l'empire russe par les Nordiques « in » *Essais*], 1919, révision d'une publication antérieure en anglais sous le titre : « The relations between Ancient Russia and Scandinavia and the Origin of the Russian state », Oxford, 1877.

En outre, je conseille de lire le curieux et fort original ouvrage de :

- (126) RIAST Paul : « Expéditions et pèlerinages des Scandinaves en Terre-Sainte », Paris, 1865, non publiées en 1869, qui prouve par les textes que, d'un bout à l'autre de la période viking, les relations entre le Nord et le Proche-Orient, soit par voie fluviale, soit par mer (Gibraltar) ont été ininterrompues.

IVAC

c) ARCHÉOLOGIE

C'est par les découvertes archéologiques faites depuis plus d'un demi-siècle, et avec une intensité remarquable au cours de ces dernières années, que nos connaissances sur les Vikings ont fait les plus grands progrès. On ne s'étonnera donc pas de l'importance considérable que j'ai donnée aux publications archéologiques dans cet essai. Pourtant, quelques réserves de départ s'imposent : il est souvent difficile de dater précisément les trouvailles faites dans le sol ; la bigarrure des découvertes induit fréquemment à des erreurs de jugement ; l'extrême implication des conclusions tirées n'est pas toujours encourageante (donnons un exemple : la méthode de datation par le carbone 14 (C 14) dont on avait beaucoup attendu, comporte une marge d'erreur de... un siècle au moins) ; il n'y a guère à tirer des conclusions d'ensemble d'une étude statistique des découvertes faites, la plupart des objets au sol restent probablement à découvrir, et beaucoup d'établissements vikings ayant dû se trouver à l'emplacement exact de villes modernes ; l'état de conservation des objets trouvés est souvent déplorable ; enfin, les méthodes vraiment scientifiques de fouille ne sont appliquées que depuis quelques années. En règle générale, une trouvaille archéologique n'est probante que lorsqu'elle vient au secours d'autres sources, écrites ou philologiques. Mais il me semble que l'archéologie utilisée seule ne peut conduire qu'à des appréciations très nuancées.

1. **Ouvrages d'ensemble**

(127) L'ouvrage fondamental demeure : SHETELIG H. et FALK H. : « Scandinavian archaeology », trad. par E.V. GORDON, Oxford, 1937. Il lui manque malheureusement une mise à jour d'ensemble.

(128) SHETELIG H. : « Viking Antiquities in Great Britain and Ireland », 6 vol., Oslo, 1940-54 : un guide sûr et complet. Fonctionne dans deux directions : les découvertes vikings en Europe occidentale, et aussi les découvertes occidentales en Norvège.

Pour l'Islande :

(129) ELDJARN Kristján : « Viking archaeology in Iceland », publ. du Þriðji Víkingafundur, 1956.

La découverte la plus importante est toujours celle d'Oseberg (bateau-tombe, tapisserie, chariot, objets nombreux). Voir :

(130) HOUGEN Björn : « Osebergfunnets billedvev », in Viking, vol. IV, Oslo, 1940.

(131) SJØVOLD Thorleif : « Oseberg funnet og de andre vikingeskipfunn », [La découverte d'Oseberg et ses autres découvertes de bateaux vikings], Oslo, 1957, (trad. en anglais : « The Oseberg Find », 1959).

(132) VAN SCHELTEMA Adama : « Der Osebergfund », 1938.

Autres rapports d'ensemble sur d'autres fouilles :

(133) SCHINDLER Reinhard : « Ausgraben in Alt Hamburg », 1957.

(134) HOLMQVIST W. : « Excavations at Helgö I », Report for 1954-6. Kungl. Vitterhets Historie och Antikvitets Akademien, 1961.

(135) ARNE T.J. : « La Suède et l'Orient ». Archives d'études orientales, publiées par J.A. LUNDELL, vol. III, Oulu, 1914 : ouvrage fondamental pour les découvertes dans les provinces baltes et en Russie.

(136) ARTSIKHOVSKY A.V. et KOLCHIN B.A. : « Work of the Novgorod Archaeological Expedition », 1 vol. Materials and researches on the Archaeology of the USSR, n° 55 et 65, Moscou, 1956 et 1959.

(137) AVDUSIN D.A. : in « Krackii soobshchentiya Instituta istorii materialnoi kultury », 30 (1949), pp. 3-14; 44 (1952), pp. 93-103; 38 (1951), pp. 72-81. Sur les fouilles faites en Russie. On n'a malheureusement pas beaucoup de renseignements sur l'avancement de ces travaux. En tout cas, un ouvrage d'ensemble manque fort.

(138) RAUDONIKAS N.J. : « Die Normannen der Wikingerzeit und das Ladogagebiet », Stockholm, 1930.

(139) WATERMAN D.M. : « Late Saxon, Viking and early medieval finds from York », Archaeologica XCVII, 1959, pp. 59-105.

2. **Monnaies**

Au total, on a extrait du sol scandinave un nombre prodigieux de pièces de monnaie, soit isolément, soit mêlées à d'autres découvertes, soit en quantité, sous forme de trésors (étudiées ci-après cf IV Ac3). L'étude systématique de ces pièces, en cours depuis quelques années, permet de dégager des conclusions aussi intéressantes que surprenantes. Voir à ce sujet l'étude remarquable qu'en fait P.H. SAWYER, op. cit. ss rub. (28), chapitre 5, pp. 83-116. L'étude statistique des trouvailles et l'interprétation des graphiques ainsi obtenus fournissent une preuve patente des activités, tant commerciales que guerrières des Vikings, et il est relativement plus facile d'en dégager des renseignements d'ordre chronologique, les pièces étant le plus souvent datées et portant dans la plupart des cas l'indication de leur origine. Par exemple, la pièce arabe trouvée dans la tombe n° 581 de Birka permet absolument de donner la date limite avant laquelle cette tombe n'a pu être faite. Encore que la prudence s'impose dans ce domaine également (qui dira les tribulations d'une pièce de monnaie ?) la présence, ou encore mieux, l'absence de certaines pièces de monnaie dans des tombes renseigne parfois précisément, outre sur la date, sur l'identité ou la fonction du guerrier qui a été inhumé. C'est la numismatique, pratiquement seule, qui a fourni l'explication convaincante de la brusque cessation des activités viking vers la fin du X^e siècle (suivie d'une reprise plus tard) : c'est l'époque où, brusquement, les fécondes mines d'argent arabe ont été tarées. A dater de ce moment, l'une des principales raisons d'être des raids vikings a disparu et l'ère viking est entrée dans une nouvelle phase, de colonisation proprement dite.

Pour une initiation d'ensemble, on consultera :

(140) Le volume spécial de « Nordisk kultur » qui est consacré à la question, soit : « Nordisk kultur », vol. XXIX « Mjnt », [Monnaie], Stockholm-Oslo-København, 1936 (pour le Danemark : G. GALSTER, pp. 141 ssq. pour la Suède : B. THORDEMANN, pp. 7 ssq. pour la Norvège, H. HOLST, pp. 95 ssq.).

(141) SKAARE Kolbjörn : « Vikingtidnumismatikk » in « Nordisk Numismatisk Unions Medlemsblad », 1961, pp. 189-197.

(142) Sawyer, op. cit. et rub. (28) cite et utilise amplement un ouvrage jusqu'alors inédit, et dont je ne sais s'il a été publié, de Sture BOLIN : « Studie över Mynt och Mynt fynd i Östra och Norra Europa under Vikingatiden », [Etude sur les monnaies et les trésors de l'Europe de l'Est et du Nord à l'époque viking]. En tout cas la cause, on trouvera les grandes lignes de cette étude, esquissées dans BOLIN Sture :

(143) « Mohammed, Charlemagne and Ruric » Scandinavian Economic History Review, I, 1953, pp. 5-38.

(144) SHETELIG Haakon : « Vikingeminder i Vest-Europa », Oslo, 1933.

(145) HOLST Hans : « Uten- og innenlandske mynter i norske funn, nedlagt før år 1100 [Monnaies locales et étrangères dans les dépôts norvégiens, constitués avant l'année 1100], NNÅ, 1943, pp. 56-112.

Pour le Danemark :

(146) HAUBERG P. : « Myntforhold og undmyntninger i Danmark indtil 1146 » [Dépôt et frappe de monnaie au Danemark jusqu'en 1146], Copenhague, 1900.

(147) GALSTER G. « Karolingiske mønter fundne i Danmark » [Monnaies carolingiennes découvertes au Danemark], NNÅ 1951, pp. 28-40 (traduit en anglais dans son « Coins and history », London 1959, pp. 55-71).

(148) HAUBERG P. et OSTRUP J. : « Terslev-fundets Mønter » [Monnaies du fonds de Terslev], ANO 1914, pp. 63-75.

Pour la Norvège :

(149) HOLST Hans : « Roman and Byzantine Gold and silver coins found in Norway » Symbolæ Numismat. XIV 1935.

(150) HOLST Hans : « Nye bidrag til betydning av Honfunnets mynter » [Nouvelle contribution à l'étude des monnaies du fonds de Hon] (monnaies de Hon, en Norvège) NNÅ 1951, pp. 17-27.

(151) HOLST Hans : « On the coins of the Hon-fund » Minor Publications of the Norwegian numismatic society, n° 4, 1931.

(152) BRØGGER A.W. : « Et mynt fund fra Foldøen i Ryfylke, Norge, fra XI Aahundredet » [Un dépôt de monnaies à l'île de Fold dans le Ryfylke], ANOH 1910, pp. 239-282.

Pour la Suède :

(153) RASMUSSEN N.L. : « Birkamjnt och Hedebymjnt » [Monnaies de Birka et monnaies de Hedeby] (donc une étude comparative des découvertes faites à Birka, Suède, et à Hedeby, Danemark) KHL I, colonnes 593-594. Intéressant parce qu'étudiant en particulier les fameuses semi-bractéates, ces pièces si minces que leur impression faite au recto seulement, se lit en relief au verso.

Pour l'Orient :

(154) LINDER Ulla S. : « Arabiska mynt » [Monnaies arabes] in KHL I, colonnes 182-191. Voir aussi le même dictionnaire, les articles « Dinar » III, col. 78-80 et « Dirhem » II, col. 98-100.

(155) LINDER Ulla S. : « Salemsfyndet » [Le dépôt de Salem] in Kulturhistoriska studier, tillägnade Nils Aberg, Stockholm 1938, pp. 166-180.

Pour la Grande-Bretagne :

(156) DOLLEY Michael : « Viking coins of the Danelaw and Dublin » London, The British Museum, 1942, avec de nombreuses photographies.

IV, Ac3

3. TRÉSORS

Cette étude est corollaire de la précédente. Les éléments sont pourtant différents et posent des problèmes d'origine (pourquoi a-t-on, à un moment ou un autre, enterré ces trésors dont certains représentent plusieurs kilo-

d'or ou d'argent (d'argent surtout) ? L'étude de leurs compositions est intéressante. La présence fréquente « d'argent taché » (hecksilver) prouve que les Vikings s'intéressaient à l'argent au moins autant en tant que métal, qu'en tant qu'objets d'art. Souvent, ils ne répugnaient point à déchiquer de jolis objets pour faire le poids (comme le prouvent les nombreuses balances qu'on a également retrouvées). L'origine des objets qui composent ces trésors étant souvent assez facile à retrouver, on en déduit la nature des errements de leurs possesseurs scandinaves. La fréquence statistique du nombre des trésors enfouis à un moment donné, fournit une solide indication de l'état de sécurité qui régnait dans le pays à ce moment-là. En revanche, l'absence de trésors à une époque donnée ne saurait passer pour un critère recevable. Ici aussi, l'étude, déjà signalée, du professeur St. BOLIN (rub. 142) forme la base d'une étude sérieuse.

Ouvrages généraux :

- (137) RASMUSSEN N.L. : « An Introduction to the Viking-Age hoards » in « Commentationes de Nummis Sæcularibus » IX-XI, in « Suecia Repertis, I » KVHAA Handlingar, Antikv. ser. 9 1961 : survol appréciable du sujet.
 (138) DOLLEY R.H.M. et SKAARE K. : « Nytt lys över Skandinaviens Nordligaste skattefund med angelsaksiska og kuffiska mynter » [Éclaircissements sur les trésors de la Scandinavie septentrionale contenant des monnaies anglo-saxonnes et soufistes] NNA 1960, pp. 5-24.

Pour le Danemark :

- (139) JOHANSEN K.F. : « Le trésor d'argenterie de Terslev ». Mémoires de la société royale des antiquaires du Nord, 1908-13, pp. 329 ssqq.
 (140) SKAARE K. : « Et Myntfund fra Kaupang » [Un trésor à Kaupang], UDA (Oslo) 1958-59, pp. 106-19.
 (141) SKOVMAND Roar : « Les trésors danois provenant de l'époque des vikings et du Moyen Âge le plus ancien, jusqu'aux environs de 1150 » ANOH 1942.

Pour la Suède :

- (142) ARWIDSSON G., BERGHAUS P., DOLLEY M., MALMER B. et LINDER WELIN U.S. « En vikingatids silverskatt från Gandarve i Alva på Gotland » [Un trésor d'argenterie de l'époque viking à Gandarve sur Alva, en Gotland] in Gotländskt Arkiv 1957, pp. 22-57.
 (143) BOLIN Sture : « Gotlands Vikingatids-skatter och Världshandeln » [Les trésors de l'époque viking en Gotland, et le commerce mondial]. Boken om Gotland I (Visby 1945), pp. 125-137.
 (144) LINDER Ulla S. : « En uppländsk silverskatt från 800-talet » [Un trésor d'argenterie du IX^e siècle en Uppland]. NNA 1938, pp. 109-124.
 (145) RUNDQVIST G.H. : « Två silverskatter från Vikingatiden i Småländsk jord » [Deux trésors d'argenterie de l'époque viking en terre Smålandaise] NNA 1946, pp. 35-74.
 (146) STENBERGER M. : « Die Schatzfunde Gotlands der Wikingerzeit » 2 vol. I Lund 1947, II (textes) Stockholm 1958.

Pour la Norvège :

- (147) GRIEG S. : « Vikingetidens skattefund » [Trésors de l'époque viking] Oslo, Universitetets Oldsaksamlings skrifter 1929.
 (148) SHETELIG H. : « Oseberg » 1917-1928 Oslo, tomes I, III, V.

Pour l'Islande :

- (149) ELDJARN Kristján : « Kuml og haugfé úr heidnum síð í Islandi » [Tombe et tumulus de l'époque viking en Islande]. Reykjavík 1956.

Pour la Grande-Bretagne :

- (170) THOMPSON J.D.A. : « Inventory of British coin hoards A.D. 600-1500 », London 1956.

IV. Ac4
 4. TOMBES, TUMULUS, etc.

Cette section est à rapprocher de celle sur les trésors (supra IV. Ac3) et de celle sur les bateaux (IV. Ac4 infra), la plupart des bateaux exhumés ayant servi de bateaux-tombes, à la mode viking, et les trésors se trouvant en abondance dans les tombes. Les tombes fournissent, évidemment, un nombre appréciable de renseignements

sur les Vikings, la coutume ayant été d'entourer le défunt de tous les objets dont il aurait besoin dans l'au-delà et en particulier pour son voyage jusqu'au Valhäll, et de sacrifier autour de lui ses animaux préférés, voire sa femme ou esclave. Malheureusement, dans l'immense majorité des cas, les tombeaux ont été profanés et pillés.

En guise d'introduction, voir :

(171) ALMGREN O. : « Vikingatidens gravskik i verkligheten och i den fornordiska litteraturen » [la tombeaux de l'époque viking, dans la littérature nordique antique et en réalité] in « Nordiska studier tillägnat Adolf Noreen », Uppsala 1904.

Pour le Danemark :

(172) RAMSKOU Th. : « Viking age cremation graves in Denmark » Acta Archaeologica, vol. XX, 1950.

(173) DYGGVE Ejnar : « The Royal barrows at Jelling » « Antiquity » n° 88, déc. 1948, pp. 195-202.

(174) JANKUHN Herbert : « Hailhabu, ein Handelsplatz der Wikingerzeit », 3^e éd. Neumünster 1951.

(175) RAMSKOU Th. : « Lindholm, preliminary report » Acta Archaeologica, vol. XXIV, 1953.

(176) BRÖNDSTED J. : « Danish Inhumation Graves of the Viking Age » Acta Archaeologica, vol. VI 1955.

Pour la Suède, il est indispensable de connaître :

(177) ARBMAN H. : « Birka I » « Die Gräber », 1943.

(178) ARBMAN H. : « Svear i Österviking » Stockholm 1955; étude en particulier des tombes de Gnevo, en Russie.

(179) ARNE T.J. : « Skandinavische Holzkammergräber aus der Wikingerzeit in der Ukraine » Acta Archaeologica, vol. II, 1931, pp. 285-302.

Pour l'Islande : voir ELDJARN, op. cit. ss rub. (169).

Pour la Grande-Bretagne :

(180) CLARKE C. et FRASER W. : « Excavation of Pagan burial Mounds : Ingleby Derbyshire » Journ. of the Derbyshire Archaeological and Natural Hist. Soc. n° LXVI (1946), pp. 1-23 et LXIX (1949), pp. 78-81.

Les tissus méritent une petite mention à part. C'est dans les tombes que l'on a fait les seules découvertes vraiment intéressantes à ce sujet. Voir :

(181) GEIJER Agnes : in « Birka III » Uppsala 1938 : « Die Textilfunde aus den Gräbern ».

(182) KRAFFT S. : « Fra Osbergfunnets textilier » Oslo 1955 (en particulier sur la tapisserie trouvée dans le bateau).

IV. Ac5

5. BATEAUX

Quiconque veut étudier les Vikings se doit d'acquérir de solides connaissances sur leurs bateaux et leur mode de navigation. Un fait est acquis : leur succès, et peut-être, on le verra, la cause profonde de leur expansion, proviennent de leur avance technique dans l'art nautique. Quelques principes sont à retenir : ces bateaux n'étaient pas tout des bateaux à voile, les rames ne servant que pour le cabotage ou le combat ; leur valeur provenait de la souplesse de leur coque, ce qui impliquait, outre un certain type d'assemblage des planches de la coque sur quille d'un seul tenant et donc taillée dans un seul arbre ; cette dernière précision entraîne deux conséquences d'importance : les bateaux vikings ne pouvaient dépasser une certaine taille, et donc emporter plus d'un certain nombre relativement limité de guerriers ; en tant que transports de marchandises, ils étaient impropres au transport de matières premières lourdes, mais convenaient en revanche fort bien à celui de produits de luxe, en quantités limitées ; leur maniement exigeait des qualités physiques et un sens de la navigation peu communs ; le contrôle du navire semble avoir été atteint par le gouvernail qui permettait de barrer presque sans effort, par n'importe quelle mer, ce n'étaient pas avant tout des bateaux de guerre, mais des bateaux de course : en fin de compte, leur qualité première était leur rapidité. Ceci dit, on fera bien de se méfier d'un certain cinéma américain ! Signalons que la plupart des tentatives de reconstitution et de réutilisation des bateaux vikings qui ont été faites ont été couronnées de succès. Je n'étudierai ici que les ouvrages traitant exclusivement des bateaux trouvés dans des tombes (pour les bateaux et la navigation, voir V cf.). Notons au passage que ces bateaux, sans doute plus décorés que les bateaux normaux, étaient probablement impropres à la navigation, soit pour raison de vieillissement, soit qu'ils aient été spécialement conçus pour servir de tombeaux. C'est ce qu'a mis en lumière.

(183) LINDQVIST Sune : « Fuskhögar och falska båtgravar » [Faux tumulus et faux bateaux-tombes], in « Tor » IV, Uppsala, 1958, pp. 101-112.

Les principaux bateaux découverts sont ceux de :

a) Gokstad (Norvège)

(184) BEAUVOIS E. : « Encore le navire préhistorique de Gokstad » Matériaux pour l'Histoire de France 2^e série, tome XII, Toulouse 1881.

(185) NICOLAYSEN N. : « Langskibet fra Gokstad ved Sandefjord » [Le « long bateau » de Gokstad dans « Sandefjord »], Christiania, 1882.

b) Oseberg (Norvège)

(186) BRÜGGER A.W., FALK H., GRIEG S., SHETELIG H. : « Osebergfunnet », urgtitt av den norske stat via HI, Christiania 1917-1928.

(187) FORSANDER J.E. : « Irland-Oseberg » Meddelanden från Lunds Univ. Hist. Museum 1943, pp. 294-303, et SHETELIG : op. cit. es rub. (168).

c) Åskeskär (Suède)

(188) HUMBÄLA Ph. et THOMASSON H. : « Åskeskärrens båten » [Le bateau d'Åskeskär], Göteborgs och Bohusläns Fornminnesförenings Tidskrift 1934, pp. 1-34.

d) Storhaugen (Norvège)

(189) LORANGE A. : « Storhaugen paa Karmpen. Nyt skibsfund fra Vikingetiden », [Storhaugen dans l'île de Yarn. Une nouvelle découverte de bateau de l'époque viking], Bergens Museums Aarsberetning for, 1887, n° 4.

e) Skuldelev (Danemark dans le fjord de Roskilde)

(190) OLSEN O. et PEDERSEN Crumlin C. : « The Skuldelev ships », Acta Archaeologica XXIX, 1958, pp. 181-175.

(191) Mêmes auteurs : « Vikingskibene i Roskilde Fjord », [Les bateaux vikings du fjord de Roskilde], Nationalmuseet København, 1962-3. Il s'agit de la découverte toute récente, on le voit, de cinq bateaux ensemble, découverts dans le fond du fjord.

f) Tuna (Norvège)

(192) SHETELIG H. : « Tuneskibet », Norske Oldfunn, vol. II Christiania, 1917.

g) Nydam (Danemark)

(193) SHETELIG H. : « Das Nydamschiff », Acta Archaeologica I, 1930, pp. 1-30.

h) Ladby (Danemark)

(194) THORVILDSSEN Knud : « Ladby-skibet », Nordiske Fortidsminder VI, 1, København, 1957.

(195) Idem : « Vikingskibet ved Ladby », Nationalmuseet Blå Bog København, 1959.

Notes

6. Villes, villages, centres commerciaux

On en a exhumé de nombreux, les uns intégralement, lorsqu'ils se trouvaient à des emplacements aujourd'hui déserts, les autres en partie, quand ils se situent à l'emplacement de localités actuellement habitées. Signifiait-il que, en plus des centres qui sont énumérés ci-dessous, on est certain que les villes actuelles de Skara (Västergötland), Lund, Tälje (peut-être l'actuel Södertälje) en Suède ; Brovold, Ribe, Aarhus, Viborg, Aalborg, Dänne, Roskilde et Ringsted, en Danemark ; et Oslo, Bergen, Thronthjem (le Nidaros ou le Thrändhjem des sagas) en Norvège, ont été actives à l'époque des Vikings. Mais il est malaisé de faire des recherches sur ces emplacements. Les principaux villages, centres ou villes qui ont été découverts et étudiés sont :

a) Birka (aujourd'hui Björkö, dans le lac Mälär, près de Stockholm)

(196) AMBROSIANI Björn : « Birka-Sigtuna-Stockholm. Ett diskussionsinlägg », in « Tor », III, Uppsala, pp. 148-158.

(197) STJERNA Knut : « Lund och Birka », Historisk tidskrift för Skåneland, III, 1909, p. 171 (une très instructive comparaison). Voir aussi GEIJER, rub. (181) et ARBMAN (177).

b) Dorestad (ville frisonne)

(198) HOLWERDA J.H. : « Dorestad, an onze vroegste middeleeuwen », Leiden, 1929 — avec bibliographie afférente.

c) Sigtuna (Suède) : fouilles nombreuses et fructueuses :

(199) ARBMAN H. : in « Sigtuna Del », Sigtuna fornheims ärbok, Sigtuna, 1942.

(200) FLODERUS Erik : « Sigtuna, Sveriges äldsta medeltidsstad », [Sigtuna, la plus ancienne ville du Moyen Âge en Suède], Stockholm, 1941, et AMBROSIANI rub. (196).

d) Hedeby (Danemark) qui pose d'ailleurs un problème. Était-ce une ville indépendante, l'actuelle Hedeby ou l'actuelle Schleswig ?

(201) JANKUHN H. : « Die Ausgrabungen in Halthabu (1937-1939), Berlin, 1943, guide complet de fouilles.

(202) JANKUHN H. : « Halthabu », ein Handelsplatz der Wikingerzeit », 3 éd. Neumünster 1956 : étude exhaustive, intéressante même pour le profane.

(203) JACOBSEN Lis : « Runinskrifternas vidnesbyrd om kampene omkring Hedeby. Fra Harald Semson til Sven Estridsson », [Témoignage apporté par les inscriptions runiques sur les combats autour de Hedeby. De Harald Gormsson à Sven Estridsson], in Scandia VIII, 1935, pp. 64-79 : intéressante confrontation de sources runiques et des découvertes au sol.

e) Skiringsaal (Norvège) qui est sans doute Kaupang :

(204) SKAARE Kolbjörn : « Et Myntfund fra Kaupang », [Un dépôt de monnaies à Kaupang], ODA, 1954, pp. 106-19.

f) Sur Wollin, qui est peut-être Jomsborg (monde slave) :

(205) KJUNKEL otto et WILDE K.A. : « Jomne, « Vineta », Jomsborg, Jullin = Wollin », Seite 181. Noter que cette étude ne tranche pas du tout le débat. Jomsborg est toujours à découvrir !

g) En Lithuanie :

(206) « Grobin-Seeburg. Ausgraben und Funde », Uppsala 1958. Très intéressant pour l'étude des cités baltes fondées par les Vikings.

h) Sur le village de Lindholm (Danemark septentrional)

(207) RAMSKOU Th. : « Lindholm, preliminary report », Acta Archaeologica, vol. XXIV, 1953.

i) Sur la ville aujourd'hui tout à fait disparue et nommée Truso, dans la rafote d'Oroye, par le roi Knyaz rub. (55).

(208) EHRLICH B. : « Der preussisch-Wikingisch Handelsplatz Truso », 1. Balt. histor. Kongress. Riga 1953.

j) Pour la Russie (Novgorod, Kiev, etc.)

(209) TIKHOMIROV M. : « The towns of Ancient Rus », Moskva 1959.

IVAc7

7. Camps, retranchements, fortifications

On a eu la chance de découvrir plusieurs des camps qu'utilisaient les Vikings (pourquoi ? pour s'enfermer ? pour préparer des raids ? pour constituer un corps de défense permanente ? La question reste ouverte) dont Trelleborg, parfaitement conservé. De plus, le fameux Danevirke est encore debout en grande partie. Ces ouvrages fortifiés fournissent les renseignements les plus utiles, non seulement sur l'art militaire du temps, mais sur le mode d'habitat, sur le nombre des troupes disponibles à l'époque, et même sur les modèles suivis par les architectes et qui sont, ou bien romains (l'unité de mesure employée pour l'édification de Trelleborg est l'unité romaine à un centimètre près), ou bien byzantins. On distinguera ici ce qui concerne les remparts ou murs de fortification : Hague-Dike et le Danevirke, et ce qui concerne les camps proprement dits, qui, dans l'état actuel de nos connaissances, sont : Trelleborg, Aggersborg, Fyrkat et Odense, tous en Danemark.

(210) ARBMAN H. : « Hague-Dike. Les fouilles en 1951 et 1952 », Meddelanden från Lunds Universitets hist. Museum Lund, 1953.

(211) LA COUR Vilh. : « Danevirkestudier, En arkæologisk-historisk Undersøgelse », [Etudes sur le Danevirke. Une investigation archéologique et historique], København, 1951.

(212) MULLER S. et NEERGAARD C. : « Danevirke, arkæologisk undersøgt, beskrevet og tydet », [Le Danevirke, recherche archéologique, description et interprétation], Nordiske Fortidsminder I, København 1903.

Sur les camps :

(213) NÖRRLUND Poul : « Trelleborg », Nordiske Fortidsminder IV 1948 København (avec un sommaire en anglais).

(214) WEIBULL Lauritz : « Fornborgen Trelleborg », Scandia XX 1950, pp. 283-9.

(215) L'ORANGE H.P. : « Trelleborg-Aggersborg og de kongelige byer i Østen », [Trelleborg-Aggersborg et les forts royaux de l'Est], Viking, vol. XVI, 1952, pp. 307 ssqq.

(216) LAURING P. et HOFF-MÖLLER A. : « Trelleborgshusets rekonstruktion », [Reconstruction de la maison de Trelleborg], ANOH 1952, pp. 108 ssqq (avec un sommaire en anglais).

(217) LARSEN J. : « Rekonstruktion af Trelleborg », ANOH 1957, pp. 56 ssqq (avec un sommaire en anglais).

(218) SCHULTZ C.G. : « Aggersborg, Vikingelejren ved Limfjorden », [Aggersborg, repaire viking sur le Limfjord], Fra nationalmuseets arbejdsmark, 1949, pp. 91 ssqq. NB. : concerne également Fyrkat.

IV Ac 8

8. Habitat

Cette section est étroitement dépendante des deux précédentes. On y renvoie donc. Il existe tout de même un article intéressant sur le sujet, que je signale donc à part :

(219) SCHULTZ C.G. : « Vikingetidshuset paa Trelleborg », [La maison de l'époque viking de Trelleborg], Fra Nationalmuseets Arbejdsmark, 1942, pp. 17 ssqq.

IV Ac 9

9. Détails de la vie courante

On a retrouvé dans les tombes, les villes et les camps tout ce qui constitue la vie ordinaire. On a même été recherché dans les estomacs des cadavres découverts les résidus de ce qu'il avaient mangé, et des vents de sable sont venus à point nommé recouvrir les traces des chariots que l'on a redécouvertes presque neuf cents ans après. Pour l'ensemble de ces découvertes, je renvoie au chapitre V, sections b à h et k. Je ne mentionne ici que quelques détails difficilement classifiables :

Sur les innombrables broches d'argent découvertes dans les tombes, et souvent de la plus grande recherche :

(220) ARBMAN H. : « The Skabersjö brooch and some Danish mounts », Meddelanden från Lunds univ. historiska museum 1956, pp. 93 ssqq.

(221) FAULSEN Peter : « Studien zur Wikinger-Kultur », Neumünster, 1933.

Sur l'émail, le verre et les poteries :

(222) ARWIDSSON G. : « Vendelstile, Email und Glas », Uppsala 1942 : très intéressante étude de style et d'influences.

(223) HUBENER W. : « Zur Ausbreitung einiger fränkischer Keramikgruppen nach Nord- und Mitteleuropa im 9-12. Jahrhundert », Archaeologica Geographica II 1951, pp. 105-111.

IV Ac 10

10. Commerce

Cette section est en étroite liaison avec IV Ac 6 et 7 et avec V h. On s'y reportera donc. Je n'envisage ici que les comptes rendus archéologiques sur les preuves de commerce fournies par les découvertes au sol.

Il existe de bonnes études d'ensemble : sur le commerce avec l'empire carolingien :

(224) ARBMAN H. : « Schweden und das karolingische Reich », Stockholm 1937, KVHAA Handlingar 43.

Sur le commerce dans les provinces baltes et russes, voir :

(225) NERMAN Birger : « Die Verbindungen zwischen Skandinavien und dem Ostbaltiken in der jüngeren Eisenzeit », 1929.

Sur le commerce avec la Frise :

(226) WADSTEIN E. : « Nörden och Västeuropa i gammal tid », [Le Nord et l'Europe occidentale aux premiers siècles], Göteborg, 195.

(227) WADSTEIN E. : « On the relations between Scandinavians and Frisians in early times », *Sejdel of the Viking Society XI*, 1928-1936, pp. 5-25.

Sur le commerce de Skiringsaal (Kaupang) :

(228) BLINDHEIM Charlotte : « The Market-Place at Skiringsaal », *Acta Archaeologica XXI* 1960, pp. 81-100.

Pour le commerce de Gotland, voir BOLLIN op. cit. et rub. (163) et pour celui de Truso, EHRLICH rub. (201).

IV A 6.

d) Philologie

La philologie fournit un appoint appréciable aux sources de connaissance des Vikings, en particulier quant à leur pénétration dans les milieux qu'ils envahissaient. Exemple : il n'est pas sans intérêt de noter que le mot « Rus » Oleg porte un nom scandinave (= Helgi) mais que son fils s'appelle Sviatoslev, preuve de la rapidité avec laquelle les Slaves ont assimilé les Vikings suédois. La répartition, notée sur une carte d'Angleterre, des noms de lieux à origine scandinave suffit à délimiter très précisément les frontières du « Daneweg ».

Les ouvrages d'ensemble sont nombreux et déborderaient le cadre de cette étude. Je me bornerai à en citer deux :

(229) BJÖRKMAN E. : « Scandinavian Loan words in Middle English », I Halle, 1900.

(230) MARSTRANDER C. : « Bidrag til det norske sprogs historie i Irland », [Contribution à l'histoire de la langue norvégienne en Irlande], Skrifter utgit av Videnskapselskapet i Kristiania, 1915, II Hist. Filol. XI, n° 1.

1. Onomastique

En dehors des dictionnaires spécialisés, et pour la France seulement, notons :

(231) ADIGARD des GAUTRIES Jean : « Les noms de personnes scandinaves en Normandie de 911 à 1066 », *Nomina Germanica II*, Lund 1957.

2. Toponymie

Il existe un numéro spécial de *Nordisk Kultur* sur la question :

(232) *Nordisk Kultur* vol. V : « Stednavne », [Noms de lieux], Stockholm-Oslo-København 1929.

(233) RYGH C. : « Norske Gaardnavne », [Noms de fermes norvégiennes], Oslo, 1897-1924.

(234) BEAUREPAIRE de, Fr. : « Les noms d'Anglo-Saxons contenus dans la toponymie normande », *Annales de Normandie X*, 1960, pp. 307-316.

(235) ANDERSSON O.S. : « The English Hundredmes », *Lunds universitets Årsskrift*, 1934.

(236) NICOLAUSEN W.F.H. : « Norse Place-Names in south-west Scotland », *Scottish studies IV* 1960, pp. 49-70.

(237) CAMERON K. : « The Scandinavians in Derbyshire : the Place-name evidence », *Nottingham Studies II*, 1958.

(238) OLSEN Magnus : « Farms and Fanes of ancient Norway. The place-names of a country discussed in their bearings on social and religious history », Oslo, 1928.

e) Runes et pierres runiques

Il existe toute une littérature sur ce sujet, et je n'entreprendrai pas d'en faire le tour. Je signale à titre de curiosité que la question préoccupait déjà les Français en 1797 :

(239) POUGENS : « Essai sur les antiquités du Nord et les anciennes langues septentrionales » et qu'en 1844

(240) Edélestand du MERIL écrivait un pesant volume intitulé : « Essai sur l'origine des runes ».

Le premier problème qu'elles posent concerne leur origine. Il semble qu'elles aient été créées par les Germains (seuls à les utiliser au cours des siècles), mais sur un modèle latin, vers l'an 200 de notre ère, et que leur forme provient de la nécessité où l'on était alors de les graver avec un objet en fer sur du bois.

En second lieu, il est très probable qu'elles avaient des pouvoirs magiques — comme l'atteste la fable mythologique de leur origine odinique, ou le chant où Brynhildur enseigne à Sigurdur l'art de les utiliser. Telle saga tardive comme l'*Islandings saga* dans le cycle de la «*Sturlunga saga*» l'atteste encore — pourtant, ces pouvoirs semblent s'être effacés dès l'âge des Vikings.

Troisièmement, il existe plusieurs sortes de runes : 1. Les runes ordinaires ou danoises - 2. Les runes suédoises - 3. Les runes dites de Hålsinge probablement cryptiques; si l'on ajoute que l'alphabet, le «*futhark*» s'est modifié au cours des temps, on conçoit que le problème ne soit pas simple.

Encore : la répartition des pierres runiques est intéressante. En Scandinavie, elle paraît être plus intense en Danemark; en dehors de la Scandinavie, c'est en Angleterre qu'on en trouve le plus, mais la disparité est flagrante entre leur abondance en Scandinavie et leur rareté ailleurs. Toutefois, il est difficile d'en tirer des conclusions probantes, ces pierres ayant souvent disparu ou ayant souvent été réutilisées à d'autres fins, dès que leur signification et leur provenance ont été oubliées. On en a retrouvé une à Venise qui provenait du Pirée.

Enfin, il existe plusieurs catégories de runes. Brøndsted (26) distingue celles qui célèbrent des rois ou des princes - celles qui exaltent les hauts faits de chefs, de nobles, - celles qui ont trait à la vie des Vikings en général - celles qui chantent les hauts faits des guerriers - celles, beaucoup plus rares, qui commémorent telle bonne œuvre poétique, comme la construction d'un pont.

Il est utile d'ajouter que, dans leur concision extrême et leur rudesse, les inscriptions runiques possèdent une qualité, une beauté littéraire et poétique admirables. Pour quelques traductions en français, voir RENAUD-KRANTZ, op. cit. ss. run. (75).

Il existe d'excellents guides d'ensemble :

(241) ARNTZ H. : «*Handbuch der Runenkunde*», 2^e éd. Halle, 1944.

Et surtout :

(242) WESSEN E. : «*Om vikingatidens runor*» [Des runes à l'époque viking], Stockholm 1957, Filologiskt Arkiv VI (sommaire en allemand).

(243) WESSEN E. : «*Historiska Runinskrifter*», [Les inscriptions runiques historiques], KVHAA Handlingar, Filol. Filos. ser. 6, 1960.

Sur les renseignements qu'elles fournissent :

(244) RUPRECHT Arndt : «*Die Ausgehende Wikingerzeit im Lichte der Runenschriften*», Palaestra vol. 224, 1922.

On trouvera une petite initiation, rapide mais claire dans :

(245) ÖVEINSSON Einar Ol. : «*Islandskar bókmenntir í fornöld*», [La littérature islandaise d'autrefois], Reykjavík, Almenna bókflaaghl, 1962, ch. «*Rúnir*», pp. 52-62.

(246) BAEKSTED A. : «*Malruner og troldruner. Runemagiske studier*», [«*Malruner*» et «*troldruner*» : études sur les runes magiques], København 1952 (sommaire en anglais).

Sur les poèmes runiques :

(247) DICKINS Bruce : «*Runic and heroic poems*», London 1915.

Sur l'origine des runes (entre autres) :

(248) WIMMER L.F.A. : «*Die Runenschrift*», 1887 (sa théorie demeure la plus solide. Elle est d'ailleurs

tentante, étant donné les rapports nombreux entre Rome et le monde germanique dès les débuts de nos ères (voir Tacite : « Germania »).

Sur les runes que l'on a trouvées dans les divers pays, voici quelques études, descriptives ou critiques, qui semblent.

Pour le Danemark :

(249) JACOBSEN Lis : « Vikingetidens « historiske » danske Runeindskrifter. Bidrag til Sprøgnislets Runestenenes Tidsfølelse », [Les Inscriptions runiques danoises « historiques » de l'époque viking. Contribution au problème de la datation des pierres runiques], in *Scandia* V, 1932, pp. 103-147.

Revoir aussi art. cit. ss rub. (203) sur les runes de Hedeby.

(250) JACOBSEN Lis : « Danmarks Runeindskrifter », [Les inscriptions runiques du Danemark], (en collaboration avec MOLTKE E.), København, 1942.

Pour la Suède :

(251) JANSSON Sven B.F. : « The runes of Sweden », 1952, Uppsala.

(252) SÖDERBERG, BRATE, WESSEN, KINANDER, JUNGNER : « Sveriges runskrift », [Les inscriptions runiques de Suède], vols I et sq., Uppsala 1900.

(253) WESSEN E. : « Runensten vid Rök's kyrka », [La pierre runique de l'église de Rök], *Kvinnor och Ungar, filol.-filos. ser.*, Stockholm, 1958.

Pour la Norvège :

(254) OLSEN Magnus : « Norges Innskrifter med de yngre runer », [Les inscriptions norvégiennes en runes récentes], vols I et sq., Oslo, 1944.

Pour l'Islande :

(255) BAEKSTED Anders : « Islands runeindskrifter », [Les inscriptions runiques d'Islande], Bib. An. vol. II, 1942.

Pour la Russie et l'Orient :

On reverra ARBMAN : op. cit. ss rub. (58) : il y étudie la pierre runique de Berezanij et, malgré les inconsistances, quelques-uns des ouvrages de :

(256) RAFN C.C. « Antiquités de l'Orient. Monumenta runographica », interprétés par C.C. Rafn et publiés par la Société royale des Antiquaires du Nord, Copenhague, 1856.

(257) RAFN C.C. : « Inscription runique du Pirée », interprétée par C.C. Rafn, Copenhague 1856 (c'est l'exacte reproduction du précédent, moins l'introduction, plus un « Glossaire runique », pp. 241-253) et un « Supplément aux notices additionnelles », (p. 253), au demeurant peu solide : l'interprétation proposée de cette inscription n'est pas recevable).

Sur les très curieuses croix à inscriptions runiques de l'île de Man :

(258) KERMODE P. : « Manx Crosses », London 1907.

(259) SHETELIG H. : « Stil-og tidsbestemmelser i de nordiske korsene paa øen Man », [Sens stylistique et chronologique des croix nordiques de l'île de Man], in « *Opuscula archaeologica Montellio dicata* », Stockholm 1918.

Je rappelle que la fameuse pierre runique de Dighton, en Amérique du nord, est une supercherie, et qu'il est inutile d'inventorier l'exubérante bibliographie qui la concerne.

IV Acf

f) **Biologie** (méthode des groupes sanguins)

Le but not least, cette méthode semble avoir donné quelques résultats encourageants. SAWYER, op. cit. ss rub. (26) renvoie aux ouvrages suivants sur la valeur de cette méthode :

(260) MOURANT A.E. : « The distribution of the human blood groups, Oxford 1954.

Cette méthode établit avec toutes les apparences de la vraisemblance que les Islandais sont un croisement de Scandinaves et de Celtes :

[242] DONEGANI J.A., DUNGAL N., IKIN E.-W. et MOURANT A.E. : « The blood groups of the Icelanders », *Annals of Eugenics* 15, 1950, pp. 47-52.

Pour l'Angleterre :

[243] KOPEC Ade C. : « Blood Groups in Great Britain », *The Advancement Science* 1956, pp. 200-203

[244] WATKIN I. Morgan : « A viking settlement in Little England beyond Wales : ABO Blood-Group evidence », *Man*, 1x (1960), pp. 148-153.

Cette méthode est, on le voit, toute neuve, et il n'y a pas lieu, en l'état présent des choses, d'en tirer de trop hâtives conclusions.

3. CAUSES DE L'EXPANSION

Sous ce titre, on étudiera quelques ouvrages fondamentaux ou récents, et l'on essaiera de dresser un tableau critique des causes qui ont poussé les Vikings à sortir de leur pays natal.

a) Signification du mot « Viking »

Les conjectures faites à ce propos sont innombrables, et je n'ai même pas entrepris d'en donner les références. Il est intéressant de noter d'abord les noms divers sous lesquels les Vikings ont été connus par les populations qu'ils ont investies. Les francs les appelaient « Normanni » (hommes du nord), les Anglo-Saxons, « Dani » (Danie, ce qui fournit une preuve de l'origine des envahisseurs de la Northumbrie), les Germains continentaux, « Auzzenni » (hommes de frêne, probablement parce que leurs bateaux étaient faits de ce bois), les Irlandais, Gell (étrangers) ou Lochlannach (nordiques), les Slaves, « Rus » (nom sur le sens duquel on n'a pas de certitude. Gellière provient-il du finnois Ruotsi, nordiques), les Byzantins, Varègues ou Varangues (grec Βαυαργγυοι), c'est-à-dire, probablement, marchands, commerçants, hommes qui font du commerce : indication fort précieuse sur la nature des expéditions suédoises par le chemin de l'Est, les Arabes, Madjus (sorcier païen). Mais les Scandinaves eux-mêmes s'appelaient Vikings, et tout le problème consiste d'abord à savoir si ce mot s'écrivait avec ou sans accent aigu sur le premier i. Si accent aigu il y a, la terminaison -ing signifiant l'appartenance à un groupe, il faudrait faire venir le mot de vig (bataille, combat, meurtre) ou de vik (crique, baie, ou camp), voire de vikja (passer rapidement, tourner, se mouvoir rapidement). C'est l'opinion de :

WESSEN E. : op. cit. ss. rub. (242), (243), (253), et de

[245] ASKEBERG Fr. : « Norden och kontinenten i gammal tid », [Le Nord et le continent autrefois], Uppsala 1944, cf. pp. 115 seqq.

Si il n'y a pas d'accent aigu sur le premier i, le mot proviendrait de wikan (phoque) ou de viell anglais wic (lui-même provenant du latin vicus : le camp militaire, le retranchement). C'est l'opinion de : WADSTEIN : op. cit. n. n. (224), (227).

Quant aux causes de l'expansion, je renvoie aux indications bibliographiques données par BRJNDSTED, op. cit. n. n. (27) qui étudie attentivement le problème, ou à

[246] JANKUHN H. : « Die Frühgeschichte vom Ausgang der Völkerwanderung bis zum Ende der Wikingerzeit », *Geschichte Schleswig-Holsteins*, vol. III, Neumünster 1955-7.

Voici maintenant le tableau rapide des causes probables de l'expansion. Je les ai classées par ordre d'importance croissante, selon moi, bien entendu. Il se pourrait que toutes ces causes entrent plus ou moins en ligne de compte. De toute manière, le phénomène est complexe et il faudra bien se garder de trancher d'autorité.

1. Querelles internes qui obligeaient périodiquement les chefs les moins forts à s'exiler momentanément pour acquiescer à la richesse et renforts à l'étranger, et, une fois de retour, à s'imposer par la force. C'est un argument plutôt séduisant, et notoirement insuffisant.

2. Rivalités de classes : les classes non nanties auraient été obligées de partir pour éviter l'intolérance des gens en place. Aucune preuve.

3. Migrations venues de l'extérieur et qui auraient refoulé les autochtones. Probablement faux. On a vu que la seule immigration importante en Scandinavie remonte à 2000 avant J.-C.

4. Mode de vie propre aux Vikings : amour de l'aventure, rapacité, audace. Probablement vrai en partie. Les sagas le laissent souvent entendre. Le « Hávámál » dit bien que celui qui n'a jamais voyagé est « heimatkur » (imbécile). Trop sentimental pourtant pour servir de fondement historique.

5. En ce qui concerne la Norvège, le rôle de Harald aux beaux cheveux, dont l'intolérance a chassé du pays les roitelets épris d'indépendance, rôle qui est incontestablement mis en lumière par les sagas, n'a, en vérité, dû servir que d'adjuvant.

6. Il est intéressant de noter également que les trois siècles de l'expansion viking (IX, X et XI) correspondent à un réchauffement sensible de la température de l'hémisphère nord, rendant possible une navigation sans glace de nos jours (en particulier entre Islande et Groënland). On trouvera des détails bibliographiques sur ce sujet dans le volume de JONES Gwyn : « The Norse Atlantic saga », cité infra, ss rub. (300). Voir aussi :

(267) LE DANDIS : « L'Atlantique — La vie d'un océan », Alain Michel, Paris.

7. On a parlé aussi de famines ou d'épidémies qui chassaient les Scandinaves hors de chez eux. Ces conditions de vie n'étaient pas meilleures qu'ailleurs à cette époque, dans le Nord. Pourtant, cet argument ne tient pas pour le IX^e siècle, en tout cas, il est curieux de noter que dans la plupart des cas, les Vikings pressés pour revenir ensuite chez eux.

8. Le plus tenace des arguments invoqués concerne la surpopulation du Nord. Il est soutenu à l'exemple, par STEENSTRUP, OXENSTIERNA, EKWALL, etc. Cela n'est pas improbable : la pauvreté générale du Nord-Norvège surtout, ne permettait pas de nourrir une population nombreuse. La pratique, couramment usée, de la polygamie créait des familles nombreuses. Celle du droit d'ainesse laissait de nombreux hommes jeunes et sans terre. Dans ce cas, l'exil s'imposait. Voir :

(268) EKWALL E. : « The proportion of Scandinavian settlers in the Danelaw », *Saga-Book of the Society XII* 1937-45.

Pourtant, l'argument reste insuffisant. Certes, l'avidité des Vikings pour de nouvelles terres est attestée de toutes parts. Pourtant, on l'a vu, ils revenaient souvent chez eux au terme de leurs expéditions. Le nombre, définitivement bien inférieur à ce que l'on a longtemps cru, ne donne en rien à leurs voyages l'aspect d'exodes. Il ne s'agit donc là que d'un argument de valeur partielle.

9. OXENSTIERNA op. cit. ss rub. (24), après bien d'autres, attribue le fait à ce mouvement incessant de vagues de migration vers l'Ouest, mouvement qui n'a jamais tout à fait cessé (cf l'occupation de l'ouest américain au siècle dernier) et que rendaient momentanément possible un certain nombre de circonstances techniques : l'avance dans le domaine de la science nautique, existence de mines d'argent en pleine exploitation (Oriskany, terre). Je croirai volontiers à la conjonction de ces deux phénomènes. La cupidité des Normands était sans limite. Leur bateau leur permettait les plus grandes audaces. Il est significatif qu'ils ne s'attaquaient presque jamais à être obligés, à des troupes rangées, mais faisaient de rapides incursions dans des lieux sans défense, notamment, comme églises, monastères, etc. pour battre en retraite sans délai en cas de difficultés. Ceci renforcerait :

10. L'amour immodéré du commerce qui les caractérisait, valable, sans le moindre doute, pour les Danois et non négligeable pour les autres. L'appât de l'argent, métal plus courant et plus recherché que l'or à l'époque, paraît certainement le moteur ultime de leurs départs. On a fait remarquer que, d'ailleurs,

11. C'était surtout pour trouver des terres nouvelles où s'établir que les Vikings s'embarquaient. Ce renforcerait, déjà, les arguments 1. et 5. Surtout, cela justifierait assez bien l'argument 10. Les Vikings étaient avides de l'argent avec lequel ils payaient les terres sur lesquelles ils avaient jeté leur dévolu.

Pour conclure, il me semble que l'appât de l'argent, non pour lui-même, mais pour ce qu'il permet de faire ensuite, la soif de terres nouvelles et l'amour de l'aventure, le tout doublé de la conscience d'une invincibilité presque absolue sur mer rendent compte suffisamment du phénomène viking. En tout état de cause, là non plus, il n'est pas donné.

C. NATIONALITÉ DES VIKINGS (qui étaient-ils ?)

Sur ce point, les opinions reçues paraissent bien établies et il n'y a pas lieu de les critiquer.

L'ouvrage fondamental reste MUSSET L. op. cit. ss rub. (31).

Il semble que chacun des trois peuples scandinaves ait choisi de préférence d'investir l'aire géographique correspondant à sa propre orientation géographique : les Suédois, vers l'Est, par les voies fluviales de la Volga et du Dnieper ; les Danois, vers le Sud-Ouest ou plein Ouest, Angleterre et monde carolingien, les Norvégiens, vers l'Ouest-Nord-Ouest : îles nord-atlantiques, Grande-Bretagne du Nord, Féroé et Islande. Toutefois, ces remarques ne sont pas à prendre avec une rigueur excessive : l'exemple de Göngu-Hrólfr (c'est-à-dire Rollon, qui conquiert la Normandie) est patent : on ne sait toujours pas s'il venait de Danemark ou de Norvège.

Les « Rus » posent un problème plus spécial. Sur ce point, on lira les études de :

(269) MINORSKY V. : « Rus » in *Encyclopédie of Islam* 1st éd. III 1936, pp. 1181-1183.

(270) MINORSKY V. : *Hudud al-'Alam* (E.J.W. Gibb Memorial Series, new series, XI, 1937) qui donne en outre une bibliographie complète sur les Rus.

IV D

D. LES RAIDS

Cette section développe les sections II et IV A b. Les raids vikings ont commencé à la fin du VIII^e siècle, précisément en 793 (attaque de Lindisfarne). On fixe à l'ère viking la date limite de 1150, mais toute précision ici est impossible : après un premier temps de brigandage, les Vikings ont cherché à se fixer, et y ont en général réussi, jusqu'à ce qu'ils se soient assimilés totalement aux populations autochtones (Normandie, par exemple) ou qu'ils aient développé une communauté à personnalité propre, indépendante des contrées mères (Islande par exemple). On étudiera infra les causes de la cessation du phénomène. Il semble que ce soient les Suédois qui aient lancé le mouvement : dès le milieu du VIII^e siècle, ils infestent la Baltique. Mais leurs raids n'ont pas tant pour objet l'acquisition par la violence de richesses, que l'établissement de comptoirs ou de relais pour l'organisation de leur commerce. ASKEBERG (op. cit. ss rub. (265) distingue quatre sortes de raids :

1. Ceux qui, menés par des individualités de marque, ont pour seul objet la piraterie (comme dans les Méditerranéennes, et, au début, en France occidentale).
2. Les entreprises politiques destinées à assurer la sécurité des frontières (comme les raids du roi danois Godfred contre les Slaves, les Frisons, et même, Charlemagne).
3. Ceux qui visent à la colonisation de contrées prospères ou nouvelles (Normandie, Islande).
4. Ceux qui facilitent une pénétration commerciale, le long des voies d'eau de la Russie par exemple.

Une chose est sûre : il ne faut pas prendre au pied de la lettre la fameuse invocation des moines francs : « À l'urore Normannorum, libera nos Domine ». En définitive, les déprédations commises par les Vikings n'étaient ni plus ni plus féroces que celles qui étaient le fait d'autres qu'eux. Encore une fois, le fait qu'ils s'attaquaient à l'Église, plus ou moins respectée tout de même par le monde occidental chrétien, et que les auteurs qui nous servent de sources soient en grande majorité des ecclésiastiques est responsable en premier lieu de la figure démoniaque et forcenée que l'on s'est faite des Vikings. Du reste, on a déjà eu l'occasion de dire que leur petit nombre rendait impossible toute opération de grande envergure, au moins au début.

Voici quelques bons ouvrages d'ensemble sur leurs expéditions purement dévastatrices.

IV D a

a) en Europe occidentale :

(271) SMITH Ch. M. : « Les expéditions des Normands depuis les origines jusqu'à la conquête de l'Angleterre », trad. de l'anglais par R. TURGIS, Paris, Payot, 1941.

(272) LOT Ferdinand : « Les invasions barbares et le peuplement de l'Europe. Arabes et Maures - Scandinaves - Slaves », tome I, Paris, Payot 1942.

(273) KEARY C.F. : « The vikings in western christendom », London, 1891.

(274) ARBMAN H. et STENBERGER M. : « Vikingar i Västerled », [Les Vikings sur le chemin de l'Ouest], Stockholm, 1935.

Pour l'Espagne :

(275) MELVINGER A. : « Les premières invasions des Vikings en Occident d'après des sources arabes », Uppsala, 1955.

(276) STEFANSSON J. : « Vikings in Spain », Sage-Book of the Viking club, VI 1909.

IV D b

b) Angleterre

Le meilleur guide est certainement :

(277) STENTON F.M. Sir : « Anglo-Saxon England », Oxford, 1947.

IV.Dc

c) Europe de l'Atlantique Nord

Il n'existe pas d'ouvrage d'ensemble traitant des raids dans cette partie du monde. Il me semble qu'il est intéressant d'avoir lu le « Heimskringla » de Snorri, et les commentaires afférents : Le « Heimskringla » n'a (encore) été traduit intégralement en français. Seule, une saga, celle de Saint Ólaf, a été traduite par G. SAUTREAU d'après rub. (99). Heureusement, il en existe plusieurs bonnes traductions en anglais : celles de Samuel LAING (1891) et celle de E. MONSEN et A. H. SMITH (1938).

Je ne peux que renvoyer à l'édition, magistrale en tous points qu'en a donnée, en trois volumes, ma « Islandais, Bjarni ADALBJARNARSON, collection Islenzk Fornrit, vol. XXVI, XXVII et XXVIII, 1941, Reykjavik.

IV. D d

d) Monde arabe

Cf l'ouvrage de MINORSKY supra (270).

IV.Dc

e) Asie et Russie

Il y a d'abord une légende à réfuter, légende tenace puisque'on la retrouve encore sous la plume d'Onn-tierni (24) : les Suédois n'ont pas fondé l'empire de Russie, c'est l'inverse : ils se sont assimilés avec une « tréme rapidité. Commerçants de premier ordre, ils ont tenu quelques places fortes — et certainement fort fort et Novgorod — mais leurs exploits guerriers n'ont jamais eu l'envergure de ceux des vikings occidentaux.

Ensuite, se pose le problème des Varègues : simples commerçants, ils ont fini par constituer une grande « sonnelle des souverains de Byzance. La légende s'est plus ou moins emparés d'eux. Sur ce qu'ils ont été excent, on lira les ouvrages de :

(279) ARNE T.J. : « Die Varägerfrage und die sovjetische Forschung » Acta Archaeologica XXII Kbh-haon, 1952, et

(280) STENDER-PETERSEN Ad. : « Die Varägersage als Quelle der russische Chronik » Acta Juliana V, 1934.

(281) STENDER-PETERSEN Ad. : « Varangia » Aarhus, 1953.

(282) STENDER-PETERSEN Ad. : « Das Problem der ältesten Byzantinisch-Russisch-Nordische Beziehungen » Relazioni, vol. III : Storia del Medioevo, pp. 165 seqq, éd. Comitato internaz. di scienze storiche, X congresso internaz. Roma, 1955.

Sur les traces des Suédois en Russie :

(283) VASMER M. : « Wikingerspuren in Russland » Sitzungsberichte der Preussischen Akademie der Wissenschaften Phil.-Hist.-Klasse, 1931, pp. 649-674.

IV. E

E. Les établissements

Là aussi, on se reportera aux sections II et IV A b. Les colonisations vikings ont commencé très tôt. Elles ont abondamment été étudiées. Je ne donnerai donc que quelques titres ou bien récents, ou bien fondamentaux, et pour les questions du Groënland et du Vinland, où il importe de faire un peu le point, ne serait-ce que pour mettre un terme à l'inflation d'érudition qui intéresse ce sujet.

a) établissement en Irlande.

C'est le premier en date, mais on doit prendre garde à ce qu'une assimilation rapide s'est produite, et que l'influence n'a été qu'assez récemment soulignée. Voir :

(284) WALSH A. : « Scandinavian Relations with Ireland during the viking period » Dublin, 1922.

(285) CRAIGIE W.A. : « Gaelic words and names in the Icelandic sagas » Zeitschr. f. celt. Phil. I, pp. 43-49.

(286) CRAIGIE W.A. : « The Gaels in Iceland » Proceedings of the Soc. of Antiquaries of Scotland 188-189, VII, pp. 247-264.

(287) BUGGE A. : « Vesterlandenes indflydelse paa Nordboerne i vikingetiden » [L'influence des Vikings occidentaux sur les Nordiques à l'époque viking], 1905.

(288) SVEINSSON E.O. : « Celtic elements in Icelandic tradition » Béloides, 1957.

b) établissement dans les îles nord-atlantiques.

(289) HAMILTON J.R.C. : « Excavations at Jarlshof, Shetland » Ministry of Works Archaeological reports, n° 1, Edinburgh, 1956.

c) colonisation de l'Angleterre (avant Guillaume le Conquérant).

(290) EKWALL E. : « Scandinavian and Celts in the North-West of England » Lund, 1918.

(291) STENTON F.M. : « The Scandinavian colonies in England and Normandy » Transactions of the Royal Historical Soc. 4th series XXVII, 1945.

(292) HONSKINS W.G. : « The Anglian and Scandinavian settlement in Leicestershire » Transactions of the Leicestershire Archaeological soc. XVIII 1934-5.

et les ouvrages de STENTON, rub. (277) et de MORGAN WATKIN (264).

d) ISLANDE et Féroë

Sur l'Islande, je ne donnerai que quelques ouvrages de référence, le principal restant, je le rappelle, GJERDET, rub. (121).

(293) GRAVIER Gabriel : « Les Normands en Islande au Moyen Age » Bull. de la Sté de Géographie, 1898.

Pour les Féroë :

(295) MARCUS G.J. : « The Norse emigration to the Faroe Islands » English historical review LXXI 1956, pp. 56-61.

(297) PRENTOUT H. « Essai sur les origines et la fondation du duché de Normandie », Caen, 1911.

(298) STEENSTRUP J. : « Normandiets Historie under de syv første hertuger, 911-1066 » [Histoire de la Normandie sous les sept premiers ducs, 911-1066] avec un sommaire en français. Det Kgl. danske Vidensk. Selsk. forhandl. 7, København 1925 : reste l'étude de base sur la question.

(299) DOUGLAS : « The rise of Normandy » Proceeding of the British Academy XXXIII 1947.

et STENTON (291).

f) Groënland et Amérique du Nord (Halluland, Markland, Vinland).

A elle seule, cette question provoquerait une énorme bibliographie. Tout semble avoir été dit, y compris les plus érudits. A l'heure actuelle, le fait est acquis, sans grande possibilité de contestation, l'Amérique a été découverte quelques siècles avant Christophe Colomb, par les Islandais, d'ailleurs assez récemment installés dans leur propre pays, et il y a tout lieu de penser qu'ils s'y sont installés.

En ce qui concerne le Groënland, nous avons maintenant des certitudes qui font de la célèbre saga d'Eric le rouge (voir l'introduction de la traduction de M. GRAVIER, ss. rub. (100) un document historique : les ruines de Brattahlid, entre autres, confirment les sources écrites. En 982, les hommes du Nord y sont arrivés, y ont établi une colonie répartie en deux endroits bien distincts, un évêché y a été créé (à Gardar), une petite civilisation s'y est développée. En revanche, sur les circonstances et les causes de l'extinction de cette colonie — vers le XVI^e siècle — nous ne savons à peu près rien. Climat, Esquimaux, isolement dû à une politique norvégienne aberrante ont dû progressivement étouffer et décliner la population nordique. Sorti de la nuit et des glaces, le Groënland y retourne tristement.

Quant au « Vinland », les ombres commencent à se lever. En dernière analyse, le sort de cette question est entre les mains des archéologues, qui ont déjà fait d'intéressantes découvertes. En tout cas, c'est bien dans le Labrador qu'il semble qu'il faille situer le « Vinland ». Mais sur bien des points (qui étaient les « Skraellingar » que mentionne la « route sacrée », l'« unipède » des sagas ? que penser de l'épisode de Björn Breidvíkingakappi tel que raconté dans l'« Eybyggja saga » ? etc.) l'obscurité demeure.

Dieu merci, une toute récente et fort intéressante mise au point, malheureusement peut-être un peu trop littéraire, vient d'être faite par :

(300) JONES Gwyn : « The Norse atlantic saga, being the Norse voyages of discovery and settlement to Iceland, Greenland, America », London, Oxford University Press, 1964. Cette étude, après une analyse cursive de la question, a le mérite de donner la traduction de toutes les sources importantes, ce qui permet de juger sur pièce. On trouve dans les notes en bas de pages, une abondante bibliographie. A lui seul, cet ouvrage, illustré et merveilleusement écrit, permet de faire le point.

On y ajoutera les deux collections citées sous rubriques (17) et (18).

Si l'on désire refaire l'étude de l'évolution du problème, on consultera, pour la « préhistoire » de cette lyse, les ouvrages de :

(301) BEAUVOIS E. : « Découvertes des Scandinaves en Amérique, du X^e au XII^e siècle » Revue française et américaine, Paris 1859.

(302) BEAUVOIS E. : « La découverte du Nouveau Monde par les Islandais et les premiers traits du christianisme en Amérique avant l'an 1000 » Congrès Internat. des Américanistes, 1875.

(303) BEAUVOIS E. : « Les colonies européennes du Marteland [sic] et de l'escociland [sic] (d'origine canadienne) au XIV^e siècle et les vestiges qui en subsistent jusqu'aux XVI^e et XVII^e siècles » Nancy, 1877.

(304) BEAUVOIS E. : « Origines et fondation du plus ancien évêché du Nouveau Monde, le diocèse de Gardha [sic] en Groënland : (986-1126) » Paris, 1878.

(305) BEAUVOIS E. : « La Norambègue ». Découverte d'une quatrième colonie pré-colombienne du Nouveau Monde, avec des preuves de son origine scandinave fournies par la langue, les institutions et les traces des indigènes de l'Acadie (Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick et état du Maine) » Bruxelles, 1880. Le titre dit long sur le programme !

(306) BEAUVOIS E. : « Les premiers chrétiens des îles nord-atlantiques ». Le Muséon VIII Louis, 1881.

(307) BEAUVOIS E. : « La découverte du Groënland par les Scandinaves au X^e siècle » Le Rhénan, 1892.

(308) BEAUVOIS E. : « La chrétienté du Groënland au Moyen Age ». Revue des questions historiques, avril 1902, pp. 538-582.

Plus fantaisistes encore sont les études de :

(309) GRAVIER Gabriel : « Découverte de l'Amérique par les Normands au X^e siècle » Paris, 1874.

(310) GRAVIER G. : « Notice sur le Roc de Dighton et le séjour des Scandinaves en Amérique au commencement du XI^e siècle » Congrès Internat. des Américanistes, Nancy 1875, et surtout :

(311) GRAVIER G. : « Les Normands sur la route des Indes » (discours de réception à l'Académie de Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen, lu le 30 avril 1880) Rouen 1880 : il entraîne les Vikings, non seulement en Amérique du Nord, mais aussi au Brésil et plus loin encore.

(312) JELIC Luka : « L'évangélisation de l'Amérique avant Christophe Colomb ». Compte rendu du Congrès scientifique internat. des catholiques, 5^e section, sciences historiques, Paris, 1891.

(313) RAFN C.C. : « Mémoire sur la découverte de l'Amérique au X^e siècle », traduit par Xavier Bonin in « Voyages et littérature », Paris, 1838.

(314) RAFN C.C. : « Aperçu de l'ancienne géographie des régions arctiques de l'Amérique, selon les traditions contenues dans les sagas du Nord » extr. des mémoires de la Société royale des antiquaires du Nord, Copenhague, 1847.

Ce dernier titre est significatif de l'orientation des recherches à l'origine : on interprète les sagas à l'aide de vagues spéculations géographico-archéologiques. Telle quelle, cette façon de voir entraînera une confusion que l'on a grand mal à se remettre.

(315) GAFFAREL Paul : « Etude sur les rapports de l'Amérique et de l'ancien continent avant Christophe Colomb », Paris, 1869.

(316) GAFFAREL P. : « Histoire de la découverte de l'Amérique depuis les origines jusqu'à la mort de Christophe Colomb » vol. I : Les précurseurs de Colomb, Paris, 1892.

Une critique scientifique de ces fables n'intervient que vers 1910 :

(317) VIGNAUD H. : « Les expéditions des Scandinaves en Amérique devant la critique ». Journal des Américanistes, vol. VII 1910.

Suivent alors des ouvrages qui utilisent une méthode plus critique :

(318) LECLERCQ Jules : « La découverte de l'Amérique par les Islandais », Bull. de la classe de Lettres, Acad. royale de Belgique, 1914.

(319) BRUN Deniel : « The Icelandic colonization of Greenland and the finding of Vineland » Copenhagen 1918 (repris des « Meddelelser om Grønland » LVIII).

(320) GAGNON Alphonse : « La question du Vinland » Bull. de la Sté de Géographie, Québec, 1918.

(321) LANGLOIS Lt.-Cl. : « La découverte de l'Amérique par les Normands vers l'an 1000. Deux sagas islandaises » Paris, 1924 : le premier ouvrage sérieux qui cite ses sources en traduction.

Désormais, les Français abandonnent plus ou moins ce domaine d'investigation. Les Scandinaves, archéologues surtout, vont procéder à une investigation scientifique du sujet : voir particulièrement : une étude bibliographique sérieuse :

(322) HERMANSSON Halldor : « The problem of Wineland » *Islandica* vol. XV, Ithaca, New York, 1936.

De bons ouvrages d'ensemble :

(323) D'abord la contestation générale, qui a fait long feu, mais, en dépit de l'autorité et du prestige de l'auteur, ne peut être retenue, de NANSEN Fridtjof : « The Northern mists. Arctic Exploration in early Times », 2 vol. 1911.

(324) REEVES A.M. : « The finding of Wineland the good » London 1895 : reste un ouvrage de référence indispensable.

(325) MUNN W.A. Captain : « Wineland voyages » 1914, plusieurs fois réédité, un opuscule, mais fondamental.

(326) HOVGAARD W. : « The voyages of the Norsemen to America » New York, 1915, étude rapide et claire.

(327) GATHORNE-HARDY G.M. : « The Norse discoverers of America » Oxford, 1921, excellent manuel, lecture recommandée.

(328) BRÖGGER A.W. : « Vinlandsferden », [Les voyages au Vinland], 1937, traduit en allemand par H. RUTZWEIL : « Winlandsfarthen », Hamburg, 1939.

(329) REWAN E. : « The Norse discoveries and explorations in America », Los Angeles, 1949. Bonne étude technique ; met au point nombre de problèmes. Travail honnête et solide.

(330) INGSTAD Helge : « Landet under Polarstjernen », [Le pays situé sous l'étoile polaire], København 1880 (c'est la refonte de « Landet under Leidarstjernen », Oslo, 1959) : des vues nouvelles et curieuses.

(331) Je recommande particulièrement SØLVER C. : « Vestervejen », [Route de l'Ouest], København, 1934 : il s'est efforcé de reconstituer une traversée nordique de Bergen au Groënland. Les impressions sont saisissantes.

Plus spécialement sur le Groënland, parmi les études actuelles, on notera :

(332) NÖRLUND Poul : les articles in « Meddelelser om Grønland », vol. 76, 1930 et vol. 88, 1934 (sur Gardar, Herjolfsnes, Brattahlid).

(333) NÖRLUND P. : « Le Groënland au Moyen Age », Revue historique CLXXII 1933.

(334) NÖRLUND P. : « De gamle Nordbobygder ved verdens ende », [Les anciennes habitations nordiques au bout du monde], 1934, traduit en anglais : « Viking settlers in Greenland », London 1936.

(335) NÖRLUND P. et STENBERGER M. : « Brattahlid. Researches into Norse culture in Greenland », *Meddelelser om Grønland*, vol. 88, 1934.

(336) BRÖSTE K. et FISCHER-MÖLLER K. : « The medioeval Norsemen at Gardar », *Meddelelser om Grønland*, vol. LXXXIX, 1944.

Le point sur les découvertes archéologiques en Groënland a été fait :

(337) WOLFE Michael : « Norse archeology in Greenland since World War II », *American-Scandinavian Review* XII 1961-62, pp. 380-392.

Plus spécialement sur l'Amérique du Nord :

(338) FERNALD : « The plants of Wineland the good », *Rhodora* XII 1910.

(339) TANNER V. : « De gamla nordbornas Helluland, Markland och Vinland. Ett försök till lokalisering av huvudstapparna i de isländska Vinlandsagorna », [Le Helluland, le Markland et le Vinland des anciens Nordiques. Essai de localisation des principales étapes dans les sagas islandaises sur le Vinland], *Budkavain*, n° 1, Åbo (Turku) 1941.

(340) TANNER V. : « Outlines of the Geography, Life and Customs of Newfoundland-Labrador », *Acta Geographica* 8, n° 1, Helsinki, 1944.

(341) BRØNDSTED J. : « Nordborna i Amerika », [Les Nordiques en Amériques], in ANOH, 1950.

(342) BRØNDSTED J. : « Norsemen in North America before Columbus », Smithsonian Institution Annual Report 1953, Washington 1954, pp. 367 sq : c'est la refonte du précédent.

La dernière querelle en date remonte à 1954 :

(343) MJELDE : « Hvor la Vinland ? », [Où se trouve le Vinland ?], Oslo 1954. Et la réponse :

(344) NAESS Almar : « Hvor la Vinland ? », [Où se trouve le Vinland ?], 1956.

(345) MEDGAAR Jørgen : « Fra Brattahlid til Vinland », [De Brattahlid au Vinland], Naturens Venner København déc. 1961.

(346) HAUGEN Einar : « Voyages to Vinland », New York, 1942.

Si la question passionne le chercheur, il y a également lieu de chercher dans les traditions des Esquimaux. Certains de leurs contes populaires portent la trace du passage des Islandais, voir :

(347) RINK Henry : « Tales and Traditions of the Eskimo », translated from the Danish by the author London, 1875. L'histoire d'Ungortok, d'ailleurs citée par Gwyn JONES (cf (300)), est révélatrice.

L'extinction de la colonie ou des colonies du Vinland, évidemment étroitement dépendante de celle des colonies du Groenland, est aussi obscure que celle-ci.

(347) B)

En dernière heure, il est intéressant de rappeler, puisqu'elle a fait tant de bruit dans la grande presse, la découverte et la publication d'une carte du Vinland, datant du XIV^e siècle, soit : SKELTON R.A., MARSTON E. et PAINTER G.D. : « The Vinland map and the Tartar relation » Newhaven, Yale University Press, 1965. La découverte en question n'a, en définitive, qu'un seul intérêt : elle a divulgué auprès du grand public un fait qui, depuis longtemps, était une certitude pour tous les spécialistes. La carte elle-même n'apporte rien de nouveau. Le volume a prêté à de vives critiques. On lira notamment l'article de Paul ADAM qui s'étonne de la publication de ce document d'une carte du Groenland « remarquable » et « d'une carte du Vinland totalement inventée » : « c'est un faux, il est admirable et incompréhensible ». Paul ADAM : L'énigme du Vinland. Archeologia Paris, 10 avr. 1966. N° 9, pp. 40-45.

IV F

F. FIN DE L'EXPANSION : quand ? Pourquoi ?

Une chose est claire : le phénomène viking est mort de sa belle mort, progressivement, sans qu'il soit bien d'aller chercher une cause directe. Vers la fin du XI^e siècle, il n'y a pratiquement plus de Vikings, et ce, pour des raisons plus ou moins lointaines :

1. Avant tout des raisons commerciales : l'argent arabe ou oriental se trouve épuisé au XI^e siècle. La voie profonde des voyages, suédois en particulier, disparaît donc. Le commerce des peaux et fourrures trouve d'autres sources que celle de la Scandinavie. Sous l'influence de l'église, le fructueux commerce des esclaves cesse tout à fait. On se double d'une très importante.

2. Raison technique : le bateau viking, admirable de rapidité et de souplesse, était impropre au transport de marchandises en grande quantité. En fait, les Vikings transportaient surtout des produits de luxe, légers et de bon rapport (cf V h). Lorsque la Ligue hanséatique prend son essor, elle utilise de lourds bateaux à fond plat, peu maniables et très lents, mais susceptibles d'assurer parfaitement le commerce de l'époque : transport de céréales premières en grandes quantités. La raison d'être du bateau viking disparaît de ce fait.

3. Raisons politiques : les Etats scandinaves se stabilisent et entrent dans une ère nouvelle fort précieuse à la Norvège en particulier. De l'autre côté, les grandes nations occidentales s'organisent et se fixent elles-mêmes. La conquête de l'Angleterre par les Normands rend sans objet les incursions scandinaves en Grande-Bretagne, tant que la fermeté de Guillaume le Conquérant dissuade toute attaque.

4. Enfin, et c'est peut-être la plus profonde des causes de la fin de l'expansion viking, les Scandinaves ont une des caractéristiques les plus étonnantes est leur très grande faculté d'adaptation, se sont progressivement assimilés aux peuples qu'ils attaquaient. Devenus chrétiens pour la plupart, ils ne peuvent plus guère poursuivre la politique de piraterie qui a fait leur fortune. Colons installés, ils partagent à présent les intérêts, les coutumes, les langages, les mœurs de leurs anciennes victimes. Comme le dit fort bien Sawyer, (28) l'âge viking a commencé quand les peuples conquis par les Scandinaves ont considéré ceux-ci comme des étrangers. Il a cessé à partir du moment où la notion « étranger » ne leur convenait plus.

Sur ces questions, tous les manuels ont leur mot à dire. On reverra donc les ouvrages cités sous sections II et IV A b. Je mentionne tout de même quatre ouvrages intéressants :

(348) JACOBSEN Lis : « Svenskevaeldets fald », [La chute de la domination suédoise], København, 1929.

(349) BJØRGE A. : « Vesterlandenes indflydelse paa nordboernes og saerlig nordmaendenes ydre kultur, laeset og samfunds forhold », [L'influence des pays occidentaux sur les habitants du Nord et particulièrement sur la culture, le mode de vie et le mode d'association des Normands], Christiania, 1905 (très intéressant pour l'étude du phénomène d'assimilation progressive mentionné plus haut).

(350) MUSSET L. : « Relations et échanges d'influences dans l'Europe du Nord-Ouest (X^e et XI^e siècles) » in « Cahiers de civilisation médiévale », I, 1958, pp. 63-82 : des vues lumineuses sur cette assimilation.

(351) MUSSET Lucien : « Pour l'étude des relations entre les colonies d'Angleterre et de Normandie », Mélanges de Linguistique et de Philologie, Fernand Mossé in memoriam, 1959, pp. 330-339.

V. LA CIVILISATION VIKING

On trouvera regroupés et classés dans ce chapitre quantité d'études, d'articles ou de livres traitant des détails de la vie des Vikings. Leur étude peut donner une idée de ce que l'on appelle improprement la « civilisation » viking et permettre au lecteur de se faire une idée plus complète des hommes et des faits.

Il va sans dire que, là encore, les ouvrages d'ensemble ou de synthèse signalés au chapitre II sont de bonne lecture, celui, en particulier, de J. BRØNDSTED (27) qui a voulu être complet. Le plan que j'ai suivi se rapproche beaucoup du sien. Sur certains points, il entre même dans des détails (nourriture, propreté, etc.) que je n'ai pas retenus par défaut d'études spécialisées renvoyant à ces sujets : la lecture des sagas doit ici servir de guide, ou bien le Kultur historisk Leksikon (13), voire la série des publications de « Nordisk kultur » (Stockholm-Oslo-København).

a) Anthropologie

Deux études utiles :

(352) SCHREINER K.E. : « Crania Norvegica », Oslo, 1946.

(353) HANSEN Fr. C.C. : « Anthropologia medico-historica Groenlandiae antiquae », Meddelelser om Grønland 57, 1924.

b) Armes, armement, outillage

Deux ouvrages fondamentaux :

(354) Nordisk Kultur : « Vapen », [Armes], vol. XII B 1943, Stockholm-Oslo-København.

(355) FALK H. : « Ailmordische Waffenkunde », Kristiania, 1914.

L'arme par excellence des Vikings est l'épée, objet de prix et d'affection (le plus souvent, elles portaient des noms propres, comme les chevaux ou les chiens, et certaines sont devenues légendaires). Elles étaient généralement du type franc, voire même de fabrication franque. Voir :

(356) HOFFMEYER Ada Bruhn : « Middeltalderens tvaeggede svaerd », [L'épée à deux tranchants du Moyen Âge], 2 vol., København 1954 (avec un sommaire en anglais).

(357) PETERSEN Jan : « De norske vikingesvaerd. En typologisk-kronologisk studie over vikingetidens vaaben », [L'épée des vikings norvégiens. Etude typologique et chronologique des armes de l'époque viking], in Videnskapsakademiet skrifter, II Hist.-filos., klasse n° 1, Oslo, 1919.

Pour l'outillage — fort développé à l'époque : forger ou ciseler était un exercice que ne désignaient pas les princes eux-mêmes, voir :

(358) PAULSEN P. : « Ast und Kreuz bei den Nordgermanen », Berlin, 1939.

(359) PETERSEN Jan : « Vikingetidens redskaper », [Outils de l'époque viking], Skrifter utgitt av det norske Videnskaps Akademi i Oslo II Hist.-filos. klasse, n° 4, Oslo, 1951 (avec un sommaire en anglais).

Sur la stratégie viking, typique et originale, voir :

(360) ALMGREN B. : « Vikingetåg och vikingeskepp », [Expéditions vikings et bateaux vikings], in « Tor » VII, Upsala, 1962.

(361) LOT F. : « L'art militaire et les armées au Moyen Âge », Paris, 1946, tome I. Important : citée à la question plusieurs fois abordée ici de l'importance des « armées » scandinaves.

D'une façon générale, en ce qui concerne ces questions, on se reportera toujours avec fruit aux notes qui figurent dans les éditions de sagas de la série « Islensk Fornrit ». En particulier, le volume I (« Egils saga, sáttmáli Sigurur NORDAL »).

c) Moyens de transport

1. Bateaux

Revoir d'abord les rapports archéologiques, supra, IV A c 5.

L'ouvrage fondamental est celui de :

(362) BRÖGGER et SHETELIG : « Vikinge skipene », [Les bateaux vikings], Oslo, 1950, traduit en anglais : « The viking ships », their ancestry and evolution », Oslo, 1953.

Bonnes études générales :

(363) MARCUS G.J. : « The Navigation of the Norsemen », *The Mariner's Mirror* XXXIX 1953.

(364) SJÖVOLD Thorleif : « The viking ships », Oslo, s.d. (1957 ?).

(365) LEWIS A.B. : « The northern Seas, shipping and Commerce in Northern Europe A.D. 300-1100 », Princeton 1958. Voir aussi la recension critique que fait de cette étude GRIERSON P. in « *English Historical Review* » LXXVI 1961, pp. 311-315.

(367) AKERLUND Harald : « Vikingatidens skepp och sjöväsen », [Bateau et navigation à l'époque viking], Svenska Kryssarklubbens Årsskrift 1959, pp. 23-81.

Revoir également SHETELIG et FALK : « Scandinavian archaeology », cité supra ss rub. (127). Le chapitre rédigé par Falk, sur « Seafaring » est fort important.

Revoir également ALMGREN, art. cit. ss rub. (361).

Études de détails :

(368) LINDQVIST Sune : « Fartygbilder från Gotlands forntid », [Images de navires dans l'ancien Gotland], Föreningen Sveriges Sjöfartsmuseum i Stockholms Årsbok 1941, pp. 9-24.

(369) KUHN H. : « Knörinn » in « Samtid og saga », V, 1951 (sur le knarr, le plus fameux de tous les types de bateaux vikings).

(370) AKERLUND H. : « Aas och belt-i-äss », [Poutre et vergue], in « Unda Maris », 1955-6, pp. 22-4.

On ne saurait trop recommander la lecture de cette étude savante sur la construction des bateaux vikings. Elle éclaire quelques-uns des points fondamentaux de l'art nautique des Scandinaves.

(371) VON FRIESEN O. : « Sparlösastenen », [La pierre de Sparlösa], KVHAA Handlingar 46, 1, 1942 (étude du bateau représenté sur la pierre de Sparlösa, Suède).

2) Véhicules divers

La découverte du célèbre chariot d'Oseberg étant d'un prix inestimable ici, revoir les études citées ss rub. (130), (131), (132).

En outre :

(372) BERG Gösta : « Sledges and wheeled vehicles », *Nordiska Museets handlingar*, n° 4, Stockholm 1935.

(373) MOTEFINDT H. : « Der Wagen im nordischen Kulturkreise zur vor-und frühgeschichtlichen Zeit », *Festschrift Eduard Hahn*, 1917, pp. 209 ssqq.

Un petit détail : les Scandinaves connaissaient le ski dès avant la période viking.

d) Habillement et bijoux

Pour les tissus, voir (181) et (182).

L'ouvrage fondamental est :

(374) FALK H. : « Altnordische Kleiderkunde », Kristiania, 1919.

Pour les bijoux, voir (220) et (221) et ajouter :

(375) PETERSEN Jan : « Vikingetidens smykker », [Bijoux de l'époque viking], Stavanger, 1928.

Voir aussi infra la section V m

e) Habitat

Voir SCHULTZ (219)

Deux ouvrages fondamentaux :

(376) Nordisk Kultur vol. XVII « Bygningskultur » (Pour Suède et Norvège, pp. 21 ssqq par M. STENBERGER, pour les nord-atlantiques, pp. 108 ssqq par A. ROUSSEL), Stockholm-Oslo-København, 1953.

(377) HOUGEN Björn : « Fra seter til gård. Studier i norsk bosetningshistorie », [Du « setr » au « gård », Etude sur l'histoire de l'habitat nordique], Oslo, 1947.

Voir également OLSEN M. cit. ss rub. (238). Pour l'Islande :

(378) BANNON H.W. : « Some old historic homestead of Iceland » in Saga-Book of the Viking Socy IX 1925, pp. 301-310, illustr.

(379) STENBERGER M. : « Fornitida gardar i Island », [Anciennes fermes en Islande], éd. par M. Stenberger, København 1943, avec un sommaire en anglais).

Pour l'Ecosse :

(380) ROUSSEL Aa. : « Norse building customs in the Scottish isles », Copenhagen-London, 1934.

f) Poids et mesures

Là encore, je renvoie aux notes des publications de la série Islenzk Fornrit. Rien n'est plus complexe que le système des poids et mesures scandinaves, d'autant qu'il a changé vers l'an 1000 et que les mêmes termes ont désigné des mesures différentes (l'exemple étant le mot hundrad qui a signifié 120 puis 100). Comme d'autre part, les étalons variaient selon la qualité du métal (on distinguait l'argent pur ou brûlé de l'argent courant et celui-ci de l'argent gris ou mal raffiné) la plus grande confusion règne dans l'interprétation des données fournies par les textes. Voir :

(381) BRÜGGER A.W. : « Ertog og øre. Den gamle norske vekt », [L'ertog et l'øre. Les poids de l'ancien Nord], Videnskapselskabet skrifter vol. II hist.-filos. klasse n° 3, Christiania, 1921 : la meilleure étude existant.

g) Agriculture

Très peu d'études sur ce sujet. Pourtant, contrairement à ce que l'on croit, les Scandinaves étaient des agriculteurs, comme en témoignent les sagas. S'ils pratiquaient surtout l'élevage, extensif, ils ne dédaignaient pas l'utilisation de la charrue. Voir :

(382) GLOB P.V. : « Ard og plov i Nordens oldtid », [Araire et charrue dans l'antiquité nordique], Aarhus 1951 (avec un sommaire en anglais).

h) Commerce

Cette section reprend IV A c 10. S'y reporter. En particulier, les ouvrages d'ARSMAN (224) et JANKUHN (202).

Les Vikings exportaient : des fourrures, des esclaves, des armes (que, généralement ils n'avaient pas fabriqués eux-mêmes), et quelques matières premières comme le fer (Suède) et la stéatite (soap-stone) (Norvège). Ils importaient : des objets décoratifs de toutes sortes, vestimentaires surtout, de l'orfèvrerie, des récipients de toutes formes (du Rhin surtout), des coupes d'argent dont ils raffolaient, de la soie (qui provenait de Chine) et surtout de l'argent, soit sous forme de pièces de monnaies, soit sous forme d'objets, soit sous forme d'argent « haché ». On lira :

(383) ASKEBERG Fr. : « Norden och kontinenten i gammal tid », [Le Nord et le continent autrefois], 1944 Uppsala (intéressant sur le commerce de Birka et de Hedeby).

(384) BJERNUM J.P. : « Vikingetidens handel og dens betydning for Nordens folk », [Le commerce à l'époque viking et sa signification pour les peuples du Nord], ANOH, 1948, pp. 294-303.

(385) STENTON F.M. : « Documents illustrative of the social and economic history of the Danes », British Academy, 1920.

Voir aussi LEWIS supra rub. (365).

Les études de Jankuhn sont précieuses sur ce sujet. Voir (302). En outre :

(386) JANKUHN H. : « Sechs Karten zum Handel des 10. Jahrhunderts im westlichen Ostseebereich », *Archaeologica Geographica* I, 1950, pp. 8-16.

(387) JANKUHN H. : « Der fränkisch-friesische Handel zur Ostsee im frühen Mittelalter », *Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 40, 1953, pp. 193-243.

(388) JANKUHN H. : « Die frühmittelalterlichen Seehandelsplätze im Nord- und Ostseeraum », *Vorteile und Forschungen* vol. IV, Linau, 1958.

i) Organisation politique et juridique

On n'oublie pas que les peuples du Nord avaient développé, sur le modèle germanique ancien, un système politique et un code de lois l'un et l'autre extrêmement originaux, et peu familiers à nos conceptions latines. Il y prendra garde si l'on veut se faire de leur « civilisation » une idée exacte. Toute leur politique est centrée sur la notion de « thing », sorte d'assemblée annuelle ou saisonnière au cours de laquelle on récapitulait les lois édictées par voie orale, on tranchait des plus importants litiges, on statuaient sur les nouveautés imposées par la conjoncture. Cette institution remonte à la période paléenne, de même d'ailleurs que l'autre trait curieux de cette organisation : l'existence des « godi », mi-prêtres, mi-chefs, mi-législateurs, gardiens du temple, responsables de la communauté, obligatoirement membres de l'exécutif comme du législatif, dont les prérogatives étaient cessibles par voie d'hérédité, par vente totale ou partielle, etc. Le thing dont l'ossature est constituée par les godi est présente dans la seule institution juridico-politique des anciens Scandinaves. La notion communautaire qui en résulte ne doit pas être méprisée. Ni république, ni monarchie, la constitution scandinave prend ainsi l'allure d'une oligarchie laïque. Quant à lui, excessivement compliqué et tortueux (nos Normands d'aujourd'hui en ont gardé quelque chose par coutume qu'il fût, n'en était pas moins d'une précision extrême. Fait curieux, il exigeait un respect absolu de la lettre, parfois indépendamment de l'esprit et... de la justice. Autre bizarrerie : la force prime le droit dans ce code. Triomphait celui qui avait le plus de partisans, non celui qui avait raison. C'est une conséquence directe de cette façon de ne jamais se séparer du clan ou de la famille, dont on reparlerait. La peine de mort n'était pas courante. En fait, tout ce système juridique reposait sur la pratique de la compensation ou wergeld (ransom). Hormis la proscription, pire en un sens que la mort elle-même (elle consistait à isoler de la communauté à perpétuité), tout délit était rachetable en versements d'argent dont le taux était fixé avec précision. La pratique du duel (hólmgangr) et de l'ordalie (járnburdr) était également fréquente.

Il existe sur ce sujet un livre remarquable, en français, qui donne en outre des références bibliographiques nombreuses et auquel on voudra bien se reporter. Il est centré sur l'Islande, mais il est prouvé que la constitution islandaise d'Ulfrjótt était directement inspirée de la norvégienne (lois du Gulathing). C'est :

(389) GREGERSEN Aage : « L'Islande : son statut à travers les âges » Paris, Sirey, 1927. On le consultera avec le plus grand soin, pour ce qui concerne l'Islande de la République. On y ajoutera :

(390) BODEN Friedrich : « Zur Isländischen Regierungsgewalt in der freistatlichen Zeit » Breslau, 1912.

(391) HEUSLER Andrés : « Das Strafrecht der Isländersagas » Leipzig, 1913.

(392) SCHWERIN Cl. V. : « Germanische Rechtsgeschichte » 1956 (excellente mise à jour).

j) Organisation sociale

La référence obligatoire concerne le très remarquable poème qui s'intitule « Rigsthula » (on doit aussi lire trois fois Rigsmál). Mieux que toute étude, il nous renseigne sur la conception de la société que se faisaient les anciens Scandinaves : conception tripartite. En bas de l'échelle, la classe des esclaves, au milieu, celle des paysans libres, en haut, celle des rois ou des chefs. Il en existe deux traductions en français, dont une ancienne.

(393) RING W. de : « Essais sur la Rigsmál-saga [sic] et sur les trois classes de la société germanique » Paris, Duprat, 1854.

(394) WAGNER Félix : « Les poèmes mythologiques de l'Edda » Paris, 1936.

Bonnes études sur le sujet :

(395) MEISSNER R. : « Beiträge zur Geschichte der deutschen Sprache und Literatur » vol. 1933.

(396) YOUNG Jean I. : in Arkiv för nordisk filologi, vol. 49, 1933.

Il est bon d'insister avec autant de force que le fait Einar Ol. SVEINSSON (op. cit. supra et rub. [248]) sur le phénomène du « félag », sorte d'association libre extrêmement courante chez les Vikings. Les sagas en fournissent d'innombrables exemples. En définitive, ni dans son milieu social naturel, ni dans le cours de ses activités, le Viking n'était l'homme seul et farouche qu'en ont fait les romantiques.

On fera un sort en passant à la fameuse réponse : « Nous n'avons pas de maître, nous sommes tous égaux. » Si le dieu de guerre reste « primus inter pares » son autorité n'en est pas moins effective.

Sur les paysans, on lira l'intéressante étude de :

(397) STENTON F. : « Free peasantry of the Northern Danelaw » Bulletin de la Société royale des lettres de Lund, 1925-6.

Voir aussi (385) du même auteur.

k) Vie courante : sport, jeux, chasse, pêche, etc.

(398) (399) On trouvera des détails intéressants dans les deux volumes de Nördisk kultur consacrés à ce domaine : volumes IX et XXIV, 1931 et seqq.

Pour une vue d'ensemble, deux bons ouvrages :

(400) BAATH Albert Ulrik : « Nordiskt forntidslif » [La vie dans l'ancien Nord], Stockholm, 1890.

(401) WEINHOLD K. : « Altnordisches Leben » Berlin, 1856.

Sur la pratique des sports (essentiellement : course à pied, lutte — d'une espèce curieuse, encore pratiquée dans l'Islande d'aujourd'hui, la « glíma » — tir à l'arc, lancement du javelot, escrime et surtout combats de chevaux), voir :

(402) BJARNASON Björn : « Iþróttir fornamna á Nordurlöndum » [Les sports des anciens dans les pays du nord], Reykjavík, 1908.

Sur la pêche :

(403) BJARNASON Þorkell : « Um fiskiveldar Íslendinga og útlendinga við Ísland að fornu og nýju » [Des pêcheries islandaises et étrangères en Islande autrefois et maintenant] in « Timarit h. Isl. Bokm. », IV, 1883, pp. 166-242.

Voir aussi :

(404) SELLING D. « Wikingerzeitliche und frühmittelalterliche Keramik in Schweden » Stockholm, 1955.

l) Santé et médecine

Les Vikings pratiquaient à un degré raffiné la médecine et la chirurgie, sans doute sous des influences italiennes (École de Salerne). On consultera :

(405) L'édition de la saga de Hrafn Sveinbjarnarson par Anne TJOMSLAND : « The Saga of Hrafn Sveinbjarnarson, the life of an Icelandic physician of the thirteenth century », collection Islandica, vol. XXXV, Ithaca, New York, 1951. Introduction et bibliographie y sont précieuses. La référence à la saga du Prêtre Gudmundur, du cycle des Sturlunga, ne doit pas être négligée. Parmi les ouvrages cités en note, on retiendra surtout :

(406) GRÖN Fredrik : « Althordliche Heilkunde » « Janus » 1907-1908.

En outre, voir :

(407) GUDJONSSON Sk. V. : « Folkkost og Sundhedsforhold i gamle Dage » [Nourriture du peuple et état de santé aux jours anciens], København, 1941.

(408) REICHBORN-KJENNERUD I. : « School of Salerno and Surgery in the North » Annals of Medical History IX (1917).

m) Art

Le trait, peut-être, le plus passionnant concernant les Vikings regarde leur art, extrêmement original, d'une grande beauté et, surtout, d'un dynamisme saisissant. D'un autre côté, les artistes vikings ont souvent su enrichir leurs motifs animaliers d'esquisses proprement abstraites, que ne renieraient pas nos maîtres actuels. Il y a de excellentes reproductions de leurs œuvres dans la plupart des ouvrages d'ensemble signalés au chapitre II. SARRE, dans l'album de photos qu'il a rapporté d'Islande en 1963 (« L'or de l'Islande » Paris, Arthaud) reproduit quelques réussites islandaises.

On se rappellera d'abord que l'art des Vikings atteste de multiples influences, conséquence de ce talent particulier d'assimilation dont on a déjà parlé ici. Dès ses origines, il manifeste qu'il reste dans la ligne de l'art scandinave en général : voyez là-dessus :

(410) TALBOT Rice Tamara : « Les Scythes » traduit de l'anglais par Maurice VIEYRA, Paris, Arthaud.

Sur les influences celtiques et orientale, voir :

(411) ABERG N. : « Keltiska och orientalska stilinflytelser i vikingatidens nordiska konst » [Influences de style celtique et oriental sur l'art nordique à l'époque des vikings] Kungl. Vitt. Hist. Antikv. Handlingar Stockholm, 1941 (avec un sommaire en anglais).

D'autre part, il est bon de savoir que l'art viking s'est exercé dans deux domaines : la peinture, et aussi la sculpture, sur métal, sur pierre et sur bois.

Les ouvrages et vues d'ensemble ne manquent pas :

(412) Il existe un volume de Nordisk kultur sur le sujet : « Nordisk Kultur » vol. XXVII, « Kunst » pp. 13-23 sqq (par Jan PETERSEN, Sune LINDQVIST et C.A. NORMAN) Stockholm-Oslo-Copenhavn, 1931.

(413) HOLMQVIST W. : « Germanic art during the first millenium A.D. » in KVHA Handlingar Stockholm 1955.

(414) L'ouvrage de base est : KENDRICK T.D. : « Late Saxon and viking art » London 1949, d'ailleurs d'une lecture passionnante.

(415) SHETELIG H. : « Classical impulses in Scandinavian Art from the Migration period to the Viking Age » Oslo 1949.

(416) SHETELIG H. : « The Norse style of Ornamentation in the Viking Settlements » Acta Archaeologica 1948.

Etudes plus restreintes :

(417) ALMGREN B. : « Bronsnycklar och djurornamentik » [Clés de bronze et ornementation animale] dont je n'ai pas retrouvé la référence.

Revoir ARWIDSSON G. supra (222).

(418) HUBENER W. : « Zur Ausbreitung einiger fränkischer Keramik-gruppen nach Nord-und Mitteleuropa im 9-12. Jahrhundert » Archaeologica Geographica II (1951) pp. 105-111.

(419) LINDQVIST Sune : « Osebergmästarna » [Les maîtres d'Oseberg] in « Tor » Uppsala 1948 pp. 93 (intéressante étude, les découvertes d'Oseberg étant de véritables chefs-d'œuvre, en plusieurs domaines : sculpture sur bois, tapisserie, etc.).

(420) LINDQVIST Sune : « Gotlands Bildsteine » [Les pierres décorées de Gotland] 2 vol. Stockholm 1941-2 : ouvrage fondamental sur l'art pictural des Vikings.

(421) MULLER Sophus : « Die Thier-Ornamentik im Norden » Hamburg, 1881.

(422) PAULSEN Peter : « Studier zur Wikinger-Kultur » Neumünster 1933, revoir également (404).

(423) SHETELIG H. : « Religionshistoriske drag fra vikingetidens stil-historie » in « Viking » [Un essai sur l'histoire des religions, tiré de l'histoire du style de l'époque viking] 1950 (intéressante étude des rapports d'interdépendance entre la religion scandinave ancienne et l'art viking).

L'Islande mérite un chapitre à part. Le Musée National de Reykjavik contient des merveilles, inventariées par :

(424) ELDJARN Kristján : « Art ancien d'Islande » Paris, Elsevier, s.d. (en collaboration avec Hans BECK).

Deux des chefs-d'œuvre découverts en Islande ont fait l'objet d'études particulières :

(425) JONSDOTTIR Selma : « An eleventh century Byzantine last judgment in Iceland » Reykjavík Almenning Bókafélagið s.d.

(426) OLSEN Björn M. : « Valhjófastadafurdin » in Árbok hins íslenska Fornleifafélags, 1884, pp. 24-37 (sur la prestigieuse porte de Valhjófastadir, dont une reproduction figure dans l'album de Samivel signalé ss rub. (409).

Sur l'influence des Vikings sur l'art anglais :

(427) BRÖNDSTED J. : « Early English Ornaments » London, 1924.

n) Poésie et littérature

Nécessairement, cette section double étroitement IV A « 2 et IV A « 3. On voudra bien s'y reporter. On ajoute :

(428) DE VRIES Jan : « Altnordische Literaturgeschichte » 2 vol. Berlin 1941-2 (indispensable ouvrage d'étude, mais méthode contestable).

(429) JONSSON Finnur : « Den oldnorske og oldislandske litteraturs historie » [Histoire de l'ancienne littérature norvégienne et islandaise], 3 vol. København, 1920-4.

(430) HOLLANDER Lee : « The skalds » Princeton, 1947.

(431) NECKEL G. : « Die altnordische Literatur » Leipzig, 1923.

(432) TURVILLE-PETRE G. : Notes on the intellectual history of the Icelanders » in « History » XXVII 1942.

(433) TURVILLE-PETRE G. : « Origins of Icelandic literature » Oxford University Press 1953 (un guide sûr et élégant).

(434) PAASCHE F. : « Norges og Islands litteratur inntil utgangen av middelalderen » [Littérature de Norvège et d'Islande jusqu'à la fin du Moyen Âge], 2^e éd. 1957.

(435) HELGASON Jon : « Norrønt Litteraturhistorie » [Histoire littéraire du Nord], Copenhague, 1934 : le meilleur petit manuel, malgré sa date.

Devant l'abondance de la matière, il est clair que je ne cherche pas à indiquer autre chose que des guides d'ensemble.

o) Rôle et conception de la femme

Sur ce point, qui eut naguère une grande importance, mais passe un peu de mode à présent, je signale deux études :

(436) LECLERCQ Jules : « La femme dans l'Islande des temps héroïques » revue « La femme belge » Louvain, 1922.

(437) FRIDJONSSON Guðmundur : « Konur í fornöld. Althyðuerindi » [Les femmes dans l'Antiquité. Conférence publique] in Eimveldin XVIII 1913, pp. 6-28 et 77-95.

p) Religion : paganisme, conversion

Là non plus, il n'est pas question de dresser une bibliographie complète des écrits concernant la religion des anciens Scandinaves, puis de ceux qui ont trait à la religion des Vikings, enfin de ceux qui retracent en détail leur conversion. Quelques œuvres essentielles ou déterminantes suffiront.

D'un point de vue religieux, les Vikings méritent pourtant une certaine attention. On ne saurait guère les taxer de fanatisme ou même de solidité dans leur foi. Remarquables, surtout pour l'époque, sont ce scepticisme, voire cet athéisme, en tout cas, cette largeur de vues qui les caractérisent en matière de foi. Hormis en Suède, où le temple d'Uppsala « fonctionnait » encore à l'époque où écrivait Adam de Brême, cf. (72) à (74), le paganisme paraît n'avoir eu que peu de force pendant la période qui nous intéresse. Mais, en revanche la « conversion » des Vikings était beaucoup plus souvent affaire de politique, voire de cupidité, que de bouleversement de conscience. Qu'on songe qu'après la conversion officielle de l'Islande au christianisme, en 1000, une clause officielle stipulait que ceux des nouveaux chrétiens qui voulaient continuer d'honorer les anciennes divinités avaient le droit de le faire, pourvu que ce fût en secret ! Grosso modo, il faudra trois siècles à l'Église pour s'implanter définitivement

dans les cœurs des Vikings. Il est vrai que l'odinisme est plus une philosophie de l'existence qu'une religion vraie. Je crois qu'à proprement parler, les Vikings n'étaient pas des esprits religieux : déjà à cette époque, leur «*tanschauung*» était humaine, très humaine...

Il convient d'abord de se remettre en tête un certain nombre de textes : ceux de l'Edda et surtout parmi eux, le fondamental «*Hávamál*», sorte de code moral, œuvre composite mais dont l'étude renseigne mieux sur toute autre chose sur la psychologie des Vikings.

Révoir donc RENAUD-KRANTZ op. cit. ss rub. (394).

WAGNER Félix : poèmes mythologiques, op. cit. ss rub. (394).

(438) WAGNER Félix : «*Les poèmes héroïques de l'Edda et la saga des Völsungs*» Paris, Leroux, 1910.

(439) WAGNER Félix : «*Völuspá, ou la prédiction de la prophétesse*» Revue belge de philologie et d'histoire, XIII, 1934, pp. 45-56.

Quelques ouvrages généraux indispensables :

(440) DE VRIES Jan : «*Altgermanische Religionsgeschichte*» 2 vol. Berlin, 1956-7 : indispensable, ouvrage rempli de vues discutables.

(441) DAVIDSON H.R. Ellis : «*Gods and myths of Northern Europe*» Penguin books, 1964 : une édition récente, synthétique, et probe. A conseiller.

(442) VON DER LEYEN Fr. : «*Die Götter der Germanen*» München, 1938.

(443) CAHEN Maurice : «*Le libation, études sur le vocabulaire du vieux scandinave*» Paris, Champion, 1911.

(444) CAHEN Maurice : «*Le mot Dieu en vieux scandinave*» Paris, Champion, 1921.

Les études fondamentales sont celles du professeur Dumézil :

(445) DUMEZIL G. : «*Les dieux des Germains, essai sur la formation de la religion scandinave*» Paris, P.U.F., 1959.

(446) DUMEZIL G. : «*Le festin d'immortalité*» Paris, 1924.

(447) DUMEZIL G. : «*Mythes et dieux des Germains, essai d'interprétation comparative*» Paris, Librairie de la Sorbonne, 1939.

(448) DUMEZIL G. : «*Loki*» Paris, Maisonneuve, 1948.

(449) DUMEZIL G. : «*La saga de Hadingus*» Paris, 1953.

(450) DUMEZIL G. : «*L'idéologie tripartite des Indo-Européens*» Bruxelles, coll. Latonus, vol. XXX, 1953.

(451) DUMEZIL G. : «*Remarques comparatives sur le dieu scandinave Heimdalr*» Paris, Etudes de la Sorbonne, 1954.

Voilà encore :

(452) CRAIGIE W.A. : «*The religion of Ancient Scandinavia*» London 1914.

(453) BRANSTON Brian : «*Gods of the North*» London 1955 : ouvrage brillant et plaisant.

(454) STRÖM F. : «*Diser, namor, valkyrior, Fruktbarskult och sakralt kungadöme i Norden [Dieux, esprits, valkyries, culte de la fertilité et monarchie sacrée dans le Nord]* KVHAA Handlingar, filolog.-filos. serien 1 Stockholm, 1954 (avec un sommaire en allemand) : étude sérieuse et qui fait le point sur bien des questions (en particulier sur le culte de Frey, dieu de la fécondité).

Sur les temples :

(455) DYGGVE Ejnar : «*Gorm's temple and Harald's stavechurch at Jelling*» Acta Archaeologica, vol. XVI, 1954 pp. 221 ssqq.

(456) LID Nils : «*Scandinavian heathen cult places*» In Folk-Liv, vols XXI et XXII, Stockholm, 1924. Pour les cérémonies d'inhumation (qui n'étaient pas toujours lieu par crémation) et le culte des morts, voir ss p. c 4, en particulier ALMGREN (171), RAMSKOU (172) et (175), surtout DYGGVE (173), BRÜNDSTED (174), MAN (177) et (178) et ARNE (179).

On y ajoutera une mise au point d'ensemble :

(457) AMTOFT S.K. : «*Nordiske Gudeskikkelser i bebyggelsehistorisk belysning*» [Destinée des dieux du Nord à la lumière de l'histoire de la colonisation] København, 1948.

Enfin, pour une étude du passage du paganisme au christianisme et des modalités de la conversion, une étude capitale :

(453) LLUNGBERG H. : « Den nordiska religionen och kristendomen. Studier över det nordiska religions livet under vikingatiden » [La religion nordique et le christianisme. Etudes sur le changement de religion à l'époque viking], Uppsala, 1938, et aussi :

(455) PÆTURSS Heigi : « Ur trúarsögu Forn-Islandinga » in « Skírnir » [Histoire du christianisme en Islande] Reykjavik, LXXX (1906) pp. 50-71.

(460) HELGASON Jón : « Kristnissaga Islands » [Histoire du christianisme en Islande] Reykjavik 1925-27, tome I.

2) L'esprit Viking. Des héros ? des bandits ?

Il est vain de prétendre trancher cette question. Ils étaient l'un et l'autre, probablement. Leur cupidité, une certaine lâcheté qui les poussait à préférer la fuite au combat rangé et à attaquer des gens sans défense, leur rapacité et leur manque de scrupules ne peuvent donner à leur histoire une allure de légende dorée. D'un autre côté, leur intelligence industrielle, leur audace, leur mépris de la mort, leur légendaire bravoure, leurs ruses, leur exemplaire courage en font des héros de taille. Typiques entre tous sont cet Egill, fils de Grimr le chauve ou ce roi Ólaf Trygvasson que les sages ont immortalisés l'un et l'autre. Mais on se rappellera encore une fois que les sages, bien longtemps après les événements qu'ils relatent, n'ont pas échappé à la tentation épique du grossissement.

Ce qui caractérise le Viking, c'est avant tout une incroyable audace, une exaltation du courage humain qui finit par leur masquer toutes les difficultés d'une entreprise. Ensuite, un sens de la chance personnelle, du destin (ils appelaient la chose « goefa ») qui leur ôte toute hésitation. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus [voir BOYER (10) les introductions] : en définitive, ils se voyaient victimes du destin, mais, au lieu de s'en lamenter, toute leur grandeur venait d'une acceptation du sort, d'une volonté d'accomplir ce qui leur était destiné, sans broncher, sans fléchir. Sur ce point, il faut lire Gwyn JONES, op. cit. ss. rub. (300), pp. 33 à 37 et BRONDSTED, op. cit. ss. rub. (27), pp. 313-314. Ce dernier insiste sur un trait encore de leur caractère : cet inflexible, intransigent et pointilleux sens de l'honneur qui donne souvent à leurs réactions quelque chose de cornélien, le Cornelle (un Normand !) des premières œuvres (cf. Alidor, « La Galerie du palais » : « C'est de moi seul que je prendrai ma loi »).

Sur tout cela, on lira deux ouvrages essentiels :

(461) GRÖNBECH V. : « The culture of the Teutons », 2 vol. London-København, 1931.

Et surtout :

(462) NORDAL Sigurdur : « Islands menning », [Culture islandaise], tome I, Reykjavik 1942 (qui doit être soigneusement traduit en anglais dans la collection *Islandica*, Ithaca, New York).

VI. CONCLUSION : L'INFLUENCE, LE « MYTHE » VIKING

Sur l'influence exercée par les Vikings, il est pratiquement impossible de dégager une conclusion ferme. Toutes les opinions se rencontrent, de ceux qui ne voient dans le phénomène viking que nuit et barbarie (cf. Brøndsted) à ceux qui y voient les régénérateurs de l'Occident — tradition de longue date, puisqu'elle remonte à Montesquieu, Mme de Staël, Chateaubriand, etc. Cf. aujourd'hui Oenastierna. Comme toujours, la vérité doit se tenir au milieu.

Je ne signalerai que deux ouvrages, l'un caractéristique des aberrations que l'on peut commettre sur le sujet :

(463) GILBERT Max : « Odin I. Les Normands et l'influence nordique en France, la charte aux Normands », II « Les Normands et l'influence nordique en France, les dieux normands », III « Notes complémentaires (juin 1949) sur études sur la Charte aux Normands : les dieux normands et le roi Arthur », IV « Nouvelles notes complémentaires... », Fécamp, 1945, 1946, 1949, 1950. En vérité, les erreurs commises dans cet ouvrage sont fort instructives : de leur excès même se dégage une sorte de vérité.

On y opposera :

(464) DAWSON Christopher : « Le Moyen Age et les origines de l'Europe, des invasions à l'an 1000 », traduit de l'anglais sous la direction de Louis HALPHEN, Paris, Arthaud, 1950 : c'est la réédition de la traduction classique de 1935.

On reverra également les ouvrages de MUSSET L. signalés ss. rub. (31), (350) et (351).

Comment toutefois dégager la réalité de ce qu'il faut bien appeler le « mythe » viking, c'est la dernière question à poser, et, à celle-là, la réponse n'est pas donnée d'avance ! Depuis Chateaubriand et Marnier, il s'est agi non seulement en France, mais dans tout l'occident, une sorte de légende concernant les Vikings : elle en fait des êtres exceptionnels, sortes de surhommes qui « meurent en riant » (le fameux « bardit des Francs » des « Martyrs » de Chateaubriand a connu une bonne vingtaine d'adaptations en un siècle), se jouent du sort, etc. Une immense littérature, enfantine surtout, et un cinéma américain (en ce sens, des films comme « Les Vikings » avec Kirk Douglas ou « Orm le rouge » sont une sorte de digest de toutes les inepties qu'il y a à commettre sur la question) ont su profiter de l'ambiance exceptionnelle qui s'attache à l'histoire des Vikings (la mer, les bateaux, l'aventure, à dire verte, etc.) pour leur dresser une sorte de stèle hiératique et, faut-il le dire, fausse.

En voici quelques exemples, pris dans un ensemble innombrable, et classés par ordre alphabétique pour ne pas faire de jaloux :

- (465) BLANCHEMAIN Prosper : « Poésies » (un tome sur les Vikings), Paris, Aubry, 1866.
 (466) BOJER Johan : « Le dernier Viking », traduit du norvégien par P.G. LA CHESNAIS, Paris, Garnier-Lévy, s.d. (avant la guerre).
 (467) GOURDAULT Jules : « Gunnar et Nial. Scènes et mœurs de la vieille Islande », Tours, 1880 (cette paraphrase).
 (468) HAUPLAND Andrée : « Helge le viking », traduit par Marg. GAY, Paris, Sorlot, 1945.
 (469) RICHARD O.J. : « Le roman de l'Islande, poème », Nîort, 1883 : un chef-d'œuvre. Les Vikings deviennent de preux chevaliers galants.
 (470) VIALAR P. : « Les Vikings », Paris, Amiot-Dumont, 1952.
 (471) Willfart H. : « Au pays des Vikings », Paris, 1934.

En fin de compte, pour une bonne connaissance, quoique purement littérale du sujet, on pourra, dans ces cas désespérés, se reporter à trois sympathiques essais :

- (472) GUYOT Ch et WEGENER E. : « Le livre des Vikings, d'après les anciennes sagas », Paris, 1922.
 (473) CLUZEL Magdeleine : « Essai sur les Scandinaves et l'Islande au X^e siècle, suivi du récit du voyage dans les mers septentrionales », Paris, Maisonneuve, 1936.
 (474) BENGTSOON Frans G. : « Orm le rouge, roman viking », traduit par T. HAMMAR, avec-propos de L. MAURY, Paris, Stock, 1947 : c'est l'ouverture la plus souriante et, techniquement, la plus exacte, au monde de Vikings. L'auteur, un professeur, a su donner à ce récit le mouvement d'un véritable roman sans altérer le fait historique.

Pour conclure, il faut regretter qu'il n'existe pas encore, en dépit des excellents essais signalés au chapitre d'étude de synthèse concernant les Vikings, et qui ferait état de toutes les acquisitions faites dans les domaines de l'histoire, de l'archéologie, de la numismatique, de la philologie et de la critique des textes. Au point où nous sommes, une telle étude serait judicieuse. Mais cet essai de bibliographie, par son ampleur, donnera une idée de la difficulté considérable de cette tâche.

NOTA BENE : Au moment de mettre sous presse, j'apprends — pour infirmer un peu les affirmations du second paragraphe de l'Avertissement liminaire — que des ouvrages français, composés par d'éminents spécialistes, paraissent ou vont paraître incessamment sur les questions étudiées dans cet essai. Outre le « Que sais-je ? » de F. DURAND, signalé en rub. (30), il s'agit de :

- (475) GRAVIER Maurice : « Les Vikings », Paris, Hachette. Doit paraître avant la fin de l'année.
 (476) MUSSET Lucien : « Les invasions - Le second assaut contre l'Europe chrétienne », collection *Paul* « Nouvelle Clio », numéro 12 bis. Concernant les Vikings les pp. 107-146 et 206-266, le restant du volume est consacré aux Slaves, Magyars, Bulgares et Sarrasins. La seconde partie, traitant des « problèmes en suspens et questions de recherches » est d'une utilité évidente. Il y a, de plus, pp. 18-27, une bibliographie étoffée. (Renseignements aimablement communiqués par l'auteur. Date de publication : 15 novembre 1965).
 (477) MUSSET Lucien : « Introduction à la runologie », Aubier, Bibliothèque de Philologie germanique, rédigée en partie d'après les notes de F. MOSSE, 1 vol., 468 p., 20 planches. Concernant les Vikings, les pp. 213-227. Le volume se termine par une anthologie, dont les pp. 380-442 traitent de la même période (numéros 48 à 107). Tout ce qui concerne les Vikings est de Musset. (Renseignement aimablement communiqué par l'auteur.)

ISLANDE

Bibliographie sélective *

par Régis Boyer

Les ouvrages en langue française concernant l'Islande sont rares, très souvent sommaires et les meilleurs sont déjà. Dans le domaine français, l'Islande est trop souvent demeurée « terra incognita ». Toutefois, dans ce essai de bibliographie sélective, nous sommes partis du principe suivant : sous chacune des rubriques, chaque fois qu'il existe des ouvrages ou études en français, nous les avons cités en priorité. Puis nous avons indiqué le ou les meilleurs travaux en langues européennes accessibles (anglais ou allemand), et, fréquemment, nous donnons le ou les ouvrages scandinaves qui semblent faire autorité sur la question.

Nous n'aurions pu parvenir à dresser cette liste sans l'aide efficace que nous ont apportée Monsieur l'Ambassadeur de France à Reykjavik, ainsi que plusieurs personnalités islandaises. Nous leur en exprimons ici nos remerciements chaleureux.

EN MANIÈRE D'INITIATION

Bibliographie géographique internationale, éditions du C.N.R.S. Paris, (69 tomes parus).

Petit guide, plus que sommaire, sur l'Islande : le guide **Nagel** : « Islande » 1952, préface de J.-P. Sartre, introduction de **Louis Tissot**, texte du prof. **Thorkell Johannesson**, éd. Nagel, Paris-Genève-New York, 1 vol. in-18, XVI-38 p.

Samivel : album de photos commentées : « L'or de l'Islande », 1 vol. in-8, 337 p., 129 photos, introduction et commentaires de Samivel, photographies de Patrick Plumet, 1963, Arthaud.

Autre album de photos : « Islande » présenté par **Halldór Laxness**, **Sigurður Thórarinnsson**, **Alfred Nawrath**, **Jens Kummerley** et **Frey**, 1939.

Ibidem : « Islande » présenté par **Gunnar Gunnarsson**, **Sigurður Thórarinnsson**. La plupart des photographies sont de **Heiga Fietz**. En Islande : **Almenna Bókfélagid**. Bruxelles et Paris, Elsevier.

On évite l'erreur commune qui consiste à chercher une image de l'Islande dans « Pêcheurs d'Islande » de **Ferns Lott** (qui, en fait, ne parle pas du tout du pays lui-même, mais des mers qui l'environnent). Mais on trouve une convaincante et fidèle image du pays dans le bon roman de **Roger Verce** : « Jean Villemeur » (paru dans le Livre de Poche).

Si l'on veut savoir quelque chose de l'intérieur du pays, on se reportera à des récits de voyages.

1. Celui de la corvette « La Recherche », partie à la recherche de la « Lilloise » perdue corps et biens, voyage effectué en 1833 et 1836 sous le commandement du lieutenant de vaisseau **Tréhouart**, publié par ordre du Roi sous la direction de **Paul Gaimard** (dans ce livre, **Auguste Mayer** est l'auteur d'une remarquable série de dessins qui constituent pratiquement la seule source que nous possédons sur l'état de l'île à cette époque). Le texte est rédigé par **Xavier Marmier** et, en dépit de sa date, demeure précieux.

2. Le belge **Jules Leclercq** a publié en 1883 « La terre de glace », Paris, Plon, 1 vol. in-12, 320 p.

3. Les amateurs de beau style liront avec plaisir « Cap au nord » du Suisse **Edmond Bille**, avec huit gravures d'après les pointes-à-chêne de l'auteur, Neuchâtel, La Baconnière, 1929, 1 vol. in-10, 157 p.

On lira avec intérêt l'exposé abondamment illustré du professeur **Sigurdur Thórarinnsson** : « The thousand years struggle against Ice and Fire », Reykjavik, 1956.

AGRICULTURE

N.B. : il n'existe malheureusement que des textes et données en langue islandaise. [Voir toutefois *Arnar* (I.y). Recent changes in the pattern of farming in Iceland. *Canad. Geograph.* vol VII, 1963, n° 4, p. 174-181.]

Bunadarskýrslur (Les informations agricoles) : publications de la Chambre de commerce islandaise (Hagkerfi Islands), trisannuelle. Adresse : Arnarhvoli, Reykjavik.

Arbók Landbunadarins (annuaire de l'agriculture) : publication annuelle.

Tímaritid Freyr (Journal « Freyr ») paraît deux fois par mois.

Bunadarrítid (Journal agricole) paraît un ou deux fois par an. Ces trois publications sont éditées par le Bunadarfélag Islands (Association des agriculteurs d'Islande), Laekjargötu 14 B, Reykjavik.

Burekningar Ríkisins (Budget agricole de l'Etat) : publication annuelle, Laekjargötu 14 B, Reykjavik.

Bunadarbláidid (La feuille agricole) : publication mensuelle. Ed. Hilmir h.f., Skipholti 33, Reykjavik.

Rit Bunadardeildar (Publication du Département agricole) paraît irrégulièrement et selon le concours de Bunadardeild Atvinnudeildar Haskolan v/Hringbraut, Reykjavik. Travail sérieux, patronné par l'Université d'Islande.

Samvinnan (Coopération) : revue mensuelle de propagande et d'information sur les Coopératives islandaises. Ed. S.I.S., Sölvholsögötu, Reykjavik.

Le **S.I.S.**, office des Coopératives islandaises, publie tous les ans un rapport : **Araskýrsla S.I.S.** Ed. S.I.S., Sölvholsögötu, Reykjavik.

N.B. : on obtiendra des renseignements complémentaires en s'adressant à la Chambre de Commerce (Hagkerfi Islands), Arnarhvoli, Reykjavik.

ARCHEOLOGIE

Il n'existe rien en français. Signalons :

Shetelig et Falk : « Scandinavien Archeology », traduit par E.V. Gordon, Oxford, 1937.

Falk H. : « Altnordische Waffenkunde », Christiania, 1914, *ibid.* « Altnordische Kleiderkunde », *ibid.* 1919. Ces deux livres demeurent des ouvrages fondamentaux.

Muller S. : « Vor Oldtid », Copenhague, 1897, traduit : « Nordische Altertumkunde », 2 vol., Strasbourg 1897-1898 (à titre de référence).

ART

« An 11th century Byzantine last Judgement in Iceland » par **Selma Jónsdóttir**, Reykjavik, Almenna Bókafélagid : remarquable présentation d'une fresque sur bois découverte dans le centre de l'Islande.

« Art ancien d'Islande » par **Kristján Eldjörn** (Conservateur du Musée national) et **Hans Reich**, Paris, Denon : présente les magnifiques collections du Musée national d'Islande.

Kendrick T.D. : « Late Saxon and Viking art », London 1949.

COMMUNICATIONS et TELECOMMUNICATIONS

1. AVIATION

Les compagnies aériennes islandaises (Flugfélag Islands et Loftleidir) publient à intervalles, en anglais, « **Aeronautical Information Publication** » : Ed. Flugmálastjórnin, Reykjavik.

2. P. et T.

On consultera le **Nordisk Posttidsskrift** qui paraît tous les mois en norvégien, danois et suédois. Ed. : les administrations postales des pays nordiques, Direction Générale des Postes, Stockholm.

3. TRANSPORTS

Sur la réglementation des ports, on consultera la « **Hafnarreglugerð** » qui publie les réglementations et lois à intervalles. Ed. Hafnarskriftstofan, Hafnarhusinu, Tryggvagötu, Reykjavik.

Sur le parc automobile : **Bifreiðaskýrsla**, publication annuelle éditée par Bifreiðaeftirlit Ríkisins, Borgunargötu, Reykjavik.

DROIT ET POLITIQUE

Il existe un excellent ouvrage en français : **Gregersen Aage** : « L'Islande : son statut à travers les âges » (thèse de doctorat), Paris, Librairie du recueil Sirey, 1937, 1 vol. in-8, IV-446 p. Mais il ne donne pas la législation actuelle, l'Islande n'ayant obtenu son indépendance complète que plus tard. A consulter en premier lieu pour une étude de l'évolution historique de la législation islandaise.

En islandais : « **Réttur** » est une publication de gauche. Ed. Thodvillinn, Skólavörðustíg 19, Reykjavík.

La Chambre de commerce (Hagstofa Íslands) a publié en 1913, 1918, 1919, 1925, 1946 et 1952 des **Dómamátyrslur** (Annales judiciaires).

En ce qui concerne la **politique** proprement dite, voici les principaux journaux de Reykjavík :

- Le « Morgunblaðið » (la feuille du matin) : indépendant, soutient le parti actuellement au pouvoir.
- Le « Alþýðublaðið » (la feuille du peuple) : socialiste.
- Le « Tíminn » (le temps) : conservateur.
- Le « Thjóðviljinn » (la volonté du peuple) : communiste.
- Le « Vísir » : journal du soir, conservateur.

Outre qu'il existe, à l'intention de la nombreuse colonie islandaise établie en Amérique du Nord, au Canada surtout, un journal islando-canadien : « **Lögberg-Heimskringla** ».

Le Journal Officiel islandais s'intitule « **Lögbirtingarblaðið** » : bi-hebdomadaire. Ed. Dómamálaráðuneytið, Arnból, Reykjavík.

Le Parlement (Alþing) publie un bulletin de comptes rendus de séances : **Alþingistíðindi** (publication irrégulière, environ dix numéros par an). Ed. Skrifstofa Alþingis, Austurvelli, Reykjavík.

Le Gouvernement publie irrégulièrement les décisions prises en cours d'exercice, sous le titre **Stjórnartíðindi**. En trois séries : 1. **A-Lö**, 2. **B-Reglugerðir**, 3. **C-Erindi Samningar**, c'est-à-dire : 1. lois, 2. règlements, 3. accords avec l'étranger. Ed. Dómamálaráðuneytið, Arnarhvoli, Reykjavík.

Le parti indépendant publie tous les trois mois une revue **Stefnir** (= Tendances) : Ed. Samb. Íslenskra Væðingarmanna, Reykjavík.

Il existe aussi un bulletin hebdomadaire : **Frjáls Thjóð** (Peuple Libre), Ingólfsstræti 8, Reykjavík.

Les socialistes publient tous les deux mois « **Neisti** » (L'étincelle), Ed. Samband Ungra Socialista, Tjarnargötu, Reykjavík.

La Chambre de Commerce (Hagstofa Íslands) publie :

1. **Alþingiskosningar** (résultats des élections au Parlement) : tous les 4 ans.
2. **Forsætakjör** (choix du Président) : 1 bulletin paru en 1952.
3. **Thjóðaratkvæðagreiðslur** (comptes rendus des plébiscites) : parus en 1918, 1933 et 1954.

ECONOMIE

Notons d'abord les publications que font régulièrement les principales Banques d'Islande. Publient un rapport annuel :

- a) **Landbanki Íslands** (Banque nationale d'Islande), Austurstræti 11, Reykjavík.
- b) **Sedlabanki Íslands**, filiale de la précédente, même adresse.
- c) **Bændarbanki Íslands** (Banque agricole d'Islande), Austurstræti 5, Reykjavík.
- d) **Útvegsbanki Íslands** (Banque des Pêcheries d'Islande), Austurstræti, Reykjavík.
- e) **Sameignubanki Íslands** (Banque des Coopératives islandaises), Bankastræti 7, Reykjavík.
- f) **Íðnaðarbanki Íslands** (Banque de l'Industrie islandaise), Laekjargötu 10 b, Reykjavík.
- g) **Frávæðingabanki Íslands** (Banque du Progrès d'Islande), Hverfisgötu 6, Reykjavík.

La Banque nationale d'Islande publie également un Journal Financier (« **Fjármalatíðindi** ») : tous les six mois. Hagfræðideild Sedlabankans, Austurstræti 18, Reykjavík.

Sedlabanki publie aussi, en collaboration avec la Chambre de commerce, une « **Balance Sheet** », tous les ans.

Le Ministère du Commerce islandais publie des comptes rendus annuels « **Ársakýrsla** » : Ed. Verzlunarráðgjafi, Laugavegur 36, Reykjavík.

La Cour des comptes publie également un compte rendu annuel : « **Vidskiptaskráin** », P.O. Box 495, Reykjavík.

Tous les deux mois, le ministère du Commerce publie une revue : « **Frjáls Verzlun** » (Marché Libre) : Laugavegur 36, Reykjavík.

Publication en anglais : « **Icelandic Economic Program** » (1963-1966), ou bien, le même, en islandais « **Thjodhags og Framkvæmdaætlun** ».

Efnahagsstofnunin, Hverfisgötu 6, Reykjavík, publie tous les ans une revue : « **Úr Thjodarbuvkapnum** » (De l'agriculture nationale).

Chaque année, des extraits du rapport confidentiel fait pour l'O.E.C.D. (lequel s'intitule « **Economic Review** ») sont publiés dans une brochure intitulée « **Iceland, Economic Surveys by the OECD** ». Ce document est disponible à Paris, Publications de l'O.E.C.D., 2, rue André-Pascal, Paris-16^e, ou aux Presses Universitaires de France, 101, boulevard Saint-Germain, Paris-5^e.

L'Association d'Economie politique dépendant de l'Université d'Islande (« **Félag Vidskiptisfræðinema, Vissu Íslands** », Reykjavík) publie irrégulièrement un bulletin : « **Hagmal** ».

Le F.A.O. publie un **Yearbook** où il est parfois traité de l'Islande. Se renseigner au F.A.O., Viale della Terme di Caracalla, Rome.

Trois ou quatre fois par an, le **Kjararannsóknarnefnd**, Skólavörðustíg 12, Reykjavík, publie un bulletin « **Frettabref Kjararannsóknarnefndar** ».

La Chambre de Commerce (Hagstofa Íslands, Arnarhvoli, Reykjavík), outre les nombreuses publications signalées tout au long de cette étude, publie des statistiques commerciales (« **Verzlunarskýrslur** ») chaque année.

Le même organisme publie également, chaque mois, un bulletin sur le commerce général du pays : « **Nepdindi** ». Ce bulletin est traduit en anglais et paraît sous le titre de « **Statistical Bulletin** » en février, mai, août et novembre de chaque année.

Enfin, on se reportera aux études parues dans « **Inter-Nord** » (E.P.H.E. édit. : S.E.V.P.E.N., Paris) numéros 1 à 6 sous la plume de **Jacques Raymond**. Voir également A. Picard, le programme économique islandais, **Inter-Nord** 1963, n° 6, p. 144-150.

ENERGIE

Bodvarsson G. : « **Natural Heat in Iceland** », Fünfte Weltkraftkonferenz, Wien, 1956., Section K. Paper 10 K/3.

Thoroddson S. : « **Vandkraften og dens udnyttelse** » in « **Tímarit Verkfræð. Íslands** » numéro 27 (1952) pp. 11-18.

CF aussi le bulletin semestriel **Orkumal**, Ed. Raforkummalastjórnin, Laugavegur 118, Reykjavík.

Le Service de l'Eau Chaude Naturelle a publié en 1964 une brochure intéressante : « **Hitaveita Reykjavíkur** » (Chauffage à l'eau chaude de Reykjavík) 1964, Ed. Hitaveita Reykjavíkur, Dröpuhlid 12, Reykjavík.

GÉOGRAPHIE ET GÉOLOGIE *

Je signale à titre de curiosité qu'en 1874, **Edelestan Jardin** a publié une plaquette : « **Voyage géologique autour de l'Islande, fait en 1866 sur la frégate « La Pandore »** (extrait du « **Bulletin de la société académique** ») Paris, Baillière et fils, 1874, 1 plaquette in-10, 39 pp., cartes.

Le livre de base est : « **A geography of Norden** » (Danmark, Finland, Iceland, NorWay and Sweden) sous la direction de **Axel Somme**, Cappelen's forlag, Oslo, 1960, 1 vol. in-16, 362 p., cartes h.t.; le chapitre sur l'Islande est écrit par **Sigurður Thorarinnsson**, pp. 203-234. Ce livre contient également, in fine, une solide bibliographie concernant l'Islande.

En français, on dispose d'une excellente étude : **P. Bout** : « **Etudes de Géomorphologie dynamique et climat. Expéd. Polaires françaises, Missions Paul-Emile Victor III.** », 1953, Herman et Cie, rue de la Sorbonne, Paris.

Picard Alice : « **La biogéographie des eaux islandaises et ses incidences économiques et politiques** », *Annales géograph.*, T. 23, 1959, p. 68-72.

Le livre signalé en Introduction : **Thorarinnsson-Laxness-Nawrath** : « **Islande. Impressions d'un paysage tectonique** », Kummerly et Frey, Ed. géographiques, Berne 1959, contient une introduction de 60 pages qui donne une description géologique et géographique générale de l'Islande.

Sigurður Thorarinnsson : « **L'Islande, Eldorado des géologues** » in : « **Islande-France** », revue de l'Alliance française de Reykjavík (laquelle a cessé de paraître depuis plusieurs années) 1952.

Sigurður Thorarinnsson a publié dans la « **Revue de Géomorphologie dynamique** » de 1962 un article sur l'érosion éolienne : « **L'érosion éolienne en Islande à la lumière des études téphrochronologiques** », Paris, 1962.

(*) Cette bibliographie doit être considérée comme partielle. On se reportera notamment à la *Bibliographie géographique internationale*, édit. C.N.R.S. Paris, 63 volumes.

On lira avec intérêt le chapitre consacré à l'Islande par **A. Gulcher** dans « L'Europe du Nord et du Nord-Ouest », collection Orbis, P.U.F., Paris, 1958, tome 1.

Renseignements plus spécialisés in **J. Gernie** : « Mers et Ports », « Hommes et terres du Nord », numéro 2, 1961.

Sur la géologie, non français :

Einarsson T. : « Origin of the Basic Tufts in Iceland », Acta nat. Islandica 1, n° 1, (1946), pp. 1-75.

Einarsson I. : « Magneto-Geological Mapping in Iceland with the use of a compass », Phil. Mag. Suppl. 6, n° 22 (1957), pp. 232-239.

Einarsson T. : « A survey of the Geology of the area Tjörnes-Bárdardalur in Northern Iceland », Rit. Visind. 22 (1958), pp. 1-78.

Koppers J. : « Reversals of the main Geomagnetic Field I », Proc. Acad. Sci. Amat. Ser. B 56, n° 5, (1963).

Noe-Nygaard A. : « Sub-Glacial Volcanic Activity in ancient and recent Times », Fol. Geogr. dan 1, n° 2, (1940), pp. 1-67.

Sigurðsson Th. : « Direction of Magnetization in Icelandic Basalts », Phil. Mag. Suppl. 6, (1957), n° 22, pp. 240-246.

Thorarinnsson Sigurdur : « Tefrokronologiska Studier på Island », Geogr. Ann. Stockholm 26 (1944), pp. 1-217.

Thorarinnsson S. : « Some Tephrochronological contributions to the volcanology and glaciology of Iceland », Geogr. Ann. Stockh. 31 (1949), pp. 239-256.

Thorarinnsson S. : « Laxórgljúfur and Laxórhraun », Geogr. Ann. Stock. 33 (1951), pp. 144-156.

Thorarinnsson S. : « Notes on patterned ground in Iceland » Geogr. Ann. Stock 33 (1951), pp. 144-156.

Thorarinnsson S. : « The Crater Groups in Iceland » — Bull. volcan. sér. II T. IX (1953), pp. 1-44.

Sur une description générale de l'Islande, non français.

Malmström V. H. : « A regional geography of Iceland », Nat. Acad. of Science-Nat. Research Council, publ. 584, Washington D. C. 1958 (particulièrement intéressant, parce que contient d'abondantes études sur la géographie économique, présente et future, de l'île).

Nielsen N. : « Contributions to the Physiography of Iceland », Mem. K. danske vidensk. Selsk. Sér. 9, T. IV, N° 3 (1933), pp. 183-288.

Thoróðsson Th. : « Island. Grundriss ur Geographie und Geologie », Petermanns geogr. Mitt. Erg. heft 152 (1905) et 153 (1906) : vieilles, mais excellentes vues d'ensemble.

Thoróðsson Th. : « Die Geschichte der isländischen Vulkane », K. danske vidensk. Selsk. Skr. Nat. mathem. Ad 3, IX (1925) : ouvrage de base dans ce domaine.

Thoróðsson Th. : « Lysing Islands », Copenhagen, 1918-1922 : l'ouvrage fondamental, malheureusement en Vanda.

Il existe dans la « Geographical Handbook series » un numéro consacré à « Iceland » : B. R. 504, Cambridge, 1942.

Sur la géographie, non français :

Ahlmann, Wilson H. et Thorarinnsson S. : « Vatnajökull » Scientific results of the Swedish-Icelandic investigations 1936-7-8. Geogr. Ann. Stockholms 19 (1937), pp. 146-231; 20 (1938), pp. 171-233; 21 (1939), pp. 39-65 et 171-242; 22 (1940), pp. 188-205; 25 (1943), pp. 1-54.

Van Bemmelen R. W. et Rutten M. G. : « Tablemountains of Northern Iceland », Leiden, 1955.

Eythorsson J. : « Temperature variations in Iceland » Geogr. Ann. Stock. 31 (1949), pp. 36-55.

Hjalström F., Jonsson J., Arnberg L. et Sundborg A. : « The Hoffellissandur. Par I-II », Geogr. Ann. Stockholms 36 (1954), pp. 135-189; 37 (1955), pp. 170-245.

Riis S. : « Islensk vötn. Icelandic fresh waters. The State Electricity Authority. Hydrological Survey », Reykjavík, 1958 (établi en vue d'un plan d'équipement hydroélectrique de toute l'île, plan en cours d'exploitation).

Thorarinnsson Sigurdur : « Óraefjökull und die Landschaft Óraefi » Erdkunde 13 (1959), pp. 124-138.

Kjartansson G. : « Arnæsinga saga I », Reykjavík, 944 (études de géographie régionale).

Kjartansson G. : « Islenzkar vatnafallategundir » (sur les diverses sortes de chutes d'eau en Islande) in « *Naturfræðingurinn* » 15 (1945), pp. 113-126, Reykjavik.

On mettra à part, et pour les spécialistes seulement, l'intéressant ouvrage de **Thorarinnsson Sigurður** : « *Island in the Saga-period. Some geographical aspects* », Third Viking Congress, Reykjavik, 1956, pp. 33-24, publié en 1959, Reykjavik.

Picard A. : « Vestmannaeyjar », *Inform. géograph.* Paris, 1961, n° 2, p. 65-68.

GRAMMAIRE, LANGUE

Il n'existe malheureusement aucun manuel français d'initiation à la langue islandaise, langue difficile et peu pratiquée.

Toutefois, il existe un « Dictionnaire français-islandais » et « Dictionnaire islandais-français », « *Íslensk-frönsk orðabók* », tous les deux de **Gérard Boots**, publiés par Ísafoldarprentsmidja h. f., Reykjavik, 1950. Ils sont d'être exacts, mais constituent un point de départ appréciable.

Les meilleurs dictionnaires existants sont :

1. **Cleasby-Vigfusson-Craigie** : « *An Icelandic-English dictionary* », Oxford University Press, nouvelle éd. III. Plein d'erreurs, mais véritable manuel de littérature et de civilisation. Il en existe une version abrégée et tenant compte des découvertes récentes.

2. **Zoëga G. T.** : « *A concise dictionary of Old Icelandic* », Oxford Clarendon Press, 1910, dernière éd. III.

3. **Zoëga G. T.** : « *Íslensk-ensk orðabók* » (islandais-anglais), 2^e éd., Reykjavik, Sigurdur Kristjánsson, 1921. Le seul dictionnaire islandais moderne-anglais existant.

4. Pour ceux qui pratiquent les langues scandinaves continentales, il existe un monument : « *Íslenskt (= danois) orðabók* » de **Sigfus Blöndal**, Reykjavik, Copenhague et Christiania, Thór. B. Thorlakssson et H. Asbjørnsen éd., 1920-1924, réimprimé en 1954.

GRAMMAIRES :

1. La meilleure, mais elle est fort compliquée, est sans doute : **Einarsson Stefán** : « *Icelandic Grammar, texts, glossary* », Baltimore, The John Hopkins Press, 1949 (va de pair avec un cours Linguaphone : « *University Icelandic course* ».)

2. « *A primer of modern Icelandic* » par **Snaebjörn Jónsson**, Oxford University Press, London, Humphreys Milford, 1927 (nouv. éd. 1941) fournit également des textes, des exercices et un glossaire. On peut acheter en même temps la « clé » des exercices.

Publications régulières : celles que nous signalons présentent toutes un intérêt solide, tant en fait de linguistique qu'en fait de publication de textes ou d'études :

1. *Arkiv för nordisk Filologi* : Christiania, 1883-6, Lund, 1887 —

2. *Aarbøger for nordisk Oldkyndighed og Historie*, Copenhague, à partir de 1866.

3. *Acta Philologica Scandinavica*, Copenhague, à partir de 1925.

4. *The Saga-Book of the Viking Society for Northern Research*, London, à partir de 1905.

En allemand : **Andreas Heusler** : « *Altisländisches Elementarbuch* », 4^e éd., Heidelberg, 1930, à la fois très complet et précis.

HISTOIRE

En français, il n'existe aucune histoire précise de l'Islande. On se reportera donc à :

Musset Lucien : « *Histoire des peuples scandinaves au Moyen Age* », Paris, P.U.F., 1951, 1 vol., 352 p.

Jeannin Pierre : « *Histoire des pays scandinaves* », Paris, P.U.F. Que sais-je ? N° 204.

Cizuel Magdeleine : « *Essai sur les Scandinaves et l'Islande au X^e siècle suivi du récit du voyage des mers septentrionales* ». Préface de J. Toutelin, 24 ill. et cartes, Paris, 1936, Librairie orientale et américaine S. J. Maisonneuve, 1 vol. in-12, (15) - 176 p. Très sommaire et repris d'autres sources, avec des adaptations de détail. Intéressant comme mise en œuvre.

Clergeau René : « *L'indépendance de l'Islande, ou Histoire de la nation islandaise des origines au début du XX^e siècle* » (extrait du *Bull. de la Sté. de Géogr. d'Alger et de l'Afrique du Nord*), tirage à part : Alger, 1900.

vi, 1922, 1 plaquette in-8, 43 p. (Il ne s'agit que de la relative indépendance du début de ce siècle).

Let Ferdinand : « Les invasions barbares et le peuplement de l'Europe. Arabes et Maures — Scandinaves — Slaves », 16 cartes, tome I, Paris, Payot, 1942, 1 v. in-8, (10) - 349 p.

Doit davantage, mais conservent un intérêt véritable

Ozann A. F. : « Les Germains avant le christianisme », Recherches sur les origines, les traditions, les institutions des peuples germaniques et sur leur établissement dans l'empire romain. Paris, Jacques Lecoq et Cie, 1847, 1 vol. in-12, 424 p. ; d'une grande probité et susceptible de fournir des perspectives encore intéressantes.

Gellroy A. : « Rome et les Barbares, étude sur la Germanie de Tacite », Paris, Didier, 1874, 1 vol. in-8, XII - 435 p. Intéressant pour l'étude des coutumes anciennes en Islande.

Marmier Xavier : Ses « Lettres sur l'Islande », Paris, Bertrand, 1837, demeurent vivantes et agréables à lire. Le nombre des erreurs commises reste limité.

Et d'autres langues :

Le seul ouvrage vraiment complet et accessible qui existe sur l'histoire d'Islande reste : **Gjerstad Knut** : « History of Iceland », London, 1923; New York, The Macmillan Co, 1925, 1 vol. in-8, VI - 482 p.

Sur les Vikings et leurs expéditions en Islande, voir, entre autres, **Brynsted Johannes** : « Vikingerne », traduit en anglais : « The vikings », Penguin Books Ltd, Harmondsworth, Middlesex, England, 1960 (également en suédois).

Il existe une collection officielle, publiée à Reykjavik de 1944 à 1958 sous le titre : « Saga Íslendinga » (six volumes parus, n° IV à IX).

Adils J. J. : « Íslandssaga », Reykjavik, 1915. Solide étude de référence. La 4^e édition, de 1962, est utile.

Sigurjónsson Aróder : « Íslandingsaga », Reykjavik, 1930. La 3^e édition date de 1949. Très intéressante pour l'histoire moderne.

Sur l'histoire du XVIII^e siècle, on lira le travail du prof. **Jón Helgason** : « Öldin Atjanda » (Le XVIII^e siècle) (2 vol., Reykjavik, 1960 - 1).

Il y a quantité de menus faits à reprendre dans les œuvres, de caractère anecdotique, de **Gills Guðmundsson** : « Óðin sem leid » (Le temps qui passe), 2 vol., Reykjavik, 1955-56, et « Öldin Okkar » (Notre époque), 2 vol., Reykjavik, 1950-51.

Sur le monopole danois en Islande (très important pour l'histoire de la période « noire » des XVII^e et XVIII^e siècles), l'ouvrage fondamental est : **Adils J. J.** : « Elnokunarsverzlun Dena » Íslandi 1602-1787 », Reykjavik, 1919 (a été traduit en danois : « Den danske Monopolhandel 1602-1787 », Copenhague, 1926-27).

Sur le plus grand homme politique islandais, Jón Sigurðsson, on lira l'étude de **P. E. Olason** : « Jón Sigurðsson », publiée en cinq volumes à Reykjavik de 1929 à 1933, reprise et refondue en 1 vol. en 1945, traduite en danois.

Björn Thórðarson : « Alþings og frelsisbaráttan 1874-1944 », Reykjavik, 1951 : couvre l'histoire de la « réinfection » islandaise, depuis la réinstitution de l'althing jusqu'à l'indépendance.

Sur la très délicate question des rapports entre l'Islande et les Etats-Unis, le meilleur document est l'étude de **David E. Nischanterlein** : « Iceland, reluctant ally », Ithaca, N. Y., 1961.

Sur l'histoire des gouvernements successifs de l'île : **Magnus Ketilsson** « Stiftsmenn og Amtmenn á Íslandi 1755-1850 », 1 vol., Reykjavik, 1948.

Enfin, il existe deux revues historiques islandaises :

1. « **Blanda** » (Mélanges) 9 vol., Reykjavik, 1918-53.

2. « **Saga** » (Histoire), magazine de la Société historique d'Islande, Reykjavik, 1949.

Ajoute que l'un des événements les plus curieux de l'histoire islandaise : un raid mené par les arabes contre l'Islande au XVII^e siècle, a donné lieu à une étude : « Tyrkjaránid á Íslandi 1627 » (L'incursion turque en Islande en 1627), sans nom d'auteur, Reykjavik, 1906-09.

Le « **Heimskringla** », dont la lecture est indispensable, de **Snorri Sturluson**, a été traduit en anglais par W. Morris et E. Magnusson in « The Saga Library », 4 vol., 1893-1905, et par Mowen et Smith, Cambridge, 1932. Voir aussi sous rubrique : « Littérature », chap. sagas, infra.

Les « **Gesta Danorum** » de **Saxo Grammaticus** sont traduits en partie, neuf livres sur seize, par O. Elton, London, 1894.

Turville-Petre G. : « The heroic age of Scandinavia », London, 1951 : un guide sûr, précis, qui n'a que le tort d'être un peu trop littéraire. L'auteur est une des éminentes autorités sur les questions scandinaves modernes.

Shetelig H. : « An Introduction to the Viking History of Western Europe » in « Viking Antiquities in Great Britain and Ireland » 1-VI, Oslo, 1940-54 : très complet, mais ne touche à l'Islande que par places.

Maurer K. : « Die Entstehung des Isländischen Staates », München, 1852 : malgré son âge, c'est une œuvre d'une incomparable richesse.

En Islandais :

Johannesson Jón : « Islendinga saga I » (vs jusqu'à la chute de la République islandaise en 1262), Reykjavík, 1955.

On pourra lui préférer **Póll Eggert Oláson** : « Saga Islendinga » tomes IV-VII, Reykjavík, 1942-1950.

Arnorsson Einar : « Den folke retlige mellem Danmark og Island », Copenhagen, 1930.

Sur la question, annexe et qui ne mérite peut-être pas toute la littérature qu'on lui a consacrée, de la première découverte de l'Amérique — après celle du Groënland — par les Islandais, il existe une véritable bibliographie, parmi laquelle on pourra, si l'on veut, préférer :

1. **Reeves A. M.** : « The finding of Wineland the Good », London, 1895.

2. **Hermansson Halldór** : « The Problem of Wineland » in « Islandica », fascicule XXV, Ithaca, New York, 1936.

3. **Reman E.** : « The Norse discoveries and explorations in America », Los Angeles, 1949. Voir aussi l'excellente introduction de **Maurice Gravier** à la traduction de la saga d'Eric le rouge : cf. infra, sub. cap. saga.

INDUSTRIE

Íðnarmálastofnun Íslands, P. O. Box 160, Reykjavík publie tous les deux mois environ un bulletin « **Íðnarmál** » (questions industrielles) et y ajoute de temps à autre des rapports sur l'industrie en Islande.

La chambre de commerce d'Islande (Hagstofa Íslands) publie tous les dix ans un rapport (**Íðnadrátturinn**) et chaque année un bilan (**Árskýrslur**) : adresse : Árnarhvoli, Reykjavík.

L'Association des Industriels islandais (Félag Íslenskra Íðnrekenda, Laekjargötu 10 B, Reykjavík) publie de temps en temps un bulletin : **Íslenskur Íðnadur**. NB : il arrive que plusieurs bulletins paraissent groupés.

INSTRUCTION, EDUCATION NATIONALE

La Chambre de Commerce (Hagstofa Íslands) a publié en 1909, 1914 et 1916 un bulletin : **Barnfræðsla** (instruction des enfants).

Tous renseignements sur le fonctionnement du système scolaire en Islande pourront s'obtenir auprès de nos éditions de manuels scolaires **Ríkisutgáfa Namsboka**, Reykjavík.

LITTÉRATURE

La littérature islandaise, tant ancienne que moderne, est abondante et d'une qualité qui ne mérite point ment pas le silence où on la tient. Nous n'avons pas cherché ici à en donner une idée complète, l'entreprise est trop longue. Nous avons cherché à pratiquer, selon les trois sous-chapitres proposés, une série de coupes et de fondue qui permettent des ouvertures. On saura toutefois que, pour recherches plus approfondies, il existe d'excellentes petites bibliographies, toutes publiées par **Halldór Hermansson**, toutes dans la collection « **Islandica** », New York, soit :

1. Fascicule I : « Bibliography of the Icelandic Sagas and Minor Tales », 1908.
2. Fascicule III : « Bibliography of the Sagas of the Kings of Norway and related and Tales », 1910.
3. Fascicule IV : « The ancient Laws of Norway and Iceland », 1911.
4. Fascicule V : « Bibliography of the Mythical-Heroic Sagas », 1912.
5. Fascicule VI : « Icelandic authors of to-day, with an Appendix giving a list of works dealing with Modern Icelandic literature », 1913 — l'appendice en question est précieux.
6. Fascicule IX : « Icelandic books of the Sixteenth century », 1916.
7. Fascicule XI : « The periodical literature of Iceland down to the year 1874. A historical sketch », 1918.
8. Fascicule XIII : « Bibliography of the Eddas », 1920.

9. Fascicule XIV : « Icelandic Books of the Seventeenth century », 1922.
 10. Fascicule XIX : « Icelandic Manuscripts », 1929.
 11. Fascicule XXIII : « Old Icelandic Literature. A bibliographical essay », 1933.
 12. Fascicule XXIV : « The sagas of Icelanders (Íslendinga Sögur). A supplement to Bibliography of the Icelandic Sagas and Minor Tales », 1935. N.B. : important, concerne la période des Sturlungs.
 13. Fascicule XXVI : « The Sagas of the Kings and the Mythical-Heroic Sagas. Two Bibliographical supplements », 1937.
 14. Fascicule XXIX : « Bibliographical Notes », 1942. L'ensemble de ces fascicules donnera tous les renseignements souhaitables. Nous nous bornerons à étoffer ou à développer avec élection.

a) Histoire littéraire

Pour une idée générale, voir Encyclopédie de la Pléiade, Histoire des Littératures, tome II : « Littératures occidentales » ; Carl Gustaf Bjurström : « Littérature islandaise », pp. 315-324.

Pour une bonne initiation, sur le mode plaisant : Guyot et Wegener E. « Le Livre des Vikings » d'après les vieilles sagas, Paris, 1923. L'édition d'art H. Piazza, 1 vol. in-10, 11-201 pp.

Sveinsson Einar Ol. : « L'ancienne littérature d'Islande », Reykjavik, 1949, 1 plaquette in-16, 15 p.

Leciercq Jules : « L'Islande et sa littérature », Bruxelles, Mémoires publiés par l'Académie royale de Belgique, 2^e série, Tome XVIII, 1923.

Beauvois E. : « Histoire légendaire des Francs et des Burgondes aux III^e et IV^e siècles », Paris, Agence générale de Librairie, 1867, 1 vol. in-8, VIII, 547 p. : un très curieux et toujours intéressant essai de synthèse (sur la légende de Sigurd).

Marnier Xavier : cf « Lettres sur l'Islande » et « Compte rendu du voyage de la corvette La Recherche » voir : supra, introduction.

Ouvrages non français :

Turville-Petre G. : « Notes on the intellectual history of the Icelanders » in History, XXVII, 1942, pp. 111-122 (des vues très claires).

Turville-Petre G. : « Origins of Icelandic literature », London, Oxford University Press, 1 vol. in-8, 272 pp. (excellent).

Kar W.P. : « Epic and romance » : l'ouvrage de base, lecture pratiquement indispensable : New York, Dover publications inc., 1896, réimprimé en 1957, 1 vol. in-12, XXIV, 398 p. Concernant l'Islande, les pages 65 à 122 et 174 à 226.

Jansson Finnur : « Den oldnorske og oldislandske Litteraturs Historie », 2^e éd., 3 vol., Copenhague, 1920-1924 : la principale autorité, mais des vues orientées sur le compte de l'Islande.

De Vries J., : « Altnordische Literaturgeschichte », 2 vol. in Paul : « Grundriss der Germanische Philologie », Berlin, 1941-1942. Clair et complet. [N.B. : vient d'être réédité et refondu en 1964.]

Vigfússon G. : Prolégomènes à son édition de la « Sturlunga saga », Oxford, 1878. Très contestable, mais intéressant.

Indiquons tout de même quatre ouvrages islandais, dont trois traduits :

Sveinsson Einar Ol. : « Íslenskar Bókmenntir í fornöld » Reykjavik, Almenna Bókfélagid, 1962, 1 vol. in-8, VII-133 pp. : un monument et un sommet. Premier tome d'un ouvrage complet en cours de publication dont le second tome sera consacré à la littérature scaldique et le troisième à la littérature de sagas.

Sveinsson Einar Ol. : « Sturlungaöld », traduit en anglais : « The age of the Sturlungs » Icelandic civilization in the thirteenth century. Collection « Islandica » fascicule XXXVI, 1 vol. in-8, XI-180 pp. Aussi intéressant pour l'histoire que pour la philosophie.

Emmerson Stefán : « History of Icelandic prose writers 1800-1940 », collection « Islandica », fascicule XXXIV, 1942, 1 vol. in-8, XII-269 pp.

Beck Richard : « History of Icelandic Poets 1800-1940 », collection « Islandica », fascicules XXXII-XXXIII, 1950, 1 vol. in-8, XI-247 pp. (ces deux derniers volumes donnent d'excellents tableaux d'ensemble).

Signalons enfin que les deux écrivains islandais principaux d'aujourd'hui ont été traduits en français.

Laxness Halldór Kiljan (prix Nobel) :

a. « Salka Valka, petite fille d'Islande », traduit par Alfred Jolivet, préface de Marcel Ariès, Paris, Gallimard, 1939, 1 vol. in-16, V-255 pp. (malheureusement, pour des raisons d'édition, la traduction est restée incomplète).

b. « Station atomique », traduit de l'islandais par Jacqueline Joly, postface de la traductrice, Paris, Éditions françaises réunies, 1957, 1 vol. in-12, 248 p.

Gunnarsson Gunnar :

a. « La nuit et le rêve », traduit par J. Lescoffier, Paris, Stock, 1944, 1 vol. in-12, 372 p.

b. « Vaisseaux dans le ciel », traduit par Mme Manceron et M. Zimmermann, préface de L. Maury, Paris, Stock.

c. « Les oiseaux noirs », Bruxelles, La Sixaine, 1947.

b) Poésie

Il existe en français une bonne traduction commentée des Eddas, celle du Belge **Félix Wagner** :

a. « Les poèmes mythologiques de l'Edda, traduction française d'après le texte original islandais, accompagnée de notices interprétatives et précédée d'un exposé général de la mythologie Scandinave basé sur les sources primitives. Bibliothèque de la faculté de philosophie et lettres de l'université de Liège, fascicule LXXI, Paris, Droz, 1934, 1 vol. in-8, 272 p. L'ouvrage est précieux, tant par la fidélité scrupuleuse de la traduction que par les essais d'interprétation qui l'accompagnent.

b. « Les poèmes héroïques de l'Edda et le Saga des Völsungs », Paris, Laroux, 1926 : mêmes remarques ci-dessus.

c. « Völuspá ou prédiction de la prophétesse » : étude publiée dans la « Revue belge de philologie et d'histoire », XIII, 1934, pp. 45-56.

d. « Les scaldes et la poésie scaldique, un chapitre de l'histoire littéraire du Moyen Âge scandinave. Revue belge de philologie et d'histoire, XVII, N° 3-4, 1935, pp. 747-774.

On ne saurait faire assez d'éloges de la toute récente « Anthologie de la poésie nordique ancienne » de **Renald-Krantz**, Paris, NRF, Gallimard, 1 vol. in-8, (281)-276 pp. Outre d'importants extraits des Eddas, une traduction merveilleuse d'ingéniosité et d'exactitude, ce livre contient un florilège de tous les grands poètes islandais des origines à la fin du Moyen Âge.

Il faut faire une place spéciale aux scrupuleux ouvrages de **F.G. Bergmann**, qui, en dépit de théories séduisantes sur les origines et la filiation des peuples, a donné au siècle dernier toute une série de traductions des Eddas, soit :

a. « Poèmes islandais » (Völuspá, Vafþrúdnismál, Lokasenna), tirés de l'Edda de Saemund, publiés avec une traduction, des notes et un glossaire, Paris, Imprimerie royale, 1838, 1 vol. in-10, XVI-474 p.

b. « Les aventures de Thor dans l'enceinte extérieure, racontées par Snorri, fils de Thurla (III), poème tiré de l'Edda en prose, traduit littéralement du texte norrois et accompagné d'un commentaire », Colmar, 1851.

c. « Les chants de Söl, poème tiré de l'Edda de Saemund, publié avec une traduction et un commentaire », Strasbourg-Paris, 1858.

d. « La fascination de Gylfi (Gylfeginning) traité de mythologie Scandinave composé par Snorri, fils de Thurla. Traduit du texte norrois en français et expliqué dans une introduction et un commentaire critique perpétuel », Paris, Treutel et Wirtz, 1861, 1 vol. in-10, XII-343 p.

e. « Le message de Skirnir et les dits de Grimnir (Skirnissföer - Grimnismál), poèmes tirés de l'Edda de Saemund publiés avec des notes philologiques, une traduction et un commentaire perpétuel », Strasbourg et Paris, Berger-Lavault, 1871.

Le « Lilja » d'Eysteinn Asgrímsson a été traduit par le **R.-P. Philpin de Rivière**, prêtre de l'Oratoire de Louvres : « Le chantre du Lilja, Eysteinn Asgrímsson ou le skalde de la Sainte Vierge au XIV^e siècle en Islande, avec la traduction du poème en vers français, suivie du texte original et d'une traduction latine reproduite », Rome, Imprimerie polyglotte de la S.C. de la Propagande, 1883, 1 vol. in-16, 169 pp.

Ouvrages non français :

L'ouvrage de base reste **Heusler A.** : « Die altgermanische Dichtung », 1941.

Les textes se trouvent, soit dans **Vigfusson et Powell** : « Corpus Poeticum Boreale », 2 vol., Oxford, 1883, accompagnés de bonnes traductions.

Soit dans **Jansson Finnur** : « Den norsk-islandske Skjaldedigtning », 4 vol., Copenhague, 1913-1916 : collection complète de la poésie scaldique.

Soit dans **Kock E.A.** « Den norsk-islandske Skaldediktningen », 2 vol., Lund, 1946-1949.

Craigie (Sir William) : « The romantic poetry of Iceland » [the eleventh W.P. Ker Memorial Lecture delivered in the University of Glasgow, 1st nov. 1949], Glasgow, Jackson and Co, 1950, 1 plaquette in-12, 30 p. : bonne ouverture.

Ouvrages traitant de la poésie moderne :

a. **Beck Richard** : « Icelandic lyrics. Originals and translations », Reykjavik, 1930, Thórhallur Bjarnarson.

b. **Beck Richard** : « Icelandic Poems and Stories » translations from Modern Icelandic Literature. Princeton and New York, Princeton University Press for the American Scandinavian Foundation, 1943.

Signalons enfin, pour nous limiter, que tous les textes poétiques islandais ont été rassemblés dans l'édition de millénaire : « Islands Thusund Ar », kvæðasafn, trois volumes : I, choix fait par **Einar Ol. Sveinsson** (Antiquité), II, choix fait par **Póll Eggert Ólason** (de 1300 à 1800), III, choix fait par **Arnór Sigurjónsson** (de 1800 à 1944) : Reykjavik, Helgafell, 1947. I = XVI-545 p. ; II = 286 p. plus 249 p. ; III = 420 plus 203 p. (XX^e siècle : choix fait par **Tómas Guðmundsson**).

c) Sagas

Innombrable est la littérature consacrée aux sagas, sauf... en France. On se tiendra donc strictement aux principes énoncés en introduction.

Outre les introductions aux traductions faites par Mossé, Wagner, Gravier (cf infra) on trouvera, en français, quelques vus extrêmement sommaires sur les sagas dans **Sveinsson Einar Ol.** : « Les sagas islandaises », traduit par **Wagnus G. Jónsson**, Paris, Archives des Lettres modernes, N° 36, 1961, 1 vol. in-12, 64 pp.

Principales traductions ou études en français jusqu'à ce jour :

a. **Daresta Robert** : « La saga de Nial », Paris, Ernest Leroux, 1896, 1 vol. in-12, XIII-359 p.

b. **Wagner Félix** : « Le Livre des Islandais, du prêtre Ari le savant », Paris, Droz, 1896, 1 vol. in-8, 107 p.

c. **Wagner Félix** : « La saga de Gunnlaug-langue de serpent », Gand-Paris, A. Siffer, 1899, 1 vol. in-10, [33] 100 p.

d. **Wagner Félix** : « La saga de Fridhjoif-la-Fort », Louvain, Charles Peeters, 1904, 1 vol. in-8, 138 p.

e. **Mossé F.** : « La Laxdæla saga », Paris, Alcan, 1914, 1 vol. in-12, XXVI-328 p. Remarquable introduction.

f. **Sauvageot Aurélien** : « La saga de Gunnlaug, langue de vipère », in « La vie des peuples, IX », 1923.

g. **Wagner Félix** : « La saga du scalde Egil Skallagrímsson », Bruxelles, J. Lebesgue, 1925, 1 vol. in-8, XVIII-269 p.

h. **Mossé F.** : « La saga de Grettir », Paris, Aubier, 1930, 1 vol. in-12, 263 p. plus tableaux généalogiques. L'introduction est précieuse.

i. **Sautreau Georges** : « Saga de Saint-Olav » (saga des rois de Norvège, Heimskringla de Snorri Sturluson), Paris, Payot, 1930, 1 vol. in-8, 304 p.

j. **Zink Georges** : « Les légendes héroïques de Dietrich et d'Ernrich dans les littératures germaniques », (Thèse), Paris, Bibliothèque de la Société des Etudes Germaniques, 1950, 1 vol. in-8, XI-298 p.

k. **Gravier Maurice** : « La saga d'Eric le rouge, Le récit des Groenlandais », Paris, Aubier, Bibl. de phil. germ. 17, 1955.

l. **Boyer Régis** : « Trois sagas islandaises du XIII^e siècle et un théâtre (Viga-Glums saga, Hrafnkellsaga freydispól, Gísla saga Surlsonar, Audunar théâtre vestfirzka) », introduction, traduction et notes préface de J. Malaurie. Publications du Centre d'études arctiques et finno-scandinaves de l'École Pratique des Hautes Études, série « Contributions », N° 3, 1 vol. in-8, 388 p., tables généalogiques et cartes. (S.E.V.P.E.N. Paris, édit.)

Signalons que la Bibliothèque Scandinave de Paris possède les manuscrits des traductions faites par le Commandant **Le Pentois**, soit : Saemundar Edda, Snorra Edda, Landnámabók, Egils saga Skallagrímssonar, Heimskringla, Volungasaga, Ragnars saga Lodbrokar, Ynglinga saga, Islendingabók, Eiríks saga rauða : manuscrite n. 3.703-3.728.

Etudes en langues européennes (à l'exclusion des traductions de sagas) :

Hallberg Peter : « The Icelandic saga » translated with introduction and notes by Paul Schach, University of Nebraska Press, Lincoln, 1962 (C'est la traduction de son livre « Den islandske sagan ») : étude remarquable, sérieuse, complète, fait le point des dernières acquisitions de la critique. 1 vol. in-12, XXI+178 p.

Koht H. : « Saga Literature », New York, 1931.

Craigie W.A. : « The Icelandic sagas », Cambridge, 1913.

Phillipotts B. : « Edda and saga », London, 1931.

On cherchera les textes, au choix :

Soit dans la remarquable collection, en cours de publication, **Íslensk Fornrit**, dirigée par **Einar Ol Sveinsson**, Reykjavik, 1933 - (quatorze titres parus).

Soit dans le **Samfund til Útgávu af gammel nordisk Litteratur**, Copenhague, 1890.

Soit dans les douze volumes des « **Íslendinga Sögur** », édités par **G. Jónsson**, Reykjavik, 1946-1949.

Soit dans la minutieuse « **Álmordasaga-sagabibliotek** », Halle.

Soit dans les « **Forneldar sögur Norðrlanda** », 4 vol., éd. par **G. Jónsson**, Reykjavik, 1950.

La « **Sturlunga saga** » a été éditée à Reykjavik en 1946 par **Jón Johannsson**, **Magnus Finnbogason** et **Kristján Eldjárn**, en 2 vol. in-8.

Les « **Biskupa sögur** » (sagas des évêques) ont été éditées en 1953 à Reykjavik par **Gudni Jónsson** en deux volumes, le dernier étant réservé aux « **Annales** » et à l'index général.

Au demeurant, se reporter aux Bibliographies de **Halldór Hermannsson**, citées supra.

PECHE

Consulter la « **Commercial Fisheries Review** », Washington.

Les pêcheries d'Islande publient un magazine bi-mensuel : **Aegir**, éd. Fiskifélag Íslands (Association des Pêcheurs d'Islande), P.O. Box 20, Reykjavik.

La même société publie irrégulièrement (tous les deux ans environ) « **Fiskofélagsráslan** », (compte rendu des prises de poisson), même adresse.

Publication mensuelle : « **Frost** », éd. Söluáttæðing Heafdfrystihússanna Adalstraeti 6, Reykjavik : compte rendu des entreprises de congélation de poisson.

La chambre de Commerce (Hagstofa Íslands) publie des statistiques : « **Fiskiskýrslur** » tous les dix ans. Adresse : Arnarhvöll, Reykjavik.

La Marine nationale islandaise publie tous les ans un bulletin statistique : « **Skýrsla Yfir Íslensk Skip** » (Abe de bateaux islandais), Ed. Skipaskodun Ríkisins, Hamarshúsinu, Reykjavik.

La Coopérative de vente des pêcheurs islandais (Sölusamband Íslenskra Fiskframléidda) publie annuellement des statistiques « **Arsskýrsla** » : Adalstraeti 6, Reykjavik.

L'ouvrage le plus récent concernant les modifications apportées par l'Islande aux limites de ses eaux territoriales (après l'incident du chalutier britannique de 1963) est : **Morris Davis** : « **Iceland extends its Fisher Limits** », Oslo, 1964.

POPULATION

Tous les dix ans, la Chambre de Commerce (Hagstofa Íslands) publie des statistiques de recensement de la population islandaise : « **Mannfjöldaskýrslur** ». Adresse : Arnarhvöll, Reykjavik.

Ibidem : « **Manntöl** », tous les dix ans, même adresse.

Une publication parue en 1950 : « **Husnaðisskýrslur** » fait le point des conditions de logement des Islandais, des problèmes conséquents et des projets d'avenir.

Signalons enfin la publication « **Íslensk Mannanöfn** » (Noms de personnes en Islande) parue en 1958.

RELIGION

a. **Ancienne religion scandinave** : ici, les ouvrages existants sont nombreux, et nous nous bornerons à citer

et quelques bonnes études françaises, ainsi que trois études étrangères.

Riant Paul : « Expéditions et pèlerinages des Scandinaves en Terre Sainte », Paris, 1865, 1 vol. in-8, XIII + 442 p., tables, Paris, 1859. Très curieuse étude qui porte sur l'Islande ancienne et s'inspire des sagas.

Cohen Maurice : « La libération, études sur le vocabulaire religieux du vieux scandinave » (thèse), Paris, Champion, 1921, 1 vol. in-8, 322 p. Un des ouvrages les plus savants qui aient jamais été écrits sur des questions de ce genre. Risque malheureusement de n'intéresser que des spécialistes.

Cohen Maurice : « Le mot Dieu en vieux scandinave », Paris, Champion, 1921, 1 vol. in-12, 81 p.

Les ouvrages fondamentaux sont ceux du professeur **Georges Dumézil**, professeur au Collège de France, particulièrement :

a) « Les dieux des Germains », essai sur la formation de la religion scandinave, Paris, P.U.F., 1 vol. in-8, 1959.

b) « Le festin d'immortalité », Paris, 1924.

c) « Mythes et dieux des Germains », essai d'interprétation comparative, Paris, Ernest Leroux, 1939, 1 vol. in-12, XVI + 159 p. (fondamental).

d) « Loki », Paris, Maisonneuve, 1948, 1 vol. in-8, 293 p.

e) « Le sage de Hadingus », Paris, 1953.

f) « L'idéologie tripartite des Indo-Européens », Bruxelles, Coll. Latomus, vol. XXXI, 1958, 1 vol. in-8, 122 p.

g) « Remarques comparatives sur le Dieu scandinave Heimdalr », Paris, Etudes celtiques, 20 p.

On relira toujours avec intérêt : **Grimm** : « Teutonic Mythology ».

Craigie W. A. : « The Religion of Ancient Scandinavia », London, 1914 (esquisse rapide, mais excellente).

Bratton Brian : « Gods of the North », London, Thames and Hudson, 1955, 1 vol. in-8, VII + 318 p. : ouvrage brillant et plaisant.

b. Religion actuelle

La religion officielle de l'Islande est le luthérianisme. Consulter **Helgason Jón** : « Islands Kirke fra Reformation til vorre Dage », Copenhague, 1922.

Sur les catholiques d'Islande, voir « En lille Nisse rejste, nogle bemærkninger om den religiøse Situation i Island », par **G. Jonsson**, in revue « Catholica », 1952, N° 3.

John F. Hood : « Icelandic Church Sage », London, 1946.

SCIENCES NATURELLES

Fridriksson A. et Tuxen S.L.P. : « The zoology of Iceland », Copenhague et Reykjavik, 1937.

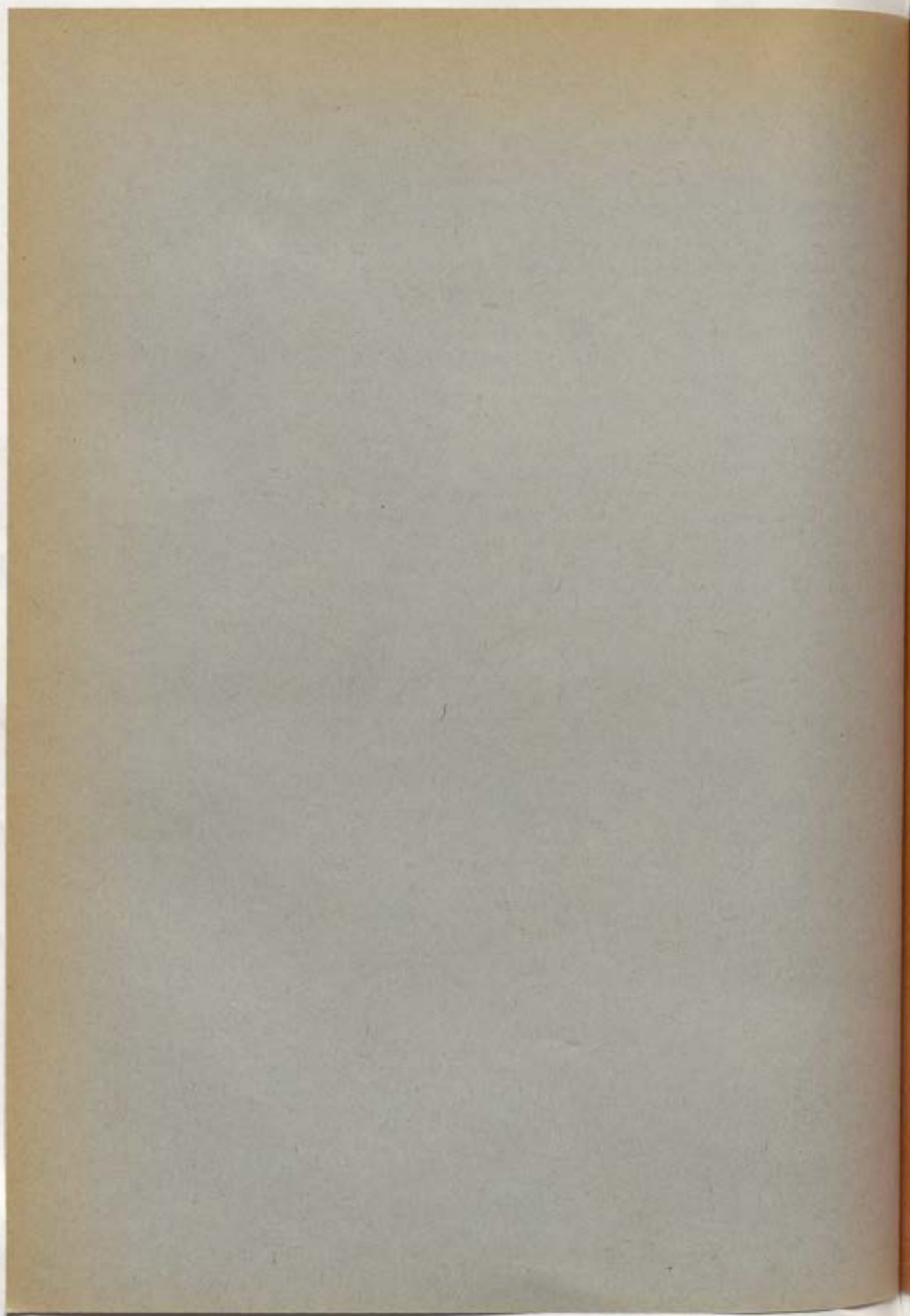
Køsterup-Rosenvinge L. et Warming J.E.B. : « The botany of Iceland », 3 vol. Copenhague et Londres, 1912-1922.

Ostenfeld C.H. et Grøntved J. : « The Flora of Iceland and the Faroes », London, 1934.

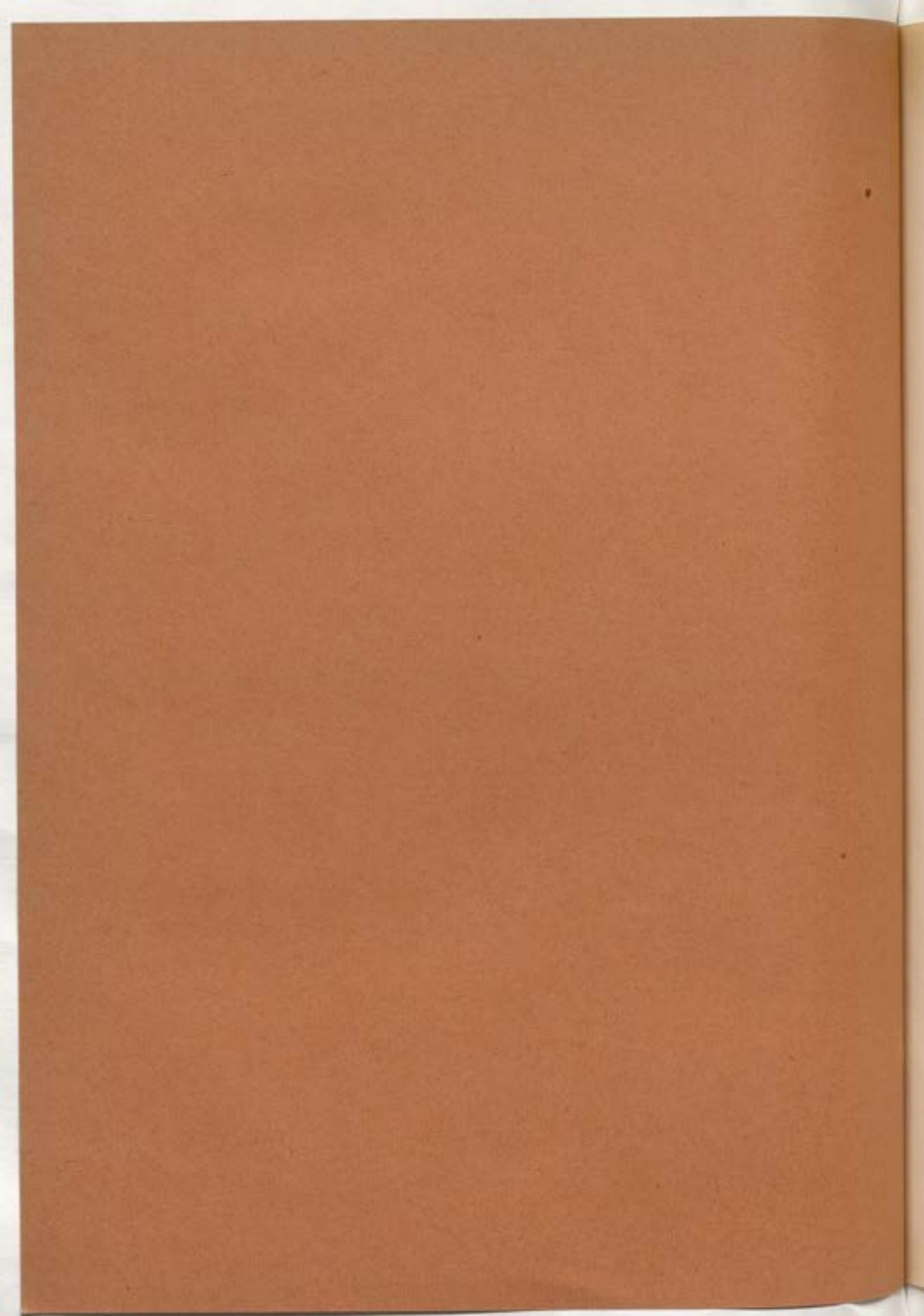
Pour tous renseignements, on peut écrire à « Náttúrugripasafnid », Museum d'Histoire Naturelle, P.O. Box 522, Reykjavik.

CENTRES DE DOCUMENTATION ET BIBLIOTHÈQUES SPÉCIALISÉES A PARIS.

Il faut enfin attirer l'attention sur le fait qu'il existe à Paris, dépendant de l'Institut d'Etudes Scandinaves à la Sorbonne (directeur : le professeur M. Gravier), une **Bibliothèque Scandinave** qui est l'une des meilleures du monde. Adresse : 8, place du Panthéon, Paris-5^e — et, dépendant de l'École Pratique des Hautes Etudes, VI^e Section, 54, rue de Valenciennes, Paris-7^e, la **Bibliothèque du Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves** (directeur : le professeur J. Malavrie) particulièrement spécialisée en économie politique, en anthropologie culturelle, en géographie économique et physique.



ANNEXE STATISTIQUE
ET CARTOGRAPHIQUE



Les relations maritimes de la Basse - Seine avec les ports nordiques

Introduction

par André Vigarié p. 285

Trafic des ports de Rouen et du Havre avec les pays du nord.

Etude statistique préparée
par M^{me} Monique Déron . . . p. 301

Les relations maritimes de la Basse-Seine avec les ports nordiques

Introduction

par André Vignat, p. 285

Traffic des ports de Rouen
et du Havre avec les pays
du nord.

États étrangers

par André Vignat, p. 301

LES RELATIONS MARITIMES DE LA BASSE-SEINE AVEC LES PORTS NORDIQUES

Introduction à l'étude statistique de la Fondation Française
d'Études Nordiques (1)

Avec un équipement regroupé sur le Havre et sur Rouen, mais dont on retrouve des éléments tout au long du couloir fluvial, la Basse-Seine constitue l'un des grands ensembles portuaires mondiaux : un tonnage de jauge de 33 721 000 N.R.T. pour les entrées seules, un poids de marchandises de 12 218 000 tonnes la placent au quatrième rang dans une Europe qui est devenue la principale région maritime du monde, et dans laquelle elle précède de peu le groupe hambourgeois. Elle est un complexe océanique aux fonctions différenciées : elle appartient à la douzaine de grands organismes littoraux de ce type répartis sur les bordures continentales du globe et dominant les échanges internationaux ; leurs relations sont océaniques. Par conséquent, les échanges haut-normands avec les États du Nord ne sont qu'une part de l'horizon marin des deux ports considérés ; mais une part importante : pour la période 1959-1964, cette part a représenté 8,7 % des cargaisons ; elle est croissante : en 1964, elle fournissait 9,3 % des marchandises, et les flottes nordiques ont alimenté dans la proportion de 20,4 % — soit un tonnage de jauge sur cinq — le mouvement de la navigation. Cela justifie une analyse des liens divers et des problèmes qui en résultent.

Cependant, avant de procéder à cette étude, il faut en définir les cadres. Par pays nordiques (2), seront désignés ceux du pourtour de la Baltique, qui sont empreints d'une tonalité économique spéciale due à l'existence de quelques caractères communs : ils sont marqués soit par l'étalement, fondamental pour les échanges, de la grande forêt finno-scandinave, soit par celui de la plaine glacière de l'Europe du Nord. La proximité de la mer bordière leur a donné une vocation maritime précoce, sauf quand elle fut contrecarrée par l'Histoire, et une activité nautique qui fut souvent brillante, mais gênée par les contrastes saisonniers imposés par l'embâcle d'hiver ; enfin, quelques solides richesses minières, un tempérament boueux des populations dans un climat déjà sévère, qui exige que l'on lutte contre ses contraintes, ont provoqué assez de développements industriels pour fournir aujourd'hui matière à un négoce actif entre nations techniquement avancées ; sur le tout, planent des nuances communes de civilisation — civilisation de la pêche, du hareng, du bois... — d'où sont

issus les apports des Vikings, de la Hanse, etc. Tout cela marque les relations avec la Normandie. L'ensemble britannique, qui est aussi septentrional qu'une bonne moitié des pays ici caractérisés, ne sera pas joint à ces derniers, parce que soulevant d'autres problèmes, dans un style de commerce maritime différent ; mais le Canada et les terres de l'Atlantique Nord le seront, à cause des similitudes rencontrées dans les économies canadienne et scandinave, qui entraînent certaines identités dans les relations marchandes, et aussi de vigoureuses concurrences.

L'ensemble de cette vie de relations sera interprété ici sous l'angle des transports ; c'est un point de vue fructueux : à travers les trafics des deux ports de la Basse-Seine, il est possible de saisir de grands flux de circulation qui ne mettent pas seulement en contact des marchandises, des denrées inertes, mais aussi des formes de vie : des flottes qui animent les lignes régulières, le tramping, le long-cours et le cabotage, des hommes et des courants d'idées ; la fonction d'acheminement est génératrice de formes de richesses autres que celle du strict négoce ; et tout cela n'est pas fortuit : bien des aspects de causalité profonde apparaissent sous-jacents. Cependant, cette optique portuaire, large, a des limites évidemment ; il faut accepter d'ignorer quelquefois dans le détail les véritables centres pulsateurs des échanges, qui commandent et paient les services des cités normandes, ainsi que la valeur de ceux-ci, celle des marchandises et d'autres connaissances que l'on souhaiterait mettre en lumière, et dont les lacunes sont dues aux défaillances d'un appareil statistique déjà lourd.

(1) Étude statistique préparée par Mme Monique Déron.

(2) Ce seront : la Norvège, la Suède, la Finlande, l'U.R.S.S., la Pologne, l'Allemagne de l'Est, le Danemark ; l'Allemagne Occidentale y participe par l'étroite façade balte de Lübeck ; faute de pouvoir isoler le trafic de ce seul secteur côtier, toute la République Fédérale sera intégrée ; l'on verra ci-dessous que ce ne sera pas sans poser de délicats problèmes (cf. notre infra (1) p. 286).

Ces relations nordiques sont anciennes ; elles sont apparues dans un contexte qu'il ne faut pas totalement ignorer sous peine de méconnaître leurs caractères exacts. Il importe donc de dégager les dominantes de ce contexte général lié au passé, lointain ou proche, afin d'éclairer l'analyse plus technique des liens actuels.

I. LES CONDITIONS DE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS NORDIQUES DE LA BASSE-SEINE

Ces liens sont aujourd'hui puissants ; mais comme tout fait de circulation, ils subissent le jeu de facteurs propices, et d'autres restrictifs ; ils sont le résultat d'une conjoncture moyenne ; contrairement à ce que l'on pourrait penser, il n'en fut pas toujours ainsi dans un passé où alternent des phases d'arrêt total avec d'autres de large épanouissement.

LA MISE EN PLACE DES CONDITIONS MODERNES D'ÉCHANGES

Le rôle de liaison des ports normands supporte une longue hérédité qui les modèle encore partiellement, de façon plus profonde et subtile qu'on ne le pense. Cela est patent, d'abord vis-à-vis de l'Europe du Nord. On pourrait penser que Rouen (1) lui a toujours manifesté un attachement quasi-sentimental depuis la conquête noroise ; et de fait, celle-ci fut le point de départ de contacts intimes, mais non durables. Ils ont été progressivement distendus au fur et à mesure de la latinisation et de la francisation des ducs, de la cour et de l'économie de la Normandie. La conquête de l'Angleterre, puis sa conséquence indirecte, la formation de l'empire anglo-normand, ont détourné de son orientation antérieure le négoce, substituant au faisceau nordique un faisceau atlantique littoral. Quand la capitale ducal devient française — plusieurs fois au cours des deux guerres de Cent ans — une nouvelle fonction militaire néfaste et des conflits avec les guildes parisiennes ont progressivement tari les apports commerciaux baltes. A la fin du Moyen Âge, les liens de famille étaient distendus ; et comme Rouen ne paraît pas avoir beaucoup bénéficié de l'influence de la Hanse, celle-ci n'eut pas l'effet heureux qu'on eût pu souhaiter ; si quelques cargaisons représentaient encore une valeur notable, la ténuité des liens éclate avec le tonnage minuscule qui leur correspond.

Les premiers essais de reprise systématique eurent lieu au XVI^e siècle, dans les phases intermittentes de stabilité politique et économique : reprise des routes de Norvège et de Moscovie ; mais l'attraction de l'horizon atlantique qui vient de s'ouvrir largement détourne les Rouennais de ce qui fut leur vocation traditionnelle, et qui l'est redevenue plus tard largement : le grand cabotage des mers bordières. Cette attraction océanique mobilise la plupart des efforts et pour longtemps. Dans son excellente étude (2), P. Dardel montre des relations baltes et scandinaves régulières, mais faibles pour les importations, plus faibles encore aux exportations ; certains pays sont totalement défaillants, comme le Danemark après 1700. Les péages du Sund y sont sans doute pour quelque chose. Le Havre, dont l'animation commerciale libre est limitée jusqu'au début du XVIII^e siècle, obéit à des tendances semblables. Cela durera, en fait, jusqu'à la fin du XIX^e : les grandes entreprises maritimes normandes, dans les quatre cents ans qui ont suivi le Moyen Âge — et il en fut quelques-unes de brillantes — ont été tournées vers l'Ouest, sollicitées par l'attrait des terres neuves et celui des épices, comme l'est d'ailleurs l'ensemble du grand négoce océanique européen en ce même moment.

Or, dans le dernier quart du siècle passé, une double évolution se produit, qui sort de leur langueur les échanges avec les pays du Nord. D'abord un vigoureux développement industriel et urbain affecte la Basse-Seine et son arrière-pays immé-

diat, la Région Parisienne, provoquant la rapide amplification de courants d'entrée qui ont presque toujours existé, mais sans puissance, antérieurement : céréales, bois et pâtes de cellulose, fers et aciers bruts. C'est la mise en place des premiers aspects modernes du commerce nordique, pour lesquels le période de gonflement se place entre 1890 et 1895 : les arrivages de Scandinavie et de Russie à Rouen — le plus important des deux ports pour ce trafic — passent de 100 000 à 111 000 tonnes d'affrètement, soit, respectivement pour ces deux ports, 13,6 et 30,4 % des importations de l'étranger. Signe d'expansion, le développement des scieries mécaniques de Jûbô provoque l'effondrement de celles du Havre, et en même temps celui des déchargements de bois. Mais les expéditions françaises restent faibles, sauf sous un aspect très particulier lié au comportement des négociants havrais.

En effet, ces derniers ont donné à leur bourse de marchandises tropicales un rayonnement dont on ne dira jamais combien il a été brillant dans cette période. C'est l'organe d'un trafic de redistribution autour des marchés à terme de cotons, cacao, caïmans, indigos, etc., sous forme de transshipment ou réexportation en sortie d'entrepôts ; aussi, pour les denrées à propos desquelles ils avaient acquis une audience indécise — cafés d'Haïti, poivres... —, les patriciens des grandes routes de mer ont ravitaillé les places de l'Europe nordique. Très relativement faible en poids, mais qui mettait en œuvre un tonnage considérable de navires et un volume énorme d'argent, justifiant la création de lignes régulières sur la Baltique, elles mêmes génératrices à leur tour d'autres activités, telle celle des voyageurs qui arrivaient ou partaient au rythme de quelques milliers.

Avant la Première Guerre mondiale, des liens solides étaient tissés, qui ne devaient plus se rompre, sauf transitoirement.

Il semblerait, d'après ce qui précède, que ceux établis en direction du Canada, eussent dû l'être plus tôt, et plus abondamment, à cause de ce tropisme occidental qui a saisi fermement les ports de la Seine. De fait, Rouen s'est tourné assez précocement vers Terre-Neuve, où il arme pour la pêche dès 1550 au moins ; et vers le Saint-Laurent aussi, puisque c'est un armateur haut-normand qui transporta Champlain en 1604. Pourtant, dans cette direction, les rapports restent larges et fragiles, et sont totalement rompus dès 1761 ; cette rupture fut l'occasion d'un essai de renforcement commercial du commerce balte qui offrait une suffisante similitude dans la nature des échanges : ainsi apparaissent les rapports internes qui tantôt associent, tantôt opposent ces deux éléments séparés de l'avant-pays marin de la Basse-Seine. En fait, soit à cause du régime du pacte colonial, soit sous la pression des guerres maritimes de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle, soit par le jeu d'autres sollicitations plus nationales, les contacts entre la Normandie et le Canada ne furent repris avec quelque vigueur — et par Le Havre presque exclusivement — seulement un peu avant 1850 ; cette dernière cité, en 1869, reçoit 60 navires à chargement complet ; c'est pour l'époque plus qu'estimable ; et autre indice de l'état économique des rapports établis : c'est dans la Compagnie Pacific R., qui avait aussi un rôle d'armement sur l'Europe, que la Caisse Havraise de Liquidation des Marchés à terme avait placé la plus grosse part de son capital.

Pourtant, toute la fin du siècle et jusqu'en 1914, les relations franco-canadiennes seront fort gênées par la défaillance des armements français dans la desserte du Saint-Laurent. Cette question est soulevée en 1860 par le gouvernement de Nap-

(1) Rouen vient de Rolff (prononcer : Rô) + havre. Origine des ports du Nord continuant à orthographier dans leurs publications maritimes : Rouaan, altération probable de Rouven.

(2) Le trafic maritime de Rouen au XVII^e et au XVIII^e siècles. Société d'Emulation, 1945.

lions III : à cette date, sauf pour quelques rares affrètements brèves ou havrais, la participation sur ce trajet du pavillon national est pratiquement nulle. Les acheminements sont contrôlés par les armateurs anglais, de Liverpool essentiellement, avec participation canadienne un peu plus tard. En 1878, la Chambre de Commerce française de Montréal, à la suite de négociations avec celle de Rouen, propose de subventionner une ligne régulière normande, inutilement. Peu après, un essai sous contrôle des Chargeurs Réunis est tenté, qui n'est pas poursuivi : d'autres en feront de semblables, pour de semblables résultats. Pourquoi ? Insuffisance de fret de départ, trafic mal équilibré, ont dit les milieux maritimes intéressés. Pourtant, peu avant 1878, Anvers crée un service semi-régulier qui réussit, ainsi que, peu après, la ligne allemande Thomson ; mais dans ces deux cas, l'émigration qui croît doucement alors jusqu'à atteindre 40 000 entrées au Canada en 1913, fournit l'essentiel des recettes ; et précisément la Basse-Seine est loin des sources de disponibilités démographiques alimentant ces transports. Alors, les marchandises françaises transitent par Liverpool, ce qui n'est pas propice au développement commercial, ou bien sont rafilées sur les quais du Havre par des liners étrangers, le plus souvent anglais, comme ceux de l'Allen Line. Et à l'importation, les denrées canadiennes passent par New York où elles sont embarquées pour une part sur les navires de la C.G.T. : celle-ci n'a guère éprouvé le désir de créer une ligne directe, subventionnée à l'origine, mais de façon peut-être peu durable, dans des conditions de concurrence onéreuse, et sans l'appui réel des éléments pro-britanniques d'Ottawa. En 1913, enfin, ce puissant armement français crée le service régulier demandé : le mouvement de navigation avec le Canada s'était beaucoup développé et avait atteint 354 000 tonneaux, soit 10 % du long-cours havrais, ce qui, il est vrai, fait un peu illusion sur le poids réel des marchandises. Cette question méritait d'être rappelée, car, à travers elle, se profilent quelques constantes des liaisons entre la Normandie et les provinces laurentiennes : motivations affectives, mais contrecarrées par le réalisme des courants économiques, domination de pavillons anglo-saxons, réaction lente et toujours limitée de nos compagnies de navigation, et même du négoce, qui n'attacheront à ce secteur qu'un intérêt tardif quand la compétition y sera encore plus vive.

Ainsi, alors que l'on eût pu penser que les liens nordiques de la Basse-Seine dans leur ensemble dussent s'imposer d'eux-mêmes par seule conséquence de l'écoulement de l'histoire, celle-ci les a plus souvent freinés qu'amplifiés. En 1913, fin d'une étape longue, ils représentent :

- 2,8 % du mouvement international de jauge au Havre, cabotage compris, avec 464 000 tonneaux ;
- 17,7 % du trafic total des marchandises de Rouen, avec 997 000 tonnes.

Les deux ports constituent alors le premier ensemble national pour cette orientation commerciale, avec une spécialisation qui leur donne une réelle complémentarité. Des traditions solides sont établies, qui serviront de canevas à l'évolution ultérieure.

LES ADAPTATIONS CONJONCTURELLES RÉCENTES

La période des grandes crises 1914-1945 apparaît comme une phase de transition où se produit une réadaptation des trafics, sensible essentiellement à partir de 1950. Elle se fait sous l'influence d'importantes modifications survenues dans les besoins d'échanges, c'est-à-dire sous l'impulsion de transformations qui affectent les centres pulsateurs commandant à ces derniers.

D'abord, une industrialisation puissante de la Haute-Normandie elle-même. Elle devient le premier centre français de production de papier, et plus spécialement de papier de presse.

Cela eût dû entraîner une amplification massive des arrivages de bois ; en fait, l'équipement corrélatif des Scandinaves a provoqué le développement des transports de pâtes mécaniques ou chimiques, plutôt que des rondins qui arrivaient en pleins chargements de pontée ; le tonnage global n'a pas crû en proportion exacte de l'extension des papeteries, tout en restant une base essentielle du trafic du Nord. Le Canada est médiocrement intéressé : les frets gênent sa position compétitive. De même façon, le couloir de Seine devient le premier centre national de raffinage, assez puissant pour permettre une notable réexportation des produits. D'autres aspects de la production lourde ou différenciée en essor seraient à évoquer : constructions métallurgiques, fabrication des engrais, etc., dont l'effet d'activation sur le trafic nordique eût été plus rapide et continu sans l'existence des crises diverses de cette période, qui dentellent la courbe de croissance ; mais depuis quelque quinze ans, cet effet est pleinement sensible.

A cette tendance à l'expansion, il faut ajouter celle, de même sens, qui est due à l'évolution de la Région Parisienne, marquée par une croissance urbaine générale amplifiant énormément tous les courants maritimes, et par un développement considérable des industries d'exportation, devant les incitations desquelles les ports ont heureusement réagi dès le Plan Monnet, et dont un aspect spectaculaire est celui des sorties par trains complets, parfois par terre-pleins entiers, d'autobus.

Enfin, les besoins d'échanges ont été affectés aussi par les diverses transformations survenues dans les pays de l'Europe du Nord. Ils se sont eux aussi vigoureusement industrialisés, et ont en conséquence modifié leurs achats et leurs ventes. Surtout, les révolutions socialistes ont ouvert des conditions nouvelles de partnership vis-à-vis des villes haut-normandes. Les lignes régulières sur l'U.R.S.S. ont pratiquement disparu pendant un quart de siècle, mais se remettant en place non sans quelque vigueur ; quand les trafics ont été reconstitués, lentement, avec patience, ce fut avec un caractère beaucoup plus sélectif qu'avant, et avec une soumission étroite à des impératifs politiques. L'évolution polonaise a eu d'importants effets ; la translation du territoire a abouti à une réunification du bassin houillier silésien dont la partie allemande, avant 1939, n'exportait pas vers la Basse-Seine ; elle le fait maintenant. La structure économique interne de cette nouvelle Pologne en fait un important consommateur des céréales du Bassin Parisien, depuis peu d'années, il est vrai, et sans qu'on puisse garantir la pérennité de cette clientèle. L'acquisition de Szczecin, enfin, a intégré ce dernier dans l'horizon maritime des ports normands, ce qui est aussi un fait nouveau.

Au total, même limitées à ces grandes tendances, les transformations des courants commerciaux apparaissent importantes, en volume et en nature ; elles ne sont pas totalement étrangères à la seconde cause générale d'évolution à long terme des relations nordiques ici étudiées : la reconversion profonde que les ports séquanais ont subie depuis environ quinze ans. Certes, elle dépasse le seul cadre des échanges avec les pays du Nord ; aussi sera-t-elle évoquée seulement par référence à ces derniers.

Avant la Seconde Guerre mondiale, la répartition des tâches portuaires pouvait s'esquisser ainsi : Le Havre était le port long-courrier par excellence, pour les passagers et pour les marchandises chères liées à ses bourses, quoique l'importance de celles-ci déclinait déjà ; il était le point de regroupement des lignes régulières ; et sa fonction d'attraction des escales rapides était largement amorcée ; son activité, comme aristocratique au milieu des ports besogneux, s'exprimait en tonnes, et non pas en tonnes. Rouen, à l'inverse, vivait du cabotage, du tramping, du déchargement des pondéreux ; ses manutentions, moins riches, étaient plus pesantes.

A partir de 1950 environ, se précise un nouveau partage des responsabilités. A cause de leurs grandes profondeurs d'accès, les Havrais développent leurs trafics lourds, en cargaisons ho-

mogènes ; ils regroupent tous les arrivages pétroliers antérieurement divisés ; ils s'affirment une vocation minéralière, mais qui intéresse assez peu, il est vrai, l'Europe du Nord. Parallèlement, leur fonction de marchés et de bourses s'effondre, et avec elle une part essentielle des transshipments, des réexpéditions de produits chers, qui fut un aspect de leur rayonnement antérieur ; toutefois la pratique fructueuse des réexportations continue de les attirer. Cette perte est assurément coûteuse ; elle a été partiellement compensée, à la suite d'efforts persévérants, par les acheminements de « divers » liés aux échanges entre économies évoluées, et par la multiplication des brèves escales de liners, car cet organisme littoral est remarquablement placé à ce point de vue, sur les routes océaniques unissant la Scandinavie à l'Océan. Pour des raisons complexes, qu'il ne convient pas de rappeler ici, Rouen a été conduit, après une crise fort grave, qui dura de 1950 à 1955, à renoncer à la plus grosse part de ses pondéreux ; et précisément, celle qu'il conserve lui vient des pays nordiques et s'explique par le besoin d'alimenter ses industries locales ; en compensation, il a cherché le développement des exportations de general cargo ; par là, il est devenu le portail de Paris, par lequel sortent les produits élaborés dans la Région Parisienne ; ainsi s'explique le trafic de marchandises chères qu'on y trouve aujourd'hui, et dont une fraction importante intéresse le pourtour de la Baltique ; ainsi s'explique que son ancienne vocation de tramp international ait été nuancée par l'adjonction de nouvelles lignes régulières sous pavillons ou sur itinéraires scandinaves.

Telles sont les adaptations conjoncturelles récentes qui, dans les perspectives larges adoptées ci-dessus, couvrent un peu moins de deux générations. Dès 1938, la physionomie des relations de la Basse-Seine avec le Nord apparaît dotée de l'essentiel de ses caractères actuels, sauf sur quelques points notables, mais rarement importants. Sans doute est-il bon de l'esquisser, pour disposer d'une base de référence à partir de laquelle l'évolution à moyen ou à court terme pourra être précisée. Au total, il s'agit d'un mouvement de 1 825 000 tonnes de marchandises, soit 12,6 % de l'activité globale des deux ports normands (1) ; mais Le Havre n'intervient que pour 15 % seulement. Dans cet ensemble, les exportations sont faibles : 8 %. Le rôle du partenaire canadien est aussi assez limité : il ne provoque que 96 373 tonnes d'échanges, dont les deux tiers sont constitués de bois ou pâtes de bois. Quelques courants massifs de pondéreux et de vracs dominent le tout : produits forestiers et miniers baltes, qui justifient la multiplication du tramp ; mais il convient de ne pas sous-estimer la part des marchandises chères, faible en tonnage puisqu'elle est de 5 %, mais grande en valeur, lorsqu'on ne puisse pas l'exprimer. Ce sont des courants générateurs de richesses.

La plupart de ces traits se retrouvent aujourd'hui, avec toutefois le jeu de correctifs déjà esquissés, ou qui le seront ci-après. C'est la preuve d'une réelle permanence des facteurs de causalité. Plus que dans les grandes lignes, c'est dans le détail des échanges que s'est précisée la situation que l'on peut précisément observer.

LES CARACTÈRES ACTUELS DES RELATIONS NORDIQUES DE LA BASSE-SEINE

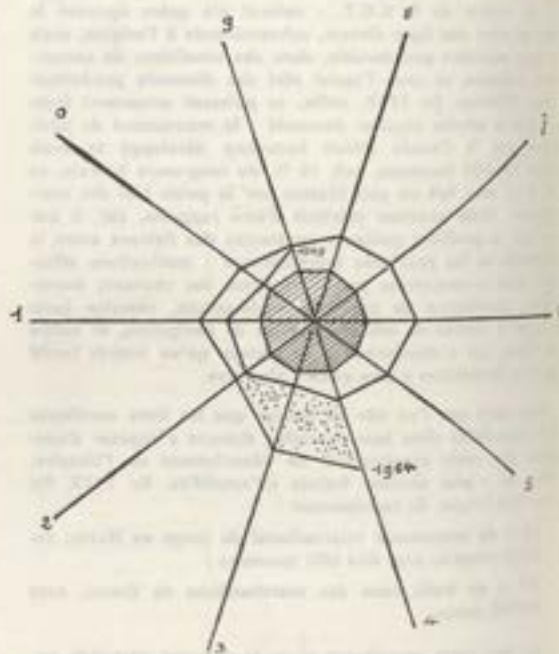
Ces caractères sont à rechercher dans deux domaines nettement différents : celui du commerce extérieur et celui de la navigation.

Du point de vue des marchandises d'abord. Dès la Libération, le retour aux échanges traditionnels a été très rapide, à cause des besoins d'une économie française exangue et d'une population livrée à toutes les nécessités ; les flottes scandinaves étaient largement en état de service, facilitant la reprise des contacts. C'est chose faite pour Rouen dès le second semestre

1945. Dans l'année qui suit, les importations dans le delta de Seine atteignent 390 000 tonnes chiffre important, étonnant, donné l'état de ruine des équipements portuaires ; les trois quarts sont constitués de houilles polonaises et de pâtes à bois scandinaves. En 1947, on atteint 525 000 tonnes, avec des envois canadiens non chiffrés mais faibles ; les exportations sont défallantes évidemment. L'impulsion est dès lors donnée par ces années de pump-priming ; les influences économiques locales, dont on a dit le caractère suffisamment pérenne, feront progressivement le reste, et expliqueront l'allure de la courbe d'évolution (cf. graph. 1). La croissance ne a fait pas sans de sensibles fluctuations, par exemple de 1951 à 1964, dues au fait que ce commerce est dominé par un petit nombre de trafics directeurs qui transmettent au mouvement global leurs propres hésitations : céréales en développement récent, produits forestiers bruts ou à demi-élaborés, dérivés énergétiques... (2).

GRAPHIQUE 1

COURBE SPIRALÉE DE LA CROISSANCE DES RELATIONS NORDIQUES DE LA BASSE-SEINE



Chaque année est représentée sur une branche d'une spirale en partant du centre (1 mm = 170 000 tonnes). Note : la plage en hachure (décagone central) représentant le total de 1938 ; et la zone ponctuée montrant la phase de croissance des années 1963 et 1964.

(1) Les sorties havraises pour ce secteur géographique ne sont pas connues avec précision ; mais elles peuvent être l'objet d'une estimation solidement motivée. Dans les chiffres ci-dessus donnés, il a été tenu compte des houilles allemandes transitant par les ports du delta rhénan, qui représentent 566 875 tonnes ; c'est nécessaire, sinon, les statistiques de la navigation entre la Basse-Seine et la République fédérale seraient faussées, et toute comparaison ultérieure perdrait son sens. Voir ci-dessous la note infrapaginale (1) p. 296.

(2) Leur comportement sera analysé ci-dessous, à propos de l'étude des trafics faite pour chacun des ports normands.

Il apparaît immédiatement que ces courants commerciaux ne sont pas également répartis entre les entrées et les sorties (cf. tableau II) puisque celles-ci représentent le double de celles-ci pour la moyenne 1963-64. C'est un trait permanent, déjà accusé au début du siècle ; il est inévitable : les ports français ont fort peu de matières premières, de pondéreux à exporter, alors qu'ils en reçoivent massivement ; c'est une vérité générale ; le contraste s'est sensiblement atténué grâce aux sorties d'hydrocarbures et de grains. Il est sans doute également bon de souligner que les rapports avec certains partenaires sont toujours déséquilibrés, soit qu'ils achètent peu, ce qui est le cas de la Russie, et l'était voici peu d'années aussi pour la Pologne ; soit qu'ils vendent peu, ce qui était le cas de la République Fédérale avant guerre et reste celui du Danemark aujourd'hui. Les autres Scandinaves, exportateurs de bois et cellulose, en dépit de tonnages qui n'apparaissent pas rigoureusement équilibrés, offrent des relations au total beaucoup plus satisfaisantes du point de vue de la valeur marchande des produits.

Des inégalités apparaissent aussi très accusées entre les divers partenaires de la Basse-Seine. L'U.R.S.S. domine nettement, en assurant le tiers de ce commerce nordique (moyenne 1963-1964), suivie d'assez loin par la Pologne ; ensemble, elles en représentent plus de la moitié ; on en devine la raison : les transports de houille. Les pays de la vaste forêt fimo-scandinave viennent loin derrière, puisque, ensemble, ils fournissent 27 % du total et 27,5 % des entrées seules ; il faut souligner ce bel équilibre ; les marchandises diverses françaises qu'ils absorbent et les matières premières qu'ils fournissent à l'industrie normande sont dans les mêmes proportions. Trois autres pays, les deux Allemagne et le Danemark, n'apportent qu'un poids limité : 14,9 % ; et ce poids serait-il encore plus faible, si les expéditions de céréales beauceronnes n'étaient venues depuis peu l'amplifier. Les liens avec l'Allemagne de l'Est sont ténus et fragiles ; non qu'il n'y ait matière à liaisons plus étoffées, mais elles sont trop étroitement dirigées et volontairement restreintes. La lacune la plus totale reste celle de l'Islande, soit par insuffisance de complémentarité, soit par défaut de prospection des possibilités ; pourtant, les ports du delta, Hambourg et Copenhague, ont avec elle quelques fructueux contacts.

La position du Canada reste particulière. Avec 6,4 % du trafic total, il est le sixième des neuf Etats principaux constituant cet avant-pays marin septentrional de la Basse-Seine ; l'envoi des bois et pâtes de cellulose à Rouen, où son in-

fluence est cependant secondaire ; mais il est le principal champ d'action nordique du Havre, avec lequel il a des échanges variés et de réelle valeur ; ainsi, l'on peut pressentir une spécialisation des opérations dans le couloir de Seine, sur laquelle il conviendra de revenir longuement.

A travers cette analyse statistique un peu sévère, un premier complexe de déterminations se précise, qui structure ces relations nordiques. On peut le regrouper ainsi, pour 1964, en affectant à chaque grand facteur de causalité son poids avec une suffisante précision : les exportations agricoles brutes ou semi-élaborées du Bassin Parisien, avec 713 974 tonnes, sont responsables de 19,9 % du flux commercial ; la mise en contact d'économies évoluées, dont certaines assurent des standards de vie élevés et qui sont donc génératrices à la fois de besoins de consommation et de besoins d'écoulement, entraîne un mouvement de 287 950 tonnes de divers, soit 8 % du total, mais de haute valeur ; elle est la seule influence causale qui pèse avec une rigoureuse égalité sur les deux villes maritimes de la Seine, car elles ont le même tonnage de général cargo ; ensuite, les exigences en matières premières et en houille des usines haut-normandes, autrement dit, la fonction de ports industriels, provoquent, avec plus de 2 millions de tonnes, 55 % du mouvement des marchandises ; enfin des causes plus secondaires achèvent de modeler ces relations, comme le courant de sortie des gypses, qui à l'origine s'est apparenté à des chargements de lest et qui a progressivement pris une signification plus économique. Tel est un premier système d'explication ; il en est un autre qui met en œuvre d'autres formes d'intérêts et de travail, et qui sera évoqué ci-après.

Pour permettre une meilleure compréhension de ces problèmes, on est tenté d'établir une comparaison entre le trafic nordique de la Basse-Seine et celui d'autres organismes maritimes du NORTHERN RANGE. Il importe au préalable de souligner qu'une telle comparaison n'est pas totalement probante ; chaque port est déterminé d'une façon qui lui est propre : tous n'ont pas d'industries portuaires exigeant un volume massif de matières brutes tirées de l'Europe du Nord ; des liens de contiguïté s'établissent, qui peuvent jouer à la défaveur des compétiteurs les plus éloignés ; la puissance du transit dans le delta rhénan crée des conditions d'activité littorale qu'on ne trouve pas aisément ailleurs ; enfin, prendre en parallèle une ville côtière allemande, comme ce sera fait ci-dessous, fausse de toute évidence les conclusions, puisque les échanges avec l'Allemagne sont compris dans les statistiques normandes.

TABLEAU II

TRAFIC NORDIQUE DE LA BASSE-SEINE PAR PAYS

(en tonnes de marchandises ; les chiffres sont ceux de la moyenne des années 1963 et 1964)

	ROUEN			LE HAVRE			BASSE-SEINE		
	Exp.	Imp.	Total	Imp.	Exp.	Total	Imp.	Exp.	Total
Danemark	121 714	16 435	138 159	911	11 439	12 350	17 341	133 153	150 494
Allemagne de l'Ouest	144 405	45 781	190 185	43 360	45 175	88 535	89 141	189 580	278 721
Allemagne de l'Est	60 893	6	60 893	—	5 026	5 026	—	65 919	65 919
Islande	—	144	144	—	—	—	144	—	144
Norvège	59 267	115 693	174 960	4 429	424	4 853	120 122	59 691	179 813
Suède	138 232	293 748	431 980	10 111	38 685	48 796	303 859	176 917	480 776
Finlande	55 313	190 422	245 735	3 076	326	3 402	193 498	55 639	249 137
Pologne	242 572	277 025	519 597	23 605	19 810	43 415	300 630	262 382	563 012
U.R.S.S.	28 950	999 010	1 027 960	80 644	27 917	108 563	1 079 656	56 867	1 136 523
Canada	5 500	76 907	82 407	94 729	35 797	130 526	171 636	41 297	212 933

Mais tout ceci étant souligné, le rapprochement mérite encore d'être fait, ne serait-ce que pour fixer un ordre de grandeur aux phénomènes. C'est le but du tableau III, établi pour 1963.

Il appelle quelques remarques. Il est évidemment difficile de comparer en valeur absolue les tonnages de ces échanges de la Basse-Seine, de Dunkerque ou d'Anvers : ce sont des organismes ou des complexes de tailles trop différentes ; ce n'est plus le cas lorsque l'on rapproche Hambourg et l'ensemble séquanien ; alors, l'on est frappé de ce que l'effet multiplicateur dû à la proximité du premier par rapport à la Baltique, et que l'on s'attendrait à voir jouer de façon importante, ne le fait pas très sensiblement.

Cependant, il paraît plus judicieux d'établir la comparaison sous forme de pourcentages. C'est sur l'Escaut que la part du commerce nordique par rapport à l'activité totale du port est la plus forte, ce qui est dû à l'importance locale du marché des bois — l'un des premiers d'Europe — à celle du négoce des céréales et aux entrées volumineuses de houilles et de minerais ; aussi les seuls arrivages de Suède atteignent 4 982 000 tonnes. Rotterdam, dont on ne connaît pas dans le détail le trafic avec les pays du Nord, n'atteint pas un pourcentage aussi

élevé. Le cas de Hambourg présente quelques particularités : possédait avant la guerre un très important courant de transit, c'est-à-dire de redistribution de produits tropicaux et de denrées de marchés, vers Copenhague, Stockholm, etc., soit de 2 à 2,5 millions de tonnes, dont le passage était très rémunérateur ; l'effondrement des bourses océaniques européennes, entre autres causes, a tari cette activité ; on s'est efforcé de reconstituer des liens économiques nouveaux, sous la forme de divers, qui proviennent du commerce extérieur germano-balte ; la principale gêne est que la vieille cité hanséatique ne possède, dans son Land ou dans son arrière-pays, que peu d'industries largement alimentées en matières premières finno-scandinaves : à ce point de vue, elle n'offre rien de comparable à ce qui se passe autour de Rouen ; mais en opposition, l'Elbe possède d'excellentes liaisons canadiennes : 595 000 tonnes, qui sont parmi les plus développées du continent. La position dunkerquoise enfin est estimable dans un contexte européen, à cause des entrées de minerais suédois et des sorties de céréales vers la Pologne. Dans cet ensemble, la Basse-Seine fait honnête figure et apparaît comme la principale voie de liaison entre la France et les nations les plus septentrionales du globe.

TABLEAU III

TRAFICS COMPARÉS DE LA BASSE-SEINE ET DES PRINCIPAUX PORTS DU NORTHERN RANGE POUR 1963

(sauf pour Hambourg ; pour ce dernier, le trafic global était en 1963 le suivant : entrées : 25 903 000 tonnes ; sorties : 7 503 000 ; total : 33 406 000 tonnes).

En tonnes de marchandises.

	Trafic global			Liaisons Nordiques seules		
	Entrées	Sorties	Total	Import.	Export.	Total
Dunkerque	8 746 000	3 140 000	11 886 000	750 783	251 956	1 002 739
Anvers	31 221 000	15 383 000	46 604 000	8 321 476	2 278 938	10 600 414
Rotterdam	79 004 000	24 276 000	103 280 000	?	?	?
Hambourg (1961)	22 257 000	7 624 000	29 881 000	2 441 341	2 285 709	4 727 050
Basse-Seine	27 746 000	7 859 000	35 605 000	2 169 510	899 243	3 068 753

Il est frappant de constater que toutes les villes prises comme points de comparaison ont des échanges nordiques déséquilibrés du point de vue du fret : elles importent toutes plus qu'elles n'exportent, à l'exception de Hambourg pour lequel les raisons d'équilibre ont été données ; c'est le rôle de producteur assumé par l'Europe du Nord pour les houilles et autres matières premières qui justifie cette inégalité des courants, comme il explique le poids toujours notable de ces liaisons. L'aire balte est une sphère d'attraction commune aux vieilles nations occidentales, qui y trouvent une part notable de leur ravitaillement en produits bruts ; situation précieuse pour un vieux monde dont les sources d'approvisionnement s'éloignent de plus en plus à travers l'espace océanique.

Les mouvements de la navigation constituent un second aspect majeur des relations nordiques actuelles des clubs nordiques. Leur analyse oblige à prendre une optique différente de celle imposée par l'acheminement des marchandises : ce sont des services ici que l'on vend, et qui suscitent des formes de travail diverses : freighting, affrètement, armement de tramps ou de liners ; ce sont des flottes qui se meuvent et non plus seulement des cargaisons, intervenant comme transporteurs, soit pour leur propre nation, soit en tiers parti, dans les eaux européennes ou dans des mers plus lointaines. Alors, l'importance relative des partenaires est tout autre que celle ci-dessus soulignée.

L'Europe du Nord possède quelques-unes des marines les plus développées du monde ; il n'est pas inutile de rappeler leur situation au 1^{er} juillet 1965 :

Norvège	15 641 498 BRT	Finlande	1 009 486 BRT
U.R.S.S.	8 237 847 BRT	Canada	643 900 BRT
Suède	4 290 103 BRT	Allemagne Est	591 106 BRT
Danemark	2 561 599 BRT	Islande	128 973 BRT
Pologne	1 039 966 BRT		
Total des pays du Nord :		34 144 478 BRT	
Pour comparaison : tonnage français		5 198 435 BRT	

L'ensemble de ces marines représente donc, sans celle de l'Allemagne Fédérale qui arme peu sur la Baltique, mais avec celle de l'U.R.S.S. dont une part non connue est attachée à la mer Noire, plus du cinquième du tonnage mondial. Il est intéressant de saisir quelles chances s'offrent ainsi à la Basse-Seine au point de vue de la fréquentation de ses ports, soit pour les navires de grandes tailles, soit pour les petits caboteurs « paragraphes » qui pullulent dans la Baltique ou dans ses détroits et qui refluent en quête de chargement, lors des emplacements d'hiver.

C'est grâce à ces flottes que les échanges ont pu reprendre très vite dès la Libération, alors que la France souffrait d'une grave pénurie de cales sous pavillon national. Dès 1947, le complexe séquanien reçoit 1 200 000 NRT de navires nordiques, soit 14,4 % du mouvement total de navigation : proportion remarquable à une date où les trafics étaient dominés par les Anglo-Saxons de façon écrasante. Dès cette année-là, 4 lignes régulières ou semi-régulières sont rétablies de Rouen sur la Scandinavie, dont 5 sur la Suède seule, desquelles 4 touchent au passage le Danemark ; lorsque l'on connaît la pénurie qui était alors celle des ports français, on apprécie l'appui ainsi retrouvé. La marine norvégienne, dont la reconstruction et la rénovation ont commencé, à la suite de circonstances très particulières, dans les chantiers suédois dès 1941, a rendu d'immenses services dès que la capacité de stockage pétrolier a été progressivement reconstituée et les raffineries reconstruites ; cette même marine a connu depuis une fortune très remarquable ; d'autres nordiques aussi, en plus de mesure ; les pays socialistes se tournent vers la mer avec quelque retard, mais avec une grande vigueur.

C'est pourquoi le rôle de tous ces pavillons n'a cessé de croître dans les liaisons du Bassin Parisien. En 1964, ils ont assuré, avec 6 903 967 NRT, 20,4 % du mouvement des navires, soit près de la moitié de la part nationale, et l'équivalent de l'animation maritime d'un ensemble comme celui de la Basse-Loire ; ils ont transporté 6 743 000 tonnes de fret, soit 17,6 % du total des marchandises. Etant donné les efforts faits pour aider l'armement français, ces résultats sont très importants. Ils le paraissent plus encore si l'on regarde avec quelque minutie le comportement des différentes flottes (cf. tableau IV). Certaines sont partiellement ou totalement défaillantes : celle du Canada qui ne fait que d'intermittentes apparitions, celle de l'Islande dont le volume est faible, mais qui, de plus, est peu sollicitée ici. Les nations de l'Est constituent un second groupe qui, suivant l'exemple de la Pologne, commence à mêler activement ses navires au marché mondial du freighting ; pourtant elles sont encore essentiellement présentes dans le couloir de Seine pour leur commerce extérieur propre et sous forme de tramping ; mais quelques lignes régulières ont fait leur apparition ; soviétiques, comme celle qui possède le « Batory », familier aux Havrais ; en 1964, elles ont assuré un mouvement — de croisières essentiellement — de 2 449 passagers ; il existe un service permanent combiné avec la C.G.T. sur la Baltique ; et des escales de liners russes affectés à la route de New York sont prévisibles à brève échéance ; polonaises ensuite, qui se sont résolument lancées dans la cueillette des frets : au Havre, fonctionnent 3 services long-courriers en retour sur l'Europe et 4 travaillant en sortie. Au total, le trafic de ces pavillons communistes est appelé à croître.

TABLEAU IV

ROLE DES FLOTTES NORDIQUES DANS LA BASSE-SEINE EN 1964

Tous chiffres exprimés en tonneaux de jauge NRT

	Rouen	Le Havre	Basse-Seine
Danemark	130 332	277 962	408 194
Allemagne de l'Ouest	639 960	1 138 548	778 508
Allemagne de l'Est	—	38 099	38 099
Norvège	760 306	2 157 391	2 917 697
Suède	175 224	446 699	621 923
Finlande	175 618	58 502	234 120
Pologne	69 168	139 549	208 717
U.R.S.S.	172 224	139 345	311 569
Canada	—	—	—
Islande	—	2 273	2 273
Total relations du Nord	2 505 699	4 398 268	6 903 967
% par rapport au total des entrées ..	35,8 %	16,4 %	20,4 %

Enfin, un troisième groupe est constitué par les traditionnels milliers de tous les océans. Les Norvégiens en fournissent le type le plus affirmé, qui dominent ici tous les Nordiques, avec 1 917 697 NRT ; étroitement mêlés à toutes les formes des transports maritimes, les quatre Scandinaves prennent, dans la navigation séquanienne, une part qui dépasse en tonnage le volume global de la flotte française au 1^{er} juillet 1965. La valeur des frets correspondants est évidemment inconnue ; mais il n'est pas hasardeux d'avancer qu'elle est, en ordre de grandeur, comparable à la valeur des pondéreux qui constituent les deux tiers des échanges nordiques de la Basse-Seine.

Avec la même prudence que précédemment, il peut être utile d'établir un parallèle avec le rôle des mêmes pavillons dans les grands ports du Northern Range (cf. tableau V) pour

l'année 1963. Le rôle des armements baltes et scandinaves y apparaît écrasant et, au total, plus développé que sur les côtes françaises, non seulement en valeur absolue, ce qui est inévitable vu la taille des organismes littoraux considérés, mais aussi en pourcentages : cela démontre — mais n'est-ce pas déjà prouvé ? — qu'il y a bien une aire maritime des mers bordières de l'Europe septentrionale, où la navigation est une affaire de famille et de tradition.

A Dunkerque, le rôle de ces flottes est conforme à ce que l'on pourrait appeler « les normes françaises » : au-delà des fluctuations annuelles, exprimé en pourcentage, il reste comparable à ce que l'on note dans le couloir de Seine. On est là encore un peu surpris de constater qu'à Hambourg ce rôle n'est guère plus important : 24,1 % ; mais il ne faut pas

oublier qu'ici le tonnage du pavillon allemand n'a pas été retenu dans les calculs, alors qu'il l'a été pour tous les autres compétiteurs ; cependant d'excellentes relations de voisinage y paraissent solidement établies : les Danois interviennent pour 1 210 000 NRT, les Norvégiens pour 3 781 000 NRT ; dans tous les cas, c'est plus que dans les ports normands qui, ensemble, ont une taille comparable.

C'est sur le delta rhénan que le développement de la navigation sous contrôle nordique a pris les dimensions les plus étonnantes. A Anvers, elle atteint près de la moitié du mouvement des cales, ce qui s'explique, certes, par les trafics de marchandises déjà analysés (les courants pétroliers, minéraliers et céréaliers justifient les 5 582 000 NRT norvégiens, les 3 571 000 NRT suédois, et les 1 183 000 NRT danois) ; mais il ne faut pas oublier également la carence de la flotte belge, non plus que l'importance première prise ici par les armements

allemands : avec 6 640 000 NRT, ils ont dépassé à la fois ceux de l'Angleterre et ceux des Pays-Bas, en particulier pour les escales ; et à travers ces faits, on pressent pourquoi ces marines ont ici un rôle exceptionnel : la place scaldienne est une des meilleures du monde pour le freighting à cause du transit des marchandises effectué pour le compte des pays rhénans. Aussi, 31 lignes régulières l'unissent à l'Europe du Nord, assurant une moyenne de 6 départs ou arrivées chaque jour ; de plus, les pavillons scandinaves y assurent des liaisons permanentes avec le reste du monde ; et 7 services réguliers existent avec le Canada et les Grands Lacs. A Rotterdam, ce sont les mêmes flottes qui assument une fonction encore plus importante : deux d'entre elles contrebalancent l'activité du pavillon national ; ce sont celles de la Norvège avec 10,5 millions de NRT et celle de l'Allemagne Fédérale avec 9,6 millions. Là encore, le transit est la principale explication.

TABLEAU V

PART DES PAVILLONS NORDIQUES DANS LA NAVIGATION DU NORTHERN RANGE EN 1963

(Sauf pour Hambourg, dont le total des entrées tous pavillons était pour cette année-là de 34 297 000 NRT).

La différence des chiffres pour la Basse-Seine avec le tableau IV provient de ce que les années de référence ne sont pas les mêmes.

	Entrées en 1 000 NRT	Part des pavillons nordiques en NRT	Part des pavillons nordiques en %
Dunkerque	11 120	2 406 550	21,6
Anvers	41 298	18 442 603	44,6
Rotterdam	66 999	27 075 000	40,4
Hambourg 1961	32 034	7 723 322	24,1
Basse-Seine	31 798	5 820 217	18,3

Quelle que soit sa vitalité, la Basse-Seine ne peut exercer une attraction semblable parce que sa nature portuaire est autre ; pourtant elle reste la quatrième place continentale — la cinquième si l'on tient compte de Londres — pour la fréquentation des flottes ici étudiées ; du point de vue de la participation à la circulation océanique mondiale, c'est très important. Il ne faut pas que la comptabilité douanière qui oriente les statistiques disponibles fasse oublier les pures opérations d'armement et de navigation : elles sont, elles aussi, génératrices de richesses. Les liens qu'elles sous-entendent sont différents de ceux du commerce extérieur strict ; ils n'obéissent pas aux mêmes incidences : les uns peuvent survivre aux événements qui ruinent ou affaiblissent les autres ; ils sont un reflet du vaste internationalisme du monde particulier de la mer.

Cette activité des marines nordiques conduit à dégager un second complexe de causalité modelant les relations de la Haute-Normandie. Cette multitude de navires qui cherchent à s'affréter, qui glanent ou égrenent leur fret au passage, réunissent les conditions propices à une énorme amplification des acheminements maritimes ; ils sont une incitation permanente aux échanges que, dans certains cas, ils ont eux-mêmes créés : c'est un armement allemand, l'Oldenburg-Portugulische D.R., qui a le plus agi par ses escales pour fixer au Havre le trafic des productions maraichères des Canaries, et par là a contribué vigoureusement à la réussite du marché des primeurs et des fruits.

Ainsi, autour des ports séquanais, les relations avec les nations septentrionales sont très nuancées ; et derrière ces nuances se profilent la vie des hommes, leur travail, leur regroupement en catégories socio-professionnelles. A la circulation des choses se superpose celle des personnes : non seulement celle des passagers, mais aussi celle qui conduit à la fixation de petites colonies nordiques qui se sont établies dans les villes de la Seine, autour de leurs consuls, et qui assurent les agences de fret, ou les succursales de grandes sociétés de navigation ; celle aussi des équipages pour lesquels ce n'est pas des Skandinavisk-Sjömanshjon qui sont, sur le sol français, un peu de terre du Nord.

II. L'ÉCONOMIE DES ÉCHANGES NORDIQUES DE ROUEN ET DU HAVRE

A travers les pages précédentes, il est déjà apparu que l'activité nordique des deux ports n'était pas la même. Après avoir souligné la part de solidarité qui nécessairement les rapproche et leur impose, dans un certain sens, une optique commune, c'est sur chacun d'eux, sur les aspects de leur diversification qu'il faut maintenant regrouper l'analyse. Chacun en effet, dans le détail de sa vie quotidienne, réagit à des incidents qui lui sont propres : les connaître assurera une meilleure compréhension, une appréhension plus précise de la réalité.

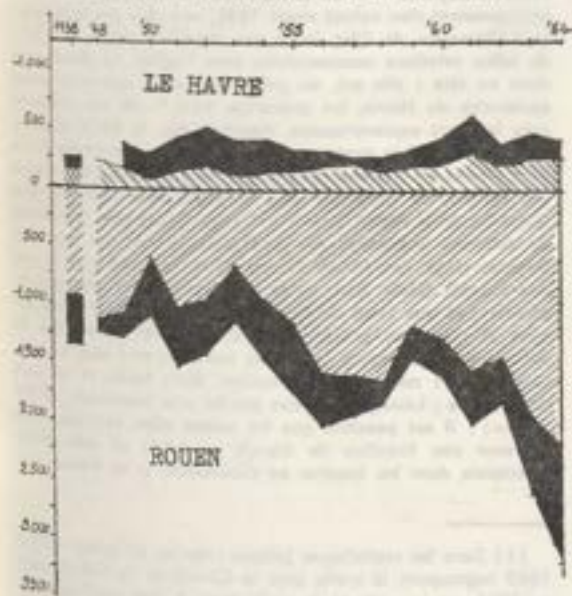
LA RÉPARTITION GÉNÉRALE DES TRAFICS ENTRE LES DEUX COMPÉTITEURS NORMANDS

Sans aller au-delà de la simple constatation des faits, on peut remarquer que la fonctionnement portuaire de la Basse-Seine n'est pas totalement harmonisé. Des secteurs de concurrence existent entre les deux rivaux, qui se localisent essentiellement dans les exportations de produits fabriqués : les plus chers, les plus recherchés à cause des frais de transit qu'ils autorisent. Cependant, l'économie portuaire, par l'impératif rigide de la recherche des bas prix de services, s'est chargée d'assurer, au moins partiellement, une répartition valable des opérations de transports ; ceci est vrai surtout du point de vue des entrées de matières premières.

L'actuelle attribution des trafics à chaque concurrent en est le résultat (cf. tableau II et graph. VI). Pour la moyenne des six dernières années, qui reflètent des états mêlés de conjoncture et par là permettent de dégager des tendances moyennes, la situation est caractérisée comme suit : Rouen assure 82,2 % du trafic total ; cette forte proportion est due essentiellement à la massivité de ses importations, le déséquilibre étant un peu moins marqué pour les sorties où la part rouennaise n'est plus que de 72,4 %. Comme il sera montré ci-après, la raison est à rechercher dans la localisation des industries consommatrices de gros tonnages autour de la capitale normande, qui regroupe de plus en plus autour d'elle la part majeure des liaisons par mer de la France avec l'Europe du Nord ; son rôle est en effet de plus en plus accusé. Cependant, malgré l'essor des arrivages rouennais du Canada, c'est au Havre que se fixe l'essentiel des échanges avec ce pays, reflet de la traditionnelle répartition du long-cours et du cabotage en Basse-Seine, quoique cette tradition ne soit plus totalement conforme à la situation présente.

GRAPHIQUE VI

ÉVOLUTION DES ENTRÉES ET DES SORTIES POUR CHACUN DES PORTS DE LA BASSE-SEINE



En hachures : les entrées ; en noir : les sorties. Les courbes sont cumulatives, elles donnent l'évolution annuelle de l'ensemble du couloir fluvial. En milliers de tonnes de marchandises.

Cependant, en contradiction avec ce déséquilibre global, les courants de general cargo sont beaucoup plus également répartis : les deux ports ont le même tonnage de divers (Le Havre 145 279 tonnes, Rouen 142 671 tonnes pour la moyenne 1963-1964). C'est donc le transport des pondéreux qui les différencie ; et il découle de ces observations que les deux villes maritimes ne s'adressent pas de semblable façon à leurs partenaires septentrionaux.

Même différence de réactions devant les incitations des flottes scandinaves et baltes (cf. tableau IV). Ici, c'est Le Havre qui attire la plus grande part, ce qui est normal, puisqu'il regroupe les escales de lignes régulières et la circulation des paquebots et des pétroliers ; et là encore, le pavillon norvégien prend un relief particulier : dans le total havrais, il représente 26 % du mouvement des passagers (56 360 voyageurs) et 8 % des marchandises (2 081 000 tonnes) ; pourtant il ne vient qu'au cinquième rang des flottes étrangères fréquentant ce port ; c'est la preuve d'un rendement excellent de ses navires : leur indice de charge moyen aux entrées (1), élevé puisqu'il est de 906, n'est dépassé que par celui de la flotte française (1 270) et d'un petit nombre d'autres, mais ces derniers strictement spécialisés dans les transports de naphte ; il dépasse ceux des Britanniques et des Hollandais, autres camionneurs traditionnels de l'océan. Cette fonction éminente ne doit toutefois pas faire sous-estimer la part revenant aux autres Scandinaves.

À Rouen, bien qu'il se soit produit une sensible expansion des lignes régulières, l'activité des armements nordiques reste essentiellement le fait des tramps ; il leur revient 35,8 % du mouvement nautique et 26,3 % du tonnage des frets : proportions rarement atteintes en France. Leur indice de charge à la sortie, où la concurrence est rude, équilibre et parfois dépasse celui du pavillon français qui est de 466 : celui de la flotte danoise y atteint 769 et 704 pour celle d'Allemagne Fédérale. L'un des faits les plus significatifs pour l'évolution du freighting dans les proches années à venir est que cet indice pour le svaissaux russes s'établit à 830, et cela en chargeant non pour l'U.R.S.S., mais pour d'autres nations. C'est évidemment pour la Pologne et la R.D.A. que ces transports ont été faits, bien que la première eût été parfaitement capable de faire face à ses propres besoins ; mais il convient de souligner ici l'affrètement de bateaux communistes, alors que cette pratique était réservée à peu près exclusivement aux tramps occidentaux. Au-delà de ces nuances significatives, il apparaît clairement que les marines marchandes du Nord sont indispensables au bon fonctionnement portuaire rouennais.

Ainsi, les deux ports séquanais manifestent des différences de réactions, de « tempérament » devant l'ensemble des relations économiques nordiques ; ils obéissent par conséquent à des motivations différentes, qu'il convient donc de mettre en lumière.

LE HAVRE FACE AU NORD

Les liaisons havraises n'ont jamais été puissamment orientées vers l'Europe scandinave et balte, sauf au temps des bourses de produits tropicaux. Le Havre a toujours été tourné vers l'Atlantique plus que vers les mers bordières, et plus spécialement vers l'espace océanique compris entre la route de New York et celle « des deux Caps », vers les mers du Sud. Pourtant, c'est avec beaucoup de courage que les maisons locales ont tenté, dans la période de reconstruction, de se tourner vers le commerce septentrional.

(1) L'indice de charge est le poids moyen de marchandises, en kg, transportées par tonneau de jauge.

A vrai dire, le port bénéficie d'assez peu d'incitations favorables à un tel retournement, depuis la défaillance des marchés locaux : pas d'industries susceptibles d'exiger des importations massives et peu capables d'exporter.

La reprise des entrées en 1946, s'est faite sur des bases très limitées de déchargements de charbons polonais et russes, insuffisamment stables. Les seuls arrivages qui, malgré leur manque de volume, avaient quelque chance de pérennité, étaient ceux du Canada ; depuis, ils ont souvent fourni entre la moitié et les deux tiers des marchandises en provenance du Nord ; et mises à part les houilles baltes, ce sont eux qui, aujourd'hui, déterminent les aspects principaux de ce courant d'entrées nordiques : quelque 10 000 tonnes d'oléagineux, autant pour les céréales, des papiers et de la pâte de cellulose qui cessent d'avoir quelque importance vers 1957, lors du plein développement des papeteries d'amont, des caoutchoucs de synthèse qui, autour de 12 000 tonnes, forment un courant très stable (le chiffre le plus élevé est celui de 1957 : 18 037 tonnes) à cause d'un regroupement d'importations de latex sur ce port, des métaux rares enfin, cuivre, aluminium et alliages. Globalement, cela reste de faible ampleur malgré tout.

Devant cette insuffisance qui correspond à un domaine commercial insuffisamment prospecté, les Havrais ont eu une réaction : exporter plus. En s'appuyant sur les raffineries régionales, ils ont amplifié les ventes de produits pétroliers dont les embarquements atteignent un maximum de 258 889 tonnes en 1951, soit 89 % des expéditions vers le Nord : ce furent, quelques années durant, les principales exportations ; mais c'était un système trop étroit, d'autant plus que vers 1952-1954, les pays baltes développent leurs industries pétrolières : le Danemark cesse d'acheter, puis l'Allemagne, puis la Finlande. Seule la Suède est restée un marché de quelque intérêt, mais trop exclusif : quand ses achats s'affaiblissent, c'est l'ensemble des sorties du Havre qui s'en ressent ; ils vont d'ailleurs en décroissant et peuvent s'annuler, comme ce fut le cas en 1962. Aussi a-t-on cherché d'autres trafics de compensation, qui sont venus progressivement : d'abord sous la forme d'expéditions de machines et d'automobiles qui ont pris une ampleur satisfaisante vers le Canada dès 1958, vers l'U.R.S.S. à partir de 1960 ; ce sont des frets chers, donc enrichissants ; puis — et il est bon de souligner au passage la force de la tradition — on a repris la pratique des réexportations en sortie d'entrepôt ou d'usine ; la Russie a été temporairement, à ce point de vue, un bon acheteur : en 1961, elle a reçu 35 431 tonnes de caoutchoucs, l'équivalent du tiers de la production française d'alors ; en 1962, elle achète en plus quelque 15 000 tonnes de métaux rares et ferro-alliages. Enfin, l'écoulement des céréales vers les pays socialistes a achevé l'effort de diversification des sorties.

Au total, une certaine fragilité des trafics demeure ; mais il faut considérer que parmi eux, il est une part essentielle de divers : 34 % en 1964 ; c'est un résultat méritoire, dans des courants d'échanges dont chacun demeure trop fluctuant et trop peu assuré de durée.

A côté de ces acheminements de marchandises, il convient de souligner l'importance du transport des passagers. Pour le long-cours surtout ; sur les lignes du Canada, pour lesquelles on a mis en place un équipement beaucoup plus puissant et luxueux que pour le cabotage, la moyenne des trois dernières années fait apparaître un mouvement de 13 653 voyageurs, avec une légère tendance à la régression relevant vraisemblablement de la conjoncture à court terme : Le Havre est dans ce domaine, et de loin, le premier port du continent, seulement dépassé par ses concurrents anglais ; à coup sûr, c'est le plus brillant aspect de ses fonctions nordiques. En direction de l'Europe du Nord, le trafic est beaucoup moins développé, à cause des commodités de la circulation terrestre : pour la même période, la moyenne annuelle est de

4 890 entrées et sorties réunies ; il est par ailleurs instable, parce que dépendant largement des croisières organisées aux irrégulièrement par des pays socialistes à partir de 1960.

La répartition géographique des relations havraises dans des conditions d'évolution ci-dessus esquissées (voir le bleu II).

Le Canada (1) reste le premier partenaire, et le plus fidèle, quoique les marchandises qui en proviennent soient trop soumises aux fluctuations des marchés européens ou mondiaux des matières premières et des produits végétaux ; à l'inverse, les expéditions de produits français s'amplifient progressivement. Le Havre est le premier port national pour le commerce avec cet Etat immense et jeune, et qui n'est qu'à l'aube de son histoire économique. C'est évidemment sur le Saint-Laurent que les trafics se sont localisés (2) ; les abords océaniques ont par période une influence notable : Terre-Neuve (St John's) peut provoquer un mouvement de fret de quelque grandeur (35 000 tonnes en 1963) ainsi que Halifax, mais sans régularité ; Montréal, Trois-Rivières et Québec ont une activité beaucoup plus soutenue, voisine en tout de 50 000 tonnes ; avec l'ouverture de la voie des Grands Lacs, les prolongements vers l'intérieur jusqu'à l'Erie se sont renforcés jusqu'à atteindre de 14 à 18 000 tonnes, et sont appelés à croître encore, malgré les coupures saisonnières de la navigation. Malgré cette polarisation sur l'axe laurentien, les échanges s'étalent dans le vaste couloir fluvio-marin et le littoral atlantique proche. Au total, cet étalement est moins sensible sur la côte du Pacifique, où les courants commerciaux ne sont pas négligeables (38 514 tonnes), malgré le petit nombre de grands ports : Vancouver en reçoit la moitié, et l'île de Vancouver regroupe presque tout. En fait, ces liaisons canadiennes sont à l'image des relations nordiques de la Basse-Sein : sauf exception, elles sont caractérisées par une grande dispersion géographique.

Les liens avec les pays socialistes n'échappent pas à cette règle. Ils sont empreints de quelques traits communs : ils sont dominés par un petit nombre de courants massifs, importations havraises de houilles, exportations de céréales ; les ventes françaises sont un phénomène récent : l'U.R.S.S. n'est pratiquement rien achetée avant 1958, non plus que la Pologne et l'Allemagne de l'Est lance ses premiers achats en 1941 ; de telles relations commerciales sont fragiles. La Russie vient donc en tête : elle est, du point de vue ici retenu, le second partenaire du Havre, lui procurant 24,3 % de son commerce avec les pays septentrionaux. Auprès d'elle, la R.D.A. ne représente qu'un faible tonnage de marchandises regroupées sur le port rénové de Rostock. La Pologne se place entre les deux ; il est curieux de constater que le trafic avec Szczecin, point d'attache de la Polish Steamship Co spécialisée dans le trafic de cabotage européen, est pratiquement nul, que celui avec Gdynia, siège des Polish Ocean Lines tournées vers le long-cours, reste faible, bien qu'on ait tendance à y décharger des céréales, et que celui de Gdansk est le plus étoffé, parce qu'il est là que l'on procède aux chargements de houilles. En définitive, les courants les moins instables sont ceux qui sollicitent le port normand aux anciens Etats baltes et au Goult de Finlande ; Léningrad ne fixe pas les plus importants (17 548 tonnes) ; il est possible que les autres villes littorales russes exercent une fonction de transit au profit de cette grande métropole dont les besoins en caoutchouc et en métaux rares

(1) Dans les statistiques jointes ci-après, les années 1959 et 1960 regroupent le trafic avec le Canada et les Grands Lacs ; en 1961, on y a ajouté le trafic avec la côte ouest de l'Amérique du Nord ; c'est seulement avant 1959 et après 1961 que l'on a le commerce avec le Canada, au sens strict.

(2) Tous les chiffres qui suivent correspondent à la norme 1963-1964.

sont importants, vu son industrie de constructions mécaniques et électriques; ce pourrait être le cas de Ventspils (Windau - 21 123 tonnes) qui, peut-être, aurait la même fonction à l'égard de Riga, cette dernière ville recevant en plus 23 427 tonnes; mais les liaisons les plus étoffées restent celles établies avec Klaipėda (56 071 tonnes). Avec la Mer Blanche, elles sont faibles et intermittentes; et nulles avec la route maritime sibérienne.

Les autres points d'impact à l'intérieur de la Baltique et sur la côte norvégienne sont marqués par une extrême dissémination, et de fort peu de constance: il s'agit de trois à quatre douzaines de ports, souvent secondaires, et dont aucun ne s'impose de façon notable à l'attention, pas même les capitales maritimes scandinaves; certes, elles attirent une activité plus dense, mais dont l'allure reste toujours en dents de scie. Le désat d'une solide structure interne du commerce nordique du Havre se traduit ici par l'inconstance de son avant-poste marin. Ainsi: la Finlande regroupe ses liens avec la cité norvégienne sur Mäntyluoto qui cependant ne manutentionne que 1 240 tonnes. Trois correspondants suédois reçoivent ou expédient quelque 12 000 tonnes: Stockholm, Malmö et Goeteborg, qui sont les villes maritimes les plus développées du pays; mais toutes trois ont eu soit des arrivages nuls, soit de expéditions nulles en 1962 (à part 92 tonnes réceptionnées par la première cette année-là). Copenhague, qui regroupe pour le Danemark presque tous les trafics havrais, représente une moyenne annuelle de 6 977 tonnes, avec des pulsations irrégulières (1962: 1 210 tonnes; 1963: 13 477 tonnes). Mojon, dans la province norvégienne de Nord Trøndelag, reçoit « par hasard » 5 267 tonnes au fond de son fjord une année, mais avait été longtemps ignoré auparavant.

Il y a peu d'éléments solidement organisés dans tout cela: des relations qui se bâtissent au jour le jour pour une bonne part, au milieu des courants d'échanges internationaux. Ce roulement diffus en une multitude de minuscules flux économiques est en partie inhérent aux caractéristiques portuaires de ces pays du Nord: on en retrouvera des aspects à propos de la clientèle rouennaise. En opposition, là où la façade littorale est vigoureusement structurée, les liaisons se resserrent; ainsi avec l'Allemagne Occidentale, elles sont concentrées sur trois ports: Brême (5 507 tonnes), Emden (20 869 tonnes), et Hambourg qui domine avec 50 213 tonnes et dont la supériorité s'accroît progressivement. Ce n'est qu'accidentellement que d'autres correspondants viennent s'intégrer à ce groupe; et le seul qui l'ait fait récemment est Nordenham, appartenant au complexe de la Weser.

Mis à part ces organismes allemands, on ne devait pas de toutes façons s'attendre à de vigoureux regroupements: les tonnages d'ensemble sont eux-mêmes limités. En définitive, les conditions de détermination des trafics havrais expliquent bien la situation: absence de solides industries urbaines génératrices de pulsations d'échanges, courants exportateurs insuffisamment assurés sur des marchés fort bien prospectés par l'Angleterre et la République Fédérale; tout au long de l'analyse le même système de causalité a été rencontré, qui sert de substrat à toute explication.

ROUEN, PORT SCANDINAVE (1)

Il est judicieux d'attribuer à Rouen, d'emblée, cette vocation, à cause de l'ampleur de ses relations avec le Nord.

Cette importance n'est pas due aux liaisons avec le Canada qui restent limitées (82 407 tonnes, note infra 2, p. 294), et irrégulières. Les exportations rouennaises directes vers ce partenaire sont presque toujours défallantes: elles n'ont dépassé que quatre fois les 5 000 tonnes depuis un demi-siècle et sont rigoureusement nulles un an sur deux tout au long de cette période; les entrées sont plus étoffées, mais soumises à

des sautes brutales dues aux fluctuations du marché des bois et produits annexes; ce sont ces marchandises qui, de temps en temps, gonflent les arrivages: en 1964, sur 87 000 tonnes, elles intervenaient pour les trois quarts, le reste étant constitué de céréales, de caoutchouc, de quelques minerais et métaux rares en petites quantités. Ces courants manquent donc de vigueur et de permanence, et proviennent de ports très disséminés; mais à la différence de ce qui se produit pour Le Havre, ils se répartissent en front de mer: Terre-Neuve depuis 10 ans a fourni 8,9 % des envois sur la capitale normande, la Nouvelle-Ecosse 19,2 %, le Nouveau Brunswick et ses abords proches 34,8 %, soit au total 52,9 % pour ces rivages océaniques, alors que le couloir du Saint-Laurent (19,9 %) et les Grands Lacs (2,7 %) n'assument qu'un rôle limité, ainsi que la côte occidentale (5,1 %); le reste provient de havres minuscules ou de simples appointements. St. John (Nouveau Brunswick) et Montréal restent les vis-à-vis les plus actifs.

Donc, cette médiocrité des relations nord-atlantiques étant ainsi soulignée, il apparaît clairement que l'essentiel des relations nordiques de Rouen est balte et scandinave, et non sans une réelle ampleur: 2 789 613 tonnes en moyenne, et plus encore pour 1964 qui est une année record (cf. graph. VI).

Démêler le jeu des facteurs de détermination aidera à définir les caractères. Ce volumineux trafic est, dans l'ensemble, vigoureusement structuré autour de quelques acheminements massifs, très visibles d'abord dans les entrées. Là, la fonction de port industriel s'exerce pleinement, qui explique que le mouvement d'importations le plus pesant est celui des houilles; mais elles ne sont que peu utilisées comme combustible: elles sont, et le fait est original, la matière première d'une puissante activité de commercialisation des charbons, née à la veille de la guerre de 1914, aux limites de Petit-Quevilly; cela justifie l'appel massif qui est fait d'abord à l'antracite russe, avec lequel on s'est efforcé, par des techniques très modernes (2), de rénover le marché local ou régional, puis aux fines polonaises; mais cela explique aussi les secousses brutales auxquelles sont soumis ces déchargements. Leur effondrement a largement contribué à la grave crise rouennaise de 1950-1955: alors, la reconstitution de l'équipement des houillères françaises consécutive au plan Monnet, puis, peu après, la mise en route de la C.E.C.A., réorientant les achats nationaux, ont pratiquement annulé, pendant quelques années, les arrivages de la Baltique; puis le Pool Charbon-Acier se révélant incapable d'approvisionner totalement dans des conditions économiques les co-participants, Rouen, ressé depuis le début du siècle premier port charbonnier national, a vu se préciser sa fonction qui consiste à pallier pour la France les aléas de la production de la communauté, assurant un rôle ingrat de régulation, sous le contrôle assez lourd de l'A.T.I.C. et avec des pulsations irrégulières bien visibles dans les graphiques de navigation.

Là aussi se sont créées les grandes papeteries modernes. En 1907, apparaissent l'usine Aubry et la Fabrique Rouennaise de Cellulose; et dès avant 1914, des cargaisons déjà massives sont reçues, de pâtes et de rondins, ces derniers d'abord en volume limité, puis équilibrant, à partir de 1923, le tonnage des premières qui représentent des produits semi-élaborés; c'est le signe d'un équipement régional progressif; plus tard, les frets prenant une importance plus grande dans les prix de revient, la tendance se renversera. Après l'armistice, d'énormes

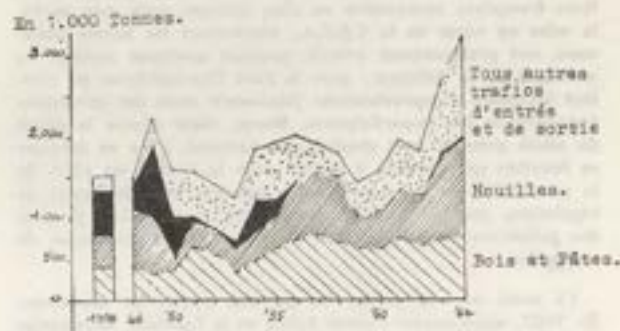
(1) Nous avons fait sous ce titre, une rapide étude dans « Revue de Rouen », n° 35, 1950, qui conserve valeur de complément.

(2) Les firmes rouennaises ont lancé, par exemple, sous le nom d'Anthrargent, des anthracites lavés à taux de cendres garantis. Si les circonstances commerciales l'exigent, elles envisagent de mettre sur le marché des charbons colorés comme signe distinctif de leurs qualités techniquement contrôlées.

entreprises se constituent : en 1920, la papeterie Navarro ; en 1928 : la SO-NO-PA-DARBLAY ; en 1931, l'usine de la Chapelle à Saint-Etienne-du-Rouvray. Leur rôle est d'importance : elles représentent plus de la moitié du potentiel français, et leur production atteindra sous peu 600 000 tonnes. Dès lors, le commerce maritime avec les pays possesseurs de la vaste forêt finno-scandinave se trouve conditionné par cette puissante infra-structure régionale. En 1913, on lui devait déjà 399 952 tonnes d'entrée : 41 % du trafic balte ; après cette date tout au long du demi-siècle, on peut suivre minutieusement l'évolution des achats, d'abord centrés sur la Finlande, puis sur la Suède, puis répartis sur l'ensemble du Nord ; aujourd'hui, avec 755 656 tonnes pour la moyenne 1963-1964 — mais ce chiffre a été largement dépassé en 1957 —, ce courant constitue une base très solide des importations nordiques ; et, au-delà des fluctuations annuelles secondaires, il a tendance à se développer, quoique en pourcentage, son rôle ait diminué devant le gonflement des arrivages de houilles.

Ainsi, l'industrie de commercialisation des charbons baltes et celle du papier constituent un pesant ensemble de détermination qui oriente les entrées, et même domine l'ensemble du commerce rouennais avec l'Europe du Nord ; le graphique VII (1) montre le parallélisme net qui existe entre la courbe globale des échanges nordiques et celle des déchargements de houilles, de bois et de pâtes de cellulose ; il y a cependant deux causes occasionnelles de discordances : l'une provient des sorties de produits pétroliers, expliquant la divergence d'évolution de 1950, et celle, moins marquée, qui se produit de 1957 à 1960 ; l'autre est due aux ventes de céréales, responsables de l'écartement de plus en plus sensible de ces courbes en 1960, et surtout dans les deux dernières années ; mais ce graphique garde son sens plein.

GRAPHIQUE VII
ROLE DES IMPORTATIONS DES MATIÈRES PREMIÈRES
DE L'INDUSTRIE DU PAPIER ET DES HOUILLES
DANS LE TRAFIC GLOBAL DE ROUEN
AVEC LES PAYS DU NORD



En noir : tonnage des houilles allemandes en transit par le delta du Rhin (Rotterdam et Anvers) ; elles sont réapparues très légèrement en 1963 et 1964. La courbe externe est celle du trafic global de Rouen (entrées et sorties réunies) avec les nations du Nord, et établie en tenant compte des houilles en transit par le delta ; c'est pourquoi elle diffère de la courbe correspondante du graphique VI.

Quelques autres industries, évoquées au passage ci-dessus, ont un rôle d'incitation à l'égard des importations qui n'est pas négligeable. Au total, si l'on déduisait de ces dernières le poids des matières premières, il resterait peu de choses : produits semi-finis de la métallurgie, quelques arrivages de farines de poisson, des aliments pour le bétail en constitueraient l'essentiel.

Un autre système de causalité explique le mouvement de sorties, qui est moins vigoureusement regroupé que le précédent. Cependant il obéit à deux grandes forces d'activité portuaire. L'une provient des industries exportatrices, mais dont les effets sont variables en nature et en ampleur. Les raffineries rouennaises ont toujours réexpédié une fraction notable de leur production ; mais depuis que les produits légers, transportables par pipe-line, ont été regroupés pour les sortir sur Le Havre dès 1953, le rôle de Rouen a connu un déclin accusé, jusqu'à disparaître presque en 1957, puis s'est à nouveau un peu étoffé avec la vente de produits épais, sur la Suède qui reste un client assez fidèle, sur le Danemark, et plus récemment, sur l'Allemagne Fédérale ; en 1964, ces exportations s'élevaient à 90 000 tonnes, ce qui n'est que le tiers à celles de 1952. Les puissantes usines chimiques locales occasionnent un notable volume d'embarquements en produits divers, dont les engrais et les pyrites grillées ; la métallurgie lourde locale y collabore. Il convient de joindre à ce bilan les exportations de la Région Parisienne, faites de constructeurs mécaniques et de general cargo ; après la période d'effacement 1956-1958, elles se sont à nouveau développées : 21 700 tonnes en 1964, dont 15 400 tonnes de véhicules, pour lequel la Scandinavie est un marché d'écoulement traditionnel, mais très ample, mais régulièrement prospecté, ce qui lui donne fil des années, une importance réelle.

Une autre force d'animation provient des besoins d'exporter de plus en plus sensibles dans l'agriculture des plateaux limon proches, et plus largement d'une part de la France à l'Ouest, Rouen a toujours eu un trafic des grains ; mais il est devenu réellement constant qu'après la création d'un centre céréalier, inauguré en 1962 et financé dans une proportion importante par les organismes agricoles de l'Eure et de l'Orne et Loire, ce qui montre l'origine du principal mouvement de ventes ; celles-ci se développent très vite, passant de 72 000 tonnes en 1960 à 653 154 tonnes en 1964 pour toutes destinations ; mais elles peuvent être soumises à des variations annuelles liées à celles des récoltes ou du marché mondial.

Enfin, à côté de ces grandes sources permanentes d'activité il faudrait évoquer celle, plus étroite, des chargements de pétrole, qui ont commencé à prendre quelque ampleur en direction de la Suède vers 1947, jusqu'à atteindre pour cette dernière seule 134 000 tonnes en 1962 ; et sur le Danemark et la Norvège aussi, mais avec moins de puissance ; le volume n'en est peut-être pas très élevé, mais le taux des frets est semblable à celui des autres minéraux transportés et les échanges s'en trouvent mieux équilibrés.

Telles sont les dominantes autour desquelles s'organisent les relations nordiques de Rouen, et qui en expliquent précisément l'évolution. Le graphique VII retrace cette dernière ; le tonnage de 1964, point d'aboutissement actuel, représente le double de celui de 1938, si l'on tient compte de la totalité des entrées de houilles allemandes, et plus de triples, si l'on s'en tient au trafic strict avec les littoraux germanique, balte et scandinave. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que, de 1950 à 1955, lors de la crise charbonnière,

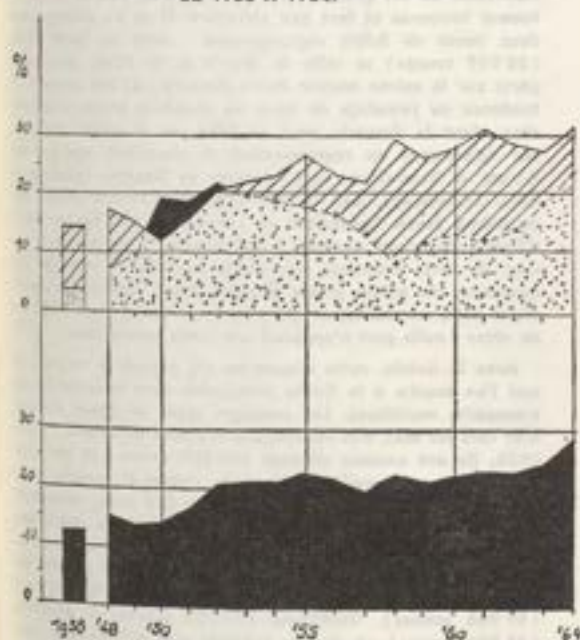
(1) Pour serrer de plus près tous les aspects de la réalité économique, un aménagement statistique a été nécessaire : si l'on veut comparer les courants commerciaux d'avant 1952 à ceux d'après, il faut ou bien mettre l'Allemagne hors de la comparaison, ou bien tenir compte de la totalité de ses relations avec Rouen ; or, dans le passé, ce dernier a reçu des marchandises, des houilles essentiellement, en transit par le delta du Rhin. La seconde alternative, déjà retenue au passage ci-dessus, a été adoptée pour l'élaboration du graphique VII ; si l'on veut s'en tenir au strict mouvement de navigation sur les côtes germaniques, il suffira de se reporter sur autres tableaux ou graphiques qui représentent la première des deux solutions ci-dessus indiquées.

les exportations de Rouen ont représenté quelque 40 % de son commerce nordique, puis ont baissé jusqu'à ne plus en fournir que 15 % ; elles reprennent vivement ensuite : 26,8 % en 1962, 31,2 % en 1964. Bien que les fluctuations houillères pèsent sur la valeur de ces pourcentages et en faussent un peu le sens, il reste que cette remontée est importante.

Mais ce que ce graphique ne montre pas, c'est le rôle de plus en plus grand de ces relations septentrionales à l'intérieur de l'activité portuaire globale de la capitale normande. Elles fournissent 14,2 % des entrées avant guerre ; elles en constituent de 27 à 31 % depuis 1959 ; elles n'absorbent que 16 % des sorties : l'on verra ci-dessous qu'elles en absorbent beaucoup plus aujourd'hui. Le graphique VIII montre qu'au total, la part de ces relations a plus que doublé, passant de 12,6 % à 28,5 % en un quart de siècle. C'est un retour aux traditions, puisque cette ampleur n'avait pas été notée depuis 1913. Cette reconstitution de liens anciens à un niveau élevé, après la distension due à la longue et complexe crise de trente ans, est un fait plein de signification pour l'avenir.

GRAPHIQUE VIII

POURCENTAGE DES ENTRÉES ET DES SORTIES, VUS DU TOTAL DU TRAFIC NORDIQUE DANS L'ENSEMBLE DU MOUVEMENT DES MARCHANDISES DE ROUEN, DE 1938 A 1964.



En haut : Ligne continue = courbe de % des Entrées totales ; en tiré et pointillé : les sorties ; en hachures : excédent en % des entrées sur les sorties ; en noir : excédent des sorties sur les entrées. En bas : proportions du trafic nordique total (entrées + sorties) par rapport au trafic total de Rouen (toutes opérations).

L'étude de la répartition géographique des liaisons rouennaises ne doit pas être abordée sans quelques précautions. Le tonnage symbolisant la position de chaque partenaire (cf. tableau II) reste la seule base chiffrée de classement disponible ; mais si l'on ne retient qu'elle, ce sont les houilles qui déterminent la hiérarchie : elles donnent à la Pologne, seul fournisseur régulier depuis l'entre-deux-guerres, la première place jusqu'en 1949, puis à l'U.R.S.S. à partir de 1958,

quand elle se met à en exporter massivement ; lorsque transitoirement ces deux nations socialistes cessent d'alimenter abondamment ce courant de pondéreux, la Suède prend la tête ; or, en valeur de marchandises et en richesses créées par les frets et les frais de port, le trafic suédois, le seul équilibré du point de vue des sorties et des entrées, est nettement le plus important et, au total, le moins soumis aux fluctuations capables de remettre en cause le sens profond des échanges. Le seul poids des courants commerciaux n'est donc pas le critère permettant de serrer au plus près la réalité.

Aussi, connaissant la structure de ces liaisons avec les pays du Nord, et constatant les efforts qui ont été faits pour les équilibrer en créant un fret de retour abondant, dans le but de réintroduire, à côté de l'expression en tonnes des phénomènes, celle de leur valeur, c'est à travers les exportations, essentiellement constituées de divers, qu'un principe de classement sera recherché. D'emblée, les pays communistes, qui n'importent guère par Rouen, sauf des céréales, forment un groupe à part ; les autres se répartissent ainsi : la proportion des exportations françaises dans le trafic rouennais total est de :

Danemark	88 %
Allemagne fédérale	75,9 %
Norvège	33,8 %
Suède	31,8 %
Finlande	22,5 %
Trois pays du Nord réunis	29,8 %

C'est donc sur ces bases que l'orientation géographique des courants économiques sera analysée.

L'allure des échanges avec les pays socialistes n'est plus à caractériser : leur structure est simple et massive, et leur répartition est assez simple également. Les rapports avec les trois grandes villes maritimes polonaises sont ici beaucoup plus étoffés qu'ils ne l'étaient pour Le Havre, parce que toutes trois participent aux expéditions de houilles, soit par ordre : Gdynia (125 286 tonnes) (1), Gdansk (88 759 tonnes) et Szczecin (12 991 tonnes) ; les deux premières, dotées d'équipements minéraliers pour la navette fer-charbon établie avec la Suède, restent celles de fréquentation courante ; la troisième ne l'est pas, mais peut devenir le point d'importation des céréales, si les tendances des récentes années se confirment, ainsi que pour la R.D.A., Wismar et accessoirement Rostock. Pour l'U.R.S.S., Klaipéda (401 161 tonnes) et Ventspilj (63 585 tonnes) sont les lieux d'embarquement des charbons, le second seul ayant un rôle d'importation, mais très faible (1 706 tonnes) ; Riga (14 502 tonnes) et Léninegrad (31 201 tonnes) ont une fonction limitée. Tous ont un minimum d'exportation de bois, qu'il est difficile d'apprécier ; mais ce n'est qu'à Arkhangelsk que ces sorties deviennent à peu près exclusives (39 078 tonnes). Une douzaine d'autres cités socialistes sont touchées, qui suscitent une faible activité.

Une question d'économie maritime générale se profile derrière la répartition ci-dessus rappelée : celle de la politique portuaire dans les pays communistes. Elle est nécessairement différente de celle des nations de l'Ouest : caractère tardif des grandes préoccupations océaniques, répartition autoritaire des courants d'acheminements et, par conséquent, des arrière-pays et des secteurs d'horizon marin, absence de concurrence au sens libéraliste du mot, entre villes littorales ; il faudrait connaître les principes directeurs d'une telle politique pour juger des chances de stabilité que présente cette répartition des échanges.

(1) Toutes les statistiques fournies ci-dessous par ports, dans la répartition géographique des liaisons rouennaises, représentent la moyenne annuelle décennale 1955-1964.

La Finlande est le seul partenaire libéraliste dont les achats par Rouen soient sans réelle ampleur. Elle envoie massivement des produits forestiers, pour lesquels elle est parfois le premier fournisseur ; mais ses importations en provenance de Normandie sont irrégulières : ce sont des houilles commercialisées, des gypses, des matériaux de construction, des métaux, des constructions mécaniques, et, plus spécialement, des voitures de petite cylindrée ; mais le volume global demeure limité : 55 à 60 000 tonnes dans les meilleures années. Plus de 30 ports sont intéressés ; mais 23 seulement ont une périodicité suffisante, quoique leur tonnage soit faible, pour qu'on puisse parler d'un avant-pays rouennais ; il n'en est que 12 pour avoir une fidélité justifiant des expéditions annuelles de bois, et 3 seulement enfin, pour recevoir régulièrement des cargaisons de retour. Cela permet de définir un certain style de liaisons maritimes, que l'on retrouvera tout autour de la Scandinavie, et sur lequel on reviendra donc ci-dessous ; cela permet aussi de classer les villes littorales finlandaises du point de vue de leur variété fonctionnelle ; celles dont le rôle est le plus complet sont localisées sur le rivage sud, le plus peuplé : Kotka (59 145 tonnes), Helsinki (32 826 tonnes) qui est la seule où les ventes normandes dépassent les achats, et Turku (18 271 tonnes). Ces deux dernières ont des échanges dont le poids total est quelquefois dépassé par les simples exutoires forestiers ; ceux-ci constituent un second groupe ; les plus notables se trouvent dans les provinces du sud-ouest de Turku Pori et de Vaasa, et leur importance décroît à peu près régulièrement du Sud vers le Nord. Rauma est en tête avec 21 995 tonnes ; Mäntyluoto est le seul qui importe légèrement ; Kristinankaupunki, Wasklot et Jacobstadt ne sont en réalité que de petits havres chargeant une dizaine de milliers de tonnes. Enfin, le fond du golfe de Bothnie possède les deux grands embarcadères du Nord : Oulu et Kemí, qui envoient chacun 36 400 tonnes.

Cette énumération austère a sa signification : elle est l'image d'une exploitation forestière qui se fait en fonction de points d'écoulement côtiers égrenés sur plus de 1 500 km de littoral ; la dispersion scandinave des équipements maritimes en est la conséquence, ainsi que l'insuffisance de structure portuaire déjà signalée. Inévitablement, il en résulte une pulvérisation de l'horizon marin pour les ports de la Seine, une sorte d'aspersion commerciale qui conduit à une fragmentation de la substance économique. Cette règle demeure constante vis-à-vis des autres pays scandinaves.

Reste donc le groupe des correspondants qui constituent une bonne clientèle pour les exportations françaises par Rouen. Obéissant à des influences déjà perceptibles avant guerre, parmi eux, deux achètent beaucoup plus qu'ils ne vendent : l'Allemagne de l'Ouest et le Danemark.

La première concentre ses trafics rouennais surtout sur deux complexes d'estuaires ; les céréales qui gonflent les statistiques des années récentes tendent à se regrouper sur Hambourg, où elles sont soumises aux aléas du marché ; sur cette place, il faut bien voir qu'elles ne constituent qu'un volant de complément et parfois de manœuvre, pour les grandes firmes, telle la puissante maison Toepfer. L'organisme de l'Elbe reste le plus fidèle correspondant du port normand, le seul qui n'ait jamais de défaillance annuelle ; mais dans ses liaisons qui atteignent 57 577 tonnes, il y a une part notable de vracs. Si l'on peut parler globalement d'une fidélité semblable à propos de la Weser, ce n'est que parce qu'il s'y trouve six ports, et il y en a toujours un qui a quelque contact séquanien. Ensemble, ils atteignent une moyenne annuelle de 24 891 tonnes dont la moitié pour Bremerhaven. Emden (12 257 tonnes) n'a pas ici l'importance relative notée pour Le Havre. Lubeck (3 505 tonnes) n'est représenté que pour quelques importations, mais ne manifeste guère de constance ; il peut être atteint par Hambourg, ce qui évite la traversée par le canal de Kiel. Au total, le regroupement des trafics est caractéristique : 95 % pour l'Elbe, la Weser et l'Elbe ; mais une esquisse

de dissémination apparaît cependant, sur 7 ou 8 petits ports complémentaires ; les expéditions de houilles n'intéressant pas ce littoral germanique, la présence de nombreux courants de divers et la fréquence des petits caboteurs allemands à Rouen aident à comprendre ce qui n'est encore qu'une légère tendance.

Avec le Danemark, l'on retombe dans la totale dispersion ; plus de 30 ports se partagent quelque 125 à 130 000 tonnes, dont plusieurs sont au cœur même de la péninsule du Jutland accessibles par de complexes chenaux marins. Seuls Copenhague (25 323 tonnes) et Aarhus (11 817 tonnes) ont quelque relief, encore que le dernier soit défailant du point de vue de ses achats. Malgré l'aimable fidélité d'Esbjerg, la seule ville de la côte ouest en relation avec la Seine, la capitale danoise est le seul correspondant dont les fonctions soient complexes et les trafics riches.

Enfin, viennent les deux pays qui constituent les plus récents et les plus anciens partenaires de la capitale normande.

Depuis plus d'un demi-siècle, la Norvège est un fournisseur attitré des papeteries et des industries métalliques regroupées autour de cette dernière ; progressivement, les échanges, si étaient de nature très simple à l'origine, se sont diversifiés et étoffés, en sorte qu'ils ne sont jamais descendus au-dessous de 100 000 tonnes, même dans les années critiques, et ce n'est pas le fait de toutes les nations scandinaves. Mais la fragmentation en est grande, tout au long d'un littoral au développement immense et fort peu structuré. Il ne s'y distingue qu'un seul grand port de faible regroupement : celle du fjord d'Oslo (38 939 tonnes) et celle de Brévik et de Skien, deux petits ports sur le même couloir fluvio-glaciaire (22 888 tonnes). La tendance au jumelage de deux ou plusieurs petites villes proches, dont la desserte peut se faire par le même navire et par éclatement ou regroupement de cargaison, explique par Bergen et Sandviken, puis Lavanger et Stenkjer (provinces de Nord Trøndelag), par couple, dépassent 10 000 tonnes, et de même façon Sandefjord et Larvick (à 100 km de 512 d'Oslo) atteignent quelque 5 000 tonnes ; c'est donner la mesure de cette économie des petits paquets. Il reste une vingtaine de petits points d'appui, dont certains témoignent d'une belle constance, et qui s'égrènent sur quelque 2 500 km de côtes ; nulle part n'apparaît une réelle constellation.

Avec la Suède, cette dispersion est poussée à un point tel que l'on touche à la limite compatible avec la rentabilité des transports maritimes. Les tonnages reçus de Rouen, ou destinés vers lui sont très réguliers et toujours importants ; depuis 1950, ils ont souvent dépassé 400 000 tonnes ; ils sont répartis autour de quelques courants stables et massifs, et le vu ; mais ils se dispersent sur plus de 200 ports, dépassant seulement s'élèvent jusqu'à 5 000 tonnes ; mais ces-là concentrent plus de la moitié du total. Un relatif regroupement apparaît au bénéfice de quelques organismes ayant à la fois des entrées et des sorties en relation avec la Basse-Seine : Göteborg (59 986 tonnes), Oxelösund (59 568 tonnes) et Stockholm (42 886 tonnes), ce dernier achetant plus qu'il ne vend ; c'est aussi le fait de Varberg qui importe la presque totalité de ses 33 550 tonnes, ainsi que Honsaterhamm (13 218 tonnes) sur le Lac Vänern. Tous les autres, sauf exception, ne sont que des vendeurs de bois, comme ceux répartis autour de ce lac (26 000 tonnes en tout), ceux de la côte ouest faisant face au Skagerrak, ceux du golfe de Bothnie qui restent les principaux (Gefle : 21 374 tonnes ; Norrsundet : 12 831 tonnes ; Essvik : 13 151 tonnes ; Stockvik : 22 046 tonnes). Lulle n'a aucune liaison avec Rouen.

Cette micro-dissémination est économiquement colossale. La multiplicité de minuscules havres, parfois garnis d'une simple estacade, qui ne s'animent que lors de la reprise des ventes après l'hiver, dépendant étroitement de l'attitude commerciale de sociétés d'exploitation forestière qui ne considèrent le port que comme un prolongement de leur scierie ou de leur usine de pâte de cellulose, interdit la mise en place d'un équipement

ment portuaire valable ; la capacité de stockage ou de manutention y est insuffisante, allongeant le nombre des jours de planche consacré par les contrats-types d'affrètement sur la Baltique, immobilisant le navire au-delà de limites raisonnables. Aussi, depuis peu, une réaction se dessine, sous la pression de la concurrence dans le marché mondial des bois : si le coût des acheminements alourdit les prix scandinaves, le Canada retrouve des chances sérieuses de grouper une large clientèle européenne ; la Svenko Cellulosa A/B., qui est le plus grand exportateur de Suède, vient de décider de regrouper ses chargements sur trois ou quatre points littoraux, et de faire construire des vaisseaux spécialisés dans l'acheminement de ses propres marchandises. Alors se trouve posé le problème évoqué dans les milieux spécialisés du transport maritime des bois depuis un petit nombre d'années : jusqu'à présent, les expéditions de bois sciés se font traditionnellement en toutes longueurs ; l'arrimage d'une cargaison est une œuvre d'art ; mais il exige des délais, ainsi que le désarrimage et le clouage à l'arrivée ; tout se fait pièce par pièce ; pour limiter le temps d'immobilisation du bateau, on a donc mis à l'étude des expéditions en paquets de dimensions standardisées : le gain de temps serait énorme et l'allègement des frets sensible ; mais cette pratique exige le triage, l'ajustement, le calibrage, l'utilisation des chutes, toutes opérations qui pourraient pousser à la concentration des ports d'exportation ; mais les sociétés expéditrices reculent devant l'accroissement de charges correspondant, qu'elles ne devraient sans doute pas répercuter intégralement sur leurs prix de vente ; elles feraient donc partiellement les frais des transformations. Il semble cependant que, quelles que soient les modalités adoptées, le regroupement du trafic portuaire des bois soit, à moyen terme, inévitable ; et il devrait en résulter une simplification notable de l'avant-pays nordique de Rouen.

A cause des motivations qui ont fait naître les liens dans le passé, et de la diversité que ceux-ci ont prise dans le présent, les relations de la Basse-Seine avec le Nord ne pourraient disparaître que dans de trop coûteux — et par là improbables — abandons. En les créant, cette région portuaire a obéi à des impulsions profondes, venant du tréfonds de sa nature économique ; elle a réagi à cette vocation plusieurs fois entravée, et toujours renaissante, avec l'intégralité de ses traditions et avec beaucoup de nuances dues à la complexité des impulsions devant lesquelles elle réagit. Ceci explique que l'un des deux

ports normands soit resté océanique sans négliger d'être nordique, et que l'autre soit foncièrement nordique sans négliger d'être océanique. Ayant leur modèle propre, ils sont également nécessaires à l'établissement des contacts entre la France et les pays septentrionaux du globe, l'un du point de vue des marchandises, l'autre du point de vue des flottes.

Quel peut être l'avenir de ces relations ? Pour une part, cela dépend de l'évolution de facteurs économiques : plus la production et les niveaux de vie se développeront dans l'ensemble des pays considérés, et plus les flux commerciaux évolueront dans le même sens progressif. Dans la conjoncture à long terme, c'est une éventualité vraisemblable. Mais pour une autre part, qui est grande, cela dépend de facteurs politiques ; et en premier lieu, de la libéralisation des échanges avec les pays communistes ; à un degré moins élevé que précédemment, il semble cependant que l'on puisse conclure aussi à une suffisante probabilité. En second lieu, l'évolution ultérieure sera conditionnée par les rapports qui peuvent s'établir entre la Zone de Libre Echange à laquelle participent les Scandinaves, et le Marché commun, auquel s'intègrent les ports allemands et ceux de Normandie ; théoriquement, tout rapprochement paraît bénéfique et est déjà souhaité par divers partenaires. A ce point de vue, c'est l'attitude de l'Angleterre qui sera déterminante, et sans doute de façons diverses. Comme leader de la Free Trade Area, son entrée dans la Communauté Européenne des Six serait de la plus haute signification ; mais alors sur quelles bases seraient maintenus les contacts entre le Vieux Monde ainsi emporté vers des formes nouvelles et la zone sterling, donc le Canada ? Un rapprochement plus intime de l'Europe Scandinave et de l'Europe occidentale peut gêner certains développements des liaisons canadiennes ; et pour de multiples raisons, de telles liaisons ne doivent en aucune circonstance se distendre. Il y a donc une part d'incertitude ; mais une conclusion est certaine : toute attitude d'isolement de la France et de ses ports, soit face à la C.E.E., soit en regard de la A.E.L.E., serait gravement coûteuse en affaiblissant des courants de circulations qui tendent actuellement à s'amplifier ; car l'impression prévaut qu'au-delà de certaines insuffisances et des fluctuations occasionnelles, on se trouve en présence d'un domaine d'avenir des activités portuaires normandes : elles ont là, devant elles, de réelles chances d'expansion ; et à travers ces activités maritimes régionales, se développent les relations extérieures de la nation elle-même.

André VIGARIE.

TRAFICS DES PORTS DE ROUEN
ET DU HAVRE
AVEC LES PAYS DU NORD
(1948 - 1964)

Etude statistique préparée par Monique DÉRON
Fondation Française d'Etudes Nordiques

Cette étude, sur les trafics de Rouen et du Havre avec les pays du Nord, a pour seule ambition de présenter des données numériques établies à partir des services statistiques des deux ports. Un bref commentaire analyse les sens des mouvements en cours. Les relations commerciales indirectes, en particulier celles de Rouen avec l'Allemagne par les ports du delta du Rhin, n'ont pu être recensées. D'une façon générale, l'orthographe des noms de ports est celle de l'atlas des Loyds maritimes ; les noms des principaux ports ont été écrits dans leur orthographe française habituelle. Cette étude, à notre connaissance, n'avait encore jamais été assurée.

TRAFFICS DES PORTS DE ROUEN
ET DU HAVRE
AVEC LES PAYS DU NORD
(1948 - 1964)

Étude statistique préparée par Monique DÉRON
Fondation Française d'Études Nordiques

Il est à noter que les données de trafic de Rouen et du Havre avec les pays du Nord ont été obtenues à partir des statistiques nationales de ces pays. Les données relatives au trafic de Rouen et du Havre avec l'Allemagne ont été obtenues à partir des statistiques de ce pays. Les données relatives au trafic de Rouen et du Havre avec les autres pays du Nord ont été obtenues à partir des statistiques de ces pays. Les données relatives au trafic de Rouen et du Havre avec les autres pays du Nord ont été obtenues à partir des statistiques de ces pays.

Le trafic du port de Rouen avec les pays du Nord

En 1964, plus du quart des marchandises transitées à Rouen — exactement 28,5 % — a été constitué de marchandises en provenance ou à destination des pays du Nord.

Ce seul chiffre indique bien l'importance pour le port de Rouen des échanges avec le Nord. Mais il convient d'ajouter aussitôt que le caractère traditionnel de ce commerce — qui existe depuis fort longtemps — n'exclut pas des variations qualitatives et quantitatives.

Nous nous proposons d'analyser la nature et les fluctuations de ces échanges au cours des dix-sept dernières années. Une année d'avant la guerre — 1938 — servira de terme de référence.

Dix pays du Nord — le Danemark, l'Allemagne de l'Ouest, l'Allemagne de l'Est, la Norvège, la Suède, la Finlande, la Pologne, l'U.R.S.S., le Canada et l'Islande — commercent peu ou beaucoup avec Rouen. En ce qui concerne l'U.R.S.S., nous nous bornerons à examiner le trafic établi avec le Nord de ce pays ; il ne sera pas tenu compte des ports de la mer Noire.

IMPORTANCE DU TRAFIC AVEC LES PAYS DU NORD PAR RAPPORT AU TRAFIC GLOBAL

Une première constatation s'impose : l'importance relative du trafic de Rouen avec les pays nordiques, par rapport au trafic global du port n'a cessé de croître. En 1938, il représentait 16,5 % du trafic global. Dès 1948, ce pourcentage était presque atteint (15,4 %). En 1949 et en 1950, puis en 1956 et en 1957, l'augmentation du trafic avec le Nord n'a pas tout à fait suivi l'augmentation globale du trafic portuaire. Mais pour les autres années considérées, le taux d'accroissement du trafic nordique s'est révélé supérieur au taux d'accroissement général ; et en

1964, le trafic avec le Nord représentait 28,5 % du trafic global.

La progression est encore plus nette si on se considère que les importations, qui sont passées de 17,5 % en 1948 à 31,2 % en 1964, avec un léger temps d'arrêt en 1949 et 1950, puis en 1951 et 1957. Le pourcentage des exportations, toujours plus faible que celui des importations — sauf en 1951, 1952 et 1953 — est aussi plus variable. Il est passé de 7,4 % en 1948 à 24 % en 1964. Mais l'accroissement a été moins régulier et on constate une chute sérieuse en 1958 (8,6 %).

POURCENTAGE DE TRAFIC AVEC LES PAYS DU NORD PAR RAPPORT AU TRAFIC GLOBAL DE ROUEN

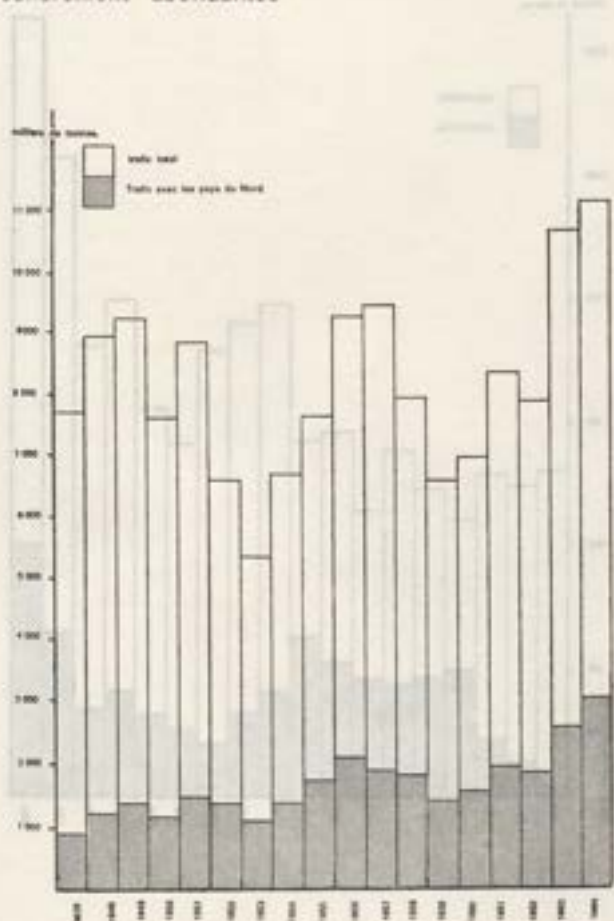
Années	Par rapport aux importations globales	Par rapport aux exportations globales	Par rapport au trafic global
1938	18,7 %	4,2 %	16,5 %
1948	17,5 %	7,4 %	15,4 %
1949	15,5 %	9,9 %	14 %
1950	12,3 %	18,9 %	14,6 %
1951	16,1 %	18,9 %	17 %
1952	20,9 %	21,6 %	21 %
1953	22,3 %	20 %	21,3 %
1954	23,4 %	19 %	21,6 %
1955	26,8 %	17,8 %	22,9 %
1956	23,8 %	16,9 %	21,8 %
1957	22,4 %	13,4 %	19,9 %
1958	29 %	8,6 %	22,8 %
1959	26,6 %	12 %	21,6 %
1960	28 %	13,4 %	22,6 %
1961	31 %	12,4 %	23,5 %
1962	28,6 %	14 %	23,1 %
1963	27,4 %	18,7 %	24,4 %
1964	31,2 %	24 %	28,5 %

IMPORTANCE DU TRAFIC AVEC LES PAYS DU NORD PAR RAPPORT AU TRAFIC GLOBAL

En 1938, 1 225 731 tonnes de marchandises étaient transitées à Rouen, à destination ou en provenance des pays du Nord. Dès 1948, ce tonnage était dépassé (1 253 000 tonnes) et devait connaître une progression à peu près régulière et continue, sauf deux bonds en avant très spectaculaires : l'un en 1956, l'autre en 1963 et en 1964 ; tous deux provoqués par des arrivages massifs de houilles et aussi — pour 1963 et 1964 — par l'accroissement des exportations de céréales. D'autre part, une chute s'est produite en 1959 : elle a été motivée par une baisse de commerce des houilles. En effet, les variations des tonnages à l'importation sont dues essentiellement aux fluctuations dans les arrivages des houilles ; et si la baisse du trafic global en 1950 et en 1955 n'a pas été ressentie d'une façon plus sévère, c'est grâce à des exportations particulièrement abondantes ces années-là.

Les exportations ont toujours été plus faibles que les importations. Elles ont augmenté jusqu'en 1950 — atteignant alors 525 000 tonnes, contre 50 000 en 1938 — mais se sont stabilisées sensiblement ensuite jusqu'en 1955 (618 000 tonnes). La baisse de 1956, 1957 et 1958 a été provoquée par une diminution conjuguée des tonnages de gypses et d'hydrocarbures. À partir de 1963, l'augmentation des exportations est très affirmée : les céréales en sont la cause principale.

Mais ce qui a le plus varié durant ces années, c'est bien le rapport exportations-importations : en 1938, les exportations ne représentaient que 4,6 % des importations ; en 1964, le pourcentage des exportations par rapport aux importations s'est élevé à 47,5 %.



Les importations ont augmenté de 20% en 1967 par rapport à 1966, et les exportations de 15%.

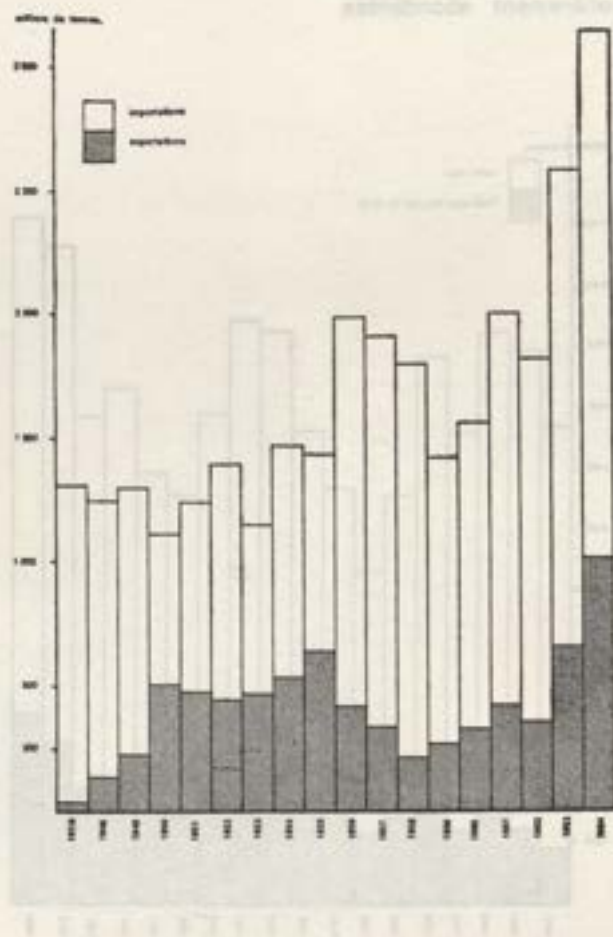
— A l'importation : houilles, bois, bois de papeterie, papier, minerais et métaux ferreux; et, à des degrés moindres, produits chimiques, métaux non ferreux, corps gras, aliments pour animaux, alcools et boissons.

Les exportations ont augmenté de 15% en 1967 par rapport à 1966, et les importations de 20%. Les produits les plus exportés sont les métaux ferreux, les produits chimiques, les machines, les automobiles, le matériel de transport, les produits chimiques.

Les importations ont augmenté de 20% en 1967 par rapport à 1966, et les exportations de 15%.

— A l'exportation, gypses, hydrocarbures, céréales, houilles, métaux ferreux, outillages et machines, automobiles, matériel de transport, produits chimiques.

Les importations ont augmenté de 20% en 1967 par rapport à 1966, et les exportations de 15%. Les produits les plus exportés sont les métaux ferreux, les produits chimiques, les machines, les automobiles, le matériel de transport, les produits chimiques.



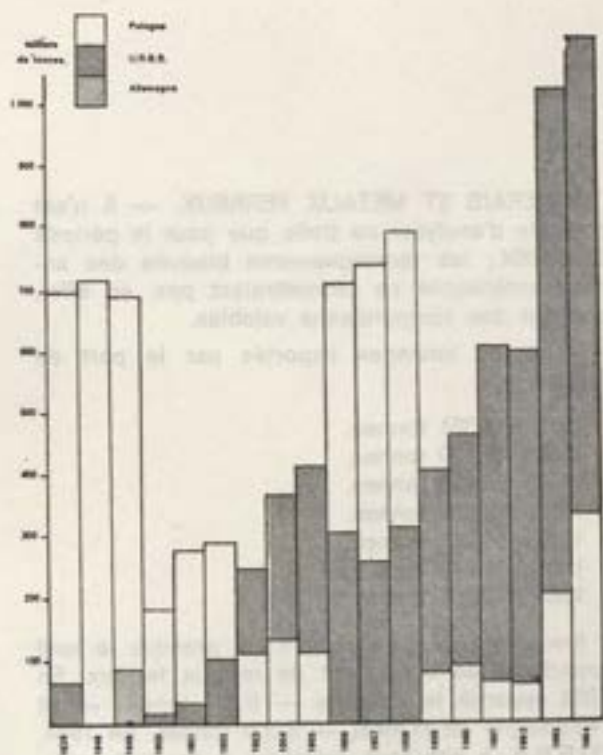
Principales marchandises importées et exportées

LES HOUILLES. — En 1938, Rouen recevait 665 000 tonnes de houilles, pour la plus grande part en provenance de Pologne. En 1948 et en 1949, les entrées se situent aux environs de 700 000 tonnes ; elles descendent brutalement à 173 000 tonnes en 1950 ; la remontée du trafic a été lente jusqu'en 1955 ; puis, en 1956, 1957 et 1958 (796 000 tonnes), les tonnages font un bond en avant, suivi en 1959 d'un nouvel effondrement (412 000 tonnes). Depuis 1960, le trafic des houilles en provenance d'U.R.S.S. et de Pologne ne cesse de croître et atteint 1 206 000 tonnes en 1964, soit 57 % du total des importations du port de Rouen en provenance des pays du Nord. Deux fournisseurs : l'U.R.S.S., qui envoie à Rouen de l'antracite, et la Pologne. Notons qu'en 1949, l'Allemagne de l'Ouest a fourni 93 000 tonnes de charbon ; arrivage tout à fait exceptionnel qui ne s'est pas reproduit.

En 1948 et en 1949, il n'y a pas eu d'antracite russe débarqué à Rouen ; cette marchandise réapparait en 1950 avec un faible tonnage (16 000 tonnes) ; depuis, les tonnages ont suivi une courbe régulièrement ascendante pour arriver, en 1964, à 674 000 tonnes.

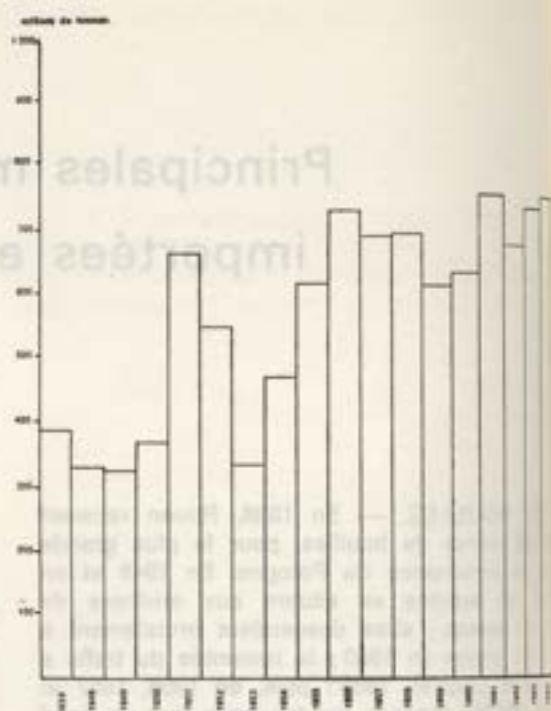
Les variations brutales du trafic charbonnier sont dues aux soudaines fluctuations des arrivages polonais. Longtemps majoritaires, ces derniers ne représentent plus que 331 000 tonnes sur — rappelons-le — un total de 1 206 000 tonnes.

Rouen exporte également — ou plutôt : a exporté — du charbon vers les pays nordiques. Si les tonnages n'avaient rien de comparable avec ceux des importations, ils n'étaient cependant pas négligeables à partir de 1950 (24 000 tonnes) et jusqu'en 1957, date à laquelle les exportations de



houilles ont pratiquement cessé. 1955 a été l'année-record avec 189 000 tonnes. Le Danemark, la Suède, la Finlande ont bénéficié de ces exportations avec des variations importantes.

BOIS, BOIS DE PAPETERIE, PATES DE BOIS ET PAPIERS. Ces importations sont, après celles des houilles, les plus importantes en tonnage, en provenance des pays nordiques (755 000 tonnes en 1964). Leur progression est lente mais à peu près constante, sauf une chute brutale en 1953 (336 000 tonnes). La Norvège, la Suède, la Finlande et le Canada avaient, cette année-là, réduit leurs expéditions. Nous n'étudierons pas plus avant ce trafic et la façon dont se répartissent bois, pâtes de bois et papiers, car il a fait l'objet d'un colloque récent de la Fondation française d'études nordiques. (Actes et Documents de la F.F.E.N. n° 1, 17-18 novembre 1964).



MINERAIS ET METAUX FERREUX. — Il n'est possible d'analyser ce trafic que pour la période 1958-1964; les renseignements bloqués des années antérieures ne permettraient pas, en effet, d'établir des comparaisons valables.

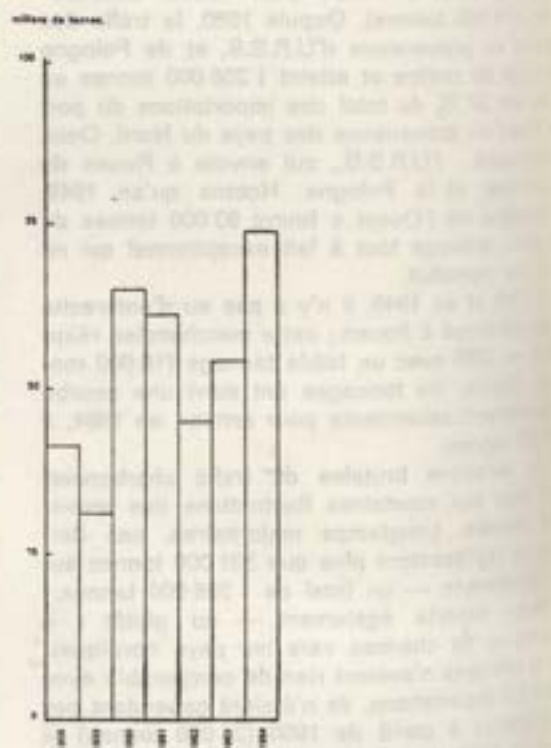
Voici les tonnages importés par le port de Rouen :

- 1958 : 41 351 tonnes.
- 1959 : 32 000 tonnes.
- 1960 : 65 223 tonnes.
- 1961 : 62 689 tonnes.
- 1962 : 45 209 tonnes.
- 1963 : 53 645 tonnes.
- 1964 : 73 000 tonnes.

Jusqu'en 1962, la Suède a été presque le seul expéditeur de minéral et de métaux ferreux. En 1963 apparaît la Norvège — 6 000 tonnes — et l'Allemagne de l'Ouest — 5 000 tonnes. En 1964, l'U.R.S.S. à son tour contribue à ce trafic avec 5 000 tonnes.

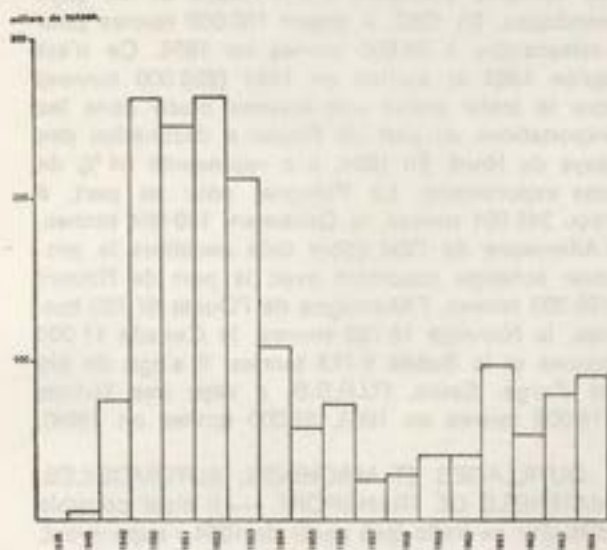
Rouen exporte des métaux ferreux vers la Finlande :

- 1958 : 5 804 tonnes.
- 1959 : 8 204 tonnes.
- 1960 : 11 995 tonnes.
- 1961 : 19 475 tonnes.
- 1962 : 16 080 tonnes.
- 1963 : 16 399 tonnes.
- 1964 : 19 100 tonnes.

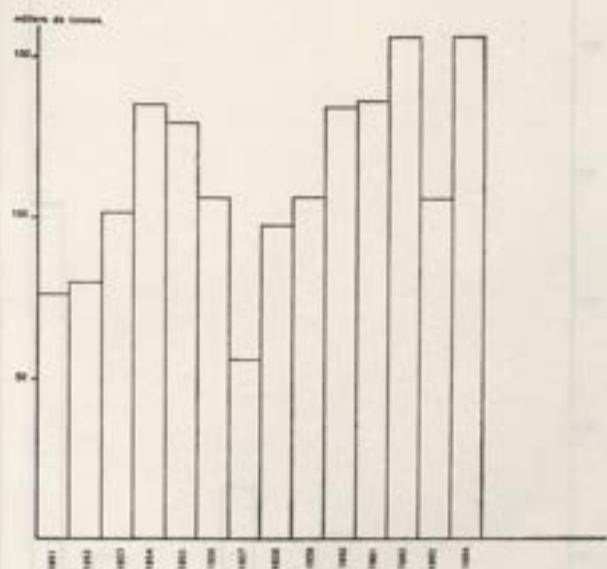


En 1963, 5 000 tonnes environ de bauxites, de ferrailles et de déchets métalliques ont été exportées à destination de la Suède, à peu près autant en 1964.

HYDROCARBURES. — C'est un trafic à l'exportation extrêmement fluctuant, d'une part quant aux tonnages, d'autre part quant aux pays destinataires. Il n'existait pratiquement pas avant la guerre. De très intéressants tonnages ont été expédiés en 1950, 1951, 1952, 1953 (aux environs de 250 000 tonnes par an). Puis ils sont tombés à 24 000 tonnes en 1957. Depuis 1961, ils tournent autour de 80 000 tonnes. Les importations de la Suède, du Danemark, de l'Allemagne de l'Ouest en provenance de Rouen ont tour à tour été gonflées par les hydrocarbures au cours des années.



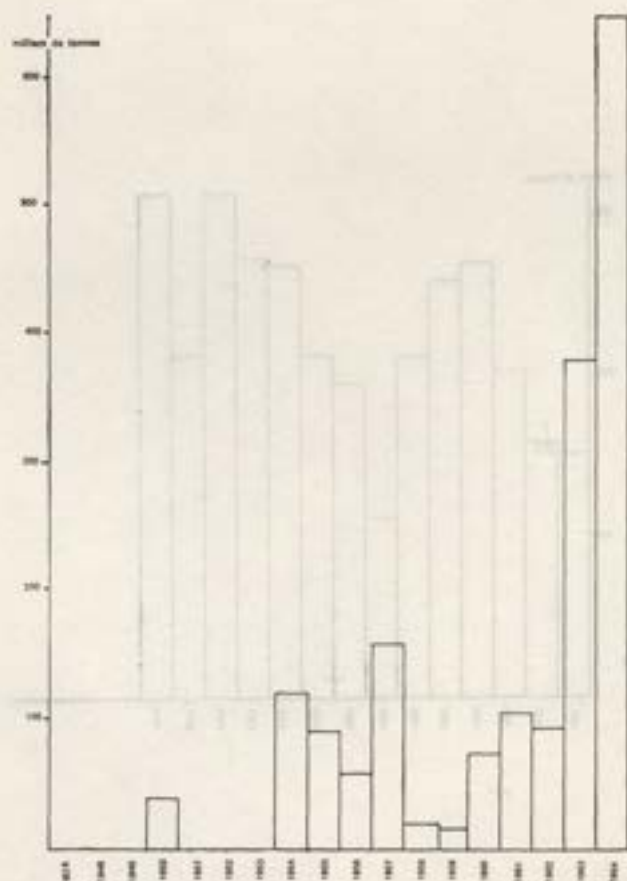
GYPSES. — Le commerce des gypses — ou pierres à plâtre — est passé de 77 000 tonnes en 1938 à 157 536 tonnes en 1964. La Suède est le principal pays importateur de gypses en provenance de Rouen (105 000 tonnes en 1964). Loin derrière viennent la Norvège et la Finlande. En 1957 et en 1963, les exportations de gypses ont brusquement baissé. Ces chutes étaient dues à la réduction du trafic avec la Suède qui n'avait importé que 44 000 tonnes de gypses en 1957, et 97 000 tonnes en 1963.



CEREALES. — En 1950, le port de Rouen avait expédié 39 000 tonnes de céréales à destination de l'Allemagne de l'Ouest et de la Finlande. Mais il faut attendre 1954, pour qu'un trafic constant de céréales s'instaure entre Rouen et les pays nordiques. En 1957, il atteint 160 000 tonnes pour redescendre à 24 000 tonnes en 1958. Ce n'est qu'en 1963 et surtout en 1964 (653 000 tonnes) que le trafic prend une énorme place dans les exportations du port de Rouen à destination des pays du Nord. En 1964, il a représenté 64 % de ces exportations. La Pologne, pour sa part, a reçu 245 501 tonnes, le Danemark 180 004 tonnes, l'Allemagne de l'Est (dont cela constitue le premier échange important avec le port de Rouen) 120 303 tonnes, l'Allemagne de l'Ouest 67 725 tonnes, la Norvège 18 782 tonnes, le Canada 11 000 tonnes et la Suède 9 713 tonnes. Il s'agit de blé et d'orge. Seule, l'U.R.S.S., a reçu des farines (18 000 tonnes en 1963, 33 000 tonnes en 1964).

OUTILLAGES ET MACHINES, AUTOMOBILES, MATERIELS DE TRANSPORT. — Il n'est possible d'étudier ce trafic qu'à partir de 1954 : auparavant,

la totalisation des marchandises ne permet pas une discrimination valable. En 1954, Rouen a exporté 10 174 tonnes d'outillages et machines, d'appareils électriques et de matériels de transport. Jusqu'en 1958, ce chiffre baisse lentement et tombe à 8 172 tonnes. Il faut remarquer que les exportations de matériels de transport se sont maintenues, le poste outillages et machines étant seul responsable de cette régression. Une remontée s'amorce en 1959. Elle se poursuit jusqu'en 1962 (16 779 tonnes) et surtout 1964 (21 710 tonnes). L'augmentation des exportations de matériels de transport est très nette (15 313 tonnes). Rouen expédie des outillages et des machines en Finlande et (surtout depuis 1960) en Norvège. La Pologne et l'U.R.S.S. reçoivent peu d'automobiles et de machines en provenance de Rouen. En ce qui concerne les automobiles et les matériels de transport, la Suède a été longtemps le premier client nordique du port (jusqu'en 1959). Depuis, la Finlande a pris sa place. Mais, en 1963 et 1964, les exportations de voitures vers la Suède sont remontées. La Norvège reçoit également des voitures en provenance de Rouen.



IMPORTANCE DES DIFFERENTS PAYS DANS LE TRAFIC DU PORT DE ROUEN AVEC LE NORD

Rouen a des échanges commerciaux avec dix pays nordiques : le Danemark, l'Allemagne de l'Ouest, l'Allemagne de l'Est, la Norvège, la Suède, la Finlande, la Pologne, l'U.R.S.S., le Canada et l'Islande. Dans la plupart de ces pays, le nombre des ports touchés par le trafic rouennais est très grand et il augmente au cours des années. C'est bien la preuve qu'il ne s'agit pas de mouvements occasionnels, mais d'un tissu de relations essentiel à la vie du port de Rouen.

Trois pays ont occupé successivement le premier rang dans le trafic de Rouen avec le Nord : la Pologne (en 1938, 1948, 1949, avec de gros arrivages de charbons) ; la Suède (de 1950 à 1955 : cette période correspond à de faibles importations

de houilles) ; et l'U.R.S.S. (de 1959 à 1964, années de forts tonnages d'antracite russe). En fait, si l'on abstrait le marché du charbon, la Suède est depuis 1948 le plus gros client de Rouen, sauf en 1958 où elle a été distancée par la Finlande. Celle-ci, d'une façon générale, vient aussitôt après la Suède. La Norvège suit. A noter qu'en 1938 la Norvège commerçait davantage avec Rouen que la Finlande. Le rang du Danemark et de l'Allemagne de l'Ouest est assez variable, selon le trafic des hydrocarbures. Le Canada vient ensuite. En 1938, il occupait le quatrième rang. Enfin, en 1964, il a été dépassé par un nouveau client : l'Allemagne de l'Est. L'Islande, avec de très faibles tonnages épisodiques, est toujours au dernier rang.

RANGS RESPECTIFS DES DIFFERENTS PAYS DANS LE TRAFIC DU PORT DE ROUEN AVEC LE NORD

Pays	1938	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Danemark	8	6	6	6	4	3	7	6	4	7	7	7	7	6	4	8	7	5
Allemagne O.	7	8	4	5	7	8	6	7	7	6	5	6	6	7	8	6	5	6
Allemagne E.																	9	8
Norvège	5	4	5	4	5	6	5	5	6	5	6	5	4	4	5	4	6	7
Suède	2	2	2	1	1	1	1	1	1	2	2	4	2	2	2	2	3	3
Finlande	6	3	3	3	2	2	2	2	3	4	3	3	3	3	3	3	4	4
Pologne	1	1	1	2	3	4	4	3	5	1	1	1	5	5	6	5	2	2
U.R.S.S. (Nord)	3	5	7	7	8	5	3	4	2	3	4	2	1	1	1	1	1	1
Canada	4	7	8	8	6	7	8	8	8	8	8	8	8	8	7	7	8	9
Islande			9						9	9	9	9						10

COMMERCE AVEC LE DANEMARK

Le trafic du port de Rouen avec le Danemark a subi de fortes variations. Presque inexistant en 1938 (2 170 tonnes à l'importation), il monte régulièrement jusqu'en 1952 (157 157 tonnes), puis tombe brutalement à 56 480 tonnes en 1953, avec la diminution des tonnages d'hydrocarbures. En 1955, nouvelle pointe (186 000 tonnes), cette fois provoquée par des exportations de charbons. Une baisse importante se produit en 1958 et 1959 (aux environs de 45 000 tonnes). Les exportations de céréales, en 1960 et 1961, raniment le commerce

avec le Danemark (145 679 tonnes en 1961). En 1962 et 1963, ces exportations perdent de leur importance et les tonnages s'effondrent. Ils remontent à 217 770 tonnes en 1964, année record, grâce à 180 000 tonnes de céréales.

Le rapport exportations-importations dans le trafic rouennais avec le Danemark a toujours été en faveur des exportations, et cela très largement. Phénomène enregistré seulement pour le Danemark et l'Allemagne de l'Ouest.

Les importations en provenance du Danemark ont atteint 17 618 tonnes en 1964. Elles étaient essentiellement constituées par de la pâte de bois

IMPORTATIONS

Ports		1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Totale
SEELAND	Koge									3 906	9 834	13 740
	Copenhague	4 163	6 299	5 217	5 967	6 478	4 868	6 553	10 279	8 911	6 438	68 173
	Elsinore						2 483					2 188
	Kindby-Holbaek											
	Nykobing	1	797					800	590			
	Kalundborg											
	Korsor-Masnedo											
	Rønne-Nekso											
	Gedser		1 895						174			
Kvaleberget												174
FIONIE	Svendborg		890								616	1 506
	Odense	5	156		140		1	268	78	14	113	771
	Middelfart											
	Assens		300									300
	Faeborg											
JUTLAND	Sonderborg					388						388
	Asbenraa											
	Haderslev											
	Holding											
	Frédéricia											
	Veilje											
	Aarhus-Randers		500		70	74	66	297	371	25	2	1 405
	Horsens				61	10		81	45			1 160
	Aalborg		610					550				2 000
	Skagen				300							300
	Esbjerg	468	2 105		518	608	266	73	26	397	240	4 707
	Frédéricshavn	3										3
	Hirtshals											
Norresundby			5 320									5 320
Hobro												
Skive-Tisted											575	575
Struer-Lemvig												
LAALAND	Nakskov		300									300
	Bandholm		450									450
(Groenland)												
Ivigut	811											811

COMMERCE AVEC L'ALLEMAGNE DE L'OUEST

Le rapport exportations-importations pour l'Allemagne de l'Ouest a toujours été favorable aux exportations, sauf en 1949 où un arrivage de houilles a renversé les proportions. Depuis 1962, les importations s'accroissent avec des arrivages relativement importants d'hydrocarbures (36 000 tonnes en 1964). Le trafic global de Rouen avec l'Allemagne de l'Ouest a été surtout affecté par les variations du commerce des céréales et des hydrocarbures (à l'exportation, cette fois). Les deux pointes de 1956-1957 et de 1963-1964 s'expliquent

par des expéditions particulièrement abondantes de céréales (70 000 tonnes en 1964) et d'hydrocarbures (85 000 tonnes en 1964). Rouen envoie en l'Allemagne de l'Ouest des résidus de minerais et des minerais (57 000 tonnes en 1954, 72 000 tonnes en 1955, 84 000 tonnes en 1956, 34 000 tonnes en 1957, 27 000 tonnes en 1960). En 1954, les quantités de minerais expédiés étaient tombées à 3 000 tonnes et ont été inexistantes en 1964.

Durant les dix dernières années, Rouen a reçu des marchandises principalement de Hambourg, Brême, Nordenham, Lübeck, ces ports étant classés par ordre d'importance décroissante.

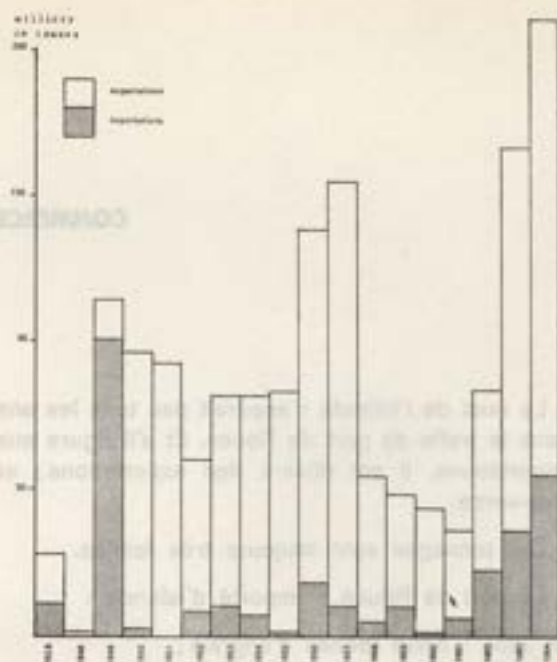
TRAFIC DU PORT DE ROUEN AVEC L'ALLEMAGNE (O. et E.)

IMPORTATIONS											
Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Total
ALLEMAGNE DE L'OUEST											
BALTIQUE	Lübeck										
	Herrenwyk										
	Kiel		320								
	Rensbourg										
	Holtenau										
	Stralsund										
Flensburg											
ELBE	Hambourg	840	2 850	3 255	4 496	2 549	1 197	2 234	2 389	7 385	24 430
	Harbourg										
	Altona										
	Uttersen										
	Willemsbourg										
	Cuxhaven										
Brunsbüttel					7 123				628		7 751
MER DU NORD	Willemshaven										
WESER	Bremerhaven	812	2 063	634	248	303		4 373	1 943	253	10 026
	Brême										
	Oldenbourg		5 336	1 349							
	Vegeack										
	Brake							1 035			1 035
Nordenham							767		1 000	1 767	
RHIN-EMS	Emden		8 535	5 060							
	Papenburg										
Duisbourg							365	294	1 005		1 664
ALLEMAGNE DE L'EST											
Rostock									1 450		1 450
Wismar									3 662		3 662

COMMERCE AVEC L'ALLEMAGNE DE L'EST

Le port de Rouen a des rapports récents avec l'Allemagne de l'Est : ils ont commencé en 1963 par un faible arrivage (5 112 tonnes) de blé et une petite exportation d'orge (1 483 tonnes). En 1964, Rouen expédiait 120 303 tonnes de blé et d'orge vers Rostock et Wismar.

Trafic avec l'Allemagne de l'Ouest.



TRAFFIC AVEC L'ALLEMAGNE (O. et E.)
DE 1955 A 1964 (PAR PORT)

EXPORTATIONS

Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Totaux
ALLEMAGNE DE L'OUEST											
Lübeck	13 545	764			17 281	12 182	381	2 320	3 762		38 054
Herrenwyk						500	200	1 020	2 891	1 415	8 860
Kiel	1 151		1 683								
Rensbourg											
Holtenau			505						1 520		2 025
Stralsund						440			530	778	1 748
Fleisbourg			2 036	590			420		3 055	2 000	8 101
BALTIQUE											
Hambourg	41 307	72 120	42 729	41 332	14 011	14 126	14 599	47 990	107 481	128 856	524 551
Harbourg											
Altona											
Utersen											
Willemsbourg			264								264
Cuxhaven											
Brunsbüttel								291			291
ELBE											
Willemshaven									440		440
ALGER DU NORD											
Bremerhaven			67 927	8 346	6 245	7 197	4 565	11	9 369	10 042	113 701
Brême											
Olembourg		6 161	5 441		1 222	2 376	420	508	1 630	975	18 733
Vegesack											
Brake			630						1 050		1 680
Nordenham	22 287	32 544	8 938	640		5 782	3 512	8 488		12 500	94 691
ALGER DU SUD											
Emden	4 359	8 362	14 872			500	5 005	510	516		34 124
Papenburg											
Duisbourg			493								493
ALLEMAGNE DE L'EST											
Rostock									1 483	14 726	16 574
Wismar										105 577	105 577

COMMERCE AVEC L'ISLANDE

Le nom de l'Islande n'apparaît pas tous les ans dans le trafic du port de Rouen. Et s'il figure aux importations, il est absent des exportations ; et vice-versa.

Les tonnages sont toujours très faibles.

Le port de Rouen a importé d'Islande :

en 1955 : 3 919 tonnes d'engrais ;
 en 1956 : 3 042 tonnes d'engrais ;
 en 1958 : 330 tonnes d'aliments pour animaux ;
 en 1959 : 885 tonnes d'aliments pour animaux ;
 en 1964 : 288 tonnes d'aliments pour animaux.

Depuis 1938, il n'y a eu d'exportations vers l'Islande que pendant deux ans :

en 1949 : 1 181 tonnes d'hydrocarbures et de denrées.

en 1957 : 1 534 tonnes de cendres de pyrites et de résidus.

Ce commerce, en vérité très mince, s'est effectué par trois ports islandais : Reykjavik, Gufunes et Siglufjord.

IMPORTATIONS

Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Total
Reykjavik	3 116	3 042		330	310					288	6 796
Gufunes	803										1 081
Siglufjord					575						575

EXPORTATIONS

Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Total
Reykjavik			1 534								1 534
Gufunes											
Siglufjord											

COMMERCE AVEC LA NORVÈGE

Rouen importe principalement de Norvège de la pâte de bois, du papier, du minéral de fer, des huiles de poisson, des aliments pour animaux.

Les exportations à destination de la Norvège comprennent des gypses, des céréales, des produits chimiques, des métaux ferreux, des machines et des automobiles.

Le trafic global a été étonnamment stable en 1938, 1948, 1949 : 105 000 tonnes environ. Le saut de 1950 (144 000 tonnes) a été en majeure partie provoqué par des exportations d'hydrocarbures. En 1953, le volume du trafic était retombé au niveau d'avant la guerre. En 1954, des importations de minerais de fer (29 000 tonnes) et la remontée des importations de pâtes de bois et de papier permettaient d'atteindre 156 000 tonnes. Une lente descente s'amorçait en 1955 et devait se poursuivre jusqu'en 1962 (120 000 tonnes). La brusque remontée de 1963 et 1964 a trois causes essentielles : l'augmentation des exportations des gypses (34 000 tonnes), des exportations de céréales (18 000 tonnes) et l'accroissement des arrivages de papier.

Les arrivages de pâtes de bois et de papier ont atteint 78 000 tonnes en 1964, sur un tonnage total d'importations de 116 000 tonnes. Le rapprochement de ces deux chiffres souligne combien pâte de bois et papier sont majoritaires.

Les tonnages des corps gras sont généralement voisins de 6 000 tonnes. Il s'agit surtout d'huiles de poisson.

En ce qui concerne les exportations, elles ont toujours été beaucoup plus faibles que les importations. Mais le rapport exportations-traffic global s'est nettement amélioré. Alors que les sorties ne représentaient que 17 % du trafic global en 1961, elles se sont élevées à 35 % de ce même trafic en 1964.

Les exportations de produits chimiques progressent et ont dépassé 4 000 tonnes en 1964. Il s'agit de produits chimiques de base, de caoutchouc et de matière plastique, d'engrais. Les exportations de machines, d'outillages et de matériels de transport augmentent depuis 1959. En 1964, 2 766 tonnes ont été expédiées vers la Norvège.

Environ 150 ports norvégiens ont commercé avec Rouen pendant les dix dernières années, les uns d'une façon occasionnelle, les autres chaque année. Les plus forts tonnages à destination de Rouen ont été embarqués dans le Skagerrak, à Brevik, Porsgrunn, Heroya, Stathelle, etc. La pâte de bois et le papier les constituaient pour la plus grande part. Il en était de même à Oslo, Lysaker, Hurum, Drammen, Sande, Fredrikstad, Halden, etc. Mais dans ces derniers ports, les expéditions sont beaucoup plus diversifiées. Levanger, Bergen, Tjome ont également des relations suivies avec Rouen ; et d'autres ports aussi.

Rouen expédie vers Oslo principalement, mais aussi vers Bergen, Sandviken, etc. En 1963 et 1964, Svolvær, Borge et Bestad ont reçu des gypses en provenance de Rouen.



**TRAFIC DU PORT DE ROUEN
AVEC LES PORTS DE NORVÈGE DE 1955 à 1964**

		IMPORTATIONS											
Ports		1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Total	
FJORD D'OSLO	Halden-Frederikstad	15 441	11 195	11 757	8 062	7 997	4 942	6 388	6 508	7 784	16 466	95 910	
	Sarpsborg												
	Moss-Kambo-soon	592	1 231	745	521		1 237	3 079	1 651	3 730	2 192	14 978	
	Drobak-Digerud												
	Fagerstrand-Stellene												
	Oslo-Lysaker	7 712	6 911	8 219	6 047	5 698	5 580	4 558	6 640	7 546	11 339	70 230	
	Hurum-Gullaug	17 721	23 963	21 999	23 335	11 821	11 304	7 423	7 020	11 600	11 203	147 339	
	Gilhus-Drammen												
	Svelvik-Drams-jord												
	Sande-Tofte-Sagene												
	Homelstrand-Horten		629										629
	Asgarstrand												
	Vallo-Huso-Vrangen												
Tonsberg													
Tjome-Faerder	5 580												
Sandelford-Larvik		6 351	2 355	4 334	4 128	7 083	2 796	4 731	8 344	8 092	33 794		
Oslofjord													
SKAGERAK	Brevik-Skien	20 213	17 692	18 443	11 549	31 968	21 883	32 432	22 336	21 845	18 647	317 008	
	Menstad-Porsgrunn												
	Heroen-Bamble												
	Frierfjord-Herre												
	Stathelle-Brevikfjord												
	Langesund												
	Kragero-Risor	465	2 954	4 500	1 029	2 303	5 208	2 128	1 160	2 077	3 037	24 811	
	Lyngor-Tvedestrand												
	Sondeled-Eidehavn												
	Arendal-Fevik	799	551	3 871	2 070	2 269	2 767		1 217	3 563	807	17 914	
	Grunstad-Lillesand												
	Fosbaek												
	Kristiansand S	1 823	2 796	5 614	4 546	3 466	2 513	3 734	6 136	3 354	2 505	24 407	
Kleven-Mandal													
Lindanes-Farsund													
Feda-Lervik													
Flekkfjord-Sogndal	1 681	2 376		5 019			1 690	4 719		3 221	18 794		
Jossingfjord													
COTE S.O.	Egersund										80	80	
	Stavanger-Sandnes	10	773	352	74	323		3	320			1 111	
	Ardal-Solastrand												
	Haugesund	1 108	1 558	1 286	1 056	2 065	411	150	863	2 002		10 489	
	Fjelberg-Skaanevik		989	6 459	4 589	1 567	2 385	1 400	3 457	2 724	864	24 424	
	Stordoy-Tysnes												
	Rosendal												
	Eitheim-Odda			2 726	6 788	1 831							11 245
	Ulvik-Ullensvang												
	Eide												
	Bergen-Sandviken												
	Vakstad	5 508	6 355	4 448	7 520	6 607	8 699	8 627	7 613	12 945	11 224	79 540	
	Gulen-Solund							279				279	
Lavik-Vik-Aurland										808	808		
Askvoll-Naustdal	909	380	250	424		50					3 013		
Florö-Balestrand													
Svelgen									120		120		

TRAFIC DU PORT DE ROUEN
AVEC LES PORTS DE NORVÈGE DE 1955 à 1964

EXPORTATIONS

Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Totaux
Halden-Frederikstad	499	500	550	257	250	520	1 809	1 834	1 710	2 161	10 092
Sarpsborg											
Moss-Kambo-son	100	2 738	500		48	1 368	256		1 670	2 300	8 980
Drobak-Digerud		500									500
Fagerstrand-Stellene											
FJORD D'OSLO											
Oslø-Lysaker	7 425	19 038	13 585	15 360	19 421	23 308	18 581	23 543	16 343	15 075	171 679
Hurum-Gulleug	51	37									88
Gilhus-Drammen											
Svevik-Drams-Jord											
Sandø-Tofte-Sagene											
Homelstrand-Horten											
Agarstrand											
Valø-Husø-Vrengen					97						97
Tonsberg											
Tjøme-Færder											
Sandefjord-Larvik			57		670	2 112		1 000	1 175	1 260	6 274
Oslefjord											
SKAGERRAK											
Brevik-Skien		953	1 200		4 613	3 105	304	1 501	206		11 878
Menstad-Porsgrunn											
Herøen-Bamble											
Frierfjord-Herre											
Stathelle-Brevikfjord											
Langesund											
Kragerø-Rjøra											
Lynør-Tvedestrand											
Sundeled-Eidehavn											
Arendal-Fevik											
Grønstad-Lillesand											
Fosbæk											
Kristiansand S						776		850	980	1 200	3 806
Kleven-Mandal											
Lindesnes-Farsund											
Feda-Larvik											
Flekkefjord-Sogndal											
Jessingfjord											
COTE S.O.											
Egersvød											
Stavanger-Sandnes	1 327				1 530	1 230		2 085	6 328	2 375	14 875
Ardal-Solastrand											
Haugesund											
Fjelberg-Skaanevik			825								825
Stordøy-Tynes											
Rosendal											
Eitheim-Odda											
Ulvik-Ullensvang											
Eide											
Bergen-Sandviken											
Vakstad		300	550	4 296		3 950		1 640	18 872	3 096	32 704
Gulen-Solund											
Lavik-Vik-Aurland											
Aksvoll-Naustdal											
Florø-Balestrand											
Svalen											

TRAFFIC DU PORT DE ROUEN
AVEC LES PORTS DE NORVÈGE DE 1955 à 1964

IMPORTATIONS												
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Total	
COTE O.	Olden-Loen											
	Nordfjord-Maløy											
	Davik-Sandane		381	200		385	250			630	1 946	
	Utvik											
	Selje-Vanylven			500	160			280				940
	Volda											
	Alesund-Humblen	1 387	1 062	54	365	1 020	828	2	465		715	5 881
	Molde-Bud-Aarnes											
	Kristiansund N				509			830	261		1 275	2 615
	Tamshavn	1 515	11 385	3 502	10 431	2 606	2 821	2 518	953	5 238	1 782	31 210
	Buviken-Trondheim											
	Hommelvik											
	Murvik-Melhus											
	Langstein											
COTE N.O.	Levanger-Steinkjer	17 694	22 244	13 015	1 667	6 755	9 063	13 190	6 521	10 456	9 488	119 081
	Malm-Belstad											
	Foldafos-Brekstad											
	Uthaug-Sundnes											
	Bjørnør-Afjord						225				210	435
	Lauvnes-Statland			4 966	4 199	1 912	8 181	5 180	999	4 082	602	30 111
	Namsos-Salsbruket											
	Bindal-Kongsmoen											
	Alstenby-Mosjøen											
	Donna-Alstahaug											
COTE NORD	Hemnes-Mo				870						300	1 170
	Vikholmen											
	Kvalaag-Bodo							345				345
	Seltfjord											
	Ballangen-Narvik	2 500	5 085						1 577	6 005	11 432	24 599
	Bogen											
	Svolvaer-Borge											
	Balstad											
	Lodingen-Harstad							950				950
	Berg											
COTE NORD	Tromsø											
	Talvik					710						710
	Hammerfest					100						100
	Vardo											
	Kirkenes											
	Spitsberg							463	1 778	985		2 226
	Advent-bay											
Autres ports	16 299										16 299	

TRAFFIC DU PORT DE ROUEN
 AVEC LES PORTS DE NORVÈGE DE 1955 à 1964

(suite)

EXPORTATIONS

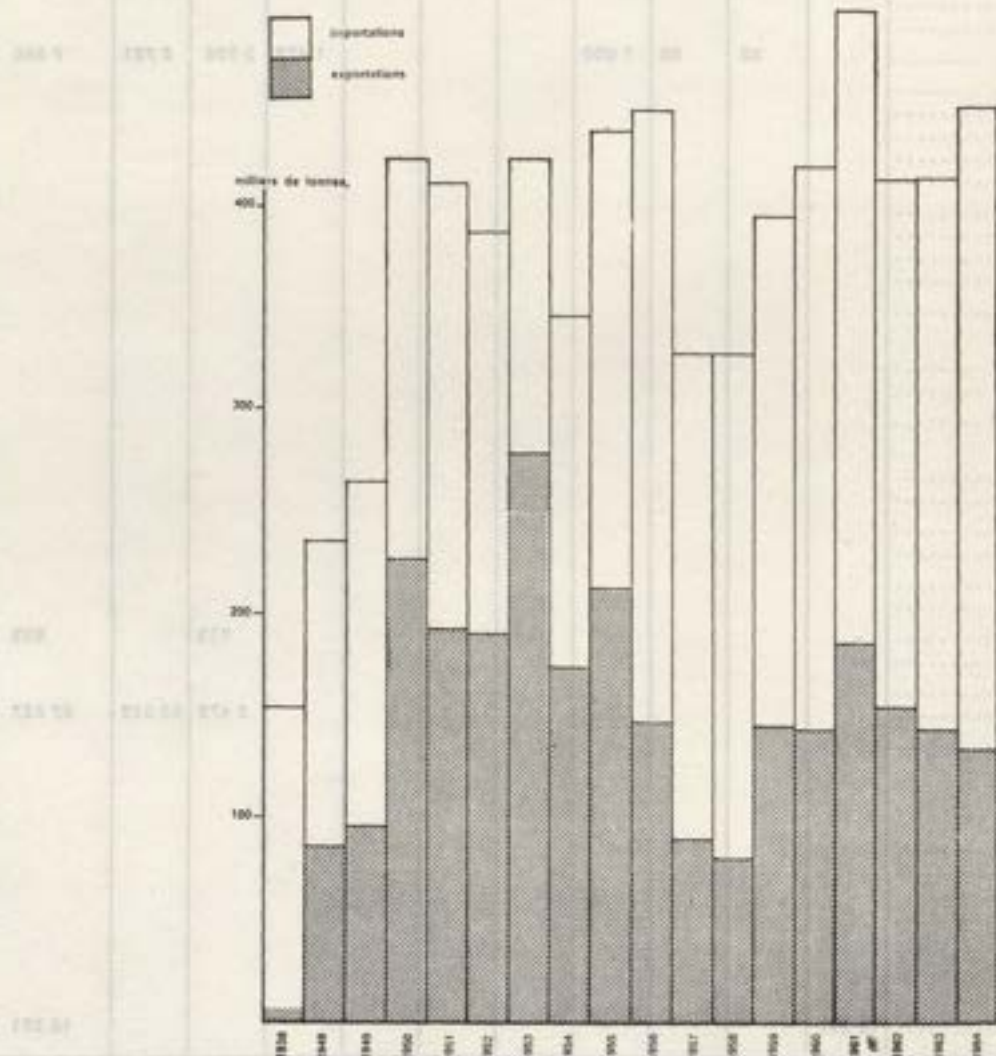
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Totaux
COTE O.											
Olden-Loen											
Nordfjord-Malby											
Davik-Sandane											
Utvik											
Selje-Vanylven											
Volda											
Alesund-Humblen											
Molde-Bud-Aarnes											
Kristiansund N		80	50	1 000				1 473	2 526	2 751	7 880
Tamsøen											
Buviken-Trondheim											
Hommelvik											
Murvik-Melhus											
Langstein											
Levanger-Steinkjer											
Malm-Beistad											
Fuldafos-Brekstad											
Uthaug-Sundnes											
Bjørnør-Afjord											
Lurves-Statland											
Namsos-Salsbruket											
Bindal-Bronnoysund											
COTE N.O.											
Alstenøy-Mosjøen											
Donna-Alstahaug											
Hernes-Mo											
Vikøln											
Kvaløya-Bodo											
Saltfjord											
Bellangen-Narvik									823		823
Bogen											
Svolvær-Borge											
Beistad									2 475	35 212	37 687
Ledingen-Marstad											
COTE NORD											
Berg											
Tromsø											
Talvik											
Hammerfest											
Vardo											
Kirkenes											
Spitsberg											
Advent-bay											
Autres ports	16 291										16 291

COMMERCE AVEC LA SUÈDE

Un chiffre situe l'importance du commerce de Rouen avec la Suède : en 1961, ce commerce a représenté presque 6 % du trafic total du port. Il convient de remarquer que les tonnages des trafics globaux au cours des dix-sept dernières années ont été obtenus grâce aux importations, mais aussi, pour une large part, grâce aux exportations. En effet, les tonnages de ces dernières ont bien souvent avoisiné ceux des importations et les ont même parfois dépassés (en 1950, 1953 et 1954). La baisse du trafic global en 1957 et 1958 a été due à une diminution des exportations,

En 1938, Rouen a importé et exporté 153 836 tonnes de marchandises en provenance et à destination de la Suède. En 1948, les exportations ayant atteint 87 335 tonnes, alors qu'elles étaient très faibles avant la guerre, le trafic global est passé à 237 492 tonnes.

En 1950, bond spectaculaire : le trafic global est proche de 400 000 tonnes. Il se maintient autour de ce chiffre jusqu'en 1956 (447 488 tonnes), sauf une chute sensible en 1954 (347 157 tonnes). En 1957 et 1958, la dépression est sévère (327 234 tonnes en 1958) mais aussitôt suivie



d'une remontée qui aboutit au trafic global record de 1961 : 498 569 tonnes. Les deux années suivantes apparaissent des chiffres de tonnages plus habituels, autour de 400 000 tonnes et, enfin, en 1964, 449 352 tonnes. Ces variations du trafic global ont été tour à tour provoquées par les fluctuations des importations et celles des exportations. L'importance relative des exportations dans le trafic global tend à diminuer ces dernières années.

Rouen importe essentiellement de Suède du bois, de la pâte de bois et du papier, mais aussi du minéral de fer, des métaux ferreux, des produits chimiques, des céréales (en 1956, 1961, 1962), des textiles, des machines et des graines oléagineuses.

Depuis 1955, les arrivages de bois, de pâte de bois et de papier ont été proches de 200 000 tonnes. En 1956, ils avaient cependant atteint 257 000 tonnes et, en 1964 — année record pour ce poste de marchandises — ils se sont élevés à 262 000 tonnes.

Les tonnages de minerais de fer ont progressé jusqu'en 1960 (60 000 tonnes) ; mais depuis lors, ils sont en baisse (11 000 tonnes en 1964).

Les exportations sont dominées par le gypse. Des tonnages très variables de houille (61 000 en

1955) mais surtout d'hydrocarbures (118 000 tonnes en 1950, mais seulement 5 000 tonnes en 1962) ont contribué à modifier très sensiblement le volume des exportations ces dernières années.

Rouen envoie aussi vers la Suède des produits chimiques, des machines et du matériel de transport (ce dernier trafic remonte depuis deux ans), des céréales (mais les tonnages restent assez faibles : 9 700 tonnes en 1964), des ferrailles et battitures (5 500 tonnes en 1964), des vins et alcools et... du bois (2 000 tonnes, par exemple, en 1960).

Environ deux cents ports suédois ont des échanges réguliers avec Rouen. En tête : Gothenburg, Oxelosund, Nyköping, Stockholm, Stockvik, Sundsvall. Aussitôt après : Monsteraas, Norrköping, Gefle, Norrsundet, Essvik, Nyhamn, Kopmanholmen, Skelleftea, Hallstavik, Uppsala, Vesteras, Spesshult, Otterbacken, Bovallstrand.

Certains ports reçoivent de très grandes quantités de marchandises de Rouen, alors qu'eux-mêmes exportent très peu, tels Lidköping, Varberg, Malmö, Ronneby, Sandviken, etc.

La multitude de petits ports suédois intéressés par le trafic avec Rouen, démontre combien les liens sont vitaux entre le port de la capitale haut-normande et la Suède.

Année	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Traffic total	400 000	498 569	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	498 569	400 000	400 000	449 352
Importations	200 000	250 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	250 000	200 000	200 000	262 000
Exportations	200 000	248 569	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	248 569	200 000	200 000	187 352
Produits suédois	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Autres	100 000	148 569	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	148 569	100 000	100 000	162 352

TRAFIC DU PORT DE ROUEN
AVEC LA SUÈDE DE 1955 A 1964
(PAR PORT) (suite)

		IMPORTATIONS											
Ports		1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Total	
COTE SUD BALTIQUE	Ahus	268	4 579					920	520			4 207	
	Kristiansand												
	Sølvborg		576	1 695					3 601	6 446	4 983	17 205	
	Horsviken												
	Sandback												
	Hellevik												
	Pukavik												
	Karlshamn												
	Ronneby		4 541	51							830		5 422
	Karlskrona												
	Sandviken												
	Borgholm												
	Farjestaden												
	Morbylånga												
	Degerhamn												
	Ottenby												
	Gronhogen												
	Nasby												
	Boda												
	Ekenas			725	426	245	321	1 261			877	1 278	5 102
Kalmar													
Pataholm													
Monsteras						9 321	11 920	10 576	15 177	5 464	12 961	61 419	
Paskallavik													
Vanevik													
Oskarshamn													
Visby													
Klintehamn													
Bursvik													
Ljugarn													
Silte													
Larbro													
Farosund													
Gunneby		336	5 432	5 240	2 439	1 193	265	1 032		878	314	11 129	
Gamleby		7 842	4 714	2 306						3 270		18 132	
Kaljvik													
COTE S.-E. BALTIQUE	Valdemarsvik	1 186	1 921	712	871	1 666	2 729	845	923	1 140	328	12 221	
	Gota												
	Helgenas												
	Soderkoping												
	Norrkoping	5 764	10 023	2 896	4 960	5 669	2 705	6 846	8 157	9 620	14 602	71 242	
	Oxelosund	10 050	11 778	10 861	30 255	12 371	15 867	10 869	14 586	15 977	18 123	432 807	
	Nykoping												
	Stora Vika												
	Trosa	934	1 169	272						29			1 404
	Jarna												
	Sodertelje												
	Nynashamn												
	Stockholm	4 940	9 993	9 474	25 227	2 726	6 977	1 430	3 273	17 672	4 311		85 723
	Torsalla	3 222	3 280	5 497	9 108	3 084	15 787	15 724	1 091	9 137	7 343		72 272
	Koping												
	Vesteras												
	Enkoping												
Sigtuna													
Uppsala													
Vartan													
Furusund	2 873	1 097										2 873	
Norrtelje													
Hallstavik		3 182	6 394	6 670	11 480	11 708	14 706	13 085	12 311	12 947		92 402	

TRAFIC DU PORT DE ROUEN
AVEC LA SUÈDE DE 1955 à 1964
(PAR PORT) (suite)

EXPORTATIONS

Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Totaux
Outhammar		3									3
Orgrund											
Kallero											
Karlholm											
Skutskar											
Alvkarleo											
Harnas											
Karskar											
Kornas											
Bomhus											
Gefa	6 894	5 705	1 674	640			2 649			137	24 593
Nerresundet			600			650					1 250
Wallvik											
Ljusne											
Åla											
Kallskar											
Sandarne											
Bollnas											
Åsbecka	542	1 361	580								2 483
Grundvik											
Stogsund											
Soderhamn											
Ago											
Iggesund											
Saltvik											
Hudiksvall	695		389								1 084
Essvik						2 553		202	3	500	705
Svartvik											
Stockvik		1 116	1 643								2 759
Kubikenborg											
Rosenborg											
Sundvall											
Nyhamn	371									2 786	3 157
Herosand											
Bjorknas											
Kraefors											
Sandviken											
Hallstana											
Solleftea											
Bolsta											
Kopmanholmen	6 180	5 437	840						315	213	12 985
Domsjöe											
Hornborg											
Ornskoldsvik											
Yvsum											
Nordmaling	3 309	917				495		166	127	128	5 142
Ma											
Hornfors											
Bredvik											
Öbbola											
Ömas											
Sandvik											
Halmstad											
Burea											
Ohrviken											
Stolleftea		730	521	510		531		548	4 862	7 408	15 110
Örsviken											
Savenas											
Romsakar											
Furugrund											

COTE E. GOLFE DE BOTNIE

COTE N. GOLFE DE BOTNIE

TRAFFIC DU PORT DE ROUEN
AVEC LA SUÈDE DE 1955 À 1964
(PAR PORT) (suite)

IMPORTATIONS

Ports		1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Total
COTE N. GOLFE DE BOTNIE	Sandholmen		1 257		7 243	2 982	4 177	595		1 745	6 023	24 022
	Storfors											
	Pitea											
	Lovholmen											
	Munksund											
	Karlsvik	2 798	7 971	573			11 829		447			33 411
	Karlskall											
	Lulea											
	Boden											
	Karlsborg		3 392		838	2 146			352	454	1 441	1 371
Torefors								539	642	263	501	1 945
Kalix												
Ports dont la situation n'a pu être déterminée		46 606										46 606

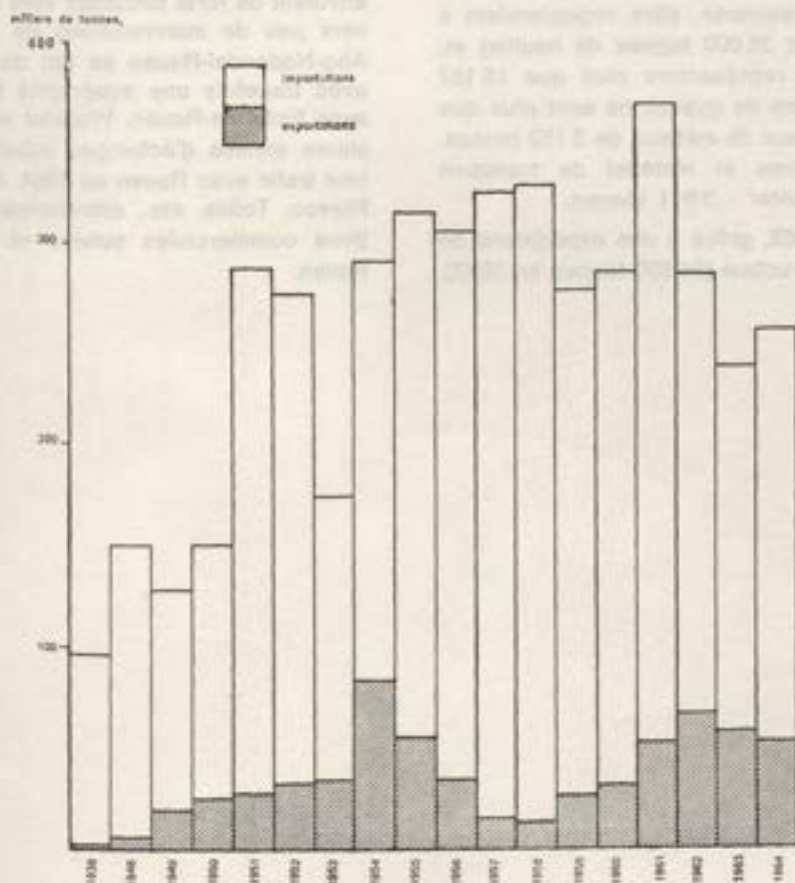
EXPORTATIONS

Ports		1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Total
COTE N. GOLFE DE BOTNIE	Sandholmen	708										708
	Storfors											
	Pitea											
	Lovholmen											
	Munksund											
	Karlsvik	7 992										7 992
	Karlskall											
	Lulea											
	Boden											
	Karlsborg											
Torefors												
Kalix												
Ports dont la situation n'a pu être déterminée		79 333										79 333

COMMERCE AVEC LA FINLANDE

Le commerce du port de Rouen avec la Finlande est largement dominé par les arrivages de bois, de pâtes de bois et de papiers. L'importance des tonnages de ces marchandises a été telle, ces dernières années, qu'elle a permis aux importations en provenance de la Finlande de dépasser plusieurs fois les importations en provenance de la Suède : en 1951, 1952, 1954, 1955, 1957, 1958 et 1961. Seules des exportations plus fortes à destination des ports suédois (surtout des tonnages de gypses) font que la Suède arrive un rang avant la Finlande (sauf en 1958) dans l'échelle des trafics du port de Rouen avec les pays nordiques.

En 1938, le trafic global avec la Finlande était de 99 350 tonnes. Dès 1948, il passait à 145 284 tonnes. Une pointe très importante en 1951 (286 790 tonnes) a été suivie d'une dépression en 1953 (172 217 tonnes). Mais ensuite, jusqu'en 1958 (328 653 tonnes), la progression a été à peu près continue. En 1959 et 1960, baisse du trafic global (281 795 tonnes en 1960) à laquelle succède le record de trafic avec la Finlande : 366 450 tonnes en 1961. Puis, en 1962, 1963, chute des tonnages (237 367 en 1963). En 1964, légère amélioration (255 104 tonnes).



Des différents pays nordiques avec lesquels Rouen entretient des rapports commerciaux, la Finlande est le seul dont la courbe du trafic global s'achève en 1964 sur des tonnages relativement bas (il faut remonter à 1953 pour trouver un chiffre d'échanges inférieur).

Nous l'avons dit : les importations en provenance de Finlande sont essentiellement constituées de bois, de pâte de bois et de papier. A titre d'exemple, ces marchandises représentaient en 1955, 256 526 tonnes sur les 258 284 tonnes importées. Mais, au cours des dix-sept dernières années, la Finlande a aussi envoyé à Rouen diverses denrées (4 603 tonnes en 1950), des produits chimiques (2 000 tonnes environ en 1958), des machines et du matériel de transport (2 017 tonnes en 1958), des textiles (1 095 tonnes en 1957) et des métaux non ferreux (2 700 tonnes en 1964).

Les exportations sont plus diversifiées : métaux ferreux, machines, gypses, matériaux de construction, produits chimiques, denrées. Elles ont régulièrement progressé jusqu'en 1953 (34 452 tonnes). En 1954, une expédition exceptionnelle de houille (59 470 tonnes) les fait atteindre 83 638 tonnes. Mais, dès l'année suivante, elles redescendent à 56 772 tonnes (dont 26 000 tonnes de houille) et, en 1958, elles ne représentent plus que 15 167 tonnes. Les tonnages de gypses ne sont plus que de 2 440 tonnes ; ceux de métaux, de 3 152 tonnes. Par contre, machines et matériel de transport continuent d'augmenter : 3 811 tonnes.

Puis, jusqu'en 1962, grâce à des expéditions de matériaux de construction (24 800 tonnes en 1962),

de métaux ferreux (14 000 tonnes) et de machines et matériel de transport (12 085 tonnes), le volume s'accroît. En 1964 (53 228 tonnes), les matériaux de construction ne représentent plus que 11 800 tonnes, les métaux ferreux que 12 000 tonnes. Mais les machines et le matériel de transport ont atteint leur sommet : 15 000 tonnes.

Il faut remarquer que, sauf une expédition de 10 000 tonnes en 1950, Rouen n'a pas envoyé pendant la période que nous considérons, de céréales à destination de la Finlande.

Environ soixante ports finlandais commercent avec Rouen. Ce sont pour la plupart des clients fidèles et il y a peu de nouveaux ports touchés par le trafic avec Rouen, au cours des récentes années. Les tonnages les plus importants passent par Kotka. Kemi vient ensuite. Puis Helsinki, qui reçoit le plus de marchandises en provenance de Rouen (plus qu'il n'en expédie vers Rouen). Rauma est également très familier, de même que Metyluoto, Pori, Kailo, Raase, Kristinestad, Koborgel et Kasko, ainsi que Leffalvoto, Yxpila et Kokkila envoient de forts tonnages vers Rouen, mais reçoivent peu de marchandises de ce port. Le trafic Abo-Nadendal-Rouen se fait dans les deux sens, avec toutefois une supériorité très nette dans le sens Finlande-Rouen. Wasklot et Vasa, après plusieurs années d'échanges substantiels, ont cessé tout trafic avec Rouen en 1964. Jacobstad, Hamina, Porvoo, Tolkis, etc., entretiennent aussi des relations commerciales suivies et importantes avec Rouen.

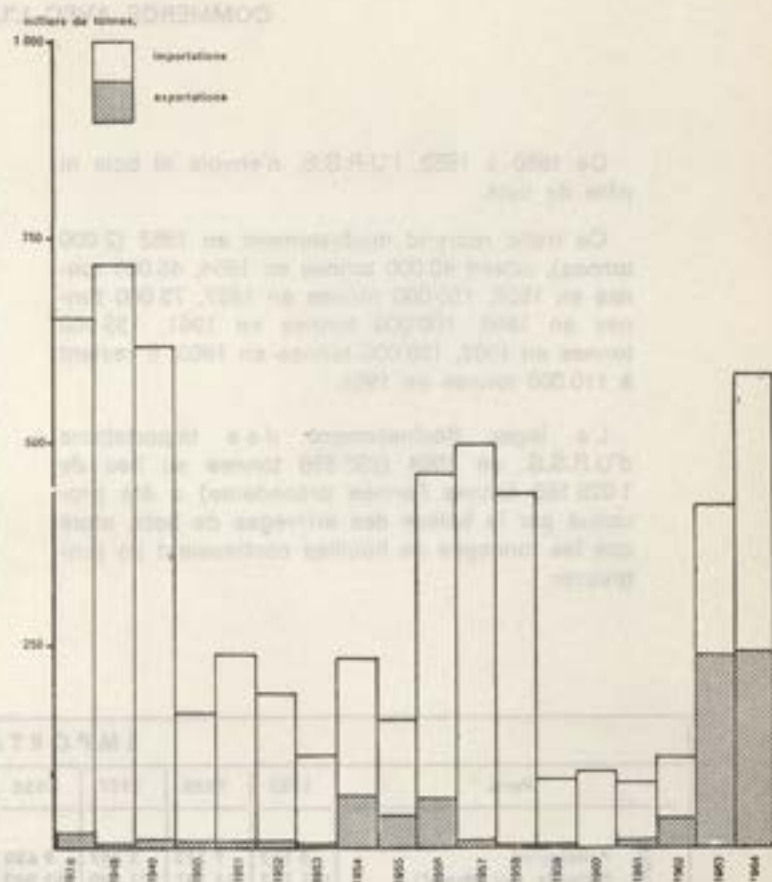


COMMERCE AVEC LA POLOGNE

Rouen importe de Pologne à peu près uniquement des houilles. Mais ce commerce est loin d'être stable. Quelques chiffres le démontrent :

1938 : 621 019 tonnes
 1948 : 720 228 tonnes
 1953 : 106 930 tonnes
 1957 : 489 534 tonnes
 1961 : 68 135 tonnes
 1964 : 331 950 tonnes

Les exportations à destination de la Pologne ont été très faibles jusqu'en 1953 ; aux environs de 5 000 tonnes par an ; il s'agissait surtout de métaux et de machines, ainsi que de très petites quantités d'hydrocarbures. En 1954, 1956, 1957, les céréales grossissent le volume (54 683 tonnes en 1956). Les années suivantes, jusqu'en 1960, elles sont pratiquement inexistantes, à l'exception de quelques petits tonnages de produits chimiques et de machines. En 1961, les exportations de céréales reprennent (13 000 tonnes) et atteignent 240 000 tonnes en 1963 et 245 000 tonnes en 1964. Trois ports polonais commercent avec Rouen : Szczecin, Danzig et surtout Gdynia. Kolobrzeg a envoyé 622 tonnes de pâte de bois à Rouen, en 1963.



IMPORTATIONS

Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Totaux
Gdynia	117 032	361 026	328 932	251 600	36 033	23 391	9 901	10 445	34 984	179 515	1 352 859
Danzig		37 687	160 602	224 322	45 656	62 549	58 234	55 807	92 856	149 883	887 596
Szczecin	3 485	7 917	1 590	3 166	1 681	4 820	899	3 236	82 289	13 908	122 991
Kolobrzeg									622		622

EXPORTATIONS

Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Totaux
Gdynia	29 756	47 787	5 571		197		7 930	7 454	16 569	45 098	160 182
Danzig							1 130	13 654	29 684	40 584	85 052
Szczecin	14 643	6 896	3 854	236	123		4 233	13 757	193 267	159 942	396 851
Kolobrzeg											

COMMERCE AVEC L'U.R.S.S. DU NORD

De 1950 à 1952, l'U.R.S.S. n'envoie ni bois ni pâte de bois.

Ce trafic reprend modestement en 1953 (2 000 tonnes), atteint 40 000 tonnes en 1954, 45 000 tonnes en 1956, 150 000 tonnes en 1957, 75 000 tonnes en 1958, 100 000 tonnes en 1961, 135 000 tonnes en 1962, 195 000 tonnes en 1963. Il revient à 110 000 tonnes en 1964.

Le léger fléchissement des importations d'U.R.S.S. en 1964 (992 856 tonnes au lieu de 1 025 165 tonnes l'année précédente) a été provoqué par la baisse des arrivages de bois, alors que les tonnages de houilles continuaient de progresser.

C'est le seul trafic nordique du port de Rouen qui soit en progression constante depuis 1950. C'est aussi celui qui a le taux d'exportations le plus faible.

A l'importation, il se résume à deux catégories les houilles ; le bois et la pâte de bois.

En 1938, 139 247 tonnes de marchandises étaient entrées à Rouen en provenance d'U.R.S.S. Après la guerre, ce courant commercial reprend lentement. Rouen ne reçoit pas d'antracite russe en 1948 et en 1949 ; seulement un peu de pâte de bois (10 000 tonnes environ). En 1950, le charbon réapparaît (18 000 tonnes). Les tonnages deviennent de plus en plus élevés et atteignent 874 000 tonnes en 1964.

IMPORTATIONS

Ports		1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Total
MER BALTIQUE	Kalningrad	5 122	7 312	2 387	9 630	10 088	9 038	10 033	6 399	1 782	2 346	40 000
	Klaipeda (ou Memel)	161 157	224 141	237 640	261 992	254 790	340 657	476 128	437 145	762 871	855 089	4 014 000
	Liepaja								16 999	6 177	1 313	24 489
	Ventspils	58 551	63 240	26 368	70 612	96 336	66 481	74 305	105 291	52 319	22 347	400 000
	Riga	83 507	30 643		4 792	1 243	6 829	2 775		5 359	9 444	34 000
	Forby (Ile Worms)									2 787		
MER DE FINLANDE	Paldiski					1 694						1 694
	Tallinn					2 593						2 593
	Narva						538	1 958	1 508	5 067		8 063
	Léningrad	20 104	1 214	6 288	19 990	8 724	16 310	10 923	41 099	118 229	69 324	227 000
	Viiipuri (ou Viborg)	11 309		6 435	6 377	1 724	2 606	5 948	27 257	17 367	9 228	63 000
MER DE BARENTS	Mourmansk		6 127		3 060							9 187
MER BLANCHE	Archangel	3 827	30 959	35 878	25 011	45 021	43 557	71 391	52 800	51 924	30 414	267 000
	Onega					1 196	1 229	486		1 162	173	3 076
MER DE KARA	Igarka										2 293	2 293



Les exportations vers l'U.R.S.S. sont faibles, épisodiques, et portent — quand elles existent — sur une seule catégorie de marchandises : en 1955, il s'est agi de sucres (15 143 tonnes); en 1960 et en 1961, de métaux ferreux (1 733 tonnes pour 1960); en 1962, de céréales (34 865 tonnes); en 1963 et en 1964, de farines (33 689 tonnes pour 1964).

Ventspils, Riga et surtout Klaipeda envoient du charbon à Rouen. Léninegrad et Archangel sont les deux principaux ports soviétiques qui fournissent du bois à Rouen.

EXPORTATIONS

Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Totaux
MER BALTIQUE											
Kaliningrad	845						1 016			3 156	5 017
Klaipeda (ou Memel)	5 890					320	773			4 219	11 202
Liepaja									4 397	3 719	8 116
Ventspils									13 815	3 253	17 068
Riga	4 499						1 349			5 966	11 814
Forby (Ile Worms)											
MER DE FINLANDE											
Paldiskel											
Tallin							1 521			8 916	10 437
GULF DE FINLANDE											
Narva	2 243										2 243
Léninegrad	1 834					1 413	166	207		5 000	8 620
Vipuri (ou Viborg)											
MER DE BARENTS											
Mourmansk											
MER BLANCHE											
Archangel								194			194
Onega											
MER DU NORD											
Iperka											

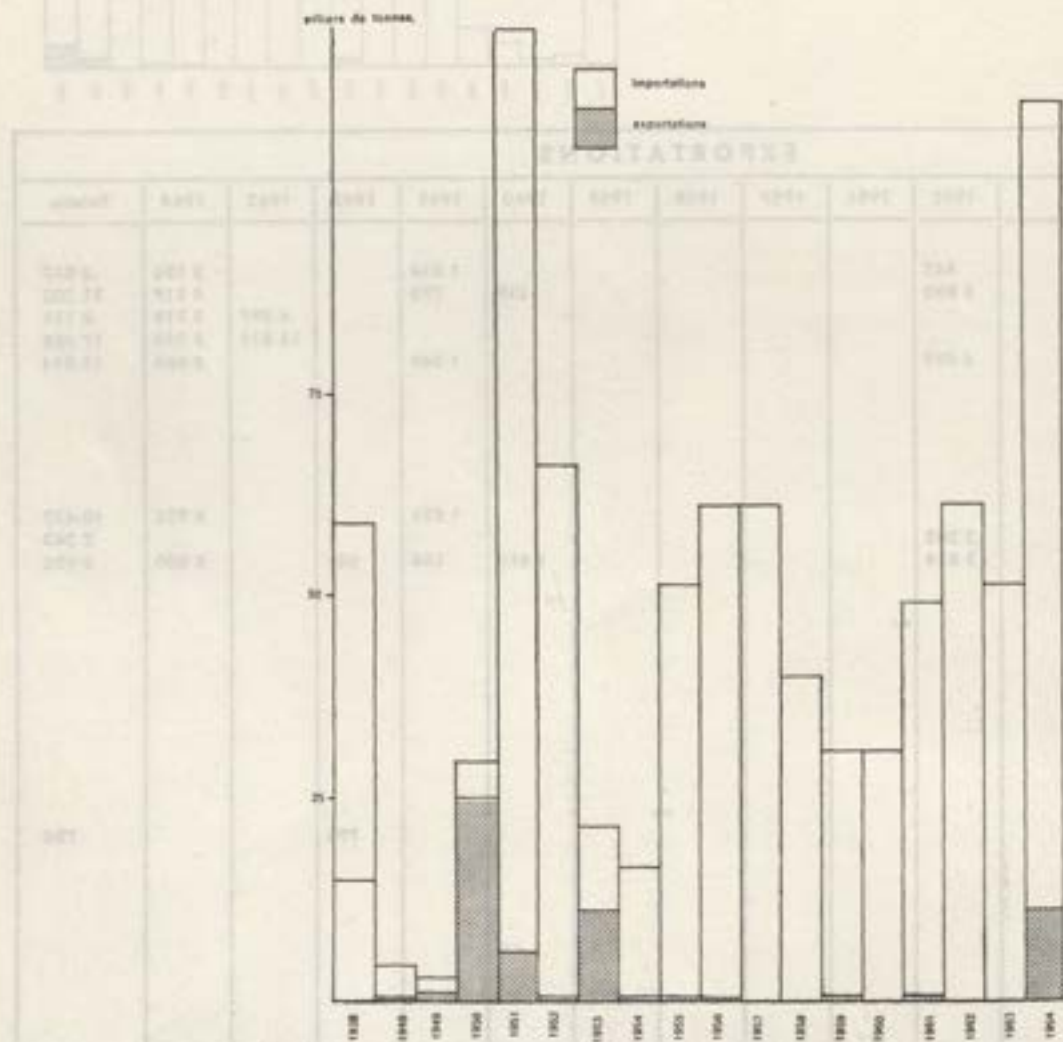
COMMERCE AVEC LE CANADA

Le commerce du port de Rouen avec le Canada est caractérisé par des variations brutales à l'importation — variations provoquées par les sautes dans le trafic du bois et de la pâte de bois — et par des exportations en général très faibles — sauf en 1950, 1953 et 1964 — voire inexistantes (en 1938, 1957, 1958, 1960, 1962 et 1963).

Le port de Rouen a importé du Canada pendant les dix-sept dernières années : du bois et des rondins, de la pâte de bois, du papier, des céréales, des substances minérales, des produits chimiques (la plupart du temps, du caoutchouc), des

métaux ferreux, des machines et des textiles en petites quantités.

Les exportations n'ont dépassé 5 000 tonnes que quatre fois : en 1950, 1951, 1953 et 1964. En 1950, des sorties exceptionnelles de métaux et de machines ont permis aux exportations d'atteindre 25 441 tonnes. L'année suivante, les exportations tombaient à 6 319 tonnes. En 1953, elles remontaient à 11 303 tonnes, grâce — toujours — aux métaux et aux machines. En 1964 enfin, les exportations de céréales ont été de 11 000 tonnes (il s'agissait d'orge).



Les sorties comprennent aussi de très petites quantités de textiles, de papier. En 1959, 209 tonnes d'automobiles et de matériel de transport ont quitté Rouen pour le Canada.

En 1938, le trafic global avec ce pays était de 58 883 tonnes. Il était constitué à peu près uniquement par des arrivages de bois et de rondins. En 1948, 1949 et 1950, les importations destinées à l'industrie du papier sont très minimes, et si le trafic global approche de 30 000 tonnes en 1950, les exportations en sont la principale raison.

1951 est l'année du plus fort trafic avec le Canada : 120 857 tonnes. Les importations de bois et de pâte de bois ont, en effet, atteint 101 000 tonnes. D'autre part, un arrivage de 10 000 tonnes de céréales et des exportations non négligeables cette année-là ont permis d'établir le record.

Dès 1952, le trafic tombe à 67 000 tonnes ; et en 1954, il n'est plus que de 17 000 tonnes. Il remonte en 1955, 1956, 1957 jusqu'à 61 000 tonnes, toujours en fonction des arrivages de bois et de pâte de bois (59 000 tonnes en 1956) et aussi des céréales (en 1957 : 6 000 tonnes). En 1958, 1959, 1960, 1961, les importations de bois restent modestes. Mais les arrivages de céréales (en 1959 : 19 000

tonnes ; en 1960 : 13 000 tonnes ; en 1961 : 13 000 tonnes également) maintiennent le trafic global à un certain niveau (49 000 tonnes en 1961). Notons qu'en 1962, 1963 et 1964, Rouen n'a pas reçu de céréales en provenance du Canada. En 1962, 1963, 1964, le trafic remonte et atteint presque le record de 1951 (111 000 tonnes en 1964 au lieu de 120 000 tonnes en 1951). Précisons toutefois que 10 000 tonnes de gas oil en provenance de St-John (Nouveau Brunswick) ont contribué à gonfler ces arrivages. La part du bois et de la pâte de bois dans le total a été de 85 000 tonnes.

Le commerce le plus important s'établit avec le Nouveau Brunswick, par le port de St-John et aussi par ceux de Richibucto, Chatham et Caraquet. Ensuite vient l'embouchure du Saint-Laurent avec Québec et Montréal. Puis Terre-Neuve et le port de Botwood, la province de Québec avec Carleton, l'île du Prince-Edouard (Souris et Georgetown), la Nouvelle Ecosse (Bridge Water et Digby). Depuis 1961, un mouvement commercial s'est institué entre Rouen et les ports de la côte ouest du Canada (Vancouver, New Westminster, Fraser Mills, Port Mellon, l'île de Vancouver). Il semble que ces échanges soient destinés à s'intensifier au cours des années à venir.

Année	Importations		Exportations		Trafic global	Trafic global (en milliers de tonnes)	Trafic global (en milliers de tonnes)	Trafic global (en milliers de tonnes)
	Bois et pâte de bois	Céréales	Bois et pâte de bois	Céréales				
1938	58 883				58 883	58 883		
1948	29 000				29 000	29 000		
1949	29 000				29 000	29 000		
1950	29 000				29 000	29 000		
1951	101 000	10 000			120 857	120 857		
1952	67 000				67 000	67 000		
1954	17 000				17 000	17 000		
1955	61 000				61 000	61 000		
1956	59 000				59 000	59 000		
1957	53 000	6 000			59 000	59 000		
1958	49 000				49 000	49 000		
1959	49 000	19 000			68 000	68 000		
1960	49 000	13 000			62 000	62 000		
1961	49 000	13 000			62 000	62 000		
1962	49 000				49 000	49 000		
1963	49 000				49 000	49 000		
1964	49 000				49 000	49 000		

TRAFIC DU PORT DE ROUEN
AVEC LE CANADA DE 1955 A 1964
(PAR PORT)

IMPORTATIONS												
Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Total	
TERRE NEUVE	Corner Brook			3 099	3 654		845				7 598	
	Botwood		628		4 496				8 469	25 705	39 298	
	St John's						3 576				3 576	
	Harbour Grace											
TERRE NEUVE												
	Catalina (ou Port Union)						1 225				1 225	
NOUVELLE ECOSSE	Country Harbour							2 399		13 777	16 176	
	Walton							4 802			4 802	
	Parrsboro											
	Weymouth							2 974			2 974	
	Port Mulgrave									4 623	4 623	
	Pictou				2 101						2 101	
	Bridge Water			2 619	2 376			3 105	2 882	11 086	25 067	
	Halifax		155	654	4	6 128	8 200	300	89	999	14 579	
	Pugwash			1 575	1 509			1 653			4 737	
	Digby	2 126	7 357						11 027			20 510
Port Williams									2 902		2 902	
NOUVEAU BRUNSWICK												
	Goose Bay								733		733	
NOUVEAU BRUNSWICK												
	Sydney			1 824	2 564				2 868	2 390	9 646	
NOUVEAU BRUNSWICK												
	St John	14 119	22 306	10 427	3 305	1 495		5 782	2 000	2 222	11 531	75 107
	Richibucto		2 194	7 714	1 716		1 395	1 231	7 747	2 147	6 131	30 275
	Millbank											
	Chatham			4 613	2 871		1 914	2 207	2 188	2 854	3 965	20 672
	Caraquet											
ILE PRINCE EDOUARD												
	Summerside		1 870					2 399				4 269
	Souris		9 830	5 223	843		606	6 501	5 669	624		29 296
	Georgetown											
PROVINCE DE QUEBEC												
	Carleton		10 486	6 798	3 237	2 252	2 572	6 079	2 754	3 324		27 508
	Gaspé							113	2 238			2 351

**TRAFIC DU PORT DE ROUEN
AVEC LE CANADA DE 1955 A 1964**

(PAR PORT)

EXPORTATIONS

Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Totaux
TERRE NEUVE											
Corner Brook											
Sotwood											
St John's											
Harbour Grace											
Catalina (ou Port Union)											
Country Harbour											
Walton											
NOUVELLE ECOSSE											
Parrsboro											
Weymouth											
Port Mulgrave											
Pictou											
Bridge Water											
Halifax											
Pugwash											
Digby											
Port Williams											
LABRADOR											
Goose Bay											
CAP BRETON											
Sydney											
BRUNSWICK											
St John											
Richibucto											
Millbank											
NOUV. BRUNSWICK											
Chatham											
Carasquet											
ILE PRINCE EDOUARD											
Summerside											
Souris											
Georgetown											
PROVINCE DU QUEBEC											
Carleton											
Gaspé											

TRAFFIC DU PORT DE ROUEN
AVEC LE CANADA DE 1955 A 1964
(PAR PORT) (suite)

IMPORTATIONS												
Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Total	
ST LAURENT	Seven Islands (Sept îles)									2 977	2 117	
	Québec	2 542	1 825	4 763	4 482	1 929	4 607	6 798	5 001	3 425	855	36 227
	Montréal	5 963	1 144	2 865	5 211	18 290	6 338	12 217	3 821	3 273	5 081	84 202
	Sorel			6 068								6 068
	Three Rivers (Trois Rivières) Port Alfred								1 454	289	1 955	3 681
									73		73	
GRANDS LACS	Toronto	12	94	1 133	175	895	127	123	32	92	132	2 811
	Sarnia	1 875	1 333	2 216	1 990	151	565	241	649	765	627	10 412
	Hamilton	37		3				39	51	1	1	122
	Welland		2 542									
	Windsor						1					1
COLOMBIE BRITANNIQUE	Vancouver						2 018	2 609	4 594	4 516	13 737	
	New Westminster						390	1 781	1 636		3 807	
	Fraser Mills								1 437	493	6 275	
	Port Mellon						4 340					
ILE DE VANCOUVER	Victoria									4 454	4 454	
	Chemainus						1 098				1 098	
Ports dont la situation n'a pu être déterminée.											51 489	51 489

**TRAFIC DU PORT DE ROUEN
AVEC LE CANADA DE 1955 A 1964
(PAR PORT) (suite)**

EXPORTATIONS

Ports	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Totaux
ST LAURENT											
Seven Islands (Sept Îles)											
Québec											
Montreal	33										
Sorel								64			
Three Rivers (Trois Rivières)											
Port Alfred											97
GRANDS LACS											
Toronto											
Sarnia											
Hamilton											
Welland								43			
Windsor											43
COLOMBIE BRITANNIQUE											
Vancouver											
New Westminster					209						
Fraser Mills											
Port Mellon											209
ILE DE VANCOUVER											
Victoria											
Chamaïnus											
Ports dont la situation n'a pu être déterminée.											

TERRES AUSTRALES (EXPORTATIONS)

	1955										Totaux
Terre Adélie	280										280

ROUEN : EXPORTATIONS VERS LES PAYS DU NORD

Pays	1938	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Danemark	12 194	12 149	48 267	83 165	145 750	157 157	56 480	116 548	180 949	72 574	71 504	40 208	38 405	77 761	137 057	39 396	43 276	200 152
Allemagne Ouest		439	12 185	95 589	91 983	52 014	73 240	75 959	82 649	119 941	145 518	50 908	38 759	43 103	29 102	61 138	132 244	156 566
Allemagne Est										365	1 534						1 483	120 303
Islande			1 181															
Norvège	1 576	18 628	32 427	62 429	21 269	19 155	20 607	24 466	25 693	24 146	17 297	20 913	26 629	36 369	20 930	33 928	53 104	65 430
Suède	6 372	87 335	98 670	228 274	192 338	191 208	280 705	174 065	213 149	147 060	90 973	80 905	144 454	142 607	186 045	155 918	142 157	134 307
Finlande	1 204	9 496	20 694	25 076	27 284	32 672	34 452	83 638	56 772	36 977	17 046	15 167	27 633	30 448	51 441	68 954	58 399	53 228
Pologne	20 758	974	9 526	5 160	7 122	9 966	5 923	68 219	44 399	54 683	9 625	236	320		13 293	34 865	239 520	245 624
U.R.S.S. (Nord)	390	4					377		15 311					1 733	4 825	401	18 212	33 689
Canada			502	25 441	6 319	355	11 303	19	33	2			209		493			11 000
Estonie																		390
Danctbig																		7 217
Totaux	50 101	129 063	223 452	525 134	492 165	462 527	483 097	542 914	618 955	455 748	353 497	208 337	276 409	332 021	443 206	394 600	688 395	1 027 906

ROUEN : IMPORTATIONS EN PROVENANCE DES PAYS DU NORD

Pays	1938	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Danemark	2 170	4 785	6 557	3 112	751	3 375	9 692	3 734	5 451	14 302	5 320	7 156	7 558	7 684	8 622	11 563	15 253	17 618
Allemagne O.	11 127	1 025	103 614	1 060	285	8 219	10 699	7 947	1 652	19 104	10 278	4 744	9 975	1 197	7 826	23 565	36 335	55 228
Allemagne Est																	5 112	5
Islande																		
Norvège	103 926	85 748	72 933	82 208	114 632	108 511	83 166	131 765	3 919	3 042	115 261	105 164	885	95 430	98 445	86 945	114 468	288
Suède	147 464	165 157	165 395	195 531	220 142	197 568	143 717	173 092	119 029	126 861	126 861	246 329	95 531	277 835	312 524	256 586	272 452	116 919
Finlande	98 146	139 680	109 953	125 050	259 386	241 352	137 715	206 636	225 993	300 426	236 636	313 486	251 632	231 347	315 018	212 154	178 968	315 045
Pologne	366 752	721 294	611 382	156 733	241 639	184 752	107 515	165 802	258 284	267 754	304 675	313 486	247 227	231 347	315 018	212 154	178 968	201 876
U.R.S.S. (Nord)	139 247	17 812	8 330	30 814	54 738	127 016	159 360	218 042	120 515	406 306	491 124	479 088	83 370	90 760	69 034	69 538	210 751	343 300
Canada	58 883	4 203	3 525	3 710	114 548	66 372	11 489	17 286	51 489	61 764	61 594	40 534	31 140	33 326	48 698	63 546	52 892	992 856
Lettonie																		100 923
Estonie																		15 684
Lituanie																		15 264
Danctbig																		4 203
Totaux	1 036 751	1 138 704	1 060 499	1 098 318	1 006 151	957 165	843 383	934 304	800 509	1 563 198	1 839 884	1 598 395	1 150 437	1 244 824	1 514 114	1 420 544	1 911 396	3 443 074

PRINCIPALES MARCHANDISES ENTRÉES EN 1938 (EN TONNES) PAR PAYS D'ORIGINE

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Phosphates	Pyrites et minerais	Bois rendins	Pâtes de bois papiers	Vins alcools	Céréales farines	Fruits légumes décapés	Autres marchandises	Totaux
Danemark									2	2 168	2 170
Allemagne	2 100	919			187	2 434		25	28	5 434	11 127
Norvège		21		5 160	14	74 852			74	23 805	103 926
Suède		10		20 594	6 258	92 788			32	27 512	147 464
Finlande					19 343	74 900			27	3 876	98 146
Pologne	358 154				852	799			53	6 894	366 752
U.R.S.S. (Nord)	73 617				47 081	18 549					139 247
Canada					57 383					1 500	58 883
Lettonie					15 613					71	15 684
Estonie						15 264					15 264
Lithuanie					326	1 785			40	2 052	4 203
Dantzig	258 975				852	293			53	2 692	262 865
Totaux	692 846	950		25 754	148 179	281 664		25	309	76 004	1 225 731

Soit 18,7 % du total des marchandises entrées, en 1938, à Rouen : 6 526 419 tonnes.

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1938 (EN TONNES) PAR PAYS DE DESTINATION

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Matériaux de construction	Minerais	Métaux machines	Céréales farines	Denrées	Textiles	Engrais produits chimiques	Autres marchandises	Totaux
Danemark											
Allemagne		25		12 075			13	1		80	12 194
Norvège		4	779	10	194		289	155	26	119	1 576
Suède	8	41	1 771		3 317		130	438	19	648	6 372
Finlande		110			111		320	147	1	505	1 204
Pologne				2 230	18 328						20 758
U.R.S.S. (Nord)	200				390						390
Canada											
Lettonie											
Estonie					390						390
Lithuanie											
Dantzig				7 217							7 217
Totaux	208	180	2 550	21 532	22 730	10	752	741	46	1 352	50 101

Soit 4,2 % du total des marchandises sorties de Rouen en 1938 : 1 175 183 tonnes.

PRINCIPALES MARCHANDISES ENTRÉES EN 1948 (EN TONNES) PAR PAYS D'ORIGINE

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Phosphates	Pyrites minérales	Bois ronds	Pâtes de bois papiers	Vins alcools	Céréales farines	Fruits Légumes denrées	Autres marchandises	Totaux
Danemark						830		2 624	169	1 162	4 785
Allemagne										1 025	1 025
Norvège		629		2 050	4 476	66 898	1	1 450	1 225	9 019	85 748
Suède		77	3	4 376	1 213	114 470	9		337	29 672	150 157
Finlande		906				127 287			16	3 492	135 788
Pologne	720 228				4 085		2		300	62	721 294
U.R.S.S. (Nord)						10 611				7 201	17 812
Canada								3 203		1 000	4 203
Totaux	720 228	1 612	3	6 426	9 774	320 800	12	7 277	2 047	52 633	1 138 812

Soit 17,5 % du total des marchandises entrées à Rouen en 1948 : 6 371 202 tonnes.

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1948 (EN TONNES) PAR PAYS DE DESTINATION

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Matériaux de construction	Minerais	Métaux et machines	Céréales farines	Denrées	Textiles	Engrais produits chimiques	Autres marchandises	Totaux
Danemark	334	45	1 849	10	568		31	33	260	9 019	12 149
Allemagne	271	168									439
Norvège	299	463	322	51	1 305		258	1 232	279	14 419	18 635
Suède	3 047	3 866	5 579	1	8 091		558	612	1 489	64 092	87 315
Finlande	185	567	970		2 311		1 267	206	829	3 161	9 699
Pologne	771	203									974
U.R.S.S. (Nord)	4										4
Canada					33					5	38
Totaux	4 911	5 312	8 720	62	12 308		2 114	2 083	2 857	90 696	129 062

Soit 7,4 % du total des marchandises sorties de Rouen en 1948 : 1 725 503 tonnes.

PRINCIPALES MARCHANDISES ENTRÉES EN 1949 (EN TONNES)

PAR PAYS D'ORIGINE

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Phosphates	Pyrites et minerais	Métaux machines	Bois ronds	Pâtes de bois papiers	Vins et alcools	Céréales et farines	Fruits, légumes dévorés	Autres marchandises	Totaux
Danemark					302		2 441		2 620	368	826	6 557
Allemagne	93 252								10 362			103 614
Norvège		17		413	649	270	61 850		1 018	176	8 540	72 933
Suède		23		4 360	15 716	4 433	137 705		910	205	2 043	165 395
Finlande		45			641	617	106 332			2 117	201	109 953
Pologne	602 709								7 673			611 382
U.R.S.S.							8 330					8 330
Canada							2 018				517	2 535
Totaux	695 961	85		4 775	17 308	5 320	319 676		22 583	2 866	12 125	1080699

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1949 (EN TONNES)

PAR PAYS DE DESTINATION

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Matériaux de construction	Minerais Minéraux Gypses	Métaux et machines	Bois	Céréales farines	Denrées	Textiles	Engrais produits chimiques	Autres marchandises	Totaux
Danemark	867	16 187	331	5 635	1 094	21		22 224	143	993	772	48 267
Allemagne	1 093	3 240			100			20		6 160	1 572	12 185
Islande		481						700				1 181
Norvège	69	8 946	197	12 203	3 640	390		5 100	754	396	732	32 427
Suède	987	37 878	1 661	34 747	9 133	90		4 188	439	8 765	782	98 670
Finlande	75	4 145	1 221	1 545	7 798	1 619		1 381	342	2 131	437	20 694
Pologne	573	4 023			4 930							9 526
U.R.S.S. (Nord)												
Canada			502									502
Totaux	3 664	74 900	3 912	54 130	26 695	2 120		33 613	1 678	18 445	4 295	223 452

PRINCIPALES MARCHANDISES ENTRÉES EN 1950 (EN TONNES)

PAR PAYS D'ORIGINE

Pays	Houilles	Produits pétroliers	phosphates	pyrites minérales	métaux et machines	Bois ronds	Pêches de bois Pepliers	Vins Alcools	Farines Céréales	Fruits Légumes Denrées	Autres Marchandises	Totaux
Danemark					133	88	483		1 555	69	794	3 110
Allemagne					500	1	220				339	1 060
Islande												
Norvège		442		302	942	240	69 236	6		5 950	5 090	83 200
Suède		26		1 468	14 925	10 579	161 155	5	400	983	5 990	195 227
Finlande		44			107	34 886	82 338			4 603	3 072	115 010
Pologne	156 733											156 733
U.R.S.S. (Nord)	16 892						11 059				2 863	30 814
Canada					1	2 461	800				448	3 710
Totaux	173 625	512		1 770	16 608	48 255	325 291	11	1 955	11 605	18 586	519 210

Soit 12,3 % du total des marchandises entrées à Rouen en 1950 = 4 850 261 tonnes.

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1950 (EN TONNES)

PAR PAYS DE DESTINATION

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Matériaux de construction	Minerais Minéraux Gypses	Métaux Machines	Bois	Céréales Farines	Denrées	Textiles	Engrais Produits chimiques	Autres marchandises	Totaux
Danemark	16 746	51 903	165	1 032	5 047	1 045		5 259	452	1 180	316	83 167
Allemagne	210	67 554			203		24 699	164		2 177	582	93 599
Islande												
Norvège	35	23 526	915	18 473	5 308	1 208	3 795	1 367	876	6 319	607	42 437
Suède	7 558	118 562	4 742	60 328	18 094	3 810	58	11 974	641	1 423	1 084	238 274
Finlande		1 860	160	2 714	6 304	1 070	10 330	1 355	78	880	325	23 073
Pologne	156	575								4 428	1	5 160
U.R.S.S. (Nord)												
Canada					25 441							25 441
Totaux	24 725	263 980	5 982	82 547	60 397	7 133	38 882	20 119	2 047	16 407	2 915	529 134

Soit 18,9 % du total des marchandises sorties du port de Rouen en 1950 = 2 821 954 tonnes.

TRAFFICS DES PORTS DE ROUEN
ET DU HAVRE
AVEC LES PAYS DU NORD

(1948 - 1964)

Étude statistique préparée par Monique DÉRON
Fondation Française d'Études Nordiques

Les données statistiques relatives au trafic des ports de Rouen et du Havre ont été recueillies par la Direction des Ports de France. Les données relatives au trafic des ports du Nord ont été recueillies par la Direction des Ports du Nord. Les données relatives au trafic des ports du Nord ont été recueillies par la Direction des Ports du Nord. Les données relatives au trafic des ports du Nord ont été recueillies par la Direction des Ports du Nord.

PRINCIPALES MARCHANDISES ENTRÉES EN 1956 (EN TONNES)

PAR PAYS D'ORIGINE

Pays	Houilles et coke	Bras et godrons	Hydrocarbures	Minéraux	Pyrites Soufre	Phosphates	Minéraux	Minéraux	Produits chimiques	Bois	Papiers	Textiles	Métaux machines	Céréales Farines	Fruits Agrumes	Légumes Primeurs	Corps gras Oléagineux	Autres denrées	Résidus alimentaires pour animaux	Vins - Alcools	Autres marchandises	Totaux
Danemark									238	16	164	118	187	9 403		20	5	355	451	3 003	39	14 302
Allemagne			14 250		5				1 279	322	380	131	2 492	218				28			9	19 104
Islande									3 042													3042
Norvège									1 504	422	95 280	5	1 176	1 503		1	7 712	1 624	8 170	45	210	126 861
Suède		9							5 241	31 877	225 087	289	11 866	12 066				5	1 128	3	201	300 426
Finlande									1 507	101 280	164 564	58						1			243	267 754
Pologne	401 846				89				208	719	3 815	27	2	40				70			114	406 306
U.R.S.S. (Nord)	312 123	2 892			28				1 743	34 629	13 998	11	317					1			19	363 636
Canada										48 279	11 266											61 764
Totaux	713 909	2 901	14 250	4 773	16 915				14 762	217 544	515 054	571	16 098	22 901	21	7 717	2 084	9 749	3 051	835		1 563 195

Soit 23,8 % des marchandises entrées à Rouen en 1956 : 6 554 297 tonnes.

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1956 (EN TONNES)

PAR PAYS DE DESTINATION

Pays	Houilles - Coke dérivés	Hydrocarbures	Minéraux Gypses	Minéraux le construction	Pyrites, Soufre	Minéraux et résidus	Phosphates	Produits chimiques	Bois	Papiers	Textiles	Métaux Ferraille	Outillage Machines Appareils	Autos Camions	Céréales Farines Semoules	Légumes Fruits	Sucres	Corps gras dérivés	Résidus alimentaires pour animaux	Vins - Alcools	Autres marchandises	Totaux
Danemark	34 441	25 186		2				224	154	94	42	541	215	2	5 651	5		4 639	12	24	1 535	72 574
Allemagne		31 278				84 438		13	400						3 566			621				120 316
Islande																						
Norvège								1 001	449	95	138	926	211	318	2 305	3		95	380	397		24 146
Suède	41 114	15 621				730		1 462	2 114	1 046	114	1 046	319	3 017	43	128		43	100	5	4 266	147 060
Finlande		827						2 392	54	458	6 714	1 482	54	1 465	14	1		29	30	857		36 977
Pologne								1 346	2	10	139	50	1 200	4	51 732			8			83	54 683
U.R.S.S. (Nord)																						
Canada																						

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1957 (EN TONNES)

PAR PAYS D'ORIGINE

Pays	Houilles et Coke	Godrons et Bras	Hydrocarbures	Minéraux Produits divers	Minéraux et Matériaux	Pyrites, Soufre	Minéraux	Phosphates, Nitrates	Produits chimiques et parachimiques	Bois et Rondins	Papiers	Textiles	Métaux Machines	Céréales Farines	Fruits	Légumes	Corps gras Oléagineux	Autres denrées	Aliments pour animaux	Vins, Alcools, Boissons	Autres marchandises	Totaux	
Danemark									370	26	18	187	47	491				162	190	41	3 279	61	5 320
Allemagne			504	6 458	352			600	145	4	609	836	442	114				100	18	302	2	144	10 278
Islande									2 929	521	89 007	19	7 029	114				7 830	443	4 613	65	278	115 261
Norvège								3 940	24 542	24 542	176 654	5 840	12 247	114				47	37	5	5	174	236 636
Suède								2 257	144 275	156 292	1 095	54	3	95				28				149	304 675
Finlande								64	1 281	137	5	3										5	491 124
Pologne	489 534									46 918	5 580	360											314 996
U.R.S.S. (Nord)	257 347	5 151			37			3 257	32 718	18 518	2			6 068					602	8	24		61 594
Canada																							
Totaux	746 881	5 673	6 460	3 151	13 106	600		12 962	250 785	441 235	13 264	20 182	6 882	96	8 167	688	5 558	3 359	835				1 539 884

Soit 22,4 % du total des marchandises entrées à Rouen en 1957 : 6 851 515 tonnes

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1957 (EN TONNES)

PAR PAYS DE DESTINATION

Pays	Houilles, Cokes et dérivés	Hydrocarbures et dérivés	Minéraux Gypses	Minéraux le construction	Pyrites, Soufre	Minéraux et résidus	Engrais	Produits chimiques	Bois	Papiers	Textiles	Métaux et Ferrailles	Outillages Machines Appareils	Matériel de transport Autos	Céréales Farines Semoules	Fruits Légumes	Sucres	Corps gras et autres dérivés	Aliments pour animaux	Vins, Alcools, Boissons	Autres marchandises	Totaux
Danemark	5 146	17 920		9				389	10	206	9	758	103	1	45 222			23		60	1 648	71 504
Allemagne	505	6 594				34 307		6							104 103					3		145 518
Islande																						
Norvège								3 056	97	85	78	747	131	604	2 236	3		10	50	362	54	17 297
Suède	33 818	2	8 764	1 018		1 534		3 967	253	2	109	1 020	274	4 544	453	27		5		1 791	10	90 973
Finlande			44 031	132		321		1 241	1 721	155	313	5 164	1 163	2 111	308	30	1	4		629	55	17 046
Pologne			3 870	274		768						445	43	5	8 351	1				8	2	9 625
U.R.S.S. (Nord)																						
Canada																						
Totaux	39 469	24 529	56 667	1 433	36 362	9 427	2 081	448	509	8 144	1 714	7 265	160 673	61	2 853	1 769	353 497					

Soit 13,4 % du total des marchandises sorties en 1957 du port de Rouen : 2 637 864 tonnes.

PRINCIPALES MARCHANDISES EN 1963 (EN TONNES)

PAR PAYS

Pays	Houilles et coques	Brais et goudrons	Produits pétroliers		Minéraux et matériaux	Pyrites - Souffres - Minéraux	Phosphates - Nitrates	Produits chimiques	Bois et ouvrages	Industrie du papier			Produits métallurgiques	Produits alimentaires												Fûts et containers vides	Autres marchandises	Totaux				
			Pétroles bruts	Autres produits pétroliers						Bois de papeterie	Pâte de bois	Papiers		Céréales	Farines	Bananes Ananases	Autres fruits	Légumes frais	Légumes secs	Corps gras Huiles	Graines oléagineuses	Sucres	Autres denrées	Aliments pour animaux	Vins				Alcools Boissons			
Danemark			1					1 524	38		7 460	526	5	1 309				6					10	341	64			3 520	13	63	15 253	
Allemagne		76	25 454		5 220			430					3 304	5 122				5					772	402	15	17	24	1	41 447			
Norvège			4	8 427	6 005			1 720	3 066		64 545	14 377	4 488									5 947	830	940		38	57	157	114 468			
Suède			6	188	27 094			4 254	21 194		143 501	60 224	7 251	1 947	1								20	981		12	32	129	272 182			
Finlande					412			950	5 729	7 785	72 465	89 870	345					798								8	620	29	178 968			
Pologne	204 553	2 555								3 763		1 416											10					4	210 751			
U.R.S.S. (Nord)	821 704							12 543	167 061	15 121														6 177			4		1 025 165			
Canada			8	3 122				1 386	1 637	30 762	10 542	940	13										2	12		9		2	52 892			
Totaux	1 026 257	2 631	25 473	12 149	38 319			10 264	44 207	209 371	313 634	167 353	15 326	8 538	1			809				141	5 954	350	22	1 998	8 564	15	3 604	754	381	1 911 126

Soit 27,4 % des marchandises entrées à Rouen en 1963 : 6 973 733 tonnes

PRINCIPALES MARCHANDISES EN 1963 (EN TONNES)

PAR PAYS

Pays	Houilles - Coques - Dérivés	Produits pétroliers				Asphalte et produits bitumeux	Minéraux et Gypses	Cieux - Ciments	Matériaux de construction	Résidus de minerais et minerais	Industrie chimique			Produits métallurgiques				Produits alimentaires							Fûts et containers vides	Autres marchandises	Totaux				
		Esence	Kérosène GO et FO	Lubrifiants Distillat.	Bitumes et dérivés						Engrais	Produits chimiques	Cabotage et matériel plastique	Acier brut	Métaux non ferreux	Ouvrages - Outillages - Machines	Autos - Matériel de transport	Céréales	Farines Semoules	Fruits Légumes	Corps gras oléagineux	Sucres	Mélasses	Autres denrées				Aliments pour animaux	Vins - Alcools - Boissons		
Danemark		1 932	2 520	596	528		3 215	25			5 279	1 854	91	100	212	158	37	22 799	102	67	2	5	1	1 996				365	1 234	26	43 276
Allemagne O.			47 927	5 613			973		3 762			5	1	100	232	1	1 633	70 307	75	33	13	5 081		7				3	1	133 727	
Norvège				71			3 398	449	1 767		97	2 092	290	100	1 280	3 023	34 788	24	29	58	3 700		10	1 617			8	16	53 104		
Suède		7 720	11 894	274			97 111	94	5		45	1 469	718	4 971	346	252	7 025	11 412		91	89	309		14			6	60	142 157		
Finlande			3	125	7		2 208	8	25 920		304	1 603	1 317	10 796	533	3 307	1 623	239 401	18 212		639	14	17	2	104	21	1 249	12	242	58 399	
Pologne								4				51																1		239 520	
U.R.S.S. (Nord)																															18 212
Canada																															
Totaux		9 652	62 344	6 679	535		106 905	457	27 810	3 770	5 725	7 074	2 517	16 229	1 523	5 060	11 719	380 330	18 413	859	176	9 112	3	2 131	1 638	2 138	1 261	344		688 395	

Soit 18,7 % du total des marchandises sorties de Rouen en 1963 : 3 675 608 tonnes

PRINCIPALES MARCHANDISES EN 1964 (EN TONNES)

Pays	Houilles et coques	Brais - Goudrons	Produits pétroliers		Minéraux et matériaux	Pyrites - Soufres Minéraux	Phosphates Nitrates	Produits chimiques	Bois et ouvrages	Industrie du papier			Métaux ferreux	Produits alimentaires												Fûts et containers vides	Autres marchandises	Totaux
			Pétroles bruts							Bois de papeterie	Pâte de bois	Papiers		Céréales	Farines	Bananes Agrumes	Autres Fruits	Légumes frais	Légumes secs	Corps gras Huiles	Graines oléagineuses	Sucres	Autres denrées	Aliments pour animaux	Vins			
Danemark			3	584				1 015	38		10 408	1	45	1 757							180	26			3 400	30	25	17 618
Allemagne Est																											5	5
Allemagne Ouest		168	36 334	7	16 090			1 037			1 002	1	9								10	210			40	10	2	55 228
Islande																												288
Norvège			18	8 565	11 705			1 886	726		49 653	28 396	1 307	33							559	4 382			48	48	100	116 919
Suède			28	138	29 573			7 095	18 589		160 651	84 864	8 407	116							14	1 288			6	10	21	315 045
Finlande		17		455				711	7 683	20	84 205	105 071	30	20							31				14	598	80	201 876
Pologne	331 950							15	4 311		5 571	110	9															343 300
U.R.S.S. (Nord)	874 482	2 173			5 186				16 078	88 913	3 930	378	103								1 318						14	992 856
Canada			10 670	2 099				648	4 454	74 098	6 125	110	107								7	1 313				11	7	100 923
Totaux	1 206 431	2 358	47 053	11 848	62 554			12 407	51 879	163 031	321 545	219 201	10 771	1 893						2 119	7 507			3 508	721	240	2 144 058	

Soit 31,2 % du total des marchandises entrées à Rouen en 1964 : 6 850 000 tonnes

PRINCIPALES MARCHANDISES EN 1964 (EN TONNES)
PAR SORTIE

Pays	Houilles - Cokes Dérivés	Produits pétroliers				Asphaltes et produits bitumeux	Minéraux Gypses	Chaux - Ciments	Matériaux de construction	Résidus de minerais et minéraux	Industrie chimique		Produits métallurgiques				Produits alimentaires							Fûts et containers vides	Autres marchandises	Totaux					
		Essence	Kérosène GO et FO	Lubrifiants Distillat.	Bitumes et dérivés						Engrais	Produits chimiques	Métaux ferreux	Métaux non ferreux	Ouvrages - Outillages - Machines	Autos - Matériel de transport	Céréales	Farines Semoules	Fruits Légumes	Corps gras	Sucres	Mélasses	Autres denrées				Aliments pour animaux	Vins - Alcools - Boissons			
Danemark				1 225		11	9 557			1	6 459	1 868	35	474	138	37	41	180 084	32												200 152
Allemagne Est												15						120 303												120 303	
Allemagne Ouest		72 587	12 368	1 047			2 541											67 725	32											156 566	
Islande																															
Norvège		1	123				34 593	2 120	55	1	390	3 007	307	1 209	390	1 676	1 130	18 782	22	25	22									65 430	
Suède		1 826	253	1			105 248	4	223	2	16	3 041	345	1 204	2 388	358	3 456	9 713	8	40	353	1			46	11	620	342	14	30	134 307
Finlande		8	232			5	5 548	24	10 877		460	3 203	1 288	11 742	871	4 312	10 648	46	1		22	2			722			1 568	10	142	53 228
Pologne							49											245 501												245 624	
U.R.S.S. (Nord)																	38													33 689	
Canada																		11 000												11 000	
Totaux		74 422	14 201	1 048	16	157 536	2 148	11 155	4	7 325	11 134	3 181	19 100	3 787	6 397	15 313	653 154	33 784	65	397	3			776	631	2 044	774	1 582	1 020 299		

Soit 24 % du total des marchandises sorties de Rouen en 1964 : 4 235 000 tonnes

Le trafic du port du Havre avec les pays du Nord

Chaque année, depuis 1949, de 300 000 à 500 000 tonnes de marchandises sont transitées au Havre, en provenance ou à destination des pays du Nord.

En 1961, ce trafic a été de 637 424 tonnes. Mais, cette année-là, les statistiques portuaires englobent sous une même rubrique le Canada, les ports des grands lacs des Etats-Unis et ceux de la côte pacifique des Etats-Unis, ce qui contribue à gonfler les chiffres des tonnages. En 1952 également, le cap des 500 000 tonnes a été franchi (502 708 tonnes) grâce à des exportations importantes et inhabituelles de produits pétroliers en direction de la Finlande et de la Norvège.

1957 et 1958 ont été, depuis 1949, les deux années les plus faibles, avec respectivement 287 213 et 273 250 tonnes. Une baisse de trafic avec la Norvège et la Suède en 1957, avec la Pologne en 1958 était responsable de cette chute.

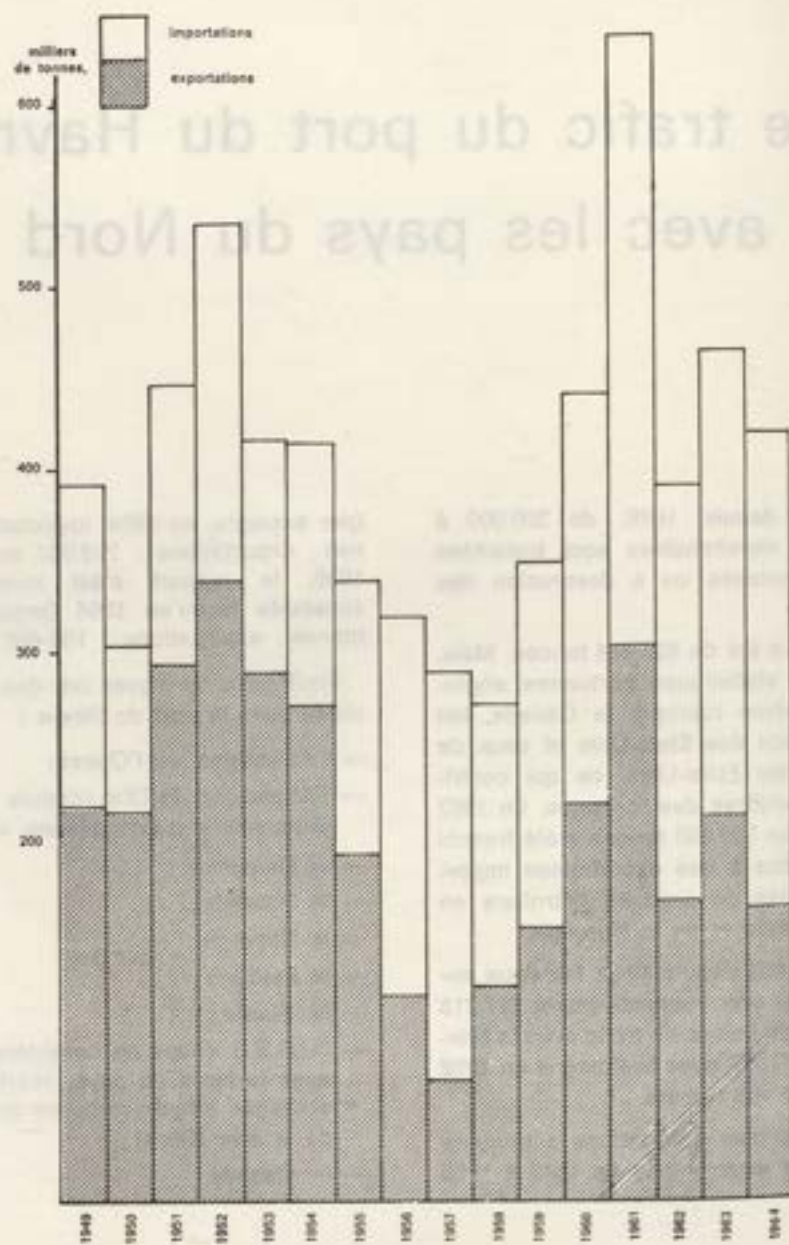
Le rapport importations-exportations a toujours été à l'avantage des exportations de 1949 à 1955

(par exemple, en 1954, importations : 144 690 tonnes ; exportations : 273 027 tonnes). A partir de 1956, le rapport s'est inversé d'une façon constante jusqu'en 1964 (importations : 263 221 tonnes ; exportations : 158 456 tonnes).

Neuf pays nordiques ont des relations commerciales avec le port du Havre :

- l'Allemagne de l'Ouest ;
- l'Allemagne de l'Est (depuis 1961 — et il s'agit uniquement d'exportations vers ce pays) ;
- le Danemark ;
- la Finlande ;
- la Norvège ;
- la Pologne ;
- la Suède ;
- l'U.R.S.S. (nous ne considérerons que le trafic avec le Nord du pays, écartant les importants arrivages d'hydrocarbures que Le Havre reçoit de la mer Noire) ;
- le Canada.

LE HAVRE : TRAFIC AVEC LES PAYS DU NORD



COMMERCE AVEC L'ALLEMAGNE DE L'OUEST

Les échanges avec l'Allemagne de l'Ouest sont dominés par le marché des hydrocarbures, aux entrées comme aux sorties, et les variations importantes de trafic avec ce pays s'expliquent par la hausse ou la baisse de tonnage de ces produits.

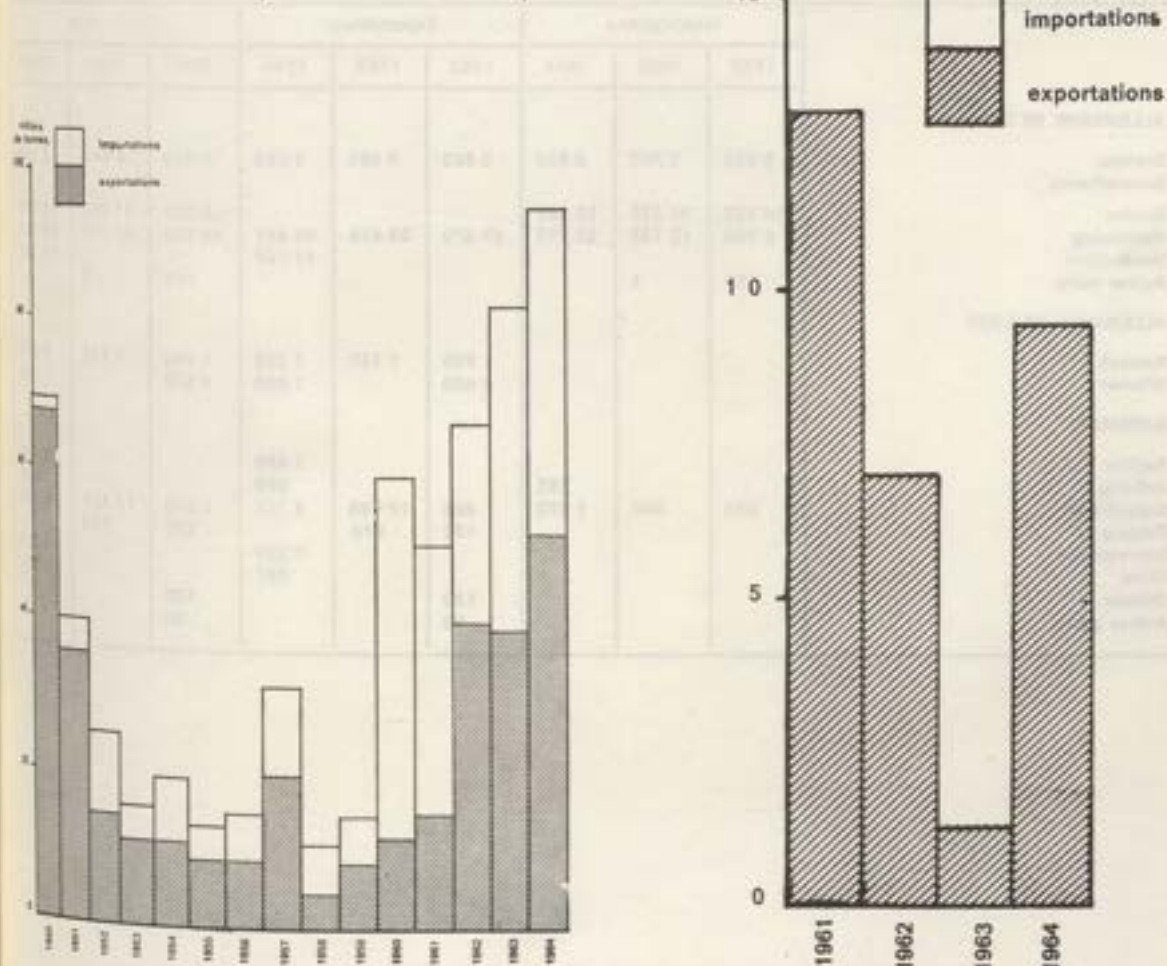
De 1950 à 1957, les exportations ont été plus élevées que les importations ; les années suivantes, tantôt les premières, tantôt les secondes venant en tête. Depuis 1960, et après une chute sévère (1958 : 11 965 tonnes), le trafic avec l'Allemagne de l'Ouest s'est remarquablement développé (en 1964 : 94 850 tonnes d'hydrocarbures, dont 44 860 aux sorties et 26 490 aux entrées). Le port du Havre expédie également vers la République fédérale des produits alimentaires (4 613 tonnes en 1960), des produits chimiques et du caoutchouc (5 303 tonnes en 1961). Il reçoit des minerais et des métaux (7 721 tonnes en 1952).

Durant les trois dernières années, Le Havre a commercé avec Brême, Emden, Hambourg, Norderham. Emden (mais il s'agit d'un trafic à sens unique : Le Havre n'a pas exporté le moindre tonnage vers Emden) et surtout Hambourg (60 926 tonnes en 1964) sont les deux principaux clients ouest-allemands du port autonome.

COMMERCE AVEC L'ALLEMAGNE DE L'EST

Depuis 1961, le port du Havre expédie vers l'Allemagne de l'Est des produits alimentaires et des céréales, en assez faible quantité d'ailleurs (8 925 tonnes en 1964).

Rostock et Wismar ont bénéficié de ces envois.



TRAFIC DU PORT DU HAVRE AVEC L'ALLEMAGNE (O. et E.)
ET LE DANEMARK

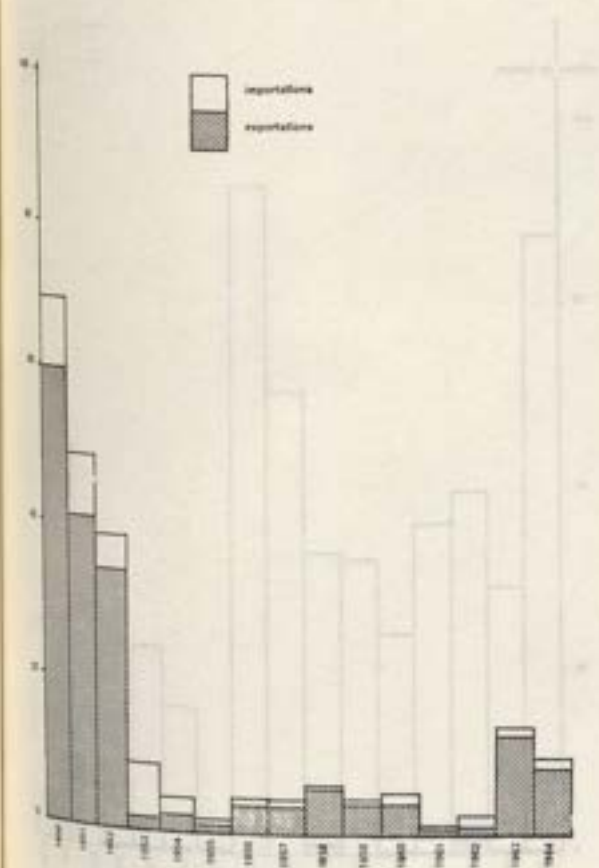
	Importations			Exportations			Trafic total		
	1962	1963	1964	1962	1963	1964	1962	1963	1964
ALLEMAGNE DE L'OUEST									
Bremen	2 210	1 780	4 315	2 862	3 483	1 673	5 072	5 443	5 988
Bremerhaven									
Emden	16 622	31 217	15 169				16 222	31 217	15 169
Hambourg	6 703	12 123	22 115	37 472	33 416	38 511	44 175	45 539	40 930
Nordenham						12 767			12 767
Autres ports	171	1					171	1	
ALLEMAGNE DE L'EST									
Rostock				1 950	1 127	7 325	1 950	1 127	7 325
Wismar				4 600		1 600	4 600		1 600
DANEMARK									
Aarhus						1 470			1 470
Aalborg			252			598			850
Copenhague	804	497	1 073	406	12 980	5 171	1 210	13 477	4 244
Esbjerg				172	874		172	874	
Norresundby						1 229			1 229
Skive						557			557
Odense				130			130		
Autres ports				20			20		

COMMERCE AVEC LE DANEMARK

D'assez importants tonnages de produits pétroliers ont été exportés vers le Danemark en 1949, 1950, 1951, 1952 (54 381 tonnes en 1950). Puis ce trafic a été considérablement ralenti, et les échanges entre le Danemark et Le Havre qui avaient atteint 70 729 tonnes en 1950, sont tombés à 1171 tonnes en 1961. En 1963, 13 492 tonnes d'hydrocarbures ont permis une remontée (14 351 tonnes de marchandises transitées); en 1964, 3 454 tonnes de céréales expédiées vers le Danemark devaient maintenir, ou à peu près, le volume des échanges de l'année précédente.

En ce qui concerne les importations, leurs tonnages ont toujours représenté une faible part du trafic global. Il faut remonter aux années comprises entre 1949 et 1954 pour trouver quelques tonnages notables de produits alimentaires (7 417 tonnes en 1950). Mais en 1961, par exemple, les importations ont été réduites à 81 tonnes.

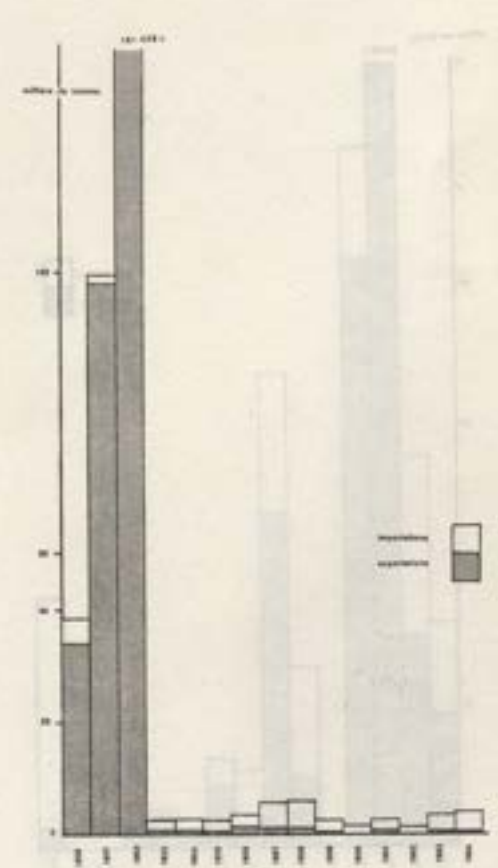
Ces trois dernières années, le port du Havre a surtout été en liaison avec Copenhague.



COMMERCE AVEC LA FINLANDE

En 1950, 1951, 1952, le trafic du port du Havre avec la Finlande — de même que le trafic avec le Danemark — a été marqué par de grosses exportations d'hydrocarbures (154 699 tonnes en 1952). Dès 1953, ces exportations ont cessé et les échanges commerciaux ont été très fortement réduits (2 101 tonnes en 1953). Leur volume, malgré quelques variations (5 630 tonnes en 1957), est demeuré mince (3 566 tonnes en 1964). Aussi bien aux exportations qu'aux importations, une seule marchandise est représentée le plus souvent d'une façon notable : le bois. On remarque toutefois, en 1963, 651 tonnes de produits chimiques expédiés du Havre vers la Finlande; en 1957, 2 536 tonnes de produits pétroliers reçus au Havre; et, en 1958, 2 705 tonnes de minerais.

Six ports finlandais ont commercé, ces trois dernières années, avec le port du Havre; Mantyluoto, du moins en ce qui concerne les importations, a assuré la majeure partie du trafic Le Havre-Finlande.



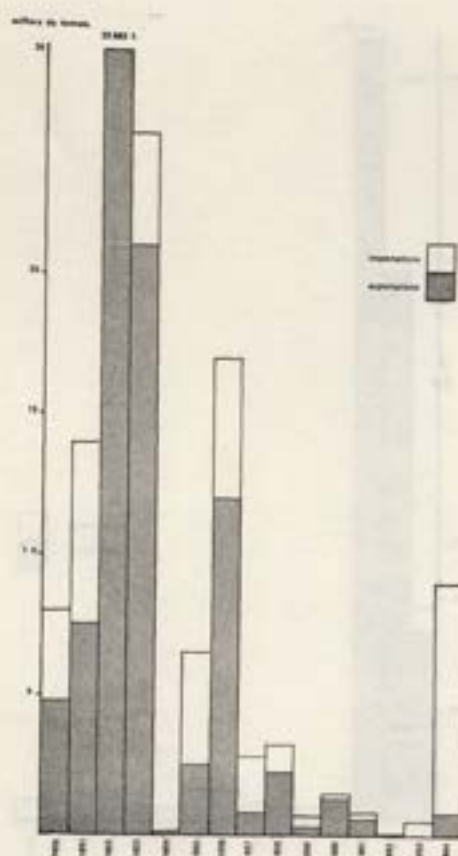
COMMERCE AVEC LA NORVÈGE

En 1950, 1951, 1952, 1953 et 1956, le port du Havre a expédié en direction de la Norvège des tonnages d'hydrocarbures. C'est en 1952 que ce trafic a atteint son maximum, avec 28 974 tonnes de produits pétroliers. Le trafic global a été, cette année-là, de 32 662 tonnes.

Les autres marchandises transitées au Havre à destination ou en provenance de Norvège sont : à l'exportation, quelques céréales (770 tonnes en 1961) ; à l'importation, des huiles et farines de poissons (6 570 tonnes en 1951) mais seulement 762 tonnes en 1964). On relève également un arrivage de métaux en 1958 (1 000 tonnes) et surtout en 1964 (7 531 tonnes). Il s'agit, en majeure partie, d'aluminium et d'alliage.

Kristiansand S, Mosjoen et Sandelfjord se sont partagées, les trois dernières années, la plus grande part du trafic Le Havre-Norvège.

Source : Direction des Douanes, Direction des Services de Commerce Extérieur, Direction des Services de Navigation Maritime.

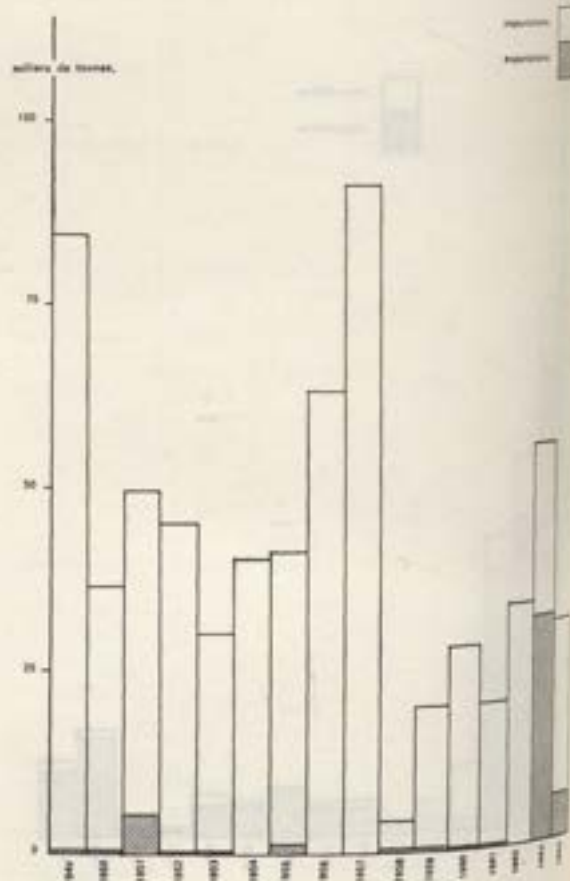


COMMERCE AVEC LA POLOGNE

Les échanges du port du Havre avec la Pologne sont largement dominés par les arrivages de houilles, arrivages qui ont atteint 109 146 tonnes en 1948, 92 625 tonnes en 1957, et sont brutalement tombés à 3 391 tonnes en 1958. Depuis 1959, ils avoisinent 20 000 tonnes (24 416 tonnes en 1964). Les exportations à destination de la Pologne sont souvent très faibles, voire inexistantes (en 1956, 1957, 1961, 1962). Il faut cependant prêter attention aux 5 083 tonnes de machines et automobiles expédiées en 1951, et aux exportations de céréales de 1963 (32 815 tonnes) et de 1964 (537 tonnes).

Gdynia et surtout Gdansk sont les principaux correspondants polonais du Havre.

Source : Direction des Douanes, Direction des Services de Commerce Extérieur, Direction des Services de Navigation Maritime.



TRAFFIC PORT OF HAVRE

TRAFFIC DU PORT DU HAVRE
AVEC LA FINLANDE, LA NORVÈGE ET LA POLOGNE

	Importations			Exportations			Trafic total		
	1962	1963	1964	1962	1963	1964	1962	1963	1964
FINLANDE									
Abo (ou Turku)					651			651	
Helsinki			789			101			890
Kotka			393						393
Kristinestad			675						675
Leningrad			529						529
Martbylono	1 046	1 596	1 079				1 046	1 596	1 079
Autres Ports	289	1 091			1		289	1 092	
NORVÈGE									
Frederikstad						631			631
Kristiansand S			2 264						2 264
Molde			5 267						5 267
Oslo			1			200			201
Sandness	200	245	762				200	245	762
Tromsø						13			13
Autres ports		319			4			323	
POLOGNE									
Gdansk	19 113	21 143	22 520				19 113	21 143	22 520
Gdynia	13 320	231	2 122		426	6 380	13 320	657	8 502
Szczecin	766	744	451				766	744	451
Autres ports					32 815			32 815	

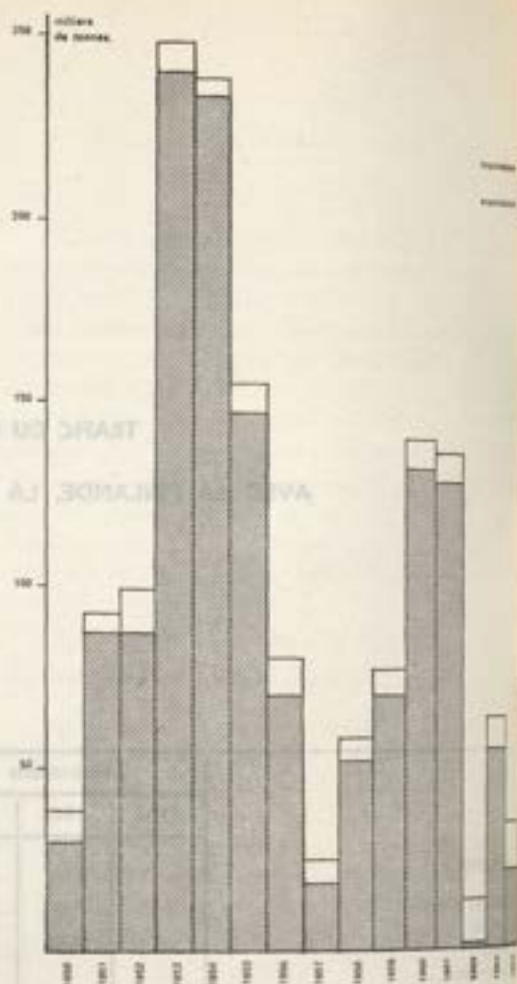
COMMERCE AVEC LA SUÈDE

La Suède est le plus gros client nordique du port du Havre, pour les hydrocarbures. Ce trafic a atteint son sommet en 1953 et 1954 (240 015 tonnes en 1953). En 1957, Le Havre n'a expédié que 17 562 tonnes de produits pétroliers en direction de la Suède. Puis les expéditions ont repris (128 127 tonnes en 1961), sont devenues pratiquement inexistantes en 1962 (222 tonnes) et en 1963 et 1964 se sont maintenues à un niveau assez bas (16 562 tonnes en 1964).

En 1963, le port autonome a expédié 22 577 tonnes de sucre vers la Suède, 2 784 tonnes en 1964. Il faut mentionner également 2 153 tonnes de ferro-alliages en 1964.

Le bois est la principale marchandise suédoise importée par Le Havre : de 7 000 tonnes à 10 000 tonnes tous les ans. Le port normand reçoit, en outre, quelques quantités de minerais : 610 tonnes en 1964.

Une vingtaine de ports suédois ont commercé avec Le Havre en 1962, 1963, 1964. Stockholm, Malmö, Gothenburg ont reçu ou expédié les plus forts tonnages à destination ou en provenance du Havre.



TRAFIC DU PORT DU HAVRE
AVEC LES PRINCIPAUX PORTS DE SUÈDE

	Importations			Exportations			Trafic total		
	1962	1963	1964	1962	1963	1964	1962	1963	1964
SUÈDE									
Domsjö			1 490						1 490
Gefle	551	372	2 030	51	947	1 516	602	1 319	2 544
Gothenburg					7 838	16 562		7 838	16 562
Haparanda			693						693
Hernösand	352		1 052				352		1 052
Hudiksvall	284	110					284	110	
Kalmar	903			80			983		
Kramfors			518						518
Kristinehamn	434	1 250	2 616				434	1 250	2 616
Malmö					22 072	2 784		22 072	2 784
Norrköping	2 010		367				2 010		367
Skellefteå			610						610
Oxelösund	2 543						2 543		
Söderhamn	312		510				312		510
Stockholm	1	2		91	24 926	726	92	24 928	726
Stugsund	901	688	1 206				901	688	1 206
Sundsvall	385	472					385	472	
Uddevalla	202	423	209				202	423	209
Vesterås	521	410					521	410	
Autres ports	4 317	5 194					4 317	5 194	

COMMERCE AVEC L'U.R.S.S. (Nord)

REVUE DE TRAVAIL
 (1964) J.B.A.U.J. D.V.A.

Après le Canada, l'U.R.S.S. a été ces dernières années le pays du Nord qui a le plus commercé avec Le Havre. La houille constitue la plus grande part des importations havraises en provenance du nord de l'Union soviétique. Le charbon russe est arrivé au Havre à la cadence d'une vingtaine

de milliers de tonnes chaque année, jusqu'en 1960, (cependant, on note 48 956 tonnes en 1958). Les quatre dernières années les arrivages de houilles ont augmenté jusqu'à atteindre 69 647 tonnes en 1963, et 67 403 tonnes en 1964.

De petites quantités de bois (1 823 tonnes en 1956) et un arrivage de céréales en 1959 (38 469 tonnes) complètent l'inventaire des importations.

Les exportations du port du Havre à destination de l'U.R.S.S. du Nord (1), pratiquement nulles jusqu'en 1957 (sauf en 1954 et en 1955, années au cours desquelles le port autonome a expédié des produits alimentaires, environ 10 000 tonnes chaque année), se sont considérablement amplifiées et diversifiées à partir de 1958. En 1960, 1961 et 1962, elles ont même été supérieures aux importations (en 1962 : importations, 47 141 tonnes ; exportations, 79 299 tonnes). 1963 et 1964 semblent amorcer une courbe descendante.

Métaux, machines, automobiles, caoutchouc, fibres textiles, vêtements : telles sont les principales marchandises que l'Union soviétique a reçues du Havre.

Voici les tonnages maximum de ces produits :

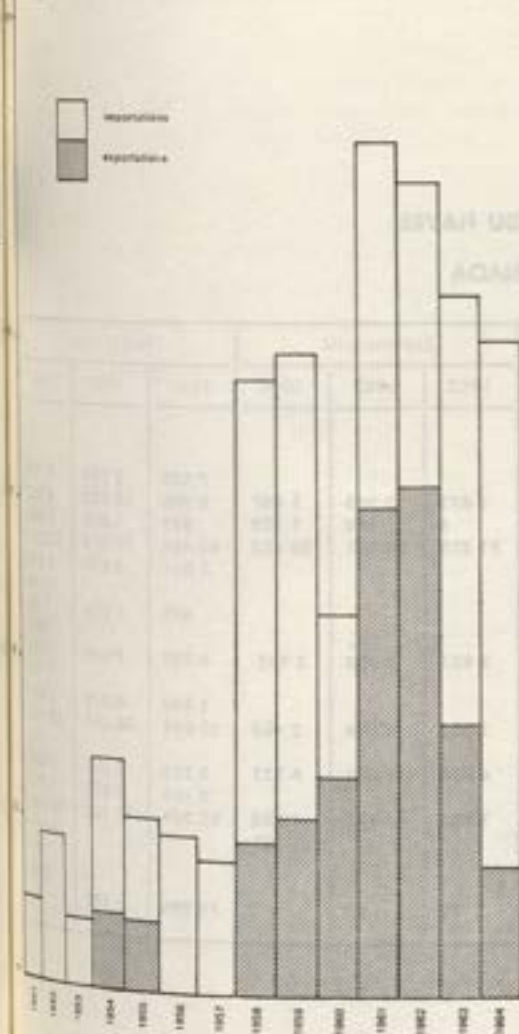
- Métaux : 18 445 tonnes en 1962.
- Machines, automobiles : 18 609 tonnes en 1962.
- Caoutchouc : 35 431 tonnes en 1961.
- Vêtements, fibres textiles : 9 847 tonnes en 1962.

Une dizaine de ports du nord de l'U.R.S.S. ont eu des relations commerciales avec Le Havre en 1962, 1963 et 1964.

Klaipeda et Ventpils pour les importations, Riga et Leningrad pour les exportations ont été les principaux fournisseurs ou clients du Havre.

(1) En ce qui concerne les exportations du Havre vers l'U.R.S.S., nous avons pu constater que durant les trois dernières années (1964, 1963, 1962), elles avaient toujours été faites en direction des ports du Nord, à l'exclusion de ceux de la mer Noire. Pour les années antérieures, nous supposons qu'il en a été de même. Mais nous n'avons aucune certitude à ce sujet.

Année	Importations	Exportations
1953	122 500	10 000
1954	100 000	10 000
1955	100 000	10 000
1956	100 000	10 000
1957	100 000	10 000
1958	100 000	10 000
1959	100 000	10 000
1960	100 000	10 000
1961	100 000	10 000
1962	100 000	10 000
1963	100 000	10 000
1964	100 000	10 000



**TRAFIC DU PORT DU HAVRE
AVEC L'U.R.S.S. (Nord)**

	Importations			Exportations			Trafic total		
	1962	1963	1964	1962	1963	1964	1962	1963	1964
U.R.S.S. (Nord)									
Archangel	1 730		1 106				1 730		1 106
Kaliningrad				5 398			5 398		
Klaipeda	40 986	66 409	55 036	5 262	521		46 248	66 930	51 056
Leningrad	2 187	2 871	3 655	31 358	7 692	4 881	33 545	10 563	8 536
Liepaja				2 310	710	1 581	2 310	710	1 581
Riga	2 553	6 778	1 054	32 306	20 103	7 487	34 859	26 881	8 547
Tallinn (Reval)					2 009			2 009	
Ventspils (ou Windau)	11 162	16 255	25 103		3 953	6 898	11 162	20 208	31 001
Vladivostock			210						210
Autres ports	21 190	15 862		1 982			23 172	15 862	

**TRAFIC DU PORT DU HAVRE
AVEC LE CANADA**

	Importations			Exportations			Trafic total		
	1962	1963	1964	1962	1963	1964	1962	1963	1964
CANADA									
Walton	7 335	8 750	7 793				7 335	8 750	7 793
Halifax	933	13 439	2 560	1 875	2 393	1 457	2 808	15 832	4 857
Hamilton	687	1 197	1 676	6	502	1 292	693	1 699	2 968
Montréal	40 140	11 422	17 561	21 328	20 151	20 825	61 468	31 573	38 296
New Westminster	1 011	3 010	1 260				1 011	3 010	1 260
Port Alberni			68						68
Port Alfred	693	1 053	22				693	1 053	22
Port Alice			301						301
Québec	6 058	5 429	3 971	3 931	3 600	3 262	9 989	9 029	7 233
Rose au rue			54						54
Sarnia	1 394	6 018	5 851				1 394	6 018	5 851
St John's	8 630	32 702	16 675	1 435	2 308	2 463	10 065	35 010	19 138
Sidney			91						91
Toronto	1 080	734	1 107	4 074	3 923	6 521	5 154	4 657	7 628
Three rivers (Trois Rivières)	2 164	3 052	5 295				2 164	3 052	5 295
Vancouver (Côte O)	9 556	10 951	24 958	1 803	1 174	1 550	11 359	12 125	26 583
Victoria (Côte O)			1 132			121			1 253
Windsor			151						151
Erie			226						226
Autres ports	16 310	1 129		70	50		16 380	1 179	

COMMERCE AVEC LE CANADA

Le trafic maritime du Havre avec le Canada est d'une façon générale, le plus important de ceux que le port normand entretient avec les pays du nord. Il est cependant arrivé que le trafic global avec la Suède ou l'Allemagne de l'Ouest le dépasse, grâce aux seuls hydrocarbures ; et depuis quelques années, le trafic du Havre avec l'U.R.S.S. approche globalement de très près celui avec le Canada.

Le volume des échanges commerciaux suit une progression lente mais quasi constante et oscille, depuis plusieurs années, entre 90 000 et 130 000 tonnes (1).

Le Havre importe du Canada des céréales, des oléagineux, des métaux, des machines, du caoutchouc, du bois et des pâtes de bois, des minéraux, des produits chimiques et diverses denrées.

Le Canada n'expédie pas tous les ans des céréales vers le Havre. En 1962, le plus gros arrivage a été enregistré : 42 623 tonnes. Mais, en 1963, ces tonnages tombaient à 13 382 tonnes et, en 1964, à 233 tonnes.

Les oléagineux, qui représentaient 20 659 tonnes en 1954, 18 348 tonnes en 1959, n'atteignent plus que 4 044 tonnes en 1964.

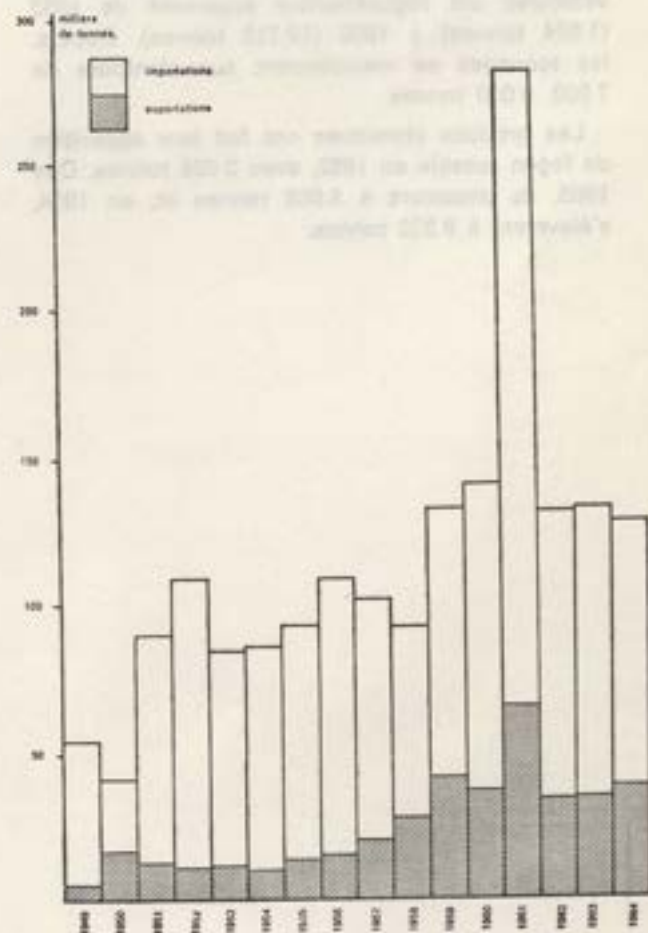
Le marché des métaux — essentiellement du cuivre et de l'aluminium — est très fluctuant. On relève 28 000 tonnes environ en 1948, 1959 et 1960. Mais seulement 5 000 tonnes en 1951, 6 000 tonnes en 1954, 7 000 tonnes en 1963. En 1964, 15 853 tonnes de métaux ont été débarquées.

De 1948 à 1960, de 3 000 à 4 000 tonnes de machines et véhicules sont arrivées au Havre en provenance du Canada, chaque année. Depuis 1962, ces chiffres ont été réduits de moitié.

Une dizaine de milliers de tonnes de caoutchouc arrive chaque année au Canada. En 1957, 18 037 tonnes ont constitué l'importation record.

De 10 000 à 20 000 tonnes de bois et de papier sont entrées, de 1951 à 1957. Ce trafic a presque complètement disparu en 1958, 1959, 1960. Il s'est réactivé à partir de 1962 (16 847 tonnes en 1962,

20 774 tonnes en 1963, 29 054 tonnes en 1964). Mais alors qu'auparavant les pâtes de bois et le papier étaient très largement majoritaires (en 1955, 10 773 tonnes de papier, 14 982 tonnes de pâtes de bois et seulement 1 357 tonnes de bois), le bois prend de plus en plus le pas sur le papier et la pâte de bois. (En 1964, 19 906 tonnes de bois, 9 148 tonnes de pâtes de bois, 198 tonnes de papier).



Une dizaine de milliers de tonnes de minéraux bruts, dont une grande part est l'amiante, débarquent chaque année au Havre. En 1951 et 1952, les tonnages de minéraux ont doublé (21 873 tonnes en 1952).

Pendant deux années, Le Havre a reçu du Canada des produits pétroliers : 22 438 tonnes en 1963, 5 167 tonnes en 1964.

Depuis 1949, les exportations du port du Havre vers le Canada ont toujours été plus faibles que les importations ; mais, par petits paliers, elles sont passées de 4 697 tonnes en 1949, à 37 495 tonnes en 1964. Des produits sidérurgiques, des machines et des véhicules, des produits chimiques, des boissons sont les principales marchandises exportées. Il en est bien d'autres, ce trafic se caractérisant par une très grande diversité.

De 5 000 à 8 000 tonnes de produits sidérurgiques, d'acier brut, de ferro-alliage, de métaux non ferreux sont expédiées chaque année du Havre vers le Canada. Les envois de machines et de véhicules ont régulièrement augmenté de 1953 (1 974 tonnes) à 1959 (12 712 tonnes). Depuis, les tonnages se maintiennent aux alentours de 7 000, 8 000 tonnes.

Les produits chimiques ont fait leur apparition de façon notable en 1962, avec 3 028 tonnes. Dès 1963, ils passaient à 5 968 tonnes et, en 1964, s'élevaient à 8 332 tonnes.



BOISSA Boissons sans alcool, boissons avec alcool, vins, partent tous les ans du Havre pour le Canada (3 965 tonnes en 1964) ainsi que de nombreuses denrées (produits laitiers, fruits, légumes, miel, confiserie, etc. : 1 329 tonnes en 1963).

Le Havre a été relié à une vingtaine de ports canadiens pendant les trois dernières années. Six de ces ports sont situés sur la côte Ouest ; parmi eux, seul Vancouver a non seulement exporté vers Le Havre, mais aussi importé. Montréal, Québec et St-John, sur la côte Est, ont eu les relations commerciales les plus actives avec Le Havre.

(1) Les statistiques portuaires ont réuni sous le même rubrique, en 1959 et en 1960, le Canada et les ports de Etats-Unis des grands lacs. D'où un bond de 40 000 tonnes environ. En 1961, la côte pacifique des Etats-Unis ayant été jointe à son tour, le saut a été plus spectaculaire encore (trafic global en 1961 : 279 762 tonnes). Le trafic de 1962 (130 513 tonnes) est donc, au vrai, en progrès et non en baisse si on le compare à celui de 1958 (94 353 tonnes), année où le Canal était considéré comme une entité.

En revanche, il ne semble pas que l'exclusion de la côte ouest du Canada — laquelle ne paraît pas dans les statistiques des sorties en 1955 et 1956 — ait eu des incidences notables sur les chiffres des trafics.

IMPORTATIONS EN PROVENANCE DES PAYS DU NORD

Pays	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Allemagne de l'Ouest			1 517	3 744	11 062	3 991	6 870	6 392	8 338	11 170	7 473	6 375	46 614	35 625	25 706	45 121	41 599
Allemagne de l'Est			9 045	7 107	2 732	6 409	1 877	415	425	473	421	287	1 646	81	804	497	1 325
Danemark			2 715	2 791	1 131	1 752	1 926	1 822	1 380	4 990	4 727	1 868	822	1 251	1 335	2 687	3 465
Finlande	40 261	41 012	2 186	6 591	2 528	4 051	4 000	4 000	4 500	2 029	1 000	400	503	200	200	564	8 294
Norvège			37 061	43 555	45 593	30 038	41 194	41 710	63 947	92 956	4 103	18 930	27 955	19 758	33 758	22 118	25 093
Pologne			8 528	4 443	10 973	9 022	2 927	7 219	8 743	6 156	5 059	6 229	9 732	7 653	13 716	8 921	11 301
Suède			12 926	21 543	9 760	9 760	19 863	17 167	25 905	20 043	65 327	69 659	32 914	55 482	47 141	79 900	81 392
U.R.S.S. (Nord)			28 150	77 484	99 998	67 720	70 033	77 608	96 145	83 027	68 105	93 456	104 798	213 163	95 991	98 706	90 752
Canada	89 221	49 715															
Totaux	238 098	174 782	89 202	158 641	195 540	132 743	144 690	156 334	209 443	220 844	156 215	197 204	224 994	333 213	218 651	238 114	263 221

EXPORTATIONS A DESTINATION DES PAYS DU NORD

Pays	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Allemagne de l'Ouest			68 023	36 300	14 504	12 550	12 750	7 158	7 318	20 884	4 492	8 190	12 770	15 337	40 334	37 099	53 251
Allemagne de l'Est			26 155	41 483	34 926	1 694	2 128	1 119	4 128	3 911	6 128	4 205	3 498	1 090	6 550	1 127	8 925
Danemark			10 345	97 739	160 308	349	459	577	1 567	1 166	903	434	248	803	728	13 854	9 025
Finlande			8 637	7 544	30 134	21 096	79	2 536	12 788	714	2 342	246	928	773		652	101
Norvège			4 866	5 728	136	127	999	999	184	184	417	184	652	25		4	844
Pologne			433	5 728	136	127	235 419	147 818	70 772	17 994	52 850	70 392	132 029	129 236		33 241	6 380
Suède			165 138	29 028	88 015	240 830	12 442	11 811	51	734	23 655	28 018	33 600	76 847	222	55 783	21 588
U.R.S.S. (Nord)			4 697	12 636	9 125	10 096	9 714	13 133	14 831	20 966	26 248	41 014	34 778	66 599	79 299	34 988	20 847
Canada															34 522	34 100	37 495
Totaux	217 423	215 204	290 565	337 143	286 742	273 027	185 151	111 475	66 369	117 035	152 683	218 503	218 503	304 211	161 655	210 848	158 456

ANNEXE IV - EXPORTATIONS EN PAYS DU NORD (1948-1964)

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1949 (EN TONNES)

Pays	Produits pétroliers	Produits chimiques	Minerais Métaux	Graines Céréales	Machines Autos	Matériaux de construction	Eaux - Vins Alcools	Textiles	Peaux - Cuirs	Bois	Produits alimentaires	Divers	Totaux
Allemagne										386	1 632		2 018
Canada		13	64		285	286	882	61	241	28	851	1 986	4 697
Danemark	22 166	44	146	2 785	32	102	237	240	7	56	13	327	26 155
Finlande	10 345												10 345
Norvège	6 609		300		160		6		8	1 235		319	8 637
Pologne			300									133	433
Suède	162 680		26		530	15	544			34	1 054	255	165 138

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1950 (EN TONNES)

Allemagne	64 722	93	38	50	8		5	209	10	1 667	267	954	68 023
Canada		65	8 634		289	1 408	1 025	274	239	94	430	3 882	16 340
Danemark	54 381	96	87	279	134	18	346	88	6	481	467	5 301	61 684
Finlande	29 318											5 452	34 770
Norvège	4 185					31	18			181	223	228	4 866
Pologne					431			34				28	493
Suède	20 367		6 650		184		728			268	283	548	29 028

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1951 (EN TONNES)

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Minerais Métaux	Graines Céréales	Machines Autos	Matériaux de construction	Liquides	Textiles	Peaux Cuirs	Bois	Produits alimentaires	Produits chimiques	Divers	Totaux
Allemagne		33 893	14	5	5		12		28	871	551	37	871	36 300
Canada			1 007	335	1 375	3 063	1 754	51	242	104	589	36	4 080	12 636
Danemark	722	37 062	136	101	25	17	130	28		454	348	57	2 403	41 483
Finlande		93 450			11		148			545			3 585	97 739
Norvège		7 451								92			1	7 544
Pologne			78		5 083			47					520	5 728
Suède		87 033	1 132		63		673			132		20	82	89 135

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1952 (EN TONNES)

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Minerais Métaux	Graines Céréales	Machines Autos	Matériaux de construction	Liquides	Textiles	Peaux Cuirs	Bois	Produits alimentaires	Produits chimiques	Divers	Totaux
Allemagne		8 737	194	10			41	51	32	816	865	56	3 702	14 504
Canada			371	121	1 233	1 650	1 682	454	515	184	518	2	2 395	9 125
Denemark		33 809	30	241	224		169	8		28	28	293	124	34 926
Finlande		154 699								140			5 469	160 308
Norvège		28 974			334						37	2	787	30 134
Pologne			32		104									136
Suède		86 112	79		131		1 410			196			87	88 015

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1953 (EN TONNES)

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Produits chimiques	Minerais Métaux	Machines Autos	Matériaux de construction	Textiles	Peaux Cuirs	Bois Papiers	Produits alimentaires	Liquides	Graines Céréales	Divers	Totaux
Allemagne		6 957	50	626	112		819	61	208	1 120	108	61	2 428	12 550
Canada			126	49	1 974	280	278	731	4	1 753	2 172	36	2 693	10 096
Denemark			151	37	70	913			152	42	87	149	93	1 694
Finlande							349							349
Norvège		20 946		150										21 096
Pologne					127									127
Suède		240 015			133				14		509	27	132	240 830

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1954 (EN TONNES)

Allemagne		7 047	128	779	195	44	330	34	219	308	78	28	3 600	12 790
Canada			231	302	1 492	612	225	373	828	1 202	2 636	46	1 767	9 714
Denemark		1 216	97	51	96		4		128	32	69	94	341	2 128
Finlande				229					228				2	459
Norvège				75										75
Suède		229 736									5 602		81	235 419
U.R.S.S. (Nord)									12 442					12 442

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1955 (EN TONNES)

Allemagne		1 641	239	880	157	72	559	12	921	2 029	134		514	7 158
Canada (Côte Est)		23	191	723	2 351	396	337	538	686	1 348	3 354	151	3 035	13 133
Denemark		24	6	255	26		23	4	150	68	81	83	399	1 119
Finlande									553	24				577
Norvège											2 536			2 536
Pologne										999				999
Suède		140 996							180		6 642			147 818
U.R.S.S. (Nord)									5 178	6 633				11 811

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1956 (EN TONNES)

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Produits chimiques	Minerais Métaux	Machines Autos	Matériaux de construction	Textiles	Peaux Cuirs	Bois Papiers	Produits alimentaires	Liquides	Graines Céréales	Divers	Totaux
Allemagne		1 318	66	191	131		1 715	56	233	2 215	129	56	1 208	7 318
Canada (Côte Est)			503	734	2 008	409	302	459	985	1 113	3 828	53	4 457	14 851
Danemark		5	2 721	38	75				12	49	60	55	1 113	4 128
Finlande					120				1 447					1 567
Norvège		12 788												12 788
Suède		70 772												70 772
U.R.S.S. (Nord)				1	6		2				3	6	33	51

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1957 (EN TONNES)

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Produits chimiques	Minerais Métaux	Machines Autos	Matériaux de construction	Textiles	Peaux Cuirs	Bois Papiers	Produits alimentaires	Liquides	Graines Céréales	Divers	Totaux
Allemagne		15 495		189	247		387	7	632	1 967	164		1 796	20 884
Canada				2 039	2 446	2 257	335	760	922	897	3 654	50	7 606	20 966
Danemark		5	3 268	305				5		32	23	42	231	3 911
Finlande					65				1 101					1 166
Norvège												714		714
Suède		17 562		362	65								5	17 994
U.R.S.S. (Nord)			153		41			138		278	59	15	50	734

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1958 (EN TONNES)

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Produits chimiques	Minerais Métaux	Machines Autos	Matériaux de construction	Textiles	Peaux Cuirs	Bois Papiers	Produits alimentaires	Liquides	Graines Céréales	Divers	Totaux
Allemagne		21	91	263	72		817	14	1 035	849	131	493	706	4 492
Canada			589	1 111	8 032	2 293		889	743	991	3 369	84	8 147	26 248
Danemark		5 802	2	85					41		26		172	6 128
Finlande									903					903
Grönland					268									268
Ile Kerguelen					168									168
Norvège												2 342		2 342
Pologne							417							417
Suède		52 131	712									6	1	52 850
U.R.S.S. (Nord)			77	12 006	528		8 236	67		253	30		2 458	23 655

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1959 (EN TONNES)

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Produits chimiques	Minerais Métaux	Machines Autos	Matériaux de construction	Textiles	Peaux Cuirs	Bois Papiers	Produits alimentaires	Liquides	Graines Céréales	Divers	Totaux
Allemagne			51	1 812	42	10	939	25	2 068	1 569	115		1 559	8 190
Canada (côte Est des grands lacs) et ports Est-030														
Danemark		3 792	2 110	7 521	12 712	1 940	385	1 222	1 774	1 748	3 191	173	8 238	41 014
Finlande				31			6		15		7		354	4 205
Grönland									434					434
Ile Kerguelen													59	199
Norvège		56	25	3	30	19				7				246
Pologne		246												246
Suède		70 392							184					184
U.R.S.S. (Nord)		13	1 150	16 100	2 943	1 279	6 009	51		214	74		185	28 018

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1960 (EN TONNES)

Païs	Houilles	Produits pétroliers	Produits chimiques	Minerais Métaux	Machines Autos	Matériaux de construction	Textiles	Peaux Cuirs	Bois Pepliers	Produits alimentaires	Liquides	Graines Céréales	Divers	Totaux
Allemagne		142	2 830	2 049	108	36	1 002	7	655	4 613	540		788	12 770
Canada (et ports des grands lacs)			1 817	4 330	8 224	1 315		1 341	1 494	1 080	3 291	19	11 867	34 778
Danemark		3 127		166	2		16	1	48	3	26	4	105	3 498
Finlande									248	300				248
Norvège		587							40				1	928
Pologne			106	202	90				139				115	652
Suède		132 026		3										132 029
U.R.S.S. (Nord)		38	5 944	18 112	5 610	79	2 324		379	138	85	4	887	33 600

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1961 (EN TONNES)

Païs	Houilles	Produits pétroliers	Produits chimiques Caoutchouc	Minerais Métaux	Machines Autos	Matériaux de construction	Textiles	Peaux Cuirs	Bois Pepliers	Produits alimentaires	Liquides	Graines Céréales	Divers	Totaux
Allemagne de l'Ouest		964	5 302	417	193	436	1 208	135	286	3 748	401	597	1 650	15 337
Allemagne de l'Est			999		474					11 546		482		13 501
Danemark		581	57	248	5	11	18		66	25	64		15	1 090
Finlande		2							801					803
Norvège			2									770	1	773
Pologne		14				10	1							25
Suède		128 127	401		7				1				700	129 236
U.R.S.S. (Nord)			35 831	14 319	13 265	1 076	5 168		541	44	119	13	6 471	76 847
Canada (+ les ports des grands lacs et ceux de la côte pacifique des U.S.A.)		19	4 121	11 310	14 698	3 702	750	1 326	2 592	1 265	7 914	6 430	12 472	66 599

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1962 (EN TONNES)

Allemagne de l'Ouest		30 850	4 186	96	425	125	1 334	5	108	472	305	360	2 068	40 334
Allemagne de l'Est										6 550				6 550
Danemark		172	21	18	21	29	68	21	195	58	50		75	728
Finlande														0
Norvège														0
Pologne														0
Suède				61					80				81	222
U.R.S.S. (Nord)			25 081	18 445	18 609	9 847	1 665	5 147	151	151		394	79 299	
Canada	5	6 4280	1 782	6 277	6 607	1 602	268	3 810	654	3 727	2	5 502	34 522	

PRINCIPALES MARCHANDISES ENTRÉES EN 1963 (EN TONNES)

Pays	Huiles	Produits pétroliers	Minerais	Machines	Outillage	Amiante	Produits chimiques	Caoutchouc	Textiles	Bois	Plats de bois	Papier	Céréales	Oléagineux	Corps gras	Sucre	Huiles et farines de poisson	Autres denrées	Aliments pour animaux	Divers	Totaux
Allemagne de l'Ouest		35 637	1 450	424	22	174	372	1 321	3 649	21						1 120		459	472	45 121	
Danemark			74	26		6	1	78	2 687							10		47	255	497	
Finlande			300	19																2 687	
Norvège	21 093			7		56			162	719								30	51	564	
Pologne				1					1	8 919										22 118	
Suède	69 647		1 605	623	4 202	566	12 562	673	924	1 999		5	13 332	245			329			8 921	
U.R.S.S. (Nord)		22 438	7 483	2 130	8 509	1 585				10 800	9 974	147					4 169			79 900	
Canada																		4 169	135	4 619	98 706

PRINCIPALES MARCHANDISES ENTRÉES EN 1964 (EN TONNES)

Allemagne de l'Ouest	1 723	26 490	2 634	200	976	574	2 038	1 055	218	855								2 466		2 370	41 599
Danemark			630	23			1	256										379		36	1 125
Finlande			7 531	1				3 465													3 465
Norvège			14	11														19		36	8 294
Pologne	24 416		610				160	437													25 093
Suède	67 403		2 530	1 766	5 408	138	725	1 106										2 289			11 301
U.R.S.S. (Nord)		5 167	15 853	1 418	11 144	2 064	9 946	19 906	27	233	4 044	20						2 289			81 392
Canada																		5 450		5 425	90 752

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1963 (EN TONNES)

Pays	Houilles	Produits pétroliers	Produits chimiques Caoutchouc	Minerais Métaux	Machines Autos	Matériaux de construction	Textiles	Peaux Cuirs	Bois Peuplier	Produits alimentaires	Liquides	Graines Céréales	Divers	Totaux
Allemagne de l'O.		26 238	5 068	377	94	189	916	17	297	884	448	1 682	889	37 099
Allemagne de l'E.										1 127				1 127
Danemark		13 492	103	10	27	27	40		42	36	64		13	13 854
Finlande			651		1									652
Norvège			1		3									4
Pologne				267		159								33 241
Suède		32 763		442	1					22 577		32 815		55 783
U.R.S.S. (Nord)			4 757	14 740	7 037		6 384		1 760	49	43		218	34 988
Canada		15	5 968	6 400	7 631	1 260	1 108	489	2 170	1 329	3 315	13	4 402	34 100

PRINCIPALES MARCHANDISES SORTIES EN 1964 (EN TONNES)

Allemagne de l'O.	44 960	4 771	299	70	280	710	27	112	525	455	633	409	53 251
Allemagne de l'E.											8 925		8 925
Danemark	502	36		12		5		10		2	8 454	4	9 025
Finlande		99		2									101
Norvège	200	651										13	844
Pologne						4					6 376		6 380
Suède	16 562	1 426	2 204	38					2 784				21 588
U.R.S.S. (Nord)	48		1 027	6 662	758	4 503		2 103	1 583	99	2 496	1 568	20 847
Canada	27	8 332	5 710	8 349	777	1 187	595	840	1 081	3 965	152	6 480	37 495

TABLE DES SOURCES

TABLE DES SOURCES

TABLE DES SOURCES

303UE

En dehors des correspondants particuliers d'INTER-NORD, les journaux et périodiques suivants ont été consultés.

I. — EUROPE SEPTENTRIONALE

FINLANDE

- Official Statistics of Finland. **Foreign Trade, Monthly Bulletin** Helsinki 1964, 1965.
Unitas, Quarterly Review Illustrating Economic conditions in Finland; Nordiska Föreningsbanken; vol. XXXVI, n° 1, Helsinki 1964.
Tilastokatsauksia, n° 7-8/1964 1-2/1965; Tilastollinen Päätoimisto Helsinki, 1964, 1965.
I.N.S.E.E. Notes sur la situation économique, n° 224, Paris 1964.
Economic Survey 1964/Finland, Ministry of Finance; Helsinki 1964.
Finnish Features, Ministry for Foreign Affairs, Helsinki, year 1964.
The Financial Times (London) 25 VIII; 20 XII 1964.
Suomen tilastolliset vuosikirjat (Statistical yearbooks of Finland).
Valtakunnansuunnittelu-toimiston julkaisusarja A : 1-16 (Publications of the National Planning Office, Series A : 1-16).
Välinä Paavilainen : Selvitys satamien kautta tapahtuvan viennin ja tuonnin tasolittamisen mahdollisuuksista. (A report on the possibilities of balancing the exports and imports through the ports in Finland).

NORVÈGE ET NORVÈGE SEPTENTRIONALE

- Publications du Statistisk Sentralbyrå Oslo :
- Statistisk Årbok for Norge 1964.**
Ökonomisk Utsyn over året 1964.
Lønnsstatistikk 1963.
Statistisk Månedshäfte n° 12, 1964.
Folkemengder i Herreder og Byer 1-1-1964.
Industristatistik 1962.
Norges Bank Bulletin n° 3/1963. Vol. XXXV - Oslo.
Lofotposten - Svolvær - Lofoten.
En particulier 30-11/63, 21-27-12/63, 13-29-5/64, 18-26-6/64, 1-13-15-18-20-31-6/64, 17-28-8/64, 1-11-14-25-26-28-9/64, 6-14/64, 3-27-11/64.
Financial Times - Londres.
En particulier les numéros des 18-12/63, 8-1/64, 3-12/64, 12-5/64.
Norwegian Press Bulletin - Royal Norwegian Embassy - Londres.
En particulier les n° 11-16-21-24/1964.
Information géographique n° 1, janvier/février 1965.
Revue Maritime - Paris. N° 215/11/64, 218/2/65 et 221/5/65.
Images économiques du Monde 1964. Paris - C.D.U./S.E.D.E.S.

Europe du Nord et du Nord-Ouest par G. Chabot - P.U.F. - Paris 1958. Paris - P.U.F. (Collection Orbis).

L'Europe des Marchands, par Pierre George, Cl. Chaline et F. Roger - P.U.F. - Paris 1964.

La Norvège vous offre. Revue du Conseil Norvégien de l'exportation. N° 1-2-3-4/1964.

La Marine Marchande (Etude et Statistiques) 1964.

Etudes Economiques de l'O.C.D.E. : Norvège - juin 1964.

SUÈDE

STATISTISK ÅRSBOK FÖR SVERIGE, — STATISTISKA CENTRALBYRÅN, STOCKHOLM 1964.

Arbetsmarknadspolitik, 567 p., Stockholm 1965, Ministère de l'Intérieur.

Budget perspektiv, 58 p., Stockholm 1965, Ministère des Finances.

Statliga företag, 138 p., Stockholm 1963, Ministère des Finances.

PÉRIODIQUES :

Arbetsmarknaden. Ed. de la Direction Nationale de l'Emploi. N° 4-1964 ; 7-1964.

Ekonomien (Stockholm). 11-12-1964.

Ekonomisk Revy (Stockholm). 8 numéros : janvier-octobre 1965.

Ekonomiska Utsikter (Bi-annuel de la Confédération Générale du Travail de Suède). N° automne 1964, printemps 1964 et 1965.

Industria (Stockholm). 3-1964, 11-1964, 10-1965.

Revue Internationale du Travail (Genève). Vol. 87, n° 5, mai 1963.

Skandinaviska Bankens kvartalskrift (Stockholm). 1964-1 à 1965-3.

PRESSE QUOTIDIENNE :

Dagens Nyheter (Stockholm). 17-11-63, 1-2-64, 4-2-64, 6-2-64, 13-2-64, 23-2-64, 30-2-64, 27-6-64, 1-7-64, 13-8-64, 20-8-64, 8-9-64, 14-9-64, 29-10-64, 6-11-64, 7-11-64, 16-11-64, 5-12-64, 8-1-65, 17-1-65, 18-1-65, 19-2-65, 4-3-65, 5-3-65, 25-3-65, 29-3-65, 7-4-65, 9-4-65, 15-4-65, 12-5-65, 18-5-65, 22-5-65, 28-5-65, 24-8-65, 28-8-65, 1-9-65, 8-9-65, 9-9-65, 15-9-65, 16-9-65, 28-9-65, 30-9-65, 1-10-65, 4-10-65, 7-10-65, 8-10-65, 9-10-65, 13-10-65, 14-10-65, 22-10-65, 24-10-65, 27-10-65.

Norrbottens-Kuriren (Luleå). 7-12-64, 6-11-64, 2-1-65, 5-1-65, 5-10-65, 8-10-65, 10-65.

Norrländska Socialdemokraten (Boden). 6-2-64, 11-2-64, 6-3-64, 31-3-64, 4-8-64, 9-64, 24-8-65, 20-10-65.

Stockolms-Tidningen (Stockholm). 9-3-64, 7-4-64, 1-11-64.

Svenska Dagbladet (Stockholm). 25-9-63, 1-12-63, 5-1-64, 8-1-64, 17-1-64, 12-2-64, 12-4-64, 15-4-64, 6-5-64, 23-5-64, 21-7-64, 13-8-64, 30-9-64, 4-10-64, 20-10-64, 6-11-64, 8-11-64, 10-11-64, 11-11-64, 12-11-64, 26-11-64, 5-12-64, 6-12-64, 9-12-64, 10-12-64, 13-12-64, 3-1-65, 5-1-65, 14-1-65, 16-1-65, 18-1-65, 20-1-65, 23-1-65, 30-1-65, 10-3-65, 26-3-65, 28-3-65, 13-4-65, 28-4-65, 22-6-65, 23-6-65, 22-8-65, 24-8-65, 25-8-65, 26-8-65, 28-8-65, 8-9-65, 9-9-65, 10-9-65, 15-9-65, 15-9-65, 19-9-65, 21-9-65, 22-9-65, 24-9-65, 25-9-65, 28-9-65, 29-9-65, 30-9-65, 5-10-65, 6-10-65, 7-10-65, 10-10-65, 13-10-65, 14-10-65, 16-10-65, 17-10-65, 19-10-65, 29-10-65, 2-11-65.

Östersunds-Posten (Östersund). 16-1-64, 9-4-64.

DANEMARK

Economic Survey of Denmark 1965. Royal Danish Ministry of Foreign Affairs, Copenhagen, May 1965.

Etudes Economiques, Danemark. Organisation de Coopération et de Développement économiques, Paris, fév. 1965.

Monthly Review of the Economic Situation in Denmark. Publ. by Den Danske Landmandsbank, vol. XXXV, n° 1. - N° XI. Copenhagen, 1965.

Economic Review 1965, n° 1, publ. by Privatbanken i Kjøbenhavn ; Copenhagen, jan. 1965.

Statistisk Årbog 1963-64, Det Statistiske Departement København 1964.

Danmark, Quarterly Review. Kjøbenhavns Handelsbank, 1965.

II. — ATLANTIQUE NORD ET CANADA

CANADA

- Canadian Statistical Review**, Dominion Bureau of Statistics, Ottawa vol. XXXIX, n° 5-12. Vol. XL, 1-4.
- External Affairs**, Monthly Bulletin of the Department of External Affairs, Ottawa, vol. XVI, 1-12.
- Revue des Affaires**, Banque de Montréal, année 1964.
- Lettre Commerciale**, Banque de Commerce Canadienne Impériale Toronto; janv., fév., mars, avril 1964.
- Canadian Agriculture in 1964**, Canada Department of Agriculture, Economics Branch, Ottawa, janv. 1965.
- La Situation Agricole au Canada**, Minist. de l'Agriculture du Canada, vol. XXV, n° 3-4-5.
- The Wheat Review**, Canada, Dominion Bureau of Statistics, Agriculture Division, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, 1964.
- Revue de la Chambre de Commerce Française au Canada**, Montréal n° 573, 574, 575, 576.

III. — PACIFIQUE NORD

ALASKA

- Inter-Nord n° 7.**
- Alaska Department of Labor**, Workforce Estimates, Alaska by Industry and Area, 1963, and monthly Labor Market Newsletter, Anchorage for 1964.
- Twelve month average employment**; Alaska Department of Labor, Workforce Estimates, Alaska, by Area, 1961, 1962, Workforce Estimates, Alaska, by Industry and Area 1963; and 1964 monthly Labor Market Newsletter, Anchorage.
- Division of Mines and Minerals**, State of Alaska, Annual for the Year 1964, p. 8.
- Charles E. Hinkson**, Traveler Profiles, A Study of Summer Travel to Alaska During 1963 and 1964, Department of Economic Development and Planning, Juneau, Alaska, December 1964 (57 pages).
- R. E. Graham**, Income in Alaska, Office of Business Economics, page 16.
- Graham**, op. cit., page 18.
- Rogers and Cooley**, Alaska's Population and Economy, vol. II, pp. 174-187.
- U. S. Congress, Economic Opportunity Act of 1964**, Hearings before the Subcommittee on the War on Poverty Program of the Committee on Education and Labor, House of Representatives, 88th Cong. 2nd Sess. Washington, 1964, pp. 26-30.
- The Other America**, Poverty in The United States (Penguin Books, 1965), pp. 171-186.
- U.S. Census of Population 1960**, Alaska PC(1) 3 B and PC(1) 3 C « Native » population compiled from census worksheet data.
- Rogers and Cooley**, op. cit., pp. 92-104.
- Alaska Department of Labor**, Current Population Estimates, Alaska, by Election Districts, July 1, 1961-julii. 1963 (undated).
- U. S. Bureau of the Census**, Current Population Reports, series P-25, Alaska Department of Labor, Current Population, Alaska, by Election Districts, July 1, 1961 - July 1, 1963; Alaska Department of Health and Welfare, vital statistics data.

PACIFIC NORD

- W. F. Thompson, R. Van Cleave**, Life History of the Pacific Halibut, Report n° 9, International Fisheries Commission, Seattle, 1936.
- Translation in American Journal of International Law 53 (1959) 763-773.**

IV. — SIBÉRIE

I. — ÉTUDES GÉNÉRALES

a) Etudes et monographies générales

En russe

La balance intersectorielle de la production et la répartition de la production à la région économique, A. S. Moscou, 1964.

A. V. Belaeva : Les russes dans l'extrême-Nord, caractéristiques historiques et géographiques du territoire de Magadan, Magadan, 1955, 73 pages.

— XXI Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, Moscou, 1962, compte rendu sténographique.

V. S. Dadayan, V. V. Kossov : La balance de la région économique en tant qu'instrument de calcul en planification. A. S. U.R.S.S., 1962.

— Le développement économique et l'expansion future des forces productrices à la région de Magadan, A. S. U.R.S.S., 1961.

— Le développement des forces productrices de la Sibirie Orientale, A. S. Moscou, 1960.

— L'édification culturelle en Sibirie de 1917 à 1960. Filiale sibérienne de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., Novosibirsk, 1962.

— Encyclopédie économique : industrie et construction, Moscou, 1962, tome I et II.

— L'Extrême-Orient en 40 ans de pouvoir soviétique, Komsomolsk sur l'Arct. 1958.

— Géographie de la population de l'U.R.S.S. : problèmes fondamentaux, Moscou-Leningrad, 1964.

N. S. Gurvitch, K. G. Kusakov : L'arrondissement national Koriak, A. S. U.R.S.S., Moscou, 1960.

B. V. Ivanov : Conférence sur le développement des forces productrices de la Sibirie Orientale, A. S. U.R.S.S., département sibérien, izvestia 1958.

V. A. Krotov, M. I. Pomons, G. D. Richter, V. B. Sotchava : La Sibirie Orientale, caractéristiques géographico-économiques, Moscou, A. S. 1963, 893 p. Les pages 751-865 concernant la République socialiste soviétique autonome de Iakoutie et contenant des cartes géographiques, économiques et industrielles ont été particulièrement consultées.

N. S. Krouchtchev : Les chiffres du contrôle du développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1959-1960, Moscou, 1960.

A. P. Malagin : la région économique de Magadan, Magadan, 1957, III p., cartes.

A. B. Margolin : Les problèmes de l'économie de l'Extrême-Orient, A. S. Moscou, 1962.

E. G. Meyerson, F. V. Diakonov : L'Extrême-Orient in : Problèmes économiques des grandes régions économiques de l'U.R.S.S., Moscou, 1964.

— Les problèmes du développement de la métallurgie lourde dans les régions situées à l'est du lac Baïkal, A. S. U.R.S.S., 1960.

— Les problèmes du développement des forces productrices de la région de Kamchatka, 1960, A. S. Moscou.

S. V. Slavine : La mise en valeur du Nord de l'U.R.S.S. : Industrie et transports, édition économique, 1951, 303 p.

On a été particulièrement consultés les chapitres suivants :

III : Particularités présentées par le développement du réseau des transports dans les régions du Nord, p. 61-78.

VIII : Problèmes relatifs à la mise en valeur industrielle du Nord-Est de l'U.R.S.S., p. 211-271.

XIX : Le Nord-Est de l'U.R.S.S. en tant que nouveau district se développant à point de vue économique, p. 271-284.

A. A. Stepanov : Le territoire de Khabarovsk, Khabarovsk, 1957.

b) Revues

Voprosy Ekonomiki : 1962, n° 1, G. Prudenski : Les questions de l'utilisation des ressources en travail de la Sibirie et de l'Extrême-Orient.

Geografija V Skole : 1958, n° 6, p. 64-66 : Conférence sur le développement des forces productrices de la Sibérie et de l'Extrême-Orient.

Pianovoe Khozjajstvo : 1964, n° 8, S. Mikhallov, L. Yourkevitch : La spécialisation et les disproportions de l'économie de l'Extrême-Orient.

Problemi Severa : 1958, n° 1, S. V. Slavin : Questions sur les méthodes et les formes de la mise en valeur du Nord de l'U.R.S.S.

S. V. Slavin : 1963, n° 5 : Les voies d'une mise en valeur effective des ressources naturelles des territoires éloignés du Nord de l'U.R.S.S. et les questions posées par les recherches scientifiques, p. 5-19.

G. I. Granik : Les problèmes fondamentaux du développement des principales branches de l'industrie du nord oriental de l'U.R.S.S.

Vyschka, 29-9-1965.

Pravda, 24-7-1964.

Izvestia, 14-11-1965.

Ouvrage en Français

J. Chapelle, Ketchian : U.R.S.S. second producteur de pétrole du monde. Institut français du pétrole, 1963.

Diverses sources statistiques (annuelles)

L'économie nationale de l'U.R.S.S., 1957, 1958-1962.

L'économie nationale de la R.S.F.S.R., 1957, 1958-1962.

L'économie nationale de la région de l'Amour, Blagovechtchensk, 1957.

L'économie nationale du territoire de Khabarovsk, Khabarovsk, 1957.

L'économie nationale du territoire de Primorie, Vladivostok, 1958.

L'économie nationale de la région de Sakhalinsk, Youjno-Sakhalinsk, 1960.

L'économie nationale de la région de Magadan, Magadan, 1960.

Commerce extérieur de l'U.R.S.S., 1955-1960, 1961-1963.

Mercuriales des prix, tomes I-IV, Gosfinizdat, 1956-1958.

L'industrie de l'U.R.S.S., Moscou, 1957.

L'industrie de l'U.R.S.S., Moscou, 1964.

L'agriculture de l'U.R.S.S., Moscou, 1960.

Résultats du recensement de la R.S.F.S.R., 1959.

II. — INDUSTRIE DU BOIS

Ouvrages en russe

M. Benenson, V. I. Burkov : L'industrie de transformation du bois, encyclopédie économique, tome I, p. 383-387.

A. I. Dellimov : Le bois et les principaux produits de sa transformation dans l'économie nationale de l'U.R.S.S., Moscou-Leningrad, 1958.

V. A. Gackevitch : L'industrie du bois, encyclopédie économique, tome I, p. 776-779, Moscou, 1962.

— L'industrie dans l'ensemble économique des régions économiques de l'U.R.S.S., 1964, p. 339-392.

— L'industrie de l'U.R.S.S., Moscou, 1964.

T. V. Krilov : Deuxième conférence scientifique sur la rationalisation de l'économie forestière de Sibirie, A. S. U.R.S.S., département sibérien, Izvestija, 1958.

N. V. Nevzorov : Les bases et la localisation de l'industrie du bois, Moscou-Leningrad, 1958.

— Les particularités et les facteurs de localisation des branches de l'économie nationale de l'U.R.S.S., Moscou, 1960.

Z. V. Uchastkina, G. B. KASPAROV : Economie, organisation et planification de la production de cellulose de papier, Moscou, Leningrad, Goslebumizdat, 1961.

Revue

L'économie nationale de l'U.R.S.S. en 1960, Moscou, 1961.

L'économie nationale de l'U.R.S.S. en 1962, Moscou, 1963, p. 179, 181, 182.

L'économie nationale de l'U.R.S.S. en 1963, Moscou, 1965.

Pianovoe Khozjajstvo, 1965, 8, p. 3 : A. Baklanov : Les problèmes du développement de l'industrie du bois de l'U.R.S.S.

Le commerce extérieur de l'U.R.S.S. pour les années 1955-1959, Moscou, 1961.

Le commerce extérieur de l'U.R.S.S. pour l'année 1961, Moscou, 1962.

Le commerce extérieur de l'U.R.S.S. pour l'année 1963, Moscou, 1964.

Ouvrage en anglais

- W. Donald Bowles : Some timber. Two steps forward, one step back. Soviet study, april 1965, vol. XVI, Numb. 4.

III. — TRANSPORT

Ouvrage en russe

- Académie des sciences de l'U.R.S.S., Institut d'économie : Les problèmes du développement de l'industrie des transports de la république de Yakoutie, Moscou, 193, 458 p.

Revue

- Nauka i Jizn'** : 1957, n° 2 : V. V. Zvonkov : Les problèmes du transport, p. 79, ans.
Retchnoj Transport : 1958, n° 7 : Z. A. Chachkov : Les perspectives de développement du transport fluvial de la R.S.F.S.R. durant les années 1959-1965, p. 6-10.
T. M. Machlin : 1958, n° 8 : Les perspectives de développement des voies fluviales à l'U.R.S.S. sur la base de la construction de complexes hydrotechniques, p. 21-28, cartes.
Problemi Severa : 1959, n° 3 : S. STSENIN : Questions sur le développement de l'économie et des liaisons de transport dans le nord-est soviétique (A.S.S.R. de l'Altaï et territoire de Magadan) et le rôle de la route maritime du Nord, p. 131-160. [Article documenté, graphiques, tableaux.]
G. I. Granik : Le transport dans le nord de la Yakoutie et le problème de son développement, p. 160-168. [L'auteur souligne la nécessité qu'il y a à intensifier et régulariser les voies fluviales, le réseau routier et les lignes aériennes aux dépens de voies ferrées qui ne sont pas économiquement rentables.]
E. A. Poliakov : 1963, n° 5 : Méthode de choix de l'aspect optimum du transport par voies terrestres pour les districts du nord-est de l'U.R.S.S., p. 84-107. [Données graphiques et tableaux illustrant en particulier le prix de revient des différents modes de transport.]
T. V. Rimskaïa-Korsakova : 1964, n° 10 : Les aéroports de l'Extrême-Orient, p. 11.
T. I. Alekseeva : 1965, n° 9 : Les dirigeables dans le nord, p. 201-207. [L'auteur souligne l'intérêt des dirigeables particulièrement pour la recherche scientifique et la liaison entre villes ne possédant pas d'aérodromes.]

IV. — RESSOURCES MINIÈRES

Ouvrages en russe

- Académie des sciences de l'U.R.S.S. : Commission interministérielle permanente sur le fer, Moscou, 1957, 566 p., cartes.
Les pages 286-97 et 531-34 concernent particulièrement les bassins de l'Angra et d'Aldan.
A. L. Bobrievitch, M. N. Bondarenko, M. A. Gnebouchev, M. N. Krasov, G. I. Seimov, R. K. Yourkevitch : Les mines de diamant de Yakoutie, Gos-neft-tekhn. Moscou, 1959, 526 p.
B. S. Roudnikov : Matériaux pour l'étude des réserves minérales du bassin de la rivière Viloul, A. S. filiale de Yakoutie, Moscou, édit. Znanie, 1957, 32 p.

Revue

- Ogoniok** : 1957, n° 9 : S. T. Morozovo : L'or de la Kolyma.
Okt' Jabr' : 1957, n° 7, p. 172-175 : A. P. Burov : Les diamants de Yakoutie.
Problemi Severa : 1965, n° 9 : V. I. Koulaguïn : Sur les progrès scientifiques et techniques et l'efficacité des investissements de la construction minière dans l'extrême nord, p. 292-296.

V. — POPULATION

Ouvrages en russe

- I. K. Efimov** : Géographie de la population de la Sibérie Orientale, Moscou, 1961.
V. I. Perevedentsev : Questions sur les ressources en main-d'œuvre des régions de Sibérie, Novosibirsk, 1961.
V. V. Pekchichevski : Géographie de la population de la Sibérie Orientale, 1962.

Revue

- Problemi Severa** : 1962, n° 6 : A. I. Chichkin : De la création de cadres permanents dans les régions du nord du pays, p. 18-24.
- Rapports de l'Institut de géographie de Sibirie et d'Extrême-Orient** : 1962, n° 2 : V. V. Vorob'ev : La situation actuelle et les problèmes fondamentaux de la géographie de la population en Sibirie et en Extrême-Orient.
- Pour les problèmes de construction dans l'extrême nord, consulter en particulier **Problemi Severa**, 1964, n° 10, entièrement consacré à cette question.

VI. — ROUTE MARITIME DU NORD

Ouvrages en russe

- Problemy Arktiki i Antarktiki**, n° 19, 1965, p. 7.
- Morskoy Flot**, 1964, n° 7, pp. 24-25.
- B. F. Chapalin** : Les problèmes économiques, scientifiques et techniques de la route maritime du nord, p. 277-287.
- Ouvrage en anglais**
- T. E. Armstrong** : *The Northern Sea Route : Soviet exploitation of the North East Passage*, Cambridge University Press, 1952.

VII. — SOURCES CARTOGRAPHIQUES

ÉTUDES GÉNÉRALES

Parmi les nombreux ouvrages de base, retenons :

- P.S. Souslov** : *Physical geography of asiatic Russia*, 1961.
- P. George** : U.R.S.S., Haute Asie (réédition 1961).
- C. Krypton** : *The Northern Sea Route*, 1956.
- T. Armstrong** : *The Northern Sea Route*, 1952.
- La revue « **Problemi Severa** » (« **Problèmes du Nord** »).

ATLAS

- Atlas narodov mira** (Atlas des peuples du monde) - Moscou, 1964.
- Fiziko geograficheskii atlas mira** (Atlas physico-géographique du monde) - Moscou, 1964.
- Atlas celskovo khoziaistva S.S.S.R.** (Atlas de l'économie agricole de l'U.R.S.S.) - Moscou, 1960.
- The U.S.S.R. and Eastern Europe** - Oxford Regional Economic Atlas, 1950.
- Sea Ice North of the U.S.S.R.** - Hydrographic Department of the Admiralty - Londres, 1958.
- Ice Atlas of the Northern Hemisphere** - Hydrographic office United States Navy - Washington - 1955.
- Atlas der Eisverhältnisse des Nordatlantischen Ozeans und Übersichtskarten der Eisverhältnisse des Nord- und Südpolargebietes** - Hambourg, 1950.
- Atlas Larousse classique** - Paris, 1964.
- Nouvel atlas général Bordas**, Paris, 1962.
- Documentation microfilmée (documents graphiques et tableaux statistiques) en cours d'élaboration au Centre d'analyse du document graphique (C.A.D.G.) du Laboratoire de Cartographie de l'École des Hautes Etudes avec le concours du Centre d'Études Arctiques et Finno-Scandinaves.



INTER-NORD reproduit objectivement les opinions et informations les plus variées de la Presse de documentation étrangère. Ces textes, publiés avec mention de la source, ne sauraient engager la responsabilité de la revue.

VI — ROUTE MARITIME DU NORD

Achevé d'imprimer sur les presses de
l'IMPRIMERIE ROUENNAISE
23-27, rue du Fils-de-la-Betaille



PUBLICITÉ

ROUEN

capitale de la HAUTE-NORMANDIE

La Ville de Rouen est née à l'époque gauloise, à la croisée des chemins, au sommet d'une boucle de la Seine. Entourée par les collines et les plateaux qui bordent le fleuve, la cité se développe très rapidement et lorsqu'au IX^e siècle une expédition scandinave, dirigée par Rollon, s'empare de la ville, ses habitations débordent déjà les remparts et envahissent les environs. Rollon aime le paysage de cette Cité meurtrie et s'y installe pour y régner sur toute la Normandie.

En 912, Charles le Simple signe à Saint-Clair-sur-Épée le traité qui remettait définitivement la Normandie à Rollon. Le goût de la navigation et de l'aventure, propre aux premiers Normands, ne tarde pas à se propager dans la Cité.

Au XI^e siècle, Guillaume le Bâtard, Duc de Normandie, triomphe d'Harold à la bataille d'Hastings et se rend ainsi maître de l'Angleterre.

Quelques siècles plus tard, un autre Normand, Robert Cavelier de la Salle, traverse l'Atlantique et s'installe à Montréal.

Les nombreux monuments que l'on découvre en visitant la Ville de Rouen, témoignent de ce riche passé historique.

La cathédrale, avec sa flèche haute de 151 mètres, située en plein cœur de la Cité antique, est probablement le quatrième édifice construit à cet emplacement, et rappelle les débuts du Christianisme au IV^e siècle. C'est là que fut inhumé Rollon, 1^{er} Duc de Normandie ; Richard Cœur de Lion, Roi d'Angleterre, et Jean, Duc de Bedford, régner d'Angleterre à l'époque où Jeanne d'Arc fut brûlée sur la place du Vieux-Marché.

Le palais de Justice, ancien palais construit à la fin du XV^e et au début du XVI^e siècle, pour l'Échiquier de Normandie, devait être transformé en Parlement quelques années après.

Le Gros Horloge, avec son beffroi ; la Tour Jeanne-d'Arc et beaucoup d'autres réalisations architecturales de grande valeur s'offrent à l'admiration des touristes, amateurs d'histoire et d'art.

Les Scandinaves qui viennent à Rouen sont heureux de retrouver les traces de Rollon, d'y voir les pierres runiques offertes l'une par la Norvège, l'autre par le Danemark, en 1911, à l'occasion des fêtes du millénaire de la création du Duché de Normandie ; ils trouvent le souvenir de Saint-Olaf, qui fut baptisé à Rouen, dans une petite chapelle moderne, celle de l'Église Norvégienne.

Les Canadiens sont intéressés au premier chef par le Lycée Corneille, où ils aiment retrouver dans la chapelle du XVII^e siècle le souvenir des Saints Martyrs canadiens qui partirent du Collège de Rouen, pour aller évangéliser le Canada : Jean de Brébeuf, Antoine Daniel, Isaac Jog étaient professeurs à ce Collège où Robert Cavelier de la Salle était élève.

Fière de son passé historique et de sa richesse architecturale, Rouen entend occuper la place qui est celle d'une ville moderne, au milieu d'une agglomération de 325 000 habitants, la 8^e ville de France, dont les différentes communes concourent au développement qui se poursuit autour de la Cité ancienne.

Ville moderne, grand centre industriel en pleine expansion, son port maritime qui s'allonge sur les deux rives est fréquenté par les grands navires de mer, grâce aux gigantesques travaux réalisés dans l'estuaire.

Dans le domaine de la culture, un vaste théâtre neuf dont le succès s'affirme, complète ses musées et son importante bibliothèque. Depuis la guerre, ses écoles d'Enseignement Supérieur se sont transformées en un Centre Universitaire, Académie de Rouen maintenant Université, installée sur les hauteurs d'un plateau au Nord de la ville.

La capitale normande attachée à son passé historique et soucieuse de développer ses relations économiques, culturelles et d'amitié, souhaite que les échanges avec les pays nordiques soient plus fréquents et plus suivis, et souhaite que les habitants de ces pays empruntent fréquemment la voie tracée par Rollon il y a quelque mille ans.

ROUEN

capitale de la HAUTE-NORMANDIE

AU HAVRE

DOUZE armements scandinaves

assurent

QUINZE lignes régulières :

Grande-Bretagne, Danemark, Levant,

Côte Est des États-Unis, Canada et Grands Lacs,

Golfe du Mexique, Côte Ouest des États-Unis,

Golfe Persique, Extrême-Orient, Madagascar.

Port autonome du Havre - Terre-plein de la Barre

B.P. 1413 LE HAVRE — Tél. 42. 52-01



ROUEN

**LE PORT FRANÇAIS
DES PAYS NORDIQUES**

LE PORT DE FÉCAMP

PREMIER PORT MORUTIER FRANÇAIS

- situé sur la MANCHE à 40 km au Nord-Est du HAVRE;
- avec ses plans d'eau et bassins de marée;
- bénéficiant de moyens d'évacuation faciles par fer et route;
- réputé pour ses cadences rapides de chargement et de déchargement;
- muni de possibilités de stockage.

EST UN PORT DE PRÉDILECTION

pour le CABOTAGE INTERNATIONAL

(jusqu'à 3 000 T de port en lourd)

Géographiquement bien placé, à proximité de la RÉGION PARISIENNE, pour assurer les liaisons avec
la SCANDINAVIE

Actuellement :

**importations de bois et contreplaqués nordiques
de feldspath de Norvège**

Pour tous renseignements :

CHAMBRE de COMMERCE et d'INDUSTRIE de FÉCAMP - Tél. 30

A votre disposition sur place :

STEVEDORES, TRANSITAIRES, AGENTS et COURTIERS MARITIMES

DIEPPE PORT DE QUALITÉ

GARE MARITIME ● NAVIRES VOITURIERS



VOYAGEURS :

*la ligne la plus directe,
la plus économique
pour Londres*

MARCHANDISES :

*acheminement
rapide et quotidien
dans toute
l'Angleterre.*

PORT FRUITIER SPÉCIALISÉ

Bananes, agrumes, primeurs

GRAND PORT de PÊCHE FRAICHE

ZONE INDUSTRIELLE

ANNALES

ÉCONOMIES - SOCIÉTÉS - CIVILISATIONS

Revue bimestrielle fondée en 1929, par Lucien FEBVRE et Marc BLOCH

Comité de Direction :

Fernand BRAUDEL
Georges FRIEDMANN
Charles MORAZE

Secrétaire du Comité :
Paul LEUILLIOT

Secrétaire de Rédaction :
Marc FERRO

21^e année - N^o 2

MARS-AVRIL 1968

ÉTUDES

A. NEHER

Un psychodrame : la révolte de Jésus.

F. CROUZET

Angleterre et France au XVIII^e siècle : essai d'analyse comparée de deux croissances économiques.

G. GENETTE

Enseignement et rhétorique au XX^e siècle.

G.-E. FUSSELL

L'équipement d'une ferme romaine.

MISES AU POINT

J. OZOUF

Mesure et démesure : l'étude de l'opinion.

DAG NORBERG

A quelle époque a-t-on cessé de parler latin en Gaule?

DOCUMENTS ET PROBLÈMES

A. BIREMBAUT
et G. THUILLIER

Une source inédite : les cahiers du chimiste J. Hellot (1685-1766).

VIE SCIENTIFIQUE

M.-C. BERGERE

Un colloque sur la Révolution chinoise de 1911.

NOTE CRITIQUE

P. DEYON

Sociologie et pastorale. La thèse du P. Pérouss.

NOTES BRÈVES

L'homme et l'animal ; les querelles idéologiques et l'histoire ; sociologie religieuse.

COMPTES RENDUS

L'église et la vie religieuse, des origines à l'époque actuelle.

Rédaction : 20, rue de la Baume, Paris-VIII^e

Administration : Librairie Armand COLIN, 103, boulevard Saint-Michel - Paris-V^e

Comptes de Chèques Postaux : PARIS, n^o 21335 25

Abonnements : France et Union française : 29 F - Etranger : 35 F

Le numéro de 208 pages : 6 F

PUBLICATIONS DE L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES

SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Bibliothèque Arctique et Antarctique

Directeur : Jean Malaurie

**THE LAPPS TO-DAY
IN FINLAND NORWAY AND SWEDEN**

Un volume broché, 228 pages : 24 F



**LE NOUVEAU-QUÉBEC
CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
DE L'OCCUPATION HUMAINE**

publié sous la direction de

JEAN MALAURIE

JACQUES ROUSSEAU

Un volume broché, 466 pages : 58 F

PARIS

MOUTON & CO

LA HAYE

Editions Mouton & Co : 47, rue de Lille, 75 - Paris-7^e - Tél. : 222 75-03

FONDATION FRANÇAISE D'ÉTUDES NORDIQUES

ACTES ET DOCUMENTS

N° 1

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR
**« LE MARCHÉ DES BOIS DU NORD
ET LA RÉGION ÉCONOMIQUE
DE HAUTE-NORMANDIE »**

Pages : 256

Tableaux : 70

*Rapports et débats publiés sous la direction
de Jean MALAURIE*

ROUEN - 17-18 novembre 1964

PRIX 30 F

Règlement par virement postal au C. C. P. n° 2183.97 N Rouen ou par chèque bancaire.

Fondation Française d'Études Nordiques, Hôtel des Sociétés Savantes, 198, rue Beauvoisine, 76 - Rouen

ÉDITIONS

G.-P. MAISONNEUVE & LAROSE

11, rue Victor-Cousin

PARIS-V°

Vient de paraître :

**HISTOIRE DE LA PÊCHE FRANÇAISE
DE LA MORUE DANS
L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE**

par Charles de LA MORANDIÈRE

Membre du Comité de documentation historique de la Marine.

Tome III : De la Révolution à nos jours

Un vol., in-8 raisin, relié : 78 F

Précédemment publiés :

Tome I et II : Des origines à 1789

Deux vol., in-8 raisin, reliés : 142 F

Grande Médaille de l'Académie de Marine 1963

Depuis 1861

LA REVUE MARITIME

REVUE MENSUELLE DE LA MARINE NATIONALE

donne à ses lecteurs une documentation inégalée sur tous les problèmes, géographiques, maritimes, économiques.

La haute spécialisation et l'objectivité de ses Informations ont valu à la Revue Maritime une diffusion mondiale.

*

Abonnements **ÉDITION OZANNE**

56, rue de Verneuil — PARIS-7^e

FRANCE 40 F ÉTRANGER 45 F

FÉDÉRATION NATIONALE
des IMPORTATEURS
de BOIS du NORD
des PORTS FRANÇAIS

7, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}

Tél. OPE. 57-67

JULES ROY

S.A. capital 9 600 000 F

24, quai Gaston-Boulet, ROUEN

Tél. 71. 79-73

TELEX 78074

●

AGENTS MARITIMES - AFFRÈTEMENTS - TRANSIT
MANUTENTIONS - TRANSPORTS ROUTIERS
TRANSPORTS FLUVIAUX

●

Agents des lignes régulières :

FRED OLSEN (Oslo), **SVEA** (Stockholm), **AHLMARK** (Karlstad)

IRIS (Stockholm), **KALMARSUND** (Kalmar)

LAURITZEN (Copenhague), **NORDSTROM** (Lovisa)

●

Succursales : **PARIS - DUNKERQUE - CALAIS - LE HAVRE**

HONFLEUR - COLMAR - NEUF-BRISACH

Agents dans tous les ports français et étrangers

AU SERVICE

de l'INDUSTRIE, du BATIMENT, de l'AMEUBLEMENT, de la DÉCORATION

A. CHARLES ET FILS

Société anonyme au capital de 8 000 000 F

32, rue de Colmar

LE HAVRE

Tél. 48. 17-91

Telex 79 010

*Spécialiste de plus d'un demi-siècle
en bois exotiques, tropicaux et américains*

Un choix exceptionnel de

SPRUCE - HEMLOCK - DOUGLAS FIR

Succursales à PARIS - BORDEAUX - LYON - MARSEILLE
STRASBOURG - ABIDJAN

SATCO



Toute la Scandinavie par service routier
Rapide - Régulier - Détail et lots complets

Départ : PARIS le lundi - Départ : COPENHAGUE le jeudi

SATCO

1, rue du Général-Foy, PARIS-8^e

Téléph. LAB. 13-39 - Telex 20977

SOCIÉTÉ DES PAPETERIES AUBRY

Papiers de couverture pour carton ondulé
Kraft pour sacs de grande contenance
Kraft asphalté - Kraft crêpé
Bulle Corde et papiers minces



Sacs de grande contenance
Papier hygiénique en paquets et en rouleaux

Siège social :

155, b^d Haussmann, PARIS-8^e

Tél. ELY. 85-56

Usine à **CROISSET-LÈS-ROUEN**

par **Dieppedalle** (S.-M.)

Tél. 71. 83-25

S. A. PAPETERIES DARBLAY

Siège social : 27, rue des Pyramides, - PARIS-1^{er}

3 usines :

GRAND-COURONNE (Seine-Maritime)

CORBEIL-ESSONNES (Seine-et-Oise)

BELLEGARDE-s-VALSERINE (Ain)

Production totale : 200 000 tonnes

Papier journal + papier magazine

Papier d'impression-écriture : bouffants édition, satinés, duplicateurs, pelures

Support-tenture + support-carbone

Papiers d'emballage : mousselines et sulfites, frictionnés et calandrés

Papiers pour cannelure et couverture

Ouate et tissus de cellulose

Ets Robert BLONDEL S. A.

Teinturerie

Retorderie

SAINT-LÉGER-DU-BOURG-DENIS

(Seine-Maritime)

SOCIÉTÉ SPAGA MONOR

VÉHICULES INDUSTRIELS

CAMIONS - TRACTEURS - CARS

Concessionnaire SAVIEM

Bureaux et ateliers : **7, boul. de Croisset - ROUEN** (S.-M.)

Tél. 71. 70-01

Ateliers de **DIEPPE** : **rue Jacob-Bontemps** (S.-M.)


Tél. 84. 31-96



Société Havraise de Pêche

Quai Casimir - Delavigne

LE HAVRE



CODEXNOR

**GROUPEMENT NORMAND
DES EXPORTATEURS DE MORUE**

2, GRAND-QUAI - FÉCAMP

TÉL. 544 — TÉLEX 77011

**LA MORUE NORMANDE
GRANPÊCHE S. A.**

SEPOA

SOCIÉTÉ FÉCAMPOISE DE PÊCHE

ETS ANDRÉ LEDUN

ETS BUREL FILS & C^{IE}

SEL BALMER

76 - FÉCAMP



IL Y AURA BIENTOT 40 ANS...



... naissait le **COMITÉ DE PROPAGANDE POUR LA CONSOMMATION DE LA MORUE.**

1927, Le **COMITÉ DES ARMATEURS DE FRANCE**, (section de la Grande Pêche) confiait à l'Agence publicitaire **DAMOUR**, l'étude d'une première campagne de publicité collective pour promouvoir la consommation de la morue.

1948, le Comité, qui avait cessé toutes activités pendant la Seconde Guerre mondiale, était recréé par les Armateurs de la Grande Pêche qui en assuraient le financement.

1963, les Négociants-Sécheurs s'associaient aux Armateurs pour participer aux campagnes collectives de propagande et de publicité.

Cet organisme créé en cette circonstance, le **C.E.D.I.M.** (Comité d'Étude et d'Information pour le Développement de la consommation de la Morue) se voyait alors doté de moyens plus puissants lui permettant de réaliser d'importantes campagnes de radio et même de télévision, sans abandonner pour autant la propagande itinérante, l'édition de brochures, l'activation des Centres d'Enseignement Ménager, la diffusion de films à vues fixes, etc...

C.E.D.I.M. 59, rue des Mathurins - PARIS-8^e - Tél. ANJ. 62-60.

SEL BALMER

76 - FÉCAMP



IL Y AURA
BIENTOT
40 ANS...



Le Comité des Armateurs de France (section de la Grande Pêche) confie à l'Agence
DANOUX l'étude d'une première campagne de publicité collective pour promouvoir la
vente de sel.
Le Comité, qui avait cessé toutes activités pendant la Seconde Guerre mondiale, était très
attaché à la Grande Pêche et en assurait le financement.
Les négociations s'ouvrirent aux Armateurs pour partager aux compagnies celles
de publicité.
C'est ainsi qu'en cette circonstance le C.E.D.M. (Comité Étude et Développement pour le Développement de la
Pêche) se voyait alors doté de moyens plus importants qu'au moment de réaliser d'importantes campagnes
de vente de sel, mais également pour assurer la promotion nationale, l'édition de brochures, les
travaux d'équipement fluvial, le diffusion de films à vue fixe, etc.

C.E.D.M. 27, rue des Mathurins - PARIS-8^e - Tél. ANJ. 63-60

Fondation Française d'Etudes Nordiques

MEMBRES FONDATEURS

Conseil Général de la Seine-Maritime
Ville de Rouen

Chambres de Commerce et d'Industrie de Haute-Normandie

PRÉSIDENTS D'HONNEUR

M. Pierre Chaussade, Préfet de Région

M. Michel Chevalier, Recteur de l'Académie de Rouen

PRÉSIDENT

M. Jean Vaudour, Président de la Chambre de Commerce
et d'Industrie de Rouen

Président de la Région Economique de Haute-Normandie

VICE-PRÉSIDENTS

M. Tissot, Maire de la Ville de Rouen

M. Lecanuet, Sénateur

Président de la Commission des Finances du Conseil Général

M. Lanfry, Président du Comité Régional d'Expansion Economique

M. Jacques Ledun, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Fécamp

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

M. Jean Malaurie, Directeur du Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves
Ecole Pratique des Hautes Etudes (Sorbonne)

PUBLICATIONS DE LA FONDATION FRANÇAISE D'ÉTUDES NORDIQUES

ACTES ET DOCUMENTS N° 1 - Colloque sur "Le Marché des bois du Nord et la
Région Economique de Haute-Normandie".
(Rouen, 17 et 18 novembre 1964)

Rapports et débats - 256 pages (paru)

ACTES ET DOCUMENTS N° 2 - Colloque sur "Le Premier Congrès International de
l'Industrie maritime dans l'Atlantique Nord"
(Rouen et Fécamp, 27, 28 et 29 janvier 1966) (2 vol.: à paraître)

SÉMINAIRES D'ÉTUDES EN 1966 (Février-Juin)

Tous les 1^{er} et 3^e mardis ou mercredis de chaque mois, au Palais des Consuls à ROUEN
Séminaires d'études de géographie économique et politique sur les Pays Nordiques

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES — SORBONNE
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
PUBLICATIONS DU CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES
ET FINNO-SCANDINAVES

BIBLIOTHÈQUE ARCTIQUE ET ANTARCTIQUE

Editions MOUTON & Co. Paris-La Haye
45, rue de Lille - PARIS (VII^e)

- I The Lapps to-day : Conférences, Jokkmokk 1953, Karasjok 1956.
paru
- II Le Nouveau Québec : (sous la direction de J. Malaurie et
J. Rousseau). *paru*
- III M. G. Levin et A. P. Potapov (sous la direction de) : Les peuples
de Sibérie. *à paraître*
- IV Jean Malaurie : Contribution à l'étude des sociétés esquimaudes
de l'Arctique Canadien Oriental. *à paraître*
- Jean Malaurie : Terre de Washington, Côte du Sud, Terre d'Inglefield,
Groenland N.W. 2 cartes au 1/200 000, en 4 couleurs, topographie,
géomorphologie, hydrographie des glaces, carte des neiges. *paru*

*

INTER-NORD

Revue semestrielle de géographie économique et politique
des pays du Nord
n^{os} 1, 2, et 5 : épuisés

Agent de diffusion : S.E.V.P.E.N. (Ministère de l'Éducation Nationale) 13, rue du Four - PARIS (VI^e)

*

CONTRIBUTIONS

- 1 Jacques Rousseau : La Zonation latitudinale dans la Péninsule Québec
Labrador. *épuisé*
- 2 Arnljot Strømme Svendsen : La route maritime du Nord : son importance
pour le transport maritime et la navigation internationale *paru*
- 3 Régis Boyer : Trois Sagas Islandaises du XIII^e siècle et un "Thâttur" *paru*
- 4 Charles Juliot de la Morandière : "La pêche française de la morue à Terre-
Neuve au point de vue social, économique et politique" *sous-presses*
- 5 Jean Malaurie : Igloolik : Etudes géographiques et socio-économiques *à paraître*
- 6 H.-G. Bandi et E. Knuth : Problèmes posés par la préhistoire esquimaude sur la
côte Nord-Ouest de l'Alaska et sur la côte Nord du Groenland : exposés et
débats. *à paraître*

Agent de diffusion : S.E.V.P.E.N. (Ministère de l'Éducation Nationale) 13, rue du Four - PARIS (VI^e)

*

Le gérant : L. Volz

**CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES
ET FINNO-SCANDINAVES**

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES
VI^e Section : Sciences Économiques et Sociales
SORBONNE

•
**FONDATION FRANÇAISE
D'ÉTUDES NORDIQUES**
(ROUEN)

DLP - 2-0-67 687284

INTER NORD

*Revue de géographie
des pays du Nord*

S.E.V.P.E.N.
(Ministère de l'Éducation Nationale)
23, rue du Four
PARIS-VI

MARS 1967 - N° 9

INTER-NORD

Revue de géographie des pays du Nord

Directeur

Jean MALAURIE

Comité de Direction

Jean MALAURIE,

Directeur du Centre d'Etudes Arctiques,
et Finno-Scandinaves,
E.P.H.E. Paris

Daniel NAT,

Centre d'Etudes Arctiques
et Finno-Scandinaves,
E.P.H.E. Paris

George W. ROGERS,

University of Alaska, Juneau

Maurice GRAVIER

Directeur de l'Institut d'Etudes Scandinaves
Faculté des Lettres et Sciences Humaines,
Paris.

André PIATIER

Directeur au Centre International d'Etude
du développement économique
E.P.H.E. Paris.

Roger PORTAL,

Faculté des Lettres et Sciences humaines,
Paris
Président de l'Institut d'Etudes Slaves
de l'Université de Paris

Basile KERBLAY,

Centre de documentation sur l'U.R.S.S.
et les Pays Slaves
E.P.H.E. Paris

Jacques ROUSSEAU,

Centre d'Etudes Nordiques, Université
Laval, Québec

Niels Kingo JACOBSEN

Geografiske Institut
Université de Copenhague

Claus BORNEMANN,

Ministère du Groenland, Copenhague

Wilhelm DEGE

Dortmund

Helmer SMEDS

Institut de Géographie
Université d'Helsinki

Correspondants

Alan COOKE (Dartmouth, N.H. - U.S.A.)

Bertel W. KARSTEN (Copenhague)

Robert PARES (Stockholm)

INTER NORD Revue semestrielle, est publiée par le Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Sorbonne), 54, rue de Varenne, Paris-VII* (BABylone 48-60) avec le concours de la Fondation Française d'Etudes Nordiques

Pour abonnement, dépositaire central et Administration : S.E.V.P.E.N. (Service d'Edition et de Vente des Publications de l'Education Nationale), 13, rue du Four, PARIS-VI*
Abonnement : les deux numéros 9 et 10, 40 F. § 10 - le numéro 25 F.

Comptes rendus - Book-Review. Les ouvrages et articles destinés à faire l'objet d'un compte rendu, doivent être adressés à la Rédaction d'INTER-NORD, Centre d'Etudes Arctiques, 54, rue de Varenne, PARIS-VII*.

INTER NORD

Mars 1967 - n° 9

I. Examen économique par grands secteurs : Janvier 1965 - Janvier 1967.

EUROPE SEPTENTRIONALE

FINLANDE

I - LA SITUATION GENERALE, par Daniel NAT	7
En douze mois, la Finlande perd la moitié de ses réserves de change	7
La marée salariale et la dérive des prix	8
L'inflation aura-t-elle coûté à la Finlande ses industries métallurgiques ?	10
II - ENERGIE ET MINES, par France ROGE	
Problèmes de valorisation énergétique et minière	12
Electricité	13
Mines	14

Examen économique par grands secteurs	7 - 209
Etudes et Débats	209 - 266
Table des Sources	269 - 277

NORVEGE

I - LA SITUATION GENERALE, par Jacques GARREAU	21
Progression remarquable du Produit National Brut	22
Prix et salaires	24
II - INDUSTRIE BALENIERE	
Déclin et conséquences	25

EXAMEN ECONOMIQUE PAR GRANDS SECTEURS : L'établissement du chapitre FINLANDE a été assuré par M. Daniel NAT et Mme France ROGE ; NORVEGE par M. Jacques GARREAU et Mme France ROGE ; SUEDE par M. Robert PARES ; DANEMARK par M. Daniel NAT et Mme France ROGE ; ILES FEROES par M. Aa H. KAMPP ; GROENLAND par M. Jean MALAURIE ; CANADA par MM. Don C. FOOTE, Jean MALAURIE et Daniel NAT ; ALASKA par MM. R.C. HARRING, Leo M. LOLL et G. W. ROGERS ; SIBERIE par MM. Terence ARMSTRONG, Basile KERBLAY, Jean MALAURIE, Daniel NAT et Mme Cécile SALES.

ETUDES ET DEBATS : Robert PARES : Note sur la situation actuelle des Sames Suédois ; Don C. FOOTE : Recent economic surveys in Northern Canada ; Jean MALAURIE : Canadianisation des Esquimaux et prolétarisation ; Raoul HARTWEG : Enquêtes dentaires chez les Esquimaux Canadiens ; Jean MALAURIE : « Squatters » et villes du Nord Canadien ; Guy MORECHAND : Etudes sur le chamanisme sibérien ; Cécile SALES : Publications récentes sur l'histoire révolutionnaire en Sibérie de 1917 à 1922 ; Paul ADAM : Il n'y a pas de mystère du Vinland ; Gustaf SIREN : The forest production of tomorrow in southern Sweden ; Serge BONNIN : Rennefrost sibérien ; Pierre CARRIERE : L'atlas soviétique de l'Arctique.

SECRETARIAT : Mme Andrée LEBRUN.



III - L'AGRICULTURE EN NORVEGE SEPTENTRIONALE	
IV - LE QUATRIEME PLAN QUADRIENNAL, par France ROGE ..	38
V - DONNEES STATISTIQUES	41

SUEDE

par Robert PARES

I - LA SITUATION GENERALE	46
Evolution des conditions de la vie sociale	50
Attitudes respectives du patronat suédois et du Syndicat L.O. à l'égard du développement en cours	52
II - LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	
Analyse par grands secteurs	58

DANEMARK

I - LA SITUATION GENERALE, par Daniel NAT	
La crise de 1963	60
Politique de contention et économie d'expansion	70
II - INTEGRATION EUROPEENNE ET COMMERCE EXTERIEUR, par France ROGE	
Les impératifs danois	72
Analyse statistique du Commerce Extérieur	73

ATLANTIQUE NORD ET CANADA*

THE FAROES

par Aa. H. KAMPP

I - TO DAY'S PROBLEMS	
The general situation since 1948. The Faroes have been largely autonomous	84
The cost of autonomy has to be paid	85
II - FISHING AND WHALING	86
III - STATISTICS	92

LE GROENLAND EN 1966

Intégration économique et malaise social

par Jean MALAURIE

I - LA SITUATION GENERALE	101
Plafonnement de la natalité et métissage : avenir de la spécificité groenlandaise.	

(*) A partir du n° 10, sera ouverte, sous la direction de M. Paul ADAM, une nouvelle section consacrée à l'économie des pêches en Atlantique-Nord.

II - LA CHASSE	103
III - DIFFICULTES DE LA POLITIQUE AGRICOLE	106
IV - PECHERIES : Moyenne de capture par unité d'effort, en déclin	107
V - RECESSION MINIERE CONTINUE	114
VI - DESEQUILIBRE ACCRU DE LA BALANCE DES ECHANGES ET DES PAIEMENTS. UNE NOUVELLE STRUCTURE DES RE- VENUS.	
VII - LE MALAISE SOCIAL	117

CANADA

I - LA SITUATION GENERALE, par Daniel NAT.	
Des taux de progression sans équivalent international	121
Diversification et hiérarchisation industrielle s'accroissent ..	122
L'apprentissage de la puissance	123
II - THE CANADIAN NORTH : general survey, by Don C. FOOTE.	125
III - DISTORSION DES DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES DANS LE NORD CANADIEN ET PROBLEMES SOCIO-ETHNI- QUES, par Jean MALAURIE	130
IV - DONNEES STATISTIQUES SUR L'EVOLUTION ECONOMI- QUE CANADIENNE, par Daniel NAT	134

PACIFIQUE NORD

ALASKA IN 1966

I - ALASKA AS A DEVELOPING REGIONAL ECONOMY 1966- 1970, by R. C. HARING	147
II - THE ALASKA KING-CRAB INDUSTRY, by Leo M. LOLL	150
III - ALASKA'S NATIVE POPULATION AND EMPLOYMENT PROSPECTS, by George W. ROGERS	154
IV - MAJOR SOCIAL AND ECONOMIC CHARACTERISTICS OF ALASKA'S REGIONS, by George W. ROGERS	161

NORTH PACIFIC (*)

(*) En raison de l'abondance des matières, la section NORTH PACIFIC est reportée au prochain numéro.

SIBÉRIE

I	- LA SIBÉRIE OCCIDENTALE, par Daniel NAT	167
II	- LE NORD-EST SIBÉRIEN : Réalisme économique et excessive mobilité de l'emploi, par Jean MALAURIE	173
III	- EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS NORDIQUES DE L'U.R.S.S., par Basile KERBLAY	178
IV	- LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU KAMCHATKA, par Cécile SALES et Jean MALAURIE	190
V	- LA ROUTE MARITIME DU NORD, par Terence ARMSTRONG	203

II. Etudes et débats.

	NOTES SUR LA SITUATION ACTUELLE DES SAMES SUEDOIS, par Robert PARES	209
	RECENT AREA ECONOMIC SURVEYS IN NORTHERN CANADA, par Don C. FOOTE	213
	CANADIANISATION DES ESQUIMAUX ET PROLETARIANISATION, par Jean MALAURIE	217
	ENQUETES DENTAIRES CHEZ LES ESQUIMAUX CANADIENS, par Raoul HARTWEG	223
	- SQUATTERS - ET VILLES DU NORD CANADIEN, par Jean MALAURIE	227
	ETUDES SUR LE CHAMANISME SIBÉRIEN, par Guy MORECHAND	229
	PUBLICATIONS RECENTES SUR L'HISTOIRE REVOLUTIONNAIRE EN SIBÉRIE, DE 1917 A 1922, par Cécile SALES	233
	IL N'Y A PAS DE MYSTÈRE DU VINLAND, par Paul ADAM	239
	THE FOREST PRODUCTION OF TOMORROW IN SOUTHERN SWEDEN, par Gustaf SIREN	257
	PERMAFROST SIBÉRIEN : ESQUISSE DE METHODOLOGIE CARTOGRAPHIQUE, par Serge BONIN	261
	L'ATLAS SOVIETIQUE DE L'ANTARCTIQUE, par Pierre CARRIERE	264

III. Table des Sources.

	CARTES HORS TEXTE	
	LA NORVEGE : Répartition des cultures	35
	LE KAMCHATKA : Conditions physiques, agriculture, élevage, la pêche, perspectives d'avenir	109
	LE PERMAFROST SIBÉRIEN : Esquisse de méthodologie cartographique, 19 cartes	263

INTER-NORD reproduit objectivement les opinions et informations les plus variées de la presse de documentation étrangère. Les textes publiés avec mention de la source, ne sauraient engager la responsabilité de la revue.
De même, les opinions exprimées par les auteurs des articles leur sont propres et n'engagent pas la responsabilité de la revue.

LA FINLANDE EN 1966

- I. — **La situation générale,**
par Daniel NAT. p. 7
- II. — **Energie et Mines,**
par France ROGÉ p. 12

LA FINLANDE EN 1966

I — LA SITUATION POLITIQUE

1. — Le régime politique

II — Économie et Finances

1. — Le Budget 1966

FINLANDE

FINLÄNDE

LA SITUATION GÉNÉRALE

par Daniel NAT*

UNE DOUBLE ACCALMIE SUR LE FRONT DES PRIX ET CELUI DES SALAIRES CONTRIBUE A DÉTENDRE LA SITUATION MAIS L'AFFAIBLISSEMENT DU POTENTIEL NATIONAL D'INVESTISSEMENT RISQUE DE CONTRAINDRE LA FINLANDE A ADMETTRE LA PÉNÉTRATION D'INTÉRÊTS ÉTRANGERS DANS LES PARTIES LES MOINS FAVORISÉES DE SON INDUSTRIE.

Si résolu que l'on soit à ne pas céder au pessimisme, les principales indications disponibles, à l'orée du printemps 1966, n'autorisent pas à présumer d'un ressaisissement de l'économie. En fait, et dans une mesure plus marquée encore qu'en 1965, c'est l'inverse qui paraît s'accuser et, contrairement à l'ambiance de confiance relative qui, en dépit des évidences de conjoncture, avait ouvert l'année précédente, les observateurs semblent, désormais, indéniablement plus sombres.

1. EN DOUZE MOIS, LA FINLANDE PERD LA MOITIÉ DE SES RÉSERVES DE CHANGE...

Au vrai, si 1965 avait été abordée assez fermement, il ne devait, déjà, plus en être de même pour la suite et la fin de l'année. Le bilan, en décembre, réduit à son ossature statistique, confirmait tout d'abord, en même

temps qu'un recul tendanciel du revenu national et du produit brut national, un tassement de la production générale (2,5% de retard sur l'avance réalisée en 1964) et un freinage beaucoup plus marqué des industries manufacturières : 4% seulement de progression sur l'année précédente, contre plus de 7% en 1964. Dans le même temps, les exportations totales bornaient leur développement à 3% contre 7% en 1964. En revanche, la consommation, avec + 6%, témoignait d'une dilatation nettement supérieure à l'exhaussement du produit national brut. Ce débord était couvert par un accroissement des importations, qui gagnaient 9,3% sur 1964, et portaient ainsi le déficit de la balance des échanges à 700 millions NM, chiffre assez spectaculaire si l'on rappelle que le découvert finlandais, deux ans plus tôt, se limitait à 189 millions. L'incidence sur les avoirs nationaux de change ne pouvait être, évidemment, que majeure, ainsi qu'en témoigne le tableau I ci-après, qui établit qu'en douze mois la Finlande a perdu à peu près la moitié de son capital de devises et 2% de son encaisse-or.

(*) Centre d'Etudes arctiques et finno-scandinaves, E.P.H.E. Paris.

TABLEAU I

Les réserves d'or et devises de 1964 à 1965

(Million NM)

	31 DÉCEMBRE 1964		30 SEPTEMBRE 1965		30 DÉCEMBRE 1965	
	Banque de Finlande	Total	Banque de Finlande	Total	Banque de Finlande	Total
Or	273	273	271	271	267	267
Devises convertibles	708	634	418	358	483	328
Devises non convertibles	— 9	— 8	— 12	— 10	20	21
Or et devises	972	899	677	619	770	616
Dépôt or au Fond Monétaire		46		46		46
Total		945		665		662

Sources : Economic Review, Kansallis-Osake-Pankki, 1966-1, p. 29.

2. LA DETTE NATIONALE DÉPASSE DÉSORMAIS TROIS MILLIARDS DE NOUVEAUX MARKS.

Ne plus disposer que de douze mois de paiements extérieurs n'est pas, exactement, un stimulant pour l'économie — ou ne pourrait, du moins, l'être que si les forces productrices avaient l'assurance que les moyens d'un redressement restent saufs. Il est douteux que les difficultés rencontrées par le Trésor durant 1965 aient pu les en convaincre.

Il n'a pas fallu, en effet, moins de cinq budgets supplémentaires pour combler le trou, ouvert au fil des mois, entre les estimations initiales et les réalités. Le budget ordinaire, assurément, était balancé à 5 952 millions NM. Fin 1965, il atteignait 7 131 millions, soit des « aménagements » ressortissant à près de 20 % des chiffres initiaux et à un débord de 25 % sur les niveaux, pourtant impressionnants, de 1964. Un rétablissement d'une telle ampleur ne s'obtient évidemment pas sans une sérieuse mise à contribution de l'économie. Tout d'abord, au titre de l'impôt : tandis que celui sur le revenu progressait de 11,4 %, la récente taxe sur le chiffre d'affaires réalisait, quant à elle, un véritable bond de 38 % sur 1964, fournissant à l'Etat 20 % de son revenu ordinaire en dégageant 1 257 millions NM, soit à peine moins que l'impôt sur le revenu et l'impôt foncier (1 421 millions). Ensuite — et là n'est pas le moins préoccupant — par une nouvelle ponction sur le marché des capitaux, mais assortissant, cette fois, l'appel direct au public d'une législation, quasiment d'exception — Cash Reserve Act —, portant dévolution éventuelle à la Banque de Finlande d'une partie des dépôts bancaires privés, « aux fins de préserver la valeur de la monnaie, ou d'aider au maintien des réserves de devises ». L'appel au public proprement dit prenait la forme d'un emprunt à court terme, d'un montant de 180 millions NM, dont seuls, d'ailleurs, 80 devaient rentrer dans les caisses du Trésor, puisque, peu avant, celui-ci avait dû s'acquitter d'engagements à court terme ressortissant à 100 millions. Il suffit

d'ajouter que, fin décembre 1965, les intérêts versés par l'Etat à ses créanciers marquaient un accroissement de 30 % et, qu'en novembre 1965, la dette nationale atteignait, ainsi, 3 083 millions NM — soit près de 450 millions de plus qu'en 1964.

3. LA MARÉE SALARIALE ET LA DÉRIVE DES PRIX.

Que cette pesée véritablement exceptionnelle des finances publiques sur l'économie se soit trouvée accueillie avec autant de sang-froid par l'opinion et, notamment, par les principaux intérêts concernés, ne peut, dès lors, s'expliquer qu'en fonction de ce que ceux-ci attendaient de l'Etat et à partir du fait qu'ils ne pouvaient pas ne pas en attendre beaucoup. On ne cherchera pas bien loin, mais on ne se trompera, sans doute, pas beaucoup en considérant que c'est la poussée, et même la marée salariale dont la Finlande est le théâtre depuis deux années qui fournissent la réponse principale. Dans son précédent numéro, INTER-NORD attirait l'attention sur les dimensions véritablement anormales du problème : 13 % d'augmentation du premier semestre 1963 au premier semestre 1964, avec une pointe de 17 % pour les employés de l'Etat, alors que, pour la même période, la production ne s'était accrue que de 5 % et le revenu agricole de 8 %. Les conventions RIPATI, alors négociées, ne pouvaient que suivre, tout en s'efforçant de l'ordonner, un mouvement apparemment irrésistible : à l'orée de 1965, le jeu de l'échelle mobile portait la rémunération de base à 18 % au-dessus de son niveau de fin 1963 et se soldait, bien entendu, par une quasi explosion des systèmes de prix. De 1958 à 1963, l'indice du coût de la vie avait crû, environ, de 3 % par an. Début 1964, son augmentation mensuelle globale dépassait 1,5 %, 2 % pour l'alimentation, 3 % pour l'habillement. Au printemps 1964, l'indice culminait à 11 % sur le niveau correspondant de 1963 — et il paraissait évident qu'aspiré, littéralement, par la crue

salariale que sa propre dérive contribuait, par ailleurs, à enfler, il n'était ni au terme ni au plein de sa course. Une étude de la *Nordiska Foreningsbanken* prévoyait, dès ce moment, que « la progression (des salaires) ne pourra plus être compensée par un accroissement de la productivité ou une augmentation des prix (1) ». C'était dire que les facteurs simplement économiques ne suffisaient déjà plus à juger, et suffiraient encore moins à maîtriser, désormais, la situation. Le sort de la monnaie, en réalité, devenait, était devenu l'enjeu véritable de la crise. Et, bien sûr, en de telles circonstances, il n'est plus que de reconnaître à l'Etat tous les droits — même s'il ne les revendique pas immédiatement.

4. LE RENVERSEMENT DE LA TENDANCE.

L'essentiel, en l'occurrence, n'était pas seulement, au reste, que l'action des pouvoirs publics fût appe-

lée à être ce qu'elle devait être. L'opinion, et tout particulièrement celle des milieux économiques, ne pouvait plus guère ignorer, quant à elle, que les pesées des rémunérations et des prix sur le dispositif global de la production avait, pratiquement, atteint la limite de rupture de celui-ci — et qu'à partir de ce moment la défense de l'intérêt général revêtait pour chacun, clairement, plus d'importance que la lutte pour des intérêts particuliers. Le renversement brusque, spontané, de la tendance des prix, dès l'entrée de 1966, constitue, en tout cas, une caractéristique originale, et forte, de l'évolution économique finlandaise des vingt derniers mois — et il s'agit bien d'un renversement, puisque l'indice des prix de gros qui, de décembre 1962 à décembre 1964, s'était tendu de près de 17 %, se situait, décembre 1965, en déflation par rapport à son étiage de fin 1964.

TABLEAU II

Le mouvement des prix de décembre 1962 à décembre 1965

	Décembre 1962	Décembre 1963	+ ou — % 1963-1962	Décembre 1964	+ ou — % 1964-1963	Décembre 1965	+ ou — % 1965-1964
Coût de la vie (1951 = 100)	150	158	+ 5,3	174	+ 10,1	180	+ 3,4
Prix de gros (1951 = 100)	2.238	2.413	+ 8,6	2.623	+ 8,7	2.622	- 0,03
Indice des prix de construction (1951 = 100)	135	145	+ 7,4	154	+ 6,2	158	+ 2,5

Source : Economic Review, Kansallisoikeus-Pankki, 1966-1.

5. LA DÉTENTE SALARIALE.

Même moins franc, mais tout aussi prévisible, un sensible décrochage de tendance allait marquer le comportement des salaires. Fin 1965, on le sait, les conventions RIPATTI arrivaient à leur terme. Dès janvier 1966, des contacts intervenaient, sous le signe d'une proposition gouvernementale de « trêve économique », rien de moins que quadriennale, entre les pouvoirs publics et les syndicats — les premiers s'engageant à maintenir l'indice du coût de la vie à l'intérieur d'une fourchette allant de 182 à 185 points. Sans que les seconds aient officiellement donné suite à cette ouverture du Gouvernement, une recommandation, cautionnée par la Fédération des Trade-Unions (SAR) et la Fédération Finnoise des Employeurs laissent néanmoins deviner, le 5 février, que toutes les parties en présence étaient résolues à trouver une base d'accord. Celle-ci, fondée sur le principe de la

convention collective, et étendue sur trois années, devait être, finalement, la suivante. De février 1966 à janvier 1967, trois augmentations de salaire porteraient la rémunération à 8,4 % du niveau de janvier 1966. De janvier 1967 à janvier 1968, l'ajustement relèverait d'une progression annuelle de 9 %, pour se réduire, dans la première moitié de 1968, à 7 %. Il était, en outre, convenu que l'échelle mobile ne jouerait pas en 1966 — son action ultérieure ne se déclenchant qu'à partir d'une montée du coût de la vie supérieure à 3 % et même, dans ce cas, ne portant effet qu'à partir de décembre 1968.

Du premier trimestre 1964 au premier trimestre 1965, la poussée des salaires avait été de 12 % dans l'industrie, 18 % dans l'agriculture. Selon les experts gouvernementaux, les accords triennaux de 1966 ne devraient pas, au total, se traduire par un exhaussement annuel supérieur à 8 % — dont une partie, au reste, et au moins 2 %, peut être absorbée par la marge de 5 points indicels laissée aux pouvoirs publics sur la croissance du coût de la vie.

(1) *UNITAS*, n° 2, 1964.

TABLEAU III

Évolution indicielle des traitements et salaires
en 1964 et 1965

(Base 1951 = 100)

Année et trimestre	Agriculture	Industrie	Employés de l'Etat
1964 I	197	203	221
II	205	212	227
III	198	212	227
IV	219	217	234
1965 I	234	228	244
II	231	231	244
III	235	231	244
IV	—	—	244

Sources : Economic Review, Kansallis-Osake-Pankki, 1966-1.

6. L'INFLATION AURA-T-ELLE COUTÉ A LA FINLANDE SES INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ?

Que le comportement des syndicats ait donc, en la circonstance, témoigné de modération, même relative, est une chose. C'en est une autre, toutefois, de savoir si cette modération se révélera, pour la période qui s'ouvre, à la mesure réelle de la situation. En l'état actuel de la conjoncture, et **seulement pour maintenir le niveau de l'emploi**, il importe que l'économie finlandaise progresse au rythme minimum de 4,5%. Certes, il est assuré que ce taux de progression a été atteint en 1965 : il n'est pas certain qu'il ait été dépassé. En chiffres théoriques, la coïncidence entre les exigences salariales pour les mois à venir et les moyens que la production peut avoir d'y faire face ne jouait ainsi, dès l'orée de 1966, que sur une base périlleusement mince. En chiffres réels, et compte tenu que les engagements pris par le gouvernement — et qu'il ne pouvait pas ne pas prendre — sont appelés à signifier une stérilisation encore plus sévère du marché des capitaux, c'est-à-dire des moyens de l'investissement, il était donc inéluctable, avant même que les accords de 1966 soient intervenus, que le problème du financement ultérieur de l'expansion imposât de tirer certaines conclusions fondamentales. Et, en particulier, à ceux pour qui il pouvait, plus redoutablement encore, s'agir surtout du financement de la survie.

Les précédents numéros d'*Inter-Nord* l'avaient montré : le resserrement et la détérioration des conjonctures en Finlande devaient nécessairement jouer, et jouèrent, au détriment des parties les moins développées du dispositif économique — c'est-à-dire, en l'espèce, au détriment des diverses disciplines métallurgiques. En 1964, métallurgies primaire et mécanique avaient marqué un recul général de 2 à 3% — tranchant sur l'avance de 10% des

industries du papier et la progression globale de l'industrie qui ressortissait, elle, à près de 5%. Les conditions étant, à ce moment, ce qu'elles étaient et telles — tant du point de vue de l'évolution prévisible des coûts de production que du comportement des marchés de capitaux — qu'elles ne pouvaient être appelées qu'à se détériorer davantage, le pronostic requérait donc d'être extrêmement sombre. Si manifestement, au reste, qu'une étude, déjà citée, de la *Nordiska Foreningsbanken*, assurait, comme nous le faisons d'ailleurs nous-mêmes, que « rien ne pourra probablement arrêter le déclin continu des exportations métallurgiques et mécaniques ». Le fait qu'en 1965 ces exportations aient effectué la plus forte avance de toute l'économie finlandaise ; le fait que la production propre de la métallurgie ait marqué, de très loin, le taux de progression le plus élevé et le fait, enfin, que les investissements soudain réalisés dans ce compartiment représentent un accroissement de rien de moins que de 20% sur les chiffres de 1964, forceraient manifestement la stupeur s'il n'était précisé que des accords étaient, entre-temps, intervenus entre la Fédération finlandaise des Industries métallurgiques et mécaniques et certains intérêts suédois (1).

TABLEAU IV

Mouvement indiciel de la production industrielle
(1959 = 100)

	Avance ou recul 1964 sur 1963	Avance ou recul 1965 sur 1964
	%	%
Industries manufacturières	+ 7,2	+ 4,1
dont :		
Industries alimentaires	+ 3,8	+ 2,2
Boissons et tabacs	- 1,5	+ 11,8
Textiles	+ 7,4	- 12,4
Chaussure et vêtement	- 3,3	- 5,1
Bois	+ 5,8	+ 3,1
Papier	+ 9,7	+ 4,7
Édition, imprimerie	+ 2,4	+ 3,1
Cuir et caoutchouc	+ 8,1	+ 9,8
Produits chimiques	+ 16,7	+ 7,1
Ciment et verrerie	+ 13,6	+ 9,1
Métallurgie de base	+ 22,1	+ 12,2
Produits métallurgiques	+ 10,9	+ 2,7
Mécanique	+ 0,7	+ 5,6
Électrotechnique	+ 3,5	+ 11,2
Matériel de transport	+ 3,9	+ 1,3

Source : Economic Review, Kansallis-Osake-Pankki, 1966-1.

(1) Economic Review, Kansallis-Osake-Pankki, 1965-1, p. 11.

TABLEAU V

Structure des exportations en 1964 et 1965
(en % des exportations totales)

	1964	1965
Industries du papier	48,9	47,4
Industries du bois	21,7	20,1
Bois brut	2,2	1,3
Métallurgie	14,8	17,5
Agriculture	5,5	5,5
Divers	6,9	8,2
	100	100

Source: UNITAS, vol. 38, 1, 1966.

Dans une large mesure, et même si de tels accords signifient, regrettablement, que l'économie finlandaise n'a pas été en demeure de fournir par elle-même, à tout ou partie de ses industries métallurgiques, les moyens d'un développement indépendant, la situation nouvelle qui s'ensuit ne saurait être, bien entendu, que favorable à l'évolution générale. L'on ne peut, toutefois, ignorer que les industries métallurgiques, si elles exportent trois fois moins que les industries du papier, ne constituent nullement un domaine mineur de la production nationale. Le tableau VI ci-dessous montre qu'en termes de valeur ajoutée elles représentent, sans les industries navales, la moitié des industries du bois et, avec les industries navales, un peu plus des deux tiers.

TABLEAU VI

% de participation des diverses industries à la valeur ajoutée totale de la production manufacturière
(1959)

BOIS		TEXTILES	6,8
Papier	15,1	Confection et chaussures	5,6
Industrie du bois	7,5	Industrie chimique	6,0
Mobilier	1,7	Industrie électrique	3,5
Imprimerie	6,3		
	30,6		
MÉTALLURGIE		INDUSTRIES ALIMENTAIRES	12,8
Industrie métallurgique de base	2,5	Ciment et principaux minéraux non métalliques	4,0
Prod. métall. (excepté machines et matériel de transport)	3,8	Cuir et caoutchouc	1,9
Mécanique, machines et équipement (excepté électricité)	8,0	Produits pétroliers	1,3
Matériel de transport	8,7	Boisson	1,5
		Tabacs	0,9
		Divers	2,1
	23,0		

Source: Tilastokatsaus, n° 2, 1964, p. 50-52.

Certes, comme on le voit, industries du bois et industries alimentaires, textiles et industries chimiques participent, pour près de 60 %, à la production manufacturière totale. Que le comportement des industries métallurgiques tende, désormais, à présumer une manière d'accord préalable avec la Suède n'affecte et n'aliène donc, vraisemblablement,

rien d'essentiel. La question, même si elle est devenue quelque peu académique, peut néanmoins se poser de savoir dans quelle mesure réelle l'avenir, sinon la survie, de la métallurgie finlandaise dépendait, à ce point, de concours extérieurs et, surtout, d'un concours qui ne peut pas ne pas avoir une signification particulière pour la Finlande.

ÉNERGIE ET MINES

par France ROGÉ *

L'industrialisation rapide de la Finlande dans les conditions difficiles de la reconstruction du pays après la guerre appelait un développement des ressources en énergie et minerais. Cependant, les possibilités restent limitées en face des besoins accrus de la consommation et la Finlande, malgré les efforts accomplis, demeure largement tributaire de l'étranger.

1 - PROBLÈMES DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE ET MINIERE

Agricole et forestière à l'origine, l'économie finlandaise on le sait, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, sous la pression des circonstances, s'est rapidement industrialisée. La mise en exploitation de richesses nationales, encore insuffisamment utilisées, a contribué à ce développement. Parmi celles-ci figurent les **ressources en houille blanche, les gisements de fer et non ferreux**. L'expansion des deux secteurs ici considérés, dans lesquels l'État a une large part, a impliqué des investissements de base. Dans les conditions financières pénibles de l'après-guerre, ceux-ci n'ont pu être réalisés qu'à la faveur d'emprunts émis par le gouvernement finlandais auprès d'instituts internationaux.

Cette valorisation énergétique et minière s'est révélée d'une **importance capitale pour l'économie tout entière**. L'équipement hydro-électrique a permis un meilleur approvisionnement en courant des industries traditionnelles, scieries et papeteries. L'extraction de minerais a servi à alimenter une métallurgie nouvelle. Cette mise en vedette des deux secteurs en question a eu pour répercussion un **remodelage de la carte économique** de la Finlande : l'emplacement des nouveaux centres d'intérêt se trouve dans la moitié nord du pays, ce qui a accentué le "Drang nach Norden" d'autant plus que le territoire avait été amputé, au Traité de Paix de 1947, de provinces économiquement très actives dans le Sud-Est. A noter qu'un mouvement analogue vers le nord a eu lieu aussi en Norvège et en Suède, également sur le plan énergétique et minier, et il semble désormais que cette partie du continent ne se découpe plus en territoires allongés du nord au sud dans les limites des frontières nationales, mais en une vaste région développée d'ouest en est, englobant et même dépassant le Nord-Kalotten scandinave.

Cependant cette expansion finlandaise a ses limites : les possibilités d'équipement hydro-électrique n'ont pas l'ampleur de celles de la Norvège ; les gisements ne sont pas comparables aux réserves du sous-sol de la Suède et la Finlande est loin de disposer du capital financier de sa voisine. En face de ce développement, conditionné à bien des points de vues, il y a l'accroissement des besoins. A l'hydro-électricité insuffisante viendra s'ajouter l'apport complémentaire des énergies thermique, pétrolière et peut-être nucléaire ; dans le cas des deux premiers, il faudra recourir à des importations de combustibles et carburant. De même, les dépôts métalliques relativement modestes sont loin d'exclure des importations pour satisfaire une industrie mécanique en extension. Mais le handicap le plus préoccupant est la dépendance des investissements vis-à-vis du capital étranger car les frais de l'expansion ne peuvent être supportés qu'au prix du déséquilibre d'une économie déjà financièrement instable.

2 - ÉNERGIE

A. EVOLUTION DU BILAN ÉNERGÉTIQUE.

Si l'on considère le bilan énergétique de la Finlande, en se basant sur des données converties en tonnes de houille, on observe qu'en 1938, l'apport national correspondait à 76,3 % du total de la demande en énergie (hydro-électricité : 12,9 %, combustibles finlandais, bois et tourbe : 63,4 %) et la part des importations s'élevait à 23,7 % (combustibles solides : 19,7 % et carburants liquides : 4 %). En 1957, la répartition était assez différente : part nationale : 62,5 % (hydro-électricité : 22,7 %, combustibles finlandais : 39,8 %) et part importée : 37,5 % (combustibles solides : 18,7 % et carburants liquides : 18,8 %). Même si les chiffres de 1957 (à défaut de plus récents) sont maintenant dépassés, la tendance de l'évolution va donc dans le sens : premièrement d'une diminution de la contribution nationale globale, mais avec progression de l'approvisionnement en électricité hydraulique aux dépens de la tourbe et du bois ; en second lieu d'une augmentation de la part des importations, avec accroissement de la part du secteur carburant, et maintien de celle du charbon étranger.

(*) France ROGÉ, I.N.S.E.E., Paris.

B. ÉLECTRICITÉ.

a) Puissance installée et production (tableau I)

Le tableau ci-joint montre que de 1948 à 1964, la puissance installée totale, comme celle d'origine hydraulique, a quadruplé. En 1964 comme en 1948, l'hydro-électricité a représenté un peu moins de la moitié de la puissance installée totale.

En 1965, la production totale de courant, 14 568 millions de kWh, a enregistré une augmentation de 30% par rapport à 1948, le pourcentage d'accroissement étant presque le même pour l'hydro-électricité seule.

Ainsi, en 1965, la part de l'hydro-électricité : 1488 millions de kWh a correspondu à 64% de la production totale contre 68% en 1948.

En 1964, la part du secteur public s'est élevée à 55% de la production totale et presque 80% de la production hydro-électrique.

b) Besoins de la consommation et possibilités hydro-électriques

Il y a une disproportion évidente entre les besoins et les possibilités. Les besoins de la consommation globale en électricité ont été évalués, d'après des calculs faits en 1963, à 20 milliards de kWh par an en 1970 et 27 milliards de kWh par an en 1975. Des prévisions effectuées ultérieurement ont été plus ambitieuses ; en 1966 on envisageait une consommation de 50 milliards de kWh pour 1980. En 1964, la consommation annuelle par habitant était beaucoup moins élevée en Finlande (3 113 kWh) qu'en Norvège (10 432 kWh) et qu'en Suède (5 879 kWh).

Dans le domaine des possibilités hydro-électriques, les estimations sont souvent sujettes à révision. En 1963, la limite économique du potentiel total hydro-électrique a été chiffrée à 13 milliards de kWh de production par an, et le maximum utilisable, si toutes les possibilités d'équipement étaient exploitées, à 18 milliards de kWh de production annuelle. Un peu plus de la moitié est actuellement en service et des programmes de grands travaux se poursuivent.

c) Equipement hydro-électrique

La Finlande dispose de plusieurs bassins fluviaux. On peut ranger les rivières ("Joki" en finnois) en trois systèmes : les eaux se jetant dans le lac Ladoga par le fleuve Vuoksi, celles s'écoulant dans le golfe de Finlande à Kotka par le Kymi, celles déversées dans le golfe de Botnie, à Pori par le Kokemäen, puis plus haut par l'Oulu et le Kemi, et finalement, par le Tornio à la frontière finno-suédoise. Tous ces cours d'eau drainent de nombreux lacs ("järvi" en finnois) avec une ramification d'affluents. Les premières rivières équipées électriquement ont été celles du Sud-Est et du Sud avec les chutes du Vuoksi et du Kymi. Les réserves en houille blanche exploitables se trouvent dans la moitié septentrionale du pays, où les programmes de travaux s'échelonnent par bassin en remontant peu à peu vers le Nord.

La seconde guerre mondiale avait arrêté l'expansion du secteur hydro-électrique qui, de plus, par suite de la cession de territoire au Traité de Paix, en 1947, a perdu un tiers environ de la capacité existante de production, tandis que la demande en courant s'intensifiait rapidement durant la période de reconstruction de l'après-guerre.

TABLEAU I

Énergie électrique

	Unité	1938	1948	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Puissance installée (total (service public et industrie) dont hydro. Service public	Milliers de Kw													
		870	965	1.776	1.839	2.039	2.202	2.383	2.834	3.152	3.361	3.596	3.879	—
		429	474	1.077	1.118	1.293	1.340	1.419	1.559	1.682	1.702	1.851	1.857	—
	—	452	1.044	1.049	1.237	1.279	1.361	1.685	1.831	1.881	2.031	—	—	—
Production (total (service public et industrie) dont hydro. Service public : total dont hydro.	Millions de Kwh													
		3.108	2.960	6.830	6.645	7.700	7.958	7.912	8.605	10.470	11.616	11.825	13.636	14.568
		2.456	1.923	6.190	5.202	6.616	6.960	5.563	5.269	8.023	9.770	8.374	8.501	9.488
		—	1.451	4.580	4.198	5.146	5.425	4.683	4.917	6.540	7.627	7.042	7.440	—
	—	1.166	4.555	3.797	4.942	5.325	4.142	3.912	6.069	7.443	6.594	6.784	—	—

Source : 1. O.N.U. Annuaire statistique 1958 et 1965.

2. Statistiques nationales.

La réalisation d'un vaste programme d'établissement de centrales était commencée déjà en 1940, mais ne put être menée à bien à grande échelle qu'après 1945, pour devoir s'achever en 1951. C'est ainsi que le premier projet important de construction fut envisagé pendant la guerre sur la rivière Oulu, dans la partie méridionale de la Finlande du Nord, mais les gros travaux à proprement parler ne débutèrent qu'en 1945. En 1957, sept usines hydro-électriques d'une puissance de 435 000 kW produisant 2 200 millions de kWh avaient déjà été bâties dans ce bassin.

L'équipement de la rivière Kemi commença en 1953, comprenant la construction d'un total de 9 stations hydro-électriques en aval du lac de Kemi, d'une puissance totale de 785 000 kW et d'une production de 3 750 millions de kWh par an. En outre, plusieurs centrales ont été installées sur les affluents et les lacs, dont l'aménagement hydro-électrique se poursuit encore actuellement. La principale centrale du bassin de Kemi est celle de Petäjäkoski, achevée en 1957 (150 000 kW, et 660 millions de kWh par an).

L'important bassin de Tornio, à la frontière suédo-finlandaise, reste encore à mettre en exploitation. On escompte une capacité de production annuelle de 6 000 millions de kWh (un peu plus d'un tiers seulement pour la Finlande).

Il existe aussi des possibilités à l'extrême nord pour des rivières dont le cours se partage entre la Finlande d'une part, la Norvège (rivière Teno) ou l'U.R.S.S. (rivière Paats) d'autre part. Une coopération s'est établie par delà les frontières nationales arctiques entre la Finlande et ses voisins.

Par ailleurs, plusieurs groupes de sociétés ont contribué à la reconstruction ou à l'agrandissement d'usines hydro-électriques desservant les industries de la Finlande du Sud-Est et de l'Est, sur le Vuoksi, à Imatra et Teinonkoski.

d) Centrales thermiques

Cependant, malgré l'ampleur des programmes d'équipement des chutes d'eau, il a fallu également construire des usines thermiques. Elles sont situées dans le sud du pays, par exemple, dans la région d'Helsinki ou de Turku à Naantali. Cette dernière, commencée en 1960, a une puissance actuelle de 133 000 kW. Ces centrales utilisent la houille et le fuel importé, ainsi que de la tourbe et certains déchets de l'industrie du bois.

e) Réseau

La longueur totale du réseau est approximativement de 760 km à 400 kV, 1 500 km à 220 kV et 4 300 km à 110 kV. La Finlande a, comme la Suède, à faire face à des problèmes de transmission entre les centres de production à la hauteur du cercle polaire jusqu'aux lieux de consommation situés au sud. (La Finlande s'étend du nord au sud sur 1 160 km environ). Le bassin de l'Oulu a été relié par deux lignes à 220 kV et celui du Kemi par une ligne à 400 kV (une seconde est prévue). Le réseau finlandais est connecté avec celui de la Suède, ce qui permet des échanges de courant.

f) Réalisation

La réalisation des grands travaux hydro-électriques a été l'œuvre de sociétés très importantes comme Imatran Voima Oy (étatisée), Valmet Oy (étatisée), Tampella Oy, Wärtsilä Koncernen A.B., Oy Strömberg A.B., etc. La principale société de transformation du bois, Enso Gutzeit Osakeyhtio (possédée à 78 % par l'Etat) a construit ses propres usines d'électricité.

C. AUTRES SOURCES D'ÉNERGIE.

Les autres sources d'énergie, à part le bois (environ 13 millions de m³ de bois de chauffage, volume solide de bois rond, produits par an) et la tourbe (70 000 tonnes extraites environ par an), ne peuvent être que d'origine étrangère. La Finlande, n'ayant dans son sous-sol ni charbon, ni pétrole, doit recourir à des importations. La part des combustibles et carburants a représenté presque 10 % de la valeur des importations totales en 1965.

Les importations de pétrole se sont montées en 1965 à 2,3 millions de tonnes de pétrole brut et 3,17 millions de tonnes de produits pétroliers. La première raffinerie a été construite et mise en service en août 1957, à Naantali près de Turku (production : 2 771 880 tonnes en 1965) et une seconde a été inaugurée le 19 septembre 1966 à Sköldvik entre Porvoo (Borgaa) et Helsinki (capacité de raffinage : 2,2 millions de tonnes). La société d'Etat Neste Oy domine ce secteur.

Le coût élevé de l'énergie nucléaire n'a pas encore permis des installations spectaculaires, comme c'est le cas en Suède. Un réacteur expérimental a été inauguré fin août 1962 à la Haute Ecole Technique d'Otaniemi près d'Helsinki. La construction d'une centrale atomique est à l'étude. Elle serait située dans la Finlande du Sud. La société Imatran Voima Oy est intéressée à ce projet dont la réalisation n'est pas prévue avant 1970.

3 - MINES

A. CARACTÉRISTIQUES.

Les industries extractives en Finlande ont quatre caractères principaux : **dispersion** des dépôts, **diversité** des produits, **discontinuité** dans l'évolution d'une production par intermittence très importante ou assez faible, exploitation largement étatisée.

Les gisements sont disséminés sur la carte, les plus anciennement connus étaient situés dans les régions méridionales. Mais les centres miniers s'échelonnent d'ouest en est et les prospections ont permis des découvertes, du sud au nord jusqu'en Laponie finlandaise.

Les minerais sont variés : ce sont le fer, le premier utilisé, puis de nombreux non ferreux : par exemple, les pyrites les plus répandues donnant du cuivre, mais il faut aussi en signaler les contenus de zinc et de plomb, et quelques minerais assez rares en Europe, comme le nickel, le tungstène, le vanadium et le cobalt, ainsi que de l'uranium, de l'or et de l'argent en petites quantités.

L'évolution a été presque toujours discontinue, avec des productions tour à tour prospères ou brusquement interrompues. Ainsi l'on a noté que le fer était déjà exploité auprès des lacs aux temps préhistoriques; puis qu'une sidérurgie réapparut florissante vers 1658 à Fiskars, dans le sud du pays, faisant pendant au Bergslag suédois de l'époque, puis il faut attendre 1910 pour voir renaître une véritable industrie extractive et métallurgique. Mais depuis lors, les fluctuations n'en ont pas cessé pour autant. Une mine se ferme, épuisée, et une autre s'ouvre ailleurs peu après. En outre, les conséquences de la guerre ont valu à la Finlande, la perte des gisements de nickel de Petsamo, découverts dans le Nord en 1935 et cédés à l'U.R.S.S. à l'armistice de 1944.

Enfin, l'exploitation dépend largement de l'Etat. D'après les statistiques du produit national brut en 1964, le secteur public (y compris les sociétés étatiques) possédait 68% de la production des mines et carrières (le pourcentage du secteur public dans le produit national brut total étant alors de 25%). Deux grandes sociétés dominent les industries extractives (et aussi de transformation des minerais métalliques): Outokumpu Oy et Otanmäki Oy, toutes les deux étatisées. La société Oy Vuoksenniska AB est la seule représentante du secteur privé.

3. ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION.

Evolution générale

Si l'on se base sur un indice finlandais de la production industrielle (en volume, 1954 = 100) on

observe que le secteur minier a plus progressé que la moyenne de la production et n'a été dépassé en 1965 que par la papeterie et l'industrie chimique. Cet indice permet de constater le niveau comparativement très bas de 1938.

TABLEAU II

Évolution de la production industrielle

(Indice en volume : 1954 = 100)

	1938	1958	1964	1965
Total de l'industrie	50	113	182	191
dont mines et carrières	45	135	210	217

Source : Facts about Finland.

Pohjoismaiden Yhdyspankki (Nordiska Föreningsbanken) 1966.

Remarque : En 1965, l'industrie minière occupait 4 700 ouvriers sur un total de 354 978 ouvriers.

Du tableau III, ci-dessous, indiquant la production des principaux minerais, calculée d'après le métal contenu, par les statistiques de l'O.N.U., il ressort que si dans le total mondial la place de la Finlande est peu importante (par exemple pour le minerai de fer), par contre ce pays figure parmi les rares producteurs en Europe pour le cobalt, le nickel, le vanadium et l'amiante.

TABLEAU III

Production des industries extractives

Produit	Unité	1938	1948	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Minerai de fer (Fe contenu)	1.000 tonnes	—	—	122	135	137	138	147	180	182	194	232	307
Minerai cuivre (Cu contenu)	1.000 tonnes	14,1	20,4	23,3	22,7	27,9	30,8	31,2	30,4	36,1	38,0	36,6	35,1
Minerai plomb (Pb contenu)	1.000 tonnes	0,1	0,2	1,1	1,8	2,7	3,0	2,6	2,3	3,5	3,6	1,8	2,6
Minerai zinc (Zn contenu)	1.000 tonnes	0,6	7,8	28,6	47,6	51,0	51,7	62,1	50,9	56,5	70,3	80,5	78,0
Minerai vanadium (V contenu)	Tonnes	—	—	—	39	268	390	504	567	635	577	699	984
Concentré tungstène (W, contenu)	Tonnes	—	2	79	40	—	89	23	—	32	—	—	—
Minerai nickel (Ni contenu)	Tonnes	—	—	—	—	—	—	329	2.358	3.096	3.624	4.168	4.464
Minerai cobalt (Co contenu)	Tonnes	—	1.128	1.283	1.397	1.646	1.928	1.939	1.911	1.975	2.103	1.974	1.684
Or (provenant de l'affinage électrolytique)	Kg	—	352	586	567	681	786	943	675	641	474	635	686
Argent	Tonnes	1,9	5,2	7,0	9,9	11,6	17,4	16,3	12,1	14,2	11,8	18,0	18,9
Amiante (brut en fibres et poussières)	1.000 tonnes	—	10,8	8,0	7,5	10,0	7,2	8,7	9,6	9,4	9,9	9,3	10,5
Pyrites (minerai brut)	1.000 tonnes	352	564	1.304	1.375	1.490	1.304	1.266	1.280	1.354	1.701	1.811	1.864
Contenu en soufre	tonnes	87	130	160	157	176	159	167	165	181	319	370	378

Source : O.N.U. Annuaire statistique 1958 et 1965.

Productions minières principales

Une dizaine de centres miniers sont en exploitation actuellement. Il n'a pas été possible de donner ici une estimation des réserves du sous-sol.

1°) Minerais non ferreux

Le plus ancien centre minier aujourd'hui en service, et le plus important, est celui situé à **Outokumpu**, dans la Finlande du Sud-Est; le **cuivre** y fut découvert en 1910, et son extraction commença en 1913. C'est seulement vers 1925 que l'on comprit toute la valeur du gisement; l'exploitation fut achetée par la société d'Etat **Outokumpu Oy**, créée en 1932, qui domine le secteur des non ferreux. Elle extrait les minerais, traite ceux-ci dans ses raffineries et effectue des exportations. Les mines productives de la Société **Outokumpu Oy** étaient, en 1965: **Outokumpu**, **Ylöjärvi**, **Aijala**, **Vihanti**, **Pyhäsalmi**, **Korsnäs** et **Kotalahti**. L'extraction de ces mines s'est élevée en 1965 à 2 627 170 tonnes au total. De cette extraction, les productions suivantes ont été obtenues: concentré de **cuivre**, **soufre**, **zinc**, **plomb** et **nickel**. Ces productions proviennent principalement des trois raffineries de la Société **Outokumpu Oy**, situées à **Harjavalta**, **Pori** (Björneborg) et **Kokkola** (Gamlakarleby).

Ylöjärvi, mine mise en exploitation en 1943 pour le **cuivre**, a été fermée dans le courant de 1966; du **tungstène** en a parfois été extrait.

Dans le district de **Kisko**, la mine d'**Aijala**, ouverte en 1948, produit du **cuivre** par intermittence. Non loin, la mine de **Metsämonntu**, productrice de 1952 à 1958, a fait de nouveau l'objet de prospections pour le **zinc** et le **plomb**.

Dans la même région, la Société **Orijärvi Oy** exploitait une mine à **Orijärvi**, découverte en 1757 mais dont la production de **cuivre**, de **zinc** et de **plomb** a cessé à la fin de 1954.

Vihanti, ouverte en 1954, produit du **zinc**, et **Pyhäsalmi** (depuis 1958) des **pyrites** d'où l'on extrait aussi du **zinc** (et du **fer** traité dans les aciéries de **Kokkola**).

La mine de **plomb** de **Korsnäs** vient de recommencer à produire. Le dépôt de **Luikonlahti** devrait fournir en 1968 du **cuivre** et des **pyrites** dont on pourrait extraire du **fer**; du **cuivre** serait également trouvé dans la même région aux alentours d'**Outokumpu**, à **Vuonos**, **Karsikumpu** et **Virtasalmi**.

Le **nickel** est extrait actuellement dans la seule mine de **Kotalahti** dans le secteur de **Leppävirta**, au sud de **Kuopio**, où un gisement a été découvert en 1954 et mis en exploitation en 1959-1960. Dans le **Nivala**, la mine de **Makola** avait été abandonnée pour le **cuivre** et le **nickel** en 1954; le dépôt de **Hitura** dans le **Nivala** fait l'objet de prospections pour le **nickel**.

L'utilisation de la **chromite** des gisements du **Kemi**, près d'**Eljärvi**, pourrait être le point de départ d'une nouvelle industrie minière et de transformation des minerais, à **Röyttä** près de **Tornio**.

Le **cobalt** est extrait des **pyrites** d'**Outokumpu** (le sera aussi peut-être de **Luikonlahti**) et traité à **Kokkola**.

L'**or** et l'**argent**, ainsi que le **sélénium**, sont également trouvés à **Outokumpu**. (Précédemment, la société privée **Oy Vuoksenniska AB** extrayait de l'**or** de la mine de **Haveri**, district de **Viljakkala**, ouverte en 1942 et fermée maintenant; cette même société produisait du **molybdène** tiré de la mine de **Mättävaara**, dans le district de **Pielisjärvi**, qui a été abandonnée en 1947.)

L'**uranium** a été mis en exploitation dans le dépôt de **Eno**, près de **Paukkajanvaara** dans la Finlande de l'Est, depuis 1960.

2°) Minerais de fer

1) La plus grande mine de **fer** en exploitation actuellement est celle de **Otanmäki**, dans le district de **Vuolijoki**, à 120 km au sud-est du port d'**Oulu**. La mine est exploitée par la société d'Etat **Otanmäki Oy**, depuis 1954. Le **minerai** contient du **minerai de fer titané**, et du **vanadium** dont la production a démarré en 1956.

La Société **Otanmäki Oy** exploite aussi les gisements suivants: il s'agit d'un second gisement situé à **Kärsvasvaara** dans le district du **Kemijärvi**, exploité depuis 1959 et qui sera vraisemblablement épuisé dans trois ans. Mais la mine de **Raajärvi** qui vient d'être ouverte dans la même région va prendre le relèvement.

Un troisième dépôt se trouve au nord-ouest, celui de **Kolari** avec la mine de **Rautuvaara**. Les prospections entreprises depuis 1956 se poursuivent à **Rautuoja**, **Tapojoki**, **Suuoja** et **Sivakkalehto**.

2) Les minerais des îles d'**Aaland** (**Ahvenanmaa**) situés à **Nyhamn**, au sud de **Mariehamn** (**Maarianhamina**) appartiennent à la société privée **Oy Vuoksenniska AB**. Des prospections géophysiques avaient été faites en 1954 et des forages ont réussi à proximité de l'île **Lilla Baatskär**. Des galeries ont été percées. La caractéristique de l'exploitation est d'être sous-marine.

Face à la côte méridionale de Finlande, dans le golfe de Finlande, l'archipel de **Jussarö** à 20 km au sud de la ville de **Tammisaari** (**Ekenäs**) au large de **Hanko**, retient curieusement l'attention depuis fort longtemps. En 1584, des marins hollandais naviguant dans les parages avaient vu leur boussole troublée par des influences magnétiques. En 1817, on trouva des traces de **minerai de fer** à **Lerharun** et en 1834 dans une autre partie de l'île de **Jussarö**. L'Etat prit une concession du lieu et l'exploitation commença. Elle dura, assez faible pendant la guerre de Crimée, jusqu'en 1862 où elle cessa. L'Etat expropria le possesseur de l'île en 1868 pour des raisons de pilotage côtier. Au tournant du siècle, on reprit des enquêtes scientifiques sur le magnétisme de la région et on localisa des gisements à **Jussarö** et sous la mer. La société privée **Oy Vuoksenniska AB** qui avait installé une aciérie à **Imatra** en 1936-1937 et une autre

en septembre 1943 à Turku, et qui était déjà intéressée dans les mines des îles Aaland, cherchait du minerai. Des prospections commencèrent à Jussarö, puis aux alentours à Orrkobben et Stenland en 1957. La Société Oy Vuoksenniska AB acheta Jussarö en 1958, décida d'ouvrir une mine en 1959 et la production commença en 1961. Les réserves seraient très importantes. Les travaux de forage des prospections se poursuivent. L'exploitation se fait sous la mer à travers l'archipel, le minerai est traité à Koverhar.

Les minerais de fer des différents gisements sont traités dans trois centres : **Turku**, **Koverhar** et **Raaha** (Raahstad). Ce dernier centre est récent ; en effet,

en 1959, la société d'Etat Otanmäki avait été chargée par le gouvernement de construire une usine sidérurgique dans la Finlande du Nord, dans la région de Raaha, Rajuniemi, Runki. C'est ainsi qu'en 1960 a été fondée la société **Rautarunki Oy** (1) par trois sociétés d'Etat : Otanmäki Oy, Outokumpu Oy et Valmet Oy et par quatre sociétés privées : Oy Fiskars AB, Lokomo Oy, Raumo Repola Oy et Oy Wärtsilä AB. Commencée à bâtir en 1964, elle sera terminée en 1967. Elle sera approvisionnée par les minerais de la région de l'Oulu et ceux de Laponie.

(1) Rauta, en finnois, veut dire « fer ».

LA NORVÈGE EN 1966

- I. — La situation générale,**
par Jacques GARREAU . . . p. 21
- II. — L'industrie baleinière,**
par Jacques GARREAU . . . p. 25
- III. — L'agriculture en Norvège
septentrionale en 1963 et
1964,**
par Jacques GARREAU . . . p. 31
- IV. — Le quatrième plan quadrien-
nal : 1966-1969,**
par France ROGÉ p. 38
- V. — Données statistiques sur
l'évolution économique,**
par Jacques GARREAU . . . p. 42

LA NORVÈGE EN 1888

I - La situation générale	1
II - L'industrie minière	2
III - L'agriculture et les pêcheries	3
IV - La question des finances	4
V - L'enseignement et les sciences	5

NORVÈGE

NORVÈGE

En
me n
bens
pauv
large
partic
le pol
suir
de so
menes
occide
se son
spec
dita
en m
mport
march

* Cal

I

LA SITUATION GÉNÉRALE

par Jacques GARREAU *

APRÈS LA STAGNATION DES ANNÉES PRÉCÉDENTES, 1964 ET 1965 APPARAISSENT COMME UNE PÉRIODE DE REPRISE DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE. EN 1964 LE PRODUIT NATIONAL BRUT PROGRESSE DE 6 %, LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DE 7,5 %, TANDIS QUE LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE EST RÉDUIT DE 7,4 % GRACE AU DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS ET AU RELÈVEMENT DES TAUX DU FRET. MALGRÉ UN CERTAIN RALENTISSEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR, LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN 1965 APPARAÎT BONNE, TANDIS QUE LES CAPTURES DE POISSONS ATTEIGNENT UN CHIFFRE RECORD.

En raison d'une part de la structure de son économie nécessitant l'appel aux capitaux et à certains biens d'équipement étrangers, d'autre part de sa position d'exportatrice, la Norvège dépend dans une large mesure de l'évolution économique internationale, particulièrement de celle de l'Europe Occidentale où la politique d'importation des pays européens peut avoir de graves répercussions sur certains secteurs de son économie. En 1962 et au cours du premier semestre 1963, le rythme de l'expansion économique occidentale marqua un ralentissement dont les effets se font sentir dans le pays. Par suite d'une surcapacité mondiale de production, les prix des produits sidérurgiques, des pâtes à papiers baissèrent en même temps que les taux du fret maritime, si importants lorsqu'on sait la place qu'occupe la marine marchande dans l'économie de la Norvège pour

l'équilibre de la balance des paiements. Dans le même temps, l'activité des pêcheries enregistrait une baisse catastrophique des captures de poissons due, en partie aux mauvaises conditions climatiques et biologiques, mais aussi aux effets de la surexploitation de certains fonds en mer de Norvège et en mer de Barents.

Dès la fin de 1963, les signes d'une reprise et de l'accélération de l'expansion se manifestaient cependant par un accroissement des exportations et de la production des industries de ce secteur tandis que les taux du fret se relevaient. L'année 1964 et le premier semestre 1965 ont été marqués par le développement du commerce extérieur et de l'activité industrielle à la fois dans le secteur des entreprises travaillant pour l'exportation et dans celui fournissant le marché intérieur.

En 1964, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le niveau de la demande s'est maintenu élevé, la production industrielle a progressé, et le marché du travail s'est

* Coll. Librairie Universitaire, Brest.

resserré. L'expansion économique, cette année-là, a été, en grande partie la conséquence de plus fortes exportations.

En 1965, tout au moins pour les six premiers mois de l'année, la situation du marché extérieur a été moins favorable, en particulier sous l'effet du relèvement des taxes à l'importation pratiqué par le Royaume-Uni, le plus important client de la Norvège. L'expansion économique s'est cependant maintenue, grâce à une augmentation de la demande intérieure, tandis que les pêcheries favorisées par d'exceptionnelles captures de harengs en mer du Nord battaient tous les records de prise.

Ainsi, les années 1964 et 1965, après la stagnation relative de 1962 et 1963, apparaissent comme une période de reprise de l'expansion économique. Avant la fin de 1965, il était encore trop tôt pour se rendre compte si cette tendance allait se maintenir. Le ralentissement des exportations, les mesures prises en ce domaine par le Royaume-Uni, la politique douanière des Six et la précarité des contingents consentis à la Norvège, les risques de surproduction mondiale de pâte à papier, la surexploitation des fonds de pêche, les résultats décevants de la chasse baleinière : autant de difficultés à vaincre.

1. - PROGRESSION REMARQUABLE DU PRODUIT NATIONAL BRUT, SUPÉRIEURE A CELLE DES U.S.A. ET DE L'ENSEMBLE DES PAYS DE L'O.C.D.E.

L'évolution du P.N.B. au cours de ces dernières années rend bien compte de l'expansion actuelle de l'économie norvégienne. Calculée au prix de 1961, la progression du P.N.B. en 1965 a été estimée à 5,8 %, l'accroissement moyen annuel depuis 1961 étant de 5 %, alors que pour la période 1950-1960 il n'avait été que de 3,7 % en moyenne. Progression remarquable : en 1965, l'accroissement du P.N.B. pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., y compris U.S.A., Canada et Japon, était de 4,5 % dont 5 % pour les U.S.A. et 2,5 % à 3 % pour le Royaume-Uni, la France et l'Italie.

Le calcul aux prix courants du P.N.B. en Norvège montre mieux encore son évolution depuis trois ans. De 45 130 000 000 Kr en 1963, il est passé à 49 960 000 000 Kr en 1964 et à 55 522 000 000 Kr en 1965, soit une progression de 7,1 % en 1963, de 10,8 % en 1964 et de 11,1 % en 1965 (1).

2. - EN 1964, LES EXPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES ONT ÉTÉ LE MOTEUR PRINCIPAL DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE (2).

La part des exportations dans l'accroissement du P.N.B. a été de 19,4 % en 1962, de 49,6 % en 1963, 50 % en 1964 et 31 % seulement en 1965. La part

des exportations dans le P.N.B. représentait 35,6 % en 1962, 36,5 % en 1963, 37,8 % en 1964 et 37,1 % en 1965, tandis que celle des importations décroissait continuellement : 38,6 % en 1963, 38,2 % en 1964, 37,6 % en 1965. Il faut tenir compte du fait que, entre 1964 et 1965, les prix à l'exportation se sont relevés de 4,5 %, et ceux à l'importation seulement de 0,3 %.

En volume, les exportations ont cependant augmenté en 1965 de 6,6 % mais c'est la plus faible montée enregistrée depuis 1962, tandis que les importations, surtout à cause des achats de navires à l'étranger, enregistraient 8,8 %. Ainsi, l'année 1965 marque un temps de pause dans l'expansion du commerce extérieur norvégien, le haut niveau atteint par les exportations, en 1964, ayant été en grande partie facilité par l'existence de stocks dans les secteurs des pâtes de bois, papiers et métaux où la progression de la demande avait été inférieure à celle de la capacité de production pendant la période 1961-1963.

3. - MENACE SUR LES EXPORTATIONS EN 1965 PAR SUITE DE LA DÉCISION PRISE PAR LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE DE CRÉER UNE TAXE SUPPLÉMENTAIRE AUX IMPORTATIONS.

La décision prise en octobre 1964 par le Gouvernement britannique, d'augmenter de 15 % les droits à l'importation sur un grand nombre de produits, en vue d'alléger sa balance des paiements, a provoqué le mécontentement et la surprise des pays membres de l'A.E.L.E. ; les moyens choisis étaient contraires à la convention de Stockholm régissant les relations entre les Etats participant à la zone de Libre-Echange. Le traité de Stockholm prévoyait en effet, pour les produits industriels, une abolition progressive des droits de douanes et des restrictions quantitatives entre les pays membres. L'inquiétude fut grande en Norvège car une part importante des exportations nationales se fait en direction du Royaume-Uni. Les effets de ces mesures se sont rapidement manifestés.

Pour l'année 1965, à la date du 1^{er} septembre, 42,9 % des exportations norvégiennes concernaient les pays de l'A.E.L.E., contre 25 % aux pays de la C.E.E. La part du Royaume-Uni, son principal client, représentait 19 %. Malgré la décision prise en avril 1965 par le Gouvernement britannique de baisser de 15 à 10 % le tarif supplémentaire d'importation, les livraisons vers le Royaume-Uni en 1965 ont progressé moins que prévu : 4 % en valeur contre 9,4 % pour l'ensemble des exportations nationales. Déjà, en 1964, s'était manifesté un ralentissement des chargements de produits sidérurgiques à destination de la Grande-Bretagne et M. C. Dagfinn Efsted, Directeur général des Acieries d'Etat de Mo-I-Rana, déclarait au journal « Lofotposten » du 27 janvier 1965, que l'entreprise avait perdu plusieurs millions de couronnes par suite de la réduction des importations du marché anglais, et de la concurrence d'une aciérie finlandaise qui pratiquait une politique de dumping.

(1) Økonomisk Utsyn over året 1965.

(2) Economic Bulletin - Norges Bank - 1965 et 1966.

En 1965, pendant les six premiers mois de l'année, à cause de la surcharge tarifaire aux importations, les ventes de papiers et cartons sur le marché anglais avaient baissé de 13 % par rapport à la période correspondante de 1964. Les exportations de textiles vers ce même marché, pour l'ensemble de l'année, ont diminué de 25 %.

Par ailleurs, à peu près 28 % des exportations norvégiennes se sont dirigées vers les pays de la C.E.E. en 1964 : environ 40 % constitués par des pâtes et papiers, fontes et aciers, ferro-alliages, aluminium, zinc, tous produits auxquels les pays de la C.E.E. estiment qu'une protection spéciale doit être donnée. Jusqu'à présent, les contingents tarifaires alloués chaque année pour les Six aux importateurs de ces produits norvégiens, ont permis au pays de maintenir et même d'accroître ses exportations vers le Marché Commun. De 1961 à 1964, ces exportations ont progressé de 47 %, contre 31 % vers les pays de l'A.E.L.E. Mais cette politique de contingents, pratiquée par les Six, maintient dans l'insécurité les industries exportatrices norvégiennes et gêne l'établissement des plans à long terme. Pour les neuf premiers mois de 1965, les exportations vers l'Europe des Six ont progressé de 2,2 % par rapport à la même période en 1964, tandis que la progression n'était que de 1,5 % vers le Royaume-Uni. Le troisième trimestre 1965 a été marqué par une nette augmentation des exportations, caractérisées par des ventes de poissons et produits transformés de pêcheries, résultant des prises exceptionnelles de harengs réalisées cette année en mer du Nord.

4. - EN 1964, RÉDUCTION SPECTACULAIRE DU DÉFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS, EN RAISON DE LA DIMINUTION PROVISoire DES ACHATS DE NAVIRES ET DE L'AUGMENTATION DU REVENU DES FRETS. MAIS LES TROIS PREMIERS TRIMESTRES 1965 VOIENT A NOUVEAU UNE AGGRAVATION DU DÉSÉQUILIBRE (3).

En 1964, le déficit des paiements courants a diminué de plus de moitié (-59,3 %), passant de 1 385 000 000 Kr à 565 000 000 Kr. Il avait été de 1 315 000 000 Kr en 1961 et de 1 250 000 000 Kr en 1962. Cette spectaculaire réduction repose, d'abord sur l'augmentation des recettes d'exportation (+ 19 %) et l'accroissement du revenu des services maritimes (+ 13 %) dû au relèvement des taux de fret, et surtout sur une réduction temporaire des achats de navires à l'étranger, provenant uniquement de livraisons tardives. Les dépenses pour ce secteur n'ont été que de 1 988 000 000 Kr en 1964, contre 1 249 000 000 Kr en 1963.

Le gouvernement norvégien prévoyait pour 1965 un accroissement du déficit de la balance des paiements courants par suite de la livraison d'importantes commandes de navires aux chantiers navals étrangers et du maintien de la forte pression de la demande intérieure qui devait entraîner une augmen-

tation des importations de marchandises. En fait, pour les neuf premiers mois de l'année, ses prévisions se sont trouvées justifiées. Le déficit s'est élevé à 665 000 000 Kr, soit 395 000 000 Kr de plus que pour la même période de 1964. L'augmentation des achats de navires à l'étranger atteignait au 1^{er} octobre 1965, 692 000 000 Kr de plus qu'à la même date de l'année précédente, soit près du double.

5. - EXPANSION ÉCONOMIQUE EN 1964 ET 1965 DANS TOUS LES SECTEURS. LA PRODUCTION INDUSTRIELLE A AUGMENTÉ DE 7,5 % EN MOYENNE, CHAQUE ANNÉE. LES ESTIMATIONS PROVISOIRES CONCERNANT L'ANNÉE 1965, INDIQUENT UNE PROGRESSION DE 23 % POUR LA PÊCHE ET SES INDUSTRIES, 11 % POUR LES MINES, 10 % POUR L'ÉNERGIE ET 7,5 % POUR L'INDUSTRIE, LE BOIS ET LES TRANSPORTS MARITIMES, 1 à 2 % POUR L'AGRICULTURE.

L'année 1965 est une année record pour les pêcheries norvégiennes. Jamais le total des captures nationales n'avait été aussi élevé. Pour la première fois, le cap des 2 millions de tonnes de poisson a été franchi. Les précédents records s'établissaient à 1 904 000 t en 1954 et 1 986 000 t en 1956. Depuis l'importance des prises n'avait fait que décroître, s'abaissant jusqu'à 1 123 000 t en 1962. En 1964, les prises s'étaient élevées à 1 406 000 t mais rien ne laissait présager, pour 1965, 2 050 000 t, soit une augmentation de 45,8 % en tonnage et de 35,1 % en valeur (1 050 000 000 Kr en 1965 contre 777 000 000 Kr en 1964). Elle est due essentiellement aux captures de harengs, en particulier en mer du Nord, grâce à des conditions climatiques et biologiques favorables, et surtout à la mise en œuvre de moyens techniques puissants : 1 100 000 t en 1965, contre 730 000 t en 1964 et 500 000 t en 1963. Par contre, les prises de morues, essentielles pour la vie des pêcheries de l'archipel des Lofoten et des côtes du Finnmark, n'ont guère progressé, passant d'environ 155 000 t en 1954 à 175 000 t en 1965. Aux Lofoten, avec 19 536 t seulement, le résultat est le plus mauvais depuis 1918. Cette baisse des prises de morues résulte, en grande partie, de la surexploitation des fonds de pêche (4).

Le niveau de la production industrielle a été en 1964, dans son ensemble, supérieur à celui de 1963 et a continué de progresser en 1965. L'indice global des productions industrielles, comprenant aussi les mines, le secteur manufacturier et l'électricité, a augmenté de 7,4 % en 1964. L'essor a porté surtout sur les industries exportatrices (+ 11 %) et celles des biens d'investissement (+ 9 %), alors qu'il n'a été que de 2,8 % pour les industries de biens de consom-

(3) Økonomisk Utsyn over året et Economic Bulletin - Norges Bank - 1965 et 1966.

(4) Statistisk Årbok for Norge 1965 et Økonomisk Utsyn over året 1965.

mation. Pour les dix premiers mois de 1965, la progression a été de 7,1 % pour l'ensemble des industries, 7,6 % pour les mines et 11,3 % pour l'énergie.

La production de ciment, bonne indicatrice des efforts d'équipement et d'investissement, a augmenté de 7 % en 1964, atteignant 1 517 000 t, soit 100 000 t de plus qu'en 1963. La A/S Christiania Portland Cementfabrikk a enregistré la plus forte progression avec 80 000 t (17,1 %), portant sa production à 546 000 t. La A/S Nordland Portland Cementfabrikk avec 229 000 t augmente de 17,4 % et la A/S Dalen Portland Cementfabrikk avec 742 000 t seulement de 1,8 %. Cette production a soutenu une exportation de ciment et klinkers de 302 000 t, en progrès de 20,3 % sur 1963 (5).

Malgré une gestion financière toujours délicate, la A/S Norsk Jernverk à Mo-i-Rana a battu en 1964 ses précédents records de production et de vente et réduit considérablement son déficit d'exploitation. Employant 3 221 personnes en 1964 (2 575 ouvriers et 646 fonctionnaires) contre 2 884 en 1963, elle a produit 355 000 t de fonte contre 341 000 t en 1963, et 436 000 t d'acier contre 385 000 t. L'augmentation notable de la production d'acier, grâce aux puissants fours électriques récemment achevés, la diversification dans la fabrication des produits finis et semi-finis, ont favorisé la vente à l'étranger et surtout sur le marché national. Aussi les stocks ont-ils diminué et le déficit d'exploitation a-t-il été réduit de 26 600 000 Kr (2 600 000 Kr en 1964, au lieu de 29 200 000 Kr en 1963). En 1965, selon les dernières estimations, la production devrait atteindre 450 000 t de fonte et 490 000 t d'acier brut (soit respectivement 26,7 % et 12,4 % d'augmentation sur 1964 (6)).

La A/S Norsk Hydro (Société Norvégienne de l'Azote), une des plus puissantes industries chimiques du pays, employant, en 1964, 9 360 personnes (dont 6 640 ouvriers), a produit dans ses usines de Notoden, Rjukan et Glomfjord, 1 832 000 t de nitrates et 140 000 t dans ses autres activités soit des augmentations respectives de 7,1 % et 18,6 % (7).

En 1965, malgré le maintien du haut niveau de la demande, les perspectives du marché industriel, pour certains produits, offraient moins de promesses qu'en 1964. Le rythme d'expansion de la production pourrait bien se ralentir avec la concurrence des aciers finlandais, le maintien, malgré une légère réduction, des taxes anglaises à l'importation et les incertitudes du marché mondial de la cellulose. C'est ainsi que, en 1965, les producteurs de cellulose de Norvège, Suède et Finlande ont pris la décision de réduire de 300 000 t la production prévue pour cette année à environ 6 000 000 de t, espérant ainsi stabiliser le marché et maintenir les prix de vente au cours du 2^e semestre 1965. L'année précédente, la Norvège avait produit 900 000 t de cellulose dont 325 000 t avaient été exportées (8).

6. - ACCENTUATION DE LA TENSION ENTRE PRIX ET SALAIRES EN 1964, STABILISATION EN 1965 ; RENOUVELLEMENT, POUR DEUX ANS, DES CONVENTIONS COLLECTIVES, RÉAJUSTEMENT DES REVENUS DES AGRICULTEURS ET DES PÊCHEURS.

En 1964, l'indice des prix à la consommation a été en moyenne supérieur de 5,7 % à celui de 1963. Au cours de l'année, il s'est élevé de 6,8 % et l'on a enregistré une nouvelle hausse de 2,3 % au début de 1965. Par ailleurs, les prix de gros ont augmenté, en 1964, de 4,8 %. Ce phénomène traduit la réduction des subventions survenue au début de 1964, l'élévation des prix à l'importation, la médiocrité des récoltes à la fin de l'été, en particulier dans le Nord, et l'augmentation des salaires consécutive aux accords sur les revenus. La hausse du coût de la vie est cependant assez durement ressentie par la population laborieuse qui fait parfois connaître son mécontentement par le canal de la presse locale. Annonçant l'augmentation du prix du pain de 1 à 2 øre, du lait de 15 øre par litre (passant ainsi de 84 øre à 99 øre par litre), et de la viande, le « Lofotposten » du 29 juillet 1964 écrivait : « C'est un malheur que d'avoir de nombreux enfants... la nourriture a plus augmenté que les salaires depuis le printemps... Pour une famille de pêcheurs de trois enfants consommant en moyenne 5 l. de lait par jour, l'augmentation de dépense sera d'environ 60 øre par jour, soit 220 Kr par an, tandis que celle des salaires donne environ 230 Kr par an. » Cependant, le « Lofotposten » du 6 octobre 1964 signalait que le gouvernement avait décidé de revenir au prix de 84 øre le litre, à partir du 1^{er} novembre 1964.

L'année 1965 enregistre une stabilisation des prix. La hausse s'est sérieusement ralentie depuis avril. En juillet, l'indice des prix à la consommation atteignait 123,5 et, en octobre, il n'était plus que de 122,6, tandis que d'avril à octobre, l'indice des prix de gros se maintenait à 111. Les autorités norvégiennes espéraient que le développement modéré des prix se poursuivrait jusqu'au nouveau règlement pour les revenus, au printemps 1966 pour les salaires, en été pour les paysans et pêcheurs.

- (5) Lofotposten des 16-9 - 30-12 1964 et 22-1-1965.
- (6) Lofotposten des 19-12-1964 et 22-4-1965. Norwegian Press Bulletin (London) n° 48/1965.
- (7) Lofotposten du 6-10-1964, Financial Times 2-2-1965.
- (8) Norwegian Press Bulletin (London) n° 23/1965.

L'INDUSTRIE BALEINIÈRE

par Jacques GARREAU

ACTIVITÉ TRADITIONNELLE, LA CHASSE A LA BALEINE EST EN DÉCLIN. LES NORVÉGIENS, SONT SURCLASSES PAR LES JAPONAIS ET LES RUSSES.

Au Moyen Age, la chasse à la baleine, au harpon à main, se pratiquait déjà sur les côtes du Finnmark. Perfectionnée à la fin du XIX^e siècle par Svend Foyn, un chasseur de phoques, originaire de Tønsberg dans le Vestfold qui inventa le harpon à grenade lancé par canon, son rendement fut notablement accru. Elle se pratiquait alors à partir de stations à terre.

En 1924, les usines flottantes et leurs flottilles de chasseurs firent leur apparition. La chasse, de ce fait, allait prendre un développement considérable dans l'Antarctique où, jusque vers 1960, les Norvégiens régnèrent en maîtres incontestés, favorisés qu'ils étaient par la possession de l'île Bouvet. Depuis, la situation a rapidement changé et les Norvégiens ont perdu la première place.

Dans l'Arctique et l'Atlantique Nord, la chasse s'est maintenue malgré l'appauvrissement des troupeaux, mais elle ne présente pour la Norvège qu'une importance locale. En 1960, pour l'ensemble de la production mondiale, les captures de ces régions ne

représentaient que 0,9 % contre 18 % au Pacifique Nord et mer de Béring réunis, et 61 % à l'Antarctique (mais, en 1964, seulement 47,2 % par suite de l'épuisement des réserves d'animaux). En 1964, la chasse norvégienne aux grands cétacés, dans le Nord, ne représentait seulement que 1,6 % de la valeur des produits tirés de l'activité nationale des pêcheries.

1. - LA CHASSE AUX CÉTACÉS RESTE ACTIVE DANS LE NORD MALGRÉ UNE BAISSÉ DE CAPTURES.

Norvégiens et Islandais sont à peu près les seuls à opérer dans l'Arctique (Atlantique Nord, mers de Norvège et de Barents, océan Glacial Arctique). En 1960, l'Islande totalisait 379 captures et la Norvège 214. La chasse norvégienne s'exerce surtout au large des côtes du Finnmark et du Troms ainsi que vers Jan Mayen et Bjornoya, à partir de stations à terre (pas de navires-usines). Les ports d'armement et de traitement des prises sont à Harøy et Tromsø (le centre le plus important est Skelman dans le Tromsøysund). Rorquals et cachalots dominent, en nombre à peu près égal. La société FI-NO-TRO assure la préparation des viandes.

TABLEAU I

CHASSE NORVÉGIENNE AUX GRANDS CÉTACÉS DANS L'HÉMISPHERE NORD

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Nombre de compagnies	2	3	2	3	2	2
Navires	6	9	6	8	6	6
Stations à terre	2	3	2	3	2	2
Captures	215	214	256	240	149	86
Production d'huile (en 1.000 fûts)	7,9	8,6	8,8	9	6,6	3,7
Valeur des produits obtenus (1.000.000 Kr)	6,3	5,5	6,9	6	3	2

Source: Statistisk Årbok 1965.

D'après le tableau ci-dessus, on note un net déclin de la chasse, marqué par le recul du nombre des captures. La situation apparaît meilleure si on se reporte aux articles d'information parus dans la presse locale, au cours et à la fin de la saison de chasse 1964 (9). Le journal du 13 août publie une déclaration de M. Eiling Aarseth, directeur de la station baleinière de Skjelnan à Tromsøysund, annonçant la capture de 58 cétacés (37 spermhval et 21 finnhval), pour 16 seulement à celle de Steinshamn (contre 60 l'année précédente).

(9) Lofotposten du 13 août 1964.

La chasse aux petites espèces s'est développée rapidement à partir de 1930. Les rorquals de petites tailles et quelques hyperoodons sont capturés le long des côtes du Nordland, du Troms, du Finnmark, en particulier dans les fjords de Vestforjden (notamment, où se font tous les ans de bonnes prises), à l'ouest

autour des îles Farø et au nord vers le Svalbard. La principale station est, comme pour les grands cétacés, installée à Tromsøysund. Le « Lofotposten » du 10 juin indique que le nombre de bêtes capturées par les chasseurs du Vestforjden a atteint 200, soit 50 de plus qu'en 1963.

UASIRAD erupal 1965

TABLEAU II

CAPTURE DES PETITS CÉTACÉS

	Navires	Captures	Tonnage en tonnes	Valeur en 1.000 Kr
1959	185	3.478	6.769	7.774
1960	183	4.035	7.703	10.503
1961	177	3.712	6.735	8.201
1962	168	3.774	7.428	9.451
1963	156	3.661	7.272	9.235
1964	144	3.170	6.535	9.828

Sources : Statistisk Arbok 1965.

Les captures dans l'ensemble sont en légère diminution. Le « Lofotposten » du 1^{er} janvier 1964 parlait de régression, indiquant que, souvent, la plupart des navires n'avaient fait que une ou deux prises. Cependant, le revenu de la vente reste assez stable, autour de 9 500 000 Kr par suite de l'augmentation du prix de la viande. En 1963, sur 3 661 captures, 1 726 relevaient des eaux littorales, contre 1 832 sur 3 170 en 1964. Ce sont les prises en haute mer qui ont été les moins abondantes : 1 332 en 1964 contre 1 935 en 1963.

2. - DÉCLIN IMPRESSIONNANT MAIS VOLONTÉ DE MAINTIEN DE LA CHASSE DANS L'ANTARCTIQUE.

Au cours de la saison 1952/53, le pourcentage des prises norvégiennes dans l'Antarctique atteignait 36,8 % du total mondial, confirmant la suprématie

de la Norvège, établie de tout temps. En quelques années, par suite de l'entrée en lice de concurrents bien équipés, utilisant un nombre très important de baleiniers (Japon et U.R.S.S.) et précipitant ainsi de façon dangereuse pour l'avenir la raréfaction des espèces, la Norvège perdait rapidement le premier rang. Le Japon et l'U.R.S.S. ont su s'imposer à temps dans l'Antarctique, au moment où devenait impérative la nécessité d'établir des contingents maxima de captures, en rapport avec les moyens de chasse et les prises effectives de chaque nation participante. La Norvège n'a pu fournir un effort technique aussi important que celui des Japonais et des Russes : ayant en vue la conservation des espèces pour une exploitation raisonnable dans l'avenir, elle s'est rangée à une pratique prudente des captures. La Grande-Bretagne s'est retirée de la chasse en 1964, les Pays-Bas viennent de le faire en 1965. La Norvège reste seule, face au Japon et à l'U.R.S.S., mais certains experts sont pessimistes et prédisent la fin imminente de la chasse norvégienne aux cétacés.

TABLEAU III

POURCENTAGE DES PRISES DANS L'ANTARCTIQUE PAR NATION

Saisons	Norvège	Japon	U.R.S.S.	Royaume-Uni	Pays-Bas	Total
1960/1961	35 %	31,4 %	17,7 %	9,3 %	6,6 %	100 %
1961/1962	28,5 %	36,7 %	22,2 %	8,1 %	4,5 %	100 %
1962/1963	14,9 %	47,9 %	26,6 %	5,3 %	5,3 %	100 %
1963/1964	17,6 %	54,6 %	23,7 %	—	4,1 %	100 %
1964/1965	23 %	51 %	26 %	—	—	100 %

Sources : Økonomisk Utsyn over året 1963 et 1964, complétées par International Whaling Statistics LVI - Oslo 1965.

TABLEAU IV

ÉVOLUTION DU NOMBRE DES HOMMES PARTICIPANT A LA CHASSE
DANS L'ANTARCTIQUE

Saisons	Norvégiens	Total	% des Norvégiens
1958/1959	6.817	17.547	38,8 %
1959/1960	6.152	17.929	34,3 %
1960/1961	5.377	19.496	27,6 %
1961/1962	4.557	19.641	23,2 %
1962/1963	2.045	16.732	12,2 %
1963/1964	1.770	15.342	11,5 %

Sources : Økonomisk Utsyn over året 1963 et International Whaling Statistics LIV - Oslo 1965.

Au cours de la saison 1963/1964, il y avait 8 845 Japonais et 4 100 Russes, contre 9 676 et 4 100 pour la saison 1962/1963.

Le déclin norvégien est lié à la raréfaction des cétacés dans l'Antarctique, en particulier de la baleine bleue, la plus recherchée parce que fournissant les meilleurs produits.

TABLEAU V

ÉVOLUTION DE LA CHASSE DANS L'ANTARCTIQUE

Saisons	Total des cétacés capturés	Baleines bleues capturées	Production d'huile en fûts	Navires-usines	Navires-chasseurs	Stations à terre
1958/1959	38.890	1.192	2.152.000	20	256	3
1959/1960	38.892	1.239	2.148.000	20	241	3
1960/1961	41.289	1.744	2.232.000	21	268	3
1961/1962	38.555	1.118	2.051.000	21	269	1
1962/1963	30.182	947	1.495.000	17	201	0
1963/1964	30.043	112	1.340.000	16	194	2
1964/1965	32.563	20	1.063.000	15	177	2

Sources : International Whaling Statistics LIV et LVI - Oslo 1965.

Les résultats des deux dernières campagnes révèlent la disparition catastrophique des baleines bleues.

En 1958 des négociations furent menées entre la Norvège, le Japon, l'U.R.S.S., le Royaume-Uni et les Pays-Bas concernant un accord sur la limitation des prises et rendant obligatoires les décisions de la Commission Internationale de la chasse à la baleine. Elles aboutirent en 1962 à un agrément fixant impérativement, pour chaque participant, un contingent maximum annuel à ne pas dépasser, fonction d'un quota en rapport avec le nombre des navires-usines dont chaque nation dispose. Le transfert de quotas

d'un pays à un autre est permis, avec la vente à ce pays du ou des bateaux-usines. La Norvège avait pris, cette année-là, la décision de se retirer de la Commission Internationale de la chasse à la baleine si l'accord de quotas, préservant de façon efficace le stock mondial des baleines, n'était pas conclu.

Pour la campagne de chasse 1962/1963, le contingent maximum de captures fut fixé à 15 000 B.W.U. (Blue-Whales-Units). L'unité « baleine bleue » correspond à 2 rorquals communs (Finnyhval) ou à 5 jubertes (Knølhval), ou à 6 petits rorquals ou rorquals du Nord (Seihval).

TABLEAU VI

CAPTURES EN B.W.U. - SAISON 1962-1963

	CONTINGENTS ALLOUÉS		PRISES RÉELLES	
	Nombre	%	Nombre	% contingent alloué
Norvège	4.200	28 %	1.381	33 %
Royaume-Uni	750	5 %	502	67 %
Pays-Bas	900	6 %	457	51 %
Japon	6.150	41 %	6.150	100 %
U.R.S.S.	3.000	20 %	2.816	94 %
TOTAL	15.000	100 %	11.306	75 %

Sources : Økonomisk Utsyn over året 1963.

La Norvège qui pour sa part s'était vu attribuer 28 % du contingent, ne fit que 12 % du total général des captures par suite de mauvaises conditions de chasse, soit 33 % du nombre des prises qui lui étaient permises. Dotés de moyens surabondants, le Japon et l'U.R.S.S. atteignirent leur maximum.

Pour la campagne 1963/1964, le contingent total fut fixé à 10 000 B.W.U. La Norvège put encore garder ses 28 % par suite de retrait de la Grande-Bretagne dont les 5 % allèrent au Japon qui acheta le navire-usine anglais mais ne l'utilisa pas.

TABLEAU VII

CAPTURES EN B.W.U. - SAISON 1963-1964

	CONTINGENTS		PRISES RÉELLES	
	Nombre	%	Nombre	% contingent alloué
Norvège	2.800	28 %	1.478	53 %
Pays-Bas	600	6 %	340	57 %
Japon	4.600	46 %	4.598	100 %
U.R.S.S.	2.000	20 %	1.999	100 %
TOTAL	10.000	100 %	8.415	84 %

Sources : Økonomisk Utsyn over året 1964.

Les résultats de la saison 1963/1964, qui dura 17 semaines, furent considérés en Norvège comme déplorables, malgré des prises légèrement supérieures à celles de la saison précédente. Les frais d'expédition ne furent pas couverts. Le mauvais temps et l'absence d'un navire-usine pendant 9 semaines furent responsables de cette mauvaise campagne. Le gouvernement tint néanmoins à assurer la présence de la Norvège dans cette chasse ; il s'était opposé en 1963, sur l'avis du Conseil norvégien de la chasse à la baleine, à la vente au Japon de l'un des deux navires-usines de la Compagnie Thor Dahl, le « Thorshøvli » : cette vente aurait réduit à 20 % son quota de captures.

A sa demande, une conférence des pays chasseurs se réunissait le 27 juin 1964 à Sandefjord (10). La Norvège, afin d'assurer l'avenir, proposa une réduction draconienne des contingents alloués. Les Pays-Bas se retirèrent de la compétition et vendèrent leur navire-usine au Japon ; celui-ci, sans utiliser le bateau, prenait le contingent néerlandais.

Trois puissances seulement chassaient dans l'Antarctique en 1964/1965. La Commission internationale avait fixé le contingent total à 8 000 B.W.U. Le Japon

(10) Siège de la Commission internationale de la chasse à la baleine et principal port d'armement pour la chasse antarctique.

se vit attribuer une quote-part de 52 % ; la Norvège, 25 % et l'U.R.S.S. 20 %.

L'action du Gouvernement norvégien, en s'opposant à la cession au Japon d'un navire-usine, s'était donc révélée profitable, puisque la Norvège avait une quote-part théorique de captures permises supérieure à celle de l'U.R.S.S.

Cependant les Norvégiens étaient sans illusion et considéraient que la décision d'allouer un contingent total de 8 000 B.W.U. pour l'Antarctique était erronée, pour cette année, compte tenu des possibilités et du temps de reproduction des cétacés, le contingent dépassait de beaucoup les possibilités des stocks.

TABLEAU VIII

CAPTURES EN B.W.U. - SAISON 1964-1965

	CONTINGENTS		PRISES RÉELLES	
	Nombre	%	Nombre	% contingent alloué
Norvège	2.240	28 %	1.273	57 %
Japon	4.160	52 %	4.125	99 %
U.R.S.S.	1.600	20 %	1.586	99 %
TOTAL	8.000	100 %	6.984	87 %

Source: Økonomisk Utsyn over året 1965.

Les résultats de la campagne de chasse 1964/1965 furent désastreux, en baisse de 8 % sur ceux de la précédente. Deux des quatre compagnies norvégiennes de chasse aux cétacés dans l'Antarctique, la Cie Anders Jahre et la Cie Tor Dahl, se reconvertaient et décident de transformer leurs navires-usines pour le traitement des huiles de hareng, en mer du Nord, à partir de l'été 1966.

En juin 1965, par décision de la Commission Internationale de la chasse à la baleine, le total des captures en B.W.U. est fixé à 4 500 unités, pour la saison 1965/1966. La quote-part norvégienne est de 1 260 B.W.U., soit une diminution de 22,3 % sur le contingent précédent. Deux navires-usines et 21 chasseurs seulement y participeront.

TABLEAU IX

RÉSULTATS NORVÉGIENS DE LA CHASSE DANS L'ANTARCTIQUE

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Compagnies	10	9	10	9	8	8	4	4	4
Personnes employées	4.693	4.374	4.707	4.167	3.985	3.431	1.716	1.770	1.866
Stations à terre	1	—	1	1	—	—	—	—	—
Navires-usines	9	9	9	8	8	7	4	4	4
Navires-chasseurs	101	94	100	77	81	71	32	33	36
Captures	15.043	13.319	14.085	11.353	12.504	9.387	4.724	5.900	7.887
Production d'huile (en 1.000 fûts)	1.004	855	826	682	744	571	288	253	234
Valeur des produits (en 1.000.000 de Kr)	298	212,3	218	193	206	118	70	118	126

Source: Statistisk Arbok 1965.

III

L'AGRICULTURE EN NORVÈGE SEPTENTRIONALE EN 1963 ET 1964

par Jacques GARREAU

FONDÉE SUR LA PRODUCTION DU LAIT ET LA CULTURE DE LA POMME DE TERRE, L'AGRICULTURE DES TROIS PROVINCES SEPTENTRIONALES TRAVERSE EN 1964 UNE PÉRIODE DIFFICILE DUE À DE TRÈS MAUVAISES RÉCOLTES. LE REVENU DE L'EXPLOITANT DU NORD RESTE MÉDIOCRE, INFÉRIEUR À LA MOYENNE NATIONALE DES REVENUS DES AGRICULTEURS ET NÉCESSITE UNE AIDE FINANCIÈRE GOUVERNEMENTALE.

Malgré des résultats supérieurs à ceux de 1962 pour le lait et les pommes de terre, le niveau de vie de l'agriculteur du Nord ne s'était guère amélioré en 1963. Si le revenu à la production avait augmenté de 5,6 %, le bénéfice d'exploitation diminuait de 3,4 % en raison de frais plus élevés, liés à l'augmentation des salaires et des prix de produits industriels. Grâce au jeu des subventions gouvernementales, le gain de l'exploitant avait cependant progressé de 1,8 %. En 1964, sa situation s'est aggravée. Par suite du mau-

vais temps estival, les récoltes de pommes de terre ont été très au-dessous de la moyenne d'une année normale. Les laiteries, certes, ont souvent battu leurs records de livraisons mais, en fin d'année, elles eurent de grosses difficultés à s'approvisionner sur place : la production de lait a, en effet, souffert d'une récolte de foin abondante mais de mauvaise qualité. La presse locale qualifiait de catastrophique la situation dans le Nord et les paysans réclamaient une aide financière accrue.

1. - LA CULTURE DE LA POMME DE TERRE JOUE UN RÔLE ESSENTIEL DANS L'ÉCONOMIE AGRICOLE DES TROIS PROVINCES DU NORD.

Du fait de conditions climatiques assez rigoureuses et de la médiocrité des sols, l'agriculture des trois provinces septentrionales s'est orientée vers l'élevage et vers la production de pommes de terre : culture prépondérante fournissant une part importante du revenu agricole, et assurant le ravitaillement local.

TABLEAU X

RÉPARTITION DES SUPERFICIES CULTIVÉES EN 1964

(en dekar)

(1 hectare = 10 dekar)

	Nordland	Troms	Finnmark	Norvège
Pommes de terre	27.021	13.146	1.608	489.808
Fourrage	14.230	5.115	927	108.038
Orge	9.739	32	—	1.817.259
Avoine	826	—	—	521.404
Total des jardins et champs cultivés	63.803	21.019	2.907	3.652.213
Prairies et pâturages d'été	518.873	327.918	122.569	4.691.633

Source : Statistisk Årbok 1965.

Alors que, pour l'ensemble du territoire norvégien, les surfaces mises en pommes de terre ne représentent que 13,4 % de la superficie cultivée, au Nordland elles en couvrent 42,3 %, au Troms 64,9 % et au Finnmark 57,6 %.

TABLEAU XI

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE POMMES DE TERRE
(en tonnes)

Production nationale		Production du Nord	% du Nord par rapport au total national
1962	919.176	68.896	7,4 %
1963	1.217.712	104.634	8,5 %
1964	803.569	56.067	6,9 %

Sources : Statistisk Arbok 1963, 1964, 1965.

TABLEAU XII

ÉVOLUTION DU RENDEMENT DE LA PRODUCTION DE POMMES DE TERRE
(en kg/dekar)

	Norvège	Nord	% par rapport à la moyenne nationale
1962	1.825 kg/D	1.508 kg/D	82 %
1963	2.358 kg/D	2.152 kg/D	91,2 %
1964	1.641 kg/D	1.342 kg/D	81,7 %

Sources : Lofotposten 17-8-1964,
Statistisk Arbok 1965.

Avec un rendement inférieur à la moyenne nationale, la production du Nord ne représente qu'une faible partie de celle du pays, mais elle joue un rôle considérable dans le ravitaillement des trois provinces, évitant de coûteuses importations, parfois inévitables lorsque les effets d'une mauvaise récolte (comme en 1964) se combinent avec ceux de l'exode rural.

2. - DANS LA RÉGION DE MO-I-RANA, LA PRODUCTION LOCALE DE POMMES DE TERRE EST DEVENUE INSUFFISANTE POUR ASSURER LE RAVITAILLEMENT DE LA VILLE ET DU COMPLEXE SIDÉRURGIQUE PAR SUITE DE L'EXODE RURAL.

• La production de pommes de terre et de légumes est devenue insuffisante pour les besoins de l'agglomération selon K Strøm, du Service de vente des produits agricoles en Norvège du Nord, à Mo. Cet été, par suite du mauvais temps, le manque de livraisons locales s'est fait durement sentir. On doit importer des légumes et des pommes de terre du Sud, de Trosta dans le Trøndelag, par voie ferrée, d'où renchérissement du prix des denrées. La cause principale de cette insuffisance des cultures réside surtout dans l'exode rural. L'agriculture manque ici de travailleurs. Personne ne s'installe pour cultiver. Les femmes et les parents âgés

restent, mais les jeunes s'en vont aux usines sidérurgiques ou chimiques et dans le bâtiment. La production s'amenuise de plus en plus alors que la population du district augmente. »

3. - BUDGETS PAR EXPLOITATION.

Au début de l'année 1964, la situation des agriculteurs dans le Nord se révélait médiocre. La rémunération du travail était plus faible et progressait moins vite que dans les autres régions agricoles de la Norvège. Les petites exploitations, de faible revenu, dominent et obligent les paysans à pratiquer des activités annexes pour subsister.

Le journal « Lofotposten » dans ses numéros des 15 et 17 août 1964, publie les résultats de l'enquête menée en 1963 par l'Institut norvégien d'Économie

agricole et portant sur 110 exploitations-témoin. Les livraisons de pommes de terre et de lait sont la principale source de revenus. Par rapport à 1962, la production de pommes de terre était dans le Nord supérieure de 51 % ; mais 1962 n'a pas été une bonne année. Pour le lait, la production par exploitant passait de 3 107 kg en 1962 à 3 355 kg en 1963, soit une progression de 7,9 %. Mais ceci n'a pas

entraîné une élévation du bénéfice d'exploitation qui marque, au contraire, un recul de 3,4 % sur 1962, par suite de l'alourdissement des frais. Si la rémunération de l'exploitant, dans le Nord, a progressé de 1,8 % en 1963, c'est grâce au jeu des subventions gouvernementales. Il ne faut pas oublier que, pour l'ensemble de l'agriculture nationale, cette progression a été de 6,2 % sur 1962.

TABLEAU XIII

BUDGET PAR EXPLOITATION

	Dépenses	Revenu à la production	Bénéfice d'exploitation	Rémunération du travail familial
1962	17.976 Kr	27.127 Kr	9.151 Kr	6.630 Kr
1963	19.810 Kr	28.661 Kr	8.851 Kr	6.154 Kr

Sources : Lofotposten du 18-8-1964.

Les dépenses ont donc augmenté de 10,2 %, mais le revenu à la production ne s'est élevé que de 5,6 %, ce qui a entraîné une baisse de — 3,4 % du bénéfice d'exploitation et de — 7,3 % de la rémunération du travail familial.

Le bénéfice d'exploitation est obtenu en retranchant les dépenses du revenu à la production. La rémunération du travail familial correspond au bénéfice d'exploitation diminué des intérêts du capital investi. Les investissements sont en augmentation de 11,9 % sur 1962 (6 598 Kr en 1962 contre 7 386 Kr en 1963) : cultures et fourrages : 1 365 Kr, bâtiments d'exploitation : 3 131 Kr, machines agricoles : 2 890 Kr). Malgré le recul du bénéfice d'exploitation et de la rémunération du travail familial, la rémunération

de l'exploitant du Nord a légèrement progressé, passant de 9 373 Kr en 1962 à 9 537 Kr en 1963, car il s'agit, en fait, du bénéfice d'exploitation augmenté de divers subsides et allocations destinés à relever le niveau de vie des agriculteurs. Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que, aux revenus tirés de l'agriculture proprement dite, s'ajoutent ceux d'activités complémentaires comme le travail forestier ou celui du bâtiment. Ainsi, en 1963, le revenu moyen annuel était dans ces conditions de 13 266 Kr. A titre comparatif, le salaire moyen d'un ouvrier de l'industrie, pour 20 000 heures de travail annuel, était de 15 920 Kr (11). En 1962, le revenu moyen annuel du Norvégien était de 13 073 Kr.

TABLEAU XIV

REVENU MOYEN ANNUEL PAR EXPLOITANT EN 1963
(NORVÈGE SEPTENTRIONALE)

Revenu de l'exploitation agricole	8.851 Kr
Revenu d'exploitation forestière	963 Kr
Revenu du travail sur chantier dans le bâtiment	4.624 Kr
Revenu théorique total	14.438 Kr
Frais divers à retrancher	1.172 Kr
Revenu moyen annuel	13.266 Kr

Sources : Lofotposten du 18-8-1964.

(11) Calculs établis d'après le Lønnsstatistikk 1963, p. 9 et le Statistisk Arbok 1964, p. 53.

Le revenu moyen annuel de l'agriculteur du Nord est inférieur à celui de l'ouvrier. S'il est comparable à la moyenne des revenus des Norvégiens, il convient de remarquer que cette moyenne se situe à un niveau médiocre, justement parce qu'elle inclut dans son calcul les basses rémunérations de pêcheurs et d'agriculteurs. Le revenu moyen annuel est d'ailleurs fonction de l'étendue de l'exploitation.

TABLEAU XV

REVENU MOYEN ANNUEL PAR EXPLOITANT
ET PAR TYPE D'EXPLOITATION
EN NORVÈGE SEPTENTRIONALE, EN 1963

Exploitant possédant moins de 50 dekar	13.450 Kr
Exploitant possédant de 50 à 100 dekar	12.960 Kr
Exploitant possédant plus de 100 dekar	14.056 Kr

Sources : Lofotposten du 18-8-1964.

TABLEAU XVI

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS
SELON LA SUPERFICIE EN 1959
(en % du total par région)

	50 dekar et moins	50,1 à 100 dekar	100,1 dek. et plus	Total
Finnmark	91 %	8,4 %	0,6 %	100 %
Troms	85,5 %	12,9 %	1,6 %	100 %
Nordland	85,9 %	12,5 %	1,6 %	100 %
Norvège	83,4 %	11,1 %	5,5 %	100 %

Sources : Statistisk Arbok for Norge 1964.

Le premier type (moins de 50 dekar), trop petit, oblige l'exploitant à pratiquer des activités secondaires d'où un revenu supérieur à celui du second type où les cultures ont une plus grande part. Le revenu des grandes exploitations agricoles est sensiblement plus élevé, mais elles sont très rares dans le Nord, notamment au Finnmark. Partout, en Norvège, c'est la très petite exploitation qui domine, en particulier au Finnmark (91 % du total des exploitations).

TABLEAU XVII

BILAN DES EXPLOITATIONS DU NORD
ET DE L'ENSEMBLE DU PAYS
SELON LES ENQUÊTES DE L'INSTITUT NORVÉGIEN
D'ÉCONOMIE AGRICOLE EN 1961 - 1962 - 1963

- A : Nombre d'exploitations étudiées
B : Superficie moyenne par exploitation (en dekar)
C : Bénéfice d'exploitation (en Kr par dekar)
D : Rémunération du travail familial (en Kr par dekar)
E : Revenu moyen par exploitant (en Kr par dekar)

Norvège septentrionale	A	B	C	D	E
1961	104	71	124,25	90,17	114,68
1962	111	79	129,26	94,22	126,29
1963	110	78	122,84	86,16	129,24
Norvège					
1961	1.027	131	125,92	97,44	135,08
1962	1.031	130	123,01	93,57	130,79
1963	1.043	132	120,49	90,81	129,07

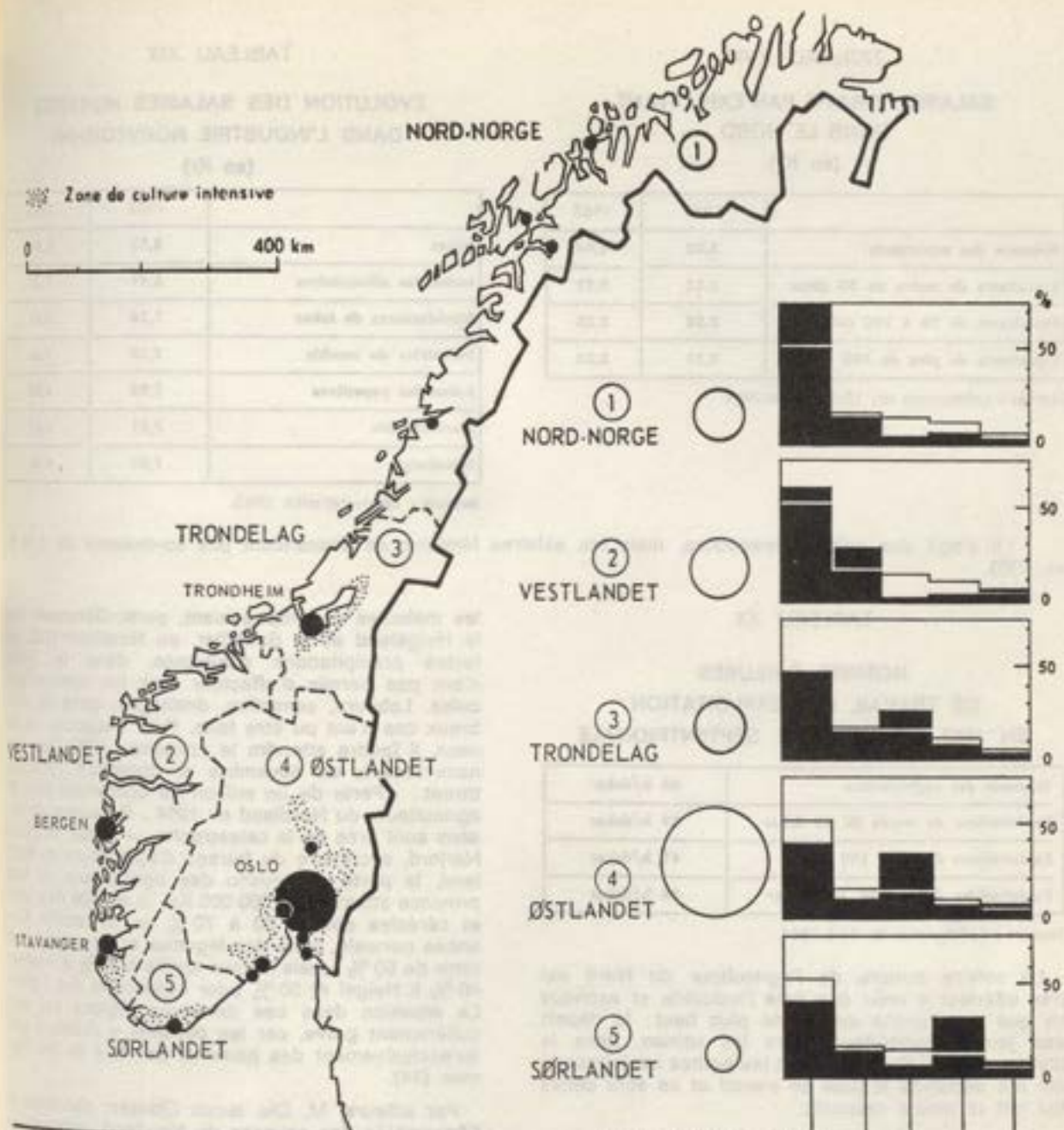
Sources : Statistisk Arbok for Norge 1964 et 1965.

L'évolution des revenus des exploitations, dans le Nord, est sensiblement la même que pour l'ensemble de la Norvège. On assiste à une diminution progressive des bénéfices d'exploitation et de la rémunération du travail familial. Cependant le jeu des subventions semble efficace dans le Nord, où, tout en restant à un niveau bas, le revenu moyen par exploitant progresse.

NORD-NORGE

Zone de culture intensive

0 100 200 400 km



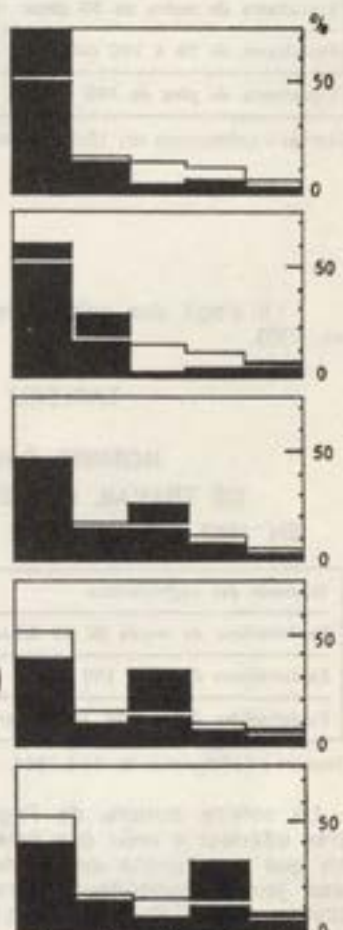
1
NORD-NORGE

2
VESTLANDET

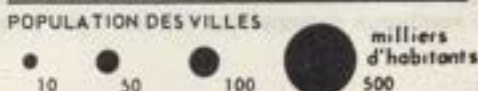
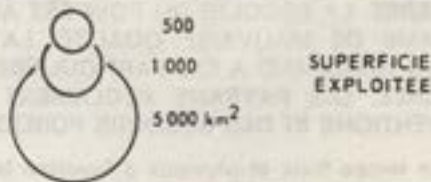
3
TRONDELAG

4
ØSTLANDET

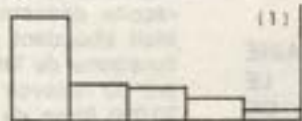
5
SØRLANDET



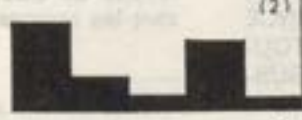
PRAIRIES DE FAUCHE
PATURAGE D'ETE
CEREALES
POMMES DE TERRE
LEGUMES



La répartition des cultures (en % du total de la superficie exploitée) sur l'ensemble du territoire de la Norvège est donnée par la courbe (1)



La répartition des cultures dans chaque province est donnée par la courbe (2)



Les écarts positifs et négatifs ainsi dégagés (3) permettent de comparer à la répartition nationale l'importance relative des différentes cultures dans chacune des régions



TABLEAU XVIII

**SALAIRE HORAIRE PAR EXPLOITANT
DANS LE NORD**
(en Kr)

	1962	1963
Moyenne des exploitants	3,02	3,04
Exploitants de moins de 50 dekar	2,62	2,59
Exploitants de 50 à 100 dekar	2,88	3,06
Exploitants de plus de 100 dekar	3,53	3,28

Sources : Lofotposten des 15-8 et 18-8-1964.

TABLEAU XIX

**ÉVOLUTION DES SALAIRES HORAIRES
DANS L'INDUSTRIE NORVÉGIENNE**
(en Kr)

	1962	1963
Mines	8,13	8,41
Industries alimentaires	6,91	7,26
Manufactures de tabac	7,14	7,66
Industries du meuble	7,15	7,35
Industries papetières	7,98	8,22
Electrochimie	7,51	7,87
Métallurgie	7,91	8,35

Sources : Lønnsstatistikk 1963.

Il s'agit des salaires masculins, mais les salaires féminins ne descendent pas au-dessous de 5,14 Kr en 1963.

TABLEAU XX

**NOMBRE D'HEURES
DE TRAVAIL PAR EXPLOITATION
EN 1963, EN NORVÈGE SEPTENTRIONALE**

Moyenne des exploitations	44 h/dekar
Exploitations de moins de 50 dekar	59 h/dekar
Exploitations de 50 à 100 dekar	41 h/dekar
Exploitations de plus de 100 dekar	34 h/dekar

Sources : Lofotposten du 18-8-1964.

Le salaire horaire de l'agriculteur du Nord est très inférieur à celui que paie l'industrie et explique ce que nous avons mentionné plus haut : le départ des jeunes agriculteurs vers les usines, dans le district de Mo-I-Rana. Ce sont les petites exploitations qui ont demandé le plus de travail et ce sont celles qui ont le moins rapporté.

4. - LA CRISE DE L'ÉTÉ 1964.

LE MAUVAIS TEMPS DE L'ÉTÉ 1964 A ENTRAÎNÉ UNE BAISSÉ CATASTROPHIQUE, DANS LE NORD, DE LA PRODUCTION DE POMMES DE TERRE. LA RÉCOLTE DU FOIN EST ABONDANTE, MAIS DE MAUVAISE QUALITÉ. LA PROVINCE DU NORDLAND A ÉTÉ PARTICULIÈREMENT TOUCHÉE. LES PAYSANS RÉCLAMENT DES SUBVENTIONS ET DES SECOURS PUBLICS ACCRUS.

Le temps frais et pluvieux a favorisé le développement des mauvaises herbes et des moisissures. Dans de nombreux champs inondés les tiges pourrissaient,

les maladies se propageaient, particulièrement dans le Helgeland et le Saltjellet, au Nordland (12). Les fortes précipitations d'automne, dans le Troms, n'ont pas permis d'effectuer tous les travaux agricoles. Labours, semailles, drainages, dans de nombreux cas n'ont pu être faits. Pour beaucoup de travaux, il faudra attendre le printemps 1965. Les journaux locaux, de novembre et décembre 1964 (13), titrent : « Perte de un million de couronnes pour les agriculteurs du Nordland en 1964... Beaucoup de paysans sont près de la catastrophe... » Selon M. Bjarne Narjord, secrétaire du bureau d'agriculture du Nordland, la perte de revenu des agriculteurs de cette province atteindrait 1 000 000 Kr : la récolte des grains et céréales est de 50 à 70 % de la récolte d'une année normale, celle des légumes et des pommes de terre de 60 % ; mais le taux tombe à 35 % à Brønnøy, 40 % à Helgel et 50 % pour l'ensemble des Lofoten. La situation dans ces dernières régions est particulièrement grave, car les paysans y cultivent presque exclusivement des pommes de terre et des légumes (14).

Par ailleurs, M. Ole Jacob Ottesen, secrétaire de l'Assemblée des paysans du Nordland, indiquait une récolte désastreuse des navets et du colza. Le foin était abondant mais de très mauvaise qualité et les livraisons de lait en recul de 10 %. Plusieurs laiteries ont dû recevoir un complément de lait (allant jusqu'à 30 000 litres de lait importé chaque semaine pour la laiterie de Bodin). Les Lofoten et le Sør Helgeland sont les régions les plus atteintes (15).

(12) Lofotposten des 3-9-1964, 19-9-1964 et 6-10-1964.

(13) Lofotposten des 4-11-1964 et 17-12-1964.

(14) Lofotposten des 4-11-1964 - 8-12-1964 - 13, 16, 17, 20, 28-1-1965 et 8-3-1965.

(15) Lofotposten du 4-11-1964.

Dans la province du Troms la situation est un peu meilleure avec 78 % de la récolte d'une année normale pour les pommes de terre, et près de 90 % pour les légumes. Il en est de même au Finnmark où l'on se plaint également de la moindre qualité des produits (15).

Devant ces mauvaises récoltes, les paysans réclament en réclamant une augmentation de l'aide de l'Etat. La demande de produits agricoles se maintient, en particulier pour le lait, mais les prix ne sauraient monter considérablement car le gouvernement en assure le contrôle. Le manque de pommes de terre sera compensé par des importations en provenance du Danemark.

5. - HAUT NIVEAU DE LA PRODUCTION LAITIÈRE.

LES LAITIÈRES DU NORD ONT BATTU LEURS RECORDS DE LIVRAISON DE PRODUITS DE CONSOMMATION, MAIS ONT EU, AU COURS DU SECOND SEMESTRE, DES DIFFICULTÉS ACCRUES DE RAVITAILLEMENT EN LAIT, ET L'ON CRAINT UNE BAISSÉ DE LA PRODUCTION DU BEURRE ET DES FROMAGES EN 1965.

Dans les laitières de la Norvège septentrionale, la production répond à une demande accrue des produits de consommation (lait, beurre, fromage).

Les records de l'année précédente sont dépassés mais l'accroissement est faible : 1,7 % à Sorreisa, 0,6 % à Vestvageya, 1,2 % à Sortland, pour le lait de vache. L'augmentation a été très forte au cours du 1^{er} semestre 1964. Le « Lofotposten » du 2 mai indiquait que, au 1^{er} trimestre, la production des laitières du Nord était en progression de 10 % sur la même période en 1963. Mais au cours du second semestre, les mauvaises récoltes ont fait sentir leur effet, et les laitières n'ont pas toujours pu s'approvisionner sur place. Il y eut, en 1964, 116 millions de litres de lait livrés en Norvège du Nord aux laitières, soit une diminution de 2 800 000 l. sur 1963. En août et septembre, le recul fut de -2,6 %, en octobre -10 %. Pour la laiterie de Sortland, qui, avec plus de 2 millions de litres traités, a battu le record des laitières du Nord, les livraisons ont été inférieures de 95 à 93 % à celles de l'année précédente, et elle a dû en importer jusqu'à 2 000 l. par jour à la laiterie de Vestvageya.

Au seuil de l'année 1965, on se demande si le haut niveau de production des laitières pourra se maintenir vu les mauvais résultats au niveau des fermes en 1964. Pour l'ensemble de la Norvège, au mois de janvier, les livraisons de lait étaient inférieures de 9,5 % sur 1964. Dans l'Agder, diminution de 8 à 12 %, 14 % au Finnmark, 10 % au Møre et Romsdal.

La production de beurre et de fromages blancs a été inférieure de 17 %. Or, pour l'année en cours, on doit s'attendre à une consommation au moins aussi élevée, en raison de l'augmentation de la population (1 % par an) (16).

(15) Lofotposten : 13, 16, 19, 28-I-1965 ; 8-III, 1965.

(16) Lofotposten : 13, 16, 19, 28-I-1965 ; 8-III, 1965.

IV

LE QUATRIÈME PLAN QUADRIENNAL 1966-1969

par France ROGÉ *

EN SCANDINAVIE, LA NORVÈGE EST LE SEUL PAYS AYANT PRATIQUÉ UNE POLITIQUE DE PLANIFICATION DEPUIS LES LENDEMAINS DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE. LE QUATRIÈME PLAN QUADRIENNAL 1966-1969 VIENT D'ÊTRE MIS EN APPLICATION AVEC DES OBJECTIFS PRÉCIS DE PROGRESSION DE LA PRODUCTION, DES CONSIDÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES PERSPECTIVES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE A LONG TERME.

I LES DONNÉES GÉNÉRALES

A. - Historique de la planification

La planification est pratiquée en Norvège depuis déjà assez longtemps.

A côté des prévisions annuelles du budget national présenté depuis 1947, la Norvège a mis successivement en application plusieurs programmes à long terme. Elle a été, avec la France, l'une des premières parmi les nations industrialisées de l'Europe occidentale à s'orienter, immédiatement après la fin de la seconde guerre mondiale, dans la voie de la planification. Au « Plan Monnet » de 1947-1951 pour la France, a correspondu en Norvège un plan de reconstruction 1949-1952 dans le cadre des programmes européens alors en liaison avec l'O.E.C.E. (Plan Marshall).

Mais il y a eu aussi une origine beaucoup plus nationale de la planification. La nécessité de celle-ci s'est imposée à la Norvège au lendemain de la deuxième guerre mondiale, dès 1946, dans les trois provinces du Nord Norge (Nordland, Troms et Finnmark), où il était urgent de résoudre deux problèmes ; l'un temporaire : faire revivre ces régions dévastées par les hostilités, l'autre permanent : remédier au chômage saisonnier. L'étude de ces problèmes a abouti, le 14 septembre 1951, au programme décennal d'exploitation de la Norvège du Nord. On trouve donc aussi à l'origine de la planification norvégienne un aspect d'aménagement du territoire, et ce sont

les expériences de cette région pilote qui ont contribué à promouvoir la programmation générale de l'économie pour tout le pays.

Quatre plans à long terme ont ainsi été déjà mis en application. Ils s'étendent chacun sur quatre années et coïncident approximativement avec une législature, les élections au Storting ayant lieu tous les quatre ans. Ces plans ont paru :

Le 29 avril 1953 pour la période 1954-1957.

Le 23 mai 1957 pour la période 1958-1961.

Le 19 avril 1961 pour la période 1962-1965.

Le 2 avril 1965 pour la période 1966-1969.

B. - Principaux caractères de la planification

La caractéristique des plans norvégiens est de fixer des objectifs précis de production, d'importation et d'exportation, d'investissements et de consommation, et de proposer la mise en œuvre des moyens nécessaires pour parvenir aux buts. L'économie est envisagée globalement, par secteur d'activité, ainsi que dans le cadre particulier des provinces.

La réalisation de ces plans doit être replacée dans le contexte politique. La Norvège eut une orientation socialiste dès avant la deuxième guerre mondiale et jusqu'à l'occupation allemande, puis de la fin des hostilités aux dernières élections de septembre 1965. D'autre part, en raison des circonstances consécutives à la dernière guerre, l'économie norvégienne a été assez largement nationalisée (ceci beaucoup plus qu'en Suède et surtout qu'au Danemark).

Si on voulait essayer de situer les plans norvégiens par rapport aux autres expériences tentées en Europe occidentale, on pourrait peut-être les classer du côté des systèmes français et assez loin des suédois qui se bornent à concevoir des calculs théoriques d'experts plutôt qu'à déterminer des objectifs concrets à atteindre. Les plans norvégiens ne sont pas « indicatifs » mais « volontaires ». Ils doivent être adoptés par le Storting, de même que les plans français de 1962-65 et 1970 sont soumis à la discussion du Parlement.

* I.N.S.E.E., Paris.

LE PLAN A LONG TERME 1966-1969

Le plan se présente, dans son édition norvégienne, sous la forme d'une publication d'environ 170 pages de texte illustré de tableaux et de graphiques. Il se divise en six parties, très inégales en importance. Il comprend d'abord un résumé des objectifs et un aperçu des ressources et de leur emploi; puis il trace rapidement les grandes lignes de la politique gouvernementale. Il examine ensuite certains problèmes d'aménagement des districts. L'essentiel du plan consiste dans l'étude du développement des différents domaines d'activité économique. En annexe, figurent les résultats principaux du plan précédent 1962-1965, et une vingtaine de grands tableaux statistiques relatifs aux comptes nationaux 1950-1964, à des prévisions de population jusqu'en 1980 et divers autres statistiques concernant le parc automobile, le réseau routier et l'habitat.

Ce plan a été établi en collaboration par différents départements officiels; c'est le Ministère des Finances qui l'a publié.

Dans l'exposé ci-après, on n'a retenu et regroupé que les données les plus importantes.

A. - ÉVOLUTION GÉNÉRALE (Tableaux I et II)

Du début du siècle jusqu'en 1939 on a estimé que le taux annuel moyen de croissance était de 2,8%. Après la seconde guerre mondiale, il est passé à 4 et 4,5% par an (excepté pour les premières années de la reconstruction du pays, à la fin des hostilités). Le produit national brut s'est fortement accru durant la décennie 1950-1960, développement qui s'est encore accentué de 1960 à 1965. Les résultats ont même dépassé les objectifs du programme 1962-1965.

Les perspectives s'avèrent bonnes en ce qui concerne la poursuite d'une expansion économique rapide. Le gouvernement norvégien pense qu'un taux de croissance globale de 20% de 1966 à 1969 (soit approximativement 4,5% par an), constitue un objectif réalisable.

Cet essor présuppose évidemment que l'expansion se maintiendra aussi à l'étranger car un fléchissement de la demande extérieure influerait défavorablement sur les prévisions de ce programme. Ceci est d'autant plus préoccupant que la balance norvégienne est fortement déficitaire. La situation du pays est délicate au sein de l'A.E.L.E. dont la convention ne fait pas bénéficier les produits de la pêche de la détaxation douanière. L'évolution de l'intégration économique européenne va donc dominer la période du plan norvégien de façon décisive.

TABLEAU I

Évolution norvégienne de 1950 à 1964

Apport et utilisation des ressources	1951-1955	1956-1960	1961-1964
	% d'augmentation moyenne annuelle (calculé sur des données aux prix de 1955)		
Produit National Brut	+ 4,0	+ 3,7	+ 5,2
Exportations	+ 6,2	+ 6,8	+ 8,4
Importations	+ 5,2	+ 5,4	+ 7,9
Apport total de biens et services	+ 3,7	+ 3,1	+ 5,0
Investissements bruts (sans les stocks)	+ 5,1	+ 2,3	+ 6,3
Investissements bruts (sans les stocks ni la navigation)	+ 5,5	+ 3,6	+ 5,6
Modification des stocks	—	—	—
Consommation privée	+ 2,8	+ 3,2	+ 4,3
Consommation publique	+ 6,8	+ 3,4	+ 5,8
dont :			
Consommation civile	+ 4,1	+ 5,0	+ 6,2
Consommation militaire	+ 14,2	— 0,2	+ 4,7

Source : Langtidsprogrammet 1966-1969.

TABLEAU II

Prévisions globales 1966-1969

Apport et utilisation des ressources	1965	1969	% d'augmentation en 1969 par rap- port à 1965
	En millions de couronnes* aux prix de 1964		
Produit National Brut	52.310	62.750	+ 20
Exportations	20.350	25.900	+ 27
Importations	20.990	24.650	+ 18
Apport total de biens et services	52.950	61.500	+ 16
Investissements bruts (sans les stocks)	19.130	21.700	+ 13
Investissements bruts (sans les stocks ni la navigation)	14.770	18.050	+ 22
Modification des stocks	100	500	+ 400
Consommation privée	27.150	31.400	+ 16
Consommation publique	6.570	7.900	+ 20
dont :			
Consommation civile	4.910	6.000	+ 22
Consommation militaire	1.660	1.900	+ 15

Source : Langtidsprogrammet 1966-1969, p. 17.

* La couronne norvégienne vaut environ 0,69 F.

B. - DÉVELOPPEMENT PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Si le taux global prévu pour la croissance de l'économie de 1966 à 1969 est de 20 %, le taux particulier fixé pour chacun des secteurs varie considérablement de l'un à l'autre (Tableau III).

TABLEAU III

Accroissement total prévu du produit national brut de 1966 à 1969 selon les secteurs économiques

Secteurs	% global d'augmentation
Agriculture et sylviculture	+ 5 %
Pêcheries	+ 5 %
Industrie	de + 20 % à + 25 %
Construction et activités annexes	+ 20 %
Transports maritimes	+ 30 %
Autres secteurs	de + 15 % à + 20 %
Au total	+ 20 %

Source : Langtidsprogrammet 1966-1969, p. 24.

Jusqu'à présent, le développement de la Norvège a été essentiellement lié à l'exploitation de ses richesses naturelles : poisson, bois, houille blanche, produits bruts de la mine et de l'électro-métallurgie ou de l'industrie chimique, ainsi qu'à ses traditions maritimes et marchandes. Désormais, l'expansion, tout en continuant dans ces secteurs, paraît cepen-

dant devoir être recherchée un peu en dehors des activités de toujours.

a) **L'agriculture est faible**, défavorisée par l'exode rural et par une structure défectueuse. La **syviculture** et la **pêche** sont toutes deux handicapées par les limites de l'approvisionnement en matières premières et de l'apport en main-d'œuvre. Les aléas des campagnes de pêche sont flagrants : 1 966 300 tonnes de poisson pêchées en 1956, puis déclin jusqu'à 1 123 972 tonnes en 1962, puis brusque reprise record en 1965 avec 2 065 700 tonnes. Le nombre des pêcheurs diminue : 85 000 en 1948 ; 60 000 en 1960. À l'avenir, on préconise une industrialisation plus rationnelle des produits de la pêche, de préférence à un développement des pêcheries elles-mêmes.

b) **L'énergie électrique** demeure le facteur essentiel de l'expansion future. La production d'électricité a été de 48,8 milliards de kWh en 1965, contre 22,8 milliards en 1953 et 9,2 milliards en 1937. Le Plan a estimé que les réserves totales exploitables en houille blanche sont capables de fournir 131,1 milliards de kWh par an ; mais il ne semble rentable d'équiper que des ressources pouvant assurer une production annuelle de 120 milliards de kWh. On évalue que, à la fin du programme, les possibilités de fourniture de courant s'élèveront à 57,2 milliards de kWh ; de grands travaux hydrauliques, actuellement en cours, doivent être achevés d'ici la fin de 1969.

Ce sont les conditions géographiques particulières, avantageuses, des constructions hydro-électriques qui ont fait préférer la houille blanche à d'autres sources énergétiques telles que le pétrole, le gaz naturel ou l'énergie nucléaire. En effet, le bas prix du courant

favorise certaines grandes industries utilisatrices d'électricité, par exemple l'électro-métallurgie et la chimie, dont l'essor est prévu. Ainsi, la production primaire d'aluminium passera de 276 300 tonnes en 1965 à 540 000 tonnes en 1969. Les plans pour l'industrie des ferro-alliages comptent sur une augmentation de 20 % de leur potentiel. La chimie, dominée par la société « Norsk Hydro », verra une expansion dans les engrais azotés, le polyvinylchlorid, le magnésium, etc.

Jusqu'à présent, ces industries lourdes ont surtout exporté des métaux bruts, des matières peu travaillées. Désormais, grâce à un plus large apport en électricité, des branches nouvelles de transformation plus poussée pourront être adjointes, traitant les produits bruts ou semi-finis ; et l'on va ainsi s'orienter vers des exportations de **marchandises hautement manufacturées**, dont la vente est beaucoup plus rémunératrice.

Il va sans dire que, à côté de ces industries manufacturières, les mines continueront d'être intensivement exploitées. Par exemple, les gisements de fer de Syd Varanger verront leur extraction passer de 1,8 million à 2,4 millions de tonnes par an.

c) Parmi les autres secteurs d'activité économique, citons d'abord le développement de la **marine marchande**. A la fin de 1964, la flotte atteignait 14,5 millions de tonnes brutes, soit 9 % de la flotte mondiale (15 % des tankers, 6 % des cargos). En 1965, elle dépassait 16 millions de tonnes brutes et elle devrait atteindre 20 millions de tonnes brutes en 1969, soit 10 % de la flotte mondiale. Cependant, on pense que l'accroissement du tonnage sera plus important que l'augmentation des recettes nettes du fret.

De nouvelles sources de revenus seront recherchées : par exemple dans le **tourisme**, pour lequel des efforts vont être faits.

C. - PROBLÈMES DE RÉALISATION DU PLAN

La réalisation d'un tel programme de production implique un double apport : en capital et en travail.

a) Le **taux des investissements en capital fixe** restera élevé. L'accroissement portera principalement sur l'industrie manufacturière (un fonds de recherche sera créé à cet effet) et sur le bâtiment. L'augmentation des investissements sera de 3 % par an, en moyenne, calculée sur des données aux prix de 1964 (4,5 % si l'on excepte les investissements en navires). Pour certains secteurs, comme la navigation, il s'agit seulement de prévisions ; pour les autres, de décisions du programme gouvernemental. Cela vaut spécialement pour le secteur public, la construction de logements, l'électricité, les transports (autres que la navigation).

Pour réaliser ces investissements, l'Etat peut agir directement dans les domaines qui lui sont propres (entreprises nationalisées). Dans le secteur privé, il intervient indirectement grâce à la politique fiscale et monétaire, par celle du crédit, par la législation concernant, par exemple, les permis de construire

ou les prêts à l'habitat, etc. Outre les dispositions conjoncturelles et les réglementations particulières, le plan avait innové en élaborant un projet de budget financier à long terme pour 1966-69, instrument important pour planifier les recettes de l'Etat et les dépenses en vue de développer les activités économiques du pays. Par ailleurs, on pense que la Norvège continuera à avoir besoin d'importer des capitaux pour financer son haut degré d'investissements, mais on juge peu sage de le faire dans une mesure aussi large que de 1960 à 1965.

b) A côté du problème financier, se pose celui de l'apport en **main-d'œuvre**. Cet apport est conditionné par le fait que la Norvège, peu peuplée, a une très faible densité (11 habitants au km²), la plus faible d'Europe après celle de l'Islande. Elle comptait au milieu de 1965 : 3 723 000 habitants, contre 2 240 000 en 1900 et 3 894 000 prévus en 1970 et un peu plus de 4 millions en 1975. On s'attend au vieillissement de la population, mais les problèmes seront moins graves qu'en Suède, car le taux de natalité ici (17,5 pour 1 000 en 1965) n'a jamais été comme en Suède le plus bas d'Europe (13,7 pour 1 000 en 1960).

Pour cette population, des améliorations sociales sont prévues : 1) **dans le domaine du travail** (régulé par les conventions collectives) avec la semaine de 5 jours d'ici 1970 et des pensions-vieillesse complétées ; 2) **dans celui de l'habitat**, où 40 000 unités de logements seront terminées annuellement en 1970, contre 27 600 en 1965 ; 3) **dans celui de la santé**, la priorité étant donnée aux constructions hospitalières, du Rikshospitalet, de l'I/S Haukeland, du Radiumhospitalet ; 4) **dans celui de l'enseignement**, qui comporte le projet d'universités à Trondheim et à Tromsø ; 5) **dans celui de la formation professionnelle et de l'orientation des travailleurs**.

Si l'emploi doit reculer dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche, ce sera au profit d'une augmentation dans des secteurs plus productifs ; le chômage hivernal sera davantage combattu. Des mesures de « recyclage » seront prises. Ainsi, une redistribution des personnes actives est envisagée au point de vue sectoriel et également régional.

En effet, la répartition géographique de la population a fait l'objet de toute une législation dans le cadre de l'**aménagement du territoire**. L'ancienne loi de 1924 a été ainsi remplacée par celles de 1964 et de 1965. On a même créé, le 26 février 1965, un comité en vue d'élaborer un plan pour l'Østland (région d'Oslo et de son fjord). La part de l'Østland dans la population totale est passée de 46,4 % en 1900 à 48,7 % en 1960, celle du Nord-Norge de 11,6 % à 12,2 %, celle du Vestland s'est maintenue à 25 %, mais celle du Trøndelag et surtout celle du Sørland ont diminué. Les questions de la localisation des activités économiques viennent naturellement s'inclure dans les problèmes généraux du développement.

Les objectifs du Plan 1966-1969 peuvent se résumer ainsi : **créer les bases d'une croissance économique rapide, assurer le plein emploi, travailler à réaliser une répartition rationnelle des résultats de la production entre les différents groupes économiques et sociaux.**

V

DONNÉES STATISTIQUES SUR L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE LA NORVÈGE

par Jacques GARREAU *

TABLEAU I
ÉVOLUTION DU P.N.B. EN NORVÈGE (calcul à prix courants - en millions de Kr)

	1961	1962	1963	1964	1965
Investissements bruts	14.755	15.268	16.311	17.401	20.405
Consommation privée	21.260	22.953	24.178	26.353	28.214
Consommation publique	4.370	5.085	5.591	6.186	7.153
Balance commerciale	- 1.140	- 1.011	- 950	- 180	- 250
Exportations	14.465	15.059	16.469	18.886	20.630
Importations	15.605	16.070	17.419	19.066	20.880
P.N.B.	39.245	42.295	45.130	49.960	55.522

Sources : d'après Økonomisk Utsyn over året 1965, p. 1 des statistiques.

Progression remarquable du P.N.B., passant de 7,1 % en 1963 à 10,8 % en 1964 et 11,1 % en 1965, due en partie à une brillante montée des exportations en 1964 et 1965. On notera que le déficit de la balance commerciale, en diminution depuis 1961, s'est très nettement amenuisé en 1964 et 1965, le mouvement en avant ayant été plus sensible en 1964 aux exportations qu'aux importations.

TABLEAU II
BALANCE DES PAIEMENTS EN 1963 ET 1964 (en millions de dollars)

	1963	1964	Variation %	Prévisions 1965
Importations (c.a.f.)	1.520	1.723	+ 13,3 %	1.863
Exportations (f.o.b.)	1.017	1.211	+ 19 %	1.309
Balance commerciale	- 503	- 512	+ 1,7 %	- 554
Importations de navires	- 247	- 189	- 6,5 %	- 266
Balance commerciale (y compris les navires)	- 750	- 701	- 6,4 %	- 820
Recette des frets	522	590	+ 13 %	616
Autres services et transferts	34	32	- 5,9 %	32
Balance des paiements courants	- 194	- 79	- 59,3 %	- 172

Sources : établi d'après « Etudes Economiques de l'O.C.D.E. - La Norvège », p. 12 et 40.

Le déficit des paiements courants a diminué de moitié (- 59,3 %) en 1964, en raison de l'augmentation des recettes d'exportation (+ 19 %), des recettes des frets maritimes (+ 13 %), et surtout de la diminution temporaire des importations de navires, en rapport avec des livraisons tardives.

TABEAU III
ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR TRIMESTRE
 (base 100 en 1958)

	1963				1964				1965
	1	2	3	4	1	2	3	4	1
Production industrielle totale	128	130	133	136	140	139	141	143	148
Industries exportatrices	124	137	141	133	136	156	155	145	151
Énergie	148	141	139	151	166	176	170	169	198
Suède	124	131	135	134	131	155	144	142	147
Danie	145	179	181	164	160	209	199	182	184

Sources : établi d'après le Statistisk Månedshæfte - n° 7, 1966.

TABEAU IV
ÉVOLUTION DES INDICES DE PRODUCTION : MINES - INDUSTRIES - ENERGIE
 (base 100 en 1958)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Norvège	100	105	113	119	124	131	141
Danemark	100	112	123	127	140	143	—
Finlande	100	109	123	136	145	151	163
Suède	100	106	117	124	126	129	138
France	100	101	110	116	123	129	137
U.S.A.	100	113	116	117	126	133	141

Sources : Statistisk Årbok 1965.

Les mines au Danemark et l'énergie en Suède n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul des indices. Par contre, pour les U.S.A., l'indice concerne aussi la pêche et l'exploitation forestière.

TABEAU V
ÉVOLUTION DU TAUX D'EXPANSION INDUSTRIELLE
 (progression d'une année à l'autre)

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Norvège	5 %	7,6 %	5,3 %	4,2 %	5,5 %	8,3 %
Danemark	12 %	9,8 %	3,2 %	10,2 %	2,1 %	—
Finlande	9 %	12,8 %	10,5 %	6,5 %	4,1 %	7,9 %
Suède	6 %	10,3 %	5,8 %	1,6 %	2,3 %	6,9 %
France	1 %	8,9 %	5,4 %	6 %	4,8 %	6,2 %
U.S.A.	13 %	2,6 %	0,8 %	7,6 %	5,5 %	6 %

Sources : calculs effectués d'après le tableau précédent.

Les indices de production industrielle en progression continue depuis 1958, pour chacun des pays considérés. La Finlande, la Norvège, le Danemark (en 1963), sont les pays dont la production a le plus augmenté. En 1964, la Norvège se classait au 3^e rang des pays scandinaves, avant la Suède. Toutes proportions gardées, elle vient au même rang que les U.S.A. et précède la France. L'évolution du taux d'expansion industrielle révèle que la Norvège est celui des pays scandinaves où le développement industriel apparaît le plus continu, en raison même, malgré la récession économique des années 1961 et 1962.

TABLEAU VI
ÉVOLUTION EN VALEUR DU COMMERCE AVEC L'ÉTRANGER
(en millions de monnaie nationale)

	IMPORTATIONS				Monnaie
	1961	1962	1963	1964	
Norvège	11.543	11.885	13.007	14.169	couronne
Danemark	12.938	14.711	14.697	18.051	couronne
Finlande	3.690	3.930	3.867	4.833	mark
Suède	15.151	16.119	17.542	19.958	couronne
Islande	3.222	3.843	4.716	5.650	couronne
France	32.960	37.101	43.076	49.695	franc
U.S.A.	14.657	16.259	17.003	18.600	dollar

	EXPORTATIONS				Monnaie
	1961	1962	1963	1964	
Norvège	6.652	6.942	7.665	9.219	couronne
Danemark	10.620	11.461	13.147	14.648	couronne
Finlande	3.374	3.533	3.678	4.132	mark
Suède	14.197	15.126	16.573	18.984	couronne
Islande	3.075	3.619	4.046	4.776	couronne
France	35.587	36.325	39.905	44.395	franc
U.S.A.	20.717	21.359	22.925	26.086	dollar

Sources : Statistisk Arbok 1964 et 1965.

TABLEAU VII
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA NORVÈGE
(en millions de Kr)

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1963	1964	Variation %	1963	1964	Variation %
A.E.E.	5.671	5.728	1	3.110	3.971	27,7
C.E.E.	3.879	4.092	5,4	2.063	2.417	10,6
Royaume-Uni	2.083	1.872	-9,7	1.361	1.849	35,9
Allemagne	2.207	2.236	1,3	1.168	1.352	15,7
France	474	481	1,4	270	371	37,3
U.S.A.	893	1.058	18,4	751	854	12,9

Sources : Statistisk Arbok, p. 148.

Progrès spectaculaire en 1964 des exportations vers le Royaume-Uni et la France. La tendance se confirme d'une augmentation des exportations vers les pays de la zone européenne de Libre-Echange, mais les taxes supplémentaires à l'importation, appliquées dès la fin de 1964 par le Royaume-Uni — qui achète plus de 20 % du total des exportations de marchandises de la Norvège — ont rendu problématiques les perspectives d'exportations vers ce pays.

TABLEAU VIII
PROGRESSION DES IMPORTATIONS
ET EXPORTATIONS
DES PAYS SCANDINAVES DE 1961 A 1964
(en % par rapport à 1961)

	Importations	Exportations
Norvège	22,7	38,5
Danemark	39,5	38,4
Finlande	30,9	22,5
Suède	31,7	33,7
Islande	78,4	55,3

Sources : données du tableau précédent.

L'Islande enregistre le plus fort mouvement du commerce extérieur, mais la Norvège occupe une place remarquable : les importations comme en Suède, y ont moins progressé que les exportations et leur croissance a été la plus faible du groupe scandinave, tandis que, pour les exportations, elle se situe immédiatement après l'Islande.

TABLEAU IX

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION
DES PÊCHERIES NORVÉGIENNES

Années	Captures, en tonnes	Valeur, en 1.000 Kr
1956	2.047.556	711.200
1960	1.342.813	464.586
1961	1.322.385	486.073
1962	1.123.972	466.253
1963	1.189.666	699.667
1964	1.406.553	777.290
1965	2.050.000	1.050.000

Sources : Lofotposten 25-1-1965,
Statistisk Arbok 1964 et 1965.

L'année 1965 a été marquée par le record des captures de poissons. En 1964, elles avaient progressé de 18,2 % sur 1963 et étaient supérieures de 25,1 % à celles de 1962, année la plus mauvaise depuis une décennie. Elles demeuraient cependant inférieures de 31,4 % au record de 1956. Or, par suite d'exceptionnelles captures de harengs en mer du Nord, ce record vient d'être dépassé en 1965, l'augmentation sur 1964 étant de 45,8 % en tonnage et de 35,1 % en valeur.

TABLEAU X

EVOLUTION DES FLOTTES DE COMMERCE
(en milliers de tonneaux de jauge brute)

	1-7-1961	1-7-1963	1-7-1964	Variation	Variation
				1961-1964	1963-1964
				%	%
Royaume-Uni	21.465	21.565	21.490	+ 0,1	- 0,4
U.S.A.	21.796	20.908	20.351	- 6,6	- 2,7
Libéria/Panama	14.979	15.285	18.819	+ 25,6	+ 23,1
Norvège	12.025	13.669	14.477	+ 20,4	+ 5,8
Japon	7.954	9.977	10.813	+ 35,9	+ 8,3
U.R.S.S.	4.066	5.434	6.958	+ 71,1	+ 28
Grèce	5.439	7.094	6.888	+ 26,6	- 2,9
Italie	5.319	5.605	5.708	+ 7,3	+ 1,8
Allemagne (Ouest)	4.771	5.050	5.159	+ 8,1	+ 2,1
France	5.117	5.216	5.116	- 0,09	- 1,9
Pays-Bas	4.910	5.227	5.110	+ 4,1	- 2,3
Suède	3.996	4.176	4.308	+ 7,8	+ 3,1
Danemark	2.307	2.418	2.431	+ 5,4	+ 9,4
TOTAL MONDIAL	135.916	145.863	153.000	—	+ 12,4

Sources : d'après la Revue Maritime n° 224, octobre 1965, p. 1155.

La flotte norvégienne, avec près de 10 % du tonnage mondial en 1964, a progressé de 20,4 % en 4 ans. Elle reste toujours la seconde flotte de commerce du monde si l'on tient compte du fait que 50 % du tonnage des U.S.A. est en réserve, et que, sous la rubrique Libéria/Panama, figurent des armateurs américains et grecs. L'accroissement du tonnage de ces pavillons de complaisance, de ceux du Japon et de l'U.R.S.S., peut constituer dans l'avenir une menace pour le développement de la flotte norvégienne.

Année	Tonnage (en milliers de tonneaux de jauge brute)	Variation (%)
1961	135.916	
1963	145.863	+ 7,3
1964	153.000	+ 4,9

DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA SUÈDE EN 1966

par Robert PARÈS*

- I. — La situation générale p. 49
- II. — La production industrielle . . . p. 55

* Centre d'Études arctiques et finno-scandinaves, E.P.H.E., Paris.

DONNÉES SOCIO-ECONOMIQUES
DE LA SUÈDE EN 1988

par ROBERT FARER

- I. — La situation générale 11
- II. — La conjonction internationale 21

SUÈDE

SUÈDE

DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA SUÈDE EN 1966

par Robert PARÈS *

I

LA SITUATION GÉNÉRALE

LES FACTEURS DE SURCHAUFFE DE L'ÉCONOMIE SUÉDOISE ONT MAINTENU LEUR PRESSION DURANT 1965. LEUR CONJONCTION A NOTAMMENT ABOUTI AU DÉFICIT LE PLUS IMPORTANT JAMAIS SUBI PAR LA BALANCE COMMERCIALE DU PAYS. CELUI PRÉVU POUR 1966, SANS ATTEINDRE LE VOLUME DU PRÉCÉDENT, POURRAIT TOUTEFOIS L'APPROCHER. QUANT A LA PROGRESSION DU B.N.P., TOMBÉE A 3,2 % EN 1965, ELLE POURRAIT DÉPASSER 3,5 % EN 1966. LA MOYENNE 1960-65 S'ÉTABLISSAIT A 4,9 %.

SUR LE PLAN POLITIQUE, LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS AUX CONSEILS MUNICIPAUX ET GÉNÉRAUX CONSTITUE COMME UN COUP DE SEMONCE POUR LA SOCIAL-DÉMOCRATIE QUI N'OBTIENT EN SEPTEMBRE 1966 QUE 42,3 % DES VOIX CONTRE 50,2 % LORS DES ÉLECTIONS CORRESPONDANTES DE 1962.

Déjà se profilent à l'horizon de la vie politique et économique les échéances qui de quelque manière affecteront la Suède au cours des toutes prochaines années : 1967, dernière phase du « Kennedy Round », pour laquelle les quatre pays nordiques ont confié à un représentant unique, le diplomate suédois Nils Holmström, le soin de défendre leurs intérêts, et à laquelle devrait succéder un effort sérieux de rattachement à la C.E.E. 1968, élections législatives, en prévi-

sion desquelles le clivage des partis politiques en deux blocs pourrait s'accroître ; 1969 enfin, l'échéance du pacte de l'O.T.A.N. dont l'éventuelle reconduction ne manquera pas de soulever problèmes et débats dans l'ensemble de l'Europe du Nord. En 1966, cette région de l'Europe aura été marquée par des renversements de tendance politique, les partis au pouvoir connaissant des reculs électoraux : non-socialistes en Finlande et Danemark, socialistes en Suède — ces derniers suivant, en quelque sorte, l'exemple donné par les Norvégiens lors de leurs élections de septembre 1965.

* Centre d'Études Arctiques et Finno-Scandinaves E.P.H.E., Paris.

A) ÉVOLUTION DES CONDITIONS D'ENSEMBLE DE LA VIE SOCIALE

1. Éléments nouveaux dans le débat politique.

a) Un recul social-démocrate.

Lors des élections municipales d'octobre dernier, le parti gouvernemental a connu un net recul dans l'ensemble du pays, et il atteignait un pourcentage inférieur à tous ceux qu'il avait connus depuis 1934 : 42,3 %.

Parmi les aspects notables de ces résultats, il faut signaler que les pertes de voix, sensiblement égales dans les diverses régions du pays, étaient d'autant plus marquées qu'il s'agissait d'agglomérations plus importantes : dans celles de moins de 200 habitants : — 5,7 %, de 200 à 10 000 habitants : — 7,1 %, dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants : — 9,8 %. Dans les trois grandes villes, toutefois, les pertes étaient légèrement inférieures à ce dernier pourcentage : — 9,5 %.

Disposant de la majorité des voix dans 112 villes à l'issue des élections de 1962, la gauche ne l'a gardée que dans 67 — perdant entre autres la direction des municipalités de Stockholm, Göteborg, Uppsala.

Enfin, diverses analyses préliminaires effectuées à partir des résultats de Stockholm ont indiqué que les quartiers à population la plus jeune se sont le plus écartés des sociaux-démocrates — les écarts minima et maxima étant de l'ordre de 3,5 à 7,15 %. Et nous noterons également que, suivant des chiffres sur lesquels se sont accordés aussi bien des responsables du parti social-démocrate que du parti libéral, on considère que sur les 5 % de voix perdues par le parti gouvernemental par rapport à celles obtenues lors des élections législatives de 1964, 2 ont voté pour un autre parti, 3 se sont abstenus. Parmi ceux qui ont voté pour un autre parti, 1/3 est allé au Parti Communiste, 2/3 au Parti Libéral.

b) Les conservateurs ne facilitent pas la création d'une stratégie unique de l'opposition.

Certes, ces résultats ne sont pas appelés à avoir un effet direct et proche sur l'« organisation de l'autorité ». Mais ils nous invitent à nous demander dans quelle mesure ils témoignent d'un affaiblissement du socialisme suédois, autrement que de surface. De cela, les élections législatives qui auront lieu dans deux ans porteront, elles, témoignage. Alors, un renversement de majorité pourrait être lourd de conséquences, mais cela à deux conditions : que les partis d'opposition parviennent enfin à s'unir sur un programme, que ce programme soit assez **centriste** pour favoriser au sein du parti social-démocrate un conflit de tendances.

Ce n'est le cas, actuellement, que d'une fraction importante de l'opposition bourgeoise, celle que constituent les libéraux flanqués des agrariens. Intégrant ce qui, dans le socialisme, est devenu institutionnel, en même temps que rejoignant une partie des points de vue gouvernementaux, elle réagit fortement sur tous les points qui impliquent une mainmise accrue de l'appareil d'Etat sur les moyens de production, et, d'une manière générale, sur tout ce qui implique une extension de ses pouvoirs.

L'opposition espère ainsi effriter les positions social-démocrates sur leur droite, au moment même où le Parti Communiste — depuis janvier 1964, sous la direction de C.-H. HERMANSSON — semble avoir quelque peu rompu l'isolement dans lequel le laissait la vie politique suédoise, et accroît le nombre encore modeste de ses électeurs (lors des élections de septembre dernier, il a obtenu 6,4 % des voix, pourcentage le plus élevé depuis 20 ans). Par l'adoption d'une ligne **nationale**, fondée sur une analyse de la situation concrète du pays, et profondément **réformiste** dans la mesure où elle se veut en quelque sorte inintéressée par les débats en cours dans les pays communistes, cette formation politique ne saurait manquer d'attirer l'attention, voire l'adhésion, de l'aile gauche social-démocrate.

Mais l'attitude **orthodoxe** du parti conservateur ne facilite pas une telle opération tactique, destinée à rassembler une large fraction de l'opinion dans toutes les couches sociales autour d'un programme suffisamment généreux pour que tout durcissement socialiste puisse être présenté comme une **collusion** avec les communistes. Cependant, pour combler les vœux de l'opposition, il ne suffirait pas que se réalise une telle cassure en deux blocs distincts : encore faudrait-il qu'elle s'effectue à son profit, autrement dit qu'une importante fraction de l'électorat social-démocrate la rejoigne, et que du même coup la social-démocratie perde son caractère de « parti dominant » dans la vie politique du pays.

c) La vitalité de la social-démocratie à l'épreuve.

Pour beaucoup, une telle perspective paraît bien problématique, et même utopique. Pour M. R. Fusilier, cette position dominante est si peu menacée que même une perte de majorité n'aurait pas de signification fondamentale. Elle ne pourrait être, en somme, qu'épisodique. M. R. Fusilier souligne l'attention portée par les responsables socialistes aux transformations de la structure sociale du pays, et en particulier au développement de la classe des employés et des techniciens, au détriment de celle des ouvriers. Est-ce suffisant pour éveiller ces nouvelles couches à leur point de vue ? Les socialistes disposent-ils suffisamment de moyens de communication, après la faillite de plusieurs de leurs journaux, en particulier du **Stockholms-Tidningen** ? Autant de questions pour lesquelles nous renvoyons au verdict des élections législatives de 1968. Nous verrons alors si, entre autres, les nouveaux électeurs sont aussi peu perméables à l'idéologie gouvernementale que les votes de cette année ont semblé le montrer.

En attendant cet événement, la situation du parti social-démocrate, pressé entre deux groupes attentifs à rapprocher leurs positions de ses ailes, méritera toute notre attention. La voie médiane qu'il s'est appliquée à tracer entre, d'une part les partis bourgeois (et, à l'occasion, avec certains d'entre eux), d'autre part l'extrême-gauche, pourrait en devenir plus ardue.

Par ailleurs, cette voie, il ne lui revient pas de la tracer seul. Il existe, en effet, entre le parti social-démocrate, le **SAP** (*Socialdemokratiska Arbetarepartiet*) et le syndicat unique des travailleurs suédois, **L.O.** (*Landsorganisationen*), une intime collaboration. Aussi, peut-on trouver des indications sur la ligne politique du socialisme suédois aussi bien dans les écrits du parti que dans ceux du syndicat.

De la même manière, l'opposition bourgeoise, et tout particulièrement les conservateurs et les libéraux, puisent une bonne part de leur inspiration dans les diverses notes et déclarations du Patronat suédois, de la Fédération des Industriels et autres associations des Industries et des Banques. Ceci n'excluant évidemment pas désaccords et contradictions suivant les domaines considérés — avenir de l'agriculture, finances publiques, etc. — tout comme chez les sociaux-démocrates.

Nous ne chercherons pas à serrer de plus près ces résultats électoraux, il faudrait pour cela avoir plus d'informations, plus de recul. Ce qui, par contre, entre dans notre propos, c'est de décrire le cadre social, le champ de cette lutte politique, dans son acception la plus large : lieu d'action de ces forces politiques, et, parfois, de leur transformation. Par ses implications sociales, le développement des forces de production joue, dans ce contexte, un rôle essentiel. L'affrontement des deux grandes tendances de la politique suédoise s'inscrit dans un ensemble où l'évolution économique, particulièrement rapide, joue un rôle de premier plan.

La société suédoise a, depuis la guerre, supporté un considérable effort d'équipement social. Elle doit aujourd'hui poursuivre cet effort, et supporter celui inhérent à une « nouvelle révolution industrielle ».

2. Le développement des forces de production.

a) L'affrontement de la concurrence internationale.

La création de blocs économiques, leur rapide évolution interne et surtout plus particulièrement celle de la C.E.E., les négociations à venir dans le cadre du GATT — tout autant que l'évolution technologique — ont inauguré une ère de concurrence plus ardue. Ses effets se manifestent par de sévères pressions sur les prix de nombreux produits d'exportation suédois, et surtout d'entre eux connaissent des difficultés : minéral, fers non alliés, et aussi bois, cellulose, papier... La capacité future de l'industrie suédoise sur les marchés internationaux devrait, à un degré élevé, être dépendante, d'une part de la politique commerciale dans le monde, d'autre part, des progrès de la productivité de l'industrie.

Durant la première moitié des années 60, l'économie de la Suède s'est développée d'une manière très

satisfaisante, à bien des égards. Principalement, la production a augmenté beaucoup plus rapidement qu'auparavant. Cette croissance s'est située nettement au-dessus de celle établie par l'ensemble des pays de l'O.E.C.E. Parmi les pays industrialisés de ce groupe, seuls le Canada, le Danemark, la Norvège et la Suisse ont connu une aussi forte croissance de la production.

Cependant, le rythme de cette croissance devrait s'affaiblir au cours de la deuxième moitié des années 60. Les prévisions concernant le manque de ressources en main-d'œuvre (cf. *Inter-Nord* 8, p. 61) ne permettent pas d'envisager une croissance annuelle du B.N.P. supérieure à 4,2 %, contre 4,9 % en 1960-65, ainsi qu'une croissance annuelle de la production industrielle supérieure à 5 % contre 7 % durant les cinq années précédentes. Et même, pour atteindre ces taux pourtant moins brillants, encore faut-il que soit obtenue une amélioration de la croissance de production par heure de travail.

TABLEAU I

Evolution de la productivité 1923-1980

Période	Accroissement annuel de la productivité (%)
1923-29	3 1/2 - 4
1929-39	2
1939-46	1
1946-50	4
1950-60	3 1/2
1960-65	4,3
1965-70	4 1/2
1970-80	4,8

Source : Fackföreningsrörelsen och den tekniska utvecklingen, Stockholm, 1966, p. 51.

Comme l'indique le tableau ci-dessus, l'élévation annuelle de la productivité qui était de 4,3 % de 1961 à 1965 est prévue de 4,5 % pour la période 1966-70. Avec une quantité de main-d'œuvre inchangée, le maintien de la progression de la production industrielle au taux de 7 % supposerait un accroissement de la productivité de 7 % — ce qui exigerait un rythme d'accroissement des investissements tel, que cette hypothèse ne saurait être retenue.

b) Une élévation ultérieure de la productivité est liée à de larges changements structurels.

Si, comme le montre éloquentement le tableau 2 ci-dessous, les problèmes auxquels la Suède a été confrontée dans ce domaine, ont jusqu'ici été heureusement résolus, de considérables efforts lui restent à faire pour conserver sa position parmi les nations industrielles de tête.

TABLEAU II

Productivité comparée de la Suède et de quelques autres pays de l'O.E.C.E.

	Suède	France	All. Féd.	Italie	Gr.-Bret.	U.S.A.
Métallurgie	2,6	3,1	3,2	4,2	2,2	1,0
Industries mécaniques	1,9	2,3	3,2	2,4	3,5	1,0
Industries électriques	2,3	2,6	3,8	2,3	4,2	1,0
Industries chimiques	2,5	3,0	2,6	2,5	3,4	1,0
Matériel de transport	1,4	2,0	2,4	2,1	3,2	1,0

Ces chiffres indiquent le personnel nécessaire à une quantité de production qu'un seul ouvrier suffit, aux U.S.A., à assurer.

Source : The Economist, 1-10-66.

Pourtant, la situation n'est pas vraiment satisfaisante. Compte tenu de l'élévation des barrières douanières de plusieurs des pays de la C.E.E., l'industrie suédoise ne pourrait s'y maintenir, dans certains cas, que par le sacrifice de toute marge bénéficiaire. D'une manière générale, le niveau des coûts qu'alourdissent notamment les salaires les plus élevés d'Europe contribuerait à menacer les positions commerciales du pays, jusque dans ses marchés traditionnels.

Ceci ne va pas sans des répercussions profondes, et ces aspects de la situation économique se traduisent, d'une part, par un nombre croissant de fermetures d'usines dû aux faillites, d'autre part, par un nombre également croissant de regroupements et de concentrations, réalisés tout particulièrement sous l'égide de sociétés d'investissements que contrôlent les banques d'affaires. A la faveur de ces dernières opérations, une restructuration de l'appareil de production, à tous ses niveaux, est en train de s'opérer (cf. cas de SCA, Inter-Nord 8, p. 64).

M. Bengt RYDEN, qui a particulièrement étudié ces problèmes structurels en Suède, et en suit le développement, insiste (*Ekonomisk Revy*, 10-66, p. 562) sur le fait qu'il faut placer les disparitions d'entreprises et les difficultés relatives à l'emploi qui en résultent, dans le cadre plus vaste des conditions nouvelles de la production. Selon lui, les arrêts de production et fermetures d'usines reflètent une évolution vers des unités de production plus efficaces — évolution qui ne saurait être que profitable à l'ensemble de l'économie.

Le nombre d'industries touchées par des limitations ou des cessations de production a été, pour les onze premiers mois de 1966, de 473 et a affecté 18 200 salariés. Durant la même période de l'an dernier, le chiffre correspondant était de 131 entreprises et 5 700 salariés. Toutefois, le nombre des salariés touchés en 1966 n'atteint pas encore le chiffre de 1958, où 27 000 avaient été licenciés.

B) ATTITUDES RESPECTIVES DU PATRONAT SUÉDOIS ET DU SYNDICAT L.O. A L'ÉGARD DU DÉVELOPPEMENT EN COURS

La Suède s'est acquise la réputation d'un pays où le syndicalisme entretient une étroite collaboration

avec le patronat, suscite ainsi, selon les perspectives, admiration, humeur, scepticisme, curiosité...

Par contre, nous avons noté qu'une bonne part de la lutte politique se ramenait, en fait, à leur duel. Mais il se pourrait qu'il n'y ait, entre ces deux observations, qu'une contradiction de surface.

1. Éléments d'accord et positions voisines.

a) L.O. se veut un élément intégré dans l'ensemble du procès de développement.

Dans une allocution qu'il prononçait le 26-9-66, M. Axel Iveroth, Directeur de la Fédération des Industriels (*Industriförbundet*) attribua au mouvement syndical suédois le mérite d'une compréhension inégalée de la nécessité des changements à opérer pour l'efficacité de l'industrie, et affirmait par là le rapprochement des entrepreneurs et des salariés sur les questions de développement des entreprises. Et ce n'était là, bien sûr, nullement une révélation. Les contacts, les tables rondes, sont fréquents — et même lorsque les négociations sont sévères et menacent de tourner court, comme lors des discussions sur les conventions collectives de l'été dernier, les deux partis finissant par trouver une plate-forme d'accord à la surprise de la plupart des observateurs étrangers : *How they do it*, titrait le *New Statesman* à cette dernière occasion.

b) L.O. contribue activement à l'établissement d'une politique visant à faire bénéficier les travailleurs de l'évolution technologique.

L.O. se place dans le cadre du développement technologique, et en envisage les diverses conséquences sur les nouvelles conditions de l'emploi, dans un ouvrage récemment paru : *Fackföreningsrörelsen och den tekniska utvecklingen*. Sur la base du système social donné, il s'agit de rendre possible une élévation générale des revenus. Le syndicat estime que les craintes concernant le chômage ne sont pas à retenir. Ses porte-parole prévoient qu'à

chaque croissance de la productivité correspond une élévation d'ensemble du niveau de la demande qui aboutit à une croissance globale de l'économie — laquelle rend possible le emploi de la main-d'œuvre disponible.

Le rôle du syndicat sera alors de veiller d'une part à ce que les salariés qui supporteront le poids des changements structurels ne soient pas lésés : qu'il s'agisse pour eux de problèmes de changements d'emploi, et même de travail — avec les problèmes de reformation professionnelle qui en découlent, de révisions de contrats de travail, de changements de lieu ou de région de résidence (mais toutes ces questions sont du ressort du Bureau National de l'Emploi, *Arbetsmarknadsstyrelsen*, organisme déjà bien rodé); et d'autre part, l'action du syndicat portera, selon une politique constamment affirmée, vers une égalisation encore accrue des salaires — autrement dit vers un écrasement de la pyramide des salaires, déjà très sensible aujourd'hui par la progressivité de l'impôt direct.

C'est naturellement l'attitude résolument prospective de L.O. qui satisfait la Direction de la Fédération des Industriels. En outre, cette attitude s'appuie sur une vue commune, réaliste, peut-être parfois étroitement réaliste, de l'avenir de la société : un exemple majeur en est l'orientation recommandée pour la Recherche scientifique.

De plus en plus, en effet, sont présentées des thèses subordonnant étroitement les buts de la recherche à des préoccupations de rentabilité immédiate, non seulement de la part des porte-parole de l'Industrie, ce qui peut se comprendre, mais encore de la part des milieux de l'intelligentsia social-démocrate (cf. par exemple, *Tiden*, 30-66).

1. Les objectifs des banques et des industries.

a) Le capitalisme suédois se sent bridé par les réglementations régnautes.

Les représentants des banques et des industries souhaitent avant tout un élargissement de leur champ d'action, et se tiennent aux perspectives d'un libéralisme économique intégral. Sans doute, la vie économique suédoise doit être organisée, concertée — mais au niveau de ses propres représentants, et sans intervention de l'Etat.

C'est là un thème qui n'a cessé d'être répété au long des années de pouvoir socialiste, mais qui prend un relief accru du seul fait que les deux marchés européens invitent à des initiatives accrues. En mai 1964, lors d'une réunion à Vienne des représentants du monde bancaire, M. Lars-Erik Thunholm déclarait que les financiers suédois estimaient que le développement des échanges commerciaux mènerait à une association européenne pour le marché du capital, bien avant que toutes les nations puissent être rassemblées dans un seul bloc économique, et que le

gouvernement suédois devrait progressivement lever les obstacles dressés à l'égard de la libre circulation des capitaux.

Les réglementations suédoises concernant l'emprunt à l'étranger sont, en effet, considérablement plus rigoureuses que celles intéressant la plupart des nations industrielles occidentales. Et l'on déplore être placé dans un « pays à demi isolé » sur le plan des opérations financières, ce qui priverait l'industrie suédoise de bien des occasions d'être choisie comme partenaire pour l'édification de nouvelles entreprises internationales.

Mais les tendances à la concentration industrielle par delà les frontières qui marque le développement du Marché Commun, persuadent les milieux économiques suédois que l'internationalisation de la vie économique constitue le modèle nécessaire et inévitable; pour eux, les grands *konzerns* de demain n'auront pas une image suédoise, anglaise ou française, mais européenne.

b) La vitalité des deux marchés européens constitue une incitation à de nouvelles initiatives.

A l'heure où le « rapport Segré » sur le développement du marché européen des capitaux manifeste l'importance de l'intégration déjà réalisée, il apparaît que les vœux des représentants de la vie économique suédoise s'inscrivent dans le courant d'une évolution irréversible.

De son côté, le mouvement travailliste suédois est bien conscient de l'existence de ces tendances structurelles, mais il est encore à la recherche des formules qui pourraient lui permettre d'en retirer quelques avantages, sans avoir, pour autant, à en supporter les aspects estimés négatifs.

Ces derniers avaient été analysés dans un petit ouvrage publié en août 1962, et jugé à l'époque « explosif » : *VI och Västeuropa*, et dont les auteurs étaient Gunnar MYRDAL, Tord EKSTRÖM, Roland PÅLSSON. Cet écrit exprimait les craintes d'une emprise accrue des cartels et monopoles sur le gouvernement, et l'Europe y apparaissait réunir un ensemble d'éléments pouvant mettre en danger les conquêtes sociales acquises : formes non démocratiques, bas salaires, injustice sociale, incohérence de l'action syndicale, etc., toutes choses qui, pour les auteurs, paraissaient justifier une nette réticence à l'égard de toute intégration européenne, et des pouvoirs de la « bureaucratie bruxelloise ».

Depuis lors, les obstacles dressés sur les pas du Pr. HALLSTEIN, dans le cadre même du Marché Commun, l'importance croissante de l'Europe des Six pour la balance commerciale de la Suède, affaiblissent le support objectif de cette attitude de rejet — et offrent plus d'espace tactique au Ministre suédois du Commerce, M. Gunnar LANGE.

Cependant, les obstacles placés par le Gouvernement et la Banque de Suède, en préservant le caractère national des entreprises du pays, assureraient une pleine indépendance dans l'élaboration de la politique économique; mais ce n'était pas au détriment d'une présence de la Suède dans les diverses régions du monde. Aux dires mêmes de

M. Rune Höglund, vice-directeur général de Svenska Handelsbanken (cf. Affärsvärlden, 3-2-66), l'examen par la Banque de Suède des projets de financement des filiales d'entreprises suédoises à l'étranger est à la fois libéral et rapide. (En 1965, les autorisations ont porté sur plus d'un milliard de couronnes.)

3. L'affrontement majeur.

a) **Le Gouvernement suédois ne prétend intervenir dans l'orientation du processus économique qu'au cas d'un manque d'efficacité de ce dernier.**

Nous avons déjà vu (cf. Inter-Nord 8, p. 54-57) qu'il existe des signes d'un contrôle plus grand de l'économie par l'Etat suédois, ce qui ne saurait étonner étant donné l'étiquette du parti au pouvoir. Mais nous avons signalé également le caractère essentiellement **pragmatique** des mesures social-démocrates, se réclamant avant tout de l'**efficacité économique**. C'est donc autour des discussions **techniques** sur les conditions du développement économique qu'il faudra chercher les prolongements politiques des thèses en présence. Plus précisément: les impératifs actuels du développement de l'appareil de production sont l'occasion d'un affrontement sur les modalités de la constitution du capital adéquat et de sa redistribution.

b) **Des mesures libérales pourraient permettre le relèvement du taux d'auto-financement de l'industrie.**

Les entreprises peuvent, en principe, puiser les moyens de réaliser un programme d'investissements à trois sources diverses: par auto-financement, par émissions d'actions, par l'emprunt: sous forme de crédit bancaire ou d'emprunts à obligations. Comme le démontre M. Börje Kragh, directeur de l'Institut suédois de la Conjoncture, le taux de l'auto-financement ne cesse de faiblir depuis le début de la décennie (cf. Svensk Ekonomi 1966-1970, p. 124-135, SOU. 1966-1). Alors qu'il était de 100% en 1959, il n'était plus que de 55% en 1964, et M. Kragh le situe entre 40 et 50% en 1970.

Comme la conjoncture ne permet pas de prévoir d'ici quelque temps une amélioration du rapport entre les coûts de fabrication et les prix de la production, seules des mesures comme un abaissement de l'impôt sur les entreprises ou une réduction des versements pour le Fonds des Pensions (ATP) pourraient permettre un relèvement du taux de l'auto-financement. Mais ces dernières mesures s'inscriraient à contre-courant de la politique gouvernementale dont la création du Fonds des Pensions en 1958 constitue une des pierres d'angle de sa politique sociale.

c) **Les économistes de L.O. considèrent que le Fonds des Pensions peut constituer la base d'une industrie de pointe nationalisée.**

La croissance rapide du Fonds des Pensions qui dépasse treize millions de couronnes à la fin de 1966, et qui pourrait atteindre quarante milliards dès 1970,

constitue **de facto** un élément nouveau dans le jeu des forces politiques. Actuellement, il accorde des crédits entre autres à la construction, à l'agriculture, à l'industrie. L'an dernier, le Fonds acheta 55% des obligations émises par l'industrie. La forte augmentation qu'il doit connaître d'ici 1970 devrait lui permettre d'accroître sa contribution au développement industriel. Mais sous quelle forme? 70% de son volume représentent les cotisations versées par l'industrie, alors que seulement 33% reviennent à cette dernière sous forme d'achats d'obligations. Cependant, ces achats ne sont pas négligeables, loin de là: depuis 1963, ils ont constitué 60% des obligations nouvellement émises, et ainsi le Fonds peut rendre compte à la fin de l'année 1966 d'un avoir en obligations atteignant dix milliards sept cents millions de couronnes.

Déjà, nous avons signalé (Inter-Nord 8, p. 58) la tendance du syndicat suédois à encourager les institutions étatiques à des **prises de parts** dans les secteurs névralgiques de la production — tendance plus marquée à la Fédération de la Métallurgie. Dans notre texte antérieur, il s'agissait du lien établi entre une telle politique et les choix à opérer dans le cadre d'un aménagement du territoire. Depuis, sous des formes diverses, et probablement à la suite d'amples débats intérieurs, le thème resurgit.

Lors du congrès du L.O., au début de septembre dernier, et suivant les déclarations de MM. Rudolf Meidner et Åke Nilsson, il faudrait pallier à la situation actuelle caractérisée par l'entière dépendance de l'orientation de la vie économique du pays à l'égard des intérêts privés. Mener une politique structurelle active par le moyen des Fonds de Pensions, propriété collective, n'est pas plus insolite que la création de nouvelles entreprises par un consortium bancaire, par une coopérative agricole ou de consommateurs. Et M. Meidner précisait qu'une telle procédure, c'est-à-dire un tel emploi des Fonds de Pensions, pouvait être considérée comme une mesure de socialisation si l'on entendait par là « un accroissement des efforts de la collectivité pour le développement de notre vie économique ».

A l'occasion d'une interview effectuée par l'hebdomadaire économique *Veckans Affärer* (20-10-66), M. Ulf AF TROLLÉ, Professeur d'Economie Politique à l'Université de Göteborg, déclarait qu'il considérait comme inévitable que les Fonds de Pensions soient affectés à des investissements. « Si nous nous trouvons dans la situation d'accepter un monopole dans un secteur important sans participation étrangère active, nous devons accepter que l'Etat, soit le contrôle, soit le possède entièrement. En outre, ajoutait-il, nous devons nous rappeler que dans ce pays, avec un gouvernement socialiste depuis bien des années, la part de nos entreprises possédées par l'Etat est moindre qu'aux U.S.A. Les changements structurels qui doivent être réalisés et les fusions qui doivent être effectuées exigent d'énormes capitaux, et les Fonds de ATP constituent la plus grande masse de capitaux dont nous disposons, masse qui continue de s'accroître. »

d) **Le Gouvernement, qui entame une passe difficile avant les élections de 1968, réorganise les attributions de ses ministères, rattache la plupart des entreprises nationalisées à un grand ministère des Finances et**

de la Production qui aura la lourde tâche de mener le pays dans une nouvelle phase de son développement — et dans l'équilibre économique.

Le Gouvernement s'est gardé de prendre à son compte les déclarations des représentants de L.O. — qui, sans être à proprement parler polémiques, se rattachent à des positions de principe. Retenons seulement les termes d'une interview encore, celle accordée par M. Krister Wikman, alors Secrétaire d'Etat au ministère des Finances (cf. *Veckans Affärer*, 14-56). Ce dernier indiquait qu'à son sens, l'on entrerait dans une période où l'industrie ne pourrait, par ses propres moyens, assurer à la production un essor suffisant, et qu'il faudrait trouver une nouvelle formule qui permette à l'Etat, par ses apports, de le réaliser. Que le rythme d'investissements s'accroisse et le degré d'auto-financement baissera encore.

Mais, précise M. Krister Wikman, il ne saurait être question pour l'Etat ni d'entrer comme actionnaire dans une entreprise, ni de nationaliser des entreprises existantes, mais de lancer de nouveaux projets auxquels seraient associées une ou plusieurs entreprises — le secteur de l'énergie, prospection pétrolière, programme de développement de l'énergie nucléaire, etc. s'inscrivant parfaitement dans le cadre-type de semblables projets.

En définitive, une intervention plus active de l'Etat dans la vie économique est justifiée en fonction de deux ordres de faits : d'une part, dans les secteurs (tel celui de l'énergie) où les recherches à long terme et les coûts de lancement de nouveaux projets dépassent les possibilités de l'entreprise privée (souvent orientée vers le plus grand bénéfice dans le plus court délai) ; d'autre part, par le fait que les élévations continues de la productivité, même solubles de façon quelque sorte autonome dans le cas des plus grandes entreprises, posent — en tout état de cause

— des problèmes structurels qui débordent ce niveau, et se situent sur le plan d'une politique économique et sociale globale.

Que l'on nous excuse de revenir sur ce thème (cf. *Inter-Nord* 8, p. 55-56), mais les conditions économiques générales et l'orientation politique actuelle ne nous semblent pas dissonantes, ni se contrarier. Le besoin de concerter l'économie à long terme se fait jour, tout autant d'ailleurs dans les milieux industriels que dans les milieux syndicaux. Sur plusieurs plans de la réalité socio-économique, elle s'annonce : dans le cadre de la structure bancaire et industrielle par les opérations de fusions, de concentrations qui vont s'accroissant ; dans le cadre des instituts de prévision où collaborent étroitement experts de l'Industrie et de l'Administration : *Industriens Utredningsinstitut*, *Konjunkturinstitutet* ; dans le cadre des opérations d'aménagement du territoire — *Lokaliseringspolitiken* — et de l'activité multiple et capitale du Bureau National de l'Emploi — *Arbetsmarknadsstyrelsen*. Mais il ne s'agit, là que d'opérations de prévisions, ici que d'ajustements. Si le V^e Plan français éveille parfois ici quelques échos, surtout à L.O., c'est que ses ambitions comme ses méthodes supposent les choix globaux à long terme dont la nécessité s'impose peu à peu.

C'est dans cet esprit qu'il nous faut — croyons-nous — accueillir la réforme des ministères, annoncée ces jours-ci (22-12-66), et qui sera présentée sous forme de proposition au Parlement, fin janvier. Elle prévoit la modification des compétences de divers ministères, rendus ainsi plus « fonctionnels », et elle est en outre marquée par l'importance prise par le ministère des Finances qui, sous le nom de ministère des Finances et de l'Economie, apparaît comme le grand ministère centralisateur, de qui dépendra, de plus, l'ensemble des industries nationalisées.

II

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Dans une section A et pour nous représenter l'évolution actuelle de la production industrielle suédoise, nous procéderons en deux temps : nous nous référons d'abord aux indices d'augmentation annuelle du volume de production par branche industrielle, tels qu'ils sont publiés pour la période la plus récente par l'Institut de la Conjoncture et les principales banques d'affaire.

Puis, nous élargirons cette image à une période quelque peu plus ample, suffisante pour marquer des tendances structurelles.

Enfin, après cette prise de contact avec l'évolution dans son ensemble, nous nous appliquerons dans une section B à rassembler des indications sur les grands secteurs industriels.

A. L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

1. Indications sur la période actuelle depuis le début des années 60.

a. 1964, année la plus faste. Si l'on excepte l'année 1964 où l'accroissement général moyen de la production industrielle par rapport à 1963 a approché 10 %, l'accroissement annuel a été de 6 % pour l'ensemble des autres années 60 jusqu'à 1966.

En 1964, cette augmentation de production se caractérisait par une expansion de secteurs indus-

triels marqués jusque-là par une relativement faible utilisation de leur capacité de production : bois, sidérurgie et métallurgie. Mais, au cours de 1965, apparaissait un certain tassement du taux de progression général, et plus précisément dans les secteurs favorisés en 1964.

b. 1966, la plus mauvaise des années 60.

L'année 1966 manifesterait un tassement ultérieur de la production industrielle qui aurait progressé de 4,5 % seulement. De cet affaiblissement sont redevables en particulier les mines de fer et les industries du bois et la cellulose.

TABLEAU III

Développement des diverses branches de l'industrie suédoise de 1963 à 1966 et pronostic pour 1967
(% par rapport à l'année précédente)

	1963	1964	1965	1966 Évaluation prévisible	1967 Pronostic
Ensemble de l'industrie	+ 5	+ 9-10	+ 6	+ 4,5	+ 6
Mines de fer	+ 5	+ 14	+ 10	- 1	- 5
Sidérurgie et métallurgie	+ 7	+ 15	+ 8	+ 5	+ 4
Industries mécaniques (à l'exception des chant. navals)	+ 2,5	+ 8	+ 7	+ 7	+ 8
Industrie du bois	+ 5,5	+ 13	+ 7	± 0	+ 5
Industrie de la cellulose	+ 13,5	+ 15	+ 3	- 3	+ 3
Papiers et cartons	+ 10	+ 9	+ 6	+ 4	+ 4
Industries alimentaires	+ 1	+ 3	± 0	+ 5	+ 4
Textiles	+ 3	+ 3	+ 1	- 3	+ 3
Cuir et chaussures	+ 5	- 1	- 4		+ 3
Autres secteurs (non compris construction navale)	+ 8	+ 12	+ 8	+ 6	+ 3

2. Les tendances des développements industriels depuis 1950, et leurs orientations aujourd'hui.

En ce qui concerne le tableau 3 ci-dessus, nous reviendrons sur divers aspects du développement conjoncturel qu'il illustre, dans l'analyse qui suivra des divers grands secteurs industriels. Ce que, par contre, nous voulons mettre en relief par les tableaux ci-après ce sont les tendances structurelles de l'industrie suédoise.

Ces tableaux 4 et 5 sont extraits de l'ouvrage de MM. Ragnar BENTZEL et Jan BECKEMAN, *Framtidsperspektiv för svensk industri 1965-1980*, Stockholm 1966. Cet ouvrage, de même que celui dirigé par MM. Erik HÖÖK et Ingvar SVENNILSON, *Svensk Ekonomi, 1966-1970 med utblick mot 1980*, Stockholm 1966, rassemblent en grand nombre les éléments de référence pour toute étude de l'économie suédoise et de son développement.

a. L'industrie suédoise de l'acier a connu depuis 1950 la plus forte progression relativement aux autres secteurs.

De même que les autres pays nordiques, la Suède s'est appliquée à se donner les éléments d'une industrie lourde qui lui faisait défaut. Aussi, la métallurgie suédoise a-t-elle connu une longue période d'expansion, appuyée sur une demande intérieure constamment croissante, en même temps que sur une exportation en constante expansion, aujourd'hui huit fois plus forte qu'au début des années 50. Le tableau suivant reflète ce développement, ainsi que celui des industries mécaniques et chantiers navals

TABLEAU IV

Développement relatif des divers secteurs industriels par rapport à l'ensemble de la production industrielle durant la période 1950-1963

SECTEURS INDUSTRIELS	SUÈDE	DANEMARK	FINLANDE	FRANCE	GR.-BRETAGNE	NORVÈGE
Métallurgie et Mécatallurgie	144	134	156	96	88	143
Industries mécaniques et Chantiers navals	121		107	120	104	120
Bâti et construction	97	82	89	104	97	103
Industrie du bois	71	75	68	89	84	95
Cellulose, papier, carton	103	101	134	114	112	88
Presse et édition	85		79	120		62
Industrie alimentaire, boissons, tabacs	75	96	100	66	95	82
Industries textiles	65	64	71	60	59	57
Confection	70	74	84	63	81	79
Cuir	60	104	60	58	53	33
Caoutchouc	106			107	101	100
Industrie chimique	105	100	146	191	136	131
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	100		100	100	100	100

Source: R. Bentzel & J. Beckeman, op. cité p. 55.

Pour apprécier l'évolution de la production durant la deuxième moitié des années 60, soit la période en cours, des indications utiles peuvent être fournies par une comparaison entre les indices de croissance des divers secteurs tels que les prévoient les estimations des plans en long terme de la Suède, de la France et de la Grande-Bretagne.

Il s'agit pour la Suède de l'enquête prévisionnelle connue sous le terme de *Långtidsutredningen* et qui porte sur la période 1960-1965 (publiée sous le titre *Svensk Ekonomi...*, ouvrage cité); pour la France du V^e Plan; pour la Grande-Bretagne du Plan National, ainsi que d'une enquête effectuée par l'Institut National de Recherche Economique et Sociale (NIESR).

TABLEAU V

Le développement industriel futur en Suède, France et Grande-Bretagne tel qu'il apparaît dans les évaluations des Plans à long terme
Augmentation annuelle de la production en % selon

	SUÈDE	FRANCE	GRANDE-BRETAGNE	
	Prévisions de <i>Långtidsutredningen</i> 1965-70	IV ^e et V ^e Plan 1962-70	Plan National 1964-70	NIESR 1960-75
Ensemble de l'industrie	5	4,9	4,4	4,2
Industrie chimique	12	7,6	8,0	7,3
Raffinerie de pétrole		6,6	10,1	5,7
Papier et édition	5	5,1	3,5	5,0
Industrie automobile	6	5,2	3,6	5,3
Textiles		4,5	6,2	4,6
Electronique	7,7			
Industrie textile	3	4,5	4,6	2,2
Chantiers navals	0	6,5	2,2	2,7

Source: R. Bentzel & J. Beckeman, op. cité p. 62.

B. ANALYSE PAR GRANDS SECTEURS

Nous inaugurerons ce tour d'horizon rapide de la production industrielle suédoise par le secteur des industries mécaniques, secteur clé dans la « bataille technologique », spécialement dans ses branches électrotechniques et électroniques.

1. Les industries mécaniques constituent le secteur dominant de l'industrie suédoise.

Les programmes d'expansion des industries mécaniques ne sont — comme nous l'indique le tableau 5 — seulement dépassés en rapidité de développement que par les industries chimiques, ces dernières ne représentant toutefois actuellement que 5,5% de la valeur de la production industrielle totale. Les industries mécaniques en sont le secteur nettement le plus puissant dont la production représentait en 1965 23 milliards de couronnes, et l'exportation, avec un accroissement de 13% sur l'année précédente, représentait une valeur de 8 milliards de couronnes.

Ce secteur avait progressé à la moyenne annuelle de 8% entre les deux guerres, avait été peu freiné au cours de la seconde guerre mondiale, et a continué son expansion rapide dans la période qui a suivi (cf. tableau 4) : à un rythme annuel de 6 1/2% durant les années 50, et de 8 1/2% durant la première moitié des années 60.

TABLEAU VI

Augmentation annuelle de production des industries mécaniques suédoises par « sous-secteurs », de 1950 à 1963

	Pourcentage d'accroissement annuel	
	1950-1960	1960-1963
Fers et Métaux	5,5	8,8
Machines	6,6	9,1
Électrotechnique	5,7	9,0
Moyens de transport	9,7	8,1
Ensemble des industries mécan.	6,5	8,9

L'efficacité de ce secteur peut être illustrée par quelques autres chiffres : dans la plus récente des revues des principales entreprises mondiales que présente annuellement *Fortune*, on pouvait noter qu'alors que le groupe des sociétés américaines accroissait ses ventes de 11,8% et l'ensemble des non américaines de 7,9%, les six plus grandes entreprises suédoises — dont cinq appartiennent au secteur des industries mécaniques — accroissaient leurs ventes de 15%.

Il est à noter que en 1965 et 1966 les investissements en machines et installations ont été, dans ce secteur, considérables, augmentant de 23% en 1965 par rapport à 1964 et — selon des évaluations préliminaires — de plus de 50% en 1966.

2. Figurant dans les statistiques en tant qu'une des branches des industries mécaniques, l'électrotechnique et l'électronique — secteurs de pointe par excellence — sont en forte expansion.

a. La place de la Suède.

La branche des industries électrotechniques et électroniques est appelée à une forte expansion jusqu'en 1970, probablement supérieure à la moyenne de celle de l'ensemble des industries mécaniques — secteur dans le cadre duquel elle se trouve assez curieusement rangée. Le niveau déjà atteint par cette branche en Suède permet de penser que ce fort développement se poursuivra loin au-delà de cette date. Le fait que l'électronique, tout particulièrement, est porteuse de la plupart des développements ultérieurs de la technologie, autorise à penser que toute nation industrielle, surtout si elle a atteint le niveau auquel est parvenue la Suède en ce domaine, s'attachera à ce que son essor ne connaisse aucun ralentissement — et qu'elle n'y renoncera pas par contrainte et forcée. Il reste à relever toutefois qu'on s'accorde généralement sur le fait que les cinq prochaines années constituent une phase critique pour les sociétés européennes basées sur une haute technologie.

Dans ce domaine — où figurent entre autres, les télécommunications, la navigation aérienne, l'automatisation industrielle et le traitement de l'information — seules les firmes dotées de laboratoires puissants peuvent affronter la concurrence. Ces industries sont en effet dépendantes d'un grand volume de vente pour pouvoir supporter les coûts de recherche et de développement qui découlent des techniques avancées.

En Europe occidentale la concentration est déjà très forte. C'est ainsi que *Siemens* et *A.E.G.* en Allemagne Fédérale, *Philips* aux Pays-Bas, *C.S.F.* et *Thomson-Houston* en France, réalisent plus de 50% de la vente de leurs pays respectifs. Mais ce sont les sociétés géantes américaines, *I.T.T.* et *General Electric* notamment, qui disposent de la plus grande liberté d'action.

TABLEAU VII

Exportations suédoises de machines et matériel électriques (millions s.kr.)

1961 :	629
1962 :	738
1963 :	860
1964 :	1.132

Deux firmes suédoises, en particulier, sont de taille internationale : *A.S.E.A.* (classée 7^e société mondiale dans sa branche) et *L.M. Ericsson*. Mais à côté de ces firmes figurent d'autres sociétés de moindre

alle qui contribuent fortement à la place prise par la Suède dans ce domaine. Le fait que ce pays entretient une force de dissuasion autonome, équipée de matériel en quasi totalité de construction nationale, n'est pas étranger. C'est que l'électronique militaire s'est avérée être très souvent à l'origine du progrès technique.

au début des années 60, en France et aux Etats-Unis, les commandes des forces armées représentaient 75 % de l'activité électronique professionnelle, et la part de l'électronique dans les budgets de la défense nationale continuait d'augmenter : elle représentait en 1962 3 % des crédits militaires en France, 1 % en Grande-Bretagne et 9 % aux Etats-Unis.

b. Les commandes de la défense.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que soient cités comme représentatifs du niveau atteint les principaux fleurons de la défense : le complexe de détection, de guidage et de défense aérien nommé Stril 60 — pour lequel Standard Radio serait un fournisseur prédominant — l'avion Draken, existant au nombre de 900 exemplaires, élément de l'ensemble précédent, « centrale d'ordinateurs volante » — comme on se plaît quelquefois à le nommer — et le tout constituant, selon les Suédois, le système de défense le plus moderne d'Europe. A ces réalisations il faut ajouter le char S, la fusée Bantam, le sous-marin « Sjöormen » dont le premier exemplaire vient d'être lancé, etc., produits de S.A.A.B., de Bofors, de A.S.E.A., de L.M.E., Standard Radio L'Ålsten AB. A noter que la filiale de Bofors : Bofors Elektronik AB est détenue pour moitié par la firme américaine Hughes Aircraft Co, et que Standard Radio dépend de I.T.T.

Télécommunications, navigation aérienne, traitement de l'information utilisent ainsi au profit de la Défense suédoise tous les secteurs les plus avancés de l'électronique, des ordinateurs aux lasers en passant par les applications du laser.

c. Le traitement de l'information.

Depuis les premières années de la décennie se développe en Europe — avec, il est vrai, un fort retard sur les Etats-Unis — une nouvelle industrie qui pourrait être appelée à devenir la plus importante de toutes, celle des ordinateurs. La Suède dès le présent y joue un rôle.

Nous nous sommes efforcés de recouper quelques chiffres concernant l'évolution du nombre des ordinateurs en service, ou prévus :

TABLEAU VIII

	1964	1966	1975
U.S.A.	—	30.000	85.000
Suède	—	800	—
France	1.233	1.500	6.000
Allemagne Fédérale	2.131	—	—
Grande-Bretagne	1.715	—	—

De 1966 à 1971, les entreprises suédoises envisagent d'investir de 600 à 800 millions s.kr. pour leur équipement en ordinateurs et en travail d'organisation et d'enseignement touchant à ce domaine.

Mais la Suède ne se contente pas d'acquérir des ordinateurs ; elle est, d'ores et déjà, une nation convenablement placée sur le plan de la production. S.A.A.B., mais aussi Facit et Bofors, ont un département d'électronique. Chez S.A.A.B., il emploie 1.600 personnes et il a un chiffre de vente annuel de 150 millions de couronnes. Il travaille à 50 % pour la production civile.

C'est en 1962 que S.A.A.B. a présenté ses premières D 21, dont 21 exemplaires ont été jusqu'à présent vendus. Ce modèle a d'ailleurs contribué à la réalisation de son successeur, le D 22. Celui-ci, dont le premier exemplaire a été réalisé en octobre 1966, fait partie des ordinateurs de la « troisième génération ». Il bénéficie des énormes progrès faits dans la microminiaturisation, et très évidemment acquis à l'occasion de la réalisation de l'ordinateur prévu pour l'avion Viggen (qui devrait succéder au Draken). Cet ordinateur, pas plus grand qu'un banal appareil de radio à transistors peut, en une seconde, additionner 200 000 nombres de 7 chiffres.

d. L'automatisation industrielle.

L'automatisation industrielle fait, elle aussi, des progrès rapides, et cela d'autant plus que patronat et syndicat sont d'accord sur l'intérêt et la nécessité de cette orientation. A l'heure actuelle, l'industrie suédoise dispose d'une centaine de machines-outils entièrement programmées travaillant de façon entièrement automatique, entre autres les sociétés S.K.F., Facit, S.A.A.B., Skandinaviska Elverk, et surtout A.S.E.A. qui, à elle seule, dispose de près de la moitié des installations existantes pour une valeur dépassant 40 millions de couronnes.

La progression comparée des U.S.A. et de la Suède en ce qui concerne la mise en service de telles installations pourrait se présenter ainsi :

	1958	1966	1967	1970
U.S.A.	156	7.000	—	—
Suède	—	67	157	400

3. La Suède est une des grandes puissances dans le domaine de la construction navale.

Durant tout l'après-guerre, la production navale suédoise s'est développée parallèlement à la production mondiale de navires de commerce. Ceci implique que, durant cette période, elle a représenté de façon constante 9 à 10 % du tonnage produit annuellement dans le monde. Même si, en 1966, elle a été — à nouveau — rejointe par l'Allemagne Fédérale, la modernité de ses techniques et de ses installations la place au tout premier rang, toutefois loin derrière le Japon.

Par contre, l'importance relative des autres nations constructrices a connu de forts et rapides changements. C'est ainsi que la part de la Grande-Bretagne a diminué de 51 % en 1948 à 10 % en 1964. La construction navale japonaise s'est rapidement mise en marche après la guerre. En 1951, elle représentait 12 % du tonnage produit, en 1965 44 %.

a. La construction navale joue un grand rôle comme stimulant de l'ensemble des industries d'exportation du pays.

C'est autour de 80 % que se situe, depuis plusieurs années, le pourcentage exporté de la construction navale suédoise ; alors qu'en France, par exemple, ce pourcentage est en forte décroissance, et se situait à 13 % au début de 1966, contre 34,5 % en 1965 et

53 % en 1964. Les Suédois considèrent leur construction navale comme une enseigne publicitaire qui témoigne de la qualité de leurs produits et de leur compétitivité. En outre, les valeurs en devises ainsi obtenues sont considérables.

Voici comment se répartissaient les produits entrant dans la fabrication de 11 navires livrés en 1963 par les chantiers de Götaverken :

TABLEAU IX

Produits entrant dans la fabrication de 11 navires livrés par Götaverken (1963)

Types de produits	Pourcentage du prix	Pourcentage des produits de fabrication suédoise	Pourcentage des produits importés
Métallurgie			
Produits laminés	39,4	52,7	13,6
Forges	6,9	8,5	3,8
Fonderies	5,1	0,5	14,3
Tubes	2,7	2,5	2,9
Industries mécaniques			
Machines, etc.	38,4	27,4	59,2
Industrie électrique	4,1	3,4	5,2
Industrie chimique	2,1	2,9	0,5
Industrie du bois	1,3	1,7	0,5
	100,0		
	représentant 180 millions s.kr.	représentant 119 millions s.kr.	représentant 61 millions s.kr.

Source : Svenska Dagbladet 11-11-64.

b. Les caractéristiques de la situation actuelle sur le marché des constructions navales.

Elles résident essentiellement dans l'importance croissante prise, essentiellement depuis dix ans, par la construction navale japonaise, et dans l'ensemble des conditions qui ont permis cette quasi domination. Elles se trouvent également dans l'effacement de nations qui jouaient traditionnellement un grand rôle dans ce domaine, en premier lieu la Grande-Bretagne, mais aussi l'ensemble des pays constituant l'actuelle C.E.E., l'Allemagne Fédérale mise à part. La production de la C.E.E. qui, en 1955, représentait 55 % de la production mondiale de navires, n'en représentait plus que 20 % en 1964.

c. Le Japon et la Suède dominent dans le domaine de la construction des gros navires. En effet, les constructeurs de ces deux pays ont acquis une telle maîtrise dans la construction des navires de gros

tonnage qu'ils ne sont pas loin d'en détenir un quasi monopole.

Ceci ressort des chiffres suivants qui concernent la taille moyenne des navires commandés durant les 9 premiers mois de 1964 aux chantiers de ces deux pays. **Japon** : 258 navires de 4 393 000 Tx de jauge brute, soit une moyenne de 17 000 Tx. **Suède** : 26 navires de 368 000 Tx de jauge brute, soit une moyenne de 14 000 Tx. **C.E.E.** : 392 navires de 2 245 444 Tx, soit une moyenne de 5 700 Tx.

Cette domination repose sur une forte avance technique. Cette avance technique a abouti, au Japon, à un abaissement des prix des 2/3 en 10 ans, grâce notamment à des méthodes de préfabrication et de construction par section, de même qu'à un allègement des navires basé sur de nouveaux principes de construction qui accroissent, de plus, la solidité du bâtiment et sa capacité de fret pour un même déplacement d'eau.

TABLEAU X

Tonnage brut des navires lancés dans quelques-uns des plus grands pays constructeurs
(en milliers de Tx)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Japon	1.732	1.800	2.200	2.367	4.205	5.400	6.730
Suède	711	740	840	888	1.020	1.170	1.170
Allemagne Fédérale	1.092	962	1.010	970	910	1.023	1.230
Grande-Bretagne	1.331	1.192	1.073	927	1.043	1.073	—
Italie	434	334	348	492	368	442	—
France	594	446	481	447	510	479	—

4. La Suède cherche à sauvegarder la position acquise.

Les plus grands chantiers font de leur mieux pour conserver leur compétitivité. Kockum a mis en construction un dock pour bateau de 300 000 Tx, ce qui représente des investissements de l'ordre de 100 millions de couronnes. Eriksberg, suivant l'exemple japonais, envisage de construire un dock « court », mais d'une largeur permettant de construire, par segments, des navires de 400 000 Tx.

Durant les prochaines années, la demande ne devrait pas s'accroître en proportion de la capacité de production, aussi la forte concurrence va-t-elle non seulement demeurer, mais se durcir encore.

De 1950 à 1964, le rythme annuel d'accroissement de la production navale suédoise a été de 7,1 %. Par ce rapide accroissement, la construction navale suédoise est parvenue à conserver une part presque constante de la production mondiale également croissante. Or, selon les prévisions, la flotte commerciale mondiale qui s'élevait, vers le milieu de 1965, à 150 millions Tx, devrait être en 1980 de 260 millions Tx. Pour atteindre ce volume, et en tenant compte des mises au rebut, la production annuelle devrait passer des 10 millions Tx annuels de 1964 à près de 15 millions Tx en 1980, ce qui implique un ralentissement du rythme d'expansion. Comme la production suédoise, si elle maintenait son rythme actuel, atteindrait 3 millions Tx en l'année 1980 et disposerait ainsi de 20 % du marché mondial de la construction navale — ce qui est raisonnablement à exclure — il faut donc s'attendre à un important tassement de l'expansion actuelle.

4. Une politique concertée de la construction automobile en Suède ne semble pas s'amorcer.

Au moment où, sur le continent, les entreprises européennes, notamment en France et en Allemagne

Fédérale, se lient par des accords de coopération, rien de semblable n'existe encore en Suède où existent trois sociétés constructrices de véhicules automobiles : Volvo, S.A.A.B. et Scania-Vabis, cette dernière étant spécialisée dans la construction de véhicules utilitaires.

Toutefois, cette industrie poursuit un développement régulier, et accroît de façon constante le pourcentage de ses véhicules exportés. Suivons ce développement au cours des dernières années par rapport à d'autres producteurs.

TABLEAU XI

Croissance annuelle moyenne
de la construction automobile
dans les principaux pays producteurs
et nombre de véhicules produits de 1960 à 1965

	Croissance annuelle moyenne (%)	Production annuelle (en millions de véhicules)
Japon	45	0,7
Italie	20	1,1
Canada	20	0,7
Allemagne Fédérale	11	2,7
Suède	11	0,2
Grande-Bretagne	7	1,7
France	4	1,4

Sur le plan de l'exportation, l'évolution est également rapide, bien que se situant encore à un niveau modeste sur le plan international. Mais Volvo fait un très gros effort pour l'extension de son réseau de service, et semble avoir un pied très ferme sur le marché des Etats-Unis, en particulier.

TABLEAU XII

Exportation de véhicules automobiles - Années 1962-1965

(en milliers de véhicules)

	Voitures particulières				Camions et autobus			
	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965
Suède	57	68	80	94	14	13	15	15
Allemagne Fédérale	1.031	1.218	1.378	1.419	122	129	121	108
Grande-Bretagne	545	616	679	628	150	159	169	166
France	457	496	453	503	39	45	48	38
Italie	305	292	313	308	14	13	18	19
U.S.A.	180	194	198	205	138	146	163	136
Japon	16	31	67	101	33	61	80	91

5. **Métallurgie et Mines.** — La surproduction d'acier sur le marché mondial affecte davantage la production minière suédoise — par ailleurs fortement concurrencée par de nouvelles exploitations à l'étranger — que la sidérurgie du pays heureusement diversifiée.

a. Le développement de l'industrie lourde.

L'expansion de l'industrie suédoise de l'acier durant les quinze dernières années s'est avérée être une des plus considérables (cf. Tableau 4). Outre les Etats

de l'Est, seuls l'Italie, l'Australie et le Japon ont connu un développement plus rapide — et ses voisins nordiques, mais avec des niveaux de départ plus modestes, un rythme d'expansion équivalent.

Le volume de la production d'acier suédois a triplé de 1947 à 1963, soit un développement annuel moyen de 8 % contre 4-5 % pour l'ensemble de l'industrie. D'autre part, le fait que malgré des salaires plus élevés, leur coût par unité de production soit plus bas qu'en Allemagne Fédérale et en Grande-Bretagne témoigne d'un haut niveau de productivité.

TABLEAU XIII

Production d'acier, indice de développement de la production et diminution de main-d'œuvre par unité de production, en 1964, dans divers pays de l'Europe de l'Ouest

	Main-d'œuvre par unité de production		Production de lingots (millions de tonnes)		Index 1964 (1950 = 100)
	1950	1964	1950	1964	
Suède	100	78	1,5	4,4	305
Luxembourg	97	87	2,5	4,6	186
Italie	120	97	2,4	9,8	414
Allemagne Fédérale	128	109	14,0	37,3	266
Belgique	147	113	3,8	8,7	230
France	152	130	8,7	19,8	229
Grande-Bretagne	184	—	16,6	26,2	158

Source : d'après E. RUIST, op. cité, pp. 15 et 96.

Cependant, si le degré de productivité pallie quelque peu au haut niveau des salaires, les coûts des capitaux sont plus élevés en Suède en raison de la taille relativement modeste de ses entreprises sidérurgiques.

b. La situation sur le marché mondial.

Durant les années 50, la conjoncture était favorable au développement de la sidérurgie. Le marché mondial manquait d'acier. Depuis lors, les conditions de

vente se sont totalement modifiées, et la capacité de production mondiale est aujourd'hui si forte qu'elle pourrait suffire à satisfaire la demande, même dans le cas d'une poussée de celle-ci, sans que les prix — demeurés au niveau de 1954 — s'élèvent forcément.

La naissance d'une sidérurgie dans le Tiers-Monde, les nouvelles installations sur le continent, créent un certain déséquilibre sur le marché. Les six pays de la C.E.E. n'utilisent plus leur capacité qu'à 75 % et leur production en 1966 aurait été inférieure

à 15 % à celle de l'année précédente. Par ailleurs, la Haute Svalbard estime que la production du 1^{er} trimestre 1967 serait de 20,5 millions t contre 21,8 millions t au 1^{er} trimestre 1965. D'un côté, la Fédération britannique de l'acier prévoit que sa

sidérurgie, au cours de l'année 1967, ne fonctionnera qu'à 70 % de sa capacité — voire moins — et ne produira que légèrement au-dessus de 22 millions t, chiffre le plus bas depuis 1963.

TABLEAU XIV

Développement de la production sidérurgique suédoise de 1960 à 1966
(en milliers de tonnes)

	1960	1963	1964	1965	1966
Fonte	1.657	2.025	2.327	2.287	2.229
Lingots	3.218	3.899	4.443	4.725	4.764
Fer marchand	2.163	2.721	3.075	3.275	3.370

Sources : Allmän månads Statistik; Svenska Dagbladet, 28-1-67.

La plus grande partie de l'acier produit est absorbée par le marché intérieur.

Durant les années 1953-1955 l'exportation d'acier suédois a été de l'ordre de 0,2 million t, durant les années 1963-1965 de 0,9 million t. 1965 a connu une forte demande de la part du marché intérieur, l'accroissement des approvisionnements a été de

11 %. Ceci s'est traduit dans les échanges avec l'extérieur par un accroissement de l'importation de 13 % et par une baisse de l'exportation de 2 %, mais en volume. Le fait que, dans le même temps l'exportation d'acier se soit accrue de 10 % en valeur souligne la part de plus en plus grande prise par les aciers spéciaux dans la production d'acier suédois.

TABLEAU XV

Approvisionnement du marché suédois en fer marchand de 1963 à 1966
(en milliers de tonnes)

	1963	1964	1965	1966 (Prévision)	Changement de 1965 à 1966
Production	2.723	3.076	3.275	3.340	+ 2 %
Importation	951	1.180	1.339	1.260	- 6 %
Exportation	787	969	947	1.040	+ 10 %
Ressources (*)	2.887	3.287	3.667	3.560	- 3 %
Utilisé	2.866	3.244	3.546	—	—
Changement des stocks	+ 21	+ 43	+ 121	—	—

(*) Soit : production + importation — exportation.

Source : Affärsvärlden 17-11-66.

L'industrie de l'acier prend ses dispositions pour affronter les nouvelles exigences de la concurrence internationale.

D'après la revue *Industria* (février 1966), le montant des investissements prévus dans cette branche jusqu'en 1970, de l'ordre de 25 milliards s.kr. La réponse suédoise à la surproduction d'acier, c'est une plus rapide rationalisation des 32 installations existantes, soit un effort de concentration et de spécialisation de plus en plus poussé — et dont les principaux lieux actuels sont, entre autres : Sandviken,

Fagersta, Hällefors et Hofors (S.K.F.), Hagfors (Uddeholm) et Bofors. Dans ce contexte, il importe de signaler l'inauguration en août 1965 dans les ateliers de Norrbottens Järnverk, industrie d'Etat, d'une station de recherche métallurgique dont profitera l'ensemble des producteurs suédois. Ceux-ci considèrent que les grandes unités de production ne disposent pas uniquement d'avantages : des unités de production plus réduites sont plus facilement adaptables à de nouvelles exigences venues des développements de la technologie. L'Association des Forges recherche une spécialisation de chacun de ces centres de production et une étroite coopération de leur ensemble.

e. La surproduction d'acier ralentit les commandes de minerai de fer suédois alors que ce dernier se heurtait déjà aux difficultés venues de la concurrence de nouvelles exploitations.

L'exploitation minière représentait, en 1963, 3 1/2 % de la valeur totale des ventes de l'industrie, et les gisements de minerai de fer constituent les principales ressources dans ce domaine.

Le niveau de la production minière d'avant-guerre a été à nouveau atteint en 1949, et depuis lors, l'évolution a été marquée par de légères variations conjoncturelles autour d'une ligne de développement constamment croissante, l'exportation progressant quelque peu plus lentement que la production en raison des besoins de l'intense industrialisation du pays: en 1949 l'exportation de minerai de fer représentait 95 % de la production, en 1965 85 %. La production a été de 25 millions t en 1965, les mines du Lappland et celle du Bergslag représentant respectivement 75 % et 25 % de la production.

Depuis quelques années, la concurrence est devenue plus âpre sur le marché du minerai de fer en raison de l'ouverture de nouvelles mines au Canada, au Venezuela, au Libéria et en Mauritanie notamment. En outre, l'abaissement des coûts de transport rend

concurrentiel même le minerai extrait de nouvelles exploitations dans le nord-ouest de l'Australie. (C'est ainsi que Steel Company of Wales a signé, en avril dernier, un contrat pour la livraison de 875 000 t de minerai avec la compagnie australienne Hamersley Iron Pty. Ltd.) Ces nouvelles exploitations ensemble déversaient sur le marché 39 millions t en 1965 contre 1 million en 1950.

Aussi, les exportateurs suédois — et tout particulièrement L.K.A.B. — ont-ils connu en 1966 des difficultés de ventes qui s'accroissent encore en 1967. Lors des négociations de novembre avec les acheteurs allemands, les prix ont été abaissés de 3,5 % à 14 % suivant les qualités de minerai, et la quantité abaissée de un million t. Et M. Arne S. LUNDBERG, Directeur de L.K.A.B., n'est pas sûr que les livraisons n'aient pas à être réduites ultérieurement. Quant à la Grande-Bretagne, les négociations avec ses acheteurs n'avaient, vers la fin janvier 1967, pas encore abouti. Aussi L.K.A.B. a-t-elle commencé l'année 1967 avec un budget de production de 18 millions t — soit une prévision de réduction de production de 10 % environ — sans que, bien entendu, ce programme ne soit susceptible de subir des réductions ultérieures.

TABLEAU XVI

Chiffres de production et de ventes des deux principales compagnies suédoises exploitant le minerai de fer: L.K.A.B. et Grängesberg (1961-1965)

		1961	1962	1963	1964	1965
Production (millions de tonnes)	L.K.A.B.	16,9	16,4	17,2	20,3	21,0
	Grängesberg	2,3	2,2	2,6	2,8	2,5
Exportation (millions de tonnes)	L.K.A.B.	16,3	15,8	16,6	19,6	20,1
Ventes (millions s.kr.)	L.K.A.B.	920,5	843,7	802,1	945,4	984,4
	Grängesberg	115,3	121,9	123,5	137,2	136,8
Investissements (millions s.kr.)	L.K.A.B.	92,9	132,4	205,3	261,1	207,2

En ce qui concerne l'évolution de la conjoncture jusqu'en 1970 et au-delà, et les possibilités d'une augmentation de la production dans les mines de fer suédoises, on peut dès lors indiquer que les ressources en minerai exploitable tout autant que les conditions de cette exploitation même ne constituent des facteurs limitatifs durant les quinze prochaines années. Au contraire, les ressources sont telles qu'elles autorisent une assez forte augmentation de la production même durant les années 1970. Mais on considère que la situation sur le marché mondial pourrait être assez stationnaire durant cette période — avec les conséquences qui en découlent pour les exploitations minières.

Les Suédois considèrent cependant que l'expansion de leurs exploitations pourra se poursuivre durant les années 1970, même au cas d'une évolution peu

favorable de la demande — avec une croissance qui serait de l'ordre de 2 %.

6. La part des produits du bois et de ses dérivés diminue par rapport à la valeur de l'ensemble de l'exportation.

Avant la dernière guerre, l'exportation suédoise comportait une importante proportion de matières premières et de produits semi-finis: minerais et bois, pâte de cellulose. Jusqu'en 1955, la part des produits et dérivés du bois constituait près de la moitié de la valeur de l'exportation: 1950 40 %, 1955 44 %. Cette part tendait ensuite à diminuer: 1957 36 %, 1960 32 %, 1962 28 %, 1965 28 1/2 %.

Dans le même temps diminuait la rentabilité du capital investi:

TABLEAU XVII

	1953-1958	1959	1960	1961	1962	1963
Ensemble de l'industrie	6,7	8,2	7,8	7,5	6,4	6,2
Industries du bois et de ses dérivés	5,6	5,8	4,6	3,8	2,2	3,1

Cette diminution de la rentabilité entraîne à son tour une plus grande difficulté pour l'obtention de capitaux qui se tournent plus volontiers vers les secteurs les plus « rentables », en particulier les industries métallurgiques et mécaniques, et la « jeune » industrie chimique.

L'industrie forestière s'efforce d'abaisser les coûts d'exploitation en poussant la mécanisation, mais ne peut pas toujours suffire à la demande de matière première.

Ainsi que le soulignait M. Malte SANDELIN, lors du colloque sur « Le Marché des bois du Nord » (Rouen, 17/18 novembre 1964), c'est le problème de l'approvisionnement qui devient essentiel, et non seulement pour les pays de l'Europe de l'Ouest mais leur ensemble, mais encore pour la Suède, par

exemple. L'industrie de la cellulose ne saurait se développer en unités plus vastes si, en même temps, elle ne dispose pas de ressources de matières premières à des prix comparables à ceux d'Amérique ou d'Union soviétique. Or, l'accroissement des coûts de salaires, par exemple, réduit les ressources forestières qui pourraient être utilisées, de même le montant des investissements nécessaires pour tracer des voies d'accès vers les forêts peu accessibles.

Pourtant, les prévisions sont aussi parfois empreintes d'optimisme, telles celles du professeur N.E. NILSSON, concernant tout au moins les régions sud-ouest de la Suède et de la vallée du Mälär. Il pense qu'à brève échéance la production annuelle peut s'accroître de 9 millions de mètres cubes — soit l'équivalent de 1,4 million t de pâte, plus une production de bois sciés de 70 000 stds.

TABLEAU XVIII

Evolution des exportations de bois et de ses dérivés (1961-1965)

	Sciages	Panneaux	Pâtes chimiques	Pâtes mécaniques	Papier journal	Autres papiers et cartons
	(milliers de stds)	(milliers de tonnes)				
1961	970	416	2.316	413	423	965
1962	982	421	2.480	359	408	1.052
1963	1.039	421	2.812	397	430	1.236
1964	1.200	439	3.040	439	456	1.432
1965	1.131	394	2.889	444	430	1.469

Source: Sveriges ekonomi 1965 - Handelsbanken.

Toutefois, on considère que les possibilités d'accroître la production suédoise de fibres sont extrêmement limitées, alors que la demande mondiale va augmenter de façon rapide. Aussi, l'importance relative de la production suédoise va-t-elle diminuer.

Voici comment se présente l'évolution de 1938 à 1960 sur le marché mondial des fibres :

TABLEAU XIX

Part de la Suède sur le marché des fibres en 1938 et en 1960 (en tonnes)

	Marché mondial	Part de la Suède	Part de l'Amérique du Nord
1938	22 millions t	3 millions t, soit 15 %	9 millions t, soit 40 %
1960	59 millions t	5 millions t, soit 8 %	24 millions t, soit 40 %

Momentanément, c'est d'ailleurs à un affaiblissement de la demande des sciages sur le marché européen que la production suédoise se heurte — mais c'est là un type de demande quelque peu différent de celui que provoque le développement des industries de la cellulose et du papier.

b. Troisième producteur mondial de cellulose derrière les U.S.A. et le Canada, la Suède demeure en 1966 le premier exportateur.

TABLEAU XX

Production suédoise de cellulose et de papier
(1963-1965)
(production en milliers de tonnes)

	1963	1964	1965
Pâte à papier	5.676	6.366	6.678
Papiers et cartons	2.770	2.966	3.150

Après un intense développement de l'industrie de la cellulose durant les années précédant et suivant immédiatement 1960 (la production s'est accrue de 80 % entre 1953 et 1963), le développement s'est poursuivi à un rythme plus calme. Des plans existent pour la poursuite de l'expansion. La capacité de production qui est proche de 7 millions de tonnes à la fin 1966 serait portée à près de 8 millions en 1970, dont la majeure partie est destinée à l'exportation.

Actuellement, il existe en Suède 120 usines de pâte dont les 2/3 sont rattachées à des usines de papiers et cartons.

La taille moyenne des fabriques de pâte au sulfate est d'environ 105 000 t, au sulfite de 53 000 t, demi-chimique 25 000 t et pour la pâte mécanique de 44 000 t.

Pour les industries de la cellulose, 1965 a été une mauvaise année. Les exportations ont diminué et les prix ont baissé — ceci étant une conséquence des stocks importants accumulés par la plupart des acheteurs européens.

En 1965, les exportations de pâte à papier ont été de 3,3 millions t, ce qui constitue une diminution de 4 % si l'on compare avec 1964. En valeur, les

exportations ont baissé de 2 %, et s'élevaient à 2,2 milliards de couronnes.

Par contre, 1966 a été une bonne année de vente, quant au volume. Ainsi, la pâte à papier suédoise a battu des records de vente, et sa part dans les ventes sur le marché européen s'est même améliorée. Ceci a permis aux producteurs suédois de constituer des stocks supérieurs à la normale.

c. Dans la perspective d'un fort accroissement de la consommation mondiale de papier, les producteurs suédois prévoient une augmentation de leur production de 30 % en 5 ans.

La consommation mondiale de papier s'élève actuellement à 96 millions t et s'accroît annuellement de 5 %. Selon une enquête de la F.A.O., elle sera en 1975 de 159 millions t et de 200 millions t en 1980. De 1965 à 1980, la consommation de l'Europe de l'Ouest est estimée devoir passer de 25 à 50 millions de tonnes.

Les plans de développement de cette industrie sont toutefois dépendants, dans une certaine mesure, de l'issue des négociations qui vont se dérouler dans le cadre du G.A.T.T. Un abaissement des protections douanières permettrait au moins de conserver les marchés traditionnels de l'Europe de l'Ouest qui tendent à se tourner vers d'autres fournisseurs. Ainsi, en 1966, on a pu constater que le développement de la production suédoise et celui de ses ventes n'avaient pas suivi le rythme de celles des producteurs de l'Europe de l'Ouest.

On a pu noter en 1966 un certain ralentissement du développement de la production suédoise de papier: + 2 % contre + 6 % l'année précédente, où elle avait atteint 3,1 millions t. Difficultés venues des obstacles douaniers, difficultés aussi pour le financement des investissements. Aussi, les industriels suédois du papier ne voient pas sans crainte le développement de cette branche aux Etats-Unis, où de nouvelles usines fonctionnant à proximité de sources de matières premières moins onéreuses qu'en Suède, constituent des unités de production dont il n'existe pas d'équivalent en ce pays. Ainsi, la plus grosse machine existant en Suède se trouve à Munksund, chez S.C.A.: elle produit 415 tonnes par 24 h. A Jacksonville, chez St Regis, une machine produit 1 100 tonnes. Aux plans de développement suédois prévoyant de passer à 500 tonnes répondent ceux des Américains qui comptent passer à 1 400 tonnes dans les prochaines années.

Produit	Unité	1963	1964	1965
Pâte à papier	milliers de tonnes	5.676	6.366	6.678
Papiers et cartons	milliers de tonnes	2.770	2.966	3.150

LE DANEMARK EN 1966

- I. — **La situation générale,**
par Daniel NAT. p. 69
- II. — **Intégration européenne et
Commerce extérieur,**
par France ROGÉ p. 72

LE DANEMARK EN 1966

I - La situation générale

p. 59

II - L'industrie, l'agriculture et
le commerce extérieur

p. 72

LA SITUATION GÉNÉRALE

par Daniel WAT

DANEMARK

EN DEHORS UN TRIANGLE EUROPÉEN DÉTENDU
UN MARCHÉMENT DE CRÉDITS DE 25 74
L'ÉCONOMIE A CRÉDIT ÉTENDU
DANEMARK
TOUTE PRÉVISION GÉNÉRALISÉE
DANS LE DÉVELOPPEMENT À SON DÉVELOPPEMENT.

Le Danemark en 1960

Le Danemark est un pays qui a connu une croissance économique remarquable au cours de ces dernières années. Cette croissance a été favorisée par une politique économique prudente et par une situation internationale favorable. Le Danemark a connu une période de prospérité qui a permis de maintenir un haut niveau de vie et de réaliser des progrès importants dans divers domaines. La situation économique du Danemark en 1960 est donc globalement satisfaisante. Les perspectives de développement à l'avenir sont également optimistes. Le Danemark continue de bénéficier d'une situation internationale favorable et de mener une politique économique prudente. Ces facteurs devraient permettre de maintenir une croissance économique soutenue et de réaliser de nouveaux progrès dans divers domaines. La situation économique du Danemark en 1960 est donc globalement satisfaisante et les perspectives de développement à l'avenir sont optimistes.

DANEMARK

Le
Cand
engag
la pro
d'inv
de l'im
sion.

Mar
lue p
marq
trois
après
me, l
compr
autres
sont
sont e
ductiv
constit
et, en
se dé
le dév
d'aus
se p
second

* Can

LA SITUATION GÉNÉRALE

par Daniel NAT *

EN DÉPIT DE CERTAINES DISTORSIONS INTERNES QUI TÉMOIGNENT DE L'INTENSITÉ DE SA VIE ÉCONOMIQUE, LE DANEMARK ACCENTUE LE RYTHME DE SON EXPANSION INDUSTRIELLE. MAIS LES BUTÉES TARIFAIRES AUXQUELLES IL SE HEURTE DE PLUS EN PLUS EN EUROPE OCCIDENTALE PEUVENT SÉRIEUSEMENT FREINER L'ÉLAN QU'IL A SU IMPRIMER A SON DÉVELOPPEMENT.

Il y a certainement un trait commun au Danemark et au Canada, c'est que l'un et l'autre de ces pays sont engagés dans une mutation profonde des structures de production, dont le stade final doit, pour chacun d'eux, consacrer le rôle désormais prédominant de l'industrie dans le développement global de l'économie.

Mais, en l'occurrence, le caractère propre, à la fois positif et périlleux, des modifications qui ont marqué, et qui continuent de marquer l'économie danoise, c'est que l'évolution qui s'y est amorcée depuis une dizaine d'années a pris naissance, d'entrée dans un climat qui était déjà de très haute conjoncture : une agriculture intensive, pratiquement maîtresse des marchés extérieurs les plus rémunérateurs, une activité commerciale et un secteur tertiaire exceptionnellement développés. C'est-à-dire, tout ensemble, des traditions de discipline, de productivité, de qualité, de combativité exportatrice, qui constituent autant d'atouts, mais aussi l'habitude et, en tout cas, la volonté d'atteindre un niveau de vie élevé, qui laissent assez facilement présager que le développement de la demande intérieure suivrait de près, et même d'aussi dangereusement près que possible, le développement d'une production secondaire.

1. La crise de « surchauffe » de 1963

Certes, ce fut, en 1957, une chance pour le Danemark que la mutation économique prit place, précisément, à un moment où, sur le plan intérieur, la rationalisation même de la production agricole tendait à dégager des disponibilités de main-d'œuvre, alors que, dans le domaine extérieur, le conflit coréen et ses larges conséquences internationales exerçaient fortement leurs effets de hausse et d'accélération sur l'économie mondiale. De 1958 à 1963, l'expansion spécifiquement industrielle du Danemark se révéla exceptionnelle : pratiquement (prix constants), près de 9 % par an, soit 30 à 40 % de plus que le développement du produit national total — et si soudaine, si vive qu'elle prit de vitesse, semble-t-il, tous les autres paramètres de la situation intérieure. Ceci au moins jusqu'en 1960 et, en fait, jusqu'au moment même où, les conditions de plein emploi se trouvant quasi réalisées, la demande disposa, enfin, des moyens d'affirmer un comportement propre, qui allait, évidemment, ouvrir la période des distorsions dans la courbe de la croissance nationale. Le rythme de l'investissement ne se ralentissant pas et le marché du travail atteignant son degré le plus élevé de tension, c'est, tout à la fois, sur les prix intérieurs et sur l'état des balances extérieures qu'allaient, normalement, se con-

* Centre d'Études Arctiques et Finno-Scandinaves, E.P.H.E., Paris.

centrer les phénomènes de « surchauffe » : d'un solde positif en 1958 (+ 18 millions de dollars U.S.), les échanges extérieurs passaient à un bilan débiteur de 108 millions en 1959, 211 millions en 1960, 241 en 1961, puis 362 millions en 1962, époque à laquelle (décembre) les réserves danoises de change couvraient à peine un mois d'importations. Alors que, de 1957 à 1960, l'indice général des salaires n'avait crû que de 2,7 %, de 1960 à 1963, il s'exhaussait de 15 % (avec une pointe atteignant rien de moins que... 34 % pour l'indice de la rémunération horaire dans l'industrie). Bien entendu, les prix ne manquaient pas d'y répondre : + 2,8 % pour l'indice des produits consommés jusqu'en 1960 (base 100 en 1957), et puis 18 % pour la phase même où le taux de rémunération s'accroissait de 15 % — étant précisé que de 1960 à 1962, la consommation privée augmentait de 26 %.

2. Politique de contention et économie d'expansion

Que la fermeté du Gouvernement et la discipline des partis politiques aient permis, en 1962 et 1963, de stopper à temps et, même, de stopper tout net ce redoutable emballement, témoignent, certes, de la maturité danoise. Mais que la politique de « contenance » économique mise alors en œuvre ait précédé de plus d'un an le programme français de « stabilisation » et qu'elle ait, au surplus, relevé d'une tout autre sévérité ne saurait être, non plus, passé sous silence. Des leçons, en tout cas, s'en dégagent et la moins instructive de celles-ci n'est pas d'avoir fait apparaître que la dépression intérieure allait, en fait, coexister, coïncider avec un considérable renforcement du potentiel productif de l'industrie. L'année 1964 conjugue tout à la fois des caractéristiques intérieures visiblement de régression (diminution des heures de travail, recul de la consommation privée) et les preuves d'une progression exceptionnellement forte de l'économie danoise en direction de l'extérieur : + 14 % pour les exportations, de milieu 1963 à fin 1964, tandis que la formation de capital fixe avance de 13 % et que l'importation de biens d'équipement se gonfle de 20 à 40 % sur les chiffres de 1962 et 1963. Autrement dit, contention et expansion n'ont nullement figuré en alternative antagoniste, mais comme les tendances globales de deux étages distincts de l'évolution économique, comme les articulations compatibles d'une politique unique. Sous cet angle — et compte tenu que le desserrement consenti par le Gouvernement fin 1964 et durant le premier semestre 1965 s'est derechef soldé par un nouvel emballement intérieur, derechef bloqué par le rétablissement de mesures restrictives — on peut considérer que le Danemark vient, utilement, de rendre clair qu'il existait bien une police de l'expansion et a montré, pour la suite, que si le développement national devait être fondamentalement menacé, ce ne serait très probablement pas à partir, ou comme conséquence, de facteurs relevant d'un comportement aberrant ou anarchique de la demande intérieure.

3. L'Europe des zones est-elle plus délétière que l'Europe des nations ?

C'est, à coup sûr, une démonstration, et, apparemment, plus convaincante, plus radicale, et surtout plus rapide que la française. Mais, en vérité, fournit-elle la certitude qu'il y a là une assurance, un acquis majeurs pour l'avenir danois, ou bien, ne rend-elle pas clair, à l'inverse, que, plus vite que d'autres, parce que vivant plus intensément qu'eux une économie plus active, le Danemark accède au point même où le sort de l'expansion vient soudain à dépendre de facteurs qui ne dépendent pas d'elle ? La dépression de 1963-1964 — parce qu'elle s'exprimait seulement en termes intérieurs — avait fait apparaître l'ampleur du potentiel de dégagement de l'économie en direction des marchés extérieurs. L'O.C.D.E. pouvait justement souligner (1) que « en 1963 la demande nette de l'étranger avait été le principal moteur de l'expansion danoise ». La dépression de 1965 a relevé, en gros, d'une même dynamique, mais en gros seulement, car, contrairement à 1963-64, le tassement de la demande intérieure ne s'est pas accompagné d'une accalmie corollaire dans le mouvement des prix. Certes, des facteurs complexes, dont la plupart sont d'ordre intérieur, ont joué, mais aussi les incidences d'un investissement intense, d'un équipement rapide et d'une pénurie correspondante de main-d'œuvre, qui, les uns et les autres, rendent certain que ce n'est plus, désormais, qu'à la condition d'élargir ses fronts de dégagement vers l'extérieur que l'économie danoise peut espérer conserver sa vitesse, c'est-à-dire disposer du moteur même de sa sustentation. Le précédent numéro d'INTER-NORD (2) notait qu'en situation non-inflationniste — nous n'y sommes déjà plus... — et en termes réels, une augmentation de 4 % du PNB s'accompagnait d'une progression des importations de l'ordre de 150 millions de dollars U.S. soit un développement impératif des exportations de 7 à 8 %, et, en fait, de 15 % des exportations industrielles. Or, de 1965 à 1966, la progression extérieure des produits industriels n'a pas atteint 9 %, et l'avenir se révèle d'autant plus sombre que la tendance au décrochement que fait paraître le Tableau la fine incombe beaucoup moins au seul Danemark qu'au renforcement croissant des butées tarifaires en Europe occidentale. **A ce niveau, dans cette perspective, le Danemark n'y peut proprement plus rien, et quelle ne risque donc pas d'être sa situation si sa production industrielle devait se trouver coincée et comme écrasée, quasiment impuissante, entre ces butées extérieures et la poussée de la demande intérieure ? Faudrait-il, ainsi, admettre que les malédictions de l'Europe des « nations » sont, décidément, mineurs en regard des méfaits de l'Europe des zones ? La question n'est pas académique. En fait, le moment peut vite venir — et l'exemple danois l'annonce — où il cesserait d'être paradoxal qu'une nation souffrit d'une maladie qui se trouverait être l'excellence mé-**

(1) « Danemark », publ. de l'O.C.D.E. ; Paris, fév. 1965.

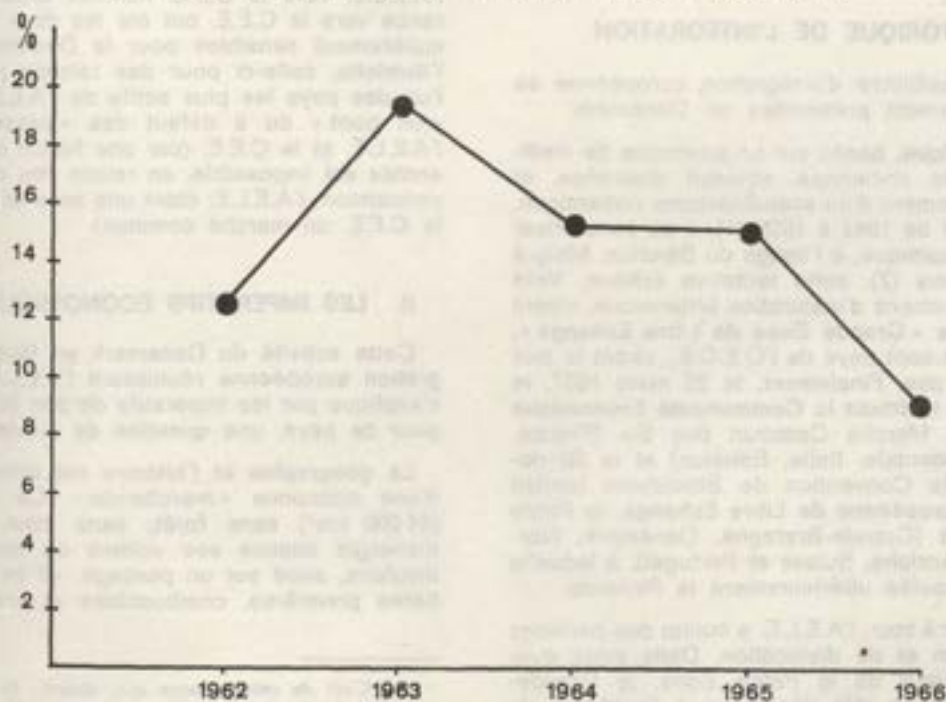
(2) INTER-NORD, n° 8, p. 84.

de sa santé et frappée d'une faiblesse qui se
 trouverait être l'évidence même de sa force. Mani-
 festement, les données purement intérieures tendent,
 dès à présent, dans le cas du Danemark, à perdre
 la plus grande partie de leur signification, ou, pour
 le moins, l'essentiel de leur validité: il est bien
 certain, toutes forces restant égales, que la pression
 dans une enceinte croît, et jusqu'à la rupture, dès
 lors que s'oblitérent les dispositifs d'épanchement.
 Les grammairiens de l'économie, sans doute, disser-
 tent-ils longuement — et un opuscule récent de
 l'O.C.D.E. en donne un assez bon exemple — sur les
 mérites ou les démérites de la gestion économique
 danono-nale: en ce qui concerne le Danemark,

ces dissertations sont clairement sans contenu. Dans
 une large mesure, la géographie et l'histoire ont privé,
 ou plus exactement dispensé le Danemark d'une éco-
 nomie qui soit, à proprement parler, nationale, ou
 qui puisse du moins fonctionner de manière dura-
 blement centripète. L'actuelle amertume danoise à
 l'endroit du présent comportement britannique se
 comprend donc — et comment, honnêtement, traiter
 du Danemark si d'entrée l'on ne souligne pas que
 les distorsions croissantes qui rétrécissent ou bou-
 chent les circuits de l'A.E.L.E., jointes au renchéris-
 sement croissant des accès danois à la C.E.E. créent
 une situation qui, nécessairement, fausse tout et
 menace tout.

TABLEAU I

LE MOUVEMENT DES EXPORTATIONS INDUSTRIELLES
 (en % de progression ou de régression d'une année à l'autre)



INTÉGRATION EUROPÉENNE ET COMMERCE EXTÉRIEUR

par France ROGÉ *

L'intégration européenne est une nécessité vitale pour l'économie danoise et la scission de l'Europe en A.E.L.E. et C.E.E. pose au Danemark un grave problème. La formule incomplète de l'A.E.L.E. ne suffit pas aux exigences du commerce extérieur danois, dont les exportations sont partagées, en fait, entre deux pays : Grande-Bretagne et Allemagne occidentale, et où désormais les exportations industrielles prennent le pas sur les ventes agricoles.

I. — LA SITUATION GÉNÉRALE

A. HISTORIQUE DE L'INTÉGRATION

Plusieurs possibilités d'intégration européenne se sont successivement présentées au Danemark.

L'Union Nordique, basée sur un ensemble de traditions historiques anciennes, souvent discutées, et issue plus récemment d'un scandinavisme romantique, cherche, surtout de 1947 à 1959 (1), à se concrétiser sur le plan économique, à l'image du Bénélux. Malgré les efforts danois (2), cette tentative échoua. Vers 1956, des propositions d'inspiration britannique, visant à constituer une « Grande Zone de Libre Échange », groupant les dix-sept pays de l'O.E.C.E., virent le jour et n'aboutirent pas. Finalement, le 25 mars 1957, le Traité de Rome institua la Communauté Economique Européenne, le Marché Commun des Six (France, Allemagne occidentale, Italie, Bénélux) et le 20 novembre 1959, la Convention de Stockholm fonda l'Association Européenne de Libre Échange, la Petite Zone des Sept (Grande-Bretagne, Danemark, Norvège, Suède, Autriche, Suisse et Portugal), à laquelle devait être associée ultérieurement la Finlande.

Dès lors, tour à tour, l'A.E.L.E. a connu des périodes de consolidation et de dislocation. Dans cette évolution, à l'intérieur de la Petite Zone, la Grande-Bretagne a joué un rôle décisif et, à l'extérieur, la C.E.E. n'a cessé de constituer un pôle d'attraction. En juillet 1961, la Grande-Bretagne, suivie immédiatement par le Danemark, puis par les autres pays, proposa l'ouverture de négociations en vue de l'accès au Marché Commun, ce qui devait échouer le

29 janvier 1963. Quand, le 26 octobre 1964, la Grande-Bretagne introduisit (3) une surtaxe de 15 % à l'importation, mesure contrevenant à la Convention de Stockholm, les membres de la Petite Zone ont été près de renoncer à leur association et d'aller chercher ailleurs un autre mode d'intégration. On vit même, en 1965, une tendance nordique à « former un bloc à part », un renouveau de l'idée d'union nordique (« Scandinavie verte » chère au Danemark) ce qui, cette fois encore, ne réussit pas.

Seule, la crise agricole du Marché Commun a peut-être alors retardé la sécession des membres de l'A.E.L.E. vers la C.E.E. Attitude britannique et abstention vers la C.E.E. ont été les deux facteurs particulièrement sensibles pour le Danemark, qui (avec l'Autriche, celle-ci pour des raisons propres) a été l'un des pays les plus actifs de l'A.E.L.E. à inventer « un pont » ou à défaut des « passerelles » entre l'A.E.L.E. et la C.E.E. (car une fusion entre ces deux entités est impossible, en raison des divergences de conception, l'A.E.L.E. étant une zone de libre échange, la C.E.E. un marché commun).

B. LES IMPÉRATIFS ÉCONOMIQUES DANOIS

Cette activité du Danemark en faveur d'une intégration européenne réunissant l'A.E.L.E. et la C.E.E. s'explique par les impératifs de son économie. C'est, pour ce pays, une question de survie.

La géographie et l'histoire ont doté le Danemark d'une économie « marchande ». Ce petit territoire (44 000 km²) sans forêt, sans mine, sans source d'énergie comme ses voisins du Nord, fragmenté, insulaire, situé sur un passage, vit en important matières premières, combustibles et articles manufac-

(1) C'est de cette époque que datent : le Conseil Nordique (1952) ; le Marché Commun du Travail (12 juillet 1954) ; la Convention Générale de Sécurité Sociale (15 septembre 1955) ; la compagnie d'aviation S.A.S. (8 février 1951) ; l'abolition des passeports inter-scandinaves, etc.

(2) Déjà, en 1938, M. Munch, ancien ministre des Affaires Étrangères du Danemark, avait préconisé une coopération nordique.

(3) Initialement, aucune limite de durée n'était prévue. La surtaxe a été ramenée à 10 % le 26 avril 1965. Il fut annoncé le 3 mai 1966 qu'elle serait supprimée le 1^{er} novembre 1966.

* I.N.S.E.E., Paris.

ents et en exportant, autrefois, les produits de ses champs, puis de son élevage et de plus en plus, de son industrie. Le taux des échanges par tête d'habitant se classe au Danemark parmi les taux les plus élevés d'Europe (4).

Or, quatre facteurs clés régissent son commerce extérieur : le Danemark a deux partenaires commerciaux de prédilection : la Grande-Bretagne et l'Allemagne occidentale, et il exporte deux grandes catégories de produits : ceux de l'agriculture, ceux de l'industrie. Le problème se complique pour deux raisons principales. La Grande-Bretagne est membre de l'A.E.L.E., comme le Danemark, mais l'Allemagne occidentale fait partie de la C.E.E. La Convention de Stockholm en créant l'A.E.L.E., a exclu les produits agricoles des échanges au sein de la Zone. Le Traité de Rome, en instituant le Marché Commun a prévu, d'une part, d'organiser un marché agricole interne, et d'autre part, d'élever une barrière douanière commune à l'extérieur, vis-à-vis des pays tiers.

Ainsi, le Danemark n'obtient pas toute satisfaction à l'intérieur de l'A.E.L.E. (malgré des accords bilatéraux) pour son commerce portant sur les produits agricoles, et quant à ses produits industriels, ils vont être davantage concurrencés, la détaxation douanière complète devant être effective au 31 décembre 1966. Par ailleurs, la discrimination rend les possibilités de débouchés de plus en plus limitées sur le marché de la C.E.E.

Faut-il pour le Danemark, sacrifier les échanges avec l'Allemagne occidentale en demeurant dans l'A.E.L.E. ou ceux de la Grande-Bretagne en s'intégrant dans la C.E.E.? Faut-il donner la préférence au secteur agricole ou à l'industriel? Et à quelle branche de ceux-ci? Car les intérêts sont partagés à l'intérieur de l'agriculture comme de l'industrie, en faveur de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne occidentale, selon telle ou telle catégorie de produits exportés dont l'un ou l'autre pays est le client attitré.

De plus, à l'arrière-plan se poursuit l'évolution, sous la « révolution industrielle » du Danemark, modifiant le poids du « pour » et du « contre ». Le problème ne se pose plus comme il y a dix ans, c'est ce que les statistiques peuvent contribuer à démontrer.

II

ANALYSE STATISTIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

A. ÉVOLUTION GÉNÉRALE (Tableau VIII) (5)

L'essor économique de l'après-guerre s'est traduit par un développement spectaculaire des relations commerciales avec l'étranger.

La balance a montré de sérieuses fluctuations par suite des variations de la demande intérieure et des échanges mondiaux. La balance commerciale s'est soldée

sant, malgré les brusques contractions, par exemple en 1963, coïncidant avec une période de politique restrictive. Le solde est également un passif en ce qui concerne les échanges avec l'A.E.L.E. ou la C.E.E.

TABLEAU II

Évolution générale du commerce extérieur danois de 1948 à 1965

Années	Exportations	Importations	Solde (déficit)
	Millions de couronnes danoises		
1948	3.404	2.689	— 715
1949	4.194	3.495	— 699
1950	5.866	4.524	— 1.342
1951	6.957	5.719	— 1.238
1952	6.608	5.807	— 801
1953	6.880	6.100	— 780
1954	8.034	6.550	— 1.484
1955	8.098	7.198	— 900
1956	9.016	7.563	— 1.453
1957	9.343	7.979	— 1.364
1958	9.262	8.609	— 653
1959	11.020	9.527	— 1.493
1960	12.428	10.159	— 2.269
1961	12.895	10.458	— 2.437
1962	14.666	11.316	— 3.350
1963	14.645	12.947	— 1.698
1964	18.017	14.385	— 3.632
1965	19.417	15.702	— 3.715

Sources : Statistisk Oversigt 1948-1958
Statistisk Tiaars-Oversigt 1965
Vareomsætningen med Udlandet, décembre 1965
(Publications du Statistiske Departement, København).

B. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉCHANGES TOTAUX

De 1959 à 1965, l'A.E.L.E. a affirmé sa prédominance aux dépens de la C.E.E., sa part s'accroissant à l'importation comme à l'exportation danoise, tandis que celle du Marché Commun allait en régressant.

La part de l'Europe de l'Est est négligeable et n'a guère varié. Celle des États-Unis voit son importance se réduire.

(4) En 1965, par tête d'habitant, en dollars :
— Danemark. — Importations : 591 dollars ; exportations : 477 dollars ;
— France. — Importations : 211 doll. ; exportations : 205 doll.

(5) Si l'on veut avoir une vue plus exacte peut-être de l'évolution, on peut se référer aux indices du commerce extérieur publiés par l'O.N.U. L'indice du volume (base 1958 = 100) atteignait en 1965 pour le Danemark 206 à l'importation et 166 à l'exportation (commerce général). A titre de comparaison, l'indice s'élevait pour la France à 189 pour l'importation et 193 pour l'exportation (commerce spécial).

TABLEAU III

Répartition géographique des Échanges en 1959-1964-1965

Part dans les importations et les exportations danoises
des principaux groupes de pays(% calculés par rapport au total des importations et des exportations danoises
en valeur)

Années	IMPORTATIONS DANOISES			
	En provenance de :			
	C.E.E. (1)	A.E.L.E. (2)	EUROPE DE L'EST (3)	U.S.A.
1959	37,9 %	39,7 %	4,4 %	9,4 %
1964	36,6	40,8	3,7	7,7
1965	36,8	41,1	4,0	7,6
	EXPORTATIONS DANOISES			
	A destination de :			
	C.E.E.	A.E.L.E.	EUROPE DE L'EST	U.S.A.
1959	30,3 %	42,0 %	3,9 %	10,2 %
1964	27,1	48,3	3,7	8,2
1965	26,9	47,7	4,0	8,0

Sources : pourcentages calculés d'après les Statistiques danoises du Commerce Extérieur.

Remarques : (1) Allemagne occidentale, France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Italie.
(2) Grande-Bretagne, (Danemark), Norvège, Suède, Finlande, Autriche, Suisse, Portugal.
(3) U.R.S.S., Allemagne orientale, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie.

L'accroissement de la part de l'A.E.L.E. dans les échanges danois, a un aspect intéressant particulière-

ment les échanges inter-nordiques, surtout le commerce du Danemark avec la Suède.

TABLEAU IV

Répartition géographique des Échanges en 1959-1964-1965

Part dans les importations et les exportations danoises
des Partenaires nordiques(% calculés par rapport au total des importations et des exportations danoises
en valeur)

Années	IMPORTATIONS DANOISES			
	En provenance de :			
	Total (échanges nordiques)	Norvège	Suède	Finlande
1959	14,9 %	3,3 %	9,8 %	1,8 %
1964	19,1	3,3	13,3	2,5
1965	20,0	3,8	13,7	2,5
	EXPORTATIONS DANOISES			
	A destination de :			
	Total (échanges nordiques)	Norvège	Suède	Finlande
1959	13,5 %	4,7 %	7,4 %	1,4 %
1964	19,2	5,5	11,7	2,0
1965	20,5	5,9	12,5	2,1

Sources : pourcentages calculés d'après les Statistiques danoises du Commerce Extérieur.

Si l'on considère la position des grands partenaires, on constate en 1965, par rapport à 1969 :

1° A l'importation danoise, en 1959, les parts allemande et britannique étaient à égalité. En 1965, l'Allemagne occidentale est devenue un fournisseur plus important que la Grande-Bretagne pour le Danemark.

2° A l'exportation danoise, la Grande-Bretagne est restée, en 1965, comme en 1959, la première cliente ; le rôle de l'Allemagne occidentale ayant décliné.

3° La place de la France, et surtout de l'U.R.S.S. n'est pas comparable à celle des « deux grands » et l'on ne peut pas tirer conséquence des variations sur d'aussi faibles pourcentages.

TABLEAU V

Répartition géographique des Échanges en 1959-1964-1965

Part dans les importations et les exportations danoises de quelques grands pays européens

(% calculés par rapport au total des importations et des exportations danoises en valeur)

Années	IMPORTATIONS DANOISES			
	En provenance de :			
	Allemagne occidentale	Grande-Bretagne	France	U.R.S.S.
1959	21,4 %	21,4 %	3,7 %	1,8 %
1964	21,5	17,1	4,2	1,0
1965	22,2	16,5	3,7	1,1
	EXPORTATIONS DANOISES			
	A destination de :			
	Allemagne occidentale	Grande-Bretagne	France	U.R.S.S.
1959	20,2 %	26,5 %	2,4 %	1,0 %
1964	15,8	24,8	3,5	1,6
1965	16,4	23,8	2,7	1,3

Sources : pourcentages calculés d'après les Statistiques danoises du Commerce Extérieur.

C. STRUCTURE PAR PRODUITS

Tandis qu'à l'importation, on observe une vaste diversité de produits, avec prédominance des postes relatifs aux matières premières et aux combustibles et carburants, on peut considérer les exportations classées en deux grandes catégories :

1. Exportations agricoles, subdivisées en produits végétaux et produits animaux,
2. Exportations industrielles, comprenant les conserves de lait et de viande d'une part, et les autres produits industriels d'autre part (cf. classification officielle des statistiques du Commerce Extérieur).

En 1948, la valeur des exportations agricoles représentait 58,5 % du total et celle des ventes industrielles, presque 34 % (conserves 4 %, autres produits 30 %).

1960 a été la première année où la valeur des exportations industrielles (conserves incluses) a dépassé celle des exportations agricoles proprement dites, la proportion s'établissant ainsi : produits agricoles 45,2 % ; produits industriels globaux 48,8 % (conserves 6,8 %, autres produits 42 %).

Depuis 1961, les produits industriels (au sens strict sans les conserves) contribuent à des exportations supérieures en valeur à celles de l'agriculture proprement dite.

En 1965, la répartition s'établissait ainsi : produits agricoles 35 %, produits industriels 58 % (conserves 7,1 %, autres produits 50,9 %).

Si l'on compare la structure exportations agricoles/industrielles, on remarque que en 1965, la situation est l'inverse de celle de 1948.

A noter, l'essor pris par les ventes de poissons (plus de 4 % des exportations totales en 1965).

TABLEAU VI

Évolution de la structure des exportations danoises 1948-1965
(en millions de couronnes danoises)

Années	EXPORTATIONS							
	Total	dont : (1)			Exportations de conserves de lait et viande	Exportations d'autres pro- duits industr.	Poissons	Divers
		Exportations agricoles		Total				
		produits végétaux	produits animaux					
1948	2.689	1.574	—	—	106	804	170	35
1949	3.495	2.231	205	2.026	165	877	172	30
1950	4.524	2.830	230	2.600	248	1.231	144	71
1951	5.719	3.272	216	3.056	415	1.768	171	93
1952	5.807	3.394	347	3.047	383	1.753	182	95
1953	6.100	3.838	355	3.483	404	1.580	174	104
1954	6.550	3.946	238	3.708	427	1.886	181	110
1955	7.198	4.135	274	3.861	447	2.290	192	134
1956	7.563	4.074	371	3.703	436	2.699	211	143
1957	7.979	4.024	357	3.667	562	3.005	220	168
1958	8.609	4.151	485	3.666	658	3.351	276	173
1959	9.527	4.566	383	4.183	696	3.759	292	214
1960	10.159	4.610	303	4.307	696	4.280	332	241
1961	10.458	4.476	314	4.162	734	4.597	389	262
1962	11.316	4.577	377	4.200	832	5.182	452	273
1963	12.947	5.095	481	4.614	868	6.196	484	304
1964	14.385	5.301	441	4.860	941	7.176	562	405
1965	15.702	5.490	573	4.917	1.123	7.990	642	457

Sources : Statistisk Oversigt 1948-1958
Statistisk Ti-års oversigt 1965
Vareomsæningen med udlandet, décembre 1965.

Remarque : (1) D'après la classification danoise, différente de celle de la C.T.C.I.

Cette évolution des exportations des deux grandes catégories de produits, doit être replacée dans un contexte économique caractérisé par une haute conjoncture depuis une dizaine d'années, sur les marchés offrant traditionnellement des débouchés au Danemark. La consommation de biens industriels a été plus grande que celle de denrées agricoles. De plus, les ventes agricoles danoises ont été handicapées par les mesures protectionnistes des principaux acheteurs. Ceci à tel point que, depuis 1958, l'agriculture danoise a dû, elle aussi, être subventionnée. L'extension de la capacité industrielle dans la plupart des pays étrangers a eu pour conséquence une demande plus forte de biens d'équipement fabriqués au Danemark. Le relèvement général du niveau de vie a provoqué une consommation accrue de marchandises de courte durée, qu'il s'agisse de produits industriels proprement dits ou de produits agricoles industrialisés (conserves), certaines de ces denrées auparavant exportées brutes, le sont désormais sous des formes manufacturées. Les exportations industrielles n'ont cessé de se développer d'année en année (sauf pendant la crise coréenne de 1952-1953), à un rythme rapide. La baisse de nombreux prix de matières premières a favorisé l'industrie danoise qui en est importatrice. Par ailleurs, il

ne semble pas que la hausse des coûts et des salaires dans l'industrie ait exercé la même incidence au Danemark que dans d'autres pays, du point de vue de la concurrence à l'exportation. Vers 1960, l'exportation en Europe occidentale s'effectua dans un climat de pleine utilisation de la capacité et de développement de la productivité pour parer à la pénurie de main-d'œuvre ; les exportations danoises de machines et autres biens d'investissement s'en sont encore trouvées stimulées.

A partir de 1963, la formation de la C.E.E. et de l'A.E.L.E. a commencé à se faire sentir sur les courants commerciaux des produits industriels ; il apparaît que les exportations industrielles danoises ont été attirées davantage par ces deux marchés, au détriment des pays d'outre-mer encore peu développés et trop instables, ainsi que de l'Europe de l'Est où les échanges sont rendus plus difficiles par des problèmes de devises.

L'évolution de l'orientation des exportations de produits industriels peut se caractériser ainsi :

1. de 1955 à 1959, une forte progression vers les marchés qui devaient constituer le 1^{er} janvier 1960, la C.E.E. ;

de 1960 à 1964, une augmentation des ventes industrielles plus accentuée à destination de l'AELE que de la C.E.E. et parmi les membres de l'AELE une préférence à l'égard de la Suède et de la Norvège. Ce mouvement est logique vu la politique douanière. A l'avenir, il semble qu'un effort pourrait être avantageusement entrepris en faveur des exportations industrielles, de nouveau sur les marchés des pays sous-développés.

Les exportations industrielles danoises sont extrêmement diversifiées, mais on peut citer les machines, dont les ventes ont occupé dès 1962, la position de

tête que détenaient auparavant, la viande de porc et le bacon. Ce sont les articles mécaniques présentant un caractère technique nouveau, qui ont enregistré les plus grands progrès. Il faudrait également mentionner les exportations de machines agricoles, réfrigérateurs, moteurs Diésel, navires, meubles, fabrications pharmaceutiques, etc. Au contraire, les exportations agricoles sont concentrées en quelques produits types : bétail vif, beurre et fromage, viandes, volailles, œufs. Les ventes industrielles s'éparpillent sur de nombreux marchés, les ventes agricoles ont leurs deux ou trois acheteurs traditionnels.

TABLEAU VII

Structure des exportations danoises par grands groupes de produits à destination de l'Allemagne occidentale et de la Grande-Bretagne (en millions de couronnes danoises)

	1948	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
EXPORTATIONS MONDIALES DANOISES								
Total	2.689	9.528	10.159	10.458	11.316	12.947	14.385	15.702
Dont :								
Produits agricoles	1.575	4.566	4.611	4.476	4.577	5.095	5.301	5.490
Conserves de lait et de viande	106	696	696	735	832	869	942	1.123
Produits industriels	804	3.759	4.279	4.597	5.182	6.196	7.176	7.990
Vers ALLEMAGNE OCCIDENTALE								
Total	39	2.037	2.061	2.142	2.193	2.217	2.353	2.700
Dont :								
Produits agricoles	25	1.422	1.343	1.370	1.280	1.230	1.132	1.238
Conserves de lait et de viande	3	19	12	13	17	21	30	37
Produits industriels	8	476	564	576	679	737	900	1.062
Vers GRANDE-BRETAGNE								
Total	831	2.473	2.701	2.573	2.787	3.007	3.380	3.503
Dont :								
Produits agricoles	634	1.966	2.136	1.932	2.089	2.218	2.423	2.466
Conserves de lait et de viande	43	193	209	247	255	244	265	276
Produits industriels	62	244	269	293	348	440	550	616

Source : Statistisk Oversigt 1948-1958
 Statistisk Ti-aars oversigt 1965
 Statistiske efterretninger, 23 mars 1966, n° 13
 Vareomsæningen med Udlandet, décembre 1965.

On peut vouloir serrer de plus près l'orientation des exportations industrielles et agricoles en considérant les deux principaux clients du Danemark, à savoir la Grande-Bretagne et l'Allemagne occidentale, de 1959 à 1965.

Si l'on se place au point de vue de ces deux pays, on constate :

1. Le rôle joué par les produits industriels danois (conserves incluses) tend à devenir presque à égalité avec celui des produits agricoles sur le marché allemand, en 1965 : 40 % pour l'industrie, 45 % pour l'agriculture, par rapport au total des achats allemands effectués au Danemark ;

2. Au contraire, pour la Grande-Bretagne, malgré l'essor des ventes industrielles danoises, la prédominance reste aux denrées agricoles, avec 70 %, contre 25 % aux biens industriels (conserves incluses) par rapport au total des achats britanniques effectués au Danemark.

Si l'on se place au point de vue du Danemark, on observe que, en 1965, ce pays a destiné, d'une part, près de 45 % de la valeur totale de ses exportations agricoles à la Grande-Bretagne et environ 22 % à l'Allemagne occidentale et d'autre part, 9 % de la valeur totale de ses exportations industrielles (conserves incluses) à la Grande-Bretagne et 12 % à l'Allemagne occidentale.

TABLEAU VIII

Principaux produits agricoles exportés vers la Grande-Bretagne et l'Allemagne occidentale

Produits agricoles exportés	Pays	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
BETAIL VIF (chevaux, bovins, porcins) (en 1.000 têtes)	TOTAL	565,6	577,7	580,5	448,4	482,4	399,6	484,6
	Dont :							
	vers Gde-Bretagne vers Allemagne occidentale	— 495,6	— 512,1	— 454,1	— 373,1	— 360,1	— 323,6	— 423,1
BEURRE (en 1.000 tonnes)	TOTAL	118,0	118,1	120,0	114,7	102,4	103,9	115,6
	Dont :							
	vers Gde-Bretagne vers Allemagne occidentale	96,2 6,8	101,4 3,2	95,6 7,5	96,9 8,3	91,3 4,6	93,1 2,2	101,6 3,4
FROMAGE (en 1.000 tonnes)	TOTAL	79,0	75,9	78,9	81,5	78,9	82,0	74,7
	Dont :							
	vers Gde-Bretagne vers Allemagne occidentale	10,4 42,4	10,7 38,4	10,3 38,7	9,4 39,4	10,1 39,1	9,5 42,8	9,4 35,9
VIANDE DE BŒUF ET VEAU (en 1.000 tonnes)	TOTAL	59,9	71,2	50,0	77,0	94,8	70,1	63,6
	Dont :							
	vers Gde-Bretagne vers Allemagne occidentale	0,5 4,1	0,8 7,2	1,1 13,9	1,2 13,2	1,2 12,0	1,4 4,9	0,3 2,0
VIANDE DE PORC ET BACON (en 1.000 tonnes)	TOTAL	273,6	310,9	325,0	334,4	348,5	371,9	406,1
	Dont :							
	vers Gde-Bretagne vers Allemagne occidentale	252,3 2,7	291,2 2,8	281,6 3,0	292,6 5,0	258,4 2,3	294,6 4,1	306,6 6,5
VOLAILLES ABATTUES (en 1.000 tonnes)	TOTAL	25,2	34,2	48,9	51,0	52,0	55,4	50,2
	Dont :							
	vers Gde-Bretagne vers Allemagne occidentale	2,4 19,6	2,7 27,9	2,0 41,5	2,7 39,9	1,3 40,0	8,6 28,9	12,4 13,7
ŒUFS (en 1.000 tonnes)	TOTAL	106,2	82,7	65,7	48,8	37,6	27,6	22,1
	Dont :							
	vers Gde-Bretagne vers Allemagne occidentale	2,0 83,5	7,1 61,6	5,1 51,2	3,0 38,3	4,5 27,9	1,8 18,2	1,8 15,7

Sources : Statistisk Aarbog Danmark 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965.
Vareomsætningen med udlandet, décembre 1965.

Ainsi, la Grande-Bretagne et l'Allemagne occidentale ont absorbé globalement 67 %, en 1965, des exportations agricoles danoises. Mais le pourcentage varie considérablement selon les quelques grands produits considérés, pour chacun desquels on peut engager les « constantes » suivantes dans les habitudes des clients :

— La Grande-Bretagne achète environ 90 % des exportations danoises de **beurre** et 75 % de celles de **viande de porc et bacon**, mais pas de bétail vif en raison, dit-on, de la réglementation vétérinaire en vigueur ;

— L'Allemagne occidentale acquiert la presque totalité du **bétail vif** exporté, la moitié des ventes danoises de **fromage**, et reste un client plus important que la Grande-Bretagne pour les **volailles** et les **œufs** ;

— La Grande-Bretagne et l'Allemagne occidentale n'intéressent pas le Danemark en ce qui concerne les exportations de **viande de bœuf et veau**, mais ces dernières trouvent preneurs sur d'autres marchés, par exemple, au sein de la C.E.E. sur celui de l'Italie, très gros importateur certaines années.

Le Danemark se trouve donc dans une **position particulièrement difficile**. Ses exportations agricoles

sont concentrées en un petit nombre de produits ; il en résulte une vulnérabilité aux fluctuations des cours et aux mesures prises à l'étranger. Son industrie de transformation est sans base nationale d'approvisionnement ; elle est donc tributaire de lourdes importations.

Il se pose un problème d'adaptation intérieure pour soutenir la concurrence et maintenir l'équilibre de la balance extérieure.

L'évolution future dépend de la solution qui sera apportée à la scission de l'Europe, au sort de l'A.E.L.E. et de la C.E.E.

Entrer dans la C.E.E. à la suite de la Grande-Bretagne ou même sans elle — si c'était un jour le cas —, ce serait aussi devoir rivaliser sur le plan agricole (avec la France, les Pays-Bas) et sur le plan industriel.

En attendant, notons qu'à côté de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne occidentale, il y a un groupe de pays dont le commerce progresse avec le Danemark, c'est celui de ses voisins scandinaves, amorce peut-être d'une intégration future, réalisation nouvelle d'une fort ancienne conception.

... les ... de ...

Il se agit de ...

L'... de ...

... de ...

... de ...

... de ...

... de ...

... de ...

... de ...

... de ...

THE FAROES : TO-DAY'S PROBLEMS

by AA. H. KAMPP *

- | | |
|------------------------------------|-------|
| I. — The general situation | p. 83 |
| II. — Fishing and whaling. . . . | p. 86 |
| III. — Statistics | p. 92 |

THE FAROEES
TO-DAY'S PROBLEMS

by A. H. KILGUS

- 1 — The general situation
2 — Fishing and whaling
3 — Education

THE FAROES

THE FAROES

1. SIX
FA
From
by the
and
but a
mus
in m
body
and F
lungs
and h
ered
Al
have
but t
Nest
and t
The
than
first p
first
Vice

THE FAROES : TO-DAY'S PROBLEMS

by AA. H. KAMPP ·

I

THE GENERAL SITUATION

SINCE 1948, THE FAROES HAVE BEEN LARGELY AUTONOMOUS. THE COST OF THIS PROGRESSIVE EVOLUTION, SINCE THE WAR, HAS TO BE PAID BY AN INCREASING ECONOMIC DEVELOPMENT. FISHING PRODUCTS, ESPECIALLY COD-FISH AND HERRING: 95 % OF TRADEVALUE. IMPORTANCE OF GREENLAND FISHING-GROUNDS.

1. THE GENERAL POLITICAL AND ECONOMIC SITUATION OF THE FAROES: SINCE 1948, THE FAROES HAVE BEEN LARGELY AUTONOMOUS.

From a global point of view it is still most common by the geographical term « Norden » only to understand Denmark, Norway, Sweden, Finland and Iceland. But since 1948 the Faroes have been largely autonomous, with self-government in occupational and cultural matters, a revenue authority, local government body and, moreover, the Faroese flag is recognised and Faroese is the mother tongue. It is an independent language, occupying a place between West Norwegian and Icelandic. Accordingly, the Faroes must be considered in a way, a sixth Nordic nation.

After centuries of inertia and stagnation, the Faroes have undergone a rapid development in this century, but the community has to work hard to keep up with Western European development, but both the ability and the will are in evidence.

The Faroes have not been inhabited for much more than 1 000 years, and very little is known about the first part of this period. Irish monks were probably the first inhabitants, but they were driven off by the Vikings from Norway. The landnamsmen and their des-

endants tilled the land, as far as that was possible, and above all kept sheep.

Although many of the Faroese inhabiting the islands today are very dark-haired and appear, on superficial examination, to have very little in common with the blond, Nordic type, some anthropologists maintain that they are of Nordic descent without any appreciable intermixing of foreign elements. Other scholars are, however, of the opinion that the dark-haired element is a result of Irish, perhaps Mediterranean intermixing.

In 1380 the Faroes, together with Norway, were brought in under crown community with Denmark, but were however still considered the property of the kingdom of Norway. In the 13th century the Norwegian king allowed two ships to ply between Norway and the Faroes, thus sowing the first seeds of the later monopoly, which gradually fell into the hands of various foreign merchants. In 1709 it was taken over by the state, and not until the 1.1.1856 did free-trade become a reality.

The abolition of the monopoly had marked economic, social and national consequences. The monetary system gave rise to the gradual decay of the old culture; the old farming-community was, particularly in the larger settlements, replaced by a new society consisting of fishermen, shipowners and tra-

desmen. The development of the economy, which elsewhere in Europe had taken place over a longer period of time, had to be pressed through in a short space of time on the Faroes — and indeed it was.

It was in consequence of this development that the national movement arose. This movement had at the outset purely cultural aims, but there arose about the turn of the century various Faroese-political camps; at the moment there are 8 parties represented in the - lagting -, with a total of 26 mandates (elected 8/11/1966), 13 of which represent the four - secession parties -.

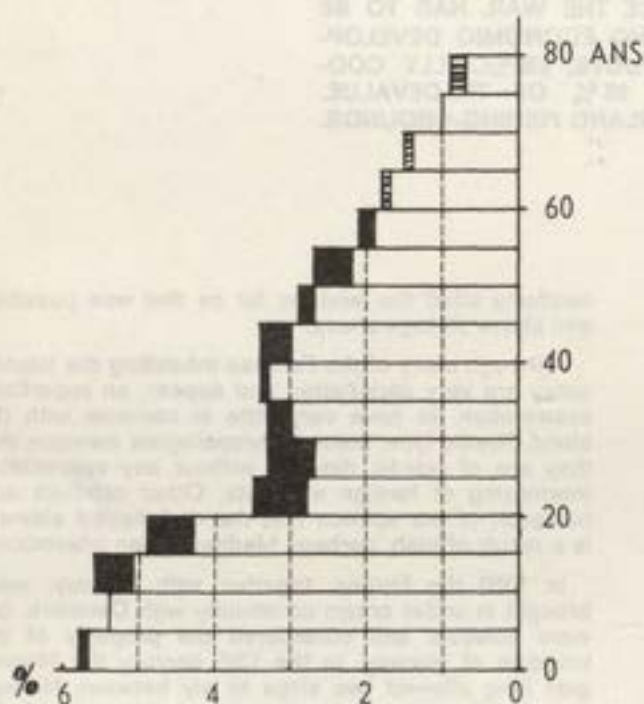
Most of the Danish laws retained validity for the Faroes, but reservations were made in the case of a number of them. Thus no tax was paid, there was no military service, and the tariff rates were lower than in Denmark. In respect of these three sectors, the Faroes still occupy a special position.

During the Second World War the Faroes were occupied by British troops and enjoyed a highly favour-

able economic boom, partly because they were virtually alone in shipping fish to the U.K., with the result that there were no restrictions in the sale.

After the war, representatives from the Faroese parties travelled to Copenhagen to discuss the future position of the Islands. After various ballots, a new form of government came into force on the 1/4/1948. The Faroes comprise accordingly a self-governing community within the Danish kingdom, and safeguard the running and governing of special Faroese affairs, as this is made more and more possible by the state of the economy. The legislative and administrative organisation of Faroese special affairs is carried out by the - lagting - and the government, which at present consists of one - layman - and three other members.

The Faroese local government is entitled to the appointment of a special expert in Faroese questions in the Danish Foreign Ministry, together with associates with the task of safeguarding Faroese interests in Danish delegations abroad.



Male and female population as a percentage of total population.

SURPLUS OF FEMALES
 EQUALITY
 SURPLUS OF MALES

2. - FOREIGN TRADE: FISHING PRODUCTS, 95% OF TRADE VALUE.

Trade on the Faroes is mentioned already in the sagas. Wool and woollen goods were sold to Norway in exchange for Norwegian products, especially timber.

Trade is brisk as a result of present-day specialising in business, connected with better and better living standards (compare table below). But while around 1800, agricultural products made up for over 90% of exports, it is nowadays fishing products which claim over 95% of trade value.

In the years leading to the Second World War, Denmark was the largest seller to the Faroes, with the British sales as no 2; in the first years after that its position was apparently reversed, as the Faroes were included in Denmark's quota of coal from England, with the result that the coal which the Faroes took from England was paid for with goods from Denmark.

While exports to the Danish market in 1964 totalled 6 mill. d.kr., imports from Denmark totalled 103 mill. d.kr., the remainder coming predominantly from Norway and the U.K. Foodstuffs were and still are the largest single item, but also textile goods, fuel and industrial goods are imported for a considerable sum.

In the dried-cod period before the Second World War, Italy and Spain were the most important export markets; the marketing of dried-cod formed one axis of a triangular trade Faroes — South Europe — Denmark. During the war, England overtook the moral obligation of supplying the country with goods. The Faroes shipped iced-fish from Iceland to England and in return imported goods from the same.

In the first post war years the U.K. purchased iced-fish in particular. In 1964 iced-fish to the value of 5 mill. kr. was delivered to Great Britain (Aberdeen, Fleetwood, Grimsby, Hull, Leith), while salted fish produced 58 mill. kr. (Italy 26, Denmark 2, Spain 9, Greece 10 and Norway 9). After the exporting of salted fish had recommenced, Danish importers purchased piecegoods up until 1951 from Spain and Italy, while the Faroes in return imported goods from Denmark, particularly foodstuffs, but also textile — and other industrial — goods.

The main markets for dried-cod were in 1964 Brazil with 3 333 t., Italy with 575 t. and Spain with 793 t. The main market for salted fish is Italy, Spain, Greece and Norway. While iced fish finds a main outlet in England, filleted fish goes to U.S.A. (9 mill. kr. from a total of 12 mill.).

The Faroes form their own special tariff area; customs duties go into the «lagting»'s treasury. All goods carry in addition a purchase tax of 3%.

The Faroese can make independent business agreements through the Danish Diplomatic Service, but salted fish is often sold to other countries through Danish commission agents with the result that Denmark is obliged to accept the amount of goods, which the country in question comes to owe through its purchase of Faroese products.

There exists a special arrangement with England, whereby the Faroese negotiate trade agreements directly twice yearly independent of Denmark. In 1942, the Faroes had a debt of 8 mill. kr. with England. This debt was paid off by Denmark, which thereby reduced its import bulge to the Faroes to 20 mill. kr. At the same time the Faroes withdrew from the Ster-

ling Area, which they entered in 1941, and returned to the Danish currency area. As a result of this arrangement, the Faroes are entitled to a corresponding share of the national bank's profits. In addition, the National Bank places at their disposal such foreign currency as the Faroes require, but cannot themselves earn. A Faroese exchange office has been set up, whose task it is to create a trade balance. Export trade was until 1965 conducted predominantly through «Føroya Fiskasøla» as holder of the monopoly. In 1953, most of the salted herring export was brought under the control of «Føroya Sildasøla», but this combine has, however, no exclusive right of sale on salted herring.

3. - THE COST OF AUTONOMY HAS TO BE PAID.

The Danish state is contributing to the development of the Faroes into a welfare society by means of loans and direct grants. It has until now been the motto of the autonomist politicians that, if one wanted to govern oneself, one had to be prepared to pay the cost. The self-government scheme of 1948 made provision for this, in stating that the control of certain areas could be assumed gradually, as this became economically possible.

But with the present rate of development, the possibilities for gaining control over all areas recede further and further into the future, if this point of view is to be maintained.

Communications between the islands have been improved; postal connections by motor ship have been established, and in 1922 the first motor car came. The construction of highways is one of the most costly concerns, the local government has taken over. New roads are still being constructed, and also tunnels in recent years, and most settlements on the larger islands have connected highway systems. Work is also under way to connect the more central islands with bridges or car-ferries, by which the road system can be considerably extended to meet the rapidly growing fleet of cars. In the last 10 years the number of motor vehicles has increased five-fold, and stands now at 3,000, half of which are cars. The cars are used for journeys abroad, which are becoming more and more common for the Faroese. But a steadily-growing number of tourists also comes each year. Ship connections have been improved, and in 1963 a regular air-route to the Faroes was established, and this is growing rapidly. The telephone and telegraph arrived at the beginning of this century, and today the telephone has a place in most homes. Radio has become public property, although there is no television.

The Faroes of today present, however, a pattern of a fully modern community with a standard of living comparable to others on the European Continent.

FISHING AND WHALING ON THE FAROES

A well-known Faroese author has given the following drastic picture of working conditions on the islands: «The Faroese have the choice between fishing and starving, and therefore they fish.» Fishing is accordingly in this century the profession which occupies most people, while agriculture was the staple profession one hundred years ago; an old Faroese proverb says: «Seyda ull er Føroya gull», sheep's wool is Faroe gold. The big farmers were patriarchs, around whom the whole district's inhabitants gathered, and whose words were an example for all. Apart from farming, these patriarchs were in charge of a considerable part of the fishing, which was practised from the village in open boats, and which, at least 150 years ago, only provided for the needs of the population. Thus, fishing was only an unimportant subsidiary occupation, which nevertheless was carried out with enthusiasm by just about everybody.

Today, the value of total fishing exports makes up for 95 % of the annual exports from the Faroes.

1. - FISHING: COD AND HERRING.

Coastal Fishing is practised from all coasts all the year round. In the past, that part of the catch which could not be eaten fresh was dried and stored for use in winter. Nowadays, it provides not only for household needs, but a proportion is also sold to the dealers as raw fish, dried fish or split cod. Coastal fishing is declining sharply, because deep sea fishing in distant waters appeals to the young men.

Fishing tackle consists of handlines, long lines and nets. Hooks are used principally for catching cod, but also for haddock, ling, tusk, wolffish, coalfish and halibut. Herring is caught with nets, and in bays and inlets with set nets.

Coastal fishing can, particularly in winter, be extremely hazardous when the fishermen are caught in bad weather, and only abandon the expensive long lines at the last moment.

Fishing from boats is of greatest importance for those who do not take part in large-scale fishing, for deep-sea fishermen in the off-seasons, and as a sideline for farmers, artisans etc. In Klakkevik, fishing from boats is particularly well-organised and is therefore of considerable importance.

Deep-sea fishing since 1872

While fishermen from foreign nations, Britons in particular, have fished for a long time in the sea around the Faroes, it is only about 100 years ago

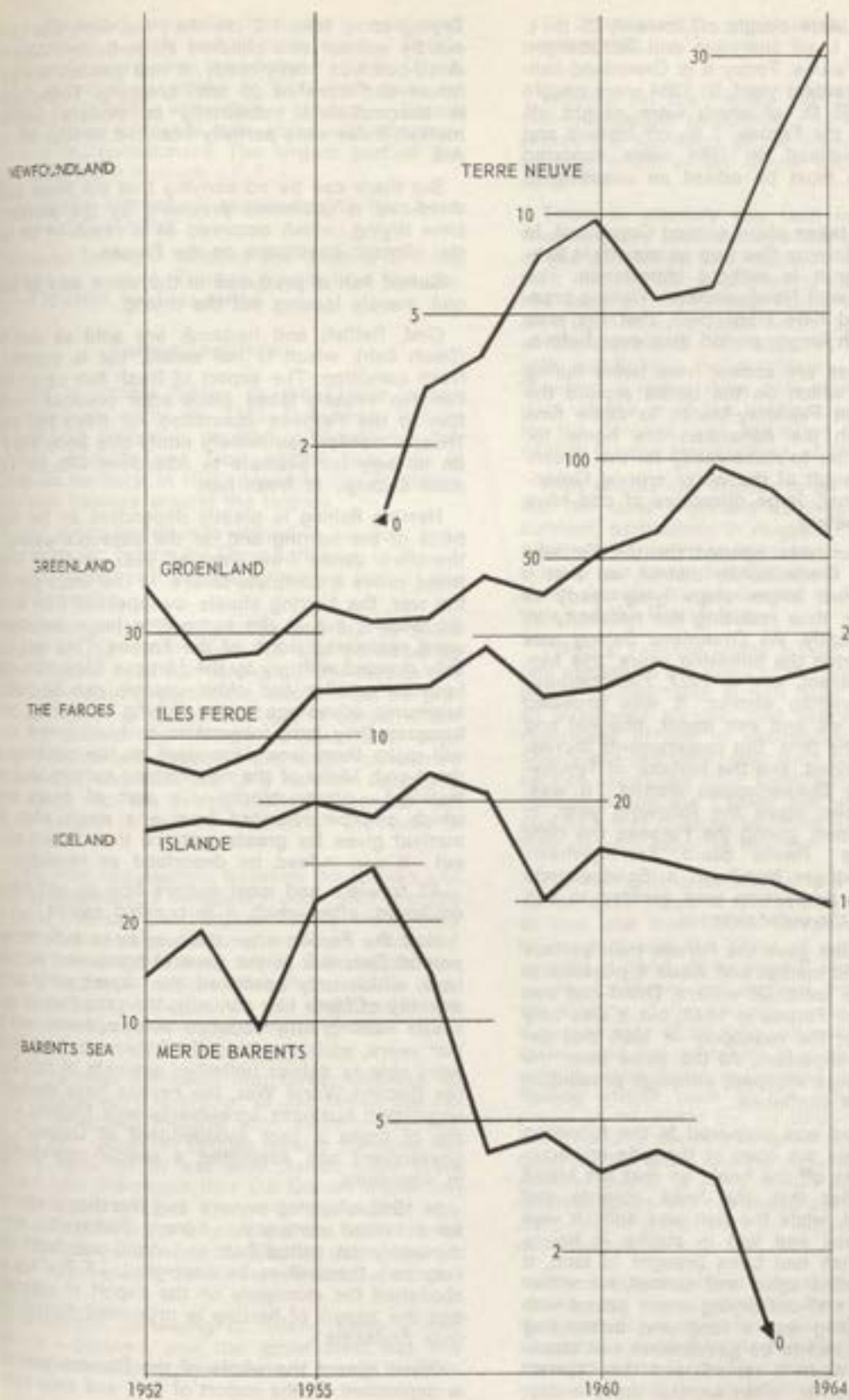
that the Faroese themselves bought their first decked vessels, cutters and schooners, at a low price in England, when the English fishing fleet went over to steam. The first successful fishing from decked vessels was carried out in 1872, and only later were motor vessels brought into use. By this means, the fishermen's radius of activity was considerably increased, and soon the development gained such impetus, that the whole population was caught up in it. Fishing earned ready cash, a thing that people were not used to. In the years from 1887-1905, cutter and schooner tonnage rose from barely 1 000 to around 10 000 t. In 1955, renovation of the fishing fleet began. In 1965 there were 182 fishing vessels at 34 000 t., of which 59 were modern, sea-going steel-hulled cutters at a little short of 17 000 t. Up until the Second World War, business was wretched, and working wages stood at a very low level. But the war left the Faroes well-placed and well provided for in many ways, leaving at their disposal considerable assets in sterling. There was, therefore, after the war a possibility of renovating a large part of the fishing fleet. In 1963, 11 % of the fleet was built between 1875 and 1899, 25 % between 1900 and 1949, 9 % 1950-1954 and 55 % after 1955 (in 1962 there was only 44 % built after 1955).

Just as in coastal fishing, handlines and long lines are used, with up to 20 000 hooks. As the hooks are too large to be swallowed by the smallest fish, line fishing is a somewhat lenient method. In 1957 a number of modern line fishing boats were obtained.

A large part of the fishing, however, takes the form of trawler fishing. The first attempt with a trawler was made in 1911, and two trawlers were provided in the years 1921-23. In 1939, the trawler fleet consisted of 10 ships, 37 in 1948, although 5 were sunk by the Germans; in 1948-54, the old trawlers were sold, so that in 1965 there were only 12 ocean trawlers at 8 500 G.R.T. (Gross Register Tonnage). The large decline in numbers results partly from the fact that many of the ships bought were of an older date, so that repaircosts, as well as coal and fuel oil consumption, were disproportionately large.

Fishing for Danish seine was carried out in 1939 by 5 vessels, which fished chiefly around Iceland, but in 1960 there were 40 boats of 30-80 t. Fishing for Danish seine has now been totally abandoned.

Just as the business of the Islands is centred wholly on fishing, this in turn is based entirely on cod-fishing. Thus in 1938, the total catch from deep-sea fishing was 637 thousand tons, of which 577 thousand were cod, and 135 thousand tons herring. Herring fishing is now practised with nets with hydraulic casting.



27 thousand tons were caught off Iceland, 25 th. t. off Greenland, 7 th. t. off Bjørnøya and Spitzbergen and 3 th. t. off the Faroes. Today it is Greenland-fishing that gives the greatest yield. In 1964 were caught 103 th. t. of cod, 65 th. of which were caught off Greenland, 9 th. off the Faroes, 7 th. off Iceland and 21 th. off Newfoundland. In 1964 were exported 126 th. t., to which must be added an unassessed home consumption.

The largest catch takes place around Greenland. In the mid 1950's, the Barents Sea was an important fishing area, but today it is without importance. The reverse is the case with Newfoundland. Fishing prospects were so good here from 1963, that the area was used for a much longer period than ever before.

1/8th of all Faroese are absent from home during the fishing season, which on the banks around the islands extends from February-March to some time in May, after which the fishermen are home for about 14 days, in order to make ready for the Greenland fishing. As a result of the water around Greenland becoming warmer, large quantities of cod have moved into these waters.

In 1925, a harbour was opened for the Faroese on Ravens Store in Frederikshåb district, so that it was possible to have larger ships lying ready to gather up the catch, thus reducing the necessity to sail home so frequently. As Greenland fishing was greatly extended during the following years, this harbour became insufficient, and in 1927, Færingerhavn was opened in Godthåb district. It was provided with a repair shop, oil and salt depot, hospital and seaman's home in the 30's. But requirements increased as fishing expanded, and the harbour of Tovqussak was opened in Sukkertoppen district; it was, however, closed down again the following year. In 1939 a law was passed, giving the Faroese the right to use 4 harbours: Ravens Store, Færingerhavn, Tovqussak, and Færinger Nordhavn in Egedesminde district. In addition, permission was granted to fish and seek land along the outer skerries.

It was dried-cod that gave the Faroes their serious break on to the world market and made it possible to extend fishing to the Icelandic waters. Dried-cod was first produced on the Faroes in 1840, but it was only after the abolition of the monopoly in 1856 that export became really important. At the same time, the export of split cod was stopped, although production for the home market continues.

Formerly, dried-cod was prepared in the following fashion: the cod was cut open at the gills immediately after being taken off the hook, so that the blood could drain off. After that, the head, innards and spine were removed, while the fish was split. It was then washed, brushed and laid in stacks in layers of salt. When the fish had been brought to land, it was washed and salted again and spread out, either on flat rocks or on artificial drying areas paved with flat stones. The drying was a long and demanding process, as the fish had to be gathered in and stacked under tarpaulin when it rained, and then spread out again in dry weather, often several times a day.

Drying could take 1-2 months; the work was carried out by women and children in particular. When the dried-cod was finally ready, it was stacked in a warehouse and covered up until shipping. Today, drying is accomplished industrially in modern establishments; these were partially financed through Marshall Aid.

But there can be no denying that the finest quality dried-cod is produced precisely by the process of slow drying, which occurred as a result of the special climatic conditions on the Faroes.

Salted fish is produced in the same way as dried-cod, merely leaving out the drying.

Cod, flatfish and haddock are sold as iced fish (fresh fish), which is not salted, but is exported in fresh condition. The export of fresh fish caught from Faroese vessels takes place after previous notification to the Faroese committee for fresh fish ships. Thus, a trawler can merely notify this body that it is on its way for example to Aberdeen with such and such a cargo of fresh fish.

Herring fishing is greatly dependent on the migrations of the herring and on the season's weather. It therefore varies from year to year, and can sometimes prove a complete failure. In the years just after the war, the herring shoals disappeared from Icelandic waters, but at the same time large occurrences were registered north of the Faroes. This was naturally greeted with joy by the Faroese fishermen, partly because smaller and older vessels can be used to economic advantage in the fishing of herring, partly because they look forward to a development which will make them less dependent on the production of dried-cod. Many of the new fishing cutters have now installed "power blocks", a sort of purse seine, which can be operated from one single ship. This method gives far greater returns than fishing with a net; it can indeed be described as revolutionary.

All trawlers and most cutters boil up cod liver oil on board, after which it is purified ashore.

Had the Faroes after the war been included as a part of Denmark in the general agreement with England, which only permitted the import of a definite quantity of fresh fish annually, then the Faroes' quota would have greatly reduced in comparison with the war years, while the Icelandic fishermen, for example, were able to deliver unlimited amounts of fish. Since the Second World War, the Faroes have themselves negotiated business agreements with England a couple of times a year independent of Denmark. The government has appointed a special representative in Aberdeen.

In 1948, shipping-owners and merchants established a limited company, "Feroya Fiskasøla", with a monopoly on salted fish and dried-cod, from which they may themselves be exempted. "F. F." has now abolished the monopoly on the export of salted fish, and the export of herring is organised through "Feroya Sildasøla".

Since almost the whole of the Faroese population is dependent on the export of fish, and since compe-

tion on the world market is hard, the goods must naturally be of a high and uniform quality. Public control has therefore been introduced; all fish, which is either exported as salted or dried-cod, must be inspected by publicly appointed « graders ». Export from the Faroes can only take place with the permission of the government. The largest part of the export takes place through « F. F. ».

A successful attempt at salmon-fishing has been made around Greenland.

Freshwater fishing in streams and lakes is of small importance as a trade. Trout is caught in a few places and is eaten fresh or salted.

Fishing Legislation.

In order to protect fishing on the Faroes, a law was passed as early as 1881 forbidding foreign fishermen from preparing, packing or transferring fish or fishing products and from setting out nets in Faroese sea territory. In 1925, it was further forbidden to fish with trawlers around the Islands.

In 1901, a convention was signed in London, setting the limits for fishing by Danish citizens to 3 nautical miles, measured from the outermost limit of dry land at low-water.

Supervision of the fishing is carried out by ships belonging to the naval fleets of the participating powers. Vessels used for fishing off the Faroes are issued with a fishing certificate, which must be produced on request of the naval ships. In cases, where it can be proved that foreign vessels have been fishing in forbidden territory, the ships concerned can be seized and escorted to a harbour belonging to the nation with the fishing rights. The matter will then be settled in the law-courts of the land in question.

In 1909, after negotiations between the Danish and British governments, a temporary order was brought into force, whereby the Faroese fishing limits were set to 12 nautical miles. Nations, however, which had previously fished within these limits, still retained the right to fish up to 6 nautical miles from land, in such a way that fishing between the 12- and 6-mile limit might occur within definite sectors at definite intervals of time.

In 1904, a new law came into force, whereby all foreign nations were forbidden to fish within the 12-mile limit. A serious incident took place in Faroese waters in 1961, when an English trawler infringed the rules and made off to sea with Danish prize crew on board, with the result that the Danish inspection ship was forced to open fire on it. The matter was brought both before the English and the international court. The latter sustained the Danish claim, though adding a reprimand, since these had fired a submarine gun.

All jurisdiction pertaining to fishing limits comes under the « lagting », and the government has the administrative authority, since it is a purely Faroese office.

2. - WHALING: PILOT-WHALING AND GIANT-WHALING.

Whaling on the Faroes can be divided into two clearly separate categories: 1) Pilot whaling, which serves the nutriment of the population, and 2) giant whaling, which serves almost exclusively commercial aims.

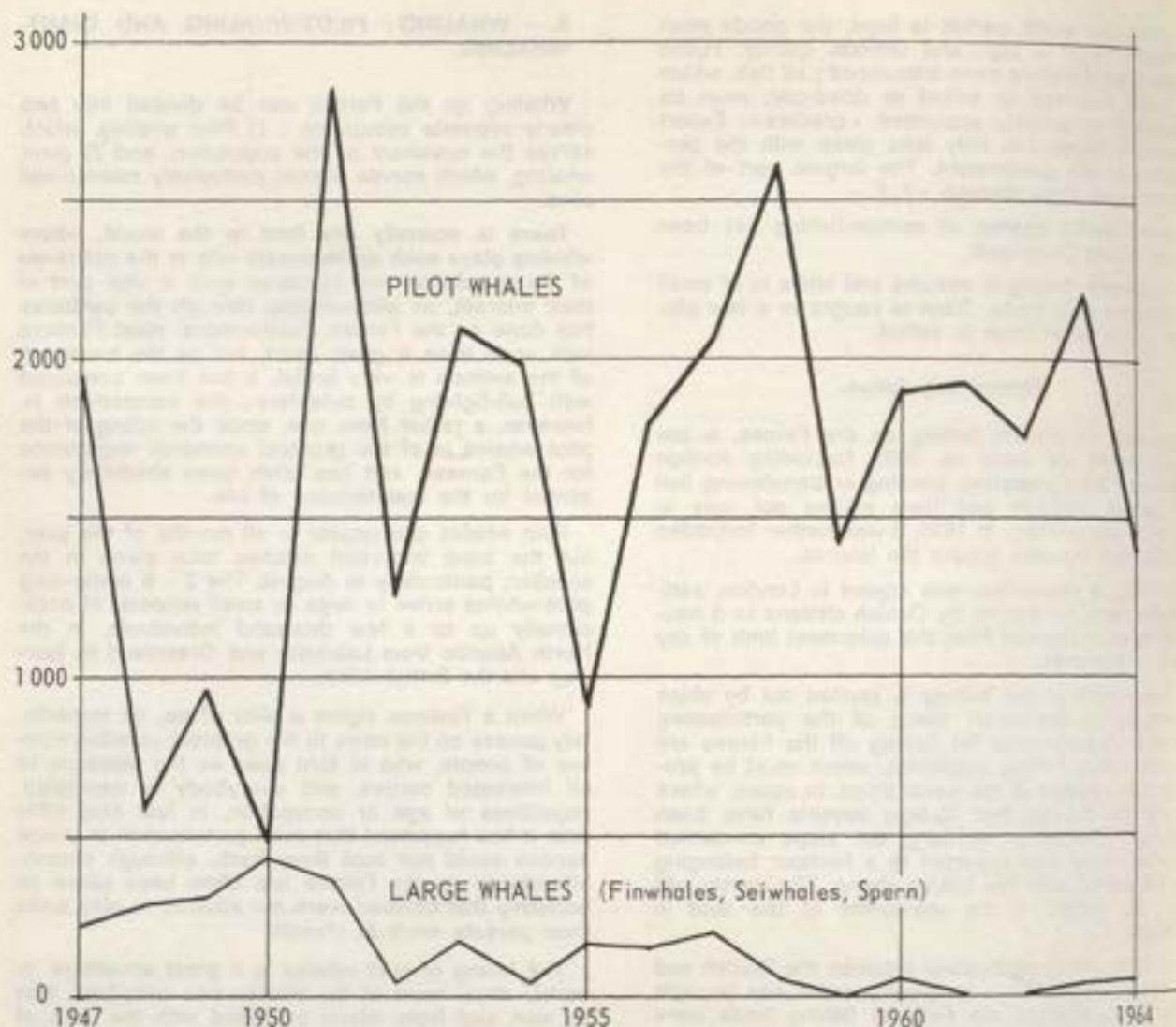
There is scarcely any land in the world, where whaling plays such an important role in the nutriment of the population and occupies such a vital part of their interest, as pilot-whaling through the centuries has done on the Faroes. Furthermore, most Faroese look upon it as a great sport, but as the treatment of the animals is very brutal, it has been compared with bull-fighting by outsiders; the comparison is, however, a rather lame one, since the killing of the pilot whales is of the greatest economic importance for the Faroese, and has often been absolutely essential for the maintenance of life.

Pilot whales can appear in all months of the year, but the most important catches take place in the summer, particularly in August. The 2 - 5 meter-long pilot whales arrive in large or small schools, of occasionally up to a few thousand individuals, in the North Atlantic from Labrador and Greenland to Norway and the British Isles.

When a Faroese sights a pilot whale, he immediately passes on the news to the greatest possible number of people, who in turn pass on the message to all interested parties, and everybody is interested, regardless of age or occupation. In fact time after time it has happened that even participation in divine service could not hold them back, although church-attendance on the Faroes has often been taken so solemnly that children were not allowed to play while their parents were at church.

The killing of pilot whales is a great adventure. In earlier days, news of the whales was sent from man to man and from island to island with the help of beacons or with the shout of « grindabod » to those nearest at hand, or by special signals from the boats — most schools are sighted from boats fishing in the vicinity of the Islands — and in the course of a surprisingly short time, all nearby boats have put to sea and are arranged in a semicircle around the school, motor boats in the rear, in order to drive any fleeing whales back to the school. After this, the crews of the boats try, by throwing stones, to drive the whales to the nearest area which has been authorised by the pilot whaling regulations as a « grindaplass », that is a place suited to the killing of pilot whales. Since the telephone came to the Islands in 1906, the « grindabod » is naturally delivered even more promptly.

When the school has entered the bay, the rearmost whales are wounded; this makes them wild, and they rush forward, chasing the others ahead of them at such a speed, that the resulting wave often carries them up on to land. As a rule, however, the men do not succeed in driving them up on to land; then the



men in the boats run the swimming animals through with weapons specially made for this use, so that the blood spurts in all directions, and the terrified animals whip the water into a bloody foam. When the animals are exhausted from loss of blood, a hook is thrust into them, and they are dragged on to land.

In earlier days, pilot whaling and the sharing of the catch often gave rise to strong disagreement, but about one hundred years ago, quite definite rules were set down, which, with various modifications, still count today. After the kill, the animals are numbered and graded, after which the sheriff proceeds with the sharing according to complicated rules. There are differences in the rules from district to district, but in some districts the proceedings are as follows: before any other sharing commences, the largest whale, *finningarfiskur*, falls to the boat from which

the whales were first sighted, or which was first to reach the whales; the head falls to the man who made the first sighting. After this, a certain quantity of meat is taken as *matarhvalur* for the local inhabitants and for feeding the visiting whale-hunters. Next, *skadahvalur* is shared out to cover damage caused during the hunt; after this comes remuneration to the watch-crew and to the grader, 1/2 to the sheriff, 1/8 to each whaling foreman, the remainder being shared out in whaling districts according to definite rules; even tourists get their share.

In the evening, the local inhabitants and their guests, whale killers from the other villages, hold celebrations; they dance a chain-dance accompanied by the famous whaling-song which has a hundred verses with the refrain: "Brave lads, killing pilot whales; that's our fun." The dance goes on until late in the morning.

The meat, and a part of the fat, serves as food, while the rest of the blubber is boiled up to produce whale oil, which was formerly exported to Denmark. It has proved to be rich in vitamin A. According to the rules, the remains must be removed in the course of at the most 72 hours, either by being sailed out and being thrown into the water or (only seldom now) by being used as fertilizer.

The profits from pilot whale hunting vary widely from year to year; over the last three centuries, the average has been at round 600 whales annually.

Quite naturally, the old Faroese fishermen with their small boats had a certain fear of giant whales; they did, however, consider themselves safe if they had juniper oil on board (or cow dung). This superstition died out centuries ago, and they began to hunt bottle-nosed whales, the blubber of which is inedible, while the whale oil is considered particularly fine. Around the month of August, the bottle-nosed whales move south from their northern summer quarters, and among those which pass the Faroes on their migrations, there are some which go astray near the shore. In 1894, the first whaling station was set up on the Faroes, and at one time there were 6. In 1948, all were closed down with the exception of two, one on Stoyroy (vid Air, set up in 1936) and one on Suduroy (Lopra, set up in 1936). In 1955, however, both

concerns were forced to give up in the face of economic hardships; from 1955, vid Air was modernised and taken into use again with 5 modern whaling boats. It was later closed down once more. From 1962-66, whale hunting was carried out by one boat from Tórshavn, but now that has also stopped.

Around the turn of the century, hunting was centered on fin whales, blue whales, sei whales, humpbacks and occasionally sperm whales. But the blue whales dwindled in number, and later also the sei whales. Fin whales are still found in large numbers (approx. 90% of the catch). Small steamers with powerful engines were used for the catch, armed with a harpoon-gun in the bows. To the harpoon is attached a charge, which explodes and kills the whale immediately. At the whaling stations, the blubber is tripped off with the help of a winch and steel wires, the oil is extracted and purified, poured into drums and exported. The meat is sold cheaply on the Faroes for human consumption or as fox-food, or is exported frozen to England or to Norway's fur-farms. Smaller quantities are cooked and sold as 'Atlantic Meat'. Whalebones are exported.

Former report about Faeroes published in INTER-NORD : n° 7 (mars 1965), pp. 119-132, by Alice Picard.

TABLE 1. WHALE HUNTING IN THE FAROES, 1894-1955

Year	Total catch		Fin whales		Blue whales		Sei whales		Humpbacks		Sperm whales	
	No.	Tons	No.	Tons	No.	Tons	No.	Tons	No.	Tons	No.	Tons
1894	125	150	115	140	10	10	0	0	0	0	0	0
1895	130	160	120	150	10	10	0	0	0	0	0	0
1896	135	170	125	160	10	10	0	0	0	0	0	0
1897	140	180	130	170	10	10	0	0	0	0	0	0
1898	145	190	135	180	10	10	0	0	0	0	0	0
1899	150	200	140	190	10	10	0	0	0	0	0	0
1900	155	210	145	200	10	10	0	0	0	0	0	0
1901	160	220	150	210	10	10	0	0	0	0	0	0
1902	165	230	155	220	10	10	0	0	0	0	0	0
1903	170	240	160	230	10	10	0	0	0	0	0	0
1904	175	250	165	240	10	10	0	0	0	0	0	0
1905	180	260	170	250	10	10	0	0	0	0	0	0
1906	185	270	175	260	10	10	0	0	0	0	0	0
1907	190	280	180	270	10	10	0	0	0	0	0	0
1908	195	290	185	280	10	10	0	0	0	0	0	0
1909	200	300	190	290	10	10	0	0	0	0	0	0
1910	205	310	195	300	10	10	0	0	0	0	0	0
1911	210	320	200	310	10	10	0	0	0	0	0	0
1912	215	330	205	320	10	10	0	0	0	0	0	0
1913	220	340	210	330	10	10	0	0	0	0	0	0
1914	225	350	215	340	10	10	0	0	0	0	0	0
1915	230	360	220	350	10	10	0	0	0	0	0	0
1916	235	370	225	360	10	10	0	0	0	0	0	0
1917	240	380	230	370	10	10	0	0	0	0	0	0
1918	245	390	235	380	10	10	0	0	0	0	0	0
1919	250	400	240	390	10	10	0	0	0	0	0	0
1920	255	410	245	400	10	10	0	0	0	0	0	0
1921	260	420	250	410	10	10	0	0	0	0	0	0
1922	265	430	255	420	10	10	0	0	0	0	0	0
1923	270	440	260	430	10	10	0	0	0	0	0	0
1924	275	450	265	440	10	10	0	0	0	0	0	0
1925	280	460	270	450	10	10	0	0	0	0	0	0
1926	285	470	275	460	10	10	0	0	0	0	0	0
1927	290	480	280	470	10	10	0	0	0	0	0	0
1928	295	490	285	480	10	10	0	0	0	0	0	0
1929	300	500	290	490	10	10	0	0	0	0	0	0
1930	305	510	295	500	10	10	0	0	0	0	0	0
1931	310	520	300	510	10	10	0	0	0	0	0	0
1932	315	530	305	520	10	10	0	0	0	0	0	0
1933	320	540	310	530	10	10	0	0	0	0	0	0
1934	325	550	315	540	10	10	0	0	0	0	0	0
1935	330	560	320	550	10	10	0	0	0	0	0	0
1936	335	570	325	560	10	10	0	0	0	0	0	0
1937	340	580	330	570	10	10	0	0	0	0	0	0
1938	345	590	335	580	10	10	0	0	0	0	0	0
1939	350	600	340	590	10	10	0	0	0	0	0	0
1940	355	610	345	600	10	10	0	0	0	0	0	0
1941	360	620	350	610	10	10	0	0	0	0	0	0
1942	365	630	355	620	10	10	0	0	0	0	0	0
1943	370	640	360	630	10	10	0	0	0	0	0	0
1944	375	650	365	640	10	10	0	0	0	0	0	0
1945	380	660	370	650	10	10	0	0	0	0	0	0
1946	385	670	375	660	10	10	0	0	0	0	0	0
1947	390	680	380	670	10	10	0	0	0	0	0	0
1948	395	690	385	680	10	10	0	0	0	0	0	0
1949	400	700	390	690	10	10	0	0	0	0	0	0
1950	405	710	395	700	10	10	0	0	0	0	0	0
1951	410	720	400	710	10	10	0	0	0	0	0	0
1952	415	730	405	720	10	10	0	0	0	0	0	0
1953	420	740	410	730	10	10	0	0	0	0	0	0
1954	425	750	415	740	10	10	0	0	0	0	0	0
1955	430	760	420	750	10	10	0	0	0	0	0	0

III STATISTICS ON FAROE ISLANDS

TABLE I

The population 1960 by sex, age and marital status

	Single		Married, separated		Widowed		Divorced		Total		Total
	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	
0 - 6 year	2 734	2 629	—	—	—	—	—	—	2 734	2 629	5 363
7 - 14 —	3 086	2 912	—	—	—	—	—	—	3 086	2 912	5 998
15 - 19 —	1 674	1 456	8	56	—	—	—	—	1 682	1 512	3 194
20 - 39 —	2 194	936	2 458	3 091	9	44	14	19	4 675	4 090	8 765
40 - 59 —	615	420	3 131	2 714	104	253	18	25	3 868	3 412	7 280
60 - 64 —	72	97	459	388	62	118	2	9	595	612	1 207
65 - 69 —	45	64	364	319	67	143	3	2	479	528	1 007
70 -	63	138	453	295	322	505	2	4	840	942	1 782
Total	10 483	8 652	6 873	6 863	564	1 063	39	59	17 959	16 637	34 596

TABLE II

The population by industry and industrial status 1960

	Agriculture gardening	Fishing whaling	Manufac- turing	Construc- tion	Commerce	Transport	Administ. professional service	Other service	Not known	Fortu- ne	Total
Total	1 461	11 044	6 645	2 277	3 028	3 857	1 839	411	451	3 583	34 596
Males	797	6 458	3 605	1 277	1 284	2 106	740	125	294	1 273	17 959
Females	664	4 586	3 040	1 000	1 744	1 751	1 099	286	157	2 310	16 637

TABLE III

Catch of Demersal Species by Fishing-Ground 1960-64
(metric tons round fresh weight)

Year	Total quantity	%	Faroese grounds	%	Iceland grounds	%	North Sea	%	Barents Sea	%	Greenland	%	New Foundland	%	Labrad- dor	%
1960	98 011	100	19 484	20,1	14 397	14,7	45	0,0	3 509	3,6	50 698	51,7	9 678	9,9	—	0,0
1961	103 193	100	21 420	20,8	12 959	12,5	—	—	4 290	4,1	58 998	57,2	5 526	5,4	—	0,0
1962	133 665	100	19 211	14,4	11 933	8,9	—	—	3 228	2,4	93 361	69,9	5 932	4,4	—	0,0
1963	124 199	100	19 140	15,4	11 132	9,0	—	—	777	0,6	78 335	63,1	14 815	11,9	—	0,0
1964	118 879	100	20 848	17,4	9 577	8,0	—	—	—	—	65 931	55,0	23 223	19,4	300	0,2

TABLE IV

Total Catch (metric tons round fresh weight)

1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
105 619	116 316	105 584	106 740	87 200	109 428	120 078	143 520	137 071	139 148

TABLE V

Catch of Herring by Fishing-Grounds 1960-64
(metric tons round fresh weight)

Year	Total quantity	Faroese ground	Norwegian Sea	North Sea
1960	11 417	445	10 972	—
1961	16 885	10	16 875	—
1962	9 855	175	9 680	—
1963	12 873	18	12 855	—
1964	19 262	—	18 289	973

TABLE VI

Whaling 1960-64

	1960	1961	1962	1963	1964
Pilot whale :	1896	1919	1762	2197	1389
1960 : 16 Finwhales 1 Seiwhale 40 Sperm	1963 : 3 Finwhales 8 Sperm			1964 : 14 Finwhales 5 Sperm	
<u>57</u>	<u>11</u>			<u>19</u>	

TABLE VII

Home Fishing 1963-1964
(kilos round fresh weight)

	Cod	Haddock	Ling	Tusk	Seith	Halibut	Plaice - lemon sole	Various
1963	3 426 278	3 028 627	211 383	1 080 919	2 635 035	129 463	660	112 794
1964	8 887 986	6 952 346	480 208	2 775 448	1 337 791	173 504	11 589	239 052

TABLE VIII

Registered ships of at least 20 Gross. Reg. Tons 31-12-1963 and 31-12-1964

1963	Number	Gross. reg. tons	Net reg. tons	h.p.	1964	Number	BRT	NRT	h.p.
Ships	10	6 843	2 432	10 220		9	6 044	2 160	9 245
Ships	223	34 942	15 320	61 092		228	37 842	16 663	65 623
Total	233	41 785	17 752	71 312		237	43 886	18 823	74 868
Government owned	5	476	184	904		7	1 402	549	2 724

TABLE IX

Exports from the Faeroes

	1963		1964	
	tons	1 000 kr.	tons	1 000 kr.
Fresh fish for U.K.	16 374	19 551	12 614	16 915
Hallbut, fresh	210	815	212	914
Denmark	174	711	189	841
Norway	22	58	—	—
U. K.	7	16	23	71
West Germany	7	30	—	—
Fishfillet, fresh	4 151	12 085	3 492	10 501
Denmark	25	69	16	60
Norway	—	—	—	—
Sweden	—	—	—	—
Czechoslovakia	209	433	324	642
U. K.	430	1 161	986	2 774
Hungary	149	304	—	—
East Germany	485	1 026	157	334
U.S.A.	2 853	9 092	2 007	6 685
Porbeagles, fresh	746	2 183	749	2 852
Denmark	15	48	9	18
Italy	731	2 135	740	2 834
Spawn, fresh	—	—	33	55
Denmark	—	—	31	49
France	—	—	2	6
Salted harrings	6 979	11 795	8 681	14 029
Denmark	973	1 682	1 199	2 114
Sweden	3 336	6 041	2 910	5 409
The Soviet Union	2 369	3 646	3 810	5 491
East Germany	301	426	632	789
Split cod	8 341	31 532	4 869	23 391
Denmark	113	269	125	370
Italy	—	—	575	1 849
Spain	2 063	6 649	793	2 940
Brazil	6 165	24 614	3 333	18 023
Salted codfish	26 492	53 364	24 621	58 760
Denmark	955	1 580	677	1 512
Norway	3 803	6 699	4 084	8 915
Sweden	2	4	—	—
Greece	3 164	6 515	4 036	10 276
Italy	13 934	28 566	11 219	26 431
Spain	3 962	8 732	3 849	9 942
U. K.	658	1 239	579	1 347
West Germany	14	29	87	182
East Germany	—	—	—	—
Other salted fish	2	8	9	35
Denmark	2	8	—	—
West Germany	—	—	9	35
Spawn, salted	28	39	4	7
Denmark	3	6	4	7
Sweden	25	33	—	—
Lobster	5	101	4	58
Denmark	3	58	4	58
U.S.A.	2	43	—	—

Fish worth
Denmark
Norway
Sweden
Wink Fedde
Denmark
Norway
Sweden
Cod liver
Denmark
Iceland
Norway
Sweden
U. K.
Herring
Whale oil
Denmark
West G
Fish, can
Herrings
Fish-meal
Denmark
Sweden
Netherl
West G
Herring-m
Whale-me
Gills, on
Denmark
Sweden
U. K.
Wink skin
Denmark
U. K.
Sheep's
Woolen
Colored g
Denmark
Other
Eggs
Crop liv
Denmark
West G
Goods n
Denmark
Iceland
Norway
U. K.
Total

Exports from the Faroes (sequel)

	1963		1964	
	tons	1 000 kr.	tons	1 000 kr.
Fish waste	55	20	884	435
Denmark	55	20	497	273
Norway	—	—	—	—
Sweden	—	—	228	75
Kiik fodder	583	155	608	223
Denmark	87	33	185	91
Norway	89	34	—	—
Sweden	407	88	423	132
Col liver oil	755	845	703	935
Denmark	694	786	660	875
Iceland	—	—	—	—
Norway	35	35	43	60
Sweden	26	24	—	—
U. K.	—	—	—	—
Herring oil	1	1	104	120
Whale oil	28	30	51	70
Denmark	28	30	—	—
West Germany	—	—	—	—
Fish, canned	23	178	24	170
Herings preserved with spices	45	74	377	757
Fishmeal	1 747	1 564	1 182	1 097
Denmark	932	814	628	620
Sweden	23	20	—	—
Netherlands	—	—	—	—
West Germany	792	730	554	477
Herring-meal	20	18	142	159
Whale-meal	7	4	16	10
Skins, undressed	89	350	119	628
Denmark	72	281	90	465
Sweden	—	—	19	116
U. K.	17	69	10	47
Wink skins	—	830	—	986
Denmark	—	—	—	986
U. K.	—	830	—	—
Sheep's wool	8	58	6	48
Woolen yarn	0	7	1	29
Other goods	16	721	15	695
Denmark	16	711	15	676
Other countries	0	10	—	—
Eggs	5	10	6	10
Strip iron	288	31	—	—
Denmark	288	31	—	—
West Germany	—	—	—	—
Goods n.e.s.	—	603	—	244
Denmark	—	599	—	244
Iceland	—	—	—	—
Norway	—	—	—	—
U. K.	—	4	—	—
Total		136 972		135 910

TABLE X

Imports to the Faroes by main countries of origin 1963 and 1964

	Denmark		Norway		U. K.		W. Germany		Other countries		Total	
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
00 Live animals	5	0	7	—	—	—	—	—	2	—	14	—
01 Meat and preparations	3 433	4 136	2	—	—	416	368	0	—	1 061	1 280	4 912
02 Dairy products and eggs	3 094	3 213	—	—	—	35	34	—	—	2	7	3 131
03 Fish and preparations	178	181	485	—	—	—	—	—	—	371	779	1 034
04 Cereals and preparations	2 113	1 916	1	—	—	2 408	2 364	84	55	39	16	4 645
05 Fruit and vegetables	4 608	4 807	12	—	178	132	170	27	36	160	252	5 095
06 Sugar, sugar preparations	2 517	2 138	3	—	—	154	164	16	9	8	5	2 708
07 Coffee, tea, cocoa and spices	1 507	1 684	16	—	7	1 244	1 102	21	12	187	194	2 989
08 Fodder, n.e.s.	1 227	1 454	—	—	—	288	79	—	—	—	—	1 515
09 Miscellaneous food preparations	1 520	1 620	33	—	—	64	51	7	5	5	2	1 649
11 Alcoholic beverages	1 380	1 592	—	—	—	35	24	—	—	22	16	1 437
12 Tobacco	1 069	1 237	2	—	—	79	76	—	—	383	370	1 533
21 Hides and skins, undressed	1	—	—	—	—	30	117	—	—	—	—	51
22 Oil-seeds, oil nuts and oil kernels	6	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
23 Natural rubber and rubber-like gums	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
24 Wood, lumber and cork	407	675	20	1948	—	—	—	—	—	6	58	4 624
25 Pulp and waste paper	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
26 Textile fibres	89	132	—	—	—	7	8	—	—	—	—	96
27 Crude fertilizers and minerals, n.e.s.	73	78	185	—	—	44	28	28	—	1 885	1 603	2 215
28 Metalliferous ores and metal scrap	14	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
29 Animal and vegetable crude materials, n.e.s.	230	271	3	—	—	—	—	—	—	39	32	272
32 Coal, coke and briquettes	2	2	—	—	—	399	430	—	—	134	—	535
33 Petroleum and products	4 622	6 919	1 119	—	—	3 466	1 551	2	1	1 312	2 465	10 521
34-35 Gas, electric energy	137	137	—	—	—	—	—	—	—	—	—	137
41 Animal oils and fats	162	151	—	—	—	1	—	—	—	26	10	189
42 Fixed vegetable oils and fats	157	1 248	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1 157
43 Animal and veg. oils and fats, processed	387	441	8	—	—	1	—	—	—	—	—	396
51 Chemical elements and compounds	304	364	—	—	—	21	6	—	—	—	—	325
52 Tar and crude chemicals (from coal etc.)	27	26	2	—	—	2	—	—	—	—	—	31
53 Dyeing, tanning and colouring materials	1 544	1 848	12	—	—	12	26	—	—	11	—	1 579
54 Medicinal and pharmaceutical products	1 153	1 476	—	3	—	18	30	—	—	—	—	1 171
55 Essential oils, perfume materials, etc.	651	2 018	—	—	—	120	115	11	15	21	21	1 803
56 Fertilizers, manufactured	149	214	71	—	—	—	—	—	—	—	—	220
57 Explosives, etc.	47	53	407	—	—	106	125	16	138	79	90	655
58 Plastic materials, etc.	320	434	41	37	—	164	57	20	26	17	—	586
59 Explosives and chemical materials, n.e.s.	344	350	8	16	—	17	11	8	12	—	—	388
61 Leather, etc.	53	47	6	—	—	27	2	—	—	1	1	87
62 Rubber manufactures, n.e.s.	388	519	19	3	—	58	60	17	1	114	122	602
63 Wood and cork manufactures (excl. furniture)	1 222	1 514	1 999	96	—	32	22	7	1	11	30	3 276
64 Paper, Paperboard and manufactures	2 309	2 554	184	345	—	82	60	13	10	95	47	3 008
65 Textile yarn, fabrics, etc.	4 337	4 777	886	9	—	1 124	1 756	155	329	936	1 087	7 443
66 Non-metallic mineral manufactures, n.e.s.	4 291	4 235	23	25	—	77	109	150	136	104	69	4 659
67 Iron and steel	2 467	2 986	108	8	—	311	491	3	66	89	282	2 979
68 Non-ferrous metals	570	715	39	6	—	5	—	—	—	92	176	897
69 Manufactures of metal, n.e.s.	4 073	5 208	165	220	—	254	204	133	125	70	115	5 001
71 Machinery, other than electric	8 315	9 751	407	1 687	—	464	1 109	321	485	116	112	10 363
72 Electrical machinery, apparatus, appliances	6 507	7 571	534	399	—	225	320	64	92	179	246	7 924
73 Transport equipment	3 119	4 801	10 478	30	—	605	722	15	32	1 409	7 402	15 672
81 Prefabricated buildings, fixtures, fittings, etc.	1 347	1 596	46	631	—	46	37	20	15	27	25	2 065
82 Furniture and fixtures	1 413	2 152	936	81	—	1	3	1	4	6	—	2 411
83 Travel goods, handbags, etc.	145	174	—	21	—	6	3	38	43	2	—	202
84 Clothing	4 273	5 368	100	406	—	216	194	28	32	132	279	5 115
85 Footwear	1 332	1 399	43	3	—	70	27	360	410	176	242	1 985
86 Instruments, photographic supplies, etc.	1 061	1 266	45	3	—	28	55	80	99	30	11	1 250
89 Manufactured articles, n.e.s.	2 680	3 551	540	29	—	159	226	91	127	129	112	3 702
91 Postal packages, n.e.s.	2 287	2 219	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2 287
95 Ordnance	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	87 668	103 249	19 017	8 220	13 053	12 356	1 736	2 316	9 488	17 558	138 372	161 829

LE GROENLAND EN 1966 :

intégration économique et malaise social

par Jean MALAURIE *

I. — La situation générale.	p. 101
II. — La chasse.	p. 103
III. — Agriculture	p. 106
IV. — Pêcheries.	p. 107
V. — Récession minière.	p. 114
VI. — Déséquilibre accru de la balance des échanges et des paiements. Structure des revenus	p. 115
VII. — Le malaise social	p. 117

* Centre d'Études Arctiques et Finno-Scandinaves. E. P. H. E. Paris.

LE GROENLAND EN 1889

Installation économique et sociale

par L. VAN DER LINDEN

1	La situation générale	1
2	La population	2
3	Le commerce	3
4	Le régime	4
5	Le régime des terres	5
6	Le régime des pêches	6
7	Le régime des mines	7
8	Le régime des forêts	8
9	Le régime des eaux	9
10	Le régime des transports	10
11	Le régime des services publics	11
12	Le régime des finances	12
13	Le régime des impôts	13
14	Le régime des dépenses	14
15	Le régime des emprunts	15
16	Le régime des assurances	16
17	Le régime des banques	17
18	Le régime des sociétés	18
19	Le régime des syndicats	19
20	Le régime des associations	20
21	Le régime des clubs	21
22	Le régime des sociétés de secours	22
23	Le régime des sociétés de crédit	23
24	Le régime des sociétés de garantie	24
25	Le régime des sociétés de réassurance	25
26	Le régime des sociétés de placement	26
27	Le régime des sociétés de gestion	27
28	Le régime des sociétés de conseil	28
29	Le régime des sociétés de courtage	29
30	Le régime des sociétés de mandat	30
31	Le régime des sociétés de représentation	31
32	Le régime des sociétés de surveillance	32
33	Le régime des sociétés de contrôle	33
34	Le régime des sociétés de vérification	34
35	Le régime des sociétés de certification	35
36	Le régime des sociétés de garantie	36
37	Le régime des sociétés de réassurance	37
38	Le régime des sociétés de placement	38
39	Le régime des sociétés de gestion	39
40	Le régime des sociétés de conseil	40
41	Le régime des sociétés de courtage	41
42	Le régime des sociétés de mandat	42
43	Le régime des sociétés de représentation	43
44	Le régime des sociétés de surveillance	44
45	Le régime des sociétés de contrôle	45
46	Le régime des sociétés de vérification	46
47	Le régime des sociétés de certification	47
48	Le régime des sociétés de garantie	48
49	Le régime des sociétés de réassurance	49
50	Le régime des sociétés de placement	50
51	Le régime des sociétés de gestion	51
52	Le régime des sociétés de conseil	52
53	Le régime des sociétés de courtage	53
54	Le régime des sociétés de mandat	54
55	Le régime des sociétés de représentation	55
56	Le régime des sociétés de surveillance	56
57	Le régime des sociétés de contrôle	57
58	Le régime des sociétés de vérification	58
59	Le régime des sociétés de certification	59
60	Le régime des sociétés de garantie	60
61	Le régime des sociétés de réassurance	61
62	Le régime des sociétés de placement	62
63	Le régime des sociétés de gestion	63
64	Le régime des sociétés de conseil	64
65	Le régime des sociétés de courtage	65
66	Le régime des sociétés de mandat	66
67	Le régime des sociétés de représentation	67
68	Le régime des sociétés de surveillance	68
69	Le régime des sociétés de contrôle	69
70	Le régime des sociétés de vérification	70
71	Le régime des sociétés de certification	71
72	Le régime des sociétés de garantie	72
73	Le régime des sociétés de réassurance	73
74	Le régime des sociétés de placement	74
75	Le régime des sociétés de gestion	75
76	Le régime des sociétés de conseil	76
77	Le régime des sociétés de courtage	77
78	Le régime des sociétés de mandat	78
79	Le régime des sociétés de représentation	79
80	Le régime des sociétés de surveillance	80
81	Le régime des sociétés de contrôle	81
82	Le régime des sociétés de vérification	82
83	Le régime des sociétés de certification	83
84	Le régime des sociétés de garantie	84
85	Le régime des sociétés de réassurance	85
86	Le régime des sociétés de placement	86
87	Le régime des sociétés de gestion	87
88	Le régime des sociétés de conseil	88
89	Le régime des sociétés de courtage	89
90	Le régime des sociétés de mandat	90
91	Le régime des sociétés de représentation	91
92	Le régime des sociétés de surveillance	92
93	Le régime des sociétés de contrôle	93
94	Le régime des sociétés de vérification	94
95	Le régime des sociétés de certification	95
96	Le régime des sociétés de garantie	96
97	Le régime des sociétés de réassurance	97
98	Le régime des sociétés de placement	98
99	Le régime des sociétés de gestion	99
100	Le régime des sociétés de conseil	100

GROENLAND

GROENLAND

Nota
ICFD
graphi
aveni

Si
colore
— col
it si
l'ipe
10.2
diner
10.000

Alc
cont
it po
metall
in Gr
maun

Per
1980
doux
es g
dus

—

—

LE GROENLAND EN 1966 : intégration économique et malaise social

par Jean MALAURIE *

I

LA SITUATION GÉNÉRALE

CEPENDANT QUE LA POPULATION CONTINUE A S'ACCROITRE RAPIDEMENT, ON OBSERVE UN PLAFONNEMENT SIGNIFICATIF DE LA NATALITÉ. UN METISSAGE TOUJOURS PLUS ETENDU PEUT PRETER A INQUIETUDE SUR LE PLAN DE LA SPECIFICITE GROENLANDAISE. LA PRODUCTION DANS TOUS LES SECTEURS DEMEURE INSUFFISANTE.

LES INVESTISSEMENTS DANOIS RESTENT MASIFS : LE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR LA DÉCENNIE 1965-1975 PRÉVOIT UNE MOYENNE DE 4.500 KR PAR HABITANT ET PAR AN, SOIT LE DOUBLE DE CE QUI EST ACTUELLEMENT INVESTI AU DANEMARK.

LE MALAISE SOCIAL ET POLITIQUE, BIEN QUE CIRCONSCRIT A UN MILIEU RESTREINT, N'A PAS CESSÉ.

Notre examen portera, en ce numéro d'INTER-NORD, plus particulièrement sur les problèmes démographiques dont certains développements peuvent devenir préoccupants.

1. Un plafonnement de la natalité.

Si la population groenlandaise continue à s'accroître rapidement comme en 1962, au taux de 3,1 % — soit trois fois plus rapidement qu'au Danemark — et si l'on continue à constater un abaissement de l'âge au premier mariage des femmes groenlandaises (22 en 1962, 23,4 en 1961), il est permis de considérer que le Groenland comptera, en 1975, 20 000 habitants.

Alors même que la population — dans sa masse — continue sa croissance rapide, l'on constate en 1962, et pour, la première fois, un **plafonnement de la natalité**. Cette constatation, qui pourrait indiquer que le Groenland commence à devenir danois dans ses mœurs, peut être d'un grand enseignement politique.

Revoiyons les chiffres : le taux de natalité est en 1960 et 1961 de 50,2 ‰ ; il se situe donc à un niveau deux à trois fois plus élevé qu'au Danemark pour les groupes d'âges de 15 à 34 ans et cinq à dix fois plus élevé pour les groupes plus âgés, la femme

groenlandaise au-dessus de 40 ans et jusqu'à 50 ans continuant à avoir de nombreux enfants (1).

En 1962, la natalité diminue. L'on se retrouve aux **taux les plus bas de 1954 : 46,8 ‰**. A juger les oscillations connues depuis 1954, il pourrait sembler que la **natalité ait atteint désormais son point maximum**, les extrêmes étant, vers le bas, 40,5 ‰ — taux de natalité de la côte nord — vers le haut, 50,6 ‰ — côte est.

Il est significatif de noter que l'administration danoise n'a pas hésité à dispenser un enseignement sexuel dans les écoles terminales du Groenland. Il y est, du reste, distribué l'opuscule du Dansk Kvinde-samfunde : « Enfants, quand et combien ? ». Le texte est en danois et en groenlandais. On peut se demander si, sous-jacent à cet enseignement — très neuf du point de vue de l'éthique groenlandaise — il y a une idée de régulation des naissances. On n'oserait l'affirmer, alors même que l'administration souligne, par la voix de ses représentants les plus autorisés, l'insuffisance actuelle du peuplement, l'insuffisance numérique de la population active. Contradiction que l'on retrouve, du reste, chez certains économistes actuels du tiers monde africain.

(1) La dernière étude d'« Inter-Nord » consacrée au Groenland a été publiée par Jean Malaurie dans le n° 7, mars 1965 (pp. 132-153).

* Centre d'Études Arctiques et Finno-Scandinaves E.P.H.E., Paris.

Dans le même temps, et contrairement à toutes les prévisions, on constate une augmentation de la mortalité : 10,8 ‰ en 1962, et particulièrement du fait d'une mortalité infantile (au-dessous d'un an) à nouveau très importante (1962 : 87,3 ‰ ; 1961 : 65,9 ‰), quatre fois plus élevée qu'au Danemark ; l'on constate également une croissance de la mortalité dans les tranches d'âge de 45 ans et plus (d'autant plus sensible que l'âge est plus grand) ; le taux moyen s'est à nouveau élevé à un chiffre supérieur à celui atteint au Danemark : 10,2 ‰ contre 9,5 ‰.

1. Près de la moitié de la population a moins de 14 ans.

La population continue à rester jeune, très jeune : 45,7 ‰ de celle-ci a, en 1962, moins de 14 ans (Danemark : 22,6 ‰).

Malgré l'allongement de la vie et un plafonnement de la natalité, l'on peut prévoir d'ici 1975, une légère diminution des charges pesant sur les classes d'âge actif qui s'augmenteront par an de 650 unités en 1965-1970, 900 en 1970-1975, 1 050 en 1975-1980, 1 150 en 1980-1985.

D'ici 1975 seulement, le taux de la population active par rapport aux groupes non productifs tendra à dépasser de nouveau l'unité. En 1985, il atteindra 1,35*.

TABLEAU I

1945	1960	1965	1975	1985
1,21	1,05	0,97	1,06	1,35

(*) M. Boserup, op. cit., p. 15.

2. Accroissement du pourcentage élevé des enfants adultérins : 35,6 ‰.

Bien qu'il s'agisse d'un phénomène assez général en Europe occidentale — et particulièrement nordique — le pourcentage croissant des enfants adultérins ne laisse pas d'inquiéter : 35,6 ‰ des naissances en 1962 contre 32,6 ‰ en 1961. Dans les groupes d'âges les plus jeunes (15-19 ans, 20-24 ans, 25-29 ans), le pourcentage des naissances illégitimes est particulièrement élevé. Dans les groupes d'âges 30-34 ans, 40-44 ans, légère diminution.

3. Métissage et intégration.

L'ensemble de ces observations était prévisible par le spécialiste, pour peu que l'on veuille suivre le mouvement démographique depuis vingt ans.

Ce qui est nouveau et difficilement compréhensible — compte tenu des principes mêmes de la politique traditionnelle danoise en ces régions administrées depuis 1721 — c'est le grave phénomène constaté

« d'allogénéisation » rapide de la population groenlandaise, sa « danisation » croissante par voie de mariages. En 1962, sur 214 mariages, 49 étaient contractés avec des Danois du Danemark ; dans 39 cas, le sujet danois était le mari.

Cette situation est appelée à s'accroître d'autant plus que, dans le dessein d'une meilleure formation technique, d'une meilleure intégration à la vie danoise, des usines de Copenhague, comme le Centre de boucherie Plumrose de Valby, embaucheraient, de préférence à des Danois et pour un minimum d'une année, dix Groenlandais.

La « danisation » d'un peuple au reste déjà fort métissé ; ce n'est pas seulement de notre part hypothèse, elle se vérifie dans les textes. Les calculs officiels de prospective prévoient qu'en 1975, un dixième de la population, au Groenland, sera danoise de souche. Si l'on se souvient que traditionnellement, et comme volontairement, le groupe danois ne constituait qu'une infime minorité de la population, il y a là un fait nouveau qui ne peut pas ne pas arrêter l'attention et dont les conséquences sont considérables. L'intégration du Groenland au Danemark a pour conséquence l'accroissement de la société danoise avec tous les avantages et les inconvénients que cette situation peut revêtir en un territoire lointain.

4. Concentration croissante dans les villes au détriment des hameaux.

L'ensemble de ces données est à rapprocher de la concentration croissante de la population groenlandaise dans les villes de la côte sud-ouest. Elle groupe 90 ‰ de la population (2 ‰ sur la côte est ; 8 ‰ sur la côte nord-ouest). L'urbanisation recherchée se poursuit sans se ralentir, ainsi qu'INTER-NORD l'avait examiné dans ses numéros précédents.

TABLEAU II

Répartition de la population : pourcentage par rapport à la population totale

	1946	1962
Villes	41,8 ‰	61,7 ‰
Villages	32,4 ‰	27,9 ‰
Hameaux	25,8 ‰	10,4 ‰

Fin 1962, plus de la moitié de la population locale résidait dans des villes de plus de 1 000 habitants, contre 42 ‰ en 1958 et 29 ‰ en 1953. Il n'était plus que 161 hameaux, villages et villes en 1962 ; 190 en 1946.

La poussée vers les villes est particulièrement forte sur la côte ouest où le pourcentage de population urbanisée est le plus élevé de tout le Groenland : 64,1 ‰. Cette population — essentiellement ouvrière — vient de hameaux traditionnellement habités par

des chasseurs. Les hameaux de la côte ouest ne regroupent plus que 7,7 % de la population. L'industrialisation de la pêche à la morue et de la crevette, les hauts salaires, l'attrait, les facilités des villes, toute une politique concertée ont fait leurs preuves.

Dans les secteurs d'économie traditionnelle des côtes nord et est, on constate par contre une moindre concentration. Sur la côte nord : un tiers seulement de la population s'est regroupé.

TABLEAU III

Pourcentages comparés de la population sur les trois côtes : 1962.

	QUEST	NORD	EST
Villes	64,1 %	36,3 %	37,3 %
Villages	28,2 %	31 %	24,3 %
Hameaux	7,7 %	32,7 %	38,4 %

II

LA CHASSE

UNE CONSTANTE AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ, MAIS, FAUTE D'UNE POLITIQUE ADEQUATE, LES DISPONIBILITÉS LOCALES, PAR TÊTE D'HABITANT DIMINUENT.

Une triple évolution se dessine : une diminution apparente des effectifs de chasseurs-pêcheurs (1), un relèvement des cours, un accroissement de la productivité des chasseurs.

1. Diminution des effectifs de chasseurs-pêcheurs : 11 % de la population.

En 1954-1959, on comptait 3 387 chasseurs-pêcheurs pour 25 604 habitants — soit 13 % ; en 1961-1962, 2 579 pour 30 737 habitants — soit 10,9 % seulement le mouvement de recul est plus accentué sur la côte sud-ouest (7,2 % en 1961-1962) que sur la côte est (17,4 %) ou nord-ouest (16,2 %) moins Thulé. En fait, les districts d'Umanak, d'Upernavik, de Thulé sur la côte nord-ouest, d'Angmassalik et Scoresby sur la côte nord-est représentent les seuls secteurs de chasse prédominante au Groenland.

Au principal (81,6 % en 1954-1959, 78,1 % en 1961-1962), la production animale est assurée par les chasses du phoque et du morse ; la baleine ne couvre celle-ci qu'à 10 % environ : 12,7 % en 1954-1959 ; 8,7 % en 1961-1962. La part des animaux terrestres est croissante, non pas du fait de la chasse, mais, curieusement, du fait de l'élevage du renne qui, une fois encore, prouve ses grandes possibilités : 5,7 % de la production animale en 1954-1959, dont 5,2 % pour le renne, 13,2 % en 1961-1962, dont 13 % pour le renne.

2. Augmentation de la productivité par chasseur.

Le tableau IV exprime une augmentation en 10 ans de 57 % de la chasse au phoque et de 12 % de la chasse au renard. Si l'on rapproche ce tableau du tableau V — les données de base de ce dernier ne correspondent en aucune manière à celles du IV —, l'on observera une sensible augmentation de la productivité par chasseur, et très particulièrement dans le domaine de la chasse au renard.

TABLEAU IV

Moyenne annuelle

	1950/53	1954/57	1958/61	1962	1963	1950/53-1963 Pourcentage d'accroissement
Peau de phoques (unités)	26.213	32.230	45.029	38.322	41.260	+ 57,40 %
Peau de renards (unités)	4.652	4.457	5.858	5.080	5.213	+ 12,05 %

(1) Les données statistiques ne nous permettent pas sans analyse très détaillée — risquant de rester approximative — de distinguer dans la population les Groenlandais vivant au principal de la chasse et ceux vivant au principal de la pêche.

TABLEAU V

	1954/59 : 3 387 chasseurs	1961/62 : 3 679 chasseurs
PHOQUES	59.151 unités	69.006 unités
dont	41.891 phoques annelés (<i>phoca hispida</i>)	
soit	17,46 ph/ch/an	18,75 ph/ch/an
RENARDS	2.948 unités	5.430 unités
soit	0,87 ren/ch/an	1,47 ren/ch/an
RENNES	1.835 unités	4.694 unités

Si, poussant l'analyse, on examine les conditions par district, l'on constate qu'en ce qui concerne le phoque, la chasse est à l'indice 180 dans l'ensemble des districts producteurs ; cet indice n'est largement dépassé qu'à Scoresby Sound ; sur la côte nord-ouest, la production est très nettement en recul : 133 à Umanak.

TABLEAU VI

Etat en 1961-1962 de la chasse au phoque
(100 = 1950-51)

Umanak	133
Upernavik	165
Thulé	170
Angmagssalik	168
Scoresby Sound	454
Moyenne des totaux	180

Source : Betaenkning fra Grønlandsudvalget af 1960, p. 106.

3. Constant relèvement des cours de pelleterie : augmentation de 42 % des prix moyens d'achat de peau de phoque.

Là, comme ailleurs dans l'Arctique, la chasse est encouragée par le relèvement continu des cours à la vente. Il est bien clair que le niveau de ce cours constitue le levier essentiel. Les données statistiques à cet égard ne sont pas nombreuses ni aisées à isoler. On notera toutefois qu'en 1962, il a été vendu 47 493 peaux de phoque pour 5,6 millions de couronnes. Le prix moyen d'une peau serait en augmentation de 42 %.

Sur les postes « renards », les augmentations de la vente dans le même temps sont respectivement de 47 % pour les renards bleus et de 18 % pour les renards blancs.

4. Des besoins alimentaires croissants : les disponibilités locales en viande par tête d'habitant, cependant, diminuent.

Alors même que la population augmente, l'on constate que les disponibilités en viande par tête d'habi-

tant diminuent : 82 kg de viande par habitant né au Groenland en 1961-1962 ; 66 kg en 1962-1963.

La dépendance alimentaire (et financière) du Groenland par rapport au Danemark ne pourra, de ce fait, que s'accroître. Le Groenland aurait pu, toutefois, se suffire sur le plan alimentaire, à de nombreux titres. Cette situation est éminemment regrettable si l'on considère :

1. Que la population a toujours fait la preuve, depuis un siècle, de sa maîtrise à couvrir ses besoins alimentaires essentiels ;

2. Que la richesse des eaux groenlandaises en phoques, n'est pas contestable. Mais encore faudrait-il que cette chasse fût organisée « à la moderne » ;

3. Que l'incapacité du Groenland à assurer son approvisionnement de phoques et de cétacés vs à l'encontre même du souci affirmé par l'administration de préserver l'originalité de « l'ethnie groenlandaise ». Il est clair, en effet, que l'assimilation du Groenland aux normes diététiques danoises et ce, dans le même temps où l'on observe un métissage accéléré, ne peut aboutir qu'à la liquidation à terme de la spécificité groenlandaise en tant que telle ;

4. Que sur le plan économique, le déséquilibre de la balance des paiements ne fera que s'accroître : dans la mesure où une population non industrialisée n'est pas à même d'assurer pour une bonne part sa propre alimentation et est, faute de capital, incapable d'édifier une industrie puissante, on peut se demander raisonnablement quel peut être son avenir.

Ces observations sont moins valables pour les districts archaïques : Thulé et la côte est et nord-ouest ; encore que l'on note, dans ces régions, longtemps isolées et préservées, une diminution régulière des disponibilités en viande.

TABLEAU VII

	1960/61	1961/62	1963/64	Rapport du pourcentage en + ou -
Thulé	—	799 kg	644 kg	-19,28 %
Est du Groenland	173 kg	—	123 kg	-28,90 %
N.-O. du Groenland	122 kg	—	115 kg	-5,73 %

5. Une sensible diminution de l'importance économique de la chasse : 3,8 % de la production totale à la vente.

La production de chasse représente en millions de couronnes 9,20 % de la production totale en 1960, 10,5 % en 1961, 3,8 % en 1962.

6. Le marché danois reste, sur le plan des pelleteries, le marché essentiel. Importance croissante des marchés norvégien, allemand et américain.

TABLEAU VIII

Vente de la production de chasse et de pêche 1964 (peaux, plumes, ivoires, etc.)

HUILE DE PHOQUE	Danemark	336 kg	
	Norvège	—	
	TOTAL	336 kg	
OCEAN CATFISH REQUIN	Danemark	250 peaux	108 peaux
	Danemark	120 peaux	488 peaux
	Allemagne de l'Ouest	9.000 peaux	9.000 peaux
	Autres pays	—	4 peaux
	TOTAL	9.120 peaux	9.600 peaux
PHOQUE	Danemark	23.367 peaux	14.596 peaux
	Allemagne de l'Ouest	3.942 peaux	5.922 peaux
	Etats-Unis	3.592 peaux	1.550 peaux
	Norvège	5.143 peaux	4.315 peaux
	France	2.041 peaux	1.810 peaux
	Angleterre	1.200 peaux	580 peaux
	Suisse	1.230 peaux	664 peaux
	Autres pays	836 peaux	1.961 peaux
	TOTAL	41.401 peaux	31.398 peaux
	OURS	GRAND TOTAL 1963	5.397.681 couronnes
Danemark		19 peaux	5 peaux
Etats-Unis		9 peaux	—
Suède		5 peaux	—
Autres pays		5 peaux	4 peaux
TOTAL		38 peaux	9 peaux
MORSE (défenses)	Angleterre	3.367 défenses	—
RENARD		4.037 peaux	5.115 peaux
RENNE		954 peaux	455 peaux
CHIEN ET BŒUF MUSQUÉ		17 peaux	61 peaux
PLUMES OISEAUX	Danemark	7.414 kg	2.000 kg
	Angleterre	7.500 kg	4.500 kg
	TOTAL	14.914 kg	6.500 kg
DUVET	TOTAL	245 kg	257 kg

Source : Statistique K.G.H. Via Bull. Ambass. U.S.

NOUVELLES DIVERSES

Il y a lieu de remarquer un recul régulier de la chasse au morse, fort inquiétant, tant pour l'avenir des sociétés de chasse que d'un point de vue biologique.

Alors qu'en 1961-1962, il était chassé dans tout le Groenland 562 morses, dont 440 à Thulé, il n'en serait plus chassé en 1963-1964, que 103, dont 50 à Thulé. Information insuffisante ? On ne peut l'exclure.

TABLEAU IX

Chasse du morse : recul rapide

	1961/62	1962/63	1963/64
Groenland (total)	562	267	103
dont Thulé	440	152	50

Le tableau ci-dessus indique quels sont les grands centres de vente de la production de chasse groenlandaise.

Il confirme la place prééminente que joue le Danemark comme marché des peaux, les États-Unis, le marché commun (Allemagne de l'Ouest), l'A.E.L.E. (Angleterre, Norvège) se partageant le reste.

III AGRICULTURE

5 % DU REVENU GROENLANDAIS : LE GOUVERNEMENT SE FIXE POUR OBJECTIF 60 000 MOUTONS.

L'agriculture qui se réduit à l'élevage du mouton s'est développée dans le Sud-Ouest du Groenland, depuis 1906, sur les lieux mêmes de la colonisation viking du X^e au XIV^e siècles.

Cet élevage qui, en 1962, comptait 31 000 têtes, peut constituer sur le plan des ressources en viande un appoint non négligeable pour le Groenland. D'ores et déjà, ces 31.000 têtes, élevées très particulièrement sur le court espace côtier allant de Nanortalik à Julianehaab, représentent en quantité de viande les trois quarts de la production totale de chasse groenlandaise. C'est dire tout à la fois l'importance de cet élevage et le sous-développement de la chasse traditionnelle du phoque.

Malgré le développement régulier de l'élevage du mouton, l'on constate le maintien à un même taux de l'importance relative de la vie agricole. La part des

Le maintien de l'importance de la vie agricole dans la vie économique ne doit pas faire illusion. Il est le reflet d'une conjoncture défavorable de la pêche morutière. A l'avenir, il est hors de doute que la part agricole dans les revenus généraux ira en régressant.

A la vente, le caractère d'appoint de cette économie agricole apparaît plus nettement encore : en 1960, 3,19 % des ventes du K.G.H. ; en 1961, 3,61 % ; en 1962, 2,64 %.

Que le développement de cette agriculture d'élevage ait ses limites, qui s'en surprendra en examinant les conditions géographiques de son implantation : faibles parcours, froid, stabulation prolongée. Les conditions sont en vérité sévères. Ainsi que l'a montré Dege, l'exposition, les types de sol, l'orientation par rapport au vent, de multiples conditions agrologiques conditionnent étroitement cet élevage. Le foehn qui souffle deux ou trois fois par mois et qui est en mesure, au cœur de l'hiver, de faire fondre non seulement la couverture de neige, mais le sol superficiel (janvier 1942 et 1944) constitue, par les répercussions qu'il a sur l'herbe des 55 ha cultivés et destinés au fourrage, un des handicaps à cette forme d'exploitation du sol.

Certaines années ont été catastrophiques : 1932-1933 ; 1933-1934 ; 1937-1938. Au cours de l'hiver 1948-1949, les conditions ont été si dures que le troupeau a été réduit de moitié et ce n'est qu'en 1956 qu'il a pu retrouver son effectif de 1948. Au cours de l'hiver 1956-1957, le climat est devenu à nouveau défavorable et le cheptel a diminué de 30 %. Le tableau XI permet de juger ces fluctuations.

On compte 196 troupeaux ; un très petit nombre d'éleveurs (14) vivent exclusivement de l'élevage. 7 % de l'effectif seulement sont composés de troupeaux de plus de 500 moutons ; plus de la moitié du troupeau représente des troupeaux de 50 moutons qui appartiennent à des Groenlandais plus pêcheurs qu'ils ne sont agriculteurs (tabl. XII).

L'élevage assure des ressources d'appoint appréciables. Par mouton, le revenu est de 49,45 Kr compte non tenu de l'abattage familial.

TABLEAU X
Revenu agricole annuel (chiffre global)
(en millions de Kr.)

ANNEE	Chiffre global	Agriculture	Pêche	Chasse
1962	16 535,5	914,8	13 863,0	1 757,7
% par rapport au chiffre global	100 %	5,5 %	85 %	10,5 %
1963	13 953,4	763,2	11 138,4	2 051,8
% par rapport au chiffre global	100 %	5,4 %	81,1 %	13,5 %

revenus agricoles par rapport aux revenus généraux a légèrement décliné : 914 millions de couronnes en 1962, soit 5,5 % ; 763,2 millions de couronnes en 1963, soit 5,4 %.

TABLEAU XI

Evolution du troupeau de moutons et achats par le Gouvernement des produits de cet élevage de 1950 à 1962

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Troupeau ovin (en milliers)	13	14	16	19	21	21	24	17	19	20	21	27	31
Nombre de bêtes abattues (en milliers) (*)	5,2	5,2	7,6	8,8	8,7	8,5	12,0	7,6	9,0	9,4	13,4	15,8	14,4
Achats des produits de l'élevage du mouton (en milliers de couronnes)	139	153	260	349	305	288	503	342	375	421	776	818	811

(*) Compte non tenu de l'abattage familial.

TABLEAU XII

Troupes de moutons
réparties selon l'importance des effectifs

Nombre de moutons au 1 ^{er} décembre 1961	Nombre de troupes	% par rapport à l'ensemble du troupeau
1 à 50	104	53 %
51 à 100	21	11 %
101 à 200	23	12 %
201 à 500	34	17 %
501 et plus	14	7 %
Total	196	100 %

Source : Report of « The Greenland Commission », 1960.

Ces ressources ont paru si intéressantes et régulières à l'Administration qu'elle a décidé d'encourager le développement de cet élevage et de décupler la superficie des terres cultivées. Cinq à six cents hec-

tares à défricher lui seraient ainsi réservés, étant prévu que 20 hectares supplémentaires seraient mis chaque année en culture : un tiers par les Groenlandais et deux tiers par l'Etat. On espère ainsi doubler la troupe actuelle.

Sans vouloir préjuger de cette politique fort onéreuse, on ne pourra pas ne pas noter qu'elle se traduit, en un espace de toundra, en une région de pêche et de chasse, par l'implantation d'une agriculture anti-écologique. On constatera au reste, que cette politique ovine ne se traduit pas par un développement concomitant de l'élevage du renne ; à en juger par les statistiques, celui-ci reste stationnaire.

	1962/63	1963/64	% en plus ou en moins
Rennes de la côte sud-ouest	3.879	3.204	- 17,4 %

IV PÊCHERIES

1. LA MORUE : 87 % DE LA PÊCHE EN 1962 :
PRODUCTION INSUFFISANTE ;
LA MOYENNE DE CAPTURE, PAR UNITÉ D'EFFORT
AU GROENLAND, EN DÉCLIN DEPUIS 1962.

Sur un total de 2,91 millions de tonnes de morues pêchées dans l'Atlantique Nord en 1963, 41,5 % l'ont été en mer de Barentz et sur la côte ouest du Groenland, les autres lieux de pêche étant les eaux de Terre-Neuve et d'Islande. La pêche en mer de Barentz, au Spitzberg et dans l'île aux Ours s'avère presque deux fois plus productive que celle qui est effectuée aux abords du Groenland. Les eaux groenlandaises ont été essentiellement fréquentées par les pays de l'O.C.D.E. En mer de Barentz, l'U.R.S.S. s'est attribué plus de la moitié des prises, cependant que le Royaume-Uni, à eux deux, en récoltaient 45 %.

1. La part groenlandaise à l'effort international de pêche dans le détroit de Davis va en régressant.

La côte ouest du Groenland reste un des principaux secteurs morutiers de l'Atlantique Nord. En 1963, 405.770 tonnes y ont été pêchées. Moins de 10 % des prises seulement sont le fait des Groenlandais ; c'est dire la faible part de l'économie groenlandaise à cette activité internationale de pêche, dans même que les privilèges géographiques du Groenland sont évidents : les grands bancs sont proches. En quelques heures, la morue peut être ramenée à terre. Le Groenland, partie intégrante du Danemark, dispose par ailleurs de possibilités financières au moins égales à celles d'un des grands pays dont les chalutiers exploitent ses eaux.

TABLEAU XIII

Prises de morue par pays
dans la région I de l'ICNAF - 1963

PAYS	I.C.N.A.F. RÉGION I (Poids vif en tonnes)
Îles Féroés (Danemark)	77.787
France	36.186
Allemagne (République Fédérale)	136.794
Groenland (Danemark)	23.269
Islande	3.881
Norvège	31.965
Pologne	272
Portugal	63.193
Espagne	479
U.R.S.S.	5.053
Royaume-Uni (Angleterre et Pays de Galles)	26.891
Totaux	405.770

Source : Bulletin des statistiques de pêche de la F.A.O. (N° 6).
Prises dans l'Atlantique Nord, 1963.

Le pourcentage de prises groenlandaises par rapport aux prises totales va en s'amenuisant : de 12,1 % en 1959, il n'a plus été que de 8,1 % en 1962.

Cette situation est d'autant plus regrettable que la population du Groenland est, ainsi qu'on l'a vu, croissante et dépend, pour l'essentiel de sa subsistance, de la pêche à la morue : 30 % des Groenlandais (soit 2 300 marins-morutiers) assurent l'essentiel de la production ; la morue représentant en 1962, 87 % des prises de poisson, les crevettes 7 %, le loup marin et le flétan, chacun 3 %.

LES PÊCHEURS NE SONT PAS ASSEZ NOMBREUX

Les opérations de pêche — comme toute opération de production et de commercialisation — ont été assurées au Groenland depuis 1794 par un monopole — le K.G.H. en 1963. Sa mission est, tout en aidant les indigènes à exploiter les ressources naturelles, de mettre à leur service un réseau de distribution adapté.

Depuis 1950, les Danois résidant depuis six mois au Groenland sont autorisés à commercier, en concurrence avec le K.G.H.; 20 % du mouvement commercial sont désormais assurés par des sociétés privées.

Le K.G.H. compte un effectif de 3 000 personnes, soit 8,33 % de la population totale et 17,4 % d'une population active très libéralement comptée de 15 à 59 ans. Dix pour cent du personnel du K.G.H. résident à Copenhague; le même pourcentage se trouve sur les navires en mouvement; le solde fait partie du réseau commercial et de transport. Quatre-vingt-dix pour cent des employés sont groenlandais. Les moyens du K.G.H. sont considérables. Partout en place, c'est l'organisation traditionnelle qui a la confiance des administrés; elle bénéficie de l'autorité que lui confère son caractère officiel et également du fait que, sur de nombreux postes, la concurrence est pratiquement inexistante.

En raison même de l'ampleur de la mission qui a été confiée à cet organisme, il n'est pas douteux qu'il a représenté et représente encore dans le subconscient de certains, l'Administration réelle.

Le K.G.H. est une organisation sans but lucratif, qui doit retourner aux Groenlandais le bénéfice des opérations. Les pêcheurs plus ou moins contractualisés de fait avec cette organisation qui constitue leur seul débouché, obtiennent un prix pour leurs livraisons, plus des primes de productivité.

2. Valorisation de la production : 21 % de la pêche sont en congelé.

Depuis 1962, un effort soutenu de l'Administration oriente la production vers le congelé et non plus seulement vers le salé. Des centres importants ont été installés à cet effet dans plusieurs grands ports. En 1964, 21,7 % de la morue étaient congelés alors que 14 % seulement l'étaient deux années plus tôt.

TABLEAU XIV

Morue : production en tonnes.
Proportions croissantes de morue congelée.

Morue sous formes	1962	1963	1964
Salée	25.600	14.400	6.600
Sèche	4.400	2.700	1.800
Gelée	6.200	6.200	4.200
Total	36.200	23.300	12.600
Consommation totale	6.500	6.700	6.700
Grand total	42.700	30.000	19.300
% gelé par rapport au total	14,48 %	20,66 %	21,76 %

Source : K.G.H.

3. Une productivité médiocre : lente amélioration très largement inférieure aux normes étrangères.

Cette pêche est assurée par près de 2.000 petits bateaux à rames opérant principalement dans les fjords et dans les baies, par 550 bateaux à moteur de

5 à 15 tonneaux. Ces derniers montés par 2 à 4 hommes, sont impropres, étant donné leurs dimensions, à gagner les bancs morutiers qui sont à 15 ou 20 milles des côtes. Aussi, en 1965, l'Administration a-t-elle décidé la construction de 35 bateaux de 16 à 20 tonneaux, construits principalement en Norvège. 5 de ces chalutiers devant opérer sur bancs. Les équipages seraient initialement norvégiens et férro-norvégiens.

Compte tenu de cette situation, la productivité des Groenlandais est médiocre et il est remarquable d'observer que, malgré un accroissement sensible depuis 1955 du nombre des bateaux à rames et à moteur mis à leur disposition, cette productivité — si l'on exclut la chute générale de production de 1962 à 1963 — n'a que faiblement augmenté : de 2 % par an depuis 1955.

TABLEAU XV

Production et productivité

Année de référence	Pêcheurs permanents	Prises (°) par homme (en kg)	Bateaux à rames	PÊCHE		Total
				BATEAUX < 22'	> 22'	
1955	1.849	14.820	1.355	272	199	1.826
1956	1.930	14.300	1.155	283	206	1.644
1957	2.163	14.560	1.169	261	189	1.619
1958	2.389	14.020	1.083	315	193	1.591
1959	2.530	13.720	1.219	315	200	1.734
1960	2.483	14.180	1.228	315	207	1.730
1961	2.506	16.670	1.349	315	219	1.883
1962	2.535	16.880	1.333	351	207	1.891
% en plus ou en moins 1955/62	+ 37,1 %	+ 13,9 %	- 1,62 %	+ 3,55 %		

(°) Poissons ronds.

Si l'on doit en juger selon un certain nombre de rapports, il apparaît que l'effort de pêche des chalutiers étrangers a plus que doublé d'intensité en 1962-1963 par rapport à 1954-1956. Cependant, au Groenland, les moyennes des captures par unité d'effort, après avoir légèrement augmenté, ont connu, à partir de 1962, un déclin.

4. Une mono-industrie ; ses dangers : refroidissement climatique et pêche excessive.

Le Gouvernement danois a pris, à partir du 1^{er} juin 1963, des mesures de protection en étendant la limite de ses eaux à 12 milles, mais de nombreuses exceptions permettent aux principales nations intéressées de poursuivre leurs pêches jusqu'à 6 milles avec leur chalut, 3 milles avec leurs lignes, respectivement jusqu'au 31 mai 1973 et jusqu'au 31 octobre 1973.

L'avenir du Groenland est entièrement dépendant de la pêche morutière. Il est donc capital d'examiner sous quelle mesure le K.G.H. a su offrir aux Groenlandais, engagés peu ou prou dans l'industrie des pêches, les moyens d'une saine économie. Mais aupa-

ravant, des questions peuvent se poser. Une préalable : le Groenland est-il assuré de ne connaître que des changements de température tels que la morue soit toujours l'espèce prédominante dans ses eaux ? La morue, dans ces eaux boréales, est apparue récemment (1900) ; ses migrations peuvent être contrariées par des changements climatiques dont l'histoire du Groenland est riche.

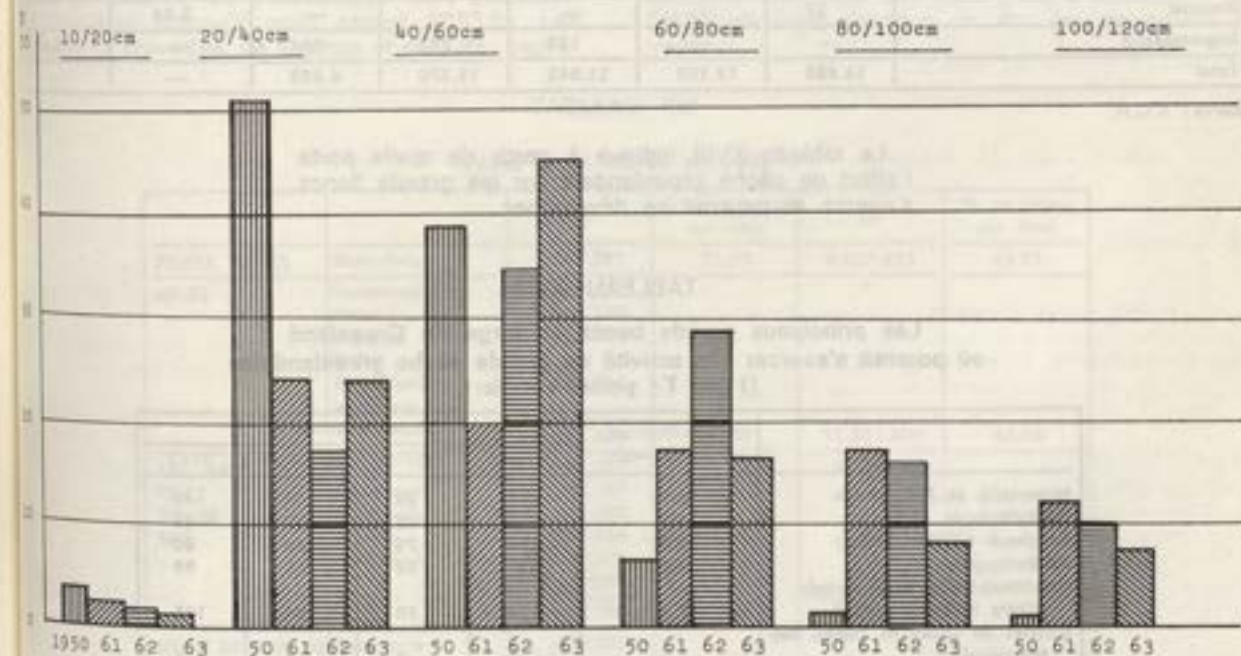
La côte ouest du Groenland en outre est menacée par une pêche excessive. La dimension des morues va en diminuant, sauf dans la classe 40-60 cm, ainsi que le montre le tableau XVI. Soixante-dix pour cent des captures ont de 20 à 70 cm. A moins que des dispositions générales ne soient prises par des organisations responsables tel que l'ICNAF, des menaces de déplétion peuvent rapidement apparaître.

5. Une pêche irrégulière depuis 1962 : en 1965, elle ne représente plus que la moitié de celle de 1962.

En augmentation assez régulière depuis 1950, la production a diminué de 30 % en 1962-1963.

TABLEAU XVI

Tableau de comparaison de la taille des morues



Source : RGTD, Copenhague.

La baisse de production, qui est le reflet d'une certaine déplétion des eaux, s'est poursuivie en 1963-

1964. En 1965, la production était au 1/5 de celle de 1963 ; elle représentait la moitié de celle de 1962.

L'essentiel de cette production est assuré par les Groenlandais, pour la majorité engagés par le K.G.H. A la suite d'une convention particulière, un cinquième est pêché dans les eaux groenlandaises par les Féringiens qui livrent partie de leurs prises à Faeringhavn.

Le poisson est principalement pêché pendant les mois d'été, et très particulièrement de mai à septembre ; plus particulièrement encore en juillet-août. L'été, le poisson est pêché sur la côte ; l'hiver, il se trouve sur les fonds, au large ; mais le temps est trop sévère pour que les bateaux groenlandais s'y

aventurent. En tout état de cause, les fonds sont trop cahotiques pour les chaluts légers et les seines danoises.

La production est principalement concentrée sur la côte sud-ouest, la baie de Disko constituant la limite septentrionale des eaux morutières ; les districts de Nanortalik, Julianehaab Frederikshaab représentant la part essentielle de la production totale de morue salée (55 % en 1964). La production sur ce poste est croissante dans la région d'Angmagasalik (côte est), de 1962 à 1964, elle a presque triplé.

TABLEAU XVII

Production par district : morue évidée pour salaison

	1950	1955	1962	1963	1964	1950 % production	1964
Nanortalik	1.071	666	1.623	1.202	778	6,52	11,69
Julianehaab	2.278	1.723	4.329	2.774	1.116	13,88	16,77
Narsak	267	148	—	—	—	1,62	—
Frederikshaab	1.709	2.155	4.687	2.567	1.768	10,41	26,57
Godthaab	1.703	1.338	1.189	806	347	10,38	5,21
Sukkertoppen	2.679	2.017	2.480	593	632	16,33	9,89
Holsteinborg	1.747	1.578	3.595	1.590	267	10,64	4,01
Egedesminde	3.792	2.175	2.744	2.317	1.222	23,11	18,39
Christianshaab	109	30	18	—	8	0,66	0,12
Jacobshavn	806	171	116	166	34	4,91	0,51
Qutligssat	73	73	—	—	—	0,44	—
Godhavn	114	115	131	112	117	0,69	1,75
Umanak	57	—	—	—	—	0,34	—
Angmagasalik	—	—	130	243	364	—	5,47
Total	16.405	12.189	21.042	12.370	6.653	—	—

Source : K.G.H.

Le tableau XVIII indique à partir de quels ports l'effort de pêche groenlandais sur les grands bancs s'exerce et pourrait se développer.

TABLEAU XVIII

Les principaux grands bancs au large du Groenland où pourrait s'exercer une activité de grande pêche groenlandaise (1 000 T ; poisson entier).

	Classification internationale	Moyenne annuelle			
		1954-56	1957-59	1960-62	1962
Nanortalik et Julianehaab	1.F.	12	30	34	40
Frederikshaab	1.E.	7	30	37	55
Godthaab (Fyllas Banke)	1.D.	114	73	76	80
Sukkertoppen	1.C.	35	39	65	99
Holsteinsborg et Egedesminde (Store Hellefiskebanke)	1.B.	74	70	96	135
District de Disko et région septentrionale	1.A.	3	2	4	5
Divers	N.K.	79	64	102	118
		324	308	414	532

Source : Betaenkning fra Grønlandsudvalget af 1960.

6. L'effort industriel à terre : neuf nouveaux centres morutiers.

Le concours de l'Etat a permis de doter le Groenland d'une infrastructure d'usines. Neuf ont été construites avec des capacités de production allant jusqu'à 20 tonnes. On compte environ 70 installations de poisson salé sur la côte.

TABLEAU XIX
Répartition des usines

	Filets 2 livres	Crevettes 2 livres
Narsak	40.000	6.600 à 11.000
Jukiertoppen (9 usines)	40.000	6.600 à 11.000
Sidthaab	40.000	6.600 à 11.000
Halsinsborg	40.000	6.600 à 11.000
Christianhaab	—	44.000
Jacobhavn	10.000	11.000 à 15.400
Sodruv	—	8.000 à 11.000
Spelseninde	10.000	6.000 à 8.800
Taringerhavn	88.000	—

7,54 % seulement du total des ventes groenlandaises en 1962. Valorisation du poisson par le congelé : le salé couvre désormais moins de la moitié des ventes (en valeur).

La morue n'a représenté en 1962 — en millions de couronnes — que 53,8 % des ventes groenlandaises. En 1950-53, ce pourcentage était beaucoup plus important puisqu'il avait atteint 58,53 %. Les pêcheries de crevettes, de saumon et de flétan repré-

sentent un apport qui est désormais loin d'être négligeable.

La consommation intérieure restant élevée (6 700 t en 1964), seul le solde de la production — qui a été faible en 1963-64 — est, bien évidemment, commercialisé. Le tableau ci-dessous indique les tonnages par produits : salés, séchés et congelés.

TABLEAU XX
Utilisation des prises de morue au Groenland
(en milliers de tonnes poids vif)

Année	Consommation intérieure (poisson frais)	Salage	Séchage	Filetage et congélation	Total
1958	6,5	23,0	3,2	0,8	33,5
1959	6,5	21,7	3,2	3,3	34,7
1960	6,5	21,2	3,1	4,4	35,2
1961	6,5	25,8	3,7	5,7	41,7
1962	6,5	25,6	4,4	6,2	42,8
1963	6,7	14,4	2,7	6,2	30,0
1964	6,7	6,6	1,8	4,2	19,3

La vente totale (en 1963) sur le marché international couvre 8 732,470 tonnes pour une valeur de 24 491 320 Kr.

Le tableau ci-après indique la ventilation par poste et par secteur géographique. Il apparaît que la vente de la morue salée, notamment dans les pays méditerranéens, et du sec salé au Brésil, restent des secteurs essentiels. Les filets gelés à destination des Etats-Unis sont devenus un des grands postes de vente.

TABLEAU XXI

Vente de la morue en 1963

		kg	% en quantité sur total	Kr	% en valeur sur total
FILETS GELES	Etats-Unis	1.853.391	21,22	5.637.453	23,01
SALÉS	Danemark	2.769.650			
	Grèce	941.100			
	Espagne	652.902			
	Italie				
	Royaume-Uni et Suisse	222.968			
		4.586.620	52,52	11.385.909	46,48
SEC SALE	Brésil	952.368		3.880.057	
	Danemark	22.127		23.234	
	Danemark	5.280		5.955	
	Nigeria	602.880		—	
	Cameroun	16.875		—	
		628.996	7,20	2.810.857	11,47
HUILE DE FOIE DE MORUE	Danemark	427.391			
	Suède	105.705			
		533.096	6,10	593.714	2,42
DIVERS		150.592		154.141	
GRAND TOTAL		8.732.470		24.491.320	

8. Problèmes d'avenir : la production groenlandaise n'est pas en mesure d'alimenter toutes les usines installées à terre. Qualification insuffisante.

La production groenlandaise est insuffisante eu égard à l'infrastructure installée à terre et aux exigences budgétaires. A Godthaab Fiske Industri, l'usine n'a été alimentée qu'au tiers ; il convient à l'avenir d'encourager par la propagande, par des sur-salaires, le maintien des pêcheries en activité, d'inciter un plus grand nombre de Groenlandais à travailler en mer. La proportion devra être non pas de 1 pêcheur pour 4 ouvriers d'usine, mais de 1 pêcheur pour 2 ouvriers ; il importera également d'augmenter la productivité.

Des chalutiers plus grands, de 35 à 60 tonnes, seraient souhaitables. Il conviendrait, par le biais de primes, d'inciter le Groenlandais à pêcher toute l'année, notamment en hiver. A l'heure actuelle, on compte qu'une petite embarcation effectue une douzaine de sorties par semaine de 6 jours, la pêche étant pratiquée 240 jours environ par an.

Afin de remédier aux chutes de production signalées en 1963, les prix moyens de morue à l'arrivée ont été augmentés de 0,58 Kr le kg, soit 0,42 F le kg en poids vif.

Problème de qualification : si la main-d'œuvre groenlandaise, qui représentait 7 000 ouvriers en 1965, s'élève au chiffre de 11 500 en 1975, on doit prévoir que les 2 000 ouvriers qualifiés qu'elle comptait en 1965 ne s'élèveront qu'au chiffre de 3 300 en 1975, passant ainsi du taux très faible de 31,40 % à celui fort insuffisant de 28,6 %.

II. CREVETTES ET AUTRES POISSONS

1. Crevettes.

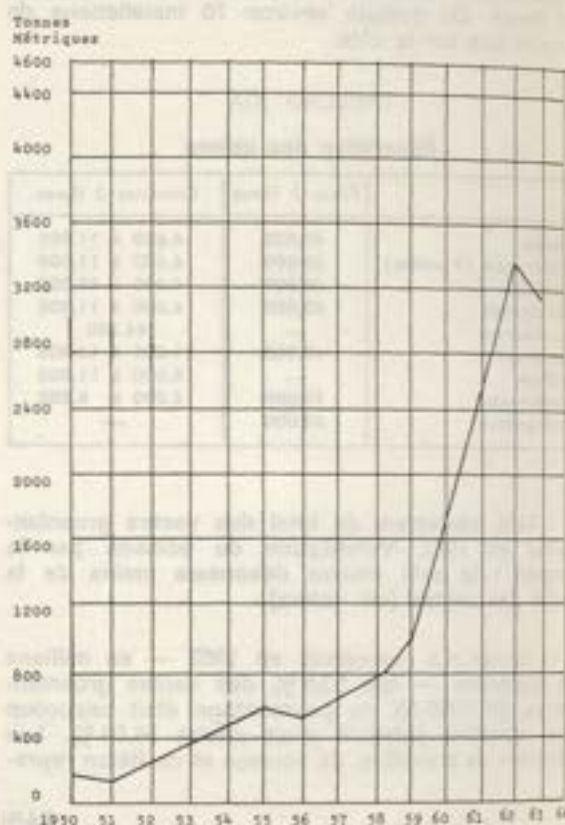
Les pêches groenlandaises, d'année en année, se diversifient. Celles des crevettes restent le second poste de pêcheries. Elles rendent compte en 1963 de 8 % des prises totales en poids et de beaucoup plus en valeur.

Les crevettes sont prises de mai à novembre avec des chaluts à maille de 20 à 22 mm, nœud à nœud, sur de doux fonds de 200 à 500 mètres de profondeur, principalement dans la baie de Disko, par des cotres de 15 à 30 tonnes. Les bourgades de Christianshaab et Jacobshavn sont responsables des trois quarts des prises.

Selon les biologistes, les prises pourraient être très largement augmentées. Les crevettes ont de 3 à 5 années. La production a heureusement crû, de 1963 à 1964, de 13 %, alors même que les pêcheries à la morue s'effondraient.

TABLEAU XXII

Quantités de crevettes pêchées (en tonnes métriques)



Sources : R.G.T.D., Copenhague.

2. Saumons.

Les eaux groenlandaises sont curieusement fréquentées, depuis quelques années, par des bancs de saumons venus du Canada, des États-Unis et même de Suède, d'Irlande et du Royaume-Uni.

Leur pêche intensive et très rémunératrice a prêté à une controverse internationale. En 1964, il en a été pêché 1.387 tonnes ; en 1965, les prises ont diminué de 50 %.

3. Flétans et Capelans.

Le flétan rend compte de 3 % des prises totales. Cette pêche est concentrée dans la région de Jacobshavn.

En 1964, la production s'est élevée à 2.574 tonnes, soit 12 % de plus que l'année précédente. La pêche du capelan représente 3.679 tonnes. Cette pêche est d'autant plus intéressante que ses cours sont élevés.

4. Truites.

31 tonnes ont été pêchées en 1964. De 40 à 60 cm et de 1,5 à 2,5 kg, pêchées principalement en juillet et en août, elles sont essentiellement exportées vers la Suède, gelées ou salées.

5. Loup marin.

Le loup marin a brusquement décliné de 60 % en 1957, alors même qu'il représentait jusqu'alors 12 % des prises totales. Ce poisson, dont la chair est estimée, ne compte plus que pour 3,5 % dans la production totale.

NOUVELLES DIVERSES :

1 - Pêche excessive ou overfishing.

L'overfishing constitue une des grandes préoccupations des organismes internationaux concernés : O.C.D.E., I.C.N.A.F.

Lors du Premier Congrès International des Industries morutières, tenu à Rouen sous l'égide de la Fondation Française d'Etudes Nordiques, les congressistes ont voté, à l'issue de ces journées, la motion dont nous extrayons une des quatre résolutions votées : « Les congressistes du Premier Congrès International de l'Industrie Morutière dans l'Atlantique-Nord : Tradition et Avenir », réunis à Rouen et à Fécamp, les 27, 28 et 29 janvier 1966, sous l'égide de la Fondation Française d'Etudes Nordiques, adoptent les résolutions suivantes :

1° Que les travaux entrepris sur le plan international par les instances spécialisés en vue d'une exploitation plus rationnelle des ressources morutières de l'Atlantique-Nord soient, compte tenu des graves menaces de l'appauvrissement des stocks, poursuivis et développés ;

2° Il devient nécessaire, en effet, que l'ensemble du problème donne lieu à des mesures urgentes, concrètes et satisfaisantes sur le plan biologique, mais aussi acceptables pour les professionnels et applicables par les autorités nationales intéressées. »

L'overfishing aboutit à des **activités véritablement anti-économiques**. On notera que, sur le total récemment pêché par la flotte allemande, 14,6 % en poids ont dû, compte tenu de la modicité des tailles, être transformés en farines de poisson, ce qui a représenté une grande perte financière pour les armateurs. Des mesures de protection telles que celles prises en Islande permettraient aux poissons de grandir normalement et il serait ainsi possible d'utiliser rationnellement les réserves de poisson.

2 - Le 19 septembre 1965, l'accord du Gouvernement de Copenhague avec les îles Féroés a été, après des négociations difficiles, reconduit jusqu'en 1975. Par cet accord, il est reconnu aux îles Féroés **des privilèges de pêche dans les eaux groenlandaises**.

Le traité dano-norvégien sur la côte est du Groenland signé le 9-7-1924 a expiré le 10-7-1965 ; il ne sera pas renouvelé. Le non-renouvellement de cet accord concerne également la **Grande-Bretagne** et la **France** qui disposaient de situations préférentielles au Groenland.

3 - Examens de capitaine de cabotage au Groenland.

Pour la première fois au Groenland, se déroulera l'examen de capitaine de pêche. Neuf (ou sept) Groenlandais se présenteront aux examens de capitaine de cabotage (1^{er} degré) ; dix-sept aux examens de capitaine des côtes.

Les examinateurs viennent du Danemark, l'examen ayant lieu à l'aide d'un interprète. Ces examens seront achevés début avril 1965.

4 - Prêts.

L'Administration groenlandaise consent des prêts importants aux pêcheurs groenlandais. Pour les navires inférieurs à 10 tonnes, les **prêts sont consentis jusqu'à 85 % du coût total, livré au Groenland**. Le prêt est remboursable en dix ans, à 4 % d'intérêt annuel.

Pour les navires supérieurs à 10 tonnes, des **subsidés sont consentis jusqu'à 20 % du coût total du navire**. Des prêts sont accordés pour la différence entre le montant du subside et 90 % du coût. Le remboursement de ces prêts doit s'effectuer en 15 ans, à 4 % d'intérêt.

Pour les navires supérieurs à 45 tonnes, les subsidés peuvent être portés jusqu'à 30 % du prêt total ; l'apport du pêcheur est ainsi réduit à 40.000 Kr pour financer la construction d'un cotre de 45 tonnes dont le coût à la livraison au Groenland serait d'environ 800.000 Kr.

V. RÉCESSION MINIÈRE

Récession minière continue depuis 1961. absentéisme groenlandais à Qutdligssat (lignite).

Dans le même temps où les activités pilotes de la pêche — pêche à la morue — donnent des signes d'essoufflement, l'industrie minière qui avait, au titre de la cryolithe, assuré peu ou prou l'équilibre des paiements, confirme tant au niveau des ventes qu'à celui de la production qu'elle devient un poste économique secondaire.

En 1961, elle assurait en valeur près de la moitié des exportations; en 1964, 26,16 % seulement. Compte tenu de l'affaissement des cours, la production de cryolithe a dû être augmentée de 41 000 tonnes en 1962 à 67 000 tonnes en 1963 — ce qui, en 1964, représente, à la tonne, un prix de 371,76 Kr, soit une baisse de 7,43 % des cours par rapport à l'année précédente — pour que le revenu ne soit pas en baisse trop sensible.

Le charbon ligniteux de Qutdligssat, second poste minier, d'intérêt local, connaît une crise structurelle. L'absentéisme des 223 employés à la mine (1960) dont 191 Groenlandais — 10 000 à 15 000 journées de travail ont été perdues en 1964 — ne permet pas à l'Administration de la mine d'obtenir l'augmentation escomptée de la production à 30 000 tonnes, seule susceptible, dit-on, de rendre la mine économiquement rentable.

Le simple examen des variations de production est significatif : 30 139 t en 1961 ; 26 436 t en 1962 ; 29 685 t en 1963 ; 23 716 t en 1964.

Une nouvelle galerie, de 50 mètres plus profonde, a été reconnue. Elle est riche, mais vu l'absentéisme déjà signalé, son exploitation par les équipes groenlandaises sera-t-elle rentable ? A lire les rapports, on en vient à se demander si une nouvelle politique de l'emploi, du type de celle mise en œuvre à Ivigtut — sur 74 employés, seuls 18 sont Groenlandais — permettrait de résoudre le problème.

En résumé :

NOUVELLES DIVERSES :

L'effort de prospection géologique traduit le souci de l'Administration d'assurer au Groenland des sources de production plus diversifiées.

- Dans la baie de Disko (Umanak), une compagnie dano-canadienne, Greenex, poursuit des prospections de minéral. Il aurait été découvert des filons de minéral de zinc assez pur.
- Près de Nugsuaq, sur la rive septentrionale du Vaigat — sur la rive opposée à Qutdligssat — la compagnie Olan Line prospecte du pétrole.
- Les recherches les plus prometteuses ont été faites dans le domaine de l'uranium et du béryllium. Elles ont été menées à Narssaq, sur la côte sud-ouest. Le prix de revient de l'uranium serait de 200 Kr par kilo, soit le double du prix mondial, mais la teneur en uranium serait plus importante qu'escompté initialement, d'après l'expertise du Centre atomique de Rio : 400 g par tonne. La présence connexe, dans cette région, de thorium et de zinc rendrait, à partir de 1975, l'exploitation projetée plus rentable.

Il est à noter le refus par le Folketing de Copenhague, de créer une Direction géologique distincte et autonome au Groenland. Tant les commissions des partis de la gauche que celles des partis conservateurs y seraient hostiles. En effet, elles verraient en cette initiative un renforcement du Ministère du Groenland, alors même qu'on s'efforce de fonder les attributions de ce Ministère dans les ministères danois intéressés.

1° La mine n'intéresse qu'un très faible effectif de la main-d'œuvre groenlandaise : moins de 300 personnes.

2° L'emploi de la main-d'œuvre groenlandaise à temps plein donne des mécomptes au rythme industriel.

3° Le seul centre industriel important au Groenland, (Ivigtut), emploie essentiellement une main-d'œuvre danoise. Il en était de même dans les mines de plomb et de zinc aujourd'hui abandonnées.

Alors que dans les régions arctiques du Canada, des experts, tel D. JENNESS, préconisent, dans l'intérêt des Esquimaux et des Indiens, le développement de centres miniers, l'expérience négative du Groenland est assurément riche d'enseignement. La génération actuelle n'est en vérité pas faite pour le dur travail de la mine. Le rendement est si insatisfaisant que l'encadrement Blanc doit être toujours plus nombreux. Devant les bilans financiers, on en vient à se demander si ces mines n'ont pas pour but « d'occuper » la main-d'œuvre. A ce compte, d'autres solutions pourraient certainement être imaginées ; dans le domaine de la chasse et de la pêche, notamment.

TABLEAU XXIII
Production minière (totaux)

	1962	1963	1964
Cryolithe (transportée) (1.000 tonnes)	41	67	81
Plomb (transporté) (tonnes)	2.327	—	—
Zinc (transporté) (tonnes)	10.377	—	—
Charbon de Qutdligssat (tonnes)	26.436	29.685	23.716

Trois observations à la suite de ce tableau :

Nouvel abaissement de la production de cryolithe à 51.000 t. Chute de la production à Qutdligssat. Plomb et zinc ne sont plus exploités depuis 1962.

VI. DÉSÉQUILIBRE ACCRU DE LA BALANCE DES ÉCHANGES ET DES PAIEMENTS. STRUCTURE DES REVENUS

Les importations s'élèvent, en 1964, au total de 197 041 000 Kr. Pour l'essentiel, le Groenland reste équipé par le Danemark. En presque totalité, la métropole fournit machines, matières premières, produits alimentaires et produits de grande consommation. Tant en raison de l'effort d'équipement en cours que de l'accroissement de la consommation, les importations croissent plus rapidement d'une année sur l'autre que la population. Les premières sont passées de 169 526 000 Kr en 1962 à 197 041 000 en 1964 (soit une augmentation annuelle moyenne de 14,17 %) et la population, de 35 499 en 1962 à 36 967 en 1963 (soit une augmentation annuelle de 4,13 %).

Les exportations représentent en 1964 un total de 72 486 000 Kr contre 61 749 000 Kr en 1962 (soit 16,8 % d'augmentation annuelle).

Au principal, les pêches constituent le poste d'exportation essentiel : 49 303 000 Kr, soit 68,01 % du volume global des ventes à l'étranger. Les mines

conservent une place importante : 26,16 % du total de 1964 (1962 : 40 %). Les produits de chasse, qui, en 1964, ont représenté 4,16 %, constituent un poste relativement stable, puisqu'en 1963 les recettes en ce secteur s'étaient élevées à 3,61 % du total des exportations. Stabilité également en ce qui concerne les produits agricoles.

Aux Etats-Unis reviennent 19,45 % des ventes, au Royaume-Uni 3,93 %, aux pays méditerranéens : Espagne : 4,64 %, Grèce : 6,43 %. Ces données statistiques, si elles permettent de reconnaître à ces pays une importance essentielle sur le plan des exportations groenlandaises, ne suffisent pas pour juger du volume et de la valeur des exportations. Le Danemark joue en effet le rôle de centre de réexportation, notamment pour le poisson et les produits miniers.

La couverture des importations par rapport aux exportations va en se dégradant : le déficit de 1963 à 1964 s'est accru de 6,64 %.

TABLEAU XXIV

Mouvement des importations par rapport aux exportations

Années	Importations (en couronnes)	Exportations (en couronnes)	Déficit *	
			en valeur	en pourcentage
1964	197.041.000	72.486.000	124.555.000	63,21 %
1963	174.049.000	75.573.000	98.476.000	56,57 %

En augmentation absolue de 6,64 %,
en augmentation relative de 11,73 %.

TABLEAU XXV

Mouvement des échanges (en milliers de couronnes)

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	1963	1964	1963	1964
DANEMARK	158.104	181.448	45.252	47.027
BELGIQUE - LUXEMBOURG	—	—	359	—
GRECE	—	—	5.775	4.665
HOLLANDE	283	—	—	—
ITALIE	—	—	1.382	—
ESPAGNE	567	248	2.398	3.366
ROYAUME-UNI	2.543	1.576	244	2.849
ALLEMAGNE	—	—	606	477
GUYANE HOLLANDAISE	10.542	8.261	—	—
ETATS-UNIS	—	—	19.557	14.102
VENEZUELA	2.010	5.508	—	—
TOTAL	174.049	197.041	75.573	72.486

Balance des comptes et des paiements : Investissements et frais annuels d'exploitation sont supérieurs de près de cinq fois au montant total de la production groenlandaise.

L'analyse est rendue des plus difficiles par la position très particulière qu'occupe le Groenland dans l'ensemble de l'économie danoise. Comme nous l'avons maintes fois indiqué dans les numéros précédents d'INTER-NORD, l'économie groenlandaise n'est pas à proprement parler une économie de marché puisque les achats et les ventes, pour 80 % des transactions, se trouvent sous le contrôle d'un organisme d'Etat : le Kongelige Grønlandske Handel ou K.G.H.

En matière de balance des échanges, le Groenland est en 1964 — pour autant que l'île soit considérée comme une entité autonome — déficitaire de 63,21 %. Toutefois, les chiffres figurant aux exportations sont à des prix de production, cependant que les denrées d'importation sont à des prix de marché. Il est donc difficile de comparer des chiffres de niveaux différents et la fourchette déficitaire est sans doute moins élevée qu'il n'apparaît. En outre, on rappellera que le créancier est le Danemark lui-même.

Si l'on considère la balance des paiements, il est clair qu'en son état actuel de sous-développement, le Groenland est fortement créancier. Toutefois, cette balance est complexe à analyser ; en effet, ne figurent pas dans les comptes groenlandais les revenus provenant des taxes sur les bénéfices des sociétés danoises opérant au Groenland et dont le siège social est à Copenhague ; ne figurent pas, en outre, les mouvements de fonds danois dans les bases américaines au Groenland (pour ce qui concerne les sociétés sous-traitantes).

Le montant annuel des investissements de l'Etat ajoutés aux frais annuels d'exploitation — 141 millions de couronnes en 1964 — représente un total de 277 millions de couronnes, largement supérieur au montant total des revenus groenlandais. L'importance des investissements actuels (1964 : 136 millions de couronnes) tient en partie au fait que le coût du travail est double au Groenland et que, avant 1939, les investissements étaient si faibles qu'ils atteignaient rarement 1 million de couronnes.

La lourdeur des débours de ces dernières années est le prix de retards accumulés. Dans la période 1950-1964, les investissements ont atteint une moyenne annuelle de 55 millions de couronnes. La forte augmentation a été principalement observée après 1960.

Pour la période 1950-1964, la décomposition des investissements se précise de la sorte : 28 % étaient consacrés à l'infrastructure (ports, électricité, ateliers), 26 % au logement, 27 % seulement aux investissements du K.G.H., 12 % aux hôpitaux et écoles, 3 % seulement aux crédits de construction de bateaux.

TABEAU XXVI

Récapitulatif des investissements
Dépenses de fonctionnement de l'Etat danois
au Groenland (1950-1964)
(en millions de couronnes)

	1963	1964
Ministère	61	69
K.G.H.	33	44
Crédits	17	23
Ensemble investissements	111	136

Une nouvelle structure des revenus : les produits naturels ne représentent en valeur que 12,3 % des salaires et revenus dépensés au Groenland en 1963.

Depuis vingt ans, la structure des revenus s'est profondément modifiée. Avant 1950, les quatre cinquièmes des revenus provenaient de la chasse au phoque et au renard, de la pêche et de l'agriculture. En 1963, la seule organisation du K.G.H. a acheté pour 13 953 400 Kr, cependant qu'elle a vendu pour 112 545 400 Kr. Des facteurs intercalaires n'apparaissant pas dans le détail, des comptabilités statistiques officielles doivent être prises en considération : en fait, ce sont principalement les salaires des ouvriers participant à la construction des ports, des bâtiments, des logements, des ateliers, etc. (1). C'est dire l'importance de ce salariat d'origine métropolitaine, saisonnier ou permanent.

Dans le chiffre d'affaires global du K.G.H., la valeur de production des produits naturels représentait en 1963, 12,39 %. Ce pourcentage est, pour les raisons plus haut indiquées, moins élevé dans le Sud du Groenland, industrialisé (10,11 % que dans le Nord-Ouest (14,16 %), et le Nord (Thulé) (19,67 %) ou la côte est (11,83 %).

(1) Certains achats sont faits à des boutiques privées. Nous n'avons aucun moyen statistique de les apprécier. Ils sont relativement faibles (10 % à 20 % du total des achats ?).

NOUVELLES DIVERSES :

1 - Amélioration de la balance des échanges par le tourisme.

A l'instar de l'Alaska, et bénéficiant du fait que l'île est sur la route aérienne polaire, l'Administration groenlandaise a étudié une politique hôtelière susceptible d'attirer les clientèles européenne et américaine. On envisage que les touristes dépenseront 200 Kr par jour (soit, au cours actuel de la couronne danoise — 0,70 F —, 140 F).

Un gros effort est tenté pour raviver l'artisanat. Un comité de promotion de l'art populaire s'est créé à Godthaab. La compagnie MIK enregistre des danses et présente des manifestations théâtrales.

2 - Budget du Groenland.

Le Landsraad à Godthaab a approuvé la loi de finances pour 1965 dont le budget s'élève à 307 millions de couronnes (en 1964 : 265 millions de couronnes).

Au cours de cette assemblée, il a été demandé que le K.G.H. et le G.T.O. soient progressivement remplacés par des entreprises d'initiative privée, les Groenlandais qualifiés ayant priorité sur les Danois pour prendre possession des entreprises danoises.

3 - Concurrence et bureaucratie.

Selon M. Ph. Th. OLESEN, directeur d'une boutique privée à Godthaab, il y a moins de différence entre les conditions de vie des Groenlandais et des Danois « privés » qu'entre ceux-ci et les fonctionnaires danois. La bureaucratie règne au Groenland ; la concurrence serait nécessaire.

4 - Surplus américains ; vente à crédit dans les magasins du K.G.H.

Les surplus américains seront mis en vente par le K.G.H. qui, en tant qu'intermédiaire, touchera 10 %.

Dans les boutiques, des centres frigorifiques sont installés afin de faciliter la vente de viandes de phoque et d'agneau surgelées. La vente à crédit a également été introduite.

VII. LE MALAISE SOCIAL

Le malaise socio-politique s'étend à des couches de population toujours plus étendues. Ce fut une véritable surprise pour l'opinion danoise de relever qu'aux dernières élections de 1964, le parti « Inuit » avait obtenu un tiers des voix. Son programme vise à obtenir d'abord la réalité de l'intégration du Groenland au Danemark, c'est-à-dire, à tous égards, l'égalité entre Danois et Groenlandais, ensuite le respect, tant dans la langue que dans les principes d'organisation, de l'entité groenlandaise.

La Presse, tant au Danemark qu'au Groenland, fit état de déclarations vigoureuses de personnalités groenlandaises. Au correspondant du *Politiken*, Mme A. HOLM, présidente de la Commission de prévoyance sociale à Godthaab, déclarait qu'il y avait trop de différences entre les conditions sociales au Danemark et au Groenland. « Il est versé 612 Kr par an d'allocations familiales au Groenland contre 105 au Danemark, 160 Kr par mois de pension d'invalidité et de vieux (et 187 si les deux époux y ont droit) contre 489 et 719 Kr au Danemark. »

Dans le même temps, les Groenlandais regrettent leur manque de connaissance de la langue danoise leur soit professionnellement préjudiciable, cependant que nombre de Danois ignorent la langue groenlandaise. En 1963-64, sur 180 professeurs ayant réussi à l'examen pédagogique danois, 13 seulement étaient bilingues. Selon un jeune policier groenlandais, Niels HOLM, il est déploré par la population que les ouvriers danois et nombre de cadres ignorent tout des réalités actuelles et en soient restés à des concepts inconsistants (iglous de neige, Esquimaux primitifs, etc.) faisant fi d'une évolution multiséculaire. Une incompréhension latente entre les deux communautés en résulterait.

Enfin, la crise morale s'approfondit. Le « lumpen-prolétariat » qui s'accroît dans les villes, cette jeunesse, toujours plus nombreuse, déracinée, appelle pour son orientation des décisions rapides. Outre que la consommation d'alcool augmente dangereusement,

que les maladies vénériennes s'étendent, la criminalité atteint un niveau record : 2 122 affaires contre 1 604 en 1964, une grande partie des délits étant le fait d'enfants de moins de 15 ans. Alors qu'avant 1950, le Groenland ne comptait pas de police, dix-sept années après la mise en œuvre du plan d'intégration progressive, l'effectif de celle-ci est de 45.

Dans ce contexte, les déclarations des notabilités prennent un relief particulier. Hans Jacobi, ancien administrateur du Groenland, regrette l'évolution rapide en cours. « Le vieux temps » a pris fin, au cours duquel l'autorité danoise était comme la conscience de ses administrés. Il affirme qu'il ne consacrerait pas aujourd'hui sa vie d'homme au Groenland ; la situation s'y avère incertaine, et les réalités parfois infiniment désagréables. Plus tranchant, Jorgen Petersen, professeur de droit politique à Copenhague, a vivement critiqué la politique suivie depuis 1950. Jamais, dit-il en substance, le Groenland ne pourra justifier par son développement économique les investissements considérables consentis. Cette île ne peut être industrialisée. Le bilinguisme, sur place, pose de graves problèmes. L'émigration vers le Danemark des Groenlandais soucieux d'un niveau de vie plus élevé devrait être encouragée, l'économie de la grande île s'orientant dans les limites mêmes de sa géographie et de son écologie au reste fort limitées.

A l'opposé, semble se dessiner dans certaines couches de l'opinion groenlandaise l'idée que le dossier financier et économique du Groenland est loin d'être clair, que les statistiques publiques sur la balance des paiements ne sont pas probantes, de nombreux éléments n'étant pas pris en considération. Dans un récent exposé à la radio danoise, M. Bent Nielsen en arrivait même à poser la question suivante : compte tenu des bases américaines au Groenland, le Groenland est-il une source de revenus pour la métropole ou y a-t-il équilibre entre dépenses et revenus ? (B.T. 26/3/65.) M. Knud Hertling, député groenlandais au Folketing, fait remarquer le caractère

anormal de la politique de la Commission économique de 1960, qui proportionne les crédits d'investissement au Groenland aux possibilités de rentabilité. « La relation qui existe, en tant que société plus ou moins évoluée, entre l'activité économique de sa population et l'augmentation de ses revenus est reconnue aussi au Groenland », dit la Commission. La loi de 1953, qui considère le Groenland comme partie intégrante du Danemark, ne pourrait autoriser, selon M. Hertling, de tels principes économiques.

Que les « Anciens » et les « Modernes » s'affrontent, que les Groenlandais affirment toujours davantage leur personnalité, on ne peut toutefois méconnaître l'inquiétude de l'opinion publique devant les dépenses grandissantes des plans en cours. Dans une interview au B.T., M. Jorgen Petersen faisait ressortir le paradoxe qui consiste à **mettre en œuvre pour la décennie 1966-75 des investissements et dépenses de 2,1 milliards de couronnes**, pour une population actuelle de 36 000 habitants qui n'a de cesse d'élever des réclamations financières. **Calculé par habitant, le plan d'investissement implique une moyenne de 4 500 couronnes par an, soit le double de ce qui est actuellement investi au Danemark.** Si les chiffres et rapports énoncés sont justes, il convient de rappeler toutefois que, compte tenu des conditions locales et de l'éloignement, les frais sont doubles dans la grande île de ce qu'ils sont au Danemark.

Devant l'ampleur des débours à consentir et l'incertitude des lendemains, cette atmosphère d'ajustement difficile, de bilinguisme complexe, de réclamations de toutes sortes, devant cette agitation pour l'égalité des salaires, on croit déceler une inquiétude qui monte. La question sous-jacente est la suivante : les ressources tant minières que poissonnières seront-elles assez importantes pour justifier l'industrialisation et pour satisfaire les besoins toujours plus grands d'une population en rapide augmentation ? Par ailleurs, la main-d'œuvre, que tout montre instable face au travail continu en usine, se pliera-t-elle aux normes impitoyables d'une économie moderne ?

Les principales difficultés en cours peuvent être rassemblées sous trois rubriques :

- égalité des salaires entre ouvriers groenlandais et ouvriers danois contractuels,
- problèmes de langue,
- problèmes scolaires.

1. **Egalité des salaires, à qualification égale. Mobilité non reconnue de l'emploi.**

C'est le principal contentieux actuel. Etant donné le sous-développement du pays, les Groenlandais ne payent pas d'impôts et ne sont pas astreints au service militaire. Il est nécessaire que les contractuels danois bénéficient d'une prime de « mission lointaine ». Aucun candidat qualifié ne se présenterait en cas contraire. **L'opinion groenlandaise juge détestable que, — le Groenland étant partie intégrante du royaume — des formes de ségrégation puissent encore avoir cours.**

A tous les niveaux, de nombreuses discussions se poursuivent pour réformer la législation datant de 1958 et qui se réfère au lieu de naissance. **L'effet psychologique de cette législation est déplorable.** Le G.A.S. et le K.N.A.P.P. sont particulièrement actifs dans leurs protestations à cet égard.

Autre point de contestation soulevé : la mobilité de l'emploi, en fait, n'est pas reconnue, la main-d'œuvre groenlandaise n'étant pas autorisée à travailler dans les bases militaires.

2. **Développement de la langue danoise et maintien de la langue groenlandaise.**

Les rapports techniques et administratifs s'établissent, au principal, très normalement dans la langue danoise. Une promotion groenlandaise implique donc un enseignement poussé de la langue danoise dans les premières classes. Au Landsraad, en mai 1965, l'assemblée s'est inquiétée des voies à suivre pour maintenir la langue originale, tout en favorisant le développement de la langue danoise. A la lecture des débats du Landsraad, il apparaît que les voies de cette politique de bilinguisme ne sont pas clairement précisées.

3. **Problèmes scolaires.**

L'école constitue bien évidemment la clé de l'avenir. C'est par elle que les Groenlandais obtiendront la formation technique recherchée ; **c'est en formant rapidement des cadres groenlandais que sera évitée l'émigration saisonnière d'experts danois.**

La Commission du Groenland 1960 s'est fixé pour principe l'instauration d'un enseignement particulier au Groenland, mais tel qu'il offre des équivalences de droit pour tout emploi au Danemark. **L'école est obligatoire de 7 à 14 ans**, l'enseignement étant dispensé, en 1963-64, par 385 professeurs, groenlandais pour moitié. Les effectifs scolaires vont croissant : 6 000 enfants en 1961, 14 000 en 1975, **soit plus du double en 14 ans.**

Il est en outre envisagé par le Conseil, afin d'assurer un enseignement plus complet, les mesures suivantes :

1. **Allongement, dans les villes, de deux années au moins, de la durée de l'enseignement.**

2. **Enseignement plus intensif du danois dès les premières classes.**

3. **A l'âge de 12 ans, les enfants des petits postes seront envoyés dans les internats des grandes villes.**

4. **Développement de l'enseignement professionnel de préférence au Groenland ; dans certains cas seulement, au Danemark.**

5. **La main-d'œuvre féminine pourra être particulièrement tournée vers les occupations de séges-femmes, infirmières, assistantes sociales, assistantes-économistes. Une école ménagère à Godthaab devrait pourvoir à ces besoins.**

LE CANADA EN 1966

- I. — **La situation générale**
par Daniel Nat. p. 121
- II. — **The Canadian North : general survey**
by Don C. Foote p. 125
- III. — **Distorsion des développements économiques dans le Nord Canadien et problèmes socio-ethniques**
par Jean Malaurie p. 130
- IV. — **Le Canada : données statistiques sur l'évolution économique**
par Daniel Nat. p. 134

LE CANADA EN 1968

I - La situation générale	127
II - Le Canada (partie générale)	132
III - L'économie et les ressources	135
IV - Le Canada (partie spéciale)	138

CANADA

CANADA

Les
partie
sur
rond
proce
u'elle
il. C
omie
poch
oulig
on
sulle
onle
sum
fun
le b
comp

LE CANADA EN 1966

par Daniel NAT *

I

LA SITUATION GÉNÉRALE

L'EXPANSION TOUJOURS CONTINUE DE LA PRODUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT EXCEPTIONNELLEMENT ACCRU DES INVESTISSEMENTS CONFIRMENT L'AMPLEUR DE LA MUTATION DONT LE CANADA EST LE THÉÂTRE. MAIS L'ALOURDISSEMENT CONSIDÉRABLE DU DÉFICIT EXTÉRIEUR ET UN RECOURS EXCESSIF AUX SEULS DÉBOUCHÉS NORD-AMÉRICAINS ANNONCENT QUE L'ACCÈS DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE AU STADE DE LA PUISSANCE N'IRA PROBABLEMENT PAS SANS LUI IMPOSER DES ÉPREUVES MAJEURES.

LE DÉVELOPPEMENT DU NORD COMMENCE À POSER DES PROBLÈMES FINANCIERS ET SOCIAUX. OUVERTURE DU COMPLEXE DE PINE POINT.

Les indications globales intéressant la première partie de 1966 et 1965 sont suffisamment manifestes pour rendre évident que l'ascension économique canadienne a bien dépassé le niveau où de simples circonstances de conjoncture, aussi défavorables qu'elles soient, suffiraient à défaire le progrès accompli. C'est que, plus encore qu'elle n'a avancé, l'économie canadienne s'est surtout modifiée, et les précédents numéros d'INTER-NORD ont pu noter et souligner que la « lisibilité » du phénomène d'expansion dont elle est le théâtre serait probablement nulle si l'on n'apercevait de quelles mutations structurales il procède, ou se révèle solidaire. Réciproquement, et l'on y insistera plus loin, la formulation d'un pronostic à court ou moyen terme ne peut plus se borner à une appréciation des tendances de conjoncture à venir : celles-ci, certes, figurent en

« abscisse », mais tributaires, désormais, d'indications de structure à faire, dans le même temps, figurer en « ordonnée » — et, dans cette mesure, il est certain que les notions de « régression », « récession », ou même « progression » relèveront, pour une durée plus ou moins grande, d'une acception assez spécifiquement canadienne.

PRODUCTION, EMPLOI :

des taux de progression sans équivalent international.

Les quinze derniers mois en convainquent, en tout cas, pour celle d'« expansion » — qui, véritablement, a revêtu au Canada un sens, une portée et, surtout, des dimensions internationalement sans équivalent. Le produit national brut 1965 (prix du marché) progresse de près de 10 % sur 1964 ; en 1964, son avance de 8 % excitait l'étonnement, car l'on tenait, déjà, pour exceptionnel l'exhaussement de 6,6 % qu'il avait réalisé en 1963. Quant à la production

* Centre d'Études Arctiques et Finno-Scandinaves E.P.H.E., Paris.

industrielle, on rappellera que les + 8,2 % en volume gagnés par elle en 1964 tranchaient trop sur les + 5,3 % de 1963 pour n'être pas considérés comme une péripiétie d'exception, quelque peu excentrique au profil moyen d'expansion, tenu assurément pour fort bon avec 5 à 6 % de progression annuelle. Or, en 1965, les niveaux non seulement confirment la tendance de 1964 mais en redressent même le taux de progression en volume. Ce n'est pas tout. Janvier 1965 avait semblé annoncer une certaine pause (+ 6 % d'avance, seulement, sur janvier 1964) — et l'on ne s'en étonnait évidemment pas. Janvier 1966, tout au contraire, avec rien de moins que 9,2 % d'avance sur janvier 1965 paraît annoncer un maintien, voire une accélération du mouvement. **Un décroché s'est même formé entre le dynamisme de la production et celui de la consommation.** Cette dernière, dont l'expansion en 1964 (8,5 %) ne le cédait pas à celle du produit national (8,8 %), plafonne, en 1965 et au moins jusqu'au dernier trimestre, à 8 %.

Un phénomène identique — et la signification de celui-ci est, assurément, fondamentale — marque soudain les rapports entre la production non agricole et la quotité de main-d'œuvre nouvelle : de janvier 1965 à janvier 1966, la population active civile s'accroît de 295 000 unités, mais les secteurs secondaire et tertiaire accroissent, dans le même temps, leur volume d'emploi de 306 000 salariés. **Une des deux indications économiques témoignant, quantitativement, de l'amplitude la plus forte tout au long de 1965 intéresse le taux de résorption du chômage : 17 % de contraction pour l'année, rebondissant à 22,6 % en janvier 1966, soit, par rapport aux niveaux correspondants de 1964, 3 points procentuels d'amélioration pour le premier chiffre et 12 pour le second.**

INVESTISSEMENT, EPARGNE :

leur croissance est simultanée.

L'autre indication ressortit à la formation brute de capital fixe des entreprises. Les chiffres ne sont ni moins forts ni moins significatifs — puisqu'ils établissent qu'en 1965 l'investissement global (construction non résidentielle ou résidentielle, machines et équipement neufs), pour la première fois dans l'histoire économique du Canada, dépasse le cinquième de la dépense nationale totale (aux prix du marché), égale le montant, intégré, de toutes les exportations canadiennes, déborde de 14 % le niveau atteint par les investissements de 1964 qui, eux-mêmes, excédaient de 20 % les immobilisations de 1963. Mais il y a plus. L'examen des chiffres afférents respectivement aux deux premiers trimestres de 1965 et 1966 — et considérés, cette fois, en dollars constants (1957) — rend net que cette cadence, déjà stupéfiante, tend encore à s'accélérer. Les deux premiers trimestres de 1965 — accusant, semble-t-il, quelque fatigue après l'énorme progression réalisée en 1964 — ne dépassaient la période correspondante de 1964 que d'un peu plus de 5 %. C'est de près de 17 % que le premier semestre 1966 avance sur son homologue de

1965 — avec une poussée de 22 % dans le compartiment des constructions non résidentielles, suivi de près par les immobilisations en machines et équipements neufs, qui s'accroissent de 18 %.

Relevant en 1965 des indications de même sens qu'en 1964, une étude de l'I.N.S.E.E. français (1) notait « la simultanéité de l'accroissement des dépenses de consommation et d'investissement se reflète dans la baisse de plus de 10 % de l'épargne nette des particuliers malgré le développement rapide du produit national ». Or, en 1965-1966, c'est ce « reflet » lui-même qui disparaît. Alors que la progression du produit national demeure aussi vive, que les dépenses de consommation n'ont pratiquement pas reculé, mais que la formation brute de capital fixe élargit son assiette, l'épargne nette des particuliers dont on pourrait, en effet, supposer qu'elle s'est engagée, et plus encore qu'en 1964, dans le mouvement accumulé de l'économie, marque un gonflement véritablement étonnant de 40 % (dollars courants) sur 1964. Et elle le marque, au surplus, de manière très hautement significative puisque c'est, par rapport à 1964, continûment et mois par mois que les dépôts se révèlent beaucoup plus forts et les retraits considérablement plus faibles.

STRUCTURE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE :

diversification et hiérarchisation s'accroissent.

L'aspect spécifiquement structurel des diverses données quantitatives confirme par ailleurs, et, semble-t-il, sans contestation possible, l'élargissement certain des rapports de corrélation entre la progression extrinsèque de l'économie et son progrès intrinsèque, entre l'expansion et la mutation.

Le compartiment des productions de biens d'équipement attire, à cet égard, derechef, l'attention. Dès 1964, on le rappelle, l'avance prise par les productions durables sur les autres confirmait, déjà, l'amorce d'un processus de différenciation au sein de la production industrielle — perceptible dès l'année 1963, durant laquelle la progression globale de 5,4 % des productions manufacturières enveloppait, en réalité, une avance forte des biens durables (+ 6 %) et beaucoup plus modérée des non durables (+ 4,8 %). Le véritable bond en avant effectué, alors, par l'industrie automobile y jouait, toutefois, un rôle trop prédominant — et sa signification, au surplus, ne se révélait pas suffisamment cautionnée par l'avance simplement bonne des autres compartiments de biens durables — pour ne pas se demander si le phénomène préjudicait à un mouvement de hiérarchisation interne de la production industrielle, ou bien ressortissait simplement au retard conjoncturel de certains types de production sur d'autres. L'année 1964 devait

(1) I.N.S.E.E. Notes sur la situation économique, n° 258 ; Paris, 1965.

avec une grande partie de ces doutes : non seulement, à une poussée très forte de l'industrie dans son ensemble (+ 8 %) répondait une **beaucoup plus** forte des productions durables (+ 10 %), mais aussi, et surtout, la progression de l'industrie automobile ne trouvait être, cette fois, presque moitié moins grande que celle de la métallurgie primaire et très nettement plus faible que les fabrications de machines industrielles.

Il est certain que l'année 1965 témoigne, à cet égard, d'une manière de revanche de l'industrie des véhicules — mais il l'est encore beaucoup plus qu'elle consacre, avant tout, la formation au sein de la production manufacturière des divers plans de clivage qui marquent l'accès d'une civilisation industrielle à sa pleine complétude fonctionnelle. La disjonction entre l'expansion spécifique des produits durables et celle des non durables s'accuse : + 11,5 % pour les premiers contre 6 % pour les seconds, dans la perspective d'une avance globale de l'industrie ressortissant à 8,5 % — mais, cette fois, l'avance des productions durables ne relève plus de la surpoussée à l'une d'entre elles. Assurément, l'industrie automobile avait un retard à rattraper sur 1964 : son formidable ressaisissement (+ 26,7 % sur 1964 — puis, en janvier 1966, ... 30 % sur janvier 1965) n'est nullement tel, toutefois, que la production de machines le réalise, quant à elle, une avance de 16,4 % sur les chiffres de 1965 et la métallurgie primaire de 10 % (11,5 % sur janvier 1965 en janvier 1966).

LES CONTREPARTIES DU DYNAMISME :

l'ajustage des échanges extérieurs et détérioration des balances.

Il est bien certain que des forces et des taux d'expansion aussi « déraisonnables », qu'une semblable vitesse de mouvement et de croissance ne peuvent aller ni sans quelque dommage, ni sans quelque désordre. Si l'ampleur et la vigueur, sans précédent national et sans équivalent international, du développement économique global et des rythmes de production constituent, pour le Canada, un trait fondamental des quinze derniers mois — accusé, au reste, et accompagné par une mainmise croissante de la céréaliculture canadienne sur le marché mondial des grains —, il convient aussitôt d'ajouter que 1965 et le premier semestre 1966 marquent, aussi, l'apparition dans les comptes nationaux de processus manifestes de perturbation et de détérioration qui, pour être, en une telle occurrence, presque inévitables, ne vont pas, pour autant, sans se révéler préoccupants.

La balance commerciale et celle des paiements internationaux en témoignent. De 1963 à 1964, les exportations, quasi irrésistiblement, s'étaient développées de près de 20 % (contre 9 % de 1962 à 1963) — débordant, ainsi, toutes les autres composantes du mouvement économique et, notamment, les importations qui, en dépit d'énormes exhaussements des

biens d'équipement (+ 51 % pour les produits métallurgiques, + 30 % pour les machines, + 34 % pour les moteurs), avaient elles-mêmes borné leur progression générale à 14 %. Mis à part le système des échanges commerciaux U.S.A. - Canada, l'excédent 1964 dépassait un milliard et demi de dollars (1 509) et permettait à l'économie canadienne de solder 808 millions de déficit à l'égard des Etats-Unis tout en maintenant un solde final favorable de 700 millions — soit le quadruple de 1962 et près de 50 % de plus qu'en 1963. L'année 1965 renverse complètement cette tendance. Les exportations ne s'accroissent que de 6 %, alors que les importations maintiennent un rythme d'exhaussement de 14 %, et l'excédent final de la balance commerciale marque, ainsi, un recul de 83 % sur 1964. Les ventes canadiennes à l'étranger ne dépassent plus que de peu le niveau de l'année précédente — comme si celui-ci voisinait la capacité d'absorption maximale des marchés internationaux. On le mesure, en tout cas, à la distribution géographique des exportations canadiennes — qui fait apparaître une sorte de plafonnement de l'expansion commerciale : en ce qui concerne le Royaume-Uni, des circonstances connues l'expliquent ; mais pas en ce qui concerne les pays de la zone de Libre-Echange (+ 4 % seulement), l'Europe orientale et centrale (- 34 %). D'où un véritable reflux des marchandises canadiennes vers les zones de haute conjoncture et, au total, vers les Etats-Unis et le Marché Commun — qui absorbent, certes, mais qui, pour la même raison, vendent. Le déficit de la balance commerciale du Canada dans ces deux directions le démontre, et il est significatif : les débouchés canadiens dans la Communauté économique européenne se sont élargis en 1965 de 12 % — mais au prix, toutefois, d'un accroissement de 27 % des achats canadiens dans cette zone, si bien que les exportations canadiennes consolident moins leur position en Europe occidentale que celle-ci n'améliore la sienne au Canada même. Quant aux Etats-Unis, ils n'augmentent de 13 % la part faite aux marchandises canadiennes qu'en contrepartie d'un développement de 17 % de leurs ventes au Canada, en sorte qu'à 200 millions de dollars près, le déficit commercial canadien à l'égard des Etats-Unis s'accroît de 100 % sur 1964. Si l'on ajoute que la balance non commerciale fait, elle-même, apparaître une nouvelle accentuation du déficit (+ 5,3 %), la balance globale de compte courant hausse pour 1965 le découvert du Canada à l'égard des Etats-Unis à près de 2 milliards de dollars.

L'APPRENTISSAGE DE LA PUISSANCE

Que dans une économie animée d'une telle intensité de mouvement des problèmes nouveaux se posent, qui procèdent de son expansion même, on ne peut, naturellement, s'en étonner. En une large mesure, le Canada ne fait là que respecter un rendez-vous avec les probabilités — et il s'en faut même, vraisemblablement, de beaucoup qu'il ait réellement accédé au plein des difficultés dont il devra, sans doute, payer sa croissance. Le comportement des

salaires et des prix en 1965 ne laisse, simplement, que soupçonner une « surchauffe » latente : pour un développement de la masse salariale de 11 %, le gain horaire moyen n'avance, dans l'industrie, que de 4,5 % pour les durables et 3,7 % pour les non durables ; les prix de gros — hormis le comportement des non ferreux — ne gagnent que 2 % sur 1964 ; les prix de détail 2,4 %. Mais la masse monétaire (monnaie en circulation et dépôts) s'est accrue de près de 10 % ; les avances et crédits consentis par les banques à charte de près de 20 %. Assurément, l'énorme progression de l'épargne personnelle, le développement des avoirs monétaires du public maintiennent pour le moment, et plus que largement, l'équilibre dynamique du système. Le Canada, qui gagne beaucoup, peut payer beaucoup. Mais, au fur et à mesure de l'exhaussement du potentiel productif — et cet exhaussement est exceptionnellement rapide —, les conditions, et même les possibilités d'ajustement de la production au réseau global des marchés disponibles poseront des problèmes dont les termes se révéleront, progressivement, plus complexes et plus rudes. Et l'on peut, assez raisonnablement, gager qu'au cours des mois et des semestres à venir la contenance des composantes principales de la conjoncture intérieure ne manquera pas d'en témoigner.

Elle y manquera d'autant moins que les deux dernières années, et surtout 1965, convainquent que l'exutoire américain coûte finalement, et coûtera

nécessairement au Canada plus qu'il ne lui rapporte. Sans doute, si le Canada n'était présentement le théâtre que d'un simple « boom », l'on comprendrait qu'une telle perte n'empêche nullement, et même favorise, d'heureuses prises de bénéfice — après lesquelles un nouvel état de conjoncture limiterait, au total, son effet à défaire ce que l'état précédent avait rendu possible. Or, une telle hypothèse ne paraît plus recevable. L'investissement, surtout quand il est consenti avec l'ampleur et la constance qui caractérisent depuis trois ans les immobilisations canadiennes, les conséquences productionnelles qu'il a, qu'il ne peut pas ne pas avoir — et dont la moindre n'est pas l'apparition d'une véritable **structuration** en profondeur de presque tout le secteur secondaire — équivalent à l'implantation dans la matière même de l'économie, de fondations qui consolident, certes, mais qui, aussi, bloquent et fixent le terrain : le temps de l'irréversible commence, et les inversions de conjoncture, cette fois, cessent de borner leur signification à une oscillation, sans péri majeur, du favorable au défavorable. Lorsque c'est de toutes ses forces, de tout son poids que l'économie existe et progresse, c'est aussi de tout son poids, de toutes ses forces qu'elle risque désormais de payer le prix des arrêts. Et si, visiblement, le Canada accède peu à peu aux moyens, aux privilèges et, bientôt, aux fins d'une économie de puissance, non moins visiblement s'ouvre en même temps, pour lui, avec l'ère des responsabilités nouvelles, celle de dangers qu'il ne connaissait pas encore.

THE CANADIAN NORTH

GENERAL SURVEY

by Don Charles FOOTE *

The Canadian North is that area within the present borders of the Northwest and Yukon Territories to include marine waters for a distance of about 10 miles from shore. This vast region is made up of 1,511,979 square miles, of land and fresh water and about 39,320 miles of coast line. In total area this represents about 40% of the nation's land and fresh water and over 60% of its inshore marine waters.

Canadians have often looked upon their north as a wilderness. Many have called it the last frontier to be conquered by the nation. But the north is not untouched. We, the Europeans and their descendants, explored and exploited the north before we opened up the far west. Alexander Mackenzie saw the Arctic Ocean before he saw the Pacific.

The Canadian North has been utilized by man for thousands of years. First, of course, were the indigenous people who invaded and used nearly every portion of the region from the sub-arctic forests to the barren arctic islands. Their descendants, or later immigrants, the Eskimos and Indians, still occupy and use large portions of the region, perhaps as much as 350,000 square miles. The first Europeans to harvest north Canadian resources were probably Norse settlers from Greenland nearly 1,000 years ago. In any event, by 1578 Martin Frobisher was mining iron on Baffin Island. Less than a century later northern furs were pouring down the Hudson's Bay watershed to be loaded on ships bound for Europe. Soon after whalers and fishermen began to sail farther north to reap rich harvests of marine resources from the Labrador Sea and Davis Strait areas. By the time of Confederation in 1867, the Canadian north

had yielded to European resources worth tens of millions of dollars. In return the European had made practically no investment in the north. There were a few trading posts in the central and western regions and scattered whaling stations in the east. By and large European investment was confined to materials and labour obtained in the temperate zone. Government expenditures were limited almost solely to sporadic geographical and scientific exploration.

During the first 90 years after Confederation, from 1867 to 1957, what contribution did the Canadian north make to the national economy? And what has been the national investment in the north during the same period? Although complete statistics are not available to answer either of these questions, especially for the 19th century, I estimate that the region encompassing the present Northwest and Yukon Territories produced about \$700 million worth of minerals, furs, fish and forest and animal products (Table 1). If the value of native foods, clothing, equipment and other items, produced and consumed within the region, are taken into account, then the total 90 year production would probably approach \$800 million.

What was the national investment in the north during this 90 year period? Before the 1890's, practically no money was spent. The first Royal Northwest Mounted police officer was posted to the Yukon in 1895 to represent all government departments in the region. The government, again in the form of the police, reached its farthest north at Herschel Island in 1903. A year later the police visited Baffin Island in summer but no posts were established. As late as 1912 one of the first government administration buildings to be constructed in the north was a log cabin at Fort Smith. I estimate that the total national investment in the north by the Canadian government, from 1867 to 1957, was in the order of \$100 to

* The author is Assistant Professor, Geography Department, McGill University, Montreal, P.Q., Canada.

TABLE I

Value of resource production

Year	Minerals		Fish		Furs		Forest Yukon and N.W.T. \$ Statistics not available
	Yukon \$	N.W.T.	Yukon \$	N.W.T.	Yukon \$	N.W.T.	
1886	100,000 *	no production reported	Statistics not available		Statistics not available		
1887	70,000 *						
1888	40,000 *						
1889	175,000 *						
1890	175,000 *						
1891	40,000 *						
1892	87,000 *						
1893	176,000 *						
1894	125,000 *						
1895	256,000 *						
1896	300,000 *						
1897	2,500,000 *						
1898	10,000,000 *						
1899	16,000,000 *						
1900	22,275,000 *						
1901	18,000,000 *						
1902	14,500,000 *						
1903	12,250,000 *						
1904	10,500,000 *						
1905	7,876,000 *						
1906	5,600,000 *						
1907	3,335,898						
1908	3,669,290						
1909	4,032,678		58,955	no production reported			
1910	4,764,474		113,654				
1911	4,707,432		118,365				
1912	5,933,242		111,825				
1913	6,276,737		111,239				
1914	5,148,185		68,265				
1915	5,057,708		69,725				
1916	5,491,610		63,730				
1917	4,482,202		60,210				
1918	2,355,631		37,820				10,315
1919	1,940,934		8,800		323,467		12,680
1920	1,576,726		33,100			1,121,026	Statistics not available
1921	1,754,955		28,988		78,189	1,153,840	
1922	1,785,573		10,107		203,402	1,634,015	
1923	2,972,823		11,917		199,522	2,171,424	
1924	952,812		18,773		347,079	1,529,376	
1925	1,791,641		15,376		309,549	1,780,666	
1926	2,226,813		17,866		320,803	1,625,875	
1927	1,789,644		12,090		382,261	2,981,829	
1928	2,709,957		51,665		610,348	2,000,968	
1929	2,905,736		24,805		484,919	2,111,543	
1930	2,521,588		29,510		295,492	1,632,446	
1931	2,184,917		29,550		145,224	1,945,737	
1932	2,005,367	9,251	20,160		132,268	1,032,394	
1933	1,802,115	270,937	17,100		146,055	1,095,226	
1934	1,487,571	181,588	14,625		122,999	1,515,077	
1935	896,050	534,196	20,725		230,074	1,678,544	
1936	1,605,606	785,100	13,385		276,946	1,188,285	
1937	2,988,128	914,278	8,767		347,558	1,178,129	
1938	3,929,115	599,073	5,290		295,857	1,311,627	
1939	6,137,178	2,072,920 =	4,867		267,721	1,274,817	
1940	4,118,490	2,594,000 =	4,994		288,292	1,234,529	
1941	3,117,992	3,860,298 =	6,652		373,399	2,301,054	
1942	3,453,568	3,976,267 =	3,056		398,132	2,840,701	
1943	1,263,608	2,679,658 =	2,495		338,035	3,165,107	1,561,858
1944	939,319	1,440,069 =	3,131		467,188	2,199,133	631,058

Year	Minerals		Fish		Furs		Forest
	Yukon \$	N.W.T.	Yukon \$	N.W.T.	Yukon \$	N.W.T. \$	Yukon and N.W.T. \$ Statistics not available
1945	1,339,058	470,812 =	115,269 +		669,217	1,743,710	255,576
1946	1,693,904	1,039,525 =	562,278 +		667,495	2,760,183	487,599
1947	2,095,500	2,720,988 =	538,422 +		373,176	1,658,754	600,288
1948	4,265,910	4,267,485 =	Statistics not available	1,528,000	230,117	1,872,302	574,294
1949	5,099,176	6,801,729 =		2,161,000	143,810	1,535,461	646,152
1950	9,025,696	8,050,899 =		2,297,000	199,086	909,504	511,601
1951	9,793,170	8,288,747 =		2,262,000	361,969	2,038,339	759,063
1952	11,386,451	8,944,835 =		2,225,000	173,252	1,448,173	837,762
1953	14,738,562	10,300,230 =	Statistics not available	1,512,000	247,001	877,345	693,411
1954	16,588,664	26,414,000 =	Statistics not available	2,040,000	182,238	757,079	668,333
1955	14,724,750	25,597,321 =		1,529,000	242,944	1,166,919	514,135
1956	15,656,434	22,157,935 =		1,483,000	155,777	805,558	1,269,207
1957	14,111,798	21,400,615 =		1,200,000	108,873	737,789	826,945
1958	12,310,756	24,895,390 =		1,235,000	118,607	735,491	1,104,340
1959	12,592,378	25,874,496 =	23,686 #	1,146,000	67,571	808,154	552,339
1960	13,330,198	27,135,087 =	13,467 #	1,075,000	158,232	821,875	1,087,000
1961	12,750,304	18,145,162 =	15,909 #	1,179,000	105,031	1,319,748	220,000
1962	13,137,730	17,535,066 =	12,866 #	1,231,000	125,348	888,964	637,000
1963	14,366,936	15,911,163 =	18,730 #	1,330,000	131,489	846,420	Statistics not available
1964	15,204,103	18,064,742 =	Statistics not available	1,215,000	171,209	1,854,764	
1965	13,341,266	72,862,708 =	Statistics not available	1,411,000	172,936	1,535,926	
Seal Skins							
1960	Statistics not available	652,000					
1961	available	1,325,000					
1962		738,000					
1963		1,206,000					

* Value of gold production only (Yukon Territory: 1926).

+ Includes N.W.T.

= Figures do not include value of radioactive minerals.

Value of commercial fishing calculated from Tanner (1966).

\$150 million (Tables 2, 3 and 4). One measure of the nation's northern investment is the gross expenditure of the Northern Administration Branch for the period 1937 to 1947 (Table 2). These expenditures amounted

TABLE II

Gross expenditures
Northern Administration Branch
1937-1965 *

Fiscal Year	Expenditures \$	Fiscal Year	Expenditures \$
1937-38	476,399.63	1951-52	3,056,178.19
1938-39	496,364.42	1952-53	3,687,551.23
1939-40	480,280.22	1953-54	3,485,288.88
1940-41	529,519.45	1954-55	4,098,643.96
1941-42	840,335.46	1955-56	6,609,655.64
1942-43	518,368.76	1956-57	12,097,219.95
1943-44	476,870.40	1957-58	18,578,629.27
1944-45	567,742.75	1958-59	27,333,419.06
1945-46	1,150,790.13	1959-60	39,738,089.81
1946-47	2,144,743.19	1960-61	41,141,992.85
1947-48	3,046,579.58	1961-62	31,957,048.00
1948-49	3,554,663.56	1962-63	41,745,836.00
1949-50	4,671,479.43	1963-64	34,260,571.00
1950-51	4,993,652.36	1964-65	35,815,745.00

* Source: Annual Departmental Reports.

to \$7,700,000 while the region, as a whole, produced at least \$77 million in natural resources during the same decade. It is important to note that the majority of government spending in the north before 1957 came in the decade 1947 to 1957. Whereas annual expenditures of the Northern Administration Branch averaged \$770,000 from 1937 to 1947 they increased sharply to an average of \$4 million per year during the decade 1947 to 1957. Regardless of how incomplete the statistics may be it seems clear that in terms of government spending, far less money was invested in the north than was earned from the exploitation of the region's natural resources.

What did this 90 year period of exploitation cost the nation, not in dollars, but in terms of depleted resources? The heaviest impact was on the biological resources. The Greenland whale was almost exterminated. Walrus herds were reduced to a fraction of their original size. Beaver, martin, wolverine, land otters and other valuable fur bearers were over trapped to a point where even conservation measures could not prevent the animals from being nearly eliminated from many places. The Barren Ground caribou dropped in numbers from perhaps two or three million to an alarming 280,000 animals. Muskoxen were wiped out in large areas of the northern mainland. Harp seals, a traditional resource of the eastern arctic, were reduced by millions in numbers. Even northern vegetation suffered. Forest fires, most

of them probably caused by man, ravaged wide areas. For example, it is estimated in the short five years period ending in 1955, that fires burned more than 4.5 millions acres of woodland in the two territories. Lastly, and of most importance, the indigenous people of the north suffered from a century or more of contact with the European. Exotic diseases combined with a lack of adequate medical facilities caused a probable reduction of up to 50 percent in the population.

TABLE III

Government expenditures in the Yukon
1922-1939 *

Year	Revenues \$	Expenditures \$
1922-23	281,169	675,258
1923-24	252,604	799,938
1924-25	284,985	746,978
1925-26	261,658	650,862
1926-27	250,081	601,646
1927-28	210,229	630,108
1928-29	255,637	651,752
1929-30	277,567	646,508
1930-31	231,744	665,006
1931-32	204,945	632,996
1932-33	206,949	583,757
1933-34	187,213	504,400
1934-35	212,595	465,687
1935-36	228,726	537,406
1936-37	240,365	576,458
1937-38	292,373	585,320
1938-39	351,410	573,127

* Source: Annual Departmental Reports.

Biological resources were not the only resources exploited during the first 90 years after Confederation. In the non-renewable resource field most if not all the rich placer deposits of gold were nearly worked out. This was also true for many high grade deposits of silver, lead and other minerals.

For more than a century the Canadian north yielded to the temperate zone a steady flow of wealth. It received less than a minimum in return. The cost of depleted natural resources and an impoverished human population had to be repaid if the region was to continue to be a valuable asset to the nation.

As a nation Canada discovered its north after 1953. In that year the Department of Northern Affairs (now the Department of Indian Affairs and Northern Development) was given the primary responsibility for northern development. It was not until 1956, however, that the cost of rebuilding the north, the cost of helping it to recover and grow, began in the form of large scale government expenditures. In the period 1957 to 1965 net investment by the government, after the deduction of revenues from the two territories, has been at least 465 million (Table 4). In

other words, the nation has spent in nine years about four and one half times the amount it expended during the first 90 years of its history. But the expenditures were directed at legitimate national goals; that all citizens of the nation shall have an equal standard of living, that the nation shall retain its sovereign right over the north and that the resources of the north shall continue to be a national asset.

TABLE IV

Government expenditures in the Yukon
and Northwest Territories
1953-1966 *

Year	Revenue \$	Expenditures \$
1953-54	3,914,900	15,138,600
1954-55	4,493,161	10,910,288
1955-56	4,005,349	10,969,791
1956-57	3,841,060	13,707,704
1957-58	3,815,314	20,037,108
1958-59	5,522,951	24,195,043
1959-60	4,809,599	21,977,022
1960-61	5,625,322	22,159,743
1961-62	6,290,402	23,155,553
1962-63	6,214,862	23,401,693
1963-64	6,691,276	21,956,329
1964-65	5,937,669	19,580,952
1953-54	1,792,900	11,182,300
1954-55	1,399,473	12,234,825
1955-56	1,993,818	13,823,959
1956-57	2,337,296	20,952,972
1957-58	2,856,750	34,430,167
1958-59	9,360,865	47,153,464
1959-60	6,621,303	54,307,989
1960-61	6,079,379	48,305,942
1961-62	6,929,750	39,132,958
1962-63	6,611,831	50,502,306
1963-64	7,404,870	47,979,848
1964-65	8,909,213	67,037,223

* Source: Government Activities in the North.

The federal government was not alone in believing the Canadian north was worth a large, long-term investment. After 1953 the United States expended an amount on the Distant Early Warning Line (D.E.W. Line) that exceeded the total non-military investment in the Northwest Territories during their entire history. From 1953 to 1964 the D.E.W. Line payroll alone amounted to over \$124 million. Until 1951 the total expenditures by private enterprise exploring for gas and oil in the Northwest Territories was less than \$5 million. From 1951 to 1964, however, oil companies spent nearly \$64 million on exploration.

In the century since Canada became a nation the Canadian taxpayer has invested about \$700 million in the Northwest and Yukon Territories. In return the region has produced about \$1,200 million in natural resources or about twice the amount expended by

the government. But during most of this period revenues from the territories were far less than government expenditures. To some observers, therefore, the Canadian north has appeared to be a national liability.

To answer this question, one must ask how much of government expenditures in the north benefit the region directly and how much actually flow south to contribute to the temperate zone Canadian economy. From Table 5 it can be seen that about 33% of recent government expenditures have gone into capital investments in the north. Of 63.5 million dollars expended in the north in 1964-65 by a number of government agencies, 60.5% went to administration and operational costs, 16.6% to capital investments, 15.5% to the purchase of goods and services and 3.4% to other costs. Although it is difficult to state precise figures a reasonable breakdown on expenditures might be about 33% to capital investment, 27% to salaries and 40% to goods, services and operational costs.

How much of this money directly benefits the southern Canadian economy? Nearly all the materials, houses, machines, tools and other items of capital investment located in the north are manufactured and purchased outside the territories. Probably 40% of the salaries earned in the territories are saved for later investment in the south. Money spent in the north on consumer goods goes for the purchase of goods manufactured or grown in the south. Expenditures for services and operations, such as transportation, communication and fuel, are nearly all supplied from the temperate zone of Canada. In other words, a high percentage of government expenditures in the north flow directly or indirectly into the southern Canadian economy. For example, each year the city of Montreal earns millions of dollars from the eastern Canadian arctic, earnings derived from such diverse sources as longshoring and stevedoring, shipping, air transport, the sale of bread and beer and the seasonal migration of skilled labour.

Government money that is spent in the north and remains there probably accounts for a relatively small percentage of total expenditures. Moreover, a portion of the expenditures remaining in the north directly contribute to the southern Canadian economy. The cost of necessary national defence must be considered worth any price. The cost of meteorological services must be measured in its overall value to the nation. The cost of basic mapping and resource exploration is something the nation has always accepted as a

legitimate investment. What remains? The costs of social services for the northern population and investments that will stimulate the northern economy. There is no doubt that the nation is willing to accept the responsibility of providing social services long neglected for many decades, services that include hospitals, schools, houses, sewers and clean water supplies. The nation has also been willing to invest money in such programmes as the Roads to Resources and Pine Point railway.

TABLE V

Capital investments in the Yukon and Northwest Territories by Government agencies 1952-53 to 1962-63

Year	Total Capital Investment \$	Percent of Total Expenditures
1952-53	1,560,465	unknown
1953-54	3,416,406	12.18
1954-55	2,972,126	12.84
1955-56	4,700,504	18.96
1956-57	11,204,078	32.33
1957-58	21,999,840	40.39
1958-59	27,089,995	37.97
1959-60	29,575,342	38.77
1960-61	20,634,675	29.28
1961-62	20,494,923	32.90
1962-63	17,991,647	24.34

* Source: Department of Northern Affairs.

A decade ago Canada decided to develop its north. It has invested some \$465 million in the region. Today, as a result, the nation has arrived at a point where most of the basic development in the social service field, is near completion. To be sure there remains the northern housing programme, designed to provide every northern native resident with adequate shelter, fuel and water, but this project is underway and will soon be completed. As Canada begins its second century, therefore, the north presents a new challenge, that of overall economic development. Pine Point is a beginning but it does not touch the north as a whole. There is needed, as the Carrother's Commission has pointed out, a policy of regional economic planning in the north and an investment fund capable of stimulating and supporting regional development.

III

DISTORSION DES DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES DANS LE NORD CANADIEN ET PROBLÈMES SOCIO-ETHNIQUES

par Jean Malaurie *

1. Une population indigène en rapide accroissement.

La rapide augmentation de la population autochtone, du fait d'une très forte natalité — le taux d'accroissement est de plus de 4 % par an, soit deux fois plus élevé que dans le reste du Canada — ne peut manquer de poser à l'administration fédérale, et dans

les vingt années à venir, des problèmes délicats — voire difficiles — si plus de 5 000 emplois ne sont pas créés immédiatement. On estime qu'en 18 ans, la population totale, qui est de 24.943 habitants en 1964, aura doublé. Le pourcentage actuel — pour 60 % autochtone — à moins d'une forte immigration blanche du sud que rien ne laisse présager dans l'immédiat, ne pourra que s'élever.

TABLEAU I

Population des T.N.O. (1964)

	Totaux	Natalité	Mortalité		Espérance moyenne de vie			
					Tous descendants	Indiens	Esquim.	Blancs
Blancs	10.130	49,2 %	Totale	8,6 %	29,9 a	19,3 a	34,3 a	
Esquimaux	8.928		Néonatale	27 %				
Indiens	5.885		Infantile	68,4 %				
Total	24.943				Descendants au-dessus d'un an d'âge	52,5 a	32,2 a	50,8 a

2. Ségrégation économique et sociale.

Les problèmes d'emploi se doublent d'une inégalité sociale qui ne s'atténue pas. L'Administration elle-même la déplore. L'on remarque, en particulier, que le taux de mortalité esquimaude, malgré l'effort réel des services de santé, est, dans la tranche d'âge de 1 à 4 ans 13 fois plus élevé que le taux national ; on ne peut manquer par ailleurs d'être douloureusement frappé par la pauvreté de ces populations : un siècle après la naissance de la Confédération, après trois siècles de contact avec les Blancs, les Indiens se retrouvent sinon plus pauvres qu'immédiatement après la pacification — comment comparer ? — du moins à un niveau peu enviable en ce Nouveau

Monde si puissamment développé : 75 % des familles ont un revenu inférieur à \$ 2 000. Selon le Ministre Laing, le revenu de l'Indien (par tête) (à l'exclusion de l'autoconsommation) est, en 1963, de \$ 510 ; celui de l'Esquimau de \$ 426. Si l'on précise que le coût de la vie dans le Nord, est de 50 % plus élevé que dans le Sud, on jugera de la précarité économique de ces indigènes ; d'autant plus grande que le climat est rude, d'autant moins admissible que les Blancs de ce territoire ont un revenu, eux, six fois plus élevé : \$ 2.922 en 1963 (1).

(1) Dans l'Arctique Canadien oriental, un sondage cité par M. LAING, Ministre du Nord, précise que sur 2 100 familles en 1964, environ 1 000 ont un revenu en espèces inférieur à \$ 1 000 par an, 635 entre 1 000 et 2 000, seulement 488 plus de 2 000.

* Centre d'Études Arctiques et Finno-Scandinaves. E.P.H.E. Paris.

Ségrégation sociale ; ségrégation dans les emplois : **6% des Indiens seulement sont employés régulièrement** (à l'exclusion des chasses et pêches traditionnelles) ; la proportion pour les Blancs est de 65%.

En ce contexte, il n'est pas surprenant que des jugements sévères soient formulés : dans la revue *Indian Record* (déc. 1965, p. 15) — pourtant fort conservatrice — l'on note que l'Indien au Canada a, en 1965, **trois fois plus de chance** que les autres Canadiens de perdre son enfant à la naissance ; **3 fois plus de vivre** en un taudis (shack) ; **5 fois plus d'aller en prison** ; **une chance sur quatre** seulement d'atteindre le niveau scolaire 8 ; **une chance sur 170 d'aller en Haute Ecole (High School)** ; **une chance sur 10 000 d'aller à l'Université**.

Cette situation est si peu niée par les autorités qu'en créant, en 1952, le Ministère du Nord, le Pre-

mier Ministre du Canada, fit remarquer lui-même que jusqu'alors, le Gouvernement avait administré les Territoires en « un persistant manque de vues ».

3. Le déficit de l'économie du Nord.

Depuis 1952, se développe, au coût annuel pour l'Etat Fédéral de 50 millions de dollars, une politique de développement économique et de canadienisation.

Le seul avenir paraît résider dans le sous-sol. Mais les ressources minières — qui ont longtemps été aurifères — restent stagnantes. Les dépenses de prospection de l'ordre de 20 millions de dollars annuels n'ont jamais été amorties. Les totaux des productions (T.N.O. et Yukon) ne représentent plus que 0,9 % de la production canadienne (1,1 % en 1962). En 1964, elles ont été moindres, en valeur, que celles de 1961.

TABLEAU II

Les ressources minières canadiennes (T.N.O.)

	1961		1964 (*)	
	Quantité	Valeur (\$ C)	Quantité	Valeur (\$ C)
Or	407.474 onces	14.449.028	416.963 onces	15.740.254
Argent	77.890 onces	73.419	66.462 onces	93.407
Cuivre	926.480 livres	270.440	—	—
Nickel	2.409.410 livres	2.604.789	—	—
Plomb	—	—	3.690.000 livres	495.936
Zinc	—	—	6.390.000 livres	904.463
Tungstène (**)	—	—	670 tonnes	—
		17.397.676		17.234.800

(*) Données provisoires.

(**) Produits concentrés pour essai.

Cette situation est appelée à se modifier. L'ouverture de la mine de **Pine Point** (20 % de la production canadienne de plomb et de zinc) qui coïncide avec l'aménagement hydroélectrique de la rivière Taltson, d'une puissance de 18 000 kW, va permettre le développement rapide de la production minière non aurifère dans les Territoires. Elle est appelée à doubler, en 1965, avec 20 millions de dollars, la valeur totale de production.

Par ailleurs, le Gouvernement, soucieux d'un développement plus diversifié, a décidé de prendre à sa charge **40 % des projets de prospection approuvés**. Les explorations du gisement ferrifère de Mary River en Terre de Baffin se confirment. Mêmes espoirs sur le plateau de Peel, aux limites des Territoires et du Yukon. Mêmes recherches de la Clinton Creek Roberts property dans le Yukon, de New Imperial Coppermine Development près de Whitehorse, de Tungstène sur les limites du Yukon et United Keno Mines dans ce dernier territoire.

Par ailleurs, la prospection pétrolière se poursuit. Elle intéresse 95 838 682 acres dont plus de la moitié dans l'archipel, au coût de 15 millions de dollars annuels. Mais à ce jour, en dehors du gisement déjà ancien de Norman Wells, dans le Mackenzie, **aucun des 237 forages n'est exploité**. 100 millions de dollars à ce jour ont été dépensés dans le Nord au titre de la prospection pétrolière. Que cet effort n'induisse donc pas en erreur. Malgré la richesse pétrolière des bassins sédimentaires, la prospection reste timide : on compte en Alberta, par exemple, **un forage exploité par 10 miles carrés** (25 000 forages ont été exécutés), cependant que dans le Nord, l'examen reste très exploratoire : **un forage exploratoire par 1 000 miles carrés de roches sédimentaires**.

La forêt enfin, ne justifie pas les espoirs mis en elle. Sa valeur de production était **six fois plus faible en 1964 qu'en 1962**. Elle est surtout d'intérêt local et constitue une réserve de bois de feu. Il est toujours envisagé d'y développer une industrie de pâtes.

PRODUCTION FORESTIÈRE

(en \$)

1962 : 6 677,96

1964 : 1 362 060

Les revenus forestiers ne sont, pour l'heure, que voisins de ceux qu'apporte le **tourisme** (5.000 touristes, soit 40 % de plus que l'année dernière).

Recul de la production de chasse. Pêches artisanales.

La chasse, qui assure le revenu de la majorité de la population, est toujours moins productive. Le relèvement des prix mondiaux n'a pas incité les chasseurs à être plus actifs et plus nombreux.

Phoques à fourrure : il n'a été pris environ que **47 000 peaux par an**. Renards blancs : **30 000 peaux**.

TABLEAU III

Production de chasse

Années	Total peaux	Valeur
1961-62	337.146	888.964,25
1962-63	259.137	846.000
1963-64	218.695	1.164.000

La pêche n'offre encore, malgré le développement de la pêcherie du grand lac des Esclaves et de coopératives du Québec, que des débouchés limités.

4. Le déficit comptable.

Le déficit comptable de près de 30 millions de dollars, ne pourra, au total, être résorbé que lentement : concourraient à cette résorption le développement de la production minière — de Pine Point en particulier —, une rentabilité accrue de la chasse et un développement continu du tourisme.

5. Intégration ou assimilation.

Le temps est certes passé où seul un « Indien mort était un bon Indien ». La lecture des rapports et débats laisse supposer — par delà une politique officiellement maintenue des réserves — un effort sous-jacent de canadienisation des autochtones, de « désindianisation ». Il apparaît en effet que tant dans les territoires arctiques que dans les 2 265 réserves indiennes, les efforts de promotion de l'industrie locale n'ont abouti qu'à des résultats médiocres. Nous avons donné des chiffres sur la paupérisation indigène : ils sont éloquentes. Compte tenu du rapide développement démographique, de la nécessité d'une

promotion économique par voie industrielle, les spécialistes de la Direction des Affaires Indiennes, en collaboration avec le service national de placement, cherchent à assurer, hors des réserves, des emplois toujours plus nombreux et rémunérateurs dans les usines, commerces et bureaux. En 1965, 500 Indiens venus du Nord étaient employés dans le cadre d'un prolétariat agricole comme **cueilleurs de tomates dans les vergers de l'Ontario**. Cinq familles esquimaudes ont été « déplacées » dans le Nord du Manitoba, d'autres en plein pays Indien et de forêt, à Yellowknife. Dans le même temps, un effort considérable est poursuivi pour faire inscrire à des écoles **non indiennes** les jeunes des Réserves. Plus de 22 000 Indiens, soit

TABLEAU IV

TERRITOIRES DU NORD-OUEST : 1963

Dépenses du gouvernement fédéral	Totaux de production
Communications, villes, santé, éducation et aide sociale 50 millions \$ (par an depuis 1953)	Mines 17.000.000 Forêt 1.362.060 (1) Tourisme 1.300.000 Chasse 1.164.000
	20.826.000 \$

(1) Ensemble du Canada : 400 millions \$.

plus de 40 % de la clientèle scolaire indienne, fréquentent ces écoles. Une formation professionnelle moderne semble passer par une transplantation sélective de ces Indiens : forme première de l'assimilation, il ne faut pas se leurrer.

A cette politique, s'opposent plus ou moins clairement divers organismes, tel Indian-Eskimo Association of Canada. Cette organisation considère que le problème économique n'est pas le seul. Il est essentiel que la population indienne garde ses langues et son identité. « They are not looking for charity and handouts, just a chance to be themselves », déclare M. Assiniwi, acteur bien connu à Montréal. Craignant que les jeunes soient trop vite anglicisés dans la masse canadienne, et ne viennent, une fois transplantés dans les villes, à oublier leur passé, leur histoire et leurs parlers, les chefs, si diverses soient leurs vues, paraissent s'accorder sur le fait que l'avenir indien passe par un développement sélectif sur leurs terres, leurs réserves. « Abolir le système de la réserve équivaut à un acte de génocide », s'écrit explicitement le Chef Alex, Général de la réserve de Brantford, dans l'Ontario. **Les Indiens veulent l'intégration et non leur assimilation**. Ni un nationalisme archaïsant, ni l'assimilation culturelle sous-jacente aux mesures en cours, mais une adaptation sélective. Il est certain que le programme d'aménagements communautaires décidés à la suite de la première Conférence Fédérale provinciale sur les Affaires Indiennes, tenue à Ottawa, les 29 et 30 octobre 1964, est important pour l'avenir.

Le temps des expériences est réduit si l'on considère que dans vingt ans, les Indiens seront plus d'un demi-million. Comme l'affirme Msgr Athol Murray à Wilcox (Sask) : « Je sais que dans les réserves, les Indiens détestent l'homme Blanc... Le Canada est sur le bord de connaître une de ses plus grandes crises : le problème des relations entre Indiens et autres Canadiens. »

L'indianisation présuppose une volonté naturelle, une langue, un habitat spécifique. En s'accrochant comme désespérément à leurs milliers d'acres de réserves les chefs indiens confirment qu'il faut un sol pour assurer « une nation indienne » viable dans le cadre de la Confédération Canadienne.

« La Réserve, déclare M. Laing, Ministre du Nord, à la première séance du Conseil Consultatif National des Indiens, à Ottawa, janvier 1966, demeure la forteresse de bien des Indiens... Nous n'avons pas la moindre intention d'éliminer le régime des réserves. Mais, ajoute-t-il, nous comptons réellement vous demander si les anciens engagements servent au mieux les intérêts actuels des Indiens... »

Plus tardivement touchés, les Esquimaux commencent à réagir. Ils sont Canadiens, sans restrictions. Mais en étant Canadiens, ils restent Esquimaux et, confusément, ne voient pas pourquoi la seconde identité doit oblitérer la première. Les formes de l'intégration en cours inquiètent certains (1). Aucun traité particulier ne régit leurs rapports avec l'autorité canadienne. A l'ancienne mine de Rankin, en baie d'Hudson, ils se plaignent amèrement que leurs enfants, sous des prétextes de promotion scolaire, leur soient arrachés pendant dix mois par an. « Les enfants tendent à perdre leur affection et leur respect pour leurs parents... Ils prennent les manières des Blancs et, au retour, sont incapables de chasser et pêcher, comme c'est nécessaire ici pour vivre. Ils ne sont pas capables davantage de trouver, sur place, en pays esquimaux, un métier. » La langue esquimaude enfin n'est pas enseignée dans les écoles. En dernier lieu, la Commission des T.N.O. devrait résider dans le Nord et non à Ottawa. Ainsi pourrions-nous la joindre constamment, à propos de ces problèmes. (News of the North, 5/5/65.)

(1) Voir également dans ce même numéro d'Inter-Nord (pp. 217-221) *Canadienisation des Esquimaux et prolétarianisation* par Jean Malaurie.

NOUVELLES DIVERSES

— Pour des raisons fiscales, le déplacement du siège de la H.B.C. de Londres à Vancouver est envisagé.

— Le mouvement du port de Churchill, avant-port des Prairies, va croissant.

— On compte désormais 19 coopératives esquimaudes. Un quart de leur chiffre d'affaires provient de l'artisanat. Le mouvement de vente est assuré par l'omble et le saumon, l'exploitation des magasins de détail, la création de camps de touristes, la construction de bateaux, et les fourrures.

— Un programme de construction de 1 600 maisons esquimaudes a été décidé par le Gouvernement. Les Esquimaux peuvent louer les habitations ou s'en rendre acquéreurs, ce grâce à des prêts non remboursables.

— Au fur et à mesure que les revenus esquimaux provenant de la trappe diminuent, les bénéfices de la compagnie de la Baie d'Hudson augmentent au prorata des dépenses croissantes de l'Administration. En 1965, les ventes ont dépassé 347 millions de dollars, le montant étant croissant dans les 234 postes de la Compagnie dans le Nord du Canada.

— L'île Bylot, au nord de la Terre de Baffin, sera considérée comme une réserve d'oiseaux. C'est la quinzième créée dans l'Arctique Canadien.

IV

DONNÉES STATISTIQUES

SUR L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE CANADIENNE

TABLEAU I

Structure du Produit National réel en 1964 et 1965

Année et trimestre	Produit national réel	Agriculture	Produit national réel moins agriculture	Sylviculture	Pêche et chasse	Mines	Production manufacturière			Construction	Electricité et gaz	
							Total	Non durables	Durables			
	100.000	107,4	89.256	Coefficient de pondération 1949								
				210,8	0,540	324,5	27.340	14.742	12.598	6.379	1.641	
1964	197,9	140,2	204,8	159,3	123,6	346,4	211,9	211,2	212,7	190,4	405,7	
1965												
I	188,8	76,0	202,3	144,3	74,7	351,5	218,6	212,1	226,2	142,2	491,3	
II	206,4	100,1	219,2	151,5	118,1	356,2	231,8	222,1	243,2	208,1	421,8	
III	234,7	330,7	223,2	184,9	163,7	379,1	227,3	227,3	227,4	255,3	388,7	
IV	216,3	93,0	231,1	161,0	125,2	375,6	242,7	234,8	251,9	239,0	492,3	
1966												
I	—	—	218,3	145,9	78,6	371,4	240,9	231,4	252,0	159,8	552,3	
II	—	—	234,3	161,6	114,9	397,2	251,2	241,8	262,1	228,5	400,6	
%												
+ ou -	+ 7	+ 6,9	+ 7	+ 0,6	- 2,5	+ 5,5	+ 8,5	+ 6,1	+ 11,5	+ 10,9	+ 10,3	
1965/64												

Année et trimestre	Transport, stockage, communications			COMMERCE			Finances privées, assurances, etc.	Administration publique et dépense	Services autres	Indices spéciaux	
	Total	Transp.	Stockages	Total	Gros	Détail				Industries commerciales — agriculture	Services non commerciaux
	8.363	6.258	0.230	14.562	4.995	9.567	9.127	4.066	10.202	81.015	8.271
1964	209,3	196,4	239,6	183,8	197,2	176,8	203,0	189,8	171,0	205,8	195,1
1965											
I	198,7	181,4	174,0	177,8	217,1	157,2	204,4	183,7	170,5	203,3	192,9
II	226,0	215,8	222,1	203,0	226,7	190,6	212,5	190,6	178,1	221,2	188,3
III	240,2	233,2	254,4	189,8	201,1	183,8	216,7	198,6	184,5	225,1	204,0
IV	234,2	218,4	271,2	220,0	223,5	218,2	214,0	189,8	182,1	234,4	199,3
1966											
I	213,6	196,6	187,9	192,2	229,7	172,6	214,7	185,8	179,3	220,4	198,0
II	248,2	239,0	257,5	207,2	231,1	194,7	222,6	195,1	181,5	237,3	204,9
%											
+ ou -	+ 7,4	+ 7,5	- 3,8	+ 7,5	+ 10,0	+ 6,1	+ 4,3	+ 0,4	+ 4,5	+ 7,3	+ 1,7
1965/64											

TABLEAU II

Structure et évolution de la population active de 1964 à 1966

Années 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030	Popula- tion de 14 ans et au- dessus	POPULATION ACTIVE CIVILE											
		Totale	Agricole	Non agricole	OCCUPÉE						Chô- meurs	Non active	Chô- meurs en % de la popu- lation active
					Totale	Agricole	Non agricole	SALARIÉE					
								Totale	Non agricole				
Milliers de personnes													
1964	12.187	6.933	641	6.292	6.609	630	5.979	5.466	5.368	324	5.884	4,7	
1965	12.977	6.868	530	6.338	6.461	518	5.943	5.424	5.352	407	6.109	5,9	
1966	13.002	6.857	524	6.333	6.460	513	5.947	5.426	5.357	397	6.145	5,8	
1967	13.027	6.908	546	6.362	6.251	538	5.983	5.462	5.395	387	6.119	5,6	
1968	13.052	6.968	572	6.396	6.597	563	6.034	5.518	5.437	371	6.084	5,3	
1969	13.086	7.123	660	6.463	6.858	655	6.203	5.723	5.599	265	5.963	3,7	
1970	13.113	7.306	656	6.650	7.049	649	6.400	5.910	5.783	257	5.807	3,5	
1971	13.146	7.495	714	6.781	7.251	706	6.545	6.078	5.927	244	5.651	3,3	
1972	13.174	7.490	739	6.751	7.279	734	6.545	6.095	5.928	211	5.684	2,8	
1973	13.200	7.159	629	6.530	6.983	625	6.358	5.857	5.732	176	6.041	2,5	
1974	13.226	7.179	637	6.542	7.008	632	6.376	5.879	5.747	171	6.047	2,4	
1975	13.252	7.139	532	6.267	6.939	523	6.416	5.866	5.767	220	6.093	2,1	
1976	13.278	7.185	479	6.706	6.933	470	6.463	5.887	5.818	252	6.093	3,5	
1977	13.305	7.093	472	6.621	6.734	460	6.274	5.718	5.658	359	6.212	5,1	
1978	13.334	7.122	483	6.639	6.766	469	6.297	5.746	5.682	356	6.212	5,0	
1979	13.359	7.162	484	6.678	6.821	475	6.346	5.793	5.726	341	6.197	4,8	
1980	13.396	7.248	521	6.727	6.950	517	6.433	5.898	5.811	298	6.148	4,1	
%	+ 2,4	+ 3,0	- 6,2	+ 3,9	+ 3,8	- 5,7	+ 4,8	+ 5,3	+ 5,3	- 13,5	+ 1,7	- 17,5	
%	+ 2,6	+ 4,0	- 17,4	+ 5,1	+ 5,3	- 8,1	+ 6,6	+ 6,8	+ 6,8	- 19,6	+ 1,0	- 22,6	

TABLEAU III

Évolution du revenu agricole par province

	Ile du Prince Edouard	Nouvelle Ecosse	Nouveau Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie britannique
% des exploitations par rapport au total canadien (1)	1,64	3,68	3,86	21,41	24,55	8,61	18,05	13,88	4,32
Surface (ha) moyenne de l'exploitation (1)	45,18	52,48	53,92	51,90	56,55	145,79	242,93	231,51	73,36
Moyenne trimestrielle :	Millions de dollars								
— 1964 (2)	7,91	11,41	11,84	114,55	255,09	74,38	209,06	149,36	38,23
— 1965 (3)	10,08	10,17	15,40	91,86	249,06	79,27	294,62	194,74	30,19
— 1966 (3)	9,54	11,65	13,48	108,97	307,25	103,08	244,70	212,71	34,87
% + ou - 1966/1965	- 5,3	+ 14	- 12,4	+ 18,6	+ 23,3	+ 30,0	+ 16,9	+ 9,2	+ 15,3

(1) Chiffres établis en 1959-1960.

(2) Moyenne des quatre trimestres.

(3) Premier trimestre.

TABLEAU IV

Évolution des traitements et salaires

Années et mois	Agriculture, pêche et chasse	Sylviculture	Mines	Industrie	Construction	Transports entrepôts	Services publics	Commerce	Finances assurances	Services	Fonction publique	Total	Revenus supplémentaires	Revenu salarial total
1964	243,9	343,5	600,5	6.582,0	1.581,9	2.128,6	421,0	3.358,5	1.045,7	4.136,8	2.065,0	22.507,5	925,9	23.433,4
1965	252,2	377,3	678,2	7.262,3	1.962,0	2.316,4	455,2	3.714,2	1.133,8	4.689,7	2.320,3	25.061,8	974,7	26.036,5
Chiffres non désaisonnalisés														
1965	12,6	25,6	52,4	566,1	123,9	181,9	35,9	288,0	91,1	367,2	168,8	1.913,5	78,2	1.991,7
J.	13,4	26,7	53,3	464,4	122,2	180,4	35,9	288,7	91,8	373,0	170,4	1.920,0	78,5	1.998,5
F.	14,8	25,2	54,2	583,2	128,2	178,7	35,8	292,3	92,4	378,0	174,4	1.956,7	79,0	2.035,7
M.	16,8	21,4	53,1	587,3	136,3	185,1	36,4	299,2	93,0	385,6	177,5	1.991,7	79,6	2.071,3
A.	21,8	27,5	55,9	600,0	156,6	191,7	37,5	305,5	93,6	395,2	180,6	2.065,9	80,7	2.146,6
M.	26,1	34,4	58,0	614,2	169,1	192,1	38,8	312,0	94,2	403,1	188,9	2.130,9	81,6	2.212,5
J.	31,0	37,6	58,3	601,2	185,2	199,8	39,4	310,3	94,8	366,7	193,9	2.118,2	81,5	2.199,7
A.	33,2	36,3	58,3	614,2	193,3	199,0	40,0	312,2	95,4	372,4	198,9	2.153,2	82,1	2.235,3
S.	27,7	38,0	57,4	626,4	196,7	208,9	39,1	317,4	96,0	410,6	204,8	2.223,0	83,3	2.306,3
O.	21,9	37,8	58,9	636,3	201,1	202,1	39,2	322,9	96,6	411,7	189,5	2.218,0	83,5	2.301,5
N.	17,5	37,6	59,4	639,0	187,9	201,9	38,7	330,1	97,2	412,8	186,7	2.208,8	83,1	2.292,3
D.	16,0	29,4	59,0	630,0	161,5	195,0	38,5	335,4	97,8	413,4	185,9	2.161,9	97,3	2.245,0
1966	13,0	27,8	60,2	632,8	158,5	201,1	38,2	322,2	98,7	417,9	191,7	2.161,9	97,6	2.259,2
J.	13,0	30,5	60,6	644,7	164,0	193,8	38,3	323,7	99,3	426,7	187,4	2.182,0	98,0	2.279,6
F.	14,7	26,4	60,8	652,0	170,6	190,9	37,1	326,9	100,0	433,0	190,5	2.202,9	98,8	2.300,9
M.	17,3	25,6	58,3	657,4	181,8	200,0	38,1	333,2	100,7	440,6	199,2	2.252,2	99,1	2.351,0
A.	22,0	32,0	60,6	668,8	201,7	205,6	39,5	337,2	101,4	448,5	199,5	2.316,8	99,7	2.416,0
% + ou - 1965/1964	+ 7,0	+ 9,9	+ 12,9	+ 10,3	+ 24,0	+ 8,8	+ 8,1	+ 10,5	+ 8,4	+ 13,3	+ 7,5	+ 11,3	+ 5,2	+ 11,1
Pourcentage par rapport au revenu salarial total														
1965	0,9	1,4	7,6	27,8	7,5	8,9	1,7	14,2	4,3	18,0	8,5	—	3,7	—
1966	0,7	1,2	2,5	28,0	7,5	8,5	1,6	14,1	4,3	18,6	8,3	—	4,2	—

Année	Indice	Produits végétaux	Produits animaux	Produits textiles	Produits de bois	Produits de l'acier	Produits métall. non ferreux (1)	Produits minéraux non métall.	Produits chimiques
1964	245,4	223,3	250,8	248,4	330,9	256,4	205,9	190,9	191,2
1965	250,4	218,4	270,7	246,6	334,0	204,5	217,6	191,6	200,2
Juin 1966	259,6	225,6	296,2	252,1	339,5	267,9	229,2	196,6	208,0
% + ou - 1965/1964	+ 2,0	- 2,1	+ 8,0	- 0,7	+ 0,9	+ 3,1	+ 5,6	+ 0,3	+ 4,7

Évolution de l'indice des prix de gros de 1964 à 1966

Moyenne mensuelle ou mois	Indice général	Produits végétaux	Produits animaux	Produits textiles	Produits de bois	Produits de l'acier	Produits métall. non ferreux (1)	Produits minéraux non métall.	Produits chimiques
1964	245,4	223,3	250,8	248,4	330,9	256,4	205,9	190,9	191,2
1965	250,4	218,4	270,7	246,6	334,0	204,5	217,6	191,6	200,2
Juin 1966	259,6	225,6	296,2	252,1	339,5	267,9	229,2	196,6	208,0
% + ou - 1965/1964	+ 2,0	- 2,1	+ 8,0	- 0,7	+ 0,9	+ 3,1	+ 5,6	+ 0,3	+ 4,7
(1) Or inclus.									
Base 1935-1939 = 100									
Moyenne mensuelle	Produits non agricoles	Groupe acier et non ferreux	Produits bruts ou semi manufacturés	BIENS ENTièrement OU PRESQUE ENTièrement MANUFACTURÉS					
				Total	Acier et non ferreux	Acier	Non ferreux		
Base 1935-1939 = 100									
1964	252,2	268,3	225,7	256,4	255,8	254,0	294,5		
1965	257,2	281,8	231,2	261,3	264,1	261,5	319,4		
Juin 1966	262,8	292,5	242,1	269,3	269,1	266,0	336,8		
% + ou - 1965/1964	+ 1,9	+ 5,0	+ 2,4	+ 1,9	+ 3,2	+ 2,9	+ 8,5		

TABLEAU VI

Évolution de l'indice des prix de détail de 1964 à 1966

Moyenne mensuelle ou mois	PRINCIPAUX GROUPES DE CLASSEMENT										CLASSEMENT COMPLÉMENTAIRE					Services
	Total	Aliment.	Logem.	Habil.	Transp.	Poids constitutifs				Total	Éléments de consommation		Total	Non durables	Non alimentaires	
						Senté	Loisirs	Tabac	Alcool		Durables	Total				
100	27	32	11	12	7	5	6	12	70	12	58	31	22			
Coefficient de pondération 1949																
1964	135,4	132,4	138,4	119,2	142,0	167,8	151,8	120,2	124,7	114,5	126,7	122,4	163,8			
1965																
J.	136,9	132,5	139,8	119,2	146,3	173,3	154,0	121,7	124,9	115,0	126,8	123,0	168,4			
F.	137,2	133,1	140,1	119,5	146,3	173,5	153,4	121,8	125,1	114,7	127,3	123,3	168,5			
M.	137,3	133,3	140,2	120,4	145,6	173,5	153,4	121,9	125,6	114,6	127,7	123,5	168,5			
A.	137,7	133,4	140,3	121,2	146,8	175,0	153,5	121,9	125,7	114,7	127,9	123,8	169,2			
M.	138,0	134,5	140,5	121,0	147,0	175,6	154,6	122,5	126,4	114,6	128,8	124,1	170,0			
J.	139,0	137,6	140,6	121,1	147,0	175,4	154,6	122,5	127,4	114,6	130,2	123,9	170,3			
J.	139,5	139,0	141,1	121,1	147,9	175,4	154,6	122,5	128,0	114,5	130,7	124,1	170,6			
A.	139,4	137,8	141,2	120,7	148,7	175,8	154,6	122,5	127,2	114,3	129,8	123,9	171,5			
S.	139,1	136,4	141,5	121,4	148,7	176,0	154,0	122,6	126,9	114,4	129,3	124,3	171,9			
O.	139,3	135,7	141,6	123,2	148,7	177,0	154,2	122,6	127,2	114,4	129,8	125,1	172,3			
N.	140,2	138,2	142,0	123,7	148,8	177,9	155,0	122,3	128,0	114,5	130,7	125,3	172,6			
D.	140,8	139,6	142,4	123,8	149,1	177,9	155,4	122,3	128,5	114,6	131,3	125,4	173,0			
1966																
J.	141,2	140,6	142,9	122,7	150,0	178,1	155,4	123,1	128,7	114,1	131,7	125,3	173,4			
F.	142,1	142,5	143,1	123,3	150,0	178,1	156,4	123,4	129,5	113,9	132,7	125,8	174,1			
M.	142,4	143,4	143,3	124,2	150,7	178,1	156,6	123,4	130,2	114,1	133,5	126,1	174,6			
A.	143,2	143,7	143,8	125,3	151,1	179,2	157,6	125,0	130,9	115,3	134,1	127,1	175,0			
M.	143,4	143,8	144,2	125,0	151,1	180,7	159,2	125,1	131,3	115,4	134,6	127,1	176,1			
% + ou - 1965/1964	+ 2,4	+ 2,6	+ 1,8	+ 1,8	+ 3,7	+ 4,5	+ 1,6	+ 1,7	+ 1,6	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,3	+ 4,1			

TABLEAU VII

Distribution géographique du Commerce Extérieur (en 1964 et 1965)
(millions de dollars)

Années	EXPORTATIONS							
	Tous pays	Etats-Unis	Royaume-Uni	Tous autres pays	C.E.E.	Europe occid.	Europe orient.	Chine
1964	8.304,0	4.436,4	1.207,2	2.659,2	565,2	1.986,0	482,4	136,8
1965	8.764,8	5.030,4	1.185,6	2.547,6	634,0	2.065,2	314,4	105,6
% du total 1964	100	53,4	14,5	32,1	6,8	23,9	5,8	1,6
% du total 1965	100	57,4	13,5	29,0	7,2	23,5	3,5	1,2
% + ou - 1965/64	+ 5,6	+ 13,3	- 1,7	- 0,4	+ 12,5	+ 4,0	- 34,8	- 22,8
	IMPORTATIONS							
	Tous pays	Etats-Unis	Royaume-Uni	Tous autres pays	C.E.E.	Europe occid.	Europe orient.	Chine
	7.488,0	5.164,8	573,6	1.749,6	405,6	1.140,0	30,0	—
	8.634,0	6.045,6	619,2	1.969,2	513,6	1.335,6	44,4	—
	100	68,9	7,6	23,5	5,4	15,2	0,4	—
	100	70,0	7,1	22,9	5,9	15,4	0,5	—
	+ 15,3	+ 17,0	+ 7,9	+ 12,5	+ 26,6	+ 17	+ 48	—

TABLEAU VIII

La balance des paiements internationaux en 1964 et 1965

Années et trimestres	Exportations ajustées	Importations ajustées	Balance commer- ciale	Trans- actions merci- les entrées	Trans- actions non com- merci- les sorties	Balance non com- merci- les	Prod. d'or expor- table	Tourisme net	Balance des insti- tutions divi- dendées	Frets et fonds		Balance des autres trans- actions courantes
										shipings nets	de l'immi- gration net	
Millions de dollars												
1964	8.238	7.537	+ 701	2.509	3.634	- 1.125	145	- 50	- 678	- 35	- 32	- 406
1965	8.745	8.627	+ 118	2.719	3.920	- 1.201	138	- 32	- 761	- 82	-	- 372
1966 et 1 ^{er} trimestre	2.212	2.218	- 6	534	932	- 398	34	- 107	- 191	- 12	+ 8	- 97
% + ou -	1965/19	+ 6,1	- 8,3	+ 8,3	+ 7,8	- 6,7	- 4,8	+ 36,0	- 12,2	- 134,2	-	+ 8,3
COMPTES DE CAPITAL												
COMPTES COURANTS												
			ROYAUME-UNI				TOUS AUTRES PAYS				TOUS PAYS	
ÉTATS-UNIS			Balance de compte courant	Balance non com- merci- les	Balance de compte courant	Balance commer- ciale	Balance non com- merci- les	Balance de compte courant	Balance commer- ciale	Mouve- ment des disponi- bilités à long terme	Mouve- ment des disponi- bilités à court terme	Variation du stock d'or et dérivés
Balance commer- ciale	Balance non com- merci- les	Balance de compte courant	Balance commer- ciale	Balance non com- merci- les	Balance de compte courant	Balance commer- ciale	Balance non com- merci- les	Balance de compte courant	Balance commer- ciale	Mouve- ment des disponi- bilités à long terme	Mouve- ment des disponi- bilités à court terme	Variation du stock d'or et dérivés
-	808	- 827	+ 635	- 30	+ 605	+ 874	- 268	+ 606	+ 820	- 33	+ 787	+ 86
-	1.401	- 871	+ 560	- 50	+ 510	+ 599	- 280	+ 319	+ 713	+ 527	+ 1.240	- 11
Millions de dollars												

TABLEAU IX

Revenu national et produit national bruts en 1964 et 1965

Année et trimestre	Rémunération de salariés	Soldes et allocations militaires	Bénéfice des sociétés avant l'impôt et dividende des non résidents	Moins dividendes versés aux non résidents	Loyers, intérêts et revenus divers des placements	Revenu net des agriculteurs
Millions de dollars						
1964	23.433	583	4.819	- 713	3.262	1.464
1965						
I	6.026	145	1.055	- 178	833	10
II	6.431	153	1.409	- 155	845	100
III	6.471	149	1.330	- 161	874	1.305
IV	6.835	140	1.405	- 257	1.002	230
1966 (1)	6.840	168	1.124	- 186	919	109
% + ou - 1965/1964	+ 11,0	+ 0,6	+ 7,8	+ 5,3	+ 8,9	+ 12,3
Chiffres non désaisonnalisés						
Année et trimestre	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles	Ajustement de la valeur des stocks	Revenu national au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provision consommation de capital et réévaluations diverses	Produit national brut aux prix du marché
Millions de dollars						
1964	2.720	- 131	35.437	6.372	5.600	47.403
1965						
I	581	- 41	8.431	1.693	1.432	11.433
II	720	- 117	9.386	1.780	1.546	12.632
III	712	- 55	10.895	1.841	1.516	14.285
IV	864	- 112	10.107	1.858	1.616	13.636
1966 (1)	619	- 118	9.475	1.892	1.554	12.775
% + ou - 1965/1964	+ 5,7	+ 14,8	+ 9,5	+ 12,5	+ 9,1	+ 9,5

TABLEAU X

Evolution des indices de la production industrielle (1)
1949 = 100

	Production industrielle	Mines	NON DURABLES				DURABLES					
			Alliment. boisson	Textile	Pulpe papier	Pétrole	Bois et dérivés	Machines	Métall. primaire	Véhicules	Métaux non ferreux	Electricité
1964	235,3	346,4	185,6	203,3	182,0	357,9	174,3	213,1	291,2	274,2	174,2	371,5
1965												
J.	239,8	358,3	162,3	204,1	176,2	392,6	168,1	259,9	277,7	334,4	177,7	425,3
F.	247,1	344,5	167,6	228,9	191,2	381,3	183,7	239,5	291,2	346,0	181,8	429,5
M.	230,7	331,8	169,6	215,4	195,7	365,1	183,7	233,7	310,6	417,2	187,9	417,6
A.	247,8	344,4	173,4	208,2	188,4	332,7	171,1	238,0	322,0	406,2	188,3	399,7
M.	253,6	354,5	188,0	223,4	193,7	355,2	176,9	240,7	342,7	427,9	183,7	382,9
J.	260,7	369,7	202,8	228,6	184,2	375,8	191,6	246,7	346,3	433,3	185,1	376,0
J.	241,0	358,7	202,6	173,9	197,1	391,2	178,7	251,8	306,5	305,9	129,7	358,3
A.	247,5	379,3	219,6	214,7	194,2	393,0	189,7	255,0	330,0	44,9	182,1	375,7
S.	263,7	399,4	232,4	245,5	203,9	377,3	195,3	259,2	339,6	226,7	188,9	388,4
O.	268,7	371,5	214,0	238,5	202,6	377,4	188,7	262,6	334,3	363,3	192,6	424,7
N.	274,0	384,1	210,9	231,2	192,6	368,4	177,3	265,0	336,0	448,2	198,4	458,7
D.	263,9	371,3	184,2	235,1	192,6	396,1	175,7	265,2	303,3	417,0	196,3	468,6
1966												
J.	262,0	360,4	167,7	229,4	192,0	385,8	177,3	265,6	309,4	433,7	193,3	489,9
F.	274,0	375,9	179,6	248,3	212,0	401,9	192,6	267,0	327,9	448,2	193,9	485,1
M.	274,0	378,1	180,2	239,0	217,1	394,3	195,2	267,8	346,3	445,7	197,6	477,5
A.	274,3	386,8	185,9	231,0	209,0	384,1	182,5	268,7	349,1	450,0	200,4	452,9
M.	276,1	398,4	198,8	225,6	216,2	372,6	187,3	270,5	348,1	422,0	199,0	447,0
% + ou - 1965/1964	+ 8,3	+ 5,5	+ 4,0	+ 8,5	+ 5,9	+ 4,9	+ 4,2	+ 16,4	+ 9,8	+ 26,7	+ 7,2	+ 10,0
% + ou - 1966/janv. 65	+ 9,2	+ 0,5	+ 3,3	+ 12,3	+ 8,9	- 1,7	+ 5,4	+ 15,5	+ 11,4	+ 29,7	+ 8,7	+ 15,1

(1) Chiffres non désaisonnalisés.

(1) - Oligonucleotídeos

Oligonucleotídeo	100% Glicosilado										100% Acetato		
	100%	90%	80%	70%	60%	50%	40%	30%	20%	10%	100%	90%	80%
M	2021	1009	2022	1072	2078	2079	2079	2079	2079	2079	2079	2079	2079
N	2022	1010	2073	1073	2073	2073	2073	2073	2073	2073	2073	2073	2073
O	2073	1011	2074	1074	2074	2074	2074	2074	2074	2074	2074	2074	2074
P	2074	1012	2075	1075	2075	2075	2075	2075	2075	2075	2075	2075	2075
Q	2075	1013	2076	1076	2076	2076	2076	2076	2076	2076	2076	2076	2076
R	2076	1014	2077	1077	2077	2077	2077	2077	2077	2077	2077	2077	2077
S	2077	1015	2078	1078	2078	2078	2078	2078	2078	2078	2078	2078	2078
T	2078	1016	2079	1079	2079	2079	2079	2079	2079	2079	2079	2079	2079
U	2079	1017	2080	1080	2080	2080	2080	2080	2080	2080	2080	2080	2080
V	2080	1018	2081	1081	2081	2081	2081	2081	2081	2081	2081	2081	2081
W	2081	1019	2082	1082	2082	2082	2082	2082	2082	2082	2082	2082	2082
X	2082	1020	2083	1083	2083	2083	2083	2083	2083	2083	2083	2083	2083
Y	2083	1021	2084	1084	2084	2084	2084	2084	2084	2084	2084	2084	2084
Z	2084	1022	2085	1085	2085	2085	2085	2085	2085	2085	2085	2085	2085
AA	2085	1023	2086	1086	2086	2086	2086	2086	2086	2086	2086	2086	2086
AB	2086	1024	2087	1087	2087	2087	2087	2087	2087	2087	2087	2087	2087
AC	2087	1025	2088	1088	2088	2088	2088	2088	2088	2088	2088	2088	2088
AD	2088	1026	2089	1089	2089	2089	2089	2089	2089	2089	2089	2089	2089
AE	2089	1027	2090	1090	2090	2090	2090	2090	2090	2090	2090	2090	2090
AF	2090	1028	2091	1091	2091	2091	2091	2091	2091	2091	2091	2091	2091
AG	2091	1029	2092	1092	2092	2092	2092	2092	2092	2092	2092	2092	2092
AH	2092	1030	2093	1093	2093	2093	2093	2093	2093	2093	2093	2093	2093
AI	2093	1031	2094	1094	2094	2094	2094	2094	2094	2094	2094	2094	2094
AJ	2094	1032	2095	1095	2095	2095	2095	2095	2095	2095	2095	2095	2095
AK	2095	1033	2096	1096	2096	2096	2096	2096	2096	2096	2096	2096	2096
AL	2096	1034	2097	1097	2097	2097	2097	2097	2097	2097	2097	2097	2097
AM	2097	1035	2098	1098	2098	2098	2098	2098	2098	2098	2098	2098	2098
AN	2098	1036	2099	1099	2099	2099	2099	2099	2099	2099	2099	2099	2099
AO	2099	1037	2100	1100	2100	2100	2100	2100	2100	2100	2100	2100	2100
AP	2100	1038	2101	1101	2101	2101	2101	2101	2101	2101	2101	2101	2101
AQ	2101	1039	2102	1102	2102	2102	2102	2102	2102	2102	2102	2102	2102
AR	2102	1040	2103	1103	2103	2103	2103	2103	2103	2103	2103	2103	2103
AS	2103	1041	2104	1104	2104	2104	2104	2104	2104	2104	2104	2104	2104
AT	2104	1042	2105	1105	2105	2105	2105	2105	2105	2105	2105	2105	2105
AV	2105	1043	2106	1106	2106	2106	2106	2106	2106	2106	2106	2106	2106
AW	2106	1044	2107	1107	2107	2107	2107	2107	2107	2107	2107	2107	2107
AX	2107	1045	2108	1108	2108	2108	2108	2108	2108	2108	2108	2108	2108
AY	2108	1046	2109	1109	2109	2109	2109	2109	2109	2109	2109	2109	2109
AZ	2109	1047	2110	1110	2110	2110	2110	2110	2110	2110	2110	2110	2110
BA	2110	1048	2111	1111	2111	2111	2111	2111	2111	2111	2111	2111	2111
BB	2111	1049	2112	1112	2112	2112	2112	2112	2112	2112	2112	2112	2112
BC	2112	1050	2113	1113	2113	2113	2113	2113	2113	2113	2113	2113	2113
BD	2113	1051	2114	1114	2114	2114	2114	2114	2114	2114	2114	2114	2114
BE	2114	1052	2115	1115	2115	2115	2115	2115	2115	2115	2115	2115	2115
BF	2115	1053	2116	1116	2116	2116	2116	2116	2116	2116	2116	2116	2116
BG	2116	1054	2117	1117	2117	2117	2117	2117	2117	2117	2117	2117	2117
BH	2117	1055	2118	1118	2118	2118	2118	2118	2118	2118	2118	2118	2118
BI	2118	1056	2119	1119	2119	2119	2119	2119	2119	2119	2119	2119	2119
BJ	2119	1057	2120	1120	2120	2120	2120	2120	2120	2120	2120	2120	2120
BK	2120	1058	2121	1121	2121	2121	2121	2121	2121	2121	2121	2121	2121
BL	2121	1059	2122	1122	2122	2122	2122	2122	2122	2122	2122	2122	2122
BM	2122	1060	2123	1123	2123	2123	2123	2123	2123	2123	2123	2123	2123
BN	2123	1061	2124	1124	2124	2124	2124	2124	2124	2124	2124	2124	2124
BO	2124	1062	2125	1125	2125	2125	2125	2125	2125	2125	2125	2125	2125
BP	2125	1063	2126	1126	2126	2126	2126	2126	2126	2126	2126	2126	2126
BQ	2126	1064	2127	1127	2127	2127	2127	2127	2127	2127	2127	2127	2127
BR	2127	1065	2128	1128	2128	2128	2128	2128	2128	2128	2128	2128	2128
BS	2128	1066	2129	1129	2129	2129	2129	2129	2129	2129	2129	2129	2129
BT	2129	1067	2130	1130	2130	2130	2130	2130	2130	2130	2130	2130	2130
BV	2130	1068	2131	1131	2131	2131	2131	2131	2131	2131	2131	2131	2131
BW	2131	1069	2132	1132	2132	2132	2132	2132	2132	2132	2132	2132	2132
BX	2132	1070	2133	1133	2133	2133	2133	2133	2133	2133	2133	2133	2133
BY	2133	1071	2134	1134	2134	2134	2134	2134	2134	2134	2134	2134	2134
BZ	2134	1072	2135	1135	2135	2135	2135	2135	2135	2135	2135	2135	2135
CA	2135	1073	2136	1136	2136	2136	2136	2136	2136	2136	2136	2136	2136
CB	2136	1074	2137	1137	2137	2137	2137	2137	2137	2137	2137	2137	2137
CC	2137	1075	2138	1138	2138	2138	2138	2138	2138	2138	2138	2138	2138
CD	2138	1076	2139	1139	2139	2139	2139	2139	2139	2139	2139	2139	2139
CE	2139	1077	2140	1140	2140	2140	2140	2140	2140	2140	2140	2140	2140
CF	2140	1078	2141	1141	2141	2141	2141	2141	2141	2141	2141	2141	2141
CG	2141	1079	2142	1142	2142	2142	2142	2142	2142	2142	2142	2142	2142
CH	2142	1080	2143	1143	2143	2143	2143	2143	2143	2143	2143	2143	2143
CI	2143	1081	2144	1144	2144	2144	2144	2144	2144	2144	2144	2144	2144
CJ	2144	1082	2145	1145	2145	2145	2145	2145	2145	2145	2145	2145	2145
CK	2145	1083	2146	1146	2146	2146	2146	2146	2146	2146	2146	2146	2146
CL	2146	1084	2147	1147	2147	2147	2147	2147	2147	2147	2147	2147	2147
CM	2147	1085	2148	1148	2148	2148	2148	2148	2148	2148	2148	2148	2148
CN	2148	1086	2149	1149	2149	2149	2149	2149	2149	2149	2149	2149	2149
CO	2149	1087	2150	1150	2150	2150	2150	2150	2150	2150	2150	2150	2150
CP	2150	1088	2151	1151	2151	2151	2151	2151	2151	2151	2151	2151	2151
CQ	2151	1089	2152	1152	2152	2152	2152	2152	2152	2152	2152	2152	2152
CR	2152	1090	2153	1153	2153	2153	2153	2153	2153	2153	2153	2153	2153
CS	2153	1091	2154	1154	2154	2154	2154	2154	2154	2154	2154	2154	2154
CT	2154	1092	2155	1155	2155	2155	2155	2155	2155	2155	2155	2155	2155
CV	2155	1093	21										

ALASKA IN 1966

- I. — **Alaska as a developing regional economy 1966-1970**
by R. C. Haring p. 147
- II. — **The Alaska king crab industry**
by Leo M. Loll. p. 150
- III. — **Alaska's native population and employment prospects**
by George W. Rogers p. 154
- IV. — **Major social and economic characteristics of Alaska's regions**
by George W. Rogers p. 161

ALASKA IN 1986

1986

1986

1986

1986

ALASKA

On
red
and
the
light
ture
rest
and
spac
ther
re a
crea
of m
book

Tica
One
page
some
book
400
to th
level
cont
ment
and n
book

ALASKA AS A DEVELOPING REGIONAL ECONOMY : 1966-1970

by R. C. HARING *

On March 27, 1964, the Alaskan earthquake devastated many coastal towns. Since then, the Alaskan economy has prospered at an unprecedented peacetime rate. During 1965, several factors were particularly important. Exports increased, federal expenditures continued at the 1964 pace, and the construction, forestry and fisheries industries prospered. The transfer of public lands from federal agencies to the state government has occurred rapidly. Recent oil discoveries have begun to contribute to the state's financial position. Only the threat of increasingly active foreign fishing and the possibility of military out movements dampens the economic outlook for the next several years.

Public Policy.

Emergency federal expenditures were specifically designed to help alleviate the 1964 earthquake damages (1). These federal funds were an important economic stimulus in 1964-1965. By July, 1965, nearly \$400 million of federal assistance had been extended to this region for earthquake reconstruction and development purposes (2). As a consequence, the contract construction industry operated at an employment rate 30 percent higher than in 1964. The repair and replacement of most damaged roads and public buildings have been accomplished. In certain ins-

tances, such as in fishery processing plants, the replacement facilities have materially improved the region's competitive position.

The national reductions in domestic military spending and the shutting down of military bases have not yet affected Alaska's prosperity. Procurement of Alaskan products and services by local military installations has remained steady. In certain categories of base purchasing and contracting, the proportion of local buying actually has increased. In the next two fiscal years, the regional effects of new national military spending policies will be registered.

The role of non-military spending in Alaska has become increasingly important (3). In this regard, two programs will be particularly effective in stimu-

(1) Office of Emergency Planning, *Impact of the Earthquake of March 27, 1964 Upon the Economy of Alaska* (Executive Office of the President, Washington, D.C., April 6, 1964); and Federal Reconstruction and Planning Commission for Alaska, *Response to Disaster: Alaskan Earthquake, March 27, 1964* (United States Government Printing Office, Washington, D.C., September, 1964).

(2) Estimated by the Federal Reconstruction and Development Planning Commission, Anchorage. Disaster assistance stemmed directly from the declaration of this area as a major disaster by President Johnson, April 2, 1964. Public Law 81-875, the Federal Disaster Act (1950); Public Law 86-70, Amendment to the Alaska Omnibus Act, were then available.

(3) Cf. R.C. Haring, "The Employment Multiplier Impact of Defense Spending in Alaska", *Papers of the Western Regional Science Association* (Santa Barbara, California, 1965).

lating economic growth. One, the Economic Opportunity Act (1964) is a federal law which already has directed expenditures in low-employment areas of the region. The second, the Economic Development Agency Act (1965), successor of the Area Redevelopment Administration Act, is expected to financially support an expanding manufacturing base. Federal laws are now being enacted by the United States Congress which would additionally aid Alaskan fisheries and subsidize inadequate Native housing.

Public Land Policy.

In 1965, the state received title to 2.0 million acres of land from the federal government. Another 1.3 million acres had been selected for state ownership as of November, 1965. The major acquisitions included 800 thousand acres along the intensive mineral Alaska Railroad Belt near Mt. McKinley National Park; 230 thousand acres of oil and gas lands on the arctic slope; and scattered timber and grazing lands amounting to another 150 thousands acres (1). As this land transfer program continues, the real estate tax and leasing base of state and local governments will expand dramatically. Over the longer term, these conditions will stimulate economic growth.

Construction.

Federal, state and local spending for construction materials and services continued at a high level in 1965 (2). In the past year these expenditures were directed into Anchorage and quake-damaged coastal communities where, by the end of 1965, adequate housing remains in short supply. The industry so expanded during the year that it directly increased overall personal income throughout the state. Business profits rose, commercial bank borrowing increased 20 percent over the previous year, and other financial institutions reported similar gains. At the close of 1965, the superficial scars of the Alaskan earthquake were gone.

Fisheries.

The Alaskan salmon catch represents roughly two-thirds of this region's \$140 million gross value of

fisheries output (3). The 1965 salmon harvest was smaller than in 1964 but the value of the salmon harvest was greater. The catch declined in Southeastern Alaska, Kodiak Island and Cook Inlet, particularly in the low-value pink salmon. These declines were offset by an excellent run of the high-value red salmon in Bristol Bay. Halibut landings increased from 21.6 to 28.3 million pounds with selling prices higher than represented in recent years. The overall harvest of king crab increased 45 percent to a record estimate of 125 million pounds (4). The Dungeness Crab catch declined as Washington and Oregon yields increased. The infant shrimp fishery more than doubled its annual output.

Foreign vessels fishing on and near the Alaskan continental shelf increased enormously. The Japanese and Russians maintained salmon, king crab and shrimp factory fleets in this region of the Northeastern Pacific. For the first time, certain foreign fleets began operating in this fishery year around. This rapid entry and expansion of fishing effort raised several serious economic questions: Is overfishing now occurring which will cause biological damage to fish populations? Does the United States catch amount to a "reasonable share" of this internationally "free" resource? How might these international fisheries be regulated before exploitation causes sharp diminishing economic returns to fishing effort (5)?

Wood Products and Extractive Industries.

The export of Alaskan products has become increasingly important since statehood in 1960. Recently 90 percent of the value of exports has been represented by sales to Japan. Wood products exports, 80 percent of which are pulp, increased 5 percent over 1964. The sales of cants (logs) registered the largest gain. The actual million board feet cut from the Tongass National Forest climbed 4 percent. Additional chipping facilities and a new pulp plant, utilizing U.S. Forest Service and State sources of supply, are expected to be operational in 1966-1967 (6). Oil and gas output increased in 1965

(3) Alaskan fisheries are doubly important—First, because employment and personal income fluctuate greatly with fisheries prosperity. Second, and particularly in the case of the salmon harvest, commercial fish taxes are a significant long term determinant of state revenues. See State of Alaska, *Revenue Sources 1964-1970* (Department of Administration, Juneau, Alaska, January, 1965).

(4) Cf. Leo M. Loll's "King Crab Industry" section of this issue.

(5) R.C. Haring, "Regulation of the Northeastern Pacific Fisheries", *Western Economic Journal*, Spring, 1966.

(6) An examination of the modern development of this industry may be found in Leo M. Loll (editor), "The Wood Products Industry in Alaska", *Alaska Review of Business and Economic Conditions*, September, 1964.

(1) See Richard Cooley, "Land Policy in Alaska", *Natural Resources Journal*, January, 1965; and R.C. Haring, "Land Policy... Comment", *Natural Resources Journal*, May, 1966.

(2) The governmental spending flow is examined at length in Federal Field Committee for Development Planning in Alaska, *Report to President's Review Committee for Planning in Alaska*, 2 Vols. (limited distribution, Federal Field Committee, Anchorage, Alaska, December, 1965).

and the estimates of petroleum reserves in Alaska continued to climb phenomenally. Already low-cost reserves of natural gas are attracting basic industries to Alaska which, only a few years previously, could not have been feasibly located here. Overall, the rapid economic expansion of this northern petroleum industry has begun to offset regular long term employment declines in the mineral extractive industries (1).

Physical Distribution and Trade.

The economy of Alaska depends almost entirely upon the direct purchase of manufactured and assembled goods from "outside", particularly from manufacturing centers of the western United States. Practically no agricultural sector exists within the State. For these reasons, the logistic-marketing situation in the region remains critical. Historically, regional warehousing and wholesaling in Alaska have been tied to problems of ocean transportation. In Interior Alaska additional problems are created by service delays along the Alaskan Railbelt. Industrial products, particularly those purchased by the construction industry, are sold through factory-controlled sales branches (2).

Significant changes have occurred in recent years in transportation and other marketing functions. These changes are most apparent in consumer goods distribution. Since 1958, the number of wholesale and retail businesses throughout the State has declined, and those firms which have survived have increased operations substantially. The flow of trade among community marketplaces has shifted. Anchorage trade value has increased substantially; while trade value in Fairbanks went up moderately. Southeastern Alaska trade underwent little change during this period while the largest number of other smaller communities reported dramatic declines (3). For the State as a whole, these changes in marketing institutions were a symptom of increased efficiency, and thus they were probably socially desirable. Corollary adjustments in transportation rates and services also have stimulated active price competition.

Introduction of Sea-Land service to many ports represented a significant innovation in transportation. Tariffs were effectively reduced, and delivery time

to Alaska shortened. The state-owned ferry system has continued to extend service to new areas. In this way consumer goods distribution channels were shortened. Regional warehousing, integrated with metropolitan-scale shopping centers, have emerged in Anchorage. Price competition in both consumer and industrial goods has become more active. All in all, purchase prices to many communities were reduced. As a result, only very small gains in consumer price indexes have been observed (4).

Income and Employment.

Total personal income in Alaska for 1965 was 9 percent higher than the 1964 level. The annual rate of employment increased 5 percent even taking into account a lengthy pulp workers strike at Sitka. Serious employment problems continue, and isolated pockets of chronic unemployment persist. The composition of employment has changed industry by industry, and generated rapid increases in personal income. In general, considering the limited rate of inflation in Alaska since 1960, the economy has exhibited substantial real growth.

Outlook.

The outlook for the construction, wood products and petroleum industries is extremely favorable. New and diversified basic industries in Alaska are now receiving regular investments, and these stimuli should easily offset any declines taking place in military spending. The region's balance-of-payments position has improved during recent years, and exports are expected to increase during the next several years. The dual developments of expanding foreign markets and occasionally successful import substitutes continue to stimulate the private sector of the Alaskan economy. Only international competition in fisheries and management of the state's newly acquired public lands remain uncertain economic and political issues. In spite of these risks, the overall outlook is quite favorable. Income and employment will continue to expand in 1966 and during the remainder of the decade at a balanced pace.

(1) See Leo M. Loll (editor), "Gold Mining in Alaska", *Alaska Review of Business and Economic Conditions*, March, 1965.

(2) *Marketing Cement Product in Alaska and Opportunities for Regional Production* (College, Alaska: University of Alaska, 1965); and *Market for Insulation in Alaska and Feasibility of Regional Manufacture* (College, Alaska: University of Alaska, 1965).

(3) Bureau of Census, "Retail Trade-Alaska", and "Wholesale Trade-Alaska", in *1963 Census of Business* (Washington, D.C.: United States Government Printing Office, 1964). "Retail Trade by Merchandise Lines-Pacific States", *1963 Census of Business* (issued in 1965).

(4) "Marketing in the Economic Growth and Development of Alaska", in Peter Bennett (ed.) *Marketing and Economic Development* (American Marketing Association, Chicago, 1965).

THE ALASKAN KING CRAB INDUSTRY

by Leo M. LOLL *

Overview.

The Alaskan king crab industry is the most rapidly expanding segment of the United States fishing industry. Over 80 million pounds of king crab were caught in this fishery in 1964. Just two decades previously, in 1944, the total harvest was only 15,000 pounds. (See Table I). The overall growth of the king crab industry's harvest during the last seven years has been spectacular, with annual increases ranging from 10 to 68 percent. Alaska's harvest of king crab in 1966 reached an estimated 159 million pounds.

King crab represents a very important part of Alaska's fisheries industry. In 1960, king crab represented less than 6 percent of the total wholesale value of fisheries production. By 1966, king crab production accounted for over 18 percent of the \$ 175 million wholesale value of Alaska's commercial fisheries. (See Table II) Alaska's king crab fishery is divided into eight regulatory areas. These are: Southeastern (ranging from Dixon entrance on the south to Cape St. Elias), Prince William Sound, Cook Inlet, Chignik, Kodiak Island, Alaska Peninsula (south side), Aleutian Islands and Alaska Peninsula (north side including the Bering Sea). Harvest statistics for 1966 indicate that the Kodiak Island area was largest in harvest with 90.8 million pounds. This represents more than triple the 1964 record catch from this area. The increase was due principally to additional floating processors, which were supplied by crab vessels from Kodiak. The second largest catch took place in the Aleutian Island area, which reported a 40.1 million pounds harvest. The south side of the Alaska Peninsula had a harvest of 22.0 million pounds, and Cook Inlet's harvest was 3.9 million pounds. The catch in the remaining areas was relatively minor.

History of the Alaskan King Crab Industry.

The United States, Russia and Japan are the most important commercial harvestors of king crab. Actually, Japan was the first to develop an industry based upon this fishery resource. Commercial king crab fishing first began in the Sea of Japan in approximately 1892. During the first several decades the entire catch was canned at shore-based plants. Growth of the industry was slow until 1923, when floating canneries were first used to expand fishing

operations into distant geographic areas. The Russians began fishing for king crab in the eastern Bering Sea as early as 1928. Two factory ships operating there with supporting catcher boats, processed 35,000 cases of king crab that year. By 1930 the Russian fleet had expanded to ten vessels and processed 73,000 cases. Annual output remained at roughly 21.4 million pounds until 1939.

United States fishermen first began harvesting king crab commercially at Seldovia Alaska in 1920. This infant industry remained weak for the next 30 years, with production also occurring at Kodiak and Hoona. From 1926-1934 no commercial canning of king crab occurred in the Territory of Alaska. Initially, American fishermen captured king crab with small salmon purse seiners, and this resource represented a good off-season income. Because king crab must be kept alive up to the time of processing, king crab was caught in areas immediate adjacent to canneries. Much later, when United States vessels were equipped with large, efficient live crab tanks, American fishermen expanded into the various harvest-regulatory areas described above.

Several factors were responsible for the late development of the American king crab industry. One primary retarding factor was the healthy salmon fishery that provided adequate employment opportunities for Alaska's fishermen during the 1920's and 1930's. The lack of knowledge of proper crab canning techniques; problems of quality control; ignorance of the king crab's migratory habits; and the lack of equipment for effectively harvesting the king crab were other causes of the fishery's slow growth. Another important factor deterring the development of a U.S. king crab industry was Japanese competition. The Japanese were producing a generally excellent king crab product and were selling it at a low price. Under the circumstances American producers were reluctant to risk the capital required to obtain the basic information necessary for profitable operation of the fishery. In 1940, President Roosevelt directed the Secretary of Interior to examine the feasibility of establishing an Alaskan king crab canning industry. Fish and Wildlife Service vessels began exploratory research, which soon afterward led directly to profitable crab operations in Cook Inlet, Kodiak Island and the Alaska Peninsula. In 1941, the *ad valorem* tariff on imported crab meat was increased to 22 1/2 percent. This fiscal measure provided some protection for this industry from international competition.

[*] University of Alaska.

Mass commercial king crab harvesting by the U.S. began in 1955 with several large national firms entering this industry. Shore based canning plants were used to process the catch and the annual pack increased from 17,000 to 100,000 cases from 1955 to 1960. The growth continued without interruption up to the present, with 235 thousand cases canned in 1964.

Current Operations.

The Japanese king crab fleet operating off the coast of Alaska in 1964 was composed of two factoryships, twelve vessels to set the tangle nets, and about 16 small boats to haul and pick the tangle nets. The Japanese king crab fleet arrived north of the Alaska Peninsula in March and remained in that general area until September. They harvested enough king crab during this period to process 235,000 cases of canned crab meat.

The Russian king crab fishery operating near Alaska in 1964 consisted of three ultramodern factoryships and nine tangle net setting trawlers. Each factoryship carried 12 small boats from which the tangle nets were picked. In addition, two scouting trawlers were used by the Russians to determine the most productive places to set the tangle nets. The Soviet king crab fishery in 1964 operated in the outer Bristol Bay area from near Port Moller to Unimak Pass from April through July, at which time the fishery left Alaskan waters. Russia harvested king crab from the waters of the Sea of Okhotsk and in the Bering Sea off Kamchatka in 1965. Estimated production equalled 40,000 cases, which was 42,000 cases above the estimated 1964 production level.

There were 39 U.S. owned shore-based plants or floating factoryships processing king crab in Alaska in 1964. Twenty-nine of these processors were preparing frozen or fresh king crab for market, and ten were producing canned crab. About 300 U.S. owned and operated boats were registered as king crab vessels in Alaska 1964. Approximately 79 percent of the king crab prepared for market in 1964 was frozen, 20 percent was canned, and the remainder was sold fresh. (See Table III.)

King Crab Regulations.

Alaskan commercial king crab harvesting regulations have traditionally specified the sex and size of the king crab that can legally be taken in Alaskan water. Currently these regulations do not permit the harvesting of female king crab, and the minimum harvestable size for male king crabs in most areas in 1965 was seven inches as measured across the greatest width

of the carapace. These regulations also stipulate the type and amount of gear that can legally be used for the commercial harvesting of king crab. The regulations also indicate the areas which may be fished (1). Alaskan king crab has been caught commercially by three types of gear: tangle nets, otter trawls and crab pots. Under the current regulations of the Alaska Department of Fish and Game, king crab may not be taken by tangle nets or otter trawls; thus the only legal method of conducting commercial king crab fishing operations in Alaska at the present time is by the use of crab pots.

Tangle nets catch male and female crabs indiscriminately and without regard to size. It is very difficult to remove crabs from these nets without seriously damaging or killing them. Since it has proven to be impossible to carry on an efficient tangle net operation without destroying large numbers of female and undersized male king crabs, the use of the tangle net for harvesting king crab in Alaskan water outlawed in 1955. Irrespective of the fact that this method of taking king crab in Alaskan waters is illegal, the Japanese and Russian fleets use tangle nets almost exclusively to harvest Alaskan king crab, thus international conflicts regarding gear use have developed.

Otter trawling, which became popular in 1952 once the migratory habits of the king crab were identified (2), has been outlawed in Alaskan waters since 1961. Tangle nets and otter trawls are both destructively non-selective when catching king crab and their continued use could result in irreparable damage to this valuable fishery resource (3).

As the Alaskan king crab industry developed and grew, the need for industrial controls became increasingly apparent. A first step was taken in 1965 by the Alaska State Legislature when it created the King Crab Marketing and Quality Control Board. This Board has been given the responsibility for maintaining the quality of Alaska's king crab production as well as the responsibility for overall king crab market promotion and development.

(1) See Richard Van Cleave and Ralph W. Johnson, *Management of the High Seas Fisheries of the Northeastern Pacific* (Seattle, Washington: University of Washington Publications in Fisheries, n.s., Vol. II, No. 2, 1963).

(2) See Guy C. Powell and Richard Reynolds, *Movements of Tagged King Crabs in the Kodiak Island - Lower Cook Inlet Region of Alaska, 1954-1963* (Information Leaflet 55, Alaska Department of Fish and Game, April, 1965); and Guy C. Powell and Richard Nickerson, "Reproduction of King Crabs, *Paralithodes camtschatica* (Tilesius)", *Journal of the Fisheries Research Board of Canada*, Vol. 22, No. 1 (1965), 101-111.

(3) F.A.O. Fisheries Report No. 5, *Economic Effects of Fishery Regulation* (United Nations, Rome, Italy, 1962), pp. 28 ff.

International Considerations.

The international regulation of high seas fisheries is a sadly neglected area (1). Very recently renewed attempts were made to instigate international cooperation in this regard through the **Convention of the Continental Shelf**. This Convention was recommended by the United Nations International Convention on the Law of the Sea and was ratified by the United States on April 12, 1964. Twenty-two nations had to ratify this Convention before it could become legally effective. On May 10th, 1964, Great Britain became the 22nd signatory nation and the Convention went into effect on June 10th, 1964.

The Convention of the Continental Shelf provides that a coastal state, such as Alaska, has sovereign rights over its continental shelf. These rights include exploiting the shelf's renewable natural resources when, at their harvestable stage, they are immobile, on or under the sea bed; or are unable to move except in constant physical contact with the sea bed or subsoil. Thus Alaska, under terms of the Convention, can assert jurisdiction over certain clams, crabs, oysters, abalone and other species which live on the floor of the continental shelf adjacent to Alaska's coast.

The United States Senate Bill S. 1968, signed into law in 1964 as Public Law 88-308, contains a section designed to implement this Convention agreement. This law (known as the Bartlett Act) included king crab as a continental shelf resource. Also, the

territorial shelf Convention had defined the king crab as a crustacean which walks on the continental shelf. However, Japanese contend that king crab actually swim as well as walk and should not be so defined. Japan has not ratified the Convention and evidently does not intend to do so.

The world harvest of king crab from northern Pacific Ocean waters has increased rapidly in the last decade. The Alaskan king crab industry has been an unusually prosperous fishery for the state of Alaska, and regulations have been instituted to avoid overharvesting which might permanently damage this renewable resource.

The harvesting of king crab from international waters follows the general rules of "common property (2)". Present gear limitations harvesting methods and other implemented regulations are inconsistent among the various harvesting nations. Under such conditions, most economists foresee the development of declining shellfish stocks due to overfishing, and a continuation of wasteful international competition (3).

The orderly development of an international king crab fishery could occur through international cooperation. The first logical step toward obtaining this desirable end would be definitional agreement concerning the Convention of the Continental Shelf. The second step might well be the establishment of an international regulatory commission.

(1) Myres S. McDougal and William U. Burke, **The Public Order of Oceans: A Contemporary International Law of the Sea** (Yale University Press, New Haven, Connecticut, 1962), pp. 453-480; and Gerhard von Glahn, **Law Among Nations** (The Macmillan Company, New York, 1965), pp. 326-332.

(2) Francis F. Christy and Anthony Scott, **The Common Wealth of Oceans** (Resources for the Future, Johns Hopkins University Press, 1965), Ch. 2.

(3) James A. Crutchfield, "The Marine Fisheries: A Problem in International Cooperation", **American Economic Review**, Vol. 54, No. 3 (May, 1964).

TABLE I

**Analysis of value of king crab caught and processed in Alaska
1960-1966**

Year	Weight of Crab Landed (in pounds)	Value to Fishermen (in dollars)	Average Price Per Pound Paid to Fishermen (in cents)	Weight after Processing (in pounds)	Percent Discarded in Processing	Value of Processed Crab (in dollars)	Raw Crab Cost Per Pound Processed (in cents)	Average Value Per Pound After Processing (in cents)	Percent Increase in Value Added By Processing
1960	15,208	1,238	8.1	3,802	75	3,900	32.5	102.6	215
1961	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
1962	22,600	960	2.9	5,421	76	8,172	17.7	150.7	762
1963	752,668	31,988	4.2	195,433	74	168,507	16.4	86.2	427
1964	2,133,354	96,001	4.5	572,107	73	684,260	16.8	119.6	613
1965	1,206,945	72,417	6.0	499,121	59	272,905	14.5	54.7	277
1966	1,519,249	91,155	6.0	626,871	59	630,876	14.5	100.6	592
1967	1,993,912	227,622	11.4	812,690	59	754,208	28.0	92.8	231
1968	2,772,833	388,197	14.0	618,408	78	683,882	62.8	110.6	76
1969	4,613,209	547,431	11.9	1,272,524	72	1,171,554	43.0	92.1	114
1970	8,871,070	880,465	9.9	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
1971	8,162,920	808,654	9.9	2,086,565	74	1,767,923	38.8	84.7	119
1972	8,796,022	864,065	9.8	1,628,603	82	1,566,750	53.1	96.2	81
1973	13,076,565	1,046,125	8.0	3,803,944	71	3,504,601	27.5	92.1	235
1974	11,211,554	896,924	8.0	3,279,856	71	2,709,813	27.3	82.6	202
1975	18,839,470	1,477,980	7.8	4,317,663	77	3,850,022	34.2	89.2	161
1976	28,570,016	2,286,136	8.0	5,034,435	82	5,294,866	45.4	105.2	132
1977	43,411,600	3,913,700	9.0	8,549,000	80	9,625,500	45.8	112.6	146
1978	52,782,120	5,278,210	10.0	10,577,180	80	11,861,800	49.9	112.1	125
1979	78,740,240	7,607,360	9.7	16,399,790	79	16,770,640	46.4	102.3	121
1980	86,720,670	8,186,190	9.4	22,994,390	74	21,262,340	35.6	92.5	160
1981	94,505,762	9,375,180	10.0	34,020,813	74	31,664,982	27.6	93.1	237
1982*	158,906,000	16,000,000	10.0	n. a.	n. a.	35,000,000	n. a.	n. a.	119

* Preliminary n. a. = not available

Source: Computed from data obtained from the Alaska State Department of Fish and Game.

TABLE II

**Wholesale value of fisheries production in Alaska
1944-1966
(thousands of dollars)**

Year	Total	Salmon	Halibut	King Crab	Percent of Total	Dungeness Crab	Shrimp and other Shellfish	Other
1960	96,689	83,108	3,736	5,295	5.5	1,108	1,588	1,853
1961	128,726	107,050	7,035	9,626	7.5	1,474	2,273	1,268
1962	131,938	102,419	10,268	11,862	9.0	2,642	3,634	1,093
1963	109,038	75,988	7,929	16,771	15.4	3,032	4,300	1,018
1964	140,921	104,764	8,006	21,262	15.1	3,579	1,520	1,790
1965	166,572	116,806	12,077	31,665	19.0	2,614	1,907	1,503
1966*	174,681	127,980	12,000	33,000	18.9	n. a.	1,700	n. a.

* Preliminary n. a. = not available

Source: Department of Fish and Game, State of Alaska.

TABLE III
Analysis of value of king crab by method of processing
1964

Method of Processing	Number of Pounds Processed	Percent of Total	Wholesale Value After Processing (in dollars)	Percent of Total	Wholesale Value per Pound (in cents)
Frozen Whole	488,520	2.1	216,800	1.0	44.4
Frozen Sections	5,894,740	25.6	3,080,490	14.5	52.3
Frozen Meat	11,697,340	50.9	11,867,610	55.8	101.5
Fresh Whole Sections & Meat	312,380	1.4	156,190	0.7	50.0
Canned *	4,601,410	20.0	5,941,250	28.0	129.1
TOTAL	22,994,390	100.0	21,262,340	100.0	92.5

* Consists of 235,970 standard cases of 48-6 1/2 oz. cans.

Source: Department of Fish and Game, State of Alaska.

III

ALASKA'S NATIVE POPULATION AND EMPLOYMENT PROSPECTS

by George W. ROGERS *

Poverty in Alaska is principally identified with the State's native peoples (Indian, Eskimo and Aleut). A discussion of the subject in *Inter-Nord* Nr 8 concluded that the prospect of the future economic development in Alaska is no cause for complacency concerning the improvement of the well-being of these Alaskans. In addition to adverse factors such as lack of education and saleable skills, racial discrimination, etc., the present geographic distribution of native population is heaviest in areas remote from centers of recent economic development and anticipated future growth. Coupled with labor immobility among Alaska's natives, their rates of natural increase further work against the probability that general economic development will automatically take care of their condition of poverty. Defining economic progress in terms of per capita income growth, the rates of native population outstrip the most optimistic projections of future rates of economic output.

If concern for the present and future condition of Alaska's native peoples is to be translated into realistic and effective public policies and programs, there is need for more basic knowledge and understanding of the native peoples themselves—such elementary matters as their numbers, distribution, and

the dynamics of change—and the relation of the projection of these elements to anticipated economic and employment development. The purpose of this essay is to give only a preliminary treatment of this subject to indicate the need of and nature of such analysis as guides for future planning.

Alaska's Native Population—the Dynamics of its Growth.

Unlike Alaska's highly mobile non-native population, which has increased and decreased mainly by migration to and from Outside in direct response to changed economic conditions, the total number of Alaska's native people has fluctuated as a result of natural factors—the differences between births and deaths and the underlying forces which determined the rates of each. There has been some migration of native Alaskans within and from Alaska, but until recently this has been insignificant. From official U.S. Bureau of the Census reports from 1880 to 1960, supplemented by estimates based upon earlier incomplete census reports and estimates made recently of the probable native population of Alaska at the time of the first European contacts, the native population for all of Alaska and its five major geographical regions is summarized in Table I (the regions defined on the map are those used in previous issues of *Inter-Nord*).

(*) University of Alaska.

TABLE I

Alaska's native population by major regions, 1740-1964

Year or Date	Total Alaska	Southeast	Southcentral	Southwest	Interior	Northwest
Circa 1740-1780	74,700	11,800	3,700	26,000	5,200	28,000
1839	40,016	8,860	3,907	11,249	4,000	12,000
1880	32,996	7,455	4,318	13,826	2,560	4,837
1890	25,354	5,967	3,566	10,660	2,188	2,973
June 1, 1900	29,542	5,800	4,000	9,600	3,000	7,142
Dec. 31, 1909	25,331	5,866	3,205	7,326	2,403	6,531
Jan. 1, 1920	26,558	5,357	3,000	10,151	2,500	5,550
Oct. 1, 1929	29,983	5,990	3,559	10,735	3,329	6,370
Oct. 1, 1939	32,458	6,502	3,974	10,858	3,462	7,662
April 1, 1950	33,884	7,929	3,788	10,838	3,666	7,663
April 1, 1960	43,081	9,242	5,514	14,314	4,638	9,373
April 1, 1964	48,200	9,800	6,600	16,550	5,050	10,200

Alaska: 1740-1960 from G.W. Rogers and R.A. Cooley, *Alaska's Population and Economy, Vol. II - Statistical Handbook*, Table P-20. Figures from 1740 and 1900 are estimated from sketchy census figures and other historical data. The remaining figures are from formal census reports of the U.S. Bureau of the Census and Vital Statistics.

Reviewing past historical trends, the general decline from an estimated 74,700 persons circa 1740-1780 to about one third that number during the first two decades of the present century follows the classic pattern of the disruptive contact between a self-sufficient, subsistence culture of an aboriginal people and a specialized and exploitative colonial culture. The destruction of aboriginal self-sufficiency through specialization of activities and depletion of the former natural resource base, the depredations of unfamiliar diseases and customs, all took their toll. The accelerating increase in native population, starting in the late 1920's and assuming explosive proportions in the 1950's with the total regaining about two-thirds of the 1740-1780 population by 1960, reflects improvement in general economic conditions in some regions of Alaska but more generally the success of programs of public health and welfare in keeping people alive.

Although of historical importance, a review of past population trends beyond the last decade are of limited value in understanding the current and probable future growth of Alaska's native population. The economic and social factors which determined the past rates of birth and death have been drastically altered or supplanted by entirely different factors as Alaska advanced from its earlier forms of colonialism to statehood. A study of recent experience covering a period in which social programs and similar factors might be said to have assumed a status which will probably hold into the foreseeable future is more relevant for our present purposes.

Table II through VII relate annual statistics on native births and deaths to the 1950 and 1960 census benchmarks for the total State and its five major regions. Vital statistics for earlier years are also available

but are lacking in consistency and coverage as compared with those which have been collected after 1950 when all collection and recording functions were centralized in the Alaska Department of Health and Welfare, Bureau of Vital Statistics. A comparison of the 1950 and 1951 births gives an indication of probable past under-reporting. The total natural increase (excess of births over deaths) between 1950 and 1960 as recorded in vital statistics indicated a total increase of 12,465 native people for the decade, but the difference between the official 1950 and 1960 census enumerations (which reflects other factors in addition to natural increase) indicated a total increase of only 9,197 in native population. The 3,268 difference is not uniformly distributed among the five regions. The census reports fewer native people in three of the regions (Southeast 1,585, Interior 972, and Northwest, 1,138) and more in two regions (Southcentral 44 and Southwest 263) than vital statistics.

It might be assumed that the 3,268 "missing" native people represent the total out-migration from Alaska and three regions, and an in-migration into two regions. No study has been made of this, however, but it is generally assumed that native migration from the State as a whole is not nearly as large as this calculation would suggest. The "missing persons" might be accounted for in part by differences in the reporting standards of the State and Federal agencies involved, errors, and the change of the Bureau of the Census' racial classification procedures between the taking of the 1950 and the 1960 census. With the members of a household rather than the enumerator making the racial classification, the 3,268 difference may be in part accounted for by native people living in urban centers who are now "passing" as non-native.

TABLE II

Total Alaska native population and components of annual change, 1950-1963

Calendar Year	Total Population April 1	Crude Birth Rate	Crude Death Rate	Rate of Natural Increase
1950	33,863	4.06*	1.70	2.37*
1951	34,456	4.45	1.81	2.64
1952	35,130	4.53	1.55	2.98
1953	35,904	4.51	1.38	3.02
1954	36,706	4.54	1.15	3.39
1955	37,625	4.60	1.01	3.59
1956	38,623	4.94	1.15	3.79
1957	39,704	4.65	1.11	3.54
1958	40,745	4.79	.97	3.83
1959	41,898	4.81	.99	3.82
1960	43,081	4.78	.94	3.84
1961	44,305	4.76	.98	3.79
1962	45,547	4.76	.94	3.82
1963	46,835	4.59	.94	3.65
1964	48,100	n.a.	n.a.	n.a.

n.a.—data not available.
* 1950 figure reflects under-reporting of births in Southwest, Northwest and Interior regions. Alaska Department of Health assumed full responsibility for recording vital statistics in 1951.

Source : Births and deaths from unpublished worksheets of Alaska Department of Health and Welfare, Bureau of Vital Statistics. Total population for 1950 and 1960 from U.S. Bureau of the Census.

TABLE III

Southeast Alaska native population and components of annual change, 1950-1963

Calendar Year	Total Population April 1	Crude Birth Rate	Crude Death Rate	Rate of Natural Increase
1950	7,929	4.33	1.17	3.15
1951	8,042	4.31	1.38	2.90
1952	8,149	4.27	1.15	3.12
1953	8,264	4.30	.98	3.32
1954	8,388	4.41	.83	3.58
1955	8,524	4.70	1.18	3.52
1956	8,660	4.71	.92	3.79
1957	8,809	4.53	1.07	3.46
1958	8,947	4.52	.97	3.54
1959	9,091	4.61	.93	3.67
1960	9,242	4.51	1.06	3.45
1961	9,387	4.67	1.03	3.63
1962	9,542	4.46	.97	3.49
1963	9,693	4.32	1.01	3.31
1964	9,838	n.a.	n.a.	n.a.

n.a.—data not available.

Source : Births and deaths adjusted to residence from unpublished worksheets of Alaska Department of Health and Welfare, Bureau of Vital Statistics. Total population for 1950 and 1960 from U.S. Bureau of the Census.

TABLE IV

Southcentral Alaska native population and components of annual change, 1950-1963

Calendar Year	Total Population April 1	Crude Birth Rate	Crude Death Rate	Rate of Natural Increase
1950	3,788	4.36	1.21	3.14
1951	3,909	4.20	1.56	2.63
1952	4,016	4.56	1.29	3.26
1953	4,151	4.31	.96	3.35
1954	4,294	4.22	1.07	3.14
1955	4,434	4.87	.68	4.19
1956	4,625	5.60	.95	4.65
1957	4,845	4.91	.87	4.05
1958	5,046	5.47	.93	4.54
1959	5,280	5.08	.74	4.34
1960	5,514	5.59	.67	4.91
1961	5,785	5.36	.92	4.44
1962	6,042	5.45	.81	4.63
1963	6,322	5.79	1.01	4.78
1964	6,624	n.a.	n.a.	n.a.

n.a.—data not available.

Source : Births and deaths adjusted to place of residence from unpublished worksheets of Alaska Department of Health and Welfare, Bureau of Vital Statistics. Total population for 1950 and 1960 from U.S. Bureau of the Census.

TABLE V

Southwest Alaska native population and components of annual change, 1950-1963

Calendar Year	Total Population April 1	Crude Birth Rate	Crude Death Rate	Rate of Natural Increase
1950	10,838	2.99	1.40	1.59
1951	11,035	3.90	2.20	1.69
1952	11,247	3.93	1.96	1.96
1953	11,493	3.91	1.66	2.24
1954	11,776	4.19	1.37	2.82
1955	12,133	3.71	1.03	2.68
1956	12,483	4.56	1.42	3.14
1957	12,900	4.19	1.21	2.98
1958	13,310	4.16	.94	3.22
1959	13,769	4.68	.96	3.72
1960	14,314	4.62	.94	3.68
1961	14,861	4.72	1.04	3.68
1962	15,408	4.72	.93	3.79
1963	15,992	4.48	.90	3.58
1964	16,565	n.a.	n.a.	n.a.

n.a.—data not available.

Source : Births and deaths adjusted to place of residence from unpublished worksheets of Alaska Department of Health and Welfare, Bureau of Vital Statistics. Total population for 1950 and 1960 from U.S. Bureau of the Census.

TABLE VI

Interior Alaska native population and components of annual change, 1950-1963

Calendar Year	Total Population April 1	Crude Birth Rate	Crude Death Rate	Rate of Natural Increase
1950	3,666	5.07*	1.96	3.11
1951	3,727	5.85	2.20	3.65
1952	3,799	6.50	1.58	4.92
1953	3,899	5.87	1.18	4.69
1954	3,997	5.93	.95	4.99
1955	4,103	5.78	.88	4.90
1956	4,210	5.91	.86	5.06
1957	4,324	5.43	1.13	4.30
1958	4,423	6.15	.97	5.18
1959	4,544	5.04	1.17	3.87
1960	4,638	4.81	1.08	3.73
1961	4,730	5.05	.82	4.23
1962	4,837	5.15	.95	4.20
1963	4,945	4.83	.81	4.02
1964	5,051	n.a.	n.a.	n.a.

n.a.—data not available.
* 1950 births probably under-reported.

Source: Births and deaths adjusted to place of residence from unpublished worksheets of Alaska Department of Health and Welfare, Bureau of Vital Statistics. Total population for 1950 and 1960 from U.S. Bureau of the Census.

TABLE VII

Northwest Alaska native population and components of annual change, 1950-1963

Calendar Year	Total Population April 1	Crude Birth Rate	Crude Death Rate	Rate of Natural Increase
1950	7,663	4.67	2.75	1.92
1951	7,751	4.84	1.63	3.21
1952	7,900	4.70	1.48	3.22
1953	8,053	4.59	1.73	2.87
1954	8,192	4.70	1.32	3.38
1955	8,359	5.08	1.04	4.04
1956	8,562	4.95	1.27	3.67
1957	8,750	4.95	1.12	3.83
1958	8,951	4.99	1.03	3.97
1959	9,164	4.97	1.17	3.80
1960	9,373	4.79	.90	3.79
1961	9,586	4.40	.92	3.48
1962	9,786	4.49	1.00	3.48
1963	9,991	4.11	.95	3.16
1964	10,181	n.a.	n.a.	n.a.

n.a.—data not available.

Source: Births and deaths adjusted to residence from unpublished worksheets of Alaska Department of Health and Welfare, Bureau of Vital Statistics. Total population for 1950 and 1960 from U.S. Bureau of the Census.

Whatever the explanation for the differences, they were redistributed to each year in the preceding tables as an adjustment to annual natural increases arriving at an estimated total native population for each year. Crude annual rates of births, deaths, and natural increase were calculated in relation to these annual total population estimates. For the period from 1952 through 1963 (1950 and 1951 excluded because of possible distortions arising from transition in reporting), the crude rate of natural increase for the State has ranged from a low of 3.0 per cent to a high of 3.8 per cent (which was found in six years), for Southeast from 3.1 per cent to 3.8 per cent, for Southcentral 3.1 per cent to 4.9 per cent, Southwest 2.6 per cent to 3.8 per cent, Interior 3.7 per cent to 5.2 per cent, and Northwest 2.9 per cent to 4.0 per cent.

By any comparisons, these rates of natural increase are abnormally high. The United States in mid-1962 had an annual rate of natural increase of 1.6 per cent, which is also the rate for all North America. For Europe as a whole, the rate was 0.9 per cent. In Central America, including the Caribbean, the annual increase has been 2.9 per cent, in South America and Southeast Asia 2.7 per cent, and in Southwest Asia 2.6 per cent. It is only in some of the smaller underdeveloped areas of the world that rates can be found which approach or exceed those reported among Alaska's native population: Mauritania

5.1 per cent, Burundi 4.9 per cent, Costa Rica 4.3 per cent, Greenland 4.0 per cent, Mali 3.9 per cent, Vietnam 3.7 per cent, Dominican Republic 3.6 per cent, and Nicaragua 3.5 per cent (1).

United Nations planners are seriously concerned about these rates of population increase and warn that the battle against poverty in the underdeveloped nations is being defeated by it. The U.N. development goals for the 1960's among other things include holding population rises in the underdeveloped areas to about 2 to 2 1/2 per cent annually. Any war against poverty among Alaska's native people must include a similar recognition of the importance of rates of population increase (refer to discussion in *Inter-Nord*).

The Future of Alaska's Native Population and the Incidence of Poverty, 1960-2000.

The trends of crude birth and death rates in the five regions over the past decade can be used as a starting place for making future projections. Looking at the trends of birth and death rates within Southeast, Interior, and Northwest Alaska, all present the general pattern of a rise in birth rates until the late 1950's and evidence of a downward trend as they enter the 1960's, while no real downturn is evidenced in South-

(1) United Nations, *Demographic Yearbook*, 1963 (August 1964).

TABLE VIII

Projections of Alaska native population, 1960-2000

Year	Total Alaska	Southeast	Southcentral	Southwest	Interior	Northwest
Total Population (Monthly averages, thousands of persons)						
1950	33.9	7.9	3.8	10.8	3.7	7.7
1955	37.6	8.5	4.4	12.1	4.1	8.4
1960	43.1	9.2	5.5	14.1	4.6	9.4
1964	48.1	9.8	6.6	16.6	5.1	10.2
1970	62.2	13.0	8.6	20.6	6.8	13.2
1980	86.1	17.5	12.7	27.7	9.6	18.6
1990	113.3	22.4	17.5	35.5	12.9	25.0
2000	141.5	27.3	22.4	43.3	16.5	32.0
Average Annual Rate of Natural Increase (Per cent) (1)						
1950-1954	3.00	3.20	3.10	2.20	4.50	3.15
1955-1959	3.80	3.60	4.35	3.20	4.65	3.85
1960-1973	3.75	3.50	4.65	3.70	4.10	3.55
1960-1970	3.73	3.50	4.60	3.75	4.00	3.50
1970-1980	3.20	3.00	4.00	3.00	3.50	3.50
1980-1990	2.78	2.50	3.25	2.50	3.00	3.00
1990-2000	2.23	2.00	2.50	2.00	2.50	2.50

(1) Expressed as approximate average interest rate, compounded annually.

TABLE IX
Estimated total employed labor force, 1960-2000

Year	Total Alaska	Southeast	Southcentral	Southwest	Interior	Northwest
(Monthly averages, thousands of workers)						
Total Employed Labor Force						
1960	100.7	16.7	49.9	7.8	23.5	2.8
1980	191.0	36.0	86.0	14.0	46.0	9.0
2000	259.0	47.0	121.0	17.0	63.0	11.0
Military						
1960	33.3	0.6	17.4	3.5	11.0	0.8
1980	34.0	0.5	17.0	3.0	12.0	1.5
2000	35.0	0.5	17.5	3.0	12.0	2.0
Civilian Government						
1960	22.8	4.6	11.6	1.3	4.6	0.7
1980	27.0	6.0	13.0	1.5	5.5	1.0
2000	31.0	7.0	15.0	2.0	6.0	1.0
Commodity-Producing Industries						
Construction :						
1960	5.9	0.5	2.9	0.1	2.1	0.3
1980	7.0	0.5	2.9	0.1	3.0	0.5
2000	10.0	1.0	3.5	0.5	4.5	0.5
Natural resource extraction and manufacturing (1):						
1960	13.7	6.1	4.4	2.0	0.9	0.3
1980	25.7	11.7	9.6	2.1	1.6	0.7
2000	50.0	14.3	24.4	2.8	7.2	1.3
Distributive Industries (2)						
1960	25.0	4.9	13.6	0.9	4.9	0.7
1980 (3)	97.3	17.3	43.5	7.3	23.9	5.3
2000 (3)	133.0	24.2	60.6	8.7	33.3	6.2
(1) Fishing, trapping, agriculture, forestry, mining, lumber and pulp, minerals processing and refining, food processing, construction materials, etc.						
(2) Transportation, communications, utilities, trade, finance, insurance, real estate, services and miscellaneous.						
(3) Tourism related increase included in "Distributive Industries":						
1960 to 1980	14.6	4.0	4.6	1.0	4.0	2.0
1980 to 2000	16.0	4.0	5.0	1.0	4.0	2.0

Sources : Projections based upon partial projections in the following studies, combined with minor adjustments for consistency : Battelle Memorial Institute, "Integrated Transport System to Encourage Economic Development of Northwest North America", May 25, 1961 (projections 1960-1980); Development and Resources Corp., "The Market for Rampart Power", April 23, 1962 (projections of basic major industries 1960-1995); Rogers and Cooley, op. cit. (projection 1960-2000).

west and Southcentral Alaska. (The comparison of 1950-1960 increases from census and vital statistics discussed above also indicates that the first three regions may have experienced some net out-migration and the last two some net in-migration of native population.) In all five regions the pattern of annual crude death rates has been a widely fluctuating one, but a very general downward trend over the total period can be found in all cases. Relating the two sets of factors produces a net natural increase pattern in each region which is a modified version of the pattern set by crude birth rates (refer to Table VIII).

It should be clearly understood that the projections made of native population beyond 1960 in Table VIII are not intended to be predictions of what will happen or even what is likely to happen. They are projections of what the population would be in the State and its five major regions on the basis of the following assumptions. It was assumed that the only source of change would be natural increase (the excess of births over deaths). In other words, net migration of native people from Alaska and within Alaska would be zero. There would be no other means of loss from the native population sector, such as assimilation

with other racial groups. Finally, it was assumed that over time, the rates of annual natural increase in all regions would progressively decline from the current levels to approach by the end of the century the annual rates of 2.0 per cent to 2.5 per cent which the United Nations has suggested as goals for underdeveloped areas to achieve during the decade of the 1960's. The distribution of native population among the five regions and the levels projected for the State, therefore, could be and probably will be significantly modified by other factors than those upon which the projections were based.

Despite these qualifications, the projected population figures are of use in the formulation of public programs and policies. The type of analytical tool such population projections provide can be illustrated by comparing them with projections of future employment levels and patterns for the same regional units.

The projection of future economic and employment development in Table IX was drawn up by borrowing from three recent projections and consolidating them into one projection of levels, general industrial composition and regional distribution of employment. The use of this or any other economic projection is subject to all the qualifications and cautions noted in connection with population projections, but it does present a reasonable picture of what a number of technical researchers anticipate given the present level of knowledge or resource, technology, etc. The details of the future will vary from this, of course, but the general patterns of projected population composition, distribution and trends provide useful guidelines.

A regional comparison of native population projections in Table VIII and total employment projections in Table IX bring out two basically important conclusions. The two regions with the largest present native populations and prospects for greatest future growth (Southwest and Northwest) are also the two regions with the lowest employment growth potential. The total number of new jobs anticipated at all levels in these regions, and which would be open to all persons without regard to previous residence or race, will be exceeded many-fold the additions to native population in these regions. There will be an urgent need of a large but highly intelligent relocation of population from these areas if a natural out-migration does not take place.

The second general conclusion to be drawn is that throughout the State as a whole the occupational or industrial sectors in which the greatest employment expansion will take place are those in which few native people are today to be found. The study used in arriving at the figures in Table IX anticipated only a modest future expansion in fisheries and fish processing beyond present levels. If Alaska is to compete with the efficient Russian and Japanese fishing industries, furthermore, the ratio of manpower to output of the Alaska industry must decline. It cannot be anticipated, therefore, that the industry which has traditionally afforded substantial employment to Alaska's native people will continue to do so. As a further minimum in considering public goals and programs, therefore, there is an urgent need for vocational education and re-training programs which are keyed to the most perceptive study of general economic trends in the State.

IV MAJOR SOCIAL AND ECONOMIC CHARACTERISTICS OF ALASKA'S REGIONS

by George W. ROGERS*

Components of Population Change, 1960-1964.

Previous issues of *Inter-Nord* (Nos. 7 and 8) have reviewed and analyzed the annual estimates of Alaska's total current population made by the U.S. Bureau of the Census and for the election districts within the State of Alaska made by the Alaska Department of Labor (1). Differences in methodology employed in estimating annual net migration has resulted in slight differences in the estimates by these two agencies of population for the total State, but these

are not significant enough to prevent the combined utilization of both sets of estimates in the study of long-range trends for the State and in breaking

[*] University of Alaska.

(1) U.S. Bureau of the Census, "Current Population Reports", Series P-25. Estimates extend back to 1940; Alaska Department of Labor, "Current Population Estimates, Alaska, by Election Districts", July 1, 1961 - July 1, 1963; Alaska Department of Labor, "Current Population Estimates, Alaska, by Election Districts", July, 1965.

down total State population into regional components. (See the comparative discussion in *Inter-Nord* No. 8.)

From the latest estimates of population by election districts, Table I compares the components of regional change between the last decennial census and July 1, 1965. For the State as a whole, the population increase from 226,167 on April 1, 1960 to an estimated 265,192 on July 1, 1965 (the U.S. Bureau of the Census estimate is 267,000) is due largely to natural increase (excess of births over deaths). During the same approximate five-year period, migration caused a net increase in total population of 1,538 persons (the U.S. Bureau of the Census estimated an in-migration of 6,000 persons). Looking at the changes within the five major regions, migration appears to have played a significant role in the population changes within the southeast region (a net in-migration of 2,935 which could be attributed to expansion of forest products), the southcentral region (a net in-migration of 4,839 attributable to the post-earthquake reconstruction), and the interior region (a net out-migration of 5,929 attributed to reduction in military and decline in defense construction).

The southcentral region enjoyed the largest absolute increase and the southeast region the highest relative increase. The southcentral region increase was due substantially to natural increase which arises from its higher base (1960) population and the concentration of military personnel and their dependents which creates a dominantly child-bearing age population. This type of population growth, however, does not reflect as dynamically progressive economic conditions as those reflected by the population growth in the southeast region.

Long-range Population Trends, 1940-2000.

Table II reviews the broad trends of population for the State and its five regions, in terms of major population groups (military, civilian non-native, native) for the past quarter of a century. In general, there

has been a rapid expansion until the mid-1950's and a continuing increase at lower rates for the remainder of the period. All regions have experienced growth, but the most spectacular was within the southcentral region which increased from 15,000 persons in 1940 to an estimated 134,000 by 1965.

A number of projections have been made in recent years of Alaska's probable future population growth. In connection with its review of the markets for the proposed gigantic hydroelectric power project at Rampart Canyon (refer to *Inter-Nord* No. 6), the U.S. Department of the Interior undertook a major reappraisal of the economic development potential of Alaska natural resources, known and inferred, and in the light of five sets of assumptions concerning the future of domestic and world markets, technological progress etc., made a range of projections of probable industrial and related economic development within Alaska. Translating this into employment, both direct or basic and indirect or supporting, a set of total employment projections were made which served as this basis for population projections. Table III summarizes the high and low projections in terms of the five major regions within Alaska and compares them with the 1940-1965 past population trends.

In both projections the southeast region initially reflects more rapid rates of expansion which are based upon the assumption that forest resource based industries will rapidly rise to their maximum development and longer range developments will be based upon a revival of mineral industries. The underlying forces reflected in the recent out-migrations or virtual stalling of migration in the other regions account for the initially slower expansion and the assumption that within a decade or so major minerals and electro-processing industries will begin to be established elsewhere. A close examination of the basis for making the estimates suggests to this reviewer that political considerations in the form of providing "something for everybody" may have had an influence on the regional estimates. For example, the latest projections made

TABLE I
Components of Alaska population change by regions, April 1, 1960-July 1, 1965

Region	April 1, 1960	July 1, 1965	Net Change	Net - Natural Increase	Components of Change Net Migration	
					Civilian	Military
Total Alaska	226,167	265,192	39,025	34,487	4,010	528
Southeast	35,403	42,290	6,887	3,952	2,877	58
Southcentral	108,851	132,572	23,721	17,412	5,669	730
Southwest	21,001	26,309	5,308	3,542	1,787	(11)
Interior	49,128	50,779	1,651	1,580	(5,847)	(82)
Northwest	11,784	13,242	1,458	2,001	(376)	(167)

Parentheses | | indicate out-migration.

Source : Computed from Alaska Department of Labor, « Current Population Estimates, Alaska, by Election Districts, July 1, 1965 »

TABLE II

Regional distribution and composition of Alaska population estimates, 1940-1965

	1940	1945	1950	1955	1960	1965
	(12 Month Average)					
TOTAL ALASKA						
Military	1,000	60,000	26,000	50,000	33,000	33,000
Civilian						
Non-native	41,500	46,000	78,000	133,000	152,000	184,500
Native	32,500	33,000	34,000	37,500	43,000	49,500
TOTAL	75,000	139,000	138,000	221,000	228,000	267,000
SOUTHEAST ALASKA						
Military	400	1,000	700	600	600	600
Civilian						
Non-native	19,100	20,000	21,300	23,400	26,200	32,400
Native	6,500	7,000	8,000	8,500	9,200	10,000
TOTAL	26,000	28,000	30,000	32,500	36,000	43,000
SOUTHCENTRAL ALASKA						
Military	400	47,000	15,800	32,600	17,400	18,300
Civilian						
Non-native	10,600	12,100	35,400	73,500	86,100	106,900
Native	4,000	3,900	3,800	4,400	5,500	6,800
TOTAL	15,000	63,000	55,000	110,500	109,000	134,000
SOUTHWEST ALASKA						
Military	200	5,000	3,500	4,000	3,300	3,500
Civilian						
Non-native	2,000	3,200	3,700	3,900	3,400	5,500
Native	10,800	10,800	10,800	12,100	14,300	17,000
TOTAL	13,000	19,000	18,000	20,000	21,000	26,000
INTERIOR ALASKA						
Military	*	6,000	5,500	12,000	10,900	10,000
Civilian						
Non-native	7,500	8,400	15,800	30,900	34,500	35,800
Native	3,500	3,600	3,700	4,100	4,600	5,200
TOTAL	11,000	18,000	25,000	47,000	50,000	51,000
SOUTHWEST ALASKA						
Military	*	1,000	500	800	800	600
Civilian						
Non-native	2,300	2,300	1,800	1,800	1,800	1,900
Native	7,700	7,700	7,700	8,400	9,400	10,500
TOTAL	10,000	11,000	10,000	11,000	12,000	13,000

* Less than 50.

Source: Total Alaska, U.S. Bureau of the Census, Current Population Reports, Population Estimates, Series P-25. Native population estimated from vital statistics of Alaska Department of Health and Welfare. Regional distribution for 1940, 1950 and 1960 rounded from decennial reports; for 1945, 1955 and 1965 estimated from regional vital statistics and school enrollment data.

by the U.S. Bureau of the Census indicate that Alaska's population could range from 349,000 to 404,000 by 1985 as compared with a range from 513,000 to 568,000 by 1985 given in Table III (1). The significant

difference between these two sets of projections is due to differences in their basic assumptions and methodology. The Bureau of the Census projections were arrived at by making projections of natural increase and migration trends reflecting the 1955 to 1960 experience. The Department of the Interior projections are based upon projections of future economic development.

(1) U.S. Bureau of the Census, *Illustrative Projections of the Population of States; 1970 to 1985* (USGPO, Washington, 1966).

TABLE III
Alaska regional population estimates 1940-1965 and projections 1970-2000

Year As of July 1	Total Alaska	Southeast	Southcentral	Southwest	Interior	Northwest
			(12 Month Annual Average)			
1940	75,000	26,000	15,000	13,000	11,000	10,000
1945	139,000	28,000	63,000	19,000	18,000	11,000
1950	138,000	30,000	55,000	18,000	25,000	10,000
1955	221,000	32,500	110,500	20,000	47,000	11,000
1960	228,000	36,000	109,000	21,000	50,000	12,000
1965	267,000	43,000	134,000	26,000	51,000	13,000
Low Projection:						
1970	294,000	55,000	128,000	25,000	74,000	19,000
1975	356,000	72,000	132,000	28,000	100,000	24,000
1980	452,000	107,000	153,000	31,000	130,000	31,000
1985	513,000	126,000	175,000	36,000	134,000	42,000
1990	590,000	151,000	209,000	41,000	138,000	51,000
1995	669,000	174,000	231,000	46,000	156,000	62,000
2000	820,000	226,000	263,000	66,000	188,000	77,000
High Projection:						
1970	306,000	55,000	132,000	25,000	75,000	19,000
1975	391,000	81,000	155,000	28,000	103,000	24,000
1980	497,000	112,000	190,000	31,000	133,000	31,000
1985	568,000	127,000	225,000	36,000	138,000	42,000
1990	664,000	152,000	257,000	40,000	164,000	51,000
1995	868,000	213,000	335,000	53,000	200,000	67,000
2000	996,000	246,000	363,000	73,000	232,000	82,000

Source: 1940-1965 from Table II, 1970-2000 from low and high projections, U.S. Department of the Interior, *Rampart Project, Alaska—Market for Power and Effect on Natural Resources*, January 1965, p. 583.

SIBÉRIE

- I. — **La Sibérie occidentale**
par Daniel Nat. p. 167
- II. — **Le Nord-Est sibérien : Réalisme économique et excessive mobilité de l'emploi**
par Jean Mauraie p. 173
- III. — **Evolution économique des régions nordiques de l'URSS**
par Basile Kerblay p. 178
- IV. — **Le développement économique de l'oblast du Kamchatka**
par Cécile Sales et Jean Mauraie p. 190
- V. — **La Route Maritime du Nord en 1966**
par TERENCE Armstrong. p. 203

SIBÉRIE

I -	La Sibirie occidentale	p. 181
II -	La Sibirie orientale - Les terres chinoises et russes et les provinces de l'Asie du Nord	p. 173
III -	La Sibirie méridionale - Les terres chinoises et russes et les provinces de l'Asie du Sud	p. 173
IV -	La Sibirie méridionale - Les terres chinoises et russes et les provinces de l'Asie du Sud	p. 173
V -	La Sibirie méridionale - Les terres chinoises et russes et les provinces de l'Asie du Sud	p. 173

SIBÉRIE

SIBÉRIE

SIBÉRIE OCCIDENTALE

par Daniel NAT *

TANDIS QUE LE REMANIEMENT ADMINISTRATIF DE 1963 RÉDUIT LA SIBÉRIE ORIENTALE A UN SIMPLE DISPOSITIF D'ACCES AU PACIFIQUE, UN RELÈVEMENT BRUSQUE ET MASSIF DES INVESTISSEMENTS D'ÉTAT EN SIBÉRIE OCCIDENTALE Y OUVRE UNE PHASE NOUVELLE ET MAJEURE DE DÉVELOPPEMENT ET SEMBLE AINSI PRÉLUDER A UNE POLITIQUE DE RECLASSEMENT ZONAL ET DE DIFFÉRENCIATION ÉCONOMIQUE DE L'ENSEMBLE SIBÉRIEN.

LA SITUATION GÉNÉRALE

La première année du nouveau quinquennat s'achève. En ce qui concerne la Sibérie, il n'est pas douteux qu'elle constitue une ligne très nette à partir de laquelle les faits à considérer seront certainement appelés à changer, tout à la fois, d'acception et d'importance.

Que l'énorme masse de la « Russie » d'Asie ait, invariablement, occupé, en bloc, une place très explicitement privilégiée dans les préoccupations officielles et comme obligatoires du régime, certes, on le sait. Sous l'angle des réalités effectives, on sait aussi — hormis l'action tout autrement concrète et précise d'aménagement menée par l'U.R.S.S. à l'intérieur de la gaine transsibérienne — que des entreprises variées, nécessairement dispersées, ont parsemé, avec des fortunes nécessairement diverses, l'Est et l'Ouest, le Sud et le Nord du territoire d'îlots, d'archipels, voire de grandes surfaces de réalisations. Mais on sait également, sans que ceci explique d'ailleurs rien, dans quel enchevêtrement de responsabilités administratives concurrentes, de plans, de critères de

contrôle, dans quel fréquent éparpillement de moyens et, finalement, à quel prix. On ne peut s'en étonner, et les censeurs ou les moqueurs seraient, ici, fort mal venus. En fait, la notion même de « politique d'ensemble », appliquée à la Sibérie, autant que s'il s'agissait d'un continent, n'a pas, n'a jamais eu de contenu unitaire, tout simplement parce qu'elle ne pouvait pas en avoir et qu'il n'est apparemment pas, en effet, de système cohérent qui puisse valablement subsumer par une orientation programmatique unique la pluralité presque insaisissable des spécifications géographiques, humaines, géopolitiques et géoéconomiques à considérer. A ce titre, le **projet**, les **projets**, tiennent lieu de programme global, et, dans une mesure souvent large peuvent même dispenser d'en venir à des formulations plus concrètes — quand ils ne signifient pas, d'ailleurs, que celles-ci sont tenues pour impossibles. Il y a là comme une phase « méthodologique » (et quand il s'agit de problèmes d'une telle taille, elle est proprement inéluctable) où circulent et s'entrecroisent assez librement les opinions, les propositions quelquefois les plus opposées — mais dont la caractéristique absolument essentielle, dès que l'on en vient au fait, est que le taux de décision et d'action *in vivo* y est inversement proportionnel à la liberté même de la discussion *in vitro*.

* Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves, E.P.H.E., Helsinki.

LA SIBÉRIE OCCIDENTALE : SA NAISSANCE GEOPOLITIQUE

Une condensation brusque des projets en **objectifs**, la mise à jour d'un véritable programme d'investissements, une désignation en tant que telle d'une aire déterminée d'intervention gouvernementale — très supérieure en étendue à ce qui constituait, jusqu'à présent, la surface moyenne de réalisation en Sibérie — tels sont, par contre, les faits fondamentaux, et nouveaux, que viennent d'annoncer, pour le quin-quennat qui s'ouvre, les résolutions du XXIII^e congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S.

Assurément, ces résolutions, dans leur énoncé général, évoquent, et ne pouvaient pas ne pas évoquer, les « forces productives » de la Sibérie et de l'Extrême-Orient au sens le plus large possible. Et ceci, par sa généralité même, appartient encore au régime votif des « projets ». Mais, cette fois, une différenciation majeure s'est formée. Elle intéresse explicitement la Sibérie occidentale, de sa frontière sud sur le Transsibérien aux gisements septentrionaux de gaz de l'embouchure de l'Ob et de la bordure ouralienne jusqu'au bassin de la Taz. Et comme c'est cette dernière ligne, et non le cours de l'énisséï, qui paraît constituer la limite orientale du dispositif pris en considération, ce sont bien les hydrocarbures de l'Ob et de l'Irtych qui sont au centre de la visée gouvernementale et c'est surtout de ceux-là qu'il s'agit. Sur les cinq **objectifs** concrets présentés, deux seulement — les deux derniers d'ailleurs — se rapportent au bois, les autres renvoyant, avec précision, à des infrastructures pétrolières déterminées. Les indications d'investissement ne sont pas moins claires : la zone générale de Tioumen voit s'accroître sa dotation de 500 % sur chacune des années du septennat précédent.

Que ceci soit capital apparaît, au moins dans deux directions. La première — à un moment où les relations sino-soviétiques **stricto sensu** sont ce qu'elles sont et où, **lato sensu**, le problème beaucoup plus général des rapports entre les puissances industrielles du monde et l'Extrême-Orient entre lui-même dans une phase de cristallisation — intéresse, visiblement, l'ensemble de la Sibérie. Sans qu'il soit d'aucune manière question de prêter aux dirigeants et à l'opinion soviétiques tels présupposés ou sentiments sur l'avenir de la masse sibérienne dans sa totalité, l'on peut raisonnablement présumer que tout processus soudain de différenciation économique qui y créerait délibérément **certaines inégalités zonales de développement** n'irait pas sans attirer, fondamentalement, l'attention des puissances d'Extrême-Orient. Surtout si de semblables processus portaient — et ce peut être désormais le cas — sur des surfaces suffisamment étendues pour renvoyer, clairement, à des divisions géographiques majeures. Sous cet angle, le cours de l'énisséï, ou celui de la Lena — si des développements économiques, ou politiques à venir tendaient ou visaient à lui conférer une signification, ne pourrait revêtir que celle d'une **délimitation implicite entre l'Est et l'Ouest sibériens, c'est-à-**

dire entre un domaine plus spécifiquement occidental et un domaine dont la vocation plus nettement orientale et, pour tout dire, asiatique deviendrait progressivement moins niabile.

A cet égard, les décisions assez soudaines de juin 1963 (**INTER-NORD** n° 8, p. 169) détachant administrativement la R.S.S.A. de Yakoutie de la Sibérie orientale pour la rattacher à la « **région économique de l'Extrême-Orient** » peuvent, légitimement, frapper. Indéniablement, elles appauvrissent, elles réduisent — et l'on dirait aussi : elles durcissent — le concept de Sibérie orientale : celle-ci, désormais, ne comprend plus, au-delà du Baïkal et d'Irkoutsk, que la R.S.S.A. bouriato-mongole, l'oblast de Tchita et le système général des accès russes à la mer du Japon : c'est-à-dire rien de plus que les couvertures géopolitiques et géomilitaires immédiates du couloir transsibérien. Et, de surcroît, délestée de l'énorme ensemble yakoute, elle constitue, en matière d'investissement et d'aménagement, une unité beaucoup plus maniable, beaucoup moins onéreuse — et, en tout cas, beaucoup plus « russe ».

Faudrait-il donc, ainsi, considérer les résolutions sibériennes, ou plus exactement : ouest-sibériennes du XXIII^e Congrès, plus encore dictées par un souci de **renforcement zonal** que par la volonté seulement économique de développer, sur ses seuls mérites intrinsèques, une aire déterminée ? Le remaniement administratif en Sibérie d'Orient est-il solidaire, complémentaire de la mobilisation économique en Sibérie occidentale ? L'un et l'autre annonceraient-ils que l'U.R.S.S., sous réserve de voir dûment reconnus ses intérêts et des influences qu'elle s'emploierait dès maintenant à inscrire bien plus nettement sur le terrain pourrait, ultérieurement, ne pas exclure l'association de forces asiatiques à la mise en valeur des parties asiatiques de la Sibérie ?

S'il s'agissait, sérieusement, de répondre à ces questions, il serait probablement fort vain de les poser. Il est toutefois moins vain de le faire si elles peuvent contribuer à la conviction que les décisions du Parti intéressant la Sibérie de l'Ouest y ouvrent, presque obligatoirement, une ère qui sera nouvelle et comportant, à ce titre, des conséquences vraisemblablement capitales.

1. UNE CHARNIÈRE ÉNERGÉTIQUE ENTRE L'EUROPE ET L'ASIE

L'option pétrolière, on l'a déjà dit, n'est pas douteuse. Et il n'est pas, non plus, douteux que le passage du régime abstrait des projets à celui des objectifs concrets n'y a été consenti que dans la mesure manifeste où le programme arrêté intéresse le développement de l'économie soviétique en tant que telle au moins autant, sinon beaucoup plus, que celui de la Sibérie proprement dite.

Mais là n'est pas encore l'essentiel. En fait, ce qui donne leur signification véritable aux décisions du

Parti et à l'acceptation très largement centripète, sinon centralisatrice, qu'elles revêtent, c'est, par-dessus tout, l'énormité même du potentiel auquel elles renvoient. Grosso modo, et compte tenu de l'état des prospections fin 1965, on pourrait tout d'abord dire que si la Sibérie, dans son ensemble, relevait des seules nations et des seuls intérêts de l'Extrême-Orient, les hydrocarbures de la plaine occidentale résoudraient probablement, et probablement pour longtemps, la totalité des problèmes énergétiques non nucléaires que peut avoir à se poser l'Asie. Mais les prospections très actives du printemps et de l'été 1966, le comportement spectaculaire des puits et gisements déjà en activité semblent autoriser désormais à présumer davantage, et, finalement, qu'il pourrait s'agir, à la charnière même de l'Europe et de l'Asie, de la plus grande concentration mondiale connue de pétrole et de gaz.

Dans cette perspective, le rythme effectif, les particularités et autres épisodes de mise en valeur — notamment, les modalités d'ajustage entre la production et les besoins spécifiques de l'économie soviétique — doivent naturellement imposer, par eux-mêmes, une extrême attention. Mais il apparaît bien, dès maintenant, que les raisons que peuvent avoir les observateurs, et que peut avoir l'U.R.S.S., d'accorder une importance prioritaire aux gisements ouest-sibériens débordent largement le seul horizon économique. Par leurs dimensions, et plus encore par leur situation, les champs sibériens ne constituent pas, ou ne constituent déjà plus, un gisement comme les autres.

2. L'U.R.S.S., PUISSANCE INTERCONTINENTALE

Qu'ils s'inscrivent à l'actif de la puissance intrinsèque de l'U.R.S.S., et qu'ils soient appelés à devenir élément majeur de patrimoine, cela est, évidemment, certain. Mais pas nécessairement au titre de l'accroissement des disponibilités énergétiques nettes, autres que nucléaires. Jusqu'à présent rien n'indique, rien ne prouve que les ressources caucasiennes et ouraliennes doivent, bientôt, ne plus suffire à l'expansion des besoins nationaux. En 1963, la production pétrolière russe représentait 55 % de celle des États-Unis, pour un produit national brut réel pourtant inférieur de beaucoup plus que de moitié. En 1965, l'U.R.S.S. extrayait 243 millions de tonnes, progressant, ainsi, à un rythme annuel moyen de 9 % (20 % pour le gaz naturel), nettement supérieur à celui de l'ensemble de l'économie. En 1966, la progression serait de même ordre (264 millions de tonnes), la visée de fin quinquennat étant de 350 millions de tonnes pour le pétrole et de 250 milliards de mètres cubes pour le gaz, soit une croissance annuelle moyenne de 8 à 9 % pour l'un et de 16 à 18 % pour l'autre. Or, dans ce schéma, la part, planifiée, des gisements de Sibérie occidentale est de 25 millions de tonnes pour 1970 (25 milliards de mètres cubes pour le gaz), c'est-à-dire une contribution relativement modeste à l'accroissement des ressources

énergétiques de l'U.R.S.S., mais ressortissant, en revanche, à un taux de développement annuel frisant les 500 %, qui présuppose, lui, une contribution financière tout à fait considérable, et continue, de l'U.R.S.S. Plus encore que les pétroles, venus de Sibérie, c'est donc cette contribution, la signification qu'elle revêt, les droits qu'elle établit ou qu'elle consacre qui pourraient bien paraître essentiels. Dans une large mesure, et au moins à moyen terme, ce que devrait politiquement rapporter l'ouest sibérien à l'U.R.S.S. — et avant qu'à beaucoup plus long terme elle n'en perçoive, économiquement, la rémunération en nature —, ce serait ainsi, finalement, l'argent qu'elle a décidé d'y dépenser.

Que l'ensemble Oural-léninsséi relève, en effet, d'un potentiel excédant, dans sa phase ultime de mise en valeur, les besoins de l'économie soviétique, même à très long terme, et les excédant très largement semble peu douteux. Les estimations établissent que les réserves pétrolières **présentement** exploitées par l'U.R.S.S. peuvent assurer pour dix à quinze ans une fourniture annuelle moyenne de l'ordre de 400 millions de tonnes : il n'y aurait, ainsi, rupture du potentiel que dans l'hypothèse — et elle n'est guère vraisemblable — d'une croissance annuelle moyenne du produit national supérieure à 11 % ou d'une progression quadruple des exportations russes de produits pétroliers. Par contre, considérée en termes autres qu'économiques — et dès lors qu'un certain nombre d'infrastructures implantées par l'U.R.S.S. ressortirait à un certain niveau de production —, la situation se révélerait très différente. Ni l'Europe occidentale, ni l'Extrême-Orient, et tout particulièrement la Chine, ne seront en mesure de négliger l'existence, à leur frontière respective même, de réserves énergétiques qui pourraient fort bien être les plus importantes de l'hémisphère boréal. Et pas davantage qu'il ne sera en leur pouvoir d'ignorer que c'est de la souveraineté soviétique qu'en dépend l'accès et l'exploitation. Toutes les possibilités, certes, en découlent — mais, quelles qu'elles soient, il n'est aucune d'entre elles qui n'aille sans annoncer l'émergence, la promotion du facteur sibérien dans le devenir, antagoniste ou commun, des puissances industrielles de l'Extrême-Ouest et des puissances démographiques de l'Extrême-Est, et aucune, non plus, qui n'y associe, en pivot, l'Union soviétique. Les conditions internationales et historiques sont révolues, qui permirent à l'histoire du Kouzbass d'être écrite, à la guise des seuls besoins soviétiques, quasiment hors du temps et du monde.

3. L'ETAT DE LA SITUATION EN 1966

C'est au moment où le Parti et le Gouvernement soviétiques formulent, en termes concrets d'objectifs, une politique de mise en valeur des gisements ouest-sibériens que l'on peut mesurer et l'ampleur des tâches et l'inconsistance effective des bases actuelles de départ.

Les données, sommairement, sont connues (1). Du golfe immense de l'Ob, jusqu'au 60° parallèle et à l'axe de l'Oural, surtout des gisements de gaz. Pour le pétrole, deux grands épicentres : d'une part, la région de Chaim, sur la Konda, et tout l'ouest du bas-Irtych et de l'Ob moyen jusqu'à Berezovo ; d'autre part, la région dont Surgut, sur l'Ob moyen, est le centre et dont les prospections ne cessent d'élargir le périmètre. Les échelles de grandeur, elles-mêmes, vont s'accroissant chaque jour : deux millions de kilomètres carrés en 1963 ; trois millions en 1964 ; plus de trois millions aujourd'hui — et bien que les prospections n'intéressent pas encore, ou très sporadiquement, l'interfluve Ob-Iénisséï, c'est-à-dire un territoire relevant de données géologiques (quaternaire) et pédologiques (podzols) qui sont approximativement les mêmes que celles des zones déjà reconnues pétrolifères.

Du point de vue des infrastructures actuellement implantées — peu, très peu par rapport au potentiel théorique ou prospecté ; beaucoup par rapport aux difficultés rencontrées et à la quasi inexistence des moyens logistiques. Pas d'indication à jour, actuellement, sur le nombre des gisements effectivement exploités : entre 30 et 40, vraisemblablement, pour l'huile, entre 25 et 30 pour le gaz. A quoi l'on ajoutera (Stroitel'naja gazeta, 20 mars 1966) — ce qui permet d'établir un premier ordre de grandeur — qu'au printemps de 1966 l'ensemble des activités de prospection, d'exploitation et, surtout, d'infrastructuration générale employait quelque 55 000 unités. L'on précisera, en outre, que les aires intérieures, au nord du 60° parallèle, sont enneigées d'octobre à avril, que la température moyenne diurne de décembre à avril est de -25° (avec des pointes de -60°) ; que la température moyenne du mois le plus chaud (juillet) est de 18° . Par ailleurs, la période de navigation, sur l'Ob et l'Irtych, est relativement courte.

Le système d'acheminement des hydrocarbures était jusqu'à présent assez peu dessiné. En fait, deux données préexistantes semblent en avoir commandé l'élaboration. D'une part, les grandes implantations industrielles de l'Oural, à l'extrémité du pipe-line venant de Boukhara, qui étaient tout désignées pour le drainage du gaz venu du bas Ob ; et, d'autre part, le pipe-line acheminant les huiles de Bachkirie et de Tatarie vers Irkoutsk, par Omsk et Krasnoïarsk — et dont le dernier tronçon (Krasnoïarsk-Irkoutsk) est entré en service en 1964. Diriger le gaz vers l'ouest et le pétrole vers le sud relevait, ainsi, d'une indication spontanée — et avant que le XXIII^e Congrès du Parti en ait décidé c'est en ce sens qu'a été entamé l'établissement des infrastructures. Pour le gaz, l'axe Berezovo-Igrim-Serov — plus de 500 km à travers des régions sans système ferroviaire ou routier — a constitué le point de départ. Des informations confirmées établissent qu'il est bien entré en service en février 1966, avec une capacité quotidienne

moyenne de 30 millions de mètres cubes environ. Pour le pétrole — outre, bien entendu, la desserte fluviale, d'importance mineure —, deux grands émissaires sont tracés, en direction, tous deux, du pipe-line transsibérien. L'un, moins important, longe nord-sud l'Oural et draine la région globale de Chaim, avec Tioumen comme point actuel d'arrivée — où le rail transsibérien lui permet d'accéder au circuit général de distribution. L'autre, d'un projet beaucoup plus ample, doit connecter l'ensemble des gisements de Surgut-Kanty Mansiisk, c'est-à-dire le cœur même des champs pétrolifères, aux raffineries d'Omsk, où il accèdera au branchement direct sur le grand pipe-line Bachkirie-Irkoutsk. Il s'agit, cette fois, d'un parcours de près de 1 000 km, assorti de servitudes de capacité, qui lui imposeront d'acheminer deux fois plus de brut que le pipe Chaim-Tioumen. Mai 1966, la ligne de tubes, partie de Surgut, devait arriver au lac Demianskoïé — kilomètre 300 —, à partir duquel se préparait un nouveau bond permettant de toucher l'Irtych dans la région de Tavriz — kilomètre 650 —, point de départ de l'opération finale de jonction vers Omsk en suivant le cours du fleuve.

4. LA PRIORITE AU GAZ

Dans une certaine mesure, mais dans une certaine mesure seulement, les décisions du XXIII^e Congrès ne récusent pas cet organigramme. Dans une mesure beaucoup plus nette elles en mettent toutefois les différentes parties en perspective — et de telle manière qu'une première réponse peut, sans doute, être donnée à la question de savoir ce que l'U.R.S.S., du moins dans une étape initiale, entend faire des gisements de Sibérie. La disjonction nette entre les données relatives au gaz et celles relatives aux ressources en pétrole constitue, à cet égard, le fait majeur. Les résolutions du Congrès le laissent entendre. Une directive formelle du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S., et non de la R.S.F.S.R., s'en est rendu évident durant l'été 1966. Et il s'agit d'une directive spécifique (Izvestija, 17 juillet 1966), sans référence aucune au pétrole, soulignant que « le Gouvernement de l'Union soviétique attache une importance particulière à la constitution d'une vaste zone de production de gaz pour le ravitaillement de la Russie d'Europe et de l'Oural. » On pouvait, au reste, s'en douter dès le mois d'avril 1966 — aux termes d'une déclaration faite alors par V.I. Spokovski, président du Giprospektgas Institut (Trud, 9 avril 1966) et révélant l'ampleur, à ce propos, des desseins gouvernementaux. D'ores et déjà, il apparaissait que le gazoduc Igrim-Serov-Nijne Tagil ne constituerait que la partie excentrique et même secondaire d'un dispositif autrement important : la pièce maîtresse doit en être, en réalité, une liaison Ob-Leningrad par gazoduc géant. Géant à coup sûr, puisqu'il s'agira de tubes de 1 400 mm pour un débit final prévu de 50 milliards de mètres cubes/an sur une longueur de plus de 3 000 km. Le parcours, avec la baie de l'Ob comme point de départ, passera par

(1) INTER-NORD, nos 7 et 8.

Elekhard, sur l'Ob, Ukhta — où le gisement local assurera la disponibilité annuelle du gazoduc —, Tcherepovets — où il fera sa jonction avec le gazoduc venant de Gorki —, Tikhvin, puis Leningrad, la pression étant assurée tout le long des canalisations par des unités de 10 000 kW. Une bretelle alimentera Arkhangel, tandis que des projets ultérieurs viseraient à mener le gaz, au-delà de Leningrad, jusqu'aux centres industriels de Biélorussie. Dès 1970, en tout cas, le Nord-Ouest disposera ainsi d'un apport supplémentaire annuel de 10 milliards de mètres cubes — l'achèvement des travaux étant prévu pour 1973. Dans le même temps, des études permettront de savoir s'il y a lieu de joindre en un dispositif circulaire unique les grands axes de gazoducs, c'est-à-dire Boukhara-Oural, Asie centrale-Russie centrale et Ob-Leningrad.

5. LE DEVELOPPEMENT GAZIER LAISSERA-T-IL VRAIMENT PLACE AU DEVELOPPEMENT PETROLIER ?

Deux indications attirent vivement l'attention. Un article de N. Puskha, dans la *Stroitel' naia gazeta* du 22 mars 1966 précise que l'investissement total consenti pour l'ensemble de la Sibirie occidentale durant le quinquennat 1966-1970 ressortirait à 4 milliards de roubles. C'est, très exactement, à une telle somme que se montaient les immobilisations totales engagées par l'U.R.S.S. tout au long du dernier plan à sept ans pour l'aménagement de l'ensemble des infrastructures gazières de l'U.R.S.S. Or, ce chiffre apparaît une troisième fois dans un article du Président du Gosplan de l'U.R.S.S., mais, ce coup-ci, comme évaluation des gains comptables que l'acheminement du gaz sibérien vers l'ouest permettrait aux industries de la Russie d'Europe de réaliser. Ces incidences n'autorisent, évidemment, aucune conclusion formelle, mais elles sont trop nettes pour résister pas à certaines présomptions.

Et, tout d'abord, si l'aménagement des structures gazières dans l'ensemble de l'U.R.S.S., durant le plan à sept ans — suivant les sources ou les supputations : 1 800 à 2 500 km de gazoduc complet, c'est-à-dire avec les équipements correspondants —, à ressortir à un investissement de quatre milliards de roubles, quelles disponibilités financières demeurent-elles pour l'ensemble de la Sibirie occidentale dès lors qu'il s'agit, en cinq ans et dans des conditions autrement difficiles, de poser 1 500 à 2 000 km de gazoduc en terrain permafrosté ? La question revient d'autant plus d'être posée que le programme spécifiquement pétrolier ne relève pas, quant à lui, de difficultés et de débours moindres. Sur la liaison Surgut-Omsk, 600 km sont encore à réaliser ; la capacité de l'oléoduc Chaim-Tioumen est à augmenter — et, brochant sur le tout, un projet déjà à l'étude (*Nauka i Jizn*, vol. 3, 1966) envisagerait la pose d'un oléoduc Ust Balyk-Tomsk, par Bogatel, longeant sur la plus grande partie de son parcours l'Ob moyen. **Les crédits prévus, le personnel dispo-**

nible autorisent-ils à conduire simultanément, avec une égale ampleur, avec une égale conviction, avec autant de succès la politique gazière et la politique pétrolière ?

Les doutes à éprouver se renforcent, et très fortement, si l'on considère, au surplus, les préalables d'infrastructure. Jusqu'à présent, l'essentiel du travail — prospection, implantation des puits, des dispositifs annexes, établissement des conduites, etc. — dépend de la voie aérienne. L'équipement ferroviaire, quasiment, est nul : 229 km à partir d'Ivdel en direction de l'Ob sont en service et s'arrêtent actuellement sur la Konda ; deux années seront encore nécessaires pour atteindre le fleuve. La ligne principale projetée, Tioumen-Tobolsk-Surgut, n'ouvrira un premier tronçon de 215 km (Tioumen-Tobolsk) qu'en fin 1967. Soit, immédiatement utilisables, pour une aire d'intervention qui approche le demi-million de kilomètres carrés, moins de 500 km. Des propos identiques valent, par ailleurs, pour les disponibilités électriques : rien — hormis la centrale de Tioumen, qui alimentera, certes, la région de Surgut, mais quand ?

A quoi, enfin, il convient d'ajouter les difficultés provenant ou à provenir, des modalités, tout à fait **ultra-généralis**, qui marquent l'exercice du pouvoir administratif soviétique. La planification, rigide et compartimentée, n'arrange, ici, rien. Et elle arrange encore moins si l'administration des œuvres du plan — sans moyens de transport et disposant d'une main-d'œuvre manifestement insuffisante — doit, au surplus, connaître, simultanément, des problèmes posés par l'action gestionnaire en milieu écologiquement très hostile et par le chevauchement quelque peu inextricable de compétences, d'attributions et d'organismes incoerciblement concurrents. On peut, au reste, donner un bref échantillonnage d'observations et de critiques formulées, à cet égard, dans un article du numéro de la *Stroitel' naia gazeta*, déjà cité.

Si, par exemple, les besoins de premier établissement dans la seule région immédiate de Surgut (bâtiments, installations en dur, etc.) devaient être satisfaits par voie de transport et non pas par fabrication locale, les frais d'acheminement des 300 000 m³ de matériaux requis ressortiraient à... près d'un demi-milliard de roubles : chiffre évidemment accablant, puisqu'il équivaudrait à consacrer le 1/8 de l'investissement quinquennal total pour l'ensemble de la Sibirie occidentale au seul transport de matériaux sur un point de quelques dizaines de kilomètres carrés, qui n'est ni plus ni moins important que quinze ou vingt autres zones éparées sur l'énorme surface que l'on sait. Or, le ministère compétent n'en est actuellement qu'à « étudier » l'implantation, tout à fait éventuelle, de fabriques locales de matériaux — paraissant, ainsi, complètement ignorer que l'Institut d'Etat pour les Matériaux de Construction a, depuis longtemps, non seulement parachevé une telle étude, mais, surtout, proposé des solutions neuves permettant de résoudre à Surgut et par les ressources mêmes de Surgut les problèmes immobiliers qui y sont posés. Précisément du sable et du gravier viennent d'y être découverts — dont le seul défaut est que leur utili-

sation coûterait 3 à 4 fois moins cher que le sable et le gravier acheminés de Semipalatinsk (à 3 000 km de là). Défaut, en effet, parce que l'organisme ministériel compétent considère que ce « manque à perdre » bouleverserait les devis planifiés déjà établis et imposerait, ainsi, une entière reprise des études et calculs dont il s'agirait, au préalable, et toujours par voie d'étude et de calcul de savoir si son coût se révélerait ou non inférieur aux économies qu'elle se proposerait de faire réaliser...

On ne saurait s'étonner, dans des conditions semblables, qu'en 1965, les réalisations en dur, dans ce secteur, qui devaient atteindre 45 000 m³, se soient limitées à moins de 10 000 (*Stroitel' naia gazeta*, 6 juin 1966, p. 3). En 1966, la situation n'est pas améliorée (*Ibid.*) : 19 millions de briques étaient attendus ; 4 ont été livrés — tandis que le Gosplan de la R.S.F.S.R. décidait, quant à lui, d'en payer... 12. Notons, au passage, que ces problèmes relèvent de la compétence de soixante-dix organismes planificateurs et instituts divers — dont aucun n'a compétence en matière de coordination. C'est ainsi qu'à Surgut, si l'on avait suivi les directives des multiples services à l'œuvre, il eut fallu entamer la construction simultanée de soixante-quinze quais d'embarquement dont quelques-uns, d'ailleurs, se chevaucheraient, mais dont le total renvoyait à un port de... trente-cinq kilomètres de long (1).

6. UN DEVELOPPEMENT DIFFERENCIE NE RISQUE-T-IL PAS DE PROVOQUER DES DISTORSIONS ?

Dans cette perspective, il ne paraît donc pas prématuré de considérer, à coup sûr, que les données actuellement disponibles sur les intentions ouest-sibériennes du gouvernement soviétique renvoient, en gros, à deux acceptions distinctes. Les unes, celles relatives à la mise en valeur gazière, sont certaines, s'incorporent, d'ores et déjà, à un système d'objectifs, sont liées à un financement consistant ; les autres, qu'elles soient relatives au pétrole proprement dit ou à d'autres projets (aménagement d'infrastructures générales, création d'industries du bois, etc.), relèvent, dans une mesure sans doute assez large, de l'éventuel et, plus que de fixer des points effectifs de mise en œuvre, circonscrivent, surtout, des champs d'action possibles.

Or, l'on ne peut manquer d'observer, évidemment, que les secteurs qui bénéficient de priorités dans les réalisations concrètes intéressent beaucoup moins la Sibérie en général qu'ils ne concernent directement l'U.R.S.S. d'Europe et, particulièrement, les industries de sa moitié nord. Et l'on ne peut, de même, s'empêcher de considérer que si un certain effort est, simultanément, consenti dans le domaine spécifiquement pétrolier, les deux résultats essentiels à en attendre — d'une part, un meilleur ravitaillement du Kouzbass, et d'autre part une réduction correspon-

dante des apports d'hydrocarbures en provenance d'Europe — comportent plus de signification pour l'industrie ouralienne que pour la Sibérie occidentale proprement dite.

Le problème, ainsi, pourrait se poser d'une série de distorsions éventuelles procédant de dynamismes inégaux — dont le plus puissant, liant la mise en valeur de la Sibérie du Nord au rythme et aux conditions propres de développement des aires ouraliennes, revêtirait, par rapport à la Sibérie occidentale en tant que telle, un caractère relativement centrifuge. Ce serait, assurément, beaucoup, et ce serait même beaucoup trop, que prétendre apercevoir là l'amorce d'une politique d'assimilation, visant à réduire la Sibérie tout à la fois à ses parties ou secteurs immédiatement utiles et, finalement, à une manière d'hinterland européen diffus, économiquement taillable et corvéable à merci. En fait, et pour le moment, les données disponibles — et il est certain qu'elles sont trop peu nombreuses pour justifier plus que des présomptions et des conjectures — autorisent simplement à considérer que les finances soviétiques ne sont pas encore en mesure d'accéder au niveau, véritablement très élevé, d'investissement à partir duquel pourrait être formulée une politique de développement global de la Sibérie occidentale en tant que telle : on ne saurait donc s'étonner que l'U.R.S.S. se décide momentanément à résoudre dans une perspective beaucoup plus pan-soviétique que véritablement régionale ou zonale les problèmes posés par la valorisation à moyen ou court terme des immobilisations, déjà considérables, qu'elle consent outre-Oural.

(1) Des faits de cet ordre présentent, il faut l'ajouter, un caractère extrêmement général et y insister ne présuppose, vraiment, aucune malignité. Une étude de A. PROTAZANOV, dans *Ekonomikaia Gazeta*, n° 47, 1966, pp. 4 et 5, est, à cet égard, tévère. On détachera : « Il ne faut pas répéter à Tioumen les erreurs qui ont été commises dans d'autres zones (...) Dans les régions de gaz et de pétrole de Upsi, de Megion, de Nijnevertovskii, de Punga, d'Igrim, il n'y a pas une seule maison de construite, les canalisations et les conduites d'eau manquent (...) Un sujet d'angoisse est la grande instabilité des cadres qui atteint jusqu'à 50 et même 80 % dans l'année. De nombreux spécialistes qualifiés et de nombreux ouvriers ayant l'expérience du travail quittent la région. Cela est dû aux carences dans la construction des logements et des installations de loisirs, à l'insuffisance des services médicaux, à la faiblesse des stimulants matériels (...) La technique n'est pas adaptée aux basses températures, au permafrost et aux marécages ; le matériel s'abîme et entraîne d'énormes dépenses de réparation et des temps morts (...) Malgré de grands efforts, les recherches scientifiques ne répondent pas encore aux énormes problèmes posés par la mise en valeur des gisements de Tioumen. Il faut dire, avant tout, que les recherches se poursuivent sans aucune liaison entre les diverses branches (...) Il faut absolument redresser la situation. » Notons, en outre, la leçon finale que propose de tirer l'auteur : « On en arrive à ce que les intérêts particuliers des organismes en tant qu'unités économiques s'éloignent de plus en plus de l'intérêt général du pays (...) Les progrès dépendent en grande partie du travail politique et d'organisation des formations du Parti. Les facteurs moraux, l'idéal et la conscience des travailleurs sont pour beaucoup dans le succès. »

DES REVENDEICATIONS - SIBERIANISANTES - ?

Révélatrice s'avère donc, à cet égard, la conférence, organisée début 1966, par les ministères de Géologie de l'U.R.S.S. et de la R.S.F.S.R., les ministères du pétrole et du gaz, les ministères de la transformation du pétrole, des industries chimiques — tant sur les perspectives de mise en valeur des hydrocarbures sibériens, mais évoquant, surtout, et par le truchement de voix spécifiquement sibériennes comme celle du Premier Secrétaire de l'Obkom de Tomsk, E. Ligatčev) le problème plus large du développement intégré de toute la Sibérie occidentale (1). Il est indispensable de ne pas mettre en valeur les gisements de Tomsk et Tioumen isolément (...) Nous souhaitons une décision du Gosplan de l'U.R.S.S. sur la préparation d'un plan de développement des riches d'industrie, de l'agriculture, du transport et des liaisons, de la construction immobilière, etc., de la dépression occidentale sibérienne dans son ensemble. En regard de ces propos qui ressemblent à des revendications, faut-il, dès lors, considérer la politique gouvernementale de juillet 1966 et la politique purement périphérique qu'elle amorce dans le Nord-Ouest sibérien comme une manière de réponse comme un arbitrage ? Faut-il admettre que, saisi de problèmes relevant de considérants prospectifs très différents, le Gouvernement de l'U.R.S.S., et non celui de la R.S.F.S.R., estime, pour le moment, qu'il est ni possible, ni souhaitable de faire de la Sibérie moyenne, la mesure et la fin d'une politique sibérienne ? Les vœux, ou les demandes, formulés par les représentants du territoire de Tomsk laissent, en fait, ces — sans faire entrer en ligne de compte

telles ou telles raisons d'une autre nature — deviner pourquoi. Construction de « dizaines » d'aérodromes, établissement d'un super-complexe énergétique à Itataky, électrification de tous les réseaux et systèmes convergeant sur Surgut, création de « nombreux » ports, agrandissement majeur des ports de Tomsk et Novosibirsk, implantation, dans l'oblast de Tomsk, d'une « base centrale » de l'industrie de construction : c'est beaucoup — mais c'est aussi fort peu si l'on observe que les milliards, voire les dizaines de milliards ainsi réclamés sont, explicitement, dédiés à « la partie sud-orientale de la dépression occidentale sibérienne » et ne font donc aucune part aux gisements gaziers du Nord. Est-ce parce que ceux-ci sont, géo économiquement, bien plus proches des grands ensembles productifs du nord de la Russie d'Europe qu'ils ne le sont des métropoles d'accès aux grands bastions industriels « sibérianisants » des Saïan ? Lié aux intérêts, au dynamisme, aux moyens, au devenir du Nord-Ouest cisouralien, le développement nord-sibérien peut, en effet, se révéler plus rapide, plus sûr, moins diffus que celui du reste de la Sibérie occidentale — sans que celle-ci en bénéficie, si elle doit en bénéficier, autrement que par le truchement discrétionnaire du pouvoir fédéral : sera-ce, là, pour Omsk, pour Novosibirsk, pour Krasnojarsk, l'assurance qu'un effort ultérieur de compensation et de rattrapage leur sera consenti, ou bien, au contraire, ne devront-elles pas craindre que des inégalités croissantes de développement impliquent un accroissement correspondant des inégalités dans la répartition de l'investissement ?

(1) Ekonomičeskaja Gazeta, n° 32, 1966.

II

LE NORD-EST SIBÉRIEN RÉALISME ÉCONOMIQUE ET EXCESSIVE MOBILITÉ DE L'EMPLOI

par Jean Malaurie *

LE RÉALISME PRÉSIDERA DESORMAIS PLUS SEVÈREMENT QUE DANS LES ANNÉES PASSÉES AUX EFFORTS DE DECOLLEMENT ÉCONOMIQUE DE CETTE ÎLE QUE REPRÉSENTE LE NORD-EST SIBÉRIEN.

I

REALISME ÉCONOMIQUE

Le rajon économique dit du Nord-Est comprend l'oblast de Magadan et la R.S.S.A. de Yakoutie. Couvrant une superficie équivalente à près de neuf fois celle de la France, le rajon économique intéresse le cinquième du territoire de l'Union. Sa population, pour un tiers indigène, est en rapide accroissement : 20000 habitants en 1962 (1), le croît annuel étant de 4,5 % depuis trois ans. Fécondité plus qu'immigratoire concourent à ce peuplement rapide.

1. Une « île » économique

Territoire le plus éloigné des régions industrielles, connaissant un climat particulièrement sévère, le Nord-Est sibérien a toujours été considéré comme une île par les planificateurs (2). Elle risque de devoir

* Centre d'Études Arctiques et Finno-Scandinaves, E.P.H.E. Paris.

(1) Oblast de Magadan : 263.000, R.S.S.A. de Yakoutie : 559.000.

(2) S.V. SLAVIN : Promušlennoe i transportnoe osvoenie Severa SSSR, Ekonomizdat, Moskva, 1961, 302 p. CH. IX p. 274.

la rester longtemps encore. Les projets auxquels nous nous étions référés (I.N. 8, p. 171) ne doivent faire illusion. L'importance des efforts financiers à consentir à l'ouest, très notamment dans les plaines pétrolières de l'Ob et de l'énisséi, interdisent les efforts requis pour **désenclaver ce Finistère asiatique.**

Sans communications inter-régionales rapides, démunis de voies ferrées, le nord-est n'est relié au sud — au transsibérien — que par l'autoroute de l'Aldan. Si le port de Pevek, seul havre en eaux profondes en ce secteur de l'océan Glacé, établit un bon port sur la Route Maritime du Nord, il n'en est pas moins dépourvu de route vers l'intérieur et la Léna reste l'axe régional de transport. A l'est, enfin, seul Nagaevo permet d'assurer une liaison saisonnière avec Vladivostok.

La carte est éloquent : l'absence de communications voue au compartimentage cet espace dont l'économie ne peut de ce fait être que primaire et sélective.

2. Les coûts élevés de quelques complexes de production

Les publications consultées insistent sur la nécessité de ne pas juger avec des vues particularistes mais à l'échelle de l'Union. Tel centre sidérurgique pourrait certes, a priori, et pour des raisons d'économie locale, être souhaité ici ou là. Mais, à y regarder de plus près, le calcul des coûts de production est si élevé qu'un tel complexe s'avère impossible économiquement. Trois exemples en seront donnés : **Ekonomičeskaja Gazeta** (1) cite le cas de cette usine d'Extrême-Orient, **Amuriltmas**, dont 95 % de la production de fonte étaient exportés à 8 000 kilomètres ; le métal étant importé d'une distance à peine moindre. Dans la Tchoukotka, la dispersion des 360 petites centrales électriques peu rentables (2) — et leur faible puissance — sont causes de coûts anormalement élevés de la production : le prix du kW/heure en cette région est huit fois supérieur à celui de la Kolyma (3) où, déjà, il n'était guère économique. Dernier cas : comment espérer une industrialisation rationnelle dans le Magadan central si l'on considère que les 600 000 à 700 000 tonnes annuelles importées doivent être acheminées d'abord par le Transsibérien, transportées ensuite via Nakhodka — et en saison favorable — à travers la mer d'Okhotsk jusque Nagaevo ; de ce port enfin par la route à destination. Soit un parcours de **13 000 kilomètres** — et l'on devine les retards d'acheminement — doit être prévu pour les marchandises européennes : **10 000 kilomètres** pour les produits sibériens (4). Retards d'acheminement, mais aussi coûts élevés. Selon Slavin, le prix de revient des

transports par la Route Maritime du Nord est **2 à 2,5 fois plus élevé** que par les mers toujours libres : le prix de revient des transports automobiles est également **2 à 2,5 fois plus élevé** que sur les routes de l'ouest de l'Union. Le prix des transports y atteindrait 25/30 kopeks/tonne/km, si l'on ajoute les frais d'exploitation de la route (5).

3. Une économie sélective et primaire : les minerais précieux d'or, de diamant et d'étain

L'extraction traditionnelle de l'or, du diamant, de l'étain, restera longtemps, et selon l'expression même de Slavin, l'un des meilleurs spécialistes, « l'axe de développement de la R.S.S.A. de Yakoutie, de l'oblast de Magadan et du nord de l'oblast de Kamchatka » (6).

Cette industrie minière à haute rentabilité, est la chance du Nord-Est et de l'U.R.S.S. Si l'U.R.S.S. on le sait, est un des premiers producteurs d'or au monde, elle doit son rang — et cette singulière arme économique — très particulièrement aux gisements aurifères de l'Aldan, de Magadan (Verkhne-Kolymkie) de l'Indigirka supérieure, de la Tchoukotka. En Aldan, l'accroissement très sensible de la production — malheureusement difficilement chiffrable — est dû à la découverte de gisements d'or de filon, à faible profondeur*.

Dans le même territoire, a été découvert le plus gros gisement du monde de **phlogobite** (réserve de 1,5 à 2 000 000 de tonnes) ; sa production, égale à 70 % de celle de l'U.R.S.S., est jugée comme devant être rapidement croissante.

Les gisements de **diamant**, enfin, de la Yakoutie centrale (Mir, Aikhal et Udainaga), si précieux pour l'industrie spatiale, sont susceptibles de connaître au Viljuj (région de 480 000 kilomètres carrés peuplée par 40 000 habitants environ) une très rapide mutation et ce, d'autant que l'infrastructure routière existe et s'avère largement suffisante, les exportations diamantifères étant, par définition, insignifiantes en poids.

Si rémunératrice soit-elle, si nécessaire ait-elle pu être jugée pour l'équilibre économique de l'Union, la constitution rapide d'un troisième pôle économique en Extrême-Orient — un complexe d'étain à Deputatski en Tchoukotka et de métallurgie à Choulman : I.N. 8, p. 172 — ne paraît plus admissible dans un proche délai. Le réalisme est de rigueur et les productions massives ne sont possibles qu'au sud, sur la gaine de vie industrielle de la Voie transsibérienne ou en Sibérie sud-occidentale.

Mais les riches gisements de gaz et de pétrole annoncés dans le Viljuj ? Mais la centrale hydro-électrique du Viljuj en cours de construction et qui sera la première centrale hydro-électrique du nord-est ? Pourraient-ils être les « incantations » attendues, des facteurs nouveaux à considérer ? Sans doute ces gisements considérables pourraient-ils assurer, et à

(1) N. N. NEKRASSOV : *Ekonomičeskaja effektivnost' razmeščenija proizvoditel'nykh sil*, *Ekonomičeskaja gazeta*, N° 2, Jan. 1966, p. 12.

(2) V. Ja. JANOVSKIJ : *Nekotoree osobennosti i puti ulučšenija ispol'zovanija trudovykh resursov Severo-Vostoka SSSR (na primere Magadanskaj oblasti)* *Izvestija Sibirskogo otdelenija A. S. SSSR, serija obščestvennykh nauk*, Vyp. 1, p. 53-59.

(3) V. MOTORIN, *Ekonomičeskaja gazeta* n° 3 1966 p. 6.

(4) S. V. SLAVIN, op. cit. CH. IX, p. 280.

(5) S. V. SLAVIN, op. cit. CH. III p. 63-64.

(6) S. V. SLAVIN, op. cit. CH. IX p. 275.

* Selon le Sovmarkhose de Yakoutsk, l'or de filon représente, en 1965, 80 % de la production et l'or d'alluvion 20 % (Slavin, op. cit., chap. 8, p. 217).

son compte, l'édification d'une industrie chimique basée sur les richesses immenses de la forêt yakoute. Et ceci pourrait-il entraîner cela. Mais l'infrastructure de communications restera toujours à créer; et où trouver les capitaux et les hommes nécessaires, cependant que l'Ouest sibérien, plus prometteur et plus proche des centres économiques développés de l'U.R.S.S., requiert déjà tant ?

4. Les voies de transports sont les axes de développement économique

Dans l'ancien territoire d'action du Dalstroj, seules les voies de transport (la Léna, les autoroutes de la Colima et d'Aldan) constitueront donc les axes de développement économique, dans les années à venir.

Le long de celles-ci, les autorités recommandent particulièrement :

1. une agriculture plus productive — là, bien sûr, si elle est possible.
2. une petite industrie de biens de consommation dans les villes, notamment à Yakoutsk.

Selon les plans, les besoins agricoles seraient dans le proche avenir couverts par la viande à 65 % seulement en Yakoutie et 50 % dans l'oblast de Magadan. Pour le lait, respectivement à 70 et 20 %. Pour les pommes de terre, à 100 et 50 % seulement à Magadan et pour les légumes, à 85 et 50 % (1).

II

EXCESSIVE MOBILITÉ DE LA POPULATION RECENTEMENT EMIGRÉE; SOUS-EMPLOI ET ABSENCE DE CADRES

1. L'autochtone ne participe qu'indirectement à la vie moderne

Au développement économique en cours du Nord-Est n'ont pas en vérité été intégrées les populations autochtones (2) qui représentent, rappelons-le, un tiers de la population totale. Cette situation est regrettable, les populations autochtones étant parfaitement enracinées et adaptées au pays.

Ce sont les immigrants, surtout russes, qui ont donné au Nord-Est son nouveau visage. À Aldan, principale région minière de Yakoutie, la population minière est aux 9/10 composée d'immigrants (3). Dans l'oblast de Magadan, le pourcentage est plus élevé : 15/10 (4).

2. Entre 1956 et 1960, le nombre de personnes ayant quitté la Sibirie a dépassé celui des immigrants

Les autorités sont confrontées à une situation entièrement nouvelle et la solution de ce qui devient un préalable s'avère malaisée. Préalable non plus financier mais humain; sociologique et géographique.

Les immigrants, — les jeunes surtout —, ne montrent pas l'enthousiasme de jadis et le temps des grandes poussées migratoires est passé. Dans le Nord-Est, la population augmente davantage par croissance naturelle que par immigration. Si, à l'Ouest et au Sud (oblast d'Irkoutsk), l'on compte à peu près autant de naissances que d'arrivées d'immigrants, au Nord-Est la population doit s'en remettre pour son expansion à sa propre fécondité. Dans la R.S.S.A. de Yakoutie, à l'arrivée d'un immigré (5) correspondent onze naissances dans les dix dernières années précédant la publication de l'article (1963).

Le sociologue J.A. Zayončkovskaja démontre que 70 % des jeunes spécialistes dirigés vers les petites localités sibériennes de Touyoučine, čerpanovo et les centres ouvriers de Souzoum et de Maslianino, les avaient quittés après seulement trois années de séjour (6). Retenir... Assez nombreux pour faciliter une modernisation de la vie économique, la population qui reste ne l'est pas assez pour que les nouveaux venus de l'Ouest ne se sentent comme perdus; dilués en cette immensité. Elle ne l'est pas assez pour que toute activité ne soit par définition et extensive, et ponctuelle et « primaire ».

Faute d'un habitat adéquat, d'une alimentation variée, de l'équipement diversifié maintenant réclamé, d'une assistance scolaire et sanitaire (7) aussi dense qu'à l'Ouest, faute surtout d'une garantie de plein emploi familial, les nouveaux venus tendent à devenir des immigrants temporaires, avec tout ce que cette mentalité comporte et affecte pour les autres.

Il ne suffit donc plus d'attirer les immigrants, mais d'éviter que les immigrants deviennent des migrants — Si entre 1956 et 1960 plus de 700 000 personnes, surtout les travailleurs agricoles, sont venues en Sibirie, néanmoins le nombre de personnes ayant quitté la Sibirie durant cette période dépasse celui des immigrants — (8). Entre 1959 et 1960, la population de l'île de Sakhaline a diminué de 20 000 personnes; dans le même temps, le solde des mouvements migratoires a été, en Extrême-Orient, négatif de 100 000 personnes (9). En 1959, la R.S.S.A. de Yakoutie décomptait davantage de départs de femmes que d'arrivées (10).

(5) V. V. VOROB'EB' : Osvoenie tajgi i problemy naselenija, Doklady Instituta geografii Sibiri i Dal'nego Vostoka, N° 7, 1964 p. 58-64.

(6) Le Courrier des Pays de l'Est N° 44 Déc. 1965 p. 29.

(7) B. F. ŠAPALIN op. cit. p. 43 et V. V. VOROB'EB' op. cit. p. 58-64.

(8) E. MANEVITCH : L'emploi et l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre en U.R.S.S., Voprosy ekonomiki, Moscou N° 6, Juin 1965.

(9) G. SOKOLOFF : L'Extrême Orient soviétique, Inter-Nord, N° 8 p. 208.

(10) I. K. EFIMOV, A. T. VASIL'EV, K. M. IGNATIEV in Geografija naselenija Vostočnoj Sibiri, op. cit. P. 35 Tableau II.

(1) B. F. ŠAPALIN : Važnejšie coprosy razvitiija i razmeščeniija proizvoditel'nykh sil Severo-Vostočnogo ekonomičeskogo rajona i Kamčatskoj oblasti, Problemy Severa, Vyp. 9, 1965 p. 42.

(2) V. A. JANOVSKIJ, op. cit. p. 53-59.

(3) V. G. MEL'NIKOV et G. G. EGOROV in Geografija naselenija Vostočnoj Sibiri, izd-vo AN SSSR, Moskva; 1962, sibirskoe naselenie Institut geografii Sibiri i Dal'nego Vostoka, 163 p. 842.

(4) V. A. JANOVSKI op. cit. p. 53-59.

3. Ouvriers et cadres sont trop mobiles

Retenir, mais aussi fixer à un même emploi : entre 10 % et 20 % de la main-d'œuvre se révèle en mouvement continu. Au Sovnarkhoze de Yakoutie, 20,3 % des effectifs aux entrées en 1959, 22,8 % au départ (1). Insatisfaits de leur emploi, les nouveaux nomades coûtent cher à l'économie générale. Chaque changement de travailleurs représente une perte de temps d'au moins 15 jours, aggravée par une baisse générale du rendement. Il est plus : l'on estime qu'un ouvrier nouvellement installé n'acquiert son plein rendement en Sibérie qu'après 4 à 6 mois de travail et que deux à trois années sont nécessaires pour qu'un ouvrier venu de l'ouest s'adapte aux rudes conditions (2). Or, 60 à 83 % du Sovnarkhoze de Yakoutie travaillent seulement une à deux années dans la même entreprise.

Rançon de cette fluidité : en 1959, l'on estimait à 34 000 000 de roubles les pertes du Sovnarkhoze (3). Même situation à Krasnoïarsk : la fluidité y est deux fois plus élevée, les délais de mise en valeur deux fois plus longs, les pertes sept à huit fois plus élevées que dans les combinats de Rjazan et de Kalinin ; et la viscose traitée est de qualité inférieure (4).

4. Le sous-développement économique est responsable d'un sous-emploi de main-d'œuvre féminine ; de ce fait, la main-d'œuvre est surtout composée de célibataires peu susceptibles de s'enraciner

Les remèdes à cette situation déplorable : géographes, sociologues, économistes, planificateurs, les différentes instances du Parti s'interrogent. Fin 1965, 120 rapports sur tous ces problèmes ont été discutés à Magadan. Divers sont les points de vues. Acerbes, les critiques : les solutions pratiques à ce problème — qui n'est pas propre à l'U.R.S.S. — ne sont pas aisées à dégager. Distance, population et budget interdisent au Nord-Est les regroupements urbains et les industries complémentaires que les sociologues réclament pour fixer la population. La Commission de Planification de l'oblast de l'Amour — oblast dont le profil économique est particulièrement étroit — a certes pu, en 1964, donner des directives aux Gosplan de la R.S.F.S.R. pour que soient construites des entreprises (5) dans les villes petites et moyennes. Mais ce qui est vrai pour la côte Pacifique ne l'est pas pour le Centre. Dispersés, temporaires (10 à 15 années d'existence) (6), les placers d'or et d'étain ne groupent que 50 à 300 ouvriers.

(1) V. G. MEL'NIKOV et G. G. EGOROV in *Geografija naselenija Vostočnoj Sibiri*, op. cit. p. 59.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

(4) Z. KOROVINA : *Kedry i osvoenie močžnostej*, *Ekonomičeskaja gazeta*, N° 28 1966 p. 17.

(5) B. KASINCEV : *Malye goroda. Kakim im byt'?* *Ekonomičeskaja gazeta*, N° 25, 1966, p. 23.

(6) V. Ja. JANOVSKIJ op. cit. p. 53-59.

Dans ces bourgades, il est certain qu'il n'est guère possible, à moins de dépenses anti-économiques, de créer les services et les industries légères (textiles comme à Khabarovsk, d'alimentation comme à Yakoutsk) qui pourraient donner de l'emploi aux deux ou trois travailleurs potentiels de la famille. En l'état actuel des choses, 18 % de la population active, faute d'emploi industriel, se consacre à des travaux domestiques, et les niveaux de vie s'en ressentent. C'est là un des facteurs fondamentaux du manque de stabilité de la main-d'œuvre. Mais il est plus : l'absence d'emplois complémentaires ne favorise pas le colonat familial : 40 % des travailleurs de l'Okroug national de la Tchoukotka sont des travailleurs isolés (7) que l'expérience révèle peu enclins à s'implanter sur les lieux mêmes de leur travail. Une immigration par « paliers » (8) (des immigrés de l'Ouest et de l'Extrême-Orient étant d'abord fixés dans le sud de la Sibérie ; acclimatés, ils seraient encouragés à s'installer au nord) pourrait éviter des mécomptes.

5. Pas assez de main-d'œuvre qualifiée et de cadres

De la base au sommet, les difficultés s'aggravent. Si l'on déplore le manque d'ouvriers qualifiés — l'oblast d'Irkoutsk réclame 58 000 à 60 000 ouvriers qualifiés, les 49 établissements de l'oblast ne peuvent lui en former que 11 000 ou 12 000 (9), l'on déplore surtout le manque et la trop grande fluidité des cadres. Dans l'oblast de Magadan, les changements de maîtrises du personnel de l'industrie sont deux fois plus fréquents que dans l'oblast de Mourmansk (10). Très marquée dans le centre du rajon, cette déplorable mobilité se retrouve — bien que sous forme atténuée — jusqu'au Primorié et les grandes villes du Sud. A Khabarovsk, l'on relevait qu'à une arrivée de 89 ingénieurs, correspondait un départ de 48 (11). A Irkoutsk, les contremaîtres se maintiennent un temps beaucoup trop court dans l'établissement pour que la rentabilité de leur embauche soit satisfaisante.

L'automation recherchée et en cours dans les grands centres atténuera ces difficultés structurelles ; elle ne les effacera pas.

6. A une technologie spécifique propre aux espaces froids doit répondre une sociologie particulière.

« On ne tient pas compte des conditions propres des territoires que l'on met en valeur et l'on fait venir des machines créées pour les régions tempérées du sud ».

(7) V. Ja. JANOVSKIJ op. cit. p. 53-59.

(8) V. V. VOROB'EB op. cit. p. 58-64.

(9) I. EREMENKO : *Rabočij želovek Sibiri*, *Ekonomičeskaja gazeta*, n° 33, p. 29.

(10) V. Ja. JANOVSKI op. cit. p. 53-59.

(11) N. BOTEV : *Ostraja problema - kadry specialistov*, *Ekonomičeskaja gazeta*, N° 38, 1966, p. 33.

Ce point de vue de Slavin (1) doit être élargi. Si pour ces espaces froids, une technologie spécifique est examinée à Novosibirsk, reste pour l'homme blanc le plus difficile : occuper ces territoires.

Dans le Nord-Ouest de l'Alaska, dans le Canada septentrional, le problème se pose en termes analogues. Toujours plus ponctuelle et limitée s'avère, aux hautes latitudes, l'implantation blanche. Et ses ambitions doivent se cantonner à une exploitation à moindre frais. Tout démontre le Grand Nord impropre à une colonisation massive.

L'association active des petits peuples hyperboréaux à l'exaltante entreprise de mise en valeur des immenses richesses naturelles constituerait sans aucun doute, la solution du moment la plus raisonnable.

III

COOPERATION NIPPO-SOVIETIQUE EN SIBIRIE : MYTHES ET REALITES

INTER-NORD a régulièrement fait état dans ses numéros (N° 5, pp. 217-218; N° 6, pp. 273-276; p. 174) des pourparlers nippo-soviétiques visant, au titre de la Sibirie, à accroître les niveaux des échanges.

Les pourparlers se sont certes multipliés ces derniers mois. A l'échelon le plus élevé, des appuis officiels leur ont été accordés. **Force est de constater qu'ils n'ont pratiquement pas abouti** et qu'ils butent sur un problème essentiel : les prix.

L'U.R.S.S., tirant les conséquences de son rapide développement, souhaite modifier structurellement le courant de ses échanges avec le Japon en exportant davantage de produits manufacturés que bruts. Le Japon étant le plus grand importateur du monde de matières premières (premier importateur de minerais de fer, second importateur de pétrole et de métaux non-ferreux), l'U.R.S.S. vise très naturellement à l'associer au développement de ses lointains territoires de la Sibirie orientale sous forme d'un troc, pour les deux parties avantageux (2).

Le Japon, pour sa part, est fort absorbé par sa politique de reconquête du marché chinois où il exportait, avant guerre, 1/4 de ses exportations. Pour l'instant, la Chine est le cinquième client du Japon, l'U.R.S.S. n'étant que le septième. Avec l'U.R.S.S., le Japon souhaite essentiellement, et depuis 1962, rééquilibrer ses échanges : les ventes de l'U.R.S.S. dépassant singulièrement, comme on peut en juger sur ce tableau I, celles du Japon, le débours étant de 71 000 000 de dollars (3).

TABLEAU I

Commerce extérieur du Japon avec l'U.R.S.S.
(en millions de dollars)

Année	Importations	Exportations	Solde
1964	226 729	181 811	44 918
1965	240 198	168 628	71 890

Par delà les questions d'équilibre, par delà le souci du Japon de préserver ses liens historiques avec la Chine, l'ouverture de la Sibirie aux initiatives nippones représente pour les industriels et les hommes d'affaires de l'archipel, des avantages trop évidents pour qu'ils ne soient pas examinés de très près. Très proches de la Sibirie orientale, parfaitement équipés, les Japonais, par ailleurs, peuvent permettre à Moscou un développement plus rapide de l'extrême Est de l'Union, leur proximité et leur haute industrialisation assurant un abaissement des coûts.

Les soutiens constamment apportés à cette politique de coopération nippo-soviétique, l'ouverture des autorités soviétiques à toute proposition nipponne, soulignent l'attention que l'on porte à la réalisation dans le Pacifique Nord d'une nouvelle communauté d'intérêt. Malheureusement, la dimension des projets paraît bien excéder les possibilités des intérêts privés japonais et appelle des décisions gouvernementales qui pourraient ne pas avoir l'agrément des autorités américaines (4).

L'on observera que les parties ne sont pas parvenues à définir le projet d'une mise en valeur commune du gisement de Tyoumen auquel est liée la construction d'un oléoduc atteignant Nakhodka sur le Pacifique. Après les réunions à Moscou de mars et de septembre 1966, qui ouvraient tant d'espoirs, les discussions ont abouti à une première décision : **le gaz du Nord de Sakhaline** serait exploité conjointement pendant une période de huit à neuf années. En décembre dernier, les pourparlers très avancés ont été interrompus. Outre une franchise de trois années et demie, prévue dans le plan de remboursement du matériel livré à l'U.R.S.S. pour exploiter ces gisements, les Japonais réclament un taux d'intérêt de 6 % l'an ; or, les Soviétiques ne veulent pas payer plus de 5,5 %. Les négociations reprendront à Moscou début 1967 (5). Toujours à l'ordre du jour, les projets d'exploitation en commun du culvre d'Oudokan dans la région de Chita, et des ressources forestières de l'Extrême-Orient sibérien.

(1) S.V. SLAVIN op. cit. p. 54.

(2) J. P. PIGASSE : Les échanges avec les pays de l'Est dans le commerce extérieur du Japon. Stratégie, Paris, N° 10, 1966.

(3) Ibid.

(4) J. P. PIGASSE. Stratégie, op. cit. p. 44.

(5) Le courrier des pays de l'Est, N° 69, déc. 1966 p. 14.

Seul accord conclu, à notre connaissance, celui concernant l'exploitation en commun de la mine de potasse de Berezniki N° 2 (Oural). Production envisagée : 130 000 tonnes. Cette exploitation permettra au Japon, premier client de l'U.R.S.S. pour les engrais potassiques de couvrir la majeure partie de ses besoins en K2O. On escompte qu'à partir de 1968, les Japonais importeront 150 000 tonnes de potasse via le transsibérien et Nakhodka.

Normales à l'échelle d'aussi vastes desseins, ces difficultés ne doivent pas masquer la volonté d'aboutir. Des voyages répétés, des études japonaises sur place, des échanges entre Chambres de Commerce, des manifestations en sont les signes. A Khabarovsk, par exemple, en juin dernier, la première foire de l'Extrême-Orient sibérien s'est tenue ; elle avait attiré 600 délégués japonais, venus de la côte de la mer du Nord du Japon. En 1968, elle se tiendra au Japon même avec la collaboration du port de Nakhodka.

III

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS NORDIQUES DE L'U.R.S.S. (Statistiques)

par Basile KERBLAY*

Le précédent numéro d'INTER-NORD (n° 8, pp. 175-183) a déjà précisé la nature de cette rubrique qui se propose de grouper les principales statistiques officielles soviétiques, concernant les régions nordiques de l'Union. Seules ont été retenues les données qui font l'objet d'une publication régulière de manière à permettre des comparaisons dans le temps ; d'autre part, pour mieux faire apparaître les caractéristiques de l'évolution économique des régions orientales (Sibérie et Extrême-Orient soviétique) il a paru utile de les confronter avec les régions européennes (Nord-Ouest, Viatka et Oural) (1).

A. POPULATION

I. - TERRITOIRE ET POPULATION

	Territoire 1.000 km ²	Population (milliers)			1965 en %	Dynamique		Densité 1965 hab. au km ²
		1939	15-1-59	1-1-65		1964	1965	
						1939 = 100	1964 = 100	
Régions nordiques d'Europe								
Nord-Ouest	1.662,8	11.169	10.863	11.649	5,1	104	101,1	7,0
Viatka-Volga	263,2	8.698	8.253	8.298	3,5	96	100,1	31,5
Oural	2.115,7	11.286	15.272	16.420	7,2	144	100,7	7,8
Régions asiatiques								
Sibérie occidentale	991,8	7.937	10.159	10.843	4,6	137	100,2	10,9
Sibérie orientale	4.122,8	4.771	6.473	7.190	3,1	148	101,5	1,7
Extrême-Orient	6.215,9	2.976	4.834	5.427	2,4	176	102,8	0,9
U.R.S.S.	22.402,2	190.678	208.827	229.198	100,0	119	101,3	10,2

Source : C.S.U. Narodnoe Hozjajstvo SSSR v 1964 godu (L'Économie de l'U.R.S.S. en 1964). Annuaire statistique - Moscou 1966, 887 p. (2)

(*) Centre de documentation sur l'U.R.S.S. et les pays slaves. E.P.H.E., Paris.

(1) Cette distinction correspond à la délimitation habituelle en France qui a pour effet de classer l'Oural dans la zone

européenne, les économistes et géographes soviétiques englobent l'Oural dans les régions orientales.

(2) Ce document sera utilisé tout au long de l'étude comme la source principale de toutes les données indiquées en valeur absolue ; les indices et les pourcentages ont été calculés à partir de ces statistiques officielles.

II. - ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

	NATALITÉ ‰			MORTALITÉ ‰			ACCROISSEMENT NATUREL ‰		
	1940	1950	1964	1940	1950	1964	1940	1950	1964
Nord européen									
Nord-Ouest	28,1	25,2	15,5	22,1	10,1	7,5	6,0	15,1	8,0
Viatka-Volga	33,7	27,2	17,1	25,4	10,8	7,6	8,3	16,4	9,5
Oural	39,5	32,0	17,9	26,0	11,9	6,9	13,5	20,1	11,0
Nord asiatique									
Sibérie occidentale	36,5	32,9	17,3	20,3	11,9	6,6	16,6	21,0	10,7
Sibérie orientale	28,7	36,0	20,3	18,6	12,2	6,6	20,1	23,8	13,7
Extrême-Orient	48,9	42,5	19,0	20,7	14,0	5,8	28,2	28,5	13,2
U.S.S.S.	31,2	26,7	19,6	18,0	9,7	6,9	13,2	17,0	12,7

La comparaison des tableaux I et II permet de constater que l'accroissement réel de la population entre 1964 et 1965 a été supérieur aux résultats comptés à partir du seul accroissement naturel dans le Nord-Ouest, en Sibérie orientale et en Extrême-Orient; au contraire dans les autres régions, et notamment en Sibérie occidentale, l'augmentation effective de la population est très inférieure aux données de l'accroissement naturel (ainsi par exemple l'augmentation effective de la population dans la Sibérie occidentale a été seulement de 1,9‰ en 1964, alors que le solde net des taux de natalité et de mortalité fait apparaître un accroissement théorique de 10,7‰ pour cette même année. On peut donc en déduire que l'Oural et la Sibérie occidentale ont davantage perdu que gagné en 1964 à la suite

des courants migratoires, tandis que les régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient ont continué à bénéficier des transferts de main-d'œuvre et de population. Cette tendance n'est pas nouvelle: dès 1959, on pouvait noter un certain reflux de population de cette zone vers certaines régions plus méridionales telles que le Kazakhstan et le Caucase du Nord.

L'afflux de jeunes émigrants en Sibérie orientale et en Extrême-Orient explique, par ailleurs, que les taux de natalité soient plus élevés dans ces deux régions que la moyenne pour l'ensemble de l'Union; en outre, la structure par âge — une population relativement plus étoffée dans les jeunes classes d'âge — influe sur les taux de mortalité qui sont ici plus bas que la moyenne du pays.

III. - POPULATION ACTIVE AU 15 JANVIER 1959 (milliers)
(commentaires de ce tableau, cf. - Inter-Nord - n° 8, 1966, p. 176)

	Population en âge de travailler	Population active	Dont population active dans l'agriculture privée
Régions d'Europe			
Nord-Ouest	7.010,4	5.669,3	100,0
Viatka-Volga	4.672,2	3.793,4	199,0
Oural	10.442,7	8.223,8	392,1
Régions asiatiques			
Sibérie occidentale	5.809,2	4.313,3	404,4
Sibérie orientale	3.995,6	3.028,5	196,2
Extrême-Orient	2.608,9	1.919,4	76,3

Nous n'avons pas de statistiques plus récentes sur l'évolution de la population active dans cette zone. Toutefois, les indications de l'Annuaire sur la répartition de la population, entre villes et campagnes,

sont révélatrices des changements de la structure de l'emploi entre l'agriculture et les activités non agricoles

(voir ci-après).

Répartition de la population en pourcentage du total

	VILLES		CAMPAGNES	
	1939	1963	1939	1963
Oural	39	64	61	36
Sibérie occidentale	30	57	70	43
Sibérie orientale	36	57	64	43
Extrême-Orient	46	71	54	29
U.R.S.S.	32	52	68	48

Les régions orientales apparaissent donc comme à **prédominance de peuplement urbain**. L'Extrême-Orient soviétique enregistre le pourcentage le plus élevé de population urbaine de toute l'Union (71 % de la population d'Extrême-Orient habitent dans des agglomérations classées comme « urbaines ») avant le Donbass (67 %) et la région du Centre européen (65 %). Ceci est dans la logique du développement industriel, le principal moteur de la croissance de

ces régions ainsi que des mouvements de population qu'engendre cette croissance (exode rural à l'intérieur de chaque région, migrations inter-régionales). Alors que dans l'ensemble de l'U.R.S.S., la population urbaine a augmenté de 1,9 fois entre 1939 et 1963, l'accroissement a été beaucoup plus rapide en Sibérie occidentale et en Extrême-Orient (2,6 fois en vingt-quatre ans).

IV. - CROISSANCE DE QUELQUES GRANDES VILLES NORDIQUES

(milliers d'habitants au 1^{er} janvier de chaque année)

	1939	1959	1964	1965	Dynamique 1964		1965
					1939 = 100	1959 = 100	1964 = 100
EUROPE							
Mourmansk	119	222	262	272	220	118	103,8
Arkhangelsk	251	256	296	303	118	116	102,4
Leningrad	3.385	3.321	3.607	3.641	106	109	100,9
Petrozavodsk	70	136	149	157	194	110	105,4
Kirov	144	252	292	296	202	116	101,4
Perm	306	629	745	764	242	118	102,6
ASIE							
Tcheliabinsk	273	689	790	805	289	115	101,9
Sverdlovsk	423	779	897	919	212	114	102,5
Omsk	289	581	702	721	243	121	102,7
Novosibirsk	404	886	1.013	1.029	250	114	101,6
Krasnoïarsk	190	412	521	541	270	126	103,8
Irkoutsk	250	366	397	401	159	108	101,0
Tchita	121	172	194	198	160	113	102,1
Iakoutsk	53	74	86	89	162	116	103,5
Khabarovsk	207	323	393	408	190	122	103,8
Vladivostok	206	291	353	367	171	121	104,0
Magadan	27	62	76	79	182	123	103,9

Le contraste dans le développement des villes anciennes (Leningrad, Arkhangelsk) et celui des villes nouvelles nées d'une industrialisation récente est mis en lumière par la comparaison des chiffres de 1939 et de 1965. En 1965, la capitale de la Carélie soviétique enregistre l'accroissement le plus rapide de

toutes les grandes villes nordiques, suivie de Magadan, Khabarovsk, Krasnoïarsk. La croissance très remarquable des villes portuaires de Mourmansk, Vladivostok, n'est peut-être pas sans liens avec le développement rapide du commerce extérieur de l'Union soviétique.

La croissance urbaine a été plus rapide que l'augmentation de la population globale de chacune de ces zones nordiques et orientales ; ce qui confirme le rôle polarisateur des grandes villes nordiques sur les populations environnantes.

Une analyse des changements de la carte administrative de l'Union entre 1963 et 1964 permet de détecter les agglomérations nouvelles qui se sont formées dans la seule année 1964 du fait de la mise en valeur des régions sibériennes :

Province de Magadan	: 2 villes (goroda).
Province de Kemerovo	: 1 ville.
Province de Tjumen	: 9 « cités ouvrières » (poseloki) (*).
Province de Krasnoïarsk	: 5 poseloki.
Province de Irkoutsk	: 3 poseloki.
République de Iakoutie	: 2 poseloki.
Province de Sverdlovsk	: 2 poseloki.
Province de Toms'k	: 2 poseloki.
Province de l'Amour	: 1 poselok.
Province de Novosibirsk	: 1 poselok.
Province de Kamchatka	: 1 poselok.

V. - ÉVOLUTION DE L'HABITAT DANS CERTAINES GRANDES VILLES DU NORD DE L'U.R.S.S.

	Superficie habitable (milliers de mètres carrés)					Soit mètres carrés par habitant			
	1926	1940	1959	1964	1965	1940	1959	1964	1965
	Leningrad	21.027	25.700	27.780	35.698	37.341	7,6	8,3	9,9
Ism	665	1.650	4.095	6.536	6.878	5,4	6,5	8,8	9,0
Sverdlovsk	891	2.881	5.935	8.520	8.865	6,8	7,6	9,5	9,7
Tcheliabinsk	394	1.725	4.830	7.580	7.859	6,3	7,0	9,6	9,8
Novosibirsk	665	2.440	5.420	9.101	9.457	6,1	6,1	9,0	9,2
Omsk	1.089	1.688	4.185	6.069	6.310	5,8	7,2	8,8	8,8

La construction de logements dans les grandes villes progresse à un rythme plus rapide que celui de la population ; sauf à Omsk où les deux rythmes ont été identiques, la moyenne disponible par habitant n'a pas changé. La superficie totale (y compris la cuisine, le corridor et la salle d'eau) par habitant dépasse maintenant presque partout la norme sanitaire de 9 m² de superficie que les planificateurs considèrent comme le minimum vital en matière de

logement. La superficie habitable reste inférieure à cette norme.

Un autre critère à considérer est le nombre de familles nouvelles à pourvoir en logements. Sur ce point, nous disposons maintenant de statistiques de nuptialité par régions (ces chiffres confirment que la construction de logements dans les villes considérées est plus rapide que la moyenne régionale des taux de nuptialité (voir Tableau n° VI ci-après).

VI. - INDICATEURS SOCIAUX : NUPTIALITÉ, DIVORCES, SCOLARITÉ, ÉQUIPEMENT SANITAIRE

	NUPTIALITÉ			DIVORCE		EFFECTIFS SCOLAIRES				Médecins (milliers) 1965	Lits d'hôpitaux (milliers) 1965
	1940	1950	1964	1940	1964	Écoles primaires (milliers)		Secondaires	Supérieures		
	%	%	%	%	%	63-64	64-65	64-65	64-65		
Nord-Ouest	7,7	12,7	9,2	1,6	2,3	1.871	1.917	211,0	296,7	40,5	127,8
Volga-Viatka	4,0	9,9	7,6	0,5	1,2	1.585	1.629	110,0	92,4	14,5	72,9
Oural	4,9	12,2	8,5	0,6	1,5	3.098	3.193	261,8	203,9	30,9	160,3
Sibérie occidentale	4,6	12,5	8,7	0,4	1,4	2.120	2.189	177,1	185,3	21,9	105,7
Sibérie orientale	4,5	12,6	9,0	0,6	1,2	1.427	1.496	110,4	99,0	13,5	69,4
Extrême-Orient	9,1	18,1	10,0	1,6	2,0	1.038	1.068	89,2	77,8	14,3	63,6
(U.R.S.S.)	(6,3)	(11,6)	(8,5)	(1,1)	(1,5)						

(*) Le nombre des créations dans la province de Tjumen est à mettre en relation avec les importants gisements de pétrole et de gaz naturel découverts récemment.

Les chiffres qui précèdent, montrent que les taux de nuptialité des régions orientales sont en général plus élevés que dans l'ensemble de l'Union, du fait de l'afflux des jeunes générations; la stabilité des familles n'est pas plus faible qu'ailleurs: les divorces sont plus nombreux dans le Nord-Ouest européen qu'en Sibérie orientale.

L'évolution des effectifs scolaires dans les écoles primaires qui est un bon indicateur de l'évolution démographique, révèle que les accroissements d'une année sur l'autre ont été moins rapides en Sibérie occidentale et en Extrême-Orient que dans l'ensemble de l'Union, ce qui est à mettre en rapport avec la tendance générale notée à l'occasion du Tableau n° 1. En revanche, dans l'enseignement supérieur, la Sibé-

rie occidentale enregistre un accroissement d'étudiants de 10,9 % en un an (U.R.S.S.: 10,6 %) qui reflète bien le rôle pilote de Novosibirsk pour toute cette zone.

Le nombre des médecins s'est accru en moyenne de 7 à 8 % en une année dans les régions orientales; le nombre de lits d'hôpitaux a augmenté dans le même temps de 5 à 5,8 % en Sibérie et de 2,9 % en Extrême-Orient. Tous ces chiffres sont supérieurs à l'accroissement de la population et traduisent donc une amélioration sensible de l'infrastructure sanitaire. Le nombre de lits par habitant dépasse en Extrême-Orient les niveaux très élevés des provinces occidentales, ce qui peut s'expliquer par le nombre des sanatoria et établissements de cure sur la côte du Pacifique.

B. ÉCONOMIE INDUSTRIELLE

TABLEAU VII

Ressources naturelles

	RESSOURCES TOTALES EN ÉNERGIE		DONT GAZ NATUREL		COUT DE L'ÉNERGIE	
	Milliards de tonnes charbon conventionnel	En % du total	Réserves au 1.1.1963		Prix de revient en 1961 du kWh (en kopeks)	Prix perspectif d'une tonne de charbon conventionnel URSS = 100
			milliards de mètres cubes	En %		
Oural	15	0,5	7.390	12,2	0,69	100
Sibérie occidentale	2.090	72	580	0,9	0,61	76
Sibérie orientale			4.880	8,1	0,57	71
Extrême-Orient	100	3,5	9.600	15,1	2,19	178
U.R.S.S.	2.900	100	60.330	100	0,78	100

Sources: Ju. I. BOKSERMAN. Pyti razvitiya novoj tekhniki v gazovoj promyšlennosti, Moscou 1964, pp. 22-29; Voprosy razmishlenija proizvodstva v SSSR Sbornik Statej. Moscou 1965, Nauka, p. 212-214, 257, 273.

Le précédent INTER-NORD a reproduit le tableau des principales ressources (minerais de fer, charbon, bois, ressources hydro-électriques) des régions considérées. Nous nous bornons à le compléter ou corriger par des statistiques plus récentes concernant l'énergie totale potentielle et le gaz naturel.

Le déséquilibre des ressources énergétiques entre l'Ouest et l'Est de l'Union est mis en évidence par le fait que les régions européennes disposent de 500 milliards de tonnes (d'unités conventionnelles) sur un total de 2 900 milliards.

Toutefois, au regard du gaz naturel (qui est la forme d'énergie la plus intéressante pour des régions peu peuplées car on peut la transporter à distance),

la situation des zones orientales n'est pas privilégiée (37,1 % des ressources inventoriées au 1^{er} janvier 1963). Les découvertes récentes de la province de Tjumen peuvent toutefois modifier ce bilan sans cesse remis en question par les travaux des géologues soviétiques.

Le coût de l'énergie et surtout le coût perspectif est un des critères déterminants pour orienter le développement industriel. Les estimations des économistes soviétiques montrent la place favorable occupée par la Sibérie occidentale et la Sibérie orientale par rapport à l'ensemble de l'Union, mais en revanche, l'Extrême-Orient ne paraît pas être une région apte à l'installation d'industries qui seraient de grosses consommatrices d'énergie.

TABLEAU VIII

Évolution de la production industrielle des régions nordiques

Régions	Valeur de la production industrielle brute en 1964		Républiques autonomes	Valeur de la production industrielle brute 1964 (1960 = 100)	Électricité (milliards de kWh) en 1964
	1958 = 100	1963 = 100			
Nord-Ouest	156	107	Carélie	514	1,784
Volga-Viatka	164	106	Komis	996	1,545
Oural	165	106	Maris	1.111	0,309
Sibirie occidentale	165	104,4	Mordves	624	0,589
Sibirie orientale	184	108,8	Iakoutes	912	0,522
Extrême-Orient	179	109,1	Bouriates	434	0,720
(U.R.S.S.)	(169)	(107)	(U.R.S.S.)	(728)	(458,9)

Nous ne disposons pas de statistiques sur l'accroissement de l'emploi dans l'industrie en 1964 par régions (voir les données en pourcentage dans INTERWORD n° 8, p. 179) pour dégager le rythme d'accroissement de la productivité dans ce secteur.

Le ralentissement du rythme de la production industrielle en Sibirie occidentale, 4,4 % (U.R.S.S. 7 %),

est à noter. Il est peut-être lié au retard de la mise en activité des investissements escomptés (voir le tableau X sur la croissance du capital fixe). La production d'électricité dans la république des Maris a baissé en 1964 (309 millions de kWh contre 314 millions de kWh en 1963) sans qu'on puisse l'expliquer. La pêche en Carélie et en Iakoutie a été également moins favorable en 1964 qu'en 1963.

TABLEAU IX

Niveau de production des cimenteries et des industries légères

	Ciment (milliers de tonnes)		Cotonnades (millions de mètres)		Lainages (milliers de mètres)		Soieries (milliers de mètres)		Chaussures de cuir (millions de paires)		Sucre cristallisé (milliers de tonnes)	
	1940	1964	1940	1964	1940	1964	1940	1964	1940	1964	1940	1964
Nord-Ouest	95,4	3.714,7	218,6	233,9	5.289	15.580	—	65.188	38,5	42,1	12,9	148,3
Viatka-Volga	—	975,2	0,1	119,9	726	2.040	—	—	5,9	19,8	—	13,7
Oural	344,9	7.913,6	—	15,1	1.458	6.872	—	22	8,9	33,8	—	—
Sibirie occidentale	262,9	3.454,2	33,2	169,6	621	1.877	—	37.095	4,3	11,4	33,6	33,7
Sibirie orientale	—	2.264,3	—	84,9	—	1.462	—	—	1,7	8,4	—	1,8
Extrême-Orient	243,3	1.720,2	—	10,1	—	—	—	—	0,4	1,2	12,9	33,4

L'Annuaire de l'U.R.S.S. ne donne pas la distribution régionale de la production des principaux produits ci-dessus, à l'exception des quelques chiffres groupés dans ce tableau. Malgré leur caractère fragmentaire, ces données sont intéressantes : 1° pour mesurer le degré d'autonomie régionale et 2° pour évaluer les progrès réalisés depuis la guerre dans certaines régions. (Ainsi par exemple, la production de soieries — il faut entendre par là, les fibres artificielles — tout à fait inexistante en 1940, atteint en Sibirie orientale une moyenne annuelle par habitant qui s'établit maintenant à 51,4 % de la moyenne nationale :

1,8 mètre par habitant contre 2,3 mètres pour l'ensemble de l'U.R.S.S.)

L'augmentation de la production de ciment entre 1963 et 1964 (nous n'avons pas reproduit ici les statistiques pour 1963 faute de place) laisse supposer que les cimenteries locales ne sont pas encore suffisantes, malgré les progrès enregistrés depuis 1940, pour couvrir les besoins de la construction dans ces régions (voir le tableau X sur les taux d'accroissement des investissements et du capital fixe). Ainsi, par exemple en Extrême-Orient, les cimenteries loca-

les n'ont pu fournir en 1964 que 1,6 % de plus qu'en 1963 alors que le capital fixe a augmenté de 4,8 % et les investissements de 11,2 %. La production de ciment est restée stationnaire en Sibérie orientale mais elle a augmenté de 8,4 % en Sibérie occidentale (la production de ciment dans l'ensemble de l'U.R.S.S., de 6 %).

Par ailleurs, la production de ciment de la Sibérie, de l'Oural et de l'Extrême-Orient a atteint, en 1964, 23,7 % du total de l'Union. (A titre de comparaison, la production d'électricité de ces mêmes régions en 1960 représentait 33,6 % du total national - cf. **INTER NORD**, n° 8, p. 180.)

Les industries légères sont faiblement représentées

dans les régions orientales. La production de laine par habitant a atteint 0,17 mètre en Sibérie occidentale, 0,2 mètre en Sibérie orientale, alors que la moyenne de l'Union était de 1,6 mètre en 1964. Pour les cotonnades, les moyennes de production par habitant, sont respectivement de 15,5 mètres, 11,8 mètres et 30,4 mètres ; pour les chaussures 1,06 paire, 1,18 paire et 2,3 paires ; pour le sucre de 3,8 kg, 0,25 kg et 35,8 kg par habitant. Ceci s'explique par les particularités climatiques (production de betteraves) mais aussi par le fait que les industries légères occupent généralement beaucoup de main-d'œuvre ; elles sont donc plus rationnellement localisées dans les provinces européennes à forte densité de population.

TABLEAU X

Évolution des investissements (a) et du capital fixe (b)

	INVESTISSEMENTS (a)				ACCROISSEMENT DES FONDS FIXES (b) EN 1964	
	(en millions de roubles, prix constants)				(Millions de roubles)	1963 = 100
	1958	1963	1964	% en 1964		
Nord-Ouest	1.677	2.481	2.751	6,82	2.808	110,2
Volga-Viatka	621	914	1.003	2,49	953	104,8
Oural	2.361	3.160	3.292	8,18	3.163	99,8
Sibérie occidentale	1.541	2.195	2.228	5,54	2.311	99,7
Sibérie orientale	1.146	2.093	2.215	5,52	1.868	93,2
Extrême-Orient	1.058	1.548	1.722	4,26	1.602	104,8
(Totaux U.R.S.S.)	(24.515)	(37.010)	(40.374)	(100)	(38.685)	(106,7)

(a) Investissements financés par l'État et les entreprises coopératives (kolkhozes non compris).
 (b) Mis en service dans le secteur étatique et coopératif (kolkhozes non compris).

Les chiffres qui précèdent, se rapportent à tous les secteurs d'activité (à l'exclusion de l'agriculture kolkhoziennne). Ils permettent de situer l'effort d'investissement dans les régions orientales : l'Oural, la Sibérie et l'Extrême-Orient ont occupé 15,32 % des investissements (contre 15,3 % en 1958. Les régions du Nord-Ouest et du Centre européen ont obtenu 19,3 % du total ; les régions de la Volga et de l'Oural : 19,2 %. Par conséquent, la Russie d'Europe reste encore aujourd'hui le centre de gravité de l'expansion économique du pays.

La comparaison entre l'accroissement des investissements par région et la mise en activité du capital fixe en 1964 (par rapport à 1963) fait apparaître un certain retard des programmes d'investissements dans l'Oural et en Sibérie occidentale et Sibérie orientale : à une augmentation de 41 % (Oural), 1,5 % (Sibérie occidentale) et 5,8 % (Sibérie orientale) des dépenses en prix constants a correspondu une baisse des capacités mises en service (indice 99,8 %, 99,7 % et 93,2 % par rapport à 1963), compte non tenu du « lag » des investissements.

TABLEAU XI

Répartition des terres agricoles au 1^{er} novembre 1964
(en millions d'hectares)

	Terres à la disposition des exploitations agricoles		Surface agricole utile (S.A.U.) par secteur d'exploitation				Terres à labour	
	Total	dont S.A.U.	Kolkhozes	Sovkhozes	Kolkhoziens	Ouvriers	Total	Superficies ensemencées
Nord-Ouest	64,0	8,0	5,0	2,8	0,10	0,09	3,3	2,9
Viatka-Volga	13,8	11,0	8,8	2,0	0,21	0,07	8,0	6,9
Oural	106,9	31,9	14,1	17,5	0,11	0,14	19,9	18,6
Sibérie occidentale	46,4	31,6	11,0	20,4	0,08	0,12	18,3	17,6
Sibérie orientale	93,0	22,1	9,6	12,3	0,05	0,11	8,8	7,8
Extrême-Orient	236,3	6,1	2,0	4,1	0,01	0,04	2,5	2,4

Cette physionomie des terres nordiques et orientales révèle un certain nombre de caractéristiques fondamentales de l'agriculture de ces régions :

1. Les immenses territoires impropres à la culture puisque la surface agricole utile par rapport aux terres allouées aux exploitations agricoles représente 29,8 % du total dans l'Oural, 68,7 % en Sibérie occidentale, 23 % en Sibérie orientale et 2,3 % seulement dans l'Extrême-Orient soviétique.

2. La prédominance de l'agriculture des fermes (État (sovkhozes) sur les kolkhozes (coopératives) dans les régions orientales (tandis qu'au contraire en Europe les kolkhozes l'emportent). Les sovkhozes (l'Ukraine ne disposent que de 8 millions d'hectares de S.A.U., soit huit fois moins que ceux de Sibérie (32,7 millions d'hectares).

3. Le secteur agricole privé est à majorité ouvrière (270 000 ha) et non pas kolkhozienne (140 000 ha)

et dans toutes les régions orientales ; ce qui s'explique à la fois par l'importance des jardins ouvriers au voisinage des centres industriels (la population sibérienne est urbaine pour les deux tiers - cf. tableau II), et par le rôle dominant des sovkhozes dans l'économie agricole de cette zone.

4. La survivance de jachères (différence entre les terres labourables et les superficies ensemencées) est dans la tradition de l'agriculture sibérienne.

5. En comparant la situation au 1^{er} novembre 1964 avec celle de l'année précédente (les statistiques de 1963 ont été reproduites dans INTER-NORD n° 8, p. 181) on note une très légère baisse des terres à labour en Sibérie occidentale, Sibérie orientale, Extrême-Orient et dans l'Oural. Ceci peut être dû à des changements de « classification » des terres, provoqués par leur état d'entretien (broussailles, pierres, etc.).

TABLEAU XII

Évolution des superficies cultivées en 1964
(millions d'hectares)

Nature des ensemencements	Nord-Ouest	Viatka-Volga	Oural	Sibérie occidentale	Sibérie orientale	Extrême-Orient
1 - Céréales dont :	1.134	4.630	13.155	12.628	5.494	1.016
blé d'hiver	52	189	149	—	—	—
blé de printemps	148	798	8.053	9.285	3.613	627
seigle	494	—	—	462	83	—
maïs	—	—	2	1	—	5
2 - Cultures industrielles dont :	234	195	232	322	30	881
betteraves à sucre	—	48	10	86	4	11
lin	234	107	57	39	17	—
tournesol	—	—	135	61	—	—
3 - Pommes de terre	290	549	533	421	239	124
4 - Légumes	29	42	62	50	33	32
5 - Cultures fourragères	1.259	1.520	4.568	4.169	1.973	406
Total des superficies ensemencées	2.946	6.937	18.563	17.595	7.768	2.480

La comparaison des chiffres qui précèdent avec ceux publiés pour l'année précédente (INTER-NORD n° 8, 1966, p. 181) fait apparaître :

1. Une réduction générale des ensemencements dans toutes les régions considérées qui semble le résultat : a) de la mauvaise récolte de céréales de 1963 (celle-ci a dû réduire les disponibilités en semences) ; b) d'une diminution sensible des cultures fourragères parce que le cheptel à la ferme a été réduit fin 1963 (cf. tableau XIII) et peut-être aussi parce que les consignes « anti-herbagères » n'ont pas été

appliquées aussi rigoureusement en 1964. La politique d'extension des superficies marque un temps d'arrêt.

2. Des changements de structure : accroissement des emblavures de blé d'hiver dans les régions nordiques européennes et dans l'Oural, diminution des cultures de maïs dans l'Oural et l'Extrême-Orient, extension des cultures d'oléagineux en Sibérie occidentale.

3. Une progression régulière des cultures vivrières (pommes de terres et légumes) — sauf en Extrême-Orient — normale, compte tenu de l'accroissement de la population de ces régions.

TABLEAU XIII

Evolution de la production agricole des régions nordiques

	RENDEMENTS (quintaux à l'hectare)				PRODUCTION BRUTE (milliers de tonnes)				PRODUCTION COLLECTÉE PAR L'ÉTAT (milliers de tonnes)			
	Moyenne 1954-58	1962	1963	1964	Moyenne 1954-58	1962	1963	1964	Moyenne 1954-58	1962	1963	1964
I - CÉRÉALES												
Nord-Ouest	5,8	5,6	6,6	6,9	905	578	743	783	73	38	119	92
Viatka-Volga	6,9	8,3	6,2	6,2	3.027	3.853	2.953	2.883	778	859	770	600
Oural	7,0	10,4	7,4	9,2	10.274	13.193	9.846	12.157	3.149	6.245	4.146	5.578
Sibérie occidentale	10,8	6,9	3,6	9,9	12.817	9.054	4.344	12.471	6.727	2.935	603	6.527
Sibérie orientale	10,2	8,6	8,6	8,8	4.442	4.756	4.989	4.850	1.817	1.876	2.124	1.849
Extrême-Orient	8,0	6,7	6,1	8,0	787	730	648	812	214	228	222	254
II - POMMES DE TERRE												
Nord-Ouest	104	66	101	131	2.779 (a)	1.948	2.901	3.797	197 (a)	177	455	546
Viatka-Volga	106	83	91	112	6.381 (a)	4.719	4.891	6.123	583 (a)	461	718	875
Oural	94	82	86	89	3.751 (a)	4.382	4.456	4.759	106 (a)	366	562	610
Sibérie occidentale	94	78	92	94	4.617 (a)	3.235	3.860	3.966	193 (a)	177	338	455
Sibérie orientale	79	81	81	95	1.477 (a)	1.981	1.988	2.273	94 (a)	118	210	262
Extrême-Orient	68	71	64	70	1.194 (a)	985	845	871	135 (a)	117	126	122
III - LAIT (litres de lait par vache et par an)												
Nord-Ouest	1.123 (b)	—	1.982	1.951	2.403 (a)	2.597	2.653	2.611	790 (a)	1.099	1.209	1.241
Viatka-Volga	983 (b)	—	1.597	1.562	2.279 (a)	2.463	2.342	2.339	608 (a)	885	847	872
Oural	1.160 (b)	—	1.631	1.720	4.058 (a)	4.353	4.238	4.452	1.481 (a)	1.931	1.937	2.173
Sibérie occidentale	1.419 (b)	—	1.692	1.832	3.732 (a)	3.956	3.921	4.167	1.686 (a)	2.036	2.128	2.301
Sibérie orientale	839 (b)	—	1.480	1.654	1.571 (a)	1.724	1.700	1.840	550 (a)	722	733	863
Extrême-Orient	902 (b)	—	1.545	1.645	860 (a)	932	817	928	228 (a)	364	392	439
IV - VIANDE (poids vif)												
Nord-Ouest	—	—	—	—	211 (a)	243	270	240	152 (a)	219	229	260
Viatka-Volga	—	—	—	—	258 (a)	266	314	265	166 (a)	213	262	226
Oural	—	—	—	—	474 (a)	575	663	492	359 (a)	537	621	533
Sibérie occidentale	—	—	—	—	421 (a)	543	645	347	360 (a)	513	594	462
Sibérie orientale	—	—	—	—	222 (a)	293	308	288	194 (a)	285	312	308
Extrême-Orient	—	—	—	—	95 (a)	124	144	106	53 (a)	107	106	122

(a) 1958.
(b) 1960.

L'Annuaire économique de l'U.R.S.S. pour l'année 1964 a l'avantage de nous fournir les données de l'année 1963 qui nous manquaient jusqu'ici ; de sorte que l'on peut analyser les fluctuations des rendements et les répercussions de la mauvaise récolte de 1963 sur l'économie agricole 1963-1964.

La sécheresse de 1963 a surtout frappé la Sibérie orientale — le rendement céréaliier déjà médiocre en 1962 a baissé à 3,6 quintaux à l'hectare (on retient environ 1,9 pour les semences) alors que la moyenne 1954-1958 dans cette région atteignait 10,8 quintaux à l'hectare. L'Etat n'a pu collecter que le dixième du volume commercialisé habituellement. Les abatages de bétail ont augmenté de 19 % en un an dans la même région. Fort heureusement, la récolte des

pommes de terre de 1963 a correspondu au niveau moyen ; les livraisons à l'Etat de pommes de terre ont été accrues sensiblement par rapport à 1962 (les rendements de la pomme de terre, malgré sa culture intensive dans le secteur privé, restent relativement bas, 80 à 100 quintaux à l'hectare contre 158-170 quintaux en Pologne et en Allemagne orientale).

Les rendements céréaliiers se sont améliorés en 1964, mais sont restés dans l'ensemble, inférieurs à la moyenne sur cinq ans. La Sibérie occidentale n'avait pas encore repris sa place de grenier à céréales. Toutefois, les disponibilités fourragères ont permis de conserver un troupeau plus important au 1^{er} janvier de l'année 1965 ; la production brute de viande a légèrement diminué de ce fait.

TABLEAU XIV

Évolution du cheptel des régions nordiques (milliers de têtes)
(au 1^{er} janvier de l'année)

	BOVINS			dont VACHES			PORCINS			OVINS		
	1963	1964	1965	1963	1964	1965	1963	1964	1965	1963	1964	1965
Nord-Ouest	2.289	2.146	2.173	1.208	1.209	1.231	1.375	1.065	1.083	1.647	1.414	1.371
Vietka-Volga	2.518	2.496	2.526	1.270	1.303	1.329	2.120	1.196	1.425	3.089	2.626	2.274
Oural	6.104	5.873	6.101	2.593	2.603	2.649	6.647	3.432	4.706	6.379	5.283	4.901
Sibérie occidentale	5.628	5.148	5.673	2.347	2.300	2.383	3.652	1.527	2.289	5.891	4.595	4.741
Sibérie orientale	2.934	2.972	3.043	1.202	1.217	1.233	1.680	1.344	1.364	8.351	8.124	7.872
Extrême-Orient	1.290	1.260	1.270	551	551	555	842	518	574	266	234	210

La baisse des effectifs de bovins dans toutes ces régions (sauf en Sibérie orientale) en 1963 est le résultat d'une récolte insuffisante ; mais en revanche, le cheptel laitier n'a pas été atteint. Le cheptel bovin était presque entièrement reconstitué à la fin de 1964. Il n'en a pas été de même du cheptel porcin qui a subi le plus fortement les effets de la conjoncture défavorable de 1963 (rappelons que les livraisons de pommes de terre à l'Etat avaient été augmentées à la même époque). La contraction du cheptel porcin entre 1963 et 1964 a été spectaculaire dans certaines régions comme l'Oural et la Sibérie occidentale.

La diminution du cheptel ovin correspond davantage à une tendance de longue période ; dans ces chiffres figurent aussi les chèvres — cette vache du pauvre — dont le nombre varie en U.R.S.S. en proportion inverse des facilités offertes à l'élevage privé (en période de réduction des fourrages, le paysan se contente de garder une chèvre, tandis que dans les temps meilleurs, il préfère posséder une vache). Il est encore trop tôt pour conclure que les mesures d'apaisement prises au profit du secteur privé en 1965 sont à l'origine de l'évolution ici constatée.

TABLEAU XV

Évolution des exploitations agricoles

	Nord-Ouest		Viatka-Volga		Oural		Sibérie occidentale		Sibérie orientale		Extrême-Orient	
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
Nombre de kolkhozes	1.594	1.593	1.976	1.945	1.676	1.663	932	928	805	783	271	330
sovkhozes	378	383	144	157	552	596	595	650	288	303	312	317
Nombre de foyers kolkhoziens (milliers)	356	343	757	740	537	527	271	267	166	168	52	52
Main-d'œuvre kolkhoziennne (milliers)	439	426	904	884	757	754	395	386	237	240	69	69
Superficie moyenne des emblavures par kolkhoze (hectare)	1.171	1.145	3.049	2.790	5.216	5.153	6.690	6.665	3.766	3.792	1.959	2.060
Revenus annuels par foyer kolkhozien (roubles)	872	917	598	588	1.149	1.239	1.078	1.708	1.637	1.698	2.228	1.973
Coûts des céréales dans les kolkhozes les sovkhozes (roubles/tonne)		116-144(a) 176		75-90 (a) 99		44-49 (a) 51		44-44 (a) 55		44-47 (a) 60		74-76 (a) 100
Coût du lait dans les kolkhozes (roubles/tonne)		164		193		161		147		185		207

(a) Le premier chiffre indique le coût des céréales évalué d'après la rémunération effective dans les kolkhozes, le deuxième chiffre indique le coût théorique qui aurait été obtenu si les kolkhoziens avaient été payés comme des ouvriers de sovkhozes.

On se bornera à quelques remarques :

1. La continuation du processus de transformation de sovkhozes en kolkhozes se reflète dans la diminution du nombre des kolkhozes (—22 dans l'Oural et la Sibérie occidentale) ; tandis que le nombre des sovkhozes a augmenté (de 109 unités dans ces mêmes régions).

2. L'exode rural se poursuit parallèlement de sorte qu'il n'est pas possible de mesurer le nombre exact de kolkhoziens devenus ouvriers agricoles (en Sibérie orientale et en Extrême-Orient la population kolkhoziennne n'a pas diminué). La réduction est surtout prononcée dans le Nord-Ouest (13 000 foyers kolkhoziens) et la région de la Viatka-Volga (17 000 foyers).

3. La productivité du travail paraît plus élevée dans les kolkhozes que dans les sovkhozes à en juger par les prix de revient régionaux de la tonne de céréales ; d'autre part la rémunération du travail

dans les kolkhozes est partout inférieure (sauf en Sibérie occidentale) à celle dans les sovkhozes comme le montre l'écart des évaluations des coûts des céréales suivant que l'on adopte l'un ou l'autre mode de rémunération.

4. Le coût moyen du lait était de 162 roubles la tonne en 1964 pour l'ensemble de l'U.R.S.S., celui des céréales de 44-48 roubles la tonne, on peut en déduire que la Sibérie peut être spécialisée avec profit pour la production de céréales et l'élevage, mais que, en Extrême-Orient, l'agriculture entraîne des coûts de 30 à 50 % plus élevés (compte non tenu des frais de transport).

5. Les disparités régionales dans les revenus moyens des kolkhozes sont importantes par foyer kolkhozien (le chiffre d'affaires d'un kolkhoze d'Extrême-Orient est 3,5 fois plus élevé que dans la région Viatka-Volga). Ceci devrait favoriser les migrations de l'ouest vers l'est.

TABLEAU XVI

Équipement rural

	NOMBRE DE TRACTEURS		NOMBRE DE MOISSONNEUSES-BATTEUSES	
	(milliers) 1964	Hectares de labour (par tracteur)	(milliers) 1964	Hectares d' emblavures de céréales (par unité)
Nord-Ouest	39,6	75	7,9	144
Viatka-Volga	40,5	171	16,7	276
Oural	99,2	187	50,0	263
Sibérie occidentale	99,9	176	54,9	229
Sibérie orientale	48,5	160	26,0	211
Extrême-Orient	25,6	95	9,9	102

Il est difficile d'apprécier les disponibilités réelles de matériel car, durant les travaux, des transferts de machines peuvent être opérés d'une province à l'autre. Quoi qu'il en soit, la presse soviétique signale l'insuffisance des moissonneuses-batteuses (la norme

planifiée est de 150 ha par unité). Ainsi, dans l'Oural, il a fallu 10 à 15 jours pour faire la moisson (*Ekonomičeskaja Gazeta* n° 39, septembre 1966). Les statistiques sur la consommation des engrais par régions n'ont pas été publiées.

IV

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DU KAMCHATKA

par Cécile SALES* et Jean MALAURIE*

COMMANDANT UNE DES MERS LES PLUS POISSONNEUSES DE L'U.R.S.S. — APRES LA CASPIENNE — PAYS DU POISSON ET DU CRABE, LE KAMCHATKA, EN UN PROCHE AVENIR, CONNAITRA UN DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ASSEZ NOTABLE. PARALLELEMENT A UNE INDUSTRIE DU POISSON QUI EXIGE D'ETRE REORGANISEE ET MODERNISEE, LA MISE EN VALEUR DE RICHESSES PEU OU NON EXPLOITEES : CHARBON, PETROLE, OR, MERCURE, BOIS, MATERIAUX DE CONSTRUCTION, ENERGIE DES RIVIERES ET DES SOURCES THERMALES, DEVRAIT ASSURER UNE PLUS LARGE PROSPERITE. PREMIERES DIFFICULTES : UNE POPULATION FAIBLE, DES VOIES DE COMMUNICATION INSUFFISANTES. AUX PORTES DU JAPON, LE KAMCHATKA SERA UN DES TERRAINS D'ELECTION DU PACTE DE COLLABORATION NIPPO-SOVIETIQUE EN SIBERIE.

Situé à l'extrémité orientale de l'U.R.S.S., aux portes du Japon, l'oblast' administratif et économique du Kamchatka est constitué de la presqu'île du Kamchatka, des îles Karaguinskij et Komandor, ainsi que de l'okroug national des Koriaks qui fait partie, lui, du continent (il touche à l'oblast' de Magadan), il représente près de 40 % des 488 700 km² de l'oblast'. Occupant 15 % du territoire de l'Extrême-Orient, l'oblast' du Kamchatka ne possède que 5 % de sa population. En 1964, on estimait celle-ci à 256 000 personnes (1913 : 10 500) dont 80 % de Russes. L'ancienne population aborigène : Koriaks et Evènes, reste cantonnée au Nord.

L'examen du développement rapide de l'oblast' du Kamchatka comparé par exemple à celui de l'Alaska,

dont il se rapproche, malgré un système d'administration foncièrement différent est, en cette aire du Pacifique Nord, des plus intéressants à suivre. L'étude sectorielle proposée, compte tenu des difficultés de documentation, n'a pour autre ambition que de constituer un premier rassemblement des données.

1. LES KORIAKS

Descendants directs de l'antique civilisation néolithique du nord du Kamchatka et du littoral de la mer d'Okhotsk, les Koriaks étaient autrefois divisés en neuf groupes, de noms, de dialectes et d'activités traditionnelles différents. Fixés dans la partie septentrionale du Kamchatka, les Koriaks ont eu des rapports difficiles avec les Evènes et surtout les Tchoutches auxquels ils se sont longtemps opposés.

Les premières informations sur les Koriaks datent du XVIII^e siècle ; dès la seconde moitié du XVIII^e siècle les Russes vinrent en

* Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves. E.P.H.E. Paris.

Un grand nombre de villages russes se fondèrent en territoire Koriak.

Lors du recensement de 1926-27, leur population était de 1434 personnes, dont 45 % de sédentaires; actuellement, les Koriaks sont presque tous fixés dans l'arrondissement national créé en 1930; certains se sont toutefois établis dans la région de Patropavlovsk.

La chasse aux animaux marins (la baleine et le phoque notamment) et la pêche étaient les activités essentielles des Koriaks sédentaires du littoral qui vivaient dans des villages relativement peuplés; il n'y avait pas chez eux de grande différenciation de fortune. Il en allait tout autrement avec les Koriaks nomades chasseurs de rennes autrefois, appelés Tchavtchouviens; seuls quelques-uns possédaient des milliers de têtes et employaient le reste de la population comme bergers.

Le pouvoir soviétique a introduit en 1930, les cultures maraichères et l'élevage des bovins; on note actuellement une désaffection de la population pour l'élevage du renne, particulièrement parmi les jeunes qui rebute la dureté de la vie de pasteur.

LES ÈVENES.

De venue récente au Kamchatka, puisqu'on ne mentionne leur présence qu'au milieu du XIX^e siècle, les Èvènes semblent être venus s'y fixer à la suite de famines qui eurent lieu dans les bassins de la Kolyma et de l'Indigarka.

Les échanges économiques et culturels se firent rapidement avec ses voisins les Koriaks dont beaucoup d'Èvènes se mirent à parler la langue et avec lesquels ils échangeaient peaux et viande de phoque contre peaux de phoque. Sous leur influence, d'ailleurs, les Èvènes abandonnèrent quelque peu leur occupation traditionnelle — la chasse — pour se consacrer à l'élevage et à la pêche qui joua un rôle économique important chez les Èvènes de la Bustrak et du littoral de la mer d'Okhotsk.

Le recensement de 1926-27 donne les chiffres suivants: 470 dans le district de la Bystraja, 71 dans le Tigil. En 1932, le gouvernement soviétique crée le district national des Èvènes de la Bystraja dont le centre est Anavgaï. C'est aussi au cours des années trente que l'on tente de transformer l'économie èvène en modifiant les cultures maraichères et l'élevage des vaches. Cette expérience se révèle être un échec.

Des communications difficiles à l'intérieur de l'Oblast'

Deux chaînes de montagnes occupent quasiment les deux tiers du territoire de l'Oblast'; ce sont les massifs montagneux Sredinnyj à l'ouest et Voctoçnyj à l'est. Ils sont séparés par la vallée de Kamčatka et de ses affluents. La Kamčatka est l'une des plus importantes voies de communication de l'Oblast' puisqu'elle est navigable jusqu'à Mil'kovo. Les massifs montagneux sont plus élevés au sud-est et au centre-est où ils dépassent 2 000 m et atteignent parfois 4 750 m; ils s'abaissent vers le nord jusqu'à une hauteur de 600 à 300 m. Les montagnes Vostoçnyj sont des massifs volcaniques, riches en sources thermales; une quinzaine de volcans sont encore en activité.

Le tiers de la surface restante de l'Oblast' est occupé par des plaines marécageuses ce qui, en plus de la présence des deux chaînes de montagnes, rend les communications difficiles entre les différentes parties de l'Oblast'.

Un hiver de six à sept mois

Le climat du Kamchatka est rigoureux; les températures y sont basses (moyenne dans le Nord — 6°C, — 4°C, dans le Sud 0°C, + 2°C; l'hiver y dure six ou sept mois et l'été deux mois et demi à trois mois. C'est un climat de mousson; l'hiver, les vents froids soufflent du continent vers la mer, tandis que l'été les vents humides soufflent de la mer vers le continent; en automne et en hiver les tempêtes et les typhons sont fréquents.

Une économie essentiellement poissonnière

Le Kamchatka a été rattaché à l'empire de Russie à la fin du XVII^e siècle; par suite, de nombreux Cosaques sont venus s'y fixer; ils se consacrèrent surtout à l'agriculture, à la chasse et à la pêche, adoptant de nombreux us et coutumes des autochtones. L'industrialisation réelle du Kamchatka n'a commencé qu'en 1923 avec l'installation dans cette région du pouvoir soviétique dont le premier objectif a été de développer l'industrie du poisson. Depuis longtemps déjà, mais surtout depuis une quinzaine d'années — des recherches scientifiques se poursuivent ainsi que des prospections géologiques afin de connaître toutes les richesses du sol du Kamchatka et de pouvoir les mettre en valeur; en effet, il apparaît nettement qu'une des conditions essentielles du développement futur de l'Oblast' est l'introduction de nouvelles industries dans l'organisation économique trop largement dépendante de l'industrie du poisson.

I. LA PÊCHE: 90 % DES RESSOURCES.

L'économie actuelle de l'Oblast' du Kamchatka est essentiellement dominée par la pêche (cf. tableau I) et sa prédominance est encore plus évidente si l'on tient compte du fait qu'une partie des activités des industries forestières, des constructions mécaniques, de l'énergie et dans une certaine mesure des matériaux de construction, sont fonction de l'industrie du poisson. Selon Šapalin, « l'industrie du poisson représente plus de 70 % de la production industrielle de l'Oblast' et si l'on tient compte des branches de service de cette industrie, près de 90 % (1) ».

On se rappellera que les pêcheries d'Extrême-Orient se classent au second rang des centres de pêche de l'U.R.S.S., après ceux de la Caspienne: En 1959, 30 % de la production totale de l'U.R.S.S.

La production actuelle du Kamchatka est de 400 000 tonnes (en 1958, elle était de 290 000 tonnes; elle représente 8 à 9 % de la production totale de l'U.R.

(1) B.F. ŠAPALIN. *Važnejšie Voprosy razvitijsa i razmeščenijsa proizvođitel'nykh sil severo — vostočnogo Ekonomičeskogo rajona i Kamčatskoj oblasti*; *Problemy Severa* — vyp 9; 1965 p. 45.

S.S. ; 10 à 15 % pour ce qui est des conserves. L'actuel plan quinquennal prévoit que la production doit croître d'ici à 1970 jusqu'à 900 000 tonnes ou un million de tonnes ; elle doit doubler en six ans.

TABLEAU I

Part représentée par les différentes industries du Kamchatka (1)

Branches	D'après le nombre d'ouvriers	D'après la valeur brute de la production
Industries alimentaires	57	68
dont l'industrie du poisson	53	60
Réparations mécaniques	11	9
Coupes de bois	10	5
Transformation du bois		
Combustible, énergie	11	8
Matériaux de construction	5	5
Divers	6	5

Si l'on considère qu'en sept ans, la production n'a pu croître que d'un peu plus d'un tiers, l'on appréciera l'effort considérable restant à réaliser pour doubler la production dans les six années à venir et dépasser largement, avec une population de moins de 300 000 personnes, la production de pêche d'un grand pays comme la France. Si les chiffres énoncés se vérifient, ils établiraient qu'en un temps relativement court, la technique moderne peut, en des mers poissonneuses, modifier radicalement les taux de production.

L'avenir dira si les enquêtes biologiques de l'institut de recherches scientifiques du Pacifique sur la pêches ne sont pas trop optimistes.

La part de la production en poisson du Kamchatka représente 30 à 35 % de la production totale de l'Extrême-Orient. Si nous nous référons aux chiffres présentés dans le tableau II, c'est le deuxième producteur après le Primorie, mais si l'on tient compte du fait qu'une partie non négligeable des prises faites par les bateaux du Primorie et de Sakhalin sont effectuées dans les eaux du Kamchatka, ce dernier devient géographiquement la première région productrice d'Extrême-Orient avec 45 à 50 % des prises.

(1) Dal'nyj Vostok-Ekonomiko geografičeskaja Kharakteristika Akad. Nauk SSSR Institut geografii Izd Mysl' — Moskva 1966, 396 str.

TABLEAU II

Prises de poissons et animaux marins effectuées en 1951-1958 par les différents rajons de l'Extrême-Orient (2)

Rajons	Prises (millions de tonnes)	Prises (%)
Primorie (y compris Magadan)	1,90	36,8
Kamchatka	1,54	30,0
Sakhaline-Kouriles	1,04	20,1
Okhotsk-Amour	0,68	12,1
Total	5,16	100

Contrairement à d'autres rajons d'Extrême-Orient, le Kamchatka n'est pas spécialisé dans la prise d'un seul poisson et bien qu'il soit le premier producteur d'U.R.S.S. (et même du monde) de crabe, et que ses prises de salmonidés représentent 80 % de la production de l'Union soviétique, ses eaux sont riches en poissons très divers tels que morue, barbue, hareng, etc.

Surpêche des saumons et du crabe par les Japonais

Mais les salmonidés dont les prises ont baissé à partir de 1958, sont menacés par l'overfishing japonais. Des mesures sévères certes sont en cours : délimitation des régions de pêche, étude biologique du rythme et des processus de reproduction, etc.

Le Kamchatka occidental a presque perdu depuis 1955 sa réputation de pays du crabe. Des mesures ont été adoptées conjointement avec les Japonais pour veiller à sa protection.

Pêche croissante en mer d'Okhotsk

La répartition géographique des prises de l'oblast se situe comme suit (cf. tableau III).

Si on se base sur une étude concernant les années écoulées depuis 1946, on peut constater une tendance à la diminution des produits en provenance de la mer de Behring et à une augmentation de ceux provenant de la mer d'Okhotsk.

(2) Problemy Razvitiija Proizvoditel'nykh sil ; Kamčatskoj Oblasti Izd. vo Akad. — Nauk SSSR — Moskva 1960, str. 61.

TABLEAU III

Répartition géographique des prises de poisson de l'oblast' du Kamchatka (1)

(en milliers de quintaux)

Espèces	Mer de Behring	Golfe de Ojutorskij	Kouriles du N. Kamchatka occidentale	Kamchatka orientale	Total
Hareng	24,0	1.136,5	25,5	—	1.186,0
Barbot	525,0	—	429,7	149,0	1.103,7
Produits marutiers dont :					
morue	—	—	22,8	53,8	76,6
navaga	—	—	104,0	56,1	160,1
cabillaud	—	—	4,4	4,3	8,7
perche	39,5	—	—	0,2	39,7
Poisson pêché à la seine	—	—	32,4	18,4	51,0
Divers	—	—	182,8	230,3	413,1
Total	588,5	1.136,5	801,6	512,3	3.038,9

Concentration des Rybokombinats

A mesure que le volume des prises augmente, le nombre des Rybokombinats (combinats du poisson) diminue ; en 1952, il y avait 32 rybokombinats ; il n'y en avait plus que 17 en 1963 ; et leur nombre ira

encore en diminuant car les chiffres montrent que plus les rybokombinats sont concentrés, plus ils sont rentables économiquement (cf. tableau IV). Actuellement, les gros rybokombinats sont ceux de Korf, Ananka, Ust'T, Kamcatsk, Petropavlovsk sur la côte orientale et de Ozernovskij, Oktjabr'skij, Mitoguinskij, Kirovskij, Krutogorovskij sur la côte occidentale.

TABLEAU IV

Indices économiques des rybokombinats du Kamchatka en 1955 (2)

Volume des prises (milliers de tonnes)	Nombre de rybokombinats	Transformation de la production brute en moyenne pour un ouvrier (milliers de roubles)	Perte sur un millier de quintaux de prise (milliers de roubles)
Jusqu'à 3	13	22	1.030
De 3 à 6	8	40	320
De 6 à 9	4	52	246
Plus de 9	4	56	133

Les rybokombinats se consacrent à la fois à la pêche et à la transformation des poissons ; produits salés, congelés, frigorifiés et en conserves. Les kolchozes de pêche, eux, apportent le produit de leur pêche dans les eaux proches du littoral aux rybokombinats afin que ceux-ci les transforment.

Dans l'avenir, il est prévu que toute la pêche côtière sera assurée par les kolchozes. Leur prise totale était de 100 000 tonnes en 1957, mais elle devait croître de trois fois dans l'avenir. Les Rybokombinats se spécialiseraient eux, assurant outre la transformation du poisson, la pêche hauturière ; leur part ne devrait cesser de croître jusqu'à représenter 80 % des prises (40 % en 1960).

La flotte actuelle du Kamchatka est composée de quelques centaines de bateaux de pêche, de bateaux-usines dont six bases flottantes et d'à peu près une centaine de chalutiers.

(1) Dal'nyj Vostok op. cit. p. 399.

(2) Problemy razvitiya proizvoditel'nykh sil Kamčatskoj Oblasti op. cit. str. 85.

II. UNE INDUSTRIE DU POISSON PLUS MODERNE

En effet, même si l'industrie du poisson au Kamchatka n'est plus financièrement déficitaire depuis 1961 (1), elle ne se trouve pas moins confrontée à un certain nombre de problèmes qu'il est urgent de résoudre si l'on veut espérer que son développement se poursuive au même taux que celui du reste de l'oblast'.

a. **Aménagement des ports de pêche** ; en particulier, reconstruction du port toujours libre de glaces de Petropavlovsk qui n'est qu'un port de transit et qui ne peut accueillir une flotte importante de bateaux de pêche. Ce port ne possède pas non plus, pour l'instant, d'usines de transformation du poisson suffisamment importantes. Création d'un port à Ozernaja sur la rive occidentale. Petropavlovsk étant le seul port du Kamchatka.

b. **Aménagement d'ateliers de réparation** assez puissants dans les ports afin de limiter les temps morts dus à la réparation des bateaux. Selon la « Gazette Economique » déjà citée, ces temps morts représenteraient actuellement 30 %.

c. **Accroissement du nombre de bateaux-usines** possédant des réfrigérateurs puissants, ce qui permettrait d'augmenter les prises en haute mer (déroit de Behring, océan Pacifique). Dans l'avenir, la pêche en haute mer doit croître considérablement par rapport à celle du littoral. Elle devrait représenter 80 % de la pêche totale (2).

Les bateaux-usines permettraient de faire disparaître le caractère saisonnier de l'industrie de la pêche au Kamchatka, lourd handicap. Actuellement, 85 à 90 % de la production sont pêchés durant l'été. Tout le poisson arrive en même temps dans les usines et ne peut être transformé. La plus grande partie est simplement salée. Ce caractère saisonnier de l'industrie du poisson nuit gravement à une utilisation rationnelle de la main-d'œuvre.

d. **Concentration des entreprises**, trop nombreuses et peu rentables. Dans l'avenir, elles seront regroupées en 5 ou 6 gros centres. Selon G.I. GRANIK, ce serait le rôle des ports de Potropavlovsk, d'Ozernaja et des combinats du poisson d'Oktjabr' skij, Kirovskij, Ust' Kamcatsk et Korf (3).

e. **Formation en des écoles techniques de cadres qualifiés** — très particulièrement dans le domaine de la pêche et des industries dérivées — L'on remarquera, que dans une grande île, comme le Groenland

dont tout l'avenir repose sur l'industrie maritime, l'ensemble des programmes bute sur ce problème dont les solutions ne sont pas aisées à dégager (4).

f. **Valoriser la production en accroissant la part de congelé.**

g. **Une recherche scientifique plus attentive et mieux coordonnée.** Il convient d'éviter tout over-fishing, particulièrement dans les espèces menacées : saumon et crabe. Les études devraient être menées à l'échelle de l'Extrême-Orient et non pas seulement du seul Kamchatka ; on déplore un manque de coordination, chaque oblast' menant ses recherches pour son propre compte.

h. **Des investissements considérables.** Il est évident que la réorganisation de l'industrie du poisson au Kamchatka exige de gros investissements estimés (5) approximativement à 420 millions de roubles. Les calculs montrent que les investissements dans l'industrie du poisson au Kamchatka seront amortis en cinq ans grâce à l'économie obtenue par suite de la réduction du prix de revient de la production de poisson et ce délai, vu les conditions propres à la région, peut être tenu pour parfaitement acceptable (6) .

Cette incidente : « vu les conditions propres à la région » est, en cette période de stricte régionalisation des crédits, riche de réflexions et de conséquences. Les chiffres démontrent en effet que les investissements réalisés soit à Mourmansk, soit dans la mer Caspienne sont plus rentables que ceux effectués en Extrême-Orient (7). Le retard d'équipement du Kamchatka en est la première cause, les effets étant cumulatifs. L'isolement géographique, le climat, les mauvais transports portant un grave préjudice à la vente des produits ; le coût élevé de la construction sont d'autres facteurs négatifs plus graves parce que structurels.

III. L'AVENIR MINIER ET FORESTIER DE L'OBLAST'

« Pour le Kamchatka, c'est une nécessité d'élargir sa spécialisation, de modifier le profil économique de l'Oblast' en introduisant dans le cycle économique d'autres ressources naturelles que le poisson... » (8). Les richesses du Kamchatka ne se limitent pas en effet au poisson et l'oblast' possède d'importantes ressources métallurgiques, énergétiques, forestières ; les matériaux de construction sont abondants ; l'agriculture devrait pouvoir subvenir pour l'essentiel aux besoins de la population.

(1) *Ekonomičeskaja Gazeta* N° 35 Avgust 1966 goda str. 4

(2) G. I. GRANIK - *Osnovnye problemy razvitiya Važnejšikh Otrazlej promyšlennosti Severo-Vostoka SSSR - Problemy Severa* vyp. 5 - 1963 str. 38.

(3) G. I. GRANIK op. cit. p. 38.

(4) En ce même numéro 9 d' « Inter-Nord » pp. 108 et 118

(5) G. I. GRANIK op. cit. p. 38.

(6) G. I. GRANIK op. cit. p. 38.

(7) *Problemy razvitiya proizvoditel'nykh Sil Kamčatskoj Oblasti* op. cit. str. 72 et suivantes.

(8) *Daľ'nyj Vostok* op. cit. p. 396.

a. **Richesses métallurgiques** : de l'or a été découvert récemment dans la vallée de la Kamčatka ; il semble que ce gisement puisse être exploité industriellement (1). Le premier gisement de la presqu'île Kamenistyj continue à se développer. Le Kamčatka disposerait en outre de ressources importantes de mercure, de cuivre et de molybdène ; toutefois, on n'en est pas encore dans ce domaine au stade de l'exploitation mais de la prospection.

b. **Ressources énergétiques**. Le Kamčatka possède des gisements de charbon, de tourbe, des rivières dont l'énergie pourrait être utilisée, ainsi d'ailleurs que celle des sources thermales. Des gisements de pétrole ont été repérés. La première centrale électrique géothermique de l'Union soviétique a été construite sur les sources de Paužetak (près d'Ozernovskij) ; une autre est en projet sur les sources de Bol'še Banne proches de Petropavlovsk, cette dernière serait encore plus puissante (25 000 kW).

D'après les données existantes, on peut dire que les centrales électriques construites sur les sources hydrothermales donneront une énergie électrique bien meilleur marché dans le Nord (3) ; les deux centrales citées plus haut permettraient d'alimenter en énergie les centres industriels d'Ozernovskij et de Petropavlovsk.

Le plus riche bassin charbonnier — de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards de tonnes — est situé sur la rive occidentale près de Krutogorovskij, l'autre sur la rive orientale à Korf. Dans la dépression occidentale, de vastes gisements de tourbe dont les richesses sont évaluées à 8 milliards de tonnes. Toutefois, il convient de remarquer que les principales ressources de combustible sont situées à l'ouest de la péninsule (à l'exception de Korf) alors que les besoins les plus importants de l'oblast' se trouvent sur le littoral oriental. Selon G.I. GRANIK, les besoins en charbon de l'oblast' se situeraient autour de 300 000 ou 700 000 tonnes dont 500 000 tonnes seulement pour Petropavlovsk ; actuellement ces besoins sont essentiellement couverts par du charbon importé

de Sakhaline ; ils pourraient l'être sans doute par le gisement de Krutogorovskij, si les voies de transport étaient aménagées.

Pour réunir Petropavlovsk à la côte occidentale et particulièrement au charbon de Krutogorovskij, deux variantes sont proposées : l'une la voie ferrée Petropavlovsk-Bol'šerek-Ozernaja-Krutogorovskij dont les frais d'investissement seraient amortis en onze ans et dont le coût serait d'environ 120 millions ; la seconde, serait une autoroute qui aurait l'avantage d'être beaucoup plus rapidement réalisée et d'être moins onéreuse (40 millions).

Quant au gisement de Korf, il devrait pouvoir alimenter une centrale électrique qui fournirait à Ust'Kamčatsk, l'électricité dont elle a besoin.

c. **Le Kamčatka est forestier à 40 %**, les réserves sont estimées à un milliard de mètres cubes. Un million de mètres cubes pourraient être abattus. Les ressources sont pour l'essentiel situées dans le bassin de la Kamčatka (4).

Ainsi que nous pouvons le constater, les deux tiers des besoins sont situés essentiellement à Petropavlovsk. Les besoins généraux de l'oblast' pourraient être couverts à 60 % par la vallée de la Kamčatka. On estime qu'il faudrait encore implanter de 200 000 à 250 000 m² de Khabarovsk, du Primorie ou de l'Amour.

Le bois importé de Khabarovsk coûte moins cher que le bois local. Compte tenu des difficultés locales, un mètre cube de bois importé de Khabarovsk ou du Primorie, y compris les frais de transport, coûte à Petropavlovsk 392 roubles contre 528 roubles le mètre cube originaire du bassin de la Kamčatka ; à Ozernaja le rapport est de 470 roubles contre 696 (5).

Outre les combinats Kozyrevsk et Kamčatsk qui produisent 400 000 à 450 000 m³ de bois annuellement, la création des deux autres combinats dont celui de Sredne-Kamčatsk capable de produire 200 000 m³ dans l'année est nécessaire. Le combinat de Ključevski (à reconstruire) et consacré aux produits d'emballage serait destiné essentiellement à l'industrie du poisson. Un vaste combinat à Ust'Kamčatsk (6) est en cours d'établissement. Il serait en mesure de produire des maisons standardisées, des meubles, du matériel d'emballage, etc. Ce combinat serait situé à proximité d'Ust'Kamčatsk (à aménager) qui est destiné à devenir le grand port du bois du Kamčatka.

(4) « Inter-Nord » n° 8, mars 1966 ; Industrie du bois en Union Soviétique : Le cas de l'Est Sibérien, par Georges Sokoloff, pp. 185-215 (19 tableaux).

(5) Chiffres cités dans *problemy razvitiya proizvoditel'nykh sil Kamčatskoj oblasti* op. cit. p.

(6) Toutefois les travaux vont beaucoup moins vite qu'il était prévu cf. *Ekonomičeskaja Gazeta*.

(1) Sovetskaja Rossiya 14-2-1966.

(2) G.I. GRANIK dans l'article déjà cité (p. 42) propose l'alternative suivante pour alimenter électriquement le Kamčatka occidental et oriental : « 1) construction à Petropavlovsk sur la base des charbons ou du mazout qui y sont délivrés, d'une centrale thermo-électrique de 50 000 kW (puissance de la première tranche : 25 000 kW) ; 2) achèvement de la construction de la centrale électrique de Paužetsk, à sources thermiques souterraines, d'une puissance de 12 000 kW qui pourra être ultérieurement portée à 24 000 kW ; 3) édification possible d'une centrale à 12 à 18 000 kW sur le gisement de Krutogorovskij. Ces trois centres énergétiques pourraient être reliés par des lignes électriques formant ainsi le système énergétique du sud du Kamčatka. »

(3) SLAVIN - *Ekonomičeskije predposylki razvitiya narodnogo khozjajstva Severa SSSR* - Problemy Severa 1962 vyp. 9 str. 15.

TABLEAU V

Besoins de l'oblast du Kamchatka par rajon en bois
(en milliers de mètres cubes)

Rajons	Besoins de l'industrie du poisson	Autres branches	Total (1)
Kamchatka oriental			
Petropavlovsk	230	100	330
Ust'Kamčatka	35	25	60
Korf	60	25	85
Divers	5	—	5
Total	330	150	480
Kamchatka occidental			
Ozernovskij	100	20	120
Oktjabr'skij	50	10	60
Kirovskij	45	20	65
Divers	5	—	5
Total	200	50	250
Kouriles du nord	20	—	20
TOTAL GÉNÉRAL	550	200	750

(2) Problemy Razvitijsa Proizvoditel'nykh sil Kamčatskoj oblasti, op. cit. p. 186.

Le volume des investissements nécessaires s'élève approximativement à 500 millions de roubles (1).

- construction 100 millions
- construction et reconstruction des entreprises industrielles 250 millions
- construction de rades 100 millions
- reconstruction des routes et développement du transport fluvial .. 50 millions

Dans ces chiffres ne sont pas compris les investissements nécessaires à l'aménagement du port d'Ust'Kamčatsk.

d. **Rapide développement de l'industrie des matériaux de construction.** La production de béton est passée, en effet, de 1,6 m³ en 1955 à 50 000 m³ en 1964 (2). Le centre le plus important et presque le seul où l'on utilise les méthodes industrielles de construction est Petropavlovsk. Les besoins — indus-

trie poissonnière, immeubles d'habitation, bâtiments publics — restent cependant importants.

e. **Développement de l'agriculture et de l'élevage.** Alors même que, dans l'Alaska, par exemple, on assiste, depuis 1939, à une rapide régression de l'agriculture, et notamment céréalières, les surfaces ensemencées sont passées au Kamchatka de 85,7 hectares en 1927 à 10 000 hectares en 1957 ; de 1955 à 1964, elles ont crû de trois fois ; de 1953 à 1957, la production de pommes de terre est passée de 260 000 quintaux à 513 700 et celle des légumes de 51 600 quintaux à 155 100. Selon Slavine, la production de l'agriculture représente quelque 120 millions de roubles, soit 5 à 6 % de la valeur de la production industrielle.

Depuis 1957, le Kamchatka suffit à ses besoins pour les pommes de terre et les légumes ; à 30 % en ce qui concerne la viande, 65 % pour le lait et 50 % pour les œufs. Doublement de la troupe des bêtes à cornes de 1940 à 1957, dans le même temps, diminution de l'effectif des porcins (Cf. Annexe statistique : tableau IV).

Les sud et sud-ouest de la presqu'île sont les régions les plus favorables à l'agriculture. Au centre, l'agriculture est très clairsemée. Au nord, les Koriaks pratiquent l'élevage du renne parfaitement adapté au pays et dont l'on constatera une réduction inattendue des effectifs (120 400 bêtes en 1957).

(1) Problemy razvitijsa proizvoditel'nykh sil Kamčatskoj oblasti op. cit. p. 190.

(2) B. F. ŠAPALIN, Važnajsie Voprosy razvitijsa i razmeščenijsa proizvoditel'nykh sil Severo Vostočnogo Ekonomičeskogo rajona Kamčatskoj oblasti, op. cit. p. 47.

TABLEAU VI (1)

Accroissement des surfaces ensemencées de l'oblast' du Kamchatka par cultures pour les années 1930-1957
(en hectares)

Groupes de cultures	1930	1932	1937	1940	1945	1950	1957
Céréales	17	13	420	520	1.415	1.247	1.558
Pommes de terre	255	573	1.115	1.834	3.338	3.490	3.516
Légumes	38	328	273	492	778	957	826
Cultures fourragères	—	536	549	427	713	1.289	4.135
Totalité des surfaces ensemencées	310	1.450	2.357	3.273	6.244	6.983	10.035

TABLEAU VII (2)

Augmentation du cheptel : 1940-1957 (en milliers de têtes)

Bétail	1940	1945	1950	1957
Bovins	10,7	16,7	21,8	21,8
Porcs	17,6	3,7	8,6	16,8
Moutons et chèvres	0,3	0,4	1,9	0,5
Reines	143,1	196,9	193,5	120,4
Chevaux	5,0	5,0	6,2	6,7
Volailles	—	—	—	101,1

Les prix de revient, comme dans tout l'Arctique, restent très élevés : le coût des pommes de terre et des légumes des sovkhoses du Kamchatka est 3 ou 15 fois plus élevé que dans les sovkhoses du pays de Khabarovsk et 1,5 à 2 fois plus que dans ceux de l'oblast' de Magadan (3).

On prévoit donc que les surfaces ensemencées devront atteindre 45 000 hectares (on estime actuellement à 200 000 hectares la surface non utilisée qui pourrait devenir des terres agricoles, le bétail à 21 000 têtes et les volailles à 430 000 (4).

À Načikinskij, Paratunskij et Ozernovskij, il est envisagé d'utiliser des sources chaudes pour cultiver des primeurs.

Comme les autres branches de l'économie, l'agriculture souffre du manque de main-d'œuvre et spécialement de cadres qualifiés.

La chasse et le commerce de la fourrure (renard, loutre, zibeline) restent encore l'occupation traditionnelle de la population aborigène : leur place dans l'économie de l'oblast' a toutefois quelque peu perdu de son importance ces dernières années.

Le nombre des chasseurs a baissé : 1 500 en 1945 ; en 1956, ils n'étaient plus que 950. Ce recul semble dû à la diminution des chasseurs isolés et à la réorganisation des kolkhoses en sovkhoses ; autrefois, les kolkhoses de chasseurs se consacraient essentiellement à cette activité ; actuellement, occupés surtout à l'élevage et aux cultures agricoles, peu d'hommes se consacrent à la chasse ; on compte, là comme ailleurs dans le grand Nord, peu de jeunes. Les mesures envisagées : une meilleure organisation technique, le développement de l'élevage devraient assurer le développement, au moins, de l'industrie de la fourrure d'élevage et assurer une quinzaine de millions de roubles par an, c'est-à-dire une fois et demi plus qu'en 1957.

(1) Problemy Razvitiija Proizvoditel'nykh sil Kamčatskoj oblasti, op. cit. p. 203.

(2) Problemy Razvitiija proizvoditel'nykh sil Kamčatskoj oblasti, op. cit. p. 209.

(3) Problemy razvitiija Proizvoditel'nykh Sil Kamčatskoj oblasti, op. cit. p. 220.

(4) Dal'nyj vostok, op. cit. 404.

IV. LE DÉVELOPPEMENT DU KAMCHATKA EST CONDITIONNÉ PAR L'ÉTABLISSEMENT D'UN RÉSEAU ADÉQUAT DE COMMUNICATIONS ET UNE PLUS NOMBREUSE POPULATION.

Au Kamchatka, l'industrie essentielle est celle du poisson ; elle s'est développée en quelques centres isolés (Petropavlovsk, Ozernovskij, Ust' Bol'sereck, Ust'-Kamčatsk, etc.) dont la dispersion est source de difficultés.

Industrie insuffisante ; la balance des échanges avec les autres régions de l'U.R.S.S. est nettement défavorable. Outre les machines, acheminées des régions européennes de l'Union, pour toute tonne de poisson exporté, le Kamchatka importe 4 à 5 tonnes d'autres produits au premier rang desquels le charbon, le pétrole, le bois et le sel (1).

L'amélioration des communications conditionne l'avenir : dans le domaine des transports, il est essentiel de réunir (par voie ferrée ou route) la rive orientale, c'est-à-dire essentiellement les centres industriels Petropavlovsk-Elizovo, à la rive occidentale où se trouve l'important gisement houiller de Krutogorovskij. Un tronçon de route est réalisé sur le trajet Petropavlovsk-Bol'sereck.

Un port doit être créé à Ozernaja et aménagé à Ust'-Kamčatsk. **Actuellement Petropavlovsk est le seul grand port de l'oblast'** (160 000 habitants), soit plus de la moitié de la population totale de l'oblast'.

De nouvelles routes permettraient une plus grande mobilité de la main-d'œuvre.

(1) Cf. Inter-Nord, n° 5, p. 173 et Inter-Nord, n° 7, p. 284. Granik, op. cit. p. 38.

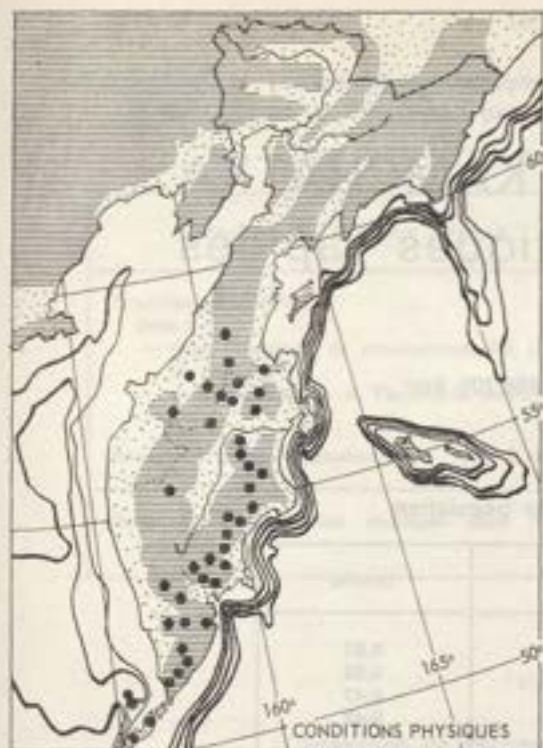
Second problème : la population (à prédominance masculine) est trop réduite. Au Kamchatka, l'U.R.S.S. connaît une de ses densités les plus basses : 0,47 au km². Sur les 220 000 habitants que comptait l'oblast' en janvier 1959, 140 000 vivaient dans les villes, soit **63,6 % de la population totale**, ce qui est, en proportion, davantage que dans l'oblast' de Magadan, de Sakhalin ou même de Moscou et de Leningrad. La population rurale est très faible ; elle se groupe sur les côtes. **La prédominance de la population masculine s'explique** par le fait que de nombreux immigrants viennent travailler dans l'oblast' sans leur famille ou qu'ils sont célibataires. Les problèmes immédiats sont de trois ordres :

1. **L'instabilité** due aux conditions de vie difficiles ; cette instabilité est surtout notable chez les cadres.

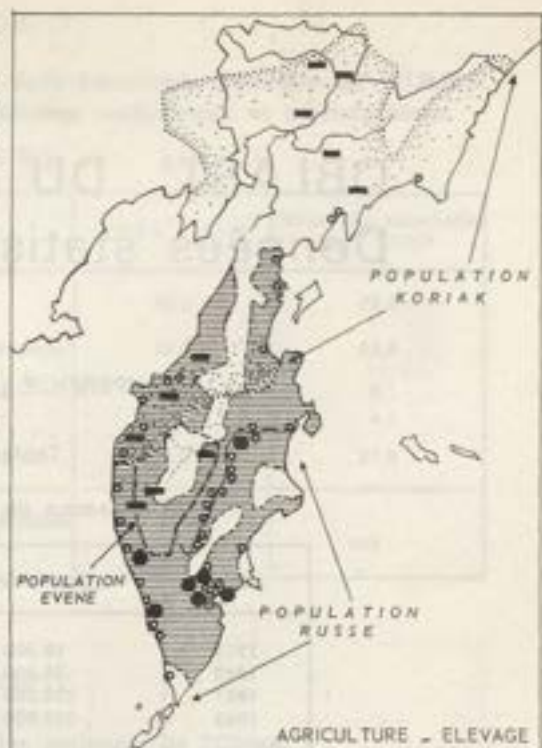
2. **L'industrie du poisson est saisonnière.**

3. **Inadaptation de l'emploi** : c'est un fait qui peut paraître paradoxal mais une proportion assez importante de la main-d'œuvre reste insuffisamment employée ; il s'agit la plupart du temps de femmes qui ne trouvent pas un emploi sur le lieu de travail du chef de famille. Cette situation est, en Sibérie orientale, souvent dénoncée.

On entrevoit une solution dans la mesure où le développement prévu de la pêche en haute mer, la modernisation des entreprises, la création d'industries nouvelles, permettront un emploi plus large et stable de la main-d'œuvre : deux à trois personnes par famille. On escompte que dans les dix années à venir, les besoins en main-d'œuvre ne se seront accrus que de 35 à 40 %. C'est dire, compte tenu de l'ambition de doublement de la production poissonnière, les espoirs mis en une meilleure productivité.



Zones de relief élevé ● Volcans
 Courbes bathymétriques : 0 - 500 - 1.000 - 2.000 mètres



■ Rennes (sovkhozes-artels) ● Légumes-lait (sovkhozes) ■ Forêts
 ○ Autres exploitations agricoles



● Importance des pêcheries (en % du total des prises 1955-1957)



● Population, par raion, vers 1970-75 ○ Charbon
 — Routes susceptibles d'être créées △ Pétrole

CARTES N.M.E.

OBLAST' DU KAMCHATKA

Données statistiques rapides

SUPERFICIE : 488 700 km²

Tableau I

Croissance de la population

Années	Population	Densité
1913	10.500	0,02
1940	10.800	0,02
1957	220.000	0,47
1962	240.000	0,48

La population aborigène (1956) représente 4 % de la population totale.

Parmi cette population aborigène, les Koriaks représentent 68,8 %, les Evènes 11,9 %, les Itelmènes 10 %, les Tchoutches 6,4 % et les Aléoutes 2,9 %.

Actuellement, 63,6 % de la population vivent dans les villes ou les cités ouvrières. La population urbaine qui représentait 7 % de la population totale en 1926 représentait 64 % en 1956.

Tableau II

Structure de l'économie sédentaire et nomade de la population dans l'Okroug national des Koriaks en 1926-27
(d'après les données du recensement des régions transpolaires de 1926-27)

Branches d'économie	Exploitations (%)		Produit brut (%)		Vente (%)	
	Nomades	Sédentaires	Exploit. nomades	Exploit. sédentaires	Exploit. nomades	Exploit. sédentaires
Elevage de rennes	69,0	—	70,0	—	7,0	—
Pêche	19,0	57,0	13,0	56,0	2,0	8,0
Production de fourrure	12,0	8,0	12,0	12,0	23,0	28,0
Production d'animaux de mer	—	34,0	2,0	20,0	2,0	8,0
Produits de l'industrie artisanale, cueillette de baies, noix...	—	1,0	3,0	12,0	—	—
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau III

Répartition de la population employée dans l'économie nationale de l'U.R.S.S. et de l'Oblast du Kamchatka par branches productrices et improductrices

(en %)

Branches de l'économie nationale	U.R.S.S. (1956)	Oblast du Kamchatka au 1-1-1957
Branches productrices	85,0	79,0
Dont :		
— dans l'industrie de construction, les transports, les liaisons	37,0	63,8
— dans l'agriculture et l'économie forestière	43,0	9,1
— Divers	5,0	6,1
Dans les Branches improductrices	15,0	21,0
Total de la population employée dans l'économie nationale	100	100

Tableau IV

Croissance de l'économie nationale de l'Oblast du Kamchatka

	Unité	1940	1957
Poisson	Milliers de tonnes	79,9	253,5
Surfaces ensemencées	Milliers d'hectares	3,3	10,0
Bêtes à cornes	Milliers de têtes	10,7	21,8
Porcs	Milliers de têtes	17,4	16,8
Rennes	Milliers de têtes	143,1	120,4

Tableau V

Structure de la production industrielle brute de l'oblast du Kamchatka en 1957

Branches d'industrie	Millions de roubles	%
Industrie du poisson	1.676,2	80,3
Constructions mécaniques (1) et transformation des métaux	158,1	7,6
Industries forestières	57,1	2,7
Industries locales	79,6	3,8
Industrie des matériaux de construction	30,7	1,5
Energie électrique et thermique	3,6	0,2
Divers	81,9	3,9
Toutes les branches de l'industrie	2.087,2	100,0

(1) Dont les constructions navales et réparations de bateaux : 107,6 et 5,1 %.

Tableau VI

2.2.2 Comparaison entre l'importation et l'exportation des marchandises pour l'Oblast du Kamchatka

Années	Importations	Exportations	% PAR RAPPORT A L'ÉCHANGE GÉNÉRAL DE MARCHANDISES	
			Importations	Exportations
1940	317,2	40,9	88,5	11,5
1950	508,3	145,5	77,7	22,3
1954	938,3	163,8	85,1	14,9
1955	1.149,8	155,8	88,1	11,9
1956	1.247,4	215,3	85,3	14,7

TABLEAU VII

Transformation du poisson brut au Kamchatka
(en % par année *)

	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Conserves	17,9	23,2	19,7	32,0	22,4	24,9	13,6
Produits réfrigérés	4,0	7,8	7,0	8,4	8,5	15,9	14,3
Produits congelés	3,1	5,8	3,4	3,9	3,5	7,1	8,3
Produits très salés	62,5	47,5	65,1	47,8	59,5	40,4	45,0
Produits moyennement et peu salés	3,9	8,5	4,4	4,6	4,1	10,1	14,3
Divers	8,6	7,2	0,4	3,3	2,0	1,6	4,5
Total (sans la Tchoukotka)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Tableau établi d'après les données du Glavkamčstrybrom.

TABLEAU VIII

Prévisions pour 1970 de la répartition des prises de poissons et animaux de mer pour les principales régions économiques du bassin extrême oriental

Régions	Milliers de tonnes	%
Kamchatka	0,69	48
Sakhaline	0,25	17
R. de la mer d'Okhotsk	0,12	8
R. de l'Amour	0,03	2
Primorie	0,12	8
R. sud de la mer du Japon	0,11	8
R. du nord oriental de l'Océan Pacifique	0,13	9
Total	1,45	100

V

LA ROUTE MARITIME DU NORD
EN 1965

par Terence ARMSTRONG *

APPARENTE RÉUSSITE D'UNE SAISON QUE L'ÉTAT DES GLACES LAISSAIT AUGURER COMME PARTICULIÈREMENT DIFFICILE. LE GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE, QUE NE SEMBLENT PAS DÉCOURAGER LES DIFFICULTÉS PROPRES AU MILIEU ARCTIQUE, PARAÎT DÉCIDÉ A POURSUIVRE LE PROGRAMME D'EXPANSION EN COURS.

(Sauf indication contraire, cette chronique, comme les précédentes publiées dans *Inter-Nord*, tire ses sources des comptes rendus de la presse et de la radio soviétiques.)

OPÉRATIONS

Plus rares encore que d'habitude ont été les renseignements relatifs au nombre de bateaux mis en service ou au poids de fret transporté, mais les rapports officiels font état d'un dépassement du programme fixé — ce qui, en d'autres termes, signifie une nette progression par rapport au niveau de 1964. On ne permet de savoir si l'augmentation a porté sur le nombre des bateaux, sur leur tonnage, ou encore sur l'un et l'autre. Il semblerait que ce fût sur leur tonnage, dans la mesure où l'escorte de brise-glace n'a pas varié — quatorze unités, à savoir : le *Lénine*, le *Moskva*, le *Krasin*, le *Kapitan Melekhov*, le *Kapitan Belousov* et le *Kapitan Voronin* à l'ouest, le *Leningrad*, le *Sibir*, l'*Amiral Makarov*, l'*Amiral Lazarev* et les *Lédokol 3, 4 et 5* à l'est, complétés par le *Lédokol 8* mis en service en septembre dans le secteur central. Le *Kiev*, nouveau bâtiment de

facture finlandaise de la série du *Moskva* et du *Leningrad*, fut terminé en décembre 1965, trop tard pour participer à la saison arctique.

Celle-ci commença début juin, marquée par les premiers départs de bateaux à partir des ports de Mourmansk, d'Arkhangel'sk et de Vanino (près de Vladivostok). À l'ouest, le premier travail consiste à frayer la voie dans la mer de Kara jusqu'à l'*lénisséi*, tâche ardue ou très simple selon l'état — éminemment variable — de la glace ; le second est de briser l'épaisse couche de glace qui obstrue l'estuaire de l'*lénisséi*. Cet énorme obstacle mobilise en permanence l'énergie de puissants brise-glace. Le 6 juillet, le *Moskva* avait terminé sa tâche ; le 8, les premiers bateaux atteignaient Dudinka et Igarka (les dates correspondantes pour 1964 étaient respectivement les 5 et 6 juillet). À l'est, le *Leningrad* prit la tête du premier convoi qui traversa le détroit de Behring à la fin du mois de juin. Arrêtés vingt-cinq jours durant dans la mer de Sibérie orientale par une glace particulièrement compacte, les navires n'atteignirent Pevek que le 27 juillet, tandis qu'à la même date, les deuxième et troisième convois, aux prises avec les mêmes difficultés, se trouvaient immobilisés plus à l'est. Tiksi, port de la mer des Laptev ouvert dès la mi-juillet au trafic intérieur, dut attendre la dispersion des glaces pour établir des contacts à l'est et à l'ouest avec les mers extérieures — ce qui ne survint, dans le secteur occidental, qu'au début du mois d'août.

* Scott Polar Research Institute, Cambridge.

Les derniers cargos à quitter le détroit de Behring en direction du sud appareillèrent le 27 octobre, tandis que ceux qui faisaient route vers l'ouest sortirent de la mer de Kara vers le 5 novembre. La durée de la saison fut donc approximativement égale à celle de 1964 : quatre mois à l'ouest, trois mois à l'est.

II

ÉTAT DE LA GLACE

Ce fut, à vrai dire, une année particulièrement intéressante, conjuguant — en fait de glace — le meilleur (à l'ouest) au pire (à l'est). Un contraste est-ouest est chose courante, mais jamais à ce point marqué. En début de saison, l'ouest se révéla fort encombré. En juillet, le *Lénine* et le *Moskva* escortèrent deux robustes cargos, l'*Ob* et le *Léna* jusqu'à Zemiya Frantsa-Iosifa ; le *Moskva*, endommagé par la glace, dut procéder en mer au remplacement d'une pale d'hélice. La navigation en mer de Kara, par contre, se révéla facile. Le premier convoi contourna Proliv Vil'kitskogo à la fin juillet et dès les premiers jours d'août, la glace avait virtuellement disparu de toutes les routes de navigation situées à l'ouest de la Léna. Cette situation se maintint jusqu'à la fin de septembre ou le début d'octobre, époque à laquelle la nouvelle glace commença à se former.

À l'est, par contre, les difficultés auxquelles se heurta le premier convoi ne s'aplanirent à aucun moment de la saison, les abords de Pevek et de la Kolyma constituant les parages les plus dangereux. La vieille glace du bassin polaire ayant dérivé jusqu'à proximité des côtes, tendait à y demeurer. À l'exception d'un seul, tous les brise-glace affectés au secteur occidental reçurent l'ordre de rallier le secteur oriental pour assister leurs sept semblables déjà mobilisés sur le théâtre d'opérations. À la mi-septembre, ils étaient ainsi dix brise-glace unissant leurs efforts pour tenter de garder ouvert le port de Pevek. L'*Amiral Lazarev*, endommagé le 17 août, dut être remorqué jusqu'à Pevek où il resta en réparation jusqu'au 7 septembre. Le *Léninegrad*, comme le *Moskva* avant lui, dut changer sur place une des pales de son hélice. La persistance de cette situation défavorable nécessita la déviation vers l'ouest de 30 navires basés dans le Pacifique, qui auraient dû normalement emprunter une voie orientale. Le dernier convoi à quitter dans ces circonstances la mer des Laptev partit le 19 octobre et doubla Dikson le 22. Cependant certains cargos du secteur est rallièrent leur base du Pacifique par l'itinéraire oriental, aux prises permanentes avec une glace des plus difficiles. Un convoi resta ainsi immobilisé trois semaines — du 20 septembre au 12 octobre — dans la mer de Sibérie orientale, au large de Mys Salorova, sans que les efforts du *Moskva* et du *Léninegrad* pussent rien pour le dégager. L'ensemble du convoi, enfin libéré, dut abandonner un cargo prisonnier que les trois brise-glace revinrent délivrer une semaine plus tard.

Pour autant que l'on sache, aucun bâtiment ne fut perdu ou contraint d'hiverner en mer et, à en croire les rapports officiels, il n'y eut à déplorer d'autres accidents matériels que ceux dont furent victimes les deux brise-glace plus haut mentionnés.

III

TRANSPORTS

Il semble qu'ait été respecté le programme de transports réguliers. Igarka, le port du bois de l'Iénisséi, reçut la visite de 116 bâtiments de mer. Les rapports font ressortir un excédent de 10 000 tonnes par rapport aux exportations de 1964 — ce qui porterait le volume total des exportations de bois à un demi-million de tonnes environ.

À l'est, le transport intéressa essentiellement les biens d'équipement destinés aux sites d'exploitation minière situés sur la Kolyma et en Tchoukotka. Dans le même temps, l'exportation de bois de construction de la Léna vers le Japon — dont le mouvement avait été timidement réamorcé en 1964 — devait quadrupler. En dépit du silence des rapports officiels sur cet aspect des choses, il y a fort à parier que l'état de la glace dans le secteur oriental eut de très néfastes répercussions sur ce mouvement d'exportation.

Comme de coutume, un convoi de bâtiments de la flotte fluviale quitta la mer Blanche pour rejoindre les lieux de travail qui leur étaient assignés sur les fleuves sibériens. C'était la dix-huitième opération du genre et ils étaient plus de cent navires à y participer. Ceux qui faisaient route vers la Léna rencontrèrent de nouvelles formations de glace à Proliv Vil'kitskogo (ceci à la fin septembre) ; mais, hormis ce cas, l'escorte de brise-glace n'eut pas à intervenir. La flotte fluviale en partance pour l'Iénisséi comprenait un bateau qui transportait deux gros rotors de 8,5 m de diamètre destinés à la station hydro-électrique de Krasnoyarsk, actuellement en cours de construction. Bien qu'ils appartenissent au modèle le plus réduit dans lequel puissent se fabriquer ces éléments de générateur, les voies maritimes et fluviales étaient les seules qu'ils pussent emprunter de l'usine jusqu'à leur lieu de destination. Ces premiers éléments en précèdent huit autres.

IV

L'AVENIR

De toute évidence, l'Union soviétique envisage de nouveaux développements pour la Route Maritime du Nord. De multiples indices en fournissent la preuve. En premier lieu, outre le projet officiel — dont il a été fait état dans notre précédente chronique (n° 8, p. 217-18) — de construire deux nouveaux

ne-
à en
lorer
urent
nés.

ne-glace à propulsion atomique, du type **Lénine**, le contrat a été signé avec les chantiers Wärtsilä-concernen d'Helsinki pour la construction de deux brise-glace de la série **Moskva**. Cette entreprise, qui a déjà livré aux Soviétiques six brise-glace construits spécialement sur commande pour la Route Maritime du Nord, est le chantier naval le plus qualifié du monde pour réaliser ce type de bâtiment spécialisé.

de
de
mer,
000
- ce
bois

les
tion
ans
tion
vait
dru-
sur
état
né-
ion.

de
dre
les
per-
ent
ogo-
cas.
La
nait
i m
que
uc-
lus
yts
ent
u'à
en

Deuxième indice : afin de discuter des problèmes économiques et techniques posés par la Route Maritime du Nord, s'est réunie en 1963 à Mourmansk une conférence dont les débats résumés viennent d'être publiés (cf. **Problemy Severa**, n° 9, 1965, pp. 277-286, en un article signé de B.F. Sapalin). Parmi les problèmes évoqués, il convient de souligner notamment les points suivants. Les cargos renforcés du type **Amguyema**, construits en U.R.S.S., se sont montrés d'excellente tenue dans la glace — supérieurs même à ceux du type **Ob'** qui, depuis 1955, se rendent habituellement sans escorte jusqu'aux stations soviétiques de l'Antarctique — et la demande pour ce type de bâtiment ne fait que croître. Même constatation, plus vigoureusement soulignée encore dans un numéro du **Morskoy Flot**, journal du Ministère de la Route Maritime (numéro de juin). Il faut viser à une fréquentation accrue de la Route Maritime du Nord par les navires étrangers. Les pays socialistes d'Europe, les Etats scandinaves, la Grande-Bretagne et l'Allemagne Fédérale sont nommément désignés comme clients éventuels de la voie directe reliant l'Atlantique au Pacifique, à condition que son utilisation s'avère financièrement abordable. Au temps de la conférence n'existait aucun tarif fixant le montant des frais entraînés par le recours aux brise-glace et autres services qu'exige l'emprunt de cette voie, et le président de la conférence insista sur la nécessité de combler cette lacune. Il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'A. Strømme SVENDSEN, spécialiste norvégien des questions de transport maritime, ne partage pas cette vue optimiste quant à l'avenir de la Route Maritime du Nord en tant que voie internationale (voir son texte « La Route Maritime du Nord », **Contributions** n° 2, Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves, Paris, 1963, pp. 55-56). Pourtant il convient de faire bon accueil à l'attitude ouverte dont font preuve les économistes soviétiques. Attitude que reflète également l'accueil favorable réservé par les Russes à l'idée d'ouvrir les eaux septentrionales aux navires américains chargés de missions scientifiques. Durant l'été 1965, le programme d'études dans les mers de Barents et de Kara, prolongeant les recherches entreprises les trois années précédentes avec le **Burton Island**, autre brise-glace américain de la même série, dans les eaux situées au nord de l'U.R.S.S. Au cours de ces quatre campagnes furent recueillis des renseignements océanographiques intéressants les secteurs essentiels de la Route Maritime du Nord.

A cette même conférence de Mourmansk, un autre porte-parole insista sur l'importance du trafic maritime

en mer de Kara. Dans ce secteur, dit-il, l'activité pourrait atteindre les millions de tonnes, tandis que dans le secteur oriental, elle passerait des actuelles dizaines de milliers à d'éventuelles centaines de milliers de tonnes. Selon lui, cette grande voie Atlantique-Pacifique ne prendrait toute son importance que dans un lointain avenir. (Il convient de noter qu'à aucun moment ne fut abordée la question du transport marchand par voie sous-marine, problème qui, en raison de l'existence possible de gisements de pétrole dans l'archipel arctique canadien, provoque généralement d'abondantes discussions. Il se peut que le considérable prolongement sous-marin de la plate-forme continentale, à l'est en particulier, rende par trop risquée une exploitation des itinéraires sous la mer.) Le grand avenir auquel semble promis le trafic maritime en mer de Kara tient à deux faits. Le premier est l'accroissement de la production de bois de construction prévu en premier lieu dans les scieries de Maklakovo, près de Yéniseysk. Les heureuses répercussions d'une telle expansion — prolongation de la saison de navigation à Igarka, amélioration du chargement des navires, mise en service d'un nouveau modèle de bateau de transport de bois — ont été étudiées par A.A. Curina et T.M. Ušakova en un article paru dans **Problemy Arktiki i Antarktiki**, Vypusk 21, 1965, pp. 89-92. Le second est la possibilité d'écouler la production de bois du bassin de l'**Ob'** par la Route Maritime du Nord en draguant la barre du fleuve. Cet obstacle naturel le tient effectivement à l'écart de toute activité maritime depuis les années 30 environ, époque où l'on renonça — estimant l'opération non rentable — à transborder les petites quantités de fret qu'il fallait faire passer des eaux douces aux eaux marines. L'accès direct à l'**Ob'** des bâtiments de mer — qui sans doute pourraient remonter le fleuve assez loin — entraînerait vraisemblablement un nouvel essor des exportations de bois, comparable à celui qui se manifeste par l'énisséi. En fait, on procédait au dragage de la barre de Yamsale au cours de la saison 1965.

Liée à l'expansion enregistrée au cours des dernières années, se constate entre autres, au sein des équipages de navires spécialisés, une croissante rotation de la main-d'œuvre. C'est la plainte unanime qui s'élève de par le monde, dans tous les secteurs où le travail s'effectue dans des conditions difficiles. Longtemps pourtant, le Gouvernement soviétique a semblé mieux réussir que la plupart des autres Etats à maintenir en place les spécialistes. Il apparaît aujourd'hui qu'une politique plus libérale en ce domaine conduise à une plus grande instabilité de la main-d'œuvre. Un capitaine de brise-glace a noté que, sur les 36 membres de sa promotion à l'Ecole Supérieure de Formation Navale Arctique, 8 seulement étaient encore affectés à des unités travaillant dans l'Arctique. Le remède à une telle situation résiderait, selon lui, en une révision de la structure des salaires, visant à encourager le travail dans le Nord. Cette solution, évidente, certes, aux yeux des intéressés — n'a de chances d'être retenue par le planificateur, chargé de concilier les revendications de divers secteurs économiques, que dans l'hypothèse peu pro-

bable où celui-ci souhaite accorder une priorité exceptionnelle au trafic maritime du secteur arctique. L'instabilité de la main-d'œuvre est la rançon normale de la plus grande part faite à la liberté individuelle. Pour compenser cet inconvénient, une seule solution : persuader les hommes que le Nord peut réserver des conditions de vie et de travail aussi agréables que toute autre région — conviction qu'aucun gouvernement soviétique ou occidental n'a jamais réussi encore à enraciner.

V

VALEUR ÉCONOMIQUE

Les projets de développement de la Route Maritime du Nord en tant que voie commerciale soulèvent de légitimes questions quant à sa valeur économique. Le Gouvernement soviétique, semble-t-il, souhaite poursuivre et intensifier l'exploitation de cette voie. Une telle volonté peut indiquer que la Route constitue aujourd'hui, pour certaines parties de la Sibérie du Nord, la voie d'échanges la plus économique ou que la politique gouvernementale répond, sur ce point, à des mobiles d'un autre ordre : stratégie, prestige, propagande, intérêt scientifique, par exemple. Ou plus vraisemblablement encore, qu'elle puise ses raisons à la fois dans des considérations économiques et non économiques. L'observateur étranger ne peut prétendre apprécier le poids dont le Gouvernement soviétique est prêt à laisser chacun de ces arguments peser dans la balance. Mais il lui est permis d'échafauder quelques hypothèses.

Examinons d'abord les raisons non économiques. La stratégie est vraisemblablement une considération moins importante qu'elle ne l'était il y a trente ans, à l'époque où tout l'effort portait sur la création de cette Route Maritime du Nord. L'évolution des armements a partiellement restreint l'intérêt de ce secteur en tant que rampe navale. La liaison Atlantique-Pacifique n'a plus la même valeur et, dans la perspective de l'alignement des Puissances postérieur à 1945, la proximité de l'ennemi virtuel a perdu de son importance en soi. Pouvoir naviguer d'un bout de l'année à l'autre peut constituer un réel avantage (surtout si on en détient l'apanage), mais ceci est beaucoup moins vrai depuis que les sous-marins, tant américains que soviétiques, sont en mesure d'opérer sous la glace de l'océan Arctique à tout moment de l'année. Comme il a été indiqué dans la précédente section, les Soviétiques n'attachent pas d'importance spéciale à la Route Maritime du Nord en tant que voie commerciale et, en ce sens, il n'y a pas interférence entre son aspect stratégique et son aspect économique. Mais il n'en va pas de même dans tous les domaines. La Route peut être la voie d'accès à des minéraux d'importance stratégique. Elle a, en fait, joué un rôle — et continue de le jouer — dans l'exploitation d'importants gisements de nickel, d'étain et d'or. Ici, les deux aspects coïncident et sans doute en ira-t-il encore longtemps ainsi.

La Route Maritime du Nord, source de prestige, outil de propagande : toute victoire sur la nature remportée par un Soviétique est profondément ressentie par toute la nation. La conquête de l'Arctique, amorcée vers les années 1930, en a fourni sans doute le meilleur exemple et, à ce seul titre, aurait mérité d'être poursuivie. Depuis, cependant, d'immenses champs se sont ouverts aux entreprises humaines : terres vierges, grands projets hydro-électriques, exploration de l'espace, ce qui a considérablement réduit, sinon totalement éclipsé l'importance de la Route Maritime du Nord en tant qu'œuvre de propagande et de prestige.

L'intérêt purement scientifique de la Route Maritime du Nord et de ses franges littorales demeure identique à celui de toute autre partie du globe de même étendue et aussi peu connue. Mais bien que les savants soviétiques en aient certainement pleine conscience, l'importance relative accordée à la science pure et appliquée en Union soviétique rend hautement improbable l'hypothèse que le désir de progrès scientifique entre pour une part quelconque dans la promotion d'une entreprise de cet ordre. Toutes les preuves convergent pour démontrer, à l'inverse, que le travail scientifique dans ces régions se justifie par le désir de poursuivre l'exploitation de la Route Maritime du Nord et des activités qui y sont associées.

De ce bref tour d'horizon ressort la conclusion évidente que l'existence de la Route Maritime du Nord tient à des considérations essentiellement économiques ; cela, il est vrai, dans une région où économie et stratégie confondent leurs intérêts. En bref, l'accès que donne la Route aux matières du Nord sibérien est sans doute la raison majeure de l'intérêt qu'elle suscite. Comme il a été mentionné dans la précédente section, le coût exact des opérations de transport de marchandises n'a apparemment pas fait l'objet d'une récente estimation. Toute tentative en ce sens, si elle tient compte du recours éventuel aux brise-glace, prévisions météorologiques et autres services, ne peut qu'aboutir à un total très élevé. Les seuls chiffres soviétiques disponibles, qui remontent à l'année 1955 environ, indiquent que les tarifs de fret le long de la Route Maritime du Nord représentaient alors environ deux fois les tarifs de transport par fer et les investissements de capitaux, cinq fois ceux du rail (cf. *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, n° 3, 1960, p. 472). Cependant la Route Maritime peut constituer encore pour certains produits le moyen de transport le plus économique, pour la simple raison qu'il n'en existe pas d'autre. La véritable difficulté pour les responsables de l'économie consiste à fixer le seuil à partir duquel l'exploitation des ressources soviétiques, pour un certain nombre de matières premières, s'avère ou non rentable, la solution de rechange étant l'importation. Ayant apparemment conclu que ce seuil devait se situer à un niveau élevé, ils devraient désormais être en mesure d'utiliser les aménagements qu'ils ont réalisés pour poursuivre l'expansion économique de cette zone ; d'où, par exemple, les propositions de la conférence de Mourmansk plus haut évoquée.

ÉTUDES ET DÉBATS

- Note sur la situation actuelle des Sames suédois,**
par Robert Parès p. 209
- Recent area economic surveys in northern Canada,**
par Don C. Foote p. 213
- Canadianisation des Esquimaux et prolétarianisation,**
par Jean Malaurie p. 217
- Enquêtes dentaires chez les Esquimaux canadiens,**
par Raoul Hartweg p. 222
- « Squatters » et villes du Nord Canadien,**
par Jean Malaurie p. 227
- Etudes sur le Chamanisme sibérien,**
par Guy Moréchand p. 228
- Publications récentes sur l'histoire révolutionnaire en Sibérie, de 1917 à 1922,**
par Cécile Sales p. 233
- Il n'y a pas de mystère du Vinland,**
par Paul Adam p. 239
- The forest production of tomorrow in Southern Sweden,**
par Gustaf Sirén p. 257
- Permafrost sibérien : Esquisse de méthodologie cartographique,**
par Serge Bonin p. 261
- L'Atlas soviétique de l'Antarctique,**
par Pierre Carrière p. 264

Note sur la situation actuelle des Sames suédois

Parler des Sames — mieux connus en France, depuis le XVII^e siècle, sous le nom de Lapons — c'est aborder un ensemble complexe aux multiples entrées : analyser la base matérielle et économique de leur société ne constitue que l'une d'elles. C'est cependant à ce niveau qu'entrent en ligne de compte les éléments qui pèsent du plus grand poids sur son évolution rapide, et qui sont bien évidemment liés aux conditions économiques et politiques du pays même. Et c'est à ce niveau qu'interviennent directement les décisions politiques de la société dominante, facteur déterminant, s'il en est, de changement social. En Suède, depuis une centaine d'années, elles se sont multipliées à l'égard de cette société minoritaire. Aujourd'hui, celles dues aux facteurs économiques sont décevantes pour son avenir, et mettent au défi ses capacités d'innovation.

Guidée, sur la voie de l'adaptation aux impératifs de la vie économique moderne, par des administrateurs et des conseillers éclairés — mais qu'elle n'a pas choisis — il faut à cette société, pour survivre, tout autant assimiler et intégrer des techniques et des démarches nouvelles qu'inventer les conduites qui préserveront sa spécificité, lui éviteront de se dissoudre dans la société tutrice, alors même qu'un grand nombre de traits de sa vie traditionnelle seront profondément affectés, voire pour la plus grande partie disparus.

Placer l'élevage de rennes dans le courant du développement économique général, ainsi pourrait se résumer la politique des autorités suédoises depuis une dizaine d'années. En encourageant l'élevage, en améliorant les conditions de vie des Sames — en particulier le logement — devaient être créées les conditions d'une intégration économique et sociale véritable. C'est la conclusion que l'on peut tirer de diverses enquêtes officielles et de déclarations — telle celle du Ministre de l'Agriculture M. HOLMQUIST, devant l'Assemblée Générale des Délégués des Sames Suédois de mars 1964, à Östersund. Faire passer l'élevage de rennes d'une position marginale à celle de partie intégrée de la vie économique suppose qu'il subisse à son tour les bouleversements structurels que connaissent les divers secteurs de la production et, tout proche de lui, l'agriculture.

En effet, sur le plan économique, l'élevage des rennes connaît deux ordres de problèmes : celui de toujours, les catastrophes naturelles, obstacles climatiques, épidémies, etc. et, actuellement, celui d'accéder à un type d'organisation qui rende possible une rentabilité à l'échelle occidentale.

Si l'on considère les cinquante dernières années, on peut suivre les effets des conditions climatiques et des conditions de pâturage sur les variations dans l'importance du cheptel rennin.

Dans le département du Norrbotten (72 % du troupeau), les hivers 1935 et 1936 par exemple ont été si désastreux que l'on compte, dans les recensements de 1937, des diminutions du troupeau de l'ordre de 30 à 73 % selon les villages lapons, et par rapport aux chiffres de 1934. Plus récemment, l'hiver 1964 a été catastrophique par endroits, et de fortes chutes de neige précoces ont provoqué en cette fin d'automne 1966 des pertes considérables en particulier dans la région de Gällivare.

L'importance de ces variations ressort des chiffres suivants :

Année	Nombre de rennes (Ensemble de la Suède)
1910	273.000
1921	162.000
1931	279.000
1940	164.000
1956	270.000

Les différences dans les conditions d'exploitation provoquent aussi des variations dans le rapport de chaque renne. C'est ainsi qu'on estime que la production annuelle de viande représente 750 kg par 100 rennes dans l'élevage de montagne du Sud-Norrbotten. Dans les villages les plus septentrionaux des Lapons de montagne, le rapport descend à 700 kg pour 100 rennes. Par contre, dans

l'élevage des Sames des forêts un rapport de l'ordre de 850-900 kg est relativement habituel. On trouve même plus élevé dans certains élevages de forêt (ex. Udja) et dans certaines parties du Jämtland.

Rappelons l'importance relative des troupeaux : le nombre des rennes de forêts est dans la proportion de 1 à 5 par rapport aux rennes de montagne. Ils sont 50 000 en Norrbotten, 2 000 en Västerbotten. L'ensemble des rennes du Norrbotten s'élève à 200 000, ceux du Västerbotten à 40 000, ceux du Jämtland à 35 000 (il s'agit des chiffres des « bonnes années »).

Dans les conditions actuelles, la production de l'élevage de rennes suédois représente, annuellement, outre 50 000 peaux, 2 000 tonnes de viande qui se répartissent ainsi suivant leur région de provenance :

Norrbotten :	1 400 tonnes
Västerbotten :	300 —
Jämtland :	300 —

Mais que représentent aujourd'hui ces chiffres pour l'économie des éleveurs ? — Dans « Rensutredningen », enquête officielle menée à partir de 1956, publiée en 1960, le rendement annuel par renne — compte tenu entre autres des pertes — est estimé à 30 couronnes suédoises. En fonction de ce montant, le calcul de la valeur brute de la production par journée de travail manifeste des variations entre un minimum de 15 couronnes (5v. Kr) et un maximum de 60 couronnes, la valeur la plus commune étant 30 à 35.

Mais cette même enquête nous fournit des indications, sur le rapport de l'élevage par unité d'exploitation, qui peuvent paraître plus significatives encore. Les exploitations sont divisées en deux catégories, considérées comme non rentables ou suffisamment rentables. Le groupe A comprend les exploitations dont les chiffres de production sont considérés comme insuffisants, n'assurant pas un revenu acceptable : de personnes seules ayant moins de 100 rennes, de familles de 2 personnes ayant moins de 200 rennes, de familles de 3-4 personnes ayant moins de 300 rennes, ainsi que de familles de 5 personnes ayant moins de 400 rennes. Le groupe B rassemble toutes les exploitations où le nombre de rennes est plus élevé que dans les catégories correspondantes du groupe A.

On constate que dans l'ensemble des villages lapons de montagne, le groupe A rassemble 55 % des exploitations, le groupe B 45 %. Dans les villages lapons des forêts, le rapport est de 66 % pour le groupe A, de 34 % pour le groupe B. Notons que dans la zone des forêts il est plus facile de se consacrer à une deuxième activité lucrative : petites cultures, etc.

Il ne faut pas s'étonner que, dans ces conditions, le nombre de ceux qui abandonnent l'élevage soit notable chez les Sames. Mais il ne faut pas non plus penser que la perspective d'une participation à la « société d'abondance » que déjà constitue la Suède soit un facteur décisif qui ait créé un tel mouvement démographique. Il constitue un fait constant depuis une longue période, qu'ici nous nous bornerons à faire remonter à 1870. C'est ainsi que H. LUNDBORG notait (1921) que le nombre des Lapons nomadisants avait baissé de 25 % de 1870 à 1910 — une forte natalité compensant en partie le nombre des départs. Plus récemment, une étude de B. AHLFORT, fondée sur des observations relatives à l'émigration, effectuées sur une courte période : 1955-1957, prévoit les chiffres suivants pour l'évolution de la population d'éleveurs de rennes :

1958	3 010
1963	2 983
1968	2 961
1973	2 966

B. AHLFORT (2) signalait toutefois que ces chiffres ne tiennent pas compte des mesures de rationalisation vers lesquelles l'administration s'oriente. Il ne lui était pas possible de pondérer les conséquences de décisions qui n'étaient que possibles, et elle se bornait à indiquer qu'elles impliqueraient une émigration accrue, et qu'elles se traduiraient probablement par une baisse de natalité. Les enquêteurs de « Rensutredningen » émettaient quelques réserves supplémentaires sur les pronostics ci-dessus et estimaient, quant à eux, la baisse du nombre des personnes vivant de l'élevage de rennes à 100-150 durant les quinze prochaines années.

Mais, de 1960 à 1966, il semble que les autorités suédoises se soient orientées vers une reconsidération radicale du problème, et si l'on s'en tient aux travaux des experts de la Préfecture du Norrbotten, le « coût démographique » de l'opération d'assainissement économique aboutirait à des reconversions beaucoup plus nombreuses que les chiffres précédents ne permettaient de les prévoir. En voici concentrées les données dans le tableau suivant :

(1) Renskötelsens organisation och reproduktionens marknadsförande (« Rensutredningen »), 115 p., stencill. Cf. notamment p. 31.

(2) BIRGITTA AHLFORT. Den rensköttande befolkningen i Sverige, en demografisk undersökning (in Samernas skolgång, Stockholm 1960, Ministère de l'Education Nationale, SOU. 1960:41). Cf. notamment pp. 182-185.

Région	Nombre de Sames vivant de l'élevage	Nombre de familles vivant de l'élevage	Nombre de familles souhaité	Nombre de rennes actuel	Nombre de rennes souhaité
KARESUANDO	668	157	90	36.175	46.000
GÄLLIVARE	496	126	88	40.098	44.000
JOKKMOKK	365	102	60	21.144	30.000
ARVIDSJAUR	334	96	74	36.358	38.000

Dans les chiffres finaux, il n'y a pas de distinctions établies suivant la répartition actuelle des villages lapons, ni non plus suivant les catégories d'élevage (montagne, forêt, concession), mais suivant 4 grandes régions géographiques (3).

Il faut ici préciser que l'administration qui contrôle l'élevage de rennes ne saurait prendre des mesures de contrainte pour faire abandonner cette profession. Les responsables soulignent en toute occasion que ce n'est pas leur rôle, ni leur style. Le plan de 5 ans ne présente donc pas un but qu'il faut atteindre à tout prix dans les délais, il décrit une orientation et un vœu. Mais il est en tout état de cause indicatif pour le fonctionnaire responsable, tout autant que pour l'observateur extérieur. Il souligne combien limité est le nombre des bénéficiaires réels des améliorations de production escomptées, malgré les investissements prévus, puisque en 5 ans, 40 % des familles sames quitteraient leur terre ancestrale. On ne saurait se dissimuler ce que cela implique pour cette petite société.

Les efforts de l'administration visent à améliorer les conditions d'exploitation, d'une part au niveau de la production, d'autre part à celui de la commercialisation, enfin à assurer un surplus de main-d'œuvre un reclassement grâce à une formation professionnelle adéquate. Mais ce qu'il nous importe de signaler plus particulièrement ici, ce sont les transformations structurelles qui s'opèrent au niveau de la production.

Ces changements affectent notamment l'organisation des exploitations et de leur main-d'œuvre. Les premières expériences de nouvelles formes d'exploitation où les habitudes individualistes cédaient le pas à des comportements coopératifs furent expérimentées précocement (4) dans les villages de concessions, puis, à la suite de pertes catastrophiques de l'hiver 1935-1936, mais pas avant 1946, lorsque les conséquences de la réduction aboutissaient à des impasses absolues, dans les villages lapons de forêts de la région de Arvidsjaur (5).

Ces expériences d'organisation de type coopératif constituent des précédents particulièrement utiles à la veille d'une époque où de nouvelles réglementations de l'élevage de rennes rendront possible la création de vastes unités d'exploitation. Dans les villages lapons de concessions où apparurent les toutes premières associations d'éleveurs, ce furent les lourdes indemnités qui étaient exigées pour les déprédations causées par les rennes dans les exploitations agricoles qui poussèrent à la coopération; les associations purent mettre en place un système plus efficace de garde des troupeaux rassemblés en plus grandes unités. De plus, elles permirent une plus juste répartition des coûts de travail: chaque exploitation payant à une caisse commune en proportion du nombre de rennes possédés, constituant ainsi un fonds qui couvrait en particulier les frais de garde des troupeaux.

Dans ses recherches pour une réorganisation de l'élevage de rennes, l'administration suédoise se réfère également (6) à l'expérience soviétique où la garde de troupeaux de 3 000 têtes est assurée durant les douze mois de l'année par des équipes de 6 à 8 gardiens, et ses enquêteurs indiquent que si l'élevage de rennes s'effectuait en Suède suivant les mêmes normes, le cheptel rennin se répartirait en 80 troupeaux dont la garde serait assurée par un ensemble de gardiens comprenant de 480 à 640 hommes. Actuellement, le cheptel est réparti entre 850 petites entreprises: le bien-fondé d'une coopération systématique semble patent. Mais nous verrons qu'à ces constructions les Sames n'ont pas la possibilité de participer. Ils sont à l'occasion consultés.

Outre ces transformations structurelles au niveau de l'exploitation, sont envisagées des mesures au niveau des méthodes et des moyens techniques. Il s'agit par exemple de l'amélioration de l'alimentation des troupeaux: en raccourcissant autant que possible les migrations, éprouvantes pour

(3) Översiktlig plan för angelägna nyinvesteringar till främjande av renskötseln under femårsperioden 1966/67 - 1970/71, stencil 30 p. plus diagrammes, Préfecture du Norrbotten, Luleå 1966.

(4) Ce faisant, ils retrouvaient quelques traits d'une forme de culture considérée par divers chercheurs comme la plus originelle. Ainsi chez G. GJESSING, K. NICKUL, I. RUJONG. Et notamment: K. NICKUL. *The Skolt Lapp Community Suenjelsljd during the year 1938* (Acta Lapponica V, 1948), et *Changes in a Lappish Community* (Arctica, St-Ethn. Upsaliensia, XI, 1956).

(5) Nous nous référons ici à divers rapports du lappfogde EDVIN KANGAS, et plus particulièrement au texte de sa conférence du 29-9-1952: *Angående föreningsrenskötseln* — ainsi qu'à l'enregistrement de deux interviews qu'il nous a accordées en avril 1964.

(6) Renskötseln organisation, etc. ib. p. 61.

la main-d'œuvre mais aussi pour les troupeaux (cf. plus haut, comparaison du rendement des rennes de montagne et des rennes de forêt) ; de prévoir des fourrages composés afin de pallier à l'absence de lichens, par suite de calamités naturelles ou de brûlis. Enfin, il faut pallier à la diminution des surfaces de pâturage, en raison des spoliations causées par le développement des installations de barrage, des exploitations minières, des installations de rampes de fusées, etc., la plupart remboursées en espèce — mais aucune en nature, c'est-à-dire en territoires comparables (7) ; pour cela, les Sames auraient envisagé de vastes espaces sur lesquels ils ne disposaient pas du droit d'usage, et tout récemment, les parcelles abandonnées par les agriculteurs septentrionaux.

Nous venons de prendre une vue cavalière sur les problèmes de l'économie de l'élevage de rennes. Ce dernier qui, dans son état actuel, représente un capital de 25 millions kr, et peut se poursuivre dans des cadres renouvelés et à fixer, constitue un contrepoint assez léger face au dynamisme de la société suédoise, aux besoins grandissants, et qui entame l'ultime phase de l'exploitation des réserves naturelles du Norrland : nouveaux barrages, exploitations minières, mise en place d'une infrastructure touristique. En prévision de cette évolution, la loi sur l'élevage des rennes de 1928 inclut un paragraphe, le 5^e, qui n'existait pas dans celle de 1898 et qui prescrit « qu'un territoire dont les Sames disposent pour eux et leurs rennes peut leur être soustrait s'il est absolument nécessaire à des objectifs de plus grande importance (8) ». Relu en 1966, à la lumière des projets radicaux de restructuration et de réorganisation radicale de l'élevage de rennes, on ne saurait manquer de pressentir que l'assiette territoriale de la petite société same lui sera, sinon entièrement soustraite, du moins encore réduite — finissant ainsi de combler les vides de la colonisation des régions septentrionales du pays. C'est ce contre quoi, déjà au début du siècle, des Sames se sont élevés — citons 1904, 1918 —, essayant de clarifier à leurs yeux et à ceux de leur groupe quels étaient leurs droits, leur statut, leur identité, et dans le cadre d'une société dont ils se réclamaient, comme ils continuent avec civisme de le faire aujourd'hui. Les Sames ne disposent-ils pas individuellement de tous les droits du citoyen suédois (9) ? n'ont-ils pas, de plus, le choix entre la scolarisation dans des écoles où l'enseignement est assuré dans leur langue et la scolarisation dans celles où est dispensé l'enseignement commun à tous les enfants suédois ?

Nous nous sommes bornés à présenter quelques éléments de la problématique d'une société à la recherche d'elle-même dans un monde nouveau, étranger à ses structures originelles. Il est aisé de déduire de ces faits que se posent à la société same des problèmes d'organisation aigus — problèmes auxquels répond, dans une large mesure, la Fédération Nationale des Sames Suédois (S.S.R.), fondée en 1950. Il revient à cette dernière de défendre les intérêts de ses membres face aux instances administratives et politiques du pays. Cette action pourrait avoir d'autres effets tout aussi importants : aider à la cohésion du groupe, et lui permettre de concrétiser les visées qui lui seraient propres.

Mais si nous utilisons le conditionnel, c'est que, en même temps que nous évoquons la clé de l'avenir du groupe : sa cohésion même, nous connaissons quelques éléments qui préfigurent son improbabilité, pour ne pas dire son impossibilité. A quel degré, à quelle forme de solidarité peut-on s'attendre entre éleveurs et non-éleveurs ? De quoi témoignent, en fait les « sameföreningar » de Stockholm, et de quelques villes plus septentrionales de Suède ? Car, si une cohésion est possible, sur quelles bases l'édifier ? Autant de questions tragiques pour les leaders eux-mêmes (10). Questions que l'on pourrait neutraliser en les rangeant dans le cadre d'une problématique plus générale : dans quelles conditions une société de type « folk-culture » peut-elle passer à une forme d'économie moderne, sans se dissocier et se laisser absorber dans la société « occidentale » dominante (11) ?

Robert PARES (8 décembre 1966).

(7) L'enquête officielle sur les pâturages de rennes conclut à une fin de non-recevoir à l'égard de la demande des Sames qui souhaitaient pouvoir disposer d'autres territoires non cultivés, mais qui n'entraient pas dans les surfaces dont les lois de 1898 et de 1928 leur reconnaissent la jouissance aux fins de pacage des rennes. Cf. *Renbetesmarkerna* sou 1966:12, 273 p., Stockholm 1966, Ministère de l'Agriculture.

(8) Texte du paragraphe 5 : "Finner Konungen visst område å trakt, där lapparna äga uppehåll sig med sina renar, öngängliga erforderligt för särskilt ändamål av större betydelse, må sådant område undantagas från lapparnas begagnande.

År område, som sålunda undantages, beläget ovan odlingsgränsen eller å renbetesfjällen, skall skäligen gottgörelse lämnas för det intrång, som genom områdets undantagande orsakas för renskötsel. Sådan gottgörelse skall enligt bestämmelser, som givas av Konungen, användas till förmån för lapparna » (Lag om de svenska lapparnas rätt till renbete i Sverige... 18-7-1928).

(9) C'est précisément ce que conteste le représentant juridique des Sames, Me TOMAS CRAMÉR, qui a déposé le 16 mai 1966 une demande en assignation de la Couronne, concernant les droits des Sames sur les territoires qu'ils occupaient depuis les temps les plus anciens. Est notamment revendiqué pour eux un droit ider-tique à celui des paysans.

(10) Cf. ISRAEL RUONG, *Samerna i Sverige*, pp. 10-86, particulièrement p. 78. — in « Samernas Skolgång », 249 p., Ministère de l'Éducation Nationale, Stockholm 1960.

(11) Cf. notamment, en ce qui concerne les Sames de Finlande, les travaux de M. ERICKI ASP, Université d'Åbo, dont va être publié incessamment en édition anglaise : "The Finnicization of the Lapps: a Case of Acculturation".

Recent area economic surveys in northern Canada

Recently an advisory commission on government in Canada's Northwest Territories recommended that regional economic planning be an integral part of future northern development (1). Although in a companion atlas to its report the commission delimited possible economic regions, it fully recognized the need for thorough research before meaningful planning regions could be identified.

Regionally balanced economic development has been a long term goal of Canadian economic policy since Confederation (2). The concept of regional economic planning is, of course, well established in many nations. Today a major portion of the North, those lands governed by the Scandinavian countries and the Soviet Union, is being developed under one type or another of regional economic plan. In northern North America, however, the regional approach to economic development usually has been ignored in favour of plans designed to stimulate particular sectors of the national economy. Implementation of a regional development policy in Canada also has been delayed by a lack of basic knowledge of the type, amount and distribution of resources in the nation's vast northern area.

SUMMARY OF AREA ECONOMIC SURVEYS

Research Year	Area Investigated	Sq. Miles Areal Extent	Number of Settlements	Principal Investigator	Publication Type
1957-58	Ungava Peninsula, Quebec	202,500	7	unknown	Mimeographed *
1958	Ungava Bay Coast, Quebec	54,900	5	J. Evans	Industrial Division Report
1959	Mackenzie River Delta, N.W.T.	7,500	—	W.A. Black	Geographical Branch Bull.
1959	Mackenzie River Delta, N.W.T.	—	—	unknown	Typed manuscript *
1960	Great Whale River & Belcher Is.	48,800	3	unknown	Typed manuscript *
1961	Southampton Island, N.W.T.	76,600	6	D.M. Brack	Industrial Division Report
1962	Keewatin Mainland, N.W.T.	115,600	5	D. M. Brack & D. McIntosh	Industrial Division Report *
1962	Western Ungava Bay, Quebec	41,900	5	R. D. Currie	Industrial Division Report *
1962	Tuktoyaktuk-Cape Parry, N.W.T.	50,900	5	G. Abrahamson	Industrial Division Report
1963	Victoria Island & North Central Barren-Grounds	410,000	39	G. Abrahamson	Industrial Division Report
1963	Northern Yukon Coast, Y.T.	10,700	1	R.D. Currie	Industrial Division Report
1963	Coppermine-Holman, N.W.T.	43,300	2	P.J. Usher	N.C.R.C. Report
1964	Netilling Lake, N.W.T.	12,400	0	unknown	in progress
1965	Northern Foxe Basin, N.W.T.	83,500	29	G. Anders	Industrial Division Report
1965	Banks Island, N.W.T.	41,900	1	P.J. Usher	Industrial Division Report
1966	Mackenzie River Delta, N.W.T.	22,300	4	D. Bissett	in progress
1966	Frobisher Bay, N.W.T.	14,700	2	S. MacBain	in progress
1966	Baffin Island East Coast, N.W.T.	63,500	19	D.C. Foote	in progress
1966	Rae & Lac La Martre, N.W.T.	47,400	5	G. Anders	in progress

* Out of print.

Fortunately, for nearly a decade the Department of Indian Affairs and Northern Development (D.I.A.-N.D.), formerly the Department of Northern Affairs and National Resources (D.N.A.-N.R.), has undertaken systematic economic studies of areas in the Northwest and Yukon Territories. The results of this programme, together with area economic-social research carried out under the auspices of the Northern Co-ordination and Research Centre (N.C.R.C.), provide the foundation blocks for future regional economic concepts and plans.

The first area economic survey was undertaken by the Development Section of the Arctic Division of the Department of Northern Affairs in 1957-1958 (3). As a pilot study it contained no first-hand observations but brought together economic data hitherto scattered in government files, reports and publications. The area investigated was the Ungava Peninsula of Quebec, from Great Whale River to Fort Chimo. A second survey, in 1958, complemented the original pilot study by conducting library research and, for the first time, active field work along the Ungava Bay coast from Koartak to Port Burwell (4). The following year two small scale studies were completed in the Mackenzie River delta. Under special contract, the Geographical Branch of the Department of Mines and Technical Surveys investigated the fur trapping industry (5) while Department of Northern Affairs personnel conducted a preliminary resource survey. In 1960 work was resumed in the Hudson Bay area around the Belcher Islands, Great Whale River and Port Harrison (6).

The Hudson Bay survey completed the first phase of the area economic research programme. By 1960 basic research techniques had been developed and a nucleus of experienced staff brought together within the Industrial Division, Northern Administration Branch of the Department of Northern Affairs. Initially area surveys became the responsibility of the Area and Community Planning Section of the Division. Since 1963 work has been administered by the Division's Area Survey and Projects Section.

In 1961 the new divisional section completed an area survey of Southampton Island and portions of the Keewatin mainland (7). Unlike previous studies, the Southampton research involved lengthy field journeys and a detailed presentation of results published as a report available to the public. During the next summer field season the Division sent three parties into the North. One group studied the coastal area from the Yukon-Northwest Territories border to Cape Parry (8), the second party investigated the Keewatin mainland from Chesterfield Inlet to Eskimo Point and inland to Baker Lake (9), and the third group returned to the Ungava Bay area of Quebec to complete a careful survey of the west coast (10). In 1963 the survey section concentrated its work on the western Arctic. The main study was undertaken in the extensive area encompassing all of Victoria Island, Coronation Gulf and the mainland south to Contwoyto Lake (11). A smaller survey considered the economic potential of the northern Yukon Territory coast (12). Results of the 1963 surveys were augmented by a detailed study of the Coppermine-Holman area prepared as an independent report (13).

In 1964 area survey field staff began a long-range study of Baffin Island and Foxe Basin by centering their research efforts on the resource potential of Nettilling Lake. Work is still in progress on this project and no report has been issued. The eastern Arctic work continued in 1965 with a study of northern Foxe Basin and northwestern Baffin Island (14). At the same time research in the western high Arctic neared completion with a report on Banks Island (15), and emphasis switched to the Mackenzie River delta and valley. Last summer the Industrial Division sent four field parties north. One group returned to the Mackenzie River delta, a second investigated the area around Lac La Martre and the two remaining survey teams expanded the Baffin Island programme to include Frobisher Bay and the island's east coast from Clyde River to Cumberland Sound.

Since 1957, 19 area economic surveys have studied resource utilization and resource potential in an area of about one million square miles. In addition to these studies a number of communities have been investigated by scholars supported by the Northern Co-ordination and Research Centre, Department of Indian Affairs and Northern Development. Examples of this research that have added directly to economic survey work, include studies of Southampton Island (16), Eskimo Point (17), Port Harrison (18), Tuktoyaktuk (19) (20), Lac La Martre (21), Snowdrift (22) (23), Rankin Inlet (24), James Bay (25), Keewatin (26), Lake Harbour (27), Yellowknife (28), Great Slave Lake (29), George River (30) and the Yukon (31). In addition to these reports the Northern Co-ordination and Research Centre has started a preliminary regional economic study of the Mackenzie delta. During 1965-1966 a team of research workers enquired into such diverse subjects as technology (32), community structure (33), the economy of the native people (34) and the overall economic and development base of the entire delta (35).

In 1963 the director of the area economic surveys predicted that unless the programme of field research was accelerated it would be 20 years before a satisfactory minimum amount of knowledge or resource utilization in the Northwest Territories was obtained (10). Today, only three years later, one can begin to see an end to the basic, relatively small-scale area surveys. Proposed studies for 1967-1968 will probably concentrate on northern Baffin Island, Resolute Bay and Grise Fjord with expanded work in the Mackenzie River valley. By 1968, therefore, nearly all occupied and utilized land in the Territories should have been studied and described.

The question now is whether or not the Canadian government will follow the recommendations of the Carrothers Commission and commit itself to a policy of northern regional economic planning and development. The time would seem appropriate for an affirmative answer. Should such a decision be made it can only be hoped that the policy takes into consideration the need for a Canadian Northern Area Studies Centre combined with a superior research library, a programme designed to synthesize results of recent area economic surveys and related work, and the support of institutions capable of preparing trained personnel able and willing to undertake the challenge of regional economic development in the Canadian north.

Don Charles Foote*

* Asst-Professor, Geography Department, McGill University, Montreal.

BIBLIOGRAPHY

1. Carrothers, A.W.R., et al., 1966, Report of the Advisory Commission on the Development of Government in the Northwest Territories, 2 vols., Ottawa.
2. Economic Council of Canada, 1964, "Economic Goals for Canada to 1970." *First Annual Review*, Queens Printer, Ottawa.
3. Anon., 1958, Some Aspects of Economic Development Along the Southern Coast of Hudson Strait and the East Coast of Hudson Bay (A Pilot Study). Arctic Div., D.N.A.-N.R., Ottawa, 52 pp. (mimeo.).
4. Evans, Jon, 1964, Ungava Bay. A Resource Survey, 1958, Report of the Industrial Division, D.N.A.-N.R., Ottawa, 84 pp. (multilith).
5. Black, W.A., 1961, Fur Trapping in the Mackenzie River Delta, *Geographical Bulletin*, No. 16, pp. 62-85.
6. Anon., 1960, Resource Survey of the Belcher Islands and Great Whale River, Unpub. manuscript, Industrial Division, D.N.A.-N.R., Ottawa (typewritten).
7. Brack, David M., 1962, Southampton Island Area Economic Survey with Notes on Repulse Bay and Wager Bay. Report of the Industrial Division, D.N.A.-N.R., Ottawa, 96 pp. (multilith).
8. Abrahamson, Gunther, 1963, Tuktoyaktuk-Cape Parry. Area Economic Survey. Report of the Industrial Division, D.N.A.-N.R., Ottawa, 109 pp. (multilith).
9. Brack, D.M. and McIntosh, D., 1963, Keewatin Mainland Area Economic Survey and Regional Appraisal. Report of the Industrial Division, D.N.A.-N.R., Ottawa, 157 pp. (multilith).
10. Currie, R.D., 1963, Western Ungava Area Economic Survey. Report of the Industrial Division, D.N.A.-N.R., Ottawa, 103 pp. (multilith).
11. Abrahamson, G. et al., 1964, The Copper Eskimos: An Area Economic Survey, 1963. Report of the Industrial Division, D.N.A.-N.R., Ottawa, 194 pp. (multilith).
12. Currie, R.D., 1964, The Yukon Territory Littoral: An Economic Development Program. Report of the Industrial Division, D.N.A.-N.R., Ottawa, 32 pp. (multilith).
13. Usher, Peter J., 1965, Economic Basis and Resource use of the Coppermine-Holman Region, N.W.T., N.C.R.C.-65-2. Northern Co-ordination Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa, 290 pp.
14. Anders, Gerald, 1966, Northern Foxe Basin: An Area Economic Survey. Report of the Industrial Division, D.N.A.-N.R., Ottawa, 139 pp. (multilith).
15. Usher, Peter J., 1966, Banks Island: An Area Economic Survey. Report of the Industrial Division, D.N.A.-N.R., Ottawa, 125 pp. (multilith).
16. Van Stone, James W., 1959, The Economy and Population Shifts of the Eskimos of Southampton Island, N.C.R.C.-59-Z. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
17. Van Stone, James W. and Oswalt, W., 1959, The Caribou Eskimo of Eskimo Point, N.C.R.C.-59-Z. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
18. Willmott, W.E., 1961, The Eskimo Community at Port Harrison, P.Q., N.C.R.C.-61-1. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
19. Ferguson, J.D., 1961, The Human Ecology and Social Changes in the Community of Tuktoyaktuk, N.W.T., N.C.R.C.-61-2. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
20. Hill, Richard M., 1966, Mackenzie Reindeer Operations (Preliminary Draft). Inuvik Research Laboratory, Inuvik, N.W.T., 147 pp. (multilith).
21. Helm, June and Laurie, Nancy O., 1961, The Subsistence Economy of the Dogrib Indians of Lac Le Martre in the Mackenzie District of the N.W.T., N.C.R.C.-61-3. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
22. Van Stone, J.W., 1961, The Economy of a Frontier Community, N.C.R.C.-61-4. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
23. Van Stone, J.W., 1963, The Snowdrift Chipewyan, N.C.R.C.-63-4. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
24. Dailey Robert C. and Lois, A., 1961, The Eskimo of Rankin Inlet: A Preliminary Report, N.C.R.C.-61-7. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
25. Honigmann, J.J., 1962, Foodways in a Muskeg Community, N.C.R.C.-62-1. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
26. Vellee, Frank G., 1962, Kabloona and Eskimos in the Central Keewatin, N.C.R.C.-62-2. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
27. Graburn, N.H.H., 1963, A General Introduction to Lake Harbour, Baffin Island, N.C.R.C.-63-2. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.

28. Bourne, L.S., 1963, Yellowknife, N.W.T.; N.C.R.C.-63-8. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
29. Jenness, R.A., 1963, Great Slave Lake Fishing Industry, N.C.R.C.-63-10. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
30. Arbes, Saul E., 1966, Social Change and the Eskimo Co-operative at George River, Quebec, N.C.R.C.-66-1.
31. Tanner, Adrian, 1966, Trappers, Hunters and Fishermen. Wildlife Utilization in the Yukon Territory, Y.R.P.5. Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa.
32. Cooper, Paul F., Jr., 1966, Technology and the Mackenzie River Delta. (Preliminary Draft), 74 pp. (mimeographed).
33. Mailhot, José, 1966, Community Structure - Inuvik - Summer 1965. (Preliminary Draft.) Northern Co-ordination and Research Centre, D.N.A.-N.R., Ottawa, 89 pp. (mimeographed).
34. Smith, Derek G., 1966, Domestic Economy of the Native Peoples, Mackenzie River Delta, N.W.T. (Preliminary Draft), 63 pp. (mimeographed).
35. Wolforth, John, 1966, The Mackenzie Delta - Its Economic Base and Development. (Preliminary Draft.), 60 pp. (mimeographed).

Canadianisation des Esquimaux et prolétarianisation

Depuis la fin de la guerre — et très spécialement ces dernières années — les Esquimaux du Canada sont soumis à un intense effort d'éducation technique, linguistique et culturelle dont les objectifs ne peuvent pas ne pas relever d'un souci, commun à tout ministère, de standardisation des administrés, souci masqué ici sous le vocable de « canadianisation ».

Canadianisation ; prolétarianisation et assimilation : ce processus présenté parfois sous forme de promotion historique est particulièrement visible, rapide, dans les villes et postes du sub-arctique et même de l'Arctique, à proximité des grandes bases canado-américaines où, attirés par les salaires élevés, les chasseurs se regroupent toujours plus nombreux. C'est Inuvik, la ville « esquimaude modèle », mais aussi Cambridge-baie, Churchill et Frobisher-baie. Une partie importante de la population esquimaude du Canada est actuellement rassemblée dans ces quatre bourgades où elle représente l'élément le plus nombreux.

Quelle forme revêt la politique d'intégration ? Quels sont les effets du métissage culturel en cours, qu'accroissent de nombreuses unions avec les Blancs ? Ces métis présentent-ils encore quelque spécificité ethnologique et quel peut être l'avenir de cette poignée de déracinés, salariés anglophones, manœuvres plus que techniciens, travailleurs aux tâches serviles plus que spécialistes ? Quel peut être le sort de ces chasseurs traumatisés par une évolution à laquelle rien ne les préparait et qui ne peut déboucher sur aucun avenir « esquimau » cohérent ? Qu'en penser après avoir vu chaque samedi soir, le triste spectacle de ces salariés twistant et s'élevant à l'instar de leurs grands aînés ? En ce « Kuvlasungniark » — lieu où l'on est habillé comme les Blancs, où il y a un cinéma et où l'on danse et joue à loisir, où l'on trouve cigarettes et bonbons — de jeunes chasseurs sont donc à proximité d'un « Rehabilitation Center » pour « Esquimaux inadaptés aux Blancs », conviés à s'initier aux temps nouveaux. Quelle direction est-il proposé ? L'autorité fédérale, forte d'une expérience séculaire d'administration des Indiens, fait-elle preuve en ces espaces arctiques, d'un esprit nouveau ? Sous quel signe la lente digestion d'une civilisation pluri-millénaire s'opère-t-elle ? Le contact entre deux cultures à niveaux si différents, bénéficie-t-il de l'acquis des sciences historiques, ethnologiques, sociologiques ? Telles sont les questions que, très naturellement, le lecteur se pose en lisant « Eskimotownsmen », dont le passionnant sujet est traité de manière diverse par un couple d'anthropologues américains (1).

« Eskimo-town » : il s'agit de Frobisher-baie, dans l'Arctique oriental du Canada. Depuis vingt ans, Frobisher-baie est une puissante base canado-américaine développée au voisinage d'une très ancienne bourgade de chasseurs esquimaux.

Du 1^{er} mars au 27 août 1963, J. J. Honningmann, anthropologue américain plus particulièrement spécialisé dans l'étude des Indiens auxquels il a consacré des travaux remarquables, a séjourné avec sa femme à Frobisher-baie, sur l'invitation et avec le concours financier d'un organisme de recherche du Ministère Fédéral du Nord canadien. Honningmann a passé deux étés à Great Whale River. Bien qu'en connaissant les rudiments, il ne parle pas couramment la langue. Avec ceux d'entre les Esquimaux qui ignorent l'américain — et c'est la majorité chez les anciens — il conversait par le truchement d'interprètes du crû, râtifs malgré les salaires proposés : 2 \$/heure.

« Atchiv » : Je ne sais vraiment pas, je ne saurais dire ! c'est la répartie habituelle de l'interpellé aussitôt que la question est un peu générale et n'appelle pas une réponse immédiate, concrète. Telles sont les médiocres conditions de l'approche que, très honnêtement, l'auteur précise.

(1) *Eskimotownsmen*, par J. J. et IRMA HONNINGMANN. Canadian Research Centre for Anthropology, University of Ottawa, 1965, 278 p., 151 photos.

En cette ville dont la réputation n'est plus à faire après la lecture de son ouvrage, Honingmann souhaitait examiner les formes et caractères de cette société en formation, ses systèmes de valeur, ses vertus et ses vices... « A very unstable culture... change is endemic... », constate-t-il dès l'abord (p. 7). Si « unstable » que l'on en vient à s'interroger sur elle et à se demander si elle est, à un stade ou un autre, bien significative et si la dégradation n'en est pas avancée au point d'avoisiner le néant. Esquimaude, l'est-elle encore et à quels titres ? Blanche, quelque peu sans doute, mais aux niveaux les plus élémentaires, superficiels.

Traumatisé, cet agrégat d'Esquimaux venus d'horizons divers, relève plus d'une observation clinique qu'ethnologique. Et, tout naturellement, l'approche méthodologique suivie — et l'appréciation qu'elle sous-entend — prête au fil des pages, à certaine réserve. Outre qu'elle présuppose qu'il s'agit d'une société constituée et d'individus placés en situation normale, elle n'est, en aucune manière, éclairée par une analyse détaillée et critique des systèmes de valeurs qui informaient au préalable cette société et l'arment en son tréfonds. Visiblement, une expérience directe et prolongée de la Société archaïque traditionnelle n'est pas mise à profit. Et comme on le regrette ! Car ce reportage sociologique est parfois, si riche et fascinant que l'on en devient exigeant. Mais ignorant des horizons de départ, le lecteur peut difficilement apprécier options et comportements.

Comme ahuris — et au cœur de leurs consciences —, ces chasseurs en quête d'une vie facile ont abandonné leurs camps ancestraux. Avec un état d'esprit de réfugiés, ils s'efforcent, en « singeant » les Blancs, de justifier leur présence inutile. Certaines des excellentes 151 photographies sont, à cet égard, terriblement accusatrices.

Aliénés, déviants, très manifestement les comportements de ces hommes ne sont pas aisés à lire : L'analyse de leurs significations profondes appelle certaines précautions qui ne semblent pas toujours avoir été prises.



Bien que Frobisher-baie eût été reconnue en 1576 par Frobisher et que, dès 1585, John Davis découvrit le détroit de Cumberland, qu'aux XVIII^e et XIX^e siècles, explorateurs et baleiniers aient régulièrement sillonné ces routes, ce n'est qu'en 1942 que ce petit poste a connu une des plus grandes dates de son histoire : l'U.S. Air Force a amorcé la construction d'une base aérienne, celle-ci étant renforcée à la suite de la création de la base associée de Thulé. De 1952 à 1957, les travaux reprennent du fait de la construction de la ligne de radar avancée, dite « Dewline ». A partir de 1950, pour la première fois, des emplois à plein temps dans le cadre de la construction de la base sont confiés à des Esquimaux en grand nombre (pp. 8-9).

Au nombre de 258 en 1956 — et en provenance, notamment, de Cap Dorset, de Lake Harbour et de Pangnirtung — ils accourent de plus en plus nombreux : 906 en 1963, soit un accroissement de 35,8 % par an. Population nombreuse, trop nombreuse pour une société habituée à vivre en petits effectifs ; population en chômage endémique, un tiers seulement des hommes de 15 à 69 ans étant employés. Plus de la moitié de l'effectif relève des allocations familiales ou de vieillesse ou de « relief ». Selon individus seulement dépendent substantiellement de la chasse. On compte dix-huit pêcheurs dans la coopérative, sans qu'il soit précisé s'ils ne figurent pas également dans le décompte des chasseurs (p. 28 et 78).

Les activités proposées à ces « réfugiés » sont des plus élémentaires : nettoyage de la ville, débâlage des ordures ménagères, transport de l'eau ; pour les plus habiles, sculpture de pierres au titre de la fabrication des « souvenirs ». Les favorisés sont aides-mécaniciens, aides-boulangers, plongeurs dans les cafés. Quelques-uns seulement — parmi les plus métissés culturellement — sont employés dans les services de l'Administration. La ségrégation professionnelle se dégage de la lecture comparée des salaires. Cependant que la grande masse des Esquimaux gagne \$ 1,00 et \$ 2,50 par heure, la majorité des employés euro-canadiens travaillant pour le D.N.A. perçoit entre \$ 3,000 et \$ 4,00 (p. 74). De rares Esquimaux, parmi les mieux payés, gagnent entre \$ 3,00 et \$ 3,50 par heure.

« Quels sont les plus grands événements de l'histoire esquimaude ? » hasarde l'enquêteur.

— « La connaissance de Dieu et la découverte du Blanc. »

Le Blanc de toutes espèces qui distribue activités, assistance et allocations, le missionnaire qui dit la loi, le Blanc du Gouvernement qui dit l'avenir et a pouvoir de faire et défaire les programmes, le Blanc (magistrat) qui selon des normes importées, pénalise et juge. La dépendance est devenue si régulière, si naturelle dans l'esprit de ces malheureux qu'ils en viennent, dans leur dégradation de découvreurs — eux, ces fiers chasseurs du Nord qui, dans leur fureur, avaient capturé jadis cinq marins de Frobisher —, à aller quérir chaque mois leur pécule en taxi ou en traineau à moteur.

Il y a certes un Conseil indigène ; mais il est si dénué de pouvoir d'action, sa responsabilité financière et son autorité sont à ce point nulles que les présidents en arrivent à oublier le calendrier de réunions (pp. 105-109). « Nos interviews indiquent que le peuple interrogé sait peu de choses de ce Conseil. »

Le Blanc se juge à un tel degré le modèle, qu'il vit dans une localité proche de la baie, sur une colline, loin des Esquimaux qu'il voudrait voir fraterniser avec lui. Ses clubs leur sont rigoureusement fermés car « ils ne savent pas se tenir » (pp. 124-125). Une main ferme dans un gant de velours, est obligé de constater l'auteur. Et la passivité esquimaude fait qu'à la Cour de Justice dont l'appareil,

en pays anglo-saxon, est pour tous impressionnant, l'Esquimau — auquel les formes sont complètement étrangères, et qui ne bénéficie pas de l'assistance préalable d'un Conseil — ne plaide jamais « non coupable ».

Par l'introduction d'un régime alimentaire entièrement nouveau dont les conséquences sur le comportement sont capitales et imprévisibles (1) —, non examinées par l'auteur assez fâcheusement —, par la voie d'un métissage graduel, par la généralisation à tous les niveaux de la langue anglaise, des primes encourageant les Esquimaux anglophones — très peu de Blancs s'efforcent, si ce n'est avec quelques mots d'amabilité distante et ridicule, de parler la langue esquimaude; l'assimilation, qui passe — ne nous leurrons pas — par la destruction de la culture traditionnelle, est en cours. « Dominant and crucial role of non Eskimos in Eskimos affairs », note Hoenigmann (p. 41).

Il est intéressant — et déplorable — de constater que dans le curieusement nommé « Rehabilitation Centre » où sont groupés les Esquimaux aveugles ou infirmes auxquels un recyclage doit faciliter une réintégration dans la vie arctique sous l'impulsion de la Direction, jeux et loisirs, par exemple, sont spécifiquement américains. Ce Centre qui, par ses crédits, sa masse, son esprit, donne inévitablement le ton, a encouragé la généralisation chez les Esquimaux, des coutumes nord-américaines les plus inutiles ou les plus vulgaires. Lecture des « comics » et bingo s'associent à l'usage de la guitare, de la motocyclette, de la photographie et du base-ball. Le twist, le jitterbugging, le limbo régnaient. On a appris à ces dames la vie des clubs, et ces jeunes chasseurs sont invités à découvrir le scoutisme et la vie au grand air...

Découragés de ne plus retrouver les traditionnels quadrilles appris des baleiniers, les vieux désertent le bal. Ce n'est plus la fête populaire. Et les jeunes garçons, moins sophistiqués que les filles, sont si désorientés qu'ils regardent plus qu'ils ne participent. Les secrétaires de la compagnie de la Baie d'Hudson et les Américains de la Base les remplacent et sont les assidus cavaliers. Civilisation...

L'apport du Blanc n'est pas que négatif. Et l'on sait son action médicale, si efficace que la population croît de nos jours au rythme rare de près de 4 % par an. L'Esquimau, dont le pouvoir d'adaptation est extraordinaire dans le meilleur comme dans le pire, connaît et apprécie l'hôpital. Quatre-vingt-dix pour cent des femmes accouchaient chez elles en 1958 : 67 % à l'hôpital en 1962.



L'Esquimau sait donc fort bien ce qu'il doit aux Blancs, même s'il ne l'explique pas clairement à l'auteur. Il n'en reste pas moins — et, ici et là, le livre en témoigne — qu'il juge sévèrement les temps nouveaux. L'idée prévaut chez certains qu'avant que les Blancs n'apportent l'alcool et ses dégradations, le peuple esquimau vivait heureux, chacun s'entendant avec son voisin (p. 202). En gagnant sa liberté individuelle, l'Esquimau a perdu l'art de vivre. Le travail régulier et médiocre qui est proposé à ses jeunes ne le retient pas; l'absentéisme élevé des salariés en témoigne. Les métiers enseignés paraissent sans objet. Les apprentis envoyés loin dans le Sud, à Calgary, apprendre... la cuisine, ont le plus grand mal, de retour à Frobisher, à trouver un emploi. Pour un peuple de producteurs — chasseurs et pêcheurs —, il ne peut s'agir que d'emplois de seconde classe. Difficultés d'intégration : les intéressés en souffrent dans leur dignité. Si muet sur l'essentiel que demeure l'interviewé, il n'en reste pas moins qu'une résistance intérieure de l'élite des villages se fait jour. Les parents paraissent consternés d'observer le patient travail de déracinement que prépare l'École, tant sur le plan technologique que sur le plan linguistique. Celle-ci commence à l'âge de 5 ans; entièrement conduite en anglais (2), ses programmes et ses buts sont si inadaptés à la vie arctique que, suivant les propres termes d'Anakvdluk, « nos garçons oublient comment chasser et les filles n'apprennent pas à coudre les bottes ». Quel sera donc, à court terme, l'avenir de notre nation, si l'on s'attache à arracher de l'esprit de nos enfants ce que des millénaires leur avaient enseigné pour survivre ? Telle pourrait être formulée, en substance, la pensée de plusieurs.

Les réactions peuvent être vives; une forte personnalité : Simonee Alingna, attaché à l'Église anglicane où il exerce des responsabilités, a écrit son inquiétude aux Autorités fédérales les plus élevées. Il a jugé inadmissible que ses enfants continuent à se préparer en cette atmosphère indigne un quelconque avenir. Aucune réponse satisfaisante ne lui étant donnée, il s'est décidé, lui et ses enfants, à fuir cet inquiétant creuset et à retourner, tel l'Indien de légende, à la vie traditionnelle en vivant de la chasse et de la pêche. Il prône une évolution conforme aux traditions mais soucieuse de saisir les avantages techniques et culturels que lui offre le Blanc. Evoluer, certes, mais à l'intérieur de « sa » société, et sous direction esquimaude : ainsi pourrait-on résumer sa pensée. Il juge folle, en tout état de cause, la politique d'intempérance de l'Administration qui démoralise la nation esquimaude ruinant et le corps et l'esprit de la race. C'est sans succès, avons-nous dit, qu'il a écrit à la plus haute instance des Territoires du Nord-Ouest « en comparant l'état présent, pitoyable, des Esquimaux à Frobisher-baie avec celui qu'ils connaissent avant que l'usage de l'alcool ne leur soit accessible » (p. 18).

(1) On lira en cette livraison d'INTER-NORD : R. R. HARTWEG, Enquêtes dentaires chez les Esquimaux canadiens (pp. 222-226).

(2) En pays de langue esquimaude, l'école esquimaude est de langue entièrement anglaise. « The official goal prevents school utilizing the Eskimo child's own language during the first year of schooling » (p. 174).

On peut à juste titre s'interroger sur le sens de cette désolante politique d'assimilation qu'aucune nécessité politique ou économique ne justifie. Les Esquimaux constituent une minorité fort peu inquiétante, bien pacifique. Aucune guerre ou traité n'a précédé l'occupation de leurs territoires par les Blancs. Leur spécificité assure au Canada une utilisation remarquable de son espace nordique et réserve aux futures industries du grand Nord une main-d'œuvre adaptée aux conditions particulières du pays. Minorité d'assistés en fait, alors même que les ressources naturelles de la chasse et de la pêche de l'immense Nord canadien et les techniques modernes sont largement suffisantes pour assurer une vie des plus aisées aux 3 000 chasseurs. Ceux-ci, d'autre part, ne sont bien évidemment pas indispensables au fonctionnement de la base : ce sont les facilités de la ville qui les attirent si nombreux, leur présence n'étant en aucune manière découragée.

Il y a donc autre chose : une volonté inexprimée qui passe par la réduction de ces minorités à l'unité générale. Les buts poursuivis : sur un même moule « développer les Esquimaux aussi rapidement que possible, conformément aux standards des Blancs, à leur langue, leurs compétences, leur « sophistication » (p. 160) ». Cette politique pourrait paraître à première vue généreuse, si elle était éclairée par une connaissance intime du passé de ces hommes, de la civilisation et du génie dont ils sont porteurs. Le passé est la conscience de ces primitifs. La parenté et les hiérarchies qui en découlent, le territoire, la tradition et le sens de l'historicité de la société esquimaude sont des notions enracinées dans l'esprit de chacun. Les légendes, les mythes... auxquels chacun dans son tréfonds s'identifie... sont des éléments de référence aussi importants que les budgets ou « l'alcool behavior ».

Nous avons déjà déploré que l'enseignement officiel et l'administration tiennent si peu compte du particularisme local.

On est sincèrement désolé que cet ouvrage, pour s'en tenir à lui, n'introduise qu'à titre symbolique les Esquimaux déracinés dans le cadre de la civilisation complexe et riche dont ils sont issus. On est sincèrement désolé que le spectacle affligeant de ce bidonville n'arrache pas à l'observateur, malgré la réprobation sous-jacente, quelques accents. Et la critique est d'autant plus vive que la politique administrative suivie laisse entendre que le hiatus matériel est si grand entre les deux sociétés que tout progrès serait, en quelque sorte, salvateur. Il est assez inquiétant, après tant de travaux d'ethnologie et de sociologie politique, que « l'administrateur Blanc » se complaise encore sous toutes les latitudes, dans cette médiocre vanité qui le laisse aveugle devant ceux-là mêmes qu'il devrait apprendre à connaître avant d'administrer et de civiliser. Dans les extraits du journal de l'école de Frobisher, on lit, en 1957 (p. 186 op. cit.) « Un jour, la langue anglaise sera universelle dans l'Arctique... la langue esquimaude... n'a jamais donné naissance à une littérature et, sans doute, ne la lui permettra jamais. » Ou'un maître chargé de la formation des esprits soit à ce point ignorant de l'immense trésor de la littérature orale esquimaude, de la complexité et de la richesse de son histoire sur les plans de la technologie et de la civilisation depuis deux millénaires, cela laisse augurer quels ravages il a pu causer, en convainquant ses ouailles, avec bonne conscience, de ce que leur avenir intellectuel et moral passait par leur propre réduction culturelle.

L'excellente — mais trop générale — analyse psychologique (The Eskimo as a person, p. 229-248) fait ressortir la confiance que l'Esquimau a en son Ego, les ressources imprévisibles de sa personnalité ; elle rappelle son optimisme — *life is good* —, sa peur du ridicule, son souci des réalités concrètes, son individualisme et son indépendance intérieure, sa méfiance devant toute autorité indiscrete, sa passivité devant les nouveaux temps, sa bienveillance à l'égard des Autorités. La vie est faite d'une addition de jours et il convient de saisir le meilleur de chacun en s'abandonnant à l'instant ; prévoir à long et moyen termes est sans objet.

Si nous avions, à notre tour, à ordonner les principales valeurs du monde esquimau, nous placerions en priorité le sens du concret et de l'utilitaire. Ensuite, la sympathie, la bonne entente, puis la religion et ce qui s'y attache, la puissance enfin. Nous ajouterions combien nous avons été frappés, à Churchill, à Cambridge-baie par l'immaturation de ces jeunes et de ces adultes ; sans doute l'absence de statut social défini en est-elle cause. Nous avons noté également chez eux — et ces notations sont données sans ordre — une tendance à l'autisme que corrige un extrême besoin d'amitié, beaucoup d'amabilité à l'égard de l'Étranger et un intérêt confus pour les coutumes et la géographie des pays lointains, une indifférence devant l'argent, peu de goût pour le savoir, une méfiance courtoise vis-à-vis des questions politiques (comme si elles ne les concernaient pas), une grande naïveté s'alliant à un sens aigu de leur infériorité matérielle les incitant à rechercher la protection du Blanc, la hantise de la maladie (qui peut se développer en des tendances gravement dépressives), un attachement si profond au pays et à la famille qu'émigrer ne leur est pas même concevable.

Si Honingmann met en lumière l'état d'inquiétude diffuse de ces Esquimaux, leur démoralisation devant l'émancipation des jeunes, la ruine des familles d'antan, le non-respect des hiérarchies et l'inadaptation de certaines formes du code civil aux traditions séculaires, il n'analyse malheureusement pas les silences qui lui sont constamment opposés ; ce qui ne lui a pas été dit est sans doute le

(1) Inter-Nord, n° 8, mars 1966, J. MALAURIE. Les Esquimaux, présent et avenir, pp. 227-229.

plus important ; le voyageur sait bien que la passivité et le mutisme de ces hommes ne doivent pas faire illusion, surtout devant quelqu'un que l'on sait relever du Gouvernement.

Dans notre analyse du journal d'un chasseur esquimau d'Igloulik devenu ouvrier mineur à Rankin (1), nous disions qu'il est significatif d'observer à quel point l'homme, prolixe et vif lorsqu'il était chasseur, devenait secret et monothématique à la mine. Les notations analysées arrivaient à être, au fil des jours, purement chronologiques.

Alors même que la sécurité matérielle, que la certitude d'une nourriture quotidienne, que le confort des demeures des Blancs, que la considération lui étaient assurés, l'Esquimau, en son monologue quotidien, manifestait une inadaptation croissante. Le besoin de sommeil allait grandissant : il était décuplé. Les appréciations personnelles sur l'Eglise — dont le pouvoir sur les âmes, tant à titre religieux que politique, est considérable ; il est regrettable que l'auteur en parle si peu —, sur l'autorité, sur les Blancs devenaient de jour en jour plus rares et banales. La curiosité technique, jadis très fréquemment éveillée, était toujours plus épisodique. La léthargie croissait. L'individu se repliait pour se protéger. Le sujet faisait bien, techniquement, autre chose : psychologiquement, ethniquement, il risquait fort de n'être plus rien. Acculturation, dira-t-on. Mais qu'en est-il lorsque les facteurs déculturants sont plus rapides et profonds que les « acculturants » ?

L'auteur nous décrit trois types d'Esquimaux : les collaborateurs, comprenant essentiellement des Esquimaux de l'Ouest du Mackenzie, depuis longtemps « colonisés ». Ayant voiture, costumes de ville, travaillant avec régularité, sachant se « tempérer » en buvant de l'alcool, parlant entre eux américain, ils constituent la classe la plus aisée du groupe esquimau.

A l'opposé, les archaïsants, soucieux de s'éloigner de cette ville, tant pour des motifs religieux que de préservation ethnique et éthique. Ils ont des chiens d'attelage mais font usage de techniques modernes qu'ils jugent les plus utiles pour la chasse. Rares sont parmi eux les adultes parlant américain.

Les indécis, sorte de « marais social », constituent la catégorie des « déclassés ». Ils caricaturent outrancièrement les Blancs. Les filles portent des pantalons, se fardent. Dagagé de l'emprise de l'Eglise, ce groupe, assez jeune, s'efforce maladroitement de s'intégrer et n'est pas, du fait de ses libations excessives et d'autres méfaits, inconnu de la police.

Ce ne sont pas à proprement parler, dit Honingmann, des classes sociales. Le système en cours reste très ouvert du fait des voyages de migrants. L'élévation du niveau de vie pourrait transformer en catégories sociales les premières structures (p. 248).



A la fin de cet ouvrage, on ne peut que s'interroger sur le but poursuivi par l'auteur. L'assimilation ? Mais elle paraît se faire dans les pires conditions. Il est bien clair que cette société sera, à terme, métissée, canadienne, et ce sous la forme la plus résiduelle. Nous en avons dit le prix psychologique. La Confédération Canadienne y gagnera des unités. Et celles-ci, à l'instar des métis de tous lieux, s'efforceront, peut-être désespérément, de retrouver leurs origines en formant des « nations ». Que l'on se souvienne de la tragique et lamentable révolte des métis indiens du Manitoba et des accents de Louis David Riel pendu à Regina le 16 novembre 1885 pour avoir affirmé les droits de sa « nation » à la survie.

L'ethnographie est un jeu d'esprit assez vain et verbal si elle ne cherche pas, au-delà de l'observation des systèmes, à se poser les problèmes en termes de lieu et d'histoire. Rappelons ici ce que disait jadis Monnerot avec tant de courage : « les faits sociaux ne sont pas des choses ».

A considérer Frobisher — et les « financiers » du sud ne sont pas loin de procéder de la sorte — comme un zoo où s'acclimatent les primitifs du Grand Nord (image pour image, le temps n'est pas si loin où John Ross appelait les Esquimaux polaires des animaux humains), on fera, à n'en pas douter, des observations curieuses. Aussi longtemps que celles-ci ne seront pas réinsérées dans un milieu plus large et dans leur contexte historique, leur contenu relèvera de la pathologie sociale.

Si le Ministère du Nord souhaite, comme il le dit par les déclarations de ses ministres, la promotion de ses minorités, l'anthropologue ne peut pas ne pas s'élever contre la différence qui a lieu entre les buts proclamés et les méthodes désuètes adoptées. Si l'on souhaite l'assimilation des 13 000 Esquimaux à la majorité anglaise du Canada, qu'elle soit, telle une conséquence du privilège de conquérant, franche et rapide. Que l'on déporte ces hommes et qu'ils soient assimilés dans les délais les plus brefs. Que l'on s'épargne, sous l'œil du touriste amusé, ces hypocrites et pénibles approches soigneusement décrites à Frobisher. L'ouvrage aurait dû, au moins occasionnellement, rappeler que son rapport n'est autre que clinique. Pas moins ; pas plus. En aucune manière, ce groupe de déracinés et de traumatisés n'est représentatif de la société esquimaude. De longue date, on sait désormais qu'il faut, entre autres, un sol et un destin historique pour qu'une « nation » s'organise ou se maintienne. L'anthropologie, par une analyse détaillée de systèmes sociaux complexes et fragiles, l'a brillamment rappelé.

La description de la vie quotidienne et de la difficile adaptation à la vie moderne de ces 1 000 Esquimaux de Frobisher-baie permet, une fois de plus, d'écrire qu'il serait vraiment grand temps que le Canada se pose, en termes nouveaux, le problème de l'avenir de ses minorités.

Jean MALAURIE.

(1) J. MALAURIE : Les derniers rois de Thulé, Paris 1965, 2^e édit. 508 p. (pp. 473-487).

Enquêtes dentaires chez les Esquimaux canadiens

Au début de 1964 et de 1966, nous avons effectué, sous l'égide du Centre d'Etudes Nordiques de l'Université Laval (Québec), deux enquêtes sur le système dentaire des Esquimaux canadiens. Ces recherches, qui ont d'ailleurs été étendues à un groupe d'Indiens de l'Ungava et qui seront poursuivies dans les années à venir, se proposent un double but :

a) constituer un apport à la connaissance anthropologique (au sens biologique du terme) de la race esquimaude et des populations arctiques, en abordant des problèmes trop méconnus et néanmoins très significatifs liés à l'anatomie, à la physiologie et à la pathologie de l'édifice maxillo-dentaire ;

b) observer les processus d'envahissement par la carie dentaire selon le degré d'acculturation, c'est-à-dire en fonction des modifications diététiques introduites par l'acculturation (1).

Si les Esquimaux, malgré leur énorme dispersion spatiale, ont été depuis longtemps reconnus comme appartenant à une « race » unique (biologiquement parlant) à l'intérieur du vaste groupe des Xanthodermes, il a cependant bien fallu constater qu'ils ne sont pas strictement homogènes, qu'ils montrent plusieurs aspects différenciés par de minces détails anatomiques et que ces divers faciès offrent une fréquence statistique qui est en rapport avec leur aire de répartition géographique. Faut-il admettre que les Esquimaux « occidentaux », « centraux » ou « orientaux » ne sont que des « types locaux » ou doit-on leur attribuer une valeur de « sous-races » ? La question est encore sans réponse, faute d'avoir été abordée avec des méthodes adéquates. L'analyse de ces variations n'a guère été tentée que selon les techniques descriptives et métriques désuètes d'une anthropologie désormais périmée et appliquées de surcroît à des caractères d'intérêt médiocre tels que la stature ou les indices céphaliques.

Il nous semble qu'un examen quelque peu approfondi des dents et de leur support osseux puisse apporter un complément particulièrement utile d'information en raison : a) du nombre élevé des caractères auxquels on fait appel ; b) des corrélations qui existent entre ces caractères ; c) de leur haute précision ; d) de la signification parfois très fine qu'on peut donner à certains d'entre eux du point de vue génétique et même du point de vue phylogénétique (par exemple disposition et caractéristiques des reliefs des faces masticatrices des molaires) ; e) du fait que nombre d'observations dentaires dépassent de loin le domaine de l'anatomie pure et simple pour pénétrer dans celui de la physiologie et de la pathologie raciales.

Dans une telle enquête menée selon l'optique anthropologique, les chapitres essentiels de l'investigation doivent être les suivants :

- Forme des arcades dentaires osseuses (notamment de l'arcade supérieure).
- Forme de l'arcade coronaire.
- Volume dentaire.
- Diastèmes interdentaires.
- Malpositions.
- Inversions de siège.
- Absence congénitale (par agénésie ou par rétention).
- Dents surnuméraires (dents surnuméraires proprement dites ou persistance d'éléments de la série lactéale).
- Hypoplasies.
- Hyperplasies.
- Tératologie.

(1) HARTWEG R. — Deux missions dans l'Arctique canadien. *J. Soc. des Américanistes*, t. LV, n° 2, 1966-1967, Paris.

- Articulé incisif.
- Abrasion coronaire et ses rapports avec l'articulé incisif.
- Incisives « en pelle ».
- Volume relatif dans la « série molaire ».
- Chronologie d'éruption de la série lactéale.
- Chronologie du remplacement des lactéales par les permanentes.
- Chronologie d'éruption des arrière-molaires.
- La dent de sagesse : agénésie, rétention, malpositions, chronologie d'éruption, anatomie détaillée.
- Particularités des racines, des canaux et de la chambre pulpaire.
- Pathologie de la couronne, de la racine, du périodonte, de l'articulation alvéolo-dentaire.

Toutes ces observations doivent impérativement être interprétées en fonction du sexe et de l'âge individuel des sujets (même lorsqu'il ne s'agit pas de chronologie proprement dite).

Le but d'une telle enquête, menée selon la perspective de l'anthropologie physique, est de :

- 1°) Préciser la définition de la race esquimaude par rapport aux autres races jaunes en général.
- 2°) Préciser la réalité et la valeur biologique des sous-groupes esquimaux.
- 3°) Situer biologiquement la race esquimaude par rapport aux autres Mongoloïdes septentrionaux (notamment certains groupes indiens nord-américains).
- 4°) Tenant compte du bilan des caractères d'évolution ou d'archaïsme de certaines particularités dentaires (tant dans les diverses fractions esquimaudes que dans les groupes indiens septentrionaux), apporter la contribution de quelques données positives aux spécialistes qui se préoccupent de la chronologie relative d'arrivée et des processus de mise en place des immigrants mongoloïdes dans les zones les plus septentrionales du continent américain.

Il est classiquement admis que la CARIE DENTAIRE n'apparaît qu'à partir d'un certain stade de l'évolution de l'humanité. On a écrit à maintes reprises que les hommes du Paléolithique Moyen (Neanderthal) en étaient exempts : si cette affirmation nous semble beaucoup trop péremptoire, il n'en est pas moins vrai qu'à cette époque elle devait être exceptionnelle. Exceptionnelle, elle le demeure sur les dents du Paléolithique Supérieur (*Homo sapiens fossilis*) : elle perd son caractère d'exception au Mésolithique, tout en restant fort rare. Elle s'installe, par contre, au Néolithique et, dès lors, ne cesse de croître en fréquence, en gravité et en rapidité d'évolution.

Quelle que soit encore l'étiologie de la carie dentaire, il semble qu'elle soit liée à trois facteurs, dont deux sont externes : l'un socio-culturel général ; l'autre, plus particulier (et inclus dans le premier), alimentaire. Le troisième est un facteur interne, lié directement au substratum anatomo-physiologique du groupe humain considéré, et peut être défini comme « facteur racial ».

Les observations tant anciennes que récentes mettent en évidence que les Esquimaux sont pratiquement indemnes de carie dans la mesure où ils vivaient (et où certains d'entre eux vivent encore) à la façon traditionnelle des chasseurs-pêcheurs et se nourrissaient (ou se nourrissent encore) selon les conditions alimentaires d'autrefois, c'est-à-dire essentiellement de nourritures résistantes, exigeant une forte mastication, avec, comme éléments de base, la viande de phoque bouillie, le poisson, la graisse de phoque crue, des algues et quelques baies. Un tel régime est bien équilibré, nullement carencé et complété convenablement du point de vue des sels minéraux par l'absorption d'eau de mer en guise de boisson, dont la composition chimique est satisfaisante et la teneur suffisamment faible en chlorure de sodium sous ces latitudes.

La dentition des Esquimaux a toujours été considérée à bon droit par les anthropologistes comme une des plus remarquables de l'ensemble des races humaines, aussi longtemps que le mode de vie et l'alimentation sont restés traditionnels.

Mais l'évolution des populations esquimaudes, depuis quelques années, et sur des sites de plus en plus nombreux, a perturbé gravement cette situation idéale. Les regroupements, la création de villages artificiels, l'implantation d'écoles, de missions, de personnel administratif, de comptoirs de commerce, l'emploi des individus pour le service des bases militaires, aéronautiques ou météorologiques, tout cela suppose de toute évidence, à des degrés divers, une transformation de la vie matérielle et de l'habitat, une diminution des activités de chasse et de pêche et une modification plus ou moins importante du régime alimentaire.

Et parallèlement, apparaît un ensemble de troubles physiologiques de l'appareil bucco-dentaire, dont la carie est le phénomène le plus spectaculaire. Et cela avec une intensité qui est en rapport direct avec l'importance de l'évolution et avec l'ancienneté relative du début de cette évolution.

En 1898-1899, POULSEN (1) ne constatait aucun cas de carie à Angmassalik (S.-E. Groenland). En 1934-1935, R. GESSAIN (2) notait un pourcentage de porteurs de caries de 1,5 pour les hommes

(1) POULSEN, K.A.E. — Contributions to the Anthropology and Nosology of the East Greenlanders. *Meddelelser om Grønland*, 28, pp. 131-150. 1909. Copenhague.

(2) GESSAIN, R. — La dentition des Eskimo d'Angmassalik : génétique, croissance et pathologie. *Bull. et Mém. Soc. d'Anthrop. de Paris*, t. X, 10^e sér., pp. 364-396. 1959. Paris.

et de 7,7 pour les femmes, soit 3,8 % pour l'ensemble des deux sexes. Encore était-il frappant de constater que la carie se manifestait de façon très inégale : quasi nulle dans les groupements où le mode de vie ancien était maintenu ; beaucoup plus intense là où l'euro-péanisation y était plus poussée du point de vue des activités comme du point de vue alimentaire. En 1937, P.O. PEDERSEN relevait une fréquence de porteurs de caries, non plus de 3,8 % mais de 4,6 %, accroissement de taux lié selon toute vraisemblance à l'augmentation, entre 1934-35 et 1937, de la part d'aliments danois dans le régime et au délai nécessaire pour que les effets d'une modification diététique aient eu le temps de se manifester avec évidence.

P.O. PEDERSEN (1) montre aussi par d'autres exemples l'influence de l'alimentation occidentale notamment quand il relève au Scoresby Sund 23,5 % de sujets masculins porteurs de caries et 42,6 % de sujets féminins. Par contre, lorsqu'il indique, pour la côte occidentale, 57,4 % pour les hommes et 67,9 % pour les femmes, il faut tenir compte d'un facteur nouveau et d'une nature autre, à savoir un très fort métissage : on ne peut plus parler d'Esquimaux, mais de Groenlandais.

La modernisation alimentaire produit les mêmes effets chez les Esquimaux occidentaux, comme l'a montré (1931-1932) H.B. COLLINS (2) à propos de ceux de l'Alaska :

		Adolescents et jeunes adultes	Porteurs de caries	
		165 hommes 131 femmes	27,8 % 75,2 %	
		N. sujets H + F	% des caries	Nombre de dents cariées par sujet
Alimentation traditionnelle	Hooper Bay	23	0	0
	Nunivak Island	66	3	1,0
Alimentation modernisée	Bristol Bay	51	23,5	1,5
	King Island	21	38,1	5,5

Les spécialistes sont loin d'être unanimes sur les causes profondes de la carie dentaire. D'aucuns mettent davantage en lumière l'individualité de la dent en tant qu'organe, ainsi que ses possibilités de réaction propre et de défense et ses liaisons avec le système endocrino-sympathique et veulent voir avant tout dans la carie une maladie de l'odontoblaste ; ils considèrent les micro-organismes comme de simples agents d'aggravation. Sans doute faut-il tenir compte aussi de l'hérédité des particularités anatomiques des éléments trophiques (vasculo-nerveux) de la dent ; et ceci expliquerait dans une certaine mesure l'aspect familial et racial de la susceptibilité ou de la résistance à la carie.

Mais des travaux récents tendent aussi à démontrer, dans le déclenchement des processus de carie, l'action conjointe et nécessaire de micro-organismes non spécifiques et de substances déminéralisantes provenant de la dégradation bactérioenzymatique des glucides. Les micro-organismes responsables des effets enzymatiques formeraient, avec certains constituants salivaires et alimentaires, des revêtements des parois dentaires, qui seraient le siège de la production des acides dérivés des sucres et amorceralent la déminéralisation locale des tissus, permettant la pénétration plus profonde des bactéries et l'organisation protéolytique progressive des cavités.

La mauvaise hygiène dentaire, la rétention in situ de particules alimentaires cariogènes, l'état physique de ces dernières, le chimisme salivaire, etc., seraient autant de facteurs prédisposants ou aggravants. Encore y faut-il ajouter l'état physiologique momentané, l'effet de certaines maladies infectieuses et de la grossesse, le conditionnement héréditaire et racial, l'âge et le sexe, la teneur de l'organisme en vitamines C et D.

On a depuis longtemps mis en lumière le rôle des sucres dans l'étiogenèse de la carie. La dégradation bactérioenzymatique des glucides fournit des acides décalcifiants ; d'autre part, ces glucides constituent en même temps un milieu exceptionnellement favorable à la pullulation des micro-organismes acidogènes et se prêtent aisément au développement des plaques.

On a démontré (SOBEL) (3) « qu'un apport excessif en glucides, pendant l'amélogenèse, engendre un émail dysminéralisé dont la haute teneur en carbonate de Ca vient d'être mise en relation directe avec la cariogenèse. Les hydrates de carbone doivent donc être également considérés comme facteurs trophiques internes de la carie. Par leur consistance molle et collante, ils jouent en plus un rôle local qui prédispose à la carie.

(1) PEDERSEN, P.O. — Investigations into dental conditions of about 3000 ancient and modern Greenlanders. *Dental Record*, 58, 1938, London.

PEDERSEN, P.O. — The East Greenland Eskimo dentition. *Thesis. Meddelelser om Grønland*, 142, n° 3, 1949, Copenhague.

(2) COLLINS, H.B. — Caries and Crowding in the teeth of the living Alaskan Eskimo. *Amer. J. of Physical Anthrop.*, 16, pp. 451-462, 1931-1932, Philadelphie.

(3) SOBEL, A.E., SHAW, J.H., HANOK, A. & NOBEL, S. — Caries susceptibility in relation to composition of the teeth and diet. *J. of Dental Research*, n° 39, 1960, Chicago.

« En conclusion, la cariogénéité des hydrates de carbone dépend des cinq facteurs suivants :

- 1°) qualité chimique des glucides ;
- 2°) consistance physique ;
- 3°) quantité consommée ;
- 4°) fréquence de consommation ;
- 5°) qualité et quantité des substances cariostatiques qui les accompagnent ».

« La "sugar clearance", à savoir la vitesse de dégradation des sucres et l'augmentation de la concentration de l'acide formé, dépend de ces cinq facteurs propres aux glucides et aussi des conditions enzymatiques créées par la salive et les enduits. Une présence prolongée de sucre sur les dents couvertes d'enduits est à la base d'une floraison de caries (4) » (J.-L. BAUME.)

Notre enquête de 1964 a porté sur des Esquimaux de la côte orientale de la Baie d'Hudson (Fort George, Great Whale River, Iles Belcher, Port Harrison, Kogaluk Bay, Povungnituk, Iles Ottawa, Neakongut Bay, Cape Smith, Ile Mansel), du Détroit d'Hudson (Ivugivik, Sugluk) et sur quelques sujets de Fort Chimso.

Ces Esquimaux de l'Ungava occupent une situation de transition. S'ils restent encore avant tout des chasseurs, un pas est fait néanmoins dans le sens de l'acculturation. Des agglomérations comme Povungnituk ou Great Whale River sont, dans une certaine mesure, des villages de regroupement où se trouvent par ailleurs un représentant de l'administration, une mission anglicane et une mission catholique, une école, une garde-malades et un comptoir de la Compagnie de la Baie d'Hudson. La tendance à provoquer chez ces Esquimaux le développement d'un petit artisanat artistique (sculpture sur stéatite à Povungnituk, sculpture sur stéatite et lithographie à Great Whale River) modifie radicalement l'économie, apporte de l'argent aux familles, permet de réduire un peu l'activité de chasse et les techniques qui s'y rapportent et d'acheter au Comptoir des harpons et d'autres armes et surtout des produits alimentaires d'un type absolument nouveau.

Chez les Esquimaux de l'Ungava, l'introduction d'une alimentation non traditionnelle et particulièrement riche en sucres paraît se faire généralement en deux temps : il s'agit d'abord d'une aide temporaire et occasionnelle, accordée à titre de dépannage en cas de mauvaises chasses ou de menace de famine, par l'administrateur ou le missionnaire, sous forme de rations de farine ou de pâtes alimentaires, c'est-à-dire de glucides complexes à grosses molécules, dont la dégradation enzymatique en bouche ne va pas jusqu'à la production d'acides, et dont le danger pour la denture reste relativement limité.

Le second temps correspond à l'installation dans le village même d'un comptoir commercial ou au repli vers un village pourvu d'un tel comptoir. C'est alors l'usage de plus en plus fréquent — et aux conséquences catastrophiques pour les dents — d'une nourriture achetée : boîtes de conserves, pâtes alimentaires, lait concentré, thé et surtout hydrates de carbone à petites molécules (sucre en morceaux ou cristallisé, confitures, marmelades, jus de fruits, boissons fruitées saccharosées), ainsi que d'impressionnantes quantités de confiserie pour les enfants, qui se trouvent précisément au moment critique de l'élaboration de leurs tissus dentaires, et aussi pour les femmes, notamment pendant leur période de grossesse.

Tout se passe comme si les Esquimaux, dont la denture reste remarquable tant qu'ils vivent et s'alimentent dans les conditions naturelles, se trouvent en présence d'une agression nutritionnelle trop brutale pour que leur organisme ait le temps de mettre en place des moyens de défense qui ne sont pas encore inscrits dans leur hérédité physiologique, alors que les Blancs, chez qui un régime comparable ne s'est imposé que peu à peu, après la transition de nombreuses générations, ont pu acquérir des adaptations métaboliques relativement meilleures et en tout cas moins catastrophiques. Il est à présumer que si les Esquimaux s'étaient trouvés dans les mêmes conditions progressives, ils manifesteraient eux aussi des réactions moins spectaculaires et moins graves.

Sans entrer dans le détail des localisations des caries, ni de leurs particularités cliniques, ni même des différences cependant très démonstratives liées aux conditions alimentaires, nous indiquerons simplement ici que, pour l'ensemble des Esquimaux de l'Ungava, nous avons noté les chiffres globaux suivants :

	H	F	H + F
% des individus porteurs de caries	50,40	53,54	54,44
Nombre moyen de caries par porteur	3,87	4,97	4,46
Nombre moyen de caries par individu (porteur ou non)	1,95	2,91	2,43

Les femmes sont plus atteintes que les hommes. Mais il apparaît que, quel que soit le sexe, la carie ne se manifeste pas si l'occidentalisation de l'alimentation intervient pour des sujets âgés de 60 ans ou plus.

(4) BAUME, L.J. — La carie dentaire : son rapport avec l'alimentation et la nutrition. *Annales Nestlé*, n° 43, pp. 179-193. 1964.

Dans une seconde enquête, que nous avons réalisée au début de 1966 dans le N.-O. du Bassin de Foxe (région d'Igloodik), nous avons constaté des faits similaires, en comparant systématiquement des groupements d'Esquimaux appartenant à des stades bien définis de tradition ou d'acculturation. L'élaboration statistique de nos observations est en cours, mais nous pouvons d'ores et déjà signaler que dans des groupes étroitement liés au service d'une base euro-canadienne, et où l'alimentation est à peu près exclusivement occidentale, nombre d'enfants âgés de six ans, c'est-à-dire en possession de leur denture de lait au complet, n'avaient plus trace de leurs couronnes entièrement détruites par la carie, mais seulement des tronçons de racines au fond des alvéoles, parmi une infection massive. Entre 6 et 7 ans, les premières arrière-molaires permanentes font leur éruption, intactes; trois ou quatre mois plus tard, leur couronne est en grande partie désintégrée par une vaste cavité de carie, qui a débuté dans un sillon de la face occlusale et a envahi les tissus avec une vitesse accélérée.

Dans de telles conditions, il faut s'attendre, si l'on ne prend d'urgence des mesures adéquates, à voir apparaître une génération de jeunes Esquimaux qui, à 15 ou 16 ans, seront des édentés complets: soit porteurs de prothèses totales, dans l'éventualité improbable d'une infrastructure sanitaire suffisante; soit sans prothèses, ayant conservé en bouche des restes de racines entourés d'abcès alvéolaires. Des individus promus rapidement à des troubles digestifs, à des déséquilibres nutritionnels, à des phénomènes toxiques par suite des infections multiples, à une dégradation de l'état général, à une susceptibilité exagérément accrue aux maladies infectieuses et en particulier à la tuberculose.

L'avenir de la race esquimaude est réellement en cause. Il est extrêmement urgent de recueillir le plus vite possible le maximum d'informations sur la cariogenèse, les facteurs cariogénétiques et les facteurs carlostatiques dans le cas particulier de la physiologie des Esquimaux, afin de faire prendre sans plus tarder les mesures qui s'imposent pour éviter, à propos de leur alimentation, des erreurs graves à effets irréversibles.

On estimera peut-être que nous exagérons le caractère alarmant de cette menace. Malheureusement il n'en est rien. Car c'est par des processus de même nature que se sont faites les grandes dépopulations récentes des îles océaniques. Et c'est pour cela aussi qu'aujourd'hui les jeunes Polynésiens d'âge scolaire sont des édentés ou des porteurs de prothèses. Le problème de l'impossibilité d'une adaptation physiologique rapide à une alimentation chimiquement nouvelle est un phénomène général et nous l'avons personnellement observé aussi dans la forêt guinéenne.

Mais il faut se garder d'apporter dans le cas d'une population donnée des solutions « qui ont fait leurs preuves » ailleurs. Il ne faut pas perdre de vue que chaque race humaine a ses caractères physiologiques propres, sa pathologie propre et exige par conséquent des méthodes qui lui soient exactement adaptées (1).

Raoul HARTWEG.

(1) HARTWEG, R. — Les variations cuspidaires de la première molaire inférieure et leur signification évolutive chez les populations américaines. Étude comparative avec les populations des autres continents. *Actes du XXVIII^e Congrès des Américanistes*, T8 p. 1948. Paris.

HARTWEG, R. — Remarques sur la denture et statistiques sur la carie en France, aux époques préhistorique et proto-historique. *Bull. et Mém. Soc. d'Anthrop. de Paris*, t. VI, 9^e sér., pp. 71-113. 1945. Paris.

HARTWEG, R. — L'implantation dentaire chez les Esquimaux de l'Ungava. *J. Soc. des Américanistes*, t. LIV, n^o 1, pp. 117-122. 1965. Paris.

HARTWEG, R. — Des malpositions dentaires des Indiens Wabemakustewatsh de la côte orientale de la Baie d'Hudson. (Comparaison avec les Esquimaux de l'Ungava). *J. Soc. des Américanistes*, t. LIV, n^o 1, pp. 123-126. 1965. Paris.

HARTWEG, R. — La dentition des Esquimaux de l'Ungava et des Indiens Wabemakustewatsh de la côte orientale de la Baie d'Hudson. 1 vol., 156 p., Coll. « Travaux Divers », n^o 13. Centre d'Etudes Nordiques de l'Université Laval, 1966. Québec.

« Squatters » et villes du Nord Canadien

Le Nord du Canada représente, on le sait, un tiers de la superficie nationale.

Le peuplement reste faible : 14 268 habitants, soit, en Territoire du Yukon par exemple, 0,07 habitant au mile carré (Canada : 5,12 habitants au mile carré - Ontario : 18,12 habitants au mile carré). A 75 %, la population du Yukon est urbaine. Ville ? pour un tiers en fait bidonville. Une récente étude de Lotz a fait apparaître l'importance de ces banlieues et la spécificité de leurs « settlers ». Ces franges de misère sont anciennes ; elles sont particulièrement voyantes dans les villes traditionnelles, les premières fondées — à l'activité établie jadis sur la traite de la fourrure. Faute d'industrie productrice, elles sont essentiellement dépendantes des possibilités d'emploi offertes par les services d'administration, les bureaux de la construction, les services de transports et du tourisme. Rarement reliées par voies ferrées avec le Sud — c'est le cas de Churchill : 2 750 habitants et Whitehorse — elles ne disposent que de communications précaires : mauvaises routes et rivières : Dawson (Territoire de Yukon), Aklavik et Hay River (T.N.O.) ; Telegraph Creek (C. B.) ; Vermilion (Alta) ; Buffalo Narrows (Sask.) et Fort Chimo (Q.). L'avion — toujours coûteux — constitue le lien régulier.

Le « Settler » donne le ton « nordique » à ces bourgades ; settler, terme désignant légalement les occupants de terrains sans titre de propriété. En langage courant, c'est le pauvre, le célibataire vivant avec une Indienne. Selon Lotz, des traits physiques, sociaux, économiques particuliers les distinguent. A Whitehorse, pour 15 %, ce sont les immigrants récents au Canada, pour 12 % des Indiens, pour 31,7 % des célibataires. Moins nomades qu'on aurait pu le penser puisque près d'un quart de leurs effectifs dans le Yukon sont résidents depuis plus de cinq ans en un même lieu. Un tiers des squatters de Whitehorse vivent isolés à la périphérie de la ville. En ces villes où le coût de la vie est de 40 % plus élevé que dans le Sud, leur situation économique est précaire : un tiers ont des revenus nettement insuffisants.

Ce « lumpen-prolétariat » illustre avec cruauté des temps alternativement fastes et malheureux. Inadapté aux temps nouveaux, fixé aux abords de ces petites villes du « far North », il ne sera intégré qu'à la faveur d'un développement industriel que la conjoncture ne laisse guère prévoir pour un proche avenir.

Jean MALAURIE.

J. R. Lotz. *The Squatters of Whitehorse* : a study of the problems of new northern settlements. *Arctic*, vol. 18, n° 3, sept. 1965, pp. 173-189.

J. R. Lotz. *The Squatters of Whitehorse*. Report. Industrial Divis. 1961. (ronéotypé, 82 p. 10 phot.)

Etudes sur le Chamanisme sibérien*

Le titre de cet ouvrage n'en recouvre pas exactement le contenu. Des cinq articles traduits, deux seulement traitent véritablement du chamanisme, les trois autres évoquent des cosmogonies et certaines conceptions des « âmes » (terme dangereux, à ne pas utiliser au singulier et dont il convient d'indiquer immédiatement qu'il est approximatif). Ces croyances jouent un rôle certain chez les populations chamaniques de ces régions, mais elles débordent largement le phénomène et le cadre géographique considéré. Le chamanisme est aujourd'hui un concept précis, qui désigne une pratique cohérente dont l'analyse a fait l'objet de nombreuses publications. En ces matières difficiles où le plus clair de l'effort consiste précisément à cerner des catégories de plus en plus nettes et intelligibles, il faut combattre toute tendance à la confusion. Il aurait donc été souhaitable de choisir un autre titre, par exemple : « Etudes ethnographiques sibériennes ».

Deuxième mauvaise impression : les cinq sujets proposés sont apparemment un échantillonnage d'importantes matières ethnographiques choisies, chacune, dans des populations différentes. Les voici :

- "Concepts of the Soul among the Ob Ugrians". V.N. Chernetsov, p. 3-45.
- "Early Concepts about the Universe among the Evenks (Materials)". G.M. Vasilevich, p. 46-83.
- "The Shaman's Tent of the Evenks and the Origin of the Shamanistic Rite". A.F. Anisimov, p. 84-123.
- "The Costume of an Enets Shaman". Ye.D. Prokofyeva, p. 124-156.
- "Cosmological Concepts of the Peoples of the North". A.P. Anisimov, p. 157-229.

Ce principe de l'échantillonnage nous paraît contestable ici, puisqu'il s'agit d'une publication scientifique. Il répond plutôt, en effet, au souci louable de donner au non-spécialiste un « aperçu » dans un domaine qui lui est étranger. En ce qui nous concerne, les besoins sont tout autres. La Sibérie n'est tout de même pas terra incognita pour l'ethnologue (en particulier depuis la publication en anglais de l'œuvre monumentale de Shirokogorov sur les Toungouses). Nos recherches impliquent très exactement la démarche inverse : l'accès à des monographies aussi exhaustives que possible.

Il aurait été nécessaire, aussi, de faire sentir dans la présentation, au moins de manière allusive, combien immense reste la tâche de traduction à accomplir. Si l'on songe que les travaux en langue russe sur les chamanismes sibériens se comptent par centaines (plus de deux mille, sauf erreur, depuis le début du siècle dernier), ce retard est infiniment regrettable. Il pourrait et devrait être rapidement comblé, ce qui permettrait peut-être de stimuler d'une manière décisive les recherches sur l'histoire et l'ethnologie de la haute Asie, cette région clef sur laquelle devraient converger davantage d'efforts. Une relance intelligente de ces problèmes ferait aussi bénéficier des dernières indications qu'il est encore possible de recueillir sur un passé déjà incontestablement révolu.

Ces critiques générales formulées, les auteurs des cinq articles, sont tous des chercheurs qui fournissent des observations de première main, raison, essentielle en effet, qui a conduit à les choisir. V.N. Chernetsov est un archéologue spécialiste du Nord-Ouest sibérien, G.M. Vasilevich, A.F. Anisimov et Ye.D. Prokofyeva sont des ethnologues. Leurs dernières publications sont de dates récentes. Ils ont pour eux d'avoir l'expérience indispensable du terrain. Ils ont contre eux de présenter tardivement des matériaux déjà anciens. L'époque de leurs observations est cependant d'un incontestable intérêt puisqu'elle remonte aux années qui ont précédé la soviétisation en profondeur de ces populations — leur « révolution culturelle » comme nous dirions aujourd'hui.

Nous voudrions rendre compte ici des deux articles à la fois les plus concrets et les plus détaillés et qui, de ce fait, répondent le mieux au service que l'on est en droit d'attendre de ce genre de traduction : celui d'Anisimov sur la tenue du chaman Evenk, et celui de Prokofyeva sur l'équipement du chaman Enets.

Anisimov publie ici les matériaux recueillis par lui-même au cours de deux missions effectuées en 1929-1931 et en 1937 auprès de Toungouses Evenks occidentaux (Podkamenoie Toungouses) (1).

* *Studies in Siberian Shamanism* (Etudes sur le chamanisme sibérien) — edited by Henry N. Michael. University of Toronto Press. Arctic Institute of North America, Anthropology of the North, Translation from Russian Sources, No 4, 1963, 90, 229 p., croquis.

(1) L'article a été traduit de *Trudy Instituta etnografii Akademii nauk SSSR*, vol. 18, 1952, p. 199-236.

(Nous regrettons qu'aucune carte ne figure dans la publication canadienne.) Ils concernent essentiellement l'organisation de l'espace rituel, nous plongeant ainsi au cœur de la pratique chamanique de cette population, et si nous prenons soin d'écartier toutes les digressions philosophiques et théoriques de l'auteur pour ne retenir que ses observations matérielles, nous obtenons une excellente matière ethnographique.

La séance chamanique Evenk (*kamlanya*) a lieu tantôt dans une tente ordinaire aménagée à cet effet, tantôt dans une tente spécialement édifiée pour elle. Dans la première se déroulent les séances « les moins importantes » : recherche d'un renne, « séance précédant un voyage », prédiction de l'avenir, etc. (malheureusement, l'auteur n'en écrit pas plus). Les séances plus importantes qui ont lieu dans une tente spéciale, plus vaste, ne sont pas précisées. Ces deux endroits sont appelés *shevenchedek*, de *sheven* : esprit auxiliaire + *she*, suffixe indiquant l'action + *dek*, indiquant le lieu ; autrement exprimé : « lieu où l'on chamanise », car chamaniser se dit comme chez nombre de populations chamanistes : « agir en fonction des esprits auxiliaires » — ici : *shevenche*.

L'aménagement de la grande tente est décrit avec une abondance tout à fait remarquable de détails. Il est toutefois très dommage que la présentation en soit confuse et les croquis insuffisamment explicites. Ceux-ci auraient pu être orientés et comporter des renvois au texte par des chiffres ou des lettres ; enfin, des photographies auraient admirablement complété cette bonne étude.

En voici l'essentiel. Dans un plan horizontal, la grande tente comporte trois parties. Un centre, à peu près circulaire, assez grand pour accueillir l'assistance qui est composée, en principe, du clan entier (il est bien précisé que dans certains cas — par exemple, p. 116, lors de l'investiture d'un nouveau chaman —, la présence de « tous les membres du clan » est obligatoire), et deux prolongements, à peu près rectangulaires de part et d'autre, l'un vers l'Est où se trouve l'entrée, l'autre vers l'Ouest. Il est à noter, bien que l'auteur ne le signale pas, que l'ensemble (ou plus exactement ses deux tiers) va en se rétrécissant vers l'Ouest. Ces trois parties symbolisent les trois « mondes » du territoire clanique. À l'Est le monde supérieur, au centre le monde moyen, à l'Ouest le monde inférieur. Ces mondes sont parcourus par une rivière mythique depuis les régions hautes à l'Est, jusqu'à l'extrémité des régions profondes à l'Ouest où se trouve son embouchure. La partie Est de la tente est appelée *darpe* — terme malheureusement laissé inexplicité. C'est dans ce monde supérieur, le *darpe*, que se trouve le « réceptacle des âmes », *omiruk*. À l'opposé, la partie Ouest est appelée *onang* — terme inexplicité. À l'extrémité de ce monde inférieur *onang* se trouve la terre des morts.

Sauf à l'Est et à l'Ouest, cet ensemble est bordé par une sorte de barrière à la fois mythique et bien réelle. Horizontalement, à une certaine hauteur, sont disposés dix longs mélèzes, cinq au Nord et cinq au Sud, bout à bout, épousant grossièrement la forme renflée du centre. Ceux qui longent le *darpe* pointent leurs racines vers l'Est, ceux du *onang*, vers l'Ouest. Ils sont attachés à des petits mélèzes plantés verticalement sur le pourtour et qui sont appelés *nelget* (inexplicité). Ils ont été arrachés vivants de la terre et plantés le long de la moitié Est les racines en l'air, c'est-à-dire vers le monde supérieur dont ils sont les produits. Inversement, comme précédemment et pour la même raison, dans la moitié Ouest ils sont plantés racines en bas, vers le monde inférieur. De plus, il semble que tous les mélèzes de l'Ouest soient choisis morts, mais le texte n'est pas clair sur ce point. Enfin, d'après le croquis, il semble que le long du *onang*, sont placées, entre les *nelget*, des tiges verticales portant au sommet des figurines d'oiseaux, mais le texte n'en fait pas mention. Tous ces arbres sont des esprits protecteurs.

À l'intérieur de cette barrière, le long du *darpe* et de la partie orientale du centre, se dressent plusieurs poteaux anthropomorphes (46 sur le croquis 8b) : ce sont les *khomoken*, « gardiens-chefs de la route vers le monde supérieur », « gardiens des omi, les âmes du clan », qui vivent sur les rives de la rivière mythique et gardent toutes les entrées de l'*omiruk*, « le réceptacle des âmes ». Le chaman s'adresse à eux en les appelant « grand-mères, grands-pères, ancêtres, gardiens du clan ». Le mot serait à rapprocher de *khomoty*, « ours » et du rôle particulier joué par cet animal-esprit dans le chamanisme Evenk. Symétriquement, côté *onang*, on peut remarquer, sur le croquis, 14 (deux fois 7) poteaux semblables mais l'auteur n'en fait pas mention ce qui est une lacune importante.

Dans le *darpe* sont disposés parallèlement trois gros *kalir* (probablement de plusieurs mètres de long), représentant le renne géant, « l'esprit le plus puissant du chaman ». Sur le « dos » de ces trois rennes sont placées en deux rangées des pièces de bois sculpté plus petites représentant *delbon*, l'esprit de la truite saumonée (7 sur le croquis 8b). Les trois têtes des *kalir* sont orientées au Sud, celles des sept truites à l'Est, et l'échafaudage entier remplit l'espace du *darpe*. Ces esprits servent le chaman en différentes occasions mais ils sont surtout destinés à défendre les approches du réceptacle des âmes du clan, en particulier les *delbon*, qui nagent dans la rivière mythique. Enfin, deux grosses figures de bois sculpté sont placées à l'entrée de la partie centrale : les *gutken*, « esprits-brochets » qui ont pour mission de garder le passage entre le monde humain et le monde supérieur. Chacune comporte un trou carré central qui symbolise ce passage. Mais il est encore symbolisé par une sorte de porte comportant deux poteaux anthropomorphes *khomoken* entre lesquels gisent (ou sont attachés ?) les *gutken* et qui peut être fermée par des barres de bois. Mais nous n'apeons ici en pleine confusion, la figure 3 ne correspondant aucunement aux croquis 8b et 8a et le texte n'étant pas clair. Regrettons-le vivement.

Symétriquement le passage du monde humain *onang* est gardé par deux grosses sculptures anthropomorphes *sheven* « représentant deux des plus proches esprits-ancêtres du chaman qu'il a appelés du monde inférieur ». À côté d'eux, deux grosses poutres : les *shogan*, « les lottes », qui remplissent la même fonction que, plus haut, les esprits-brochets. Il est précisé que « elles aalent,

comme des grenouilles, tout esprit du monde inférieur » qui cherche à passer chez les hommes pour causer du mal. Au centre et dans l'axe Est-Ouest du onang, un tronc sculpté représente l'élan mythique, flanqué de deux cerfs. Les trois têtes sont orientées à l'Ouest. Sur ces trois pièces de bois une poutre est placée en travers, percée de quatre trous carrés. Elle représente une grosse truite saumonée. Appuyées sur celle-ci, des tiges sèches de mélèze portant au sommet des figurines d'oiseaux (hibou, plongeon, etc...), au nombre de 16 (9 + 7) sur le croquis 8b, sont inclinées vers l'Est. Entre ces divers éléments sont placées diverses maquettes de bois à deux ou quatre pattes représentant des « esprits pernécieux » bumumuk, loups, louves, hermines, furets... Et enfin, à l'extrémité Ouest du onang, une rangée de poteaux anthropomorphes (6 sur le croquis 8b), chacun armé d'une lance pointée vers l'Ouest, représentent les gardiens de l'embouchure de la rivière mythique par où des esprits redoutables, envoyés par des chamans étrangers au clan, pourraient s'infiltrer. Ils sont appelés mugdanne, mot qui évoque à la fois l'idée de liquide et d'un tronc d'arbre.

Entre le darpe et le onang, la partie centrale qui correspond au monde des hommes vivants offre un intérêt particulier. Il faut l'examiner non plus seulement dans le sens horizontal, mais encore dans le sens vertical. Au centre s'élève « l'arbre chamanique » turu, un jeune et haut mélèze que l'on fait passer par le trou de fumée. Il est « esprit-gardien » et « échelle » vers le monde supérieur. Il sert aussi de refuge aux esprits auxiliaires, en dehors des séances. Sa base est placée à côté du foyer, indispensable à toute séance chamanique. Ce feu est celui « de tout le clan » et le siège d'un esprit (p. 97) : « la maîtresse du foyer clanique » togo mushun, « l'esprit du feu ». D'autre part lorsque le chaman, apparemment évanoui (p. 102) « représente à ce moment son khargi (esprit auxiliaire) dans le pays des morts », son assistant, « craignant que le chaman ne puisse revenir dans le monde moyen », attise le feu, et le presse de rentrer rapidement en s'orientant grâce à cette lueur.

Le chaman au début d'une séance s'assoit dans l'axe Est-Ouest en face de l'entrée, devant le feu, au milieu de la rivière mythique. Il siège sur une petite plate-forme faite de saumons sculptés (six sur le dessin 1a). Il sera censé y flotter vers le monde inférieur. Mais l'auteur ajoute « son tambour lui servira de bateau, et le battoir de pagaie ». Si l'action a lieu sur la terre ferme, il siège sur une peau faite de parties frontales de cerf sauvage, d'élan et d'ours. A sa gauche et à sa droite sont disposées des pièces de bois sculpté en forme de couteaux de chasse (palma), d'épieux à ours qui seront ses armes, un jeune mélèze fendu en trois, une truite et un brochet de bois qui seront ses assistants.

Cette description que nous avons réduite à ses éléments incontestables est donc d'une grande richesse. Elle est alourdie par des considérations théoriques de peu d'intérêt et complétée par la description d'une séance chamanique malheureusement trop sommaire et où, surtout, l'on n'aperçoit pas le rôle des objets décrits. Par contre, page 106, l'auteur publie le passionnant dessin d'un vieillard Evenk qui décrit les principales phases d'une guérison chamanique. Y figurent les territoires de deux clans rivaux, leur arbre sacré, l'esprit féminin du territoire et l'« esprit-patron du clan » bugady (sous la forme d'un cerf ? ou d'un élan ?), la barrière spirituelle du clan marylya formée d'animaux à quatre pattes, le chaman, sa tente et ses assistants. Puis on peut voir « la trace » (un trait tremblé) d'un esprit mauvais envoyé par le chaman Nyurumnal depuis sa tente jusqu'à un homme du clan Momol. « Ayant pénétré sans être repéré à travers la marylya du clan Momol, l'esprit se transforme en ver à bois et pénètre dans les entrailles d'un membre du clan Momol et commence à détruire son âme corporelle. » Le chaman Momol se fait informer de la cause de la maladie par ses esprits auxiliaires. Il envoie deux esprits, une oie et une bécassine, chez le malade pour expulser le mauvais esprit. Elles plongent leurs becs dans les entrailles de la victime. L'esprit de la maladie saute hors du patient et fuit. Deux esprits auxiliaires du chaman Momol : le mélèze éclaté et le couteau de chasse, l'immobilisent et le menacent. Sur l'ordre du chaman, le hibou-esprit avale l'esprit maléfique, le transporte jusqu'au trou d'entrée du monde inférieur et l'y précipite en l'expulsant par la voie anale. On voit alors le chaman Momol préparer la vengeance. Il envoie un esprit-brochet à deux têtes jusqu'à la tente d'un membre du clan Nyurumnal dont il tire l'âme corporelle et s'enfuit en l'emportant. Le chaman Momol construit une palissade de mélèzes-esprits au lieu où l'esprit mauvais des Nyurumnal avait pénétré auparavant, et sur ses anciennes traces, il place des gardiens faits de tiges éclatées khichupkan. Des peaux d'animaux sont pendues au sommet. Et enfin un peu plus loin, on aperçoit pendue la peau d'un renne « sacrifié aux divinités suprêmes ».

Outre le sens de tous ces rites, qu'il explique et simplifie merveilleusement bien, ce dessin met en valeur un point sur lequel insiste plusieurs fois Anisimov dans son article : l'importance du cadre clanique. Nous venons d'assister à une guerre entre clans par l'intermédiaire des esprits. Les séances importantes réclament l'assistance du clan entier. La marylya est une barrière mythique qui protège le clan dans son ensemble. Les détails abondent dans ce sens. Par exemple, il existe une certaine hiérarchie parmi les chamans ; les plus grands (« khodgy chamans ») sont des « chamans du clan » (= de tout le clan), ils ont droit à la couronne de fer (p. 99-100) et sont habilités à le venger contre les entreprises étrangères. D'autre part, lors des rites funéraires, le chaman conduit l'âme du défunt jusqu'à l'embouchure de la rivière mythique. Là, il demande que le mort soit reçu dans le camp de ses compagnons de clan. « Il rencontre la maîtresse de la terre des morts qui prend le défunt dans son clan » (p. 98). Cette rivière n'est pas commune aux Evenks, chaque clan possède sa propre numengi khokto birs « liquide-rivière-chemin », ainsi que le triple monde échelonné le long de ses rives (p. 112). Le clan réel avec ses prolongements mythiques constitue en somme une monade, « le grand monde du clan englobant les trois mondes de l'univers est isolé des autres, scellé à l'intérieur de ses frontières » (p. 113). Pour des raisons évidentes, cet aspect sociologique qui intéressait les Soviétiques a été bien étudié. Par contre, les tentatives d'explications historiques reposent

sur les simplismes connus et tiennent une place beaucoup trop grande. Quoi qu'il en soit, elles ne condamnent pas cet article qui recèle d'excellents matériaux ethnographiques ainsi que nous espérons l'avoir fait constater.

L'article de Madame Ye. D. Prokofyeva sur « The costume of an Enets shaman » est traduit de : Sbornik Muzeya antropologii i etnografii, Akademii nauk SSSR, vol. 13, 1951, p. 125-153.

Les Enetsy sont un très petit groupe de Samoyèdes de l'Est, autrefois appelés Khanty ou Samoyèdes Karasin, implantés dans la région inénisséenne de Dudinka et de Golchikha. Ils pratiquent (ou pratiquaient ?) un nomadisme saisonnier commandé par l'élevage et la pêche qui constituent l'essentiel de leur économie, et leur organisation traditionnelle reposait sur le clan. Leur chamanisme semble avoir donné lieu à trois types d'exercices différents que l'auteur, peut-être un peu imprudemment, attribue à trois « catégories de chamans » : le « budtode », « qui a le pouvoir d'entrer en contact avec les esprits célestes », possédait un costume spécial, un tambour et un bâton chamanique ; le « dyano », « qui défend les gens contre les esprits méchants », avait seulement un tambour ; et enfin, le « savode », « qui communique avec le monde des morts », n'avait ni costume spécial, ni tambour, ni bâton.

Mais il serait nécessaire d'en apprendre davantage sur cette division simple, d'autant plus que l'article demeure obscur sur un point important. Il est écrit pages 152-153 que les chamans de la plus haute catégorie ont un bâton forgé comportant, au sommet, une figuration du « maître du bâton » et un pied en forme de sabot de cerf. Cet instrument est utilisé « pour le traitement des malades et pour conduire les âmes des morts dans l'autre monde ». Pour prendre la route du monde inférieur, et, notamment, traverser la zone glacée avant d'atteindre la région « où les morts circulent en bateaux de cuivre », son utilisation paraît indispensable. Par conséquent le savode, dépourvu de bâton, n'a pas le monopole de la communication avec le monde des morts et il serait utile d'éclaircir non seulement ces divers rôles mais de préciser si un même chaman ne peut cumuler tous ces pouvoirs et exercer selon les cas l'une ou l'autre de ces trois grandes fonctions.

L'essentiel de l'article porte sur la description d'un matériel chamanique acquis en 1938 par G.D. Verbov d'une chamane appelée Savone. Elle appartenait alors à un groupe d'Enetsy qui nomadisaient près de la communauté de Potapovskoye-Igarka. Après avoir atteint le plus haut degré dans la hiérarchie chamanique, c'est son équipement complet de chamane budtode que cette femme a ainsi abandonné. Nous aimerions savoir dans quelles circonstances s'est faite cette acquisition. Quoi qu'il en soit, nous disposons ici d'un matériel exceptionnel, dont la plupart des détails sont accompagnés d'explications ethnographiques d'une grande portée.

Le premier élément décrit est la robe (en Enets : pagge, en éenets : samburts). Elle est habituellement appelée kopy, « peau ». Comme chez les Selkup et les Nganasan, elle symbolise un oiseau. Les franges des manches et du bord inférieur représentent des plumes et elle se termine par trois prolongements en pointe d'une vingtaine de centimètres dont l'ensemble est appelé « la queue de l'oiseau ». C'est en effet un privilège des chamans budtode que de chamaniser vers le monde supérieur. Le principal esprit-oiseau est l'aigle, qui entre dans la tente à l'invitation du chaman par le trou de fumée, suivi par d'autres oiseaux plus petits qui se réfugient dans ses ailes et ses plumes. Cette image se retrouverait dans la robe où les tresses représenteraient les plumes-refuges. L'auteur indique qu'elles ne sont pas caractéristiques du costume chamanique samoyède et qu'elles ont été probablement empruntées par les Enetsy aux Evenks, ainsi que les chaînes ; mais chez cette dernière population, chaînes et tresses représentaient les chemins du chaman, sens qui n'aurait pas été retenu par les Samoyèdes. « Ainsi (cet) attribut chamanique a été emprunté, mais sa signification étrangère n'a pas été prise par les Enetsy et les éenetsy » (l'auteur est passé d'une supposition à une affirmation).

En rapport avec ce thème ascensionnel du budtode, notons l'existence d'un anneau de cuivre à hauteur de la ceinture, dans lequel sont passées « les rênes » de cuir (en Enets : makha bine ; en éenets : makha lynya) qui servent aux assistants à retenir la chamane pour l'empêcher tantôt de tomber, tantôt de s'envoler en haut.

Mais d'autres éléments sont importants : des tresses garnies de morceaux de fourrure provenant de renards polaires sont attachées à la ceinture. Ce sont les perchoirs des esprits auxiliaires venus du monde inférieur. Le budtode peut chamaniser dans le monde inférieur et, pour s'y rendre, il utilise le renard. Dans ces régions, il y a aussi des esprits-oiseaux : « plongeon, chat-huant, etc. » (p. 156, n. 8).

Parmi les attributs les plus remarquables, signalons, suspendues à une tresse de la ceinture, une mâchoire et une patte antérieure de loup, esprit-auxiliaire et gardien de Savone. Dans le dos de la robe sont cousues des figurines de fer : « le cerf céleste », « sur lequel la chamane entreprend son voyage au ciel » (p. 131). Dans le premier ciel vivent les « gens du ciel » nga kaza, qui ont des troupeaux de cerfs célestes. La grue céleste, nekhu, est aussi représentée. Un « minley avec un nid » (en Enets : niukhu ; éenets : nuvnyu, « fils de dieu »), « en même temps appelé libbe, aigle » (p. 131). Pour les Enetsy, cet aigle est le « souverain du vent », « le principal intermédiaire entre les hommes et Nga (Num), l'esprit du ciel », « le gardien du feu » (p. 133). Selon G.D. Verbov, il peut prendre l'apparence d'un homme, et il est parlé d'un minley 7 fois ailé qui correspond à une représentation à 7 entailles appelée yalya pya, « avec 7 entailles », par les Enetsy. On remarque encore un plongeon, pyys tudut'o, « celui qui a un nez épais », monture ailée du chaman vers le monde inférieur. On nous dit qu'il a participé à la création de l'univers (p. 133). Puis, une loutre, edyudo'o, auxiliaire du monde inférieur, et un « cerf chamanique », différent du « cerf céleste ». Des représentations humaines n'ont pas pu être identifiées (p. 133).

À l'extrémité des manches sont cousus des gants. Celui de gauche a trois doigts. Il représente la main du « monstre de la forêt Varuchi (Barochi) » qui, selon les Enetsy et les Ngansansans, n'a qu'une jambe et une main à trois doigts. Le gant droit a cinq doigts. Il est appelé *kays uds*, « la main du soleil ».

Sur la poitrine, la chamane attachait une pièce compliquée appelée *perosi* (Enetsy : *palsya*), habituellement nommée « bateau », *oddo*. Cet ornement symbolise en outre le bréchet d'un oiseau, le carina (Enetsy : *pedu'o*, Enetsy : *khuda*). La frange du bord inférieur limite « des plumes ». En son centre, un disque de fer avec un clou de cuivre représente le nombril de la chamane (Enetsy : *syu*; Enetsy : *sundy*). Au-dessous est attachée une figurine du chat-huant (Enetsy : *koddeo*; Enetsy : *nanivtso*) qui apparaît « comme l'assistant de la chamane dans sa lutte contre les esprits du mal ». Il peut voir le danger « dans le monde sombre des esprits du mal » (p. 139) puisqu'il perçoit mieux la nuit que le jour. De plus, il n'est jamais tué. Un visage humain de fer-blanc, *poza* est « l'esprit-protecteur contre les maladies », principalement « l'antrax ». Enfin une petite hache et une pelle de cuivre représentent des outils utiles à la chamane pendant son « voyage », la première comme arme de combat, la seconde pour effacer ses « traces » et se préserver ainsi des entreprises maléfiques d'autres chamans. Plusieurs autres ustensiles n'ont pas été identifiés.

L'auteur nous présente un bandeau d'yeux (p. 139), « ses yeux », *seyde* (Enetsy : *sovdya*), de cuir teint en rouge, bordé de noir, avec deux taches noires simulant des yeux. Ce sont les yeux de l'âme de la chamane, ils voient dans le monde des esprits « la route... où la chamane va souvent sauver les âmes volées, et entreprendre la lutte contre les mauvais esprits *emuke*, et même contre *Todote* lui-même », disent les Enetsy (p. 140).

Une coiffe faite de bandes de cuir, appelée *tay*, supporte des pendants d'oreilles garnis de fourrure de chien et de renard polaire. Sur la front, une décoration de cuivre jaune et rouge représente neuf « visages » *kekho aburi*, d'esprits-auxiliaires de la chamane, « gens du ciel voyant l'avenir pour la chamane », disent les informateurs (p. 140). Deux cornes de cuivre sont « des andouillers de cerf », *puelyu* (Enetsy : *puyadi*), plus exactement, les deux extrémités des andouillers pointées vers l'avant. Elles correspondent, chez les Selkup, au « sabre du chaman » (Selkup : *sompyl kits*) servant dans un combat contre d'autres chamans (« une arme pour fendre à travers les nuages »).

La botte droite, *kaya fe*, « la botte du soleil » est distinguée de la gauche, *Varuchi fe*, « la botte du monstre-esprit de la forêt ». On retrouve ici l'asymétrie gauche/droite qui traduit une opposition : ombre/lumière. Chez les Selkup, cette opposition est marquée entre le haut du vêtement qui représente la clarté, les esprits du monde brillant, et le bas, les esprits du monde ténébreux.

Une plate-forme sur laquelle siège la chamane pendant son voyage spirituel est faite de sept bâtons « de mélèze ou de pin » sculptés en forme de « truite saumonée », *tayi* (Enetsy : *nyangekhey*). Il nous est précisé que les sept têtes de ces animaux doivent être dirigées vers le feu pendant la séance (p. 146).

Le tambour circulaire, sur cadre de mélèze, à membrane unique, est fabriqué pour un chaman avec une peau de cerf mâle, ici, dans le cas de Savone, avec la peau d'une femelle. C'est la partie antérieure du dos, sans le cou, qui est utilisée (Enetsy : *pirbya*). Huit tendeurs en dents d'ours sont fixés sur le pourtour. Quatre boucles de fer ont les significations suivantes : deux d'entre elles symbolisent les fémurs d'un cerf (*siode*), les deux autres le cimier d'un jeune mâle (cerf ? « a young buck », p. 149). Des dessins rouges et noirs apparaissent à l'intérieur et à l'extérieur : un grand cercle « extrémité de la terre », *dya boko* (Enetsy : *yavser*), des saillies, « épine dorsale de la terre », *dya makha* (Enetsy : *yya makha*), « le soleil », *kayo*, « la lune », *yirio*, ainsi que des représentations du peuple céleste. Ces détails manquent de précision.

Le battoir, palette incurvée de bouleau, est sculpté grossièrement d'une tête représentant *kus kaza*, « l'homme-bouleau », esprit du battoir. Sur la poignée, sept incisions transversales indiquent sa trachée-artère, *kuggids*. Au dos de l'instrument, des rayures sont des « branches de mélèze », *kuelyu*.

Savone avait en outre reçu plusieurs objets en héritage de sa mère, elle-même chamane : un morceau de fourrure d'hermine destiné à effrayer les esprits de la maladie quand elle chamanisait ; une sorte de fourche de bois avec deux têtes sculptées, « le père du feu », *tu nisy*, et « la mère du feu », *tu nebya*, fabriquée à l'occasion d'une épidémie de varlole qui avait fait des victimes dans la tente familiale. Devant ce danger, la vieille chamane avait fait appel à ces divinités afin que « le feu de la tente ne meure pas », c'est-à-dire que la famille ne s'éteigne pas complètement, et sa fille hérita de l'objet sacré. Elle reçut encore un oiseau-grue de métal, *dyadu*, « l'oiseau céleste » protecteur de sa mère chamane (p. 152).

Nous avons mentionné plus haut le bâton chamanique qui joue un rôle important.

Cette étude est donc extrêmement riche et débordé largement la muséographie. L'enquête a été remarquablement bien menée et elle décrit, par exemple, l'obtention des pouvoirs chamaniques par Savone, telle qu'elle-même l'a rapportée à Verbov (p. 125). La destination des différents tambours, la durée des étapes exigées avant leur utilisation, l'existence de petits tambours symboliques sont clairement et efficacement évoqués (p. 149). C'est une retranscription pure et simple qui serait ici nécessaire.

Le lecteur aura pu constater l'abondance des références linguistiques. Madame Prokofyeva a fait également de nombreuses comparaisons avec des objets Selkup, dont ces lignes n'ont pas rendu compte. Nous ne pouvons qu'engager le spécialiste à se reporter à cet excellent article où aucun détail n'est superflu.

Guy Moréchand.

Publications récentes sur l'histoire révolutionnaire en Sibérie de 1917 à 1922

Automne 1918 en Sibérie : l'amiral Koltchak a pris le pouvoir à Omsk, les troupes anti-révolutionnaires de Semenov et de Kalmykov dominent le sud de la Sibérie et l'Extrême-Orient, les Japonais, les Anglais, les Français et les Américains sont entrés directement dans la lutte contre le pouvoir balchévique. Dans cet immense territoire de dix millions de kilomètres carrés, la partie semble perdue pour le gouvernement soviétique qui doit faire face à l'autres menaces extérieures en Ukraine et dans le Nord ainsi qu'à une opposition de certaines couches de la population.

Un an plus tard, pourtant, c'est la reconquête de la Sibérie par l'armée rouge, la déroute de Koltchak puis le départ des forces interalliées. Comment expliquer la victoire du pouvoir soviétique sur les formidables puissances liguées contre lui ?

1. LA SIBÉRIE A L'HEURE DE LA RÉVOLUTION.

Il convient sans doute tout d'abord de tracer un tableau rapide de la Sibérie à la veille de la Révolution.

A la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e siècle, des marchands russes attirés par la chasse et le commerce de la fourrure avaient commencé à coloniser la Sibérie ; par la suite, des paysans y venaient, à la recherche de terres libres et fertiles. Il faudra toutefois attendre la construction du Transsibérien, commencée au milieu du XIX^e siècle, achevée en 1907, pour que la vie économique de la Sibérie se développe de façon sensible. Elle reste centrée particulièrement dans les villes que traverse le chemin de fer, dans les ports : Vladivostok, Khabarovsk, autour du charbon et de l'or ou dans les grandes villes marchés telles que Irkoutsk, Krasnoïarsk, Omsk. On sait déjà que le sol et surtout le sous-sol de la Sibérie et de l'Extrême-Orient contiennent des richesses considérables.

Cependant la Sibérie est encore faiblement peuplée : six millions environ en 1897 ; sa population est estimée à huit millions en 1913. Quelques chiffres montrent quelle était l'importance des villes de Sibérie : Tomsk : 67.000 h., Tobolsk : 20.000, Omsk : 63.000, Krasnoïarsk : 4.000, Tchita : 6.000, Irkoutsk : 7.800, Vladivostok : 84.578, Blagoveschensk : 64.383. Les peuples aborigènes n'en constituent plus qu'une partie minoritaire : Tchoutches, Koriaks, Kakasses, Iakoutes, Toungouses, Kirghises, etc., se consacrent encore à leurs occupations traditionnelles d'élevage et de chasse. Les immigrants représentent la plus grande partie de la population ; ils se sont fixés surtout dans les gouvernements de l'Enisseï, de l'Altaï et dans le Priamour. Parmi eux, les Cosaques ont surtout colonisé le Kamchatka, l'Extrême-Orient en général et le sud de la Sibérie, où se trouvent aussi, à la veille de la Révolution, d'assez importantes colonies de Japonais, de Chinois et de Coréens (1). Durant les années 1908 et suivantes, les émigrants affluent en Sibérie, chassés par la famine, à la recherche d'un « coin vert » ; ces familles sans terre et sans travail forment une masse insatisfaite et revendicatrice (2) surtout envers les Cosaques privilégiés (3).

(1) J.A. White, dans son livre *The Siberian Intervention*, Princeton University Press, 1950, 472 p., note la diversité de la population de l'Extrême-Orient : les Russes représentent 70 % de la population, les Japonais, les Coréens et les Chinois 8 % et les aborigènes seulement 6 % (p. 43/47).

(2) Cf. à ce sujet, le livre de V. Ivanov *Nous allons en Inde*. Sibériens de la région de Sémipalatinsk, V. Ivanov raconte sous une forme à peine romancée le long voyage qu'il entreprit, en 1912, pour se rendre en Inde. Nous traversons à sa suite les contrées sibériennes et extrême-orientales. Les agitations politiques, les grèves, les colons russes (appelés « les chats ») à la recherche de terre et de travail, les Cosaques, les riches industriels y sont largement évoqués. Gallimard, Paris, 1963, 448 pages, traduction de R. Huntzicher.

(3) En Sibérie et en Extrême-Orient, 96 % des terres appartenaient à l'Etat, le reste étant propriété personnelle du tsar (une faible partie était propriété personnelle d'individus isolés, de monastères ou de villes). On allouait 20 à 40 acres par homme et 100 aux Cosaques qui avaient un statut différent et devaient assurer la défense des frontières.

La Sibérie participe d'ailleurs activement aux mouvements révolutionnaires : en 1905, grèves à Krasnolarsk, Tomsk, Chita ; en 1912 à Novosibirsk, en Transbaïkalie et dans les mines d'or de la Léna. La répression de cette dernière fut si cruelle qu'elle suscita dans toute la Russie une vague d'indignation. La présence des exilés politiques, qui depuis les décembristes se succédèrent en Sibérie, joua un rôle important dans l'éveil politique de la population. Rappelons que dans les années qui précédèrent la Révolution, Lénine, Staline, Sverdlov, Frunze, Molotov, etc., furent tous exilés en Sibérie.

Par ailleurs, à la fin du XIX^e siècle, divers mouvements nationalistes apparaissent, en particulier notamment, tandis que se crée à Omsk une « Société de la Sibérie Libre ». Ces mouvements expriment le malaise des Sibériens qui s'irritent de voir leur région administrée par un gouvernement trop lointain et étranger aux réalités sibériennes. Ils revendiquent leur autonomie, la mise en valeur effective des richesses de la Sibérie ; en outre se sentant menacés par leurs grands voisins, en particulier par le Japon, ils demandent à assurer leur défense.

Après les événements de février 1917, les organes du gouvernement provisoire s'installent en Sibérie (création de zemstvos en juin), tandis que parallèlement se créent de nombreux soviets d'ouvriers et de paysans. Le 29 octobre, le premier congrès des soviets sibériens se tient à Irkoutsk où s'effectue le choix du premier comité exécutif central des soviets de Sibérie : Tsentrosibir (1).

2. LE POUVOIR SOVIÉTIQUE S'INSTALLE EN SIBÉRIE.

Après le mois de novembre, les soviets de paysans, d'ouvriers et de soldats prennent peu à peu le pouvoir dans les grandes villes de Sibérie : en novembre à Krasnolarsk, Omsk, Irkoutsk, Vladivostok, en décembre à Tomsk, Novosibirsk, en janvier 1918 à Sémipalatinsk, Verkhne-Udinsk, Blagoveschensk. Bref, en février le pouvoir soviétique semble établi dans toute la Sibérie. Toutefois, la situation est infiniment moins claire qu'il ne paraît et la confusion y est totale car une multitude de gouvernements se constitue (T. White parle de 90 gouvernements différents de l'Oural au Pacifique). La tendance générale semble être la dispersion en une poussière de petits groupes et de petites régions. En effet, une agitation nationaliste tend à se développer : durant l'été, l'automne et l'hiver 1917, de nombreux congrès nationaux ont lieu. Les Bouriates (2) tiennent deux congrès à Irkoutsk, un autre à Verkhne-Udinsk ; durant l'été les Cosaques qui craignent de perdre leurs privilèges se sont réunis par deux fois tandis qu'en Iakoutie se développent aussi des tendances nationalistes.

L'opposition la plus importante au régime soviétique est celle des Socialistes Révolutionnaires : au début de l'année 1918, les membres dispersés des gouvernements de Tomsk et de Blagoveschensk se regroupent à Samara pour créer un gouvernement qui se considère comme le seul successeur légal de l'Assemblée Constituante.

Aucun pouvoir ne domine véritablement les vastes terres sibériennes et extrême-orientales qui voient leur population s'accroître d'éléments divers : retour d'exilés opposants à l'ancien régime tsariste, prisonniers de guerre, nombreux agents à la solde de l'étranger (3).

C'est le moment que choisissent les puissances interalliées pour intervenir directement en Extrême-Orient.

3. L'INTERVENTION DES PUISSANCES INTERALLIÉES ET LA DICTATURE DE L'AMIRAL KOLTCHAK.

Le fait décisif, en ce qui concerne l'intervention, est le traité de Brest-Litovsk conclu entre l'Allemagne et le pouvoir soviétique le 3 mars 1918. Dans ce traité, précédé d'un armistice en décembre, et auquel s'était contraint non sans discussions ni hésitations le gouvernement soviétique dans le but de sauver la Révolution, les Anglais, les Français et les Américains, et, à l'intérieur même de la Russie, les partis anti-bolcheviques voient une trahison. La puissance accrue de l'Allemagne, l'absence d'un front à l'est font peser les plus graves menaces sur le front ouest. A cela s'ajoute l'hostilité

(1) V. V. Rjabikov : *Centrosibir*, Novosibirskoe oblastnoe gosudarstvennoe izdatel'stvo, 1949, 256 p.

(2) Les Bouriates étaient au nombre de 200 000 environ, en 1918 ; ils étaient fixés autour du lac Balkhal ; groupe national le plus important, leur mécontentement en plus d'une revendication nationale semble avoir été motivé par la confiscation de grand nombre de leurs terres pour la construction du transsibérien.

(3) Cf. Th. White, *The Siberian Intervention*, p. 77-84, op. cit.

politique envers les bolcheviques, d'autant plus que le nouveau gouvernement déclare qu'il ne remboursera pas les dettes contractées par le régime tsariste (1).

Les gouvernements anglais et français tentent une double action avant la signature du traité : ils essayent par l'intermédiaire de leurs représentants, Robert Bruce Lockhart pour l'Angleterre et le capitaine Jacques Sadoul pour la France d'empêcher le gouvernement soviétique de signer le traité de paix avec l'Allemagne, le colonel Robbins étant alors le représentant du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (2) ; parallèlement, l'idée déjà envisagée d'une intervention en Extrême-Orient, progresse, d'autant plus que les Japonais, guettant la possibilité d'une extension territoriale et rêvant d'isoler la Russie du Pacifique, ne cachent plus leurs intentions d'intervenir ouvertement en Extrême-Orient où ils font déjà tout pour accroître les troubles.

Les premières interventions de l'étranger sont décisives : en novembre 1917, à Kharbrin, le général Horvach, administrateur du chemin de fer de Chine Orientale qui réunit Tchita à Vladivostok, appelle les Chinois à l'aide contre les autorités bolcheviques qui, sur l'ordre de Lénine veulent s'emparer de Kharbrin. En janvier 1918, l'ataman Semenov, soutenu militairement par le Japon, puis financièrement par la France et l'Angleterre, se révolte contre le pouvoir bolchevique. Enfin le 5 avril 1918 a lieu le débarquement des troupes japonaises à Vladivostok ; elles s'avanceront par la suite jusqu'au lac Baïkal.

Le fait le plus important est toutefois la révolte des troupes tchèques, le 25 mai 1918, à Tchéliabinsk. Après l'armistice, un accord était intervenu pour que ces troupes, qui avaient lutté contre l'Allemagne, quittent le territoire russe et soient rapatriées sur le front occidental ; il était entendu qu'elles seraient embarquées à Vladivostok ; en avril, ces troupes, 40 000 hommes environ, s'échelonnent le long du transsibérien, les premiers Tchèques ayant atteint Vladivostok tandis que l'arrière des troupes se trouve encore à Tchéliabinsk. Mais le débarquement des Japonais à Vladivostok et le soutien accordé à Semenov font craindre au gouvernement soviétique que les troupes tchèques ne soient utilisées contre lui. Aussi Trotsky donne-t-il l'ordre d'en arrêter le mouvement vers Vladivostok et de les désarmer, ce qui provoque une révolte à Tchéliabinsk. Les Tchèques s'emparent ensuite de Novonikolaevsk le 26 mai, de Penza le 29, de Petropavlovsk et Tomsk le 31 ; le 7 juin, chute d'Omsk, le 11 juillet d'Irkouïsk ; le 16 août le gouvernement soviétique pour la Sibirie se réfugie à Tchita, le 18 septembre Blagoveschensk tombe sous l'action conjuguée des Tchèques, des forces contre-révolutionnaires, des Japonais...

Plus que jamais c'est le chaos politique en Sibirie : le pouvoir soviétique y est apparemment anéanti et les troupes de l'armée disparaissent dans les forêts profondes, feuillues, impénétrables, tandis que les deux gouvernements les plus importants, celui de Samara (Komush [3]) à prédominance S.R. et celui d'Omsk de tendance autonomiste et réactionnaire sont en totale rivalité et incapables d'asseoir leur autorité. Toutefois l'urgence de la situation les contraint d'essayer de s'unir. De la conférence d'Oufa (septembre 1918), naît un Directoire de cinq membres dont l'existence sera brève : du 23 septembre au 18 novembre. Ce jour-là, à Omsk, l'amiral Koltchak s'empare du pouvoir par la force. Il a reçu l'aide des puissances interalliées.

En effet l'Angleterre, le Japon, la France et, dans une moindre mesure, les Etats-Unis (4) veulent profiter de la confusion politique qui règne en Sibirie. Leur but est le suivant : trouver un homme fort, capable de constituer un gouvernement et de rallier à lui les différentes forces politiques et la population, capable de former une armée qui en s'avançant vers l'ouest pourra effectuer la jonction avec les troupes de Dénikine au sud et de Youdenitch au nord. Ce gouvernement devrait par la suite, toujours dans l'idée des puissances de l'Entente, s'avancer jusqu'à Moscou et prendre le pouvoir.

On a cru, un temps, que cet homme pourrait être l'ataman Semenov, qu'il était l'émanation d'un mouvement « purement russe ». Mais les Anglais en particulier s'aperçoivent vite que ce « mouvement purement russe » décrit de façon inexacte le groupe composé d'ex-bandits chinois, de maquignons mongols, de mercenaires japonais, de prisonniers serbes et d'aventuriers cosaques qui avait son point d'attache en Mandchourie (5) ».

(1) G.F. Kennan, dans son livre *Soviet-American relations 1917-20, Russia leaves the war*, Princeton, New-Jersey, Princeton University Press, 1956, 382 p., voit dans l'intervention interalliée le désir d'étrangler dans l'œuf le nouveau régime révolutionnaire, lié à des tentations impérialistes, alors que T. White et Peter Fleming (*The fate of admiral Koltchak*, Rupert Hart Davis, London 1963 ; 253 p.) pensent que ce double désir, évident par la suite, n'a pas été immédiat et que, dans un premier temps les forces de l'Entente ont été particulièrement préoccupées par la situation proprement militaire sur le front ouest et le renforcement de l'Allemagne découlant du traité de Brest-Litovsk.

(2) Une note signée de Trotsky et de Lénine avait été adressée par les soins du colonel Robbins au président Wilson pour savoir quelle serait l'attitude des Etats-Unis si la Russie signait le traité de Brest-Litovsk. Elle resta sans réponse.

(3) Cf. essentiellement le livre de G.K. Guins : *La Sibirie, les alliés et Koltchak* ; G.K. Guins a fait partie du gouvernement de Samara. *Sibir', sojuzniki i Koltchak - Povorotnyj moment' russkoj istorii 1918-20* - Pékin - Tipografijskaja Russkoj dukhovnoj Missii - 1921 - 2 vol.

(4) Il semble que la révolte de Tchéliabinsk ait eu une influence assez décisive sur le président Wilson qui, jusque-là, hésitait à s'engager directement dans l'intervention.

(5) Peter Fleming, *The fate of admiral Koltchak*, p. 51, op. cit.

En définitive, lors de la conférence de Pékin, tenue sous la présidence du prince Kudashev, ambassadeur de l'ancien gouvernement russe, et qui réunissait les représentants des puissances interalliées, le choix s'était porté sur l'amiral Koltchak. Agé de quarante-trois ans, brillant militaire, ancien commandant de la Flotte de la mer Noire, démissionnaire après le traité de Brest-Litovsk, l'amiral Koltchak s'était mis à la disposition des Anglais pour poursuivre la lutte contre l'Allemagne.

En appuyant le coup d'Etat de l'amiral Koltchak, les puissances de l'Entente pensent avoir trouvé les moyens de leur but qui leur paraît d'autant plus facilement réalisable que des renseignements qu'elles ont sur les difficultés internes du gouvernement soviétique (1) et les récits de nombreux émigrés leur font penser qu'ils ont l'appui de certaines couches de la population, au premier rang desquelles les autonomistes.

En fait, avec la dictature de Koltchak, s'amorce la fin de l'aventure sibérienne. L'amiral voit en effet se lever contre lui et son gouvernement, les S.R. qui n'approuvent ni sa dictature, ni sa politique réactionnaire, les autonomistes sibériens qui comprennent qu'ils ont été joués (2), la population qui souffre des exactions perpétuelles, des réquisitions, de l'enrôlement forcé dans l'armée. En outre Koltchak ne parvient pas à trouver un accord avec Semenov qui continue ses actions isolées dans le sud de la Sibirie et en Extrême-Orient (3) et il s'oppose enfin aux forces interalliées.

Les pouvoirs de ces forces étaient partagés de la façon suivante : le général japonais Otani commandait l'ensemble des troupes interalliées en Extrême-Orient, le général japonais Oba commandait la division japonaise de Transbaïkalie, le général Janin avait autorité sur toutes les troupes à l'ouest du lac Baïkal (essentiellement les troupes tchèques ; c'est lui qui devait en outre avoir tous les pouvoirs auprès de l'amiral Koltchak pour reconstituer une armée et diriger les opérations sur le front ouest), le général anglais Knox était commandant de l'arrière. Les Américains, qui selon Th. White étaient au nombre de 7 000 à l'époque, restaient indépendants dans l'Oussouri.

L'amiral Koltchak n'acceptera jamais, malgré un accord apparent, cette situation de dépendance (4).

Sa dictature dure un peu plus d'un an ; le désordre, la gabegie, la corruption ne cessent d'affaiblir son gouvernement. Sur le plan militaire le projet de jonction avec les armées de Dénikine et de Youdenitch ne peut se réaliser malgré certains succès. La réorganisation militaire s'avère impossible. Il faut relire à ce sujet les mémoires du général Rouqueyrol (5) et ceux du général Janin. « Un arrêt à Krasnoïarsk me permet de constater la situation curieuse de la Sibirie. Il y avait là des troupes anglaises, italiennes, polonaises, russes, serbes, et tchèques. Aussi la ville était-elle encombrée d'autant plus que les casernes étaient occupées par des prisonniers austro-allemands : plus de 1 000 officiers et 4 000 soldats (6). »

Les désertions se font de jour en jour plus nombreuses, parce que la propagande bolchevique est active, que plus personne ne sait au juste pourquoi on se bat, que l'amiral Koltchak et son entourage sont l'objet du mépris sinon de la haine quasi générale. Parmi les troupes tchèques, en particulier, il y a beaucoup de désertions ; le général Janin rapporte ce mot du général tchèque Stefanik : « L'armée tchèque est comme une jeune fille qu'on a enfermée dans une maison publique : elle y souffre et s'y contamine (7). »

Face à la contre-révolution les forces des partisans ne cessent de s'accroître. Si elles ne constituent pas une véritable armée (des batailles de type classique ne les opposent que rarement aux contre-révolutionnaires), elles sont suffisamment puissantes pour faire des coups de main le long du

(1) Victor Serge, *L'an I de la révolution Russe*, édition de Delphes, Paris, 1965, 510 p., p. 357 : « En juillet 1918, la paysannerie, qui avait de juillet 1917 à janvier, février, soutenu les bolcheviks pour exproprier grâce à eux les propriétaires fonciers, leur était devenue dans son ensemble, hostile. Ses intérêts rapprochaient le paysan moyen des koulaks sur la question capitale du commerce des blés. C'est la fin du bloc soviétique formé en novembre par la conjonction des forces et des efforts de la masse paysanne et du prolétariat. Les fins de la révolution bourgeoise poursuivie par les ruraux sont atteintes, la contradiction entre elles et les fins de la révolution socialiste se fait sentir de plus en plus cruellement... C'est le moment que choisissent les influences étrangères pour intensifier leur pression. »

(2) Dans ses mémoires, le général Janin montre les conséquences désastreuses du coup d'Etat de Koltchak, à la fois sur les autonomistes et les Socialistes Révolutionnaires. « Dans les partis socialistes certains inclinaient à faire barre à gauche, ou même à se rallier aux bolcheviks. C'était sensible dans la Province Maritime. » P. 21.

(3) Les Japonais n'avaient approuvé que du bout des lèvres le choix de l'amiral Koltchak. Ils craignaient qu'il ne réussisse dans la mission qui lui était confiée alors que le chaos politique de la Sibirie servait beaucoup mieux leurs desseins. C'est pourquoi ils continueront à soutenir Semenov et Kalmukov en Extrême-Orient.

(4) Cf. Général Janin, *Ma mission en Sibirie 1918-1920*, op. cit.

(5) Général J. Rouqueyrol : *L'aventure de l'amiral Koltchak*, Payot, Paris, 1929.

(6) Général Janin, *Ma mission en Sibirie 1918-1920*, p. 34, op. cit.

(7) Id., p. 130.

transsibérien, dans l'Altaï et pour rendre le pays de moins en moins sûr. Les trois groupes les plus importants sont ceux de Kravchenko au sud de Krasnoïarsk, de Tchetchetkin au nord d'Achinsk, de Yakovenko au nord de Kansk (1).

A mesure que l'armée rouge avance, les forces des partisans augmentent ; elles sont composées d'anciens soldats de l'armée soviétique réfugiés dans les forêts, de déserteurs, de prisonniers de guerre engagés dans les brigades internationales et de toutes les nationalités qui peuplent la Sibérie : le berger mongol y côtoie le Chinois ou le Tchèque, le mineur l'intellectuel. Abandonnons l'histoire quelques instants et laissons V. Ivanov (2) évoquer les partisans : « Les mineurs passaient en culottes plissées et en blouses bleues, leurs visages étaient osseux, leurs cheveux étaient pareils à de la mousse. Et leurs yeux habitués à la pierre, énigmatiques comme des bijoux inconnus, brillaient tout ronds. Des pêcheurs du lac de Zeisk passaient, leurs bras pendant plus bas que leurs genoux. Ils portaient des pantalons en peaux et des cheveux longs et sentaient le poisson comme des herbes. Puis passaient encore, d'un pas dur, pierreuse, les bergers des sommets du Sïchot-Aïlin, aux yeux étroits, avec des carabines aux longs canons, celles de leur arrière grand-père. Puis, les lèvres minces, les puissantes poitrines habituées au vent marin et étouffant dans les joncs du continent, des pêcheurs de la baie de Sainte-Olga. Et encore, et encore, des paysans au visage sombre, venus de la plaine, aux pas égaux comme ceux d'un troupeau fatigué. »

Tous ces hommes n'ont peut-être pas une conscience politique très claire : ils fuient le pillage, l'armée de Koltchak et l'enrôlement forcé, se cachent des hordes de Semenov et de Kalmykov ; ils se révoltent aussi contre les privilèges des Cosaques : « Ainsi, dans la région d'Orenbourg, en raison de la colonisation hâtive faite les dernières années, les nouveaux venus jaloux des privilèges des Cosaques étaient à couteaux tirés avec eux et les recrues fournies par eux passaient en bloc aux bolcheviques (3). » L'opposition nationale envers tous ces étrangers qui envahissent leur pays et dont ils soupçonnent les desseins joue aussi un rôle important. Les chansons ironiques des partisans le reflètent : « Des tuniques anglaises, des épaulettes russes, du tabac japonais et les lois d'Omsk... » Il semble que l'influence des bolcheviques ait été surtout prépondérante à partir du printemps 1919 (4).

Le gouvernement de Koltchak ne peut résister à la dégradation interne à laquelle s'ajoute l'offensive de la V^e armée bolchevique (5), puissante, organisée et animée d'un idéal dont est totalement dépourvue l'armée de Koltchak : le 2 octobre 1919 les bolcheviques sont sur la Tobol, le 7 novembre, le général Janin décide de quitter Omsk et de rapatrier les troupes tchèques ; le 10 novembre Omsk est prise. L'amiral Koltchak commence son long voyage (6), emmenant avec lui le trésor. Le célèbre train d'or s'achemine vers Irkoutsk ; Koltchak y sera pris par les forces de l'armée rouge puis exécuté.

En janvier 1920, les restes de l'armée de Koltchak sont décimés devant Krasnoïarsk ; le 21 janvier, prise de Vladivostok, le 5 février de Blagoveschensk et de Khabarovsk.

Sauf en Iakoutie où les troubles autonomistes vont continuer et ne s'achever qu'en 1923 sans toutefois représenter une menace sérieuse pour le pouvoir soviétique, la guerre civile est terminée en Sibérie et les forces interalliées quittent le territoire. Seuls restent les Japonais qui tenteront jusqu'en 1925 d'isoler l'Extrême-Orient du reste de l'U.R.S.S. Ils n'y parviendront pas.

4. L'INTERVENTION ALLIÉE, SES RAISONS, SON ÉCHEC.

Sans doute y a-t-il de multiples raisons à l'échec de cette intervention ; d'abord, les intérêts des uns et des autres, et leurs politiques sont souvent contradictoires. Seuls les Anglais et les Français agissent de concert et suivent apparemment le même but. Ils ont des intérêts économiques à défendre : les investissements placés dans le Transsibérien, le stock de marchandises accumulées à Vladivostok et qui se monte à 800.000 tonnes. Mais il semble que leurs buts soient plutôt politiques : d'abord, et nous l'avons vu, l'ouverture d'un front à l'est et la poursuite de la guerre

(1) David Footman, *Siberian Partisans in the civil war*, St. Antony's papers on soviet affairs, St. Antony's college, Oxford, February 1954 (dactylographié).

Et : V. Maksakov - A. Turinov, *Kronika graždanskoi voïny v Sibiri (1917-1918)*. Gosytd. izd. Moskva - Leningrad 1926, 298 p.

(2) V. Ivanov, *Le train blindé N° 1469*, traduit du russe par Sidorsky. Gallimard, Paris 1927 ; 218 p. P. 172-173.

(3) Général Janin, *Ma mission en Sibérie*, p. 80-81, op. cit.

(4) Sur l'influence des bolcheviques dans la guerre civile en Sibérie, lire l'article de I.F. Plotnikov : *Questions sur le caractère des soulèvements armés à l'arrière de Koltchak*, *Izvestija Sibirskogo otdelenija Akad. Nauk S.S.S.R.* Novosibirsk Vyp. 1, 1966, p. 90-97.

(5) J. White estime les forces de l'armée soviétique à 331 000 hommes en août 1918 et à 800 000 au mois de décembre de la même année. P. 83.

(6) Cf. en particulier *The fate of admiral Koltchak*, de Peter Fleming, op. cit.

contre une Allemagne enrichie, ensuite la lutte contre le pouvoir bolchevique dont ils craignent la contagion. Ils croient qu'ils pourront provoquer ou aider la création d'un gouvernement anti-bolchevique capable de s'installer solidement en Sibérie puis de s'étendre jusqu'à Moscou.

Les Japonais, eux, rêvent d'une extension territoriale ou sinon d'une mainmise économique sur l'Extrême-Orient. Ils désirent simultanément isoler la Russie du Pacifique, dominer économiquement le sud de la Sibérie, s'emparer du chemin de fer de la Chine Orientale. D'où leur désir de laisser le chaos s'installer en Sibérie, leur opposition à Koltchak, leur soutien à Semenov et Kalmykov.

La politique américaine est plus confuse : les Etats-Unis n'ont pas encore les intérêts économiques de l'Angleterre et de la France ; ils n'ont pas, au début, la même opposition envers le régime soviétique : le 12 mars 1918 le président Wilson envoie un message de sympathie pour l'ouverture du congrès des soviets. Ils veulent avant tout le maintien du statu quo en Extrême-Orient et s'opposent à tout prix aux ambitions japonaises, d'autant plus qu'ils rêvent eux aussi du marché oriental et donc du transsibérien. Le rôle du transsibérien est en effet capital durant la guerre civile pour le transport des troupes, des munitions et des marchandises... C'est pourquoi après l'arrivée des forces interalliées, on crée un comité du chemin de fer afin de délimiter les pouvoirs de chaque nation. Ce comité est d'ailleurs dirigé par l'Américain Stevens qui avait déjà auparavant participé à plusieurs missions.

Mais si les buts divergents des puissances de l'Entente sont un facteur important de leur échec en Sibérie, il en est un autre. Tout à leurs rêves économiques et politiques, les puissances de l'Entente se montrent parfaitement ignorantes des réalités sibériennes. En créant un gouvernement fantoche, elles regroupent dans l'opposition les diverses forces politiques : les Socialistes Révolutionnaires qui ne veulent à aucun prix d'un retour à un ancien ordre des choses, les autonomistes dont les espoirs sont déçus. Elles sous-estiment le retentissement de la Révolution d'octobre auprès de la population. Elles éveillent ou réveillent en elle le sentiment national.

Cécile SALES.

Il n'y a pas de mystère du Vinland

I. — IL N'Y A PAS DE MYSTÈRE DU VINLAND

Depuis un siècle ou plus les historiens coorent à la poursuite du Vinland avec autant d'ardeur que les Vikings du Groenland en ont mis, il y a près d'un millénaire, à chercher le Vinland lui-même. Mais les Vikings n'ont laissé que peu de traces, ou des traces difficiles à trouver comme à identifier ; les historiens au contraire ont accumulé tellement d'études qu'en faire une bibliographie complète serait un gros travail (1). Je voudrais d'ailleurs traiter le problème sans tenir compte des nombreuses hypothèses sur la localisation du Vinland et n'utiliser que les références de base — on ne peut malheureusement pas parler de références de première main — qui sont à notre disposition dans cette quête d'un pays du vin, c'est-à-dire, pour les habitants du Groenland, d'un pays d'arbres, de pâturages, de soleil, de vigne..., en d'autres termes, d'un pays de rêve.

Ces références de base peuvent être classées en deux séries :

— Série 1 : informations sur le climat des régions considérées et sur son évolution au cours de l'histoire ; renseignements sur les bateaux et les méthodes de navigation que les Vikings utilisaient aux alentours de l'an mille.

— Série 2 : données archéologiques, c'est-à-dire restes matériels de l'expansion viking dans l'Atlantique Nord-Ouest (en dehors du Groenland, il n'y avait jusqu'à tout récemment que du matériel faux ou en tout cas discuté... et l'identification des ruines trouvées récemment à Terre-Neuve (2) est basée sur une certaine quantité de présomptions concordantes et non sur des preuves indiscutables) ; traces écrites, c'est-à-dire essentiellement les sagas (3) dont l'authenticité n'est pas contestée mais dont le caractère partiellement légendaire soulève beaucoup de discussions ; traces cartographiques (4) dont le petit nombre et la découverte ou l'utilisation récentes, n'ont pas empêché une floraison de théories contradictoires et discutées.

Dans une étude écrite il y a dix ans et publiée en 1959 (5), j'ai eu l'occasion d'aborder le problème à l'aide de données tirées à peu près uniquement de la série 1 (climat et navigation). Le présent article négligera donc ces dernières pour se consacrer à la série 2 (traces écrites,

(1) On trouvera de bonnes bibliographies dans les livres les plus récents consacrés au problème :

— J.K. Tornøe, *Norsemen before Columbus*, London-Oslo, 1965 ;

— Helge Ingstad, *Land under the Pole Star*, London, 1966 ;

— R.A. Skelton, T.E. Marston, G.D. Painter, *The Vinland Map and the Tartar Relation*, London-New York, 1965.

(2) Cf. le livre d'Helge Ingstad cité en note (1) et, par le même *Vinland Ruins prove Vikings found the New World*, in *National Geographic*, nov. 64, pp. 708-734. Les fouilles de l'Anse-aux-Meadows sont terminées mais les rapports de fouilles ne sont pas encore parus. Elles n'apporteraient pas de preuves formelles qu'il s'agit de ruines vikings, mais de très solides présomptions.

(3) *La Saga d'Éric le Rouge, Le Récit des Groenlandais*, introduction, notes et traduction de Maurice Gravier, Paris, 1955. Dans la suite de cet article, les références précises aux sagas seront indiquées par les initiales « M.G. » suivies du numéro de la page.

(4) On trouvera des reproductions excellentes dans le livre de Skelton cité en note (1). Pl. XVII-XIX.

(5) *Étude Nautique du problème du Vinland*, in *Revue d'Histoire Economique et Sociale*, année 1959, n° 1, pp. 20-42. Tout récemment, W.E. Taylor m'a signalé la possibilité d'une confirmation ou infirmation de ma thèse par des ruines, repérées depuis une dizaine d'années, dont la fouille devrait être prochainement entreprise. Sur ces ruines, cf. *National Museum of Canada*, n° 167, *Contributions to Anthropology, A Cape Dorset Culture Site on the West Coast of Ungava Bay*, by W.S. Laughlin and W.E. Taylor Jr.

cartographiques ou archéologiques). Cela permettra d'amplifier ou de corriger les conclusions auxquelles j'étais parvenu tout en tenant compte des découvertes effectuées depuis une dizaine d'années. Il n'y a pas en effet, me semble-t-il, contradiction entre les deux sources d'information. Certes, on (6) a reproché à mon hypothèse d'être trop loin des sagas pour pouvoir être retenue, mais cette critique ne me semble pas devoir être retenue... Je n'avais alors procédé qu'à un examen superficiel des sagas car je m'étais seulement assuré qu'elles ne contenaient rien qui soit vraiment contraire à ma thèse. Depuis, en étudiant les sagas de près, en les lisant et en les relisant, je n'y ai pas trouvé davantage d'objections sérieuses, bien plutôt des confirmations.

En me basant essentiellement sur des considérations climatiques et nautiques, j'étais en effet parvenu à la conclusion générale suivante : les conditions très difficiles du climat et les possibilités malgré tout limitées des navigateurs scandinaves, les avaient empêché de réussir à installer une colonie assez au sud pour qu'il puisse y pousser de la vigne : ceci était l'aspect négatif de ma thèse. L'aspect positif était que les Vikings du Groenland avaient dû faire des explorations très poussées des terres et surtout des côtes les plus proches, c'est-à-dire la Terre de Baffin et le Nord-Est du Canada. Il en résultait, selon moi, qu'aucune expédition vers le « pays du vin » n'avait pu être entreprise sans l'établissement d'escales intermédiaires dont la mieux située aurait été dans le fond de la baie d'Ungava.

Ayant ainsi précisé le but et la base de la présente étude, il reste, avant de pénétrer dans le vif du sujet, à introduire les données qui seront utilisées.

Afin de donner un point de départ solide à la discussion des éléments contenus dans les sagas, il est indispensable de disposer de ces sources d'une manière à la fois simple et pratique. Les relations de voyages vers le Vinland, telles qu'elles sont présentées par les sagas, sont en effet difficiles à suivre ; la moindre discussion implique de se reporter continuellement d'un voyage à l'autre ce qui est à peu près irréalisable si on ne les apprend pas par cœur... à moins qu'on ne les résume sous forme de tableaux synoptiques (7). (Cf. Annexes pp. 249-256).

II. — QUELLE VALEUR PEUT-ON ATTACHER AUX RECITS DONNES PAR LES SAGAS ?

L'interprétation des données rassemblées dans les tableaux en annexe ne peut se faire sans répondre au préalable à quelques questions sur la valeur de ces données.

1° Sur lequel des deux textes vaut-il mieux se baser ?

Certains voyages sont repris par les deux sagas ; d'autres, quoique différents, semblent se chevaucher ; d'autres enfin ne sont racontés que par le Récit des Groenlandais.

La raison en serait-elle que les informations des rédacteurs des sagas seraient parvenues de différentes sources, chaque fois partielles ? La réponse doit être vraisemblablement affirmative si l'on songe que ces récits ont été transmis de bouche à oreille pendant plusieurs générations et ont dû passer du Groenland en Islande avant d'être mis par écrit. Il est donc normal de penser que les deux textes se complètent, ou se corrigent l'un et l'autre. Mais n'en est-il pas un des deux qui soit plus sûr que l'autre ?

Quoique les opinions diffèrent, il semble que la majorité des chercheurs, notamment des linguistes, donnent à la Saga d'Eric le Rouge le privilège d'être plus vraie que le Récit des Groenlandais (8). Mon opinion personnelle est de ne pas avoir de préférence, d'une part par manque de compétence et d'autre part parce que je n'attache que très peu d'importance à ce problème en ce qui concerne la reconstitution des voyages vers le Vinland.

Il me semble en effet qu'il faut se garder d'extraire de ces récits des itinéraires trop précis, des instructions nautiques comme on les entend aujourd'hui. Certains passages, il est vrai, sont presque des instructions nautiques : tant de jours de navigation au départ de tel endroit, avec tel vent, dans telle direction, jusqu'à telle terre qui présente telle configuration ou caractéristique... Mais il faut tout de suite ajouter que dans presque tous les cas, une partie de la soi-disant instruction se présente sous forme de rébus ; il y a toujours une ou plusieurs lacunes : un nom de lieu non identifié, non identifiable ou omis ; une direction non indiquée ; le temps de navigation négligé ou laissé dans la vague, etc. Ces instructions ou itinéraires sont en fait comme les morceaux d'un puzzle dont il manquerait une bonne partie des pièces. Essayer de s'en servir pour reconstituer une route sûre est pratiquement impossible.

(6) Corrado Gini, articles sur les Vikings du Groenland et le Vinland in *Genus*, Rome, 1957-8 ; je me suis permis de dire « on » car la plupart des spécialistes du Vinland me feraient le même reproche.

(7) La plupart des études se contentent de présenter des extraits ; cf. par exemple Tornøe, op. cité en note (1) ou Farley Mowat, *West Viking*, Boston-Toronto, 1965. Cela facilite évidemment la discussion, mais ne me paraît pas satisfaisant car la discussion est obligatoirement orientée par le choix des extraits.

(8) Cf. M.G. p. 26.

Cela explique pourquoi je suis en complet désaccord avec la méthode utilisée par certains chercheurs (9) qui ont sélectionné quelques-unes de ces instructions nautiques, parfois même en les combinant d'une manière qui, pour être raisonnée, n'en est pas moins en partie arbitraire, et qui ont ensuite discuté logiquement sur ces extraits. Dans la plupart des cas, cela mène à faire une première supposition pour résoudre le premier rébus, puis une seconde supposition, basée sur la première, afin de résoudre un second rébus et ainsi de suite ; au vingtième rébus, il ne reste plus qu'une pyramide de suppositions, soit une hypothèse qui a la solidité d'un château de cartes.

La méthode que je préconise est de prendre les sagas comme des ensembles, et des ensembles d'égale valeur puisqu'elles traitent des mêmes événements dans un style de valeur comparable. Il ne faut pas oublier l'essentiel, c'est-à-dire que les sagas sont des œuvres littéraires, des poèmes épiques ; non pas le compte rendu de quelques navigations faites par des marins incultes, mais toute l'épopée d'un peuple plein de vigueur. Les démanteler revient à les détruire.

2° Quels éléments faut-il garder ? Lesquels éliminer ?

Cette seconde question peut paraître en contradiction avec la fin de la réponse à la question précédente. Ce n'est cependant pas le cas si l'on veut bien se souvenir que les sagas ont été écrites dans un esprit très différent du nôtre, à une époque et dans un pays où ce que nous appelons aujourd'hui les « légendes », les « mythes », ou au mieux les « histoires extraordinaires », étaient vivantes et vraies. Tous les chapitres, presque tous les paragraphes, beaucoup de phrases contiennent de ces éléments qui sont, à nos yeux, et qui sont, en fait, totalement invraisemblables. Ce sont ces éléments invraisemblables qui doivent être éliminés ou, mieux, interprétés.

Par exemple il y a dans le voyage de Karlsefni (Saga d'Eric le Rouge) un épisode où des unijambistes (10) courent plus vite que Jazy : légende bien sûr et légende dont je n'ai pas connaissance qu'une explication logique ait été donnée ; en conséquence, élément à éliminer. Autre exemple : celui de la prédiction sur l'avenir de Gudrid (11), future femme de Karlsefni ; nous ne croyons évidemment plus aux devins, mais nous devons tenir compte de cette anecdote dans la mesure où elle renforce, par un élément surnaturel, le prestige de la famille dont Gudrid va devenir une des plus importantes figures.

C'est dire que les éliminations ou interprétations doivent être faites avec circonspection en se méfiant des présomptions non confirmées et en cherchant des recoupements selon les méthodes les plus classiques de la recherche scientifique.

3° Quelle sorte de cohérence faut-il rechercher dans l'interprétation ?

Il y a, entre les sagas, et même à l'intérieur des sagas, trop de contradictions et il y a trop de lacunes dans leurs récits, pour qu'on puisse reprocher à une hypothèse quelconque de trop s'éloigner d'elles. Si l'on formule un tel reproche, ce ne peut être qu'en se référant à certains éléments pris dans les sagas, autrement dit en faisant un choix. Un autre choix risquerait de conduire à des conclusions différentes.

La cohérence à rechercher sera donc une cohérence globale. Si une hypothèse, en dehors de cela logique, néglige une île qui se trouve au nord d'un cap... cela importe peu. Il vaut beaucoup mieux que l'hypothèse soit plausible, c'est-à-dire corresponde aux impératifs de la navigation, et vraisemblable, c'est-à-dire corresponde aux moyens dont disposaient les Vikings du Groenland, à leur psychologie, à leurs besoins, à leurs goûts.

III. — REMARQUES TIREES DES SAGAS

La lecture des deux sagas et l'examen attentif des tableaux résumant les voyages au Vinland conduisent à des remarques, plus ou moins dispersées, mais toutes utiles pour la reconstitution de ces voyages.

1. GROENLANDAIS ET ISLANDAIS.

Le Groenland a été découvert et occupé à partir de l'Islande par des Scandinaves installés en Islande et les voyages au Vinland ont tous eu lieu dans la vingtaine d'années qui ont suivi le premier établissement. Il est évident que, pendant cette période, les relations entre Groenlandais et Islandais étaient encore vivantes. D'ailleurs, certaines des entreprises lancées vers le Vinland, au départ du Groenland, l'ont été par des Islandais (la plus importante de toutes, reprise par les deux sagas et

(9) On peut donner les deux exemples cités en note 7.

(10) Cf. M.G. p. 98.

(11) Cf. M.G. p. 74, p. 138, p. 42.

(12) Par exemple dans les voyages de Leif (Récit des Groenlandais) et de Karlsefni (Saga d'Eric le Rouge).

dirigée par Karlsefni ; de même la participation de deux frères islandais à l'expédition de Freydis, sœur de Leif, expédition qui est seulement relatée par le Récit des Groenlandais). Mais cette collaboration n'a, semble-t-il, pas duré. Est-ce parce qu'il y a eu des rivalités, éventuellement sanglantes ? C'est l'interprétation que l'on pourrait donner à l'histoire invraisemblable des deux frères et de leur équipage massacrés par une Freydis hargneuse au cours d'un voyage qu'ils avaient entrepris en commun (13). Il se pourrait, en effet, que les Islandais aient conservé le souvenir de quelque(s) mauvais tour(s) que leur auraient joué leurs compatriotes récemment installés au Groenland. De telles rivalités, grossies et transposées, pourraient avoir été à l'origine de ce récit sanguinaire. D'ailleurs, la fondation de la colonie groenlandaise avait été due à l'expatriation d'Eric le Rouge prononcée par ses pairs et si, rentrant après trois années, Eric a pu trouver des compagnons, ce fut sans doute parmi ceux qui n'étaient pas satisfaits de leur situation : en somme une colonie fondée par des parias et des mécontents. L'origine commune a pu permettre des collaborations exceptionnelles, mais pas davantage et ce fut pour peu de temps.

Ce qui paraît sûr, en tout cas, ce sont les données d'ordre économique. Les Groenlandais dépendaient étroitement des ressources naturelles locales : soit, et presque uniquement pendant l'été, de la chasse, de la pêche et de maigres pâturages. Un mauvais été pouvait causer une famine (14).

Les Islandais n'avaient certainement pas une économie suffisamment riche et variée pour apporter aux Groenlandais l'aide ou les échanges dont ces derniers devaient avoir un besoin pressant, souvent même urgent. Très vite, les Groenlandais ont cherché l'assistance du roi de Norvège. Les sagas ne le disent pas de façon formelle ; mais elles le suggèrent de manière précise. Comment expliquer autrement le voyage de Leif en Norvège, le bon accueil que lui fait le roi ? Pourquoi Leif a-t-il accepté si facilement d'introduire le christianisme au Groenland, malgré la volonté de son père ? Et pourquoi Eric, dont le mauvais caractère et l'autoritarisme sont incontestables, s'est-il contenté de boudier la nouvelle religion sans s'y opposer ? Il faut bien que l'on ait espéré quelque chose de Norvège (15). Et une aide a dû venir, sinon pour participer aux expéditions lancées vers le Vinland — c'était peut-être le but du voyage de Leif — du moins pour assurer aux Groenlandais le minimum nécessaire à leur subsistance, soit l'organisation de voyages de liaison qui, pendant la longue histoire des établissements vikings au Groenland, ont essentiellement eu lieu directement de Norvège au Groenland. D'ailleurs, étant donné la courte durée de la belle saison, une escale en Islande risquait de retarder la liaison d'une année entière. Un certain commerce a pu ainsi se développer, commerce limité par la pauvreté des ressources groenlandaises et la faible capacité des navires de l'époque. A l'exportation : dents de morse, faucons, peut-être fourrures. A l'importation : vêtements, armes et outils ; sans parler de l'aide religieuse sous forme de l'envoi d'évêques.

Cette pauvreté groenlandaise est un fait qui a certainement eu son importance dans les expéditions vers le Vinland. Les seules à avoir comporté plusieurs bateaux ont été celles qui avaient la collaboration de « riches » Islandais : « riche » est l'adjectif utilisé par les sagas.

Un tel arrière-plan économique est à garder en mémoire car il explique beaucoup de choses. La ténacité et la publicité d'Eric le Rouge avaient créé la colonie groenlandaise. Mais le « vert » accolé au nom de la nouvelle terre (Groen-land) ne suffisait pas à rendre riche cette terre aride et inhospitalière. Même pendant les périodes les plus chaudes, et l'an mille a, paraît-il, été un maximum, il ne pouvait y exister autre chose qu'une économie de subsistance. Eric le Rouge, maître incontesté, n'avait même pas de blère à offrir à ses hôtes pour leur réchauffer l'esprit à l'occasion de la plus grande fête de l'année (16).

2. LA FAMILLE D'ERIC LE ROUGE.

Si l'on examine successivement tous les voyages repris par les deux sagas, on s'aperçoit qu'en dehors de celui de Karlsefni, qui avait épousé la veuve d'un fils d'Eric, ils ont tous été dirigés par des descendants directs d'Eric le Rouge ; un seul fait exception : le voyage de hasard de Bjarni qui était le fils d'un compagnon d'Eric et qui s'est lui-même tout de suite fixé au Groenland. Quant au voyage de Freydis, fille d'Eric, si on le suppose authentique, ses péripéties et sa fin tragique suggèrent qu'il avait été dirigé par Freydis elle-même.

Ces constatations conduisent à deux conclusions :

— premièrement, les deux sagas, quelque rédigées en Islande, semblent bien reprendre des traditions purement groenlandaises ;

— deuxièmement, tous ces voyages étaient, à l'exception de celui de Karlsefni, de petites expéditions, ce qui confirme bien la pauvreté des moyens des Vikings installés au Groenland.

Et si l'on se souvient du retour de Karlsefni en Islande après son échec au Vinland, on est obligé de constater que l'opinion de cet Islandais riche et avisé était formelle : les Islandais eux-

(13) Cf. M.G. p. 152.

(14) Cf. M.G. p. 56.

(15) Leif vient de Norvège (Saga d'Eric le Rouge) où il se trouvait dans la suite du roi. Bjarni va chez le roi de Norvège (Récit des Groenlandais) aussitôt après sa découverte.

(16) Cf. M.G. p. 78.

mêmes, bien qu'ayant plus de moyens que les Groenlandais, n'étaient pas assez forts pour monter des expéditions suffisantes... était-ce : suffisantes pour lutter contre les autochtones skraelings, ou suffisantes pour surmonter les difficultés climatiques et de navigation, ou les deux à la fois ? La question reste ouverte.

3. LE VIN.

La vigne du Vinland a fait l'objet de discussions qui ont consommé plus d'encre qu'il n'a dû être produit de vin au Vinland.

Certes, les sagas parlent incontestablement de vigne, peut-être sauvage, en tout cas susceptible de donner du vin et du vin qui enivre, même s'il ne s'agissait que d'une mauvaise piquette. Mais l'euphorie attribuée au vin est-elle venue du vin lui-même ou de conversations de marins assoiffés ?

L'anecdote de l'Allemand qui fait partie de l'expédition de Leif et ne revient qu'avec retard après s'être saoulé en mangeant du raisin, est évidemment absurde. Tous ses éléments n'en ont pas moins été placés là par un rédacteur voulant prouver qu'il s'agissait sans aucun doute possible de vraie vigne, reconnue par quelqu'un qui en avait déjà vu.

En somme, il ne se pose pas de problème à propos du vin, mais au sujet de son origine, c'est-à-dire au sujet de la localisation du Vinland. Si l'on rassemble tous les passages des sagas où il est question du Vinland, il paraît évident qu'il n'y a pas de solution unique à ce problème.

— Primo : il y avait de la vigne quelque part dans le Sud... et très peu de Vikings avaient dû avoir l'occasion de boire le vin qui en était tiré. Peut-être même le vin n'a-t-il jamais été qu'un oui-dire obtenu au travers des contacts avec les tribus locales ? ou le fait saillant du récit d'un Viking au retour d'une exploration, volontaire ou involontaire, à l'intérieur du continent américain ?

— Secundo : les sagas disent de la manière la plus précise qu'Eric le Rouge a baptisé le Groenland (pays vert) pour une raison essentiellement publicitaire (17). Rien de semblable n'est dit au sujet du Vinland, mais l'extrapolation s'impose. La publicité est même un peu trop forte et expliquerait en partie la déception des Islandais qui, même riches, ne pouvaient s'offrir un verre de vin au prix exigé par les difficultés du voyage. En mélangeant la réalité, la publicité et les nécessités des conversations de tous les jours, la tradition viking a très bien pu assimiler le vrai Vinland originel où il y avait du vin — pays très éloigné et difficile à atteindre — et les étapes sur la route du Vinland. Sans quoi, tout le récit de l'expédition de Karlsefni, dans le Récit des Groenlandais, serait complètement absurde.

4. BOIS, VIGNE, FOURRURE ?

La confusion qui a été le thème du paragraphe précédent est confirmée par la liste des produits ramenés du Vinland : bois, fourrures, pieds de vigne, raisin.

On voit l'utilité du bois et des fourrures pour les établissements groenlandais, de même que la possibilité de les charger à bord d'un "knarr". Par contre, que faire avec des pieds de vigne ? et comment charger du raisin à bord d'un navire ?

En fait, le transport du raisin et des pieds de vigne n'a jamais dû avoir lieu. De pareils chargements ne sont mentionnés qu'à titre publicitaire, comme preuves supplémentaires de la présence réelle de la vigne.

Le transport du bois, par contre, a dû avoir lieu car il n'y a pas d'arbres au Groenland. Mais pour en couper il n'était pas besoin de descendre jusqu'à la latitude de la vigne ; il suffisait d'aller jusque dans le fond de la baie d'Ungava, et même alors ce bois devait revenir extrêmement cher au mètre cube. Quant aux fourrures, la meilleure région devait aussi être le fond de la baie d'Ungava, mais il était également possible d'en trouver sur place au Groenland.

5. EXPLORATION DES ABORDS IMMEDIATS DU GROENLAND.

Une absence curieuse d'indications marque tous les voyages racontés par les deux sagas : dès que l'on quitte le Groenland, on arrive dans l'inconnu, ou du moins dans des pays nouveaux : Helluland, Markland, Vinland...

La plupart des chercheurs pose l'égalité : Helluland = Terre de Baffin ; un bon nombre la seconde égalité : Markland = Labrador ; quant aux localisations du Vinland elles sont presque aussi nombreuses que les chercheurs.

Quelque la première égalité soit très généralement admise, il est choquant qu'il s'agisse d'une assimilation, d'une présomption et non d'une certitude.

Farley Mowat, dans un livre stimulant et parfois discutable, lance l'idée qu'Eric le Rouge, au cours de son premier séjour de trois ans au Groenland, aurait visité non seulement la côte ouest du Groenland mais aussi la côte est de la Terre de Baffin, et que, pour les Vikings de l'époque, les deux côtes représentaient une seule et même terre qui devait se rejoindre plus au nord à une distance

(17) Cf. M.G. p. 48.

inaccessible à cause des difficultés naturelles. Il ajoute que le Nord du Canada et notamment le secteur de la Baie d'Ungava, étaient aussi parfaitement connus des Groenlandais qui, pendant la belle saison, partaient en expéditions d'exploration, de pêche et de chasse (18).

Peu importe les arguments tirés des sagas par Farley Mowat à l'appui de sa thèse. Même si les interprétations linguistiques qu'il propose s'avéraient fausses (19), il n'en reste pas moins que les Vikings, s'ils résidaient dans des établissements fixes, n'étaient pas de parfaits sédentaires. Ils vivaient dans des maisons en « dur » (et non dans des igloos ou des huttes) mais ils rayonnaient, parfois très loin de leurs bases. Il est pratiquement impossible qu'ils aient pu ignorer la Terre de Baffin et l'extrémité nord-est du Canada, et cela indépendamment des voyages à la recherche du Vinland.

On se demande très sérieusement, par exemple, s'ils ont poussé au nord seulement jusqu'à l'île Disko ou même au-delà (20). Voyages effectués souvent et de manière régulière pour les besoins de la chasse et de la pêche. Tout porte à croire que cette discussion est pertinente... mais alors la pénétration courante vers le sud et l'ouest a dû se faire sur des distances au moins égales, c'est-à-dire au moins jusqu'à la Terre de Baffin et la baie d'Ungava.

L'objection qui vient immédiatement à l'esprit est que les sagas n'en soufflent pas mot. On peut cependant avancer de bonnes raisons pour expliquer ce mutisme des sagas :

— Œuvres littéraires, donc ne traitant que de sujets exceptionnels, les sagas n'avaient pas à raconter la routine, les événements de tous les jours ; au contraire, il fallait les éviter.

— Les terres proches étaient bien connues... mais bien connues seulement des navigateurs groenlandais, c'est-à-dire de quelques patrons de knarrs qui gardaient jalousement pour eux ce qu'ils savaient. Un navigateur averti comme Karlsefni, aussi riche et compétent qu'il était, a commencé par se faire un ami d'Eric le Rouge, puis épouser une femme du pays, enfin prendre avec lui des Groenlandais ; ce n'est qu'ensuite qu'il est parti en suivant la route de Leif par le Helluland, le Markland et le Vinland : pour le départ et la rencontre des premières terres, il avait certainement besoin de pilotes connaissant les parages.

— Les sagas ont été rédigées plus d'un siècle après les événements, et en Islande, alors que les relations directes Islande/Groenland étaient devenues rares ; il ne serait pas étonnant que des souvenirs, plus ou moins partiels, des voyages au Vinland se soient mélangés avec des bribes de renseignements concernant les routes habituelles des pilotes groenlandais, du moins dans la mesure où ces bribes avaient pu transpirer.

6. ROUTE A L'OUEST ET A L'EST.

Deux des voyages spécifient de manière très précise des explorations vers l'ouest et vers l'est (21). Etant donné l'orientation nord/sud de la côte du Labrador, de telles indications sont incompréhensibles ou demandent que l'on fasse des suppositions hasardeuses et lointaines à propos de navigations allant, dès le départ, et de façon invraisemblable, jusqu'à Terre-Neuve ou la Nouvelle-Ecosse, pour ensuite ne jouer sur l'est et l'ouest qu'en traitant de distances proportionnellement minimes.

Au contraire, si l'on admet que les Vikings connaissaient le Nord du Canada aux abords de la baie d'Ungava, ces tentatives vers l'ouest ou l'est deviennent beaucoup plus logiques. Il n'y a d'ailleurs pas d'autre moyen d'expliquer l'aventure de Thorvald qui, ayant accompagné Karlsefni, s'en est séparé au bout d'un an car il voulait aller vers l'ouest et non vers l'est. Pour réaliser son projet, se trouvant alors quelque part sur la côte du Labrador (du moins d'après ma propre reconstitution), il devait remonter au nord pour pouvoir retourner à la base située en baie d'Ungava et ensuite continuer vers l'ouest. Mais ayant rencontré du mauvais temps d'ouest, ayant perdu sa route et ayant été plus ou moins désemparé, il s'est retrouvé en Irlande.

7. VERS LE SUD PAR LA ROUTE DIRECTE OU AVEC ESCALES.

En supposant que le Vinland se trouve à Terre-Neuve, comme le pensent Helge Ingstad ainsi que quelques autres, il suffit de regarder une carte pour constater que la route directe consiste à partir de l'établissement viking situé immédiatement à l'ouest du cap Farewell et faire du sud.

Cette route a-t-elle été utilisée ou explorée ? Les voyages de Leif ou de Bjarni le laissent supposer quoique ces voyages semblent être plutôt des inventions faites après coup pour résumer une série d'explorations beaucoup plus complexes en un voyage simple et « heureux ».

Le voyage de Thorstein en tout cas peut être interprété comme suggérant que la route directe a été tentée, mais qu'elle était difficile sinon dangereuse. La relation du voyage de Karlsefni inclinerait à penser que les gens prudents et avisés préféraient la route sûre, plus longue et avec escales fréquentes, sans rechercher des raccourcis hasardeux.

(18) Farley Mowat, *op. cit.* note (7) ; pp. 322-329.

(19) *Id.*, pp. 330-343.

(20) Cf. par exemple discussion à ce sujet dans Skelton (*op. cit.* en note 1).

(21) Le voyage de Thorvald (n° 6) et dans celui de Karlsefni (n° 8) la tentative de Thorall.

IV. — RECONSTITUTION DES VOYAGES AU VINLAND

Après avoir fait toutes ces remarques, je voudrais présenter une hypothèse générale de reconstitution des voyages au Vinland, et un essai de localisation, ou plutôt de localisations.

1. Dès l'arrivée au Groenland, le besoin de trouver le meilleur établissement possible, de même que celui de trouver des terrains de pêche et de chasse ont dû pousser les Vikings à explorer les environs. Il est à peu près certain, étant donné la configuration géographique, qu'ils ont vite dû devenir familiers de la Terre de Baffin, ainsi que des terres les plus voisines : un examen géo-graphico-climatique aboutit, presque inévitablement, au fond de la baie d'Ungava car c'est, dans un rayon d'au moins 1 000-1 500 km, le meilleur endroit possible... avec cette réserve que les hivers y sont nettement plus froids qu'au Groenland, ce qui a dû interdire d'y installer un établissement permanent. Une escale d'été, pour la pêche au saumon et l'abattage de quelques arbres ?

2. De cet établissement provisoire de la baie d'Ungava, des explorations ont dû être menées en longeant les côtes vers l'ouest comme vers l'est. Vers l'ouest cela n'a certainement mené à rien d'intéressant. Vers l'est, il est très possible qu'un navire viking soit parvenu jusqu'à Terre-Neuve, non sans escales qui ne pouvaient pas être très prometteuses ; peut-être aussi explorations vers l'intérieur des terres avec l'aide des tribus locales.

3. Arrivés à Terre-Neuve, les Groenlandais ont dû être arrêtés. Ils étaient trop loin de leurs bases, trop peu nombreux et, peut-être, en butte à des peuplades déjà installées à Terre-Neuve. Ils étaient en tout cas insuffisamment équipés pour aller plus loin, ce qui était pourtant indispensable car il n'y avait pas grand chose de plus à tirer de Terre-Neuve que du Groenland.

4. Cela explique l'arrivée d'un riche Islandais, c'est-à-dire l'expédition de Karlsefni, de beaucoup la plus importante de toutes. Où est allé Karlsefni ? Quelque part en Nova Scotia ? Jusqu'au Cap Cod ? a-t-il remonté le Saint-Laurent ? Je laisse à d'autres le soin de résoudre ces rébus car je me sens incapable de parvenir à une solution sûre, ou même à une solution que je préférerais à une autre. Cela importe peu d'ailleurs ; l'exploration faite, Karlsefni a conclu que les pays touchés étaient pleins de promesses, mais trop difficiles pour les moyens dont disposaient des Groenlandais, même aidés par les Islandais. Il est donc retourné au Groenland, puis en Islande, ne ramenant que de belles histoires et une femme avec laquelle il a été heureux et a eu des enfants qui ont eu des enfants, dont des évêques... Et l'un de ces derniers a peut-être été le rédacteur d'une des sagas, d'où une exagération du rôle de Karlsefni qui n'avait sans doute pas été le seul « riche » Islandais à tenter l'aventure du Vinland.

5. Le manque de moyens des Groenlandais et l'absence d'aide extérieure expliquent l'échec des voyages au Vinland aussi bien que la sorte de publicité dont les sagas sont le reflet. Les « histoires » que l'on racontait en Islande sur le mystérieux Vinland, histoires qui ont été reprises par les sagas, n'étaient pas des relations à rôle scientifique ; ni seulement des aventures distrayantes. Il s'agissait aussi probablement d'attirer de nouveaux Karlsefni. Pour séduire des recrues, le rêve d'un pays du vin, avec ce qu'il suggère de terres nouvelles, faciles et ensoleillées, était ce que l'on pouvait trouver de plus efficace.

6. Ce bel espoir d'un pays du vin s'est peu à peu amenuisé ; il a néanmoins consolé les Groenlandais de leur dur isolement ; et peut-être une dernière lueur de cet espoir a-t-elle donné aux derniers Vikings du Groenland, au XV^e siècle, la force de s'échapper vers l'immensité du continent américain où ils se seraient dilués parmi les populations locales : ne parle-t-on pas d'influences blanches chez certains peuples d'Amérique du Nord ?

7. Il reste à discuter de la localisation du Vinland. J'ai pensé que c'était le dernier point à aborder car il résume l'ensemble du problème. A mon avis, le Vinland est à la fois un mythe et une publicité passés dans le langage courant. Comme il n'y a ni mythe ni publicité sans origine, il y a eu de la vigne : soit des baies sauvages ressemblant à de la vigne (latitude de la baie des Chaleurs), soit de la vraie vigne — et au moins un Viking a dû aller jusque-là par terre ou par mer, ou les deux à la fois. D'où le nom de Vinland inspiré du pays vert d'Eric le Rouge. Puis, peu à peu, dans le langage courant des Vikings groenlandais et islandais on a appelé Vinland tout ce qui se trouvait au-delà du Groenland sur la route du Vinland ; et, de préférence, quand il y avait plusieurs terres à désigner, on devait donner l'appellation Vinland à l'étape principale sur la route du Vinland, à la base intermédiaire plus ou moins habituellement fréquentée plutôt qu'au but ultime qui n'avait en fait jamais été qu'entrapercu. Il est donc très possible que l'on se trouve devant le paradoxe d'une appellation Vinland qui a été employée pour désigner le fond de la baie d'Ungava ou la pointe nord-ouest de Terre-Neuve alors que tout le monde sait que de mémoire d'homme on n'y a jamais vu le moindre raisin. L'évêque Eric Upsi qui est allé, paraît-il, au « Vinland » en 1121, n'a pas dû dépasser le fond de la baie d'Ungava, où l'on retournait de temps en temps pour chercher du bois... ou des rêves (22).

(22) Cf. M.G. p. 39.

Le point 7 ci-dessus, c'est-à-dire la localisation du Vinland, est le seul qui exige plus ample justification.

L'argument le plus facile en faveur de cette thèse des Vinlands multiples et d'un Vinland principal sans vin est un argument par l'absurde tiré de la multiplicité des localisations selon les chercheurs qui s'en sont occupés. Il est invraisemblable que quantité de chercheurs, dont beaucoup étalent ou sont sérieux et bien documentés, continuent à diverger, on pourrait dire errer, comme ils le font. La raison ne peut en être qu'une approche fautive et, en premier lieu, l'obligation de ne trouver qu'un seul Vinland et que ce Vinland produise du vin.

Mais il y a aussi des arguments que l'on peut tirer des sagas : d'abord de manière négative (ces nombreux chargements de navires avec des pieds de vigne ou du raisin, ce qui est tout à fait absurde ; le caractère hétéroclite de certains chargements : mélange de bois et de raisin ; le voyage de Karlsefni qui atteint tout de suite le Vinland et passe ensuite plus de deux ans à aller dans le sud ; en supposant que ce Vinland soit un pays de vin, la logique des distances aurait dû le conduire au moins jusqu'à la mer des Caraïbes, ce qui est encore absurde...), ensuite de manière positive (le temps très court mis par Leif, Bjarni et autres pour aller au Vinland et cela dans des parages qui sont parmi les plus difficiles du monde ; la position relative du Vinland dans les voyages de Thorvald et Karlsefni).

On peut y ajouter des arguments d'ordre cartographique : la carte de Resen et surtout la carte de Stefanson montrent un promontoire du Vinland qui a inspiré à Helge Ingstad d'aller fouiller, avec succès, à l'Anse aux Meadows (Terre-Neuve)... mais la carte du Vinland récemment commentée par Skelton montre un Vinland soit absurde et imaginé soit ressemblant étrangement à la partie sud de la Terre de Baffin. Avec la baie d'Ungava ou, si l'on préfère, une escale sur la côte du Labrador, il y aurait ainsi trois Vinlands ?

En reprenant en détail chacun des voyages racontés par les sagas, on pourrait ajouter d'autres justifications mineures qui n'ont pas déjà été mentionnées. Mais elles ne pourraient, à elles seules, emporter la conviction. Le faire serait de plus s'imposer d'être très long, et noyer l'essentiel au milieu de discussions sans grande importance. Et surtout ce serait employer une méthode dont je me suis séparé dès le début.

L'interprétation des sagas doit être globale et cohérente. Si tous les éléments doivent être regardés à la loupe, il faut se garder de suivre aveuglément la succession de ces éléments ; très souvent les liens manquent ; souvent aussi ils sont artificiels. Ces récits sont des suites de récits partiels entre lesquels existent des lacunes dont l'importance n'est pas appréciable. Si l'on voulait reconstituer le voyage de Leif ou de Thorvald ou de n'importe quel autre, il faudrait d'abord démontrer qu'il existe suffisamment d'informations pour les reconstituer, or il semble que cette démonstration préalable soit impossible.

VI. — CONCLUSIONS

Il est vraisemblable que mon hypothèse se verra reprocher de traiter les sagas, les Vikings et le Vinland avec une désinvolture excessive.

Il existe un problème psychologique des historiens qui se sont occupés du Vinland. Quelle que soit leur nationalité, ceux-ci se caractérisent par un nationalisme « éricain » exacerbé. Pour rentrer dans le groupe, il faut se conformer à une sorte de rite qui consiste à adopter une totale croyance en la vérité des sagas.

Je voudrais me dégager de cette croyance trop axée sur la lettre et plaider en faveur d'une croyance en l'esprit. Il n'y a pas là, bien au contraire, le moindre mépris pour Eric le Rouge et ses compagnons.

Christophe Colomb et Vasco de Gama ne sont pas partis un beau matin après un songe nocturne qui leur aurait appris la route de l'Amérique et des Indes. Ils sont les points d'aboutissement d'un long et patient effort qui avait commencé près d'un siècle auparavant. Si ce sont eux qui ont découvert l'Amérique et la route du Cap de Bonne-Espérance, combien d'autres, connus et inconnus, avaient longuement travaillé à la préparation de ces découvertes !... (23) Il en a été de même pour les Vikings groenlandais et le Vinland : Leif ou un autre sont allés un jour jusqu'au pays de la vigne ; c'était une entreprise d'une difficulté extraordinaire et pour s'en rendre compte il n'est que de se rappeler les retards de l'exploration européenne dans les mêmes parages ; il n'est donc pas étonnant que cette entreprise se soit soldée par un échec ; mais ce serait faire preuve

(23) Cf. les Colloques d'histoire maritime, présentés par M. Molat, SEVPEN, Paris, et notamment les communications de Teixeira da Mota, Beaujouan et Paul Adam dans le colloque de Lisbonne paru à Paris en 1966 (Les Aspects Internationaux de la Découverte Océanique).

d'un mépris pour les Vikings de l'an mille que de penser que la découverte du Vinland ait été le résultat d'une illumination soudaine de Leif ou d'une découverte de hasard de Bjarni sautant brusquement du Groenland au Vinland en découvrant au passage toute une série de terres nouvelles. Dans la réalité, les choses ne sont jamais aussi merveilleuses, aussi « heureuses ».

Il reste un dernier argument, d'ordre nautique, sur lequel je n'avais pas assez insisté dans ma dernière étude. Il permettra, de plus, de situer assez exactement la place des navigateurs vikings dans l'histoire générale des découvertes faites par mer.

Les techniques de navigation peuvent être classées dans un ordre de complexité croissante, ou de perfectionnement qui n'est pas toujours chronologique (24) :

1 : navigation en vue des côtes ;

2 : navigation en direction, avec utilisation des moyens naturels divers dont les principaux sont le soleil et les astres (le manque de précision de cette technique interdit les véritables traversées océaniques) ;

3 : navigation en direction à l'aide de l'aiguille aimantée (à elle seule cette technique n'est pas suffisante pour permettre les véritables traversées océaniques ; elle n'en représente pas moins un très important progrès sur l'étape précédente car elle rend la navigation plus précise et indépendante des conditions atmosphériques) ;

4 : navigation en direction adjointe à un repérage primitif de la latitude (cette dernière technique n'est pas possible partout, mais là où elle est pratiquée, elle permet les vraies traversées océaniques).

Dans ce schéma général, les Vikings de l'an mille n'ont pas dépassé l'étape n° 2. Ils n'ont jamais connu la boussole et tout indique qu'ils ne savaient pas faire de repérage en latitude susceptible d'aider à la navigation. Leurs navigations en direction permettaient de perdre de vue les côtes pendant deux, trois ou quatre jours ; les sagas d'ailleurs indiquent rarement des chiffres plus importants, sinon il s'agit d'indications vagues (très longtemps, beaucoup de journées...) ; cela suffisait pour aller de Bergen aux Shetland, puis aux Feroë, puis au sud de l'Islande, puis au Groenland ; cela était à mon avis tout à fait insuffisant pour aller de manière sûre et régulière du sud du Groenland à Terre-Neuve : mille milles sans possibilité de se repérer sur une terre quelconque, c'est-à-dire de dix à cinq jours de navigation (et cinq jours à 150 milles ou plus par jour est une vitesse tellement optimiste pour un knarr qu'on peut la considérer comme exceptionnelle). Il n'y a dans toute l'histoire de la navigation aucun navigateur du niveau 2 ci-dessus qui ait pu réussir pareille performance et faire, en fin de compte, un atterrissage précis. En dessinant sur une carte la route directe du Cap Farewell à la pointe nord-ouest de Terre-Neuve, on s'aperçoit qu'une erreur possible d'une vingtaine de degrés ferait passer le bateau au large de Terre-Neuve.

Pour que cette route ait été faisable, il aurait fallu que le pilote puisse descendre vers le sud au départ du Groenland puis, ayant repéré la latitude de Terre-Neuve, ait viré en faisant route à l'ouest en se maintenant à la même latitude. Farley Mowat (25) est le seul qui prétende que les compagnons d'Eric le Rouge pouvaient faire en mer des repérages en latitude, et son opinion me paraît non seulement discutable mais invraisemblable.

Aucune allusion des sagas ne laisse entendre que les navigateurs effectuaient des observations de latitude que ce soit en mer ou même à terre.

De plus, les conditions atmosphériques étaient très loin d'être favorables : ciel souvent bouché, horizon généralement peu net. Il ne faut pas confondre les possibilités offertes aux environs des îles Hawaï ou dans le nord de l'Océan Indien avec celles de l'Atlantique Nord.

Quant aux possibilités de mesure : s'il est possible avec de l'entraînement de repérer à l'œil l'angle de hauteur de la Polaire quand celui-ci est aux environs de 10°, il est impossible d'y parvenir quand cet angle dépasse une trentaine de degrés. Et l'observation, que pratiquaient les Polynésiens, du passage de certains astres à leur zénith, ne peut être prêtée aux Vikings en l'absence du moindre petit début de présomption.

(24) Cf. la dernière communication citée dans la note précédente.

(25) Cf. Farley Mowat, op. cité, pp. 352-53 ; apprécier la latitude à l'œil par l'observation de la Polaire à 5° près dans les environs de 50-60° de latitude semble possible ; à 2° près il faudrait un œil exceptionnel ; supposons 4°, cela fait une approximation de 240 milles marins... près de 500 km ! Farley Mowat va un peu loin dans son extrapolation des techniques de navigation. De plus, en consultant, par exemple, les articles de Marcus ou le livre classique de Taylor, je n'ai rien trouvé qui permette de penser que les Vikings de l'an mille aient été capables de faire des observations en mer assez précises pour en déduire des latitudes utiles. Cela ne veut évidemment pas dire qu'ils n'avaient pas de notion de latitude. Ils savaient comment l'apprécier, notamment par la longueur relative des jours et des nuits (cf. M.G. p. 124) ou des hauteurs du soleil ou d'étoiles. Ceci devait éventuellement permettre des approximations suffisantes à terre, inutilisables en mer (G.J. Marcus, *The Mariner's Mirror* ; 1960, pp. 174-81 ; 1956, pp. 313-18 ; 1955, pp. 69-70 ; 1953, pp. 112-131 — E.G.R. Taylor, *The Haven-Finding Art*, Londres, 1956, chap. 4).

Il en résulte, et de manière définitive à mon sens, que les marins vikings ne pouvaient progresser vers le sud, jusqu'à Terre-Neuve et au-delà, qu'en longeant les côtes, ou plutôt, en s'écartant des côtes pour faire une route parallèle pendant très peu de jours, et revenir fréquemment vers la côte pour s'assurer que la route prise était bien la bonne.

Le fait que les Vikings aient pu effectuer ce qu'ils ont fait avec les seules techniques dont ils disposaient est suffisamment admirable pour qu'il ne soit pas besoin de surenchériser sur les sagas. Ou alors on aboutirait à ne convaincre personne et à imiter le rédacteur des sagas qui, au printemps, charge des navires de raisin frais pour entreprendre une navigation dure que l'on ne peut réussir qu'une fois par saison.

Paul ADAM

Je n'ai eu connaissance d'une remarquable étude d'Einar Haugen : *The Sources of the Vinland Map-ARCTIC*, (pp. 287-285), vol. 19, n° 4, déc. 1966 (Montréal) qu'au moment où cet article était déjà sous presse. Par manque de temps et d'espace, il m'est impossible d'intégrer dans une simple note tous les arguments que cet article ajoute à ma thèse. J'en citerai seulement un : d'après E. HAUGEN, le VINLAND de la carte du Vinland est la Terre de Baffin, ce que je m'étais contenté de suggérer et ce qui conduit à la conclusion qu'il a dû y avoir plusieurs terres que les Vikings du Groenland ont appelé Vinland (cf. aussi Gwyn Jones, *The Norse Atlantic Saga* — London, 1964). Mais la controverse sur ce point n'est peut-être pas terminée. Skelton, dans son gros travail, ne s'est pas attaché à la ressemblance entre le Vinland de la carte et la Terre de Baffin. Ayant eu l'occasion, il y a plusieurs mois, de lui demander pourquoi, il m'avait répondu que c'était une simple coïncidence dont il n'y avait rien à tirer.

Voyages au Vinland

par Paul ADAM

A - SAGA D'ERIC LE ROUGE

- 1 - Leif (pp. 66-68)
- 2 - Thorstein (pp. 68-70)
- 3 - Karlsefni (pp. 80-100)

B - RECIT DES GROENLANDAIS

- 4 - Bjarni (pp. 114-118)
- 5 - Leif (pp. 118-128)
- 6 - Thorvald (pp. 128-134)
- 7 - Thorstein (p. 134)
- 8 - Karlsefni (pp. 142-148)
- 9 - Freydis (pp. 148-154)

Note. — Les références chiffrées entre parenthèses correspondent aux pages de la traduction de Maurice Gravier.

1. — VOYAGE DE LEIF
(Saga d'Eric le Rouge)
(M.G. 66-88)

NORVEGE	Départ de Lelf pour annoncer le Christianisme au Groenland.
	↓ Longtemps en mer jusqu'à des
Terres inconnues	où il trouve du blé sauvage, de la vigne et des arbres assez grands pour la construction de maisons.
	↓ Sur la route avant d'arriver au Groenland, il recueille des naufragés.
Groenland	Fjord d'Eric.
Durée	Printemps-Eté

2. — VOYAGE DE THORSTEIN
(Saga d'Eric le Rouge)
(M.G. 68-70)

Groenland (Ets de l'Est)	Thorstein, frère de Lelf - un bateau, 25 hommes.
	↓ Part pour le Vinland - Erre en mer tout l'été jusqu'àuprès de l'Islande et au-delà sans pouvoir prendre la route qu'il cherchait - Au tout début de l'hiver, aborde à son point de départ.
Groenland (Ets de l'Est)	
Durée	Un seul printemps/été.

Ets de l'Ouest	Escale.	Retour.
Ile aux Ours	Escale.	Escale (?) où ils rencontrent des Skraelings.
Terre des Pierres-Plates (Hollaland)	Deux jours et deux nuits vers le sud et beaucoup de regards blancs	Vent du sud.
Une île et une terre des forêts (Markland)	Deux jours et deux nuits cap au S.-E. Forêts et animaux.	Au printemps décision de retour.
Cap de la Quille et surprenant rîvage (Kjalarnes et Furdstrandir)	Vers le sud pendant longtemps jusqu'à un cap et à tribord côte avec plages et bancs de sable. Sur le rivage une quille de navire, longues berges au-delà desquelles la côte se coupe de baies. Exploration à l'intérieur : à trois jours de marche du raisin et du blé sauvage.	Hivernage : querelles intestines.
Une île et un fjord des courants	Continuation du voyage jusqu'à Beau pays.	Hivernage : querelles intestines.
La Baie (Hop)	1 ^{er} Printemps/Été 1 ^{er} Hiver 2 ^e Printemps/Été 2 ^e Hiver 3 ^e Printemps/Été 3 ^e Hiver 4 ^e Printemps	Hivernage : querelles intestines.

doublé le cap de la Quille mais pris par des vents d'ouest se retrouve en Irlande où il meurt.

Thorsvall veut aller le long de Furdstrandir vers le nord, doubler le cap de la Quille et retrouver à l'ouest le Vinland de Leif. Il part.

Karlsefni et les autres partent.

vers le sud
longtemps

Rivière avec un lac, blé, vignes, poissons, première rencontre avec des autochtones.

(on raconte aussi que Karlsefni accompagné de 40 compagnons était allé à Hop, pour deux mois seulement, l'été précédent. Cat dé-ci, exploration au N. à la recherche de Thorsvall).

Cap au nord jusqu'au 1^{er} hivernage
Troc avec les Skraelings - puis combats sanglants - décision de départ.

4. — VOYAGE DE BJARNI

(Récit des Groenlandais)

(M.G. 114-118)

ISLANDE	<p>Au cours de l'été Bjarni arrive en Islande aux Sablons et ne trouve pas son père parti au Groenland avec Eric le Rouge. Il part tout de suite pour le Groenland.</p>
	<p>↓</p> <p>Navigue pendant trois jours avant de perdre la terre de vue, puis vent du nord et brouillard. Longs jours de navigation jusqu'à une</p>
terre (première)	<p>plate et boisée avec quelques buttes de terre.</p>
	<p>↓</p> <p>Laisse la terre à babord et continue jusqu'à une</p>
terre (seconde)	<p>plate et boisée.</p>
	<p>↓</p> <p>Navigue trois jours poussé par un vent du S.-O. jusqu'à une</p>
terre (troisième)	<p>haute, montagneuse et couverte de glaciers, en fait une île.</p>
	<p>↓</p> <p>Met le cap au large par le même vent, plus fort, pendant quatre jours, jusqu'à une</p>
terre (quatrième)	<p>qui est le Groenland, juste à l'endroit où le père de Bjarni était installé.</p>

5. — VOYAGE DE LEIF
 (Récit des Groenlandais)
 (M.G. 118-128)

GROENLAND	Leif, avec le bateau de Bjarni et 35 hommes, part vers les terres aperçues par Bjarni.		
	↓ Aucun détail.		↑
Helluland (ou troisième terre aperçue par Bjarni)	Grands glaciers et des pierres plates.		
	↓ Aucun détail.		
Markland (terre des forêts)	Pays plat, boisé, vastes étendues de sable blanc ; côtes basses.		
	↓ Poussés par le vent du N.E. pendant deux jours et deux nuits, abordent une terre.		
VINLAND	Abordage complexe (île, cap, hauts-fonds...). Bâtissent des baraquements et s'installent. Gros saumons. Pas de gel en hiver ; herbage restant drus. Jours et nuits moins inégaux qu'au Groenland ou en Islande. Découverte de la vigne par Tyrkin. Vendange - coupe de bois.	Hivernage	
	1 ^{er} Printemps/Eté	Hiver	2 ^e Printemps

5. — VOYAGE DE LEIF

7. — VOYAGE DE THORSTEIN

(Récit des Groenlandais)

(M.G. 134)

GROENLAND (Fjord d'Eric)	Thorstein (et sa femme Gudrid, future femme de Karlsefni) - Un bateau et 25 hommes.
	↓ Erre tout l'été sur la mer sans savoir où il se trouve. A la fin de la première semaine d'hiver arrive au
GROENLAND	dans les établissements de l'Ouest.

8. — VOYAGE DE KARLSEFNI

(Récit des Groenlandais)

(M.G. 142-148)

GROENLAND	Karlsefni avec deux navires, 60 hommes et 5 femmes.				Arrivée au fjord d'Eric.
	↓ Aucun détail, arrivée au				↑ Retour sans histoire.
VINLAND	et installation dans les huttes de Lelf - Abattage de bois pour charger le navire. Raisin, gibier, etc.	Hivernage	Commerce avec les Skraelings et au début de l'hiver, luttes sanglantes avec les Skraelings.	Hivernage	↑ Chargement de raisins et fourrures.
	1 ^{er} Printemps/Eté	1 ^{er} Hiver	2 ^e Printemps/Hiver	2 ^e Hiver	3 ^e Printemps

9. — VOYAGE DE FREYDIS

(Récit des Groenlandais)

(M.G. 148-154)

GROENLAND	Freydis et deux frères islandais - 2 bateaux - 60/65 hommes. Mésentente quasi dès le départ.		Fjord d'Eric
	↓ Voyage de conserve ou presque. Arrivée au		↑ Retour
VINLAND	Installation de Freydis dans les huttes de Lelf - Abattage de bois pour charger le navire.	Hivernage. Massacre des deux frères et leurs compagnons.	↑
	→	→	
	1 ^{er} Printemps/Eté	1 ^{er} Hiver	2 ^e Printemps

The forest production of tomorrow in Southern Sweden

According to an investigation made by FAO, it is estimated that Europe's total deficiency in industrial wood will be 70 million cubic metres in the year 1975. This forecast is of especial interest to the Nordic countries, in that the investigators concerned consider, for various reasons, that it will not be possible to increase the yield from European forests above the 1960 level (ca. 227 million cubic metres) by more than about 45 million cubic metres, of which Scandinavia's share should be about 11 million cubic metres. The expected deficiency, i.e. 70 millions cubic metres, should be made good through imports, which will come primarily from the still only partly exploited forest areas of the developing countries. At present, however, some of the leading industrial countries, for instance, the U.S.A., Canada and Russia, are established as the dominant exporters of industrial wood to Western Europe, where the Nordic countries previously held the leading place.

Although one does not wish to imply a criticism of the excellent work done by the FAO investigators, and still less to deny the positive benefits associated with intercontinental trade, it is nevertheless difficult to suppress the feeling that the problem of Europe's industrial wood supply may not be as grave as is indicated by the forecast. The total requirement of about 340 million cubic metres could conceivably be supplied by Europe itself, if European forestry so wished. The views expressed here may possibly be of assistance in illustrating the basis from which a more realistic appreciation may be made of the problem. New and progressive courses of action are being shaped, with consequences which few could have predicted ten years ago.

In 1960, about 71 million cubic metres of industrial wood were felled in Sweden and Finland together. In 1965, the corresponding figure was about 84 million cubic metres, the increase being roughly equivalent to that which the FAO investigators expected to have been reached by the Nordic countries as a whole by the year 1975. But judging by the available inventories of forest resources and silvicultural programmes, in 1975 Sweden and Finland together should be able to produce more than 115 million cubic metres of industrial wood, i.e. 33 million more than forecast. If Norway's capacity for increasing her production is considered, then it becomes apparent that the Nordic timber-producing countries can provide about half of the wood needed to fill the expected deficiency.

Since the Finnish resources, when they are considered in relation to the demands of sustained yield, have not the same capacity for absorbing changes in intensity of exploitation as have those of Sweden (of which the productive capacity has been greatly underestimated), it is clear that the lion's share of the forest reserve capacity of Northern Europe is to be found in Sweden. More precisely, it is in the southern part of the country, and thus lies close to the most important wood-consuming area in Europe. But what is still more noteworthy is that Swedish forestry, which already supplies its own inadequately developed industries to full capacity, can without difficulty extend still further its production of industrial wood. The uniqueness of the position in which this places Sweden in Western Europe cannot be too greatly emphasised. In this connection, the forest areas south of the River Dalälven are of special interest. In this part of the country forests cover 7.7 million hectares, or about one-third of the total of the productive forest land in the country. Here are found two-fifths of the country's growing stock, with an annual increment of about 39 million cubic metres—about half of the total increment of the Swedish forests. During the period 1952-1953 to 1963-1964, the traditionally low annual removal was on the average only 23 million cubic metres, which was the reason for the important and continuous accumulation of growing stock. The total increase in the growing stock for the whole country (which now stands at about 2,300 million cubic metres) was about 700 million cubic metres in less than 40 years; the rate of increase being greatest during the last ten years. Attention should be drawn to the fact that the forest of Southern Sweden are dominated by middle-aged stands, and that they also contain a considerable back-log of overaged timber of large dimensions, a situation which calls for measures to return it to normality. The overall picture is favourable, and the regeneration measures, while quantitatively inadequate, are however satisfactory from the point of view of quality. Nevertheless, the scarcity of plantations of under 20 years of age is conspicuous.

But despite this generally favourable picture of the present situation in the southern part of the country, there still remain a number of unexploited opportunities for increasing the yield, and hence of improving Europe's degree of self-sufficiency. But clearly, to exploit these opportunities would not be an act of pure altruism on the part of Sweden. To-day, the forests of Sweden produce more than ten cubic metres of roundwood per capita. In the year 2000 it is estimated that the population will exceed ten million. Thus, in order to avoid a deterioration in the standard of living both for the present and for the future young generations, forestry must, within its own sphere of responsibility in the economic life of the country, be ready to accept and to realise a production target, and hence a course of action, which will, for instance, have in view a total annual production of more than 100 million cubic metres by the turn of the century. This must be done without detriment to the possibility of realising other important objectives which depend on forestry—fortunately, these can usually be integrated fairly easily into the scheme.

Where Southern Sweden is concerned, the development of primary forestry production will probably include the following:

- a considerable increase in the forested area,
- large-scale improvement of the site quality, e.g. through fertilisation of forest land, control of drainage in paludal forests, and in wet wasteland which can be converted to productive forest,
- adjustment of the age-class distribution so as to ensure a sustained yield,
- fuller utilisation of the opportunities for gaining time and production at the regeneration stage, than is the case at present,
- silvicultural treatment should aim at obtaining the maximum quantity of the most valuable forest produce,
- the results obtained from forest genetics research should be put to the widest possible use,
- last but not least, a continued effort to increase (especially in the vicinity of urban areas) the multiple use of the forests, with especial reference to improvement of water resources and other natural amenities, landscaping, recreation and beneficent social planning.

An outline of a course of action such as that given above will naturally arouse discussion about conditions which must be fulfilled if it is to be accomplished; and about the scope of the measures proposed and their consequences. There may perhaps also be justifiable scepticism about the probability of attaining the proposed goal. For the present I intend to concentrate chiefly upon the first-mentioned aspects of the problem, and to leave the assessment of the economic feasibility of the proposed measures to those who are competent to consider in detail such questions of national importance.

However, where the possibility of increasing the area of forest land is concerned, there exist on the whole only two alternatives: the reforestation of abandoned arable, meadow and pasture land, where this can be done without detriment to other interests, and the conversion of waterlogged land to forest through the application of the requisite improvement measures. When one considers that the abandoning of agriculture primarily affects the small farms in the main forest region and the marginal land on the edges of the lowland areas, it seems probable that the replanting of open ground in Southern Sweden cannot be extended beyond its present level; which implies that the area so planted will be about 10,000 hectares annually. But since forms of land use other than traditional farming and forestry also have a call upon the area in question, it is probably not justifiable to overestimate the extent of future plantation of abandoned farmland. By the year 1975, 200,000 ha of this land should have been converted to forest, equivalent to 2.5 per cent of the forest area in the southern part of the country.

The conversion of waterlogged land to forestry use could be of far greater extent. It should be both technically and biologically possible to control the water regime over an area of nearly one million hectares of this land in Southern Sweden alone. Meanwhile, not all such areas can be drained; not only the peat industry, but also the bodies concerned with the preservation of the landscape and with nature conservancy have needs which must be satisfied. On the raised bogs of Southern Sweden, the peat industry presents an exceptionally good economic alternative to forest plantation. Against the background of the successful results obtained from mire draining in other countries, primarily Finland, Germany and Great Britain, it does not seem unrealistic to expect a potential reserve of forest land, of a size determined by economic considerations, of the order of at least 600,000 ha. But an essential condition for this is that no future water regulation programmes in the areas of high precipitation cause a still more marked decrease in the area at present occupied by bogs and mires, to the benefit both of the quality of the water and the increment of the forest.

The other method of increasing forest production lies in the possibility of improving the present ecological production conditions of the forest soil. In this context, water regulation has already been mentioned.

In addition to draining the mires mentioned above, it should be possible, by applying moderate water-regulation measures, to improve the site quality on a total of almost half a million hectares of paludal forest in Southern Sweden.

Supplying nutrient materials is another way of increasing forest production. However, since research in this field is at present at a stage of rapid expansion, I shall not attempt to describe the already perceptible potential increase in production obtainable per unit area. In stands suitable

for fertilisation, the right fertiliser supplied at the right moment has given a convincing response for an economically acceptable cost. The forests of Southern Sweden, in terms of site, stand density and age, are unusually suitable in general for fertilisation on a large scale. The possibility of water-pollution, which the limited "run-off" of certain nutrients undeniably implies, may fortunately be assessed as negligible in comparison with that of agricultural and urban areas, thanks to the small quantity of fertiliser supplied and the long interval between successive applications. The fertilisation of, for example, 200,000 ha annually in Southern Sweden would probably result in a production increase of the order of more than two million cubic metres per annum within five years of the beginning of the fertilisation programme.

It has already been noted that the age-class distribution of the forests of Southern Sweden calls for energetic measures to bring it closer to normality, measures directed primarily at the over-aged stands which occupy about one-sixth of the total forest area in this region. The possibility of liquidating rapidly the heavily-stocked stands in question presupposes, however, that an adequate industrial capacity of suitable type is available. But since this is not so at present, no rapid liquidation of these stands can be expected. The consequence of this will be a gradually increasing shortage of young plantations.

But while one waits for an increase to occur in the industrial capacity, it should be possible to alleviate considerably the plantation problem by using another approach. Both draining and afforestation of mires, and above all, the planting of abandoned farmland to the extent mentioned earlier, could fully compensate for the deficiencies in regeneration to which the present inadequate intensity of working inevitably leads. However, the acceptance and fulfilment of such a programme implies in practice that the area regenerated annually should be increased from the present 65,000 hectares to about 100,000 hectares during, for example, the next 20 years.

Such an approach should lead not only to the ensuring of a sustained yield from the forests of Southern and Middle Sweden, but should also lay the foundation for further production gains. As examples may be cited the now considerably reduced (in comparison with earlier practice) under-productive period which accompanies the regeneration phase; the increased production of the most valuable raw material which is associated with the concept of "man-made forestry"; and finally, the increase in volume production brought about by the departure from the former seeding fellings with their associated decrease in increment. At present, 60 per cent of the area regenerated annually in Southern Sweden is cultivated; in the future it could be 90 per cent. The increase in production which accompanies forest regeneration practices which are similar to agricultural techniques, would probably exceed the present production by more than ten per cent.

A similar result could be obtained in the long run by changing over from conventional regeneration material to genetically improved material. For example, a considerable increase in production could be brought about easily by planting fast-growing continental races of spruce in Southern Sweden.

However, face to face with these examples of opportunities which exist for further increasing the production of the present forest surplus area south of the River Dalälven, the question of the probable scope of the combined measures raises itself. The answer to this question is beset with uncertainties; but in the long run (provisionally until the year 2000), an intensifying of the primary forest production in the area in question in accordance with the scheme outlined above, would lead to an increase in annual increment of the order of 54-58 million cubic metres. A similar intensification of forestry throughout the country would ensure that the production target outlined above would be reached—to the benefit of Europe's supply of forest products.

Merely to set up a target is not enough in itself. It is also necessary to transform the programme into a progressive system of production with a measurable output. Within the framework of this fragmentary review of the goal, and of forestry's means for attaining it, it is unfortunately not possible to elucidate from all aspects the sectors within which tomorrow's forestry should develop most quickly. Nevertheless, some indication should be given of the degree to which Nordic—and primarily Southern Swedish—forestry could make an increased contribution to Europe's timber and fibre requirements, if the economic environment were favourable.

It would be too great a departure from the subject of this paper to describe in detail the development which has taken place since the 1950s, and which is indeed still in progress, in secondary forest production, i.e. the felling and logging stage of forestry. Technological development, combined with rational planning, leads to full mechanisation as the means of solving the problems of this stage; the processing of the timber either takes place as close as possible to the stump, or as close as possible to the industry.

In both cases, the golden rule is: maximal removal per unit area. Economic necessity demands few thinnings and large-scale clearfellings. The consequence of the latter is usually artificial regeneration.

The greatly increased need for artificial regeneration increases in turn the need for regeneration material. The mechanisation of conventional nurseries has already reached impressive proportions. In practice, all phases of this work can be partly or fully mechanised—even the supplying of nutrients to the plants can be made automatic, the plants themselves activating and regulating the supply system.

Mechanised plant production, in combination with the notorious shortage of labour, has inspired the desire to mechanise forest regeneration work. Disregarding for the moment some successful

aerial seedings, the development of this part of forestry's primary production has been bound up with the ability of ground-based power and associated vehicles to provide satisfactory conditions for the growth of both plant and seed material in the environment of the final growth-site. With the exception of the planting of abandoned farmland, drained mires and easily accessible forest sites, on which simple and lightly constructed machinery is sufficient for setting out conventional bare-rooted plants, development tends towards machine planting of ordinary forest sites using relatively heavy units. The need for a high survival percentage demands the use of rooted plant material, which on the one hand raises a transport problem, while on the other it makes planting throughout the snow-free period possible. It may be mentioned that the average production of a machine planting a moderately difficult forest site is almost 4000 plants per day and working team, that is, about 1300 plants per man. The corresponding manual output is about 800 plants per day. However, the development of both machines and methods in this sector is still in its initial stages.

Within the sector of draining, machine development has already become specialised into two main lines. Shaped digging buckets and drainage ploughs, each within its area of optimal use, make possible the economic afforestation even of treeless boggy wasteland. For the control of drainage in paludal forests, there are digging buckets and ploughs of lighter construction. Forest fertilisation and insecticide and herbicide spreading (innocuous to higher animals) may be said at this juncture to be fully mechanised, whether aerial or ground-based methods are employed. Even though great advances have been made in biological control, it is not likely that the techniques in this field will be modified by them. Finally, one might consider that even certain aspects of genetical improvement of the forest might be suitable for far-reaching rationalisation.

This cursory treatment has generally dealt with biological aspects, and problems of production methods. It has been shown that there are remarkably good opportunities for increasing the cut of industrial wood in Southern Sweden. The availability of unexploited timber reserves should pave the way for an immediate and extensive expansion of forest industry, reaching beyond what is planned at the present time. Such an expansion would naturally provide a stimulus indispensable to tomorrow's forestry in Southern Sweden.

Gustaf Sirén.

Permafrost sibérien : esquisse de méthodologie cartographique



L'article paru dans la revue soviétique *Problemy severa*, n° 3, 1959, p. 24-51, sous la signature de P.B. Bondarev (1) est accompagné d'une carte situant le permafrost en U.R.S.S. en fonction de son extension en profondeur. Cette carte est simplifiée dans notre série démonstrative.

Le permafrost est présent sur la quasi totalité du territoire sibérien et l'épaisseur de la couche gelée en profondeur peut dépasser cinq cents mètres. Parmi les divers problèmes que cette extension pose, nous examinerons celui des corrélations possibles entre l'épaisseur de cette couche gelée et certaines données géographiques régionales.

Ces facteurs, d'ordre climatique, géologique, hypsométrique... peuvent être favorables ou défavorables au maintien de la présence actuelle de cette couche gelée. Les rapports entre le permafrost et certains facteurs de la vie végétale, animale ou économique actuelle seront examinés.

Le but est d'établir un système de comparaisons entre un critère : « le permafrost », et une série de critères : « températures, précipitations, géologie... ». Ces critères ne sont pas simples, mais composés.

Le permafrost est présenté sous la forme de plusieurs courbes correspondant à des épaisseurs variables : 0, 25, 100, 300, 400, 500 mètres. De même les températures minimales sont traduites par une série de courbes, de valeur variable : -30, -35, -40, -45, -50, -55, -60 degrés (2).

La comparaison de 7 courbes (permafrost) avec 7 courbes (T° minimales) en superposition peut être réalisée graphiquement : les liaisons entre chaque série de courbes seront multiples, il en résultera un dessin compliqué et un temps de lecture considérable pour l'utilisateur.

Par contre, la comparaison d'une seule courbe avec 7 autres courbes réduit le nombre de corrélations en présence par réduction du nombre de problèmes posés. Il en résulte une simplification graphique et une assimilation beaucoup plus rapide par la pensée. C'est ce que montrent les croquis page 262.

D'où la nécessité de faire UN CHOIX DANS LES COMPARAISONS POSSIBLES.

Deux courbes ont été retenues pour le permafrost :

— La courbe 0 mètre qui donne la limite théorique du permafrost permanent. En réalité, nous avons retenu la zone 0-25 mètres, ce qui nous permet de considérer le permafrost comme un phénomène d'extension continue ;

— La courbe 300 mètres d'épaisseur (et par extension la zone d'épaisseur supérieure à 300 mètres), pour renforcer par de nouvelles corrélations possibles les rapports positifs existant entre le permafrost et les critères retenus.

Cette courbe présente, de plus, une anomalie en s'étendant vers le sud de part et d'autre de la Lena jusqu'à Iakoutsk.

(1) P.B. BONDAREV : Obščaja inžonerno-geocriologičeskaja otsenka oblasti mnogoletnemerzlykh gornykh porod u predelakh SSSR i metody stroitel'stva na nykh - *Problemy Severa* n° 3, 1959, p. 24-51.

(2) Les critères de comparaisons retenus sont extraits des atlas soviétiques : *Atlas cel'skogo khozajstva SSSR*, Moscou, 1960 et *Fiziko-geografičeskij atlas*, Moscou, 1964.

CHOIX DES CRITERES GEOGRAPHIQUES DE COMPARAISON

Certains facteurs sont, en principe, favorables à la présence du permafrost (3) : courte durée de la période sans gelée (+ 5° a été retenu en considérant que le dégel du sol ne se fait pas à 0° mais à une température supérieure), hivers rudes, faibles précipitations d'hiver, faible épaisseur de la couche neigeuse, forte évaporation...

Par contre l'altitude et la présence de neige pendant une longue période de l'année sont des facteurs défavorables. Nous en avons retenu un certain nombre.

Le nombre de corrélations n'est pas limitatif. Aux températures de janvier, mois le plus froid, peuvent être opposées les températures de juillet, mois le plus chaud.

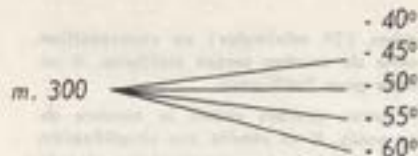
Permafrost



T°



Permafrost



T°



Températures maximales, radiations solaires, densité de population, date à laquelle la neige tombe ou cesse de tomber, date à laquelle la température passe à 0° à -5°, sont d'autres critères dans la liste des très nombreux facteurs possibles.

Notons que les thèmes retenus expriment des données relatives à des ensembles géographiques. leur comparaison avec le permafrost doit fournir une orientation des tendances à l'échelle sibérienne. Nous savons, en effet, que tout lieu géographique présente un microclimat différent du lieu immédiatement voisin : les petites variations de T°, humidité, exposition, influent nécessairement sur le comportement du permafrost à l'échelon local.

(3) Outre l'article dont la carte sert de base à ce travail, retenons dans notre bibliographie : S.P. Souslov : *Physical geography of asiatic Russia* ; P.D. Baird : *The Polar World* ; P.A. Lietounov , Ye N. Ivanova : *A soils in bioclimatic regionalization of the USSR*, *Soviet geography*, oct. 1960.

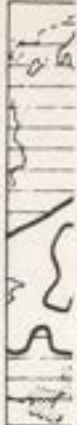
Les variations d'ép.
par un certain nombre :

Les zones d'ép.
et isohyètes pour esq.
autres géographiques
sur les cartes 1 à 22 p.

Zone compris
et zone d'ép.



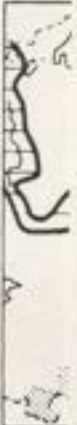
PRECIP



ALTITUDE



NEIGE.



TEMPERATURES JAN



GLACIE



TEMPERATURES MINI



EVAPC

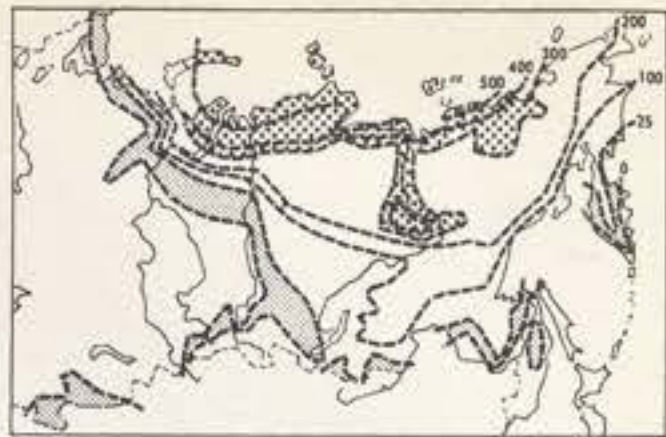


LE PERMAFROST
Épaisseur en mètres

Les courbes d'épaisseur du permafrost de 0 à 300 mètres sont tracées à intervalles de 25 mètres.

Les zones d'épaisseur du permafrost 0-25 mètres et +300 mètres ont été choisies pour établir des corrélations entre le permafrost et différents facteurs géographiques, elles sont représentées, soit séparées, soit ensemble, dans les cartes 1 à 22 par une zone pointillée.

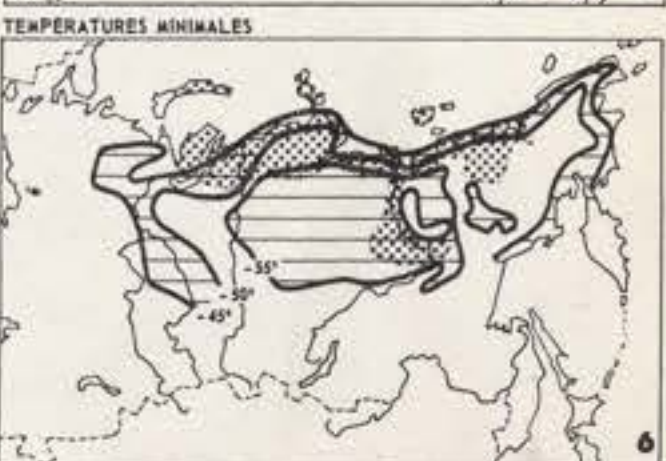
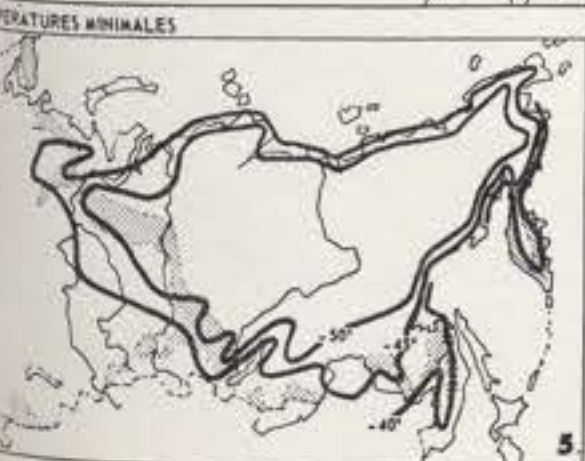
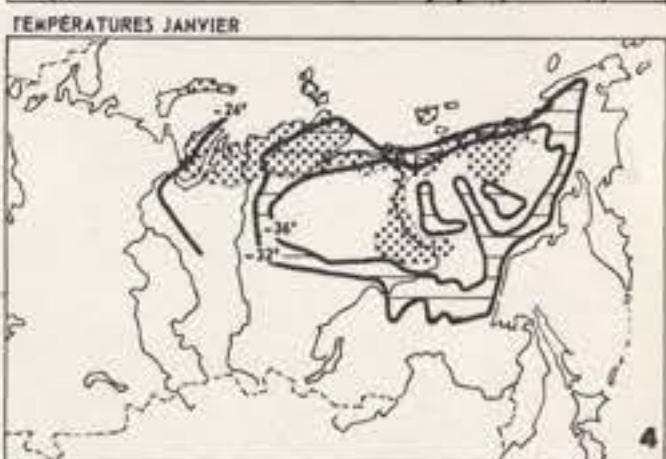
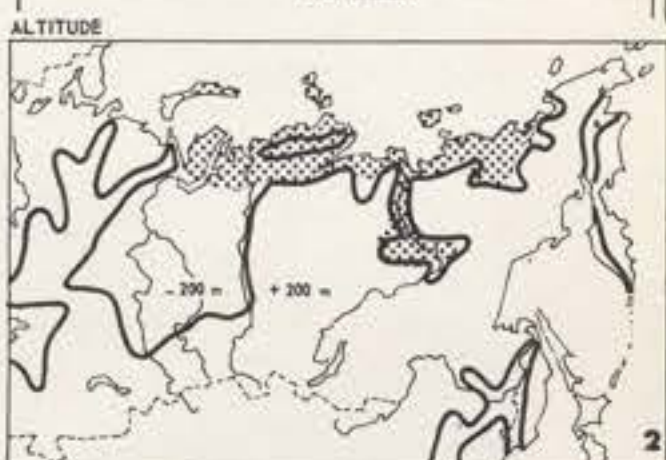
Zone comprise entre 0 et 25 mètres d'épaisseur
et zone d'épaisseur supérieure à 300 mètres



CORRÉLATIONS AVEC UNE ZONE DE PERMAFROST

0 - 25 mètres

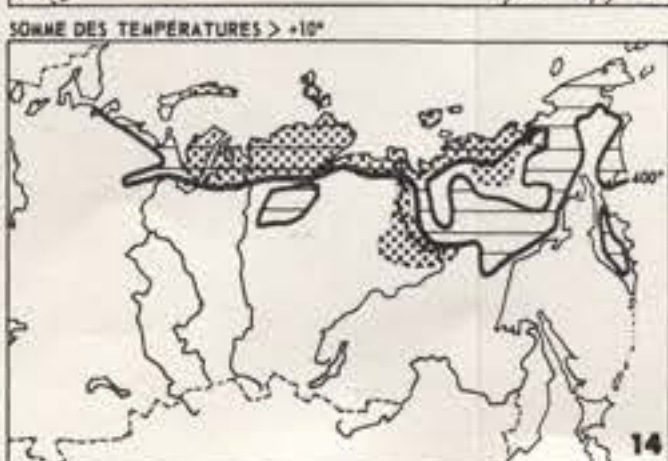
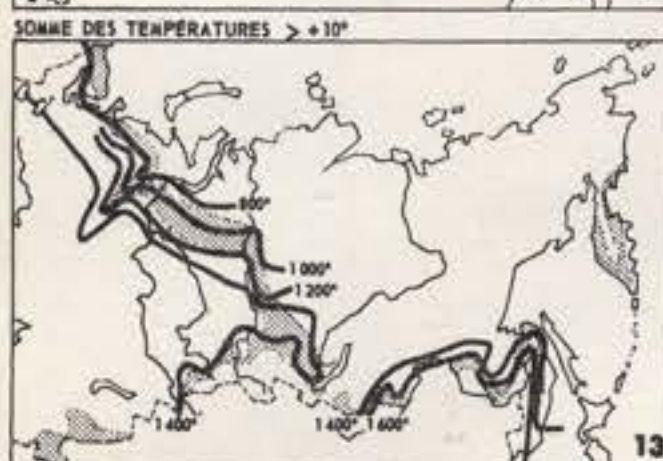
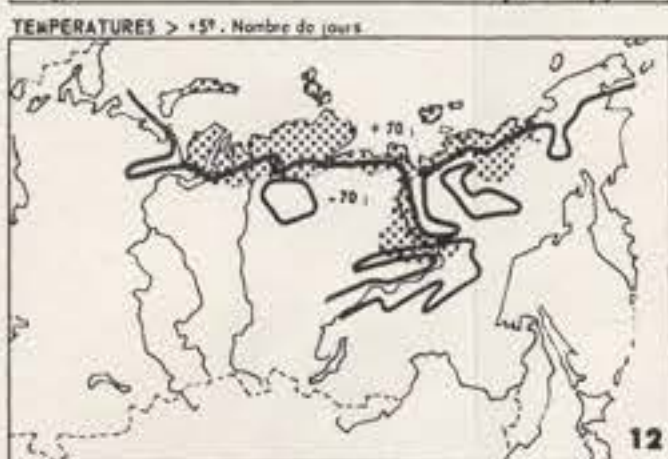
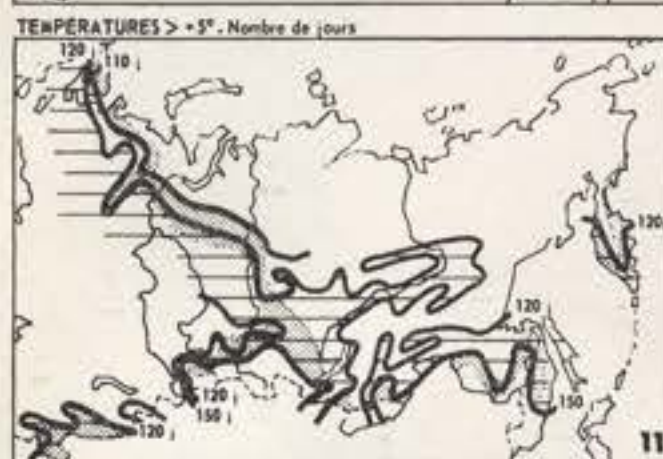
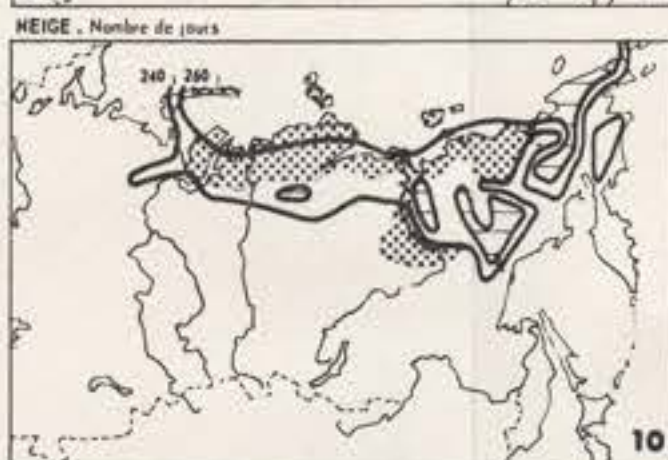
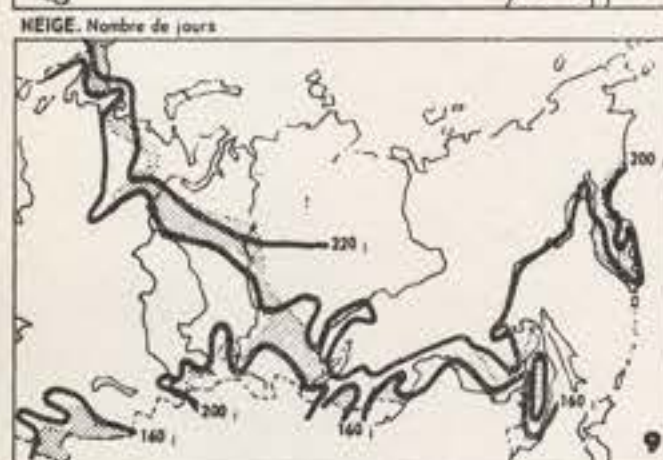
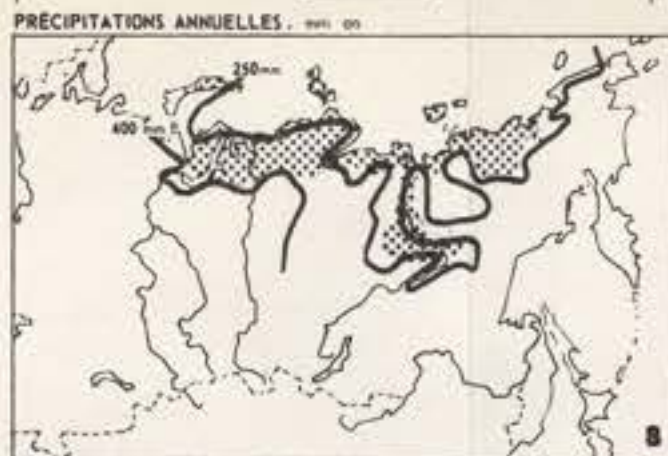
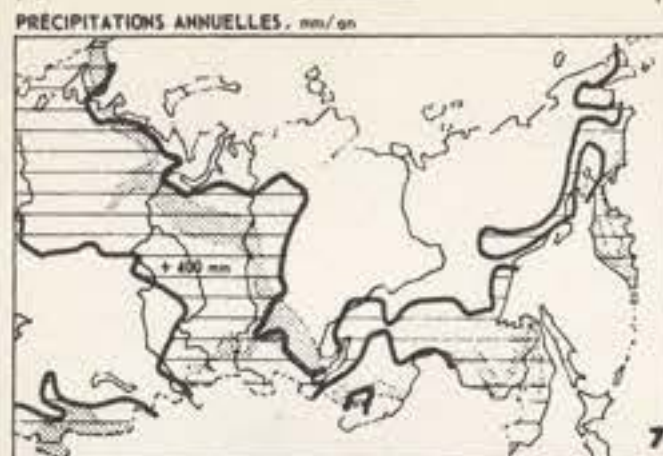
+ 300 mètres



CORRÉLATIONS AVEC LES 2 ZONES DE PERMAFROST

0 - 25 mètres

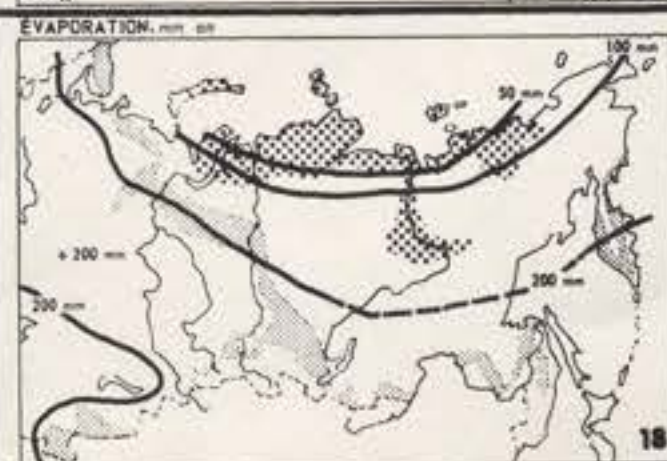
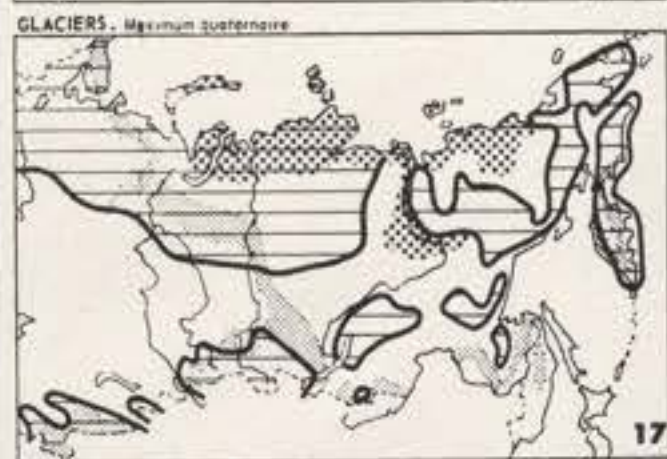
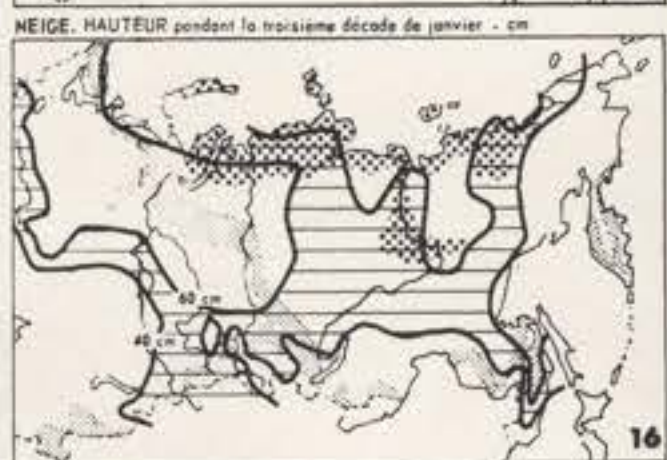
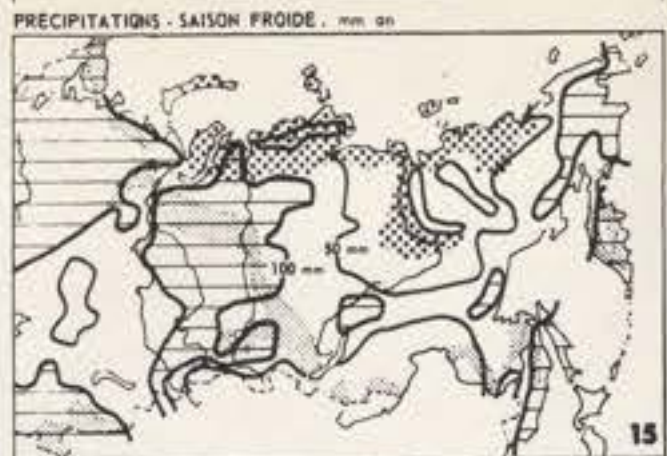
+ 300 mètres



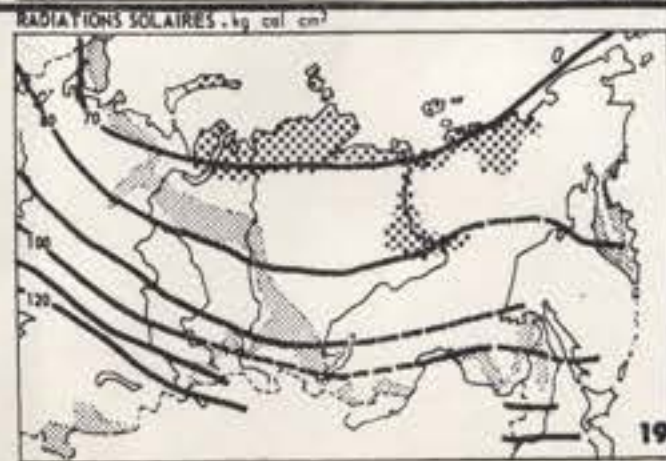
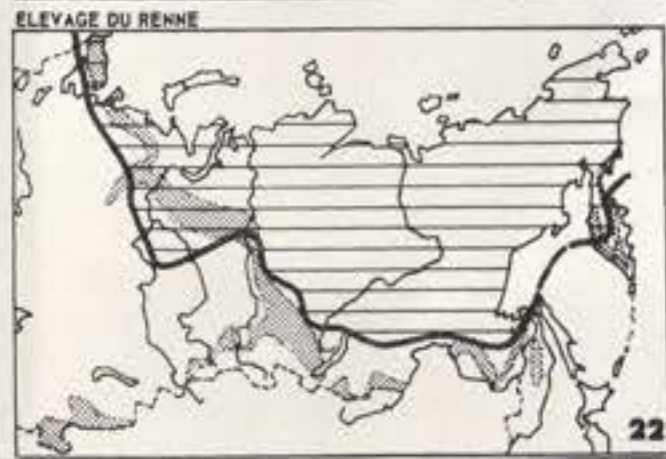
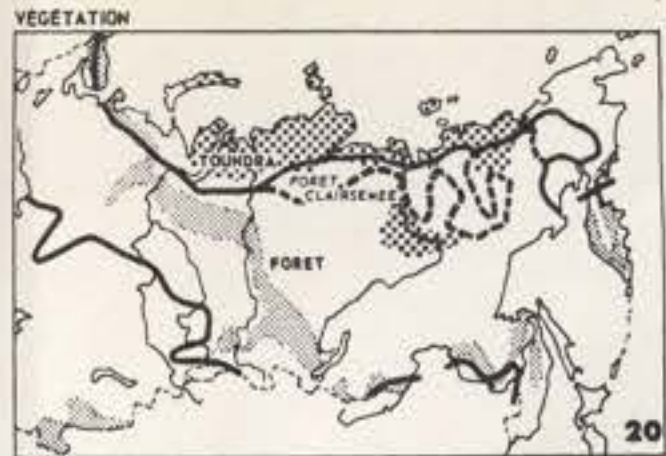
PAS DE CORRÉLATIONS AVEC LES ZONES DE PERMAFROST

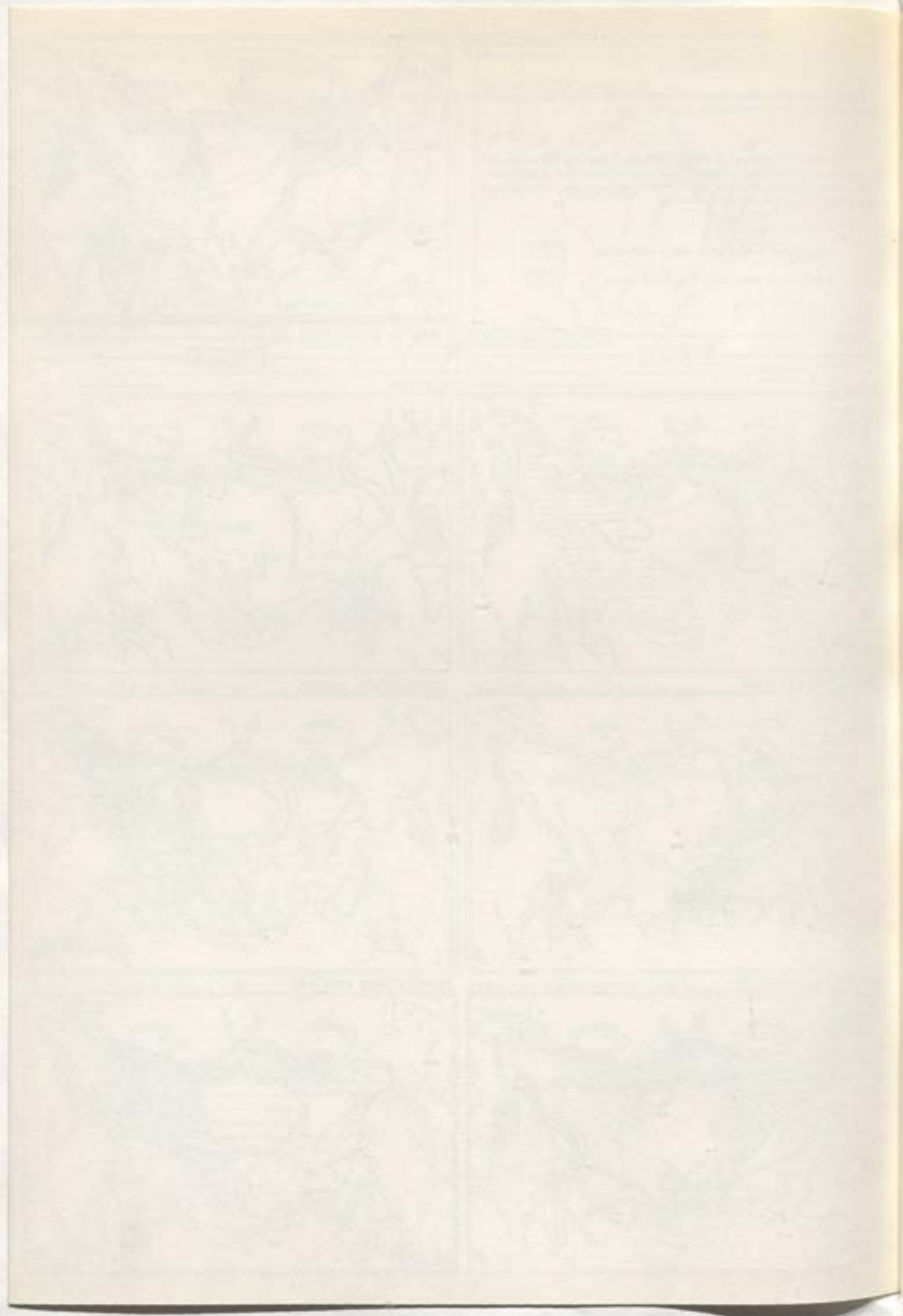
0 - 25 mètres

+ 300 mètres



LE PERMAFROST ET CERTAINS ASPECTS ÉCONOMIQUES





QUELQUES COMMENTAIRES SUR LES RESULTATS OBTENUS

Regrouper les critères de comparaison et les types de corrélations sont les deux directions adoptées dans le classement des cartes.

Ainsi trouvons-nous des séries de « Températures » dans les cartes 3, 4, 5, 6, 11, 12, 13, 14.

Les cartes sont également classées en colonnes par type de corrélation et numérotées dans l'ordre normal des nombres.

Une carte de présentation du permafrost permet de situer les deux zones retenues dans les cartes de corrélation, par rapport aux courbes de variations d'épaisseur.

De 1 à 6, UNE SEULE CORRELATION entre le critère et l'une des deux zones permafrost. Corrélations altitude + 200 m et permafrost + 300 m à l'est de l'émissé, mais pas de corrélation altitude-permafrost 0 - 25 m.

Corrélation « températures en janvier » et « permafrost 0 - 25 m » mais corrélation moins probante avec « permafrost + 300 m ». L'inverse peut être constaté avec les « températures minimales ».

De 7 à 14, il est possible de retenir une DOUBLE CORRELATION, entre les critères de comparaison et les deux zones de permafrost.

Les cartes 15, 16, 17 semblent n'offrir « AUCUNE CORRELATION » entre les critères retenus et l'une ou l'autre zone de permafrost. On attirera particulièrement l'attention sur la carte 17 qui est d'un enseignement certain.

Les cartes 18, 19 (« Evaporation » et « Radiations solaires ») montrent un certain parallélisme entre l'orientation générale des courbes et les zones permafrost présentant ainsi soit des corrélations partielles avec le « permafrost 0-25 m » soit des corrélations plus affirmées avec le « permafrost + 300 m ».

Enfin les cartes 20, 21, 23 situent la place actuelle de la végétation, des surfaces ensemençées et de l'élevage du renne, en fonction de la répartition du permafrost.

Notons encore que :

— Il est fréquent que plusieurs courbes d'un même phénomène, et non pas une seule, soient en corrélation avec la zone ou la courbe permafrost. L'exemple type se situe dans la carte 13 où la corrélation entre la zone « permafrost 0-25 m » se fait par une série de courbes passant de 800° à 1 600° d'ouest en est ;

— L'anomalie méridionale « permafrost + 300 m » le long de la Léna est en corrélation avec l'altitude + 200 m (2) et dans une certaine mesure avec les précipitations annuelles 250 mm (8). Une orientation parallèle, décalée vers l'est, se retrouve dans certaines cartes : « Température janvier » (4), Températures minimales (6), nombre de jours de neige (10), nombre de jours + 5° (12), glaciers (17).

En présentant cette série comparative, notre intention est de montrer graphiquement comment se superposent au permafrost, à l'époque actuelle, quelques phénomènes géographiques : nous remarquons que dans certains cas des corrélations existent, que par ailleurs aucune correspondance n'apparaît. Nous ne voulons pas affirmer l'existence ou l'absence absolue de liens réciproques ; nous laissons aux spécialistes le soin d'interpréter, en fonction de connaissances plus précises sur les phénomènes et la région étudiée, ces quelques images.

Cet exemple de simplification et de multiplication des images est un aspect essentiel de la représentation graphique expérimentale qui, par l'utilisation de méthodes comparatives, se développe actuellement dans les sciences humaines et les laboratoires de recherches.

Serge BONIN.

L'Atlas soviétique de l'Antarctique

L'ATLAS DE L'ANTARCTIQUE publié par les Expéditions Antarctiques Soviétiques (1) est le premier ouvrage cartographique complexe consacré, dans la littérature géographique internationale, à une description exhaustive de la nature du sixième continent de notre planète et des eaux qui l'entourent. On y trouve une synthèse complète des résultats obtenus, à la fin de l'année 1963, par les chercheurs soviétiques et étrangers dans l'étude d'un domaine resté longtemps inaccessible. Les recherches antarctiques ont connu un développement considérable durant l'Année Géophysique Internationale et durant l'Année de la Coopération Géophysique Internationale (1^{er} juillet 1957 - 31 décembre 1959) et c'est en quelque sorte le bilan de cet effort concerté, auquel ont participé les savants de douze pays, qui nous est présenté ici.

La surprise vient de ce que ce travail de synthèse cartographique soit publié par un pays venu tard dans l'Antarctique : les Expéditions Antarctiques Soviétiques ont été créées le 13 juin 1955 et la parution de l'ATLAS DE L'ANTARCTIQUE célèbre avec éclat le dixième anniversaire de leur activité sur le terrain. Mais l'effort consenti par le gouvernement soviétique en faveur de la recherche antarctique est considérable, puisque chaque année l'U.R.S.S. organise une expédition continentale et une campagne de recherche océanographique mobilisant quelque cinq cents participants, venus de plus de vingt institutions scientifiques différentes. La direction de leur activité scientifique est confiée à l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., tandis que le soutien logistique des expéditions est assuré par la Direction Principale de la Route Maritime du Nord et l'Institut de Recherches Scientifiques pour l'Arctique et l'Antarctique en tant qu'organisations ayant acquis une grande expérience pratique dans l'Arctique. Les résultats des levés effectués sur le terrain sont cartographiés avec un art consommé par les spécialistes soviétiques de la cartographie à petite échelle travaillant auprès de la Direction Générale de la Géodésie et de la Cartographie et qui ont déjà à leur actif quelques réalisations de premier ordre (2).

L'ouvrage qui nous est présenté aujourd'hui est un recueil de cartes, diagrammes, graphiques et tableaux consacrés à la description géographique d'un continent — l'Antarctide — et de l'étendue océanique qui le borde. Un recueil de commentaires sera publié ultérieurement qui constituera le tome II de la présente publication. Le domaine étudié s'étend jusqu'aux extrémités méridionales des continents austraux et parfois même jusqu'au parallèle 10°S, si bien que l'ouvrage embrasse plus de la moitié de l'hémisphère austral, celle pour laquelle la documentation cartographique était la plus pauvre et la plus dispersée. La structure de l'ATLAS DE L'ANTARCTIQUE a été déterminée par le désir de montrer d'abord la répartition des phénomènes géophysiques et géographiques dans tout le domaine considéré, puis d'en décrire en détail les secteurs les mieux connus. Dans ce but les cartes de l'atlas ont été réparties entre trois sections étroitement liées entre elles. La première section, dite introductive, situe la région et résume l'histoire de sa découverte et de son étude scientifique (planches 1 à 15). La section générale qui lui fait suite (planches 16 à 135) comprend les cartes à petite échelle couvrant tout le domaine antarctique (1/40 000 000' à 1/120 000 000') ou la seule Antarctide (1/20 000 000' à 1/40 000 000'). Pour faciliter les comparaisons, toutes ces cartes ont été construites selon la même projection azimutale équidistante conservant les longueurs au niveau du parallèle 70°S. Les cartes à grande échelle, différentes par leur contenu, sont regroupées dans la section régionale en ensembles relatifs aux régions les mieux étudiées de l'Antarctide (planches 136 à 180) et de l'océan voisin (planches 181 à 225). Les cartes de navigation sont en projection cylindrique droite équiangle de Mercator, les cartes régionales à échelle supérieure à 1/1 000 000' en projection cylindrique sécante de Gauss, les cartes au 1/1 000 000' en projection polyconique variable, les cartes à échelle inférieure à 1/1 000 000' en projection conique équiangle avec un — si la différence de latitude entre les points extrêmes est inférieure à 5° — ou deux — si cette

(1) Atlas de l'Antarctique (Atlas Antarktiki). Publication des Expéditions Antarctiques Soviétiques, Direction Générale de la Géodésie et de la Cartographie auprès du Ministère de la Géologie de l'U.R.S.S., Moscou-Léninegrad 1966, 1 vol. 60 X 40 cm, XXIII + 225 planches.

(2) Atlas de l'Univers, Publication de la Direction Principale de la Géodésie et de la Cartographie, Moscou 1954, 283 planches. Atlas Universel de Géographie Physique. Même éditeur, Moscou 1964, X + 298 pages.

différence est supérieure à 5° — parallèles standards. Cependant les cartes faisant partie d'une série consacrée à un secteur de l'Antarctique sont construites selon la même projection, indépendamment de leur échelle.

L'histoire de la découverte et de l'étude scientifique de l'Antarctique se déroule en quatre étapes principales. La première, qui commence avec le seizième siècle et se prolonge jusqu'au début du dix-neuvième siècle, est celle des progrès de la navigation dans l'océan méridional, à la recherche du Continent Austral, et de la découverte des îles antarctiques. Les cartes anciennes reproduites ici (planches 4 et 5) situent à l'emplacement du district polaire austral tantôt la mer libre — carte de Martin BEHAIM mais aussi cartes des XVII^e et XVIII^e siècles antérieures au voyage de J. COOK — tantôt un continent de forme annulaire ou massive — cartes de I. SCHONER et de MERCATOR. Postérieurement au voyage de COOK, on voit apparaître sur les cartes les glaces flottantes des régions limitrophes du continent. La deuxième période commence avec l'expédition russe de BELLINGSHAUSEN et LAZAREV au cours de laquelle le « continent glacé » est découvert (3). Par la suite, on voit apparaître les « Terres » isolées les unes des autres, puis enfin le continent qui reçoit en 1886 le nom de continent antarctique (carte de MURRAY). Les contours de ce continent sont peu à peu précisés au terme d'expéditions scientifiques organisées dans la première moitié du XX^e siècle. La Deuxième Année Polaire Internationale marque en 1928-1929 de grands progrès dans cette connaissance. L'année 1955 est celle du début de la quatrième période avec la mise en œuvre d'un programme concerté de recherches scientifiques dans l'Antarctique.

Les mesures effectuées conformément à ce programme ont permis d'établir et de cartographier les caractéristiques des manifestations aéronomiques et géophysiques en Antarctique (planches 25 à 57 de la section « Aéronomie et Physique du Globe » et planches régionales 139, 146-B, 149, 150, 156-II et III, 157-V, 159-IV et V, 160-A, 166-III) et de les comparer à celles que connaissent les autres régions de notre globe. Les particularités principales concernent les aurores australes qui atteignent leur maximum de fréquence dans une région circulaire centrée approximativement sur le Pôle Magnétique Austral (planches 31 et 32) et aussi les courants telluriques dont les variations à courte et longue période ont, en Antarctique, une amplitude de beaucoup supérieure à celle que l'on enregistre aux latitudes moyennes (planches 46 à 48). L'observation du champ magnétique terrestre durant la période 1957-1961 a permis de préciser la répartition géographique des différents éléments du champ permanent et de définir leur variation séculaire et quotidienne (planches 34 à 45). La configuration du champ magnétique terrestre est affectée par un « effet littoral » découvert en Antarctique et lié à l'existence de courants électriques marins. Les campagnes de mesures magnétiques, électro-magnétiques, gravimétriques et sismiques ont très sensiblement élargi le champ des connaissances relatives à la forme exacte de l'hémisphère austral, à l'épaisseur de l'inlandsis antarctique et à la structure du socle rocheux qui le supporte. La structure de l'écorce terrestre au niveau de l'Antarctide est bien celle d'un continent, en dépit des différences sensibles existant entre les deux moitiés occidentale et orientale de ce domaine sismique entouré d'une ceinture volcanique continue (planches 55 à 63).

Sur ce continent règnent des conditions climatiques sévères qui sont maintenant connues, même pour les secteurs centraux de l'Antarctide (planches 73 à 93). Les observations actinométriques montrent que la transparence de l'air au-dessus de ces régions intérieures est presque idéale. De ce fait, la radiation solaire globale au sol y atteint, en été, des valeurs exceptionnellement élevées, supérieures à celles que l'on enregistre au cœur des déserts tropicaux. Cependant, en raison du grand pouvoir réfléchissant de la surface de l'inlandsis, le bilan radiatif annuel est négatif (planches 73 à 75). Il en résulte la genèse de températures basses, inférieures de beaucoup à celles que connaissent les régions du Nord-Est Sibérien longtemps considérées à tort comme les plus froides du globe (planches 76 à 78). L'anticyclone thermique qu'elles engendrent recouvre l'Antarctide mais des perturbations cycloniques viennent, à de fréquentes reprises, en interrompre la continuité. Leur intrusion au-dessus des « terres », liée à l'apparition d'ondulations dans les courants d'altitude, s'accompagne de précipitations neigeuses et d'échanges méridiens de masses d'air à tous les niveaux de la troposphère (planches 79 à 93).

Les mouvements agitant la basse troposphère ont une profonde influence sur la dynamique des eaux marines antarctiques. Ainsi les courants de surface dessinent, entre les rives de l'Antarctide et la ligne de convergence antarctique, six grandes circulations cycloniques calquées sur les tourbillons quasi stationnaires des flux d'air atmosphérique. La répartition des températures, de la densité, de la salinité, des substances dissoutes, en surface comme en profondeur, montre bien l'unité du domaine marin situé au sud de la ligne de convergence antarctique et auquel il convient de donner le nom d'océan Austral (planches 97 à 132 et 181 à 225). Toutes les caractéristiques physiques et dynamiques de cet océan nous sont présentées dans des cartes neuves par l'information qu'elles apportent et les techniques de dessin utilisées. L'essoriment de cartes consacrées aux secteurs pacifique et indien de l'océan Austral, domaine d'élection des navires océanographiques soviétiques OB et LENA depuis 1956, ainsi qu'aux mers de Davis, de Ross et de Bellingshausen, est de tout premier ordre. L'analyse d'échantillons prélevés au fond montre que cet océan a subi, durant les temps quaternaires, l'influence de variations climatiques sensibles. A trois reprises au moins ses eaux se sont fortement

(3) BELOV M.I. La Première Expédition Antarctique Russe de 1819-1821 et sa carte de navigation. Editions « Transport Maritime », Leningrad 1963, 166 p. + 15 planches h.t. reproduisent en grandeur nature la carte manuscrite de l'itinéraire parcouru.

refroidies, tandis que se déplaçait vers le nord la limite extrême d'extension des glaces flottantes. Cette limite oscille de nos jours sur de grandes distances de l'hiver à l'été et la formation puis la disparition de ces glaces marines rythment, dans un vaste domaine, la vie des rares espèces végétales et animales qui l'habitent et dont beaucoup sont endémiques (planches 127 à 132).

Endémisme et pauvreté en espèces, telles sont aussi les caractéristiques du monde vivant dans l'Antarctide. C'est que la vie rencontre des conditions bien peu favorables à la surface d'un continent recouvert sur 95 % de sa superficie par un puissant inlandsis. L'épaisseur moyenne de ce dernier s'établit, pour l'ensemble de l'Antarctide y compris les plates-formes de glace littorales, à 1 880 m, ce qui représente un volume de glace de 24 031 km³ (planches 1 et 2). La présence de cet inlandsis, qui se prolonge en mer par des glaciers émissaires dont on a pu mesurer la vitesse de déplacement (planches 94 et 96, 144, 150-V, 153, 157, 160, 171), fait de l'Antarctide, avec 2 040 m d'altitude moyenne, le plus élevé des continents. Au-dessous s'étend un socle rocheux dont la surface s'établit souvent plus bas que le 0 marin (planche 66) mais dont la partie située au-dessus de ce niveau de référence n'en occupe pas moins une surface supérieure à celle de l'Australie, avec une altitude moyenne de 860 m. Ainsi, en dépit de la surcharge glaciaire et de l'enfoncement isostatique qui en résulte, l'Antarctide rocheuse a une altitude de beaucoup supérieure à celle de l'Afrique (750 m), de l'Amérique du Sud (590 m) ou de l'Europe et de l'Australie (340 m) et qui ne le cède que devant celle de l'Asie (960 m).

Ce soubassement rocheux qui affleure dans une étroite bande périphérique sous la forme de nunataks parfois impressionnants, est loin d'être uniforme. En surface, les formes sont extrêmement variées suivant la part relative prise dans leur genèse par les forces endogènes (morphostructure) ou les processus érosifs (morphosculpture) et des cartes morphologiques expressives nous en donnent la répartition (planches 133 à 135, 138, 165). Sous l'inlandsis s'étend, en Antarctide Orientale, un socle rocheux formé d'un ensemble précambrien cristallophyllien plissé puis arasé et d'une série datant du Paléozoïque inférieur, elle aussi métamorphosée et plissée au Calédonien, arasée ensuite. Le tout est recouvert en discordance par une série sub-horizontale dont les différents termes vont du Dévonien au Trias ou même au Jurassique et dont les faciès principaux sont continentaux. La Péninsule Antarctique est au contraire formée, comme les Andes voisines, de roches sédimentaires et volcaniques plissées vigoureusement aux époques anciennes puis au Mésozoïque et au Cénozoïque (planches 58 à 63, 139, 147, 156, 166, 167, 171).

Les études paléogéographiques soulignent deux particularités dans l'histoire de la mise en place des structures et des reliefs dans ce secteur de notre globe. C'est d'abord la prédominance, tout au long des temps géologiques, du régime continental sur le régime marin. Cela est particulièrement vrai des temps précambriens mais reste valable pour la plupart des périodes ultérieures. Ce fait, joint à la forte altitude moyenne du socle rocheux, souligne l'extraordinaire dissymétrie de notre globe dont la zone polaire septentrionale a toujours été un domaine de sédimentation marine. La deuxième particularité réside dans la lente transformation d'un continent forestier en inlandsis. Les données paléontologiques indiquent que l'Antarctique a connu depuis le Paléozoïque jusqu'au Paléogène un climat chaud autorisant le développement d'une abondante couverture forestière, avec un endémisme biogéographique déjà fortement accusé. Le refroidissement climatique, commencé à la fin du Paléogène, s'est affirmé au Néogène pour triompher durant la période anthropozooïque, au fur et à mesure que le pôle austral du froid se rapprochait de l'Antarctide (planche 69-VI). L'histoire de l'Antarctide au cours de cette dernière période se résume dans les trois pulsations enregistrées par un inlandsis qui n'a jamais subi les effets de périodes inter-glaciaires chaudes. Ce continent a donc connu une glaciation exceptionnellement longue et qui se renforce encore puisque le budget glaciaire de l'inlandsis y reste positif (planches 94 à 96) alors que dans la zone polaire de l'hémisphère Nord le régime glaciaire a été beaucoup moins stable et accuse un recul certain aujourd'hui.

L'ATLAS DE L'ANTARCTIQUE met bien en évidence les caractères originaux de l'évolution du district polaire austral de notre globe et de l'océan qui l'entoure. Les chercheurs soviétiques, qui ont amassé la plus grande partie des innombrables données scientifiques accumulées dans cet ouvrage, étaient particulièrement bien armés pour mener à bien cette tâche. Forts de l'expérience acquise dans l'Arctique, ils ont entrepris voici dix ans l'étude de l'Antarctique avec méthode, en faisant usage de puissants moyens matériels. Les résultats obtenus au cours de cette brève période de travail sur le terrain sont impressionnants et placent l'U.R.S.S., aux côtés des U.S.A., au premier rang parmi les nations mettant en œuvre un programme de recherches antarctiques. La réussite de leurs cartographies est encore plus éclatante puisque l'ATLAS DE L'ANTARCTIQUE a vu le jour avant les ouvrages similaires préparés de longue date en G.-B. et aux U.S.A. Lorsqu'ils paraîtront, ces ouvrages compléteront notre information relative à la presqu'île antarctique et au secteur atlantique de l'océan Austral mais ils ne pourront faire oublier leur prédécesseur soviétique à qui la richesse de son contenu et l'élégance de sa présentation vaudront longtemps une grande renommée parmi tous les chercheurs intéressés par la connaissance de l'Antarctique.

Pierre CARRIÈRE.

TABLE DES SOURCES

TABLE DES SOURCES

En dehors des correspondants particuliers d'INTER-NORD, les journaux et périodiques suivants ont été consultés.

I. EUROPE SEPTENTRIONALE.

FINLANDE

OUVRAGES GENERAUX FINLANDAIS

- Teollisuustilasto 1964 (Statistiques Industrielles de Finlande) Helsinki.
- Economic Survey 1965 Finland. Ministry of Finance - Helsinki.
- Suomen Tilastollinen Vuosikirja 1965 (annuaire statistique de Finlande) Helsinki.
- National budget for 1966, Finland, Helsinki 1966. (Ministry of Finance Division for Economic affairs).
- Finlands utrikes-Handels Förbund. Handels Statistik. Helsinki 1965.
- Tilastokatsauksia, 1965. Bulletin de Statistiques. Helsinki.
- Ulkomaankauppa, 1965. Bulletin mensuel du Commerce Extérieur. Helsinki.
- Finnish Features, Ministry for foreign affairs, Helsinki, 1965.

ENERGIE

- Bank of Finland, Monthly bulletin n° 5/6-1952 ; n° 6/1958 ; n° 3/1966.
- Finnish Trade Review, n° 133 ; 1/1963.
- Mercator 1965.
- Unitas n° 4/1956 ; n° 3/1960.
- Ambassade de Finlande : service de presse.

MINES

- Bank of Finland. Monthly Bulletin, n°8/1955 ; n° 5/1958.
- Finnish Trade Review, n° 143/1964.
- Mercator ; 17/VI/60 ; 4/VI/65 ; 29/IV/66 ; 21/V/66.

OUVRAGES INTERNATIONAUX

- O.N.U. Annales 1958 et 1965. Bulletins mensuels de statistiques 1966.
- F.A.O. ; B.I.T. ; F.M.I.

NORVÈGE

I. OUVRAGES ET PUBLICATIONS EN NORVEGIEN

- Jordbruksutvalget i Norge, 20.VI.59 N° XII - 40 - Oslo.
- Langtidsprogrammet : 1954-57 ; 1958-61 ; 1962-65 ; 1966-69.
- Lofotposten - Svolvær. Année 1964 et 1^{er} trimestre 1965.
- Lønnsstatistikk 1963. Norges Offisielle Statistikk XII-155-Oslo.
- Maanedstatistikk over Utenrikshandelen.
- Nasjonalbudjet.
- Nasjonalregnskap 1865-1960.
- Norges utenr.kshandel.
- Økonomisk revy.
- Økonomisk Utsyn over året 1963, 1964, 1965. Oslo.
- Statistik Årbok 1963, 1964, 1965. Oslo.
- Statistisk Manedshäfte. Année 1964 et 1^{er} semestre 1965. Oslo.
- Utbyggingsprogrammet for Nord-Norge 1951-1961.

II. PUBLICATIONS EN ANGLAIS

- Economic Bulletin for Europe : Financial Times, London, 1964 et 1965.
International Whaling statistics. Oslo, 1965 L, IV/V/VI.
Norges Bank. Economic Bulletin. Oslo, années 1964-1965. Vol. XXXV et XXXVI.
Norwegian Shippings News.
Polar Record. Vol. 12, n° 77 et 79, 1965. Cambridge.
Press Bulletin. Année 1964.
Information Service (London). Ambassade de Norvège.

III. PUBLICATIONS EN FRANÇAIS

- Acta Geographica. Paris 6-9/1963.
Le Commerce Franco-Norvégien, 1965.
G. Chabot. Europe du Nord-Ouest, T. II. P.U.F. Paris.
G. Chabot. Les transformations récentes de la chasse à la baleine.
Revue Maritime (Années 1964 et 1965). Paris.
Service de Presse de l'Ambassade de Norvège à Paris. Echos de Norvège, années 1964 et 1965.

IV. PUBLICATIONS INTERNATIONALES

- Etudes Economiques de l'O.C.D.E. La Norvège 1965.
Publications Internationales. (O.N.U. ; O.C.D.E. ; A.E.L.E. ; F.A.O. ; F.M.I. ; B.I.T.)
O.N.U. Vol. 14 N° 2. Novembre 1962.

SUÈDE

I. — SITUATION GENERALE

- Ragnar BENTZEL, Jan BECKEMAN. — Framtidsperspektiv för svensk industri 1965-1980, Industriens Utredningsinstitut, 184 p., Stockholm 1966.
Ragnar CASPERSSON. — L. O., bakgrund, utveckling, verksamhet, 383 p., Stockholm 1966.
Edmund DAHLSTROM. — Teknisk förändring och arbetsanpassning, 229 p., Sthm 1966.
Birger HAGARD. — Socialdemokratien och fackföreningsrörelsen, 189 p. Sthm 1966.
C. H. HERMANSSON. — Västanterns väg, - ett debattinlägg, 179 p., Stockholm 1965.
Erik HOOK, Ingvar SVENNILSON. — Svensk Ekonomi, 1966-1970 med utblick mot 1980, Ministère des Finances, SOU. 1966-1, 294 p., Stockholm 1966.
Rudolf MEIDNER. — Fackföreningsrörelsen och den tekniska utvecklingen, rapport d'une commission de travail pour le congrès 1966 de L.O., 243 p., Stockholm 1966.

PERIODIQUES

- Affärsvärlden (Stockholm), 27-1-66 ; 3-2-66, 10-2-66 ; 31-3-66, 12-5-66, 19-5-66 ; 29-9-66 ; 17-11-66.
Ekonomisk Revy (Stockholm) N° 3-6-7-9-10-1966.
Le Monde Diplomatique (Paris) octobre 1966.
New Statesman (Londres) 30-9-66.
Skandinaviska Bankens Kvartalskrift (Stockholm) n° 2, 3, 1966.
Tiden (Stockholm) N° 1, 2, 3 - 1966.
Veckans Affärer (Stockholm) 9-12-65 ; 2-6-66 ; 11-8-66 ; 20-10-66.

PRESSE QUOTIDIENNE

- Dagens Nyheter (Stockholm) 8-11-65 ; 15-1-66 ; 27-2-66 ; 18-3-66.
16-4-66 ; 22-4-66 ; 2-5-66 ; 6-5-66 ; 13-5-66.
25-8-66 ; 4-9-66 ; 9-9-66 ; 21-9-66 ; 22-9-66.
1-10-66 ; 8-10-66 ; 13-10-66 ; 14-10-66 ; 29-10-66 ; 30-10-66.
3-11-66 ; 16-11-66 ; 17-11-66 ; 22-11-66 ; 29-11-66.
5-12-66 ; 7-12-66 ; 9-12-66 ; 10-12-66 ; 23-12-66 ; 31-12-66.
Le Monde (Paris) 17-9-66 ; 20-9-66 ; 2/3-10-66 ; 19-11-66 ; 26-11-66 ; 6-12-66.
Norrbottens-Kuriren (Luleå) 18-2-66 ; 7-3-66 ; 6-5-66 ; 30-11-66 ; 1-12-66 ; 8-12-66.
Norrländska Socialdemokraten (Boden) 20-5-66 ; 1-7-66 ; 19-9-66 ; 30-11-66 ; 2-12-66.
Politiken (Copenhague) 24-11-66.
Stockholms-Tidningen (Stockholm) 28-2-66.
Svenska Dagbladet (Stockholm) 31-8-65 ; 1-12-65, 30-12-65.
15-1-66 ; 19-1-66 ; 13-2-66 ; 27-2-66.

16-3-66; 2-5-66; 20-5-66; 27-5-66; 29-5-66.
 17-6-66; 28-6-66; 13-8-66; 17-8-66.
 1-9-66; 3-9-66; 4-9-66; 8-9-66; 9-9-66; 19-9-66; 23-9-66; 29-9-66.
 4-10-66; 8-10-66; 13-10-66; 19-10-66; 21-10-66; 26-10-66; 27-10-66; 30-10-66;
 31-10-66.
 14-11-66; 16-11-66; 17-11-66; 19-11-66.
 2-12-66; 9-12-66; 10-12-66; 16-12-66; 19-12-66; 21-12-66; 27-12-66; 28-12-66;
 29-12-66; 30-12-66; 2-1-67.
 The Times (Londres) 4-10-66; 26-10-66.

II. — LA SITUATION INDUSTRIELLE

GÖRAN NORSTRÖM Världens handelstjänstbehov och svensk varvsindustri, 1964-1980, IUI, 152 p., Stockholm 1965.
ERIK RUIST Utvecklingstendenser för svensk stålindustri, IUI, 142 p., Stockholm 1966.
 Some prominent Swedish companies, Norstedts, 234 p., Stockholm 1965.
 Sveriges ekonomi 1965. — Ekonomisk översikt, Svenska Handelsbanken, Stockholm 1966.

PERIODIQUES

Affärsvärlden (Stockholm) 3-3-66; 10-3-66; 17-3-66; 15-4-66; 8-9-66; 20-10-66.
 The Economist (Londres) 22/28-10-66.
 Ekonomisk Revy (Stockholm) 1-1966.
 Industri (Stockholm); 7/8-1965, 11-1965; 2-1966, 3-1966.
 Skandinaviska Bankens Kvartalskrift (Stockholm) 1-1965; 4-1966.
 Veckans Affärer (Stockholm) 3-11-66; 12-1-67.

PRESSE QUOTIDIENNE

Dagens Nyheter (Stockholm) 14-1-63; 8-9-64; 18-9-64; 27-10-64.
 15-4-65; 3-10-65; 19-11-65; 29-12-65.
 9-1-66; 24-1-66; 29-1-66.
 7-3-66; 11-5-66; 13-5-66; 16-5-66; 23-5-66.
 2-6-66; 9-9-66; 14-9-66; 20-9-66; 1-10-66; 8-10-66; 14-10-66; 22-10-66; 2-11-66;
 25-11-66; 1-12-66; 29-12-66; 31-12-66.
 22-1-67; 28-1-67; 4-2-67.
 Les Echos (Paris) 27-9-66.
 Expressen (Stockholm) 16-1-66.
 Financial Times (Londres) 24-1-67.
 Göteborgs Handels och Sjöfarts Tidning (Göteborg) 24-8-66; 30-8-66; 29-9-66; 5-10-66;
 31-10-66; 3-11-66; 2-12-11; 17-1-67.
 Le Monde (Paris) 22-4-62; 2-2-65; 24-5-65.
 29-1-66; 28-4-66; 24-5-66; 2/3-10-66; 19-11-66.
 Norrbottens-Kuriren (Luleå) 27-4-65; 4-12-65; 27-1-66; 10-6-66.
 Norrländska Socialdemokraten (Boden) 8-12-65; 20-1-67.
 Stockholm Tidningen (Stockholm) 5-1-66.
 Svenska Dagbladet (Stockholm) 1-3-64; 7-7-64; 10-7-64; 18-9-64; 11-11-64 - 5-12-64.
 24-3-65; 8-4-65; 27-4-65; 6-5-65; 19-5-65; 3-6-65; 24-9-65; 3-10-65; 13-10-65;
 24-11-65; 14-12-65; 29-12-65; 30-12-65; 31-12-65.
 5-1-66; 16-2-66; 23-2-66; 24-3-66; 1-4-66; 5-4-66; 9-4-66; 10-4-66; 15-4-66;
 17-4-66; 20-4-66; 30-4-66; 4-6-66; 25-6-66; 31-7-66; 18-8-66; 6-9-66; 8-9-66; 13-9-66;
 29-9-66; 3-10-66; 1-12-66; 2-12-66; 8-12-66; 9-12-66; 16-12-66; 18-12-66; 24-12-66.
 2-1-67; 3-1-67; 7-1-67; 8-1-67; 13-1-67; 19-1-67; 21-1-67; 22-1-67; 25-1-67; 28-1-67.

DANEMARK

I. PUBLICATIONS DU STATISTISKE DEPARTEMENTET

Statistisk Aarbog, Danmark.
 Statistisk Oversigt 1948-1958.
 Statistisk Ti-års Oversigt 1965.
 Danmarks Vareindførsel og udførsel.
 Vareomsætningen med udlandet.
 Statistiske Efterretninger.

II. REVUES DANOISES

- Finanstidende. Copenhague.
- Udenrigsministeriets Tidsskrift. Copenhague.
- Denmark (Kjøbenhavns Handelsbank).
- Økonomi og Politik. Copenhague.
- La Revue Danoise. Copenhague.
- Politiken. Copenhague.

III. DIVERS

- Le Danemark (Ministère Royal des Affaires Etrangères).
- Economic Survey of Denmark.
- General review from the world markets and Denmark.
- Danmark og de europæiske Markedsplaner.
- Le Danemark agricole.
- A.E.L.E. : Rapports annuels.
- E.F.T.A. : Bulletins.
- Publications diverses de la Documentation française et de différents services officiels français.
- Publications Internationales : (O.N.U. ; O.C.D.E. ; F.A.O. ; F.M.I. ; B.T.I.).

II. ATLANTIQUE NORD ET CANADA.

ILES FERÖES

1. General Survey
 - 1. LUCAS JACOBSEN DEBES : FAEROAE ET FAEROA RESERATA, 1673.
 - 2. AA. H. KAMPP : FAEROERNE, FOLK OG ERHVERV. Copenhague 1950.
 - 3. DANSK FAEROESK SAMFUND : FAEROERNE I-II. Copenhague 1953.
 - 4. VIRKISNEUNDIN : FOLKASAMANSETINGIN I FOEROYUM, FOLKAFLYTINGAN I FOEROYUM. Tórshavn 1965.
 - 5. JOHN DAVIDSEN : ALMANAKKI. Tórshavn 1966.
- II. Bibliography to « Fishing and Whaling on the Faroes ».
 - 1. AA. H. KAMPP : FAEROERNE, FOLK OG ERHVERV. Copenhague 1950.
 - 2. DANSK FAEROESK SAMFUND : FAEROERNE I-II. Copenhague 1953.
 - 3. FOEROYA SPANKASSI M. FL. : FAROES IN FIGURES. Tórshavn 1966.
 - 4. JOHN DAVIDSEN : ALMANAKKI. Tórshavn 1966.
- III. Bibliography to the Statistics.
 - 1. FOEROYRI SPANKASSI M. FL. : FAROES EN FIGURES. Tórshavn 1966.
 - 2. STATISTISK DEPARTEMENT : STATISTISK ÅRBOG. 1966.
 - 3. DANMARKS STATISTIK : MATERIAL NOT YET PUBLISHED.

GROENLAND

I. — OUVRAGES, REVUES ET PUBLICATIONS STATISTIQUES

- DEGE Wilhelm : Grønland in Strukturwandel von Wirtschaft und Siedlung, aufgezeigt an Beispiel des Raumesum Julianehaab Erdkunde Band XVIII Heft 4 Dec, 1944, pp. 169-311 Biblio Import.
- Betsenkning tra Grønlandsudvalget af 1960. Betsenkning n° 363 1964, Copenhague 258 p.
- Det Statistiske Department Statistisk Årbog 1966 (Kjøbenhavn) 1967.
- Hunting Statistics based on the Greelander's lists of game killed in Greenland 1964-1965, Copenhague.
- Beretninger Vedrørende Grønland 1963 (Copenhague), n° 1 et 6.
- Grønlands landsråds forhandlinger 1965 (Godthaab).
- Grønland (Copenhague) 1966 n° 1 et 2 (articles de Jorgen Søjholt Christensen ; N. Rosling, Ch. Berthelsen).

II. — PRESSE DANOISE ET GROENLANDAISE

- Bertlingske Tidende** (Copenhague) 4-6-64; 9-6-64; 19-8-64; 15-9-64; 23-9-64; 27-9-64; 24-1-65; 7-3-65; 20-5-65; 24-6-65; 28-6-65; 14-7-65; 15-8-65; 17-8-65.
B. T. (Copenhague) 11-9-64; 11-12-64; 4-2-65; 10-2-65; 1-3-65; 7-3-65; 22-3-65; 23-3-65; 26-3-65; 23-4-65; 30-4-65; 16-8-65; 9-9-65.
BORSEN (Copenhague) 27-7-64; 15-9-64; 19-9-64; 9-10-64; 21-11-64; 6-12-64; 29-1-65; 4-3-65; 10-3-65; 21-3-65; 28-4-65; 10-5-65; 11-5-65; 3-6-65; 13-6-65; 18-6-65; 23-6-65; 25-6-65; 7-7-65; 15-7-65; 17-7-65; 8-8-65; 1-9-65.
Politiken (Copenhague) : 10-12-64.
Grønlands Posten (Godthaab) 16-1-64; 30-1-64; 4-6-64.
Documentation de presse. Ambassade des Etats-Unis, Copenhague.

LE NORD CANADIEN

1. Périodiques

- Indian Record**, décembre 1965 (p. 15), mars 1966 (p. 3), mai 1966 (p. 4).
News of the north, 5-8-65.
Indian news, oct. 1965 (p. 6).
Vie Indienne, juin 1966 (p. 8).
Discours M. Laing — 22 oct. 1965 (Vancouver).
— 24 oct. 1964 (Edmonton).
— 21 oct. 1965 (Toronto).
— 18 mars 1965 (New Westminster B. C.).
— 8 janv. 1966 (Ottawa).
Discours M. E. A. Coté — 12 janv. 1966 (Ottawa Chateau).
— 21 oct. 1964 (Ottawa).
Bulletin hebdomadaire canadien, 22 déc. 1966 (Toronto).
Discours M. R. F. Battle, 22 janv. 1966 (Toronto).
Bay News, avril 1965.
The Northern Miner, 19 août 1965.
Financial Times, 2 déc. 1964; 15 mai 1965; 21 mars 1966.
Financial Post, 4 sept. 1965.

2. Ouvrages généraux

- Canada 1965-66. Annuaire du Canada 1966.** Ottawa.
Annual Report of the Northwest Territories 1964-65. Ottawa. (41 p.).
Fur Production 1964/65, Bureau Fédéral de la statistique, Ottawa, juill. 66.

3. The Canadian North General Survey

by Don C. Foote

- Annual Report**, Department of Northern Affairs and National Resources, Ottawa, 1954 to 1965 inclusive.
Annual Report of the Department of Resources and Development, Ottawa, 1950 to 1953 inclusive.
Annual Departmental Reports, Report of the Auditor General, Ottawa, Dominion of Canada, Ottawa, 1922 to 1965 inclusive.
Canada Year Book, Official Statistical Annual of the Resources, History, Institutions and Social and Economic Conditions of Canada, Dominion Bureau of Statistics, Ottawa, 1907 to 1965 inclusive.
CARROTHERS, A.W.R., et al., **Report of the Advisory Commission on the Development of Government in the Northwest Territories.** 2 vols., Ottawa, 1966.
COLLINS, F. H., **The Yukon Territory. A Brief Presented to the Royal Commission on Canada's Economic Prospects.** Edmonton, November 22, 1955.
FLANAGAN, R. T., **A History of the Department of Northern Affairs and National Resources in its Various Manifestations since 1867 with Special Reference to its Role in the Existing Northwest Territories.** Department of Northern Affairs, Northern Administration Branch, Ottawa, 1963.
Government Activities in the North, Advisory Committee on Northern Development, Department of Northern Affairs, Ottawa, 1953 to 1965 inclusive.
HEGARTY, R. B., **Returns of Whaling Vessels sailing from American Ports, 1876-1928.** Old Dartmouth History Society, New Bedford, Mass., 1959.
LORD, C.S., **Mineral Industry of the Northwest Territories.** Dept. of Mines and Resources, Mines and Geology Branch, **Geological Survey Memoir**, 230, Ottawa, 1941.
LOTZ, J. R., **Government Research and Surveys in the Canadian North 1956-1961.** Department of Northern Affairs, NCRc-63-1, Ottawa, 1963.
LUBBOCK, BASIL. **The Arctic Whalers.** Brown, Son and Ferguson, Glasgow, 1937.
Northwest Territories Graphs Showing Fur Take and Average Prices by Species. Government of the Northwest Territories, Game Management Service, April 1, 1962.

- Proceedings of Second National Development Conference, September 13-15, 1961. Edmonton Chamber of Commerce and Alberta and Northwest Chamber of Mines and Resources, Edmonton, 1961.
- ROBINSON, M. J. and J. L., « Fur Production in the Northwest Territories » Can. Geog. Journ., 1946.
- STARBUCK, ALEXANDER, History of the American Whale Fishery from its Earliest Inception to the Year 1876. Published by author, Waltham, Mass., 1878.
- TANNER, ADRIAN, Trappers, Hunters and Fishermen. Wildlife Utilization in the Yukon Territory. Department of Northern Affairs, NCRC, YRP-5, Ottawa, 1966.
- The National Northern Development Conference and the Post-Conference Air Tour, September 17-21, 1958. Edmonton Chamber of Commerce and Alberta and Northwest Chamber of Mines and Resources, Edmonton, 1958.
- The Northwest Territories Administration, Resources, Development. Department of Mines and Resources, Bureau of Northwest Territories and Yukon Affairs, Ottawa, 1944.
- The Northwest Territories Today. A Reference Paper for the Advisory Commission on the Development of Government in the Northwest Territories, Department of Northern Affairs, Ottawa, 1965.
- The Yukon Territory. Department of the Interior, Northwest Territories and Yukon Branch, Ottawa, 1926.
- TOWER, WALTER S., A History of the American Whale Fishery. University of Penn., Philadelphia.

III. SIBÉRIE.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

(Ouvrages récemment parus sur la Sibérie)

ÉTUDES GÉNÉRALES

- BOGORAD D. R. : Voprosy specializacii i kompleksnogo razvitiia narodnogo khozajstva Sibiri, Moskva, « Nauka », 1966, 196 p.
(Question sur la spécialisation et le développement de l'économie nationale de la Sibérie.)
Le premier chapitre examine les différentes méthodes et études économiques sur la spécialisation et le développement régional. Puis, après avoir inventorié les ressources naturelles de la Sibérie et montré la direction et le rythme du développement industriel depuis la révolution de 1917, l'auteur trace un tableau de l'état actuel de l'économie de la Sibérie occidentale et orientale. Les derniers chapitres étudient dans quelle direction devrait se développer à l'avenir l'industrialisation de ces régions ; l'auteur demande en particulier une meilleure division de la Sibérie en grandes régions économiques. Cartes, tableaux, nombreux graphiques.
- KISTANOV V. V. : Buduščee Sibiri. Razvitie khozajstva v semiletke, Moskva, gosplanizdat, 1960, 112 p.
(L'avenir de la Sibérie. Le développement de l'économie dans le plan septennal.)
- MAZOREV Ja. A. : Toplivno-energetičeskie bazy Vostoka SSSR (Sibir' i Srednaja Azija), izd-vo « Nauka », Moskva, 1966, 205 p.
(Les bases énergétiques de l'Orient de l'U.R.S.S. (Sibérie et Asie Centrale.)
L'auteur compare la situation entre les régions européennes et orientales en ce qui concerne le charbon. Les ressources en charbon des différents bassins de la Sibérie orientale sont étudiées à l'aide de tableaux. Cartes, schémas.
- MIENKO I. G. IK'IEV E.A. : Rol' Sibiri v ekonomike sel'skogo khozajstva strany, izd. ekonomiceskoj lit. 1961, 231 p.
(Le rôle de la Sibérie dans l'économie agricole du pays.)
Grâce à une réorganisation de l'agriculture et des moyens de transport, la Sibérie devrait subvenir à l'essentiel de ses besoins.
- Teplovyje i mekhaničeskie processy pri razrabotke poloznykh iskopaemykh. Gornye raboty v massive merslykh porod, izd-vo « Nauka », Moskva, 1965, 267 p.
(Les processus thermiques et mécaniques pour les travaux d'extraction des métaux utiles. Les travaux miniers dans le permafrost.)
Livre composé d'articles de 42 spécialistes ; importante bibliographie à la fin de chaque chapitre ; le dernier est en particulier consacré aux méthodes de travail dans les régions de permafrost.

SIBÉRIE OCCIDENTALE

- ORLOV V I. : Zapadnaja Sibir' : očerki o prirode i khozajstvo ; posobie dlja učitelja, Moskva, gos-učebno-pedagogic. izd. ministerstva prosvetšeniia RSFSR, 192 p.
(La Sibérie occidentale : étude sur la nature et l'économie.)
Aperçu rapide de la Sibérie occidentale, de ses conditions géographiques et de ses perspectives économiques.
- PEREVEDENCEV V I. : Sovremennaja migracija naselenija zapadnoj Sibiri, Novosibirsk, zapadno-sibirskoe kn, izd. 1965.
(La migration actuelle de la population de la Sibérie occidentale.)

SIBIRIE CENTRALE

Srednjaja Sibir'; akad. Nauk SSSR, Institut geografii, izd-vo Nauka, Moskva, 1964, 480 p.
(La Sibirie centrale.)

Le relief, le climat, le permafrost, les eaux, les sols, la couverture végétale et le monde animal sont tour à tour étudiés. Nombreuses cartes.

SIBIRIE ORIENTALE

ANODIN T. I. : Nerudnye poleznye iskopaemye Zapadnoj Jakutii; bassin reka Viljuja.

Izd-vo « Nauka », Moskva, 1965, 259 p.

Les métaux utiles non miniers de la toundra occidentale; le bassin de la rivière Vilouï.

Les deux premiers chapitres sont consacrés à une importante étude géologique; nombreux tableaux, graphiques, cartes, bibliographie importante.

FOTJEV : Podzemnye vody i merzlye porody Južno-Jakutskogo uglenosnogo bassaina, izd-vo « Nauka », Moskva, 1965, 228 p.

(Les eaux souterraines et le permafrost du bassin houiller de la toundra du sud.)

Bibliographie importante, tableaux, photographies, graphiques.

Geografija naselenija Vostočnoj Sibiri, Moskva, AN SSSR, 1962 164 PX.

(Géographie de la population de la Sibirie orientale.)

4 articles sont consacrés à la toundra. Ce livre aborde tous les problèmes posés par les besoins en main-d'œuvre et la fluctuation de la main-d'œuvre dans les régions orientales de l'U.R.S.S. Cartes, tableaux.

Razvitie proizvoditel'nykh sil Vostočnoj Sibiri, Moskva, izd-vo AN SSSR, 1958.

(Le développement des forces productrices de la Sibirie orientale.)

Vostočnoj Sibiri, ekonomiko-geografičeskaja kharakteristika, Moskva, gosud. izd. geografičeskoj literatury, 1963, 888 p.

(La Sibirie orientale, caractéristique géographique et économique.)

Les pages 793-865 sont consacrées à l'étude de la toundra; l'ouvrage comporte de nombreuses cartes et constitue une étude importante des différents oblasts de la Sibirie orientale.

II

SIBIRIE ORIENTALE

a) Ouvrages en russe

Annuaire statistique : Narodnoe Khozjaïstvo RSFSR V. 1965 g. Statističeskij ežegodnik.

Geografija naselenija Vostočnoj Sibiri, izd-vo AN SSSR, sibirskoe otdelenie Institut geografii Sibiri i Dal'nego Vostoka, Moskva, 1962, 163 p. (La géographie de la population de la Sibirie orientale.)

SLAVIN S.V. Promyšlennoe i transportnoe osvoenie Severa SSSR, ekonomizdat, Moskva, 1961, 1961, 30 p. (La mise en valeur du Nord : économique et transport).

b) Revues et périodiques

Doklady Instituta geografii Sibiri i Dal'nego Vostoka, AN SSSR, sibirskoe otdelenie, Irkutsk, n° 7, 1964.

V. V. VOROB'EB : Osvoenie tajgy i problemy naselenija P. 58-64 (Rapports de l'Institut de géographie de Sibirie et d'Extrême-Orient. La mise en valeur de la taiga et les problèmes de la population.

Problemy Severa, AN SSSR, izd-vo « Nauka », Moskva, Vyp. 9, 1965 B. F. ŠAPALIN : **Vажнейшие вопросы развития i razmeščeniya proizvoditel'nykh sil Severa-Vostočnogo ekonomičeskogo rajona i Kamčatskoj oblasti** (Problèmes du Nord. Les questions les plus importantes du développement et de la distribution des forces productrices du « rajon » économique du Nord oriental et de l'oblast du Kamchatka.

Ekonomičeskaja Gazeta (La Gazette économique).

N° 2, 1966, L. KOŠKAROVA : **Buduščee bol'sero rajona** (L'avenir d'une grande région).

N° 2, 1966, P. 12 : **N. N. NEKRASSOV** : **Ekonomičeskaja effektivnost' razmeščeniya proizvoditel'nykh sil** (L'efficacité économique de la répartition des forces productrices).

N° 25, 1966, P. 23 : **B. KAŠINCEV** : **Malye goroda** (les petites villes).

N° 28, 1966, P. 17 : **Z. KOROVINA** : **Krady i osvoenie moščnostej** (Les cadres et les possibilités de mise en valeur).

N° 32, 1966

N° 33, 1966, P. 29 : **I. EREMENKO** : **Rabocij čelovek Sibiri** (L'ouvrier de Sibirie).

N° 38, 1966, P. 33 : **N. BOTEV** : **Ostraja problema-kadry specialistov** (Un problème aigu : des cadres spécialisés).

N° 47, 1966

Izvestija sibirskogo otdelenija AN SSSR, derija obščestvennykh nauk, Vyp. I, 1966 : **V. Ja. JANOVSKIJ** : **Nekotorye osobennosti i puti uluščeniya ispol'zovanija trudovykh resursov Severo Vostoka SSSR (na primere Magadanskoj oblasti)**. Nouvelles du département sibérien de l'A.S. de l'U.R.S.S. Quelques particularités de l'utilisation des ressources en main-d'œuvre du nord oriental de l'U.R.S.S. et les possibilités d'amélioration).

Vodnyj Transport, 17.III, 1966.
 Izvestia, 30.XII, 1965; 24.III, 23.VI, 17.VII, 1966.
 Sovetskaja Rossija, 16.XI, 1965; 3,23.VI, 1966.
 Trud, 9.IV, 1966.
 Nauka i Jizm, vol. 3, 1966.
 Gudok, 24.III, 25.VI, 1966.
 Ogoniok, n° 32 (août 1965).
 Stroitel'naja Garsta, 20.III, 3.VI, 1966.

c) Revues et périodiques en langues anglaise et française.

Financial Times 25-3-66.
 Soviet News 17-3-66 - 25-3-66 - 28-6-66 - 26-7-66 - 29-9-66 - 27-9-66.
 Le Courrier des Pays de l'Est, n° 44, 55, 68, 69 et 70.
 Chroniques étrangères, documentation française, août-sept. 1965, n° 8-9, P. 22 et 34.
 L'extrême-Orient soviétique. Etudes et Notes documentaires, la documentation française. Septembre 1966. G. SOKOLOFF
 Etudes soviétiques, n° 210, septembre 1965, I. SAKHAROV : enquête à Novosibirsk. N° 224, novembre 1966, J. KAZER et M. DEREVIANKINA : Noril'sk, ville au sol éternellement gelé.
 INTER-NORD, n° 8, mars 1966, Paris, G. SOKOLOFF : l'industrie du bois en Union soviétique : Le cas de l'Est sibérien, pp. 185-213.
 STRATEGIE, revue du centre d'Etudes de politique étrangère, Paris, octobre, novembre, décembre 1966, J.-P. PIGASSE : Les échanges avec les pays de l'Est dans le commerce extérieur avec le Japon.

III

LE KAMCHATKA

a) Ouvrages en russe

- 1 — A.A. BORISOV : Sostojanie i osnovnye napravlenija poikovorazvedosnykh rabot na nef' i gaz v Sibiri, na Kamčatke i Severo-Vostoka SSSR. (La situation et les directions fondamentales des travaux de recherches géologiques concernant le gaz et le pétrole en Sibirie, au Kamchatka et dans le Nord Oriental.) Moskva, Gostoptekhlizdat, 1960, 1088 p.
 Précisions intéressantes en ce qui concerne les ressources actuelles et futures de gaz et de pétrole au Kamchatka.
- 2 — A.A. CYMEK : Osnovnye voprosy ekonomičeskogo rajonirovanija lesov Dal'nego Vostoka. (Questions fondamentales sur la division en région économique des bois de l'Extrême-Orient). Voprosy geografii Dal'nego Vostoka, 1960, sbornik 4, P. 3-23.
 Etude systématique des ressources forestières de l'Extrême-Orient; malgré leurs ressources importantes les régions extrêmes orientales sont importatrices; l'auteur propose un plan pour remédier à cet état de choses.
- 3 — Dal'nyj Vostok za 40 let sovetского vlasti (L'Extrême-Orient en 40 ans de pouvoir soviétique). Akad. Nauk SSSR, sibirskoe otdelenie Dal'nevostočnyj filial; Komsomolsk na Amure, 1958, 557 p.
 30 articles d'auteurs différents dont p. 46-61, un article de I. MAKHORKIN sur le Kamchatka.
- 4 — Dal'nyj Vostok : ekonomiko-geografičeskaja kharakteristika (L'Extrême-Orient, caractéristique géographique et économique. Akad. Nauk SSSR, Institut geografii, Izd « Mysl' », 1966, 396 p.
 La trentaine de pages consacrées au Kamchatka donne un très bon aperçu de l'économie actuelle de l'oblast' ainsi que des questions essentielles qui se posent sur son avenir.
- 5 — Ju. I. GALKIN : Akklimatizacija i perevoski kamčerskogo kraba (Acclimatization et transport du crabe du Kamchatka). Akad. Nauk SSSR, Murmanskij morskij biologičeskij institut, Trudy, 1960 Vyp.2 (6), P. 253-70.
 Etude biologique du crabe. L'auteur conclut que l'acclimatization du crabe dans la mer de Barents et la mer Blanche peut réussir; il recommande de prendre certaines mesures afin d'accroître l'espèce dans l'ouest du Kamchaka).
- 6 — A.A. GAVRONSKIJ : Energoekonomičeskije pokazateli geotermal'nykh skvažin Kamčatki i drugikh rajonov Sojuza. (Les indices énergétiques et économiques des sources géothermales du Kamchatka et d'autres régions de l'Union soviétique). Problemy Severa Vyp. 9, 1965. P. 147-167.
- 7 — G. I. GRANIK : Osnovnye problemy razvitija važnejšix otraslej promyšlennosti Severo-Vostoka SSSR. (Problèmes essentiels relatifs au développement des branches les plus importantes de l'industrie du Nord-Est de l'U.R.S.S.). Problemy Severa, Vyp. 5, 1963. P. 32-47.
 En ce qui concerne le Kamchatka, l'auteur étudie surtout les ressources énergétiques et les importants problèmes de transport.
- 8 — I. S. GURVIC; K. G. KUZAKOV : Korjaksij nacional'nyj okrug; očerki geografii, istorii, etnografii, ekonomiki. (L'arrondissement national Koriak...), Moskva Izd-vo Akad. Nauk SSSR, 1960, 303 p. importante bibliographie.
 Etude des conditions naturelles, de l'histoire, de l'économie (élevage et pêche), de la culture koriak.

9 — L. M. KAZANSKIJ : Portovyj kholodil'nik v Petropavlovsko-Kamčatskom, (L'usine frigorifique de Petropavlovsko-Kamčatsk). Rybnoe khozjaistvo, 1960, god 36, n° 6, P. 55-63.

Plan, photographie de l'usine, description technologique.

10 — L. F. KUNICYN, L. F. MUKHINA, E. A. NEFED'EVA, V. S. PREOBRAZENSKIJ, N. V. FADEEVA : Podkbody k sravnitel'nomy analizu prirodu gornykh regionov (na primere Kavkaza, Zabajkalja, Kamčatki). Izvestija Akad. Nauk SSSR, serija geografičeskaja 1966, Vyp. 4.

Approche d'une analyse comparée de la nature des régions montagneuses (sur l'exemple du Caucase, de la Transbaïkalie et du Kamchatka).

11 — M. G. LEVIN, L. P. POTAPOFF : Narody Sibiri, (Les peuples de Sibérie), Moskva, Akad. Nauk SSSR, 1956, 1084 P.

Dans cette importante étude ethnologique des différents peuples de Sibérie — véritable classique et maintenant traduit en anglais — un chapitre sur le Kamchatka.

Pour les services intérieurs, le Centre dispose d'une traduction complète en français de cet ouvrage.

12 — A. V. MARGOLIN : Problemy narodnoe khozjaistvo Dal'nego Vostoka, (Les problèmes de l'économie de l'Extrême-Orient), Moskva, Akademizdat, 1963.

13 — K. B. Mectanova : Novye naselemnye punkty Kamčatki; P. 84-87. Letopis Severa, 1964. Tom IV.

[Les nouveaux points de peuplement du Kamchatka].

14 — Problemy razvitiya proizvoditel'nykh sil kamčatskoj oblasti, (Problèmes du développement des forces productrices de l'oblast' du Kamchatka), Izd-vo Akad. Nauk SSSR, Moskva, 1960, 421 P.

Ouvrage le plus complet concernant l'oblast' du Kamchatka ; les différents secteurs de l'économie y sont étudiés et critiqués. L'auteur propose des solutions pour réorganiser l'économie trop dominée par l'industrie du poisson. Nombreux renseignements statistiques.

15 — B. F. ŠAPALIN : Važnejšie voprosy razvitiya i razmeščeniya proizvoditel'nykh sil severovostočnogo ekonomičeskogo rajona i Kamčatskoj oblasti, (Les problèmes les plus importants posés par le développement et la répartition des forces productrices de la région économique du Nord-Orient et de l'oblast' du Kamchatka). Problemy Severa Vyp. 9, 1965, P. 38-45.

Les pages consacrées au Kamchatka posent les questions essentielles de l'orientation de son économie.

16 — B. F. ŠAPALIN : Prirodnye uslovia i resursy Kamčatskoj oblasti, (Conditions naturelles et ressources du Kamchatka), Geografija v škole, Janv. 1960, god 23, n° 1, P. 79-80.

Bref article donnant les caractéristiques générales du Kamchatka.

17 — N. I. SIŠKIN : Osvedanie postojannykh kadrov v severnykh rajonax strany P. 18-25. Problemy Severa 1962, Vyp. 6.

[L'établissement de cadres stables dans les régions du nord du pays].

18 — S. V. SLAVIEN : Ekonomičeskije predposylki razvitiya narodnogo khozjaistva severa SSSR P. 76-18. Prob. Severa, 1962, Vyp. 6.

[Prévisions économiques sur le développement de l'économie nationale du nord de l'U.R.S.S.].

19 — S. V. SLAVIEN : Puti povyšeniya effektivnosti osvoeniya prirodnykh resursov otdalennykh severnykh territorij SSSR i zadaci naučnykh issledovanij, (Les moyens d'accroître l'efficacité de la mise en valeur des régions éloignées du Nord de l'U.R.S.S. et les problèmes posés par les recherches scientifiques), Problemy Severa Vyp. 5 1963, P. 5-19.

20 — S. V. SLAVIN : Promyšlennoe i transportnoe osvoenie Severa SSSR, ekonomizdat, (Mise en valeur du Nord : Industrie et transport), 1961, 302 P.

Slavin étudie en particulier les questions relatives à l'aménagement du Nord-Est de l'U.R.S.S. en une nouvelle région économique.

21 — L. V. STARODUBINSKIJ : XXIII s'ezd KPSS o razviti i proizvoditel'nykh sil Sibiri i Dal'nego Vostoka v novejjatitelke; Izvestija sibirskogo otdelenija (Le 23^e congrès du Parti communiste et le développement des forces productrices de la Sibérie et de l'Extrême-Orient dans le nouveau plan quinquennal), Akad. Nauk SSSR, serija obsčestvennykh nauk, Vyp. 2, 1966, P. 3-9.

22 — O. N. TOLSTIKHIN : Termal'nye vody Kamčatki i problema ikh osvoeniya, Sovetskaja geologija, Fev. 1958, God. N° 2, p. 109-133.

23 — Ekonomičeskaja Gazeta

N° 2 : L. KOŠKAROVA : Dal'nyj Vostok.

[L'avenir d'une grande région : l'Extrême-Orient].

N° 35 P. 4 Kamčatka, kraj perspektivyj.

[Le Kamchatka, pays d'avenir].

N° 47 P. 31 Kamčatka strana olenevodov.

[Le Kamchatka le pays de l'élevage du renne].

b) Ouvrages en anglais

S. V. SLAVIN : *The Soviet North ; industrial development of the natural resources of the northeastern area of the USSR*, Queen's quarterly, winter 1960, V. 66, n° 4, p. 548-555.

Slavin compare les conditions naturelles, les ressources et le développement entre les régions du Nord de l'U.R.S.S. et le Nord du Canada et l'Alaska.

c) Revues en français

C. SOKOLOFF : *L'Industrie du bois en Union soviétique ; le cas de l'Est sibérien*. « Inter-Nord », n° 8, Paris, mars 1966, P. 185-214.

G. SOKOLOFF : *L'Extrême-Orient soviétique, caractéristiques économiques et perspectives de développement*. « La documentation française », Paris, septembre 1966, n° 3 322, 47 P.

THE
LIBRARY OF THE
MUSEUM OF COMPARATIVE ZOOLOGY
AT HARVARD UNIVERSITY
1280 DIVISION STREET
CAMBRIDGE, MASSACHUSETTS 02138

Achévé d'imprimer
sur les presses de
l'IMPRIMERIE ROUENNAISE
23-27, rue du Pré-de-la-Bataille
76 - Rouen

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

La
la ca
la S
i bo
pide
ndin
i, se
mva
cett
r tou
En 9
Epu
Nor
de l
ard
lu
ma
asti
Quel
bert
insu
Les
visi
de po
la ca
ntée
lem
plac
me
lon,
n, R
ent
brûl
e pa
du X
er d
leme
Le G
me-
chitec
on c

ROUEN

capitale de la HAUTE-NORMANDIE

La Ville de Rouen est née à l'époque gauloise, à la croisée des chemins, au sommet d'une boucle de la Seine. Entourée par les collines et les plateaux qui bordent le fleuve, la cité se développe très rapidement et lorsqu'au IX^e siècle une expédition scandinave, dirigée par Rollon, s'empare de la ville, ses habitations débordent déjà les remparts et envahissent les environs. Rollon aime le paysage de cette Cité meurtrie et s'y installa pour y régner sur toute la Normandie.

En 912, Charles le Simple signe à Saint-Clair-sur-Epte le traité qui remettait définitivement la Normandie à Rollon. Le goût de la navigation et de l'aventure, propre aux premiers Normands, tarde pas à se propager dans la Cité.

En 1066, au XI^e siècle, Guillaume le Bâtard, Duc de Normandie, triomphe d'Harold à la bataille de Hastings et se rend ainsi maître de l'Angleterre.

Quelques siècles plus tard, un autre Normand, Robert Cavalier de la Salle, traverse l'Atlantique et s'installe à Montréal.

Les nombreux monuments que l'on découvre en visitant la Ville de Rouen, témoignent de ce passé historique.

La cathédrale, avec sa flèche haute de 151 mètres, située en plein cœur de la Cité antique, est probablement le quatrième édifice construit à cet emplacement, et rappelle les débuts du Christianisme au IV^e siècle. C'est là que fut inhumé Rollon, I^{er} Duc de Normandie ; Richard Cœur de Lion, Roi d'Angleterre, et Jean, Duc de Bedford, Roi d'Angleterre à l'époque où Jeanne d'Arc fut brûlée sur la place du Vieux-Marché.

Le palais de Justice, ancien palais construit à la fin du XV^e et au début du XVI^e siècle, pour l'Échiquier de Normandie, devait être transformé en Parlement quelques années après.

Le Gros Horloge, avec son beffroi ; la Tour de l'Échiquier et beaucoup d'autres réalisations architecturales de grande valeur s'offrent à l'admiration des touristes, amateurs d'histoire et d'art.

Les Scandinaves qui viennent à Rouen sont heureux de retrouver les traces de Rollon, d'y voir les pierres runiques offertes l'une par la Norvège, l'autre par le Danemark, en 1911, à l'occasion des fêtes du millénaire de la création du Duché de Normandie ; ils trouvent le souvenir de Saint-Olaf, qui fut baptisé à Rouen, dans une petite chapelle moderne, celle de l'Église Norvégienne.

Les Canadiens sont intéressés au premier chef par le Lycée Corneille, où ils aiment retrouver dans la chapelle du XVII^e siècle le souvenir des Saints Martyrs canadiens qui partirent du Collège de Rouen, pour aller évangéliser le Canada : Jean de Brébeuf, Antoine Daniel, Isaac Jogé étaient professeurs à ce Collège où Robert Cavalier de la Salle était élève.

Fière de son passé historique et de sa richesse architecturale, Rouen entend occuper la place qui est celle d'une ville moderne, au milieu d'une agglomération de 325 000 habitants, la 8^e ville de France, dont les différentes communes concourent au développement qui se poursuit autour de la Cité ancienne.

Ville moderne, grand centre industriel en pleine expansion, son port maritime qui s'allonge sur les deux rives est fréquenté par les grands navires de mer, grâce aux gigantesques travaux réalisés dans l'estuaire.

Dans le domaine de la culture, un vaste théâtre neuf dont le succès s'affirme, complète ses musées et son importante bibliothèque. Depuis la guerre, ses écoles d'Enseignement Supérieur se sont transformées en un Centre Universitaire, Académie de Rouen maintenant Université, installée sur les hauteurs d'un plateau au Nord de la ville.

La capitale normande attachée à son passé historique et soucieuse de développer ses relations économiques, culturelles et d'amitié, souhaite que les échanges avec les pays nordiques soient plus fréquents et plus suivis, et souhaite que les habitants de ces pays empruntent fréquemment la voie tracée par Rollon il y a quelque mille ans.

ROUEN

capitale de la Normandie

AU HAVRE

Les Scandinaves qui venaient à Rouen pour
beaucoup de trouver les traces de Holm, d'y voir
les pierres runiques offertes l'une par la Norvège,
l'autre par le Danemark, en 1911, à l'occasion des
fêtes du millénaire de la création du Diocèse de
Normandie; ils trouvaient le tombeau de Saint-Olaf,
qui fut baptisé à Rouen, dans une petite chapelle
moderne, celle de l'Église Norvégienne.

La Ville de Rouen est née à l'époque galloise,
à l'ombre des clochers, au sommet d'une hauteur
qui domine l'embouchure par les collines et les plaines
qui forment le Havre. La cité se développe vers
l'ouest et l'est, par l'axe des quais et l'axe des
boulevards, dirigés par Holm, l'empereur de la
Normandie, qui a fait bâtir déjà les remparts
autour de la ville, Holm, dans le pays de
Normandie, en 1011, à l'occasion des
fêtes du millénaire de la création du Diocèse de
Normandie; ils trouvaient le tombeau de Saint-Olaf,
qui fut baptisé à Rouen, dans une petite chapelle
moderne, celle de l'Église Norvégienne.

DOUZE armements scandinaves

assurent

QUINZE lignes régulières :

Les armements scandinaves assurent
quinze lignes régulières de Rouen vers
la Grande-Bretagne, le Danemark, le
Levant, la Côte Est des États-Unis,
le Canada, les Grands Lacs, le Golfe
du Mexique, la Côte Ouest des États-Unis,
le Golfe Persique, l'Extrême-Orient,
Madagascar.

Les armements scandinaves assurent
quinze lignes régulières de Rouen vers
la Grande-Bretagne, le Danemark, le
Levant, la Côte Est des États-Unis,
le Canada, les Grands Lacs, le Golfe
du Mexique, la Côte Ouest des États-Unis,
le Golfe Persique, l'Extrême-Orient,
Madagascar.

Le Havre est une ville moderne, au milieu d'une
baie magnifique, qui s'ouvre sur l'océan.
C'est une ville qui a su garder son caractère
historique tout en se modernisant.
Le Havre est une ville qui a su garder son caractère
historique tout en se modernisant.

Le Havre est une ville moderne, au milieu d'une
baie magnifique, qui s'ouvre sur l'océan.
C'est une ville qui a su garder son caractère
historique tout en se modernisant.
Le Havre est une ville qui a su garder son caractère
historique tout en se modernisant.

- Grande-Bretagne, Danemark, Levant,
- Côte Est des États-Unis, Canada et Grands Lacs,
- Golfe du Mexique, Côte Ouest des États-Unis,
- Golfe Persique, Extrême-Orient, Madagascar.

Port autonome du Havre - Terre-plein de la Barre

B.P. 1413 LE HAVRE — Tél. 42. 52-01

Le Havre est une ville moderne, au milieu d'une
baie magnifique, qui s'ouvre sur l'océan.
C'est une ville qui a su garder son caractère
historique tout en se modernisant.

Le Havre est une ville moderne, au milieu d'une
baie magnifique, qui s'ouvre sur l'océan.
C'est une ville qui a su garder son caractère
historique tout en se modernisant.



ROUEN

**LE PORT FRANÇAIS
DES PAYS NORDIQUES**

LE PORT DE FÉCAMP

PREMIER PORT MORUTIER FRANÇAIS

- situé sur la MANCHE à 40 km au Nord-Est du HAVRE;
- avec ses plans d'eau et bassins de marée;
- bénéficiant de moyens d'évacuation faciles par fer et route;
- réputé pour ses cadences rapides de chargement et de déchargement;
- muni de possibilités de stockage.

EST UN PORT DE PRÉDILECTION

pour le CABOTAGE INTERNATIONAL

(jusqu'à 3 000 T de port en lourd)

Géographiquement bien placé, à proximité de la RÉGION PARISIENNE, pour assurer les liaisons avec
la SCANDINAVIE

Actuellement :

**importations de bois et contreplaqués nordiques
de feldspath de Norvège**

Pour tous renseignements :

CHAMBRE de COMMERCE et d'INDUSTRIE de FÉCAMP - Tél. 30

A votre disposition sur place :

STEVEDORES, TRANSITAIRES, AGENTS et COURTIERS MARITIMES

DIEPPE PORT DE QUALITÉ

GARE MARITIME ● NAVIRES VOITURIERS



VOYAGEURS :
*la ligne la plus directe,
la plus économique
pour Londres*

MARCHANDISES :
*acheminement
rapide et quotidien
dans toute
l'Angleterre.*

PORT FRUITIER SPÉCIALISÉ

Bananes, agrumes, primeurs

GRAND PORT de PÊCHE FRAICHE

ZONE INDUSTRIELLE

ANNALES

ÉCONOMIES - SOCIÉTÉS - CIVILISATIONS

Revue bimestrielle fondée en 1929 par Lucien FEBVRE et Marc BLOCH

Comité de Direction :

Fernand BRAUDEL
Georges FRIEDMANN
Charles MORAZE

Secrétaire du Comité :

Paul LEUILLIOT

Secrétaire de Rédaction

Marc FERRO

22^e ANNEE - N^o 2

MARS - AVRIL 1967

ETUDES

- Levon KHACHIKIAN Le registre d'un marchand arménien en Perse, en Inde et au Tibet (1682-1693).
- Pierre CHAUNU Le XVIII^e siècle religieux. Réflexions préalables.

ENQUETE EN COURS

- André BURGUIERE Société et culture à Reims à la fin du XVIII^e siècle : la diffusion des « lumières » analysée à travers les cahiers de doléances.

TRAVAUX EN COURS

- François BILLACOIS Pour une enquête sur la criminalité dans la France d'ancien régime.
- L. ARENILLA Le calvinisme et le droit de résistance à l'Etat.

MISE AU POINT. — Le corps des officiers allemands, de l'Empire au Nazisme (Pierre AYCOBERRY).

NOTES CRITIQUES. — Enfin une synthèse sur la Hanse (Pierre JEANNIN).
Une discipline d'action : l'aménagement du territoire (Etienne JUILLARD).
Aux origines de la Franc-maçonnerie française (A. LE BIHAN).

DISCUSSION. — Le hasard dans l'histoire des sociétés (J.-H. BOUSQUET).

NOTES BRÈVES. — Ethnologie et Ethologie. — L'Italie jusqu'à l'avènement du fascisme. — Questions de vocabulaire et définitions.

COMPTES RENDUS. — Historiographie allemande : l'Allemagne après 1918 (G. Badia) ; Histoire de la colonisation (R. Brunschwig) ; Histoire de l'Europe centrale (B. Michel).

Rédaction : 20, rue de la Baume, Paris-8^e (225-45-45)

Administration : Librairie Armand Colin, 103, boulevard Saint-Michel, Paris-V^e

Comptes Chèques Postaux : PARIS, n^o 21 335-25

Abonnements : France et Union Française : 29 F. - Etranger : 35 F.

Le numéro de 208 pages : 6 F.

PUBLICATIONS DE L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES

SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Bibliothèque Arctique et Antarctique

Directeur : Jean Malaurie

**THE LAPPS TO-DAY
IN FINLAND NORWAY AND SWEDEN**

Un volume broché, 228 pages : 24 F



**LE NOUVEAU-QUÉBEC
CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
DE L'OCCUPATION HUMAINE**

publié sous la direction de

JEAN MALAURIE

JACQUES ROUSSEAU

Un volume broché, 466 pages : 58 F

PARIS

MOUTON & CO

LA HAYE

Editions Mouton & Co : 47, rue de Lille, 75 - Paris-7^e - Tél. : 222 75-03

FONDATION FRANÇAISE D'ÉTUDES NORDIQUES

ACTES ET DOCUMENTS

N° 1

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR
« LE MARCHÉ DES BOIS DU NORD
ET LA RÉGION ÉCONOMIQUE
DE HAUTE NORMANDIE »

Pages : 256

Tableaux : 70

Rapports et débats publiés sous la direction
de Jean MALAURIE

ROUEN - 17 - 18 novembre 1964

PRIX 30 F

Règlement par virement postal au C. C. P. n° 2183.97 N Rouen ou par chèque bancaire.

Fondation Française d'Études Nordiques, Hôtel des Sociétés Savantes, 190, rue Beauvoisine, 76 - Rouen.

Tél. 71. 21-87

FONDATION FRANÇAISE D'ÉTUDES NORDIQUES

ACTES ET DOCUMENTS

N° 2

«PREMIER CONGRÈS INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE MORUTIÈRE DANS L'ATLANTIQUE-NORD : TRADITION ET AVENIR»

ROUEN et FÉCAMP, 27, 28, 29 janvier 1966

*Rapports et débats publiés sous la direction
de Jean MALAURIE*

TOME I — Rapports généraux et Débats (255 p.)

TOME II — Rapports scientifiques (à paraître)

PRIX 20 F

Règlement par virement postal au C. C. P. 2183. 97 N Rouen ou par chèque bancaire.

Fondation Française d'Études Nordiques Hôtel des Sociétés Savantes, 190, rue Beauvoisine, 76 - Rouen. Tél. 71. 21-97

ACTES ET DOCUMENTS

N° 2

ÉDITIONS
G.-P. MAISONNEUVE & LAROSE

11, rue Victor-Cousin PARIS-V°

Vient de paraître :

**HISTOIRE DE LA PÊCHE FRANÇAISE
DE LA MORUE DANS
L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE**

par Charles de LA MORANDIÈRE

Membre du Comité de documentation historique de la Marine.

Tome III : De la Révolution à nos jours

Un vol., in-8 raisin, relié : 78 F

Précédemment publiés :

Tomes I et II : Des origines à 1789

Deux vol., in-8 raisin, reliés : 142 F

Grande Médaille de l'Académie de Marine 1963

FRUX 20 F

Présenté par vivement préféré au C.F. 2183.92 N Rouen ou par chaque bonoite

Présenté par vivement préféré au C.F. 2183.92 N Rouen ou par chaque bonoite

Depuis 1861

LA REVUE MARITIME

REVUE MENSUELLE DE LA MARINE NATIONALE

donne à ses lecteurs une documentation inégalée sur tous les problèmes géographiques, maritimes, économiques.

La haute spécialisation et l'objectivité de ses informations ont valu à la Revue Maritime une diffusion mondiale.



Abonnements ÉDITION OZANNE

56, rue de Verneuil — PARIS-7^e

FRANCE 40 F ÉTRANGER 45 F

56, rue de Verneuil, PARIS-7^e
TÉL. OPEL 12-81

FÉDÉRATION NATIONALE
des IMPORTATEURS
de BOIS du NORD
des PORTS FRANÇAIS

Abonnements ÉDITION OZANNE
26, rue de Valenciennes - PARIS-7

FRANCE 40 F ÉTRANGER 42 F

7, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}
Tél. OPE. 57-67

JULES ROY

S.A. capital 9 600 000 F

24, quai Gaston-Boulet, ROUEN

Tél. 71. 79-73

TELEX 78074

●

AGENTS MARITIMES - AFFRÈTEMENTS - TRANSIT
MANUTENTIONS - TRANSPORTS ROUTIERS
TRANSPORTS FLUVIAUX

●

Agents des lignes régulières :

FRED OLSEN (Oslo), **SVEA** (Stockholm), **AHLMARK** (Karlstad)
IRIS (Stockholm), **KALMARSUND** (Kalmar)
LAURITZEN (Copenhague), **NORDSTROM** (Lovisa)

●

Succursales : PARIS - DUNKERQUE - CALAIS - LE HAVRE
HONFLEUR - COLMAR - NEUF-BRISACH
Agents dans tous les ports français et étrangers

S. A. PAPETERIES DARBLAY

Siège social : 27, rue des Pyramides, - PARIS-1^{er}

3 usines :

GRAND-COURONNE (Seine-Maritime)

CORBEIL-ESSONNES (Essonne)

BELLEGARDE-s-VALSERINE (Ain)

Production totale : 200 000 tonnes

Papier journal + papier magazine

Papier d'impression-écriture : bouffants édition, satinés, duplicateurs, pelures

Support-tenture + support-carbone

Papiers d'emballage : mousselines et sulfites, frictionnés et calandrés

Papiers pour cannelure et couverture

Ouate et tissus de cellulose

SOCIÉTÉ SPAGA MONOR

VÉHICULES INDUSTRIELS

CAMIONS - TRACTEURS - CARS

Concessionnaire SAVIEM

Bureaux et ateliers : **7, boul. de Croisset - ROUEN** (S.-M.)

Tél. 71. 70-01

Ateliers de **DIEPPE** : **rue Jacob-Bontemps** (S.-M.)

Tél. 84. 31-96

ARMEMENT AUX GRANDES PÊCHES
CHALUTIERS de pêche salée
CHALUTIERS-USINES CONGÉLATEURS
SALAISONS MARITIMES
HUILE DE FOIE DE MORUE
FARINE DE POISSON

Société Havraise de Pêche

S. A. au capital de 2 300 000 F

Siège Social : Quai Casimir - Delavigne

LE HAVRE

FILETS DE MORUE (Urania)

en vente : Foyer des Terre-Neuvas, 99, rue Dauphine

LE HAVRE

Téléphone : 42 27-35
42 27-36

Adresse télégraphique : ORED - LE HAVRE

SOCIÉTÉ DES PAPETERIES AUBRY

Papiers de couverture pour carton ondulé
Kraft pour sacs de grande contenance
Kraft asphalté - Kraft crêpé
Bulle Corde et papiers minces



Sacs de grande contenance
Papier hygiénique en paquets et en rouleaux

Siège social :

155, b^d Haussmann, PARIS-8^e

Tél. ELY. 85-56

Usine, à **CROISSET-LÈS-ROUEN**

par **Dieppedalle** (S.-M.)

Tél. 71. 83-25

SATCO



Toute la Scandinavie par service routier
Rapide - Régulier - Détail et lots complets
Départ : PARIS le lundi - Départ : COPENHAGUE le jeudi

SATCO

1, rue du Général-Foy, PARIS-8^e

Téléph. LAB. 13-39 - Telex 20977

CHAQUE MOIS

vous trouverez les plus beaux reportages illustrés

CODEXNOR

GRUPEMENT NORMAND
DES EXPORTATEURS DE MORUE

2, GRAND-QUAI - FÉCAMP

TÉL. 544 — TÉLEX 77011

LA MORUE NORMANDE

GRANPÊCHE S. A.

SEPOA

SOCIÉTÉ FÉCAMPOISE DE PÊCHE

ETS ANDRÉ LEDUN

ETS BUREL FILS & C^{IE}

SOCIÉTÉ DES PAPETERIES AUBRY

Papiers de couchage pour cartons ondulés

Kraft pour sacs de grande dimension

Kraft asphalté - Kraft crème

Corde et papiers blancs



IL Y AURA BIENTOT 40 ANS...



... naissait le **COMITÉ DE PROPAGANDE POUR LA CONSOMMATION DE LA MORUE**

En 1927, Le **COMITÉ DES ARMATEURS DE FRANCE**, (section de la Grande Pêche) confiait à l'Agence de publicité **DAMOUR**, l'étude d'une première campagne de publicité collective pour promouvoir la consommation de la morue.

En 1948, le Comité, qui avait cessé toutes activités pendant la Seconde Guerre mondiale, était repris par les Armateurs de la Grande Pêche qui en assuraient le financement.

En 1963, les Négociants-Sécheurs s'associaient aux Armateurs pour participer aux campagnes collectives de propagande et de publicité.

Le nouvel organisme créé en cette circonstance, le **C.E.D.I.M.** (Comité d'Étude et d'Information pour le Développement de la Consommation de la Morue) se voyait alors doté de moyens plus puissants lui permettant de réaliser d'importantes campagnes de presse, de radio et même de télévision, sans abandonner pour autant la propagande itinérante, l'édition de brochures, l'émission sur les Centres d'Enseignement Ménager, la diffusion de films à vues fixes, etc...

C.E.D.I.M. 59, rue des Mathurins - PARIS-8* - Tél. ANJ. 62-60.

SATCO

5, rue de Valenciennes, PARIS-2*
Tél. LAZ. 17-20 - Télex 5917

CHAQUE MOIS

vous trouverez les plus beaux reportages illustrés :

- INDUSTRIE
- COMMERCE
- EQUIPEMENT
- TOURISME
- ARTS

dans

présence normande

La revue illustrée de la Haute-Normandie.

En vente partout : 2 F le numéro — Abonnement : 19 F

S. N. P. R. Editions — C. C. P. Rouen 54-40

CHAQUE MOIS

vous trouverez les plus beaux reportages illustrés :

- ARTS
- TOURISME
- EQUIPEMENT
- COMMERCE
- INDUSTRIE

SEL BALMER

76 - FÉCAMP

La revue illustrée de la Haute-Normandie

En vente partout : 2 F le numéro — Abonnement : 19 F

S.H.P.A. Editions — C.C.P. Rouen 2440

Fondation Française d'Etudes Nordiques

MEMBRES FONDATEURS

Conseil Général de la Seine-Maritime
Ville de Rouen

Chambres de Commerce et d'Industrie de Haute-Normandie

PRÉSIDENTS D'HONNEUR

M. Pierre Chaussade, Préfet de Région

M. Michel Chevalier, Recteur de l'Académie de Rouen

PRÉSIDENT

M. Jean Vaudour, Président de la Chambre de Commerce
et d'Industrie de Rouen

Président de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie

VICE-PRÉSIDENTS

M. Bernard Tissot, Maire de la Ville de Rouen

M. Jean Lecanuet, Sénateur

Président de la Commission des Finances du Conseil Général

M. Georges Lanfry, Président du Comité Régional d'Expansion Economique

M. Jacques Ledun, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Fécamp

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

M. Jean Malaurie, Directeur du Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves
Ecole des Hautes Etudes (Sorbonne Paris)

PUBLICATIONS DE LA FONDATION FRANÇAISE D'ÉTUDES NORDIQUES

ACTES ET DOCUMENTS N° 1 : Colloque sur "Le Marché des bois du Nord et la Région économique de Haute-Normandie" (17 et 18 novembre 1964). paru : 30 F

ACTES ET DOCUMENTS N° 2 : Premier congrès International de l'industrie maritime dans l'Atlantique-Nord. Tradition et Avenir. Rouen, Fécamp (27, 28, 29 janvier 1966).
Tome I : Débats : 20 F (paru).
Tome II : Rapports scientifiques (publiés avec le concours du C.N.R.S.) : à paraître.

SÉMINAIRES D'ÉTUDES EN 1968 (Janvier-Juin)

Tous les 1^{er} et 3^e mardis de chaque mois, au Palais des Consuls à ROUEN, Connaissance des Pays du Nord. Conférences-Débats.

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES — SORBONNE
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
PUBLICATIONS DU CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES
ET FINNO-SCANDINAVES

BIBLIOTHÈQUE ARCTIQUE ET ANTARCTIQUE

Editions MOUTON & Co. Paris-La Haye
45, rue de Lille - PARIS (VII^e)

- I The Lapps to-day : Conférences, Jokkmokk 1953, Karasjok 1956.
paru
- II Le Nouveau Québec : (sous la direction de J. Malaurie et
J. Rousseau). *paru*
- III Premier congrès international de l'industrie morutière dans
l'Atlantique Nord : Tome 2 : Rapports scientifiques. *à paraître*
- IV Jean Malaurie : Contribution à l'étude des sociétés esquimaudes
de l'Arctique Canadien Oriental. *à paraître*
- Jean Malaurie : Terre de Washington, Côte du Sud, Terre d'Inglefield,
Groenland N.W. 2 cartes au 1/200 000, en 4 couleurs, topographie,
géomorphologie, hydrographie des glaces, carte des neiges. *paru*

*

INTER-NORD

Revue semestrielle de géographie
des pays du Nord
n^o 1, 2, et 5 : épuisés

Agent de diffusion : S.E.V.P.E.N. (Ministère de l'Éducation Nationale) 13, rue du Four - PARIS (VI^e)

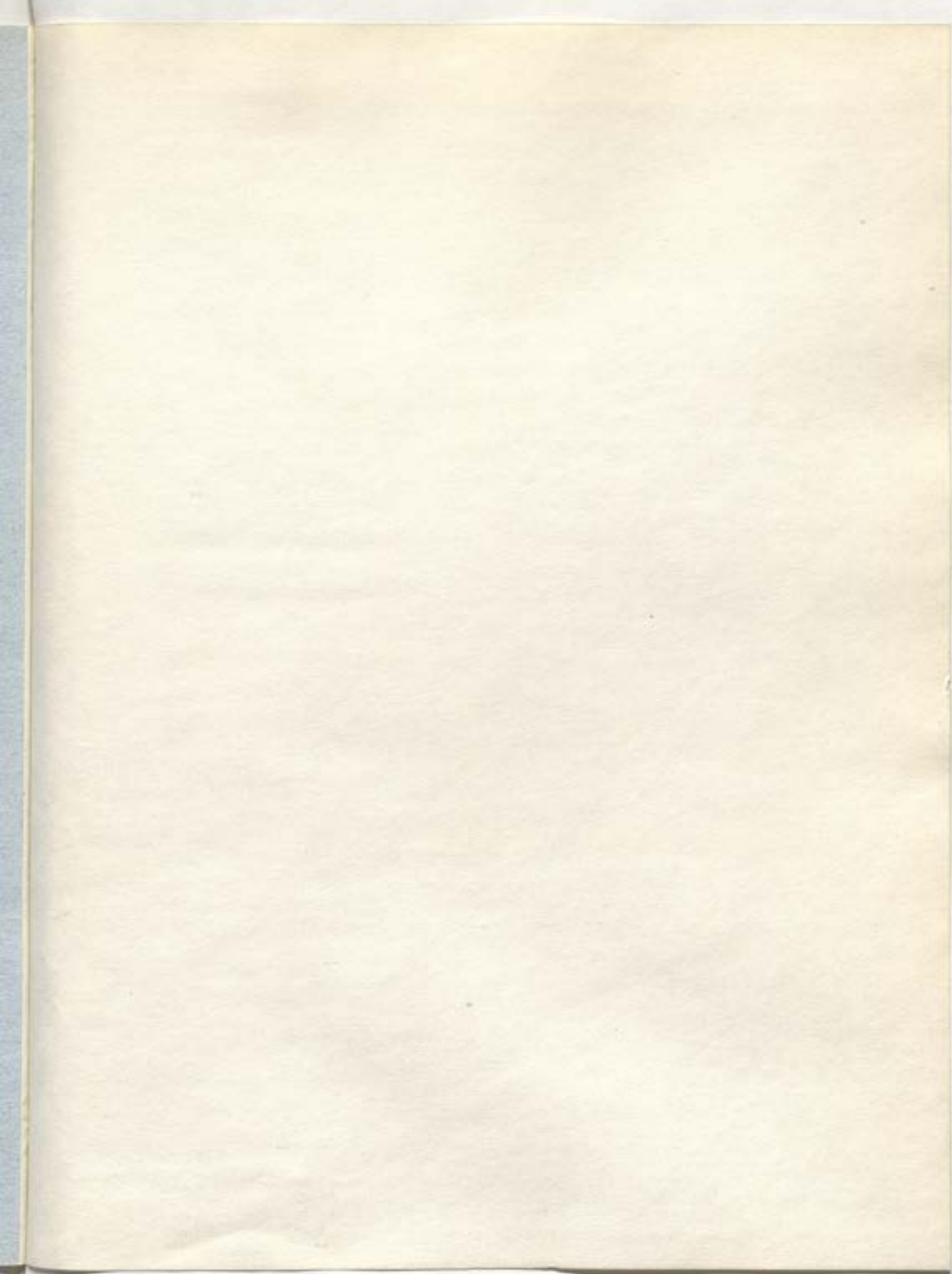
*

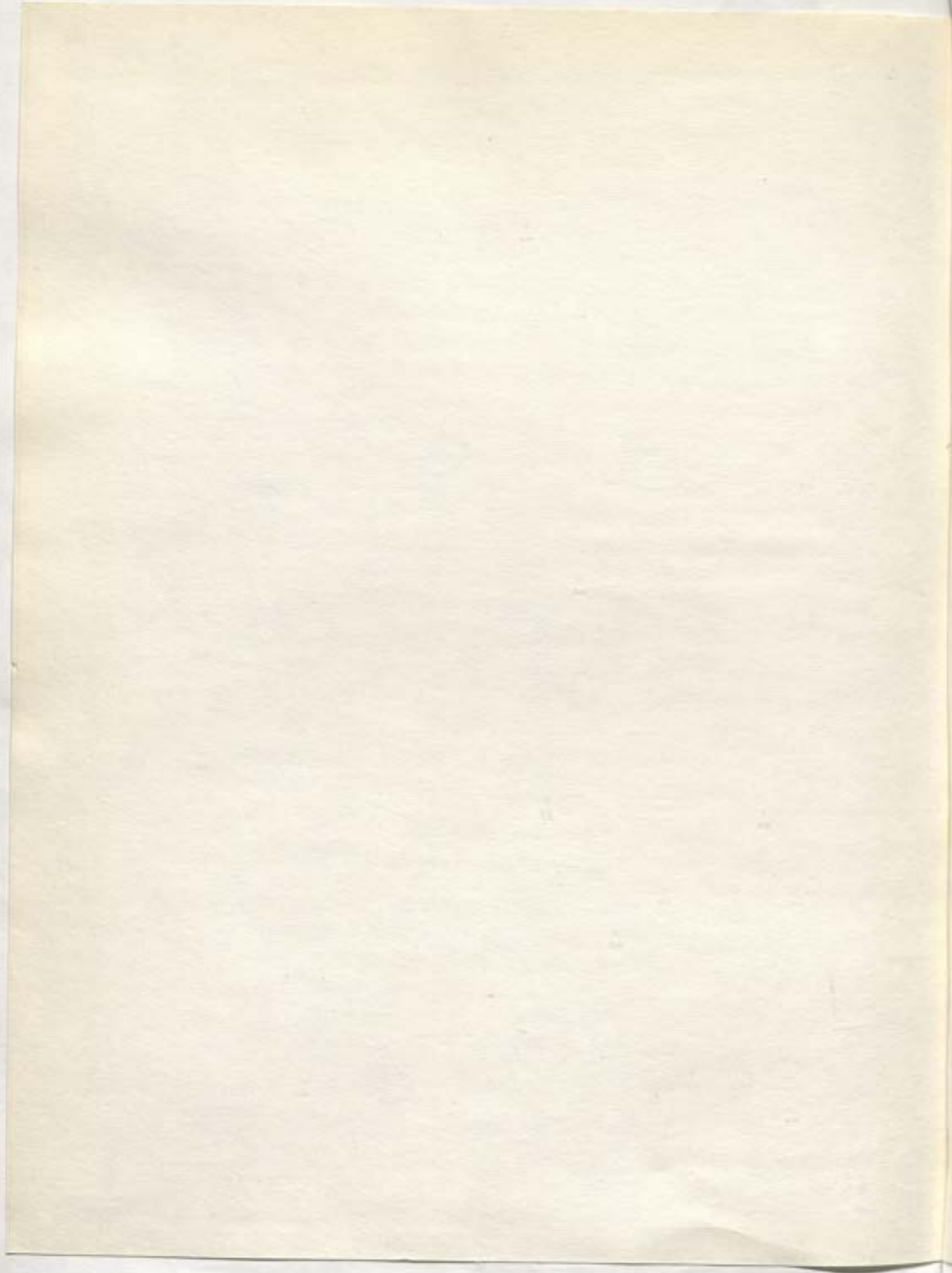
*CONTRIBUTIONS
DU CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES ET FINNO-SCANDINAVES*

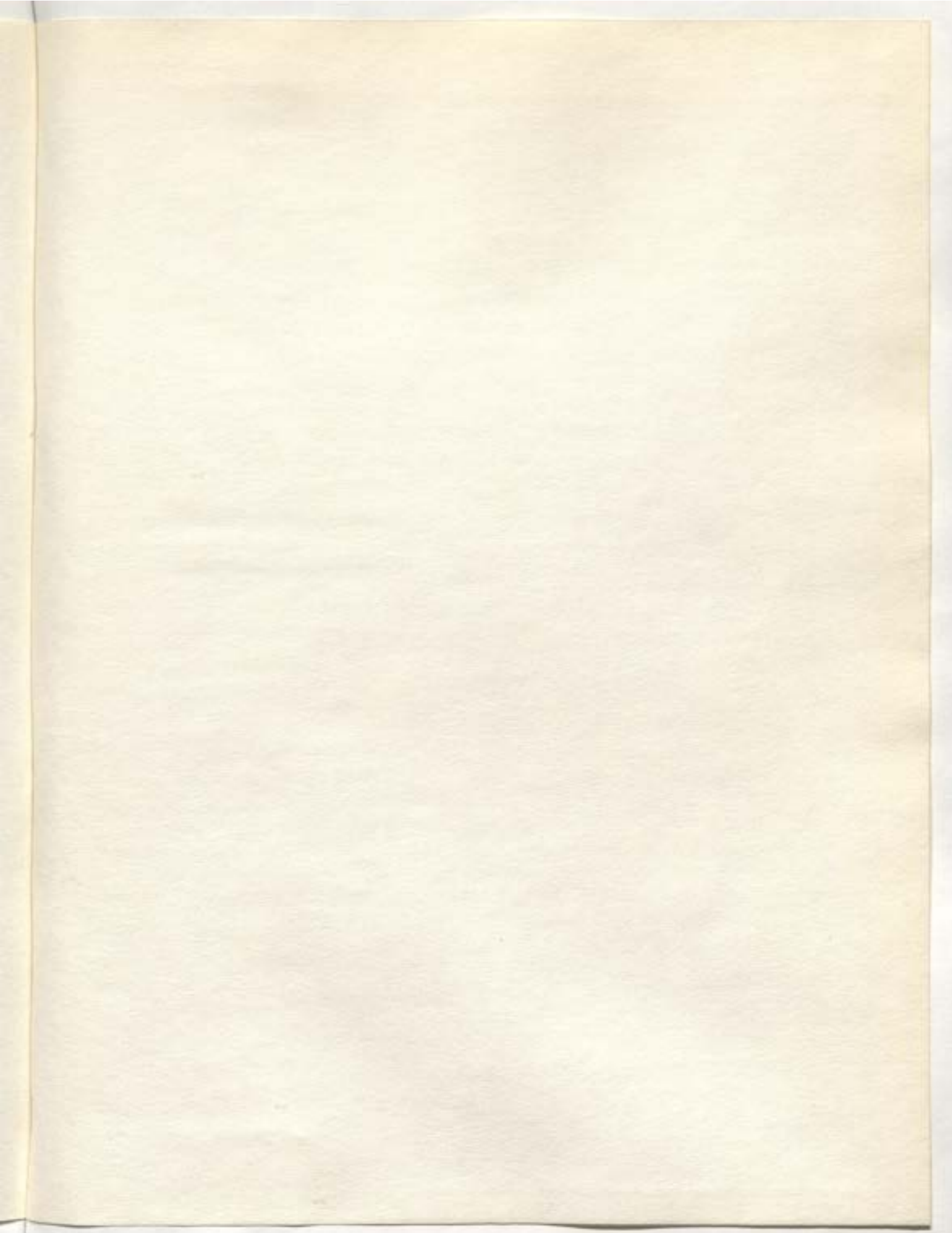
- 1 Jacques Rousseau : La Zonation latitudinale dans la Péninsule Québec-
Labrador. *épuisé*
- 2 Arnljot Strømme Svendsen : La route maritime du Nord : son importance
pour le transport maritime et la navigation internationale *paru*
- 3 Régis Boyer : Trois Sagas Islandaises du XIII^e siècle et un "Thåtr" *paru*
- 4 Charles Juliot de la Morandière : "La pêche française de la morue à Terre-
Neuve du XVI^e siècle à nos jours : son importance économique, sociale et
politique". *paru*
- 5 Régis Boyer : L'Islandais des Sagas, d'après les "Sagas" des contemporains.
à paraître
- 6 Eigil Knuth : Archeology of the musk-ox way. *à paraître*

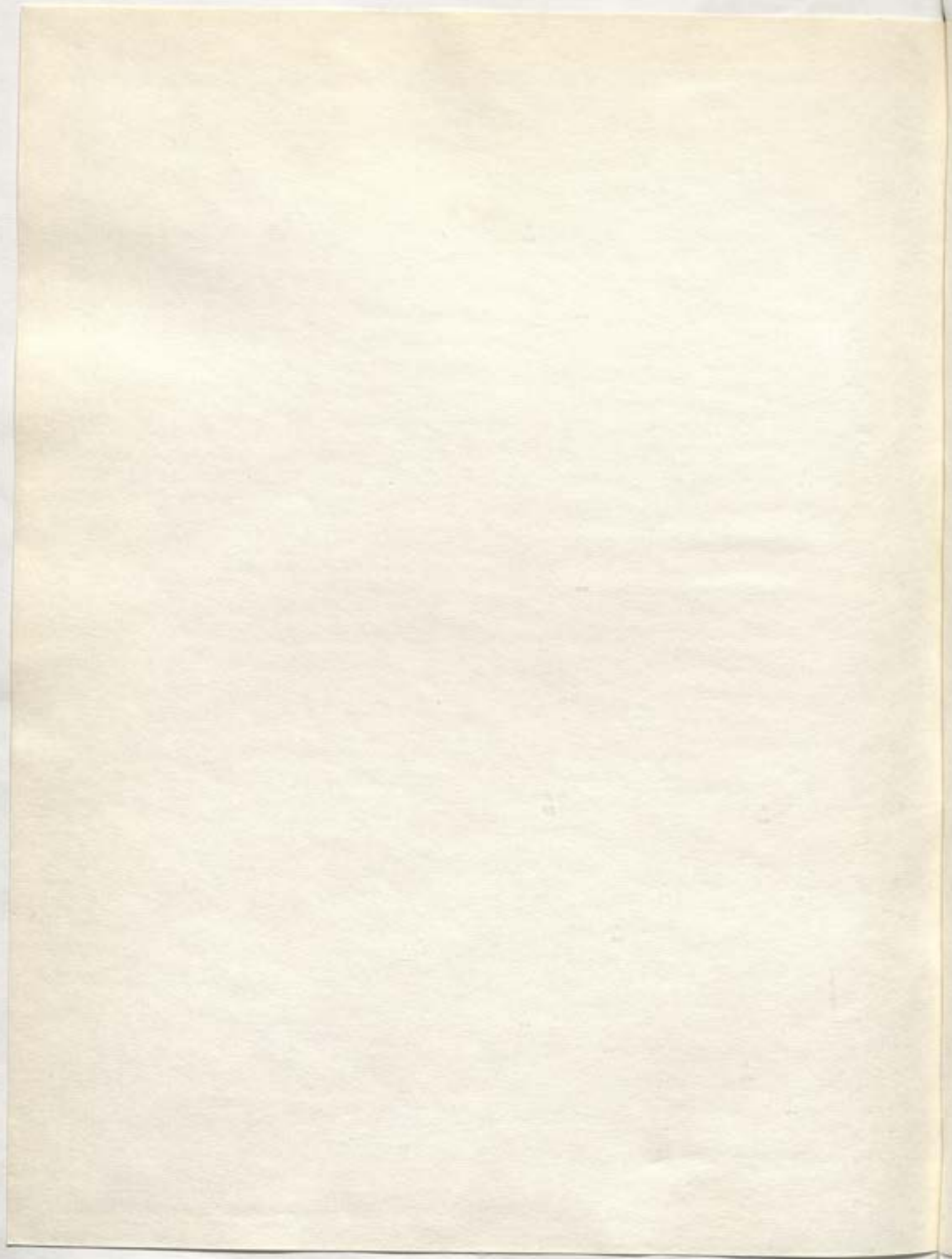
Agent de diffusion : S.E.V.P.E.N. (Ministère de l'Éducation Nationale) 13, rue du Four - PARIS (VI^e)

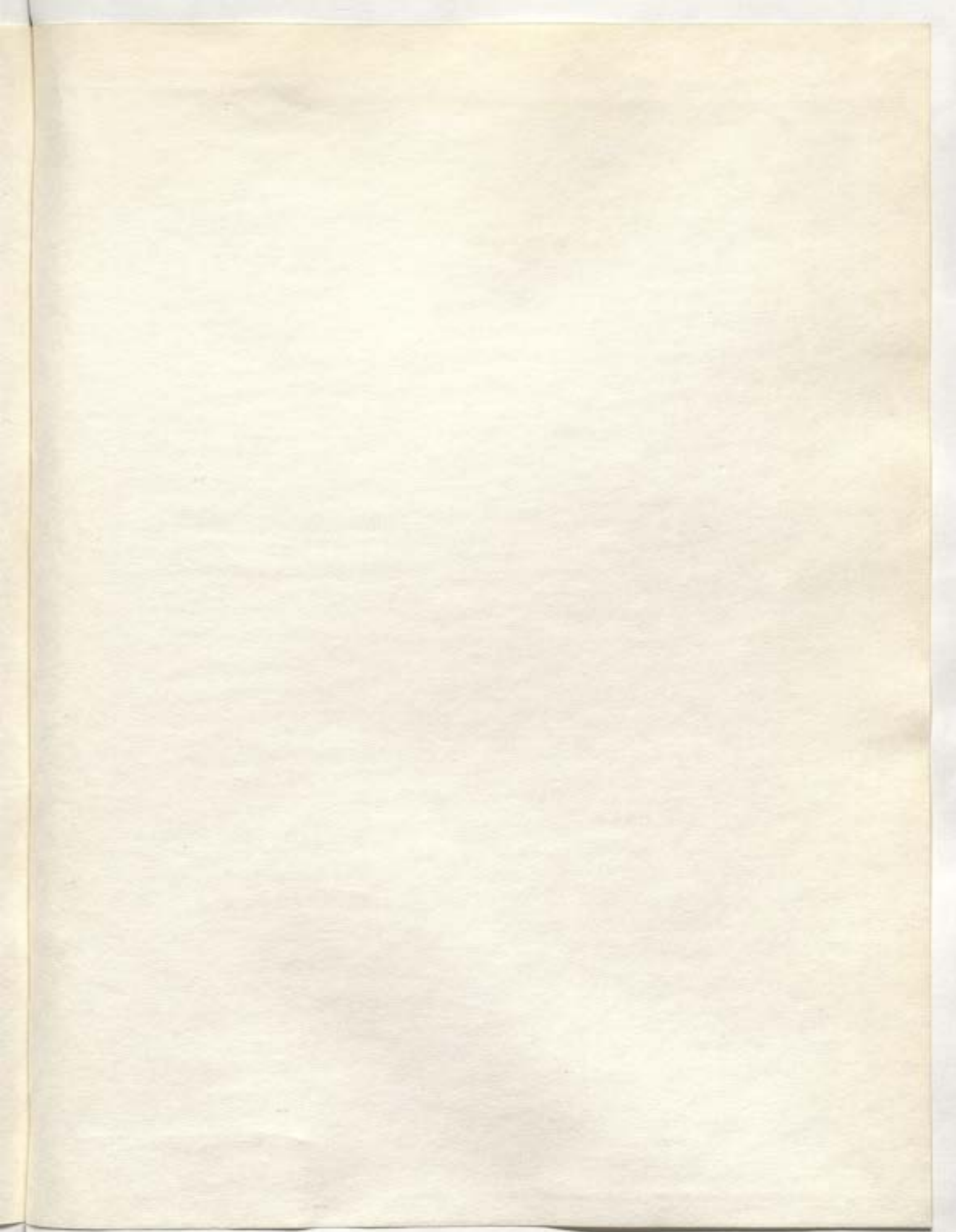
Le gérant : L. Velay

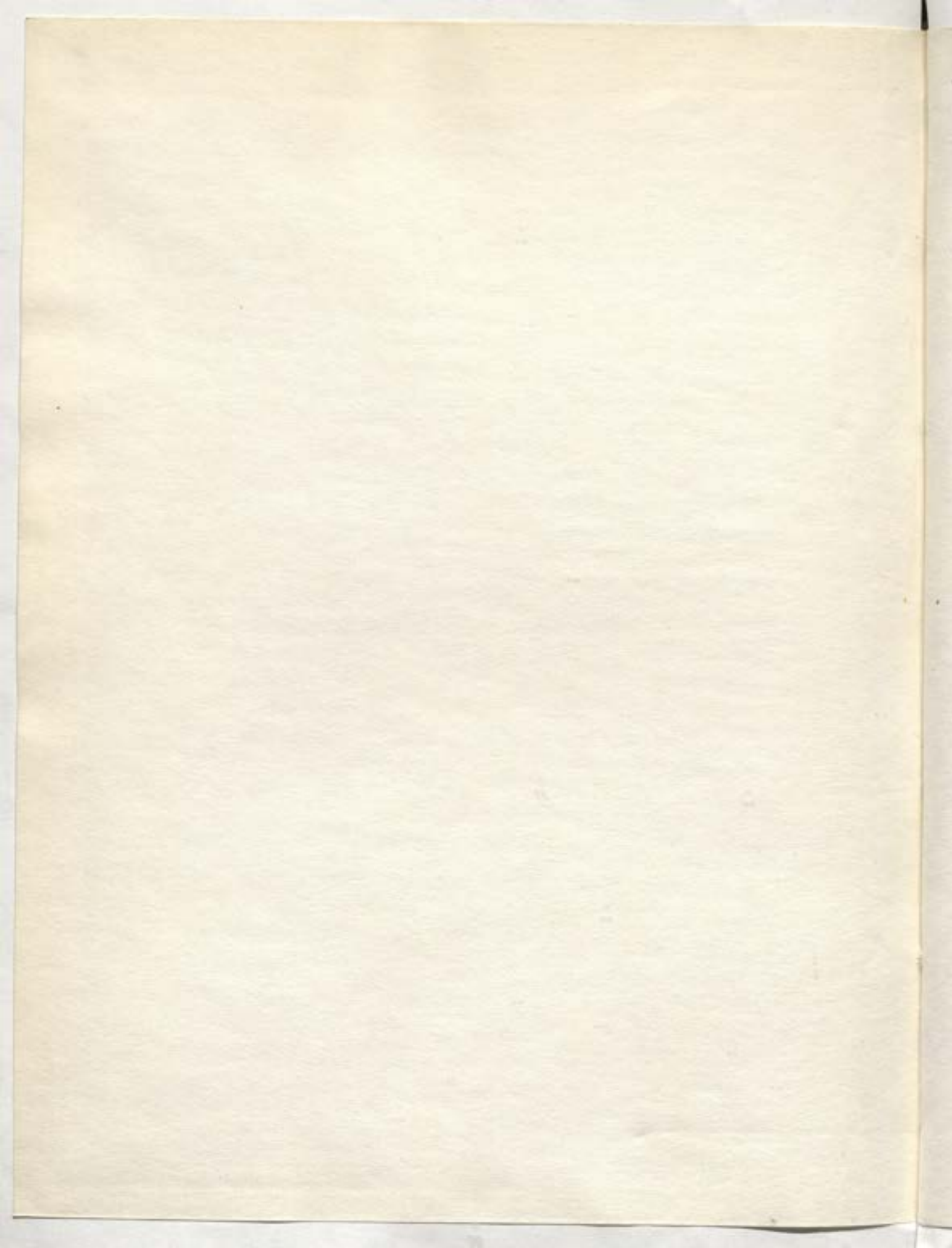


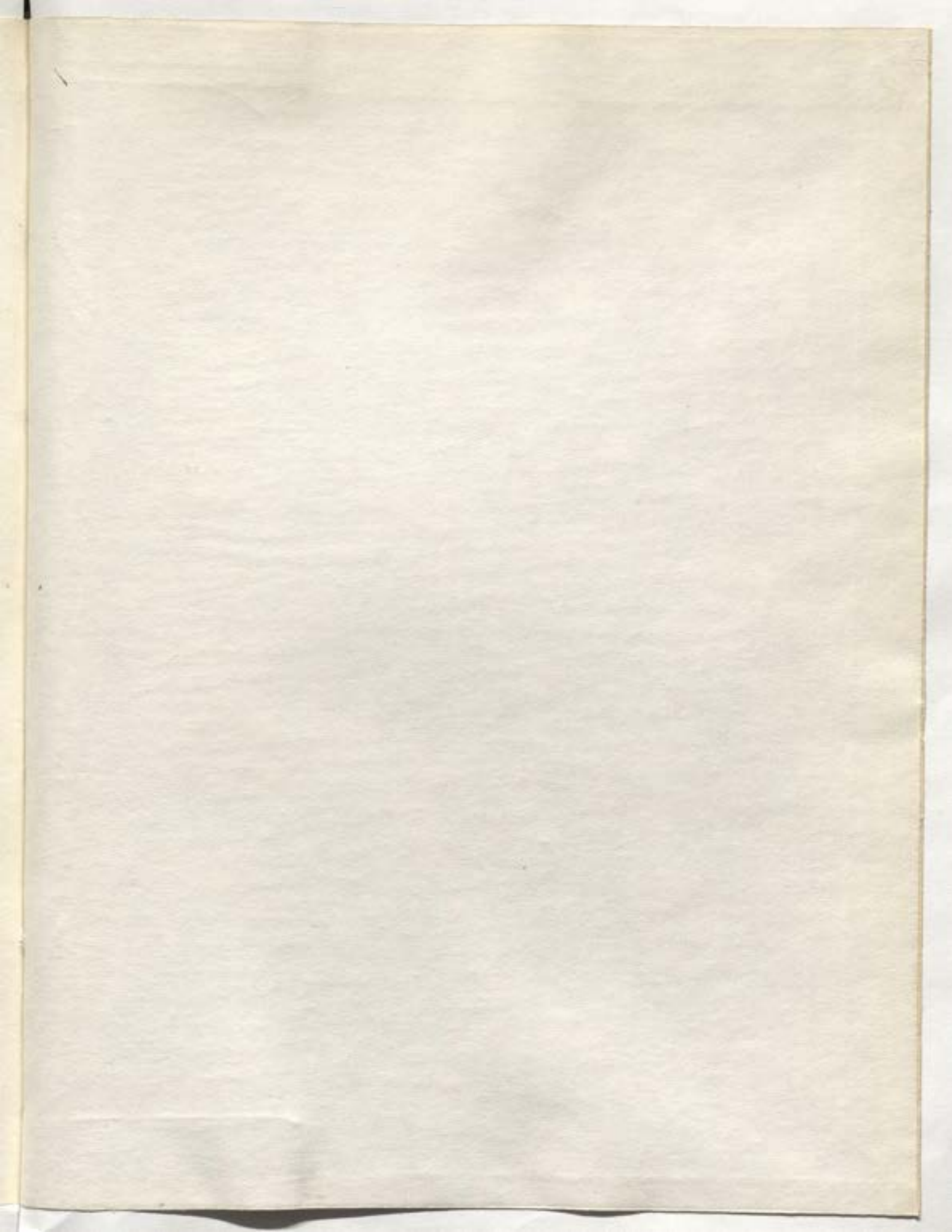


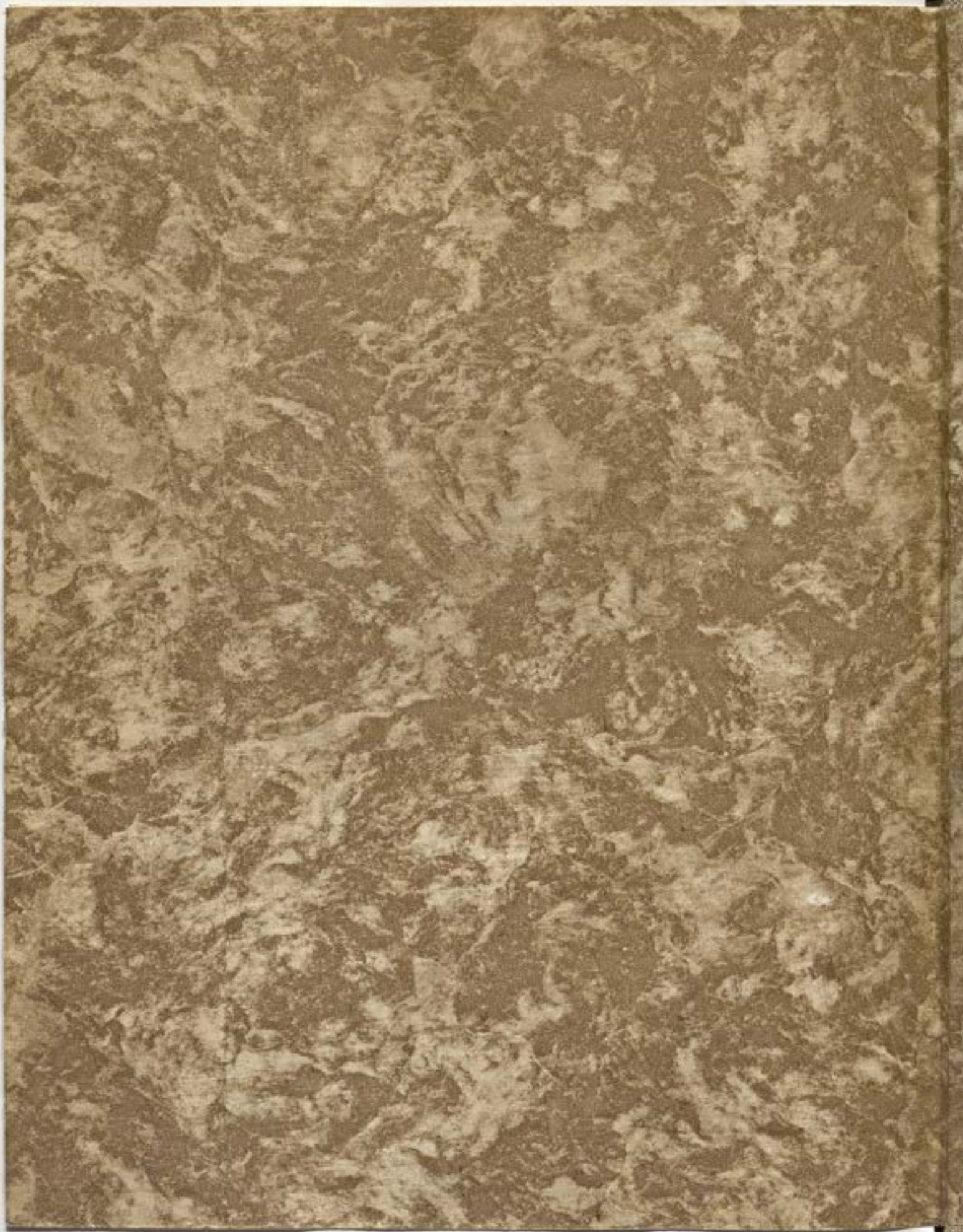


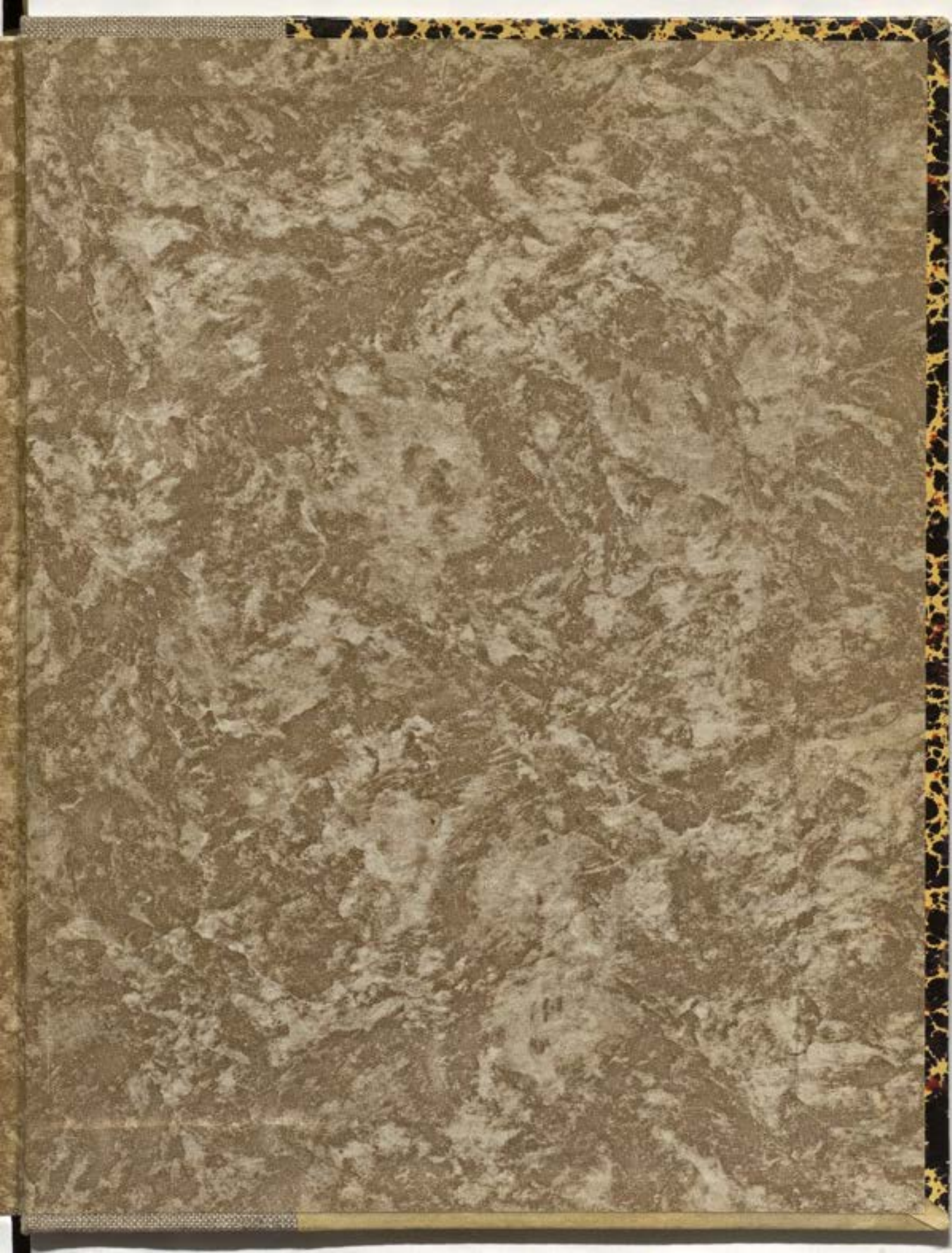


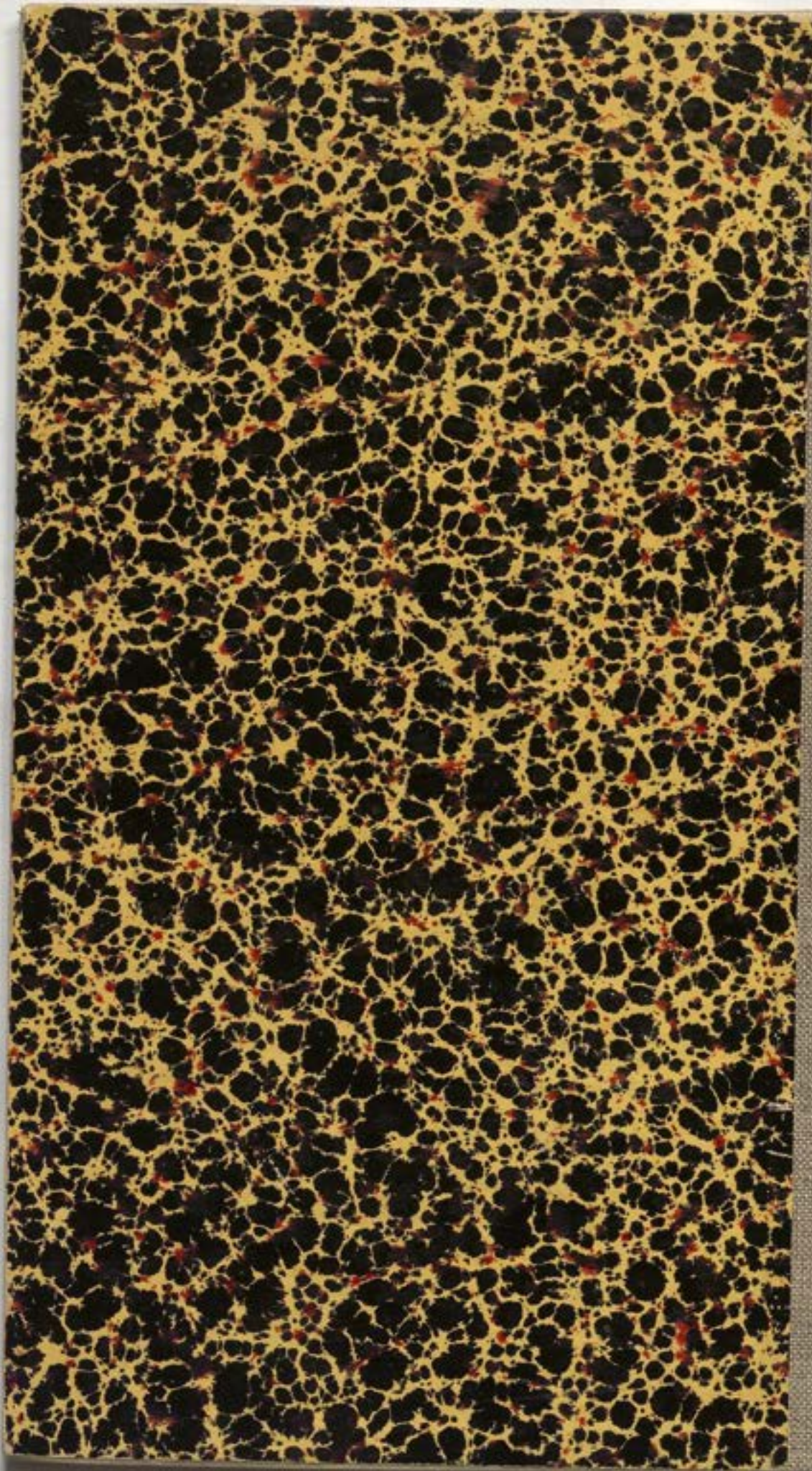












BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7531 06653862 1

4°R
11109

INTER-NORD

—
1966-67

